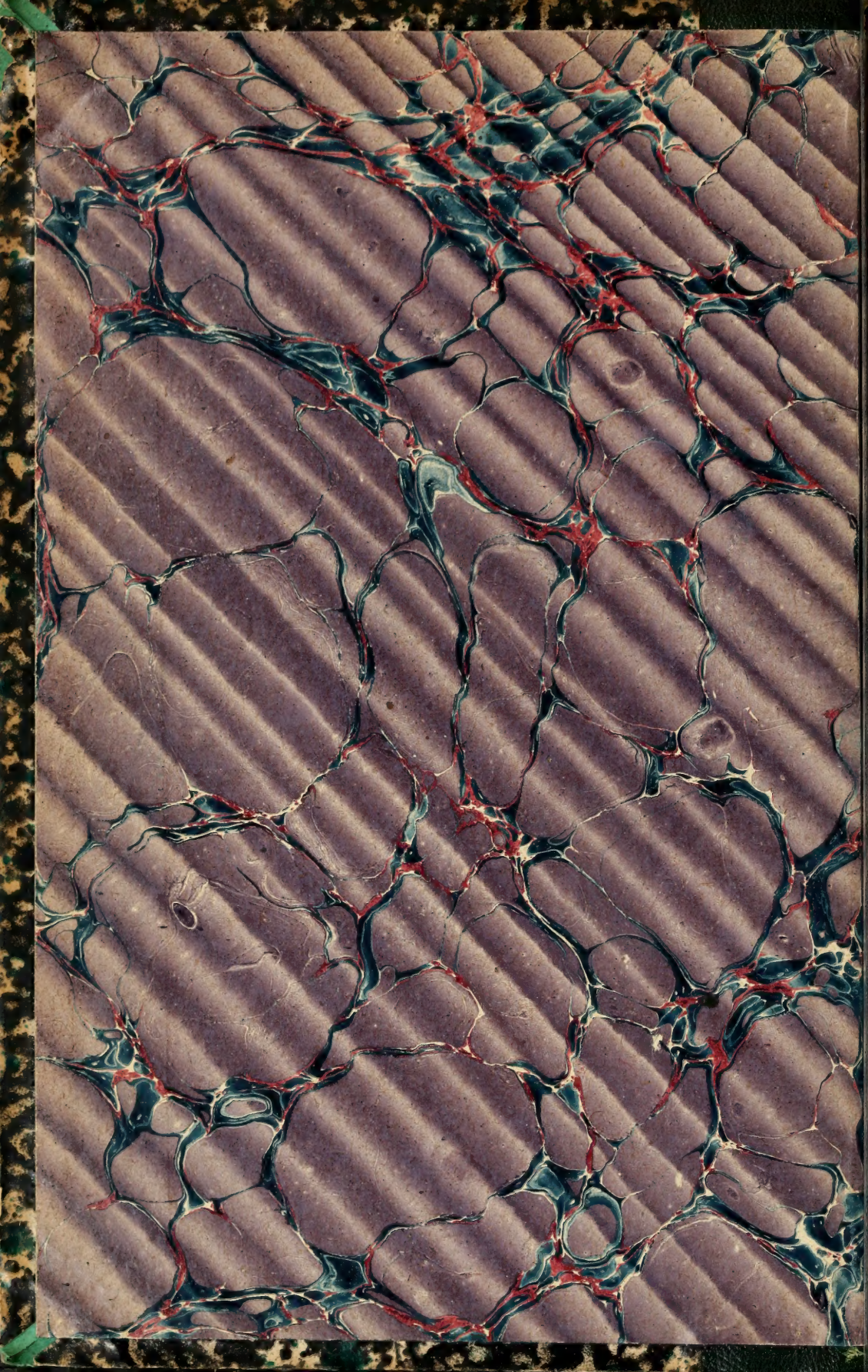

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLIIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABORE
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLIIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME CENT SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

1873

14282
6

AP
20
R5
pér. 2
t. 107

L'ESPAGNE POLITIQUE

PREMIÈRE PARTIE.

LE CARACTÈRE ESPAGNOL ET LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE.

L'Espagne est pour l'étranger qui la visite aujourd'hui une terre fertile en étonnemens et en scandales. Il s'y est passé depuis quelques mois des choses fort étranges, qui pourraient faire croire que la société même y est en péril. Un gouvernement sans autorité, qui, s'agitant dans le vide, donnait moins des ordres que des conseils, et semblait prendre ses gestes pour des actions, — les principaux revenus publics taris dans leur source, la banqueroute presque inévitable, une guerre civile dont on ne prévoit pas le terme, d'éternels soulèvemens de cantons et de bourgades, qui s'érigent en états autonomes, d'opulentes cités en proie à des tribuns de hasard ou à des socialistes coupe-jarrets, des meurtres, des incendies, l'effrayante confusion de tous les pouvoirs, de tous les métiers et de toutes les idées, — ici des prêtres travestis en chefs de bande, qui font dérailler des trains, bâtonnent des alcades, fusillent leurs prisonniers et parfois détroussent les passans, là des soldats mutinés, chassant ou massacrant leurs chefs, ailleurs des aventuriers politiques en cape blanche, la plume au vent, promenant de lieu en lieu leur candidature perpétuelle, leurs grands airs de bravoure et une batterie de canons dont ils fortifient leur éloquence, — à Madrid, une assemblée où tout le monde, sauf les hommes de mérite, aspire à devenir ministre, des clubs d'énergumènes où l'on disserte, l'écume à la bouche, sur la propriété collective, sur les vertus du quart-état, et où l'on dresse des autels à la sainte indiscipline, — voilà le spectacle qu'a offert la Péninsule, et qui arrachait ce cri à un journa-

liste espagnol : « dans notre malheureuse patrie, personne ne veut plus obéir, personne ne sait plus commander. »

Depuis peu, une réaction salutaire s'est fait sentir; elle a porté au pouvoir un homme de bien et de caractère, qui veut et qui sait commander; il l'a déjà prouvé. Les actives sympathies de tous les honnêtes gens accompagnent dans son rude travail ce gouvernement réparateur. Pourra-t-il tout réparer? Le mal qu'on a laissé faire est bien grand. On a attendu pour agir que le malade fût tombé en frénésie. Quelqu'un demandait naguère que, des Pyrénées à Cadix, il fût institué dans chaque *pueblo* une chaire de sens commun, et à Malaga les enfans, dit la chronique, chantent un refrain dont le sens est que l'Espagne a grand besoin d'une bonne camisole de force. Telle est aussi l'opinion de beaucoup de Portugais; ils se plaignent des dangers que fait courir à leur pays le voisinage d'une république affolée et débordée. « Nous ressemblons, nous autres Portugais, disait l'un d'eux, à un propriétaire qui a pour plus proche voisin le directeur d'un hospice d'aliénés. Nos fenêtres donnent sur le préau où ces malheureux, trop mal surveillés, viennent s'ébattre ou se gourmer; la nuit comme le jour, nous entendons leurs clameurs et leurs trépignemens. Le pis est que de temps en temps ils brandissent des torches pour mettre le feu à notre maison; nous sommes obligés d'avoir toujours l'œil au guet et de ne pas lâcher un instant le piston de nos pompes. Nous en perdons le sommeil; hélas! peut-être finirons-nous par devenir fous nous-mêmes. »

Cependant il est bon qu'un voyageur se tienne en garde contre ses premières impressions. Elles sont plus trompeuses en Espagne que partout ailleurs, et il n'est pas nécessaire d'y séjourner longtemps pour découvrir que la grande majorité des Espagnols se compose de très honnêtes gens, qui jouissent de tout leur bon sens, assaisonné souvent de beaucoup d'esprit. Pour ce qui est des fous, chaque pays a les siens; ceux d'Espagne, entraînés par l'ardeur de leurs passions et la véhémence de leur sang à de redoutables excès, sont capables quelquefois de retours, de soudains repentirs, et combien ne voit-on pas de fous qui ne se repentent jamais! Si les montagnes du Guipuzcoa et de la Navarre sont infestées par des malandrins en soutane, si on est sujet à rencontrer autre part des vendeurs d'orviétan qui se promènent avec du canon, on peut observer en revanche que dans tel chef-lieu il a suffi d'un gouverneur qui avait du cœur, assisté d'une poignée de volontaires, pour réduire un soulèvement et renverser d'un souffle des barricades, qu'il est aussi des provinces entières, comme l'Aragon, où le peuple s'est chargé de maintenir l'ordre, et qu'en d'autres endroits les foules, s'insurgeant contre l'insurrection, ont fait rentrer brusquement dans leurs trappes les boute-feux et leur cohorte. L'étranger qui par-

court Madrid dans un jour d'échauffourée populaire s'étonnera peut-être de n'y pas apercevoir un seul va-nu-pieds pris de vin, ce qui fait que l'émeute même y conserve quelque dignité, et qu'il subsiste comme un reste de raison dans la démence. S'il lit les journaux conservateurs, pleins de vérités très fortes, de persiflages très ironiques, d'épigrammes découpées à l'emporte-pièce, il apprendra avec surprise de leurs rédacteurs en chef qu'ils ne sont jamais inquiétés. S'il assiste aux séances des cortès, où il trouvera les partis monarchiques, représentés par un ancien modéré et un ancien *unioniste*, aux prises avec plus de deux cents démocrates fédéraux, un jour il entendra M. Esteban Collantes démontrer à ces fédéraux que la république fédérale est une chimère, un autre jour M. Rios Rosas remontrer à ces démocrates que les conservateurs sont le nerf et la sauvegarde des sociétés, — et il remarquera que, si M. Esteban Collantes se fait écouter, M. Rios Rosas se fait applaudir. S'indigne-t-il des funestes exemples donnés par une soldatesque qui ne connaît plus ses chefs, on lui expliquera que jadis le parti fédéraliste n'a négligé aucune occasion de parler et d'écrire contre les armées permanentes, contre la conscription, contre les rigueurs du code militaire ou de l'*ordenanza*, contre l'indigne servitude du soldat, jurant par les antinomies de Proudhon, par la philosophie de Krause, que dès qu'il arriverait au pouvoir, son premier acte serait de briser les fers de ces esclaves et de les renvoyer dans leurs foyers. Il s'est trouvé qu'à l'échéance on avait besoin du soldat pour faire tête aux carlistes, et que les nouveaux gouvernans l'ont conjuré d'oublier leurs promesses, de porter quelque temps encore son collier de misère. Est-il étrange qu'une si dure déception ait fait des mécontens et des rebelles? N'est-il pas plus surprenant que l'armée espagnole compte encore des régimens et des corps entiers qui sont demeurés fidèles au drapeau, et qui, aussi mal payés que mal nourris, se battent bravement et gaîment dans une guerre de montagnes âpre, fatigante, ingrate, où il y a plus de mauvais coups que de gloire à récolter?

Que notre voyageur interroge ensuite tel Anglais ou tel Français qui dirige depuis des années dans la Péninsule l'exploitation d'une mine ou quelque entreprise industrielle, sûrement il leur entendra dire que l'ouvrier espagnol est non-seulement intelligent et plus laborieux qu'on ne suppose, mais facile d'humeur, prompt à s'accommoder, plus gouvernable peut-être que tout autre. Il se convaincra aussi par ses propres observations qu'ayant peu de besoins les classes inférieures d'Espagne ont peu de convoitises, que, leur dignité les disposant à ne point mépriser leur sort, elles ne sont guère travaillées par l'envie ou la haine du bonheur et de la richesse d'autrui, et qu'elles se distinguent dans l'habitude de la vie par une certaine noblesse de sentimens, par une générosité, par une

hidalguie native, par le respect de soi-même et des autres. On sera tenté d'en inférer que ce qui manque à ce troupeau bien disposé, ce sont des bergers dignes de le conduire. Quiconque a visité la *coronada villa* s'est aperçu bien vite que Madrid n'est pas seulement une ville de luxe et de plaisirs, qu'elle est une ville d'intelligence et de fine culture, qu'il s'y trouve une élite très nombreuse d'esprits éclairés et libéraux, quelques-uns tout à fait supérieurs, d'une souplesse et d'une ouverture merveilleuses, informés de tout, également instruits des affaires de leur pays et de celles de l'étranger, aptes au gouvernement, et qui figureraient avec honneur dans tous les conseils de l'Europe. Que reste-t-il après cela sinon d'accuser les étoiles, de conclure que les Espagnols sont l'un des peuples les mieux doués et les meilleurs de l'Europe, mais que les destins les ont condamnés, et qu'il est faux que les nations aient toujours le gouvernement qu'elles méritent?

C'est bien là l'intime pensée de cette élite d'hommes distingués dont nous venons de parler. Ils gémissent sur les misères de leur pays; mais ils n'ont garde de le renier, ni de le mépriser; ils ont pour lui des entrailles de miséricorde et de tendresse. — « Vous voyez jusqu'où nous sommes tombés, nous écrivait l'un d'eux, et pourtant soyez sûr que, dans l'état d'abandonnement où nous sommes, notre ancienne vertu nous soutient encore, et qu'en tout autre pays, soumis à l'épreuve que nous traversons, il se commettrait plus d'excès et plus de crimes qu'ici. En définitive, les grands criminels sont rares parmi nous; partout en Espagne, le bien est plus fort que le mal, et aucune société en Europe ne renferme plus d'élémens sains que la nôtre. » Ainsi parlent ces affligés, qui ne consentent point à désespérer de l'avenir. Ils ont la foi, ils opposent à l'épreuve présente les certitudes d'une invincible confiance; ils s'écrieraient volontiers avec un de leurs poètes : « Dans cette funeste rencontre, je prendrai pour symbole le faucon, avec son chaperon et sa chaîne; ce qui console mon infortune, c'est l'inscription mystérieuse que je lis sur son bandeau et qui dit : « Joyeux, à travers mes ténèbres, je vois déjà briller la pure lumière. »

. . . . . Alegre espero
Tras las tinieblas luz pura.

Quoiqu'il soit permis de beaucoup attribuer aux accidens fâcheux et au malheur des circonstances, nous aidons toujours à nos disgrâces, et nous répondons en quelque mesure de notre sort. S'il est en Espagne des politiques sans reproche, les partis ont tous quelque chose à se reprocher, aucun d'eux n'a un passé entièrement net; mais au lieu de faire un examen rigoureux de leurs péchés, ils préfèrent s'accuser réciproquement, et, dans les réquisitoires passion-

nés qu'ils fulminent les uns contre les autres, beaucoup de vérité se trouve mêlé à beaucoup d'injustice. « Qu'avez-vous fait de l'Espagne? disent les conservateurs aux républicains. Le 5 pour 100 coté à 16, le trésor vide, les carlistes maîtres de trois provinces, les commandemens et les charges confiés à des incapables qui galvaudent tout ce qu'ils touchent, le soldat sourd à la voix de ses généraux et de l'honneur, la marine infectée de cette contagion, nos bâtimens de guerre transformés en pirates, nos colonies compromises, l'unité nationale menacée et qui demain peut-être ne sera plus qu'un souvenir, un pays qui s'effondre, les héritiers de Charles-Quint condamnés aux mépris de l'Europe et, pour dire davantage, à la pitié du Mexique, — voilà vos œuvres. Que sommes-nous devenus entre vos mains? Où sont vos programmes? où sont vos promesses? où est cet âge d'or, cette ère de gloire et de félicité que vos songeurs nous annonçaient? » Les républicains leur ripostent : « Qui êtes-vous pour nous accuser? N'avez-vous pas commencé toutes les calamités que nous voyons? Vous nous reprochez la ruine des finances. Où était le 3 pour 100 quand nous avons pris le pouvoir? A 23. Et ne vous souvient-il plus que dès 1864 vous aviez fait dans le budget un déficit de plus de deux milliards de réaux, et que l'année suivante, lorsqu'un de vos ministres voulut opérer une souscription nationale de 300 millions, il n'en trouva que 55? Vous nous reprochez les carlistes. Il vous a fallu sept ans pour les réduire, et ils n'ont pas attendu que nous fussions aux affaires pour rentrer en campagne. Vous nous imputez la désorganisation de l'armée. Qui donc lui a enseigné la désobéissance, l'art dangereux des *pronunciamientos?* Qui, si ce n'est vous, a énervé le sentiment de la discipline dans les chefs et dans les soldats en les menant à l'assaut du pouvoir, en récompensant leurs trahisons par de scandaleux avancemens ou par des réductions de service? Et la marine, est-ce un des nôtres qui en 1868 l'a pour la première fois insurgée? Il vous sied mal de gémir sur les maux du pays; il est malade des leçons que vous lui avez données, et nous ne sommes que les tristes héritiers de vos fautes et de vos désastres. Plût au ciel que nous eussions pu n'accepter votre succession que sous bénéfice d'inventaire; mais notre avénement, qui est votre ouvrage, nous a surpris. En quatre ans, vous avez brisé deux couronnes, et c'est vous qui avez imposé la république à l'Espagne. »

Les républicains ont raison : on ne saurait sans la plus criante injustice les accuser d'avoir interrompu une ère de prospérité politique. Il n'ont point ouvert l'abîme; il leur reste à prouver qu'ils sont capables de le fermer. Sans entrer dans le détail de l'histoire d'Espagne depuis quarante ans, il est incontestable que la monarchie constitutionnelle n'avait pas réussi à s'y asseoir, ni à donner

aux institutions comme aux ministères cette durée et cet équilibre que réclame le développement des intérêts. « Dans la plupart des cas, a dit un publiciste anglais, mieux vaut l'esprit de suite avec la médiocrité que le tohu-bohu avec de grands talens. » L'Espagne a eu pour sa part les grands talens et le tohu-bohu. A la vérité, deux de ses hommes d'état ont opéré des miracles. L'un, type des conservateurs bouillans et des gouvernemens de combat, le général Narvaez, a su se faire obéir des tempêtes et maintenir l'Espagne en repos durant la révolution de 1848, qui a ébranlé les plus solides monarchies. L'autre, plus libéral et flegmatique, le général O'Donnell, a fait durer cinq ans un cabinet qui s'est illustré par de grands travaux publics, par le règlement définitif obtenu du saint-siége pour le désamortissement des biens du clergé, et par cette glorieuse guerre du Maroc dont le succès a excité les ombrages de l'Angleterre. Les exceptions ne font pas la règle; durant quarante ans, l'ordre n'a guère été en Espagne qu'un accident heureux. Le tohu-bohu a fini par dévorer les grands talens aussi bien que les petits. Quelle rapidité dans les mutations! Que de ministères faits et défaits en quelques jours! Les caractères les plus forts se sont brisés dans la lutte, la patience a manqué aux plus persévérans. Cette fragilité du pouvoir s'est communiquée aux principes mêmes de l'état; l'Espagne a eu coup sur coup cinq assemblées constituantes et plus de cinq constitutions. Triste sort pour un pays que d'être gouverné par des hommes et par des choses sans lendemain ! ces régimes éphémères diminuent à la longue l'âme d'un peuple et n'y laissent de place que pour des pensées d'un jour.

Telle a été la destinée de l'Espagne, et il faut convenir que les amis de la monarchie lui ont fait plus de mal que ses ennemis, que la république n'a rien détruit, qu'elle a succédé à des institutions qui s'étaient comme acharnées à se détruire elles-mêmes, qu'elle est née de l'impuissance de constituer autre chose, qu'elle a bâti sur des décombres, et que, si elle avait besoin d'une excuse, elle la trouverait dans la déshérence d'un trône qui deux fois est resté vide. Aussi, avant de rechercher quelles difficultés particulières et nouvelles a pu susciter son avénement, il est naturel de se demander comment il se fait qu'un peuple doué de qualités rares n'ait pu se donner jusqu'aujourd'hui un gouvernement stable, et quelles influences malignes ont traversé en Espagne l'établissement de la monarchie constitutionnelle (1).

(1) La *Revue* a publié autrefois plus d'une étude sur la politique espagnole. Nous tenons surtout à rappeler ici les instructifs et remarquables travaux de M. Ch. de Mazade, qui les a réunis dans deux volumes intitulés *l'Espagne moderne* et *les Révolutions de l'Espagne contemporaine*. Ces deux ouvrages jouissent en Espagne même d'une juste réputation.

I.

Montesquieu a remarqué que, les divers caractères des nations étant mêlés de vertus et de vices, il est d'heureux alliages d'où naissent de grands biens, qu'il en est d'autres dont il résulte de grands maux, que partant les vices politiques ne sont pas tous des vices moraux, ni tous les vices moraux des vices politiques. Il en va de même des qualités et des défauts de l'esprit; tel défaut peut servir en politique, telle qualité peut nuire. Les peuples lourds, à l'esprit épais, étrangers à toute idéalité, sont plus propres que les autres à se bien gouverner. Les chimères ont peu de prise sur eux, et ils se défient de leurs imaginations, quand par hasard ils en ont. Très attachés à leur intérêt, ils le prennent pour règle de leur conduite; s'ils découvrent que la liberté est plus favorable que le despotisme à la prospérité de leurs affaires, ils portent le génie des affaires dans l'exercice de la liberté. Soumis à leurs habitudes, ils sont disposés à préférer ce qu'ils ont et qu'ils connaissent à tout ce qu'on leur promet et qu'ils ignorent; il y aurait dans un bonheur inaccoutumé quelque chose qui les troublerait. Le souverain bien politique consiste pour eux dans une existence bien ordonnée, dans la certitude de pouvoir faire demain et l'an prochain ce qu'ils ont fait hier et l'an passé.

Les Espagnols sont à la fois une des races fines et une des races nobles de l'Europe. Ils savent unir la vivacité et la souplesse de l'esprit avec la hauteur des sentimens, la possession de soi-même avec la facilité du commerce, la noblesse du langage avec un exquis naturel et la parfaite simplicité des manières. Ils sont exempts de certains travers que tolèrent trop aisément certains peuples, qui pourtant ne sont pas lourds; on ne connaît guère chez eux la morgue doctrinaire de l'homme en place, le ton rogue des médiocrités prétentieuses, les airs suffisans d'un cuistre empêtré dans son personnage, l'insolence employée comme moyen de gouvernement. Ce qui frappe davantage encore, c'est qu'ils concilient la dignité avec la gaîté facile, avec un fonds intarissable de belle humeur.

On ne saurait trop vanter la gaîté espagnole; elle est un défi de l'homme à la destinée, une victoire de l'esprit sur les choses, un miracle, un don de la grâce. Qu'on y pense, une gaîté qui a résisté à trois siècles du régime le plus oppressif qu'ait jamais subi aucun peuple européen, une gaîté qui a traversé l'inquisition, l'ombre et le silence de Philippe II; cette belle humeur qui résiste à tout vit de peu et ne coûte guère à la Providence; elle ne réclame que de médiocres frais d'établissement, elle se suffit à elle-même. A quelqu'un qui lui demande : « Es-tu content? » un personnage de Lope de Vega répond : « Oui, car je veux l'être. » Il dit aussi : « Je veux

être pauvre et pas triste; de deux maux, je choisis le moindre. » « Quel homme singulier tu fais! s'écrie dans une pièce d'Alarcon un valet parlant à son maître; tu ne bois pas au cabaret, et pourtant tu t'y amuses; tes yeux, seigneur, versent la joie. » Ils abondent dans la Péninsule, ces yeux qui versent la joie; elle a inventé le bonheur économique, qui se compose de soleil, d'oisiveté, de causeries, d'airs de guitare, de journaux à un sou, de cigarettes à un liard, d'un peu de merluche, de beaucoup de verres d'eau et de l'espérance de voir tuer le dimanche qui va venir six taureaux bien encornés. Il n'est pas plus malaisé que cela d'être heureux, quand on sait s'y prendre. La capitale de l'Espagne est pleine de gens qui sont contens parce qu'ils veulent l'être : aussi le proverbe dit que la parfaite félicité est de vivre aux bords du Manzanarès, et que le second degré est d'être logé au paradis, pourvu qu'il y ait là-haut un guichet pour voir Madrid. Non, ce n'est pas s'aventurer que de prétendre qu'en dépit des carlistes, en dépit des incendies d'Alcoy, en dépit des pétroleurs de Séville, en dépit du sang qui crie et du coupon qui ne se paie pas, il y a dans l'Espagne d'aujourd'hui, telle qu'elle est, plus de gens contens, plus de vrai bonheur que dans la Prusse, le plus gouverné des pays, ou dans l'industrieuse et opulente Angleterre. L'Espagne pourrait dire à ces puissances orgueilleuses, qui méprisent ses haillons et condamnent superbement ses fous, ce que disait au roi Henri VIII le Pasquin de Calderon : « Peu m'importe de n'être pas roi du moment que je suis gai. Un philosophe répondit à un soldat qui lui vantait les grandeurs d'Alexandre son maître : — Cueille à terre la fleur que voici, porte-la à ton Alexandre et prie-le qu'il en fasse une semblable. Trophées, gloire, lauriers, triomphes, que lui sert tout cela, si après tant de prodiges il ne peut fabriquer une fleur si facile à pousser qu'elle se rencontre dans la première prairie venue? — Et moi, je représente de même à votre majesté que, monarque souverain comme vous l'êtes et admiré de tout l'univers, vous ne pouvez pourtant être gai, chose si commune et si vulgaire qu'on la trouve dans un gueux sans chemise comme moi, et qui demain peut-être sera mort de faim. »

Que l'Andalousie, ravagée par l'anarchie et ensanglantée par le crime, entende encore des bruissemens de castagnettes, que la veille ou le lendemain d'une émeute le Prado et le Buen-Retiro voient accourir en essaim sous leurs ombrages les plus beaux yeux du monde qui respirent la joie de vivre et l'orgueil du commandement, une si allègre insouciance a quelque chose d'héroïque et d'admirable; mais elle est un danger politique. Sa gaîté naturelle rend l'Espagnol indifférent à beaucoup de maux, *sufrido*, c'est-à-dire insensible à bien des privations, prompt à se distraire et à se consoler, et il est fâcheux qu'un peuple ait la consolation trop facile.

Sa belle humeur lui donne cette qualité qui n'a de nom que dans son admirable langue, la *conformidad* ou la disposition à s'accommoder de son sort, et il en résulte qu'il vit sans trop souffrir dans certaines situations qui seraient insupportables à tout autre. Elle lui donne un enjouement qui voit dans les tragédies de l'état des comédies de cape et d'épée, qui s'amuse à en deviner l'intrigue, à en prévoir le dénoûment, à siffler le capitan qui reste court, à battre des mains au spirituel aventurier qui a le mot juste et se tire des embarras les plus épineux par une *grâce*.

Cette société, qui se croit au spectacle, assiste en étrangère à ses propres destinées; il faut qu'on la réduise aux plus dures extrémités pour qu'elle songe enfin à se défendre contre le malheur. L'Espagnol aime à s'épargner la fatigue des longues prévoyances. Même dans la grave Castille le paysan ne cultive de terre que ce qu'il en faut pour suffire à sa subsistance; il emploie à jouir de la vie le temps qu'il perdrait à ensemencer et à labourer le reste. L'ouvrier de Madrid et de Séville dépense en un jour de liesse le fruit de son épargne, et se résigne sans effort à vivre de régime jusqu'à ce que sa tirelire, remise à flot, soit grosse d'une nouvelle folie. Pareillement le peuple espagnol se paie à lui-même de temps à autre la fête d'une révolution : arrive que pourra, il a fait ce jour-là ce qui lui plaisait; quelles que soient les conséquences de son action, il se sent de force à les supporter. L'Espagne vit au jour le jour; nulle part les lendemains ne sont si légers, on les soulève comme une plume. Heureux, politiquement parlant, sont les peuples à qui pèse le souci du lendemain : ils dormiraient mal sous l'abri vacillant d'une tente, qu'emportera le premier vent d'orage; ils prennent de la chaux et du sable, ils se bâtissent des maisons et des gouvernemens qui durent.

Si l'Espagne est éternellement gaie, c'est qu'elle est éternellement jeune, et ceci est encore un miracle. Jeune après avoir eu des maîtres qui tout vivans se donnaient la représentation de leurs funérailles, jeune après Philippe III et Charles II, après Charles IV et Ferdinand VII, après le trop long règne de la défiance saturnienne ou de l'imbécile bigoterie! On trouve le secret de bien des choses dans les maîtres de la poésie castillane, fidèles interprètes du génie de leur nation, et si différens de ces admirables poètes italiens, qui, hormis l'Arioste, n'ont jamais été ni gais ni jeunes. Lope de Vega nous montre un empereur rencontrant dans les bois un paysan à la tête blanche, mais si vif et si vert qu'on ne sait quel âge lui donner. « N'avez-vous jamais vu, répond le paysan à cet empereur qui s'étonne, un arbre antique dont le tronc, quoique ridé, se couronne de verts rejetons? Voilà où j'en suis; le temps passe, et je me succède à moi-même. »

Yo me sucedo á mi mismo.

Ce mot est l'emblème de l'Espagne; les siècles passent, elle se succède à elle-même. Les Italiens, qui ne sont pas jeunes, ont fait preuve dans ces dernières années d'un esprit de conduite qui a singulièrement avancé leurs affaires. La jeunesse, ce bien précieux, est une terrible chose en politique; l'expérience ne l'instruit point, elle est l'éternelle recommenceuse. La jeunesse ne sait ni prévoir, ni obéir, ni craindre; elle ne craint pas même ce que les sages appréhendent plus que tout le reste, l'inconnu. « Rien ne m'effraie tant que l'indéfini, disait un jour aux cortès de 1870 l'un des premiers orateurs de la tribune espagnole, M. Cánovas del Castillo. Je ne crains pas les multitudes, je ne crains pas les réformes, je ne crains pas même les grandes catastrophes de l'histoire, quand elles ont des solutions déterminées et nettes. En revanche, je redoute tout mouvement politique, pour inoffensif qu'il paraisse, lorsqu'il ne répond pas à une formule précise, lorsqu'il est engendré par des illusions, par ces fantômes qu'on appelle les idées vagues, lesquelles conduisent le plus souvent à de terribles déceptions et à de funestes reculs. » Et il disait encore : « Je ne crains ni les compromis, ni les responsabilités, ni l'injustice de mes adversaires; je ne crains qu'une chose, c'est l'inconnu, et jamais je ne transigerai avec lui. »

Quand la jeunesse a fait un pacte téméraire avec l'inconnu, et que l'inconnu l'a trompée, elle n'accuse point son aveuglement, elle s'en prend aux choses et aux hommes, et, s'irritant contre ses maux, elle n'en cherche pas longtemps le remède; le premier qui se présente lui semble bon, son impatience recourt aux expédiens. « Il y a, messieurs, disait la même année le même orateur, il y a dans le cœur et dans la manière de sentir de notre peuple une fatale disposition qui, aidée par l'imprévoyance, le pousse à remplacer sans examen suffisant une solution par une autre, à chercher dans un changement d'attitude un remède facile à ses embarras, qui ne se laissent pas si aisément corriger. La disposition dont je parle se révèle par des phrases comme celles-ci, que nous entendons répéter tous les jours : tout plutôt que cela, il faut sortir à tout prix de ce mauvais pas, et par le premier chemin venu! Ce triste programme, l'histoire en fait foi, est la cause permanente des fréquentes et déplorables perturbations qui pendant plus de quarante ans ont affligé notre pays. » C'est ainsi en effet que les peuples jeunes ne voient de remède à une révolution manquée que dans une nouvelle révolution. Ils ressemblent à ce goutteux qu'un empirique se fit fort de guérir. Les drogues opérèrent si bien qu'après peu de jours le malade n'était plus goutteux; mais il était devenu paralytique, et on assure qu'il s'écriait dans ses oraisons : Seigneur Dieu, rendez-moi ma goutte! Le ciel entend souvent des vœux pareils au lendemain des

révolutions. Il en est d'heureuses, il en est de nécessaires, il en est d'autres après lesquelles on crie de toutes parts : Seigneur Dieu, rendez-nous ce gouvernement que nous haïssions et délivrez-nous des intrigans! O vanité des illusions! le monde est plein de gens et de peuples qui redemandent leur goutte.

Ce n'est pas seulement la complexion naturelle des Espagnols qui a nui à la solidité de leur établissement politique; il faut tenir compte de plis depuis longtemps contractés, d'habitudes qui résultent de leur histoire et de l'éducation qu'elle leur a donnée. Les élans chevaleresques, l'héroïsme, le mépris du danger, la générosité à l'égard des petits et des vaincus, la charité exercée sans faste, ces pitiés et ces tendresses qui siéent aux forts, l'Espagne a tout cela; les vertus éclatantes et les vertus touchantes croissent comme d'elles-mêmes sur cette terre d'orangers et de palmiers. Ce qui lui manque, c'est une vertu toute bourgeoise, qui n'a rien de brillant, et qu'on appelle le respect de la loi ou l'esprit légal, indispensable condition de la monarchie constitutionnelle aussi bien que de la république.

A quelle école les Espagnols auraient-ils appris le respect de la loi? Le despotisme a été souvent civilisateur, il a travaillé à l'éducation de plus d'un peuple, témoin l'histoire de Prusse et de France; la tyrannie au contraire n'enseigne rien que la crainte ou l'idolâtrie du tyran. Or ce n'est point un despotisme ordinaire qui a régi l'Espagne pendant trois cents ans; que n'a-t-elle eu pour maîtres des Louis XIV ou des Frédéric II! Un publiciste disait au commencement de ce siècle que le roi catholique était au pied de la lettre le père de ses peuples, et qu'il avait la faculté de faire tout ce qui lui semblait bon dans toutes les sphères de la vie du citoyen, dans l'intérieur des familles et dans le ménage des particuliers. L'inquisition était un tribunal spirituel au service du trône, qui communiquait, pour ainsi dire, à la puissance royale toute l'étendue qu'a la religion, et lui conférait l'empire des consciences, le règlement des mœurs et de la vie privée. Grâce à ces juges omnipotens, qui poursuivaient à titre d'hérésie tout ce qui était ou paraissait contraire aux intérêts du prince, le bras royal atteignait d'indéfinissables délits dont aucun tribunal de justice humaine n'aurait pu connaître. Qui dira où commence et où finit l'hérésie? Quand le trésor est pauvre, la plus grande hérésie pour un particulier est d'être riche, et un souverain qui a des inquisiteurs à ses ordres confisque les biens de ses sujets sans avoir à invoquer une loi, sans prendre la peine de rédiger un décret; il lui suffit de dénoncer un danger ou le soupçon d'un danger. Le gouvernement de l'Espagne fut durant trois siècles un gouvernement de salut public qui n'avait d'autre règle que la raison d'état, à laquelle l'église, dont le prince se servait sous couleur de la servir, prêtait la sainte majesté d'une

religion. Aussi les poètes officiels de Philippe III et de Philippe IV enseignaient-ils qu'il n'y a pas de principes ni de contrats qui obligent le roi, parce qu'il est l'auteur des contrats et des principes. « Qui a établi cette loi? s'écrie le roi don Pèdre dans le *Valiente justiciero* de Moreto. — Des priviléges octroyés par vos ancêtres à nous qui naquîmes grands d'Espagne. — Étaient-ils plus rois que moi? — Non, seigneur. — Eh bien! si je suis autant qu'eux, celui qui fit la loi est l'arbitre de la loi, et je saurai l'observer quand cela pourra convenir à mes intérêts, et la violer aussi pour faire un juste châtiment. »

Les Espagnols ont subi longtemps ce régime, et ils n'en sont pas morts : c'est la plus forte preuve qu'ils aient donnée de leur puissante vitalité; mais l'arbitraire consacré par la religion ne domine pas pendant des siècles sur une nation sans entrer dans ses chairs et dans ses os. L'Espagne a passé brusquement de l'inquisition à la révolution, et la monarchie constitutionnelle y a ressemblé trop souvent à un gouvernement de salut public, trop souvent elle a invoqué la raison d'état : il semblait que l'office propre des cortès fût de lui voter des pouvoirs extraordinaires ou des bills d'indemnité. L'administration n'a pas été plus timorée que ses maîtres. Que de litiges, que de questions résolues par l'intérêt, par la force, par le bon plaisir! instruit par ces leçons, le peuple s'est trop accoutumé à ne voir dans la sagesse politique que l'art ingénieux d'éluder les lois, et dans les lois elles-mêmes des difficultés inventées pour exercer l'imagination des gens d'esprit, — et il y a tant d'esprit en Espagne! « A quoi bon faire encore des lois, s'il n'y a point d'Espagnols pour leur obéir? » demandait récemment un député aux cortès. C'est pousser les choses à l'extrême; on peut toutefois affirmer que dans nul autre pays l'illégalité n'est considérée comme un péché si véniel. Sur la rive gauche de la Bidassoa, elle fait en quelque sorte partie de l'art de vivre, et, comme l'écrivait quelqu'un ici même, « l'offensé attend patiemment une occasion pour se faire justice, le marchand ouvre un compte-courant aux complaisances du douanier, et le voyageur prend un sauf-conduit du voleur. C'est l'ordre dans le désordre (1). »

Les partis qui divisent l'Espagne et qui ont occupé tour à tour le pouvoir ne se sont pas appliqués à enseigner au peuple l'esprit légal. Cette tâche revenait de droit au parti conservateur; mais ce qu'il y a de plus rare aujourd'hui, non-seulement au-delà des Pyrénées, mais dans toute l'Europe, si on excepte la Grande-Bretagne, c'est un vrai conservateur. On donne souvent ce nom à des hommes qui rêvent des restaurations impossibles par des coups de main ou des

(1) *Le Pamphlet et les mœurs politiques en Espagne*, par Gustave d'Alaux, dans la *Revue* du 15 juillet 1847.

tours d'escamotage. C'est abuser du mot, ces gens-là ne sont que des révolutionnaires retournés. Le vrai conservateur est l'homme qui, respectueux pour les traditions, ne croit qu'aux progrès lents accomplis par des moyens strictement légaux. Il peut avoir ses préventions, ses préjugés; il ne laisse pas de représenter dans ce monde une assez belle chose, le culte du droit et la parfaite probité politique. Cette noble espèce est à peu près perdue. Peut-on s'en étonner dans un siècle où des princes très légitimes ont fondé leur fortune sur des moyens très illégitimes, dans un siècle où le Vatican lui-même remplace les traditions par des coups d'état, et les étrangle révolutionnairement dans des conciles qui ne sont que des chausse-trapes? Ne soyons pas trop sévères pour les conservateurs espagnols, modérés ou libéraux; ils avaient du moins le courage de leurs actions, la franchise de se donner pour ce qu'ils étaient. L'Espagnol est le moins hypocrite des hommes, il étale avec candeur ses passions et ses calculs, et le magasin vaut souvent mieux que la devanture. Modérés et unionistes se sont tous mis à leur heure au-dessus des lois, et ils ne s'en cachaient pas. Le général Narvaez disait tout haut qu'il lui fallait six mois de dictature, après quoi il rétablirait en Espagne le règne de la constitution et de la liberté. Le général O'Donnell de son côté ourdissait savamment quelque conspiration militaire, s'engageant à restaurer, dès qu'il aurait réussi, les lois, la discipline et le respect de la royauté. Ces deux hommes semblaient dire : « Laissez-nous commettre aujourd'hui encore une petite illégalité, demain nous serons irréprochables, et nous expierons nos péchés en fusillant sans rémission quiconque serait tenté de suivre les exemples que nous avons donnés. »

Les progressistes, qui sont devenus plus tard les radicaux, n'étaient pas tenus à plus de scrupule que les conservateurs; on ne pouvait exiger d'eux qu'ils fussent plus corrects dans le choix de leurs moyens. Leur fonction propre était de vouloir le progrès, et l'Espagne en a fait de considérables qui leur sont dus; mais un ministre libéral disait d'eux avec raison en 1856 « que le ciel leur avait refusé le don de la sagesse et de la modération. » Quand ils ont eu la majorité dans les cortès, ils ont poussé à l'extrême ce goût des nouveautés hasardeuses, cette impatience de tout changer, qui est le défaut des partis avancés. A bas tout ce qui est, *abajo todo lo existente!* fut trop souvent leur mot d'ordre. Pour que la loi soit respectée, la première condition est qu'elle soit bonne, la seconde qu'elle soit ancienne. En Espagne, on n'a jamais laissé aux lois ni aux constitutions le temps de vieillir; on en pourrait citer qui étaient mortes avant même d'avoir été promulguées. Au lieu de les améliorer, on jugeait plus simple de les détruire; au lieu de réparer la

maison, on la reprenait par le pied et on refaisait les gros murs.

Faute de cette *templanza* ou de cette vertu de la modération qui est si nécessaire dans toutes les affaires d'état, les progressistes ne se sont pas assez défiés de cette inclination qui porte les peuples latins à chercher l'absolu dans la politique, à décréter des décalogues du haut d'un mont Sinaï. La politique est une science expérimentale, et en vérité, comme la médecine, moins encore une science qu'un art. Que dirait-on d'un médecin qui ordonnerait le même régime à tous ses malades sans tenir compte de leur tempérament? et que faut-il penser des hommes d'état qui imposent des institutions à un peuple sans consulter ses mœurs, ses traditions, ni son histoire? Le malheur des progressistes est d'avoir été trop longtemps dans l'opposition, de s'être accoutumés à considérer le pouvoir comme un ennemi auquel il faut rendre l'existence amère ou impossible. Aussitôt qu'ils ont prévalu dans les cortès, ils se sont occupés de réduire une autorité que de longs déboires leur avaient appris à haïr, et ils ont proclamé toutes les libertés sans tempérament et sans précaution. Ont-ils eu en main le pouvoir, ils ont senti bientôt que les lois qu'ils avaient fait passer étaient inapplicables. C'étaient ce qu'on appelle en Espagne des constitutions de jours de fête, fort bonnes quand tout le monde est d'accord pour pavoiser sa maison, impraticables dès qu'on ne s'entend plus et qu'un gouvernement menacé a besoin de se défendre. Les auteurs de ces institutions se voyaient dans l'impossibilité de gouverner légalement; ils suppléaient à la loi par des expédiens ou se tiraient d'affaire par des coups de force, et, après avoir été parfaitement libéraux, ils devenaient parfaitement arbitraires. Sous l'ancien régime, l'Espagne était un pays où le pouvoir avait le droit de tout faire et le peuple le droit de ne rien dire. Aujourd'hui le peuple a conquis le droit de tout dire; quand le pouvoir renoncera-t-il à la liberté de tout faire?

Une autre maladie organique qui travaille l'Espagne est ce singulier penchant à l'anarchie ou au morcellement politique, dont elle a donné tant de témoignages manifestes, jamais plus, il est vrai, que dans ces jours de fédéralisme où non-seulement chaque commune, mais chaque Espagnol, si M. Salmeron n'y mettait ordre, finirait par se transformer en un canton fédéral. Avant d'être une nation, l'Espagne fut une collection de petits états indépendans toujours aux prises les uns avec les autres; huit siècles de guerre civile, voilà son histoire au moyen âge. Ferdinand et Isabelle sont venus, et après eux la maison d'Autriche, qui a substitué le despotisme au chaos; mais dans la pensée de Charles-Quint et de ses successeurs le plus sûr garant de l'unité nationale était l'unité religieuse, et ils n'ont point cherché, comme cela s'est fait ailleurs, à établir solidement dans les provinces l'unité administrative et civile. Il leur a

paru que, pourvu que toutes les consciences espagnoles fussent taillées sur le même patron, on pouvait tolérer sans inconvénient des différences de coutumes, d'usages et de pratiques, et que des évêques et des inquisiteurs nommés par le roi sont les meilleurs gardiens de l'ordre public. A côté d'un inquisiteur, c'est un mince personnage qu'un préfet. Aragonais, Galiciens, Andaloux, étaient tous condamnés à l'orthodoxie perpétuelle; on les contraignait de porter leurs consciences au saint-office pour y recevoir le poinçon; malheur à celles qui n'étaient pas au titre légal! Si l'état disposait de leur âme, en retour il ménageait certaines habitudes traditionnelles qui leur étaient chères; il en résulta que sous le gouvernement le plus compressif les provinces ont gardé un caractère propre, et qu'aujourd'hui les Galiciens, les Andaloux et les Catalans sont presque des étrangers les uns pour les autres. Le saint-office, qui les retenait tous dans le devoir, a disparu. Le grand arbre tombé, les arbustes qui végétaient à son pied et qu'il offusquait de son ombre, délivrés de cette gênante tutelle, ont grandi plus librement. La réforme de 1833, les lois organiques de 1845, en centralisant l'Espagne, ont fortifié le pouvoir des préfets et des bureaux: mais cette autorité de récente origine n'est hors d'insulte qu'aussi longtemps que le gouvernement est fort.

En France, l'administration est l'élément permanent de la société et lui permet de conserver son identité au travers de toutes les révolutions; le gouvernement passe, la société demeure. En Espagne, quand le gouvernement tombe, la nation même paraît en danger de périr, car il entraîne l'administration dans sa chute, elle disparaît comme un songe. Qu'est-ce qu'une révolution pour Malaga? Un jour de fête où elle a le bonheur d'expulser ses douaniers. Qu'est-ce qu'une révolution pour Séville? Un jour d'ivresse, où l'on supprime l'octroi et le papier timbré. Voilà ce qui se passe dans toute la Péninsule. Dès qu'une émeute victorieuse a renversé le pouvoir central, chaque ville nomme sa junte révolutionnaire, qui elle-même nomme les autorités locales, renouvelle tout le personnel des employés, abolit des impôts ou frappe de nouvelles contributions, enrégimente des volontaires, promulgue des décrets, ordonne des arrestations, comme si elle était seule en Espagne, seule dans le monde entier. Souvent même elle coupe les fils du télégraphe ou détruit les rails du chemin de fer pour s'assurer que personne ne viendra la déranger, et pour éviter toute communication désagréable avec le dehors. C'est une grosse affaire pour le pouvoir central, quand il est parvenu à se reconstituer, d'avoir raison de toutes ces autonomies municipales.

Cette force de l'esprit local est une disposition innée à l'Espagne; mais les circonstances l'ont favorisée. Un Espagnol qui connaît bien son pays nous disait un jour que la guerre d'indépendance avait

exercé à cet égard une influence funeste, tant il est vrai que les vertus et l'héroïsme même peuvent nuire en politique. Si jamais peuple a fait une action osée et donné un éclatant exemple de virile résolution, ce fut le peuple espagnol en 1808. Le défi jeté par une nation sans armée, sans généraux, sans finances, au grand capitaine qui tenait l'Europe sous son pied, restera l'un des plus étonnans spectacles de l'histoire. Cette folie eut raison contre la raison, et de malheur en malheur elle lassa la défaite; mais elle eut des conséquences sociales qu'on n'avait pas prévues. Pendant plus de quatre ans, l'Espagne insurgée vécut sans gouvernement. La junte centrale et les cortès de Cadix n'avaient qu'un pouvoir bien circonscrit; dans tout le reste du pays, chaque bourg, chaque village qui avait déclaré de son chef et en son propre nom la guerre à Napoléon Ier ne pouvait prendre conseil que de lui-même pour organiser la résistance, pour se procurer des ressources, recruter des bandes, régler son plan de campagne. Le gouvernement était partout et n'était nulle part, et dans cette anarchie organisée chacun, ne relevant que de soi, ne répondait de soi à personne. Il est dangereux pour un peuple de se passer de l'état pendant cinq ans; il peut être tenté de s'en passer toujours comme d'une chose inutile, et la guerre d'indépendance a causé à la société espagnole un ébranlement profond dont elle paraît ressentir encore le contre-coup, lorsqu'après chacune de ses révolutions elle semble prête à se disloquer. N'a-t-on pas vu après cinq mois de guerre nationale la France, plus fortement organisée, avoir peine à reprendre son équilibre, et se sentir menacée d'une décomposition politique dont personne ne soupçonnait le danger? La commune a été la triste rançon des généreux efforts qu'elle avait faits pour se reprendre à un ennemi victorieux, qui la tenait séparée de son gouvernement par une muraille de fer.

Les Espagnols, a dit un Espagnol, ont toujours été brouillés avec le possible. C'est à la fois leur grandeur et leur infériorité. Leur histoire est pleine de traits dignes d'une âme téméraire,

Et grande encore plus que folle.

M. Cánovas del Castillo, dans son admirable étude sur la maison d'Autriche (1), a montré que la politique des Charles-Quint et des

(1) *De la Casa de Austria en España, bosquejo histórico de D. A. Cánovas del Castillo,* Madrid 1869. — L'un des chefs les plus marquans de l'ancien parti modéré, M. Alejandro Llorente, esprit sagace et pénétrant, prépare à l'aide de documens inédits une histoire financière du règne de Philippe II. Ce travail jettera un nouveau jour sur les expédiens auxquels ce maître de deux mondes, éternellement besoigneux, se voyait contraint de recourir pour payer ses soldats et pour acheter tous les personnages considérables d'Europe qui étaient à vendre.

Philippe II n'a été que la plus gigantesque des aventures. Un pays de 9 millions d'habitans, situé à l'un des bouts de l'Europe, moins riche que ses voisins, et qui ne pouvait porter au-delà de ses frontières plus de 20,000 soldats à la fois, a rêvé la monarchie universelle. En même temps qu'il dominait sur le vieux monde, il en inventait un autre et conquérait de l'autre côté de l'Océan des provinces nouvelles aussi vastes que les plus grands empires. C'était forcer la nature, et une telle gageure n'a pu être gagnée quelque temps que par l'habileté consommée des princes, par l'incomparable valeur du soldat, par l'opiniâtreté d'une ambition possédée de sa chimère et que rien ne rebutait. Enfin il a fallu céder au sort et à la force des choses, qui tôt ou tard assignent aux prétentions leurs véritables frontières. Les Bourbons ont eu le mérite de rendre l'Espagne à ses légitimes destinées. Au siècle dernier, le bon sens la gouverna pendant trente ans sous le nom de Charles III, le prince le plus sage et le plus éclairé qu'elle ait eu, lequel, s'étant avisé qu'elle avait trop de moines et pas assez de chemins, pas assez de bras ou d'esprits utilement occupés, s'appliqua sans relâche à la dégourdir et à l'enrichir, à réveiller la langueur de ses industries, à lui donner avec la liberté commerciale un timide commencement de la liberté de penser. Ce ne fut pas le plus populaire de ses souverains; beaucoup d'Espagnols d'alors estimaient qu'un moine est plus utile à la société qu'une grande route, beaucoup d'autres préféreraient une aventure à un canal.

Les amateurs de cas fortuits furent bien servis par les circonstances qui suivirent, et la guerre d'indépendance vint combler leurs vœux; elle a développé avec l'anarchie ce goût des hasards, autre maladie dont souffre la société espagnole. Qu'on se représente tous ces étudians qui interrompaient leurs études à peine commencées, ces moines qui jetaient le froc aux orties, ces contrebandiers qui, las de se battre contre des douaniers, rêvaient de plus illustres exploits, ces pâtres qui se séparaient de leurs moutons pour se faire tous chefs de bande et s'en aller courir la montagne à pied, la plaine à cheval, enlevant des dépêches, interceptant des convois, tuant l'ennemi en détail, surprenant par un coup de main les détachemens isolés, fondant comme l'aigle sur leur proie et regagnant avec leur butin le creux de leur rocher, souvent malheureux, bientôt consolés, jouant avec délices cette grande partie que l'Espagnol préfère à toutes les autres, celle où sa vie est l'enjeu. Que la paix parut insipide à ces héros! quel morne ennui les saisit en rentrant dans la vie d'habitude! Ils prenaient en pitié leurs moutons ou leur sombre étude d'*escribano*. Des rêves terribles et charmans troublaient leurs oisivetés.

On voit dans la plus remarquable comédie espagnole qui ait été

faite sous la monarchie constitutionnelle un valet de chambre, nommé Ramon, dont le maître fut en son temps un intrépide coureur de bonnes fortunes. Son domestique avait part à ses secrets et l'accompagnait dans ses hasards, habile à glisser un billet ou à corrompre une camériste; mais tout finit, Lovelace s'est marié, et sa femme est un parangon de ménagère. « Il me semble, s'écrie Ramon, que me voilà devenu aussi mari que mon maître. Cette maison est un couvent; on ne me laisse aller à la promenade qu'un dimanche sur trois et pendant une couple d'heures; si je tarde à rentrer, la señora prend de l'humeur... Je balaie, je vais au marché, et je dois noter dans un petit livre toutes mes emplettes avec les prix; manque-t-il deux cuartos, il faut que je me creuse la cervelle jusqu'à ce qu'il en sorte un compte juste. » Et il ajoute avec l'accent du désespoir : « Vive Dieu! je ne suis pas fait pour cela, l'ordre me tue, *el orden me mata!* » Combien de ces *guerilleros* et de ces *cabecillas* de la guerre d'indépendance ont pu s'écrier avec Ramon : L'ordre me tue! En 1833, ils bénirent don Carlos, qui leur ramenait des jours heureux, et promettait à leur escopette un regain de prouesses. Ces prisonniers de l'ordre eurent hâte de se mettre au large, et ils s'y prirent si bien qu'ils ont fait durer sept ans leur plaisir. Elles ont leurs gloires, les guerres de partisans. L'inconvénient est que, plus encore que les autres, elles suspendent le règne des lois et de la morale; la cause que l'on sert autorise tout et sanctifie tout. On a dit qu'il n'y a que l'épaisseur d'une feuille de papier entre le génie et la folie; aussi plus d'un extravagant se croit du génie, et pareillement plus d'un bandit se prend pour un héros. De telles confusions ne sont pas rares dans un pays où l'on méprise les choses communes, où l'on demande de l'extraordinaire à la vertu et où règne une sorte de complaisance romantique pour les beaux crimes, lesquels au contraire sont peu goûtés de ceux qui en pâtissent, car jamais homme volé n'admira son voleur, — peu goûtés aussi du moraliste qui leur reproche de brouiller toutes les idées. « Je suis un voleur, c'est vrai, disait un jour un bandit espagnol, mais un voleur honnête, un *honrado ladron.* » Il eût pu dire aussi avec certain escroc des *Nouvelles* de Cervantes : Voleur, je le suis pour servir Dieu et les gens de bien. « C'est une chose nouvelle pour moi, s'écria Cortado, qu'il y ait dans le monde des voleurs qui servent Dieu et les bonnes gens, » à quoi le joli garçon repartit : « Seigneur, je ne me pique pas de théologie; ce que je sais, c'est que chacun dans son métier peut servir le roi et louer Dieu. »

Toutes les aventures ne se passent pas dans les bois, et les aventuriers n'ont pas tous l'escopette au poing. La politique a les siens, qui ne sont pas moins dangereux que les autres. La monarchie parlementaire est par essence un gouvernement bourgeois, elle ne

prospère que par les qualités et les défauts mêmes de l'esprit bourgeois, je veux dire certain sens pratique qui compte avec les difficultés, le respect un peu timide des supériorités et la disposition à leur laisser les premières places, une circonspection qui répugne à trop hasarder, qui redoute les moyens extrêmes, les solutions violentes. Le gouvernement constitutionnel est incompatible avec l'esprit d'aventure, ses plus redoutables ennemis sont les casse-cous, et il lui est difficile de réussir chez un peuple où un trop grand nombre d'hommes aspirent aux premières charges de l'état, et sont prêts à tout risquer pour satisfaire leurs prétentions. Qu'on suppose un pays d'égalité absolue, où tout le monde peut prétendre à tout, et dans lequel tout le monde peut se croire capable de tout, parce que la moyenne des intelligences y est pareille à ces terres heureuses de la Vieille-Castille que l'agriculteur se contente de gratter avec une charrue légère, sans prendre seulement la peine de les fumer. Supposons encore un pays où beaucoup de paresseux ont l'orgueil de leur paresse et professent pour beaucoup de métiers une espèce de mépris traditionnel; donnez à ces paresseux une forte dose de cette hardiesse d'imagination, propre aux peuples du midi, qui, féconde en mirages, ne demande qu'un grain de sable pour se bâtir un palais; ajoutez-y un certain fatalisme presque oriental qui croit que toute chose arrive parce qu'elle devait arriver, que chaque homme naît avec ses chances écrites dans la paume de sa main, et que « deux instans de bonheur valent mieux qu'un siècle de mérite (1). » Ajoutez aussi que l'industrie et le commerce, étant fort arriérés, fournissent un emploi trop restreint aux forces actives de cette nation, un écoulement insuffisant au génie d'entreprise, et qu'au contraire les fonctions publiques, accessibles à tous, sont accompagnées d'une prime assez considérable pour stimuler l'ambition, de telle sorte que tout homme qui devient ministre est presque assuré de jouir sa vie durant d'une pension de 30,000 réaux, que tout employé qui aura traversé les bureaux touchera en les quittant une fiche de consolation, et que dans un budget en déficit 50 millions de francs sont affectés au paiement d'indemnités ou de retraites connues sous le nom de *monte-pios*, de *cesantias* ou de *jubilaciones*. Admettons enfin que toute révolution ou même tout changement ministériel a pour premier effet de renouveler l'administration du haut en bas, depuis le sous-secrétaire d'état jusqu'aux huissiers et aux portiers. Si telle est la situation de l'Espagne, nous étonnerons-nous que tant de gens y soient occupés à spéculer sur les *crises* comme ailleurs on spécule sur la hausse et sur la baisse, que

(1) Siglos de merecimiento
Trueco á puntos de ventura.
(Alarcon, *Las Paredes oyen*, I, 1.)

les courtiers en révolutions y abondent, que la conspiration y devienne une carrière, les aventures une industrie, et que les intérêts et le repos des gens de paix y soient trop souvent compromis par les artistes en politique picaresque?

Le chef-d'œuvre de la littérature espagnole est l'histoire des mésaventures d'un aventurier et en général des disgrâces qu'essuie dans ce monde l'esprit romanesque. L'auteur était bien de son pays; il appartenait, lui aussi, à la race des romanesques. Ayant rêvé la fortune et la gloire, il était allé les chercher à Lépante. Que lui en revint-il? Trois coups d'arquebuse, un bras à jamais mutilé, cinq années de dure servitude en Barbarie et, comme les malheurs appellent les malheurs, d'injustes persécutions, de nouveaux emprisonnemens, la misère et la faim. Il composa son roman dans une de ses captivités, et en grande âme espagnole qu'il était, au lieu de maudire la malignité de sa fortune, au lieu de s'apitoyer sur lui-même et d'attendrir le monde par ses mélancolies, il se consola de ses déceptions en les raillant, et son livre, écrit par un détrompé, est une source d'inépuisable gaîté pour tous les peuples et pour tous les siècles. Il y a encore des don Quichottes en Espagne; on y voit aujourd'hui même des hommes qui se battent pour ou contre des moulins à vent, qui arrachent à leur cage des lions rugissans, et penseraient bien faire en mettant au large des galériens (1). Toutefois, si ces don Quichottes sont aussi extravagans que leur glorieux ancêtre, ils sont la plupart moins désintéressés. Leur Dulcinée du Toboso a une dot, elle leur a promis la présidence du conseil ou des appointemens de maréchal.

La race des Sanchos n'a pas non plus disparu d'Espagne. Beaucoup de gens y rêvent encore d'une île, et partent d'un pied léger à sa recherche; cette île est un *destino* ou un bon petit emploi de quelques mille *pesetas*. Ils reçoivent chemin faisant nombre de ces coups qui font mal; ils en font le compte, et, quand les héros qu'ils servent sont devenus tout-puissans, ils réclament leur salaire, alléguant « les services qu'ils ont rendus » et « les sacrifices qu'ils ont soufferts pour la bonne cause. » Ces deux phrases se répètent beaucoup à Madrid dans les jours qui suivent une révolution. Les sacrifices et les services rendus ne sont pas toujours un gage suffisant de capacité, et quand les emplois servent à récompenser les dévoûmens politiques, l'administration en pâtit quelquefois. M. Casalduero ne disait-il pas le 22 juillet dernier au congrès qu'en règle générale les hauts employés étaient les incapacités du pays? « J'ai connu, disait-il encore, des fonctionnaires qui touchaient un traitement de 50,000 ou

(1) Le bruit courut récemment aux cortès que les insurgés de Carthagène avaient ouvert les portes du bagne. Un député s'indignait; un autre lui répondit : « Ils ont eu raison; ils sont allés chercher des hommes où il y en a. »

60,000 réaux, et qui ne savaient pas écrire une lettre; on ne les avait choisis que par raison politique. » Ceci n'est point particulier au régime républicain, qui jusqu'aujourd'hui n'a changé en Espagne que les hommes et non les choses. Sous un gouvernement monarchique, on vit nommer administrateur des domaines de l'Escurial un *torero* ou, pour mieux dire, un de ces *cacheteros* qui achèvent d'un coup de poignard le taureau abattu et mourant. Il ne savait ni lire ni écrire, et signait avec une croix. A la vérité, quelques-uns de ces Sanchos parvenus témoignent une défiance d'eux-mêmes et une modestie dont il faut leur tenir compte. Dernièrement on a offert une place importante dans l'administration financière des Philippines à un brave homme de charpentier qui avait servi je ne sais comment la république. Il lui vint des scrupules, comme il en pousse sur les bonnes terres; il représenta au ministre qu'il savait mieux que personne débiter un billot ou clouer des voliges, mais qu'il était peu versé dans les finances. Il lui fut répondu qu'il aurait des secrétaires nourris dans le métier, qui le mettraient au fait. Après avoir quelque temps bataillé contre son bonheur : « Vous le voulez, soit! j'accepte, s'écria-t-il; mais il faut tout prévoir, j'emporterai là-bas mes outils. »

Ce trait mérite d'être noté. D'ordinaire les Sanchos ne s'instruisent que par leurs déceptions; ils ne sont sages qu'en revenant de leur île, et tôt ou tard on revient de toutes les îles. La chose rare, c'est d'être sage avant que d'y être allé.

II.

L'essence de la monarchie constitutionnelle, comme de la république, est de substituer à la force le règne de l'opinion et de la discussion. Ce qu'on doit entendre par l'opinion publique, ce n'est pas celle des gens qui aspirent aux emplois et vivent de la politique; leur opinion, connue d'avance, est que le seul bon gouvernement est celui qui leur donne les places. Pour que le régime parlementaire soit une vérité, il faut qu'il y ait dans un pays une foule de gens qui, ne recherchant point les fonctions de l'état, ne laissent pas de s'intéresser vivement au bien général, et sont prêts dans les occasions à payer de leur personne ou de leur parole pour soutenir l'administration de leur choix. Dans les pays de cette espèce, où règne l'esprit dynastique, la monarchie constitutionnelle a cet avantage sur la république, qu'elle place au sommet de la hiérarchie sociale quelque chose d'incontesté et d'indiscutable, qui couvre tout le reste et assure la durée des institutions; le prestige dont jouit la couronne se répand sur l'administration qui la représente, et la religion de la royauté protége la loi contre les entre-

prises des brouillons. Que si au contraire la foi dynastique est morte ou affaiblie, la république a cet avantage considérable, que le pouvoir y a moins d'adversaires, qu'il n'encourt pas la malveillance de beaucoup d'honnêtes gens à qui la royauté est odieuse, quel que soit le prince, et qu'il peut appliquer à la défense des intérêts sociaux toutes les forces qui s'emploient ailleurs à soutenir, tant bien que mal, un trône compromis ou détesté. La question, si un peuple est mûr pour la république, se réduit donc à savoir si, dans l'état de l'opinion, la royauté est pour le pouvoir une force ou une faiblesse, car dans le siècle où nous sommes la société a déjà tant d'ennemis que ce serait à elle la plus chevaleresque des folies de se mettre encore sur les bras tous ceux de ses amis qui n'aiment pas les rois ou qui s'en défient. A la mort de Ferdinand VII, cette question ne s'est pas posée pour l'Espagne; les honnêtes gens qui n'aiment pas les rois y étaient fort rares, le sentiment monarchique était répandu dans toutes les classes, elles respectaient presque à l'égal l'une de l'autre la majesté divine et la majesté humaine, qu'elles étaient accoutumées à ne point séparer dans leurs hommages. Les Espagnols étaient au nombre de ces peuples qui considèrent un trône comme la clé de voûte de l'édifice politique, qui estiment qu'une société sans roi est une maison sans plafond. Ayant passé avec une dynastie un contrat de mariage que les siècles avaient consacré, ils confondaient intimement leur destinée avec la sienne. Ni les déloyautés, ni les perfidies, ni les cruautés narquoises du protégé de Louis XVIII n'avaient pu décourager la fidélité de ses sujets.

La première condition pour l'établissement d'une monarchie constitutionnelle se trouvait ainsi remplie; mais ce n'est pas assez que l'opinion publique soit respectueuse, il importe encore qu'elle soit vigilante et active, que la majorité de la nation ait l'œil ouvert sur les événemens, qu'elle s'intéresse aux questions, qu'elle s'en forme un jugement plus ou moins raisonné, qu'elle soit disposée à user de tous les moyens légaux pour exprimer son avis et le faire prévaloir. L'opinion doit être non-seulement le soutien, mais la règle du pouvoir; si elle se tait, il n'a plus de boussole, et le gouvernement de la discussion est remplacé par le gouvernement de la fantaisie.

Le malheur est qu'en Espagne l'opinion publique manque de cette fermeté de trempe, de cette constance dans l'attention, qui protégent le pouvoir et contre les menées des conspirateurs et contre ses propres entraînemens. Elle est sujette à de fatales indifférences, défaut commun à ces nations fortunées du midi où le soleil tient lieu de tout, et qui n'ont pas besoin d'être très bien gouvernées pour être heureuses. Au surplus, les vicissitudes des événemens et des caractères lui ont appris à douter de beaucoup de choses, son indiffé-

rence s'est compliquée de scepticisme. Elle ne croit plus aux programmes, elle sait par expérience que tout se réduit le plus souvent à des questions de personnes ou d'intérêt, que demander une réforme est une manière comme une autre de réclamer une place et un traitement. Elle n'est plus dupe des masques, elle se défie surtout de ces Catons qui prononcent d'éloquens réquisitoires contre la corruption des mœurs ou la perversion des idées, et promettent, si on les laisse faire, d'inaugurer l'empire de la vertu et de l'ordre moral; elle sait déchiffrer l'austérité de ces visages, elle lit sur ces fronts blêmes la pâleur du joueur assis devant un tapis vert et qui attend, respirant à peine, le sort de l'atout qu'il vient de laisser tomber. N'a-t-elle pas constaté cent fois qu'en Espagne la morale publique n'a trop souvent rien à démêler avec la morale privée, que tel homme incapable de dérober un sou à un particulier se regarderait comme un sot, *un tonto*, s'il ne s'enrichissait pas au pouvoir, que tel autre, exact dans ses engagemens privés, croit faire une action indifférente en trahissant le gouvernement dont il accepta les bienfaits? La grande masse très honnête et très sensée du peuple espagnol observe tout cela, s'en rit plus qu'elle ne s'en indigne, et se distrait de tout en allant au Prado ou à la Plaza de Toros. Pour la tirer de son ironique apathie, il faut que le danger la prenne en quelque sorte à la gorge. Alors, quand à un détour du chemin elle voit tout à coup se dresser devant elle le spectre de l'anarchie ou l'odieux fantôme du despotisme qui se glisse toujours à sa suite, elle se réveille en sursaut, et leur crie : Vous ne passerez pas! — mais il arrive quelquefois qu'elle a dormi trop longtemps.

D'un côté, des millions de gens raisonnables et ironiques, dont les résistances sont intermittentes, trop enclins à laisser tout faire et tout arriver; d'autre part, quelques milliers d'ambitions toujours éveillées, toujours allumées, des aventuriers alertes, gaillards et dispos, très attentifs aux occasions, la phalange des *cesantes* ou des employés mis à pied, socialistes d'un nouveau genre, qui professent non le droit au travail, mais le droit à l'emploi, et n'ont que deux mots à la bouche : des crises et des places, *crisis y destinos*. Les milliers qui ne dorment jamais auront facilement raison des millions qui ont des léthargies. L'esprit de progrès, le libéralisme sage, seront à la merci de révolutions et de réactions insensées; le bon sens public essuiera dans ces alternatives de perpétuelles défaites que répareront à grand'peine ses imparfaites revanches. On a souvent dit que l'Espagne était le pays de l'imprévu. C'est que les événemens s'y trament dans l'ombre, — ils n'ont jamais surpris ceux qui ont accès dans les coulisses. Il serait mieux de dire que l'Espagne est le pays des accidens préparés et nécessaires. Quand on considère de près les désordres qui l'affligent, on y découvre une

régularité fatale et monotone; de 1833 à 1868, son histoire offre l'incessant retour des mêmes causes et des mêmes effets, et peut se résumer en quelques mots.

La liberté absolue des élections est un beau rêve qui ne s'est réalisé jusqu'ici dans aucun pays. Partout la corruption, l'intrigue, certaines violences pratiquées avec art ou sans art altèrent ou faussent en quelque mesure le verdict du suffrage restreint ou universel; mais chez les nations qui ont le tempérament et l'habitude de la liberté légale ces influences pernicieuses rencontrent de sérieuses résistances, qui en corrigent l'excès : le gouvernement parlementaire n'y est pas une fiction, la majorité des chambres y représente à peu près la majorité des électeurs. A cet égard, l'état de l'Espagne laisse trop à désirer; elle a joui selon les temps de toutes les libertés, à l'exception de la liberté électorale, sans laquelle les autres ne sont qu'un leurre. C'est un adage admis de tout le monde dans la Péninsule, et l'expérience ne l'a jamais démenti, — que la *gobernacion* ou le ministère de l'intérieur fait les élections, qu'elles tournent toujours au gré de son désir. Il faut en accuser la faible organisation des partis. Le gros de la nation, plus ou moins désabusé sur leur compte, se défiant de leurs promesses, les regarde faire sans se passionner pour leurs querelles. On sait que l'Espagne pourrait défrayer de généraux toutes les armées européennes; elle en a 1, paraît-il, pour 300 soldats. Il en est de même de l'état-major des partis; il est considérable et renferme une élite d'hommes supérieurs, capables de conduire tous les centres droits et les centres gauches de l'Europe. La troupe elle-même est peu nombreuse; ces généraux politiques n'ont à leur suite que les gens qui ont quelque chose à gagner avec eux, et dans le nombre il est beaucoup de ces esprits subtils, de ces *muchachos listos*, rompus au calcul des probabilités, qui au jour de la bataille s'effacent adroitement ou passent à l'ennemi.

De quels moyens ne dispose pas la *gobernacion* contre ces partis, qui sont des coteries minées par les défections? Elle a dans sa main toutes les places et se réserve de faire pleuvoir cette manne bienfaisante sur ses amis de la veille ou du lendemain. Ailleurs l'administration se croit tenue à de certains ménagemens, elle s'applique à sauver les apparences. En Espagne, elle agit au grand jour, elle jouit d'une liberté d'allures qui touche au cynisme; elle ressemble à ces gens qui, compromis d'avance et sachant bien qu'on ne croira jamais à leur vertu, s'en consolent en faisant rapporter à leurs vices le plus qu'ils peuvent. Gouverneurs civils, capitaines-généraux, magistrature, le ministère met en campagne tout son monde. Il prodigue les promesses et les menaces; il présente quelque amorce à ces gros personnages qui font la pluie et

le beau temps dans leur *pueblo*, et qu'on nomme des *caciques*; il intimide les autres en leur insinuant obligeamment qu'ils sont sous le coup de quelque instance encore pendante, qu'il y a dans les bureaux un dossier qu'on n'a pas encore eu le temps de débrouiller, qu'il y dort paisiblement, mais qu'on peut toujours réveiller un dossier qui dort. Dans un pays où la vente des biens nationaux a créé plus d'une fortune, quel *cacique* peut se flatter que sa situation est assez limpide pour que les envieux n'y trouvent pas matière à chicane? Si ces moyens anodins ne suffisent pas à gagner la bataille, on recourra en dernier lieu aux *trabucazos* ou aux *porrazos*, c'est-à-dire aux tromblons et aux assommoirs, sorte d'agens électoraux qu'on réserve pour les cas de force majeure; mais on s'applique consciencieusement à se mettre en état de s'en passer. « Il est à souhaiter, disait en 1870 M. Ruiz Zorrilla, qu'à l'avenir la décision des affaires pendantes ne soit plus retardée ou accélérée par l'influence secrète de tel ou tel agent, et que l'administration soit au service des administrés et non les administrés au service de l'administration. Il est à souhaiter que, quand les maires, les conseillers municipaux ou les particuliers se rendent au chef-lieu du district ou dans la capitale de la province pour quelque règlement d'intérêts, ils n'aient pas besoin de l'appui du député, de l'électeur influent de l'endroit ou du ministre lui-même, et qu'à leur retour ils puissent dire : Grâce à Dieu, nous avons pu nous passer d'une lettre de recommandation ou d'un pot-de-vin pour nous faire rendre justice. » — « *Ce qui se voit et ce qui ne se voit pas*, disait de son côté M. Alvarez Bugallal, tel est le titre d'une brochure célèbre en Espagne. Appliquez, messieurs, la chose et le mot à la question électorale. Observez, je vous prie, les habitudes de l'administration, les effets immédiats qui se laissent voir et toucher; ils vous donneront la clé d'autres effets moins visibles qui se laissent deviner, et vous reconnaîtrez qu'à certains actes arbitraires qui produisent en faveur d'un candidat un appoint de 50, 30 ou 20 votes, pour m'en tenir au chiffre le plus bas, correspond un résultat beaucoup plus considérable. Je veux dire que la majorité des électeurs, témoins de certains dénis de justice qui ont servi à châtier de dangereuses résistances, se sentant menacés eux-mêmes et par ces actes et par le commentaire verbal qui les accompagne, prennent l'héroïque résolution de s'abstenir. ou la résolution non moins héroïque de voter pour le candidat qui possède auprès de l'administration le moyen d'opérer ces merveilles et ces miracles. »

Plaintes inutiles! Peut-on exiger d'un gouvernement doué d'une puissance miraculeuse qu'il renonce à faire des miracles? Modéré, unioniste ou progressif, il en fera, soyez-en sûrs. L'opposition d'a-

vance se sent vaincue, elle se refuse à courir les chances d'un combat si inégal, et s'empresse de publier un manifeste par lequel elle déclare que, les élections n'étant pas libres, elle a résolu de s'abstenir. Il s'ensuit que, les indifférens et les sceptiques restant chez eux, l'opposition se retirant fièrement sous sa tente, les électeurs ministériels votent presque seuls, et que le ministère possède dans la chambre par eux nommée une majorité écrasante, ou, ce qui s'est vu plus d'une fois, la quasi-unanimité.

Il semble d'abord qu'un triomphe si éclatant, si aisé, promette au gouvernement de longs et heureux jours. C'est le contraire qui arrive : ce gouvernement qui opère des prestiges se trouve bientôt embarrassé de sa chambre unanime. Quel appui efficace en attendrait-il? et de quelle autorité peut-elle jouir? Tout le monde est initié au mystère de ses origines. D'ailleurs, après quelques jours d'existence, cette unanimité ou cette majorité ministérielle, en proie à un travail latent, se dissout avec une singulière promptitude. Une majorité se conserve par sa résistance à l'opposition qui la combat; une haine commune et un commun danger sont les seuls garans de sa cohésion. Dès qu'elle n'a plus de guerre étrangère à soutenir, elle se détruit par la guerre civile, et on la voit se fractionner en petits partis qui se font une guerre acharnée pour de petits intérêts et de petites questions. Le ministère a été si prodigue de promesses, il a pris tant d'engagemens, qu'il lui est impossible d'y faire honneur, et les amis mécontens sont les plus dangereux des ennemis : ils ont les secrets de la maison. Au conflit des intérêts se joint le conflit des idées. L'*intransigence* est la plaie de l'Espagne, le ver rongeur de tous les partis. Le pétillement du sang, l'excessive vivacité des impressions, poussent aux résolutions extrêmes. On pratique peu cette sagesse politique qui commande de sacrifier la moitié de ses désirs pour sauver le reste. Nulle part, on ne se prête moins aux compromis; nulle part, on n'est plus enclin à répondre à toute objection. Je ne saurais qu'y faire, prenez-moi tel que me voilà, car je suis celui que je suis, *yo soy quien soy!*

M. Bagehot raconte que jadis à la chambre des communes un homme d'état fort célèbre, parcourant des yeux la phalange serrée des représentans des comtés, qui sont la grosse infanterie de l'armée des tories et unissent la plupart la figure la plus respectable à la santé la plus florissante, laissa échapper ce propos irrévérencieux : « Voilà, ma foi, les forces brutes les plus belles qu'il y ait en Europe! » Il ne faut pas se moquer des forces brutes; elles sont le nerf de l'état. Ces troupeaux d'esprits épais et dociles font la consistance des partis. Plût au ciel qu'il y eût plus de bêtes en Espagne! moins de gens s'y mêleraient de raisonner et partant

de déraisonner, les associations politiques y seraient plus disciplinées, et les affaires prendraient bientôt une assiette plus solide. Grâce aux raisonneurs qui déraisonnent, grâce aux soldats qui, se sentant l'étoffe d'un capitaine, se croient nés pour commander et rougissent d'obéir, le ministère cherche un jour sa majorité et ne la trouve plus; elle a fondu comme une pelote de neige. Ajoutez que ce qui se passe dans la chambre ne tarde pas à se passer dans le sein même du cabinet. En général il n'est rien de plus indiscipliné qu'un ministre espagnol. Il n'a pas l'esprit de solidarité ministérielle, il ne se sent qu'à moitié obligé envers ses collègues, il a ses idées propres, ses amitiés, ses cliens particuliers, dont il ne consent pas à leur faire le sacrifice; il lui arrivera fréquemment de prendre des mesures graves sans les consulter, il entend rester le maître de ses décisions et ne partager avec eux que la conséquence de ses fautes. Et que sait-on? Peut-être, comme César, préfère-t-il être alcade de son *pueblo* plutôt que le second dans l'état; peut-être, de tous les hommes qu'il aime peu, le président du conseil est-il celui qu'il aime le moins.

Les badauds croyaient le ministère plein de vie et de santé, et voilà qu'un matin quelque feuille de Madrid annonce qu'une *crise* s'est déclarée dans le conseil, grande nouvelle pour les habitués de la Puerta del Sol, thème de discussion pour les sceptiques, sujet d'émotions pour les intéressés qui rêvent un remaniement des bureaux, sujet d'alarmes pour les haussiers, qui savent qu'une crise répond à peu près à ce que le roi Louis-Philippe appelait le *gâchis*. Une fois la maladie déclarée, on la peut adoucir ou ralentir par des palliatifs et des émolliens; quoi qu'on fasse, elle suivra son cours et finira par emporter le malade. Ce qui n'est pas moins certain, c'est que, le jour où le ministère tombera, l'un des ministres au moins en ressentira une joie secrète, *tacitum pertentant gaudia pectus*. On lui avait donné des dégoûts, il s'en vengeait en pratiquant de sourdes intelligences avec l'ennemi du dehors, ce qui a fait dire qu'en Espagne on trouverait difficilement un portier qui n'ait une fois ou l'autre ouvert la porte au voleur.

C'est encore un adage espagnol que tout parti qui s'abstient est un parti qui conspire; le mot *retraimiento* est synonyme de conjuration. Pendant que les vainqueurs du jour s'affaiblissent par leurs divisions intestines, l'opposition, qui n'est pas représentée au congrès, ourdit à l'ombre de sa tente son plan de campagne, ou pour mieux dire son plan d'insurrection. Elle a aussi ses intransigens et ses impatiens, qui en dépit des conseils s'obstinent à brusquer la partie; leur précipitation court au-devant d'une défaite assurée, laquelle raffermit pour quelque temps le ministère chancelant. Les

habiles désavouent et abandonnent à leur triste sort ces enfans perdus; ils se réservent pour une occasion, ils attendent que le pouvoir se soit déconsidéré par ses fautes, et que le mécontentement grandissant leur amène des alliés.

La Péninsule est divisée en trop de partis pour qu'aucun d'eux se hasarde dans une grande entreprise sans compter sur des connivences ou des complicités; tous les coups décisifs y sont frappés par d'anciens adversaires réconciliés et coalisés. Le caractère national vient en aide à ces coalitions; il est plus sujet aux emportemens qu'aux longues rancunes. En Espagne, les luttes politiques enfantent rarement des haines personnelles; les pécheurs, et qui n'a pas péché? y ont les uns pour les autres une tolérance infinie, et deviennent sans trop de peine les amis de leurs ennemis de la veille. Cette facilité d'humeur a son côté fâcheux, car, de toutes les mauvaises habitudes politiques, celle des coalitions est la pire. Que deux partis opposés de principes et d'intérêts s'unissent pour soutenir un ministère, parce qu'ils craignent de ne pouvoir le remplacer avec avantage, une telle combinaison est aussi honorable qu'utile; mais que des royalistes libéraux et des républicains s'associent pour détruire le trône, quitte à s'entre-dévorer après la victoire, leur alliance est aussi condamnable que celle de deux ou trois partis monarchiques complotant ensemble le renversement d'une république que tous haïssent, mais que chacun d'eux préfère à la monarchie des autres. De semblables manœuvres entre gens qui se flattent *in petto* de duper leurs compères sont des spéculations malhonnêtes, dont le spectacle est peu propre à inspirer au peuple le respect de ses gouvernans. Dans certains pays où fleurit ce genre de marchés, il est quelquefois difficile de savoir d'avance qui en sera le bon marchand; en Espagne, on le sait toujours. Le scrutin ne rendant que d'équivoques arrêts, dont les vaincus appellent, la dernière décision appartient à la force, l'armée devient l'outil universel de la politique, et les coalitions aboutissent à des conspirations militaires. Après qu'on s'est défait de l'ennemi commun, la victoire finale demeure à celui des coalisés qui apporte pour sa quote-part dans la mise de fonds de la société le plus de grosses épaulettes ou l'épaulette la plus grosse. M. Castelar disait naguère dans un de ses plus éloquens discours que le 24 avril dernier, lorsque éclata entre le gouvernement républicain et la commission permanente des précédentes cortès un conflit dont l'issue faillit être sanglante, toute la question s'était réduite à savoir qui pouvait disposer des canons. Voilà l'histoire de l'Espagne parlementaire. On ne s'y demandait pas qui du ministère ou des coalisés avait pour soi la majorité du pays; le point était de deviner qui avait les généraux, qui avait les

canons. Quand ces voix de bronze ou d'acier fondu ont parlé, l'affaire est décidée; les vaincus se consolent en se disant qu'elles sont versatiles, qu'elles ont chanté bien des airs.

Si l'on excepte quelques périodes trop courtes, pendant lesquelles la machine de l'état parut se raffermir, l'Espagne a vécu pendant trente-cinq ans dans une suite de confusions que la force seule pouvait débrouiller. Qu'avons-nous voulu prouver? Que rien ne lui a manqué pour être plus heureuse, ni les conseils, ni les lumières, ni les talens, ni les bonnes lois, ni les grands orateurs, ni les grands courages, ni même les grandes vertus, — rien hormis les mœurs publiques qui font prospérer les gouvernemens libres. Elle a ressemblé à ces fils de famille abandonnés à leurs caprices, dilapidant par leur insouciance un opulent patrimoine, tandis que près d'eux quelque médiocre bourgeois, qui sait compter et se priver, parvient rapidement à la fortune.

Cependant il serait injuste d'imputer toutes ses disgrâces à son caractère; les circonstances ne lui ont pas été propices. Le ciel, dont elle a reçu tant d'avantages, lui en a refusé un qu'il ne tenait pas à elle de se procurer, c'est un roi que nous voulons dire, désireux et capable de faire son éducation. Rien ne s'improvise dans ce monde, tout régime nouveau demande un apprentissage. Ferdinand VII, ce Tibère dévot, eût racheté quelques-unes de ses iniquités envers ses peuples, s'il avait institué pour son héritier un vrai roi constitutionnel, qui leur aurait enseigné l'esprit légal en observant lui-même la légalité, qui aurait combattu l'esprit d'aventure en résistant à ses propres fantaisies, et se serait fait le sage et discret modérateur des partis, désarmant les folies par sa raison, les impatiences par sa patience. La tâche était rude, épineuse; mais les destinées de l'Espagne auraient changé. Que ne peut un roi dans un pays qui croit encore à la royauté, lorsqu'il unit l'art au caractère et à l'entêtement dans le bien? Au contraire, que peut-on espérer de l'essai d'une machine quand le mécanicien fait régulièrement ses pâques, mais recherche le plaisir et n'entend rien à la mécanique?

Le mauvais génie de l'Espagne a voulu que la monarchie constitutionnelle fût inaugurée chez elle par une régence, de tous les gouvernemens le plus favorable aux intrigues, et par une reine de trois ans. Sous quels heureux auspices cette enfant, cette *niña*, parut préluder à son noble métier! et qu'elle put bien dire avec le poète :

> Ma bienvenue au jour me rit dans tous les yeux!

D'un bout à l'autre de l'Espagne, le respect et l'espérance la regar-

daient. Un étranger qui se trouvait à Madrid en 1835 eut l'honneur de la rencontrer au Buen-Retiro, où on l'avait conduite pour voir les lions. Elle fit le tour de l'enclos, traînée dans un petit char; elle daigna en descendre un instant et marcha elle-même, sur ses propres jambes, jusqu'à la voiture qui devait la ramener au palais. Sa gouvernante et deux grands officiers en cordon bleu la suivaient dans tous ses mouvemens. Elle portait un chapeau à plumes, un manteau blanc broché de rouge et des brodequins bleus. Son carrosse était attelé de six beaux chevaux empanachés; un escadron de gardes du corps l'accompagnait. Peuple et grandesses, tout ce qui était là s'était découvert et contemplait humblement, silencieusement, cette petite reine qui faisait l'apprentissage de ses petites jambes; il semblait en vérité que ce fût un acte politique et solennel, et qu'en sa personne l'Espagne entière s'essayât à marcher. Étonné, presque indigné, l'étranger, qui était un Français, garda seul son chapeau sur sa tête, en quoi je conviens qu'il eut tort. Premiers enchantemens d'une enfance royale, vous êtes aussi trompeurs que les grâces fugitives du printemps: c'en est assez d'une gelée blanche, ces fleurs pâlissent et tombent.

Il se peut faire qu'une reine constitutionnelle ait de l'intelligence, quelque droiture dans le jugement, et qu'elle soit capable de suivre une discussion ou d'écouter un conseil; il se peut aussi qu'elle ait des qualités de cœur peu communes, le goût d'obliger et d'être aimée, une âme généreuse supérieure aux longs ressentimens, à qui il en coûte de soupçonner et de se défier, qui se flatte de vaincre la malveillance par ses bonnes grâces et de désarmer par ses bienfaits certaines perfidies étrangères ou domestiques que la voix publique lui dénonce. De telles dispositions l'honorent, mais l'essentiel est qu'elle ait l'esprit de son métier; c'est là proprement ce qu'elle doit à son peuple.

Si cette reine appartient à l'une des plus vieilles et des plus illustres maisons de l'Europe, si ses ancêtres ont longtemps régné en souverains absolus, si elle songe qu'ils pouvaient tout, si elle écoute trop l'orgueil de ses souvenirs, de sa race et de son sang, il est à craindre qu'elle ne se révolte contre sa déchéance, qu'elle ne se sente humiliée et captive dans l'exercice d'un pouvoir limité, et qu'elle ne voie comme un outrage muet dans les lois confiées à sa sauvegarde. Pour se consoler de ses déplaisirs, pour se venger de la constitution qui la gêne, elle se réservera une liberté excessive dans le choix de ses amitiés et de ses confiances, dans l'administration de sa maison et de son cœur. Si ses peuples s'en plaignent, elle leur répondra fièrement : « Vous avez le droit de nommer des députés, et ces députés ont le droit de m'imposer des ministres qui

souvent me déplaisent; c'est bien le moins qu'en revanche je dispose de ma personne et de mes passions comme il me plaît, que je sois la maîtresse chez moi, qu'il y ait un endroit en Espagne où je fasse tout ce que je veux. » Le mal est qu'une reine peut moins qu'un roi braver les commérages des oisifs; elle est comme ce malade à qui il semblait que son ombre était sensible et qui lui-même croyait souffrir de tous les coups qu'elle recevait. La reine catholique doit veiller à ce que son ombre puisse se promener dans Madrid sans y être insultée. C'est un malheur pour le régime constitutionnel que le souverain y ait personnellement trop à craindre de la liberté de la presse; c'est un malheur aussi qu'il ait besoin de mettre une épée entre les médisans et lui, et de confier la présidence du conseil à des généraux chargés de savoir exactement tout ce qui se dit dans les casernes.

Aussi bien une reine forme en vain le ferme propos de se réserver l'empire de sa maison et d'abandonner à la loi le gouvernement de la chose publique; elle ne peut se flatter que ce partage subsistera toujours; tôt ou tard ces deux gouvernemens entreprennent l'un sur l'autre. Les influences secrètes qui décident tout à la cour veulent décider aussi dans l'état, et la camarilla ne sera contente que le jour où elle disposera des portefeuilles. Le plus grave reproche que l'histoire puisse adresser à la première reine constitutionnelle de l'Espagne, c'est qu'elle a trop souvent conspiré contre ses ministres. Son devoir était de remédier autant qu'il était en elle à l'excessive instabilité du pouvoir, qui empêchait tout esprit de suite dans les desseins, paralysant les affaires comme les volontés; au lieu de combattre les aventures et les intrigues, elle leur a été trop complaisante. Plus d'une fois l'opinion du pays lui a imposé pour ministres des hommes d'un mérite rare, d'un esprit vraiment libéral, qui méditaient d'utiles réformes et ambitionnaient de fonder en Espagne le règne de la liberté légale. Pendant qu'ils s'efforçaient de réduire une opposition sans scrupules ou de ramener une majorité en débandade, d'occultes inimitiés minaient sourdement le terrain sous leurs pas. Ils n'avaient pas seulement affaire aux cortès, il fallait se défendre contre le favori et contre le confesseur. Les embûches et les sapes les ont tués. Fatal est le gaspillage des finances, plus fatal encore le gaspillage du respect et des talens.

La crainte du carlisme fut longtemps pour la reine Isabelle II un frein salutaire. Elle ne pouvait combattre le roi absolu qu'en prenant les couleurs de la liberté, en opposant principe à principe, en prouvant à l'Espagne qu'elle était vraiment une reine constitutionnelle. Quand les carlistes ne furent plus redoutables, la fille de Ferdinand VII s'est sentie plus libre d'obéir à ses goûts, à ses anti-

pathies et à ses superstitions; elle a pratiqué trop souvent une politique de fantaisie, à laquelle ses nerfs de femme communiquaient leurs fougues et leurs impatiences. Il n'est permis qu'aux forts de céder; elle n'a jamais cédé que lorsqu'elle était faible. Le pays devenait-il menaçant, elle recourait en hâte aux libéraux pour conjurer la tempête, après quoi on se précipitait tête baissée dans une réaction à outrance. Le désarroi dans la conduite mène aux abîmes. En 1854, l'Espagne sentait comme une impossibilité de vivre: abandonnée de tous ses défenseurs, la royauté faillit sombrer dans un naufrage. La leçon lui profita; mais les femmes oublient si vite ce qui déplaît à leur mémoire!

On raconte qu'en 1866 l'un des membres du ministère libéral qui le 22 juin avait étouffé dans le sang la plus formidable des insurrections militaires, rencontrant au Buen-Retiro un favori, lui dit : « Vous conspirez contre nous, et avant peu de jours vous serez contens; mais avant deux ans vous aurez renversé le trône. » La prédiction s'est accomplie. Le 10 juillet, le général O'Donnell n'était plus ministre, et ses successeurs sommaient l'Espagne de se rendre à discrétion. La déportation décrétée contre les hommes qui venaient d'exposer leur vie pour sauver la couronne, tous les principes de l'état suspendus ou violés, l'intolérance religieuse et l'arbitraire ouvertement professés, une loi de la presse qui, combinant la répression avec la prévention, déclarait délictueux des articles que la censure n'avait pas laissés paraître et passible de peine un délit qui n'avait pas été commis, une loi de l'ordre public promulguée dictatorialement, laquelle autorisait les gouverneurs et les maires à expulser pendant quarante jours du lieu de leur habitation toutes les personnes jugées dangereuses, qu'aurait pu inventer de mieux le roi absolu? « Un pays à qui on enlève tous les genres de liberté, s'écriait en vain M. Alejandro Llorente, est un pays qui a cessé d'appartenir à la grande famille de l'Europe occidentale. Il nous restait une certaine dose de liberté civile et un régime électoral qui, bien que défectueux, nous assurait un certain degré de liberté parlementaire. Qu'a-t-on fait de la liberté civile? La liberté parlementaire est sur le point de disparaître. Que reste-t-il donc? » Il restait le droit à l'insurrection, qui se justifie par l'anéantissement des autres, et l'implacable vengeance des principes toujours funestes aux gouvernemens qui les renient.

L'histoire sera sévère pour Isabelle II, mais l'histoire ne sera point injuste, et reconnaîtra que, malgré ses fautes et ses entraînemens, elle a eu la gloire d'attacher son nom à une époque décisive dans les destinées de l'Espagne. Ce n'est pas seulement une capitale embellie qui témoigne en sa faveur, ni le canal du Lozoya,

ni quelques travaux publics, ni même la tribune jetant un vif éclat et fournissant quelques-unes de leurs plus belles pages aux fastes de l'éloquence contemporaine. Sous le règne d'Isabelle, le génie même de la nation s'est transformé. « Nous avons eu, nous aussi, notre 89, disait aux cortès un député très conservateur et très monarchique. Depuis que nous avons sécularisé l'enseignement, désamorti la propriété et proclamé la liberté de la presse, depuis que par la tribune et le journal, par la réforme de l'état et les rapports nouveaux que nous avons institués entre le clergé et le pouvoir civil, nous avons rendu possible la discussion de toutes les opinions, de tous les intérêts, de toutes les affaires publiques, et que nous avons permis à toutes les idées qui ont cours chez les nations européennes de franchir notre frontière, il ne nous reste plus qu'une chose à faire, c'est d'arracher à jamais du milieu de nous tout ce qui a pu survivre de l'inquisition, — de cette inquisition que je hais, messieurs, parce que dans la flamme de ses bûchers ont été brûlés sur les places de Madrid les titres de l'Espagne à la suprématie de l'Europe. »

Oui, l'histoire impartiale dira que sous le règne d'Isabelle II l'Espagne, secouant le joug de ses souvenirs, est devenue un pays de libre discussion, et qu'elle a commencé d'appliquer au présent, comme à l'étude de son passé, cet esprit critique qui fait les peuples modernes. Elle ajoutera qu'en dépit des erreurs des partis et de leurs détestables pratiques, de 1833 à 1866 la liberté politique a jeté de si profondes racines dans le cœur du pays qu'on ne pourra jamais l'en arracher. Quelles que soient les futures destinées de l'Espagne, elle ne peut avoir qu'un gouvernement libre. D'autres peuples plus avancés qu'elle à bien des égards sont disposés à faire de plus grands sacrifices à leur repos, à la sécurité de leurs intérêts; ils se marchandent moins à leurs prétendus sauveurs. Ayant moins d'affaires et moins d'intérêts, l'Espagne se prive plus facilement de ses aises que des idées qui lui sont chères; sa gaîté et ses nobles mépris, cette sorte d'idéalisme romantique qui coule dans ses veines, résistent aux longues servitudes de la peur; elle ne peut s'accommoder longtemps de l'ordre qui coûte cher à la liberté, et il ne s'est pas trompé, le journaliste qui écrivait l'autre jour : « Malgré toutes nos divisions, il y a une idée commune à tous les partis espagnols, la civilisation moderne; il y a un sentiment dans lequel s'accordent tous les partis espagnols, le sentiment de la liberté. »

Il est toutefois un parti espagnol qui maudit la civilisation moderne et qui propose à l'Espagne de la délivrer de sa liberté; mais il a beau se donner l'air de vivre, c'est un mort. Peuple, bourgeoisie, classes politiques, l'armée depuis les généraux jusqu'aux soldats, républicains fédéraux ou unitaires, monarchiques modérés,

monarchiques conservateurs, progressistes ou radicaux, la Péninsule n'acceptera jamais ni pour son libérateur, ni pour son maître, ce revenant qui la menace du haut des montagnes de la Navarre et de la Biscaye, et qui, embarrassé de son métier de mort, se cache le visage pour n'être reconnu qu'à moitié. Tout a conspiré en sa faveur : des insensés et des scélérats travaillaient pour lui à Carthagène et à Cadix; il a pour alliés les Masaniello à la douzaine, les assassins d'Alcoy, les rançonneurs de Grenade et d'Almeria. Son irréparable impuissance explique seule qu'il n'ait pas encore vaincu. Il est à ce point étranger dans son pays qu'il est obligé d'y chercher son chemin à tâtons; tout ce qu'il voit lui rappelle que l'exil est sa patrie. Si jamais il entre à Madrid, à peine aura-t-il découvert son visage et parlé la langue des morts, la terre s'ouvrira sous ses pieds, l'Espagne sera unanime pour le renvoyer dans le royaume des ombres.

Le 19 juillet dernier, le ministre de l'intérieur lut au congrès une dépêche qui rapportait un grand acte de dévoûment héroïque. Dans la petite ville d'Estella, pressée vivement par les carlistes et qui leur résistait depuis quarante-huit heures, un volontaire avait sollicité et obtenu l'honneur de s'enfermer seul dans la poudrière, n'attendant qu'un signal de son capitaine pour la faire sauter. « A la lecture de cette dépêche, s'est écriée une voix éloquente et peu républicaine que l'Espagne n'avait pas entendue depuis longtemps, j'ai senti le cœur me bondir, et je me suis dit que l'Espagne de 1873 est encore l'Espagne de 1834 et de 1837. Oui, messieurs, a poursuivi M. Rios Rosas, j'ai acquis la profonde conviction que le troisième prétendant sera confondu dans son impuissance comme le furent ses devanciers. Notre pauvre pays a beaucoup souffert; il peut tout souffrir, même l'anarchie. Ce qu'il ne supportera jamais, c'est le despotisme de don Carlos et de ses descendans, c'est la théocratie, c'est l'inquisition. Il faut le dire bien haut pour que la nation et l'Europe entière le sachent : jamais, jamais nous ne subirons le joug de don Carlos et des satellites de l'antique tyrannie. Tout nous est possible, moins cela. »

L'Espagne le sait; puisse l'Europe le savoir aussi, afin que les gouvernemens ne se laissent point abuser par quelques rêveurs d'interventions et de restaurations chimériques! Il est aussi malaisé de rétablir en Espagne le gouvernement du prêtre que de convertir à jamais la France au culte du sacré cœur de Jésus.

VICTOR CHERBULIEZ.

LE SENS DU BEAU

CHEZ LES BÊTES

LE DARWINISME PSYCHOLOGIQUE ET LA PSYCHOLOGIE COMPARÉE.

I. *L'Origine des espèces*, par Ch. Darwin, trad. par M. Moulinié; 1873. — II. *La Descendance de l'homme et la sélection sexuelle*, par Ch. Darwin, trad. par M. Moulinié; 1872. — III. *The expression of the emotions in man and animals*, by Ch. Darwin, London 1873. — IV. *L'Instinct, ses rapports avec la vie et avec l'intelligence*, par H. Joly, 2e édit., 1873. — V. *La Sélection naturelle*, essais par A. R. Wallace, trad. par M. Lucien de Candolle, 1872. — VI. *Hœckel et la théorie de l'évolution en Allemagne*, par M. Léon A. Dumont, 1873. — VII. *La Genèse des espèces*, par M. H. de Valroger, 1873. — VIII. *Le Beau et son Histoire*, par M. Ph. Gauckler, 1873.

Sans s'inquiéter des étonnemens qu'il provoque et des colères qu'il soulève, le darwinisme poursuit sa carrière avec une inaltérable sérénité. Aidé presque autant par les maladresses de quelques-uns de ses adversaires que par le zèle de ses amis, il cède naturellement aux souffles heureux qui le poussent. Ceux qui l'observent d'un œil attentif peuvent constater que depuis cinq années il a fait un pas considérable et décisif dans des voies que précédemment il avait entrevues, mais non tentées. A ses débuts, il s'était enfermé, ou peu s'en faut, dans les limites des sciences naturelles : c'était à la géologie, à l'anatomie, à la physiologie, qu'il demandait les preuves de ses affirmations. M. Charles Darwin pensait, il est vrai, que le livre sur *l'Origine des espèces* pourrait jeter du jour sur la descendance zoologique de l'homme; toutefois il n'abordait pas encore de front ce redoutable problème. Bientôt, entraîné par le courant de ses propres études, excité aussi par l'intrépidité

d'auxiliaires tels que les savans Huxley et Hæckel, le chef de la doctrine s'est enhardi et a franchi sa dernière étape. Il a posé à part, en termes explicites, dans un traité spécial, le problème de notre généalogie animale; mais aussitôt il a compris qu'en touchant à l'homme il était obligé d'élever son point de vue et d'agrandir sa méthode. Pour décider si l'homme est le descendant modifié de quelque forme préexistante, s'est dit M. Darwin, il faut s'enquérir si l'animal varie dans ses facultés mentales comme dans sa conformation corporelle, si les variations de l'esprit se transmettent et s'accumulent héréditairement comme les variations du corps. Dès lors l'analyse des puissances esthétiques, morales, intellectuelles, s'ajoutait inévitablement à l'étude des métamorphoses de la structure. On avait eu le transformisme physiologique, on allait avoir le darwinisme psychologique.

Cependant, comme il était aisé de le prévoir, la nécessité de recourir à la psychologie comparée devait bientôt être sentie aussi dans le camp opposé. Philosophes et naturalistes comparent donc aujourd'hui l'esprit des bêtes avec la raison humaine, — les uns pour montrer que celle-ci n'est que l'allongement de celui-là, les autres afin d'établir qu'entre les deux il y a une coupure, un hiatus, un abîme peut-être. Déjà depuis plusieurs années, il faut le dire, des zoologistes d'une science éminente, MM. Louis Agassiz et de Quatrefages entre autres, avaient pris les devans. Les philosophes tardaient un peu, et la *Revue* les pressait de hâter le pas (1); mais bientôt, comme si cet appel avait été entendu, des ouvrages approfondis et d'un incontestable intérêt étaient publiés en même temps des deux côtés. Sans attendre davantage, il y a lieu d'examiner ce que ces tentatives en sens inverse ont apporté de lumière dans un débat qui prend trop souvent le caractère d'une guerre violente, et qui tournera au profit de la vérité dès qu'on n'y sera plus animé que de l'amour de la science.

Parmi les évolutionistes aux yeux desquels la raison de l'homme n'est que l'instinct de l'animal graduellement agrandi, M. Darwin garde le premier rang. L'ouvrage sur *la Descendance de l'homme et la sélection naturelle*, le livre tout récent sur *l'Expression des émotions chez l'homme et chez les animaux*, composent ensemble une vaste théorie où le problème de nos origines intellectuelles et morales prédomine sur celui de notre filiation organique. C'est donc aux idées de M. Darwin contenues dans ces deux ouvrages que la discussion critique doit principalement s'appliquer tout en tenant grand compte des écrits qui, sans être sortis de sa plume, appuient

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juin 1869, l'étude intitulée *l'Atome et l'esprit.*

son système. Quant à ses adversaires, — je ne parle que de ceux qui étudient au lieu de s'irriter, — leur nombre est plus considérable et leur science plus forte qu'on ne le croit. On s'est trompé sur leur puissance réelle parce que jusqu'à présent leurs argumens étaient épars çà et là, accidentellement invoqués dans des traités scientifiques ou dans des morceaux de polémique qui ne visaient pas droit au nœud de la difficulté. Un jeune psychologue, M. Henri Joly, a rassemblé, complété à beaucoup d'égards et coordonné sous une forme méthodique les faits abondans qui semblent déceler entre l'instinct de l'animal et l'entendement de l'homme non pas seulement de simples degrés d'évolution, mais des différences profondes. Le livre intitulé *l'Instinct, ses rapports avec la vie et l'intelligence* est habilement composé, plein d'analyses fines et de vues qui ne manquent pas de nouveauté. Quoique l'examen du transformisme n'y occupe que peu de pages, au fond cet ouvrage se trouve être une réponse au darwinisme psychologique. Les pièces essentielles du procès sont donc réunies, et dès à présent on peut chercher ce qu'a produit cette rencontre nouvelle où savans et philosophes ont lutté après s'être mutuellement emprunté leurs armes. Pour le trouver, il suffira de concentrer l'attention sur l'idée dominante du savant anglais et d'examiner si l'animal, comme le soutient M. Darwin, porte en lui-même le germe complet de la faculté esthétique. A l'entendre et malgré l'énormité de la distance apparente, le plaisir qu'éprouve une poule à voir le riche plumage de son coq et la noble jouissance que nous goûtons devant la Vénus de Milo ne sont que deux degrés extrêmes d'une même puissance esthétique transmise et lentement amplifiée par le travail mille et mille fois séculaire de l'évolution; bien plus, c'est la faculté esthétique de l'animal qui, par un éclectisme conscient et merveilleux, recueille dans les espèces inférieures et réunit peu à peu toutes les perfections dont l'ensemble composera finalement la supériorité éminente de la nature humaine. Ces propositions sont-elles aussi vraies que nouvelles, aussi certaines qu'inattendues? Si l'illustre savant a raison ou tort à l'égard de ce prodigieux transformisme, il aura également tort ou raison en ce qui touche l'évolution toute pareille de la faculté morale léguée par l'animal à l'homme. Pour le savoir, nous nous bornerons à examiner ici comment M. Ch. Darwin en est venu à donner une telle importance au point de vue esthétique, — quels sont les faits qui d'après lui attestent la présence de la faculté du beau chez la bête, — si ces faits ont été exactement interprétés, — enfin si l'animal, ramené à sa juste mesure intellectuelle, peut être légitimement regardé comme l'ancêtre de l'homme raisonnable.

I.

En étudiant les premiers chapitres du livre sur *la Descendance de l'homme*, on se persuade que l'auteur attribue aux diverses puissances mentales de la bête une part égale dans le travail d'enfantement de nos facultés. Sensations de plaisir et de douleur, perception de l'utile, sens moral, inclinations sociales, don de l'expression, sentiment religieux même, l'animal contient toutes ces dispositions, toutes ces aptitudes à l'état de semence, et aucune ne paraît l'emporter sur les autres en énergie ou en fécondité. Le sentiment du beau inscrit sur la liste semble au premier aspect n'y figurer que comme l'un quelconque de ces germes dont l'épanouissement définitif sera l'esprit humain, car deux pages à peine, dans l'exposition théorique, sont employées à signaler chez l'animal les naissantes lueurs de la faculté esthétique. Après la lecture complète de l'ouvrage, on est détrompé; on s'aperçoit que l'aptitude de l'animal à connaître et à goûter le beau revient sans cesse, agit avec une périodicité constante, et joue presque le rôle de maître ressort dans le mécanisme compliqué de l'évolution intellectuelle.

Comment un principe aussi peu physiologique, aussi rationnel, aussi spirituel en un mot, s'est-il glissé au cœur d'une doctrine essentiellement naturaliste? Comment s'y est-il établi au point d'être l'indispensable complément du transformisme en général et peut-être l'agent principal du transformisme mental ou psychologique? Il est nécessaire et il sera curieux de le découvrir.

Dans le système de l'évolution, les êtres organisés, les animaux surtout, sont, pour se conserver, condamnés à une guerre contre la nature, où les plus forts sont vainqueurs et vivent, où les plus faibles sont vaincus et meurent. Cette guerre terrible, cette concurrence vitale revêt deux formes différentes : quand le but poursuivi n'est que la conquête de la nourriture et la résistance aux élémens, la lutte est appelée combat pour la vie; lorsque la fin cherchée par l'animal est la propagation de l'espèce, la lutte s'appelle combat pour la reproduction. Le combat pour la vie met l'animal en présence de la faim, du froid, des maladies. Les plus vigoureux, les mieux armés, les mieux vêtus, triomphent de ces influences hostiles, tandis que les chétifs, les débiles y succombent. Il résulte de là une sorte de triage, de choix fatal, d'élection brutale, mais inévitable, en faveur des mieux doués. C'est la sélection naturelle à son premier degré. Ces couples vigoureux, restés seuls, s'unissent entre eux, et, robustes comme ils le sont, ils donnent naissance à des rejetons robustes, ils font souche d'animaux résistans et puis-

sans à leur image, ils augmentent le nombre des élus. C'est le second degré de la sélection naturelle. En voici le troisième degré : à mesure que ces animaux rencontrent de nouvelles difficultés à surmonter, certains de leurs organes utiles à la lutte se fortifient, se développent, et deviennent en s'accroissant des différences individuelles. Ces différences avantageuses se transmettent par l'hérédité; en se transmettant, elles s'accumulent, s'exagèrent, et à l'aide des siècles elles constituent enfin des espèces nouvelles.

Ce qui caractérise la sélection naturelle, c'est qu'elle est inconsciente. Le choix qu'elle suppose est aveugle; l'animal n'y apporte que l'élan de l'instinct de la conservation individuelle : aussi ne suffit-elle pas à expliquer l'acquisition de certains avantages corporels, de certaines facultés mentales, qui ne sont pas nécessaires au combat de la vie. Elle ne rend pas raison des caractères très frappans, quoique secondaires, qui distinguent les animaux de sexe différent, et qui donnent au mâle l'éclat visible d'une puissance et d'une supériorité d'ailleurs inutiles dans la bataille pour l'existence. La grandeur de la taille, la vigueur, les dispositions belliqueuses, les armes offensives et défensives, les colorations fastueuses, les ornemens variés, la voix et le chant, les émanations odoriférantes, sont généralement des priviléges que possèdent les mâles. Quel en est le but? Plus on observe et plus on s'assure que ce ne sont pas là des moyens nécessaires de conservation individuelle; dépourvues d'armes et d'ornemens, les femelles n'en subsistent pas moins en reproduisant leur espèce. Quant aux mâles sans vigueur, sans attraits, ils réussiraient néanmoins dans le combat pour la vie, bien plus ils deviendraient pères et pourraient laisser une nombreuse lignée, s'ils n'avaient point pour concurrens redoutables d'autres mâles plus robustes et mieux doués. Les avantages dont ces derniers sont comblés ne sauraient donc avoir d'autre fin que la victoire dans les luttes contre leurs rivaux en amour, et la séduction des femelles par le charme souverain qu'exerce la beauté.

Ce n'est point là une imagination vaine. Lorsque nous contemplons deux mâles se livrant un combat à outrance en présence de la compagne qui doit être la récompense du vainqueur, ou bien quand nous voyons plusieurs mâles déployant à l'envi la richesse de leur plumage et se livrant aux gestes et aux poses les plus grotesques devant une assemblée de femelles, juges du tournoi, qu'en penser? On ne peut douter que ces animaux, bien qu'obéissant à un instinct impérieux, ne sachent ce qu'ils font et n'exercent d'une façon consciente leurs capacités physiques et leurs facultés mentales. Or ces attitudes des mâles, ces manéges de coquetterie, cet étalage de leur parure et ce déploiement calculé de leurs avantages impliquent chez les

femelles une aptitude à discerner ce qui est digne d'être admiré et une faculté de choisir en conséquence de cette admiration.

Mâles et femelles ont donc des caractères et des facultés mentales qui s'appellent et se répondent. Il y a choix des uns par les autres. Ce choix, c'est la sélection sexuelle. Les effets en sont considérables. L'homme, on le sait, améliore la race de ses coqs de combat par la sélection de ceux qui sont victorieux dans l'arène. De même les mâles les plus forts, les plus belliqueux ou les plus habiles dans l'art pacifique de la séduction ont prévalu dans la nature, et par eux s'est perfectionnée la race naturelle. Leurs avantages, quoique légers au commencement, se sont transmis et accrus par l'hérédité, épurés par les éliminations meurtrières de la rivalité. Il s'en est suivi des degrés croissans de variabilité qui ont peu à peu consommé l'œuvre de la sélection sexuelle en suscitant non-seulement des races plus belles, mais encore des races nouvelles. A ce résultat magnifique, les femelles ont contribué dans une égale proportion, car, guidées par leur exquise sensibilité, elles ont longtemps choisi, *trié* les mâles les plus riches en qualités attrayantes, et ont constamment ajouté à leur beauté. Les deux sexes devaient donc avoir, et, quelque surprenante que paraisse cette affirmation, ils ont réellement la faculté esthétique : les mâles, pour être conscients de leur propre beauté et la faire rayonner à volonté aux yeux éblouis de leurs admiratrices, — celles-ci pour sentir cette beauté, la reconnaître, la choisir et la léguer aux générations futures.

On comprend maintenant quelle logique irrésistible a poussé l'auteur de *l'Origine des espèces* à élargir si étonnamment sa première conception. On voit par quelle pente il est arrivé à faire du transformisme une question de psychologie comparée, et enfin comment dans cette psychologie l'esthétique a prédominé. Les faits, qu'il connaît mieux que personne, semblent lui donner raison. Notre devoir est donc de les exposer d'après lui-même, non pas tous, mais les plus frappans. On reproduira ici loyalement ceux qui militent le plus en faveur de sa théorie, sauf à peser ensuite l'interprétation qu'il en a fournie.

Au plus bas degré de l'échelle zoologique, la science ne constate ni sélection sexuelle, ni facultés esthétiques. Dans les classes inférieures d'animaux, les deux sexes, souvent réunis sur le même individu, ne sauraient évidemment produire et développer en eux-mêmes des caractères distinctifs. D'autres fois les sexes sont séparés, mais les animaux, étant fixés d'une façon permanente à certains supports, sont incapables soit de se chercher, soit de lutter contre des rivaux. Il est d'ailleurs reconnu que ces êtres imparfaits ont des

facultés trop obtuses pour éprouver des sentimens de rivalité et pour apprécier le mérite de la beauté. Ainsi les protozoaires, les coléantères, les échinodermes, les scolécides, n'offrent pas de véritables caractères sexuels secondaires, et si de nombreux coraux, quelques méduses, certains oursins sont plus brillamment rayés et nuancés que leurs femelles, nulle raison n'autorise à supposer que la sélection sexuelle soit la cause de ces différences. L'opinion la plus probable, c'est que les magnifiques teintes dont sont revêtus beaucoup d'animaux inférieurs sont le résultat d'actions chimiques ou de la structure élémentaire des tissus. Voilà, ce semble, déjà une bien large exception à la règle, une brèche anticipée à la théorie. M. Darwin n'en est pas troublé, et passe aux mollusques.

Les mollusques, les annélides, les crustacés inférieurs, ne fournissent pas d'observations décisives à l'appui de la sélection sexuelle. Chez ces êtres si pauvres d'organes et de facultés, les différences caractéristiques des sexes sont ou nulles ou faibles, ou peu saillantes. Ce n'est pas qu'ils n'offrent des particularités intéressantes. On ne peut s'empêcher de noter, avec M. L. Agassiz, les amours des limaçons, la cour qu'ils se font, et les mouvemens pleins de séduction qui préparent leur union définitive. Le regard est charmé par les riches couleurs des coquillages, même de ceux qui n'habitent que le fond des mers. Cependant, si un choix réciproque de la part des gastéropodes terrestres ou des mollusques marins est jusqu'à un certain point concevable, cette élection volontaire est en dehors des probabilités. Les crustacés supérieurs manifestent des facultés mentales plus élevées. Alertes, méfians, parfois constructeurs passables, belliqueux même, ils revêtent dans certaines familles de vives couleurs à l'âge adulte. Peut-être sont-ils ornés à ce moment pour attirer la femelle.

Les arachnides sont encore mieux partagées. Dans quelques espèces d'araignées, les différences de coloration sont tranchées : le vert pâle, le jaune éclatant, le rouge vif, apparaissent sur le corps ou sur les pattes annelées des mâles adultes. Les araignées font preuve d'intelligence; elles témoignent une grande affection maternelle pour leurs œufs, qu'elles entourent d'enveloppes soyeuses. Leurs sens sont très aigus. Plusieurs espèces de théridions produisent un son stridulent que les femelles entendent et comprennent. Il y a par conséquent apparence que les couleurs des araignées sont généralement le résultat de la sélection sexuelle. Des doutes subsistent cependant : les assiduités lentes et très prolongées de ces animaux en rendent l'observation très malaisée. Leurs amours ont souvent une fin tragique. Le naturaliste Geer vit un mâle qui au milieu de ses caresses séductrices fut tout à coup saisi par l'objet

de ses prévenances, enveloppé dans la toile de la femelle et dévoré par elle.

Les mœurs matrimoniales des insectes sont plus faciles à décrire, et la théorie de la sélection sexuelle y rencontre en foule des faits qu'elle croit concluans. Ne sommes-nous pas trop enclins à méconnaître la beauté des insectes à cause de leur petitesse? Si l'on pouvait imaginer un chalcosome mâle, avec sa cotte de mailles bronzée et ses grandes cornes complexes, grossi jusqu'aux proportions d'un cheval, ce serait un des animaux les plus imposans de la terre. Tels qu'ils sont et tels que nous les voyons, les insectes brûlent d'une ardeur belliqueuse. Enfermez deux grillons ensemble, ils se battront jusqu'à ce que l'un des deux expire. Les mantes savent manœuvrer et se servir de leurs membres antérieurs comme les hussards de leur sabre. Les papillons tourbillonnent rapidement, essayant de se porter des coups mortels. C'est une femelle qui est presque toujours la cause et le prix de la lutte. Celle-ci, chez les cerceris par exemple, assiste au duel avec une apparente indifférence; mais elle attend le vainqueur et s'envole tranquillement avec lui, comme touchée par la beauté des vertus guerrières. Plus sensibles encore peut-être aux attraits pacifiques, les femelles des insectes comprennent et goûtent les douceurs de la mélodie. Quand les forêts tropicales retentissent des cris des cicadés, quand les fulgorides, ces chanteurs nocturnes, font vibrer l'appareil résonnant dont ils sont pourvus, ce sont là, dit un naturaliste, les sommations de l'amour; les femelles accourent et tournent autour des mâles tambourinans. Quelquefois deux et même trois artistes, placés à distance, chantent alternativement, semblables aux bergers de Théocrite. Amaryllis écoute, juge et choisit le musicien le plus accompli. De la sorte, les organes sonores de l'insecte se fortifient par l'exercice. Comme les meilleurs instrumentistes sont préférés par les femelles, leurs facultés se transmettent à coup sûr et se perfectionnent par l'accumulation et les modifications héréditaires. Fondés sur un choix attentif, ces appariages ne peuvent être subits : une cour plus ou moins longue les prépare. Quand, par une tiède soirée, des nuées de cousins s'élèvent et s'abaissent tour à tour dans l'air tranquille, c'est que les mâles courtisent leurs futures compagnes.

Privés de la puissance musicale, les papillons ont en revanche, plus que tous les autres insectes, la splendeur visible de la coloration. Aucun langage ne saurait décrire la magnificence de certaines espèces tropicales. Cette richesse de nuances et de dessins est-elle le privilége exclusif des mâles? Pas toujours; il est des espèces où les femelles ont les ailes peintes et ornées plus brillamment encore

que les mâles. Il arrive aussi que les sexes ne diffèrent pas. Cependant, quand il y a différence, en règle générale le mâle est plus beau et s'éloigne le plus du type de coloration de l'espèce. Les papillons ont conscience de leur beauté, puisqu'ils l'étalent. En effet, c'est le plus souvent la surface supérieure de leurs ailes qui offre le plus d'éclat; c'est aussi celle qui est le plus en évidence, et l'on voit l'insecte au repos exécuter de légers mouvemens de haut en bas qui semblent avoir pour but de faire remarquer sa ravissante parure. Au contraire, les géométrides et les noctuées quadrifides, chez lesquels le dessous des ailes est plus panaché et plus étincelant que le dessus, redressent sur leur dos les organes du vol et les maintiennent longtemps dans cette position, comme pour n'en montrer que la partie éclatante. Enfin les lépidoptères nocturnes ne manifestent pas cette espèce de coquetterie, que l'obscurité où ils volent rend inutile. Ce dernier fait offre donc la contre-épreuve des précédens; mais on a d'autres preuves de la sûreté avec laquelle ces animaux reconnaissent et distinguent les couleurs. Le sphinx aperçoit de très loin la fleur qui lui convient et s'abat sans hésitation sur le bouquet désiré : il entre quelquefois dans les appartemens, attiré par les couleurs des papiers de tenture. Il est capable, on le voit, d'admirer les belles teintes et sur l'insecte son semblable et ailleurs. On peut en conclure que les femelles ont une préférence marquée pour les mâles les plus brillans et qu'elles sont attirées par eux. Dans toute autre hypothèse, les ornemens merveilleux des lépidoptères seraient sans motif.

Si les papillons sont aptes à discerner les degrés de la beauté, les poissons le seront à plus forte raison, car M. Darwin affirme qu'ils possèdent une haute organisation mentale. Il cite la sensibilité délicate de l'épinoche, la martiale bravoure du saumon, la sollicitude paternelle du géophagus et du pomotis. Ainsi doués, comment n'auraient-ils pas le sens esthétique? Aucune observation directe ne démontre, il est vrai, qu'ils l'aient effectivement, mais une multitude de faits exigent qu'on le leur attribue. A l'époque du frai et par conséquent du choix matrimonial, le corps de la plupart des mâles brille d'un éclat éblouissant; le saumon mâle se marque sur les joues de bandes orangées, le brochet des États-Unis offre des teintes chatoyantes et irisées d'une prodigieuse intensité de ton. Au contraire après le frai, quand l'heure des séductions est passée, les couleurs pâlissent, les phosphorescences s'éteignent. Il y a plus : qu'un poisson soit battu dans un combat d'amour, soudain, en même temps que sa fierté tombe, sa fleur de beauté se fane. Qu'en ferait-il? Il va cacher sa honte et sa disgrâce. Le but de ces colorations printanières est donc manifeste : ce sont des magnificences

destinées à éblouir les regards des femelles, qui en sentent le prix, n'en doutons pas. Quelquefois cependant les rôles sont changés et les attributs inverses. On rencontre par exception des femelles de poissons aussi brillantes que leurs mâles sont ternes et médiocrement ornés. Qu'importe? Dans ce cas, la faculté esthétique se déplace : c'est le mâle qui admire, et c'est lui qui choisit.

Après un rapide coup d'œil jeté sur les amphibiens et sur les reptiles, M. Darwin arrive au monde des oiseaux. Il s'attarde dans cette région féerique, il s'y oublie; il en décrit les éblouissans tableaux pendant quatre chapitres, tandis que les mammifères n'en obtiendront que deux. Le lecteur n'a pas à s'en plaindre, il se laisse aller à jouir des spectacles variés et nouveaux qui se déroulent devant lui. Rien de mieux. On doit cependant se tenir sur ses gardes et redoubler d'attention, si l'on ne veut être fasciné par la doctrine enchanteresse. Les oiseaux en effet ont bien l'air de donner gain de cause à la théorie de la sélection sexuelle, car, d'après M. Darwin, ils sont peut-être de tous les animaux, l'homme excepté, ceux qui ont le sentiment esthétique le plus développé, et pour le beau presque le même goût que nous. Les faits produits à l'appui de cette assertion inattendue sont innombrables; citons les plus frappans.

Presque tous les oiseaux mâles sont belliqueux. Ils se servent pour se battre de leur bec, de leurs ailes, de leurs pattes, de leurs ergots. C'est ce que font chaque printemps nos rouges-gorges et nos moineaux. Les plus petits de tous, les oiseaux-mouches, sont les plus querelleurs. M. Gosse en a vu deux se saisir par le bec et pirouetter jusqu'à tomber à terre enlacés et frémissans. Habituellement les combats ont lieu en présence des femelles, qui en attendent l'issue dans l'impassibilité. Certaines de ces luttes ont pour but la conquête violente d'une femelle; mais d'autres combats semblent n'être que simulés et ne tendre qu'à étaler les avantages des mâles devant leurs compagnes, dont le choix est guidé par leur admiration pour les qualités héroïques et la beauté des prétendans.

La musique vocale, le chant avec ses notes si diverses et ses modulations si graduées est l'un des principaux moyens de séduction de l'oiseau. D'après un observateur très exercé, Montagu, les mâles des oiseaux chantans ne vont pas à la recherche de la femelle. Ils se perchent dans quelque lieu apparent, exhalent leur mélodie amoureuse, et la femelle, qui reconnaît cet appel, vole vers le chanteur, si celui-ci a su l'attirer et la charmer. Bechstein, qui a toute sa vie gardé et élevé des oiseaux, assure que le canari femelle choisit toujours le chanteur le plus habile; il ajoute que dans l'état de nature la femelle du pinson sait distinguer sur cent mâles celui qui l'emporte par le talent musical. On cite un bouvreuil qui avait

appris à siffler une valse allemande. Quand on l'eut introduit dans une chambre où étaient réunis des oiseaux captifs, et dès qu'il eut exécuté son air favori, linottes et canaris femelles s'approchèrent et prêtèrent l'oreille avec la plus curieuse attention. Aussi certains mâles montrent-ils une ardeur extraordinaire à vaincre leurs rivaux dans le combat du chant, et l'on voit tel oiseau bien doué s'épuiser à chanter jusqu'à tomber raide mort.

Il importe de noter que l'aptitude musicale des oiseaux se manifeste avec plus d'éclat pendant les mois d'appariage. Il en est de même de leur penchant à déployer les ornemens souvent magnifiques dont ils sont décorés. Ils savent exécuter des parades d'amour, des danses, des marches cadencées pendant lesquelles une coquetterie innée fait onduler leurs formes souples et chatoyer l'écrin de leur plumage. Il en est qui vont jusqu'à construire des jardins voûtés en berceau, parés de plumes, de coquilles et de feuilles, à l'ombre desquels ils cherchent à retenir et à charmer l'objet de leur tendresse. Ce sont bien des habitations de plaisance, destinées à produire l'enchantement par l'admiration, puisque les nids sont placés plus haut sur les arbres. Au reste les moyens de séduction des oiseaux sont merveilleusement divers; mais ils savent qu'ils les possèdent et s'en servent avec un art infaillible. Le faisan tragopan dilate à propos les appendices charnus de sa tête. Le calao africain gonfle la caroncule écarlate de son cou en même temps qu'il étale sa queue et laisse traîner ses ailes comme des draperies. Il est constant que chez beaucoup d'oiseaux le plumage d'été n'est qu'un ornement nuptial, et ce fait suppose l'existence du sentiment esthétique chez le mâle aussi bien que chez la femelle.

En suivant sa marche ascendante, en s'élevant des oiseaux aux mammifères, la doctrine de la sélection sexuelle fondée sur la puissance du sens esthétique devrait acquérir une certitude croissante. Le lecteur, qui s'y attend, est un peu déçu. Les faits sont moins saisissans; ils se groupent en faisceau avec moins de complaisance; ils jettent l'esprit du savant anglais dans l'embarras, quelquefois dans le doute. Il reste néanmoins fidèle à sa thèse, mais on sent que c'est à force de souplesse et de dextérité. Voici qui est plus grave encore. « Chez les mammifères, dit M. Darwin, le mâle paraît obtenir la femelle bien plus par la puissance déployée dans le combat que par l'étalage de ses ornemens et de ses charmes. » N'est-ce point surprenant? A mesure que l'intelligence grandit, il se trouve que la force brutale devient prédominante. Comment une telle contradiction n'a-t-elle pas frappé l'habile et avisé zoologiste? Quoi qu'il en soit, son argumentation en souffre et sa conception en est sensiblement affaiblie. On va s'en apercevoir.

Les mammifères mâles l'emportent en général sur les femelles par de visibles avantages. Leurs cornes sont plus longues, plus résistantes, plus aiguës, leurs défenses plus puissantes, leur taille plus haute, leurs muscles plus vigoureux; quelques-uns ont la crinière, que les femelles n'ont pas, et quand les deux sexes l'ont, celle du mâle est plus abondante et plus épaisse. Ce sont là autant d'armes offensives et défensives, utiles dans les combats que les mammifères grands et petits se livrent au temps des ardeurs reproductrices. Cependant tel n'en est pas l'unique but : elles servent à l'animal non-seulement contre ses rivaux en amour, mais encore contre ses ennemis ordinaires. Ainsi la crinière du lion mâle lui est une protection quand il est attaqué par le tigre, le taureau commun défend le troupeau avec ses cornes, l'élan de Suède peut tuer raide un loup d'un coup de ses longs bois; mais lorsque ces appendices sont embarrassans et sujets à s'enchevêtrer dans les buissons, faut-il penser qu'ils ornent du moins le mâle afin de le rendre attrayant? M. Darwin le soupçonne; toutefois il avoue loyalement qu'il ne connaît aucun fait à l'appui de cette opinion. La théorie perd ainsi tout un ordre de preuves. Elle n'est pas moins incertaine à l'égard des préférences que manifestent dans l'appariage tantôt le mâle, tantôt la femelle. Les argumens en sens contraire semblent se balancer. L'impression générale des éleveurs est que le mâle accueille indifféremment une femelle quelconque. De leur côté, les femelles et notamment les chiennes ne sont pas toujours assez prudentes, ni assez difficiles dans leurs choix. Les renseignemens sur les faits de ce genre qui s'accomplissent à l'état de nature sont insuffisans, et on a dû, pour avoir quelques lumières, observer les animaux domestiques; mais ici les expériences sont forcément moins concluantes, car enfin c'est avant tout de l'instinct primitif et naturel qu'il s'agit et non des penchans modifiés par l'homme. Ainsi, quoique le célèbre *Monarque* n'ait jamais consenti à s'apparier avec l'illustre mère de *Gladiateur*, — quoique les étalons de grande race soient dédaigneux et difficiles au plus haut point, — quoiqu'il faille tromper certaines jumens de sang noble pour leur faire agréer le cheval qu'elles n'ont pas choisi, la question reste obscure. M. Darwin la tranche; il ne la résout pas.

Les considérations relatives à l'influence que la voix du mâle exerce sur le sens esthétique de la femelle chez les mammifères sont aussi peu décisives. Certes il n'est pas difficile d'établir que presque tous les animaux mâles se servent de leur voix bien plus dans la saison de l'appariage qu'en tout autre temps; il est même intéressant de constater qu'à cette époque la gorge grossit chez les cerfs, et que les jeunes cerfs au-dessous de trois ans ne mugissent

pas. La curiosité est satisfaite d'apprendre que le gorille mâle a une voix effrayante, qu'un gibbon a la faculté remarquable d'émettre la série complète et correcte des notes musicales d'une octave ; mais quel est au juste l'élément esthétique à dégager de ces observations? On ne le dit pas. Bien plus, après s'être demandé si les singes les plus bruyans et les plus babillards ont acquis leur voix puissante pour supplanter leurs rivaux et séduire les femelles, M. Darwin avoue qu'il ne prétend point en décider, et qu'il se borne à considérer cette conclusion comme la plus probable; — encore un point où le système faiblit. Il se relève un peu, nous en convenons, à l'endroit où il est traité des ornemens des mammifères, des houppes, des barbes, des chevelures qui les décorent, des couleurs souvent brillantes dont sont teints leur poil et les parties nues de leur corps. Que ces coiffures naturelles, que ces touffes lisses ou frisées, que ces favoris abondans, remarquables surtout chez certaines espèces de singes, soient en vue de la protection ou de la défense, on ne peut le soutenir. D'autre part, ces villosités sont le privilége des mâles, tandis que les femelles en sont dépourvues, et l'abondante croissance de ces poils coïncide avec l'âge adulte et signale le moment de la reproduction. Par conséquent, dans la plupart des cas, et particulièrement sur la robe des antilopes et des singes, il y a lieu d'induire que les touffes de poils ont été acquises pour l'ornementation. Selon toute probabilité, les mâles ainsi ornés ont été préférés par les femelles, et les appendices velus se sont accrus de plus en plus par voie de sélection. Il a dû en être de même de la nuance des poils et des couleurs de la peau nue. On a fréquemment noté que le mâle est plus fortement et plus richement coloré que la femelle. Les ruminans en offrent des exemples curieux. Dans la magnifique antilope appelée *oréas derbianus*, le corps est plus rouge, le cou plus noir, la bande blanche intermédiaire plus large chez le mâle. Le cerf axis, à l'âge adulte, est superbement coloré et moucheté. Parmi les quadrumanes, les *cercopithécus cynosurus* et *griseo-viridis* offrent une coloration merveilleuse : une partie du corps, chez le mâle seulement, est d'un vert ou d'un bleu des plus éclatans, et contraste vivement avec la peau nue du bassin, qui est d'un rouge écarlate. Le mandrill mâle est vraiment sans pareil; son visage est d'un beau bleu, tandis qu'un rouge ardent dessine le contour du nez et en colore l'extrémité. Ce qui donne à ces faits une certaine portée, c'est que, d'après plusieurs naturalistes, les mammifères se montrent attentifs à la couleur de leurs congénères et à celle des animaux qui ne sont pas de leur espèce. L'éléphant africain et le rhinocéros attaquent avec fureur les chevaux blancs ou gris. Les étalons à demi sauvages recherchent les jumens de leur

couleur. On cite une femelle de zèbre qui refusait tout appariage avec un âne, et qui l'accepta dès qu'on l'eut peint des couleurs du zèbre. Nous ne contestons nullement ces faits, nous admettons même qu'ils sont encore plus vrais et plus nombreux qu'on ne le dit; seulement il faudra examiner si cette aptitude à remarquer et à distinguer la couleur constitue une faculté de l'ordre esthétique, ou si elle n'est qu'une simple sensation perceptive des différences d'espèce et de sexe.

Il est permis d'incliner dès à présent dans ce dernier sens. En effet, M. Darwin attache une importance singulière à la présence des glandes odorantes chez les mâles. Ces glandes grossissent à un moment déterminé et acquièrent alors une grande puissance d'exhalation. Le savant anglais soupçonne qu'il y a dans cet organe et dans l'émanation qu'il émet un moyen d'attraction et un motif de préférence. Rien de plus vraisemblable; mais la sensation d'odeur est en dehors des phénomènes de l'ordre esthétique; c'est un fait de sensibilité physique qui n'a rien à démêler avec le sentiment de la beauté, et dont l'influence marquée dans l'appariage atténue plutôt qu'elle ne confirme les conclusions de la théorie sélectioniste. Au surplus nous y reviendrons.

Si l'homme dérive de l'animal, comme l'enseigne M. Darwin, si nous ne sommes que des animaux transformés, la sélection sexuelle doit se faire sentir dans le développement des facultés humaines. Il y a plus : celles-ci ne doivent être que les facultés de l'animal agrandies par le travail de la sélection. M. Darwin retrouve donc la sélection sexuelle dans l'histoire du genre humain. Il la découvre tantôt probable, tantôt certaine, parmi les causes qui la compliquent et sous les apparences qui la voilent. Quand elle semble disparaître, il l'induit par analogie en s'appuyant sur le parallélisme, d'après lui complet, qui existe entre l'homme et l'animal. Esquissons rapidement ces vues contestables, mais attachantes.

Les sauvages attachent un grand prix à leurs avantages extérieurs. Ils s'efforcent d'être beaux à leur manière afin d'être séduisans. Des savans soutiennent que les sauvages se couvrent de vêtemens pour se parer plutôt que pour se préserver de la chaleur et du froid. Ils ont un goût exagéré des ornemens. S'ils restent nus, ils décorent leurs membres et leur corps de peintures diverses. Quelques-uns gagnent par un rude travail l'argent qui paiera la teinture dont ils couvrent leur épiderme. Sans doute ils s'arrachent les dents, ils se mutilent le visage; mais c'est qu'ils s'imaginent se rendre ainsi plus terribles d'aspect et plus beaux. Soucieux de leur beauté, ils ne sont pas indifférens à celle des femmes. Il y a des nègres qui discutent gravement les charmes de celle qu'ils veulent

épouser. Le type qu'ils préfèrent est parfois bizarre et selon nous très laid, mais enfin ils cherchent un type. Ils diffèrent d'avis sur la couleur et sur la forme. M. Darwin estime qu'il n'y a pour l'humanité aucun type général de beauté; toutefois il remarque, avec Humboldt, que l'homme est porté à exagérer les caractères qui lui ont été départis par la nature, et ce penchant tend nécessairement à accroître ces signes distinctifs et à augmenter les qualités dont ils sont l'expression.

Il est à constater que les femmes en général sont devenues plus belles que les hommes. Elles sont le beau sexe. C'est qu'elles ont un vif sentiment de l'influence de leurs charmes. Elles savent emprunter aux oiseaux mâles les plumes que ces animaux ont reçues pour fasciner leurs femelles : aussi ont-elles été pendant longtemps des objets de sélection à raison de leurs attraits, et là est la cause de leur beauté plus délicate et plus pénétrante que celle de l'homme. A leur tour, elles savent choisir. Dans l'archipel malais, il y a des courses nuptiales où le prétendant doit atteindre la jeune fille avant de l'obtenir. Néanmoins, dit Lubbock, ce n'est pas en réalité le coureur le plus rapide qui est préféré, c'est celui qui a eu le don de plaire. Chez les Cafres, les filles, avant de donner leur consentement, obligent les hommes à une complète exhibition de leur personne. Il est donc permis d'affirmer que les deux formes de la sélection ont réellement dominé, simultanément ou non, chez l'espèce humaine, surtout dans les premiers temps de sa longue histoire.

La sélection est une puissance tellement naturelle et nécessaire qu'elle persiste encore même chez les races civilisées. Assurément les hommes à l'état de civilisation sont plutôt attirés par le charme de l'esprit des femmes, par la fortune, par la position sociale; mais cette sélection plus raffinée, dont l'effet est d'amplifier les facultés mentales, n'a pas entièrement supprimé celle qui prend pour guide les avantages corporels. Les membres de l'aristocratie anglaise sont devenus plus beaux en recherchant dans toutes les classes de la société les plus belles épouses. D'après Chardin, le sang des Persans s'est fort amélioré par de fréquentes alliances avec les Géorgiennes et les Circassiennes. Les enfans issus de ces unions héritent de la beauté de leurs mères, tandis que les Persans qui descendent des Tartares naissent et restent laids. La signification de ces faits est évidente.

Terminons cette exposition par un trait qui mieux qu'aucun autre fournira la mesure des vertus que M. Darwin attribue à la sélection sexuelle. Quoi de plus mystérieux, de plus inexplicable au premier aspect que la faculté du chant et de la musique? Certes elle n'est à l'homme d'aucune utilité directe; dans le combat pour l'existence,

elle ne sert à rien. Il est impossible pourtant qu'elle n'existe en vue d'aucune fin. Les faits bien étudiés révèlent le contraire. D'abord cette faculté est possédée à un degré quelconque par les hommes des races les plus sauvages; elle se développe aisément, puisque les Hottentots et les nègres sont capables de devenir d'excellens musiciens: mais remarquons que la puissance musicale se retrouve pareillement en germe chez les oiseaux qui ne sont pas chanteurs, et n'attend qu'une circonstance favorable pour se manifester. On a vu tel moineau apprendre à imiter le chant de la linotte. Il y a un groupe de perroquets qui peu à peu en viennent à siffler des airs composés par l'homme. Une certaine aptitude musicale a donc été donnée aux animaux comme à l'homme lui-même, quoique à des degrés différens. Or il en résulte une importante conséquence. La musique en effet excelle surtout à éveiller et à exprimer le sentiment de l'amour. C'est à l'époque de la reproduction que les mâles déploient leur puissance vocale. N'est-il pas naturel de conjecturer que les animaux se sont exercés à fortifier un moyen de séduction qu'ils trouvaient en eux-mêmes? N'a-t-on pas d'autre part observé que les mâles de quelques quadrumanes ont des organes vocaux plus complets que ceux des femelles, et qu'un certain gibbon sait exécuter la série entière des notes de l'octave? Partant de là, il n'y a rien d'improbable à ce que les ancêtres simiens de l'homme, avant d'exprimer leurs tendres sentimens en langage articulé, aient tenté de le faire au moyen de notes chantées. Avec l'aide de la sélection sexuelle et de l'hérédité, la faculté du chant nous viendrait ainsi, d'une façon compréhensible, de nos aïeux semi-humains. Comme toutes nos aptitudes, comme tous nos dons, comme le génie lui-même, la faculté musicale n'est qu'une puissance originairement animale, accrue par degrés, enfin devenue humaine, parce qu'elle était un avantage, une arme de séduction, une beauté.

Nous avons retracé dans ses lignes principales et avec une fidélité scrupuleuse la doctrine darwinienne de la sélection sexuelle. On a pu voir qu'elle repose en dernière analyse sur ce fait essentiel, que l'animal, tantôt le mâle, tantôt la femelle, souvent l'un et l'autre à la fois, est sensible à la beauté de son semblable. Qu'il en soit frappé, je l'admets; seulement cette beauté de la couleur, de la forme, du chant, la sent-il réellement en tant que beauté, ou bien cet éclat des nuances, cette force et cette douceur de la voix, ne sont-ils pour la bête que le signe très expressif, mais exclusivement brutal, d'un état physiologique que son instinct attend, qu'il provoque et auquel il répond? Toute la question est là, et c'est la question qu'il faut maintenant tâcher de résoudre.

II.

Cette question rentre dans un problème plus vaste, qui consiste à chercher si l'instinct et l'intelligence ne sont que les deux formes extrêmes d'une seule et même énergie mentale. Les plus pénétrans esprits, les plus fins observateurs de l'antiquité et des temps modernes, Aristote et Buffon, Plutarque et Montaigne, et parmi nos contemporains F. Cuvier, Flourens, Gratiolet, MM. E. Blanchard, Milne Edwards, Pouchet, Brehm, l'ont agité. Pourquoi n'en a-t-on pas trouvé la solution définitive? C'est qu'il n'existe pas de problème plus complexe. M. Darwin, qui l'a repris avec tant de savoir, de curiosité et de bonne foi, en a-t-il mûrement pesé les difficultés, compris et dégagé la méthode, aperçu et compté les conditions?

De ces conditions, la première évidemment était d'instituer dès le début une analyse minutieuse des facultés mentales que l'animal, dit-on, possède comme nous, mais seulement avec de grandes et très nombreuses différences de degré. Il était indispensable, avant de comparer, de placer en pleine lumière les termes de la comparaison. Pour avoir le droit d'identifier l'instinct et l'intelligence, pour être autorisé à élever l'instinct à la hauteur du sentiment et du jugement esthétique, la méthode commandait d'observer et d'analyser séparément l'intelligence et l'instinct. M. Darwin s'est dispensé de cette obligation, ou plutôt il semble ne l'avoir pas sentie. Il déclare qu'il n'entreprendra point de définir l'instinct, parce que, selon lui, l'instinct ne présente pas de ces caractères constans sur lesquels s'appuie la définition. Il se contente d'affirmer que l'instinct enveloppe toujours une part d'intelligence sans chercher à dégager cet élément intellectuel, et sans se douter que là est le nœud de la question. La distinction des facultés diverses de l'esprit ne le préoccupe pas davantage; il les caractérise à peu près, vaguement, si vaguement que plus d'une fois il confond le raisonnement et la raison. Enfin, quoique le sentiment du beau joue dans sa doctrine un rôle capital, nulle part il n'a pris la peine d'approfondir l'essence de ce pouvoir si délicat de l'âme; nulle part il ne s'est demandé si le sentiment du beau n'est qu'une sensation, s'il est précédé d'une idée, s'il aboutit à un jugement. De l'aveu même de ses partisans, sa psychologie est étonnamment faible et superficielle, — et c'est sur cette base incertaine qu'il a construit tout son édifice de la sélection sexuelle; c'est dans un brouillard qu'il prétend nous faire voir l'identité primordiale de l'intelligence et de l'instinct.

L'observation attentive, exempte de parti-pris, indépendante d'une théorie préconçue, arrive à d'autres conclusions. Elle reconnaît que

des différences fondamentales séparent l'instinct de l'intelligence. Celle-ci est une faculté à fins multiples et indéfiniment diverses. Elle poursuit tour à tour des buts très distincts, elle les connaît, elle les choisit, elle choisit aussi les voies qui y mènent, elle tâtonne, elle hésite, se trompe, se reprend; mais elle se gouverne et se perfectionne elle-même. Chez l'homme, où nous pouvons l'étudier, elle dispose d'organes qui sont comme elle appropriés à des fins variables, et quand ces organes ne lui suffisent pas, elle en crée d'artificiels qu'elle appelle des instrumens, des outils. Ainsi ses caractères sont la prévision, la faillibilité, le progrès, surtout la généralité. L'instinct ne présente aucun de ces caractères; il a les caractères directement opposés. Un des mérites de M. H. Joly est d'avoir éclairé ces traits distinctifs de l'instinct d'un jour nouveau et frappant. Du même coup, il a fourni une réfutation tantôt implicite, tantôt explicite, de la théorie de la sélection sexuelle fondée sur le sentiment esthétique de l'animal. Je vais reprendre cette réfutation et la compléter.

L'animal a une puissance d'agir spontanée : cette puissance est excitée par le besoin, par l'appétit, par la souffrance ou la jouissance, bref, par la sensation. Ses actions tendent à un but; mais ce but, il l'ignore. Tel insecte, herbivore à l'état adulte, dépose ses œufs sur des chairs putréfiées dont se nourrissent ses petits, et ces petits, il ne les verra pas éclore; le motif de son acte lui est donc inconnu. Le castor, captif et à l'abri de tout besoin, construira sa digue sans aucune utilité, si vous laissez des matériaux à sa portée; cette construction n'a aucun but. Chez ces animaux, nulle prévision. En outre la bête réussit généralement du premier coup dans ses œuvres. Sans éducation, sans expérience, sans hésitation, l'oiseau fait son nid, le carnassier reconnaît et attaque sa proie, le ruminant distingue et broute son herbe. Séparé de son espèce, et pourvu seulement qu'il dispose de ses forces organiques, ce qu'ont fait ses parens, il le fera, et parfaitement. Chose plus importante encore à remarquer, l'animal est incapable, à l'état de nature du moins, de tenter une industrie autre que la sienne. Son instinct est un instrument particulier adapté à une fin spéciale. L'oiseau est conformé non pour construire des nids en général, mais pour tisser et arrondir tel nid. Chaque espèce d'araignée ourdit une toile d'une nature déterminée et ne peut ourdir que celle-là. En somme, l'animal, destiné à un genre de vie spécial, a un travail particulier. Exempt d'hésitation, ignorant le progrès, puisqu'il réussit d'emblée, l'animal n'a ni à prévoir, ni à comparer, ni à généraliser; il ne choisit pas. Son instinct le dirige infailliblement dans une voie tracée d'avance. Aristote, Pascal et bien d'autres avaient proclamé ces traits

caractéristiques de l'instinct. La science la plus récente les proclame comme eux, et M. Darwin n'a pas démontré que ce fussent là autant d'erreurs. Si par des analyses et des comparaisons psychologiques plus sérieuses il s'était convaincu que cette façon de comprendre l'instinct est la seule vraie, il aurait vu qu'en présence du beau l'animal reste ce qu'il est, je veux dire un être qui ne s'intéresse qu'à ce qui est particulier. Cette simple remarque eût éclairé et peut-être profondément modifié sa théorie des facultés mentales chez les animaux. A ceux-ci, le zoologiste anglais prête le sentiment de l'admiration. Je sais qu'il leur refuse la capacité d'admirer de grandes scènes, comme une nuit étoilée, un beau paysage, une musique savante; mais il tient pour certain que beaucoup d'animaux inférieurs admirent les mêmes sons et les mêmes couleurs que nous. Même réduit à ces termes, son système ne nous paraît pas soutenable. S'il était exact, l'animal goûterait non-seulement les mêmes chants et les mêmes nuances de coloration que l'homme, mais il les aimerait, il en jouirait partout et toujours, il aurait la faculté d'en jouir généralement. La femelle du pinson par exemple, qui sur cent mâles sait choisir, dit-on, le meilleur musicien, se montrerait sensible au chant des autres oiseaux, à celui de l'homme, à la musique d'un bon violon. On objectera l'araignée et le lézard, qui semblent céder à la douceur des mélodies, et le cheval, auquel la musique du régiment communique une ardeur guerrière. Cependant, outre qu'on ne sait pas si ces animaux éprouvent autre chose qu'un chatouillement nerveux ou une excitation purement physique, il est bien permis de rappeler les hurlemens lamentables que certains sons, même musicaux, arrachent à nos chiens. Un point d'ailleurs très important, c'est que l'animal ne se laisse vraiment aller aux séductions vocales déployées par ses semblables qu'à l'époque de l'appariage, c'est-à-dire à un moment précis et particulier de l'année.

L'attention que les bêtes accordent aux couleurs donne lieu aux mêmes réflexions. A ne parler que des oiseaux, qui sont, d'après M. Darwin, aussi bons juges de la couleur et de l'ornement que les femmes élégantes et les habiles modistes, combien cette faculté est limitée chez eux! Voit-on, par exemple, que les paons mâles s'admirent réciproquement comme le font à l'occasion les hommes? Voit-on que les femelles se contemplent l'une l'autre avec plaisir et poussent l'impartialité jusqu'à rendre justice à la beauté de leurs rivales? A-t-on jamais rencontré une oie en extase devant la splendeur des faisans ou la royale élégance des cygnes? Non; l'oiseau, l'insecte, le quadrupède ne sont touchés de l'éclat de la couleur, s'ils le sont, que dans leur espèce, de la part d'un seul sexe et au

moment que chacun sait. Comment ne pas reconnaître là une de ces différences radicales qui interdisent toute identification des faits? Il faut bien ajouter que, même à ce moment où la nature parle avec une force irrésistible, la beauté est maintes fois dédaignée, s'il faut l'attendre ou la chercher, et la laideur vivement accueillie, si elle est là toute prête. Un cas plus grave encore, c'est celui où le mâle, après l'hyménée, est impitoyablement sacrifié. Admiration bien courte et plus que douteuse qui ne tend qu'à l'appariage et n'y survit pas, admiration dépourvue de ce caractère de généralité qui est le signe intellectuel de l'admiration!

Allez plus loin : achevez l'expérience. Placez l'animal devant une œuvre d'art qui représente avec l'exactitude d'un trompe-l'œil son mâle ou sa femelle. Il y avait déjà de ces œuvres vivantes d'aspect dans l'atelier des peintres antiques; il y en a davantage dans les musées et les salons modernes d'exposition. On raconte que les cavales hennissaient en passant devant les chevaux peints par Apelle. Un chien s'arrêterait peut-être devant les chasses d'Oudry, si l'on plaçait les cadres à terre à la portée de son regard. Il s'approcherait, examinerait, interrogerait un instant la toile de son flair infaillible, et ce serait tout. Pourtant qu'y a-t-il dans le tableau? Précisément l'élément digne d'admiration, à savoir l'expression de la vie au moyen de ses couleurs les plus attrayantes et de ses formes les plus parfaites et les plus générales. Qu'importe au quadrupède spectateur de cette merveille? Ce n'est pas l'expression de la vie en général qu'il lui faut, c'est la vie elle-même, la vie particulière, disons plus, la vie individuelle, celle qui parle à ses sens et à son organe olfactif bien plus qu'à ses yeux et à ses oreilles. Il n'a que faire du général, de l'idéal, de l'admirable. Il n'y comprend rien.

Il est nécessaire, puisque M. Darwin nous y oblige, de montrer une fois de plus ce que c'est que l'admiration, en quoi ce sentiment de l'âme humaine diffère radicalement des impressions confuses et spéciales de l'animalité. A mesure que l'homme s'instruit et se civilise, il devient de plus en plus capable d'admirer la beauté partout où elle se rencontre. Il la reconnaît à des signes qui ne trompent pas et la goûte dans tous les règnes de la nature. Il la salue, il la célèbre dans son semblable, quels que soient le sexe, l'âge, le pays, l'époque, le moment. N'est-ce pas ce que font aujourd'hui les amateurs exercés, les historiens de l'art, les esthéticiens? Le sentiment que l'homme éprouve en présence de la beauté peut s'associer aux ardeurs de la jeunesse et aux troubles de la passion, mais il demeure distinct de ces ardeurs et de ces troubles. Les chefs-d'œuvre de l'art ont de fraternelles ressemblances malgré leurs différences originelles. Les artistes vraiment dignes

d'être ainsi nommés se font écho à travers les siècles. Puget écoute et comprend Lysippe, Ingres entend Raphaël. Le génie parle donc une langue générale, la faculté qui saisit le sens de cette langue est générale aussi. Avec une crudité de termes qu'il n'évitait pas assez, Voltaire dit quelque part : « Le beau pour le crapaud, c'est sa crapaude. » Il y a du vrai dans cette boutade. Interprétée philosophiquement, elle signifie que l'admiration de l'animal est enchaînée au dernier degré de l'individualité; mais alors elle est particulière, comme l'instinct, autant que l'instinct, et par conséquent elle ne mérite plus le nom d'admiration. M. Darwin, qui entrevoit ce dilemme, essaie d'y échapper. Il fait effort pour nous convaincre que les hommes n'ont pas d'idées générales sur la beauté, et qu'en cela ils sont les descendans légitimes de la bête. Après M. de Humboldt, il s'évertue à établir que la beauté, à nos yeux comme aux yeux de l'animal, n'est que l'exagération des caractères saillans de l'espèce. Accumulant exemple sur exemple, il dresse une longue liste des mutilations, des déformations, que s'infligent les sauvages afin de se rendre séduisans. Peine perdue, la vérité l'emporte, et dans sa loyauté il en vient à citer des témoignages qui écrasent sa théorie. Tel est celui de M. Winwood Read, qui a observé non-seulement les nègres de la côte occidentale d'Afrique, mais aussi ceux de l'intérieur. M. Winwood est convaincu que les idées sur la beauté de ces sauvages sont en somme les mêmes que les nôtres, et cela quoique ces peuplades n'aient jamais été en relation avec les Européens. Les jeunes filles et les femmes qu'ils trouvent belles seraient également jugées belles à Paris, à Londres, à Berlin. Le croira-t-on? Après cette honnête citation, M. Darwin demeure en paix et garde son opinion personnelle.

Sa doctrine a le malheur de se contredire sans cesse et de fournir à chaque instant des armes contre elle-même. Si l'animal n'a aucune idée générale de la beauté, semblable en cela à l'homme son descendant, si d'autre part sa prétendue admiration est impuissante à dépasser le particulier, l'individuel, il est plus que probable que toute idée générale lui fait absolument défaut. Admet-on ce point? En ce cas, l'animal n'aura aucune idée de la beauté. Pourquoi? Parce que depuis qu'on écrit des traités d'esthétique, on a pu différer sur beaucoup de détails, mais on s'est toujours accordé à reconnaître qu'un élément général réside au fond de toute idée de beauté. Depuis Platon, Aristote, Plotin et saint Augustin, jusqu'à Kant, Hegel, Cousin et jusqu'à l'auteur du plus récent livre sur le beau, M. Gauckler, il n'y a pas un seul théoricien qui n'ait compté parmi les caractères de la beauté l'ordre, l'harmonie, la loi. Or est-il au monde des idées plus générales que celles de loi, d'har-

monie, d'ordre? M. Darwin a quelquefois l'air de penser que le seul éclat des couleurs ou la seule puissance des notes sonores peut constituer à un certain degré le beau visible ou le beau musical. C'est une grave erreur. Les savans travaux de MM. Fechner, Chevreul, Jamin, sur la lumière, ceux de M. H. Helmholtz sur l'acoustique, ont démontré que ce qui nous charme esthétiquement, ce n'est pas l'intensité des vibrations sonores, mais que ce sont les rapports selon lesquels elles se succèdent ou se produisent simultanément; quant aux couleurs, elles engendrent le plaisir du beau par la corrélation des nuances bien plutôt que par la vivacité perçante des tons. Et qu'est-ce qu'un rapport, sinon un lien qui rattache et systématise entre elles les choses particulières de façon à en composer des unités complexes, c'est-à-dire des objets généraux? — Dès qu'un objet excite notre admiration, si peu que ce soit, c'est que les élémens, les parties en sont rassemblées selon des rapports que la raison approuve; c'est qu'il y a là une composition, une ordonnance. Qui dit composition et ordonnance dit conformité à une loi générale de la nature et de l'esprit. Ainsi, quoiqu'il n'y ait pas de beauté sans vie individuelle ou sans expression de la vie individuelle, il n'y a pas non plus de beauté en dehors de tout principe, de toute loi, en dehors de toute généralité. Donc de deux choses l'une, ou bien l'animal n'a aucune notion du beau, ou bien il mêle à sa notion du beau quelque idée générale.

Si la bête n'a pas d'idées générales, toute la théorie de la sélection sexuelle s'écroule de fond en comble. M. Darwin varie constamment à cet égard. Nulle part sa psychologie n'est plus vacillante, je dirai même plus déconcertante, que sur ce sujet des idées générales de l'animal. On dirait qu'il n'y a réfléchi qu'en passant. Il eût cependant fallu y penser et se décider à bonnes enseignes. Plus on médite sur ce problème de psychologie comparée, plus on incline à conclure que l'animal est destitué de la faculté d'abstraire et de généraliser. Qu'en ferait-il en effet? Infaillible comme il l'est en vertu de son instinct, attaché à une industrie dont il accomplit tous les actes sans éducation, sans expérience, il n'a rien à prévoir. L'avenir, ce quelque chose qu'on nomme demain et qui est le cuisant souci de l'homme, n'existe pas pour l'animal. Pascal l'a dit avec son style puissant : chaque fois que la science est donnée à l'animal, elle lui est nouvelle. N'ayant pas eu à l'apprendre, il ne risque pas de l'oublier, et il la retrouve toujours. Où qu'il aille dans l'espace, la nature agit sur ses sens; ses impressions ébranlent ses organes; ses souvenirs, qui sont des images, produisent le même ébranlement que ses impressions; la forme de ses membres règle et détermine la forme de ses mouvemens. Ce n'est pas une machine, c'est

un être sentant. Comme ses sensations présentes ou renouvelées le mènent à coup sûr, pourquoi donc aurait-il besoin de généraliser? Indispensable à l'homme, le pouvoir généralisateur est inutile à l'animal. Son intelligence purement sensitive n'a donc aucune prise sur le beau, lequel, répétons-le, est chose générale.

C'est impossible, répliquera M. Darwin. Quoi! vous refusez le sens du beau à l'animal? Comment dans cette hypothèse expliquerez-vous les combats d'amour, les étalages de plumes et de couleur, les parades nuptiales, ces tournois où les mâles briguent et obtiennent le prix de la beauté? Ces mouvemens calculés, ces coquetteries, ne peuvent avoir lieu sans motif, et, s'ils en ont un, ce n'est évidemment que la séduction des femelles.— Je conviens que ces faits présentent une sorte de mystère que la science n'a pas encore éclairci. Il faudra de nombreuses années, et cette héroïque patience qui équivaut, dit-on, au génie, pour découvrir les secrets mobiles qui poussent l'animal dans une multitude de démarches singulières. Cependant, hypothèse pour hypothèse, il y en a une qui semblera, croyons-nous, simple et naturelle. Nous ne la présentons qu'à titre d'hypothèse; mais, si notre explication n'est pas plus démontrée que celle de M. Darwin, elle est peut-être plus vraisemblable.

Aux époques printanières, l'animal est tourmenté par le plus impérieux de tous les instincts. Sous l'influence d'un besoin dont la violence est sans égale, piqué par un aiguillon brûlant, il marche, il court, il s'agite; il attaque, déchire, détruit, s'il le peut, le rival qui lui fait obstacle. Si son naturel est pacifique, il ne combat point; mais il dépense en mouvemens bizarres et multipliés la force surabondante dont l'excès l'accable. S'il est organisé pour chanter, il chante; s'il est capable de crier, de hurler, il crie, il hurle. Point n'est besoin du désir de plaire et de la conscience de sa beauté pour rendre compte de cette surexcitation. L'état physiologique où il se débat y suffit et au-delà. Maintenant on admet sans difficulté que la femelle est dans une situation analogue. La puissance de sensation de celle-ci est au paroxysme : elle voit mieux, elle entend mieux que jamais. Elle verra mieux celui des mâles dont les couleurs sont plus vives, la taille plus grande, les gestes plus violens et plus vigoureusement exécutés. Elle entendra mieux le mâle qui chante, hurle, ou crie plus fort ou plus longtemps; de là à le préférer, il n'y a pas loin. J'accorde donc qu'il y aura préférence, si l'on veut, mais préférence sous l'impulsion maîtresse d'une sensation, non d'un sentiment, d'une secousse, non d'une idée, d'un appétit, non d'un jugement de beauté. L'animal aura manifesté ses facultés propres, ses instincts spéciaux. Les parades, les tournois, les étalages, tous ces spectacles auxquels vous savez si bien nous intéres-

ser, auront une explication que l'on pourra discuter sans doute, mais qui restera conforme à l'essence de l'instinct, aux lois de la sensation, bref à la nature psychologique de l'animal.

La solution que nous venons de hasarder se rencontre à chaque page dans l'ouvrage de M. Darwin ; nous n'avons eu qu'à la lui emprunter. Il l'eût assurément choisie et adoptée, si son siége n'avait été fait depuis longtemps. Il l'eût d'autant plus volontiers accueillie qu'il a parfaitement mesuré la puissance du sens qu'on a nommé le sens animal par excellence, l'odorat. Ce sens agit dans l'appariage avec une énergie prodigieuse. Il y en a des exemples extraordinaires. Le naturaliste Scarpa assure que si, après avoir manié des grenouilles ou des crapauds femelles, on plonge la main dans l'eau, les mâles qui s'y trouvent accourent aussitôt même de très loin. Sans que j'insiste, on devine quelle part un organe aussi subtil doit avoir dans les attractions que M. Darwin attribue au sentiment de la beauté. Joignez les excitations de l'odorat à celles des yeux et de l'oreille, et voyez s'il y a lieu de chercher d'autres causes aux phénomènes qu'on a accumulés avec tant de complaisance. C'était avant tout la sensation qu'il était essentiel d'étudier chez l'animal. Il y avait là un champ à peine exploré d'observations innombrables et pleines d'enseignemens. En commençant par là l'étude de la psychologie comparée, on eût fait faire à cette science si nouvelle et si nécessaire d'admirables progrès.

M. H. Joly l'a essayé et y a réussi pour une part déjà digne d'éloges. Quant à M. Ch. Darwin, on ne saurait dire sans injustice qu'il ne l'a pas voulu ; mais le pouvait-il? Son adhésion absolue au principe de l'évolution, son idée préconçue et systématique que l'homme descend de l'animal, le condamnaient à violer les règles les plus élémentaires de la méthode. Il oublie que l'homme connaît mieux sa propre nature mentale que celle des animaux, que par conséquent ce sont les facultés de l'âme humaine qu'il importe d'abord d'analyser. Pressé par le désir de retrouver nos ancêtres dans la sphère de l'animalité, il grossit à plaisir les ressemblances et il atténue les différences essentielles jusqu'à les effacer. Cette dangereuse habitude d'esprit est manifeste une fois de plus dans son ouvrage, d'ailleurs si ingénieux, sur *l'Expression des sentimens chez l'homme et chez les animaux*. Ici encore les nuages abondent, les phénomènes et les facultés de la vie mentale sont mêlés et confondus. On y cherche vainement une distinction psychologique quelconque entre la sensation sous ses diverses formes d'une part, et le sentiment sous ses aspects si variés de l'autre. Il n'est pas surprenant qu'avec des procédés d'analyse aussi peu rigoureux on n'ait pas réussi à mettre hors de contestation l'existence chez les bêtes du

sentiment esthétique, ni à poser solidement les bases de la sélection sexuelle. Cette dernière conception, empruntée à l'ordre psychologique, n'est qu'une hypothèse, et elle demeure aussi peu justifiée par les faits que les hypothèses physiologiques de l'auteur.

Nous n'avons pas prétendu prouver autre chose. Il était peut-être temps que ce côté particulièrement faible du darwinisme fût mis à découvert. C'est de près et en détail, sans passion, sans colère, qu'il convient, selon nous, d'examiner cette prestigieuse doctrine, au lieu de l'accabler au hasard de vagues reproches qu'elle ne mérite pas toujours. On devrait, par exemple, cesser d'accuser M. Darwin d'athéisme, de matérialisme, de fatalisme, que sais-je encore? Le darwinisme a en réalité sa droite, son centre et sa gauche. A droite, on croit en Dieu et on le dit; à gauche, on se vante d'avoir anéanti le « créateur personnel, » et on voit dans cette destruction le dernier terme du progrès scientifique. Où siége M. Darwin dans ce conclave de ses partisans? A droite très certainement. Qu'il ait tort de ne pas rompre avec sa gauche, et même un peu avec son centre, j'en conviendrai. Là cependant n'est pas la marque la plus frappante de son infériorité philosophique. Elle est dans les vices de sa méthode, elle est dans l'énorme intervalle laissé entre ce qu'il affirme et ce qu'il prouve, elle est dans l'usage trop inégal qu'il fait de la psychologie et de la physiologie. Néanmoins ses travaux, par la richesse des observations, par l'étendue et la diversité du savoir, sont une mine précieuse où la psychologie comparée puisera avec un profit immense, — à une condition cependant, c'est qu'elle résistera à la séduction de l'esprit de système, et qu'elle cherchera le vrai encore plus que le nouveau.

CH. LÉVÊQUE.

LA

BRANCHE DE LILAS

Quand après une période d'expansion et d'éclat le roman semble *se recueillir* chez nous pour prendre sans doute un nouvel essor, n'est-ce pas une obligation de plus de rechercher si les littératures étrangères sont plus favorisées que la nôtre aujourd'hui ? Ce n'est pas que la fécondité leur manque, ni que le bruit et le retentissement fassent défaut autour de certains noms. Les succès de la femme distinguée qui se cache sous le pseudonyme de *Ouida* nous avaient même inquiétés d'abord par leur étonnante rapidité, et il nous semble encore qu'ils ont devancé l'entière éclosion d'un talent qui, après avoir flotté indécis pendant plusieurs années, vient enfin de trouver sa voie; le recueil que nous avons sous les yeux en est un témoignage évident (1). Il est supérieur à ce roman de *Puck,* dont M. Forgues a tiré déjà deux jolis tableaux de mœurs anglaises (2), supérieur surtout à ces premiers romans, *Strathmore, Chandos, Under two flags,* où la vivacité de l'invention ne suffisait pas à racheter l'invraisemblance des événemens, des hardiesses d'un goût douteux et une violence de pinceau qu'on aurait tort de confondre avec l'énergie. Ouida n'a jamais été de ces romanciers, nombreux en Angleterre, dont les œuvres peuvent être mises dans toutes les mains. Elle scandalise ses compatriotes par des audaces dont ils n'ont pas l'habitude. Certes les Dickens et les Thackeray, auxquels on l'accuse de se croire supérieure, eussent hésité devant les sujets qu'elle choisit volontiers; on va jusqu'à lui attribuer cette réponse caractéristique faite à ceux qui la blâmaient d'alarmer ses chastes lectrices par le dédain du mariage et par des peintures trop vives des entraînemens du cœur ou trop indulgentes des faiblesses masculines : « Je n'écris pas pour les

(1) *A Leaf in the Storm and other Stories,* par Ouida; Londres 1872.
(2) *Lady Tattersall,* 15 janvier 1868; *Jaune ou Bleu,* 15 avril 1868.

femmes, j'écris pour les militaires. » C'est à cette catégorie de lecteurs qu'elle a probablement voulu consacrer le joli type de *Cigarette*, une vivandière de l'armée d'Afrique, l'héroïne de son roman d'*Under two flags*. Ouida témoigne à la France, chaque fois que l'occasion s'en présente, de chaleureuses sympathies; elle lui appartient d'ailleurs par sa famille, qui en est originaire, et même par ses qualités littéraires : l'esprit souple, mordant, indépendant, aventureux, une grâce à part, mondaine et cavalière, je ne sais quelle fougue l'emporte bien loin du domaine de la froide morale émaillée de citations bibliques, domaine ordinaire de la plupart des femmes auteurs en Angleterre. Il lui reste à se corriger d'une certaine tendance au paradoxe qui va jusqu'à lui dicter une espèce d'apologie de la commune, qu'évidemment elle n'a pas vue de près. Cette réserve faite, nous croyons pouvoir offrir au lecteur de la *Revue* le récit ému, passionné, que Mlle de La Ramée a intitulé *la Branche de lilas*.

Ce récit, où l'adultère, si longtemps proscrit par les romanciers anglais, est abordé résolûment et poussé à ses dernières conséquences, nous paraît donner la mesure de l'influence qu'exerce depuis quelques années notre littérature sur celle de nos voisins, et qu'un critique a comparée à la transfusion du sang. Personne n'a subi cette influence plus vivement que le romancier connu sous le nom de Ouida. La verve de son style, la témérité naturelle de sa brillante imagination, une légèreté de plume enfin rare en son pays, lui permettent de s'aventurer mieux qu'un autre dans ces régions périlleuses dont l'exploration nous a valu tant d'anathèmes de ceux-là même qui finissent par nous imiter. George Sand a souvent inspiré Ouida; l'imitation était surtout flagrante dans ce roman d'*Idalia*, dont l'héroïne, une sorte de Circé républicaine, courtisane de réputation, vierge de fait, se sert des philtres de sa beauté pour gagner des partisans à la cause italienne.

I.

Oui, je serai fusillé dès l'aube, on le dit, — et pour une branche de lilas! Vous ne me croyez point?.. Souvent, pour faire tuer un homme, il n'en a pas fallu davantage. Un regard, un sourire, une larme, une fleur fanée, — c'est peu, et c'est beaucoup quand cela vient d'une femme, — beaucoup, tout le présent, tout le passé, tout l'avenir.

Voici le lilas,... regardez. Il n'a plus ni couleur, ni parfum, ni beauté, il est flétri; ne dirait-on pas un amour mort?

Vous m'avez demandé mon histoire. A quoi bon? Avoir une histoire, c'est un luxe pour les riches. Que sert aux pauvres d'en avoir une? S'ils la racontent, qui les écoute? Et j'ai toujours été pauvre. Cependant je fus heureux jusqu'au jour de printemps où fleurit ce lilas.

Je suis un comédien; ma mère était danseuse. Mon père... Bah! c'est encore là un luxe pour les riches.

Ma mère fut toujours fort obscure; elle allait avec sa troupe, en certaines saisons, de ville en ville. Je me rappelle que, quand j'étais petit, elle me portait sur son épaule, et que j'attrapais les papillons au soleil le long des routes, tandis que nous avancions. J'étais un gros enfant brun et turbulent, laid comme je le suis encore; mais pour elle sans doute, chère âme! j'étais beau. Je devais lui donner beaucoup d'embarras, toujours en route comme elle l'était; mais elle ne me le marqua jamais. Quelque fatiguée qu'elle fût, elle ne l'était jamais assez pour ne pouvoir jouer avec moi. Pauvre petite mère, fluette et blanche, je la vois encore danser sous ses paillettes, du rouge aux joues, cherchant toujours des yeux son cher garçon, qui ne savait que grogner quand il avait faim, et j'avais faim souvent, je m'en souviens aussi; ce n'était pas sa faute, elle se serait usé les pieds à danser pour pouvoir m'élever comme un prince, si la danse avait pu lui donner la fortune. Pauvre mère! elle tomba d'un ciel de carton, et la chute fut mortelle. Je n'avais que cinq ans, et je me la rappelle pourtant comme si c'était hier, dans son corset d'écarlate et ses jupes courtes, s'élançant hors de scène, son rôle joué, pour me saisir dans ses bras et me couvrir de caresses... Je me la rappelle pleine de grâce, la grâce d'un oiseau sur quelque branche fleurie par l'été; mais si j'ai raison de la voir ainsi, ceux pour qui elle dansait avaient tort, car le public ne trouva jamais rien de remarquable en elle, et elle mourut comme elle avait vécu, actrice ambulante jusqu'à la fin.

Piccinino fut le dernier mot qu'elle prononça; elle m'avait toujours appelé ainsi, je restai Piccinino. Je devais avoir quelque autre nom que me donnait la loi, mais la loi et moi nous ne fûmes jamais grands amis.

La petite troupe à laquelle appartenait ma mère fut bonne pour moi. J'étais orphelin, sans le sou, fort laid, je l'ai dit; mais ces bohèmes sont charitables. Ils rivalisèrent à mon égard de procédés généreux. En grandissant, je pris le goût du théâtre. Comment me serais-je figuré la vie sans l'aigre petit orchestre qui avait couvert mes premiers cris, qui m'avait égayé ensuite? Cette flûte, ce tambour me semblaient aussi nécessaires à l'existence que la lumière du soleil elle-même. Je jouais les petits rôles qui peuvent convenir à

un enfant, et je les jouais bien, au dire de mes amis. Quant à moi, je n'en sais rien; tout ce que je sais, c'est que les planches de notre petit théâtre étaient pour moi la patrie, et que je ne fus jamais intimidé par les regards du plus nombreux public; c'étaient pour moi au contraire des regards amis, ceux des seuls amis que j'eusse au monde. J'aimais tant les faire rire! Moi, un petit laideron que les autres enfans huaient dans la rue en l'appelant vilain saltimbanque, je pouvais par ma gaîté, par mon talent, tenir sous le charme des hommes, des femmes, des pères de famille, des grands parens; ces enfans, mes ennemis, n'auraient pas exercé sur leurs aînés l'influence irrésistible que je possédais. C'était ma vengeance, et elle m'était douce. Du reste je n'en voulais à personne, j'étais de bonne humeur, et je le fus toujours jusqu'au temps où fleurit ce lilas. Nous menions joyeuse vie en somme. Il fallait voyager par toutes les intempéries des saisons, afin d'atteindre telle ville ou tel village pour tel anniversaire ou telle solennité, coucher dans des greniers quand les auberges se trouvaient pleines; souvent nos recettes couvraient tout au plus les frais d'installation et d'éclairage. N'importe! nous tirions le meilleur parti possible des circonstances, unis comme doivent l'être de bons camarades, sans autres rivalités que celles de notre art, libres d'abord. Combien de fois, en traversant les villes, nous disions-nous que notre sort valait mieux que celui des bourgeois, condamnés au même toit et au même horizon jusqu'à l'heure où la tombe s'ouvre pour eux dans le lieu même où ils sont nés, tandis que nous allions devant nous, à notre guise, sans jamais nous arrêter assez longtemps dans un même site pour nous en lasser, sans que rien se dressât entre nous et l'immensité des cieux! L'hiver nous faisait cependant payer un peu nos jouissances, — l'hiver est rude aux races errantes : si l'été durait l'année entière, tout le monde voudrait être bohémien; mais les autres se privaient volontiers du nécessaire pour que je ne manquasse de rien. J'étais l'enfant adoptif de toute la troupe, et ma pauvreté était si riante que je ne désirais rien de mieux, n'ayant jamais du reste connu autre chose. Quant à ma laideur, je ne la regrettais pas, puisque chacun déclarait que ma physionomie était des plus heureuses pour l'emploi comique dont j'étais chargé.

La première fois que je désirai plaire aux yeux, c'était un jour de procession dans une ville de province. Des petites filles voilées de blanc, qui passaient auprès de moi, la croix en tête, reculèrent, et l'une d'elles, la plus jolie, me poussa du trottoir sur la chaussée en disant : — C'est bête d'être aussi laid que cela! — Je trébuchai tout éperdu sous le mépris de ce petit ange; mais le soir vint, et je revis la même tête blonde au théâtre que nous avions

dressé sur la place du marché. Je ne vis qu'elle. La fillette riait, elle applaudissait, émerveillée, hors d'elle-même. Mes camarades me dirent que je n'avais jamais aussi bien joué. Tandis qu'ils me félicitaient, je ne les voyais toujours pas, je ne voyais rien que cette petite tête blonde. — Demandez-lui maintenant s'il est bête d'être laid ! dis-je, éclatant d'un rire nerveux. — La pièce jouée, je m'évanouis.

Tout ceci ne vous intéresse pas. Que j'aie souffert ou été heureux, que j'aie aimé ou haï, personne ne s'en souciera. Un chien savant souffre cruellement sous le bâton, et il est capable de s'attacher de toutes ses forces à quiconque ne le bat pas, mais les douleurs, mais l'amour d'un chien savant ne comptent pas dans le monde. Je n'étais rien de plus que lui. N'est-il pas horrible de penser aux émotions, aux efforts qui sont sans cesse gaspillés en pure perte? Des millions de créatures vivantes prodiguent à chaque instant le sang de leur cœur. Si c'était pour quelque chose encore; mais non, point de but!.. Je divague, je ne puis m'en empêcher. Il faut que je parle de moi à ma manière ou que je n'en dise rien.

Je grandis au milieu de ces bonnes âmes, qui étaient des parias pour le grand nombre. La mort de notre vieux directeur, — il mourut de froid, ayant donné par une rude nuit d'hiver son manteau à une pauvre femme en mal d'enfant, — cette mort fut cause que notre petite troupe se dispersa. J'allais tantôt avec les uns, tantôt avec les autres. J'aimais la liberté, le changement, l'aventure, jusqu'aux risques et aux privations de la carrière que j'avais toujours suivie; j'atteignis ainsi dix-huit ans. J'étais robuste de corps, j'avais au moins le talent de faire rire. Ai-je besoin d'ajouter que je ne craignais pas l'avenir? Je me joignis à diverses troupes, et j'eus des succès, qui ne suffirent néanmoins à me faire remarquer par aucun *impresario*, ni attirer dans aucune capitale. Je n'étais pas, je crois, assez grossier pour les grands théâtres. Ne vous figurez pas que ce soit là de l'ironie. Le goût des villes exige des gestes indécens et n'estime la plaisanterie que si quelque gravelure se dérobe sous l'équivoque. Or mes bouffonneries étaient franches, ma gaîté de bon aloi et fort inoffensive. La populace qui venait oublier au spectacle ses labeurs et ses besoins ne fut jamais pire pour avoir ri en m'écoutant. Qu'importe encore? dira-t-on. Rien à vous, peut-être; mais, quand on va mourir au point du jour, il n'est pas désagréable de se rappeler qu'en faisant de l'art selon ses moyens on n'a corrompu personne. Je n'étais pas un saint, loin de là. J'avais mes folies et mes vices comme un autre; ce que je prétends seulement prouver, c'est qu'il n'est pas de carrière qu'on ne puisse ennoblir par la manière dont on l'exerce, fût-ce celle de bouffon. —

Vois-tu, me disait notre vieux directeur quand j'étais enfant, ces gens-là viennent se réjouir chez nous pour un peu de temps, et puis ils emportent dans leurs mansardes un refrain de nos chansons, un éclat de rire qui reviendra peut-être aux mauvais jours sur leurs lèvres affamées; ce sera le rayon de soleil dans la caverne, Piccinino; penses-y quand un sot te jettera au visage comme une injure ton titre de comédien ambulant.

Je me trouvais heureux, je le répète, bien que je n'eusse jamais plus d'argent qu'il ne m'en fallait pour le plus mauvais gîte et la plus maigre chère; mais notre bonheur dépend beaucoup de nous-mêmes. C'est un lieu-commun de prédicateur, je le sais; c'est vrai malgré cela. Tant qu'on n'a pas de regrets, on peut être heureux, et je n'enviais personne, par ignorance sans doute. Si j'avais su ce que c'était que la richesse, sa puissance et ses plaisirs, j'en eusse été avide comme le reste des hommes; mais je ne savais pas, et ce n'était point ma nature d'être jaloux de la simple possession des choses. Boiteux, j'eusse envié passionnément ceux qui marchent droit et vite; puisque je pouvais franchir d'un pas leste les prairies, et les bois, et les neiges, à quoi bon envier les gens qui roulaient en carrosse? J'eusse trouvé cela sot, puéril et ingrat. Ignorance, je le répète! Chacun a pu remarquer que les hommes qui savent beaucoup de choses en envient beaucoup d'autres; ne sachant rien, je n'enviais rien.

J'avais mes peines, mais comme elles sont effacées aujourd'hui! Je ne me rappelle plus que les paysages ensoleillés, le ciel bleu, les chants d'oiseaux, la fenêtre qui s'ouvrait pour laisser voir une rose pareille à la joue d'une jeune fille ou une jeune fille pareille à une rose, les treilles hospitalières et ces vieilles églises où j'entrais volontiers seul le soir pour errer avec recueillement, dans le crépuscule, la fraîcheur, les odeurs vagues d'eau bénite et d'encens, parmi les tombeaux. Ils sont bien passés, ces jours, ces nuits; ne me mesurez pas les réminiscences. Laissez-moi me souvenir tandis que je le peux, puisque tout est oubli là-bas, assure-t-on.

II.

Au printemps, j'arrivai avec mes camarades dans une petite ville des bords de la Loire, une ville ancienne, haut perchée sur un coteau rocheux, entourée de remparts croulans tout en fleurs, de fossés tout blancs de muguet. Par-dessus les murs des jardins, les lilas secouaient leurs panaches. Je respire encore ce parfum, je le respirerai, je crois, dans la fosse où l'on me jettera. Nous entrâmes à midi; le lendemain était jour de fête, et la vieille ville grise, mo-

mentanément éveillée de sa torpeur, était animée par une affluence de paysans qui se joignait à la population pour encombrer le champ de foire et le mail. Comme je passais, portant ma part de tente, le flageolet et le tambour sonnant avec leur gaîté ordinaire devant nos pas fatigués, j'entendis soudain une voix au-dessus de ma tête, une voix de femme, haute et claire. — Qu'il est laid celui-là! s'écriait-elle en riant. Sa figure à elle seule est une charge. Il ferait mourir de rire les chiens de la rue.

— Chut! dit une autre voix. Qui sait? peut-être entend-il, et il a l'air si fatigué!

La première voix éclata de plus belle : — Bah! il est trop laid! Pourquoi Dieu met-il au monde des êtres pareils?

Et une branche de lilas m'effleura le visage d'une caresse singulièrement fraîche et suave. Celle qui parlait si haut me l'avait jetée dans sa gaîté moqueuse. Il y avait dessus un petit papillon couleur de safran et une abeille dorée. L'abeille s'arrêta sur ma main l'espace d'une seconde, puis s'envola; le papillon resta collé aux fleurs. Je levai les yeux. Elle s'appuyait au vieux mur moussu, les branches de lilas s'entre-croisant au-dessus, au-dessous et tout autour d'elle; ses cheveux d'or brillaient au soleil; elle avait une grappe de lilas au corsage. Vous la peindrai-je? Non. Pensez seulement à la femme qui, pour vous, entre toutes celles de son sexe, a représenté l'amour.

Ce n'était qu'une fille du peuple, une orpheline qui, simplement vêtue, se reposait de son travail de la journée en regardant les passans par-dessus le mur. Pour moi, elle devint l'univers. Chose étrange, nous voyons des milliers de visages, nous entendons des milliers de voix, nous rencontrons des milliers de femmes une fleur au corsage, un sourire dans les yeux, et elles ne nous touchent pas. Puis il en passe une qui est pour nous la vie et la mort, et qui joue avec l'une ou l'autre aussi étourdiment qu'un enfant avec ses hochets. Elle n'est ni meilleure ni plus belle que toutes les précédentes, et pourtant sans elle le monde serait vide pour nous.

Je continuai ma marche, tenant la branche de lilas, cette pauvre branche aujourd'hui desséchée. Elle était si brillante alors, si parfumée, si fraîche sous les baisers du papillon et de l'abeille! Il y a de cela juste deux ans. Les lilas sont-ils en fleur là-bas, je me le demande? Bien sûr, et elle les cueille, et elle les jette à son amant. Pourquoi pas?

Pensera-t-elle à la branche qui est morte, à la branche qui fleurissait dans la saison dernière,... il y a si longtemps, si longtemps? Non, sans doute. Les lilas ne vivent qu'un jour, mais cette

journée rapide est moins courte que la mémoire d'une femme... Je ne pourrais dire comment je jouai ce soir-là; je ne savais ce que je faisais. Tout autour de moi flottait l'odeur des lilas, et dans la foule houleuse je ne cherchais qu'un seul visage. Il n'y était pas.

Quand le spectacle fut terminé au milieu des applaudissemens, je me débarrassai de mes camarades et des braves gens qui nous faisaient accueil pour retourner à cette petite rue escarpée qu'embaumaient les lilas. Ceux-ci avaient perdu leur couleur sous les rayons de la pleine lune, et leurs aromes chargeaient lourdement la brise.

Je me promenai de long en large toute la nuit. Au lever du soleil, je demandai à un tailleur de pierre qui se rendait à sa besogne quelles gens demeuraient derrière ces murs en ruines. — Personne, me répondit-il; ce sont les murs d'un ancien jardin de couvent où maintenant tout le monde se promène à son gré. — Je ne lui adressai pas d'autre question. Un étrange silence, une timidité nouvelle, pesaient sur moi.

Rentré dans la misérable petite auberge où la troupe avait cherché gîte, je regagnai ma mansarde pour contempler et baiser à mon aise la branche de lilas. Il me semblait que ma destinée y fût attachée en quelque sorte. Je l'avais mise dans l'eau et à l'ombre, mais déjà elle était flétrie, et le petit papillon jaune était mort. Tout le jour, je m'efforçai de découvrir la femme qui l'avait laissé tomber avec de si dures paroles; je n'y parvins pas. C'était grande fête, les rues étaient pleines de monde, ruisselantes de bannières, de banderoles, d'enfans de chœur en robes blanches, de petits chérubins une couronne printanière au front; parmi tous ces visages, je ne reconnus pas le visage que je cherchais. Elle devait être là cependant, mais pour une raison ou pour une autre elle m'échappait. La nuit vint, et je remontai sur les planches, toujours poursuivi par son image.

— Que cherches-tu donc, Piccinino? me demandaient mes camarades.

Je me mis à rire en répondant : — Une branche de lilas. — Ils crurent à une plaisanterie, car partout dans la ville les lilas blancs et violets servaient en ce moment d'abri aux petits oiseaux.

Je me rappelle bien la pièce que nous jouâmes ce soir-là. J'étais chargé du rôle principal, le rôle d'un savetier de village qui, vieux et infirme, aime une belle et malicieuse fille, passion ridicule et dédaignée qui le met en butte aux railleries de toute la jeunesse du pays. Ce rôle était fort comique, il me convenait à merveille, et j'avais l'habitude de m'en acquitter au milieu des fous rires du

public. Cette fois je l'interprétai dans un esprit tout différent. Les paroles : — qu'il est laid! — me bourdonnaient aux oreilles jusqu'à m'étourdir.

On me fit une bruyante bienvenue, car la pièce était en vogue autant que moi-même. La présomption, l'extravagance amoureuse d'un être sans jeunesse et dénué de grâce, ont toujours été un thème favori de dérision pour le public. Tant d'aveuglement est ridicule sans doute, et pourtant sont-ce les plus jeunes et les plus beaux qui sentent le plus vivement? Je compris soudain la situation d'une manière nouvelle. Je ne sais ce qui me possédait. Ce rôle était franchement comique, je le répète, et j'avais toujours été un acteur comique; n'importe, je changeai, et le rôle avec moi. Une impulsion plus forte que ma volonté me fit transformer ce personnage grotesque en un personnage infiniment plus grand, plus noble, plus triste que le pauvre sot qu'il m'avait plu jusque-là de livrer à l'hilarité du public. Je ne vous expliquerai pas comment cela se fit, je n'altérai en rien l'action, je ne remplaçai pas un seul mot par un autre, et pourtant le rôle cessa d'être absurde et méprisable; il devint touchant, digne, presque héroïque. Cet infortuné, disgracié par la nature, n'avait-il pas un cœur susceptible d'amour infini et d'infini désespoir, un cœur plus sincère, plus fidèle et plus désolé qu'aucun de ceux qui battaient autour de lui tout bouillans de jeunesse? et le monde faisait de lui un jouet, et il était bafoué par la créature même pour qui volontiers il eût souffert mille morts. Y avait-il vraiment de quoi rire?

Ce fut ainsi que je compris et que je jouai. La pièce terminée, je regardai les spectateurs pour la première fois de la soirée; j'observai que tous étaient silencieux et haletans, je m'aperçus avec surprise que moi, le bouffon à leurs gages, je les avais fait non pas rire, mais pleurer. Ils ne se rendaient point compte de ce qu'ils éprouvaient; seulement le lien étrange qui unit l'acteur au public était cause que la douleur vague et profonde qui m'étouffait était passée en eux.

— Qu'est-ce qui t'a pris, Piccinino? demandèrent mes camarades, se pressant autour de moi.

Je recommençai de rire; ma gorge était serrée, mes yeux humides : — C'est la faute de cette branche de lilas.

Ils durent me croire fou décidément. Je le croyais moi-même.

Le directeur vint à moi, me toisa d'un air curieux, puis, frappant sur mon épaule, laissa échapper un juron d'ébahissement : — Tu deviendrais tragédien que je n'en serais pas surpris; mais une autre fois ne fais pas pleurer toute la salle quand nous annonçons une bouffonnerie. Notre métier est de faire rire; n'oublie plus cela. —

Je me tus; comment aurais-je expliqué la révolution qui s'était produite en moi? Cette branche de lilas... mais qui l'eût cru? On ne croit jamais ce qui est vrai.

Il se trouva que, malgré les craintes du directeur, le public ne se plaignit pas de l'émotion qu'on lui avait imposée en promettant de le divertir; la pièce lui plut tout autant sous son dernier aspect; on admira en outre la variété de mes moyens. — Qui sait? dirent quelques prophètes en quittant le théâtre, il pourra être célèbre un jour et aller même à Paris. — Lorsque la pièce fut affichée de nouveau, je voulus revenir à l'ancienne manière; mais les gens de la ville exigèrent en chœur que Piccinino donnât une fois de plus la preuve du nouveau talent que le temps ou le hasard avait développé en lui. Nous n'étions pas des artistes de génie pour disposer à notre guise du public; il n'y avait qu'à obéir. Dès mon entrée en scène, je sentis, avant même de l'avoir vue, qu'elle était là. L'éclair de ses yeux d'enfant si doux et si malicieux jaillit sur moi par-dessus la rampe fumeuse : je bégayai, je trébuchai, le sang m'aveugla. Les camarades qui me donnaient la réplique me soufflèrent, avec aigreur cette fois, à l'oreille : — Qu'est-ce qui te prend, Piccinino? es-tu donc ivre ou malade? — Ils ne parvinrent pas à rompre l'enchantement qui me maîtrisait. Je restai muet, l'œil fixe... Le public s'irrita : sa faveur était mon pain quotidien, son courroux pouvait être ma ruine; je n'en tenais pas compte. La tête dorée qui m'était apparue derrière les lilas rayonnait seule pour moi, effaçant tout son rustique entourage. Soudain il me sembla que les murmures croissans étaient dominés par une petite voix argentine : — Si laid et si bête à la fois, disait-elle avec son insouciante cruauté; c'est vraiment trop pour un seul! — Ces mots furent suivis de l'éclat de rire mutin qui avait accompagné le don de la branche. Il n'en fallut pas davantage pour me réveiller; imaginez une épine qui s'enfonce dans une blessure ouverte. Je ne savais pas ce que je faisais, ce que je disais; le public avait plus que jamais disparu, mais je jouais pour une seule personne avec toute l'âme qui était en moi, et on prétendit que je me surpassais moi-même; l'admiration générale devint de la stupeur, presque de l'effroi; du moins ceci me fut dit depuis, car je ne compris rien, bien entendu, sauf que j'étais rappelé à plusieurs reprises, que les chapeaux, les mouchoirs s'agitaient en mon honneur, que je sortais enfin au milieu d'un rugissement de bravos. L'ovation se serait terminée au cabaret, si je n'eusse échappé avec une sorte de fureur aux mains qui m'entraînaient pour courir guetter en cachette le passage des femmes; mais j'arrivai trop tard. Elle était partie, et j'ignorais si auprès d'elle j'avais triomphé, si une

larme avait noyé ces yeux clairs où se mirait si bien le soleil. Je rentrai donc le cœur serré en dépit de mon succès. Un succès de cet ordre-là, auprès de gens simples, sans goût et sans jugement, que valait-il? peut-être m'eût-on sifflé dans les grandes villes. Pour la première fois mon métier me parut misérable, car je suivais en imagination la radieuse créature jusqu'à sa demeure, et je la voyais dénouer son épaisse chevelure devant le miroir, en riant à la seule pensée qu'un garçon aussi laid, aussi obscur que moi, crût atteindre à la gloire parce que des ouvriers ou des paysans applaudissaient. Comme je regagnais ma demeure dans l'obscurité, son rire éclatait à l'entour de moi dans le feuillage, dans les fontaines, dans la chanson frémissante des insectes cachés sous l'herbe. Oui, tout cela riait de son rire et répétait avec une moquerie d'autant plus amère qu'elle venait de choses si faibles et si douces : — Laid et bête à la fois! Pourquoi Dieu met-il au monde des êtres pareils? — Pourquoi? Je me le suis demandé souvent aussi.

Vous voyez que mon histoire n'a rien de neuf; elle est bien commune au contraire. J'étais un sot.

Ce soir-là, mon directeur me suivit dans la mansarde où je couchais, et me dit qu'il augmenterait mes appointemens si je voulais rester un mois entier avec lui dans cette petite ville où nous étions populaires, et dont les habitans, tanneurs ou vignerons, étaient gens fort à leur aise qui n'auraient garde de manquer le spectacle de toute la saison d'été.

Je profitai avidement de son offre, ne connaissant désormais sur la terre qu'une seule route qui valût la peine qu'on y marchât, la route où fleurissaient les lilas.

Nous restâmes jusqu'à ce qu'ils fussent fanés, et longtemps auparavant je connaissais son nom et sa demeure. Son nom, je ne le prononcerai pas; qu'il meure avec moi! Du premier jour où je la vis, elle fut toujours *Elle* dans ma pensée.

Son logis était au plus haut d'une vieille maison, au coin de certaine rue sombre et montueuse, tout près du ciel. Le jardin où je l'avais entrevue d'abord était proche, et elle y allait souvent. Elle gagnait son pain en faisant de la dentelle. Combien de fois l'ai-je épiée, assise à la fenêtre treillissée, ses cheveux d'or noués dans un foulard couleur d'or aussi, ses petits doigts rosés courant parmi les bobines, et le coussin inerte pressé contre la tiède blancheur de son sein! J'étais, moi, caché dans l'ombre d'un porche en face, bien au-dessous d'elle. Et durant tout ce temps les lilas fleurissaient; elle en avait une grosse touffe dans certain vase de terre brune écorné, sur le rebord de sa fenêtre; tandis que je l'admirais d'en bas, le vent m'apportait une bouffée de leur parfum. Je me di-

sais alors qu'elle ne m'eût point jeté une branche de sa fleur favorite, si elle m'eût trouvé aussi ridicule et hideux que le prétendaient ses paroles. J'étais craintif, moi qu'on avait vu rarement reculer devant une impertinente entreprise. La conscience que j'avais de mon infériorité à leurs yeux, quant à la figure et à la fortune, m'avait toujours rendu d'autant plus hardi avec les femmes, et bien que le souvenir de ma mère m'eût conservé moins vicieux qu'on n'eût pu le croire d'après le genre de vie que je menais, je ne m'étais jamais distingué par de bien délicats scrupules; mais auprès d'elle j'étais muet, tremblant, différent de moi-même. Dès le premier instant, elle m'avait imposé comme une créature infiniment belle et sainte, supérieure à moi comme si elle eût été reine, dans un palais, entourée de ses gardes, au lieu d'être une pauvre fille du peuple tissant de la dentelle à la lucarne d'un grenier. Elle avait seize ans, elle était sans famille, sans appui; voilà tout ce que j'appris. D'ailleurs je n'osais pas faire beaucoup de questions; il me semblait que tout le monde dût me voir changer de couleur lorsque je parlais d'elle. Bientôt elle découvrit mon poste d'observation; elle souriait de temps à autre avec un regard de côté ou quelque charmant petit geste à demi encourageant, à demi dédaigneux. Et elle était pudique avec cela. De grand matin, sur le chemin de l'église, elle comptait les graines rouges qui lui servaient de rosaire, ses longs cils baissés sans rien voir à droite ni à gauche, tant la prière paraissait l'absorber.

Dieu du ciel! qui donc enseigne ces choses aux femmes? Celle-ci n'avait pas encore dix-sept ans révolus, elle était la fille de braves artisans, elle n'avait rien vu du monde, sauf cette petite ville paisible, et pourtant il n'y avait point d'artifice féminin qui lui fût étranger. Personne n'aurait eu là-dessus rien à lui apprendre, pas même celui par qui fut tentée la mère de Caïn, à ce que disent les prêtres. C'est inoui, c'est atroce; pourtant je crois qu'elles ne savent pas ce qu'elles font : elles sont naïvement rusées, cruelles de gaîté de cœur, elles dévorent qui les aime, d'instinct, comme c'est l'instinct du jeune chat de jouer avec sa souris.

D'autres ont dit tout cela mieux que je ne peux le dire sans doute. Seulement pour chaque homme qui souffre la souffrance est nouvelle, et il s'imagine qu'aucune blessure ne fut jamais aussi âpre, aussi profonde que la sienne. Nous restâmes jusqu'à ce que les lilas eussent disparu, et que par-dessus les murs, entre les pignons, dans les jardins qui surplombent la rivière, les roses de l'été se fussent épanouies à leur place. Ma branche était flétrie, presque réduite en poussière; mais elle aussi fut remplacée par la fleur magique d'une suprême félicité. *Elle* venait souvent au spec-

tacle avec quelqu'un des gens de la ville, et je me persuadai qu'après m'avoir vu jouer elle me méprisait moins. Loin d'elle, je jouais mal; aussitôt qu'elle apparaissait, il me venait un feu, une âme, certainement inspirés par elle. — S'il était moins inégal, ce serait un talent digne de Paris, disait-on autour de moi. Mon directeur lui-même était de cet avis.

N'est-il pas désolant d'avoir son talent, sa force, sa vie, réglés uniquement par la présence ou l'absence d'une créature humaine? C'était cependant le cas pour moi. Si je pouvais amener la gaîté sur ses lèvres ou allumer une lueur de sympathie dans ses yeux, je devenais momentanément un grand artiste : sans elle, la salle était vide, j'étais froid et stupide, et je me traînais avec effort jusqu'au bout de la corvée qu'il me fallait accomplir; mais elle était là souvent, Dieu merci. Comme tous mes camarades, j'avais droit à une entrée de faveur, et chaque matin elle trouvait le billet sur sa petite table, joint parfois à quelque bagatelle dont j'avais prélevé le prix sur ma maigre part de bénéfices. Elle prenait tout ce que j'offrais, et j'étais plus que payé quand elle y répondait par un signe de tête ou un sourire. Il lui arrivait de me refuser l'un et l'autre, et de passer près de moi avec un petit frisson d'horreur quand elle n'affectait pas de ne point me voir sur son chemin.

Un jour, il avait fait très chaud, aucune brise ne rafraîchissait l'air embrasé, le soleil dévorait la vieille rue sombre, l'emplissant d'une teinte ambrée. On voyait les oiseaux en cage ouvrir convulsivement un bec altéré, et les œillets rouges des fenêtres se pencher tristes sur leurs tiges, et les chiens se traîner, quêtant un peu d'ombre sous tous les porches en saillie. Le ciel bleu sans nuage étincelait entre les toits. Je vois encore frémir les arbres poudreux plaqués sur lui, j'entends le lent murmure de la rivière invisible; tous les volets étaient clos, personne ne bougeait, la ville entière semblait dormir.

Seul, j'étais dehors, moi qui ne sentais ni le froid ni la chaleur, qui ne distinguais pas même s'il faisait jour ou nuit, mais qui, nuit et jour, errais, les yeux rivés à une étroite fenêtre pour voir les rayons du soleil éclairer cette main de jeune fille active parmi ses bobines, ou ceux de la lune glisser dans leur pureté sereine sur la fenêtre assombrie derrière laquelle elle dormait. J'étais sorti par cette après-midi brûlante, espérant qu'elle viendrait travailler à sa place accoutumée. Longtemps j'attendis, me promenant, comme toujours, de l'autre côté de la rue. La fenêtre était vide; les fleurs qui la garnissaient, mes fleurs étaient mortes. J'en avais d'autres à la main, j'attendais qu'elle se montrât pour les déposer, selon mon habitude, sur le banc de pierre devant la porte; mais au lieu

de se pencher vers moi d'en haut, elle descendit la rue, revenant de porter quelque dentelle. Nous nous trouvâmes soudain tout seuls, elle et moi, en face l'un de l'autre, sous ce soleil, dans ce silence.

Elle portait une jupe verte, je me le rappelle, et un corsage blanc, elle abritait ses cheveux, qui brillaient sous le petit mouchoir jaune, d'une touffe de larges feuilles entrelacées. On eût dit une fleur sortie tout à coup du pavé grisâtre et fendillé. Soit chaleur, soit fatigue, elle était plus pâle qu'à l'ordinaire, ses yeux étaient plus doux. Il me vint un peu de courage, et j'osai lui parler. Je savais que c'était insensé, je savais qu'aucune femme ne pouvait me regarder avec d'autre sentiment qu'un sentiment de dégoût, tout au plus de pitié, je savais qu'un cœur d'homme pouvait se briser sans que personne s'en souciât, si l'homme était fait comme moi; cependant je parlai, sans avoir conscience de ce que je disais, sous cette impulsion qui parfois au théâtre m'élevait au-dessus de moi-même. Je n'espérais pas la toucher, cependant je parlais : — Ce sera fini ensuite, pensais-je, il le faut.

Je dus la prier comme on prie Dieu. Je ne lui demandais pas d'amour, — autant demander le soleil lui-même; j'implorais un peu de compassion, un peu de patience. N'était-ce pas un crime, hélas! de la part d'un pauvre diable déshérité tel que moi de parler d'amour à aucune femme?

Quand mon cœur se fut répandu, quand la voix eut expiré sur mes lèvres arides, je frissonnai de terreur. J'attendais son rire, son rire charmant, cruel, naïf, impitoyable. Elle garda le silence, puis trembla, pâlit à son tour, et se tut encore. J'écoutais mon cœur battre lourdement dans le silence. C'était tout le bruit de ce moment-là. Soudain elle me regarda, sa bouche frémit, et bien bas, dans un soupir :

— Je suis toute seule, dit-elle, toute seule.

Que devais-je penser? La rue ensoleillée, les œillets rouges, le ciel d'un bleu cru, le feuillage altéré, tout tourna autour de moi. C'était impossible!

Elle continua de me regarder, rit d'un petit rire léger, et avec l'air de dédain coquet que je lui connaissais, murmura très rapidement à travers ses larmes : — Entendez-vous bien? Vous êtes si laid, si absurde, vous avez une bouche de grenouille, des yeux de poisson; mais vous êtes bon, vous savez dire de belles choses, et je suis toute seule.

Alors je compris ce qu'elle voulait dire. Ah! Dieu, si j'avais pu mourir quand le ciel s'ouvrait ainsi!

Tout était-il mensonge? Je me le suis souvent demandé. Non,...

elle était jeune et pauvre, et lasse de sa misérable solitude au point de pouvoir agréer même un homme tel que moi, s'il l'aimait passionnément, s'il pouvait la délivrer. En tout cas, je ne crus pas à un mensonge alors. Elle ne m'aima jamais sans doute, mais elle savait que je l'adorais, et peut-être pensait-elle : — Mieux vaut suivre ce pauvre fou à travers le monde que de perdre ma jeunesse à tisser des toiles d'araignée qui ne serviront qu'à parer d'autres femmes. — Peut-être aussi avait-elle entendu dire que j'avais du génie, que je pourrais un jour me faire un nom dans quelque grande ville. Peut-être encore ne raisonnait-elle, ne réfléchissait-elle pas, se bornant à sentir, et quelque vague instinct la remuait-il intérieurement lorsqu'elle m'écoutait lui dire que je l'aimais comme jamais femme ne fut aimée. Quoi qu'il en fût, elle pleura un peu, puis sourit doucement, ne sachant pas au juste ce qu'elle voulait, ne prévoyant pas l'avenir. Oui, c'est le plus probable. Elle ne mentait pas alors.

Je l'épousai. Savez-vous ce que la vie devint pour moi? Un paradis, le paradis d'un fou sans doute, mais qui ne connut ni nuage, ni inquiétude, ni regret tant qu'il dura. Elle m'aimait, elle l'avait dit, elle l'avait prouvé. Ceci me semblait un miracle. Jour et nuit j'en remerciais le ciel, car je croyais au ciel désormais. Qui donc, si ce n'était un Dieu, avait pu créer des perfections semblables? Quand je contemplais à la première clarté de l'aube son sommeil paisible et que je me répétais que cet être divin, pétri d'or, de lait et de roses, était à moi, rien qu'à moi, je croyais rêver, tant étaient profondes mon extase et l'ivresse de cette possession. Chaque jour je bénissais les hasards sacrés qui avaient guidé mes pas jusqu'à elle dans le mois des lilas. Je ne m'étais point séparé de ma chère branche, toute morte qu'elle fût; je n'aurais pas été plus surpris de la voir refleurir un matin que je ne l'étais de cette floraison de joie et de beauté qui s'était soudain produite dans ma vie.

J'ignore si elle comprit jamais bien à quel point je l'aimais. Les pauvres ne peuvent témoigner leur amour par ces symboles des présens que les femmes apprécient plus facilement que tout le reste. On paraît insensible et froid quand on ne prodigue pas à sa bien-aimée tout ce qu'elle désire. Une jeune femme étourdie doit croire que la volonté plus encore que le pouvoir nous manque lorsque nous ne suspendons pas des diamans à son cou, — et quand non-seulement les diamans font défaut, mais que nous ne pouvons approcher de ses lèvres adorées que la nourriture la plus commune, ni offrir à ses membres délicats autre chose qu'une couche rude et grossière, elle doit se dire qu'un véritable amant saurait bien dé-

couvrir au péril de son corps ou de son âme un moyen quelconque de lui donner le luxe. Oui, il doit en être ainsi, et j'étais pauvre, je ne pouvais changer mon genre de vie du jour au lendemain; je faisais ce que je pouvais pour atténuer ses privations, mais c'était encore si peu! Ce qu'un homme riche accomplit tous les jours d'un geste, d'un trait de plume, nous autres nous n'y parvenons que lentement, laborieusement, maladroitement en apparence. L'impossibilité où l'on est d'ajouter le superflu au pain quotidien que l'on gagne à la sueur de son front est taxée de dureté, voire d'avarice. Une femme ne peut croire que nous tenions beaucoup à elle, si nous ne rendons possible l'impossible lui-même.

Je pris en horreur les habitudes de bohémien qui longtemps m'avaient été chères; l'y exposer, elle si jeune, si frêle et si belle, me semblait odieux. Pour la première fois je connus l'envie. J'aspirai à lui donner pour abri une de ces blanches villas, un de ces châteaux imposans que nous rencontrions en route. Autrefois je les avais toujours salués avec plaisir, content en somme qu'il y eût des gens heureux; maintenant je me disais : — Pourquoi n'a-t-elle pas des jardins comme ceux-ci? Pourquoi ses enfans naîtront-ils dans la pauvreté quand j'en vois là-bas qui sont nés dans le bien-être?

Peut-être n'aurais-je pas éprouvé cela, si elle eût paru contente de notre médiocrité; mais elle ne l'était pas. Donnez à une femme un grand amour, elle vous rendra le chagrin en échange, — non que je la blâme : aucun homme ne devrait offrir son cœur sans tenir de l'autre main des idoles d'or et d'argent. Sans or, comment être magicien? On m'a conté que jadis il y eut des hommes qui usèrent leur vie et perdirent la raison à essayer de transformer de vils métaux en or. Sûrement ils n'y eussent jamais songé, si quelque femme aimée n'eût pleuré devant eux pour avoir un hochet qu'ils ne pouvaient payer.

A quoi s'était-elle donc attendue? Je n'avais jamais essayé de lui dissimuler les difficultés de ma situation; elle n'en avait voulu voir que l'extérieur, elle comptait sur plus de variété, de plaisir. Le désappointement vint, et rien de ce que je tentais pour la satisfaire n'atteignait le but. Il y eut, il est vrai, un de ses désirs, un seul, auquel je résistai toujours. Elle prétendit monter sur les planches elle-même; quelques-uns de mes camarades lui avaient dit que c'était pécher que de cacher un visage tel que le sien dans la coulisse au lieu de l'exposer aux feux de la rampe, à l'enthousiasme du monde. Je lui répondis nettement, violemment même, que j'aimerais mieux la tuer de ma main que de livrer sa beauté à d'impures convoitises. C'était la vérité. Je ne pouvais souffrir seulement que le regard des passans l'effleurât, j'aurais frappé en

plein visage mon meilleur ami, s'il eût échangé un propos léger avec elle. — Tu es un imbécile, Piccinino, me dit mon directeur; le sort t'a donné en la personne de ta femme une lanterne d'Aladin, et au lieu de t'en servir, tu l'enfouis sous le boisseau. — Il ne me répéta pas deux fois ces paroles; jamais depuis nous ne fûmes amis.

La vieille intimité n'existait plus entre mes camarades et moi. J'entendis un jour l'un d'eux qui disait à un autre : — Prends garde! ce chien-là grogne à présent et mord aussi, paraît-il. On le faisait enrager impunément dans le temps, mais aujourd'hui...

Ma jalousie n'avait cependant, je crois, rien de barbare; seulement, quand un homme est aussi laid que moi, quand il regarde sa femme comme un ange descendu d'en haut et trop parfait pour rester longtemps à ses côtés ici-bas, il ne peut que se révolter contre un regard, un mot qui semblerait abaisser ce don de Dieu au rang d'une chose tout simplement précieuse et rare que le premier venu peut désirer ou voler. Il y a des pays où les femmes ne sortent que voilées. Je ne voudrais pas qu'il en fût de même en France, je ne souhaiterais pas qu'on empêchât la beauté que Dieu a donnée aux femmes pour les délices de nos yeux de rayonner sur les objets environnans; pourtant, s'il est permis à l'homme de contempler les étoiles avec une émotion respectueuse, il doit lui être défendu d'examiner effrontément ou d'aborder avec familiarité un de ces êtres dont les charmes extérieurs ne doivent être que le reflet de la pureté intime. C'était pour cela que je cherchais à la protéger contre des paroles ou des regards qu'elle eût pu ne point remarquer ou comprendre, et parfois, ne sachant pas pourquoi j'agissais ainsi, il lui arrivait de s'impatienter, de bouder comme un enfant gâté auquel on résiste; mais elle savait si bien redevenir gaie, et rire, et chanter! Non, je ne puis croire qu'elle fût malheureuse!

Au milieu de l'hiver, un grand événement survint dans ma vie; je l'avais toujours rêvé, sans oser jamais croire que je fusse digne de tant d'honneur. Tandis que nous étions dans une province du centre, vers l'époque de Noël, le directeur d'un théâtre de genre me vit et prit de moi une opinion assez favorable pour me dire après le spectacle : — Vous êtes un vrai comédien. Personne ne vous l'a donc jamais dit, que vous errez de la sorte avec une baraque de foire? Venez, je vous ferai connaître à Paris.

J'acceptai l'offre, cela va sans dire, et je courus avertir ma femme. Elle jeta ses bras avec transport autour de mon cou, et au milieu de mille caresses : — Je vais donc être heureuse, répétait-elle, et voir le monde! — Puis elle entama une série de jolis projets de plaisir et de parures comme si une grosse fortune me fût tombée des nues. Je ne songeais pas à raisonner avec elle, j'étais triomphant moi-même.

Quelle joie, quel orgueil j'éprouvais à cause d'elle, comme j'étais en bons termes avec la création tout entière! Je donnai un souper à mes camarades, j'achetai pour elle des sucreries, une rose de serre et un fil de perles d'ambre, car elle aimait en enfant tous les colifichets. C'était la nuit des Rois, toute la ville était en réjouissance, mais je ne crois pas qu'il y eût sous aucun de ses nombreux toits un groupe plus joyeux que le nôtre : le vin de Bourgogne était bon, elle était délicieuse avec sa rose d'hiver si rouge sur sa poitrine blanche, et je savais que tous les hommes m'enviaient. Ce fut sans l'ombre d'une crainte ni d'un souci que je portai mon toast à l'avenir.

La même semaine, nous arrivâmes à Paris, où j'obtins tout d'abord un succès dans mon humble sphère. Le théâtre n'avait pas grande importance, il était surtout fréquenté par des étudians et des artistes; n'importe, c'était un théâtre de Paris, un théâtre fixe, bâti de pierre. Pour moi, qui n'avais jamais joué que sous une toile gonflée par les quatre vents du ciel, le progrès était immense; d'ailleurs je m'élèverais de là... au premier rang peut-être... La grande affaire est d'avoir le pied posé quelque part et de parvenir à se faire entendre au milieu de la foule et des clameurs d'une capitale. Chaque soir, la salle était pleine; j'avais donc captivé jusqu'à un certain point ce public parisien, difficile, capricieux, insaisissable. Durant une saison, je fis des rêves d'or. Elle était contente aussi. Nous avions une petite chambre blanche et rose, dorée comme une bonbonnière, très haut perchée sous le toit de zinc d'une maison à nombreux étages, tout près du théâtre. Cette chambre coûtait fort cher, et n'était guère plus grande qu'une coquille de noisette; mais pour elle c'était le paradis, parce que, surmontant la cheminée, il y avait un miroir, et en face, dans la rue, un café qui se remplissait toute la journée, et au-dessous un grand magasin de dentelles et de châles où les marchands lui permettaient d'aller voir et même toucher les plus précieux tissus pour l'amour de ses beaux yeux. Moi, je pensais souvent avec un vague regret à nos mansardes d'autrefois avec leurs murailles nues, et aux vieilles villes de province où le beffroi sonnait dans l'air tranquille. J'avais toujours vécu un peu à la belle étoile, voyez-vous; les rues populeuses, l'océan du gaz, m'oppressaient; il me semblait être en prison, et une prison, même aussi belle que l'est Paris, n'était pas mon fait, cependant je ne le lui laissai jamais voir; c'eût été égoïste : elle était si contente! Quand je rentrais dans la journée, je la trouvais toujours à la fenêtre, sa tête fine appuyée sur sa main, s'amusant de l'animation du café en face de nous. Il y avait une caserne tout près, de sorte que ce café était sans cesse égayé par les uniformes,

par le cliquetis des sabres et des éperons. Les officiers s'attablaient dehors; c'était un gai spectacle. Je dus lui paraître brutal et fantasque le jour que je l'arrachai de sa place favorite pour baisser brusquement la jalousie. Que voulez-vous? les regards hardis que ces soldats levaient vers elle m'exaspéraient.

Elle se mit à sangloter tout bas en demandant : — Qu'ai-je donc fait? — Je m'agenouillai à ses pieds, j'implorai son pardon, je m'accusai, je maudis le monde qui n'était pas digne qu'elle y jetât les yeux. Alors elle éclata de rire, appuya sa main sur ma bouche pour me faire taire, puis m'échappa et releva la jalousie, riant toujours de faire si bien sa volonté. Les cuirassiers du café voisin riaient aussi. Un pauvre diable laid et jaloux, jaloux de sa femme, est une chose ridicule entre toutes, bien entendu. Ils me croyaient jaloux et ils s'en moquaient, ces beaux garçons insoucians occupés à boire. Pourtant leur pensée me faisait tort; ce n'était pas le sentiment qu'ils supposaient et qui implique le soupçon, car ma confiance était absolue. J'aurais voulu qu'on s'inclinât en sa présence avec autant de vénération que devant une image de la Vierge; mais, s'il m'avait semblé prodigieux naguère qu'elle m'eût donné sa beauté, à moi qui en étais indigne, l'idée que s'étant donnée elle pût me trahir m'eût semblé un outrage dont je ne me rendis jamais coupable envers elle. Et je suis heureux de pouvoir me dire cela maintenant. — Heureux d'avoir été dupe, aveugle et fou? s'écriera-t-on peut-être.

Bon! ce sont ces momens d'aveuglement et de folie qui sont les meilleurs; nous ne voyons clair que lorsque nous avons atteint les profondeurs de l'affliction.

Le temps s'écoulait, confirmant mes succès, et selon ses goûts à elle. Jeune, ignorante de tout comme elle l'était, un petit souper au restaurant, quelques chiffons à la mode, le plaisir seulement de regarder les choses bruire, changer, chatoyer autour d'elle, suffisaient à la distraire. En outre elle avait ce qui est cher à toute personne de son sexe : l'admiration; elle la rencontrait partout, les uns la lui criaient dans l'argot des rues, les autres la lui eussent manifestée par des bouquets, des bonbons, des bijoux, si je ne me fusse tenu entre elle et leurs œillades. On me raillait, cela va sans dire; mais je faisais la sourde oreille aux quolibets, et, quelque mépris envieux qu'inspirât sans doute le pauvre comédien possesseur d'un trésor, aucune provocation directe ne vint jamais m'obliger à sortir de ce rôle. Mon seul chagrin était de la laisser si souvent seule. Les répétitions occupaient presque toutes mes journées, le soir je jouais; du moins j'avais soin de rendre son petit intérieur aussi agréable que possible, et le quartier était si bril-

lant, si tumultueux, qu'elle prétendait avoir suffisamment de plaisir à suivre de sa fenêtre fleurie ce torrent de la vie des rues qui me semble étourdissant et odieux, mais que les femmes, si rarement poètes et plus rarement artistes, voient d'un autre œil que nous autres! Je me fis nombre d'ennemis en la tenant reléguée à l'écart de tous mes camarades de théâtre. Souvent depuis j'ai songé que j'avais été dur et injuste sous ce rapport. Quel droit avais-je de me poser en juge? Les amours de ma pauvre mère n'avaient été bénies par aucun prêtre; cependant jamais âme plus douce ni plus tendre ne palpita dans un corps humain. Et parmi les membres même les moins respectables de cette confrérie frivole qui m'avait toujours entouré, n'avais-je pas rencontré à certains momens de la générosité, de l'abnégation, jusqu'à des actes d'héroïsme, depuis les jours de mon enfance où la grande coquette de notre troupe avait vendu son collier de verroterie pour m'acheter du pain? Ne sont-ce pas des vertus que la patience, le contentement de peu, la bonne humeur, le dévoûment à plus malheureux que soi, et faut-il les nier parce qu'il en manque une au nombre? Oui, ce fut de ma part ingratitude et présomption, je m'en aperçus trop tard, et j'en ai été puni; il me faut alléguer pour excuse la crainte presque religieuse que j'éprouvais qu'un souffle profane seulement ne troublât l'atmosphère où s'épanouissait mon lis sans tache.

Le printemps revint. C'était absurde peut-être, car je n'avais pas d'argent à perdre, nos dépenses augmentant avec mon gain, mais je ne cessais de remplir sa chambre de ces lilas qui me semblaient être le symbole de la félicité la plus complète qu'aucun homme eût jamais connue. Je les chérissais jusqu'à la superstition, et, quand ils étaient flétris, j'éprouvais à les jeter une sorte de répugnance. Jamais, bien que les allées des jardins publics en fussent jonchées, je n'ai pu fouler un de leurs pétales sans regret.

III.

Quand les lilas furent passés, la troupe dont je faisais partie accepta des offres avantageuses qui la conduisirent à Spa pour la saison. Je connaissais le pays. Au temps de ma jeunesse errante, nous l'avions souvent traversé en nous rendant, par la Lorraine et le Luxembourg, aux kermesses des divers bourgs et villages flamands; il y avait longtemps de cela, et il ne s'agissait plus de dresser humblement sa tente dans quelque quartier retiré à l'intention des gens du peuple; c'était le monde élégant qui allait venir applaudir un acteur d'une réputation bien établie, sinon très brillante, et qui avait le prestige de Paris autour de son nom. La vue

des bois et des champs, l'air des montagnes, me donnèrent une nouvelle verve; je respirais enfin. La saison commençait à peine lorsque nous arrivâmes; j'eus donc tout le temps d'explorer avec ma femme les délicieux environs. Quelques artistes, jeunes gens pleins d'entrain et d'espérances, nous accompagnaient parfois, et l'écho des rochers retentissait de nos chants, de nos rires, à la profonde stupéfaction des grands bœufs qui sortaient d'entre les arbres pour nous regarder de leurs yeux graves et doux. Ce fut un instant de plaisirs purs et sans mélange. Je me rappelle pourtant un nuage, si léger qu'il fût. Dans la partie la plus ancienne de la ville demeurait un vieux couple qui gagnait sa vie en peignant des éventails, des écrans, des bonbonnières et autres menus objets, l'industrie de Spa. Ces gens m'avaient obligé autrefois; j'allai leur rendre visite, et ils eurent grand'peine à croire que le Piccinino qu'ils avaient connu tout petit eût grandi au point d'aborder une scène qui leur paraissait la plus brillante du monde. Ils s'émerveillèrent surtout de la beauté de ma femme, et le bonhomme voulut lui faire un présent. C'était un petit éventail noir où il venait de peindre avec beaucoup de grâce et de vérité une touffe de violettes. La vieille leva les yeux par-dessus ses lunettes et ne fit pas d'objections, mais je l'entendis marmotter ensuite : — Est-ce qu'elle s'en soucie? Il n'a ni pierreries ni dorures. — Souvent j'ai eu lieu de constater la sûreté, la cruauté de coup d'œil avec laquelle toute femme lit dans le cœur d'une autre.

Peu de jours après, ce cadeau fait avec tant de bonté fut réduit en mille pièces. Elle l'avait laissé tomber par mégarde du haut d'un balcon. Je lui fis doucement reproche de sa négligence : — Ne sais-tu pas, lui dis-je, que c'est son travail de plusieurs jours qu'il t'a sacrifié, au risque de bien des privations?

Elle haussa les épaules et répondit : — Bah! cela n'avait pas de valeur. — Je ramassai les débris dans la rue pour les conserver. Ce n'est qu'étourderie, me disais-je, elle est jeune, elle est femme; mais pour la première fois il me sembla surprendre une dissonance dans le gazouillement des ruisseaux, une ombre sur le soleil, et je humai avec moins de délices les parfums de l'été. Pourquoi se serait-elle souciée de mon amour plus que de ce pauvre éventail brisé? S'il n'était question que de valeur, valait-il davantage?

Bientôt l'avenue ruissela de cavaliers et d'équipages, les oisifs affluèrent dans ces poétiques campagnes, tout devint mouvementet bruit. J'en fus bien aise pour le théâtre. L'accueil qu'on me fit dépassa mes ambitions; j'acquis même une notoriété assez grande pour qu'on me désignât avec intérêt quand je passais, à l'heure de la musique, sur la jolie promenade de Sept-Heures. — Regardez

cet individu mal bâti, disait celui-ci, c'est Piccinino; je l'ai vu dans *le Chevreuil;* il joue mieux que Ravel. — Oui, répondait celui-là, il a du talent, mais quel monstre!.. Et cette jolie créature, on dit que c'est sa femme! — Et de rire. Alors la musique me paraissait discordante, — non que je fusse blessé des réflexions sur ma laideur : j'y étais habitué, et je savais à quoi m'en tenir là-dessus; c'était cette façon de parler d'elle, comme si étant laid je n'eusse pas mérité de l'avoir... Au fond, j'étais parfois de leur avis, et je me demandais avec inquiétude ce qu'elle pensait de son côté.

Parmi les curieux qui regardaient avec surprise ces époux mal assortis, il y avait un jeune marquis de Carolyié, officier de cavalerie, beau comme une femme. Il fut beau vivant et mort. Je vois ses traits là-bas, là où se trouve la branche de lilas. Vous ne comprenez plus?.. Je suis seul dans ma prison, et l'automne touche à sa fin, et les lilas ont été déchirés par la mitraille, labourés par les boulets sur toute l'étendue de la France; ils ne fleuriront plus cette année, ni aucune autre, ils sont tous morts, pour jamais, pour jamais... Il vous semble que je délire. Non pas! vous ne pouvez voir la figure du mort, vous ne pouvez respirer les lilas, mais moi je le puis. Non, je ne suis pas fou,... je suis calme au contraire; je vous dirai comment tout est arrivé. Laissez-moi continuer à ma manière.

Je me tenais autant que possible à l'écart de la foule élégante, n'ayant rien de commun avec elle, aucun moyen d'y briller; je jouais chaque soir, et comme je ne connaissais pas de personne de son sexe à qui je pusse confier ma femme, je l'emmenais avec moi au théâtre. Tandis que j'étais en scène, elle restait dans ma loge. C'était triste pour elle, je le conçois. Elle eût voulu entrer au Kursaal, aller au bal; mais les honnêtes femmes eussent tourné le dos à une femme de comédien, et je ne lui eusse jamais permis d'échanger un mot avec des femmes d'une condition douteuse. Nous n'allions donc nulle part, et cependant nous rencontrions tout le monde à la promenade, à la musique. On se rencontre sans cesse à Spa. C'est ainsi que le hasard ou sa volonté amenait dix fois par jour sur notre chemin le jeune marquis de Carolyié. Il passait et repassait à cheval devant notre chalet de l'avenue du Marteau. Je le remarquai d'abord pour sa figure; les gens aussi laids que moi ne manquent jamais d'être frappés de la perfection physique. Il courait brillamment les *steeple-chases,* il gagnait sans relâche au jeu, où il lui eût été si indifférent de perdre; il était adoré par les beautés à la mode, riche, aimable, un de ces hommes en un mot dont tout le monde parle.

J'aurais dû dire déjà qu'elle avait eu contre moi sa première co-

lère, du moins la première qu'elle montra, au sujet du jeu. Elle employa toutes ses séductions pour me persuader de faire fortune en une nuit à la roulette. Je refusai. Je n'étais pas plus vertueux qu'un autre, je ne blâmais pas ceux qui jouaient; mais quant à moi j'eusse trouvé extravagant de risquer le peu que nous avions sur une carte. Ma résolution fut donc ferme et lui sembla cruelle. Elle voulait des robes, des bijoux, comme les grandes dames, elle voulait passer en voiture sur les routes verdoyantes, déployer le soir à la redoute ses traînes de satin, elle voulait en un mot être tout autre que ce qu'elle était. C'est une maladie très commune et toujours mortelle. Que le luxe fût l'élément de cette petite brodeuse de dentelle, je ne m'en étonnais pas, élégante et délicate comme elle l'était naturellement; mais pouvais-je le lui donner? Elle le croyait sans doute, elle me reprochait de ne pas vouloir me procurer en une heure autant et plus que je ne gagnais en plusieurs années; elle ne me pardonna jamais d'agir selon la raison et ma conscience. Je crois que Carolyié attira d'abord son attention parce qu'il passait pour jouer follement et gagner toujours.

Il connaissait notre directeur, je ne sais comment; un soir il vint dans la coulisse me faire les complimens les plus courtois. Sa franchise, son aisance, me plurent; néanmoins je lui fermai au nez la porte de la loge où je rentrais m'habiller. Ma femme était là faisant de la dentelle pour elle-même désormais; de grosses larmes coulaient sur son ouvrage.

— C'est si ennuyeux, murmura-t-elle piteusement, si triste! Vous n'y pensez pas, vous! On vous applaudit, on vous rappelle! mais ici... Je n'y peux plus tenir. J'entends les rires et les bravos, et je suis toute seule!

Je ne pus supporter de la voir dans cet état; je me blâmai de l'abandon où je la laissais, et dès le lendemain je l'amenai dans la salle afin qu'elle s'ennuyât moins. Tout en jouant, j'aperçus à ses côtés Carolyié, qui avait demandé, paraît-il, au directeur de le présenter. Je les rejoignis dans l'entr'acte. Il disait combien il était las des folies quotidiennes où il s'était engagé; il nous demanda la permission de se joindre à nous pour un de nos déjeuners dans les bois. J'y consentis volontiers; je me sentais attiré vers ce jeune homme, et j'avais en elle une foi parfaite. Le lendemain, il vint donc, et notre partie se trouva gâtée, car il voulut nous conduire dans sa voiture attelée de quatre chevaux en harnais flamands à clochettes, et mes camarades qui nous rejoignirent à pied sous la poussière, par la chaleur, ne furent pas gais comme de coutume. Une sorte de gêne régnait dans la réunion : ce n'était pas la faute du marquis; n'eût-il été qu'un bohème comme nous, il n'eût pu

se montrer plus simple et plus cordial; mais les chevaux piétinaient à quelques pas sous leurs clochettes d'argent, notre petit vin léger avait été remplacé par du champagne, de grands laquais avaient étendu des tapis sur la mousse, et je ne sais quel charme subtil s'était évanoui au moment même où chacun de nous sentait que nous n'étions plus entre égaux. Il dut s'ennuyer tout autant que dans son monde. Néanmoins il persistait à rechercher notre société : mes camarades en étaient flattés; pour ma part, j'esquivais les invitations. Ce fut encore là une cause de discussion entre nous deux. Elle ne pouvait comprendre que nous ne nous rendissions point aux soupers et aux fêtes de toute sorte que donnait cet homme du monde dont l'opulence l'avait éblouie, et, comme il ne me convenait pas de souiller son oreille en lui répétant les mauvais propos que je prévoyais, elle dut croire que je lui résistais par caprice ou tyrannie. Le dépit lui dicta souvent d'injustes reproches; elle m'accusait avec des violences d'enfant gâté de ne pas vouloir qu'elle fût heureuse. Puis peu à peu les reproches cessèrent, elle devint douce et soumise, parlant peu, ne tenant plus à sortir et restant volontiers des journées entières à une fenêtre de notre chalet, sa dentelle à la main. Ses longues rêveries souriantes m'étonnaient, et quand après un silence de quelques minutes je lui adressais la parole, il lui arrivait de tressaillir comme si je l'eusse éveillée d'un rêve.

Je la crus malade : elle m'affirma qu'elle ne souffrait pas, et en réalité je ne lui avais jamais vu des yeux aussi brillans, un teint aussi animé. L'air des montagnes, pensai-je, était peut-être un peu vif pour elle et la rendait nerveuse.

Comment aurais-je évité de la laisser souvent seule? Il n'y avait pas d'autre troupe théâtrale à Spa; pour amuser un public qui se renouvelait à d'assez longs intervalles, nous étions donc obligés de varier sans cesse le répertoire, et l'étude de mes rôles me laissait de moins en moins de loisir à mesure qu'avançait la saison.

Le soir, ma femme allait s'installer dans la petite loge de baignoire que j'avais obtenue pour elle; parfois, assez rarement, dans les entr'actes, j'y trouvais Carolyié. Il paraissait m'éviter. Je pensai qu'il m'en voulait d'avoir repoussé ses avances. Un jour aussi qu'il avait envoyé à ma femme un magnifique bouquet de fleurs rares, je l'avais pris à part pour lui dire tout sincèrement : — Votre intention est bonne et gracieuse, mais ne recommencez pas, je vous prie. Songez que ce qui n'est que courtoisie avec vos égaux est pour des gens de notre sorte une dette que nous ne contracterions qu'en perdant le droit de nous respecter nous-mêmes, qui est notre honneur à nous autres.

Il parut ému, rougit légèrement et me serra la main. Depuis il n'envoya plus de fleurs; toutefois je me figurai qu'il m'avait su mauvais gré, en y réfléchissant, de cette petite leçon.

J'allais jouer une pièce inédite qui devait être, croyait-on, mon plus brillant succès. Il y avait de grands personnages à Spa en ce moment, et, faute de meilleure distraction, ils venaient au théâtre. La bienveillance qu'ils me témoignèrent avait augmenté la popularité dont je jouissais, et mon mérite aux yeux du directeur.

Ce soir-là, elle prétexta un mal de tête qui lui faisait redouter l'atmosphère suffocante du théâtre. Avec son plus beau sourire, elle me dit qu'elle attendrait le récit de mon triomphe dans son fauteuil, près de la fenêtre ouverte. Je trouvai sa résolution raisonnable par l'extrême chaleur qu'il faisait. Je ne la pressai nullement de m'accompagner et partis, lui laissant une énorme gerbe de roses blanches que j'avais rapportée de la ville. Elle la mit dans son vase bleu, déclara que cette fraîche odeur lui avait déjà fait du bien, m'embrassa en murmurant d'une voix tendre : — Au revoir! au revoir! — Le dernier regard que je fixai sur elle me la montra assise dans le profond encaissement de la fenêtre, ses roses et son métier à dentelle sur la table auprès d'elle, et agitant la main en signe d'adieu. Je n'avais pas l'ombre d'un soupçon, d'un pressentiment. Je me disais au contraire : — Elle a sûrement appris à m'aimer un peu. — Vieille histoire, dites-vous. — Oui, bien vieille.

Je me dirigeai vers le théâtre. L'avenue, au coucher du soleil, était inondée d'or et de pourpre, la musique jouait sur la place royale, tout le monde était dehors. Il avait plu, de sorte que la végétation prenait un nouvel essor dans cette humidité chaude. Des nuages de mille formes charmantes effleuraient les vertes collines et semblaient s'y reposer. Je vis la foule entrer dans les salons de jeu et en sortir. Carolyié sortait; il ne parut pas me voir. Quelqu'un dit auprès de moi : — Une veine extraordinaire! Il gagne tous les jours; si cela continue de même, une semaine encore, il fera sauter la banque. — Un autre passant ajouta : — Parce qu'il n'a besoin de rien, tout vient à lui.

J'entendais ce qu'on disait du marquis, mais je ne l'enviais pas, je n'enviais personne. Je n'eusse pas changé ma place de comédien pour celle d'un roi. Jamais je ne m'étais senti si heureux que ce soir-là en traversant la ville pour passer du parfum des jardins à l'antre obscur où devaient s'exercer mes talens. La pièce nouvelle, *le Pot-de-Vin de Thibautin*, bien qu'elle n'eût pas le sens commun, était des plus gaies et assez spirituelle. Je ne l'ai jamais jouée depuis; chaque ligne du rôle est gravée cependant au fer rouge dans mon cerveau. Je fus rappelé cinq fois. Un grand-duc étranger

m'offrit sa tabatière d'or en me félicitant. Je compris que j'avais un avenir assuré, une réputation qui grandirait d'année en année. Je sortis du théâtre plus heureux que jamais. La nuit, très chaude encore, était sans étoiles, des nuages épais pesaient dans l'air, qui semblait faire silence. La petite ville n'avait que juste assez de lumières pour rendre plus sombre par le contraste le cercle des montagnes. Les plantes exhalaient des parfums enivrans inconnus dans le jour et étaient chargées de rosée. Rien ne troublait ce grand calme; chacun était au bal ou au salon de jeu; en atteignant ma demeure, je vis une faible clarté briller entre les volets autour desquels se découpait en noir une vigne grimpante. Je levai les yeux vers le ciel, et bien que jusque-là j'eusse fort peu pensé à Dieu dans la vie que j'avais menée, je le bénis. Oui, je bénis Dieu cette nuit-là. Ouvrant la porte, je montai l'escalier. J'entrai, je la cherchai à sa place accoutumée, près de la lampe; elle n'y était point. Inutile de vous en dire davantage,... une si vieille histoire! Pendant les semaines qui suivirent cette nuit, je ne me rendis compte de rien; j'étais fou, à ce qu'on dit. Je ne me rappelle rien,... rien que cette chambre déserte, cette gerbe de roses blanches, cette lampe avec le petit crucifix au-dessous, et la chaise vide à côté de laquelle le réseau de dentelle était tombé tout emmêlé. Elle était partie sans un mot, sans un signe, et cependant c'était si simple. Chacun l'avait prévu, excepté moi. On n'entendit plus parler de lui ni d'elle. Les gens de la maison prétendirent ne rien savoir; mais par terre on avait oublié une lettre déchirée. Cette lettre ne renfermait que peu de mots, assez cependant pour me prouver que, lorsqu'elle avait baisé mes lèvres en souriant pour me renvoyer au théâtre, elle savait déjà que la même nuit elle devait me trahir. Ce sont-là, dit-on, des façons de femme.

Il se peut que j'aie été fou. L'automne était fort avancé quand j'eus de nouveau conscience de ce que je faisais, de ce que je disais. Le pays était désert, les bois étaient jaunis, la musique éteinte, les fleurs mortes.

Je m'éveillai stupide, mais calme, et comprenant ce qui était arrivé. Il me semblait avoir vécu bien des années depuis cette horrible nuit. Mes cheveux étaient devenus gris; je me sentais faible et vieux, ma vie était finie; je m'étonnais de n'être pas, comme les autres, tranquille dans ma tombe.

Quand on me permit de sortir, je me mis à errer par les rues en proie à une idée fixe : les suivre, les retrouver. Combien de temps j'avais perdu déjà!

Ma troupe était partie, bien entendu, le peu d'argent que je possédais avait été pris, on me dit que je devais ma vie à la charité.

Ma vie! je leur éclatai de rire au visage. Ils eurent peur, me croyant encore fou; je ne l'étais plus, je savais ce que je faisais, j'avais un but qui seul me donnait le courage de vivre, ne fût-ce qu'une heure de plus. Elle ne valait rien sans doute, mais je l'aimais... Non que je songeasse à la reprendre... je ne descendis pas si bas; ma vie avait été droite et sans tache aux yeux des hommes, et j'étais incapable de la marquer d'une telle lâcheté. J'avais d'autres desseins.

Dès l'aube, je quittai la ville, je n'avais pas un sou. Mon talent, on l'avait tué; pour moi, il n'était plus de carrière, ma réputation à son aurore était déjà une chose du passé. Vous voyez qu'elle avait tout détruit. Oh! sans calcul! ils ne pensent pas, ces êtres charmans et doux!

Peu importe la façon dont j'ai subsisté entre le jour où je partis de Spa et le jour où une sentence de mort fut prononcée contre moi. Mon ancien métier m'était devenu odieux, impossible; en vain eussé-je essayé de le reprendre, je n'aurais jamais pu faire un mouvement en scène, ni prononcer un mot. Des hommes, des femmes aussi, ont joué le cœur brisé, saignant, et le monde les a applaudis, mais il m'eût suffi à moi d'entrer dans un théâtre pour que ma raison s'égarât de nouveau. Le dernier soir, songez-y donc, j'avais été si heureux; ce dernier soir, dans mon ivresse, j'avais prié! Je menai la vie d'un misérable, non pas celle d'un mendiant. Les difficultés que j'avais traversées depuis l'enfance m'avaient accoutumé à me contenter de peu et à imaginer plus d'une manière de gagner le pain quotidien.

Tout l'hiver, je m'informai vainement d'elle et de lui; j'attendis d'abord à Paris, un homme de son rang et de sa fortune ne pouvait manquer d'y revenir; ensuite j'allai chercher ses traces dans le midi, d'où il était originaire. Je vis son château, un château princier, au milieu de forêts de pins, mais on me dit qu'il n'y était pas venu depuis des années, qu'il devait être en Italie. Je parcourus donc l'Italie : j'arrivais toujours trop tard, il avait toujours quitté chacune des villes où j'entrais. Une fois, à Venise, je ne le manquai que de vingt-quatre heures. Un gondolier me dit qu'il avait une femme avec lui, une vraie rose. Ah! Dieu, c'était au printemps, partout fleurissaient les lilas; je vécus pour les voir et pour entendre cela. Comment les balles de demain me feraient-elles souffrir?

Laissez-moi terminer vite. Je ne voulus pas mourir sans vengeance. L'été vint, avec l'été la guerre. Quand elle fut déclarée, j'étais à la frontière. Je rentrai dans mon pays le plus vite que je pus, voyageant à pied. J'avais tout perdu, force, intelligence, sous l'empire de ce qu'on appelle une monomanie. Je croyais toujours

la voir me regarder au milieu des lilas. Je fuyais mes anciens camarades. Quelques-uns me seraient venus en aide volontiers, leur intention était bonne, mais j'eusse préféré un coup de couteau. J'évitais tout ce qui pouvait me rappeler ce que j'avais été. J'étais morose, peut-être fou en somme; quand on me parla de la guerre, je me réveillai. La guerre me rappela au nombre des vivans. Je n'étais plus bon à autre chose, cependant je pouvais encore frapper; puis je savais qu'il était soldat! Comment ne l'aurais-je pas retrouvé quelque part dans la mêlée? D'ailleurs, tout en ne me connaissant pas de patrie, j'aimais la France; même dans ma misère, je l'aimais pour ce qu'elle m'avait donné, pour son soleil, pour sa gaîté, pour ses nuits étoilées, ses rians villages, ses treilles hospitalières, pour sa beauté. Elle m'avait prodigué des heures délicieuses, elle avait été ma nourrice, elle m'avait consolé par ses chansons quand j'étais nu et affamé. Je n'étais pas ingrat.

Au mois de septembre, je rentrai donc en France. C'était le lendemain de Sedan. J'entendais tout le long des routes courir comme un murmure de révolte et d'angoisse la nouvelle de nos désastres. Ce n'était jamais l'exacte vérité, c'était assez près de la vérité pour être horrible. La soif de sang qui m'avait possédé depuis la nuit maudite où j'avais trouvé sa chaise vide sembla s'exaspérer jusqu'à ce qu'enfin je ne visse plus que du sang dans l'air et dans les eaux. J'avais toujours été d'humeur pacifique, je détestais les querelles, et mes camarades avaient coutume de dire en plaisantant que je serais le premier à protéger contre la justice quiconque m'aurait dévalisé; mais tout était changé. J'étais devenu une sorte de bête de proie, j'avais besoin de tuer pour apaiser la soif ardente qui me consumait. Vous ne me comprenez pas? Eh bien! priez Dieu, si vous avez un Dieu, de ne me comprendre jamais! Personne n'en peut répondre. Il arrive qu'un seul jour nous change à tel point que la mère qui nous a portés ne reconnaîtrait pas ses fils. Je me haïssais, et néanmoins je ne pouvais être différent. Si nous devenons responsables de nos transformations dans la suite, ce sera bien injuste. Nous ne pouvons y échapper.

Quand j'arrivai dans le centre, il se formait partout de nouveaux corps, des bandes de francs-tireurs; je m'engageai dans une de ces dernières. J'étais robuste et d'assez grande taille, quoique mal bâti; je m'engageai avec une seule pensée : frapper pour mon pays et tôt ou tard l'atteindre, lui. Je me battis plusieurs fois, fort bien, m'a-t-on dit... C'est probable, car des fureurs de tigre se déchaînaient en moi, et je n'avais conscience d'aucun péril personnel.

Nous vivions dans les bois. Nous nous cachions le jour; la nuit, nous battions la campagne, nous arrêtions les convois, nous cou-

pions les fils télégraphiques, nous interceptions les dépêches, nous attaquions et souvent nous mettions en déroute la cavalerie ennemie. Nous savions que pris nous serions pendus comme des meurtriers ordinaires, pour le crime de patriotisme, mais je ne crois pas que cette pensée ait jamais fait hésiter personne. Parfois dans les forêts ou le long des routes, nous rencontrions le cadavre d'un des nôtres pendu à un arbre, et ce spectacle ne nous rendait pas plus doux. Notre sang coulait comme de l'eau, et le sang de la vieille noblesse ne manqua pas au sacrifice. Oui, la France eût été sauvée, rien ne m'empêchera de le croire, si quelqu'un avait su nous discipliner et nous conduire. Les guérillas peuvent faire beaucoup; pour aller jusqu'à la victoire, il faut un chef de génie. Nous n'en avions point. Si le premier Bonaparte eût été là, nous eussions chassé l'ennemi comme Marius les Cimbres. Je crois que les autres nations en conviendront dans l'avenir; pour le moment, elles sont éblouies, elles ne voient plus clair, elles adorent le soleil levant. Il est rouge de sang et il les aveugle.

Avec le temps, le bruit courut que je me battais comme dix hommes, et j'obtins un grade d'officier dans l'armée régulière. Pour moi, cela ne signifiait rien. Nom, rang, renommée, qu'en aurais-je fait? J'étais mort, mort avec ma vie d'autrefois. Il me semblait que mon corps fût habité par un démon, qui, à force de s'enivrer de sang, prenait une ressemblance avec l'humanité... telle qu'elle est en temps de guerre.

Je passai des corps-francs dans l'armée de Bourbaki. A mes côtés, je reconnus souvent d'anciens camarades de théâtre. Les artistes ont accompli, eux aussi, leur devoir envers la patrie. Le royaume bafoué de la bohème a envoyé ses enfans par centaines à l'appel de la mort. Pendant tout ce temps, je ne me trouvai jamais en présence du visage que je cherchais partout dans la mêlée, puis, l'ouragan passé, dans les monceaux de cadavres.

— Est-ce un frère que vous voulez retrouver? me demandait-on souvent en me voyant relever, puis laisser retomber un à un les morts sur le champ de bataille. Et je répondais toujours : — Quelqu'un de plus proche qu'un frère. — N'était-ce pas vrai? Mais longtemps je cherchai en vain. La France était un océan soulevé par la tempête et sur lequel toutes nos existences ressemblaient à de frêles esquifs ballottés vers la tombe, celles-ci poussées à l'est, d'autres à l'ouest; elles s'entre-croisaient dans la nuit sans fin, ne se doutant pas que les vents soufflaient si fort.

Lors de la lutte suprême, nous avions fait une tentative pour nous frayer un chemin à travers le mur de fer qui entourait Paris. Soudain, dans l'épais linceul de blanche fumée où je m'enfonçais

avec la ligne, s'élança superbe, prompte comme l'éclair, une compagnie de cavalerie. Ses rangs étaient bien éclaircis, mais des nuages d'aveuglante poussière dérobaient ces désastres, et, quelque décimés qu'ils fussent, les cuirassiers de Corrèze, un des corps-francs formés par la noblesse du midi, chargeaient encore avec entrain. Tout près de moi, certain cheval gris tomba mortellement frappé; celui qui le montait disparut une seconde, puis se releva. C'était lui! Je bondis, féroce; mon épée était sur sa gorge, la fumée nous enveloppait, personne ne l'aurait vu. Il était désarmé, en mon pouvoir. — En avant! crièrent mes hommes, qui se croyaient victorieux.

J'entendis, et je me souvins... Lui aussi combattait pour la France. Je n'osai le tuer; je le lâchai.

— Après! après! lui dis-je à l'oreille. — Il savait bien ce que je voulais dire. Arrêtant un cheval qui passait libre au galop, ramassant son sabre, il rejoignit les siens, et moi je chargeai en ligne avec mes hommes. Au milieu du rugissement de la fusillade et des cris d'un triomphe imaginaire, je poussai dans les rangs ennemis, puis je tombai sans connaissance.

Quand un chirurgien me trouva le lendemain matin, je n'avais pas la moindre blessure. Quant à la victoire, elle n'avait existé que dans les rêves des soldats vaincus, comme toutes les victoires de la France à cette triste époque. Je m'éveillai au sentiment du passé, du réel, en répétant dans mon cœur : — Après! après!

Le moment ne tarda pas à venir. Les cuirassiers de Corrèze étaient passés dans l'est. L'année nouvelle commençait. Bientôt sonna cette heure mortelle où tout ce que nous avions fait et enduré reçut pour récompense la honte de la capitulation. Combien y a-t-il de cela? Un jour? une année?.. J'étais parmi ceux qui crièrent au crime et à la trahison. Je n'avais aucune prétention d'être un homme d'état, mais je savais que, si j'eusse été au pouvoir, plutôt que de rendre Paris je l'aurais brûlé comme les Russes brûlèrent Moscou. Bien des gens pensaient de même : on ne les consulta pas, on ne les compta point. Nous n'avions qu'à nous taire et à regarder tranquillement les Allemands entrer à Paris.

Quand la lutte et le carnage eurent cessé, j'éprouvai une impression étrange. Je me trouvais comme les gens qui, ayant entendu longtemps le fracas d'une cataracte, rentrent dans un lieu où tout est silence. Le calme les étourdit, les confond. Je me serais figuré que tout avait été une hallucination, un cauchemar, sans ce regard que je me rappelais si bien et qu'il m'avait jeté quand le fer s'était appuyé sur sa gorge. Lorsqu'il m'arrivait de m'endormir, je me redressais tout à coup en murmurant : — Après! après! — J'étais

rentré alors dans la capitale, et j'allais souvent regarder la maison que j'avais habitée avec elle. Un obus avait ouvert la petite chambre rose et blanche sous les toits; les murailles trouées à jour permettaient de distinguer la dorure du miroir, adhérente encore par places. Un autre obus avait fait du joyeux petit théâtre où j'avais joué à Paris, la première et la dernière fois, une ruine fumante. Et il y avait si peu de temps!.. grand Dieu! Dans ces momens-là je me demandais : — Pourquoi l'avoir épargné?

Tous ceux que j'avais connus étaient tués ou morts de besoin; je ne voulais pas de nouveaux amis, je me tenais à l'écart de tout. Néanmoins un jour vint où j'eus à prendre parti. Tant que l'on est sur terre, on ne peut se montrer poltron. Une autre guerre éclata, la guerre civile. Je choisis le parti populaire; je restai à Paris. Le peuple avait-il raison? avait-il tort? Je n'en sais rien, mais je lui appartenais.

Je ne faisais pas de politique, je demandai à peine ce que l'on se proposait. J'aurais trouvé lâche d'abandonner mes frères, mes pareils, voilà tout. Cette horrible saison s'écoula lentement, lentement... C'était hier, dites-vous; je crois qu'il y a mille ans.

Le second siége fut pire que le premier. Je ne doutais pas qu'*il* ne fût à Versailles, et chaque jour je me disais : — Il sera inutile de l'épargner maintenant.

Du haut des bastions où flottait le drapeau rouge, je regardais à travers la fumée de la fusillade les bois de Versailles en songeant : — Si nous pouvions nous rencontrer encore une fois, une seule fois! — car j'étais libre désormais; les siens étaient contre les miens. Cette pensée donnait du nerf à mon bras pour la commune.

Les rues ruisselaient de vin et de sang, la populace était ivre d'une ivresse sauvage. On pillait les palais, on profanait les églises. Je me battais hors des portes quand c'était possible; le reste du temps, je m'enfermais afin de ne pas voir ni entendre; je souffrais pour la France autant que je pouvais souffrir encore!

Un jour que je revenais des fortifications, je passai dans une rue qui avait été presque entièrement détruite : les maisons n'étaient plus que des monceaux de décombres calcinés. Peut-être y avait-il dessous les cadavres de leurs malheureux habitans. C'était d'une désolation inexprimable. Cependant sur toutes ces ruines une chose charmante survivait. De ce qui avait été un petit jardin s'élançait un jeune lilas en pleine fleur, seul dans ce naufrage.

Pour la première fois depuis qu'elle m'avait quitté, je tombai à genoux, je cachai ma tête dans mes mains, je pleurai comme pleurent les femmes.

La fin était proche.

On massacra les otages, on mit le feu à Paris, il se passa des choses monstrueuses dont vous vous rendez compte mieux que moi qui étais au milieu de la tourmente, et des flammes, et de l'ignorance, et du carnage, trop près de tout cela pour pouvoir rien juger. Du jour où l'on massacra les prêtres, je ne servis plus la commune; mais je savais qu'elle périrait, et à cause de cela je ne désertai pas. Bien d'autres ont comme moi abhorré les derniers excès commis par le peuple sans le renier cependant au jour de sa défaite. Je ne me battis ni pour ni contre lui; je sortis dans la rue et je regardai.

C'était l'enfer; le ciel était noir, tout le reste illuminé par le feu. Les Versaillais se répandirent comme un flot, j'ignore pendant combien d'heures ou de jours; cela me fit l'effet d'une nuit interminable qu'éclairaient les flammes éternelles. Des enfans couraient, l'incendie à la main; des femmes noires de poudre, échevelées, la poitrine nue, semblables à autant de furies, vociféraient et maudissaient jusqu'à ce qu'une balle les renversât sur le pavé. Des fenêtres, des toits, le peuple tirait sur les soldats, les soldats répondaient en donnant l'assaut aux maisons et en jetant des cadavres par les fenêtres. Vous savez tout cela; inutile de vous le raconter. Ce qui vous paraîtra étrange, c'est que je pensais à mon lilas, et que j'allai voir ce qu'il devenait.

Les rues voisines brûlaient, une lutte acharnée avait eu lieu dans le jardin, où nombre de morts gisaient baignés de sang; mais il était toujours debout, ses grappes odorantes et son frais feuillage se balançaient dans l'air infecté.

Je m'assis sur un tas de bois de charpente qui avait écrasé l'herbe au pied de l'arbuste, et j'attendis. Je n'avais rien à faire. Tandis que j'étais là, un officier, son sabre nu à la main, descendit rapidement la rue fumante en jetant autour de lui des regards inquiets, comme s'il eût perdu son chemin ou ses hommes. Son uniforme était déchiré, poudreux, couvert de sang. Quand les flammes éclairèrent son visage, je jetai un cri de joie. Dieu me l'avait livré. Nous mettons toujours nos crimes sur le compte de Dieu.

Je me dressai et lui barrai le passage : — Enfin! lui dis-je, enfin!

Il s'arrêta et me regarda stupéfait; sans doute j'avais changé, moi, et il ne reconnaissait point mes traits. Je ne lui donnai pas le temps de respirer. Tirant mon épée, je me jetai sur lui : — Défends-toi, lui dis-je avant de le toucher.

Nous nous battrions jusqu'à la mort, cela, je le jurais, mais loyalement, homme contre homme.

Quand je parlai, il me reconnut. Il était brave. Il n'appela pas

ses camarades, il accepta le combat comme je l'offrais. Tombant en garde : — Je suis prêt, dit-il.

Le feu nous environnait de tous côtés, les morts étaient nos seuls témoins; le petit lilas se berçait au vent. Nos épées se croisèrent une dizaine de fois, puis il tomba. Son corps se ploya tel qu'une branche brisée. L'acier avait percé sa poitrine. J'étais vengé.

Ce fut un combat loyal d'homme à homme.

Il me regarda en s'affaissant sur le pavé, un sourire étrange effleura ses lèvres : — Vous étiez vengé déjà, murmura-t-il lentement, et chaque mot, chaque souffle passait avec effort. Ne le saviez-vous pas? Elle m'a trahi l'automne dernier... Elle avait un amant parmi les Prussiens, un plus grand personnage que moi. — Un flot de sang l'étouffa. Il demeura silencieux, appuyé sur une de ses mains, le reflet des flammes sinistres se jouant sur son visage. Tout à coup la rue se remplit de soldats, les siens. Ils m'entourèrent pour le venger, mais le dernier geste qu'il fit les écarta : — Ne le touchez pas, dit-il tout haut, c'est moi qui l'ai offensé. Le duel était régulier.

Comme il parlait encore, un frisson le secoua de la tête aux pieds et il mourut.

Ses cheveux trempaient dans le sang répandu à cette place, une pâleur grise couvrit son visage; dans cet état même, il était beau.

Je ne bougeai pas; je restai debout, le contemplant. Ma haine s'était éteinte avec cette jeune vie. Je le plaignais passionnément. Périr tous deux pour une cause si vile!

Bien entendu, on ne tint pas compte de ses ordres; on m'arrêta, je ne résistai pas. J'avais brisé mon épée, que je jetai près du cadavre. Elle avait atteint son but, je n'avais plus besoin d'elle.

On m'a amené ici, on m'a jugé, paraît-il, et demain on me fusille. Je suis aise que ce soit fini.

Si vous demandez une grâce pour moi, ne demandez que celle-ci : que les soldats qui me tueront ne soient pas les mêmes hommes avec qui j'ai si longtemps combattu pour la France. Et quand on me jettera dans la fosse commune, qu'on enterre avec moi cette branche de lilas. Elle ne vaut plus rien,... elle est morte.

OUIDA.

LA

GUERRE DE FRANCE

— 1870-1871 —

VIII.

LE SIÉGE DE PARIS ET LE GÉNÉRAL TROCHU (1).

I. *Histoire de la défense de Paris en 1870-1871*, par le major de Sarrepont. — II. *Journal du siége de Paris*, par M. George d'Heylli. — III. *L'Empire et la défense de Paris devant le jury de la Seine*, par M. le général Trochu. — IV. *Gouvernement de la défense nationale*, par M. Jules Favre. — V. *Le Siége de Paris, opérations du 13e corps et de la troisième armée*, par M. le général Vinoy. — VI. *La Marine au siége de Paris*, par M. le vice-amiral de La Roncière Le Noury. — VII. *Le Moniteur prussien de Versailles*. — VIII. *Opérations des armées allemandes depuis la bataille de Sedan jusqu'à la fin de la guerre*, par W. Blume, major au grand état-major prussien, traduction du capitaine Costa de Cerda. — IX. *Opérations du Ve corps prussien dans la guerre contre la France*, par le capitaine Stieler von Heydekampf, traduit par le capitaine Humbel, etc.

IV.

LES DERNIÈRES ÉPREUVES DU SIÉGE ET LA BATAILLE DE BUZENVAL.

Quelle était la situation réelle de Paris et de la défense après le brillant et décevant éclair de Champigny, après cette tentative de diplomatie énigmatique venue de Versailles, ou, si l'on veut, après cette sommation déguisée sous la forme d'une lettre tendue au bout de l'épée de M. de Moltke? On avait dépassé déjà quatre-vingts jours de siége, quatre-vingts jours de claustration, d'émotions fébriles, d'attente agitée, de résistance laborieuse, d'efforts et d'espoirs malheureusement toujours trompés.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 15 octobre, du 15 décembre 1872, du 1er mars, du 15 mai, du 15 juin et du 15 juillet 1873.

Ce qui s'accomplissait pendant ce temps au dehors, on ne le savait pas, ou du moins on ne l'apprenait que lentement, confusément; on ne savait que peu à peu, et tout d'abord par l'ennemi, qu'au moment même où les soldats qui venaient de combattre à Villiers et à Champigny se voyaient ramenés à l'abri de la Marne, l'armée de la Loire, de son côté, était rompue, percée à Orléans. Tandis que Bourbaki, avec une partie de cette armée, s'en allait vers le centre pour se refaire avant de s'engager dans cette tardive campagne de l'est, si fatale pour lui, si peu profitable pour Paris, Chanzy, s'arrêtant sur la rive droite de la Loire, se battait encore, il est vrai, pendant six jours avec la plus énergique opiniâtreté. Il tenait tête aux Allemands de Frédéric-Charles et de Mecklembourg; mais enfin il reculait, il se repliait sur Vendôme, combattant toujours, puis il se repliait jusqu'au Mans. C'était une retraite. Faidherbe, qui venait d'arriver dans le nord, où il allait déployer une habile stratégie sous la protection des places, Faidherbe ne pouvait se promettre de passer la Somme. Amiens était aux mains de l'ennemi depuis le 29 novembre, Rouen subissait l'occupation étrangère le 5 décembre. L'invasion s'étendait de tous côtés, les secours extérieurs s'éloignaient au lieu de se rapprocher de nous. Vainement M. Gambetta, dans des dépêches du 14 décembre, s'escrimait encore à parler de l'échec des « mouvemens tournans du prince Frédéric-Charles, » à représenter les armées de province comme prêtes à rentrer en campagne et les Prussiens comme démoralisés, — démoralisés sans doute par la victoire! Vainement il mettait son imagination à déguiser la réalité des choses, le mot du général Trochu ne restait pas moins cruellement vrai, plus vrai encore qu'on ne le croyait. « Paris était définitivement abandonné à lui-même; » à partir du 5 décembre, on entrait dans une période nouvelle.

Abandonné à lui-même, Paris se retrouvait avec l'ardeur d'une demi-victoire et l'amertume d'une retraite qu'il ne s'expliquait pas, avec son ignorance des événemens extérieurs et toutes les exaltations de la solitude, avec des souffrances croissantes, aggravées par l'hiver, avec ce spectre de la famine qui déjà commençait à se laisser entrevoir, mais aussi avec une opiniâtreté d'espérance ou d'illusion qui résistait à toutes les épreuves. Qu'on ne s'y trompe pas, lorsque le général Trochu répondait si fièrement à M. de Moltke, il ne faisait que suivre et flatter le sentiment parisien. Lorsque, par une supercherie à la fois puérile et perfide, l'ennemi jetait dans Paris des pigeons chargés de tristes nouvelles qui n'étaient malheureusement pas toutes fausses, on s'indignait ou l'on se moquait de ces subterfuges; on se disait que, pour être réduits à em-

ployer de tels moyens, les Allemands devaient être à bout de ressources, qu'il n'y avait qu'à tenir et à combattre encore pour les forcer à lever le siége. La vérité est qu'on vivait dans une atmosphère absolument factice et enflammée, où l'on ne croyait qu'à ce qui flattait la passion publique, à l'arrivée prochaine des armées de province, même après la défaite d'Orléans, à la possibilité de percer les lignes prussiennes, même après Champigny, — où l'ardeur de la résistance semblait s'irriter à mesure que les difficultés grandissaient et que les chances de succès diminuaient.

Tenir jusqu'au bout, combattre quand même, soit, on le voulait, on y était résolu, on n'avait pas d'ailleurs le choix après la réponse faite à cette lettre de M. de Moltke, considérée par les uns comme une ouverture de paix, par les autres comme un insultant défi. Seulement on ne se disait pas qu'il fallait bien en revenir à la vérité, qu'on courait sur cent jours de siége, que les ressources d'une ville, même d'une ville comme Paris, s'épuisent plus vite que ses espérances et ses illusions. On ne voulait pas voir que ce qu'on n'avait pas pu faire avec une armée qui venait de prodiguer son sang à Champigny, on avait sans doute peu de chances de le faire avec des forces cruellement éprouvées ou avec une garde nationale improvisée, que pour laisser aux armées de province le temps de renouveler leurs tentatives de secours, si elles pouvaient encore accomplir ce miracle, il fallait au moins pouvoir attendre soi-même. On ne s'avouait pas enfin qu'on entrait dans une phase où tout s'assombrissait d'heure en heure, que Paris rejeté en lui-même, inexpugnable sans doute à l'abri de ses remparts, mais impuissant désormais à se délivrer, pouvait d'un instant à l'autre avoir à disputer sa vie et sa liberté à la faim, au bombardement, à la fatalité de la catastrophe suprême. C'était là en réalité la situation qui commençait à se dessiner et qui se résumait dans un fait irrésistible : nécessité de combattre au milieu des impossibilités croissantes, des confusions et des anxiétés de l'agonie d'un grand siége. On ne croyait pas à la vérité en être encore là.

I.

Le jour où, voyant qu'on ne pouvait plus se promettre de percer les lignes prussiennes à Villiers et à Cœuilly, on s'était retiré derrière la Marne, la première pensée des chefs de la défense, je le disais, avait été de se remettre aussitôt à l'œuvre pour transporter la lutte sur un autre point. Le général Ducrot n'avait demandé que deux ou trois jours pour laisser respirer ses soldats après deux batailles sanglantes, et pour prendre lui-même le temps de réparer

au plus vite ses pertes, de réorganiser à demi ses forces. A ce moment, le 3 et le 4 décembre, on ne savait encore rien de ce qui se passait à Orléans, de la défaite de l'armée de la Loire, qu'on croyait seulement engagée, et le général Ducrot songeait si peu à rester dans l'inaction qu'il n'avait pas perdu une heure pour réunir ses chefs de corps, qu'il rudoyait même assez vivement ceux qui paraissaient mettre en doute la possibilité de revenir si promptement au combat. La lettre de M. de Moltke, survenant tout à coup le 5 décembre, changeait sensiblement les choses. Elle faisait reparaître cette idée d'une négociation possible à laquelle se rattachaient toujours quelques membres du gouvernement, que le général Ducrot lui-même en venait à ne plus croire inacceptable au lendemain d'actions de guerre qui avaient relevé l'honneur des armes. Le général Trochu avait tranché la question par sa réponse. C'était la première fois qu'un dissentiment sérieux s'élevait entre les deux chefs militaires. Dans tous les cas, puisque la défaite d'Orléans ne pouvait plus guère être mise en doute, puisque l'armée de la Loire reculait au lieu de se rapprocher, on n'était plus aussi pressé à Paris, on pouvait tout au moins se donner quelques jours de plus pour remettre l'armée en état de reprendre la lutte.

Elle avait en effet souffert beaucoup, plus qu'on ne le croyait d'abord, cette armée de Champigny. Elle avait été atteinte dans son personnel, dans ses cadres, encore une fois désorganisés, dans son matériel. Des trois corps de l'armée de Ducrot, on en faisait deux aux ordres du général de Maussion et du général d'Exéa, avec une forte réserve sous le général Faron. La division de Malroy, dont faisait partie cette brigade Paturel si sérieusement éprouvée le 2 décembre au « four à chaux (1), » était envoyée à la troisième ar-

(1) Un officier des mobiles de la Côte-d'Or, M. Paul Cunisset, présent aux affaires de Champigny, s'est fait un devoir, dans un récit qu'il m'a adressé, d'éclaircir et de préciser le rôle de son régiment dans la nuit du 1er au 2 décembre 1870. Le récit du jeune officier est très vif, très intéressant, et il est inspiré par un sentiment trop honorable pour que je ne donne pas place à l'explication qu'il contient. Il en résulte que les mobiles de la Côte-d'Or, qui sont rentrés à Champigny dans la nuit du 1er au 2, étaient là *par ordre* du général de brigade, que pendant la bataille du 2 ils se sont retirés en arrière, au bois du Rant, sur l'ordre du même général; que si le matin on a été surpris aux grand'gardes, c'est qu'on se croyait protégé par d'autres troupes, et que néanmoins, l'affaire une fois engagée, on a tenu le mieux qu'on a pu avec 300 hommes restés en position. Rien de mieux. Il est à peine besoin d'ajouter que ce que j'ai dit moi-même n'avait nullement pour objet de mettre en doute les services des mobiles de la Côte-d'Or pendant le siége et moins encore la vigueur militaire du colonel de Grancey, mort très glorieusement le 2 au matin, entre Champigny et le « four à chaux, » à la tête de ses soldats. La vraie cause des désordres de cette matinée, c'est l'inexpérience de jeunes troupes et une certaine confusion d'ordres. Voilà tout.

mée, qui, de son côté, se réorganisait dans des conditions nouvelles. L'armée de Vinoy était formée en deux corps ou deux groupes principaux, l'un avec les divisions de Maudhuy, Corréard, Pothuau, sur la rive gauche, aux ordres du général Blanchard, l'autre composé de quatre divisions distribuées sur la rive droite, de l'ouest au nord.

Le corps de Saint-Denis restait toujours indépendant sous l'amiral de La Roncière Le Noury. On profitait enfin de ce répit pour constituer définitivement les bataillons de marche de la garde nationale, pour former avec ces bataillons ce qu'on appelait les « régimens de Paris, » infanterie nouvelle qui assurément aurait pu être un précieux appui pour l'armée active, si d'abord on s'était décidé à l'organiser plus tôt et plus rapidement, si elle avait été plus disciplinée et plus aguerrie, si sous le nom de bataillons de marche comme sous le nom de bataillons sédentaires elle n'était restée toujours plus ou moins cette force orgueilleuse et bruyante qu'on sentait le besoin d'occuper et que les généraux craignaient d'employer dans une opération sérieuse. Au 10 décembre, on créait vingt-sept « régimens de Paris, » — on en compta jusqu'à près de soixante avant la fin du siége, — et parmi ces régimens il y en avait certes qui devenaient promptement tout ce qu'ils pouvaient être sous des chefs dévoués comme les colonels de Crisenoy, Ibos, Langlois, Chaper, Rochebrune. Au milieu de ce travail de quelques jours du reste, les généraux n'avaient nullement perdu de vue l'entreprise qu'ils avaient d'abord voulu tenter dès le lendemain de Champigny. Cette réorganisation à laquelle on se livrait était au contraire le meilleur moyen de s'y préparer. Le gouverneur de Paris poursuivait sa pensée, qui était de descendre dans la plaine en avant de Saint-Denis, de contraindre, s'il le pouvait, l'ennemi à déployer ses masses d'infanterie et de le saisir corps à corps, utilisant ainsi ce qu'on était tout près de considérer comme le dernier élan de l'armée. C'est sous cette impression et dans cette espérance qu'on engageait cette affaire du 21 décembre, qui a reçu le nom de bataille du Bourget, qui en réalité se déroulait sur tout le front nord de Paris.

C'était, selon le mot du général Trochu, un immense effort, — au moins d'intention. Seulement le choix du champ de bataille, si plausible qu'il fût, prouvait une fois de plus l'illusion qu'on se faisait sur l'organisation de l'investissement, sur la possibilité d'aborder l'ennemi ou de le contraindre à déployer ses masses d'infanterie. Les lignes prussiennes n'étaient pas moins puissantes de ce côté que sur tous les autres points. Sans doute, dans cette zone du nord et du nord-est, entre la Seine et la Marne, Paris avait une forte

ceinture, les ouvrages de Saint-Denis, le fort de l'est, Aubervilliers, Romainville, Noisy-le-Sec, Rosny, Avron, et de plus on s'était couvert par des tranchées, des travaux, des batteries de campagne allant jusqu'à Drancy. Les lignes allemandes qu'on avait en face n'étaient pas moins solides. Elles s'étendaient de l'ouest au nord-est, du plateau d'Orgemont au plateau du Raincy. Elles formaient un réseau de défenses échelonnées et habilement combinées, allant d'Orgemont à Montmorency, fermant dans l'intervalle la vallée d'Enghien, puis se repliant par un demi-cercle de hauteurs plus avancées, la butte Pinson, Pierrefitte, Stains, Pont-Iblon, Blanchénil, Aulnay-les-Bondy, Sevran, Le Raincy. De là les lignes prussiennes rejoignaient au-delà de la Marne Noisy-le-Grand, Villiers, ou plus en arrière Gournay et Chelles. Dans la plaine de Saint-Denis, qui nous séparait, où l'on allait se porter, l'ennemi couvrait de ses feux toutes les routes, et il était en outre efficacement protégé par les deux petits cours d'eau de la Molette et de la Morée, qui, en s'écoulant parallèlement vers la vallée du Crould, puis vers la Seine, formaient soit naturellement, soit par des inondations artificielles, de vastes marécages. Les Prussiens avaient enfin dans cette petite plaine un poste avancé, Le Bourget, qu'ils avaient gardé depuis le 30 octobre, où ils s'étaient fortement établis, et qui avait en effet pour eux de l'importance, puisqu'il couvrait la ligne de la Morée et les seuls passages qu'on pût être tenté de forcer. Là, comme partout d'ailleurs, les troupes d'investissement étaient disposées de façon à se porter secours rapidement. La garde prussienne, dont le quartier-général était à Gonesse, paraissait rester seule à la défense de ce front nord; mais au premier ordre elle pouvait avoir l'appui soit du IVe corps prussien, qui était vers Argenteuil, soit du XIIe corps saxon, qui était resté vers Noisy-le-Grand depuis Champigny. De toute façon, on pouvait avoir en quelques heures deux ou trois corps d'armée sur les bras.

Aborder l'ennemi dans ces conditions, prétendre l'attirer hors de ses positions pour le battre dans la plaine, c'était, à vrai dire, une entreprise des plus risquées, et malheureusement on ne s'assurait guère l'avantage du secret des préparatifs. Tout se faisait presque publiquement. Trois jours avant, un ordre du gouverneur prévenait qu'à partir du 19 décembre les portes de Paris seraient fermées, et le général Trochu adressait à l'armée une proclamation de plus. Les Prussiens étaient si bien en garde qu'ils avaient appelé une partie du IIe corps pour soutenir au besoin l'armée de la Meuse contre l'attaque qu'ils voyaient se dessiner. Au camp français, tout se disposait en effet pour cette sortie nouvelle, à laquelle devaient prendre part le corps de l'amiral de La Roncière Le Noury, la

deuxième armée du général Ducrot et une portion de la troisième armée de Vinoy, sans compter les forces de garde nationale, auxquelles on voulait enfin donner un rôle. La ligne de bataille était singulièrement étendue, elle allait du Mont-Valérien, de l'extrémité de la presqu'île de Gennevilliers, où l'on devait occuper l'ennemi par de sérieuses diversions, jusqu'au-delà de Bondy et du Raincy, sur la Marne. Le principal point d'attaque était au centre de la ligne, en avant de Saint-Denis : c'était Le Bourget, destiné à devenir en quelque sorte le pivot de toute l'opération. Le premier point une fois enlevé par l'amiral de La Roncière, la deuxième armée de Ducrot devait se mettre en mouvement et assaillir les positions de Blancménil, Aulnay-les-Bondy, Sevran. En même temps, à l'extrême droite, le général Vinoy avait la mission de marcher sur Gagny, la Ville-Évrard, la Maison-Blanche, et de s'avancer, s'il le pouvait, dans la direction de Gournay, de façon à menacer les communications de l'ennemi. Dans ce système, Avron, qui avait déjà si puissamment concouru aux batailles de la Marne, devenait maintenant une protection pour notre droite dans ces opérations nouvelles. Dès le 20 décembre au soir, le gouverneur se rendait à Aubervilliers, où il trouvait le général Ducrot. L'amiral de La Roncière s'établissait à La Courneuve. Le général Vinoy, de son côté, se portait au fort de Rosny. Les troupes, arrivant de toutes parts, se massaient dans leurs positions, tandis que les régimens de garde nationale affluaient à leur tour, se tenant en réserve. Il y avait encore une certaine ardeur : on croyait du moins à une grande affaire, on y croyait peut-être trop; on se faisait cette dernière illusion, qu'après avoir vainement essayé le 30 novembre et le 2 décembre de donner la main à l'armée de la Loire, on allait maintenant au-devant de l'armée du nord, qui ne pouvait être loin.

Au jour naissant, le 21, par un brouillard épais et humide, on allait ainsi au combat, préparé comme toujours par une vigoureuse canonnade des forts. L'amiral de La Roncière avait organisé ses troupes en trois colonnes, l'une, la brigade Lavoignet, placée à la croix de Flandre sur la route de Lille et chargée d'assaillir Le Bourget par le sud, — l'autre composée de fusiliers-marins, de deux bataillons du 138e de ligne, d'un bataillon de mobiles de la Seine, et marchant sous les ordres du capitaine de frégate Lamothe-Tenet à l'assaut du village par l'ouest et le nord, — la troisième formant une réserve sous le général Hanrion à La Courneuve. Le général Ducrot avait offert à l'amiral de La Roncière la division Berthaut pour concourir à l'attaque, et peut-être ce secours n'aurait-il pas dû être refusé; mais l'amiral croyait les abords du Bourget peu praticables par l'est à travers les marais de la Molette, et il crai-

gnait aussi des méprises, des confusions, qui malgré tout arrivaient d'une autre manière. La division Berthaut restait donc comme force de soutien et de démonstration à l'est du Bourget, tandis qu'une brigade de mobiles de la Seine et de mobilisés de Saint-Denis devait faire une pointe à l'ouest sur Stains et Pierrefitte.

Un peu avant huit heures du matin, la colonne Lamothe-Tenet se met en mouvement, les fusiliers-marins en tête. Elle se précipite sur le cimetière, dont elle reste maîtresse, puis elle aborde résolûment les rues barricadées, les maisons avoisinant l'église. Le capitaine Lamothe-Tenet, enlevant énergiquement ses soldats sous une violente fusillade, surmonte tout, prend position dans la partie ouest qu'il a mission d'occuper, et il réussit même un instant à couper par le nord les communications des forces prussiennes, qui se défendent toujours dans Le Bourget. Il a déjà fait une centaine de prisonniers. Au sud, la brigade Lavoignet a rencontré la plus énergique résistance en abordant le village. Elle s'empare des premières maisons, elle ne peut plus avancer. On essaie de tourner les positions, on ne réussit pas. Cette lutte se prolonge pendant deux heures, assez longtemps pour que de ses postes les plus voisins l'ennemi s'aperçoive du péril et envoie du secours. Dès lors les renforts prussiens arrivent, soutenus par un feu violent dirigé de Dugny, de Pont-Iblon, de Garges, sur la partie du Bourget que nous occupons. Le capitaine Lamothe-Tenet se maintient toujours intrépidement avec les marins et avec un bataillon du 138e de ligne. Le lieutenant de vaisseau Peltereau, cherchant à secourir la brigade Lavoignet, disparaît avec toute sa compagnie dans un combat obscur et héroïque. Par une fatalité de plus, tout ce qu'on faisait de notre côté pour aider ces vaillantes troupes tournait contre elles. Le général Trochu, qui était à peu de distance sur la route de Lille, faisait avancer des batteries d'artillerie. L'amiral de La Roncière lançait la brigade Hanrion pour soutenir ou pour dégager Lamothe-Tenet; mais notre feu, tombant sur Le Bourget, faisait autant de mal à nos soldats qu'aux Prussiens. Bientôt, aux approches de midi, le capitaine Lamothe-Tenet, se voyant décimé par notre canon, menacé par les masses allemandes, se repliait sans désordre à l'abri d'un pli de terrain vers La Courneuve. La brigade Lavoignet, sans avancer, mais aussi sans reculer, tenait jusqu'à deux heures de l'après-midi.

Un peu plus loin, sur ce vaste champ de bataille, le général Ducrot avait dès le matin ses troupes massées entre Drancy et Bondy. Il n'avait aucune peine à distinguer la vivacité du combat dans Le Bourget, il était fort impatient; seulement il avait l'ordre de n'entrer en action que lorsque Le Bourget serait enlevé, lors-

qu'il verrait le drapeau français hissé au sommet de l'église. A ce signal, il devait se mettre en marche, se porter sur le chemin de fer de Soissons, puis sur Blancménil, Aulnay, Sevran. Le général Ducrot n'avait rien vu encore, il comprenait à l'intensité du combat qu'on devait avoir des embarras dans Le Bourget, il sentait que tout retard pouvait être funeste. Alors, n'écoutant que son inspiration, il commençait malgré tout son mouvement. Il lançait la division Bellemare, qui s'emparait rapidement de Groslay, de la ligne de Soissons. L'artillerie de la division Courty allait aussitôt s'établir à l'abri du chemin de fer pour canonner Aulnay, Blancménil. Le général Ducrot se disposait à poursuivre sa marche, lorsqu'à midi et demi il recevait un avis du général Trochu qui lui disait : « L'attaque du Bourget paraît avoir échoué, nous n'avons plus de point d'appui à gauche. Votre mouvement sur Aulnay et Blancménil ne peut continuer; arrêtez-vous... » Il fallait s'arrêter. L'ennemi distinguait du reste parfaitement que l'effort qui devait porter sur Aulnay était déjoué avant d'avoir été sérieusement tenté. Dès ce moment, toutes les batteries prussiennes, et elles étaient nombreuses, ouvraient un feu effroyable, auquel notre canon répondait énergiquement jusqu'au soir. On avait cherché une bataille d'infanterie, c'était plus que jamais un duel d'artillerie, duel, à vrai dire, plus bruyant que meurtrier. De ce côté, tout était fini.

Que se passait-il pendant ce temps à la droite de l'armée, dans cette partie en quelque sorte indépendante de l'action confiée au général Vinoy? Les forces que le général Vinoy avait à sa disposition se composaient de la division d'Hugues, chargée de la garde d'Avron, de la brigade de gendarmerie d'Argentolle, appartenant à la nouvelle division de Malroy, de la brigade de marine du capitaine Salmon, détachée de la division Pothuau, de la brigade Blaise. L'artillerie était sous les ordres du général Favé, qui avait été attaché à la troisième armée après le 2 décembre, et qui, dans cette nouvelle journée, recevait une assez sérieuse blessure en conduisant ses batteries au combat. Dès la matinée, le général Vinoy avait engagé ses forces sous la protection d'Avron, dont le feu ouvrait le chemin à nos soldats. La brigade Blaise devait passer par Neuilly-sur-Marne sans s'y arrêter, et se jeter aussitôt sur la Ville-Évrard. Le capitaine Salmon avait sa direction à gauche sur la Maison-Blanche. A la suite de ces deux colonnes marchait la brigade d'Argentolle, et à mesure que le mouvement se dessinerait, les bataillons de garde nationale devaient venir prendre les positions dépassées par les troupes. L'opération s'accomplissait ainsi réellement. Les Saxons, après une courte défense, se repliaient assez précipitamment de la Maison-Blanche et de la Ville-Évrard, qui dès midi restaient en notre pouvoir.

Jusque-là tout allait bien. L'insuccès de la journée dans la plaine de Saint-Denis ne permettait guère de s'avancer plus loin à l'est ni même peut-être de rester où l'on était. Néanmoins le général de Malroy et le général Blaise demandaient instamment de garder la Ville-Évrard, ne fût-ce que pour encourager leurs soldats en les maintenant sur une position conquise, et c'était là l'origine d'une échauffourée nocturne qui aurait pu être un désastre. Le soir venu en effet, les chefs saxons, mécontens du mouvement de retraite de leurs troupes, lançaient deux colonnes qui arrivaient à l'improviste, essayant d'envelopper la Ville-Évrard et de nous couper toute retraite. Par un contre-temps de plus, des Saxons, au moment de la retraite de leur poste, étaient restés cachés dans des caves qu'on avait négligé de fouiller. Aux premiers coups de feu, ils sortaient de leurs réduits et se jetaient dans la mêlée. Nos soldats surpris ne savaient pas où ils en étaient au milieu de cette fusillade venant de tous les côtés. Le général Blaise, sortant pour rallier son monde, tombait frappé à mort. Le colonel Rogé, du 112e de ligne, prenant le commandement, essayait à son tour de se dégager, et il se frayait un chemin vers Neuilly-sur-Marne, tandis que le reste des troupes se défendait encore dans la Ville-Évrard. Fort heureusement les Saxons n'y voyaient pas plus clair que nous, ils ne se sentaient pas sûrs de leur succès, et ils se retiraient. Au jour, on finissait par se reconnaître au milieu de cette confusion, où il y avait eu de tristes défaillances, des fuites éperdues et même la désertion d'un officier français qui avait passé à l'ennemi. On était toujours à la Ville-Évrard; mais ce qu'il y avait de mieux à faire évidemment était de se retirer aussitôt avec le moins de désordre possible.

Voilà donc ce qui restait de cette journée du 21 : une lutte sanglante, héroïque, mais stérile au Bourget, un commencement d'action vers Aulnay, un demi-succès suivi d'une pénible échauffourée à la Ville-Évrard. Les pertes, il est vrai, étaient peu sérieuses, sauf au Bourget, où les marins avaient eu 260 hommes hors de combat sur moins de 700 et 8 officiers tués sur 15 présens au feu; le résultat ne répondait guère aux espérances qu'on avait conçues, à l'étendue de l'action, aux forces et aux moyens qu'on avait déployés. On le sentait bien, on comprenait quel douloureux retentissement allait avoir dans Paris cette entreprise avortée : aussi le général Trochu se hâtait-il d'expliquer dans un bulletin qu'on avait été « contrarié par l'état de l'atmosphère, » que la journée du 21 n'était que « le commencement d'une série d'opérations, » et en effet il affectait de maintenir l'armée dans ses postes extérieurs au risque de la laisser exposée aux plus dures épreuves, il occupait les soldats à des travaux de tranchée, de cheminement, d'é-

paulement. C'était un moyen de faire prendre patience aux Parisiens en leur promettant avant peu « une affaire plus vigoureuse. »

Le général Trochu croyait-il ce qu'il disait? Il le croyait sans doute, il s'efforçait de surmonter ses propres découragemens et d'opposer à tous les contre-temps une sérieuse fermeté d'âme. On ne pouvait cependant prolonger cette illusion; on le pouvait d'autant moins que l'armée elle-même commençait à s'émouvoir; elle avait le sentiment vague d'une situation où elle ne pouvait plus rien, et par un surcroît de misère, dès le soir même du 21 le froid le plus violent s'était déclaré. Il y eut dans la nuit jusqu'à 14 degrés au-dessous de zéro. Les soldats, selon un témoin de ces scènes, appelaient ces bivouacs du nord de Paris « le camp du froid. » Pour faire leur soupe après un jour de bataille, ils avaient du riz, du biscuit, de l'eau qu'on allait puiser en perçant la glace du canal de l'Ourcq et qui gelait pendant le transport. Pour s'abriter, on n'avait rien, la terre durcissait rapidement au point qu'on ne pouvait plus enfoncer les piquets de tente. Une bise aiguë et des nuages de grésil fouettaient le visage des hommes groupés et grelottans autour de quelques mauvais feux de bois vert. M. Jules Favre lui-même a raconté ce qu'il avait éprouvé en allant avec M. Jules Simon au fort d'Aubervilliers pour voir le gouverneur; « voilà Moscou aux portes de Paris, me dit M. Simon d'un ton brisé ! » A partir du 21 décembre au soir, les souffrances étaient terribles. Le lendemain, il y avait dans les camps neuf cents cas de congélation, et chaque matin c'était de même. Le général Ducrot, qui, tout malade qu'il était, se rendait aux tranchées et se mêlait à ses soldats pour les soutenir de son courage, ne manquait pas de signaler cet état. Après quelques jours, on se décidait à rappeler dans ses cantonnemens la moitié de l'armée en laissant l'autre moitié au service des tranchées de concert avec la garde nationale. L'épreuve avait été dure et avait développé des symptômes inquiétans.

L'affaire du Bourget, sans être une grande bataille perdue, avait été peut-être sous ce rapport plus qu'une défaite. C'était la première manifestation caractérisée et saisissante de l'épuisement de la défense militaire. L'armée était la victime d'un phénomène dont on n'était pas frappé parce qu'il se réalisait par degrés, insensiblement, parce qu'on vivait soi-même dans ce milieu. Elle commençait à se ressentir cruellement de ces trois mois de siége qui venaient de passer. Elle était suffisamment nourrie sans doute, elle n'était pas soumise à de trop dures privations. Sait-on cependant ce que peuvent produire sur des masses d'hommes toujours sous les armes trois mois de cette vie de séquestration, de tension perpétuelle et de souffrances? Ils avaient produit parmi les troupes une sensible altération des forces physiques. En peu de temps, près de 20,000 hommes

rentraient dans Paris sans blessures, mais atteints d'anémie, perdus de santé. « Ils disparurent dans le gouffre, dit le général Trochu, je ne les revis plus. » La force morale diminuait naturellement avec la force physique. Sans doute il y avait toujours des cœurs intrépides, il y avait des régimens, des bataillons, dont le moral se maintenait, sur lesquels on pouvait compter. Les marins, les gendarmes, quelques corps d'infanterie, restaient des troupes solides, et on n'avait pas de peine à trouver de hardis partisans pour tenter des aventures sur le front de nos lignes. La masse était atteinte, découragée, et de plus les soldats finissaient par s'aigrir, soit parce qu'ils ne croyaient plus au succès, soit parce qu'ils entendaient derrière eux le murmure des Parisiens, qui trouvaient toujours qu'on ne faisait pas assez, qui auraient demandé chaque matin une grande bataille à des hommes éprouvés par le feu, par trois mois de fatigues et de souffrances.

L'incohérence et la division se mettaient parmi les légions de la défense. On avait beau faire, entre l'armée et la garde nationale, qui était la population parisienne en uniforme, il y avait des froissemens, une sorte d'antagonisme naissant particulièrement de cette circonstance, que la garde nationale avait fort peu donné jusque-là tout en faisant beaucoup de bruit, tandis que l'armée portait le poids de la lutte depuis trois mois. La garde nationale restait persuadée qu'on ne se servait pas assez d'elle, qu'avec elle on pouvait avoir raison des Prussiens, que l'esprit militaire perdait tout, que les soldats étaient mal conduits ou ne voulaient plus se battre. L'armée qui souffrait, l'armée à son tour ne pouvait se défendre d'une certaine ironie amère quand elle voyait arriver dans ses lignes, au son irritant de *la Marseillaise*, ces gardes nationaux souvent accompagnés de femmes et d'enfans, suivis d'omnibus et portant tout un attirail, jusqu'à des cheminées à la prussienne. Les chefs militaires suppliaient qu'on ne leur envoyât plus de gardes nationaux, qui leur attiraient, disaient-ils, « les incidens les plus fâcheux. » Le fait est que, pour un petit nombre de bataillons dévoués et solides, beaucoup entendaient singulièrement le service, et quelques-uns, les plus exaltés, les plus révolutionnaires, se déshonoraient par des scènes d'ivresse ou par la désertion des tranchées (1). Plus d'une fois des soldats de la ligne, des mobiles,

(1) Un adjoint de Paris, qui du reste a eu depuis un rôle dans la commune, traçait lui-même, à la date du 21 décembre 1870, la peinture significative des habitudes d'une partie de la garde nationale dans les expéditions extérieures. Il racontait ainsi le départ d'un des bataillons de son arrondissement : « Le départ a été ce qu'il doit être fatalement pour tout bataillon de marche : libations copieuses et multipliées des amis qui restent et des amis qui s'en vont, poignées de main fraternelles échangées devant le comptoir d'étain, chants patriotiques et bachiques, refrains lestes ou grivois,

furent obligés de reprendre des postes abandonnés par des gardes nationaux. Ce n'était pas fait pour relever le moral des troupes, pour maintenir entre l'armée et la garde nationale cette virile camaraderie qui est une force quand elle est nouée dans le péril, dans des souffrances communes.

Voilà la situation que l'affaire du 21 décembre accusait d'une manière saisissante. Après cette journée, on le sentait, le siége ne pouvait plus être qu'une lutte contre l'impossible, un effort incohérent et douloureux pour tenir le plus longtemps qu'on pourrait. Ce n'était pas encore la fin, puisqu'on allait passer cinq semaines à se débattre, c'était le commencement de la fin. Tout concourait à préparer le dénoûment. Les vivres étaient comptés; les épreuves s'aggravaient pour Paris, qui voyait peu à peu tout lui manquer. D'une heure à l'autre, l'ennemi, qui avait eu trois mois pour s'organiser, pour serrer autour de nous le cercle de feu de ses batteries, pouvait essayer de frapper le dernier coup, et on n'avait à lui opposer qu'une défense militaire ébranlée, la résolution désespérée d'une population qui ne se décourageait pas, qui s'acharnait au contraire à la résistance, qui ne voulait rien entendre, mais qui en était déjà aux plus cruelles extrémités. C'est là le drame de ce dernier mois, pendant lequel tout se hâte, tout se précipite à travers les convulsions d'une défense abandonnée à elle-même, obstinée et sans espoir.

II.

De toute façon en effet, c'était le commencement de la période sombre du siége pour cette population parisienne qui depuis trois mois s'était si intimement associée à la lutte par ses émotions, par son courage, par ses illusions, et qui maintenant se voyait menacée de tous les fléaux de la guerre, de la famine et du bombardement. La première question était de vivre, de savoir jusqu'où l'on pouvait aller. C'était un sujet de cruelle anxiété pour le gouvernement, qui s'épuisait à renouveler ses calculs et qui ne réussissait pas toujours à se reconnaître dans ses évaluations.

en un mot la pittoresque exhibition de tout l'arsenal de gaîté et de courage riant qui est l'apanage de notre vieille race gauloise... Ce jour-là, Mars, dégoûté de Vénus, a pris Bacchus pour compagnon. Si le dieu du vin a trop bien secondé le dieu des armées, les buveurs d'eau peuvent seuls s'en plaindre, et ce n'est pas nous, les républicains de la veille et de l'avenir, qui jetterons la pierre à de bons citoyens. » Ledit bataillon avait à se défendre de quelques peccadilles, par exemple d s'être livré à toute sorte d'incongruités dans une église voisine de Paris. Je ne cite ceci que pour expliquer les défiances des généraux. Heureusement, cela va sans dire, toute la garde nationale n'était pas ainsi.

Jusque-là on avait vécu, sans éprouver de trop pénibles privations, des approvisionnemens publics, de toutes les ressources accumulées dans une ville comme Paris. Tout avait été organisé à l'origine non sans une certaine confusion, mais du mieux qu'on pouvait. C'était la ville qui fournissait la farine par l'intermédiaire de la caisse de la boulangerie, en mesurant autant que possible la consommation quotidienne. C'était le ministère du commerce qui, sous la direction supérieure d'une commission des subsistances, fournissait la viande aux mairies, chargées à leur tour de régler le mode de distribution aux habitans. Le droit de réquisition au nom de l'état ne s'était d'abord exercé que sur ces deux objets principaux d'alimentation, le pain et la viande; le reste était laissé au commerce libre. Avec ce système, complété par la prévoyance des particuliers ou de l'industrie privée, on avait passé les huit ou dix premières semaines. Bientôt la disette commençait à se faire sentir. A dater du 22 novembre, le parc de bestiaux n'existait plus. Ce qui restait de vaches laitières ou de bœufs était pour les enfans et pour les malades. De temps à autre, les Prussiens voyaient encore errer sur les croupes du Mont-Valérien quelques bêtes maigres qu'ils appelaient « le troupeau de parade. » Aux premiers jours de décembre, on se trouvait réduit à une consommation quotidienne de 600 chevaux; on tombait à la modeste et peu réconfortante ration de 30 grammes de cheval! Le froment ne manquait pas encore, on espérait même, par toute sorte de précautions et de combinaisons, pouvoir arriver jusqu'à la fin de janvier. C'était la farine qui manquait, il fallait moudre le grain. On avait songé à organiser des moulins dans les gares de chemins de fer, on utilisait 300 paires de meules construites en toute hâte par M. Cail. Avec tout cela, on n'était pas même assuré encore d'avoir de quoi nourrir chaque jour une ville de 2 millions d'âmes. On entrevoyait la nécessité du rationnement; mais ce seul mot, prononcé vers le 10 décembre, suffisait pour jeter une véritable panique dans la population. Alors, pour ajourner un rationnement pourtant nécessaire et qu'on ne pouvait éviter d'un moment à l'autre, qu'on pratiquait d'ailleurs un peu sans le dire depuis le commencement, pour ménager autant que possible les ressources de la défense, on imaginait de mêler au blé de l'avoine, de l'orge, du riz, du seigle, tout ce qu'on pouvait trouver. C'était le commencement de ce pain de plus en plus mélangé, de plus en plus noir, où il n'y avait plus à la fin que 10 pour 100 de blé, et qui restera éternellement le pain du siége. Il y a eu un moment où Paris a vécu de moins de 300 grammes de ce pain et de 30 grammes de cheval!

Tout manquait du reste à la fois. En même temps que les appro-

visionnemens publics s'épuisaient, le commerce arrivait au bout de ses dernières réserves, et l'on s'ingéniait à suppléer aux objets d'alimentation régulière par toute sorte d'inventions bizarres. Dans cette ville du luxe, devenue tout à coup la ville de la misère, le pain était noir, on faisait avec des os réquisitionnés un bouillon d'une nature équivoque, il y avait place de l'Hôtel-de-Ville un « marché aux rats, » et des boucheries d'une nouvelle espèce débitaient avec l'âne, le mulet, le cheval du gouvernement, ce qu'on appelait de la « viande de fantaisie, » l'antilope, le kangurou, l'éléphant, que le jardin d'acclimatation ne pouvait plus nourrir. D'un autre côté, par un hiver glacial et implacable, on avait de la peine à se chauffer; on était réduit au bois vert ou à des débris de démolitions. Le charbon, la houille, le gaz, disparaissaient; la lumière elle-même devenait rare; on n'avait plus de quoi éclairer le soir les rues désertes et sombres. A mesure que les privations de toute sorte augmentaient, les maladies sévissaient. La mortalité, vers les derniers jours de décembre, montait à plus de 3,600 décès par semaine; elle allait atteindre avant la fin du siége le chiffre de près de 4,700 morts.

C'était assurément un temps de souffrances pour tout le monde, et si au milieu de ces dures, de ces meurtrières épreuves d'un long siége, il y a eu des héros, ce ne sont pas ceux qui faisaient le plus de bruit, qui parlaient toujours d'aller se jeter sur les lignes prussiennes; ce ne sont pas même les plus nécessiteux, quoiqu'ils aient eu certainement leur part aggravée de misère. Pour ceux-ci, dont le chiffre ne s'élevait pas à moins de 470,000 inscrits à l'assistance publique, on avait établi des fourneaux économiques, des cantines, où ils trouvaient, les uns gratuitement, les autres pour une modique somme de 30 ou 40 centimes, une nourriture suffisante et assez saine. Les gardes nationaux avaient leur solde. Ceux qui ressentaient le plus les effets du siége étaient de cette classe nombreuse, modeste, peu bruyante, qui, sans être riche, n'était pas assez pauvre pour recourir aux distributions publiques, et qui épuisait ses dernières ressources dans ce duel intime, obscur, de toutes les heures, contre des privations croissantes. Les vrais héros du siége étaient ceux qui souffraient sans rien dire, c'étaient ces femmes qui dès le matin, quelquefois avant le jour, allaient se presser, « faire la queue » à la porte des boucheries. Qui de nous n'a été témoin de ces navrans spectacles? Dans les quartiers où le service était mal organisé, et il y en avait plus d'un dans Paris, ces malheureuses, supportant la neige ou la pluie, les pieds dans la boue, glacées, ayant sur les bras des enfans hâves, bleuis par le froid, étiolés par le dénûment, attendaient souvent trois ou quatre heures

pour avoir une maigre ration de cheval, ou, à défaut de cheval, une ration plus maigre encore de salaison, de morue ou de hareng. Pourtant on ne se plaignait pas, ou du moins la plainte n'était pas de la défaillance. On faisait quelque plaisanterie sur Trochu; on souffrait tout vaillamment, presque gaîment, parce qu'on espérait encore, parce qu'on était résolu de mettre au service de la défense tout ce qu'on avait de bonne volonté, de résignation et de courage. Le moral, trempé dans une lutte de trois mois, se soutenait par le double et tout-puissant ressort du patriotisme et de l'orgueil parisien. On était prêt à tout subir pourvu que Paris fût sauvé.

L'épreuve néanmoins commençait à être dure, d'autant plus redoutable que désormais chaque heure amenait, avec une aggravation de ces souffrances intérieures, avec une diminution des forces et des ressources de la ville investie, le danger d'une attaque de cet ennemi extérieur contre lequel on se brisait depuis trois mois, qui avait passé ce temps à se rendre inexpugnable, attendant le moment de frapper d'un dernier coup sa grande proie. Jusque-là on avait entendu le canon autour de Paris, on avait eu les émotions ardentes de ces sorties toujours infructueuses, on avait connu les rigueurs du blocus sans avoir eu à essuyer réellement une attaque de vive force, sans avoir vu le feu de l'ennemi arriver dans les rues; maintenant on touchait au bombardement, cette dernière ressource sur laquelle les Prussiens comptaient pour en finir.

Le bombardement commençait en effet le 27 décembre, après cent jours de siége. Depuis leur arrivée sous Paris, les Prussiens s'étaient bornés à une immense opération de blocus, à l'organisation de leurs puissantes et inexpugnables lignes d'investissement. Ils étaient maîtres de toutes les positions, ils avaient multiplié, ils multipliaient de jour en jour les travaux préliminaires pour une attaque de vive force, si elle devenait nécessaire, ils n'avaient pas entrepris un véritable siége. Encore au commencement de décembre, ils n'avaient pas fait venir d'Allemagne leur parc d'artillerie, leurs grosses pièces, parce qu'ils en étaient restés à cette première pensée que Paris bloqué, même avec ses approvisionnemens considérables, ne pouvait tenir au-delà de huit ou dix semaines, puis parce que le transport d'une immense artillerie de siége offrait des difficultés presque insurmontables tant qu'on ne disposait que d'une seule ligne de chemin de fer, qui suffisait à peine aux besoins multiples de l'armée d'invasion. Enfin les Allemands avaient à se débattre avec toutes les circonstances de guerre, d'abord jusqu'à la fin d'octobre avec le siége de Metz, qui occupait une partie de leurs forces, bientôt avec les armées de province, qui se levaient, qui tourbillonnaient de toutes parts, qui à un certain moment devenaient

menaçantes. Les Prussiens ne se hâtaient pas devant Paris : ils comptaient sur le temps, sur la famine et sur les agitations intérieures. Aux premiers jours de décembre cependant, la situation se dégageait pour eux en s'assombrissant plus que jamais pour nous. Après la reprise d'Orléans, les Prussiens n'avaient plus autant à craindre l'armée de la Loire. Après Champigny, ils pouvaient croire que l'armée de Paris avait jeté son dernier feu. De tous côtés, ils s'étendaient en France, ils avaient maintenant tout un réseau de chemins de fer aboutissant aux lignes d'investissement. Dès lors ils pouvaient et ils devaient ramener leurs efforts sur Paris, où les agitations sur lesquelles ils comptaient avaient été vaincues par le patriotisme, et où la résistance dépassait leurs prévisions.

Une action plus décisive était même pour les chefs prussiens presque une nécessité politique. Déjà l'opinion en Allemagne commençait à s'émouvoir de cette attente prolongée devant Paris. On n'y comprenait rien, on accusait l'état-major d'agir avec lenteur, de céder à des considérations de diplomatie humanitaire, de ménager la « Babylone moderne, » au risque de laisser souffrir les armées allemandes campées dans la neige autour de Paris. Les femmes elles-mêmes s'en mêlaient; cette douce et poétique Allemagne avait l'impatience assez sauvage du bombardement, comme pour punir les Parisiens de leur « entêtement frivole, » de la « méchante » obstination qu'ils mettaient à ne pas comprendre que, dans l'intérêt de l'humanité et pour éviter une effusion de sang qui attristait les cœurs allemands, ils devaient ouvrir leurs portes et accepter les « conditions généreuses » que le vainqueur leur accorderait ! Au fond, dans cette impatience, il y avait une certaine lassitude de la guerre, qui ne laissait pas de gagner les soldats eux-mêmes dans leurs camps.

C'est alors que l'état-major se décidait à se mettre en mesure d'activer le siége par une attaque d'artillerie, non sans doute pour céder à une pression d'opinion dont il s'inquiétait peu, mais parce que c'était dans ses calculs, parce qu'il croyait venu ce qu'il appelait le « moment psychologique » pour Paris, et aussi parce qu'il avait désormais à sa disposition des voies de transport plus faciles. Même dans cette situation plus libre, ce n'était pourtant pas encore aisé d'amener sur le terrain un immense matériel de siége, dont une partie au moins était en Allemagne, avec un approvisionnement suffisant de munitions pour que le feu une fois engagé ne fût plus interrompu. Pour les attaques de l'est et du nord, sur Avron ou sur Saint-Denis, la difficulté n'était pas grande, puisque de ce côté les chemins de fer touchaient presque aux lignes d'investissement. Pour gagner le sud de Paris, il y avait 80 kilomètres à parcourir de Nanteuil à Villacoublay, où s'accumulait le parc de siége. On aurait eu

besoin de 5,000 voitures, on n'en avait que 400 ou 500, péniblement réquisitionnées en France. On n'avait point hésité alors, on s'était hâté de former en Allemagne des colonnes spéciales d'artillerie, des « colonnes de parcs, » munies de près de 2,000 fourgons, qu'on faisait arriver par des convois successifs. En quelques jours, ce travail colossal était assez avancé pour que les batteries allemandes, organisées et armées de toutes parts, n'attendissent plus que le signal du feu. Si, comme le disait assez singulièrement le général Trochu dans une dépêche à un de ses lieutenans, c'était là une victoire de la résistance parisienne contraignant l'ennemi à « employer les grands moyens, » l'ennemi à son tour, il faut l'avouer, prenait cette victoire en patience. Il en était peu troublé, car en ce moment même, à la veille du bombardement de Paris, s'accomplissait au camp prussien, à Versailles, un événement étrange, sanction et couronnement de la guerre poursuivie contre la France. Les Allemands refaisaient un empire et un empereur dans la ville où, selon leur expression, « plus d'une désastreuse campagne contre la patrie germanique avait été conçue. »

C'était le dénoûment politique avant la fin du drame militaire. Le jeune roi de Bavière avait pris peu auparavant l'initiative de cette consécration souveraine de l'unité allemande en offrant au roi Guillaume la couronne de l'empire « restauré. » Le *Reichstag* de la confédération du nord, réuni à Berlin le 10 décembre, s'était empressé de sanctionner cette proposition. Aussitôt délégués du parlement, princes, ducs, grands-ducs et margraves avaient pris le chemin de Versailles, et le dimanche 18 décembre, en plein palais de Louis XIV, le roi Guillaume recevait la couronne qu'on venait lui offrir. Le thème de tous les discours échangés dans la cérémonie « à jamais mémorable » était que la nation allemande ne devait pas déposer les armes « tant que la paix ne serait pas garantie par des frontières inexpugnables contre les attaques de voisins jaloux. » A ces députés porteurs d'une couronne et fêtés aux dépens de Versailles, on aurait bien voulu sans doute offrir les prémices de ce bombardement de la grande ville, si impatiemment attendu par l'Allemagne. M. de Bismarck leur faisait du moins la galanterie de les inviter à une promenade dans les lignes du siége, et en repartant pour Berlin ils emportaient la « bonne nouvelle » de la prochaine attaque de Paris. C'était le don de joyeux avénement du nouvel empereur, mieux encore c'était le « cadeau de Noël. » Le soir du 25 décembre, par ordre supérieur, on annonçait dans tous les cantonnemens des troupes allemandes que le bombardement devait enfin commencer le lendemain, et il commençait en effet, sinon le lendemain, du moins le surlendemain 27, à huit heures du ma-

tin, au milieu d'un ouragan de neige, sur toutes les défenses de l'est, sur Nogent, Rosny, Noisy, et particulièrement sur Avron. Le bombardement se dessinait d'abord à l'est pour se transporter bientôt au nord, où il atteignait Saint-Denis sans le dépasser, et au sud, où il allait atteindre Paris lui-même, le Paris de la rive gauche jusqu'à la Seine.

L'attaque était maintenant engagée; elle s'ouvrait par le feu de soixante-seize pièces de gros calibre subitement démasquées en face et autour de nous, à Gagny, au Raincy et à Noisy-le-Grand. Au premier instant, les forts ne souffraient pas trop; c'est Avron surtout qui avait à supporter le poids de ce formidable assaut, auquel l'artillerie du colonel Stoffel répondait de son mieux. Après un moment de surprise et de panique, nos jeunes troupes chargées de la garde du plateau ne tardaient pas à se remettre, soutenues par un vieux et vaillant soldat, le général d'Hugues, qui se rendait sur le terrain, donnant partout l'exemple de la fermeté sous les obus. Assurément ces troupes ne manquaient ni de bonne volonté ni de courage, et si l'infanterie prussienne s'était présentée pour essayer d'enlever le plateau, elle aurait été chaudement reçue. La position cependant ne laissait pas de devenir critique. C'était une lutte ingrate et pénible pour ces jeunes conscrits, pour ces mobiles de la Seine, qui le premier jour perdaient une centaine des leurs sans se battre. Les abris étaient fort incomplets, ils n'avaient pu être achevés par ce temps de gelée; la terre durcie résistait à la pioche. Les travaux de nos batteries étaient eux-mêmes insuffisans. En quelques heures, notre artillerie avait essuyé des pertes sérieuses, elle avait eu des pièces mises hors de combat, elle se trouvait engagée dans un duel inégal dont le colonel Stoffel, le général d'Hugues, le général Vinoy, se hâtaient de signaler le danger. Dès le second jour, le mal était assez sérieux pour que le gouverneur tînt à se rendre lui-même sur le plateau. Il parcourait les tranchées avec la plus calme intrépidité, sans hâter le pas, sous la pluie d'obus qui redoublait, encourageant tout le monde d'une cordiale parole. Le général Trochu ne pouvait se méprendre sur le péril, il sentait la nécessité de se dérober à une lutte meurtrière, sans issue et sans profit, sur une position aussi avancée, de toutes parts enveloppée de feux. C'était là toutefois une difficulté des plus graves. Il n'y avait pas moyen de se retirer en plein jour sous les yeux de l'ennemi. On ne pouvait enlever le matériel que la nuit, au milieu de l'obscurité, par des pentes couvertes de verglas. Aussitôt on avait recours aux hommes des rudes besognes, aux marins du vice-amiral Saisset. Ces braves gens, avec les artilleurs du colonel Stoffel, réussissaient à ramener dans la nuit du 28 au 29 toute l'artillerie

du plateau, sauf deux pièces de marine, dont l'une avait roulé dans un fossé, et qu'on sauva le lendemain.

Les Prussiens n'avaient point après tout gagné une grande victoire. Ils avaient puni Avron du mal qu'il leur avait fait au 30 novembre et au 2 décembre, ils tenaient à mettre dans leurs bulletins qu'ils avaient pris le « mont Avron. » En réalité, ils n'étaient pas plus maîtres du plateau que nous-mêmes; nous ne pouvions pas le garder sous leur feu, ils ne pouvaient pas l'occuper, parce qu'ils auraient été sous le canon de nos forts. C'était une zone devenue neutre. Au point de vue militaire, l'abandon d'Avron n'avait pas de sérieuses conséquences, et même l'attaque de l'est ne pouvait aller bien loin. Seulement c'était la preuve que l'ennemi, impatient d'en finir, se sentait désormais en mesure de sortir de la défensive, où il était resté jusque-là, pour passer à une offensive décidée, dont les coups devenaient une menace pour tous les points vulnérables de la grande place.

Ainsi Paris, dévoré de souffrances intérieures, livré à des privations croissantes, se voyait maintenant exposé à être assailli d'un moment à l'autre jusque sur ses remparts, jusque dans ses murs, par le canon allemand. Ce qu'il y avait de grave, c'est que cette première péripétie du bombardement apparaissait comme une manifestation plus sensible de la phase extrême du siége où l'on entrait, comme le signe de l'impuissance, d'une certaine désorganisation de la défense au moment le plus difficile. Que la défense, sans être complétement épuisée, fût dès lors jusqu'à un certain point affaiblie et impuissante, on n'en pouvait douter, et ce n'était pas l'élément le moins redoutable de la situation. Évidemment la défense se sentait atteinte; elle ne répondait plus, elle ne pouvait plus répondre aux illusions, aux impatiences d'action, aux désirs d'une ville toujours acharnée à la résistance, et ce malheureux incident d'Avron avait justement pour effet de mettre plus vivement à nu, d'aggraver un malentendu déjà existant entre une défense régulière, obligée de tenir compte de tout, et une population qui ne voulait tenir compte de rien. L'abandon d'Avron, qui n'était pas un événement militaire d'une sérieuse importance, prenait tout à coup aux yeux des Parisiens le caractère d'une défection, d'une retraite combinée pour préparer une capitulation. C'était le signal d'un redoublement d'inquiétude et d'alarme dans la masse de la population, d'un déchaînement nouveau des agitateurs empressés à saisir ce prétexte. Toutes les animosités, toutes les défiances, éclataient à la fois contre la direction militaire, contre la marche des opérations depuis le premier jour du siége. On se plaignait de tout ce qui arrivait, de ce qu'on faisait et de ce qu'on ne faisait pas. On accusait naturellement les

chefs de l'armée, le général Trochu, qui jusque-là était resté assez populaire, et qui maintenant subissait à son tour la fatalité de l'insuccès, qui avait plus que tout autre à supporter la responsabilité de toutes les déceptions, et qui était à coup sûr le plus embarrassé des hommes au milieu des complications désastreuses qui s'accumulaient d'heure en heure autour de lui.

Je ne sais en effet s'il y eut jamais une situation comparable à celle de ce commandant de place forte réduit à se débattre au milieu de toutes les impossibilités et de toutes les surexcitations, ayant à compter avec tout, avec les mille difficultés de la plus vaste opération de guerre, avec les misères et les passions d'une ville populeuse, avec ceux qui lui demandaient la lutte à outrance et avec ceux qui lui demandaient la paix, avec l'ennemi extérieur qui le pressait, et même avec les défiances ou les critiques de ses collègues dans un gouvernement dont il était le président. Un autre eût-il mieux fait? On semblait oublier qu'on avait abordé le siége avec l'espoir de tenir au plus soixante jours, et qu'on avait déjà dépassé le troisième mois de résistance, que pendant ce temps on avait fait une armée, on avait livré des batailles comme celle de Champigny, et que ces résultats ne s'étaient pas sans doute produits tout seuls.

Assurément le général Trochu avait été le premier à cette œuvre de défense par son activité et son dévoûment, il lui avait donné la durée et l'honneur. Ce qui était possible, il l'avait fait; mais il est clair aussi qu'à dater d'un certain moment, après les affaires de la Marne, il se sentait à bout, débordé et entraîné par un courant dont il n'était plus maître. Il flottait à la merci des événemens, opiniâtre au devoir, perplexe et irrésolu dans son action. Cet esprit brillant, honnête et subtil, reflétait la confusion des choses et la situation de l'homme condamné à la tâche ingrate de conduire une entreprise sans issue. Le chef militaire, en lui, était trop sérieux, trop clairvoyant, pour ne point se rendre compte de la vérité des faits, pour ne pas pressentir le dénoûment inévitable. Le chef de gouvernement, le politique avait l'idée fixe de toutes les capitulations qui avaient précédé, de Metz, de Sedan; il se prêtait aux illusions de l'opinion, dont il subissait les entraînemens, qu'il flattait et à laquelle il allait jeter cette étonnante déclaration : « le gouverneur de Paris ne capitulera pas! » Parole de sphinx qui, mal interprétée et mal comprise, avait l'air d'exprimer une confiance que le général Trochu ne partageait pas. C'était en un mot un mélange singulier d'ardeur et de découragement, de clairvoyance et d'illusion, de subtilité et de résolution, et à travers tout, au bout de tout, ce vif esprit se réfugiait dans une sorte de fatalisme ou de stoïcisme religieux dont il laissait échapper le

secret dans l'intimité. Il attendait. Qu'attendait-il? Il ne comptait ni sur l'arrivée des armées de secours, ni sur la possibilité pour l'armée de Paris de percer les lignes prussiennes, il comptait sur une intervention miraculeuse de sainte Geneviève! — Mais, lui disait-on avec une bonne humeur spirituelle tempérée de quelque tristesse, le roi Guillaume, lui aussi, a son saint, il faut alors mettre les deux saints en présence. — Catholique, Breton et soldat, — le général Trochu se servait un jour de ces mots pour se caractériser lui-même. La dévotion à sainte Geneviève était d'un bon catholique, l'opiniâtreté était du Breton, le soldat avait certes beaucoup fait, et dans ces tragiques extrémités il restait encore le plus embarrassé.

On ne rendait pas du reste l'œuvre facile au général Trochu, et ce serait une erreur de croire que tous les embarras lui venaient d'un seul camp. Il y avait des officiers supérieurs de mobiles provinciaux très braves, très dévoués, mais s'exagérant à eux-mêmes leur importance et médiocres juges de la situation, qui ne cachaient nullement leur désir de la paix, qui ne cessaient de déclarer la défense impossible, ou qui à l'heure critique du bombardement venaient demander naïvement au gouverneur de Paris de les envoyer à Belleville pour prendre leur revanche, disaient-ils, de l'inaction où ils avaient été laissés au 31 octobre. C'était peut-être assez mal choisir son moment. D'un autre côté, au sein même du gouvernement, il y avait tout un travail qui n'était, à vrai dire, qu'une des formes de la désorganisation. On parlait avec une amertume à peine déguisée de la mollesse, de l'indécision, même de l'incapacité de la direction militaire. Des membres du gouvernement, qui se croyaient sans doute fort habiles, se faisaient dans le conseil les organes des impatiences, des préjugés et des injustices de l'opinion. Sans avoir un grand faible pour la dictature de Tours, ils subissaient plus ou moins l'influence excitante de M. Gambetta, qui voyait tout, la politique et la guerre, avec son esprit de parti et son imagination, qui en ce moment même disait à la province qu'il y avait eu un carnage de sept mille Prussiens à Avron, que Paris « régénéré, antique, » tiendrait jusqu'à la fin de février, — et qui écrivait à ses amis de l'Hôtel de Ville que les Allemands étaient à bout, qu'ils avaient perdu près d'un demi-million d'hommes depuis leur entrée en France, que la défense de Paris devrait être plus audacieuse et plus active. Toujours est-il que depuis un mois surtout on était presqu'à l'état de conspiration vis-à-vis du gouverneur. En son absence, pendant qu'il était encore aux avant-postes, on discutait dans le conseil sur l'opportunité de lui enlever son commandement ou tout au moins de le mettre en tutelle.

Ce sont les *procès-verbaux* des délibérations du gouvernement

qui le disent. M. Picard déclare « que le gouverneur a eu pendant trois mois une dictature militaire et que rien n'a marché, » qu'il faut « la lui retirer, » qu'il n'est plus « l'homme de la situation. » M. Jules Favre dit la même chose. « Il voudrait une surveillance de l'action militaire et voudrait que le gouvernement reprît sa mission de contrôle et de défense. » Il est d'avis que *le gouvernement doit conduire lui-même les opérations militaires.* C'est la révocation du général Trochu, lui dit-on. M. Jules Favre l'entend bien ainsi, *il espère que le général le comprendra.* — Le lendemain, 26 décembre, nouvelle délibération; le général Trochu est présent cette fois. A la première marque de défiance, il n'hésite pas, il déclare qu'il est prêt à se retirer, que si l'on espère le succès avec un autre chef, il ne faut point hésiter, qu'il ne croit pas, pour lui, à la possibilité de donner des victoires à la foule, de percer les lignes prussiennes. On hésite alors, on ne veut plus de la retraite de Trochu, non pas qu'on se fie le moins du monde à sa capacité militaire, mais parce qu'on le croit seul parmi les généraux attaché à la république. M. Arago proteste, « car son premier soin, dit-il, serait de réclamer du nouveau général en chef une profession de foi républicaine. » Il demande seulement au gouverneur « de ne plus commander en général prudent, de tenter des coups en dehors de toutes les règles militaires... » Et voilà comment on entendait la défense nationale! voilà comment on aidait dans son œuvre épineuse et redoutable le gouverneur de Paris! Le général Trochu restait encore fixé à son poste, et pour le moment tout finissait par la réunion d'un grand conseil de guerre qui devait délibérer avec le gouvervement sur ce qu'il y avait à faire, sur ce qui était désormais possible.

Que se passait-il dans ce conseil, qui, après avoir été retardé par le bombardement, se réunisait au Louvre le soir du 31 décembre? La question posée par M. Jules Favre aux généraux se résumait en ceci : « croyez-vous pouvoir obéir au désir de la population à l'aide d'opérations militaires exécutées par l'armée et la garde nationale? Quel genre d'opérations peut-on tenter? » Les plus vaillans hommes de la défense, ceux qui depuis plus de trois mois portaient le poids du siége, étaient là : Ducrot, Vinoy, Frébault, Chabaud-Latour, La Roncière, Pothuau, Guiod, Bellemare, Noël. Pas un d'eux ne considérait comme sérieuse et réalisable l'idée d'une trouée à travers les lignes allemandes. Tout ce qu'on pouvait admettre à la rigueur serait, au dernier instant, d'essayer de sauver une partie de l'armée, de faire appel à des hommes de choix, de former plusieurs colonnes qui s'élanceraient à la même heure : passerait qui pourrait. Jusque-là, tenir de son mieux, durer le plus longtemps possible, harceler

l'ennemi, tenter des surprises, lutter contre le bombardement, c'était tout ce qu'on pouvait. Le général Frébault ajoutait même qu'il ne voyait pas de champ de bataille qui permît un grand déploiement de forces. Il reconnaissait néanmoins qu'une ville assiégée devait s'imposer des sacrifices. « Que l'on se batte donc de nouveau pour l'honneur de Paris, disait-il; mais on le fera pour accomplir un devoir, sans espoir de succès. » Seul, le chef d'état-major du gouverneur, le général Schmitz, tout en avouant l'impossibilité de percer les lignes, soutenait qu'on devait se mettre à la place du gouvernement, qui ne pouvait rendre les armes avec 300,000 hommes sans tenter un grand et suprême effort. Clément Thomas demandait à son tour qu'on offrît à la garde nationale une occasion de défendre sa ville, d'aller à l'ennemi, et le général Trochu résumait ce douloureux, mais instructif débat, en disant : « Quand nous approcherons de la crise finale, nous suivrons l'opinion du général Thomas... J'ai dit que je ne capitulerais pas, et je ne capitulerai pas. Cette dernière heure venue, le gouverneur de Paris vous proposera une suprême entreprise qui pourra peut-être se transformer en déroute, mais qui peut-être aussi pourra produire des résultats inattendus... »

C'était, à vrai dire, le programme encore assez vague de la fin du siége. Avant que ce conseil fût terminé, on touchait au premier jour de l'année 1871, qui se levait triste et chargé de terribles ombres pour Paris, tandis que Guillaume de Prusse recevait dans la salle des Glaces au palais de Versailles les députations de son armée, et que M. Gambetta prononçait au loin, à Bordeaux, du haut du balcon de la préfecture, des harangues par lesquelles il envoyait pour souhaits de bonne année plus de déclamations que de secours à ceux qu'il appelait ses « chers assiégés. »

III.

« Le gouverneur de Paris ne capitulera pas! » C'était une parole d'une bien confiante audace, si elle ne cachait pas une arrière-pensée, et qui était d'un effet étrange au milieu d'un bombardement suspendu sur une ville réduite à quelques jours de vivres. Pour échapper à une capitulation, il n'y aurait eu que deux moyens : ou bien une intervention de l'Europe, un acte de diplomatie venant à propos dénouer ou détendre la situation par un armistice avant la catastrophe, — ou bien le succès de cette entreprise de la dernière heure que le général Trochu laissait entrevoir comme l'acte désespéré de la défense.

Que pouvait-on espérer désormais de la diplomatie? Compter sur une négociation, au moins sur une négociation directe d'armistice,

on ne le pouvait plus. Toutes les tentatives avaient échoué, toutes les occasions avaient été successivement écartées. La dernière était une lettre venue du camp du prince de Saxe à Saint-Denis vers la fin de décembre, et qui à la rigueur, comme la lettre du comte de Moltke, aurait pu être prise pour une avance détournée. On ne s'y arrêtait pas, on n'attendait rien de ce côté. Depuis quelques semaines toutefois, dans cette Europe que nous ne connaissions plus que par son indifférence et sa « torpeur, » selon le mot de M. de Beust, avait surgi un incident vaguement entrevu d'abord à Paris, et qui, à une heure moins extrême, aurait pu être pour nous d'un précieux secours. Tandis que la guerre absorbait la France et la retranchait en quelque sorte du monde pour le moment, la Russie, habile à profiter de la circonstance et à se faire payer par M. de Bismarck le prix d'une neutralité qui garantissait à l'Allemagne l'immobilité de l'Europe, la Russie, quant à elle, songeait à prendre pacifiquement et diplomatiquement sa revanche de ses anciens mécomptes de Crimée. Par une circulaire du prince Gortchakof, qui coïncidait à peu près avec la chute de Metz, c'est-à-dire avec un progrès des victoires de la Prusse, la Russie avait signifié à tous les cabinets qu'elle se considérait désormais comme déliée des obligations du traité de 1856 au sujet de la neutralisation de la Mer-Noire. C'était l'annulation du résultat le plus essentiel de la guerre d'Orient. — Assurément l'acte semblait extraordinaire à l'Europe. L'Angleterre, partagée entre la mauvaise humeur et le sentiment de son impuissance, avait eu l'air d'abord de protester; l'Autriche avait reçu la circulaire du prince Gortchakof d'un ton assez sec; l'Italie avait répondu avec une modération réservée. Se soumettre simplement à une signification de la diplomatie russe, c'était dur. Comment sortir de là? M. de Bismarck avait suggéré un moyen accepté par tout le monde. Ce moyen, c'était une conférence qui devait se réunir à Londres. Ceci se passait au mois de novembre et dans le courant de décembre.

La France assisterait-elle à cette conférence, rassemblée pour défaire l'œuvre de la guerre d'Orient? C'était là justement la question qui s'agitait à Londres comme à Pétersbourg, à Bordeaux, où la délégation française avait été rejetée, et à Paris même. L'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, désiraient sincèrement qu'il y eût un représentant français à la conférence. La Russie le voulait également, et elle flattait notre diplomatie de vagues promesses de concours. M. de Chaudordy, délégué du ministre des affaires étrangères à Bordeaux, pressait vivement M. Jules Favre de sortir de Paris pour se rendre à Londres. M. Gambetta lui-même insistait énergiquement pour qu'on ne laissât pas échapper cette occasion de paraître devant l'Europe assemblée. Enfin à Paris, après d'assez longues hésitations,

on décidait qu'un plénipotentiaire serait envoyé à Londres, et ce plénipotentiaire devait d'abord être M. Jules Favre. Évidemment la France était intéressée à ne point déserter une réunion européenne où sa seule présence devait rappeler qu'il y avait en ce moment une question plus grave, plus brûlante que la question de la Mer-Noire. On ne lui promettait rien, il est vrai, et même il est probable qu'au premier mot qui aurait été prononcé, le représentant de la Prusse aurait arrêté toute délibération de la conférence. Il y avait du moins une tentative à faire, une occasion à saisir. Seulement, pour aller à Londres, il fallait commencer par sortir de Paris. Le moyen eût été tout simple sans doute, c'eût été un armistice, cet armistice que le pape Pie IX lui-même demandait au roi de Prusse, qu'on proposait encore une fois à demi, timidement, à Versailles. M. de Bismarck se refusait à tout. M. Jules Favre, chargé d'aller représenter la France à Londres, ne pouvait cependant partir en ballon. Alors le cabinet anglais se chargeait de demander à Versailles un sauf-conduit pour le plénipotentiaire français, et ici les dates prennent une singulière importance.

C'est le 30 décembre qu'arrivait à Versailles une lettre par laquelle lord Granville prévenait M. Jules Favre des arrangemens pris pour qu'il pût se rendre à la conférence, dont la réunion restait fixée aux premiers jours de 1871; ce n'est que le 10 janvier au soir que cette lettre parvenait à Paris par l'intermédiaire du ministre des États-Unis, M. Washburne. M. de Bismarck avait commencé par retenir la dépêche de lord Granville, prétextant de quelques mésaventures de parlementaires pour couper momentanément toute communication! Par une fatalité de plus, pendant ces quelques jours, on n'avait rien reçu de Bordeaux, on n'était au courant de rien. Dernier contre-temps : lorsque M. Jules Favre apprenait qu'il y avait pour lui un sauf-conduit à Versailles et lorsqu'il le réclamait, M. de Bismarck faisait des façons, il répondait évasivement, il prétendait qu'il ne pouvait y avoir de sauf-conduit constatant le caractère politique de M. Jules Favre, puisque le gouvernement de la défense nationale n'était pas reconnu. Quinze jours s'étaient ainsi passés, et dans l'intervalle le bombardement s'était développé sur le pourtour de Paris, il avait pris une intensité meurtrière, de sorte que M. Jules Favre se trouvait entre l'appel qui lui était adressé de Londres et le sentiment ému des devoirs qui le retenaient à Paris. Chose bien plus étrange, M. de Bismarck lui-même avec un goût douteux *se permettait*, — c'était lui qui employait ce mot, — de demander à notre ministre des affaires étrangères « s'il serait à conseiller qu'il quittât maintenant Paris et le poste de membre du gouvernement pour prendre part en personne à une conférence sur la Mer-Noire à un moment où il y avait en jeu des intérêts plus

graves pour la France et pour l'Allemagne que l'article 11 du traité de 1856... » Le chancelier prussien était un homme prévoyant : il tenait visiblement à garder M. Jules Favre sous sa main, et il n'était pas fâché en même temps de le retenir loin de Londres, ne fût-ce que pour écarter cette dernière chance d'une intervention de la diplomatie, — pour que la question restât uniquement désormais entre le canon allemand et Paris. M. de Bismarck avait réussi.

La question en effet était tout entière devant Paris. Le bombardement, après avoir commencé par l'est, n'avait pas tardé à s'étendre, enveloppant bientôt de feux toute une partie des défenses, pour finir par se fixer principalement sur Saint-Denis et sur le front sud. C'était évidemment par le sud que l'ennemi avait eu depuis le premier jour la pensée d'attaquer Paris. Les Allemands avaient près de deux cents pièces en batterie dans cette région, du pavillon de Breteuil à Thiais, en passant par Meudon, Clamart, Châtillon, Sceaux, Fontenay-aux-Roses, L'Hay. Ils avaient méthodiquement et habilement utilisé toutes les positions d'où ils pouvaient exercer une action sérieuse sur la place. Le 5 janvier, le bombardement s'était déclaré avec violence pour ne plus s'interrompre pendant vingt-trois jours; il portait à la fois sur les forts et sur la ville elle-même, qui dès lors recevait jusque dans ses murs les obus prussiens. Ce duel meurtrier, les forts le soutenaient très vigoureusement sans se laisser décourager. Vanves et Issy, par leur position à courte distance de l'ennemi, étaient naturellement les plus menacés; ils se trouvaient exposés à un feu presque continu qui les atteignait cruellement, et qui aurait fini par mettre particulièrement Issy en danger, si les Allemands avaient eu le dessein de tenter un assaut. Dans cette lutte de tous les instans, Montrouge, placé sous le feu de quatre batteries prussiennes, tenait tête avec une indomptable fermeté. C'était un vrai modèle de défense. Occupé dès le premier jour par les marins, commandé par un homme d'une calme énergie, le capitaine de vaisseau Amet, qui avait avec lui un personnel d'élite, des officiers intelligens et des hommes dévoués, le fort de Montrouge offrait le plus rare spectacle d'ordre, de discipline et de courage. C'était comme un navire où tout est réglé, où tout suit l'impulsion du chef. Nulle confusion, nulle panique. Le jour on combattait, rendant coup pour coup aux Prussiens, la nuit on réparait le mal fait par l'ennemi. Jusqu'à la dernière minute, Montrouge, quoique souffrant déjà beaucoup, restait inébranlable, et on n'aurait pas eu facilement raison de ces braves gens, dont l'un horriblement blessé, près de mourir, disait au capitaine Amet : « Mon commandant, j'ai fait mon devoir, n'est-ce pas? — Oui, certes, répondit le capitaine. — Eh bien! alors je puis souffrir. »

Le feu du reste n'atteignait plus seulement les forts. Le bombar-

dement, redoublant d'intensité à partir du 5 janvier, sévissait sur Paris lui-même jusqu'à la Seine. Les obus tombaient sur tous les quartiers de la rive gauche, de Grenelle à Ivry, sur le Luxembourg, sur le Panthéon, sur les hôpitaux, sur le Jardin des Plantes, dans les rues, dans les maisons; ils tuaient des femmes et des enfans, ils faisaient partout des victimes, et d'un instant à l'autre ils pouvaient produire des ravages bien plus terribles encore. Qu'un obus tombât sur des dépôts de poudre, il pouvait en résulter aussitôt quelque effroyable catastrophe; que les usines employées à moudre le blé fussent sérieusement atteintes, Paris pouvait être affamé! C'était là un des dangers du bombardement. Malgré tout, Paris ne se laissait pas ébranler. Si les Prussiens avaient cru le réduire à merci par la terreur, ils s'étaient trompés. La population au contraire supportait cette épreuve nouvelle avec une singulière fermeté. Seulement elle se laissait aller plus que jamais aux excitations et à la fièvre de l'impatience; elle se débattait sous l'aiguillon des souffrances et des obus, elle ne comprenait pas la temporisation de la défense. Puisqu'on n'avait plus rien à espérer d'une négociation quelconque, puisque M. Jules Favre ne pouvait plus partir pour Londres, et qu'on était maintenant sous le feu ennemi, qu'attendait-on? Les rapports de police les plus sérieux signalaient cette « envie d'agir dont Paris se montrait animé, et qui redoublait sous la pression du bombardement. » C'était le moment ou jamais de tenter cette dernière entreprise que le général Trochu avait laissé pressentir dans le conseil de guerre du 31 décembre. M. Jules Favre et d'autres membres du gouvernement, qui en étaient à craindre de voir le pain manquer d'un jour à l'autre, qui se sentaient harcelés par le sentiment public, par les maires, harcelaient à leur tour le gouverneur. Le général Trochu aurait bien voulu faire comprendre qu'à précipiter cette bataille qu'on lui demandait, et qu'il avait du reste promise, on risquait d'être obligé de capituler le lendemain, si on la perdait, tandis qu'en patientant encore un peu on laissait quelques jours de plus à l'inconnu, aux armées de province, au mouvement de Bourbaki qu'on venait d'apprendre; mais ces jours qu'on gagnait n'étaient que des jours de miséricorde. On n'avait plus le choix, on ne pouvait plus reculer, et le gouverneur se voyait lui-même entraîné à livrer sa bataille sans conviction, avec une armée qu'il savait affaiblie, avec une garde nationale à laquelle il ne croyait pas plus que les autres généraux, avec des lieutenans aigris ou divisés, résolus à faire leur devoir jusqu'au bout, sans la moindre confiance dans le succès.

Le général Trochu l'a bien dit, c'était « l'acte de désespoir » du siége. Le choix, la combinaison, la réflexion, n'y étaient pour rien. On allait se battre parce qu'on croyait ne pas pouvoir finir sans

avoir tenté le suprême effort, parce qu'il fallait tirer ce dernier coup de canon qui, selon le mot du bailli de Suffren rappelé par le général Trochu, peut tuer l'ennemi. Cette bataille nécessaire et désespérée, on ne savait pas même d'abord où la livrer. La première pensée avait été de diriger l'action sur Châtillon. C'était le général Vinoy qui devait entreprendre cette grosse affaire avec des forces assez considérables en troupes régulières et en garde nationale.

Assurément, si on pouvait réussir à reprendre aux derniers jours du siége ce qu'on avait été obligé d'abandonner dès la première heure, le 19 septembre, si on se sentait en mesure d'enlever les hauteurs de Châtillon et de Clamart, on ne pouvait faire mieux. D'un seul coup, on éloignait le bombardement de Paris, on se trouvait sur la ligne des communications prussiennes, on menaçait de tourner Versailles. C'eût été trop beau! Il faut l'avouer, c'était une illusion singulière de prétendre trouver l'ennemi en défaut dans de formidables retranchemens où était en quelque sorte la clé de l'investissement. Comment aborder Châtillon? Pour tenter une attaque de nuit, il aurait fallu des troupes solides, aguerries, à l'épreuve de toutes les paniques. Si c'était une bataille de jour, le terrain manquait pour déployer les forces nécessaires; à mesure que les troupes se masseraient dans la petite plaine qui sépare le rempart de Châtillon, elles seraient foudroyées ou courraient le risque d'une affreuse déroute avant d'avoir engagé le combat. Aussitôt que le général Vinoy communiquait ce plan aux chefs militaires appelés à le seconder, l'un d'eux, le général de Maussion, qui commandait un corps de la deuxième armée détaché au sud pour la circonstance, témoignait la plus vive répugnance à prendre un rôle dans une opération absolument irréalisable à ses yeux. On était déjà au 6 janvier. Le lendemain, on se réunissait en grand conseil au Louvre. Le général Trochu insistait sur l'attaque de Châtillon, interpellant vivement le général de Maussion. Celui-ci n'hésitait pas à maintenir son opinion, déclarant au surplus qu'il était prêt à obéir, mais qu'il voulait avant tout dégager sa responsabilité dans une affaire qui ne pouvait conduire qu'à un désastre. C'était, à vrai dire, le sentiment de tout le monde. Sur vingt-huit généraux, un seul tenait encore pour Châtillon. De quel côté cependant diriger l'attaque, si on jugeait l'entreprise sur Châtillon impossible? Un des plus habiles divisionnaires de l'armée de Paris, le général Berthaut, se hasardait alors à proposer de tenter le mouvement par le massif de l'ouest, par Montretout, Garches, Buzenval. Là du moins le Mont-Valérien pouvait protéger la marche en avant ou couvrir une retraite. Aventure pour aventure, celle de Buzenval semblait offrir plus d'avantages ou moins d'impossibilités que celle de Châtillon, et on se ralliait à

la proposition nouvelle faite par le général Berthaut, vivement appuyée par le général Schmitz.

Ce n'était pas tout : cette résolution, en apparence arrêtée dès le 7 janvier, traînait encore bien des jours; elle ne devenait définitive que le 15, et même le 17, sous la pression de l'opinion de plus en plus excitée et de toutes les influences politiques liguées pour peser sur le gouverneur. La question une fois irrévocablement décidée enfin, M. Jules Favre demandait au général Trochu une exécution immédiate. M. Jules Favre avait sans doute de bonnes raisons; malheureusement il ne tenait pas compte des nécessités matérielles d'une grande action de guerre, du danger d'une précipitation qui pouvait avoir et qui avait en effet les plus graves conséquences. Le général Trochu, après une discussion des plus vives, finissait par consentir à fixer l'affaire au jeudi 19 janvier, c'est-à-dire au surlendemain, puisqu'on était dans la nuit du lundi au mardi, — et c'est ainsi que cette idée de la bataille de Buzenval se dégageait laborieusement d'un amas d'incertitudes et d'hésitations qui étaient déjà de triste augure. On avait eu de la peine à choisir le champ de bataille, on avait de la peine à fixer le jour de l'action.

Que le point désigné pour le suprême combat du siége, que Buzenval fût plus abordable que Châtillon, ce n'était pas douteux; on pouvait du moins prendre pied sur le terrain. Les difficultés ne laissaient pas cependant d'être terriblement sérieuses, à peu près insurmontables. On allait se trouver en présence de ce massif montueux, boisé, devenu depuis trois mois une véritable forteresse allemande, hérissée d'ouvrages défensifs, de redoutes, de batteries, de maisons et de murs crénelés. C'était la partie la plus puissante de l'investissement. Les lignes allemandes développées de Saint-Cloud vers La Malmaison et Bougival formaient un réseau serré et impénétrable. Sur le front, Montretout, Garches, Buzenval, n'étaient, à vrai dire, que des avant-postes. Le centre de la défense ennemie était au-dessus de Garches, au plateau de La Bergerie, qui avait été transformée en une formidable redoute flanquée de toute sorte d'ouvrages s'étendant jusqu'à La Celle Saint-Cloud. Plus en arrière encore, une autre série de travaux servait de dernier appui.

Toutes ces lignes se combinaient de telle façon qu'on devait toujours fatalement arriver à un défilé, à ce que le général Ducrot appelait un « goulot de bouteille, » où le nombre ne pouvait rien, où il aurait fallu de vigoureuses et solides têtes de colonne pour forcer le passage. Le ve corps prussien Kirchbach occupait ces positions avec ses deux divisions, la 9e appuyée au parc de Saint-Cloud, la 10e vers La Jonchère, La Malmaison; mais ici, comme partout, les Allemands, au premier signal d'alerte, pouvaient porter au secours du ve corps

les troupes qui étaient vers Sèvres, les réserves de Versailles, les bataillons de la division de landwehr de la garde, qui était un peu sur les derrières. — C'est sur ces positions ainsi défendues qu'on se proposait de marcher avec une masse de près de 90,000 hommes, comprenant 19 régimens de garde nationale et divisée en trois colonnes d'attaque. L'une de ces colonnes, avec un peu plus de 22,000 hommes, formait l'aile gauche sous le général Vinoy. Partant de la Briqueterie du carrefour du roi, elle devait suivre le chemin de fer de Versailles, enlever la redoute de Montretout, s'y établir, occuper la tête de Saint-Cloud, et de là menacer Garches. La colonne du centre, forte de 34,500 hommes et conduite par le général de Bellemare, devait partir de La Fouilleuse en avant du Mont-Valérien, aborder directement le parc de Buzenval, s'en emparer, puis se porter sur La Bergerie. La colonne de droite, sous le général Ducrot, comptait les trois divisions Berthaut, Susbielle et Faron, 27,500 hommes, et avait son point de réunion entre le moulin des Gibets et la maison Crochard. Tout en s'appuyant à Rueil pour faire face à La Malmaison, elle devait se partager elle-même en deux fractions, l'une chargée d'assaillir Buzenval par le nord en concourant à l'attaque du centre, l'autre inclinant vers la droite pour essayer de s'avancer en tournant les positions ennemies.

Tourner les positions ennemies, prendre à revers et faire tomber ces puissantes défenses, gagner le plateau de Jardy, occuper Marnes, Vaucresson, Roquencourt, c'était là le grand but. Une fois là, on tenait Versailles; mais il fallait y arriver, il fallait d'abord partir, et c'est ici que commençaient les contre-temps. Par son insistance pour hâter l'action, M. Jules Favre avait fait plus de mal qu'il ne le croyait, il avait préparé d'inévitables confusions. De plus les ordres définitifs n'arrivaient aux généraux que le mercredi, fixant les points de réunion, la direction des forces, le moment du départ. A six heures du matin le lendemain, sur un signal donné par le Mont-Valérien, on devait entrer en action. Au reçu de ces ordres, le général Ducrot comprenait aussitôt le péril; il y était d'autant plus sensible qu'étant resté en dehors de toutes les délibérations, croyant peu au succès, mais tenant avant tout à faire son devoir de combattant, il voyait qu'on lui rendait ce devoir difficile à lui particulièrement, qui avait à faire venir ses troupes d'assez loin, de Saint-Ouen. Sans perdre un instant, il se rendait au Louvre, il faisait remarquer au gouverneur qu'on marchait à une impossibilité matérielle, qu'il allait y avoir pendant la nuit sur les routes des encombremens affreux d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie. Le général Trochu sentait lui-même le danger, et il restait convenu que le Mont-Valérien recevrait l'ordre de retarder le signal d'une demi-

heure, qu'à ce moment les généraux pourraient avoir gagné leurs postes et qu'on aviserait s'il fallait suspendre encore.

Tout cela, il faut le dire, était étrangement risqué. Ce que le général Ducrot avait prévu ne manquait pas d'arriver. Pendant la nuit, il y avait un encombrement inoui au pont de Neuilly, sur l'avenue de Courbevoie. Les régimens de garde nationale, les troupes de ligne elles-mêmes avaient la plus grande peine à s'avancer et à trouver leur direction. L'artillerie du général Vinoy, qui aurait pu prendre par Puteaux et Suresnes, avait suivi la grande avenue de Courbevoie et avait contribué à ralentir tous les mouvemens. Bref tout était en retard. Le général Vinoy lui-même n'était pas en position avant sept heures et demi; le général de Bellemare ne pouvait former sa première brigade avant huit heures; le général Ducrot avait nécessairement un retard bien plus grand encore. Les premières troupes d'infanterie dont il pouvait disposer, celles du général Berthaut, n'atteignaient pas la maison Crochard avant dix heures; les divisions Faron, Susbielle, embarrassées elles-mêmes dans leur marche de nuit à travers la plaine de Gennevilliers, n'arrivaient que lentement au rendez-vous. Cependant à l'heure fixée le Mont-Valérien avait donné le signal convenu, et le général Noël, commandant des troupes du fort, chargé de se porter le premier en avant, s'était élancé, ignorant naturellement que personne ne pouvait encore le suivre. Que s'était-il donc passé? Une chose bien simple et assez malencontreuse. Le général Trochu, parti de bon matin en voiture, était tombé comme bien d'autres au milieu des embarras du pont de Neuilly; il n'avait pu arriver au Mont-Valérien qu'après sept heures, et au moment où il touchait le plateau de la citadelle, il se trouvait avec un de ses lieutenans déjà engagé, n'ayant aucune nouvelle du reste de son armée. « Nos têtes de colonne ne sont pas arrivées, télégraphiait-il au général Ducrot; Noël s'est engagé seul, je fais courir après lui pour l'arrêter, s'il en est temps encore. Pressez la formation de vos troupes, je ferai donner un nouveau signal dans une heure. » C'était le décousu qui continuait, ou, si l'on veut, c'était un mauvais sort qui s'acharnait à cette journée avant qu'elle eût commencé.

IV.

N'importe; ces premières confusions une fois débrouillées, la bataille s'engageait par degrés de toutes parts. Soldats et gardes nationaux, marchant côte à côte, se portaient vivement à l'action au milieu d'un brouillard épais, qui avait pu jusqu'à un certain point atténuer ou voiler les inconvéniens d'une formation incohérente,

mais qui ne favorisait guère les mouvemens de l'artillerie à travers des chemins détrempés et boueux. Aussitôt que le général Vinoy avait à peu près sous la main le gros de ses troupes, — la division Courty, qui avait été mise à sa disposition et qui lui servait de réserve, la division de Beaufort d'Hautpoul, la brigade Mosneron-Dupin, — il partait de son côté, assaillant à la fois Saint-Cloud et les revers de Montretout. En peu d'instans, on se trouvait aux prises avec l'ennemi, qu'on repoussait au milieu d'une assez vive fusillade. On commençait à gagner du terrain. Les mobiles de la brigade Mosneron-Dupin, appuyés à la Seine, s'avançaient par la gauche, enlevant successivement les villas Béarn, Armengaud, et atteignant assez rapidement l'église de Saint-Cloud, tandis que la division de Beaufort abordait Montretout, où elle rencontrait d'abord une vive résistance. Les Prussiens, d'ailleurs peu nombreux, se voyaient obligés de céder après une vigoureuse défense; la redoute était enlevée, et on faisait une soixantaine de prisonniers. Bientôt on s'étendait vers la tête de Saint-Cloud par l'occupation de la villa Pozzo di Borgo, de la villa Zimmerman, qu'on mettait sous la garde des mobiles de la Loire-Inférieure. C'était un succès dont il ne fallait pas sans doute s'exagérer l'importance, puisque ces positions n'étaient encore que des avant-postes pour les Prussiens; le début de ce côté n'en semblait pas moins favorable.

Pendant ce temps, la colonne du centre, la colonne Bellemare, qui avait eu un peu plus de peine à se former, était néanmoins entrée en action vers huit heures, la brigade Fournès se portant la première dans la direction de la « maison du curé » pour se relier au général Vinoy, la brigade Colonieu venant un peu plus tard et abordant directement le parc de Buzenval. Ici encore, pendant les premières heures, tout marchait assez favorablement. Le général Fournès gagnait la « maison du curé, » la brigade Colonieu s'ouvrait par la brèche l'entrée du parc de Buzenval, s'emparait du château, et s'élevait par degrés, non cependant sans avoir à soutenir une lutte énergique et assez meurtrière. Vers dix heures, le général Trochu, qui suivait la bataille du haut du Mont-Valérien, pouvait dire : « Nous sommes maîtres de la redoute de Montretout et maisons annexes, du plateau 155, du château et des hauteurs de Buzenval. Bellemare marche sur la maison Craon;... Tout va très bien jusqu'à présent... » C'était ainsi en effet : on s'avançait sur la maison Craon, on commençait à déboucher vers Garches, on se rapprochait du plateau de La Bergerie. La brigade Valentin, du corps Bellemare, arrivait à son tour dans le parc de Buzenval pour soutenir le mouvement. Rien de décisif n'était plus possible toutefois tant que l'attaque de droite ne s'était pas prononcée, et ici le général Ducrot, si impatient

qu'il fût, ne pouvait évidemment s'engager avant d'avoir ses troupes. On n'avait pas besoin d'aiguillonner son ardeur, il souffrait assez de ces retards, qu'il avait prévus, dont il avait d'avance signalé le danger. Ce n'est que vers dix heures qu'il avait d'abord sous la main la division Berthaut, bientôt suivie de la division Faron, qui s'avançait, de la division Susbielle, qui atteignait Rueil, et aussitôt il s'occupait de regagner le temps perdu.

Dès l'arrivée de la division Berthaut, l'action commençait. La brigade Bocher s'engageait par le nord dans le parc de Buzenval, la brigade de Miribel était chargée de l'attaque de Longboyau. Si on avait pu faire ce qu'on voulait, le plan était de former deux colonnes, l'une pénétrant dans le parc, s'élevant jusqu'à la partie supérieure et prenant sa direction sur Garches en se reliant aux mouvemens du corps Bellemare, — l'autre enlevant la porte et les défenses de Longboyau, gagnant les crêtes qui bordent le ravin de Saint-Cucufa, puis s'avançant toujours de façon à tourner, si on le pouvait, le plateau de La Bergerie, et concourant ainsi à l'action générale. Que restait-il de ce programme sur le terrain? La brigade Bocher exécutait son mouvement, elle pénétrait dans le parc, elle se reliait au général Valentin et se frayait un chemin jusqu'à la partie supérieure, jusqu'au bord des crêtes en face de Garches, sans pouvoir, il est vrai, aller plus loin. Du côté de Longboyau et du « pavillon de chasse » ou « maison du garde » qu'il fallait enlever, on avait bien plus de peine, et on était même arrêté dès les premiers pas. On se trouvait en face de défenses plus fortes qu'on ne le croyait. Éventrer le « pavillon de chasse » par l'artillerie ou faire une brèche dans un mur n'était pas la difficulté; il y avait de plus des abatis, des ouvrages en terre sur lesquels le canon ne pouvait rien. L'ennemi, puissamment abrité, opposait à tous les efforts une résistance invincible. Plusieurs fois, entre dix heures du matin et deux heures de l'après-midi, les attaques se renouvelaient, on arrivait jusqu'à deux cents pas du « pavillon de chasse, » et on était toujours repoussé par la plus violente fusillade. Vainement le général du génie Tripier faisait avancer sous un feu d'enfer une escouade de sapeurs, il ne pouvait réussir, pas un de ses hommes ne revenait. On faisait du mal à l'ennemi sans doute, on essuyait aussi des pertes sérieuses. C'est là que tombait mortellement atteint, à la tête des mobiles du Loiret, le colonel de Montbrison, qui restait pendant plus d'une heure couché à côté d'un sergent allemand, entre les deux lignes, sans qu'on pût aller le relever. Non loin de là périssait le colonel Rochebrune au moment où il entraînait son régiment de garde nationale. Le fait est qu'on venait se briser contre un mur de fer et de feu.

Ainsi telle était la situation après deux heures du soir. Le général Vinoy, maître de Montretout, se maintenait avec fermeté sur les positions conquises; il avait même essayé d'utiliser la redoute en l'armant de quelques pièces, à la vérité bien peu efficaces contre le feu de l'ennemi, qui s'animait par degrés et qui était bien autrement puissant. Le général de Bellemare avait continué son mouvement avec assurance, essayant d'enlever la maison Craon, menaçant Garches, arrivant jusqu'au bord du plateau de La Bergerie, qu'il ne pouvait pas prendre, mais devant lequel il restait sans reculer, appuyé qu'il était en ce moment par les forces de Ducrot, détachées vers le haut du parc de Buzenval. Du côté de Longboyau, on était tenu en échec. On combattait courageusement; la division Faron, arrivée sur ces entrefaites, s'était engagée à son tour, la division Susbielle refoulait l'ennemi dans le parc de La Malmaison, dans le vallon de Saint-Cucufa, et le tenait en respect, garantissant la sûreté de la droite de notre armée. On n'avançait pas, on ne reculait pas; rien n'était perdu, rien n'était décidé. Seulement jusque-là l'ennemi s'était visiblement borné à se défendre, et avant trois heures il devenait clair que les Allemands à leur tour se décidaient à reprendre l'offensive. Les chefs prussiens, excités par la présence du prince royal, qui venait de se montrer sur le champ de bataille, et du roi Guillaume lui-même, qui était accouru à Marly, sentaient la nécessité d'un vigoureux effort pour regagner le terrain perdu, pour dégager le front de leurs lignes avant la nuit. Ils se croyaient désormais en sûreté à Longboyau; de ce côté, ils considéraient l'attaque française comme définitivement arrêtée après la dernière tentative faite vers deux heures, et dès lors ils pouvaient se tourner vers Saint-Cloud et Montretout, vers la partie des hauteurs de Garches que nous occupions et vers Buzenval.

C'est sur cette ligne en effet qu'ils lançaient plusieurs colonnes, après avoir accablé de feu nos positions, et dès ce moment s'engageait sur tous les points une lutte des plus violentes. Bellemare se maintenait toujours néanmoins et opposait la plus ferme contenance à l'ennemi. Vinoy défendait énergiquement ses positions, appelant à son aide la brigade Avril de L'Enclos de la division Courty, laissée jusque-là en réserve. Malgré des efforts désespérés, les Prussiens se sentaient arrêtés à leur tour par nos bataillons, qui paraissaient fléchir quelquefois, mais qui revenaient aussitôt en avant et reprenaient leur ligne de combat. Les Allemands n'avançaient pas. Sur le front de Garches, où ils s'étaient portés avec fureur, ils avaient gagné peu de terrain; à Buzenval, ils venaient se briser contre le mur supérieur du parc défendu par les soldats de Bellemare et de Ducrot; leur tentative contre la redoute de Montretout échouait complétement.

Les compagnies d'attaque dirigées de la Porte Jaune sur Saint-Cloud « tombaient, au dire d'un des officiers de l'état-major du ve corps allemand, sur des forces supérieures qui s'étaient tenues cachées derrière la ligne de hauteurs, » et « dans cet assaut les compagnies eurent à subir des pertes énormes. » Les Prussiens s'irritaient de cette résistance, qui commençait à les étonner, dont ils sentaient le danger, si bien qu'après leur échec sur Montretout le général de Kirchbach envoyait au commandant de la 9e division, au général de Sandrart, l'ordre « d'enlever la redoute *à tout prix* le soir même ou le lendemain à l'aube. » On en était là encore à la chute du jour, Français et Prussiens restant en présence dans leurs lignes respectives singulièrement rapprochées, si rapprochées qu'un officier du 124e de ligne pouvait être enlevé à quelques pas de son bataillon.

Que se passait-il alors? C'est là peut-être un des phénomènes les plus saisissans et les plus douloureux assurément. Ces soldats qui se battaient depuis le matin avaient déployé autant de courage que de dévoûment, ils avaient prodigué leur bonne volonté à Montretout, à Buzenval comme à Longboyau. Dans cette garde nationale elle-même, dans cette masse un peu incohérente qui avait été mêlée au combat, qui avait montré de l'inexpérience, qui avait brûlé quelquefois sa poudre inutilement contre des murs, il y avait eu des exemples d'intrépidité ou d'abnégation. On avait vu tomber des hommes comme ce vieux marquis de Coriolis, qui avec ses soixante ans passés avait pris le sac et le fusil du volontaire, ou comme le jeune peintre Henri Regnault, à qui était promis l'avenir et qui, sur la fin de cette journée, allait au-devant de la mort avec l'héroïsme d'un patriotique désespoir. De plus, s'il y avait eu bien du sang versé, si on avait eu près de 3,000 morts ou blessés, on n'avait pas perdu en fin de compte le terrain qu'on avait conquis. A mesure qu'on approchait du soir cependant, le sentiment de l'inutilité de ces sanglans efforts semblait renaître. La fatigue et l'épuisement devenaient visibles. Les défaillances commençaient à se montrer. La confusion et l'indiscipline gagnaient certains bataillons de garde nationale qu'on avait de la peine à retenir au feu. Les troupes elles-mêmes ressentaient un vague ébranlement sur ces positions qu'elles défendaient encore, d'où l'ennemi n'avait pu les déloger. Lorsque le général Trochu se rendait sur le champ de bataille vers le soir, au moment où la lutte était dans toute sa vivacité, il distinguait tous ces dangereux symptômes. Il voyait des gardes nationaux, même des officiers se retirer du combat sous prétexte de blessures imaginaires. Les chefs de corps qu'il consultait ne lui cachaient pas que leurs soldats auraient de la peine à se maintenir longtemps en face des entreprises toujours menaçantes de l'ennemi. On semblait

craindre la nuit, on n'avait nulle confiance dans l'issue définitive de la lutte, et c'est au spectacle de tout ce qu'il voyait, de ce champ de bataille sanglant, difficile à garder, que le général Trochu, inquiet lui-même de ce qui pouvait arriver, se décidait à donner l'ordre de la retraite.

Chose à remarquer, les impressions sur cette journée du 19 étaient assez différentes dans les deux camps. Les Prussiens, sans être précisément alarmés, ne laissaient pas d'être préoccupés; ils se sentaient si peu victorieux qu'ils ne songeaient qu'à réparer leurs échecs, et ils restaient avec cette pensée, que rien n'était fini, que les Français reprendraient l'action le lendemain, que tout au moins il y aurait un effort des plus sérieux à renouveler pour nous reprendre nos positions. Ils s'y attendaient et ils s'y préparaient; dès le soir et pendant la nuit, ils appelaient à Versailles, pour secourir le ve corps, une brigade du IIe corps bavarois, une brigade de la landwehr de la garde. — Au camp français, on n'avait même pas foi aux avantages qu'on avait obtenus, on ne croyait pas au succès dont on tenait un premier gage; bien loin de songer à recommencer la bataille le lendemain, on avait hâte au contraire de quitter ce terrain qu'on avait réussi à ne pas se laisser enlever de vive force par l'ennemi, et, comme il arrive toujours dans de pareils momens, le mot de retraite une fois prononcé vers sept heures du soir, c'était une sorte de débâcle. L'artillerie de la gauche et du centre, affluant sur une même route au-dessus de Suresnes, se rencontrait avec toutes les voitures d'ambulance, avec les fourgons d'approvisionnemens, et il en résultait une confusion indescriptible pendant une partie de la nuit. Les bataillons de garde nationale se sauvaient de toutes parts dans l'obscurité. Les soldats perdus sur les chemins cherchaient leurs compagnies, que les officiers avaient la plus grande peine à rallier et à maintenir. Au milieu de cette effroyable bagarre, on finit même par oublier à la tête de Saint-Cloud, à la maison Zimmerman, M. de Lareinty et ses mobiles de la Loire-Inférieure, qui ne reçurent pas l'ordre de se replier, et qui étaient faits prisonniers le lendemain après avoir épuisé leurs munitions et leurs vivres. Lorsqu'on se souvint de ces mobiles et qu'on voulut essayer de les dégager, il n'était plus temps. Ce n'est qu'assez avant dans la nuit que le général Vinoy, établi à Suresnes, et le général de Beaufort, qui était à la Briqueterie, parvenaient à mettre un peu d'ordre dans cette mêlée confuse d'artillerie, d'hommes, de chevaux. Pendant ce temps, les corps de Bellemare et de Ducrot se retiraient plus régulièrement. Ces troupes ne quittaient le parc de Buzenval qu'après une heure du matin, et même la brigade Hanrion de la réserve générale de l'armée occupait le château jusqu'au jour.

Le malheur est que cette retraite se ressentait trop sur certains points de l'obscurité, de la lassitude, de cette détente qui suit un grand effort. On s'en allait après une journée où l'on avait tenu tête honorablement à l'ennemi jusqu'au bout, comme on s'en serait allé après la plus complète déroute, comme si tout était perdu, et le général Trochu lui-même, au lieu de réagir contre la démoralisation, ne faisait que céder à cette inquiétude indéfinissable, à ce sentiment exagéré des choses, lorsque le 20 au matin il adressait du Mont-Valérien cette dépêche, qui allait retentir si douloureusement dans Paris, qui jetait comme un reflet sombre sur l'affaire de la veille : « Le brouillard est épais. L'ennemi n'attaque pas. J'ai reporté en arrière la plupart des masses, qui pouvaient être canonnées des hauteurs... Il faut à présent parlementer d'urgence à Sèvres pour un armistice de deux jours qui permettra l'enlèvement des blessés et l'enterrement des morts. Il faudra pour cela du temps, des efforts, des voitures très solidement attelées et beaucoup de brancardiers. » — Des brancardiers, des voitures, du temps, un armistice pour enterrer les morts et relever les blessés, c'était le dernier mot décourageant et lugubre, qui ne répondait pas à ce qui s'était passé réellement à Buzenval, qui répondait plutôt à l'ensemble de la situation, telle que le gouverneur de Paris la voyait sans doute.

Certes la situation était redoutable, pleine d'orages, de misères et de périls. Paris tout entier, pendant la journée du 19, avait écouté le canon de Buzenval, non plus peut-être avec cet espoir qu'il gardait encore au bruit électrisant du canon de Champigny, mais avec une dernière illusion. La défaite provoquait dans la ville une explosion d'amertume et de colère. Cette bataille de Buzenval si tristement dénouée, si singulièrement annoncée, si passionnément commentée et dénaturée par les gardes nationaux qui se répandaient dans Paris, cette bataille avait pour effet inévitable d'affaiblir les chefs de la défense, d'irriter ou d'émouvoir la partie la plus modérée de la population, de donner un prétexte de plus à cette tourbe d'agitateurs toujours prêts à la sédition. Le général Trochu surtout perdait à cette affaire ce qui lui restait de popularité et de prestige. Compromis par l'insuccès et par sa dépêche du Mont-Valérien, violemment accusé par les uns, abandonné ou médiocrement soutenu par les autres, suspect d'avoir voulu préparer une capitulation ou de n'avoir pas fait tout ce qu'il pouvait, il voyait se déchaîner contre lui toutes les irritations et les défiances. Paris était profondément troublé. On sentait bien qu'on touchait à la crise suprême, à l'inévitable épuisement des vivres, et on se raidissait contre cette fatalité; on avait l'instinct que la question avait été tranchée la veille à Buzenval, et on ne voulait pas accepter cette

affaire du 19 comme le dernier mot de la résistance; plus que jamais on réclamait une nouvelle tentative, la « sortie torrentielle » à 300,000 hommes, soldats, gardes nationaux, citoyens sans armes, et, comme l'a dit le général Trochu, « la foule n'était pas seule dans ces sentimens, le gouvernement à des degrés divers y était tout entier. » Les circonstances devenaient pressantes, et le gouvernement, qui, au milieu de ces extrémités, en était à craindre d'être emporté d'un instant à l'autre par quelque nouveau 31 octobre, le gouvernement ne trouvait rien de mieux pour désarmer le sentiment populaire que de revenir à la pensée de sacrifier le général Trochu, qui était, selon le mot vulgaire, la bête noire du moment.

Comment faire cependant? Dès la nuit du 19, M. Jules Favre s'était rendu au Mont-Valérien avec l'intention de laisser pressentir au général Trochu la nécessité de sa démission, tout au moins d'une abdication du commandement en chef de l'armée. Le lendemain 20, on tenait conseils sur conseils, on s'engageait dans deux ordres de délibérations tendant confusément à un but unique, la solution des difficultés militaires et politiques devant lesquelles on se trouvait. D'un côté, on réunissait les généraux pour leur demander une fois de plus ce qu'ils croyaient possible, ce qu'ils pourraient encore tenter, et après les généraux on allait même jusqu'à rassembler au ministère de l'instruction publique, sous la présidence de M. Jules Simon, des officiers de tous grades, colonels, chefs de bataillon, simples capitaines. D'autre part, on appelait les maires de Paris a délibérer sur la situation; on avait besoin désormais de leur concours, on tenait à leur soumettre la vérité tout entière, l'extrémité où on arrivait, l'épuisement des vivres à jour fixe et prochain. Naturellement les maires, placés pour la première fois en face de cette vérité cruelle, restaient assez consternés; ils déclinaient toute responsabilité dans les résolutions qu'il y aurait à prendre, ils se bornaient à se faire les organes du sentiment public en demandant, eux aussi, qu'on tentât une action nouvelle, qu'on employât le zèle et le courage de la garde nationale. Les délibérations se croisaient et se succédaient le 20 et le 21 janvier, au milieu d'une ville où toute autorité semblait avoir disparu et où les factions, s'agitant dans les faubourgs, parlaient déjà de marcher sur l'Hôtel de Ville.

De quoi s'agissait-il en définitive dans tous ces conseils? La vraie question était d'obtenir du général Trochu une démission qu'on lui demandait avec une courtoisie apparente, mais aussi avec une certaine vivacité, sans lui ménager les plaintes et les récriminations. Les maires ne lui cachaient pas que, s'il refusait, il exposait Paris à une explosion violente où le gouvernement tout entier pouvait disparaître. Au premier moment, le général Trochu se redressait devant ces sommations; il résistait, d'abord parce qu'il se sentait atteint dans

sa dignité, dans sa fierté, et qu'il considérait ce qu'on lui demandait comme une désertion à l'heure du plus grand péril, — puis parce qu'il faisait observer que, s'il abdiquait le commandement militaire, il devait cesser en même temps d'être gouverneur de Paris, président du conseil. On n'allait pas jusque-là, on lui demandait simplement de s'effacer comme chef militaire, de laisser à un autre la direction des nouveaux efforts qui pourraient être tentés. Enfin, après bien des discussions intimes, pénibles, le général Trochu se résignait, non cependant sans couvrir sa retraite d'un expédient par lequel il croyait sans doute concilier sa dignité de soldat et les nécessités politiques qu'on invoquait, en dégageant du même coup cette parole hasardeuse qu'il avait prononcée : « le gouverneur de Paris ne capitulera pas! » Il ne se démettrait pas, on le destituerait de ses fonctions de commandant en chef, et il ne resterait pas moins président du gouvernement! — Le biais semblait étrange, on s'y prêtait parce qu'on espérait donner ainsi une apparence de satisfaction aux ressentimens populaires; mais alors par qui remplacer Trochu à la tête de l'armée? Ducrot était impossible; il s'était, depuis quelque temps, prononcé trop souvent et trop vivement sur l'impuissance définitive de toute entreprise militaire, sur la direction révolutionnaire de la défense, sur le danger de l'emploi de la garde nationale et des illusions que le gouvernement s'obstinait à entretenir dans la population. Le général Trochu suggérait lui-même le nom du général Vinoy, qui soulevait d'abord plus d'une objection, qu'on accueillait d'assez mauvaise grâce, par cette éternelle raison que c'était un nom suspect à la république et aux républicains. On en était encore à se débattre dans la nuit du 21, lorsque tout à coup arrivait la nouvelle que des bandes venaient de délivrer un des chefs révolutionnaires, Flourens, prisonnier à Mazas, que l'agitation grandissait dans les faubourgs, et que la sédition se préparait. Il n'y avait plus dès lors à hésiter, on se hâtait de nommer le général Vinoy sans le consulter, et on courait au plus vite le réveiller pour lui remettre les fonctions de commandant en chef. La première pensée du général Vinoy, on le comprend, était de décliner le poste ingrat et périlleux qu'on lui offrait dans un pareil moment. Il se rendait aussitôt au ministère de la guerre pour porter son refus au général Le Flô. Là il apprenait l'état menaçant de Paris; il se bornait à demander si c'était un ordre qu'on lui donnait, et, sur la réponse affirmative du général Le Flô, n'écoutant que son devoir de soldat, il n'hésitait plus à se charger d'un rôle qu'on avait hésité à lui confier; il se mettait en disposition de tenir tête à l'émeute, qui allait en effet éclater quelques heures après et se briser sur les grilles de l'Hôtel de Ville.

Dénoûment momentané, laborieux et bizarre d'une situation à-

laquelle il n'y avait plus désormais qu'une issue, qu'on entrevoyait et dont on voulait détourner les regards. Le général Trochu, à ce qu'on assure, ressentait une sorte de soulagement lorsqu'il se voyait exonéré du commandement; il se croyait ainsi dégagé du dernier devoir de livrer la place qu'il avait défendue et qu'il avait promis de ne pas rendre. C'était de sa part une subtilité ou une faiblesse de croire qu'après avoir tout dirigé, tout conduit pendant trois mois, il lui suffisait de s'effacer au dernier moment, et qu'il restait étranger à une capitulation inévitable, parce qu'il ne la signerait pas comme gouverneur de Paris. C'était aussi de la part du gouvernement une singulière illusion de se figurer qu'il suffisait d'éloigner le général Trochu. La situation ne restait pas moins la même; on le voyait bien par cette réunion militaire tenue au ministère de l'instruction publique. Colonels, chefs de bataillon ou simples capitaines, officiers de la garde nationale ou de l'armée, tous répétaient ce que les généraux eux-mêmes avaient dit : il n'y avait plus rien à faire. De la part du général Vinoy, de la part de lui seul, c'était un acte de dévoûment d'accepter le périlleux et cruel devoir qu'on lui offrait à cette extrémité. Ceux qui peu auparavant faisaient des façons pour remettre la défense de la république à « l'ex-sénateur Vinoy » étaient trop heureux de le trouver le matin du 22 janvier. Par une coïncidence étrange et dramatique, trois faits significatifs marquaient simultanément cette journée : au même instant, entre midi et trois heures, les officiers réunis au ministère de l'instruction publique déclaraient que la défense militaire était à bout, l'émeute attaquant l'Hôtel de Ville se dispersait devant une décharge de la garde mobile, et le gouvernement rassemblé à l'Élysée recevait d'un des chefs du service de l'alimentation publique cette sinistre nouvelle, que sous deux jours on n'aurait plus de farine, qu'en usant de toutes les ressources on pouvait tout au plus aller huit jours, et que le ravitaillement exigerait plus que ces huit jours dont on pouvait disposer.

Tout concourait ainsi à précipiter le dénoûment. La bataille de Buzenval avait donné le signal de la fin de la défense militaire; l'échec de l'émeute du 22, en laissant un peu plus de liberté au gouvernement, rendait une négociation possible, l'épuisement complet des vivres la rendait nécessaire. Il ne restait plus qu'à s'armer de tout son courage pour aller chercher à Versailles le dernier mot de cette longue, douloureuse et sanglante épreuve que Paris supportait vaillamment depuis cent vingt-cinq jours bien comptés.

CHARLES DE MAZADE.

EXPLORATION SCIENTIFIQUE

DE L'ALGÉRIE

LA SOCIÉTÉ BERBÈRE.

La Kabylie et les coutumes kabyles, par MM. A. Hanoteau, général de brigade, et A. Letourneux, conseiller à la cour d'Alger, 3 vol. Imprimerie nationale. Paris 1873.

L'exploration scientifique de l'Algérie sera l'un des titres de gloire de la France au XIXe siècle, et la meilleure justification d'une conquête qui a mis en lumière chez la nation conquérante tous les talens, excepté ceux du colonisateur. Je n'ai le droit de parler que des sciences historiques. Dans cet ordre d'études, l'Algérie a vu s'élever une forte école, qui a su appliquer les plus solides qualités d'esprit à l'exploration ethnographique, linguistique, archéologique, épigraphique du sol nouvellement acquis à la civilisation. De la part de l'autorité militaire et de la population civile, le zèle a été le même; la rivalité ici n'a existé que pour le bien. Pas une période du passé de l'Algérie qui n'ait été l'objet de capitales recherches, d'importantes découvertes, dont plusieurs ont fort dépassé l'étroit horizon de l'histoire locale, et ont apporté à l'histoire générale du monde des données de premier intérêt. On peut comparer ce qui s'est passé à cet égard dans notre colonie au spectacle que présente la Société Asiatique de Calcutta vers la fin du dernier siècle. A une époque où les études critiques étaient en décadence dans la mère-patrie, Calcutta eut Colebrooke, William Jones, grands esprits ouverts sans routine ni parti-pris aux directions nouvelles. Les colonies se formant d'ordinaire des élémens les plus indépendans d'une nation, il n'est pas rare de voir s'y développer ainsi avec un éclat tout particulier ce qui demande de l'intelligence ou de l'activité.

I.

L'histoire de l'Algérie se divise d'après le nombre des conquêtes étrangères qu'elle a subies. Les victoires successives des Romains, des Vandales, des Byzantins, des Arabes, des Français, sont les jalons qui coupent la monotonie de ses annales. N'y a-t-il pas cependant, au-dessous de ces couches de maîtres imposés tour à tour par la force, un fond indigène encore retrouvable, matière toujours prête à subir les dominations étrangères, pépinière éternelle de serfs pour les vainqueurs qui se sont succédé de siècle en siècle? Ce fond existe, et il ne fallut qu'un coup d'œil superficiel pour le découvrir dans les Kabyles. Le Kabyle, personne n'en doute, n'a été amené dans le pays ni par la conquête musulmane, ni par celle des Romains. Ce n'est ni un Vandale, ni un Carthaginois; c'est le vieux Numide, le descendant des sujets de Masinissa, de Syphax et de Jugurtha. Une langue à part, profondément distincte des langues sémitiques, bien qu'ayant avec elles des traits de ressemblance et leur ayant fait de nombreux emprunts, est à cet égard le plus irrécusable des témoins. Cette langue se retrouve sur les anciens monumens du pays. Elle n'y a sûrement été introduite ni par Carthage, qui parlait presque hébreu, ni par Rome, ni par les Germains, ni par les Byzantins, ni par les Arabes. Un trait de lumière a été jeté sur l'obscure histoire de l'Afrique quand il a été constaté, surtout par les beaux travaux de M. Hanoteau, que la langue kabyle est à peu près identique au touareg, et que le touareg lui-même est dans la parenté la plus étroite avec tous les idiomes sahariens qui se parlent depuis le Sénégal jusqu'à la Nubie, en dehors du monde nègre ou soudanien. A partir de cette découverte, le vieux fonds de race de l'Afrique du nord a été nettement déterminé. Le nom de *berbère* paraît à l'heure présente le meilleur pour désigner ce rameau du genre humain. L'avenir montrera sans doute que cette dénomination est trop étroite : au touareg et au kabyle, on trouvera des frères et des sœurs; on montrera que cet idiome n'est qu'un membre d'une famille plus vaste. Déjà du côté de l'Égypte et de l'Espagne se sont ouvertes bien des perspectives séduisantes, décevantes peut-être. On s'est demandé si le copte, le basque, ne trouveraient pas de ce côté le biais qui les ferait sortir de leur solitude linguistique. Rien de démonstratif n'a encore été proposé à cet égard. La famille dont nous parlons est donc jusqu'à nouvel ordre purement africaine, ou plutôt atlantique et saharienne. A côté des deux groupes linguistiques et historiques déjà si bien dessinés, groupe indo-européen, groupe sémitique, est venu de la sorte se placer un troisième groupe, dont les caractères ne sont

pas moins tranchés, bien qu'assurément sa destinée dans l'histoire ait été moins brillante.

On ne pouvait soupçonner, il y a trente ans, l'étendue et la solidité qu'on arriverait à donner à cette individualité ethnographique. La race berbère a maintenant non-seulement un droit de cité incontestable dans le monde de l'anthropologie; elle est l'objet d'une science. Autour de cette race indigène du nord de l'Afrique s'est créé en effet un ensemble d'études analogues à celles dont le monde sémitique et le monde indo-européen fournissent la matière. Sans doute l'intérêt n'est pas le même; les instrumens d'étude sont moins nombreux; la race berbère tient dans le monde une place de quatrième ou cinquième ordre, si on compare le rôle qu'elle a joué à celui des Hébreux, des Phéniciens, des Arabes, des Grecs, des Romains, des Celtes, des Germains; mais, pour n'avoir qu'un rang assez humble dans l'échelle du génie, la race berbère n'en est pas moins importante dans l'ensemble de l'humanité. Son étonnante ténacité est un des phénomènes de l'histoire les plus dignes d'être étudiés. A l'époque romaine d'ailleurs, le monde berbère a introduit quelques élémens essentiels dans le mouvement général de la civilisation par la part qu'il a eue à la formation du christianisme latin.

Au point de vue des sciences historiques (1), cinq choses constituent l'apanage essentiel d'une race, et donnent droit de parler d'elle comme d'une individualité dans l'espèce humaine. Ces cinq documens qui prouvent qu'une race vit encore de son passé sont une langue à part, une littérature empreinte d'une physionomie particulière, une religion, une histoire, une législation. On peut y joindre dans certains cas une écriture propre; cette condition n'est pourtant pas de rigueur, car de très grandes races, telles que la race indo-européenne, n'ont jamais eu d'alphabet à elles, et ont emprunté l'écriture des autres races. On en peut dire autant de l'art, l'art s'empruntant avec plus de facilité que la langue, la religion et la législation. Si nous demandons à la race berbère quels sont de ces titres de noblesse ceux dont elle peut faire la preuve, nous la trouverons à quelques égards assez pauvre; par d'autres côtés au contraire, elle pourra le disputer aux races les plus privilégiées. La race berbère en effet possède ce que n'ont pas toujours les plus illustres races, une *écriture* qui n'appartient qu'à elle, écriture singulière, peu employée, connue presque uniquement des femmes, mais dont l'antiquité nous est attestée par le monument bilingue (carthaginois et berbère) de Tugga, et par les inscriptions bilingues, beaucoup plus

(1) Nous laissons à d'autres le soin de parler des caractères physiologiques, anthropologiques, qui, en ce qui concerne la race berbère, ne sont pas moins nettement accusés que les caractères linguistiques.

nombreuses (latines et berbères), des cimetières voisins de La Calle. Grâce aux soins patiens et aux efforts successifs de MM. de Saulcy, Reboud, Duveyrier, Faidherbe, Judas, Halévy, Letourneux, ces petits textes ont été recueillis, étudiés, et constituent un curieux chapitre des études paléographiques et épigraphiques. L'origine de cette écriture est incertaine, il n'est pas sûr que les Berbères l'aient inventée de toutes pièces; ce n'en est pas moins un fait bien remarquable que cette race, en apparence si déprimée, ait un alphabet à elle, un alphabet qu'on n'a jusqu'ici trouvé nulle part ailleurs que sur les côtes barbaresques et dans le Sahara, et qui, selon toutes les apparences, n'a jamais servi à écrire que le berbère.

C'est surtout par la *langue* que la race berbère a triomphé de ses ennemis. Quoique des populations entières du littoral aient perdu tout souvenir de leur origine, qu'elles ne parlent plus que l'arabe, qu'elles se disent et se croient sincèrement arabes, d'autres fractions de la race berbère, même dans la région maritime, ont gardé et leur langue, mêlée il est vrai d'arabe, et leurs mœurs, altérées jusqu'à un certain point par la conquête musulmane. Ce sont les tribus qu'on appelle *kabyles*. Si l'on s'enfonce dans l'intérieur, le vieux fond se retrouve bien plus pur. Le touareg, langue autochthone de toute l'Afrique du nord, est sans mélange d'arabe. Pour étudier la physionomie de ces curieux idiomes, le touareg est donc un type bien préférable au kabyle. Le général Hanoteau, dans ses deux grammaires kabyle et touareg, a présenté les traits principaux de ce grand système linguistique avec sincérité, sans parti-pris, en laissant prudemment aux philologues comparatifs le soin de tirer les conséquences des faits bien observés qu'il leur soumet. — Il peut sembler ambitieux de parler de *littérature* à propos de peuples aussi peu littéraires. M. Hanoteau a néanmoins recueilli ce qu'on a de la littérature berbère, c'est-à-dire quelques chants populaires, quelques récits.

L'*histoire* des Berbères est obscure; on la conclut surtout de l'histoire des autres races qui ont été en rapport avec eux. Les Berbères ont eu cependant un historien qu'on peut appeler de génie, l'Arabe Ibn-Khaldoun. Dans sa vaste encyclopédie historique, le monument de beaucoup le plus surprenant que nous ait légué l'historiographie musulmane, Ibn-Khaldoun consacre aux Berbères un livre entier, qu'a publié et traduit avec sa sûreté ordinaire M. de Slane. — Quant à la vieille *religion* africaine, elle a disparu sans retour; l'islamisme l'a complétement oblitérée. On parle vaguement de quelques massifs de montagnes très avancés vers le sud, chez les Touaregs, où les habitans ne seraient pas musulmans; peut-être sont-ils chrétiens, peut-être juifs. Jusqu'à présent nous n'avons, pour connaître le culte indigène de l'Atlas, du Sahara et des côtes

barbaresques, qu'un petit nombre de passages des auteurs grecs et latins, notamment de la *Johannide* de Corippus, et quelques indices épigraphiques. C'est bien peu; des dieux si fort oubliés de leurs anciens fidèles n'ont guère d'espoir de résurrection.

Reste la *législation* coutumière, partie d'ordinaire si persistante de l'individualité d'une race. Cet élément essentiel est très bien conservé chez les Kabyles. Tout en étant sans réserve convertis à l'islam et en se montrant sous le rapport du dogme des musulmans irréprochables, les Kabyles, dans un grand nombre de cas, s'écartent des prescriptions de la loi civile du Coran, disant avec beaucoup de sens que ces prescriptions ont été faites pour un pays très différent du leur et pour un peuple qui n'avait pas leur manière de vivre. C'est là un phénomène dont on trouverait à peine un autre exemple dans le monde musulman. Partout ailleurs la foi religieuse et le code ont été inséparables. Ici la coutume locale a eu la force d'abroger une moitié du livre sacré. Dans certaines parties du monde berbère, le droit commun musulman a, il est vrai, pris le dessus; mais ce fait, quand il s'est produit, a toujours été le résultat d'une conquête postérieure, et non de la simple conversion à l'islam. Ce qui prouve bien, d'un autre côté, que les coutumes qui ont ainsi triomphé de la plus intolérante des révélations sont une forme innée, un vieux legs de race, c'est qu'elles sont communes à tous les Berbères, c'est-à-dire à des fractions nombreuses de populations inconnues les unes aux autres et entre lesquelles les relations sont souvent impossibles. Un sujet capital ouvert aux investigations ultérieures sera de voir jusqu'à quel point cette législation se retrouve chez les Touaregs. Il y a au moins un point où la différence est sensible, c'est tout ce qui touche à la situation sociale de la femme. La femme, chez les Touaregs, a une situation privilégiée; chez les Kabyles, la condition de la femme est celle d'une servante achetée. Une telle différence peut venir, chez les Berbères d'Algérie, d'une pression plus forte des conquérans et d'un affaiblissement des mœurs primitives. L'existence chez les Touaregs de nobles et de serfs paraît au contraire être le résultat de divers accidens historiques, en particulier de l'assujettissement aux Berbères de tribus soudaniennes (1). On trouvera probablement un jour que les mœurs des Touaregs, comme la langue des Touaregs, offrent un critérium scientifique plus sûr que les mœurs des Kabyles; mais ces derniers sont mieux à notre portée, et il serait certainement impossible aujourd'hui d'exécuter chez les Touaregs le travail qui vient d'être fait chez les Kabyles, et dont nous avons en ce moment le volumineux résumé sous les yeux.

(1) H. Duveyrier, *les Touaregs du nord*, p. 327 et suiv.

L'entreprise de recueillir cet antique droit coutumier d'une des plus vieilles races du monde offrait de grandes difficultés. Beaucoup de tribus kabyles ont des petits livres de coutumes écrits en arabe. Le plus souvent pourtant il a fallu travailler sur la tradition orale, sur les délibérations écrites des villages, sur les actes des *ouléma*, sur les témoignages des personnes autorisées. Le général Hanoteau, dont nous avons déjà rencontré le nom dans presque toutes les directions de la science, et M. Letourneux, conseiller à la cour d'Alger, l'une des personnes qui ont le plus fructueusement travaillé sur l'épigraphie berbère, ont rempli cette tâche avec une conscience parfaite. Exempts de préjugés de race, les deux savans auteurs n'ont eu qu'une préoccupation, la recherche exacte de la vérité. Leurs fonctions leur offraient de grandes facilités pour la savoir. Les trois magnifiques volumes, imprimés à l'Imprimerie nationale, où ils ont déposé les fruits de leur enquête, feront le plus grand honneur à la France auprès de ce public européen dans l'approbation duquel les publications sérieuses sont trop souvent réduites chez nous à chercher leurs encouragemens et leur appui.

II.

L'organisation politique et sociale dont MM. Hanoteau et Letourneux nous ont présenté l'excellent exposé (1) peut sûrement compter entre les plus originales du monde. Je ne connais pas de tableau qui fasse méditer plus profondément sur les conditions des sociétés humaines et sur leurs inévitables compensations. Le monde berbère nous offre ce spectacle singulier d'un ordre social très réel, maintenu sans une ombre de gouvernement distinct du peuple lui-même. C'est l'idéal de la démocratie, le gouvernement direct tel que l'ont rêvé nos utopistes; mais hâtons-nous de dire que les plus fanatiques partisans de ce paradoxe seraient vite convertis, s'ils pouvaient voir les résultats que leur chimère a produits en Afrique depuis des siècles, et la patriarcale simplicité où la vie humaine s'est trouvée renfermée par un régime que, dans leur ignorance puérile, ils s'imaginent être celui de la liberté de l'individu.

Il n'en faut pas nier la possibilité. Il y a une société au monde où le peuple est tout et suffit à tout, où le gouvernement, la police,

(1) MM. Hanoteau et Letourneux ont décrit le système de la constitution kabyle tel qu'il existait avant l'occupation française; ils ont montré ensuite les modifications introduites par la conquête. La première partie est naturellement celle qui a pour nous le plus d'intérêt. Nous avons imité les judicieux auteurs en présentant comme encore existantes des pratiques ou des institutions modifiées par notre administration, mais qui durent encore virtuellement dans l'esprit de la race, et ont en tout cas la valeur de faits ethnographiques.

l'administration de la justice, ne coûtent rien à la communauté. Partout où la race berbère a échappé à la domination de l'étranger, nous la trouvons organisée en petites républiques indépendantes, groupées par fédérations de peu d'étendue. La forme monarchique est dans cette race une exception, et, quand on la rencontre, on peut être sûr que la population qui la subit n'est pas constituée d'une manière normale, qu'elle a fait violence à ses instincts en vue de la défense nationale ou par esprit de domination. La passion de l'égalité a toujours empêché chez les Berbères la constitution d'une nationalité forte et homogène. Ils n'en ont pas les charges, ils n'en ont pas non plus les avantages. La facilité extrême qu'ont eue à toutes les époques les conquérans pour s'établir dans le nord de l'Afrique vient du manque total d'institutions centrales, d'armées, de dynastie, de noblesse militaire. On ne vit jamais société plus faible pour se défendre contre l'agresseur. D'un autre côté, rien de plus éloigné de l'avilissant despotisme de l'Orient, de ce culte de la force, considérée comme une manifestation de la volonté divine, qui est le grand mal des sociétés musulmanes. Les rois assez puissans que l'on voit en Numidie, en Mauritanie, en Gétulie, vers l'époque des guerres puniques, paraissent des condottiers, des embaucheurs de cavaliers nomades, plutôt que de vrais chefs de dynasties héréditaires appuyées sur une féodalité.

L'islamisme est une religion très peu républicaine. Toute société musulmane arrive vite au plus sanglant absolutisme. Il a fallu dans la race berbère une obstination démocratique bien prononcée pour avoir résisté à cette tendance fatale. Une seule exception à la loi d'égalité qui domine la société berbère s'est faite en faveur des marabouts. A l'origine toute religieuse, la caste des marabouts est devenue avec le temps une véritable noblesse de naissance, avec ses préjugés et ses priviléges. Il n'est pas douteux que, si les Kabyles étaient arrivés à la monarchie, les marabouts n'eussent constitué une classe sociale très vexatoire pour le reste de la communauté; mais la démocratie met un frein à ces prétentions. Les marabouts savent que les Kabyles se révolteraient contre eux, s'ils blessaient trop ouvertement les habitudes du pays. Ils sont restés ainsi dans un état analogue à celui des moines de la première moitié du moyen âge, avant que l'empire carolingien en décadence eût conféré aux monastères les droits féodaux.

L'unité de la société kabyle est le village; l'autorité du village, c'est l'assemblée générale de citoyens ou *djémâa*. Cette assemblée émet des décisions souveraines et les exécute elle-même. Son autorité s'étend à tout, descend aux détails les plus intimes de la vie privée, et n'est limitée que par la coutume. Tout homme ayant atteint l'âge où il peut observer dans sa rigueur le jeûne du rama-

dhan fait partie de la *djémâa* et a voix délibérative. Il est vrai que ce droit, absolu en théorie, se réduit à peu de chose dans la pratique. « Sur le forum kabyle, disent MM. Hanoteau et Letourneux, il y a en réalité plus de comparses que d'acteurs véritables. » Le propre de la race berbère est d'avoir créé la quantité d'inégalités dont une société ne peut se passer, sans classe nobiliaire, sans règlement permanent, uniquement par la force des mœurs et par le consentement tacite des citoyens.

La *djémâa* ne délègue en réalité aucun de ses pouvoirs souverains, mais elle choisit dans son sein un agent, l'*amin*, chargé de faire la police, d'assurer l'exécution des arrêts, de veiller au maintien de l'ordre et à l'exécution des règlemens (1). Cet agent n'est qu'un chef temporaire du pouvoir exécutif; il ne peut prendre aucune décision sans la *djémâa*. Une fois nommé et installé, l'*amin* choisit dans chacune des fractions du village une sorte d'adjoint, responsable envers lui et chargé de le seconder dans l'accomplissement de ses nombreux devoirs. Toutes ces fonctions sont gratuites. Si le gouvernement à bon marché est le meilleur de tous, les Kabyles ont réalisé la perfection. On verra plus loin à quel prix cette simplicité décevante a été obtenue, et comment la conséquence de ce singulier régime a été de maintenir la guerre civile en permanence dans chaque village et dans chaque tribu.

La durée des fonctions de l'*amin* n'est pas fixée. Il y a des exemples d'*amin* qui sont restés dix ans et plus à leur poste. L'élection se fait sans compter les voix, après une série de pourparlers et de concessions mutuelles. La votation par scrutin est contraire à toutes les idées des Kabyles sur les prérogatives auxquelles donnent droit l'âge, la position, la naissance et la valeur personnelle des individus. Tout Kabyle peut être *amin* de son village; mais ici encore les mœurs restreignent le principe général. Pour être appelé à cette dignité, il faut présenter certaines conditions qui ne sont stipulées nulle part, mais qui n'en sont pas moins exactement observées. On ne choisit d'abord que des gens relativement riches. L'*amin* en effet ne reçoit aucun traitement et est obligé à d'assez fortes dépenses. Ces fonctions soulèvent beaucoup de haines contre celui qui les remplit. Pour ménager leur popularité, les chefs de parti les déclinent et se contentent de faire nommer des candidats à leur dévotion, qu'ils soutiennent et dirigent. Un *amin* est obligé de consulter ces personnages influens, que l'opinion publique place au-dessus de lui. La *djémâa* d'un village kabyle est ainsi le théâtre d'intrigues tout

(1) Inutile de rappeler que la conquête française et surtout les mesures qui ont été la conséquence de la dernière révolte ont profondément modifié cette organisation.

aussi compliquées que le parlement le plus jaloux. Lorsqu'un *amin* a perdu la confiance de son village, on lui donne à entendre avec toute sorte d'égards qu'il a besoin de repos et que ses intérêts réclament son temps. S'il reste sourd à ces insinuations, un marabout lui exprime d'une manière plus claire le vœu de la population.

La *djémâa* se réunit une fois par semaine, ordinairement le lendemain du jour où se tient le marché de la tribu. Si, dans l'intervalle des séances régulières, il y a lieu de convoquer une réunion extraordinaire, l'*amin* en fait donner avis la veille par le crieur public. Tous les citoyens sont tenus d'assister aux réunions de la *djémâa*; celui qui s'abstient sans motif valable ou sans une permission de l'*amin* est mis à l'amende. L'*amin* préside la réunion, expose le motif de la séance et invite les citoyens à émettre leur avis. Le Kabyle est naturellement orateur, et ces tribunes de village voient souvent déployer une éloquence digne des *agora* les plus célèbres de l'antiquité. L'usage limite fort la liberté laissée à tous de parler. Pour prendre la parole, il faut être influent, respecté, âgé. Il paraît que la convenance de ces débats parlementaires ne laisse rien à désirer. Tout excès de parole est sévèrement réprimé ou même puni de l'amende. Quand les esprits s'échauffent, les hommes influens s'entendent pour ajourner la discussion. Dans les affaires importantes, l'unanimité est nécessaire. L'opinion de la minorité, quelque faible qu'elle soit, est toujours prise en sérieuse considération. S'il n'est pas possible de se mettre d'accord, la discussion est abandonnée. Dans les cas où une prompte solution est nécessaire, on convoque les notables de la tribu. Ceux-ci, assistés d'un ou deux marabouts renommés par leur sagesse, forment une espèce de tribunal qui prononce sans appel. Parfois on s'en réfère à la *djémâa* d'un autre village. Souvent on convient de s'en remettre à l'arbitrage d'un homme investi de la confiance générale. Le règlement de presque toutes les affaires en Kabylie se fait ainsi par une suite de transactions où l'opinion publique et l'autorité des notables jouent le rôle principal.

Voilà une démocratie naïve sans doute, et qui n'a jamais pu procurer aux populations qui s'y sont abandonnées des jours bien glorieux; on voit déjà cependant combien elle diffère du rêve des radicaux européens. La commune kabyle, qui *a priori* paraît une impossibilité, existe assez fortement; mais elle existe, grâce à l'empire incontesté de la coutume, à une très puissante organisation de la famille, et à une sélection de personnes désignées par une supériorité quelconque à la considération publique. Une pareille société n'a pas dans son sein de force matérielle qui puisse lui donner une paix durable; mais elle a dans ses règles sévères, dans ses

usages, une base de respect suffisante pour durer. A défaut de la noblesse militaire des peuples âryens, et du chef à la façon arabe, désigné à la fois par la naissance et par la valeur personnelle, le village kabyle a ses notables, aristocratie sans titre défini, résultant de l'estime, des services rendus, supposant pour condition une certaine aisance qui permet à l'individu de vivre sans travailler journellement de ses mains. Il y a même des familles ayant donné des chefs temporaires au pays, et vers lesquelles les yeux se tournent d'eux-mêmes aux momens de crise. Seulement le nombre de ces notables n'est pas limité; aucune condition n'est imposée pour en faire partie; l'opinion seule est juge à cet égard. — En réalité, tout se juge par la *djémâa* restreinte des notables. L'approbation de l'assemblée générale n'est plus qu'une formalité. Des rôles analogues à ce que nous appelons « l'opposition » seraient accueillis par des huées; l'exclusion de la jeunesse des affaires est le trait de ces sortes de constitutions patriarcales. La révolution y est impossible; malheureusement les plus grandes folies (les dernières révoltes de la Kabylie l'ont prouvé) ne sont pas du même coup frappées d'impossibilité.

L'étendue des pouvoirs de la *djémâa* est sans limite. Elle cumule le pouvoir politique, administratif, judiciaire. Elle prononce la peine de mort, punit d'amende les moindres infractions aux règlemens municipaux. Elle statue dans les affaires civiles, ou délègue ses pouvoirs à des juges arbitres, et se réserve l'exécution. Dans les attributions de la *djémâa* et de l'*amin*, nulle distinction de ce que nous considérons comme du domaine de la loi et du domaine de la morale privée. Des déloyautés, des manquemens aux devoirs du galant homme, des fautes contre l'hospitalité, deviennent dans une telle société des délits punis par l'amende. L'amende, appartenant à la *djémâa*, est à dessein multipliée. Elle constitue une sorte de reprise exercée par le pauvre sur le riche, et c'est par elle que la société kabyle fait au socialisme la part qu'il est bien difficile à une démocratie de lui refuser.

Cette organisation politique si simple repose en effet sur un esprit de solidarité qui dépasse tout ce qu'on a pu constater jusqu'ici dans une société vivante ou ayant vécu. Les institutions d'assistance mutuelle sont, dans la société kabyle, poussées à un point qui nous étonne; la coutume à cet égard a force de loi, et renferme des dispositions pénales contre ceux qui voudraient se soustraire aux obligations de ce que nous appellerions la charité et la générosité. Le pauvre est nourri en partie par la communauté, du fruit des amendes, des distributions gratuites, d'une réserve de la propriété générale, frappée de séquestre en sa faveur. La *thimecheret* ou « partage de la viande » est une des institutions particu-

lières aux Kabyles. La pauvreté de ces tribus est telle que l'abatage d'une bête y est un acte public, réglé de la façon la plus minutieuse. La plupart des « partages de viandes » se font sur les deniers publics. Ces distributions présentent de bons et de mauvais côtés. « Une partie des amendes frappées par le village y étant affectée, disent MM. Hanoteau et Letourneux, tout le monde est intéressé à la répression des crimes et délits; mais d'autre part, les juges qui infligent ces amendes étant les convives qui profitent de la *thimecheret*, la perspective d'un bon repas exerce quelquefois sur leurs décisions une fâcheuse influence. »

Il est rare que les sociétés où la souveraineté réside dans l'universalité des citoyens échappent à l'abus de faire servir ainsi le bien de tous à des fins privées. La pauvreté du sol départi à la race berbère a développé outre mesure dans son droit coutumier les dispositions érigeant en obligation l'aide fraternelle. Une foule de traits de la législation kabyle nous montrent le village organisé comme une famille, et à quelques égards comme une communauté. Si, dans l'intervalle de deux marchés, une famille veut tuer une bête pour son usage particulier, elle est tenue d'en informer l'*amin*. Celui-ci en fait donner avis au village par le crieur public, afin que les malades et les femmes enceintes puissent se procurer de la viande. Le propriétaire de l'animal abattu ne peut se refuser à céder la quantité demandée. Les tribus voisines des passages de montagnes que la neige rend dangereux pendant l'hiver ont soin d'y construire des bâtimens où les voyageurs trouvent, avec un abri, une provision de bois pour se chauffer et faire cuire leurs alimens. Quand les ouragans font craindre des accidens, les hommes des villages les plus rapprochés vont à la recherche des voyageurs égarés, et chaque hiver ils en arrachent plusieurs à la mort.

Dans un pays où il n'y a pas d'hôtelleries, l'hospitalité devient une charge publique, et chez des populations aussi pauvres que celles dont nous parlons c'est une charge pénible. Les Kabyles s'en acquittent d'une façon vraiment touchante. Une sorte de réserve est légalement faite sur la fortune publique pour celui qui traverse la tribu. L'étranger, dès qu'il entre dans le village, a sa part dans le bien commun. Les Kabyles poussent jusqu'à l'héroïsme l'application de ce beau principe. Pendant l'hiver de 1867-1868, lorsque la famine décimait les populations indigènes de l'Algérie, les Kabyles de la subdivision de Dellys eurent à nourrir des mendians étrangers accourus de tous les points de l'Algérie et même du Maroc. Les villages venaient au secours des réfugiés sans s'inquiéter de leur origine, avec une charité pleine de délicatesse. Pas un seul de ces malheureux n'est mort de faim sur le sol kabyle; ces actes de charité

étaient accomplis simplement, sans bruit, sans ostentation et comme un devoir tout naturel.

Voilà qui est admirable et montre tout ce qu'il y a d'excellentes qualités de cœur dans la race berbère. Les pages héroïques et touchantes de l'histoire du christianisme africain s'expliquent par cet esprit d'humanité, de douceur. D'autres dispositions du code kabyle, instituant ce qu'on peut appeler le droit de corvée réciproque, et sanctionnées comme les lois de secours mutuels par l'amende ou l'exil, viennent du même fonds, combiné avec les habitudes d'une vie étroite et besoigneuse. Un Kabyle qui bâtit une maison a droit à l'assistance du village entier. Le village doit lui fournir des manœuvres pour servir les maçons. Dans certaines localités, il y a un tour de corvée établi et réglé par l'*amin*. Ailleurs les travailleurs sont des hommes de bonne volonté; mais chacun sait qu'en cas de refus il serait désigné d'office et puni d'amende. Les femmes apportent l'eau nécessaire à la construction. Les tuiles sont fabriquées et déposées à pied d'œuvre par les gens du village. Les bois de charpente, les meules de moulin, sont portés par les hommes valides, sur la réquisition de l'*amin*. Nul ne peut refuser le passage sur sa propriété. Les travaux des champs se font également avec le secours de la prestation mutuelle. Chacun au besoin requiert le village et souffre d'en être requis. Cette institution et le mot berbère qui la désigne ont passé chez les Arabes; mais entre les mains de tribus organisées d'une façon féodale l'institution a changé de nature, elle n'est chez les Arabes qu'une corvée gratuite au profit des chefs et sans nul avantage pour la communauté.

La conséquence de cette organisation a été de favoriser très peu le développement de la richesse, mais aussi d'empêcher la formation d'un résidu social voué par décret fatal à la misère. Le monde berbère n'a pas, à proprement parler, de classe pauvre, distinguée de la classe aisée par son extérieur, ses manières, son langage et ses habitudes. En assistant à une *djémâa*, il est très difficile de dire qui sont les pauvres et qui sont les riches. La différence d'éducation et d'instruction n'existant pas, la noblesse féodale n'ayant laissé aucune trace, il y a dans une telle société des différences de fait, non des différences de droit. Le dernier mendiant vient s'asseoir familièrement à côté du premier personnage, sans que celui-ci s'en étonne. La misère est un accident auquel tout le monde est exposé; l'indigent n'est en rien humilié par le secours qu'il reçoit. Aucune société ne s'est montrée à cet égard plus libérale que la société kabyle. La part du pauvre est faite par la loi extrêmement large, les fondations privées l'élargissent encore; on sent que la société n'est chez de telles populations qu'une extension de la famille. Il n'y a

pas d'enfans naturels; l'enfant né hors mariage est toujours mis à mort, même dans les cas rares où la mère obtient son pardon.

L'honneur est, après le principe d'association mutuelle, la base de la société kabyle (1); avec ces deux principes, les Berbères sont arrivés à se passer à peu près de la force. De même que l'assistance mutuelle, le code kabyle rend l'honneur obligatoire et y met une sanction. Telle est la base de l'*anaïa*, rouage essentiel de cette organisation primitive, et qu'on peut définir un engagement d'honneur d'un protecteur envers son protégé, ayant une valeur légale. On s'étonne au premier coup d'œil que la loi s'occupe d'une relation d'un ordre purement moral et privé entre deux citoyens; mais dans une pareille société, presque dénuée de force publique, l'*anaïa* est la garantie suprême. Celui qui l'affaiblit affaiblit la chose publique, lui enlève son principal étai. Supposons toutes nos garanties sociales disparues, les villages, les quartiers formant des ligues pour se défendre; la parole d'honneur prendrait une valeur officielle, et les ligues seraient amenées à se donner le droit de punir la violation d'un engagement moral. Les garanties publiques étant très faibles chez les Kabyles, les pactes individuels y suppléent. Celui qui a engagé son *anaïa* est obligé sous peine d'infamie d'y faire honneur. S'il est dans l'impuissance d'y donner suite, l'*anaïa* passe à sa famille, à sa tribu, à son village, aux diverses confédérations dont il est membre. La violation de leur *anaïa* est la plus grave injure qu'on puisse infliger à des Kabyles. Un homme qui, selon l'expression consacrée, brise l'*anaïa* de son village ou de sa tribu, est puni de mort et de la confiscation de tous ses biens; sa maison est démolie. « On ne peut refuser à l'institution de l'*anaïa*, disent MM. Hanoteau et Letourneux, un caractère de véritable grandeur. C'est une forme originale de l'assistance mutuelle poussée jusqu'à l'abnégation de soi-même, et les actes héroïques qu'elle inspire font le plus grand honneur au peuple kabyle. Malheureusement la nécessité même de ces dévoûmens est l'indice d'un état social peu avancé, où l'individu est obligé de se substituer à la loi pour protéger les personnes. » L'*anaïa* est aussi la cause de la plupart des petites guerres qui formaient le fond de l'histoire kabyle avant que l'occupation étrangère ne fût venue y mettre fin.

III.

La guerre est en effet l'état naturel d'une société composée de petites unités communales, sans pouvoir supérieur qui ait le droit de

(1) Voyez le beau passage d'Ibn-Khaldoun sur le caractère de la race berbère, t. I, p. 199-200 de la traduction de M. de Slane.

s'interposer entre elles et de juger leurs différends. Il n'y a pas à cela une exception dans l'histoire. Le régime des villes, des communes, des tribus indépendantes, est le régime de la guerre de tous contre tous. Les hommes s'entre-tuent, dès qu'ils n'en sont pas empêchés par un état fort, qui les domine. Nous avons dit que le village est la seule unité véritable du monde kabyle, nous montrerons bientôt certaines agglomérations supérieures au village; mais ces agglomérations sont d'importance secondaire et sans autorité réelle, elles n'empêchent pas les guerres civiles de *djémâa* à *djémâa*. Tout Berbère est de la sorte un guerrier, et les guerres sont très fréquentes. Heureusement elles sont peu meurtrières. L'esprit de conquête n'existant pas et les intérêts généraux ne fournissant pas matière à discussion, les Kabyles ne se battent entre eux que pour des questions d'amour-propre : violations vraies ou prétendues de l'*anaïa*, enlèvemens de femmes, rixes particulières. La grande majorité des combattans n'a aucun intérêt direct à la lutte. Ils vont au feu sans haine, par esprit de solidarité et par point d'honneur. Ces guerres sont de véritables duels de village à village, de tribu à tribu. Après que la fusillade a duré un temps raisonnable, et que les pertes sont à peu près égales de part et d'autre, les deux partis se retirent, emportant leurs blessés et leurs morts. Les choses se retrouvent alors exactement dans l'état où elles étaient avant la guerre, et la lutte n'a eu d'autre résultat que l'honneur satisfait.

La tribu est, au milieu de cette anarchie communale, le seul élément pacificateur. La tribu kabyle est formée par la réunion de plusieurs villages. Lorsqu'une querelle éclate entre deux villages, la tribu se porte comme médiatrice. Elle intervient aussi dans les dissensions intérieures des *djémâa*. La tribu soutient de plus chaque village dans les affaires qui intéressent son honneur contre des étrangers. Les marchés, toujours situés hors des villages, lui appartiennent. Les villages, de leur côté, contribuent aux dépenses de la tribu, et lui doivent les prestations en nature; mais la tribu ne s'immisce pas dans les affaires des villages. Il n'y a dans la tribu rien d'analogue à ce qu'est l'*amin* dans le village. En certains cas de guerre, les notables choisissent pour centraliser les ressources et veiller aux intérêts généraux un « *amin* de la tribu; » mais ces fonctions, qu'on peut comparer à celles d'un chef d'état-major, cessent avec la cause qui leur a donné naissance. Les tribus se font et se défont, se démembrent, s'incorporent à d'autres tribus, parfois disparaissent, tandis que pour la disparition du village il faudrait l'extinction de toutes les familles qui le composent, c'est-à-dire une véritable impossibilité.

Il est très rare que la tribu se réunisse en assemblée générale. En

temps ordinaire, lorsqu'il y a lieu de prendre quelque mesure, les notables des différens villages, délégués par leur *djémâa* respective ou désignés par leur position pour prendre part aux conseils du pays, se réunissent et délibèrent. Ces espèces de conseils fédéraux se tiennent en plein air, dans des endroits consacrés par l'usage. Malgré l'extrême simplicité de ses institutions, la tribu kabyle inspire un véritable patriotisme. Tout le monde tient à honneur de la défendre, de la venger, de faire respecter son *anaïa*. Si une tribu déclare la guerre à une tribu voisine ou est attaquée, toute guerre de village à village doit finir, tous doivent se réunir contre l'ennemi commun.

Le patriotisme kabyle ne va pas au-delà de la tribu. Il existe bien entre les tribus des confédérations qui sont à la tribu ce que la tribu est au village; mais le lien en est très relâché. Toutes les tribus d'ailleurs n'entrent pas dans ces confédérations; plusieurs restent isolées et se contentent d'assurer leur sécurité par des alliances, et surtout en s'appuyant sur l'élément de beaucoup le plus fort et le plus singulier de la constitution kabyle, ce qu'on appelle le *çof*.

Dans une société où l'autorité organisée d'une façon durable ne dépasse pas l'agglomération communale, où la tribu n'est constituée qu'à demi, où rien n'existe qui ressemble de près ou de loin à l'état, l'individu a éprouvé le besoin de chercher dans d'autres associations une garantie que ne donne pas suffisamment l'*anaïa* de son village ou de sa tribu. C'est ce qu'on appelle les *çof* ou « partis; » mais il faut se garder de donner à ce dernier mot le sens qu'il a chez nous : à quelques égards, on traduirait mieux le mot *çof* par « coterie » ou « société d'assurance mutuelle. » Comme il n'y a chez les Kabyles rien qui ressemble à des partis politiques, tout le monde étant d'accord pour rester dans la coutume, ni de partis religieux, personne ne songeant à discuter l'islam, ni de partis économiques, le commerce et l'industrie étant à l'état d'enfance, ni de partis sociaux, la différence des classes n'existant pas, les distinctions de *çof* ont quelque chose de tout matériel. Souvent ils ne se désignent que par le nom du membre le plus connu. Le *çof* kabyle n'est, à vrai dire, qu'une association en vue de toutes les éventualités de la vie. Il n'a rien de durable. On change de *çof* sans honte, quand on n'y trouve plus d'abri efficace, ce qui n'empêche pas qu'on n'y dépense beaucoup de passion, et que le *çof* ne soit une source de guerres à perpétuité.

Ce n'est pas ici le beau côté de la société berbère. Le *çof* est l'inconvénient inséparable d'une constitution où l'état fait si peu pour l'individu que celui-ci est obligé de demander à des combinaisons individuelles un patronage efficace; or le *çof* introduit une vénalité effrénée : il conduit à la négation de toute idée de droit et de

justice. Pour soutenir un membre du *çof*, on ment, on porte de faux témoignages, on se parjure. Le *çof* de son côté n'abandonne jamais ses adhérens. Si l'un d'eux meurt pour la cause du *çof*, celui-ci adopte ses enfans, les nourrit, les entretient aux frais de la coterie. En toute occasion, l'associé est sûr du concours le plus actif de ses coassociés. Lorsqu'une tribu est en proie à la guerre civile, les *çof* envoient fréquemment des contingens armés pour soutenir leurs sociétaires respectifs. En tout cas, si le sort des armes force un parti à s'expatrier momentanément, il est sûr de trouver chez ses amis un accueil empressé.

Les *çof* s'étendent d'un village à un village, d'une tribu à une tribu, d'une confédération à une confédération, et même à toute la Kabylie. Cependant ces associations n'ont pas lieu indistinctement entre toutes les tribus; il y a des groupes en dehors desquels le lien en question ne s'établit pas. D'ailleurs la solidarité dans toute l'étendue d'un groupe n'est pas à beaucoup près aussi complète qu'entre les *çof* d'une même tribu ou d'un même village. Les fonds nécessaires au *çof* sont fournis par des cotisations volontaires. Les chefs n'en rendent pas compte; ce sont de véritables fonds secrets employés à nouer des intrigues, à corrompre des consciences, à préparer des trahisons, à négocier l'assassinat d'un ennemi dangereux. Les chefs du *çof* deviennent ainsi des espèces de petits souverains assez puissans, et il est singulier que jamais chef de *çof* n'ait réussi à former tige de royauté. On arrive à cette position par la bravoure, par l'habileté dans l'intrigue, par l'influence de la famille à laquelle on appartient, et aussi par la richesse. Un chef de *çof* est un personnage fort occupé, et ses dépenses sont très considérables. Toutes les affaires du pays aboutissent à lui, et c'est avec lui bien plus qu'avec les *amin* de village et de tribu qu'une politique habile devrait traiter. Beaucoup de chefs de *çof* font preuve d'une rare souplesse d'esprit et d'une vraie connaissance du cœur humain.

Le *çof* paraît avoir eu autrefois une importance plus grande encore que de nos jours, et avoir produit de grandes ligues s'étendant d'un bout à l'autre de la Barbarie. C'est là un fait analogue aux factions des *blancs* et des *noirs* dans les républiques italiennes, des *Kayssi* et des *Yémani* chez les Arabes de Palestine. Partout où l'état central n'a pas été assez fort pour garantir l'entière sécurité des personnes et des intérêts, de pareilles coteries sont inévitables. Il est possible que ces rôles puissans des Masinissa, des Syphax, des Jugurtha, se soient rattachés pour une part à des causes analogues, et qu'il faille envisager ces hommes célèbres comme des chefs de *çof* attachés tour à tour à la fortune des Romains ou des Carthaginois. Il n'est pas donné à tous les pays d'être des nations;

or partout où un esprit national ne s'empare pas de la société humaine pour l'*informer*, comme on disait au moyen âge, c'est-à-dire pour lui donner une forme, une âme, un principe vivant, il est inévitable que les factions, les coteries, les groupemens les plus artificiels prennent la place de la patrie et remplissent les fonctions que celle-ci ne remplit pas. Le *çof* kabyle paraît de la sorte un des traits essentiels de la race berbère et une des suites de l'impuissance qu'elle a toujours montrée pour se créer des dynasties nationales.

IV.

Nous venons d'exposer, d'après d'excellens observateurs, un système social qui durant des milliers d'années a paru une garantie suffisante à toute une fraction de l'espèce humaine. Par quelques côtés, ce système a de l'analogie avec celui de toutes les peuplades patriarcales et à demi nomades qui, sans dépasser la vie de la tribu, sont arrivées à une certaine civilisation. Il ne faut pas, en pareille matière, exagérer l'idée de race. La race, en ce qui concerne les lois et les coutumes, est primée par le genre de vie et surtout par le degré de culture. Ce que nous savons de la constitution fédérale des Gaulois rappelle singulièrement l'état social que nous voyons exister encore chez les Berbères. La vie de l'Arabe bédouin a beaucoup d'analogie avec celle du Touareg. Les Kirghiz ont des mœurs fort analogues à celles que nous voyons attribuées dans la Genèse aux ancêtres supposés du peuple hébreu, et pourtant il n'y a aucune communauté de race entre les Gaulois, les Berbères, les Arabes, les Kirghiz. De telles analogies viennent moins d'une consanguinité que d'une similitude d'état social et d'une façon identique d'entendre l'autorité du village ou de la tribu comme une extension de celle de la famille. Les races sont des moules d'éducation morale encore plus qu'une affaire de sang. Voici un fait attesté par les honorables auteurs du livre que nous analysons. Parmi les Kabyles des environs du Fort-Napoléon se trouvait, il y a quelques années, un déserteur natif d'Angers. A part un penchant à l'ivrognerie, qu'il satisfaisait dans les cabarets du fort, il avait perdu toutes les habitudes de sa jeunesse, et rien ne le distinguait plus d'un vrai Kabyle. Il avait des enfans qui ne savaient pas un mot de français, se montraient en tout musulmans fanatiques, et n'étaient pas moins hostiles à la domination française que le reste de la population.

A quelques égards, la constitution berbère n'est donc autre chose qu'un type conservé jusqu'à nos jours des vieilles sociétés qui couvrirent le monde avant les royautés administratives, telles que l'Égypte, et les grands empires conquérans, tels que l'Assyrie, la

Perse et Rome. Cela suffirait pour en faire un très curieux monument historique; mais la constitution berbère possède un trait qui lui assure parmi les lois des peuples conservateurs et traditionnels une place à part. Ce trait, c'est la démocratie. Sans dynastie, sans classe militaire, sans noblesse, la société berbère a duré des siècles. Les populations patriarcales ont d'ordinaire une aristocratie, seule chargée de la tradition et de l'honneur de la tribu. Le Berbère ne connaît pas d'aristocratie héréditaire, et tout porte à croire que c'est là chez lui un système primitif. En dehors des pays révolutionnaires, en effet, nous avons beaucoup d'exemples de tribus qui ont passé de la démocratie au pouvoir de chefs héréditaires et plus ou moins absolus, tandis qu'on n'a pas d'exemple de tribus qui soient arrivées de l'aristocratie à la démocratie. On est surpris d'abord qu'une société ait pu vivre dans des conditions aussi simples que celles que nous avons décrites. La société berbère doit sa longévité à sa pauvreté. La race berbère a été la moins favorisée de toutes sous le rapport du sol qui lui est échu. Elle n'y trouva pas de peuplades antérieures pour les réduire en servage. N'ayant pas de serfs, elle n'eut pas de nobles. Exempte en même temps de toute tendance conquérante, elle n'eut pas besoin de chefs militaires (1). Enfin n'oublions pas que la race berbère remplace ce qui lui manque en fait de garanties politiques par le droit coutumier le plus serré qui fût jamais, par un droit qui laisse aussi peu que possible de liberté à l'individu, qui organise la surveillance sur la vie privée. Ces deux aspects de la vie sociale se font une sorte de compensation. Une nation qui a des mœurs très étroitement surveillées peut se contenter d'institutions politiques élémentaires; une nation qui a un grand appareil de force publique, une royauté, une noblesse, peut se permettre une plus grande liberté de mœurs.

A nos yeux en effet, ces vieux droits coutumiers, dont la législation hébraïque contenue dans le Pentateuque est la forme la plus parfaite, ont ce que nous osons appeler un défaut fondamental, c'est qu'ils sont à la fois un code de lois civiles et un code de morale. La liberté de l'individu nous paraît atteinte et la vertu diminuée, si la loi se mêle de la moralité, de la charité, de la générosité, de l'honneur. La loi défend ce qui est subversif de la société et contraire au droit d'autrui, voilà tout; quand le code attribué à Moïse recommande la douceur pour l'esclave, la courtoisie pour l'étranger, la fraternité pour l'Israélite, quand il frappe de peines terribles des délits moraux ou religieux, nous pouvons ad-

(1) Les Touaregs, par la tentation qu'ils ont eue de réduire en esclavage des peuplades soudaniennes, sont arrivés à posséder une classe militaire et des serfs.

mirer le moraliste, mais le législateur nous paraît s'égarer. Nous éprouvons la même impression devant plusieurs articles des coutumes kabyles. Si un Kabyle abandonne sans secours un voyageur, même d'une autre tribu, le village de ce dernier ou quelquefois la tribu entière porte plainte à la *djémâa* du coupable, qui est souvent puni et toujours fortement réprimandé. Des muletiers qui rencontrent sur la route un homme dont le mulet s'est abattu ou ne peut plus marcher doivent se partager la charge et remettre le fardeau en lieu sûr. Que la religion et la morale fassent de telles recommandations, rien de mieux; mais nous sommes choqués de les voir figurer dans un code : la pénalité nous paraît enlever tout mérite à la bonne action. J'en dirai autant des mesures sévères prises pour assurer la règle des mœurs. Les plus graves abus ont moins d'inconvéniens qu'un système d'inquisition qui abaisse les caractères. L'homme de cœur veut à tout prix croire sa vertu désintéressée.

Là est le malentendu des théoriciens politiques qui se représentent comme libéral ce qui est le contraire d'un grand état organisé. Les petites sociétés républicaines, fondées sur les mœurs, presque sans gouvernement, sans noblesse provenant d'une conquête, sont les plus tyranniques de toutes, celles où l'individu est le plus impérieusement pris, formé, élevé, surveillé par l'état. C'est dans de telles sociétés que fleurissent ces législations à la fois morales, religieuses, civiles, pénales, politiques, se donnant le droit de censurer l'individu, qui rappellent les règles d'un chapitre de religieux, et qui sont la plus complète négation de la liberté. Le grand service que Rome rendit au monde fut de faire disparaître ces vieilles coutumes locales, et de créer la notion du droit libéral, fixant des pénalités pour les délits que la société ne peut supporter sans se détruire, protégeant chacun dans sa personne et dans ses biens, et abandonnant le reste à la morale individuelle. L'église chrétienne, devenue officielle à partir du ve siècle, fit revivre le droit de la communauté sur les mœurs de l'individu; l'œuvre principale de la civilisation moderne a été de supprimer une telle ingérence. L'acte le plus coupable moralement ne relève que du mépris public, s'il n'implique un délit formel prévu par la loi. Cette différence entre les sociétés anciennes et les sociétés modernes vient d'une cause toute simple. Nos puissans états modernes protégent assez l'individu pour que la coutume devienne une garantie superflue. Dans une société comme celle des Kabyles, où il n'y a pas de force publique, il est de la plus haute importance qu'un Kabyle garde son *anaîa*, et il est juste que celui qui y manque soit puni par l'amende, car cette *anaîa* est la condition qui permet à la société d'exister sans

force publique; elle constitue, qu'on me permette l'expression, une économie de gendarmes, et celui qui ne paie pas cette quote-part de la sûreté publique est en reste avec la société. En principe, la vertu est d'autant plus nécessaire que l'état est moins fort. L'état est, si j'ose le dire, un équivalent de vertu; il la rend moins nécessaire, et restitue à la liberté de l'individu ce qu'il lui prend en impôts et en sujétions militaires.

On peut dire en ce sens que les grands états ont créé la liberté de l'individu. La tribu, la cité, ont été impuissantes pour cela, car la tribu, la cité, ont trop d'intérêt à ce que l'individu observe les usages traditionnels. Seul aussi, le grand état permet la richesse, qui n'est qu'une application de la liberté de l'individu. — Or le grand état peut-il être un résultat de la démocratie? peut-il se maintenir avec la démocratie? Il est permis d'en douter. Le grand état est l'ouvrage de nobles et de dynastes ayant su s'élever au-dessus des préjugés locaux et des coutumes patriarcales des peuplades et des cantons. C'est à leurs royautés que certains pays doivent leur civilisation. Aussi voyons-nous la démocratie moderne incapable de conserver les grands états sortis des royautés du moyen âge. Si le système républicain triomphe en Europe, il est probable que les grandes unités formées par les rois se briseront. Œuvres de dynasties, ces agglomérations périront avec les dynasties. Le peuple voudra des unités plus restreintes; la province deviendra l'unité politique; souvent on descendra jusqu'à la commune. La haute culture, la civilisation, courront alors de sérieux dangers, car partout en Europe, excepté en Italie, la haute culture et la civilisation sont venues d'initiatives aristocratiques. Athènes, Florence, les républiques grecques et italiennes, prouveront éternellement que des communes peuvent être des centres brillans, et que même la création originale ne se produit à l'aise qu'en de tels milieux: mais il est à craindre que, dans ces vastes Scythies parsemées de colonies grecques où nous vivons, le règne de la province et de la commune ne soit la destruction de l'édifice que des générations d'élite ont péniblement élevé par des efforts séculaires. Un jour peut-être, nos institutions, réduites à l'état de ruine, seront aussi peu comprises des futurs héritiers de tant de sacrifices, que les vieux édifices romains de Syrie, construits en pierres de vingt pieds de long, le sont des nomades qui dressent parmi ces blocs gigantesques un abri d'un jour pour eux et leurs troupeaux.

ERNEST RENAN.

GAVARNI

SA VIE ET SES ŒUVRES

I. *Gavarni*, par MM. Edmond et Jules de Goncourt, Paris 1873. — II. *Catalogue des lithographies de Gavarni*, 1873. — III. *Manières de voir et façons de penser*, recueil des écrits de Gavarni publié par M. Charles Yriarte, 1869.

Il y a quelques années, en résumant ici même les principaux titres et les caractères distinctifs du talent de Gavarni, nous émettions le vœu que l'éminent critique dont la plume avait tracé déjà tant de fins portraits littéraires nous donnât un jour celui du peintre par excellence des mœurs contemporaines (1). Notre désir ne tarda pas à être satisfait. Du vivant même de Gavarni, M. Sainte-Beuve marquait avec sa délicatesse de touche et sa précision accoutumées les traits de ce nouveau modèle. Il rendait à souhait « cette physionomie d'un artiste qui, disait-il, en a tant exprimé dans sa vie et qui les comprend toutes; » mais, par un légitime sentiment de réserve, il s'en tenait pour déterminer la ressemblance à l'examen des phénomènes extérieurs, à l'étude de ce qui pouvait être reproduit sans incertitude ou commenté sans indiscrétion. C'était uniquement dans les œuvres de Gavarni que M. Sainte-Beuve cherchait et trouvait ses élémens d'appréciation. Tout ce qui concernait l'homme et sa vie privée, son entourage, ses habitudes intimes, tout cela devait rester et restait en effet hors de cause, ou si quelque échappée de lumière venait par momens révéler à demi certains secrets du foyer, la porte, seulement entre-bâillée pour ainsi dire, se refermait bien vite sur ces mystères domestiques.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er octobre 1863, *la Lithographie dans ses rapports avec la peinture et les peintres de l'école française.*

Les choses maintenant nous sont montrées au grand jour. La mort de Gavarni, en le livrant tout entier à ses historiens, a mis fin aux scrupules et aux réticences. Ceux-là même qui, comme MM. de Goncourt, ont le plus respectueusement approché, le plus fidèlement aimé ce rare artiste, croient s'acquitter d'un devoir envers sa mémoire en ne taisant rien de ce qu'ils ont vu ou su, en nous transmettant jusqu'au dernier tous les renseignemens biographiques qu'ils ont recueillis, tous les souvenirs, recommandables ou non, qui se rattachent au passage sur cette terre de l'homme dont ils consolaient naguère la vieillesse, et que l'un d'eux, M. Jules de Goncourt, devait suivre de près dans le tombeau.

Pourtant, tout incontestables qu'ils sont, les mérites des œuvres laissées par Gavarni rachètent-ils si bien les faiblesses de sa vie que celles-ci puissent impunément être racontées une à une, énumérées avec une sorte de sollicitude, on dirait presque avec un soin pieux? Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous ne reprochons point aux auteurs de cette biographie la volonté qu'ils ont eue de la faire complète, quelque pénible déconvenue d'ailleurs qu'en puissent causer les détails à ceux qui, comme nous, auraient le plus souhaité que le caractère chez Gavarni eût été à la hauteur du talent. Puisqu'il s'agissait ici d'un personnage dont le nom et les ouvrages appartiennent au public, il est clair que le public avait le droit d'exiger qu'on l'instruisît jusqu'au bout, et que les deux écrivains de leur côté avaient avant tout le devoir d'être véridiques. Nous regrettons seulement qu'en accomplissant si consciencieusement leur tâche de rapporteurs ils n'aient pas cru nécessaire de s'imposer plus souvent quelque chose de la fonction du juge, et qu'ils aient couru le risque par là de paraître trop systématiquement sacrifier au strict exposé des faits la moralité que ces faits impliquent. Voilà pourquoi, après ce travail définitif à certains égards, il semble permis, utile même, de revenir sur ce qu'il contient et de distinguer dans la vie de Gavarni entre les actes qui l'ont honorée et ceux qui en ont embarrassé le cours au point quelquefois d'en compromettre la dignité.

Le moment où nous sommes n'est-il pas du reste particulièrement favorable à ce double examen? Tandis que MM. de Goncourt poursuivaient et menaient à fin l'étude qu'ils avaient entreprise, un autre ami de Gavarni s'appliquait, avec l'aide d'un des plus fervens admirateurs du maître, à recueillir jusqu'aux moindres documens sur ses travaux successifs. L'ouvrage qui vient d'être publié n'est pas seulement un catalogue dressé avec une scrupuleuse exactitude de toutes les lithographies, — et il en existe près de trois mille, — dues à un infatigable crayon; on y trouve des indications précieuses sur la destination primitive de ces pièces, sur celle que leur attri-

buèrent plus tard des retouches ou des changemens dans les titres, en un mot sur les diverses phases de leur fortune pittoresque ou commerciale. Enfin, avant que le livre de MM. de Goncourt et le catalogue dont nous parlons fussent venus compléter la série des renseignemens authentiques, un petit volume avait paru déjà dans lequel M. Yriarte, à la suite d'une intéressante notice biographique, avait réuni un certain nombre d'essais littéraires trouvés dans les papiers de Gavarni. Pour juger ce qu'a été celui-ci et ce qu'il a fait, on a donc aujourd'hui tous les témoignages nécessaires; nous voudrions, en les étudiant impartialement, arriver à en dégager le vrai sens et justifier par quelques exemples soit les reproches, soit les éloges qu'on peut adresser à cette vie et à ce talent.

I.

Il semble que pour tous les détails de son existence, comme pour toutes les inclinations de son esprit ou de son cœur, Gavarni ait principalement compté sur l'autorité future de ses propres révélations, et qu'il ait toujours entendu remplir vis-à-vis de lui-même sinon le rôle d'un surveillant sévère, au moins celui d'un observateur attentif. Aucun artiste peut-être ne s'est plus curieusement regardé vivre, aucun n'a autant écrit sur ses aventures personnelles, sur ses travaux, sur ses secrètes émotions, et il faut ajouter jamais homme non plus n'a moins cherché, la plume à la main, à se surfaire, à se tromper lui-même ou à tromper les autres. « On ne s'écrit pas, disait Gavarni en général des auteurs d'autobiographies ou de mémoires, on ne s'écrit pas, on s'imprime. » Il faut reconnaître qu'il n'a pas, quant à lui, écouté ces conseils de l'amour-propre et que, s'il ne songeait guère en écrivant à s'accuser où à se repentir de ses défaillances, il ne songeait pas davantage à en rien dissimuler.

Depuis les premières années de sa jeunesse, ou plutôt depuis son enfance, Gavarni avait pris l'habitude de noter chaque soir ce qu'il avait vu, fait ou pensé dans la journée, et, sauf vers la fin, il resta obstinément fidèle à cette coutume. Contraste singulier, au milieu des agitations les plus tumultueuses de sa vie de plaisir comme au milieu des inquiétudes ou des tracas qu'amenait si souvent pour lui le mauvais état de ses affaires, il enregistrait avec le sang-froid et la ponctualité d'un teneur de livres les idées que lui suggérait l'heure présente ou celle qui allait sonner. Même au retour d'un bal de carnaval, même à la veille d'un emprisonnement pour dettes, il ne manquait pas de se recueillir quelques instans, non point à la manière des chrétiens, pour interroger rigoureusement sa conscience, mais pour contempler, pour analyser en dilettante ses récens souvenirs ou ses préoccupations actuelles. Que l'on parcoure

les citations empruntées par MM. de Goncourt aux notes autographes qu'ils ont eues entre les mains, on verra que tout était pour Gavarni prétexte à mémento et à écriture. Liaisons éphémères se succédant au hasard de la fantaisie et des rencontres, — brouilles faciles suivies bientôt d'autres ruptures aussi lestement accomplies, — réunions un peu moins que sans façon composées, suivant l'expression de l'artiste, « d'intelligences barbues, de plâtres habillés de satin, » et laissant après elles là où elles ont eu lieu « une odeur de punch, de cigare, de patchouli et de paradoxe à asphyxier les bourgeois, » — enfin visites aux créanciers, aux usuriers, aux hommes d'affaires pour prévenir ou pour retarder celles qu'il lui faudra subir des huissiers et des gardes du commerce, — qu'il s'agisse d'argent, d'étude ou d'amour, Gavarni mentionne tout, consigne tout sur le papier, tantôt en quelques mots précis et secs comme le style d'un inventaire, tantôt en phrases moitié railleuses, moitié prétentieusement philosophiques.

Étrange journal, curieux, si l'on veut, par la franchise des aveux qu'il contient, mais au fond recueil aride et triste, où, pour toute doctrine morale, on ne trouve que l'expression d'un impitoyable égoïsme, où les colères de la pensée portent le plus souvent à faux, où l'ironie même est affligeante, parce que, au lieu de s'attaquer seulement aux erreurs ou aux vanités de l'esprit, elle tend à contredire, à supprimer presque les croyances les plus nécessaires, les sentimens les plus sacrés du cœur ! Un jour, il est vrai, aux approches de la vieillesse, Gavarni démentira, avec toute l'énergie de la tendresse paternelle, l'insensibilité dont il avait fait montre dans des affections d'un autre ordre. La perte soudaine de l'un de ses enfans aura cruellement raison de son prétendu stoïcisme, comme, quelques années auparavant, la mort de sa mère lui avait arraché ce cri de l'âme : « l'imagination ne saurait deviner ce qu'on éprouve à n'être plus un fils; » mais, tant que sa jeunesse dure, il semble qu'il ne sente et n'apprécie les choses qu'en proportion des amusemens qu'elles lui procurent ou des libertés qu'elles lui laissent. Les devoirs de l'amitié ne vont guère à ses yeux au-delà des pratiques complaisantes de la camaraderie; l'amour, qu'il nie, qu'il se vante de n'avoir jamais connu, parce qu'il le cherche comme les matérialistes cherchent l'âme, en dehors de son vrai domaine et dans le seul témoignage des sens, l'amour n'est pour lui que l'étiquette mensongère de ce qu'il faut appeler par son nom et reconnaître pour unique loi, — le plaisir. L'art enfin, dont il sait, quand il veut, faire un si délicat emploi, dégénère parfois sous sa main en je ne sais quelle industrie de bas lieu, et certaines œuvres destinées à être vendues sous le manteau, certaines lithographies ou aquarelles froidement licen-

cieuses, montrent jusqu'où peut descendre un talent qui, à défaut d'autre frein, aurait dû avoir au moins le respect de lui-même.

Faut-il donc aujourd'hui, par un sentiment de déférence mal entendu, s'accommoder de ces souvenirs au point de les confondre presque avec les titres qui recommandent la mémoire de Gavarni? En sommes-nous arrivés à cet excès de tolérance que nous ne sachions plus qu'accepter indifféremment, comme de simples documens historiques, le bien et le mal, les mérites et les torts, les preuves faites par un esprit d'élite et les témoignages tout autres que fournit un caractère faiblement trempé? Suffit-il en un mot qu'un artiste ait montré un grand talent pour que l'on passe condamnation sur tout le reste, et que l'on trouve nécessairement une excuse à ses fautes dans ce qui semble au contraire les aggraver? Certes cela ne suffit pas, certes cette indulgence serait mauvaise. On peut, on doit, sans pousser les exigences jusqu'au rigorisme, demander à un moraliste, — qu'il soit peintre ou écrivain, — de ne pas contredire par sa propre conduite les enseignemens qu'il nous donne. En quoi serait-on mieux venu à absoudre de ses égaremens personnels l'accusateur indigné des amours vénales et des corruptions contemporaines, l'observateur clairvoyant dont le crayon a si éloquemment dénoncé nos sottises et nos vices, qu'on ne le serait à oublier les habitudes si peu exemplaires du poète satirique Regnier, ou, toute proportion gardée, à pardonner à l'auteur d'*Émile* ce qu'il faisait dans la pratique de ses théories et de ses leçons?

Gavarni ou, suivant les termes mêmes de son acte de naissance, Guillaume-Sulpice Chevalier, — la signature que portent les œuvres de l'artiste n'étant en réalité qu'un pseudonyme emprunté, à une lettre près, au nom d'une vallée des Pyrénées (1), — naquit à Paris le 13 janvier 1804. Issu d'une famille de tonneliers et de vignerons de la Bourgogne, fils d'un homme qui, après avoir fait partie à Paris du comité révolutionnaire de sa section, s'était réfugié au temps du directoire dans la vie obscure et monotone d'un petit bourgeois du Marais, enfin mis en apprentissage à l'âge de treize ans chez un fabricant d'instrumens de précision, celui qui devait figurer un jour parmi les artistes les plus remarquables de son temps ne trouvait assurément ni dans les traditions de sa race ni dans le milieu où il grandissait de quoi stimuler beaucoup sa vocation. A peine un frère de sa mère, autrefois peintre, acteur, puis, suivant une

(1) A l'époque où le jeune dessinateur en était encore à ses premiers essais de publicité, il n'hésitait pas à inscrire au bas d'une aquarelle ou d'une lithographie son nom patronymique, sauf à le faire précéder, je ne sais pourquoi, d'un autre prénom que le sien, celui d'*Hippolyte*. Ce ne fut qu'un peu plus tard, en 1829, que, mettant à profit l'avis d'un marchand qui l'assurait de l'influence d'un nom sur la vente, il choisit le pseudonyme un peu singulier sous lequel il est devenu célèbre, et qu'il prenait alors en souvenir de son récent séjour à Gavarnie.

mode assez singulière de l'époque, mystificateur de profession, à peine cet oncle, nommé Thiemet, put-il avoir une certaine influence sur les goûts de l'enfant et sur le développement de ses facultés dans le sens de l'observation pittoresque ou morale. Il ne paraît pas d'ailleurs que Gavarni ait montré de bonne heure et bien clairement les dispositions spéciales de son intelligence; il ne paraît pas qu'il ait tout d'abord reconnu lui-même ses véritables aptitudes. Contrairement à la plupart des artistes dont le nom est promis à l'avenir, on le voit consumer les premières années de sa jeunesse dans des incertitudes sur la voie où il doit s'engager, dans des essais de nature toute différente, depuis l'étude de la mécanique au Conservatoire des arts et métiers, à Paris, jusqu'à un travail de gravure à Bordeaux pour la publication de planches représentant le pont de la ville, depuis ses occupations d'employé du cadastre à Tarbes et dans les Pyrénées jusqu'aux efforts qu'il tenté pour faire en vers et en prose acte de littérateur.

Sans doute au milieu de ces entreprises diverses Gavarni trouve le temps de dessiner quelques-uns des personnages qu'il rencontre ou des sites que lui offre le pays où il vit. Il songe même par momens à se donner tout entier à l'art, et il lui arrivera d'écrire un jour, après une excursion aux environs de Tarbes : « Je ne suis plus ce jeune homme capricieux, amateur de tant de branches différentes, j'ai un but déterminé et immuable. C'en est fait, je serai peintre; » mais, quoi qu'il en dise, son parti n'est pas irrévocablement pris encore, et il faut bien ajouter que la très médiocre habileté de son crayon à cette époque, le caractère équivoque des intentions et des formes que sa main cherchait à exprimer, ne devaient pas plus le rassurer sur ses succès futurs qu'inspirer à autrui une grande confiance dans les ressources dont il lui appartiendrait de disposer. Ce n'est qu'après son retour à Paris, c'est-à-dire lorsqu'il a dépassé déjà l'âge de vingt-cinq ans, que Gavarni commence à se rendre un compte plus exact de ce qu'il peut comme de ce qu'il veut, et que, renonçant aux chétives contrefaçons des dessins de genre ou de paysage fabriqués par les fournisseurs ordinaires d'albums, il entre enfin dans l'étude sincère de la réalité. Encore ses premières tentatives ne laissent-elles pas de se ressentir beaucoup des habitudes conventionnelles dont il croyait avoir secoué le joug. Gavarni a beau prendre par écrit vis-à-vis de lui-même les engagemens les plus précis, il a beau reconnaître que dans l'ordre des travaux auxquels il se livre la bonne foi est une qualité aussi nécessaire que nouvelle, et que, pour répéter ses propres paroles, « il reste à être vrai, » — la vérité telle qu'il la rend a quelque chose de bien exigu encore quant aux formes, de médiocrement neuf, d'assez banal même quant au fond. Peu à peu cependant l'originalité du penseur et de

l'artiste se dégage, la pratique devient à la fois plus exacte et plus libre, le crayon, manié d'abord avec une sorte de timidité recherchée, arrive à concilier la finesse avec la franchise, et les nombreuses lithographies isolées ou réunies en suites que Gavarni publie à partir de 1832 attestent aussi bien chez lui les perfectionnemens de la manière que les progrès du goût et la force croissante de l'imagination.

Tandis que cette heureuse transformation s'opérait dans le talent du dessinateur, qu'advenait-il de l'homme lui-même et de ce qu'il appelait sa « philosophie » en face des difficultés ou des séductions de chaque jour? Rien de plus contraire aux illusions accoutumées de la jeunesse que les doctrines en vertu desquelles il avait entendu de bonne heure se conduire ou plutôt se laisser vivre. Même avant son retour à Paris, même à l'âge où il sortait à peine de l'adolescence, Gavarni affectait d'être désenchanté de tout, de ne croire ni à la vertu, ni à la passion sincère, ni au reste, et de ne juger la considération désirable que « parce qu'elle apporte de l'or. » Les fragmens de sa correspondance et ses notes à l'époque où il habitait Tarbes contiennent à cet égard de fâcheuses révélations. A-t-il à se consoler de son insuccès dans une entreprise galante pour laquelle il avait rêvé un dénoûment tout différent, il s'en tient à cette simple réflexion : « Je n'aurais pas plus aimé cette femme que je n'ai aimé les autres... J'aurais inscrit en bâillant son nom sur mon journal à la suite de bien d'autres noms, et je l'aurais quittée pour préparer une nouvelle intrigue. » S'agit-il de conseiller un ami au début de sa carrière, « il faut, écrit-il, — et il a vingt ans! — il faut apprendre à manier un jour ceux qui sont restés dans le limon de la société... Je vous dis d'avoir de l'hypocrisie, c'est indispensable... Cette contrainte d'ailleurs ne doit rien coûter à un philosophe, il doit prêter complaisamment l'oreille aux caquets des hommes,... et, comme son intérêt n'est pas de les faire se fâcher, puisqu'il a besoin d'eux, il doit flatter leurs erreurs, et avoir pour leurs hochets cette comique vénération qu'on a pour ceux d'un enfant. »

En transcrivant ces paroles et bien d'autres qu'on dirait empruntées aux *Liaisons dangereuses* ou aux pires écrits du même temps, MM. de Goncourt cherchent à en excuser, à en expliquer tout au moins l'amertume par le tourment qu'éprouvent les talens supérieurs à l'époque où ils sont encore méconnus. Il est vrai, pour se venger du monde qui les ignore, des esprits de haute race peuvent quelquefois commencer par s'insurger contre lui, et tâcher en attendant mieux de lui faire payer les déceptions prématurées, les irritations présentes de leur orgueil. C'est ainsi qu'avec l'emportement de ses dix-huit ans et dans un accès de révolte naïve contre l'indifférence de la société à son égard, Schiller écrira le drame des

Brigands, sauf à en désavouer ensuite les prétentions et les violences par la générosité progressive, par le caractère de plus en plus bienfaisant de ses idées et de sa vie. Le malheur est, pour Gavarni, que l'excessive indiscipline ait duré chez lui bien au-delà de la période des débuts, et que les perfectionnemens de son talent n'aient pas amené une réforme dans ses principes et dans ses mœurs.

D'ailleurs cet esprit de rébellion fougueuse est-il bien celui qui anime Gavarni à quelque moment de sa vie que ce soit? N'est-ce pas au contraire avec un étrange sang-froid, au moins en apparence, qu'il substitue théoriquement l'intérêt personnel à la religion du devoir, et dans la pratique la recherche curieuse des aventures, la poursuite au jour le jour du plaisir aux tendresses ou aux attachemens du cœur? Nous ne voulons pas insister. Il nous suffira de dire que, quels qu'en aient pu être les secrets mobiles, la vie menée par Gavarni, après comme avant ses premiers succès d'artiste, touche malheureusement de bien près au libertinage vulgaire. Pour en suivre sans regret les détails dans tous les lieux et dans toutes les compagnies où elle se dépense, il faudrait tenir en moins d'estime que nous ne faisons les travaux qui l'ont d'autre part occupée.

Un mot toutefois sur certains faits qui, en compliquant encore cette existence si peu simple déjà, devaient achever de l'embarrasser dans le présent et même en compromettre jusqu'à la fin l'indépendance matérielle. Après quelques années passées aux gages des journaux qui publiaient presque chaque jour une lithographie de sa main, Gavarni avait pensé que, pour tirer de son talent un parti à la fois plus immédiat et plus fructueux, le mieux serait de se faire directeur de journal lui-même. Avec une faible somme empruntée un peu partout et un grand fonds de confiance dans le succès prochain de l'entreprise, il était donc parvenu, suivant la spirituelle expression de ses biographes, « à mettre dans leurs meubles ses lithographies et sa copie, » car la certitude d'imprimer aussi souvent, aussi librement qu'il le voudrait les productions de sa plume ne l'avait pas moins séduit que l'avantage de publier pour son propre compte les œuvres de son crayon (1). Par malheur, l'événement ne tarda guère à déconcerter ces espérances. L'argent promis par les premiers prêteurs ne vint pas plus que le succès sur lequel on avait compté, et au bout de sept mois de luttes contre la mauvaise for-

(1) La plupart des écrits que contient le volume publié par M. Yriarte avaient paru pour la première fois dans ce recueil périodique que dirigeait Gavarni, notamment *Madame Acker, les Jarretières de la mariée* et un fragment intitulé *l'Homme seul*, — la meilleure à notre avis, la plus originale au moins des productions littéraires de l'artiste. Quant à ce roman d'amour ou plutôt de métaphysique sentimentale que M. Sainte-Beuve a peut-être trop complaisamment analysé, et dont il a d'ailleurs très justement dit que l'héroïne « avait avec des restes d'Elvire des commencemens de Lélia, » — nous ne regrettons guère que l'auteur l'ait laissé inachevé. Il y a là des

tune, après une série de tentatives de plus en plus hasardeuses, d'emprunts de plus en plus onéreux, il fallut bien quitter la partie. Le *Journal des gens du monde* cessa de paraître avant la fin de l'année 1834, et celui qui l'avait fondé dans l'espoir de se soustraire à la domination des éditeurs tomba, pour n'en être jamais complétement affranchi, sous la tyrannie des créanciers, des usuriers, et sous le joug de la procédure commerciale. Triste condition, dont il avait pourtant à peu près fini par s'accommoder et que venaient égayer parfois les hommages imprévus rendus à l'artiste par ceux-là mêmes qui songeaient le moins à épargner en lui le débiteur : témoin ce jour où, profitant de ses relations avec un dessinateur aussi expérimenté, le recors chargé de conduire Gavarni à Clichy lui soumet, chemin faisant, une tête de *Niobé* copiée à l'estompe par son fils et dont il s'était préalablement muni pour se renseigner sur les dispositions de l'enfant; témoin encore le langage de cet huissier qui, après avoir déposé chez Gavarni l'affiche annonçant la vente par autorité de justice de tout ce que celui-ci possède, se félicite, « en sa qualité d'amateur, » de la bonne fortune qui lui échoit et de l'honneur que sa mission lui procure. Néanmoins ces interminables affaires d'argent et les difficultés quotidiennes qu'elles entraînent, ces mesures judiciaires aux conséquences desquelles Gavarni cherche tantôt à se dérober par la fuite, tantôt à opposer une contenance indifférente ou résignée, — si résignée même qu'il lui arrive une fois de prolonger volontairement son séjour dans la prison pour dettes au-delà du temps qu'il était condamné à y passer, — tout cela, sans compter les reconnaissances du mont-de-piété vendues à vil prix et les billets dont les usuriers ne veulent plus, tout cela laisse en somme une impression pénible et se concilie mal avec la satire tracée par le même homme des désordres qui aboutissent à la ruine du crédit ou à la perte de la liberté.

Sans doute on ne saurait reprocher bien sévèrement à Gavarni la fâcheuse issue de l'entreprise qu'il avait tentée. En s'y aventurant, au risque d'avoir à reconnaître bientôt l'insuffisance de ses ressources financières, en prétendant fonder un recueil périodique avec une caisse à peu près vide et sur la foi de quelques vagues promesses, il ne s'était en réalité rendu coupable que d'imprudence. D'ailleurs l'aversion très formelle qu'il témoigne dans plusieurs

prétentions fatigantes au bel esprit, une phraséologie de rhéteur jouant l'amoureux et le philosophe, et par-dessus tout l'image de deux caractères, de deux personnages aussi peu intéressans l'un que l'autre dans leur duel à coups de pensées quintessenciées et de subtilités galantes. En général, et bien contrairement à ses œuvres dessinées, les écrits de Gavarni manquent de naturel, de netteté, de franchise. « C'est, disent avec raison MM. de Goncourt, de la petite littérature pointue,... ne donnant rien de la précision concise et de la formule concrète du style » propre à celui qui a inscrit tant de légendes devenues proverbiales au bas de ses lithographies.

lettres écrites à cette époque pour tout ce qui de près ou de loin ressemblerait à un « tripotage » ne peut laisser aucun doute sur la loyauté de ses intentions. Il est permis seulement de regretter que, l'échec une fois survenu, celui qui le subissait n'ait pas plus résolûment travaillé à en abréger les suites, et que la gêne où une fausse spéculation l'avait mis se soit compliquée par sa faute d'autres embarras beaucoup moins dignes d'intérêt à tous égards. Lorsqu'on voit Gavarni, harcelé par ses créanciers, se préoccuper moins peut-être des moyens de les satisfaire que des expédiens à l'aide desquels il se procurera un travestissement pour un bal ou de quoi payer son écot dans quelque souper, lorsqu'on lit sur son journal ces mots inspirés par la détresse où il se trouve un jour de fête et par la contrariété presque enfantine qu'il en ressent : « misère en gants jaunes, noble misère d'artiste, vous voici encore au 1er janvier, » — il devient véritablement difficile de compatir à ces inquiétudes et de s'associer à ces doléances. Non, quoi qu'en dise Gavarni, cette « misère » n'est pas « noble, » elle n'a même rien d'apitoyant parce que, au lieu de nous rappeler l'énergie d'un caractère en lutte fière avec l'adversité, elle n'exprime que les fatigues sans combat et les privations impatiemment subies d'un esprit avide de jouissances; non, la dignité d'un artiste n'a que faire dans ces questions d'étiquette et de costume. Elle ne dépend pas à ce point des dehors, et nous la jugeons au contraire bien autrement compromise par ces élégances mensongères, par ces gants jaunes achetés à crédit, que par la franche et véridique indigence d'un Bernard Palissy enveloppant de grossiers « morceaux de drapeau » ses laborieuses mains que « la dureté de la besogne » avait meurtries.

C'est ce mélange de vanité mondaine et de capitulation avec les devoirs sérieux que le monde impose, avec les conditions régulières de la vie, c'est ce côté bohème du tempérament moral de Gavarni qui ôte à la pauvreté de l'artiste, comme à la fastueuse indigence qu'étalent quelques-uns de ses contemporains et aux plaintes qu'elle leur suggère, la sympathie et le respect. Rien de moins attendrissant que les démêlés de Balzac avec les gens d'affaires ou les marchands, lorsqu'au luxe dont il a réussi à s'entourer un instant succèdent pour lui le dénûment dans le présent et l'obligation d'engager l'avenir; rien de plus puéril au fond que ses récriminations contre la société française tout entière, contre l'ingrate nation qui lui refuse les millions dont il aurait besoin pour soutenir son rang de « maréchal de lettres. » Sans avoir précisément passé par les mêmes alternatives et surtout sans avoir aussi impérieusement articulé ses prétendus griefs, Gavarni n'est guère moins responsable de la gêne habituelle et des ennuis qui ont pesé sur son existence. Aussi, lorsque, déjà vieillis l'un et l'autre, le dessinateur et le romancier se

rencontrent un jour dans la gare d'un chemin de fer, les paroles qu'ils échangent sur leur position respective ne laisseront-elles qu'un souvenir peu conforme au sentiment qui les aura dictées. « Eh bien, dit Balzac à Gavarni, nous voilà tous les deux! Vous, vous êtes criblé de dettes, moi je suis obligé de prendre les troisièmes ! » — A qui la faute après tout? Il n'y avait là ni un de ces grands coups d'injustice dont le sort frappe quelquefois les plus méritans, ni même un contraste bien imprévu entre l'éclat de la renommée et l'incertitude ou l'humilité de la situation matérielle; il y avait tout uniment la conséquence très naturelle de sacrifices faits à des vanités de plus d'une sorte, et l'on ne saurait prendre fort au sérieux ces prétentions au martyre, alors que tout se résume dans la juste expiation d'écarts volontaires et de l'abandon systématique du droit chemin.

Le moment vint pourtant où, soit satiété, soit effet d'une influence plus haute, Gavarni s'éloigna pour n'y plus rentrer que par la pensée du milieu énervant et troublé où il vivait depuis sa jeunesse. Même avant de se rendre en 1847 à Londres, qu'il devait habiter pendant quatre ans, sans y chercher, — ses lettres en font foi, — les distractions dont il avait eu si longtemps le goût et l'habitude, il s'était créé sur la route de Versailles, au lieu dit le Point-du-Jour, une retraite où les anciens compagnons de plaisir ne pénétraient plus guère, où les bruits du monde des bals publics et des théâtres n'arrivaient qu'à l'état d'inoffensifs échos. Une fois revenu de son voyage en Angleterre, Gavarni se réinstalla dans cette demeure avec la volonté de s'y renfermer plus étroitement que jamais. Là, le plus souvent seul avec lui-même, — le mariage contracté par lui en 1844 n'ayant pas plus, à ce qu'il semble, enchaîné son indépendance que le même lien n'avait autrefois gêné celle de La Fontaine, — livré à un travail si assidu que pendant une année entière il peut, sans compter le reste, donner régulièrement chaque jour au journal *Paris* une lithographie de sa main (1), il ne se délassait de son rude labeur qu'en bouleversant incessamment, sous prétexte de les embellir, les plates-bandes et les massifs du vaste jardin qui s'étendait devant sa maison. Malheureusement, quoique plus innocente que les autres, cette nouvelle passion ne devait pas avoir une influence moins désastreuse sur les affaires du pauvre artiste. La manie des plantes et des arbustes rares, des fabriques coûteuses et des accidens artificiels du sol, le besoin d'abattre, de planter ou d'édifier un peu partout, ces fantaisies enfin ou ces entraînemens qu'il avait si finement raillés dans la jolie suite intitulée *Faits et*

(1) Il est arrivé à Gavarni d'exécuter pour ce journal jusqu'à vingt-sept lithographies en une semaine, et, à une autre époque, d'en publier quatre-vingt-seize dans divers recueils du 1er janvier au commencement d'avril.

gestes du propriétaire, il en devenait à son tour la victime et retombait ainsi dans des embarras d'argent d'autant plus périlleux qu'il comptait en partie pour en sortir sur des ressources étrangères à la fécondité de son crayon.

Je m'explique : l'artiste chez Gavarni était doublé d'un mathématicien. De tout temps, ce peintre de mœurs si attentif à l'observation des vices ou des ridicules humains avait étudié avec le même zèle les problèmes les plus ardus de la science et couvert de figures géométriques ou de chiffres presque autant de feuilles de papier qu'il employait de pierres ou de pages d'album pour la traduction de ses idées pittoresques. Pendant bien des années toutefois, il ne s'était agi là pour lui que de la satisfaction d'un goût particulier, d'un instinct qui le poussait à se rendre compte de ce qu'il appelait « la musique des lignes et des nombres. » Ses calculs mathématiques, si sérieux qu'ils fussent, n'intéressaient rien de plus que la curiosité de l'amateur : peu à peu l'amour-propre d'auteur s'en mêla. A tort ou à raison, Gavarni crut avoir découvert certaines lois, inventé certains procédés scientifiques, qu'il lui arriva plusieurs fois de soumettre à l'examen de l'Académie des sciences (1), et de la publication desquels il espérait, le cas échéant, tirer profit. « Quand j'aurai fait, disait-il, quelques lithographies de plus ou de moins, il n'en résultera pas grand'chose, tandis que, s'il y avait le théorème Gavarni!.. » Et un autre jour : « J'ai imaginé une petite mécanique pour trouver des intégrales que je porte toujours sur moi,... et c'est quelque chose qu'un homme qui a une jolie collection d'intégrales. On ne sait pas, elle peut se vendre très cher; » il est vrai qu'il ajoutait « après la mort » de celui qui l'aura formée. Gavarni est mort depuis plus de six ans, et les résultats de ses recherches n'ont rien acquis encore du succès auquel il les supposait destinés; mais si, comme M. Yriarte l'annonce dans la notice qu'il a placée en tête des essais littéraires de l'artiste, le fils de celui-ci compte livrer prochainement au public cette série de travaux scientifiques, c'est aux juges compétens qu'il appartiendra de décider dans quelle mesure elle peut être utile et jusqu'à quel point elle achève de recommander un nom si digne de survivre d'ailleurs. Quant à nous, est-il

(1) Voici les titres de quelques-uns des mémoires sur des questions scientifiques que Gavarni avait composés et qu'il se proposait de publier sous l'étiquette collective de *Cahiers de recherches : Propriétés du segment ou trigonométrie mixtiligne,* — *de la Transmission des quantités de mouvement entre les masses supposées absolument dures ou rigides,*—*Théorie du travail des forces tournant sur leur point d'application,* etc. En outre Gavarni s'était fort occupé de recherches ayant pour objet tantôt la fabrication d'un appareil qui permettrait de mesurer les battemens du cœur ou celle d'un canon qu'il serait impossible d'enclouer, tantôt une notation moins compliquée de la musique, tantôt enfin la découverte d'une force motrice pouvant, comme le gaz, se débiter à volonté et par quantités proportionnées aux besoins de chacun.

besoin de le dire? nous devons mentionner sans commentaires les efforts tentés par Gavarni pour se faire une place parmi les savans, et ne rappeler ses préoccupations de ce côté, ses ambitions exagérées peut-être, qu'à titre de particularité biographique et de simple renseignement.

Cette passion pour les mathématiques, qui, en s'emparant de plus en plus de Gavarni, finit par le dégoûter à peu près de l'art et des travaux qu'il inspire, ces études poursuivies dans les dernières années avec une sorte de contention fébrile et de sombre emportement, témoignaient d'ailleurs des souffrances auxquelles le cœur de celui qui s'y livrait était en proie. Elles révèlent par leur excès même la violence d'une inconsolable douleur qui essayait ainsi de s'étourdir et de se tromper. En 1857, une mort imprévue, presque subite, avait enlevé à Gavarni l'aîné de ses deux fils. Pour comprendre le désespoir où le jeta cette perte d'autant plus cruelle qu'elle avait été moins pressentie, il faut lire dans le livre de MM. de Goncourt le récit des raffinemens de tendresse, des faiblesses même du père pour cet enfant bien-aimé, et la ruse touchante à laquelle il avait eu recours pour le faire participer à l'éducation publique sans néanmoins l'éloigner de ses yeux.

Il arrive parfois que ceux-là mêmes qui, jeunes, se sont le mieux dispensés de toute affection sérieuse, que ceux dont la vie a été en général le plus étrangère à l'esprit d'abnégation et de sacrifice se trouvent, aux approches de la vieillesse, dominés par le besoin de se dévouer, de se donner tout entiers à un être de prédilection, comme s'ils voulaient, en concentrant sur lui leurs ardentes sollicitudes, acquitter d'un seul coup les anciennes dettes de leur cœur et se venger de leur indifférence passée par l'exagération avec laquelle ils s'abandonnent à leur passion présente. Après avoir assez légèrement porté son double titre de mari et de père, Carle Vernet s'était, à partir d'une certaine époque, si bien fait l'esclave de sa tendresse pour son fils Horace, que, celui-ci ayant un beau jour brusquement contracté un engagement militaire qui du reste n'eut pas de longues suites, le peintre de la *Bataille de Marengo* n'imagina rien de mieux que de courir s'engager lui-même, pour échapper à la douleur d'une séparation. Gavarni n'avait pas eu l'occasion de prendre un aussi violent parti; mais, lorsqu'il s'était agi de concilier avec l'éducation classique qu'il fallait donner à son fils les exigences jalouses de son amour paternel, il avait trouvé la solution du problème dans l'installation sous son propre toit des maîtres et des camarades futurs de l'enfant. Au lieu de mettre son fils en pension, c'était la pension qu'il avait mise chez lui, dans cette maison du Point-du-Jour dont il s'était seulement réservé une petite partie, et où il vivait lui-même de la vie quotidienne des écoliers,

mangeant avec eux au réfectoire, s'associant à leurs jeux aux heures des récréations, et ne se remettant au travail que lorsque la cloche qui sonnait la rentrée en classe le forçait de se résigner à un isolement momentané.

On juge de ce que fut pour lui la disparition sans retour de cet enfant si ardemment chéri. Elle ne laissa pas seulement un vide immense dans l'existence de Gavarni, elle acheva d'abattre son courage déjà profondément ébranlé, et de lui inspirer, en tant qu'artiste, un tel détachement de toutes choses que depuis ce moment le besoin de produire, d'user encore d'un talent plus sûr et mieux approvisionné que jamais, s'éteignit presque complétement en lui. Gavarni en vint bientôt à se désintéresser aussi sincèrement de lui-même que s'il n'eût rien fait autrefois ou qu'il n'eût désormais rien pu faire pour l'honneur de son nom. « Je n'ai plus guère d'orgueil, disait-il, et je n'ai plus du tout de vanité. » Quant au peu de relations qu'il avait conservées encore avec le monde, il les rompit jusqu'à la dernière pour s'enivrer en quelque sorte de science, de solitude et de douleur. Sauf le fils qui lui restait et les frères de Goncourt dont l'affection compatissante et dévouée s'ingéniait pour lui venir en aide, sauf deux ou trois autres fidèles que ne pouvaient rebuter ni les farouches tristesses de celui qu'ils essayaient de consoler, ni quelquefois son parti-pris de demeurer invisible même pour eux, Gavarni écarta inexorablement les compagnons de sa vie, quels qu'ils fussent. Cette vie sans témoins, absorbée dans une étude désespérée comme l'âme qui s'y réfugiait, cette vieillesse irritée plutôt que secourue par les spéculations mathématiques, se traîna ainsi sous le poids de la souffrance morale qui l'accablait et que devaient encore aggraver les atteintes d'une cruelle maladie physique.

Pour comble d'infortune, la maison où Gavarni avait vu grandir et mourir son fils, le jardin qui, en lui parlant à chaque pas de cette chère mémoire, lui rappelait aussi ses propres joies de propriétaire et d'horticulteur, tout fut condamné à disparaître pour faire place à une voie ferrée; tout disparut, malgré les résistances opiniâtres de celui qu'on dépossédait ainsi, malgré les supplications parfois aussi ingénues que vives qu'il adressait à l'administration municipale, au jury d'expropriation, à l'empereur lui-même, afin d'obtenir qu'on ne commît pas à son égard ce qu'il appelait « une criante injustice. » Le tracé géométrique de la nouvelle voie qu'il s'agissait d'ouvrir ne fut pas, cela va sans dire, modifié; la ligne du chemin de fer de ceinture traversa de part en part la propriété de Gavarni, et celui-ci, réduit à quitter ces lieux, où il ne laissait plus derrière lui que des ruines, y laissa aussi les derniers restes de son courage et de sa volonté.

Errant pendant deux années d'asile en asile, poursuivi avec un redoublement de rigueur par ses créanciers que sa récente expropriation, si peu fructueuse qu'elle fût en réalité, avait remis, sur la foi des apparences, en campagne, de plus en plus infirme, de plus en plus las de la vie et de lui-même, Gavarni ne se reprenait par momens à s'occuper du lendemain que pour rêver je ne sais quelles acquisitions de maisons ou de terrains, je ne sais quelles vastes spéculations qui devaient rétablir tout d'un coup ses affaires et le débarrasser pour jamais du fardeau de ses dettes; mais bientôt l'indifférence lui revenait, une indifférence invincible, cataleptique en quelque sorte, comme celle d'un malade qui a perdu le souvenir des hommes et des choses et qui se sent lui-même oublié. — Hélas! il l'était si bien déjà, il avait, volontairement, il est vrai, si complétement disparu de la scène du monde que, lorsque la mort l'eût atteint le 24 novembre 1866 dans une maisonnette d'Auteuil, où il venait de se réfugier en attendant mieux, à peine quelques personnes se rencontrèrent-elles pour accompagner ses restes et pour rendre un dernier hommage à celui qui avait porté un des noms les plus populaires de notre temps.

Telle fut la fin, la triste fin d'un homme qui, après avoir voulu faire de sa vie une fête, de sa liberté un simple moyen d'échapper à la gêne du devoir, se trouva désarmé quand vint l'heure des luttes inévitables et ne sut opposer qu'une mélancolie misanthropique aux épreuves que Dieu lui envoyait. Serait-il vrai d'ailleurs qu'en refusant de reconnaître la main divine dans ces coups dont il était frappé il ait poussé en général l'erreur jusqu'à l'impiété absolue, jusqu'au mépris de toute doctrine spiritualiste? Quelques détails rapportés par ses biographes le donneraient à penser: pour notre part, nous répugnons profondément à l'admettre. Que dans un dîner où l'on discutait sur les prodiges des apparitions posthumes et des tables tournantes Gavarni, impatienté sans doute par l'excessive crédulité de ses interlocuteurs, ait déclaré que, quant à lui, « il ne croyait pas à l'âme pour deux sous, » qu'une autre fois il ait, par jactance de savant peut-être, appelé tout uniment la mort « la fin de l'effet chimique, » soit; mais est-on bien autorisé à tirer une conclusion rigoureuse de ces propos en l'air? Ne semble-t-il pas impossible qu'un observateur aussi pénétrant des plus mystérieux phénomènes de l'esprit et du cœur ait consenti à n'en pas rechercher les raisons au-delà du fait et de la matière, à ne voir dans tout cela que la fonction mécanique de forces et d'élémens irrémissiblement périssables? En cas de tentation de ce côté, le haut sens de l'artiste l'aurait empêché d'y succomber et de renier systématiquement l'idéal dont ses œuvres tendaient à défendre ou à venger les droits. Il serait donc superflu d'insister. Aussi bien

en avons-nous fini avec les souvenirs biographiques et les reproches qu'ils peuvent plus ou moins justifier. Ce qui reste à envisager maintenant, c'est non plus la personne, mais le talent même de Gavarni, et de ce côté heureusement nous n'aurons que bien peu de réserves à faire, bien peu de regrets à exprimer.

II.

A ne considérer dans les œuvres de Gavarni que les caractères de l'exécution, les développemens progressifs du goût et de l'habileté, on peut dire que, sans avoir eu précisément deux manières, l'artiste a laissé deux séries de travaux assez différentes quant aux procédés et au style pour marquer chacune une phase distincte, une évolution particulière de son talent. Pendant les dix premières années, c'est-à-dire de la fin de 1832 à 1843 à peu près, il semble que la préoccupation principale de Gavarni, au point de vue du faire, soit l'extrême délicatesse dans la précision, l'expression à la fois exacte et recherchée de formes souvent nettes elles-mêmes jusqu'à la sécheresse, fines jusqu'à la gracilité. Son crayon, sans ostentation pédantesque, mais non pas sans coquetterie, sa main agile, mais par momens d'une agilité un peu laborieuse, se reprennent aux contours déjà tracés comme pour en aiguiser encore l'élégance, et là même où le dessin a le plus de grâce ou de franchise apparente, quelque chose se fait jour qui trahit les secrètes inquiétudes d'un outil enclin tout ensemble à l'imitation littérale et aux interprétations subtiles. Nous ne parlons pas ici des lithographies que Gavarni fit paraître d'abord, de ces *Travestissemens* qui attirèrent pour la première fois l'attention sur lui, encore moins de ce recueil de *Diableries* dont un exemplaire, le seul probablement qui ait survécu, est conservé à la Bibliothèque nationale. De tels essais ne révèlent guère que la fantaisie de celui qui s'y livrait, et l'art proprement dit n'y est intéressé que d'assez loin. Nous parlons de ces nombreuses pièces sur divers sujets publiées dans *l'Artiste* ou dans *la Mode*, et même de ces suites de scènes plus généralement connues : *la Boîte aux lettres*, *les Étudians de Paris*, *Clichy*, *les Enfans terribles*, plusieurs autres encore, si vivement inventées d'ailleurs, si profondément spirituelles.

Quels que soient à cette époque les efforts du dessinateur pour trouver le secret d'une pratique facile, il n'arrive pas ou il n'arrive qu'incomplétement à l'aisance dans l'exécution, et la certitude avec laquelle chaque attitude est choisie, chaque physionomie imaginée, ne laisse pas d'être jusqu'à un certain point diminuée par ce que le travail a de maigre ou souvent d'artificiellement succinct. Aussi Gavarni nous paraît-il plus heureusement inspiré quand, au

lieu de chercher les formes d'expression sommaires, il prend son parti d'écouter l'instinct qui le pousse à l'analyse scrupuleuse, à l'imitation achevée des détails. Sans doute il réussira plus tard à définir en quelques traits les caractères accessoires en même temps que la signification essentielle d'une scène ou d'une figure; mais dans la période qui précède les dernières années du règne de Louis-Philippe il a besoin encore, pour bien faire ressortir sa pensée, de la formuler jusqu'au bout, d'en accentuer jusqu'aux moindres termes. S'il fallait, parmi les œuvres appartenant à cette époque, indiquer celles qui résument le mieux, à notre avis, les aptitudes de son talent, nous citerions de préférence au reste la suite de douze pièces intitulée *Études d'enfans :* collection charmante, moins généralement estimée peut-être que telle série participant ouvertement de la comédie de mœurs, mais, à ne tenir compte que de la valeur pittoresque, plus digne qu'aucune autre de figurer au premier rang.

Cependant, même avant 1847, par conséquent avant le séjour que Gavarni fit en Angleterre et qui devait l'amener à transformer presque complétement sa manière, un commencement de renouvellement se fait sentir dans les intentions exprimées et dans les moyens employés par l'artiste. Sa méthode, jusqu'alors plutôt patiente que sûre, son dessin un peu grêle, acquièrent une fermeté et une ampleur relatives. Pour ne rappeler que ces exemples, la suite intitulée *Physionomies des chanteurs*, des pièces isolées comme le propre portait du dessinateur et surtout la belle lithographie au bas de laquelle on lit ces mots : *les Chevaliers de la belle étoile* (1), montrent quels progrès en ce sens avaient déjà été accomplis. En outre, ces œuvres et plusieurs autres du même temps révèlent chez Gavarni une expérience ou tout au moins une préoccupation du coloris, de l'effet, que ses travaux antérieurs ne permettaient pas de pressentir, et qui, s'accusant de plus en plus à mesure que les années se succèdent, deviendra dans les *Masques et visages*, dans les diverses séries publiées après son retour de Londres, une qualité formelle, malgré quelque excès parfois de dextérité.

Ces variations sous le rapport technique que présente l'ensemble des ouvrages dus au crayon de Gavarni, on les retrouve au surplus, et peut-être plus sensibles encore, dans l'ordre des idées suggérées au moraliste par le spectacle des ridicules, des travers ou des vices humains. Sauf les lithographies, au nombre de cinq ou six cents, faites seulement pour amuser le regard par l'élégance d'un cos-

(1) Le récent catalogue des œuvres de Gavarni nous apprend que cette lithographie avait été faite pour accompagner le texte d'une nouvelle publiée dans le journal *la Sylphide*, comme une autre composition, bien remarquable aussi, — *Albano*, avait servi *d'illustration* à un conte un peu plus romantique que de raison, inséré en 1838 par M. Lassailly dans *l'Artiste*.

tume de ville, de bal ou de théâtre, sauf aussi une centaine de portraits assez faibles d'ailleurs pour la plupart (1), tout ce que Gavarni trace sur la pierre, à quelque époque de sa vie que ce soit, s'adresse à l'esprit et l'intéresse par la finesse ou la profondeur des idées indiquées, par les vérités que comporte ou sous-entend l'invention de chaque scène aussi bien que le texte de chaque légende. Néanmoins ces vérités ne sont pas toujours aperçues du même point de vue, transcrites sous l'influence des mêmes émotions, avec les mêmes arrière-pensées et au même titre. Telle d'entre elles qui avait fourni d'abord à Gavarni l'occasion d'une observation piquante prendra plus tard sous sa main une signification tragique, et les désordres ou les folies qui lui semblaient autrefois ne mériter qu'une épigramme lui apparaîtront avec leur sinistre cortége de remords et de hontes; telle manie dont il s'était contenté de sourire lui inspirera bientôt une sérieuse compassion. Après s'être égayé sur le compte des amateurs d'horticulture, il nous donnera l'image à la fois comique et touchante de cet ancien officier se promenant sans les regarder au milieu des fleurs qu'il a entassées dans son jardin, et ne profitant du calme de ses loisirs actuels que pour s'abandonner à ce mélancolique souvenir : *C'est égal, mon escadron était un joli escadron!*

En général, tant que Gavarni appartient au monde pour le moins frivole dont il s'est fait l'historiographe, tant qu'il est acteur lui-même dans les scènes qu'il retrace, il ne songe guère à reproduire les choses que pour en montrer le côté plaisant. Excepté dans certains cas où la verve du satirique procède d'un sentiment involontaire, on dirait presque d'un caprice d'indignation, c'est avec une indulgence intéressée qu'il juge ceux ou celles dont il nous décrit les déréglemens ou les mésaventures. Le dissipateur, que ses sottises ont conduit à Clichy, devient à ses yeux une victime dont la résignation même ou les colères dénoncent surtout la cruauté de ses persécuteurs; les trahisons conjugales ne sont, en raison des ruses qui les préparent, que d'amusantes espiègleries à consigner dans des recueils comme *les Maris me font toujours rire* ou *les Fourberies de femmes en matière de sentiment*. Enfin il n'est pas jusqu'aux cyniques héros ou héroïnes des bals masqués dont les effronteries et les souillures ne trouvent à peu près leur laisser-passer dans l'art à la fois véridique et complaisant, dans la bonne humeur communicative de celui qui nous les dépeint; mais, lorsque la désillusion sera venue pour Gavarni avec l'âge, il comprendra, il nous fera sentir avec une éloquence souvent terrible ce que recèlent au fond toutes ces misères fardées de joie, toutes ces tristes gaîtés

(1) Parmi les meilleurs spécimens du talent de l'artiste en ce genre, on peut citer, — outre le portrait de Gavarni lui-même, — un portrait en pied de *M. Henri Berthoud* et quelques-uns de ceux qui composent la suite intitulée *Messieurs du feuilleton*.

dont un travestissement est la livrée et l'atmosphère d'un bal public l'aliment. Il ne rira plus alors de ce qu'il jugeait jadis seulement ridicule ou burlesque : les mœurs ou les personnages auxquels il aurait, à une autre époque, demandé les élémens d'une comédie, sinon d'un vaudeville, lui fourniront maintenant l'idée de quelque drame au sens lugubre, au style énergique jusqu'à l'âpreté.

Veut-on un exemple du changement que subissent vers la fin les habitudes intellectuelles de Gavarni? Que l'on rapproche ces deux suites séparées dans la vie de l'artiste comme dans la vie des modèles par un intervalle de quinze années, *les Lorettes* et *les Lorettes vieillies*, — ou bien ces deux autres séries de pièces si vraies, si expressives, *les Étudians de Paris* et *les Invalides du sentiment*. Quoi de plus dissemblable, non-seulement quant aux compositions mêmes, mais quant aux sentimens qui les ont inspirées? Ici le tableau des amours à l'encan ne sert qu'à mettre en relief la corruption paresseuse, presque naïve, de celles qui font métier de se vendre et l'imbécillité des acheteurs; les mœurs de la population des écoles, si peu conformes qu'elles soient aux règles d'une saine morale, n'expriment, telles qu'elles sont représentées, que l'étourderie de gens escomptant joyeusement tout ce que la vie promet ou gaspillant tout ce qu'elle donne. Là au contraire rien que de profondément triste, de poignant, de crûment ignominieux, comme le sont les difformités de l'âme lorsqu'elles n'ont même plus pour enveloppe ou pour masque les élégances du corps et les charmes d'un jeune visage. Rien de plus navrant que cette image en partie double du sort réservé aux hommes qui n'ont pas su se préparer une vieillesse et aux pauvres créatures qui, lorsque les premières rides seront venues, tomberont du haut de leur luxe dans un isolement désespéré ou dans les bas-fonds de la misère. Sévère enseignement sous des formes familières, sinistre galerie où ne manque le portrait d'aucun vétéran du vice, depuis le disciple goutteux de Gentil Bernard ou de Parny regrettant ses anciennes assiduités dans les boudoirs du directoire jusqu'au chauve *Antony* méditant devant la table d'un estaminet sur les ruines qu'ont faites en lui les orages de la passion, — depuis la contemporaine de Mlle Lange se rappelant au coin de son foyer solitaire que « ce jour de Sainte-Madeleine!.. ç'a été longtemps le jour de sa fête, » jusqu'à la vieille courtisane en haillons mendiant vainement le pain de la journée ou répondant à l'aumône qu'un passant lui jette par ce cri de sombre gratitude : « que Dieu garde vos fils de mes filles! »

Et quel surcroît de force dramatique, d'expression pénétrante ces scènes ne tirent-elles pas de l'art avec lequel chacune d'elles est rendue! Il est telle figure des *Lorettes vieillies* qu'il faut absolument voir pour en apprécier non-seulement les mérites pittoresques,

mais même l'exacte signification morale. Comment des paroles pourraient-elles par exemple faire deviner ce qu'il y a de saisissant, de véritablement funèbre dans l'aspect de cette maigre petite vieille (*Madame veuve tout le monde*) subissant les mépris publics sous ses pauvres habits de deuil et traînant par les rues où s'étalèrent les scandales de sa jeunesse sa détresse et sa décrépitude conspuées, — ou bien dans l'aspect de cet autre squelette vivant, de ce corps décharné le long duquel pendent quelques guenilles informes, se dressant, comme la personnification de la désolation et de la faim, en face d'une jeune mère qu'entourent deux beaux enfans, soutien et consolation futurs de sa vieillesse? Ailleurs, c'est sous les traits d'une ignoble pauvresse le spectre des *premières amours d'un homme fait*, dont cette apparition fortuite réveille les lointains souvenirs en même temps qu'elle épouvante les yeux; c'est une tireuse de cartes tristement accoudée sur la table où elle attend que quelques sols lui viennent en échange de la bonne aventure qu'elle « dit depuis qu'elle ne sait plus ce que c'est. » Enfin, c'est une abominable mégère aux cheveux ébouriffés, au visage et au corps hideusement flétris, ne reconnaissant plus dans ces débris d'elle-même que ces ongles faits pour la proie sur lesquels elle arrête ses regards méchans en se disant que « de la beauté du diable voilà tout ce qui lui reste,... des griffes! »

Nous le répétons, la description la plus littérale de ces pièces n'en donnerait qu'une idée bien incomplète. L'influence que peuvent exercer sur l'esprit les types imaginés par Gavarni tient de si près à l'habileté technique dont il a fait preuve, chaque coup de crayon en accusant la verve dans l'exécution des détails accentue et confirme si bien le sens général de chaque figure ou de chaque scène, qu'on ne saurait isoler ici des formes choisies la pensée qu'elles traduisent sans courir le risque d'en affaiblir la vigueur. *Les Lorettes vieillies*, *Bohèmes*, *les Petits mordent*, quelques autres séries encore appartenant à la même époque sont de vrais chefs-d'œuvre dans leur genre, des créations puissantes malgré l'humilité des moyens matériels et l'exiguïté du format, mais des chefs-d'œuvre qui ne s'expliquent pas à distance et dont l'éloquence n'est tout à fait convaincante qu'à la condition d'agir pour ainsi dire à bout portant. Le mieux sera donc de ne les citer que pour les recommander à l'examen et de se fier à leur autorité propre, sans essayer d'y suppléer par des définitions forcément insuffisantes ou des commentaires au moins inutiles.

Aussi bien le nombre des lithographies publiées par Gavarni dans la seconde moitié de sa carrière ne permettrait pas plus à la critique de les mentionner toutes que d'en indiquer même en quelques mots

les caractères divers. Si elle entreprenait, je ne dis pas d'apprécier ces lithographies une à une, mais seulement d'en dresser l'inventaire, elle n'aurait pas assez d'un volume; elle ne ferait d'ailleurs que recommencer sans profit pour personne le travail si complet récemment achevé par les auteurs du *Catalogue des œuvres de Gavarni*. L'unique tâche qui lui revienne est de relever les progrès d'ensemble, les modifications qui ont pu se produire à un moment donné dans le talent ou dans le goût du dessinateur. A ce titre, ces *Invalides du sentiment*, dont nous rappelions tout à l'heure la connexité morale avec *les Lorettes vieillies*, méritent d'être invoqués en témoignage de la manière finale et des désenchantemens suprêmes de Gavarni.

Sans doute le tableau des maux ou des remords auxquels se sont condamnés les hommes qui ont abusé de la vie n'est pas aussi lugubre, aussi tragique que la peinture des dégradations féminines dans la suite qui sert de pendant aux *Invalides du sentiment*. Une pointe de comique même perce çà et là sous les images, si peu attrayantes qu'elles soient, de ces débauchés impotens, et le Joconde caduc avec son poing sur la hanche, sa calotte posée sur l'oreille, comme pour se donner encore des airs vainqueurs, — l'ancien « jeune premier » essayant, malgré son échine voûtée et ses membres tremblans, de simuler une attitude délibérée, — ne laissent pas de rappeler quelque chose des tours ironiques, des malices de crayon qui suffisaient autrefois à Gavarni. Toujours est-il que le tout procède d'une imagination profondément mélancolique, et que ces portraits, même les plus plaisamment vrais, même les plus spirituellement tracés, ont bien moins pour objet l'amusement de l'intelligence qu'une amère émotion du cœur. C'est ce que M. Sainte-Beuve a paru un peu oublier lorsqu'il s'est étonné que Gavarni eût omis de nous montrer « dans ses *Invalides du sentiment* l'invalide content, celui qui ne regrette rien, qui trotte toujours, qui n'a perdu que sa jeunesse et ses écus, et qui serait prêt, si on le lui offrait, à recommencer à l'instant sa ruine. » Qu'un pareil homme ait pu ou puisse encore se rencontrer, je le veux bien; mais à coup sûr son portrait serait ici hors de place. Ce type de la débauche béate, ce libertin émérite, sans regret comme sans châtiment, démentirait la leçon que contiennent les autres exemples mis sous nos yeux, ou son opiniâtre sérénité dans l'impénitence ne formerait qu'un contraste inutile avec les humiliations voisines, les infirmités, les peines de tout genre qu'il aurait, lui aussi, bien méritées, et dont néanmoins il est exempt.

L'instinct au surplus qui portait Gavarni dans sa vieillesse à voir le monde vieux et désenchanté comme lui, cette prédilection pour tout ce qui exprime la vanité des ambitions, des fantaisies ou des

conventions humaines, n'est nulle part plus manifeste que dans la collection de pièces intitulée *les Propos de Thomas Vireloque*, sorte de Diogène ou de Triboulet des rues poursuivant chaque passant de ses violens sarcasmes, de ses théories misanthropiques jusqu'à la négation absolue de ce que les hommes appellent vertu ou désintéressement. Et ce n'est pas seulement par la philosophie cynique qu'il prête à son héros que Gavarni témoigne des amertumes dont son propre cœur est plein. L'espèce de fureur du laid avec laquelle il compose la physionomie de ce *Vireloque* camard, borgne, monstrueux de la tête aux pieds, le soin qu'il prend de choisir les plus sordides haillons pour en envelopper le corps équivoque de cet être moitié homme, moitié singe, montrent assez quelles séductions imprévues subissait vers la fin de sa vie celui qui avait été si longtemps le peintre des élégances modernes. Y avait-il là de tous points un progrès? Ces vingt-cinq lithographies consacrées à la censure sans merci des conventions sociales, qui ne sont pas toutes pourtant des mensonges ou des artifices, nous donnent-elles, comme on l'a prétendu, le dernier mot du « génie » de Gavarni, ou bien ne représentent-elles, dans le fond comme dans les dehors, que l'exagération des tendances auxquelles l'artiste avait commencé de céder peu après son retour d'Angleterre? Des deux interprétations, la seconde nous semble la plus juste; mais quelque excessives que puissent être ici les idées et les formes qui les traduisent, *les Propos de Thomas Vireloque* n'en ont pas moins une importance considérable dans l'œuvre de Gavarni. Rapprochées du reste, ces pièces achèvent de démontrer la souplesse singulière et l'originalité d'un talent dont les métamorphoses même n'ont rien qui les rattache aux souvenirs ou aux exemples d'autrui.

Le talent de Gavarni en effet n'a nulle part son analogue, encore moins son équivalent. Même dans notre école, où l'on compte pourtant à toutes les époques tant d'artistes éminemment spirituels, on ne trouverait personne qui ait su concilier aussi bien la finesse ou la force des intentions et l'adresse de la mise en scène, la clairvoyance et la véracité. Callot, Abraham Bosse et les autres graveurs de genre au XVIIe siècle ne visèrent à rien de plus qu'à rendre, les uns avec une bonne grâce et une vivacité bien françaises, les autres avec une exactitude renouvelée en partie des exemples hollandais ou flamands, le côté tout accidentel des sujets contemporains. *Les Malheurs de la guerre*, comme les a représentés Callot, ont le caractère piquant d'une épigramme lestement tournée plutôt que la portée calculée et la vigueur austère d'une satire. Si sérieuses qu'en soient les données, l'*Histoire de l'enfant prodigue*, par Abraham Bosse, diffère peu de *la Noblesse à l'église* ou de telle autre élégante suite de pièces signée du même nom. Quant aux des-

sinateurs et aux graveurs de vignettes du XVIIIe siècle, ils n'ont vu dans les faits et dans les types qui les entouraient que les thèmes d'anecdotes dont la valeur dépendrait surtout des agrémens et de la facilité du récit. Les plus ingénieux d'entre eux, Cochin, Gabriel de Saint-Aubin, Moreau, ne songeaient nullement, en reproduisant les fêtes de la cour ou les scènes de la vie bourgeoise, à sortir de ce rôle de narrateurs, à faire, si modestement que ce fût, acte de philosophes. Laissant à Greuze et à Diderot la prétention de « donner des mœurs » à la peinture, ils entendaient tout simplement se servir du crayon, de la pointe ou du burin pour amuser les gens, comme un peu plus tard Debucourt, Carle Vernet et plusieurs autres ne devaient transcrire de la réalité contemporaine que ce qui rappellerait aux yeux quelque particularité de costume ou les égaierait par quelque image comique.

Survint la découverte du procédé lithographique, et, avec les rapides progrès qu'elle suscita, la coutume pour les dessinateurs de rechercher quelque chose de plus que l'imitation textuelle des modes ou des ridicules. Rien de plus naturel d'ailleurs qu'un pareil mouvement, rien de plus conforme à la fois aux ressources que comporte le moyen et aux inclinations du génie national. En vertu même de sa simplicité, ou, si l'on veut, de son insuffisance relative, la lithographie s'adresse à l'intelligence autant pour le moins qu'aux regards du spectateur; elle laisse à celui-ci le soin d'achever par la pensée ce que le crayon n'a forcément exprimé qu'à demi. Soit qu'elle reproduise sans commentaire un fait ou un trait de mœurs, soit qu'elle en esquisse l'image au-dessus d'une légende explicative, elle réussit à contenter cet esprit littéraire que nous apportons généralement en France dans l'examen des œuvres de l'art; elle l'intéresse du moins assez directement pour avoir raison d'autres exigences de l'imagination et du goût. De là le succès populaire qu'obtinrent les croquis tracés sur la pierre par Horace Vernet, par Charlet, en attendant les ouvrages plus savamment étudiés qui devaient honorer le nom de Raffet. Toutefois, depuis l'époque où Horace Vernet et Charlet avaient fait paraître leurs premiers *albums* jusqu'au jour où Raffet était devenu un maître à son tour, la représentation par la lithographie des scènes militaires avait à peu près seule défrayé la curiosité publique, et fixé en apparence les limites comme la tradition à venir de l'art nouveau. Quelques dessinateurs, il est vrai, — sans parler des caricaturistes, — avaient essayé d'aborder des sujets d'un autre ordre, et de retracer quelque chose de ce qui se passe sous le toit des mansardes ou dans les salons. L'esprit, mais un esprit assez superficiel, enjolivait ces petits tableaux de mœurs où le crayon de son côté ne trouvait guère qu'un prétexte à des indications presque arbitraires, à des lazzis plus ou moins adroits.

Il appartenait à Gavarni de pénétrer beaucoup plus avant dans l'étude des mêmes modèles, dans l'explication des mêmes faits, d'agrandir le cercle des observations morales, et de rencontrer enfin les inspirations d'un poète comique là où ses devanciers n'avaient su recueillir que les élémens de quelque scène de proverbe ou de quelque couplet. Ajoutons que, mieux qu'aucun d'eux, il a réussi à tirer parti du costume moderne, à lui donner un caractère digne de l'art tout en lui conservant sa physionomie propre, et que de ce côté encore il a fait preuve de cette érudition sans pédantisme dont il voulait que s'étayât la sincérité d'un peintre de mœurs. « Pour les peintures de l'homme et de son cœur, écrivait-il, il faut mêler... la bonhomie et le savoir, le perspectif et le géométral. »

C'est parce qu'il a pleinement réussi à opérer ce mélange dans le domaine de l'imitation vraisemblable comme dans celui de l'invention que Gavarni demeure sans rival en France et à l'étranger. Le seul artiste dont le nom pourrait avec quelque à-propos être rapproché du sien serait Hogarth. Encore, — nous avons eu l'occasion de le dire déjà, — le peintre du *Mariage à la mode* et de la *Vie d'une courtisane* a-t-il dans le style une tension et dans le faire une lourdeur dont la manière du dessinateur français est assurément exempte. Aussi dramatique à ses heures, beaucoup plus séduisant toujours que le talent du maître anglais, le talent de Gavarni s'exprime en termes bien autrement clairs, bien autrement faciles. Au lieu de compliquer une scène de mille allusions partielles, de la surcharger de détails laborieusement assortis, Gavarni trouve dans le jet d'une seule figure ou dans les rapports de celle-ci avec les figures voisines ce que bien souvent Hogarth s'épuise à chercher dans le rapprochement d'une multitude d'objets inanimés. Chez Hogarth enfin, les procédés de l'exécution ont quelque chose d'embarrassant pour les yeux comme pour l'esprit, et ce n'est pas sans de longs efforts d'attention qu'on parvient à démêler le sens caché sous ces dehors énigmatiques. Dans les compositions de Gavarni au contraire, chaque intention se manifeste sans équivoque, chaque coup de crayon, loin d'immobiliser la pensée philosophique ou l'ironie sous une apparence rigide, laisse aux formes qui la traduisent l'aspect d'improvisation qui convient, et l'effet du tout sur l'imagination est d'autant plus sûr, d'autant plus immédiat, qu'il résulte de moyens plus simples et combinés à moins de frais.

Dira-t-on que, si intéressantes que puissent être les œuvres de Gavarni, elles n'ont cependant au fond qu'une importance secondaire, et qu'on ne saurait sans injustice exhausser celui qui les a faites au niveau des maîtres ayant le plus honoré ou honorant encore notre école dans la peinture d'histoire ou de portrait? Soit. Gavarni, j'en conviens, n'a voulu ou su manier que le crayon. Il n'a traité

qu'un genre inférieur dans l'échelle des travaux pittoresques; mais le mérite est-il médiocre d'avoir excellé dans ce genre, quelle qu'en soit la frivolité apparente, et de s'être fait une place parmi les artistes contemporains dont la postérité aura très probablement à s'occuper? Que l'on réduise aussi rigoureusement qu'on le voudra le nombre de ceux dont les noms semblent destinés à survivre, il sera difficile, impossible même, que l'exclusion atteigne Gavarni. Il restera, non-seulement parce qu'il aura été le peintre le plus fidèle des coutumes extérieures et des mœurs propres à notre époque, mais parce qu'il aura, comme La Bruyère, traduit dans une langue exquise des travers ou des sentimens éternellement humains.

De là, dès à présent, le respect involontaire qu'inspirent ces modestes œuvres aux juges les plus prévenus ou les plus difficiles, à ceux-là même qui auraient été le moins tentés d'en mesurer de prime abord la portée et d'en reconnaître le prix. Il en va de l'impression qu'elles produisent comme du souvenir que laisse la lecture d'un livre sérieux sous un titre futile et de l'espèce de gratitude dont on se sent pris en le fermant pour ce volume qu'on n'avait ouvert qu'afin de passer le temps. Que de fois ne nous est-il pas arrivé à tous, après avoir parcouru quelque roman banal, de le jeter négligemment sur la table, au risque d'en froisser la couverture ou les feuillets, tandis que si le livre a intéressé, on le pose doucement, avec précaution, comme par un mouvement de vénération instinctive et par un muet hommage au talent de l'auteur! Après avoir examiné une série de pièces lithographiées par Gavarni, personne ne sera disposé à la traiter avec le sans-façon dont on userait à l'égard d'un recueil de pures fantaisies ou de gaîtés sans conséquence. Chacun au contraire continuera à part soi et complétera par ses propres réflexions les informations qu'auront reçues les yeux, chacun comprendra qu'il y a là beaucoup mieux que les témoignages d'une vulgaire adresse, et qu'un art capable d'exercer une pareille influence sur l'esprit n'a rien de commun avec l'industrie dont les produits n'ont d'autre fin qu'un divertissement passager. Art bien français d'ailleurs, dont il ne faudrait pas faire trop aisément bon marché, de peur de sacrifier en même temps une partie des titres qui appartiennent le plus sûrement à notre école et de répudier certains priviléges intellectuels qui, depuis la raison souveraine de Poussin jusqu'à la fine bonhomie de Chardin, jusqu'à l'alerte sagacité de nos peintres de genre ou de nos dessinateurs du XVIIIe et du XIXe siècle, se succèdent chez nous sans se contredire, se perpétuent sous toutes les formes et s'accusent à tous les degrés.

HENRI DELABORDE.

LE VÉRONÈSE

A LA VILLA BARBARO

C'est dans la province de Trévise, au pied des Alpes *Carniche*, qui forment la frontière de l'Autriche et de l'Italie, à quelques heures de Venise, que nous conduirons le lecteur. L'excursion est facile et douce, quoiqu'elle sorte de la voie banale, et elle réserve à ceux qui ont le goût des arts une véritable surprise. Le but de ce pèlerinage est tout à fait inconnu en France, et les Italiens eux-mêmes, à part ceux de la province même, pourraient ignorer quelle œuvre considérable se dérobe à la curiosité du voyageur dans une de ces villas de *terre ferme* où les patriciens de Venise du temps de la renaissance échappaient pendant l'été aux émanations des canaux et à l'incommodité des moustiques de la lagune.

La villa Masère, du nom du lieu où elle s'élève, ou villa Barbaro, du nom de son fondateur, a été construite par le Palladio, décorée pour la sculpture par Alessandro Vittoria, le grand artiste de Saint-Zacharie de Venise, et peinte à fresque par Paul Véronèse. C'est dire le haut intérêt qui s'attache à cette demeure. Sans le connaître, on conçoit tout d'abord une certaine admiration pour l'homme de goût qui sut réunir à son profit, dans une telle collaboration, trois des plus grands artistes de sa patrie. Si, quand on a su son nom et son origine, on découvre que ce patricien fastueux a été un des grands diplomates de la Venise de la renaissance, le négociateur heureux de la paix avec le Turc après Lépante, le représentant de la république auprès de Catherine de Médicis, l'envoyé du sénat auprès de Sixte-Quint, tour à tour soldat, magistrat, réformateur de l'université de Padoue, procurateur, doué d'une grande parole et d'une âme haute, l'horizon s'élargit; à l'attrait de l'art s'ajoute l'attrait plus grand de l'histoire, et cette excursion à Masère devient un but d'études.

Ce n'est pas à dire que les historiens et les critiques d'art des

époques antérieures aient ignoré l'existence de la villa Masère : pas un écrivain local ne passe sous silence cette demeure historique, qui fut la résidence du dernier doge de Venise, et qu'on désigne encore parfois sous le nom de villa Manin, du nom de Lodovico Manin; mais aucun guide ne la signale, et les seuls écrivains qui l'aient décrite se sont bornés à une simple constatation. Le chanoine Lorenzo Grico, dans ses *Lettres sur les beaux-arts de la province de Trévise*, est celui qui s'est le plus étendu sur ce sujet, et il ne nomme même pas les illustres fondateurs de la villa. Temanza, dans ses *Architectes italiens*, la cite au chapitre Palladio, et tout récemment, à propos d'une des expositions régionales, très suivies désormais en Italie, où chaque province met en relief et ses monumens et ses produits et son industrie, M. Caccianiga a donné une description assez circonstanciée et très brillante de la villa Masère, en essayant de faire revivre ces temps fortunés de la renaissance où de tels hommes d'état s'entouraient de tels artistes. Quant aux graveurs de l'œuvre du Véronèse, les Augustin Carrache, les Vosterman, les Van-Kessel, Carle Sacchi, Coelemans, Crozat et autres, ils n'ont pas reproduit une seule figure de cet énorme ensemble, et on peut considérer l'œuvre comme entièrement inédite.

Ce n'est d'ailleurs pas tant l'attrait de l'art lui-même et ce côté piquant d'une découverte qui nous appellent à Masère; c'est un ensemble assez rare de souvenirs et de manifestations d'une grande époque, la preuve vivante de l'existence fastueuse des patriciens du XVIe siècle, de l'élévation de leur goût et de leur illustration personnelle. C'est pour nous une occasion de puiser aux sources vraies, et de restituer, à l'aide des documens des archives des *Frari* de Venise, des figures de diplomates et de princes de l'art que nous placerons dans leur cadre naturel. Commençons par visiter la villa; nous apprendrons plus tard à connaître le patricien qui l'a fondée.

Pour se rendre à Masère, il faut prendre la voie ferrée qui va de Venise à Udine, l'abandonner à Trévise, et de Trévise, traversant Conegliano, Feltre, Belluno, Cadore, arriver à Asolo assez à temps pour jouir de la pleine lumière indispensable à une excursion de cette nature. Le voyageur qui sera tenté de visiter la villa peut donc quitter Venise à neuf heures du matin, il sera à dix heures à Trévise, où, comme dans presque toutes les petites villes d'Italie, il trouvera facilement une voiture bien attelée qui peut en trois heures le mener à Masère : c'est le nom du village dont dépend la villa. Cette belle résidence, en admirable état de conservation après une intelligente et discrète restauration, qui toutefois n'a jamais été exercée sur la partie des fresques, appartient aujourd'hui à M. Giacomelli, un grand industriel, très ami des arts, et qui accueille les étrangers avec la cordialité et la bonne grâce italiennes.

Trévise cependant mériterait qu'on s'y arrêtât un instant, c'est une ville pourvue de palais et d'églises et plantée à souhait pour l'aquarelliste, qui trouve à chaque pas de jolies places à arcades, des marchés en plein vent appuyés à des monumens d'une belle silhouette, des carrefours à fontaines qui se composent au gré de l'artiste avec de jolies figures colorées pour animer la scène. La cathédrale renferme un Titien célèbre dans toute l'Italie, une *Annonciation* très serrée d'exécution et plus ferme de dessin que tout ce que nous connaissons du maître, sans que toutefois cette retenue ait enlevé du charme ou de la puissance au coloris. Il est aussi de tradition pour les artistes d'aller sonner au Mont-de-Piété afin de voir un Giorgione, un *Christ au tombeau.* On sait que de tous les artistes italiens, si féconds et si prodigues, le doux Giorgione reste le plus mystérieux et le plus rare, et c'est un nom qui attire invinciblement. Il faut de longs pourparlers à travers les guichets, de longues transactions et quelques *bonnes mains* pour décider le *custode* à vous laisser pénétrer dans ce Mont-de-Piété qui n'est pas indiqué dans l'itinéraire; enfin on se trouve en face d'une toile certainement authentique, mais très endommagée par le temps, et qui n'a plus que la saveur du Giorgione. Nous conseillons au voyageur d'errer dans les couloirs et de visiter les bureaux du Mont-de-Piété, installé dans un ancien couvent; ils verront là une fresque intéressante qui pourrait être attribuée au Bonifazio.

A partir de Trévise, on se sent en plein souvenir de l'empire; tous les villages ont donné des titres aux généraux et aux maréchaux de Napoléon Ier, et l'empreinte que le vainqueur a laissée dans tout ce territoire est encore vivante et profonde. Pas un hôtel, pas une *osteria* qui ne soit décorée de gravures du temps de l'empereur et de portraits de cette époque. Ici c'est le pont d'Arcole, là c'est Lodi, Roveredo, Bassano; c'est Bonaparte sous toutes ses manifestations populaires ou épiques, « calme sur un cheval fougueux, » ou drapé dans les plis du drapeau d'Arcole. Le canon jadis a troué les murs de ces chaumières et labouré ces champs; mais ce qui étonne le voyageur qui peut pénétrer le sens intime des choses et se mêler au peuple, dont il entend le langage, c'est que de cette domination et de cette invasion étrangères il ne reste ni souvenir de haine ni levain de vengeance. Peut-être le Français vainqueur, avec une certaine tendresse particulière à la race, avec une humanité spontanée et une sociabilité inconsciente, est-il parvenu après l'action à en faire oublier la violence. Quoi qu'il en soit, les vieillards, en reconnaissant des voyageurs français, leur montrent avec un sourire les plaques de marbre qui rappellent que le roi d'Italie, protecteur de la confédération germanique, dormit tel jour sous ce toit ou y signa quelque traité mémorable.

Toutes ces jolies petites villes, ces gracieux villages qui ont donné leurs titres aux lieutenans de Napoléon, diffèrent assez peu, comme caractère et comme aspect, des petits pays de la Lombardie. La culture, moins riche et moins grasse que dans le Milanais, présente la même succession de plaines bien drainées et propices aux cultivateurs. Au bord des routes, depuis Trévise jusqu'à Masère, sur une étendue de près de dix lieues, les pampres s'enroulent en guirlandes aux troncs des mûriers et y mêlent leurs feuillages. C'est un dimanche, le soleil brille, les *contadini* ont revêtu leurs habits de fête et se rendent aux prochains villages pour entendre la messe; les femmes, jeunes ou vieilles, sont enveloppées du voile blanc, le *mezzaro*, que nous n'avions vu jusque-là qu'aux environs de Gênes, et qui semble une réminiscence du voile aux plis exquis, drapé par le sculpteur antique sur la tête et les épaules de *la Florentine*, cette jolie terre cuite du musée de Naples. Le voile souple encadre bien le visage et tranche vivement sur les jupes colorées, donnant une certaine grâce à la moins preste, faisant d'une jeune fille une madone du Sasso-Ferrato et d'une vieille ridée une Sibylle de Michel-Ange. La population de ces provinces a son caractère, quoique les hommes en général s'habillent d'étoffes noires, et parfois, au détour d'une route ou au repos devant une fontaine, l'œil s'arrête sur des groupes qui s'incrustent dans la mémoire et qui ne s'en effacent plus. C'est ainsi qu'un jour, dans une de ces excursions, nous vîmes venir à nous trois paysannes au buste court, au cou droit, au geste noble, dont les cheveux noirs étaient noués en tresse et ornés de ce singulier peigne en éventail que terminent des boules d'argent; le fichu blanc laiteux, le corsage agrémenté d'or, la jupe courte, donnaient à ces figures un peu trapues un tel cachet que tous en même temps nous murmurâmes le nom du *Padouan*, comme si les trois belles filles étaient descendues d'un cadre peint par le maître.

Déjà nous découvrons les premiers étriers des Alpes juliennes, les collines, d'un ton fauve au premier plan, se détachent en vigueur sur trois fonds successifs de montagnes neigeuses qui passent du gris au blanc d'argent pur; la dernière, qui se perd dans la nue, frappée par un vif rayon de soleil, éclate à l'extrême horizon. Nous avons traversé Asolo et nous entrons dans Masère par une route bien droite au bout de laquelle s'élève un petit temple de forme antique surmonté d'un dôme passé au lait de chaux. Le portique, par sa proportion, rappelle celui du temple de Vesta; mais, par une fantaisie qui dénonce la renaissance, d'un entre-colonnement à l'autre les chapiteaux sont reliés par des guirlandes de fruits sculptés en ronde bosse. Ces guirlandes blanches, isolées, suspendues à la colonnade éclatante, se détachent violemment sur l'ombre portée

épaisse que projette le fronton frappé par un soleil ardent. C'est la chapelle de la villa.

Quelque cent mètres avant d'arriver à ce petit temple, sur notre droite, bordant la route, s'élève une fontaine monumentale dans le goût de celles de Jean de Bologne, avec une large vasque où les bergers arrêtent leurs troupeaux et où les femmes du pays viennent puiser; c'est un axe décoratif qui annonce une avenue nouvelle coupant à angle droit celle que nous parcourons et qui s'ouvre à notre gauche. Elle est bordée de cippes, de pots à feu, de statues, rompue de distance en distance par de petites fontaines, des exèdres, des bosquets, des corbeilles de fleurs en marbre; la sculpture, dans sa forme, lutte contre la végétation elle-même. Nous nous engageons dans l'allée nouvelle, et nous avons enfin en face de nous la villa des Barbaro, assise au pied des collines et profilant sa silhouette monumentale sur les horizons des Alpes.

Masère n'a pas les proportions d'un palais, c'est la villa classique, qu'on peut comparer, pour l'Italie, aux spécimens du genre dont la vigne du pape Jules II est le type, et en Espagne au *capricho* de l'Alaméda des ducs d'Ossuna, à quelques lieues de Madrid. Si on pouvait douter que le Palladio, grand artiste lorsqu'il s'agit de produire une impression par des combinaisons de lignes et le parti-pris architectural, ait été encore un homme très pratique, habile à profiter des conditions naturelles du terrain, la première disposition qu'il a prise à Masère ne laisserait aucune incertitude à cet égard.

L'endroit choisi par le Barbaro pour asseoir sa villa est un des premiers étriers de la montagne; il veut l'adosser à un fond de collines boisées, à courbes irrégulières, et regarder cet immense horizon qui, si les yeux pouvaient percer l'espace, ne s'arrêterait qu'à l'Adriatique. La silhouette générale de la construction devra donc se combiner avec les lignes mêmes du paysage qui lui sert de fond. Le grand architecte fait tout d'abord tailler la colline jusqu'à la hauteur à laquelle arrivera son étage noble, et il y appuie immédiatement sa fabrique, de sorte que ses deux planchers, celui du rez-de-chaussée et celui du premier étage, sont de plain-pied, l'un avec l'avenue d'arrivée, l'autre avec le sol de la colline transformée en jardin. Quand le soleil, au midi, frappe la façade de ses rayons, la lumière entre avec abondance, et la chaleur se concentre comme dans une serre chaude, tandis qu'au nord l'ombre de la villa se projette sur la colline et la protége contre les ardeurs du jour. Il y a donc deux parties bien accusées qui serviront, l'une à l'habitation pendant la saison froide, l'autre pendant les journées de l'été. La nature de l'exposition, même par un temps sans soleil, se dénonce au visiteur par la végétation qui se développe sur cha-

cun de ces points; c'est un étonnement pour le voyageur de voir ici l'oléandre et l'olivier à côté de l'agave d'Amérique, et l'*opunzia tunicata* du Mexique, tandis qu'au niveau de la montagne, dans le voisinage des fontaines et des grottes de stuc sculptées par le Vittoria verdissent la fraîche mousse et les saxifrages, comme sur le versant septentrional des Alpes.

Cette condition fondamentale assurée, Palladio dispose son plan suivant les nécessités de la vie patricienne et de la villégiature, et il accuse franchement dans sa façade les différens usages auxquels servira chacune des parties de l'habitation. Au centre, il fait largement saillir un avant-corps d'une proportion grandiose, et luxueusement orné de sculptures qui annoncent la partie la plus noble, l'habitation patricienne avec sa loge en saillie. Au second plan, à droite et à gauche, il relègue les dépendances sous un grand portique à arcades simples qui les abrite contre le soleil; enfin, aux deux extrémités, il ferme ses lignes par deux autres petits pavillons légèrement sortans, couronnés par un colombier et peints à fresque à l'extérieur.

L'architecture proprement dite est réservée pour la partie centrale, qui affecte la forme d'un temple d'ordre ionique et rappelle la *Fortune Virile*, type cher à Palladio; au milieu s'ouvre la Loggia avec son balcon monumental, et dans le fronton le Vittoria a modelé en stuc deux figures agenouillées d'une grande tournure, qui portent un écusson entouré de rinceaux de feuillages où s'accouplent les noms des deux frères fondateurs de la villa, *Marco-Antonio Barbaro, Danielle Barbaro, patriarcha d'Aquileia.*

Il n'y a là ni marbre ni or, les sculptures sont des stucs qui se détachent en blanc pur sur le ton local plus foncé des matériaux du pays. L'effet général résulte de la combinaison des lignes assez mouvementées de la façade avec les profils des collines auxquelles elle s'adosse. La coloration joue aussi son rôle comme dans toute construction italienne; le jardin, planté sur la hauteur et couronnant la villa, forme un fond de verdure sur lequel elle se détache, noble au centre, avec sa belle architecture à la fois sévère et élégante, gracieuse, mais plus que simple, au second plan, où une décoration naturelle et inattendue exprime naïvement un usage du pays symbolisé par des guirlandes de maïs qui mûrissent au soleil, forment un feston continu et font une tache d'or dans l'ombre profonde de chaque arcade du second plan.

Le rez-de-chaussée n'a pas reçu de décoration; les murs sont peints en blanc, le sol est fait de mosaïque de Florence; mais dès qu'on arrive à l'étage supérieur, on est frappé de la grandeur du parti-pris. Le plan affecte la forme d'une croix dont le bras principal tout entier n'est qu'une immense galerie. La perspective n'est

coupée par aucun ornement saillant : colonnes accouplées ou pilastres de haut-relief. Ce n'est cependant pas dans cette salle de nobles proportions que le Véronèse a peint ses fresques, c'est dans une série de petites pièces qui se suivent formant les deux petits bras de la croix, et dans des sortes de *stanze* parallèles à la galerie et qui la desservent. On se demande comment le Véronèse, qui aimait les larges espaces et qui ne reculait pas devant les surfaces, a pu laisser la plus vaste des salles vide de peinture, et a préféré prendre pour champ les *stanze*, où le spectateur, qui touche pour ainsi dire du doigt les sujets, n'a plus l'illusion nécessaire et le recul indispensable pour juger une œuvre d'art de grandes proportions. L'explication de ce fait est évidemment dans le genre d'existence que mènent les Italiens en villégiature. C'est dans les petits réduits élégans de la villa que le patricien a l'habitude de vivre, la salle de gala ne s'ouvre que rarement, et il veut avoir à tout instant sous les yeux les sujets qui le charment.

La seule décoration de cette galerie consiste en huit figures allégoriques peintes chacune dans une niche. Le comte Algarotti, qui a parlé de Masère, a voulu voir là les Muses; mais les attributs qui les distinguent et le nombre des figures ne caractérisent point les filles de Mémoire. Ce sont des *suonatrici* peintes en grisailles dans des fausses niches sur le fond desquelles elles portent des ombres vigoureuses. Par un parti-pris familier dont nous retrouverons ici de nombreux exemples, les décorateurs ont posé dans les angles, un peu au hasard et comme si on venait de les y appuyer, des lances et des hallebardes peintes à fresque et exécutées en trompe-l'œil de manière à faire illusion. Les autres compositions et les décorations proprement dites sont réparties dans quatre petites salles de dimension restreinte aux quatre angles de la grande galerie; dans une coupole assez considérable, au centre même de la croix, et dans six petites chambres, trois à droite et trois à gauche formant les petits bras. C'est un ensemble d'une importance considérable tant au point de vue du nombre des figures qu'au point de vue de la tenue de l'œuvre.

Le Zanetti, qu'Emmanuel Cicognara, l'érudit écrivain auquel on doit les *Inscrizione Venetiane*, appelle « un des plus profonds critiques de la Venise pittoresque, » a dit du Véronèse : « On ne saurait demander à cet artiste une bien grande élégance dans les figures nues. » S'il avait connu la villa des Barbaro, il n'aurait point porté ce jugement sommaire sur le Paolo, car c'est justement là, dans sa composition de l'Olympe et dans ses allégories, qu'on le voit aux prises avec le nu et qu'il s'élève à une hauteur jusque-là inconnue à son génie de décorateur. Il cherche la ligne harmonieuse et le modelé sévère : ce n'est plus seulement une main habile et un prestigieux

ouvrier; le procédé de la fresque l'entraîne et le porte à faire grand, il n'est plus préoccupé d'effets brillans, de l'intérêt du *morceau* et de l'exécution elle-même; il vise un autre but et il l'atteint.

Il est bien certain que le Véronèse, encore qu'il soit né en plein XVIe siècle, commence la série des artistes doués d'un génie facile et abondant qui doit plus tard conduire au Tiepolo, à Ricci, et avec eux à une décadence relative; mais les plus austères, ceux qui sont épris de l'idéal, de l'harmonie des lignes, de l'élévation de la pensée, et qui mettent au-dessus des séductions de la couleur, de la magie et de la pompe de la mise en scène le caractère épique des *Sibylles* ou l'harmonie grandiose des œuvres du divin Sanzio, ne pourront cependant nier que, tout en se rattachant à la terre, le Véronèse n'ait sa grandeur et sa poésie. Si, suivant une classification célèbre, Paolo n'est point un des dieux de la peinture, il peut prétendre à s'asseoir au banquet des héros. C'est un patricien de l'art, il a la facile conception du génie, il est sain, robuste, abondant et pompeux; sa *maëstria* sans seconde, qui se joue des difficultés de son art et en triomphe avec une admirable aisance, n'empêche point cependant qu'il y ait une âme dans ce grand païen à la main si habile et si sûre. Soit que, dans une pompeuse allégorie, une des plus puissantes machines picturales, il célèbre le triomphe de la reine de l'Adriatique aux plafonds de cette écrasante salle du grand-conseil, soit que dans une toile de chevalet il peigne *l'Enlèvement d'Europe*, il est certain qu'il vous transporte dans un monde à lui, un monde qu'il a créé et qui reflète bien tout ce qui l'entoure. Ici c'est l'atmosphère particulière à Venise, les tons gris argentés du ciel des lagunes, les chatoiemens d'étoffe, les splendides mises en scène où se déploie tout le faste des patriciens de la sérénissime république : là c'est une terre enchantée, un paysage élyséen, tout imprégné de volupté; les fleurs brillent d'un plus vif éclat, l'air est plus doux, les flots sont plus bleus, le ciel sourit à tout ce qui vit, à tout ce qui respire. Le taureau sacré, couronné de guirlandes, lèche en frémissant le pied de celle qu'un dieu va séduire. C'est bien là le paysage et l'air tiède de l'Italie; voilà ses types, ses beautés à la fois altières et charmantes. Ne faudrait-il donc, pour transporter l'esprit dans les régions heureuses que le peintre a entrevues, rien de plus qu'une brosse habile et une palette brillante, et l'artiste qui, à mille ans de distance, devine le poète latin des *Métamorphoses* en exprimant par un geste délicieux la peur enfantine d'Europe qui va mouiller ses beaux pieds blancs doit-il être regardé seulement comme un habile ouvrier et un peintre à la main robuste et preste?

La plupart des sujets traités par le Véronèse à la villa Barbaro sont des sujets mythologiques; mais de même que dans ses toiles

religieuses il introduit des personnages épisodiques, reîtres, musiciens, bouffons ou magnifiques vêtus à la mode d'Allemagne ou de la Venise de son temps, là aussi l'allégorie devient peu transparente en raison de la fantaisie ou de l'ignorance de l'artiste, qui n'hésite pas à faire de Minerve une dame vénitienne à la robe de brocart, et de Mars un condottière à la façon du Colleoni ou de Gattamelata.

Il n'apparaît point, par les rares documens qu'on trouve dans les archives sur le Véronèse, qu'il ait été un de ces artistes lettrés ou un de ces hommes raffinés comme le Titien ou Rubens, familiers des princes et négociateurs d'état. Les autographes du Véronèse sont extrêmement rares, on a tout au plus de lui des reçus motivés donnés à des prieurs de couvent qui lui avaient commandé des peintures pour leurs chapelles. D'après des lettres autographes de Girolamo Grimani et de Pisani qui ont trait à la protection que lui accordèrent ces deux patriciens dans un moment *burrascoso*, comme dit le texte, on croirait au contraire que le Véronèse devait mener une existence assez retirée, toujours confiné dans son travail, en perpétuelle communication avec les artistes et surtout les praticiens qui aidaient les peintres dans leurs grands travaux. Il y a même dans sa vie certain épisode de lutte violente avec le Zelotti, en pleine rue de Vicence, qui ne prouve pas une nature bien retenue, et, en cherchant dans son histoire, on pourrait expliquer son long séjour dans l'église et le couvent de Saint-Sébastien de Venise, qu'il a couverts de peinture, par l'impossibilité où il s'était mis d'en sortir, traqué qu'il était par les sbires, que le crédit des Pisani put seul désarmer, et que le droit d'asile arrêtait au seuil de Saint-Sébastien.

Il existe encore aux archives des Frari de Venise, dans la série des *inquisiteurs d'état* (*Processi del Sant-Uffizio-1573*), un document extrêmement curieux que celui qui tentera d'écrire une biographie complète du Véronèse devra consulter comme un de ceux qui jettent un jour vrai sur son caractère et ses naïves doctrines. C'est le procès-verbal de la séance du tribunal de l'inquisition du samedi 18 juillet 1573, trouvé par M. Armand Baschet aux archives de Venise. Ce qui donne du prix à ce document, c'est que pour la première fois apparaît dans les réponses du Véronèse aux inquisiteurs un exposé de doctrines, une pensée d'esthétique personnelle naïvement formulée.

Le tribunal de Venise se composait alors du nonce du pape, du patriarche de Grado et d'un moine dit « père inquisiteur, » nommé par le pape, mais autorisé par le doge. Ces trois personnages étaient les délégués de Rome. La sérénissime république de son côté nommait trois magistrats, trois laïques, appelés *savii*

all' eresia. Le sénat, en acceptant de Rome l'institution du tribunal sacré, sut toujours en restreindre ou en paralyser l'autorité par la composition même du personnel appelé à juger, et dans les votes quatre voix lui étaient acquises, puisque le « père inquisiteur » devait être agréé par le sénat. Ce n'est pas le lieu de dire quelle fut dans l'état l'importance de ce rouage politique; mais, loin de porter atteinte à la liberté publique, le tribunal fut le plus ardent soutien de l'observance des lois. Au temps de Véronèse, on lui avait confié la discipline des arts, et, tandis que les *provéditeurs au sel* payaient sur les fonds de la gabelle les commandes faites par l'état aux peintres, aux sculpteurs, aux architectes, les inquisiteurs avaient le soin de la conservation des œuvres d'art et pour ainsi dire la *censure* de tout ce qui touchait à la peinture et à la sculpture. Au point de vue de ce qu'on appelle aujourd'hui les idées libérales, il est certain que cette ingérence du tribunal sacré dans les œuvres de l'esprit est une monstruosité, mais il faut tenir compte de l'époque et savoir gré d'ailleurs au sénat d'avoir éludé les statuts du saint-office et renfermé les juges dans la répression des délits contre la religion. Voyez-vous l'église romaine coupant les ailes à la fantaisie du Giorgione et du Véronèse, assombrissant les régions de l'art, comme l'inquisition le fit en Espagne au temps de Philippe II !

Cependant, à cette date de 1573, le saint-office mande à comparaître Paolo-Caliari Véronèse, demeurant en la paroisse de Saint-Samuel, et l'engage à donner des explications sur la façon dont il a interprété *la Cène* faite pour le couvent de Saint-Jean-et-Saint-Paul. Le père inquisiteur trouve d'abord étrange qu'un des serviteurs qui figurent dans le tableau ait le nez taché de sang et porte un linge à son visage; ensuite il demande ce que signifient ces gens armés et habillés à la mode d'Allemagne tenant une hallebarde à la main.

« Nous autres peintres, répond le Véronèse, nous prenons de ces licences que prennent les poètes et les fous, et j'ai représenté ces hallebardiers, l'un buvant, l'autre mangeant au bas d'un escalier, tout prêts d'ailleurs à s'acquitter de leur service, car il me parut convenable et possible que le maître de la maison, riche et magnifique, selon ce qu'on m'a dit, dût avoir de tels serviteurs.

« — Est-ce quelque personne qui vous a commandé de peindre des Allemands, des bouffons et autres pareilles figures dans ce tableau, comme un bouffon avec un perroquet au poing?

« — Non, mais il me fut donné commission de l'orner selon que je jugerais convenable, et lorsque dans un tableau il me reste un peu d'espace, je l'orne de figures d'invention.

« — Est-ce que les ornemens que vous, peintres, avez coutume

de faire dans les tableaux ne doivent pas être en convenance et en rapport direct avec le sujet, ou bien sont-ils ainsi laissés à votre fantaisie, sans discrétion aucune et sans raison?

« — Je fais les peintures avec toutes les considérations qui sont propres à mon esprit et selon qu'il les entend. »

Cette réponse évasive ne satisfait pas le père inquisiteur, qui n'oublie point son office; ici il ne s'agit pas d'art, il s'agit du respect dû à la religion.

« Ne savez-vous pas qu'en Allemagne et autres lieux infestés d'hérésie ils ont coutume, avec leurs peintures pleines de niaiseries, d'avilir et de tourner en ridicule les choses de la sainte église catholique, pour enseigner ainsi la fausse doctrine aux gens ignorans ou dépourvus de bon sens?

« — Je conviens que c'est mal, mais je reviens à dire ce que j'ai dit, que c'est un devoir pour moi de suivre les exemples que m'ont donnés mes maîtres. »

Et le Véronèse cite Michel-Ange et la chapelle Sixtine, d'où la fantaisie et les allusions pleines d'anachronismes ne sont point absentes. L'accusation n'admet point que Michel-Ange ait manqué aux lois de la *décence* comme l'a fait le peintre de la *Cène*, qui finit par trouver qu'on a bien de l'imagination au saint-office, et confesse humblement qu'il a eu tort, mais que ni l'hérésie ni l'irrévérence n'ont rien à voir dans son fait.

« Non, très illustres seigneurs, je ne prétends point prouver que mon tableau soit décent, mais j'avais pensé ne point mal faire, je n'avais pas pris tant de choses en considération, et j'avais été loin d'imaginer un si grand désordre. »

Le Véronèse fut néanmoins condamné à *corriger et amender son tableau dans l'espace de trois mois à dater du jour de la réprimande*. Le changement fut fait, et nous pouvons nous en convaincre, car le procès-verbal donne la description exacte du tableau et sa dimension (7 pieds sur 39 environ). Cette toile est au Louvre; elle a été offerte à Louis XIV par la république de Venise. Une figure de la Madeleine a été substituée au grand lévrier que l'artiste a l'habitude de placer dans ses tableaux. Le peintre souscrit au changement; mais il n'admet pas que la Madeleine « puisse faire bien ici, » et cela pour beaucoup de raisons qu'il donnera aussitôt qu'il trouvera occasion de les dire.

Toute la théorie de Véronèse est là, « faire ce qui fait bien, » sans aucune préoccupation du sujet et de la convenance. Ce n'est assurément pas un mérite chez le peintre; pourtant celui-ci est si primesautier, si fantaisiste et si personnel, qu'il faut l'accepter comme il est. A Masère, il n'est point exempt de ces bizarreries dans ses

compositions, et il y a là des accouplemens bien singuliers. Il convoque le monde de la fable et s'ingénie à personnifier dans des figures symboliques *la noblesse*, *le pouvoir*, *l'honneur*, *la magnificence*, et c'est un hommage qu'il rend à ses hôtes les Barbaro, parvenus au faîte des dignités. Partout où il peut loger une figure, dans une retombée de voûtes ou dans un tympan, il l'arrange avec une rare ingéniosité, et profite de l'espace, si irrégulier qu'il soit. Ici c'est Flore, Cérès, Pomone, Bacchus, qu'on prendrait aisément pour des patriciennes ou des courtisanes de Venise; puis, sans beaucoup de transition, il rend hommage à la Vierge en peignant une madone, et célèbre sainte Catherine et saint Joseph, les patrons des Barbaro. Deux des petites salles d'angle, dont les murs sont complétement nus de la base au faîte, et qui pour tout ornement n'ont qu'une cheminée monumentale, mais d'une ligne très simple, reçoivent comme fond décoratif une treille qui ploie sous le poids des grappes vermeilles, et dans un espace ovale au centre laissant voir le ciel il peint les divinités de l'Olympe, tandis qu'au-dessus de la cheminée qui fait face à la porte il assied de grandes figures qui jouent du luth et de la basse, et forment un concert. Puis, ici et là, ce sont des groupes d'enfans, des femmes demi-nues ornées de colliers, vêtues d'étoffes chatoyantes. Sur les saillies des moulures, ce sont des aiguières ciselées, des bassins de haut-relief, richement ornés, des coupes d'or pleines de perles qu'il a capricieusement posées et exécutées avec une grande dextérité de main.

Ce n'est point là que s'exercerait la censure du saint-office; cependant nous ne devons pas oublier que, si nous sommes chez Marc-Antoine Barbaro, ambassadeur de la sérénissime république, nous sommes aussi chez son frère Daniel Barbaro, patriarche d'Aquilée, qui occupe la plus haute dignité de l'église.

Ce serait une tâche ingrate de décrire pas à pas les nombreuses compositions du Véronèse; on ne commente point un coloriste, et on se sent impuissant à faire passer dans l'âme du lecteur l'impression de charme profond produite par des harmonies de ton, par la fraîcheur d'une tonalité argentine ou la sonorité d'un rouge ou d'un vert qui appartient en propre au Paolo. Il y a dans les œuvres de la peinture des notes colorées qui sonnent la victoire, des cadences de ligne qui respirent la jeunesse et la force, le bonheur et l'insouciance d'un génie facile, comme il y a des sanglots, des tourmens cachés et des mélancolies profondes. Nous ne pouvons donc que constater l'importance de ces fresques, dire la place qu'elles occupent dans l'ensemble de la production de l'artiste, et, pardessus toute chose, inspirer au voyageur le désir de connaître une œuvre ignorée qui donne du peintre une idée supérieure à celle

qu'on se fait de lui, même après l'avoir admiré à Venise, où son nom rayonne.

Indépendamment des figures des déesses dont nous avons parlé, le Véronèse a peint dans un plafond circulaire en forme de coupole un *Olympe* qui représente, dans l'ensemble des fresques de la villa, la composition la plus importante. Les figures sont beaucoup plus grandes que nature. Au centre, une jeune femme assise sur un nuage représente l'Immortalité qui monte dans l'empyrée, Mercure la regarde le bras levé vers les cieux et son caducée à la main; Diane est au repos, appuyée sur son grand lévrier qu'elle caresse; Saturne, sous les traits d'un vieillard à barbe blanche, repose sa tête sur sa main droite et de la main gauche retient sa faux; Jupiter domine un peu la scène, que complètent Mars, Apollon, Vénus et le dieu Cupidon. Il n'y a pas là d'intention nouvelle qui mérite d'être signalée, mais autant par la noblesse de la forme que par la vivacité, la fraîcheur du coloris et l'audace des raccourcis, cette partie mérite d'attirer tout d'abord l'attention du visiteur. Au-dessous de la coupole, par un contraste qui plaît à son esprit et dont nous trouvons l'explication dans sa réponse aux inquisiteurs, l'artiste a déroulé la plus singulière des compositions, la moins en rapport avec le sujet qu'il vient de traiter. Il simule d'abord dans cette sorte de frise circulaire un appui à balustres qui coupe les figures à mi-corps; une vieille, ridée, vêtue à la mode de son temps, indique à une belle jeune femme, qui s'appuie sur le marbre, un jeune homme en pourpoint qui retient un chien prêt à s'élancer sur un page qui lit tranquillement. Un singe, un petit chien à longues oreilles et un enfant contemplant un perroquet forment un groupe qui complète la composition. C'est inattendu, plein de relief et de vie, traité avec cette sûreté de main qui distingue le Véronèse, et, à côté de l'Olympe, le contraste est frappant. Puis, revenant à l'allégorie dans les retombées des voûtes, l'artiste peint Cérès et Bacchus appuyés l'un à l'autre, les élémens et la naissance de l'Amour.

Les autres fresques représentent *la Vertu bâillonnant le Vice,— la Force s'appuyant sur la Vérité, — l'Envie désarmant l'Abondance, — la Vérité couronnant un souverain.* Puis c'est *la Beauté, la Force, Cérès, Plutus, la Charité* et *la Foi.* Enfin à l'extrémité de chacun des deux bras de la croix faisant perspective à très longue distance, une porte s'ouvre dans la muraille du fond, et d'un côté le Véronèse lui-même, en pied, un peu plus grand que nature, habillé en chasseur et suivi de son chien, semble entrer dans les *stanze,* tandis qu'à gauche sa femme, en toilette de gala, entr'ouvre une porte feinte.

Comme on le voit, c'est l'œuvre d'un fantaisiste; s'il y a là des

parties grandioses, elles coudoient des œuvres pour ainsi dire intimes, on sent que le Véronèse a eu toute liberté. Les Barbaro lui ont laissé, comme on dit, « la bride sur le cou. » Il est venu s'installer là l'année 1575, il avait alors quarante-cinq ans, et le Barbaro résidait à Padoue comme réformateur de l'université. Nul doute que le maître vînt souvent à Masère pendant que le Véronèse y peignait ses fresques. L'architecte, le décorateur et le peintre, le Palladio, Alessandro Vittoria et le Véronèse, ont vécu, à n'en pas douter, dans une intimité charmante qui résultait de la conformité de leurs goûts avec ceux des patriciens qui les avaient appelés. Marc-Antoine Barbaro, quoique préoccupé des grands intérêts de l'état, était un véritable artiste; il était sculpteur, et, pendant que le peintre sur son échafaudage exécutait les fresques, l'ambassadeur, pour se délasser, modelait en terre les figures décoratives qui allaient former la belle grotte du jardin, exécutée dans le goût des stucs de Fontainebleau, de Nicolo del Abbate. Il est facile d'imaginer l'existence que ces artistes ont pu mener à Masère, ils étaient les hôtes d'une des plus riches familles de Venise et en même temps de deux patriciens qui étaient à la fois des artistes, des hommes d'état et des orateurs, et possédaient cette universalité de connaissance qui est l'apanage des hommes de cette époque, qui ont cumulé les génies les plus divers.

Des mains de la famille Barbaro, la villa passa dans celles de Lodovico Manin, le dernier doge de Venise; après sa mort, elle échut à des possesseurs peu soucieux du respect qu'on doit à l'œuvre des grands artistes. La guerre d'ailleurs, puis l'invasion et la conquête allaient livrer la demeure des patriciens à l'abandon; peu à peu le palais devint une ruine, les peintures disparurent sous une couche de poussière, et les eaux qui descendent des sources de la montagne attaquèrent jusqu'aux mosaïques du rez-de-chaussée et s'infiltrèrent dans le sol. Pendant de longues années, la villa resta solitaire, et le temps fit son œuvre; elle fut enfin acquise par M. Sante Giacomelli, qui résolut de la restaurer, et apporta à ce travail un soin scrupuleux et une intelligence parfaite des conditions d'une telle entreprise. Son neveu, M. Angelo Giacomelli, aujourd'hui propriétaire, qui avait alors la haute main sur les travaux, constata que l'œuvre du Véronèse, grâce à l'excellente construction de la toiture, n'avait reçu aucun dommage, et sous l'éponge des restaurateurs reparaissait fraîche et brillante comme au temps de la renaissance. Elle avait même gagné cette enveloppe précieuse et impalpable que le temps jette sur les œuvres de la peinture et que les artistes appellent la patine.

On peut donc juger l'ensemble, dont les dispositions ont été scrupuleusement respectées; ni l'architecte, ni le sculpteur, ni le

peintre, n'ont été la victime des restaurateurs, comme cela se produit trop souvent en Italie, et le voyageur qui tentera de s'arrêter à Masère pour visiter la demeure des Barbaro y trouvera sans doute la cordiale et sympathique hospitalité que nous y avons trouvée nous-même.

Quant aux archives de la famille Barbaro, et quant aux titres de propriété, ils ont malheureusement été dispersés; toutefois il n'est pas impossible de restituer les figures de ces deux patriciens, car leurs noms sont de ceux dont l'histoire a souci. On les retrouve inscrits dans le cadre sculpté par le Sansovino en haut de l'escalier des géans, et dans la salle du scrutin du palais des doges, à côté d'une toile historique célébrant le haut fait d'armes de Marco Barbaro, leur aïeul, qui prit Ascalon au XIIe siècle, un artiste de la renaissance a représenté Marc-Antoine Barbaro, l'ambassadeur, tenant l'ombrelle sur la tête de Henri III, roi de France et de Pologne, à son passage à Venise.

Le Véronèse devait, lui aussi, avoir reproduit les traits de ses deux protecteurs, et ce n'est pas sans émotion qu'après nous être contentés pendant longtemps pour tout document authentique d'une médaille frappée à l'occasion de l'érection de la forteresse de Palma, qui figure dans une collection de Venise, nous avons rencontré, à la galerie du Belvédère de Vienne, un superbe portrait de Marc-Antoine. Cette toile, signée Véronèse, a toute la valeur d'un document historique, puisque l'artiste a représenté le négociateur tenant d'une main le traité de paix qu'il avait signé avec le Turc après Lépante, et montrant de l'autre les fortifications de Palma, qu'il fut chargé d'élever pour prévenir les fréquentes incursions de l'éternel ennemi de la république. Quant à Daniel, le commentateur de Vitruve, il figure dans la galerie de *l'Iliade* aux *Offices* de Florence, peint aussi par le décorateur de la villa Barbaro dans toute la pompe de son costume de patriarche d'Aquilée. Désormais, après avoir visité la villa, nous pouvons lire les dépêches des deux Barbaro aux archives de Sainte-Marie-Glorieuse-des-Frari, les suivre pas à pas dans leur longue carrière à l'aide des documens qui témoignent de tant de travaux et de tant d'illustration; nous pouvons même, après avoir contemplé les traits des fondateurs de la villa, nous incliner devant leur tombe à San-Francesco Della Vigna. C'est ainsi que l'histoire s'anime, et que l'art nous touche davantage; dans ces salles de la villa Barbaro peintes par le Véronèse, l'imagination peut évoquer les nobles figures des patriciens, qui sont non plus des abstractions, mais des personnages réels dont à chaque pas dans Venise nous retrouvons la trace et nous constatons la grandeur.

CHARLES YRIARTE.

LES

LIVRES DE RAISON

DE L'ANCIENNE FRANCE

I. *Les Familles et la société en France avant la révolution, d'après des documens originaux*, par M. Charles de Ribbe, 1873. — II. *Histoire de la réserve héréditaire et de son influence morale et économique*, par M. S. Boissonade, 1873.

L'ancienne France nous a légué un double trésor, intellectuel et moral, où nous pouvons puiser de grands exemples, d'utiles conseils, un sentiment de noble émulation et de dignité personnelle. Ce trésor s'exprime en une littérature dont l'abondance et la richesse ne sont égalées que par les deux grandes littératures de l'antiquité classique. On vante ce qu'il y a d'original et de spontané dans l'ancien génie grec : il semble n'avoir pas connu l'imitation; il a produit les différens genres littéraires selon les conditions naturelles d'une génération logique et conforme aux lois de la pensée humaine, la poésie lyrique en témoignage d'une jeunesse enthousiaste et religieuse, l'épopée comme expression d'une adolescence active sous le regard des dieux, le drame pendant un âge viril déjà soucieux des grands souvenirs, et ensuite la comédie, l'histoire, la philosophie, en signe de maturité réfléchie, avec le secours de la prose. Cette spontanéité, ce développement régulier et naturel, l'histoire de notre littérature les possède autant que cela est possible en des temps qui ne sont plus la jeunesse de l'humanité et chez un peuple dont les visibles liens de famille montrent la formation complexe. L'âge moderne du monde ne connaît plus le sol vierge des hauts sommets aux plantes extraordinaires et rares, mais il a de fécondes terres d'alluvion : la France est de toutes la plus riche. Ce qu'il y a de naturel et de sincère dans sa littérature, c'est qu'elle traduit un

vaste développement s'inspirant en égale mesure d'une vive liberté et d'une longue tradition de discipline intellectuelle et morale. Nulle part ne se voient mieux à découvert les vraies sources de la longue prospérité et de la grandeur de l'ancienne France. Dans aucun pays peut-être, en dépit de certaines apparences, les classes qui forment le gros de la nation, c'est-à-dire les bourgeois des villes et surtout les moyens propriétaires ruraux, n'ont été plus tôt et plus entièrement maîtresses d'elles-mêmes, entre les excès des nobles et la misère des plus humbles. A travers les guerres civiles et religieuses, dans le fracas des guerres étrangères, malgré beaucoup d'agitations et de fléaux, une population nombreuse a vécu silencieuse et assez paisible au fond de nos provinces, dans la solitude de nos petites villes, dans le secret de nos campagnes. Là s'est accumulé tout un héritage de modestes vertus qui, sans avoir l'éclat de certains grands traits des scènes plus retentissantes, a constitué sans doute dans la balance des destinées françaises l'appoint nécessaire pour que la somme des mérites et du bien l'emportât.

C'est à mettre en relief ces intéressans aspects de l'ancienne société française que M. Charles de Ribbe s'est appliqué, en invoquant toute une série de curieux documens trop négligés avant lui : les *livres de raison*. M. de Ribbe ne s'est pas borné à répandre une lumière à certains égards nouvelle sur le passé de nos institutions et de nos mœurs; il s'est épris de ce passé d'autant plus facilement que les institutions et les mœurs de notre époque lui inspirent des défiances, et qu'il craint pour notre prochain avenir. Il lui est arrivé ce qui est arrivé à bien d'autres : peu satisfait du présent, il s'est plu à retrouver dans le passé, même lointain, quelques-uns au moins des traits qu'il voudrait voir subsister de nos jours et auxquels s'attacherait, suivant lui, notre salut futur. On sait combien il est difficile, une fois engagé dans cette voie, de garder la mesure, de ne pas céder à la thèse préconçue, et de se préserver d'une vue partiale. Le patriotisme même et la curiosité d'esprit peuvent y devenir des piéges d'autant plus périlleux que l'auteur se sera montré plus sincère et plus loyal. M. de Ribbe se rattache à une école de publicistes très dignes d'une haute estime, animés d'un vif sentiment religieux, d'une idée morale très élevée, d'un patriotisme incontestable, qui s'alarment des voies nouvelles où la France s'est engagée depuis la fin du XVIIe siècle, mais surtout depuis la révolution, et qui croiraient, par la réforme de notre loi civile, nous rendre quelques-unes des heureuses énergies de notre moyen âge.

On pense bien qu'aux doctrines de cette école les réponses n'ont pas manqué. Tout un groupe d'économistes, de juristes, de moralistes libéraux, patriotes sincères eux aussi, s'est appliqué à réfuter cette vue du présent, ce panégyrique du passé, ces propositions de

graves changemens pour l'avenir. Précisément un excellent volume de M. G. Boissonade vient de paraître, qui contient en résumé toutes ces réfutations et toutes ces réponses. L'*Histoire de la réserve héréditaire* est une de ces fortes et substantielles monographies telles que l'Académie des sciences morales et politiques sait les susciter, et telles que notre active école de droit historique, à l'exemple de ses maîtres, MM. Laboulaye, Giraud, Laferrière, nous en a donné plusieurs d'un grand prix (1). On verra dans le livre de M. Boissonade comme dans celui de M. de Ribbe, les deux aspects se complétant l'un l'autre, combien l'ancienne France différait de la France nouvelle, à combien de graves objets touchent les réformes obtenues et les modifications qu'on souhaite, quelles grandes et belles questions sociales sont engagées en de tels débats, questions que nous ne prétendons pas traiter après que tant d'écrivains éminens les ont supérieurement examinées ici même (2); notre but est plus modeste : nous ne voulons que signaler le cadre intéressant et nouveau dans lequel M. de Ribbe a enchâssé son étude; il nous sera permis en même temps, à propos des graves problèmes auxquels il touche, d'essayer de marquer où en est aujourd'hui certaine sorte d'agitation dont l'auteur est un des principaux organes. Cette agitation est solidaire des problèmes et des circonstances politiques qui nous assiégent; il importe plus que jamais de savoir quelles sont les diverses espérances, et de prévoir quelles conséquences inévitables, à l'insu peut-être de quelques-uns de ses promoteurs, tel ou tel projet de réforme ne manquerait pas d'entraîner.

I.

On appelait autrefois *livres de raison*, — et le nom ainsi que l'usage en subsistent sans doute encore aujourd'hui, — des registres de famille où chaque chef de maison prenait soin d'inscrire les chiffres représentant l'état et le développement de sa fortune (on sait que le vieux mot français *raison* veut dire compte, finance, comme l'italien *ragione* et le latin *ratio*). Ces chiffres n'allaient pas bien entendu sans de certaines explications : on y ajoutait les mentions et dates soit des conventions, marchés ou contrats ayant pour but de faire prospérer l'avoir commun, soit des naissances, mariages ou morts des divers membres de la famille. On résumait ou même on inscrivait intégralement les pièces authentiques, afin que, sous certaines conditions, elles pussent faire foi au même titre que les instrumens originaux; les testamens y figuraient ainsi que les

(1) L'étude de M. Gide sur la *Condition privée de la femme* par exemple.

(2) Voyez diverses études de MM. Léonce de Lavergne, Wolowski, Baudrillart, dans la *Revue* des 1er février 1856, 1er août 1857, 15 avril 1872, etc.

donations à côté des actes d'achat, de vente ou de bail. Ces actes de naissances, de mariages ou de morts, ou bien ces divers contrats, épisodes si intéressans pour l'histoire et la constitution de la famille, comment les enregistrer sans y joindre quelques graves réflexions, témoignages de joie ou d'espérance, ou bien de regret et de deuil? Le père écrivait donc au livre de raison, outre les chiffres constatant ses profits et pertes, outre les souvenirs bénis ou funestes des événemens intérieurs, les pensées que ces événemens lui inspiraient, ses conseils à ses enfans, ses éloges ou ses reproches, non-seulement ses dernières volontés, mais encore ses exhortations et ses vœux suprêmes. Comment en outre n'aurait-il pas, chemin faisant, inséré certaines mentions des affaires publiques, au moins dans le petit cercle où lui-même pouvait avoir joué un rôle? Les livres de raison devenaient ainsi de curieux registres de comptes, des annales généalogiques, d'intéressantes autobiographies, et en même temps des journaux et des mémoires historiques. Ils restaient avant tout (c'est là leur principal caractère) des livres de famille, avec un accent religieux et moral, fidèle écho des vertus publiques ou privées. Ces dernières surtout, que l'histoire générale passe d'ordinaire sous silence, ont trouvé dans ces pages une sérieuse expression et comme un refuge respecté; il y a pour nous quelque chose de touchant aujourd'hui à écarter, en ouvrant les plus estimables de ces annales domestiques, le voile qui, pendant des siècles, a recouvert et caché aux yeux de tous des merveilles de dignité, de tendresse et de dévoûment. A ne considérer ces monumens qu'au point de vue de l'histoire sociale, tel père, telle mère de famille dont la voix se fait ici entendre, dont l'influence est ici visible à chaque feuillet, mais dont le nom nous est du reste tout à fait inconnu, a travaillé pour sa virile part à l'édification de toute une nombreuse famille, à la durée d'une tradition séculaire, et contribué de la sorte aux destinées de cette société française qui a brillé d'un vif et solide éclat. Montaigne a loué dignement son père d'avoir tenu le livre de raison de leur famille avec une assiduité qu'il ne sut pas imiter. « En la police économique, dit-il, mon père avoit cet ordre, que je sçais louer, mais nullement ensuyvre : c'est qu'outre le registre des négoces du mesnage où se logent les menus comptes, payemens, marchez, il ordonnoit un papier-journal à insérer toutes les survenances de quelque remarque, et jour par jour les mémoires de l'histoire de sa maison, histoire très plaisante à veoir quand le temps commence à en effacer la souvenance, et trez à propos pour nous oster souvent de peine : quand feut entamée telle besogne, quand achevée, quels trains y ont passé, combien arrestés; nos voyages, nos absences, mariages, morts, la réception des heureuses ou malencontreuses nouvelles, changement des ser-

viteurs principaux. Usage ancien, que je trouve bon à refreschir, chacun en sa chascunière, et me trouve un sot d'y avoir failly. »

Pour les individus eux-mêmes en effet, l'usage est naturel et salutaire de s'habituer à consigner avec une entière loyauté presque jour par jour l'histoire de sa vie, celle de ses sentimens et de ses actes. Sénèque raconte que chaque soir, avant de se livrer au sommeil, il restait seul quelques instans dans le silence et l'obscurité, et repassait devant sa conscience les pensées et les actions du jour. Le livre d'autobiographie provoque à cette pratique toute religieuse et chrétienne. Cette sorte de devoir une fois accepté, on se trouve, par la prévision des jugemens à venir, de ceux qu'on portera soi-même et de ceux que porteront les autres, plus obligé à demeurer constant avec soi, et, pour que cela se puisse faire en tout honneur, à n'agir pas de telle sorte qu'on puisse avoir à se le reprocher plus tard. On sait que les aveux ne resteront pas secrets, qu'ils se transmettront aux enfans, et l'on aspire à mériter jusqu'après la mort la continuation de l'estime et du respect. Qu'à ces vues de la conscience individuelle se joigne un sentiment de solidarité avec les membres d'une famille respectée, et le livre de raison devient à double titre un bon conseiller en même temps qu'un témoin fidèle. « Taschez, dit un père à ses enfans, de prendre un peu de temps pour escrire dans vostre mémorial toutes les affaires qu'avez faites dans la journée. » — « C'est une chose avantageuse aux enfans, dit un autre, lorsqu'après le décez de leur père ils trouvent des mémoires par le moyen desquels ils puissent s'instruire de l'estat de leurs affaires. En ayant recognu en plusieurs rencontres l'importance et la nécessité, je me suis résoulu, pour l'intérêt de nostre famille, de dresser ce livre, dans lequel j'inséreray ce que j'ay tiré des livres de nos ayeulx, afin que, si ceux-là dans la suite des temps venoient à s'égarer, comme il arrive souvent des vieilles écritures, l'on puisse trouver dans celuy-cy ce dont on pourra estre en peine par la perte des autres. — Et, comme l'on doit plutôt travailler à la conservation de l'honneur des familles que des biens qu'elles possèdent, puisque le premier leur doit estre infiniment plus cher que le dernier, je commenceray cet ouvrage par une petite généalogie de la nostre, qui contiendra seulement jusqu'à moy huict générations... » Ainsi s'expriment deux livres de raison du XVIIe siècle que M. de Ribbe a retrouvés avec beaucoup d'autres en des archives de famille. Il en cite un du XVe, écrit en provençal avant la réunion de la Provence à la France, et qui, rédigé avec la solennité du vieux style notarial, peut être regardé, dit-il, comme le type classique des livres de raison de la bourgeoisie des communes méridionales. — Jaume Deydier, d'Ollioules près de Toulon, commence son livre de raison en 1477; il

représente la plus ancienne et la plus respectable bourgeoisie de Provence. Établissant d'abord la généalogie de sa famille, qui se continue encore aujourd'hui, il remonte jusqu'en 1250. Pendant six siècles, les Deydier ont donné des magistrats municipaux à la ville de Toulon, des prêtres à l'église, des soldats à l'armée; jamais ils n'ont entièrement déserté l'agriculture. — M. de Ribbe connaît plusieurs livres de raison du XVIe siècle, celui-ci par exemple : « Livre où sont contenus les mémoyres des actes, affaires et négoces de moy Melchior Blanc, fils de M. Antoine Blanc, notaire royal de Saint-Zacharie, et de demoyselle Isoard, procureur au siége général de cette ville d'Aix, lequel livre j'ay escript de ma propre main et veulx y estre adjousté foy par mes successeurs. Aix, ce dix-neufvième février 1594. » Cet autre, de la même époque, a pour titre : « Livre des affères de moy et de monsieur Deffauris, faict le huict octobre 1588. » C'est le curieux spécimen d'une comptabilité toute rustique, rédigé par un paysan métayer nommé Ambroise Giraud, exploitant en 1588 le domaine d'un propriétaire nommé Deffauris, dans les Basses-Alpes. Il y marque son capital en têtes de labour et en bêtes à laine, les quantités de céréales semées, le chiffre des récoltes, les plantations, les frais de main-d'œuvre, le prix des journées d'ouvrier, etc.

Mais le plus grand nombre des livres de raison retrouvés par M. de Ribbe dans les archives particulières datent du XVIIe et du XVIIIe siècle. Les plus curieux sont ceux des familles de Garidel à Aix et de Sudre à Avignon. Le premier comprend l'histoire de cinq générations d'hommes distingués et de bons citoyens, docteurs, avocats, primiciers de l'université, conseillers au parlement, administrateurs élus de la ville d'Aix et de la Provence; le second, qui est rédigé en 1680, mais qui remonte aux premières années du XVIIe siècle, offre aussi une série de portraits et de leçons morales d'un grand intérêt. C'est un beau manuscrit in-folio, nous dit M. de Ribbe, presque un chef-d'œuvre de calligraphie. Le début fait bien juger de ce qu'étaient ces registres privés. « L'intérêt des familles, y est-il dit, veut qu'on tienne des livres de raison dans lesquels, après avoir escrit sa généalogie, ses alliances, sa naissance, ses biens et leur inventaire, on adjoute quelques mémoires en forme de maximes, qui, fondées sur l'honesteté, produisent aux héritiers des effets très profitables pour le spirituel et pour le temporel. — *In nomine Domini.* Ce 9 juin 1680, jour de la Pentecoste, après avoir demandé ce matin à Dieu que, si le peu de bien que je possède est mal acquis, ou s'il donne à moy ou à mes enfans matière à offenser sa souveraine bonté, je le supplie de m'en priver et eux aussi, je commence par ma généalogie, sur laquelle je passeray fort légèrement, ne me proposant que la pure vérité dans ce que j'ay à dire. »

Ce n'est guère qu'en Provence que M. de Ribbe a retrouvé d'anciens livres de raison dans les familles. Il est probable cependant que d'autres parties de la France ont pratiqué cet usage. Nous le voyons du reste en vigueur dans plusieurs pays étrangers, en Allemagne et surtout en Italie. La Bibliothèque nationale, à Paris, possède un curieux ouvrage illustré qui nous conserve l'autobiographie de Mathieu Schwartz, bourgeois d'Augsbourg. Ce volume, que M. Michelant a décrit et commenté avec beaucoup de soin, offre en une suite de miniatures sur vélin les diverses circonstances de la vie de l'auteur; quelques lignes d'explication en allemand accompagnent chaque représentation figurée. La première image montre en pied le père et la mère, celle-ci enceinte : c'est ce qui s'appelle prendre son histoire dès le commencement. A la seconde page, on voit le petit Schwartz enveloppé d'un linceul et porté dans les bras de sa nourrice au cimetière, où le fossoyeur est déjà occupé de creuser la terre pour l'ensevelir. On le croit mort; mais lui, qui doit au lecteur cette belle autobiographie coloriée, remue un pied au dernier moment; on s'aperçoit qu'il vit encore, et on le reporte à sa mère. La troisième page le représente malade de la petite rougeole; sa petite sœur le soigne : il a près de lui ses jouets d'enfant. Viennent ensuite ses jeux, son éducation, ses exercices de jeune homme, ses travaux dans une grande maison de commerce, ses exercices militaires, etc., tout cela avec le commentaire qui permet de suivre cette carrière et l'histoire de sa famille. C'est une vivante étude de la vie bourgeoise à Augsbourg pendant le XVIe siècle.

Toutefois ce sont les Italiens surtout qui, avec leur esprit positif et pratique, nous ont laissé les plus remarquables livres de raison, se faisant en cela comme en bien d'autres choses les héritiers des anciens Romains, chez qui le père de famille tenait à jour ses livres de recettes et dépenses, *tabulæ*, *rationaria*, propres à servir de témoignages devant les tribunaux, comme on le voit dans le procès de Verrès. Les *libri commentarii*, les *stemmata*, les *laudationes mortuorum*, ont servi à Rome de préludes aux livres des annalistes. Il en a été de même en Italie, et l'on comprend de quel intérêt peuvent devenir des registres de commerce ou de finances ainsi rédigés, quand les négocians ou les financiers s'appellent les Médicis. Nous avons ceux de Laurent le Magnifique; la famille de Guichardin (1) continuait, même étant devenue célèbre, l'administration de la maison de soieries, *bottega di seta*, dont la prospérité avait fondé sa fortune, et l'on trouvera dans le dixième volume des *Œuvres inédites* de l'historien, publiées à Florence, le livre de raison publié par lui en deux parties, la première qui contient, sous le titre de *Ricordi di*

(1) Voyez, dans *Revue* du 15 août 1861, l'étude que nous avons consacrée à Guichardin d'après ses écrits inédits.

famiglia, l'histoire de ses ancêtres, la seconde qui offre, sous le titre de *Ricordi autobiografici*, l'histoire de sa vie. Il n'est pas besoin d'insister pour faire comprendre quelle valeur historique et morale offrent de tels écrits. Guichardin en particulier n'est pas de ceux qui prennent la peine de dissimuler les motifs de leurs actions ou d'exalter gratuitement leurs parens ou amis. Il y a dans son compte-rendu généalogique un certain oncle Rinieri, type de prélat de la renaissance curieux à connaître, dont il a dévoilé impitoyablement l'âme tout entière. Quand Guichardin parle de lui-même, il est sincère aussi à sa façon; d'ailleurs son journal entre en de tels détails, financiers ou autres, qu'il nous fait vivre réellement au milieu des coutumes et des idées du XVIe siècle italien.

Nous avons cité tout à l'heure une autobiographie illustrée que nous avons cru pouvoir ranger à côté des livres de raison. Le genre se subdivise en effet en sous-genres et en espèces, et l'on pourrait mentionner à ce dernier titre ce qu'on a nommé par exemple les *livres des amis*, sorte d'albums que M. Darcel nous a fait connaître, et où s'enregistrent des séries de souvenirs réunis au nom de l'amitié. Le musée du Louvre possède ainsi l'album ou registre exécuté par les soins des deux frères allemands de Riethain dans le dernier tiers du XVIe siècle. Au cours de leurs études universitaires, à Louvain, Strasbourg, Ingolstadt, Dôle, Lyon, ils ont obtenu de chacun de leurs amis quelques lignes autographes, quelques devises, maximes ou citations poétiques : ils ont accompagné ces lignes d'armoiries ou d'écussons, de portraits, de scènes de mœurs, de caricatures même politiques, toute sorte de représentations qui, exactement datées, deviennent d'un si grand secours au point de vue de la peinture des mœurs ou même de l'histoire générale. Un autre genre d'intérêt, mais analogue, s'attacherait au manuscrit n° 3,188 (supplément français) de la Bibliothèque nationale. Exécuté par un certain Beaullart, échevin de Caen en 1607, il contient d'abord un mémorial de la famille de ce nom, puis un journal des événemens, grands et petits, survenus en cette ville entre 1600 et 1639, avec quelques faits d'histoire générale à partir de 1531, puis trente-trois portraits-médaillons des principaux personnages de l'époque, gravés par l'habile Thomas de Leu et les artistes contemporains.

Il est clair que de tels monumens, ceux-là même où l'illustration paraît occuper la plus grande place et que recherchent à cause de cela les amateurs d'archéologie, peuvent devenir fort précieux à l'historien. M. Charles de Ribbe a eu l'heureuse idée de demander aux plus graves, aux livres de raison proprement dits, un tableau de la vie de famille dans l'ancienne France. Nobles et roturiers ont également pratiqué sans doute l'usage de ces sortes de registres; la plupart de ceux qu'on retrouve aujourd'hui appartiennent toutefois

à des familles de bourgeois ou de paysans, de sorte que l'examen qu'on peut faire à l'aide de ces livres porte principalement sur les classes moyennes et sur les représentans de la petite propriété. Tandis que la plupart des ouvrages traitant de l'ancien régime semblent ne nous montrer que la grande propriété et les conditions d'une société aristocratique, le mérite particulier du travail de M. de Ribbe est d'attirer nos regards sur l'état matériel et moral des classes moyennes en France avant 1789. Les livres de raison ne sont nulle part réunis, de sorte qu'il a fallu beaucoup de temps et beaucoup de peine pour obtenir les élémens de cette étude. L'auteur a dû, pendant plusieurs années, parcourir nos villes et nos campagnes du midi, aller de foyer en foyer, de ferme en ferme, heureux lorsque, après avoir découvert l'existence de quelqu'un de ces monumens, il ne s'en voyait pas refuser l'accès.

L'ouvrage de M. de Ribbe ne s'offre d'abord que comme une enquête limitée au sud-est de la France et qui puise ses renseignemens dans les seuls livres de raison; mais il ne tarde pas à généraliser son étude, et il invoque un très grand nombre de documens d'autre nature, presque tous inédits. Quand il cite *les livres de consulat*, c'est-à-dire ces registres de villes qu'on désigne par la couleur de leur reliure, *livre rouge*, *livre vert*, *livre noir*, et où les administrateurs et magistrats inscrivaient tout le ménage des cités, ce n'est pas trop s'éloigner, à vrai dire, des registres de famille. Les uns comme les autres mêlaient souvent aux annotations officielles des observations morales et religieuses : une petite commune rurale met en tête de ses délibérations, en l'année 1587, la sentence latine : *Benedictione justorum exaltabitur civitas, et ab ore impiorum subvertetur*, la bénédiction des justes fera prospérer la cité, la parole des impies entraînera sa ruine, — maxime peu rassurante, par parenthèse, en un temps de guerres religieuses, alors qu'on observait des règles beaucoup trop arbitraires et trop variables pour distinguer ce qu'on croyait devoir appeler les justes et les impies. Dans une autre commune, au temps de Louis XIII, le registre des délibérations porte à son frontispice tout un passage traduit de la *République* de Platon. M. de Ribbe invoque, outre ceux-là, bien d'autres documens encore, testamens, actes de vente, contrats de toute sorte, chartes, statuts, règlemens traditionnels, mercuriales du parlement; il dépouille, en même temps que les greffes, les études des notaires. Il en résulte qu'on rencontre dans son récit une multitude de citations assurément précieuses, mais dont il n'indique pas toujours les sources. Ses livres de raison se trouvent presque tous entre les mains des familles, et sont par conséquent à peu près inabordables. Il ne nous les fait connaître cependant que par de bien rapides notices; cette multiplicité d'informations, qui ne sont

pas toutes suffisamment précises, devient une cause de quelque incertitude et de quelque embarras. Pour prendre un exemple, l'auteur nous représente d'après « un de ces documens de famille » (il ne donne pas d'autre indication) ce qu'il appelle la cérémonie et les rites établis pour l'émancipation du fils. La scène se passe, dit-il, devant un juge, un consul et un notaire. Le père est assis sur une chaise; le fils, agenouillé devant lui, tête nue, met ses mains dans les siennes, et se trouve par ce seul acte mis en liberté et en pleine capacité de contracter désormais, de vendre, acquérir, recevoir, donner, tester. Malheureusement M. de Ribbe ne nous dit pas où, quand, sous quelles conditions, d'après quel document, s'accomplit cette cérémonie de famille, de sorte que nous ne pouvons apprécier au juste de quelle autorité le père dispose en une circonstance si importante, si c'était là un usage général ou bien local, etc. On a de plus certains doutes sur lesquels on voudrait être rassuré. Les auteurs de ces livres de raison imitent-ils souvent l'exemple de Guichardin? disent-ils les fautes commises aussi bien que les vertus pratiquées? Ne se laissent-ils pas aller au complaisant éloge d'eux-mêmes et de leur temps? Leurs témoignages laissent-ils parfois apercevoir les effets des imperfections sociales, ou bien n'offrent-ils donc, comme il semblerait d'après leur interprète, rien qui ne soit que digne d'éloges? On se prend à souhaiter très vivement que M. de Ribbe, qui du reste en a déjà publié un, nous fasse connaître en entier plusieurs des principaux livres de famille. C'est désormais son domaine; il lui appartient de nous y faire pénétrer.

II.

Il importerait d'autant plus de bien connaître les textes sur lesquels M. de Ribbe s'appuie qu'il soutient avec chaleur et conviction une thèse à laquelle on voudrait ne se laisser convertir qu'à bon escient. Somme toute, son livre, disions-nous, est un panégyrique du passé et fait le procès au temps présent. Tout en se défendant des opinions extrêmes, il croit lire dans les documens qui ont précédé le XVIIIe siècle un perpétuel motif d'unique hommage à la vieille France. C'est là une cause qui nous est chère, à nous aussi, mais qui ne nous paraît pas entraîner une perpétuelle condamnation des institutions et des mœurs modernes. En tout cas, faisons d'abord notre profit des informations intéressantes et nouvelles que l'auteur a su recueillir. Il y a dans ses peintures des traits infiniment curieux, et c'est une des questions à la fois les plus discutées et les plus dignes d'intérêt que l'examen de cette ancienne France si souvent mise en cause et si peu connue.

Elle avait, suivant l'auteur, trois vertus puissantes : la piété

chrétienne, une grande somme de *self-government*, et le respect envers le père de famille. Sur le premier point, on pourrait contester à M. de Ribbe non pas certes le fond de sa thèse, c'est-à-dire l'influence sociale, la toute-puissante vertu du christianisme, mais les preuves qu'il apporte de la supériorité qu'avait l'ancienne France, dit-il, à cet égard. De pareilles discussions risquent au reste de demeurer inachevées et indécises, tant l'objet en est général, complexe et difficilement appréciable. A côté des mœurs privées, il faut considérer le progrès des lois et des institutions publiques, et décider si vraiment il y a divorce; quant à la conduite des âmes, quel statisticien hardi viendra nous dire si le moyen âge, comparé avec notre temps, en a connu, à tout prendre, un beaucoup plus grand nombre de sévèrement religieuses en dehors des formules et des pratiques extérieures imposées par la coutume? M. de Ribbe se contente d'invoquer à l'appui de sa doctrine les témoignages de piété, nombreux et touchans il est vrai, qu'il rencontre dans les livres de raison; mais ces témoignages ne lui eussent peut-être pas suffi à lui-même, s'il n'eût été fort désireux de signaler des contrastes en opposition au temps présent. Les livres de raison lui attestent un fréquent usage des invocations et de la prière : c'est fort bien, mais ne sait-on pas qu'une sorte de phraséologie dévote pratiquée au moyen âge peut en certains cas nous faire illusion? Nous ne pouvons dire si les documens qu'il a parcourus offrent souvent la preuve que ces témoignages risquaient d'être trompeurs, il n'en cite, quant à lui, aucun cas; mais qu'il lise avec attention les *Ricordi* de Guichardin, et il verra, tout à côté des commémorations pieuses, d'étranges invectives contre la fausse religion du temps.

Sur le second point, c'est-à-dire sur les pratiques de *self-government* dans l'ancienne France, M. de Ribbe a recueilli beaucoup de traits intéressans, mais qui gagneraient encore à être plus précis. L'ancienne Provence, pays de tradition romaine, compte, nous dit-il, jusqu'à six cent quatre-vingts communautés d'habitans qui jouissent dès le xve siècle d'une presque entière autonomie. Cette organisation municipale repose sur des principes essentiels formant comme une sorte de charte que personne n'a décrétée, mais à laquelle tout le monde obéit. Le premier de ces principes veut que tout chef de famille propriétaire, ayant un intérêt local dans la communauté, soit électeur; il sera également éligible, s'il figure au cadastre pour une certaine valeur foncière. La seconde règle est que tout chef de famille électeur doit son suffrage, tout chef de famille élu son assiduité, car les fonctions locales auxquelles on a été nommé par ses concitoyens sont obligatoires. Elles sont d'ailleurs temporaires, afin que chacun à son tour ait part aux charges et aux honneurs. Tous sont responsables, particulièrement les élus dans leurs personnes et

dans leurs biens, s'ils violent les lois ou s'ils administrent mal les finances locales. Les électeurs le sont eux-mêmes : leurs propriétés deviennent le gage des créanciers, si la communauté est impuissante à payer ses dettes. On voit que ces Français d'autrefois, loin d'entendre la liberté comme une maxime abstraite, savaient fort bien l'identifier avec de sérieux et pratiques intérêts. « Nous parlons beaucoup du système électif, dit M. de Ribbe, mais nous ne le pratiquerons jamais autant qu'il l'était dans l'ancienne France, où, en exceptant le pouvoir monarchique, partout il y avait des élections incessantes, dans les villages, bourgs, villes, corporations, colléges, universités. » Il faut voir combien de mesures sont prises pour garantir la sincérité des choix. « Tout ce que l'imagination peut concevoir de procédés pour briser les menées des partis, les ligues, les coalitions, les petites tyrannies locales, la domination d'une classe ou d'un quartier sur un autre, ou bien pour éloigner les gens suspects de vouloir s'emparer à leur profit de l'influence et de la jouissance des biens communaux, a été autrefois pratiqué avec une surabondance inouie de précautions. Suffrage à un, deux, trois degrés par la voie d'électeurs élus ou tirés au sort en assemblée générale, boîtes au fond desquelles est appliquée une étoffe de velours ou de drap, boules noires ou blanches, creuses ou non, recouvertes ou non d'une semblable étoffe, pour assurer le secret absolu des votes, baguettes pour compter les boules en éloignant tout soupçon de fraude, claustration des électeurs, triples clés pour fermer les boîtes, surveillance perpétuelle et jalouse, il n'est pas de mesures auxquelles on n'ait recours. « Le livre du bourgeois agriculteur d'Ollioules, Jaume Deydier, semble particulièrement propre à nous faire distinguer ces divers traits d'autonomie locale. C'est lui qui présidait le conseil général des chefs de famille de sa commune au mois de mai 1520, lorsqu'à la suite de longs efforts cette commune parvint à s'affranchir des droits fonciers dont elle était redevable à l'égard de ses seigneurs, jadis propriétaires. Il est certain qu'il y a là de ces informations secrètes qui décèlent à nos yeux, si nous savons les comprendre, la vie intime de l'ancienne France, les raisons de son accroissement et de sa vigueur physique et morale.

Nous ne contestons pas à M. de Ribbe le mérite d'avoir mis en lumière de si utiles documens; bien au contraire, nous regrettons qu'il n'ait pas été plus loin encore dans cette voie, c'est-à-dire qu'il n'ait pas donné une forme plus scientifique à son intéressante étude. Un plus grand nombre de citations textuelles empruntées à ce livre de Jaume Deydier par exemple nous eût sans doute fort instruits et eût été l'occasion de commentaires plus voisins du sujet que quelques-uns de ceux que nous trouvons ici en grande

abondance. C'est ce livre de raison qu'il faudrait publier, puisqu'il expose, à ce qu'il paraît, le ménage agricole d'une riche contrée de la Provence en plein xve siècle. Nous pouvons y lire, dit M. de Ribbe, ce que le territoire d'Ollioules produisait en vin, en huile, en figues, en oranges, en blé. De tels détails, que l'on comparerait aux données concernant d'autres provinces, serviraient de cadre naturel au tableau de la vie municipale. Que cette vie municipale ait été active et intense, nous le croyons volontiers, parce qu'il faut bien que nous trouvions dans l'histoire intérieure de la France de quoi expliquer la longue durée de sa grandeur : la centralisation ne lui eût apporté absolument que des maux, s'il n'y avait eu quelque pareil contrepoids; mais quelle réelle action ces dernières libertés ont-elles pu exercer? dans quel cercle ont-elles pu agir? en quelle mesure, aux différentes époques de notre histoire et dans nos diverses provinces, ont-elles été contrariées, interrompues, étouffées, soit par l'excès du pouvoir central, soit par de fréquentes calamités, telles que les guerres civiles ou religieuses, soit par les crises financières, les famines, les brigandages, résultats d'une administration sans doute imparfaite et inexpérimentée, soit enfin par l'abus persistant des institutions féodales? Où et dans quelles circonstances se pratiquait ce suffrage électoral si scrupuleux et si jaloux qu'on nous désignait tout à l'heure? Voilà ce qu'il faudrait savoir, et les nombreux documens au milieu desquels M. de Ribbe nous introduit seraient, selon toute apparence, de ceux qui nous instruiraient d'une façon inattendue sur tant de graves sujets.

Une troisième source de grandeur et de prospérité pour l'ancienne France, suivant l'auteur, c'était l'autorité du père de famille environnée d'un profond respect. Dans une série de chapitres dont les titres seuls disent assez l'intention, *le Foyer domestique et la tradition*, *le Père de famille et l'école*, *le Ménage rural*, *la Bénédiction paternelle et la vie future*, *la Paix domestique*, M. de Ribbe a tracé d'après les livres de raison un tableau de la famille qui offre un résumé de toutes les vertus. Soins touchans de l'éducation, constante pratique de la prière en commun, scrupuleuse épargne en vue des dots à conquérir peu à peu et du patrimoine à transmettre intact ou notablement accru, mais surtout constante pensée de la mort et de la vie future augmentant, pour ainsi parler, au lieu de la détruire, la solidarité d'affection et de respect entre les parens et les enfans, voilà des traits d'une direction toute spiritualiste et religieuse que l'histoire de la famille telle que l'a connue l'ancienne France offre, suivant l'auteur, en très grand nombre. C'est en effet l'impression qui résulte des extraits de plusieurs livres de raison, par exemple de celui de cette célèbre famille provençale de Forbin, que nous voyons figurer ici dès le xve siècle, et qui survit si bien

représentée encore aujourd'hui dans notre société parisienne. Nul ne sera tenté de récuser ni de mettre en doute les éloquens témoignages que M. de Ribbe a cités; à ces signes, on reconnaît encore une fois le grand caractère qui a marqué la société française. Voyons cependant jusqu'à quelles conclusions l'auteur du livre des *Familles* entend nous conduire, à quelle distance il croit que nous sommes aujourd'hui des vertus d'autrefois, et quels remèdes pratiques il conseille pour sauvegarder l'avenir.

La prérogative suprême du père de famille tel qu'il apparaît dans les documens du passé est, pour M. de Ribbe, la liberté du testament. Il voit dans la liberté de tester, que le droit coutumier autorisait en plusieurs parties de la France, une ferme assise de l'édifice social, ébranlée aujourd'hui. « Le testament, dit-il, est une des clés les plus importantes du problème libéral de notre temps, il est le point décisif auquel nous conduisent nos études sur la famille; mais le terrain que nous abordons est brûlant, et nous ne pouvons nous dissimuler le pouvoir qu'exercent sur les esprits les idées préconçues dans lesquelles notre génération a été élevée. » On voit, à ces précautions oratoires, que l'auteur va exprimer ici toute sa thèse, et ses prochaines conclusions commencent à poindre; il faut qu'elles soient bien contraires à l'opinion de notre temps pour que M. de Ribbe les introduise de la sorte. Au point de vue philosophique et religieux, la liberté de tester n'est rien moins, suivant lui, que le triomphe du spiritualisme sur la matière et la mort. L'homme prolonge son existence en faisant obéir pendant des années, pendant des siècles peut-être, ses dernières dispositions, ses volontés, ses conseils, ses fondations charitables; il sera obéi tant que la religion de ses descendans et la législation de son pays croiront à la seconde vie qui, au-delà de cette terre, lui aura été acquise. La liberté de tester est le triomphe de la majesté du père de famille, qu'elle transforme en juge suprême pour récompenser ses enfans selon le degré de leurs mérites, et c'est de là que dépend en grande partie la tradition du respect, fort affaibli dans la famille moderne. Le droit de tester librement est en outre le triomphe de la liberté civile. Contesté et gêné quand la liberté civile est mal assise ou compromise, il est respecté quand elle a dans la société la place qui lui appartient. La propriété étant la légitime conquête de la liberté de l'homme sur la matière, et le testament étant la plus énergique expression du droit de propriété, il s'ensuit que, tant vaut la liberté civile dans un état, tant y vaut le testament.

On comprend bien où M. de Ribbe, avec cet éloge enthousiaste de la liberté de tester, veut nous conduire : à la critique amère du code civil, qui établit le partage des biens entre les héritiers; le partage égal, voilà le danger, voilà le fléau. M. de Ribbe n'est pas

seul à soutenir cet avis; on reconnaît un disciple de M. Le Play. Trois situations différentes de la famille correspondent, suivant M. Le Play, aux diverses époques ou aux diverses phases des sociétés. Il y a d'abord la famille patriarcale, régime qui laisse tous les biens indivis sous l'administration d'un seul, et dont le trait distinctif est l'esprit de tradition locale, l'obéissance à la coutume transmise des ancêtres. Cette condition, qui est celle des temps primitifs, se rencontre encore chez quelques peuples orientaux. En opposition avec la famille patriarcale, il distingue ce qu'il appelle la famille instable : il désigne ainsi le régime que nous a fait dans la France, fille de la révolution, le code civil, avec sa disposition du partage égal. Le trait distinctif est ici l'esprit d'indépendance et de nouveauté, de dispersion et d'individualisme, perpétuelle menace d'isolement et d'abandon pour les plus faibles, jeunes ou vieux, constant péril pour les traditions morales, exposées aux mille influences des milieux les plus divers. M. Le Play ne songe pas à souhaiter que la société française retourne à la famille patriarcale assurément; mais il déplore qu'elle s'abandonne au régime de la famille instable, et ne voit de refuge pour elle que dans une condition intermédiaire, ce qu'il appelle la famille-souche, régime dont il a découvert les modèles, soit chez divers peuples de l'Europe, soit dans quelques vallées des Alpes ou des Pyrénées, et qui est à ses yeux la plus haute et la plus complète expression du progrès social. Telle est en quelques mots la formule de M. Le Play; c'est celle de M. de Ribbe, de M. Claudio Jannet, de tout un groupe ardent, désormais compacte et discipliné, qui a des ramifications dans les administrations locales, dans le clergé, des assises et un organe de propagande et de publicité dans la *Société des études pratiques d'économie sociale* et son *Bulletin* périodique. M. de Ribbe, grâce aux livres de raison, a montré par quelques nouveaux traits ce qu'est la famille-souche des Pyrénées; voyons par ses récits quelle est cette condition que l'on souhaite de voir s'étendre à toute la France, et quels griefs on exprime contre la législation du code.

Sous le régime de la famille-souche, le père choisit pour « héritier-associé, » pour « soutien de la maison, » celui de ses enfans qu'il juge le plus capable de l'aider à continuer son œuvre. L'héritier-associé travaille désormais gratuitement, lui et les siens, sur le domaine, aux ordres de son père et de sa mère. S'il se marie, la dot de sa femme appartient au père, seul maître de tout le patrimoine. Après la mort du père, l'héritier-associé continuera ses services sous l'autorité de la mère survivante et usufruitière; il ne pourra épargner pour lui-même et pour ses enfans qu'après qu'il aura soldé les dots de ses frères et sœurs et supporté toutes les charges du testament paternel. Ce qui est partagé dans ce cas, c'est donc le

produit net du travail commun, auquel ont concouru soit de leurs bras, soit de leur capital, les divers membres de la communauté domestique; seul l'héritier a renoncé d'abord au produit net de son propre travail. Quelquefois c'est l'aîné que le père choisit, mais quelquefois c'est un cadet. Il peut arriver, si c'est une fille qui soit l'aînée, qu'elle soit désignée comme héritière; elle se marie : ses premiers enfans naissent en même temps que ses derniers frères et sœurs, et la fécondité d'une même génération s trouve doublée. L'empire des mœurs locales aidant, les enfans acceptent les évaluations et les dispositions paternelles, et maintiennent, même au prix de sacrifices, avec l'institution d'héritier, le foyer et le domaine des aïeux. M. de Ribbe nous montre ce mécanisme en action, d'abord en citant de nombreux testamens qu'il a consultés chez les notaires, et puis par divers témoignages des livres de raison. M. Le Play avait précédemment donné la même démonstration par une de ces photographies sociales (l'expression est de lui) à l'aide desquelles il a décrit les ménages d'ouvriers. Il faut lire dans son livre sur l'organisation de la famille son intéressante peinture d'une famille-souche du Lavedan en 1856, de ces Mélouga, modestes habitans depuis quatre siècles d'un petit domaine à Cauterets.

Or les quatre cents ans de tradition vertueuse qui honorent de telles familles n'auraient pas été possibles, disent les adversaires du code civil, avec le partage égal (article 745), aggravé de cette disposition de l'article 826 en vertu de laquelle « chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession. » La faculté de transmettre ses biens comme on l'entend est cependant la marque suprême du droit de propriété : c'est attaquer ce droit, première assise de la vie sociale, que de restreindre la liberté de tester du père. On affaiblit, assure-t-on, du même coup, avec le sentiment de respect que doit inspirer l'autorité paternelle, les liens de bienveillance affectueuse qui uniraient les membres d'une même famille, s'ils vivaient non dispersés. On empêche que le patrimoine rural, que l'usine une fois fondée reste un long temps dans une même famille; le plus souvent on la démembre et on l'anéantit. Tous les trente ans environ, selon l'énergique expression de M. de Ribbe, la loi, fonctionnant à la manière du hache-paille ou du concasseur de grains, vient couper le pivot de la souche domestique. Les frais de succession achèvent l'œuvre. Un ouvrier propriétaire du Nivernais, mort en 1839, laissait à quatre enfans en bas âge une chaumière et une petite propriété, fruits des épargnes de toute sa vie, et valant ensemble 900 francs. La vente en justice en fut faite au prix de 725 francs; les frais de la liquidation étaient de 694 fr. 63 centimes. Il ne resta donc aux mineurs que 30 francs 37 centimes. De même le compte-rendu pour la justice

civile en 1865 constatait que 937 ventes de 500 francs et au-dessous avaient produit 255,033 francs, tandis qu'elles avaient coûté en frais 320,092 francs. Les plus clairs résultats d'une pareille législation sont d'encourager le père à ne souhaiter qu'un très petit nombre d'enfans, de diviser la terre à l'infini, de la réduire en parcelles qui ne seront bientôt plus que des grains de poussière, de ruiner toute agriculture. La loi du partage égal, loi toute révolutionnaire, œuvre de la convention en 93, adoptée en 1803 lors de la composition du code malgré des objections nombreuses, en dépit des avis contraires du premier consul lui-même, n'a été qu'une loi de destruction qui a dépassé le but : voulant atteindre les grands propriétaires, elle a ruiné aussi les petits. Les Anglais savaient fort bien ce qu'ils faisaient lorsqu'en 1703 ils déclaraient que toutes propriétés appartenant à des papistes d'Irlande seraient de la nature du *gavelkind*, c'est-à-dire soumises à la loi du partage égal, de telle sorte que la législation commune du droit d'aînesse ne s'appliquerait pour ces familles que si le fils aîné d'un papiste était devenu protestant. Burke, dans son commentaire sur cette loi d'exception, a fort bien remarqué qu'elle devait bientôt entraîner la ruine complète de ces familles catholiques. Ces mêmes Anglais savent que le partage égal sera également désastreux à la France, et leur plénipotentiaire au congrès de 1815, ne pouvant obtenir toute la réduction qu'il souhaitait de nos frontières, s'en consolait en pensant que nous étions livrés par le code civil au partage égal des successions. La lutte sourde que livrent au code les paysans d'un certain nombre de provinces a jeté sur ce fléau une vive lumière; les hommes politiques n'ont pu continuer de fermer les yeux, et de là les propositions d'amendemens faites plusieurs fois, tout récemment encore, à nos chambres législatives.

Les réponses à ces griefs ont été si souvent exprimées, soit dans les assemblées délibérantes, soit dans les écrits de polémique ou les traités spéciaux, que M. Boissonade, qui entreprend de les résumer dans une sorte de contre-enquête à opposer à l'enquête accusatrice, est entraîné à y consacrer de fort nombreuses pages. Il faut voir chez lui ces réponses habilement ordonnées, chaque argument et chaque motif considéré à sa place, suivant sa valeur philosophique, morale, politique ou simplement économique. C'est plaisir de suivre dans toutes ses déductions, avec un excellent et savant esprit pour guide, un si vaste sujet, qui touche à tant de matières importantes et reflète tant d'aspects divers.

Oui, sans doute, le droit de propriété est un droit naturel soit pour celui qui a su acquérir, soit pour celui auquel les fruits d'un travail antérieur, une fois le premier propriétaire disparu, ont été transmis. Cette transmission des biens intéresse l'ordre social;

il importe qu'elle s'accomplisse, et le plus régulièrement possible, c'est-à-dire en entière conformité avec l'ordre naturel. La loi obéit à cet ordre, elle sauvegarde le principe de la solidarité qui doit unir les sociétés et les familles humaines quand elle dispose comme règle générale que les enfans, ayant chacun droit à une égale part d'affection de leurs parens, auront chacun aussi droit à une égale part de leur héritage. Le législateur est autorisé à penser qu'en disposant ainsi il est d'accord avec le sentiment général et ne fait que sanctionner ce qui serait la pratique commune. L'autorité paternelle n'est pas sacrifiée, d'abord parce que la loi ne conseille ou n'ordonne au père que ce qui doit être selon son cœur, c'est-à-dire l'accomplissement de chers devoirs au prix desquels il sera sûr d'avoir mérité de tous ses enfans une égale part de reconnaissant souvenir, et ensuite parce que la loi, non oublieuse des cas d'exception, lui permet, par la quotité disponible, de réserver à tel ou tel de ses enfans certains avantages. Le droit d'aînesse avec tout ce qui s'en rapproche paraît souverainement inique en droit et par conséquent très nuisible en fait. Une aristocratie peut en étouffer jusqu'à un certain point les funestes conséquences par l'esprit de tradition et de sacrifice qu'elle impose, ainsi que par les concessions qu'elle est habile à faire; mais une démocratie, dont le principe de l'égalité entre tous les citoyens est l'âme, ne saurait offrir de ce côté aucune conciliation. Le partage égal empêche, à la vérité, la formation de grandes propriétés qui puissent conférer à une classe quelque réelle puissance en face de l'état centralisé; mais par compensation elle empêche cette classe elle-même de menacer la liberté, et procure à chaque citoyen des ressources de bien-être et d'intelligence qui sont autant de digues contre les envahissemens de la puissance publique. Chaque père de famille est, dit-on, condamné à refaire de nouveau son édifice, sans profiter du travail accumulé de la famille : chacun s'épuise à cette toile de Pénélope. Dites mieux, chacun est obligé de travailler à son tour à la ruche commune, et chacun trouve au point de départ le secours d'un petit fonds ou d'une épargne accumulée qu'il augmente d'ordinaire par son mariage et qui encourage ses efforts. La toile de Pénélope se refait sans cesse, mais avec une trame toujours plus forte et plus serrée, qui atteste des ouvriers sans cesse plus nombreux, plus sains et plus joyeux de ce travail, qui est leur vie.

Le danger n'est pas réel d'une division infinie de la propriété immobilière : on peut s'en fier aux intérêts du soin d'échapper à ce péril. Que la moyenne propriété soit en général particulièrement avantageuse, on ne saurait sans doute le contester; or c'est elle qui profite de notre législation, les statistiques démontrent à ce propos ce que le raisonnement fait pressentir. Le petit paysan,

avec la diffusion actuelle des valeurs mobilières, sera de plus en plus attiré de ce côté par un gain supérieur, et préférera ce clair revenu, au moins jusqu'à ce qu'il ait amassé de quoi acquérir quelque chose de mieux qu'un lopin s'en allant en poussière. La moyenne propriété, pendant ce temps, profite des progrès de l'industrie agricole, qui met à sa disposition, par de nouveaux moyens, quelques-unes des ressources de la grande culture. S'il y avait une crainte à concevoir aujourd'hui, ce ne serait pas que le progrès excessif de la petite propriété vînt, pour ainsi dire, pulvériser la terre, ce serait plutôt que la force de concentration des capitaux créât à nouveau la grande propriété, comme on a vu dans nos grandes villes, pour certains commerces, d'immenses bazars étouffer les petits magasins.

Il est certain toutefois qu'il n'y a pas de législation parfaite entre les hommes. Nul des défenseurs du code civil ne conteste qu'il ne puisse recevoir quelques améliorations partielles; le récent abaissement des droits de succession pour les petits héritages peut être le prélude d'autres réformes. On accorde généralement que la quotité disponible pourrait être augmentée jusqu'à la moitié, quel que soit le nombre des enfans, de manière à laisser une plus grande liberté au père. Bonaparte avait proposé en 1803 de graduer la légitime selon la quotité de la succession plutôt que suivant le nombre des enfans, de telle sorte que la liberté de tester fût grande pour les petites gens et restreinte pour les riches. On conserverait ainsi les humbles fortunes et on empêcherait qu'il ne s'en formât de trop considérables. M. de Ribbe se demande pourquoi, si les familles riches acceptent aujourd'hui la contrainte du code civil, on n'adopterait pas cette solution; mais son vœu sincère, celui de tous ses amis, est pour ce qu'il appelle le droit commun de la liberté testamentaire. Proclamer cette prétendue liberté, ce serait cependant ramener le privilége, autoriser le droit d'aînesse, sinon l'ordonner, comme la loi le faisait jadis; ce serait détruire cette règle de l'égal partage si conforme à l'équité et si profondément entrée dans nos mœurs. Bien plus, ce serait porter une atteinte formelle à tout un édifice politique et moral auquel ne manqueraient pas les défenseurs. Il suffit ici de quelque alarme pour éveiller de très vives et très dangereuses défiances. Quels que soient le patriotisme, le bon vouloir, les lumières des publicistes qui se sont engagés dans cette voie, ils rencontreront toujours entre eux et la la nation le fantôme du droit d'aînesse. Pourquoi ne pas se réconcilier plutôt avec son temps, afin que sur d'autres points il accepte sans arrière-pensée des conseils dont il ne saurait méconnaître l'accent généreux et élevé?

A. Geffroy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août 1873.

La France est un bon pays, qu'on fait souvent parler comme on veut, à qui l'esprit de parti prête ses fanatismes, ses préjugés ou ses imaginations, et qui en définitive n'est ni aussi difficile à gouverner qu'on le dit, ni aussi facile à surprendre et à détourner de sa véritable voie qu'on le suppose. Cette société française, qu'on voit par instans si agitée, si troublée, si menacée en apparence, elle puise en elle-même, dans ses instincts, dans ses intérêts innombrables, dans sa raison intime, une certaine force d'équilibre qui l'aide encore à faire bonne contenance dans des crises où d'autres se perdraient.

Y a-t-il au monde un spectacle plus curieux que ce qui se passe depuis plus de deux années? Voici une nation soumise à l'épreuve la plus extraordinaire, la plus imprévue. Elle est réduite en politique au plus strict nécessaire, à un provisoire toujours disputé, que chacun voudrait se hâter de clore, à la condition de le clore à son profit. M. Thiers disait un jour que le gouvernement définitif resterait aux plus sages. Les plus sages ne sont pas ceux qui font le plus de bruit. On n'en est pas précisément au règne de l'émulation de la sagesse entre les partis. En réalité, l'arène des compétitions est ouverte. Les uns s'efforcent de prouver à la France que république elle est, république elle doit rester, que c'est là sa vocation et son salut; les autres lui démontrent qu'il n'y a que la monarchie traditionnelle ou constitutionnelle pour lui rendre la grandeur et la paix. Il en est même qui, profitant de la circonstance, lui proposent le rétablissement de l'empire tombé à Sedan. C'est le conflit de toutes les opinions et de toutes les prétentions qui se croient un droit égal à l'héritage ouvert dans un désastre. Cependant la France vit comme si rien n'était. Elle se relève par degrés des ruines de la guerre étrangère et de la guerre civile; elle a trouvé dans les ressources accumulées par son travail de quoi payer la plus colossale indemnité, de façon à pouvoir aujourd'hui saluer l'heure prochaine où le dernier Alle-

mand aura quitté son dernier poste de Verdun. La France a prouvé ainsi au monde qu'elle était toujours vivante, sans s'inquiéter du régime qu'elle avait ou de ce que disaient les partis. Ce n'est pas tout : voici maintenant une péripétie nouvelle, un événement, qui, en simplifiant des antagonismes de dynasties, peut hâter la solution de la question de régime politique, et s'il est un fait démontré, c'est que le pays, sans être indifférent et insensible, ne s'est cru nullement à la veille d'être perdu. Il n'a visiblement ni parti-pris absolu ni répugnances invincibles. Il attend avec une certaine curiosité, peut-être même avec un certain étonnement ou avec quelque préoccupation, mais avec le sentiment d'une force des choses qui domine tout le monde, et en restant persuadé que malgré tout, quoi qu'il arrive, on ne peut rien, on ne fera rien pour lui imposer ce qu'il ne voudrait pas, ce qui répugnerait trop manifestement à ses idées, à ses instincts comme à ses intérêts. Le pays sent que dans les conditions actuelles de la société française, dans l'état des partis, au milieu de toutes les nécessités de prudence, de conciliation patriotique et libérale, qui parlent à tous les esprits, rien d'extrême n'est possible, que, si depuis la dernière entrevue de M. le comte de Chambord et de M. le comte de Paris il y a une question posée dans des termes plus pressans, plus pratiques, si l'on veut, la solution ne peut en aucun cas être l'œuvre d'une surprise ou d'un coup d'état.

La France sent cela, pourquoi se troublerait-elle alors? Il y a un problème d'organisation publique qui se relève devant elle. La division même des opinions est une garantie contre toute violence, contre toute décision exclusive. Il y a de plus un gouvernement qui, placé en dehors de ces discussions, reste le gardien de la paix intérieure, assurant ainsi la liberté d'une résolution définitive. Voilà toute la situation.

Que sortira-t-il maintenant de ce travail, qui contient l'avenir prochain de la France? Tout dépend évidemment de la manière dont on présentera ces délicats et redoutables problèmes. L'illusion des partis est de se figurer qu'ils décident tout avec des mots, avec des préjugés, avec des artifices ou des banalités de polémiques. Quand les républicains ont parlé de la dîme, des droits féodaux, du bon plaisir, de la théocratie ou de l'inévitable billet de confession, ils croient avoir tout dit : la monarchie est jugée, la république est sauvée! Quand certains monarchistes à leur tour sont allés ramasser les souvenirs des temps les plus néfastes, de 1793 ou de la commune, ils triomphent aussitôt; la république, à leurs yeux, c'est le radicalisme, c'est le massacre et l'incendie, c'est tout ce qu'on voudra, la monarchie se relève comme le palladium de la France. Eh bien! non, après ces évocations puériles ou sinistres, on n'est pas plus avancé. La question de la république ou de la monarchie est à la fois plus simple et plus profonde en même temps que plus pratique. Pour ceux qui depuis longtemps ont renoncé au culte

des formes, parce que toutes les formes ont menti, il s'agit de savoir quel est le gouvernement, de quelque nom qu'il se décore, qui peut le mieux aujourd'hui garantir la liberté, telle que l'entendent les sociétés modernes, et répondre aux nécessités laborieuses, douloureuses de la situation de la France dans le monde. Pourquoi s'est-on tourné de nouveau vers la monarchie? Il y a eu sans doute plusieurs raisons, dont l'une, la plus élevée, la plus grave peut-être, est que la monarchie, par cela même qu'elle est censée avoir un caractère plus durable, permet plus de suite dans la politique extérieure d'une grande nation; mais il y a eu certainement aussi une autre raison plus palpable, tirée de notre vie de tous les jours, c'est que depuis deux ans les républicains ont fait tout ce qu'ils ont pu pour rendre la république difficile.

Elle existait pourtant, cette république; elle avait eu la fortune de trouver, pour la conduire à travers les écueils, un homme habile, expérimenté, fait pour rassurer tous les intérêts et les instincts conservateurs. On a prétendu qu'on avait voulu l'aider dans son œuvre, on l'a renversé d'un seul coup par les élections radicales de Paris et de Lyon. Les radicaux ont beau faire, pour eux la république c'est l'agitation indéfinie, la révolte incessante contre la loi, la propagande révolutionnaire sous toutes les formes. La propagande, on la met jusque dans les distributions de prix des écoles primaires, jusque dans des discours adressés à des enfans. Qu'on parcoure les dernières délibérations des conseils-généraux, partout où il y a une tentative pour éluder la loi, une manifestation politique, une motion déguisée ou même directe d'hostilité contre le gouvernement ou contre l'assemblée, une discussion irritante, il y a là un radical, qu'on en soit sûr. Les radicaux ont une manière d'entendre la république, ils en font un fétiche qui est à eux et rien qu'à eux; ils prononcent son nom avec recueillement et enthousiasme comme le royaliste le plus exalté prononce le nom du roi. La république est une façon de reine à eux, ils veulent avoir son portrait, et il y a un conseiller-général qui, ces jours derniers, a tenu absolument à faire voter des fonds pour un buste de la république. Se figure-t-on bien ce qu'il y a d'étrange dans cette idée de représenter sous les apparences d'une grosse femme coiffée d'un bonnet phrygien l'institution politique la plus impersonnelle, qui est le gouvernement du pays par le pays, l'application de la liberté sous toutes les formes? Les républicains se moquent parfois des idolâtries monarchiques, ils ont des idolâtries bien plus singulières, bien plus ridicules, et, chose plus grave, ils prétendent faire de leur fétichisme une religion à laquelle tout le monde doit se soumettre, qui a ses emblèmes, ses rites et ses initiés, sans parler de ses pontifes. C'est avec ces puérilités et ces fanatismes alliés à l'esprit le plus exclusif qu'ils ont cru servir la république; ils n'ont fait que la compromettre et la rendre suspecte en laissant croire que la liberté serait aussi peu en sûreté que l'ordre sous une république

qui, un jour ou l'autre, par le hasard d'un vote d'irréflexion ou d'emportement, pourrait être gouvernée par eux.

Et maintenant on se tourne vers M. Thiers, on lui prépare des ovations; on rappelle avec mélancolie le temps où il travaillait à établir la république. C'est quand M. Thiers était occupé de cette œuvre laborieuse et difficile, quand il mettait tous ses soins et son habileté ingénieuse à débarrasser la république de ce qui pouvait la faire redouter, à la rendre sérieuse, pratique et acceptable, c'est alors qu'il fallait l'aider, éviter tout au moins de lui créer des embarras en lui donnant un peu de cette sagesse qu'il demandait à tout le monde et particulièrement aux républicains, qui étaient les premiers intéressés à l'écouter. C'est alors qu'il fallait le soutenir sincèrement au lieu de lui dire par une élection ce qu'on lui a dit : comprenez-nous bien, nous vous soutiendrons dans l'assemblée contre nos ennemis communs, les réactionnaires, les monarchistes; mais dans le pays, toutes les fois qu'une occasion se présentera, nous ferons de l'agitation, nous nous servirons même de votre nom pour vous créer une situation où vous ne pourrez plus tenir, où vous serez obligé de nous céder la place, à nous, les vrais maîtres de la république! — On a réussi au moins sur un point. M. Thiers a été obligé de céder la place; il est aujourd'hui en Suisse, il se promène sur le lac des Quatre-Cantons, il cause avec l'esprit qui l'accompagne en voyage comme partout, et pour sûr il n'a pas besoin que les journaux allemands lui prêtent de grossiers et ridicules propos, dont ils sont seuls capables. C'est la république qui a payé moralement les frais des campagnes radicales. Sans doute elle existe toujours, elle est le régime légal de la France; seulement, au lieu d'être une institution qui, avec de la prudence, de la modération, pouvait être tout naturellement et pratiquement irrévocable, elle est repassée au rang des prétendans au règne définitif, et la monarchie de son côté a repris sa place parmi les combinaisons qui peuvent devenir une réalité; elle a retrouvé des chances par la faute des républicains, et par cet acte qui s'est produit le 5 août à Frohsdorf, qui a scellé la paix dynastique par la reconstitution de la maison de Bourbon dans son unité. Avant le voyage de M. le comte de Paris à Frohsdorf, la monarchie était à peu près impossible; après la visite du jeune prince, elle est redevenue possible, elle ne rencontre plus du moins cette première difficulté de la coexistence de deux dynasties; il n'y a plus qu'une maison royale en face de la France. C'est là le résultat de l'entrevue de Frohsdorf, mais c'est encore le seul, il n'y a rien de plus. M. le comte de Paris, en s'effaçant habilement, a laissé à M. le comte de Chambord le soin et la responsabilité d'une décision qui peut simplifier la situation comme elle peut aussi fort bien la compliquer singulièrement, qui va d'ici à peu sans doute dire à la France si la monarchie est politiquement possible ou s'il n'y a rien de mieux à faire que de clore pour le moment cet éternel débat, de tourner tous ses ef-

forts vers ce qui existe pour l'améliorer et le consolider par le concours de tous les hommes de bon sens et de bonne volonté qui mettent l'intérêt public au-dessus de leurs passions et de leurs préférences.

Oui, de toute façon il faut qu'on sache à quoi s'en tenir, et qu'une question de ce genre, à laquelle sont suspendues les destinées du pays, sorte du demi-jour des combinaisons et des négociations intimes. Quelles seront les conséquences de la dernière entrevue de Frohsdorf? Quelles sont les pensées et les intentions de M. le comte de Chambord? Qu'a rapporté de son voyage auprès du prince M. Lucien Brun, qui est un député légitimiste très prononcé et en même temps attaché aux idées parlementaires? Au fond, ce serait une étrange illusion de croire que l'entrevue de Frohsdorf, en simplifiant la situation dynastique, a changé les conditions dans lesquelles la monarchie pourrait redevenir le régime politique de la France. Aujourd'hui comme hier, il n'y a qu'une monarchie possible, c'est la monarchie constitutionnelle et même suffisamment libérale, parce que seule elle est une garantie pour le pays et peut donner satisfaction à tous les intérêts de liberté ou de stabilité, parce que seule elle répond à tout cet ensemble de faits et d'idées qui résument désormais la vie nationale. Que la monarchie ait son passé, qu'elle se lie à l'histoire de France et qu'elle puise dans ses traditions le titre le plus sérieux, oui, assurément elle est une institution historique, et c'est là sa force, c'est ce qui en fait un pouvoir ayant du premier coup ce que les gouvernemens n'acquièrent qu'à la longue et par bien des efforts, l'honneur et la considération devant le monde; mais en même temps, il ne faut pas l'oublier, il y a toute cette société moderne qui s'est formée dans l'enfantement le plus laborieux, qui depuis quatre-vingts ans s'est créé à elle-même ses traditions, qui a désormais ses droits, ses intérêts, ses idées, ses libertés, son drapeau. Si entre ces élémens divers il n'y a point un traité de paix, un contrat d'union rapprochant ces forces et les rassemblant en faisceau pour les faire concourir ensemble au libre et pacifique développement du pays, si on commence par une sorte de désaccord moral organisé, où est la moindre garantie de durée pour tout ce qu'on peut faire? Vous prétendez promettre la stabilité, c'est le bienfait de la monarchie, et vous commencez par déposer dans votre œuvre des germes d'inévitables conflits, une cause incessante de guerre et de destruction! Mais c'est là imposer des conditions à la royauté, dit-on gravement. Et quand cela serait? Où donc y a-t-il au monde une puissance dispensée de se plier aux nécessités du temps? Les conditions, elles sont dans la nature des choses, dans l'état social et moral d'un pays : il n'y a aucune humiliation à les subir, il n'y a que de la raison et de la prévoyance à les reconnaître et à s'y conformer. Est-ce que la reine d'Angleterre se sent humiliée parce que son pouvoir est enfermé dans d'étroites limites? Est-ce que l'empereur d'Autriche lui-même s'est senti abaissé le jour

où il a reconnu les droits de la Hongrie et où il s'est soumis à toutes les conditions du régime constitutionnel dans le reste de l'empire? Prétendre qu'on est un principe, qu'on reste dans sa sphère immuable et inflexible, qu'on ne peut pactiser avec ce qu'on regarde comme « la cause du désarroi de la France, » c'est-à-dire avec tout ce qui vit depuis quatre-vingts ans, ce serait une sorte d'abdication. Nous nous souvenons involontairement de ce mot qui est de Schiller, si nous ne nous trompons, sur celui qui avait placé sa barque si haut, au sommet d'un promontoire, que la mer montante ne vint jamais la reprendre. C'est une situation commode pour l'observation; c'est peut-être aussi la politique d'un navigateur peu pressé de tenter la mer.

Il faut renoncer à toute action sérieuse sur son pays ou être de son temps. Croit-on travailler d'une manière bien efficace au rétablissement de la monarchie en la représentant comme un pouvoir de délégation divine destiné à venir sur la terre de France, le drapeau blanc d'une main, la bannière du sacré-cœur de l'autre main, pour effacer toutes les iniquités, pour remettre partout l'ordre troublé par la révolution? Il y a un monde en vérité où l'on se fait une étrange idée de cette monarchie redevenue possible. Ce n'est plus même la vieille royauté avec son esprit français assez libre et son indépendance vis-à-vis de l'église; c'est une royauté d'une nouvelle espèce, abstraite et mystique. On fait de la politique avec des visions et des miracles. M. de Charette l'a dit l'autre jour dans une réunion bretonne; il a eu la certitude de la régénération de la France au mois de juin à Paray-le-Monial! La dernière entrevue de Frohsdorf est le fruit de l'intercession de saint Louis auprès de Dieu. « Il faudrait être aveugle, assure-t-il, pour ne pas constater un rapport intime entre les événemens qui se déroulent et les prières publiques, qu'elles se traduisent par un vote de l'assemblée ou par ces innombrables pèlerinages qui sont l'écho des inspirations catholiques de la France. » Et tout cela finit par un toast au pontife-roi, au « prisonnier du Vatican, » à celui qui représente par excellence le principe de la légitimité, « nos idées religieuses et leurs *conséquences politiques.* » Ce qu'il y a dans tout cela, c'est une royauté fondée sur une réaction à outrance contre l'esprit moderne et commençant par une croisade pour le rétablissement du pouvoir temporel du pape; mais ne voit-on pas que ce serait tout simplement tenter une œuvre de géant, qu'on ne tendrait à rien moins qu'à un déplacement violent de toute l'assiette morale et sociale de la France? On y succomberait avant d'avoir commencé sérieusement, au premier pas. Sûrement, rien qu'à parler ainsi, on ne fait pas les affaires de la monarchie, car ce que la France redoute le plus, c'est une révolution nouvelle, et ce qu'on lui propose, c'est une révolution, la plus redoutable, la plus impossible de toutes les révolutions. Si c'est là ce qu'on veut, ce qu'on rêve, il faut le dire, et pour l'honneur comme pour le bien de

tous il faut même se hâter de dissiper des incertitudes qui ne profitent à rien ni à personne. La question, à nos yeux, reste aussi simple que possible. La monarchie constitutionnelle est une combinaison où la France peut espérer trouver de sérieux avantages. Si ce n'est pas là ce qu'on lui offre, ce n'est pas la peine de se jeter une fois de plus dans l'inconnu, il faut en prendre son parti. Un député intelligent, M. Germain, a dit récemment le mot en ouvrant le conseil-général du département de l'Ain : si le pays avait à se prononcer entre le drapeau blanc et le drapeau de Magenta, son choix serait bientôt fait.

Qu'on ne s'y trompe pas d'ailleurs, la question tranchée au fond par le sentiment public se pose exactement dans les mêmes termes pour l'assemblée, où il ne se trouverait pas sûrement une majorité pour sanctionner une abdication de la France, et pour le gouvernement, qui ne peut être disposé en aucune façon à favoriser des aventures. Sans doute la situation du gouvernement ne laisse pas d'être assez délicate au milieu de tout ce mouvement, qui l'a peut-être un peu surpris lui-même, qu'il ne peut ignorer et auquel il ne peut se mêler. Ce qu'il a de mieux à faire est de ne rien engager, de se tenir dans cette réserve politique dont le dernier discours de M. le duc de Broglie au conseil-général de l'Eure est l'expression étudiée, nuancée et savante. Que dit après tout ce discours? Une majorité, formée d'élémens divers, s'est constituée pour assurer la prééminence des principes conservateurs. Le gouvernement, tel qu'il existe depuis le 24 mai, est le représentant de cette alliance; c'est son devoir de rester fidèle jusqu'au bout à la politique conservatrice dont il est le mandataire et l'exécuteur. Plus tard, quand l'assemblée à sa rentrée se trouvera en présence des problèmes constitutionnels qu'on ne peut plus écarter, c'est à elle de les « résoudre dans un sentiment de concorde, en faisant taire les prétentions et les prédilections personnelles pour ne tenir compte que des périls et ne songer qu'au salut de la société... » On pourra lire ce qu'on voudra dans ces paroles, en définitive rien n'est compromis, et l'essentiel est en effet que la situation demeure intacte, qu'elle ne soit point altérée ou dénaturée par des imprudences ou de fausses démarches, de telle façon en un mot qu'on n'ait point risqué d'avance la sécurité qu'on possède pour des combinaisons qui s'évanouiraient au dernier moment. Quel que soit le résultat, que cette crise intime se dénoue par le rétablissement d'une monarchie constitutionnelle ou par l'organisation de la république avec les lois présentées par M. Thiers, rappelées récemment encore par M. le duc de Broglie, il y aura toujours un intérêt national de premier ordre à sauvegarder dans tout ce qu'on fera, un intérêt dont on doit se préoccuper sans cesse. Cet intérêt, c'est celui de notre politique extérieure, de notre situation parmi les peuples. Qu'on ne l'oublie pas, il faut à tout prix qu'il y ait dans nos institutions une force restant la garantie d'une certaine suite dans la direction de notre poli-

tique, car enfin nous ne sommes pas seuls dans le monde, nous avons à compter avec des alliés, si nous voulons en retrouver, et sans doute aussi avec des adversaires qui ne désarment pas facilement. Pendant que nous nous agitons ici à la recherche du meilleur des gouvernemens, M. de Bismarck ne dédaigne peut-être pas de s'employer à nous créer des embarras. A-t-il songé, comme on le dit, à faire revivre une candidature Hohenzollern à Madrid? S'est-il donné du mouvement, comme on l'assure, pour attirer le roi Victor-Emmanuel à Berlin et faire croire à une alliance définitive de l'Allemagne et de l'Italie? M. de Bismarck a bien pu songer à profiter des circonstances, des déclamations auxquelles on se livre trop souvent parmi nous au sujet de Rome pour essayer d'entraîner l'Italie dans une politique d'hostilité ou de menace contre la France. Le gouvernement italien ne peut se laisser tromper sur la valeur de ces avances, pas plus qu'il ne peut croire sérieusement à un conflit dont la France prendrait l'initiative. Toujours est-il que ces symptômes sont faits pour nous éclairer et pour nous servir de frein au moment où nous pourrions nous laisser aller à compromettre les intérêts supérieurs du pays dans de mesquines et stériles luttes de partis.

Les réconciliations et les rapprochemens sont de saison. Après la guerre, la paix; après les coups de canon et les disputes à main armée pour la conquête des provinces, les visites princières. Le temps d'ailleurs guérit tout et finit par émousser les ressentimens. Les faits sont accomplis, pourquoi revenir toujours sur le passé? C'est du moins l'avis des vainqueurs. L'Allemagne n'en veut pas au Danemark; elle vient de le montrer par le récent voyage du prince impérial de Prusse à Copenhague.

Depuis huit ans déjà, il est vrai, le Danemark en est toujours au même point dans ses relations avec le cabinet de Berlin, c'est-à-dire qu'il n'a pu arriver à obtenir l'exécution de l'article 5 du traité de Prague; il ne cesse de revendiquer les districts du nord du Slesvig, qu'on ne veut pas lui rendre. Que veut-on faire de ces districts? Quand et comment se propose-t-on d'exécuter ce malheureux article 5 des conventions de Prague? M. de Bismarck y pense quand il a le temps, en homme qui ne voit pas là une affaire d'importance, qui ne se gêne pas et qui au besoin, lorsqu'il le croit nécessaire, sait amuser son monde en manifestant les intentions les plus conciliantes, sans aller au-delà des intentions, bien entendu. Il y a quelques mois, rencontrant à Berlin, dans une réunion du monde officiel, M. Kryger, député du Slesvig au *Reichstag* allemand, il allait à lui et il s'abandonnait familièrement à une conversation assez singulière. Le chancelier prussien se montrait tout à fait bon prince; il convenait de tout, il reconnaissait qu'on avait des torts à racheter envers le Danemark, il laissait entrevoir les dispositions les plus favorables, si bien que M. Kryger se retirait aussi étonné que satisfait. M. Kryger s'est empressé peu après de

raconter à ses électeurs dans un *meeting* la conversation qu'il avait eue à Berlin. M. de Bismarck, en se laissant aller à ces effusions, voulait-il tout simplement éblouir son interlocuteur? Avait-il quelque raison particulière de laisser espérer une solution propre à contenter les populations du Slesvig et le Danemark? Toujours est-il que rien n'est venu, rien n'a été fait jusqu'ici; mais le prince Frédéric-Guillaume est parti récemment pour son tour de Scandinavie, et, passant par la Suède, il est allé faire sa visite à la cour danoise, où il s'est rencontré avec le grand-duc héritier de Russie.

La présence du prince de Prusse à la petite cour de Danemark était certes de nature à réveiller d'assez cuisans souvenirs. On a jeté un voile sur le passé. Le prince allemand, que l'héritier de la couronne de Danemark était allé chercher à Malmoë, a été accueilli avec une politesse digne et simple à la résidence royale d'été de Fredensborg. On lui a fait les honneurs du brave et honnête pays dont il était l'hôte, on lui a même fait la galanterie de l'ordre de l'Éléphant, et à cette hospitalité généreusement gracieuse il a répondu à son tour en portant un toast, dans un dîner de cour, à la famille royale danoise, en exprimant l'espoir du rétablissement des bons rapports entre le Danemark et l'Allemagne. Partout où le prince prussien a paru en public, l'attitude de la population paraît avoir été courtoise, mais silencieuse. Que de bons rapports puissent se rétablir entre le Danemark et l'Allemagne, c'est après tout assez facile. Sans doute il y a des conséquences de la guerre de 1864 qui ne peuvent pas s'effacer; l'Allemagne du moins pourrait se montrer équitable dans l'interprétation et dans l'exécution d'un traité qu'elle a imposé, qu'elle a signé d'une main victorieuse. Elle a pris ce qu'elle a voulu; qu'elle respecte le reste, qu'elle ne retienne pas des populations attachées par leurs vœux et par leurs intérêts au petit royaume du nord. Jusqu'ici, c'est le cabinet de Copenhague qui fait tous les frais de modération et de conciliation; il vient de le prouver encore en consentant à livrer à la Prusse les archives slesvigo-holsteinoises, dont il n'avait pas voulu encore se dessaisir. Si c'est là tout ce qui doit résulter de la visite du prince Frédéric-Guillaume et des démonstrations de M. de Bismarck, la nation danoise, qui n'en est plus à savoir ce que c'est que la rapacité germanique, qui l'a trop éprouvée, saura désormais, à n'en pouvoir plus douter, ce que c'est que la politesse allemande. Elle saura que les visites princières ne guérissent pas les blessures nationales, qu'après les politesses de cour les ambitions comme les intérêts restent les mêmes, et que ceux qui ont pris le Slesvig peuvent bien aussi menacer le Jutland.

Connaissez-vous le pays où la guerre civile et l'insurrection fleurissent comme les orangers? C'est cette malheureuse Espagne, où depuis plus de six mois se déroule un drame compliqué, fantasque, insensé,

dont on ne peut plus même prévoir l'issue, tant il y a d'impuissance dans cette confusion mêlée de meurtres et d'incendies. M. Castelar, qui vient d'être élu président des cortès, a fait ces jours derniers sa centième harangue pour répéter qu'il faut sauver la république par le maintien de l'intégrité nationale, par l'ordre, par le rétablissement de la discipline dans l'armée, et il a couronné son discours en redisant une fois de plus son hymne à la république fédérale, qui seule, prétend-il, peut empêcher la dictature, fille de l'anarchie ; mais c'est là la question. Cette république fédérale, c'est ce qu'ont prétendu faire tous les insurgés de Valence, d'Alcoy, de Murcie, de Carthagène, de Séville, de Cadix, et c'est précisément cette idée fédéraliste qui a précipité l'anarchie où l'Espagne se débat aujourd'hui, d'où ne peuvent la tirer des cortès qui comptent beaucoup de complices des insurrections, un gouvernement toujours réduit à flotter entre une majorité incohérente et une minorité factieuse. Le difficile est désormais de refaire un gouvernement et surtout de le refaire avec les idées qui ont servi à le décomposer. Pour le moment, on est assez occupé à Madrid de savoir si les cortès consentiront à s'ajourner au mois d'octobre, et si avant de se séparer elles voudront accorder au pouvoir exécutif la suspension des garanties individuelles, c'est-à-dire cette dictature que M. Castelar laisse entrevoir comme une menace. Cette république espagnole en est là, elle ne procède pas autrement que tous les pouvoirs qui l'ont précédée; seulement cette dictature elle-même, fût-elle votée, donnerait-elle au gouvernement tout ce qui lui manque, une armée dont on a tant de peine à retrouver les lambeaux, l'argent qu'il cherche partout et qu'il ne trouve pas, une administration capable de rassurer un peu le pays?

Sans doute, même dans les conditions de détresse où est l'Espagne, il y a un degré d'anarchie qui révolte le plus simple bon sens et qui donne à un gouvernement une apparence de force momentanée. Les excès qui ont été commis depuis deux mois ont eu ce résultat : le ministère qui existe à Madrid en a profité jusqu'à un certain point; quelques chefs militaires se sont rencontrés qui ont pu rallier un noyau de troupes pour marcher sur les foyers principaux d'insurrection. Le général Pavia a repris Séville, Cadix, Grenade,—le général Martinez Campos a reconquis Valence à coups de canon, il est entré à Murcie; mais ce sont là des actes de guerre partiels d'un effet limité, ce n'est pas le rétablissement de l'ordre. Là où paraissent ces soldats qui retrouvent par degrés un peu d'esprit militaire, un peu de discipline sous la main de leurs chefs, ils contiennent les passions de révolte; là où ils ne sont pas, tout est anarchie. Les campagnes de l'Andalousie sont livrées à la dévastation. Dans les environs de Séville, de Cadix, de Xérès, les incendies se multiplient d'une façon menaçante. Autour de Cordoue, il y a eu dans un mois trente propriétés incendiées, si bien que la municipalité a fini par promettre une prime à qui découvrirait les coupables. Le tra-

vail, l'industrie, tout est suspendu. D'un autre côté, ces chefs militaires qui ont accepté un commandement pour aller combattre les insurrections du sud, et qui commencent à se sentir un peu plus sûrs de leurs troupes, ne semblent pas d'humeur à tout supporter. Ils demandent si on veut pacifier sérieusement l'Andalousie, ou bien si on les envoie au feu pour négocier aussitôt avec les « intransigens, » pour ménager ou amnistier ceux qui tuent leurs soldats. Le général Pavia s'est fait, il y a peu de jours, une affaire avec le gouvernement, parce qu'il voulait rentrer militairement à Malaga; on le lui a refusé, et il s'est fâché; on a fini par lui donner une demi-satisfaction qui n'aboutit à rien. Entre les généraux et le gouvernement, les conflits de ce genre sont inévitables. En attendant, le plus pressé est d'en finir avec l'insurrection, qu'il faut maintenant aller attaquer dans son dernier foyer, à Carthagène, où elle s'est retranchée.

Là le fédéralisme s'épanouit librement. On ne fait plus rien, et tout le monde gouverne. Il y a un général en chef, qui est Contreras, une junte de salut public, qui émet du papier-monnaie, un cabinet complet avec ministres des finances, de l'intérieur, des affaires étrangères et même des colonies! C'est le modèle de l'Espagne fédéralisée. Un journal anglais décrivait récemment le spectacle fantastique et comique de cette forteresse de premier rang « tombée par hasard au pouvoir d'une réunion d'orateurs de clubs, d'officiers, d'ouvriers, sans la moindre notion de ce qu'il faut pour gouverner, et soutenus par des marins qui ne savent pas naviguer, des soldats qui ne voudraient pas se battre, et des artilleurs qui ne savent pas pointer un canon. » Malgré tout, ces étranges défenseurs de la république fédérale semblent disposés à la résistance, et comme la place est forte, munie d'une nombreuse artillerie, approvisionnée de vivres, il peut n'être pas facile de la prendre, à moins que la défection ne se mette parmi les insurgés. Le général Martinez Campos est chargé de l'attaque de Carthagène, il est maintenant devant la place. Malheureusement il a dû attendre les renforts, les moyens d'action qu'on lui a promis, et d'un autre côté on ne paraît guère en mesure de seconder l'opération par la mer, par un blocus du port. Le gouvernement n'a pu obtenir des marines étrangères la restitution des frégates enlevées dès le début aux insurgés par le capitaine allemand Werner, et d'ailleurs il n'a plus ni équipages ni officiers pour armer les navires qui lui restent. La flotte de l'Espagne est aussi désorganisée que son armée de terre. La question est de savoir si le canon de Martinez Campos suffira pour déconcerter les insurgés de Carthagène et pour rendre un peu de courage à la masse de la population, qui ne demande que la paix. De ce côté, on peut espérer abattre sans trop de retard l'insurrection armée; seulement rien ne sera résolu, si le lendemain le gouvernement laisse l'agitation et la confusion se prolonger sous un drapeau prétendu pacifique. Ce sera une insurrection ajournée, voilà tout.

Quant à la guerre qui se poursuit dans le nord, c'est là toujours évidemment la plus grosse difficulté pour l'Espagne. Le fait est que les troupes du gouvernement sont à peu près hors d'état de tenir leurs postes dans l'intérieur des provinces basques et de la Navarre, elles sont réduites à se retirer dans les villes, et même elles semblent maintenant serrées d'assez près à Bilbao. Le général Sanchez Bregua, qui commande dans ces régions, ne paraît pas beaucoup plus heureux dans ses opérations et ses marches que son prédécesseur le général Nouvilaz. L'impuissance de l'armée régulière a laissé toute liberté aux carlistes, qui comptent maintenant plus de 20,000 hommes sous les armes, et qui viennent d'obtenir un nouveau succès en s'emparant ces jours derniers de la petite ville d'Estella, assez avancée dans la Navarre. La ville s'est rendue au prétendant don Carlos lui-même. A vrai dire, les carlistes occupent à peu près complétement le pays; ils ont des positions fortement retranchées qui leur assurent la possession de la frontière, où ils ont leurs dépôts d'armes, de munitions, d'approvisionnemens, et d'où il sera désormais difficile de les déloger. Ils établissent partout une sorte d'administration, des municipalités, et depuis l'entrée de « sa majesté le roi Charles VII » ils ont même un journal officiel, le *Cuartel real.* Les carlistes avancent lentement, il est vrai, ils ne sont ni appelés ni soutenus par le sentiment populaire; ils s'étendent et se développent néanmoins, ils se rapprochent de l'Èbre, et sur certains points ils le dépassent. Du côté de Valence, ils se montrent à Castellon de la Plana, et la contrée montagneuse de Masztrazgo est si bien à eux que pas un soldat de la réserve n'a répondu à l'appel du gouvernement. Ils ont paru devant Morella, l'ancienne citadelle de Cabrera. Du côté de la Vieille-Castille, la bande de Velasco menace la ligne de Madrid à Santander, la seule par laquelle on puisse maintenant communiquer avec Bilbao et Saint-Sébastien, de telle sorte que d'un jour à l'autre les rapports entre le centre de l'Espagne et la France pourraient être coupés. Ils sont déjà suspendus par le chemin de fer du nord aboutissant à Irun; ils viennent d'être interrompus en Catalogne dans la direction de Perpignan. Maintenir ou rétablir ces communications, c'est presque impossible aujourd'hui pour le gouvernement de Madrid, au moins tant qu'on n'aura pas de forces nouvelles à envoyer dans le nord.

Ces forces, on s'occupe, dit-on, de les constituer, le général Turon a été expédié en Aragon avec cette mission, et lorsqu'on aura réussi à pacifier l'Andalousie, on aura des troupes qu'on pourra employer contre les carlistes; mais c'est toujours tourner dans le même cercle. Si on dégage trop vite l'Andalousie, on ne tardera pas à voir éclater des soulèvemens nouveaux, et dans tous les cas, en présence du développement des forces carlistes, c'est désormais toute une campagne à entreprendre. Pour ouvrir cette campagne, de simples renforts ne suffisent plus, il faut une armée véritable, qu'on est bien loin d'avoir, et pour

soutenir, pour nourrir et payer cette armée, il faut de l'argent, qu'on a encore moins. Il faut enfin un gouvernement capable d'inspirer de la confiance au pays, de réveiller en lui le sentiment de la sécurité, en lui offrant des garanties d'aptitude et de modération. M. Castelar a beau épuiser son éloquence à faire appel aux partis libéraux, tous également menacés par le carlisme; cela ne sert à rien tant qu'on n'a rien de mieux à offrir à ces partis libéraux que cette « république fédérale, » qui représente pour l'Espagne une menace de dissolution. Les carlistes ne peuvent demander rien de mieux pour leur cause que le maintien obstiné de la prétendue république fédérale; avec elle et par elle, ils gardent toutes les chances qu'ils peuvent avoir. Là, comme partout, le fanatisme républicain fait les affaires de la dictature et de l'absolutisme. C'est M. Castelar lui-même qui a dit l'autre jour le dernier mot de l'expérience désastreuse à laquelle il s'associe : « entre l'anarchie et la dictature, la société n'hésite jamais ! »

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

LES CONTES POPULAIRES DE LA RUSSIE.

Russian Folk Tales, by W. R. S. Ralston. London, Smith, Elder and C°, 1873.

La destinée de la littérature populaire n'est pas sans analogie avec celle d'une de ses héroïnes favorites, Cendrillon, la sœur cadette longtemps méprisée, confinée au foyer paternel, puis un jour, par un soudain retour de fortune, offerte aux hommages d'une cour brillante, élevée au rang suprême de la royauté. Pendant des siècles, le conte populaire est resté relégué au sein des classes rustiques, ignoré et dédaigné par celles qui se croyaient plus cultivées. Cependant il a pénétré dans la littérature sous plus d'un déguisement, grâce à la complicité de quelque bel esprit curieux et sceptique, Perrault par exemple. Toutefois ces ornemens empruntés, qui ont fait le succès de *Peau d'âne* ou de *Barbe-Bleue*, ne sont point du goût de la science moderne : elle les rejette avec indignation; elle recherche les textes dans toute la pureté, la nudité primitive, elle introduit l'Ogre et le Petit-Poucet, fort surpris d'un tel honneur, dans le grave conseil où se discutent les problèmes de la mythologie indo-européenne et de la littérature comparée. A vrai dire, on n'est pas encore absolument d'accord sur la façon de comprendre ces fantaisies tour à tour naïves, bizarres, sublimes, parfois même, avouons-le, complétement inintelligibles. Tandis que les uns y voient l'exposition des phénomènes cosmiques et trouvent dans *Barbe-Bleue* la trace d'un « mythe solaire, » les autres y cherchent simplement des allégories morales ou des traditions historiques; mais, avant d'entrer

dans ces questions abstruses que soulève l'interprétation des contes, il faut s'inquiéter d'en établir le texte exact, d'en collationner les variantes, de noter les élémens indigènes et étrangers qui les ont constitués. C'est là une tâche difficile, dangereuse même, car dans certains pays, en Russie par exemple, il n'est pas toujours commode, il est quelquefois malsain et mortel d'aller étudier au foyer du paysan la littérature populaire.

Pendant longtemps, on s'est contenté d'étudier les contes populaires de la Russie sous la forme incorrecte que leur avaient donnée les entrepreneurs de librairie à bon marché, les vendeurs de livres imprimés *sur papier de tilleul* (*lubochnuya knigy*). Ces publications ont obtenu et gardent encore une vogue considérable; mais les littérateurs de bas étage qui les ont compilées ont moins songé à la pureté des textes, à la collation des variantes, qu'à l'intérêt dramatique du récit. Sur des thèmes nationaux, ils ont brodé des ornemens étrangers, ils ont emprunté plus d'un conte à l'Allemagne, à la France, à l'Italie, et l'on ne peut guère se fier à eux pour connaître les traditions originales du peuple russe. On s'exposerait à de lourdes erreurs en signalant des rapprochemens intimes entre deux textes dont l'un ne serait guère que la traduction de l'autre. Ainsi on ne saurait aujourd'hui attacher un sérieux intérêt aux *Contes russes* (*Russische Volksmærchen*) publiés en 1831 à Leipzig par Dietrich. A l'époque où ce recueil parut, il n'existait pas encore d'édition critique des textes originaux. Ce n'est que depuis une quinzaine d'années qu'on s'est occupé sérieusement de les recueillir. On a vu paraître successivement la collection d'Afanasief, qui ne compte pas moins de huit volumes, celles de Kudyakov et de Tchoudinsky. Un savant de la Petite-Russie, M. Roudchenko, a édité deux volumes de contes de cette région, recueil fort précieux, mais malheureusement difficile à consulter, même pour les Russes, car le dialecte dans lequel il est écrit réclame un vocabulaire spécial qui n'existe point encore, et que le gouvernement de Saint-Pétersbourg se soucie peu de voir mis au jour. Sauf dans quelques recueils allemands, on n'a guère tiré parti en Occident des richesses accumulées dans ces diverses publications. Un écrivain anglais, M. Ralston, est le premier qui les ait mises à profit dans son ouvrage sur les *Chants populaires de la Russie* (1).

Aujourd'hui M. Ralston s'attaque directement aux contes russes, dont ses études antérieures lui ont facilité l'accès et l'intelligence. M. Ralston lit avec aisance des textes qui ne sont pas toujours aisés à entendre; il connaît les interprétations et les commentaires auxquels ils ont donné lieu. Il a des notions approfondies sur les contes populaires dans les littératures indienne, germanique, scandinave, et dans les littératures slaves, en tant du moins qu'elles lui sont accessibles par des traduc-

(1) *Songs of the Russian People*, Londres 1872, Ellis, Green and C°.

tions. Grâce aux renseignemens techniques, aux nombreuses références qu'il fournit, le nouvel ouvrage de M. Ralston est de nature à intéresser vivement les ethnographes et les mythologues de profession; grâce aux détails pittoresques, à la saveur et à l'étrangeté des récits que l'auteur traduit ou analyse, il charme ceux qui, comme le fabuliste, trouvent « un plaisir extrême » à s'entendre conter *Peau d'âne,* sans s'inquiéter de savoir si l'aimable héroïne a quelque rapport avec le soleil, et si les Védas ont une part quelconque à revendiquer de ses aventures. M. Ralston n'a pas traduit moins de cinquante et un récits, et, sans négliger les problèmes qu'ils soulèvent, il en réserve le plus souvent la discussion à des travaux ultérieurs. Il choisit de préférence ceux qui peuvent nous donner une idée de la vie et des mœurs du paysan russe. Ce sont les plus rares. Le merveilleux intéresse surtout l'imagination du *moujik;* il se plaît à s'égarer dans des régions idéales peuplées de rois, de princesses et de monstres fantasques qui n'ont rien à démêler avec la vie sociale et économique. Il serait difficile de trouver dans ces récits des détails propres à nous éclairer sur les rapports du paysan et du seigneur à l'époque du servage; en revanche, on y peut noter en maint endroit les traits distinctifs de la terre russe, le pittoresque spécial des vastes landes, des forêts murmurantes, des étangs silencieux, des *izbas* noires où la famille se groupe autour du poêle immense. « Ça sent la chair fraîche! » s'écrie l'ogre de Perrault; « ça sent la Russie, » disent souvent les monstres ou les mauvais génies des contes populaires. Ces paroles pourraient servir d'épigraphe au volume de M. Ralston.

Il y a là un parfum local, une saveur de terroir qui surprend agréablement le lecteur peu familier avec ce monde ignoré. Dans un chapitre préliminaire, l'auteur a groupé les contes qui lui paraissent caractériser le mieux la vie intime du peuple russe; ensuite il passe successivement en revue les contes mythologiques, les histoires de sorcellerie et de revenans, comme les légendes pieuses. Il a laissé de côté les récits où les animaux jouent le principal rôle, trouvant qu'il n'avait plus rien à dire après M. de Gubernatis. Ce n'est pas un mince honneur pour l'écrivain italien que cet hommage venant d'un juge compétent comme l'est M. Ralston. Sans chercher plus que ne l'a fait l'auteur anglais à démêler les élémens indo-européens ou exotiques qui entrent dans la trame des contes populaires, on voudrait relever ici quelques détails qui semblent particuliers aux contes russes, mettre en lumière quelques personnages qui jouent dans ces drames naïfs le rôle principal, et qui ne se rencontrent pas sous les mêmes traits dans les récits d'autres nations européennes.

Les incarnations du mal sont fréquentes dans les contes russes. Le peuple qui a beaucoup souffert soit des Tartares, soit des souverains et des nobles, soit des rigueurs d'un âpre climat, s'est plu évidemment à multiplier les formes de la misère : elle finit sans doute en général par être vaincue, mais au prix de quelles épreuves et de quels combats! Les

êtres malfaisans revêtent tour à tour l'un ou l'autre sexe. L'un des plus redoutables est la sorcière nommée *baba-yaga*. Elle a des liens de parenté avec les ogresses et les lamies de notre monde classique. C'est une vieille, grande, maigre, aux cheveux épars; elle demeure dans une hutte perchée « sur un pied de poule. » C'est dans cette espèce de colombier qu'elle repose la nuit; son long nez passe à travers le toit de ce réduit, qui se dresse sur la lisière d'une forêt. La porte est tournée vers la forêt; mais certaines paroles magiques ont la vertu de faire pivoter la hutte sur son support. Parfois la yaga-baba loge dans une maison ordinaire au milieu d'un enclos; les murs de cet enclos sont faits d'ossemens humains. Sa manière de voyager n'est pas moins singulière que son habitation; elle monte dans un mortier qu'elle met en mouvement avec un pilon; elle efface avec un balai les empreintes que ce véhicule laisse sur le sol. La nuit et le jour sont à ses ordres, et tout le monde animal lui obéit. C'est le plus effroyable *croquemitaine* des contes usses. Une mauvaise marâtre lui envoie sa belle-fille pour qu'elle la fasse périr; mais la jeune fille reçoit d'un génie bienveillant, le chat de la sorcière, des conseils qui lui permettent d'échapper à tous les piéges, et des talismans qui la protégent dans sa fuite. La yaga-baba poursuit sa victime; une course formidable s'engage, le mortier bondit, dévore l'espace, la jeune fille jette derrière elle une serviette magique qui se change en un large fleuve. La yaga-baba retourne chez elle frémissante de rage; elle ramène ses troupeaux de bœufs, leur fait boire la rivière et poursuit son chemin. La jeune fille jette son peigne à terre, une forêt touffue s'élève à l'instant; la sorcière s'arrête, et la victime est sauvée.

Tantôt la baba-yaga se plaît à tuer les gens pour les dévorer, tantôt, comme la Méduse antique, elle pétrifie ses ennemis. Le plus souvent elle vit solitaire; mais dans certains récits elle a des filles qu'elle marie et dont elle veut tuer les jeunes époux; prévenus à temps, ils troquent leurs vêtemens contre ceux de leurs femmes, qui périssent à leur place. Quelquefois la baba-yaga renvoie avec des présens les privilégiés qu'elle a daigné épargner. Il est à remarquer que ce personnage bizarre ne figure point dans les récits de la Petite-Russie, tandis qu'on le retrouve sous des formes moins horribles en Bohême et en Pologne. C'est là un curieux argument contre la théorie qui veut isoler la Grande-Russie du monde slave pour la rejeter à tout prix dans le monde touranien. Sans beaucoup de hardiesse, on peut voir dans la baba-yaga la personnification du vent impétueux qui sévit dans les plaines immenses, efface avec son souffle la trace des pas humains et s'arrête comme épuisé à la lisière des grands bois, dont il ne peut entamer les profondeurs. Au témoignage d'un savant mythologue tchèque, M. Erben, la baba-yaga s'appelle parfois la *yaga-bura* (la tempête) (1). Dans la Russie méridionale,

(1) Article *Jezi Baba* dans le *Nauczny slovnik*. Prague 1865.

elle cède la place à la *viedma,* qui se rapproche plus des types fantastiques que nous connaissons.

Le compère de la baba-yaga, c'est *Kochtcheï l'immortel.* Kochtcheï paraît venir du mot russe *kost,* qui signifie *os;* il indique soit la maigreur de cet être malfaisant, soit la vertu qu'il a de dessécher ou de pétrifier ses victimes. Dans une histoire qui rappelle par certains côtés notre *Barbe-Bleue,* la princesse Maria Morevna part pour la guerre, et laisse à son mari les clés du palais en lui recommandant surtout de ne point pénétrer dans certain cabinet mystérieux. Naturellement le prince s'empresse d'ouvrir, et reconnaît dans ce réduit Kochtcheï, l'immortel Kochtcheï; douze chaînes le tiennent attaché aux murailles.

— Aie pitié de moi, donne-moi à boire; voici dix ans que je suis enchaîné ici, s'écrie le misérable.

Le prince cède aux supplications de Kochtcheï, qui, sitôt désaltéré, reprend sa force primitive, brise ses chaînes et s'élance en vomissant des menaces de vengeance contre la femme de son bienfaiteur. Le prince part à la recherche de Maria Morevna : Kochtcheï le poursuit sur son coursier, enlève Maria Morevna; son mari la délivre, mais Kochtcheï le saisit et l'enferme dans un tonneau, qu'il précipite au fond de la mer. Il en sort, grâce au secours d'oiseaux merveilleux, traverse trois fois neuf contrées, arrive dans le troisième royaume; là il rencontre la yaga-baba, lui dérobe une jument merveilleuse, qui atteint le cheval de Kochtcheï. Un duel formidable s'engage; la jument du prince brise d'une ruade la tête de Kochtcheï; son maître l'achève avec sa massue, le brûle sur un bûcher et jette ses cendres au vent. Kochtcheï l'*immortel* finit le plus souvent par être tué; mais il a la vie dure, il le sait et défie ses adversaires.

— Où est ta mort? lui demande un de ses ennemis, le prince Ivan.

— Ma mort? Elle est là-bas sur un chêne. Sur ce chêne, il y a une cassette, dans la cassette un lièvre, dans le lièvre un canard, dans le canard un œuf, — dans cet œuf est ma mort.

Et voilà le prince parti à la recherche de cet œuf fatal. Chemin faisant, il rencontre divers animaux auxquels il sauve la vie : un loup, un corbeau, un poisson. Il trouve le chêne et la cassette : la cassette ouverte, le lièvre se sauve, le loup court après et le saisit; un canard sort de ses entrailles et s'envole, le corbeau le rattrape dans les airs. Le prince fouille les entrailles du canard, prend l'œuf; mais il a la malheureuse idée de le laver dans la mer; l'œuf tombe au fond des eaux. Le poisson le rapporte : Ivan le brise; Kochtcheï meurt. Explique qui pourra le sens mystérieux du récit. Cette mort de Kochtcheï, qu'il faut poursuivre à travers tous les élémens, avec le concours des auxiliaires les plus divers, n'est-ce pas le symbole du mythe lui-même? Il se dérobe à travers les élémens; il faut pour l'atteindre la vitesse du loup, le vol de l'oiseau, les nageoires du poisson, — et quand enfin vous avez brisé

l'œuf, tué Kochtcheï, saisi le mythe, il vous échappe pour reparaître sous une autre forme, — car lui aussi, il est immortel.

A défaut de Kochtcheï, le conte russe ne manquerait pas de sinistres personnages prêts à jouer son rôle. Tel est par exemple le *Licho*. Il se présente sous les traits d'une horrible vieille, toujours prête à dévorer ceux qui viennent la visiter. Comme le cyclope de l'antiquité, elle n'a qu'un œil; un malin forgeron parvient à crever cet œil, et, comme Ulysse chez Polyphème, il s'enfuit non pas en se cramponnant au ventre du bélier, mais en s'enveloppant de sa pelisse et en se traînant à quatre pattes. Ailleurs le mal s'appelle encore *Gore* (malheur), *Beda* (misère), *Nujda* (le besoin). Il s'attache à ses victimes et ne les lâche plus; l'imagination effarée du moujik multiplie à loisir le nombre de ces êtres dangereux. Les jours néfastes, le vendredi par exemple (*Piatnitsa*), sont considérés comme de vivantes créatures. C'est là une curieuse association d'idées chrétiennes et de réminiscences païennes. Dans les contes où apparaissent l'esprit des eaux, le *Vodiany*, et le *Liechy*, esprit des bois, les souvenirs du paganisme dominent entièrement.

L'un des chapitres les plus intéressans de M. Ralston est celui qu'il a consacré au vampirisme. La croyance aux vampires est une superstition essentiellement slave. M. Littré, dans son savant dictionnaire, signale le mot *vampire* comme venu de l'Allemagne au siècle dernier, mais n'étant pas d'origine germanique. C'est en effet un mot slave que nous trouvons dans les langues russe, tchèque et polonaise sous la forme *oupir*, d'où l'on peut déduire une forme archaïque *vompir*. Cette croyance, familière à différens peuples, s'est développée dans les pays où la race slave a vécu, où l'histoire révèle son influence, chez les Grecs, les Albanais, dans l'Allemagne orientale. Dans la Russie-Blanche et la Petite-Russie, le vampirisme est surtout populaire. Un être humain qui a exercé en son vivant le métier de sorcier, qui s'est tué, qui a été maudit par l'église ou par ses parens, prend un lugubre plaisir à se rappeler par des apparitions ou des persécutions bizarres au souvenir de ceux qui l'ont connu sur la terre. Celui qu'un vampire a fait périr peut lui-même se transformer en vampire. Un cadavre sur lequel un chat a sauté, un corbeau volé devient l'hôte du démon. Le vampire épouvante les paysans par ses cris nocturnes, guette dans les carrefours les voyageurs attardés, pénètre dans les *izbas* pour y sucer le sang des enfans endormis. Si ses mains sont devenues inertes pour être restées trop longtemps croisées dans le tombeau, il a recours à ses dents, dures comme l'acier, qui lui servent à ronger tous les obstacles. En répandant à l'avance du sel en poudre sur le sol de l'*izba*, on peut suivre jusqu'au tombeau, qu'il regagne au chant du coq, la trace de ce sinistre rôdeur. Grâce à Dieu, on sait comment le détruire : il faut le transpercer avec un bâton de tremble qu'on enfonce d'un seul coup dans son ventre; un autre coup le ramènerait à la vie.

Est-ce à dire que ces êtres néfastes, — sorcières, géans malfaisans, esprits des eaux et des bois, vampires, — occupent seuls l'imagination du paysan russe, et qu'elle n'ait pas rêvé de plus bienfaisantes créatures? Non assurément. Nous rencontrons dans les contes russes maintes figures d'adorables princesses, de rois vaillans, d'animaux compatissans aux misères de l'homme, d'êtres surnaturels qui luttent victorieusement contre le mal, guérissent les blessures des vaincus et rappellent les morts à la vie. Dans des régions lointaines, la nature a dissimulé deux sources d'eaux merveilleuses, l'*eau morte*, qui cicatrise les plaies les plus profondes, l'*eau vivante*, qui rend la force et la jeunesse. L'oiseau de feu, *Jar Ptitsa*, se plaît à seconder les entreprises des amans. Ses plumes brillent comme de l'or, ses yeux comme du cristal : il demeure dans une cage dorée; mais il n'y est point enfermé. Pendant la nuit, il s'envole dans les jardins, que ses ailes éclairent de mille feux. Une seule de ses plumes suffit à illuminer une chambre tout entière. Il s'endort au lever du jour, et ne se réveille qu'au coucher du soleil. L'oiseau de feu, — que je soupçonne de n'être pas sans quelque analogie avec la lune, — appartient au monde de la fantaisie; mais il est plus d'un conte consacré aux aventures des animaux où le mythe doit être aussi peu cherché que dans les fables de Krylov ou de La Fontaine. Parmi ces récits, il en est de fort amusans et qui font grand honneur à l'*humour* du paysan russe. Quels bons tours le chat et le renard jouent aux animaux les plus redoutés, par exemple au loup et à l'ours! Le faible triomphant du fort par la ruse, c'est là un thème bien fait pour tenter l'imagination populaire. Dans son instinct égalitaire, le peuple va jusqu'à donner le plus beau rôle au paysan imbécile, nigaud (*durak*), à celui que tous ont méprisé, insulté, battu, et qui finit par accomplir des merveilles de bravoure, de sagesse, par épouser une belle princesse et par régner sur un grand royaume. Il y a là, ce semble, un côté démocratique, sur lequel M. Ralston n'a peut-être pas suffisamment insisté.

Je voudrais maintenant donner une idée du conte russe en citant l'un des plus curieux et des meilleurs qu'ait produits la littérature populaire. Voici l'histoire de *la Belle Vasilissa*.

Dans un certain royaume vivait un marchand. Il vécut marié douze années; mais il n'avait qu'une fille, la belle Vasilissa. Elle avait huit ans quand sa mère mourut. Sur son lit de mort, la femme du marchand appela sa fille, tira de son lit une poupée, la lui donna et lui dit : — Chère Vasilissa, écoute mes dernières paroles, et sois-y obéissante. Je vais mourir : avec ma bénédiction maternelle, je te lègue cette poupée. Garde-la toujours, ne la montre à personne; si quelque malheur t'arrive, donne à manger à ta poupée et demande-lui conseil. Une fois nourrie, elle t'indiquera un remède contre tes soucis. — Là-dessus, la mère embrassa son enfant, et mourut.

Après la mort de sa femme, le mari la pleura pendant le temps convenable, puis il se mit à songer à se remarier. Il était riche; une certaine veuve captiva son cœur; elle était d'un âge raisonnable, et avait deux filles du même âge que Vasilissa. Elle devait être tout ensemble une bonne maîtresse de maison et une mère expérimentée. Le marchand épousa donc la veuve; mais il s'était trompé, il ne trouva point en elle une bonne mère pour Vasilissa. Vasilissa était la plus jolie fille du village; sa belle-mère et ses belles-sœurs devinrent jalouses de ses charmes et lui imposèrent toute espèce de travaux. Elles espéraient que le travail la ferait maigrir, que le soleil et le vent hâleraient son teint. La vie lui était devenue à charge. Vasilissa supportait tout avec résignation; chaque jour, elle devenait plus brillante et plus fraîche; au contraire la belle-mère et ses filles maigrissaient et se fanaient de dépit, bien qu'elles restassent toujours assises, les bras croisés, comme de grandes dames.

Comment tout cela arrivait-il? C'était la poupée de Vasilissa qui l'aidait. Sans cette aide, comment Vasilissa serait-elle venue à bout de tous ses travaux? Elle ne mangeait jamais toute sa nourriture; elle gardait le morceau le plus délicat pour sa poupée. La nuit, tandis que tout le monde dormait, elle s'enfermait dans sa chambrette, et elle régalait sa poupée en lui disant : — Mange, petite, mange; aide-moi dans ma détresse. Je vis dans la maison de mon père; mais je ne sais jamais ce que c'est que le plaisir; ma méchante belle-mère veut me faire quitter la lumière du monde. Indique-moi le moyen de rester en vie. Que dois-je faire?

La poupée mangeait, puis elle lui donnait des avis, la consolait dans son chagrin, et le jour suivant elle faisait tout le travail de Vasilissa. La jeune fille n'avait qu'à se divertir à l'ombre en cueillant des fleurs; toute sa besogne était finie à temps. Les lits étaient faits, les seaux remplis, les choux lavés, le poêle allumé. En outre la poupée indiquait à Vasilissa des herbes qui la préservaient du hâle. Elle vivait heureuse avec sa poupée.

Plusieurs années s'écoulèrent. Vasilissa grandit et arriva en âge d'être mariée. Tous les jeunes gens du village demandèrent sa main; personne ne fit attention aux filles de sa belle-mère. Celle-ci devint plus méchante que jamais. Elle répondait à tous les prétendans : — Nous ne marierons pas la cadette avant les aînées. — Et après avoir expédié les prétendans, elle battait Vasilissa pour soulager son dépit.

Il arriva une fois que le marchand eut à quitter sa maison pour affaires pendant un certain temps. La belle-mère alla vivre dans une autre maison. Près de cette maison, il y avait une forêt épaisse; dans une clairière de cette forêt s'élevait une izba. Dans cette izba vivait une baba-yaga. Elle ne laissait personne approcher de sa demeure; elle dévorait les gens comme des poulets.

Une fois installée dans sa nouvelle demeure, la femme du marchand envoyait sans cesse Vasilissa dans la forêt, tantôt pour une raison, tantôt pour une autre; mais la jeune fille revenait toujours saine et sauve, la poupée lui indiquait le chemin, et ne la laissait jamais aller près de la demeure de la baba-yaga.

La saison d'automne arriva. Un certain soir, la belle-mère distribua leur tâche à ses trois filles : à l'une de la dentelle, à l'autre des chaussures à tricoter, à Vasilissa de la toile à tisser. Elle emporta successivement toutes les lumières de la maison, ne laissant qu'une chandelle allumée dans la chambre où les jeunes filles travaillaient, et elle alla se coucher. Les jeunes filles travaillaient, travaillaient : la chandelle eut besoin d'être mouchée; l'une des filles prit les mouchettes, et d'après les ordres de sa mère elle éteignit la bougie, comme par accident.

— Que faire maintenant? dirent les jeunes filles. Il n'y a point une étincelle de feu dans la maison, et notre tâche n'est pas finie. Il faut aller chez la baba-yaga lui demander de la lumière !

— Mes épingles me donnent assez de lumière, dit la dentellière.

— Je n'irai point, répondit la tricoteuse, mes aiguilles me donnent assez de lumière.

— Vasilissa, il faut que tu ailles chercher de la lumière, crièrent-elles toutes deux; va chez la baba-yaga. — Et elles poussèrent Vasilissa hors de la salle.

Elle monta dans son réduit, mit devant la poupée un souper qu'elle avait préparé d'avance. — Mange, petite, et exauce ma prière; on m'envoie chez la baba-yaga pour chercher de la lumière; elle me dévorera.

La poupée soupa; ses yeux brillèrent comme des lumières. — Ne crains rien, chère Vasilissa. Va où l'on t'envoie. Prends seulement bien soin de me garder toujours avec toi. Tant que je serai avec toi, il ne t'arrivera aucun mal chez la baba-yaga.

Vasilissa se prépara, mit la poupée dans sa poche, fit le signe de la croix, et s'en alla dans la forêt profonde.

Elle marche en tremblant. Tout à coup un cavalier passe au galop. Il est blanc, vêtu de blanc; il monte un cheval blanc, avec des harnais blancs. Le jour commence à luire.

Elle continue sa marche : un second cavalier passe; il est rouge, vêtu de rouge, monté sur un cheval rouge; le soleil se lève.

Vasilissa marcha toute la nuit et le jour suivant; le soir seulement, elle atteignit la clairière où s'élevait la demeure de la baba-yaga. Une palissade d'ossemens humains l'entourait; elle était surmontée de crânes où les yeux étaient restés; les montans des portes étaient des tibias humains, les loquets des bras; en guise de serrure, il y avait une bouche garnie de dents aiguës.

Vasilissa était hors d'elle-même de terreur; elle se tenait immobile, comme rivée au sol. Tout à coup un autre cavalier passa; il était noir,

tout vêtu de noir, monté sur un cheval noir. Il arriva en galopant jusqu'à la porte de la baba-yaga, et disparut comme s'il s'était enfoncé dans la terre. La nuit tomba, mais l'obscurité ne dura pas longtemps; les yeux des crânes se mirent à briller, et toute la clairière devint aussi lumineuse qu'en plein midi. Vasilissa frémit de terreur; cependant elle s'arrêta où elle se trouvait, ne sachant de quel côté s'enfuir. Bientôt elle entendit dans toute la forêt un bruit épouvantable. Les arbres craquaient, les feuilles sèches frémissaient; de la forêt sortit la baba-yaga; elle était assise dans un mortier; elle le faisait marcher avec un pilon, elle effaçait ses traces avec un balai; elle arriva jusqu'à la porte, flaira l'air tout autour d'elle et s'écria : — Hum! hum! ça sent la chair russe. Qui est ici?

Vasilissa, horriblement effrayée, s'avança vers la sorcière, s'inclina profondément, et dit : — C'est moi, la mère; mes belles-sœurs m'ont envoyée pour vous demander de la lumière.

— Fort bien, dit la baba-yaga. Si tu veux venir avec moi un instant et faire un petit travail pour moi, je te donnerai de la lumière. Sinon, je te mangerai. — Elle se tourna alors vers la porte en criant : — Palissade solide, sépare-toi! large porte, ouvre-toi!

La porte s'ouvrit, et la baba-yaga entra en sifflant; Vasilissa la suivit, tout se referma. Quand elles furent entrées dans la salle, la baba-yaga s'étendit tout de son long et dit à Vasilissa : — Tire ce qui est dans le four, j'ai faim.

Vasilissa alluma une torche à l'un des crânes de la palissade, tira les mets du poêle, et les servit à la baba-yaga. Il y en avait au moins pour douze personnes. Puis elle sortit de la cave du *kvas,* de l'hydromel, de la bière et du vin. La sorcière but tout, mangea tout. Elle ne laissa à la jeune fille que des miettes, une croûte de pain, un morceau de cochon de lait.

La baba-yaga se coucha et dit : — Quand je sortirai demain matin, aie bien soin de nettoyer la cour, de balayer la maison, de cuire le dîner, de préparer le linge. Puis va au grenier, prends quatre sacs de blé et retires-en tous les grains étrangers. Que tout cela soit fait à temps, sinon je te mangerai.

Après avoir donné ces ordres, la baba-yaga se mit à ronfler. Vasilissa servit à sa poupée les restes du souper, fondit en larmes, et lui dit : — Maintenant, petite, mange et écoute ma prière. La baba-yaga m'a imposé une rude besogne, et elle me menace de me manger, si je ne fais pas tout. Viens à mon secours.

La poupée répondit : — Ne crains rien, belle Vasilissa. Soupe, dis tes prières, et va dormir. La nuit porte conseil.

Vasilissa s'éveilla de grand matin, mais la baba-yaga était déjà debout. La jeune fille regarda par la fenêtre. La lumière des yeux s'éteignait dans les crânes. Tout à coup apparut un cavalier blanc, et tout

s'illumina. La baba-yaga sortit dans la cour et siffla; un mortier, un pilon et un balai arrivèrent devant elle. Le cavalier rouge apparut, le soleil se leva. La baba-yaga s'assit dans le mortier et sortit de la cour dirigeant sa course avec le pilon, effaçant ses traces avec le balai.

Vasilissa resta seule. Elle examina la maison de la baba-yaga, s'étonna de l'abondance qui y régnait en toute chose, et se demanda avec inquiétude par quelle besogne elle devait commencer. Elle leva les yeux, tout était déjà fait; la poupée avait nettoyé le blé jusqu'au dernier grain. — Ah! tu m'as sauvée, s'écria Vasilissa, tu m'as arrachée au danger!

— Tout ce que tu as à faire maintenant, c'est de préparer le dîner, répondit la poupée en se glissant dans la poche de Vasilissa. Prépare-le pour l'amour de Dieu, et prends quelque repos.

Vers le soir, Vasilissa mit la table, et attendit la baba-yaga. Le jour baissa, le cavalier noir apparut un instant à la porte, tout devint sombre; seuls les yeux des crânes brillèrent. Les arbres commencèrent à craquer, les feuilles à bruire. La sorcière arriva. Vasilissa sortit à sa rencontre.

— Tout est fait? demanda la yaga.

— Regarde par toi-même, répondit Vasilissa.

La baba-yaga examina tout, et, furieuse de n'avoir rien à reprendre, elle dit : — Bien! bien! fort bien! — Puis elle cria : — Mes serviteurs, amis zélés, voici du grain à moudre.

Trois paires de mains apparurent, ramassèrent le blé et l'emportèrent. La sorcière soupa, se mit au lit et donna de nouveaux ordres à Vasilissa. — Fais exactement ce que tu as fait hier, seulement prends dans le grenier la graine de pavot qui s'y trouve, et nettoie-la grain à grain de la terre qu'on y a mêlée par méchanceté.

La vieille se tourna vers le mur pour ronfler, et Vasilissa se mit à servir sa poupée. La poupée mangea, et répéta à Vasilissa ce qu'elle lui avait dit la veille. — Prie Dieu, et va dormir. La nuit porte conseil. Tout sera fait, chère Vasilissa.

Le lendemain matin, la baba-yaga sortit de nouveau dans son mortier; Vasilissa et sa poupée se mirent immédiatement à l'œuvre. La sorcière revint, regarda tout, et s'écria : — Mes fidèles serviteurs, amis zélés, pressez la graine de pavot pour en faire de l'huile.

Trois paires de mains apparurent, saisirent la graine de pavot et l'emportèrent. La baba-yaga se mit à table. Elle mangeait; Vasilissa se tenait silencieuse auprès d'elle.

— Pourquoi ne parles-tu pas? lui demanda la sorcière; on te dirait muette.

— Je n'ose pas, répondit Vasilissa; mais, si tu le permets, j'ai quelque chose à te demander.

— Demande, mais toute question ne porte pas bonheur; qui sait trop vieillit vite.

— Je veux seulement t'interroger sur quelque chose que j'ai vu.

Quand je venais ici, un cavalier a passé sur un cheval blanc, il était blanc lui-même et vêtu de blanc. Qui était-ce?

— C'était mon jour brillant, répondit la baba-yaga.

— Ensuite a passé un autre cavalier sur un cheval rouge, il était rouge et vêtu de rouge. Qui était-ce?

— C'était mon soleil rouge.

— Et qui était le cavalier noir qui passa près de moi juste à votre porte?

— C'était ma nuit noire; tous sont mes serviteurs. — Vasilissa pensait aux trois paires de mains, mais elle ne dit rien.

— Pourquoi ne demandes-tu plus rien? dit la baba-yaga.

— C'est assez, la vieille, tu as dit toi-même : Qui sait trop vieillit vite.

— Tu as bien fait de ne parler que de ce qui se passe hors de chez moi. J'aime à laver mon linge sale en famille; quant aux gens curieux,... je les mange. Maintenant une question. Comment fais-tu la besogne que je t'impose?

— La bénédiction de ma mère m'assiste, répondit Vasilissa.

— Eh! eh! qu'est-ce que cela? Sors de chez moi, créature bénie! Je n'ai pas besoin de gens bénis chez moi. — Elle poussa Vasilissa hors de chez elle, la mit à la porte, prit un des crânes de la clôture, le ficha sur un bâton, le lui donna en disant : — Prends ceci, c'est une lumière que tu peux porter à tes belles-sœurs. C'est, je pense, ce qu'elles t'ont envoyée chercher.

Vasilissa partit en courant éclairée par le crâne, qui ne s'éteignit qu'aux premières lueurs de l'aube; le lendemain du second jour, elle arriva à la maison. Au seuil de la porte, elle eut envie de jeter le crâne. — Sans doute, pensait-elle, on n'a plus besoin de lumière à la maison. — Mais une voix creuse sortit du crâne, disant : — Ne me jette pas! porte-moi à ta belle-mère.

Elle regarda la maison, et, ne voyant de lumière à aucune fenêtre, elle se résolut à prendre le crâne avec elle. Pour la première fois de sa vie, elle fut cordialement reçue par sa belle-mère et ses belles-sœurs, qui lui dirent que depuis son départ elles n'avaient pas eu une étincelle de feu à la maison. Elles n'avaient pu allumer aucun briquet, et les lumières qu'elles apportaient de chez le voisin s'éteignaient dès qu'elles entraient dans la maison. — Peut-être ta lumière tiendra-t-elle, dit la mère. — Et on apporta le crâne dans la chambre; mais les yeux se mirent à les regarder de telle manière, à lancer de tels éclairs! Elles voulaient se cacher; partout les yeux les suivirent. Le matin, elles furent entièrement réduites en cendre. Vasilissa seule fut sauvée, et peu de temps après le roi du pays, qui passait par là, devint amoureux d'elle et l'épousa.

LOUIS LEGER.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

L'EMPIRE DES TSARS

ET LES RUSSES

II.

LES RACES ET LA NATIONALITÉ. — LES FINNOIS, LES TATARS, LES SLAVES (1).

Terre vierge récemment découverte, encore privée d'habitans ou parcourue seulement par quelques tribus nomades, la Russie nous offrirait bientôt le même spectacle que les États-Unis ou l'Australie. Elle serait de ces pays où, laissant derrière elle les vieilles institutions qui protégèrent son enfance, la civilisation s'ouvre sur un sol neuf une carrière plus large et plus active. Abandonnée à la colonisation européenne, elle rivaliserait rapidement avec l'Amérique, car, selon une remarque déjà faite par Adam Smith, alors qu'aucune des colonies modernes n'avait encore pris un grand développement, rien, une fois que les fondations en sont bien assises, n'égale la rapide prospérité d'une colonie qui sur une terre libre peut construire un édifice entièrement nouveau. C'est sa population déjà ancienne, avec ses vieilles mœurs et ses vieilles traditions, qui a fait l'infériorité de la Russie; c'est elle qui, en la fermant à l'émigration de l'Occident, lui enlève les chances de cette prodigieuse croissance des terres coloniales. En contraste profond avec l'Europe occidentale, le sol russe était incapable de servir de berceau à la culture européenne, mais il est admirablement propre à la recevoir. En est-il de même des peuples qui l'occupent? Les conditions physiques ne sont point seules à déterminer le sort d'un pays, elles ne peuvent rien

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1873.

sans l'homme, sans la race qui doit en tirer parti. La nature a préparé en Russie la place d'un vaste empire; l'histoire y a-t-elle conduit un peuple capable d'y former une grande nation? Nous devons nous faire pour le peuple la même question que pour le pays. Appartient-il à l'Europe ou à l'Asie? A-t-il avec nous une parenté d'origine qui lui donne pour notre civilisation une aptitude innée, ou bien, étranger par le sang comme par l'éducation à la famille européenne, est-il par sa naissance condamné à demeurer un peuple asiatique sous les vêtemens d'emprunt qu'il a dérobés à l'Europe?

La solution de cette question, que les Russes comme leurs adversaires ont retournée sous toutes les faces avec une égale passion, n'intéresse rien moins que la capacité de civilisation du peuple russe. On a de notre temps, en certain pays, fait jouer à l'ethnographie et à l'étude des races un rôle aussi déplacé qu'équivoque en leur déférant le jugement de questions de nationalité qu'en tout cas elles ne pouvaient trancher toutes seules. Ces exagérations intéressées ne nous doivent point faire perdre de vue la portée réelle de semblables recherches; il n'en est pas moins vrai que pour connaître un peuple, un peuple nouveau surtout, qui n'a pu manifester encore son génie propre, il faut avant tout connaître les élémens dont il se compose, les races d'où il est sorti. En Russie, poser un tel problème, c'est se demander si la civilisation occidentale a pu être greffée par Pierre le Grand sur la vieille Moscovie, ou si, faute d'une séve européenne, elle ne peut prendre sur ce tronc étranger. A côté de cette question de la filiation et de la valeur native de la nation russe s'en place une autre tout aussi importante pour le politique, celle du degré de cohésion de ce vaste empire. L'unité physique du sol ne suffit pas pour assurer l'unité politique, il faut aussi l'union matérielle ou morale des populations, une certaine parenté du sang ou de l'esprit, sans quoi pas d'unité nationale, et sans celle-ci pas de force réelle. Y a-t-il en Russie, comme en France ou en Italie, une nationalité compacte, fortement cimentée par l'histoire, ou bien est-ce, comme la Turquie ou l'Autriche, une marqueterie de peuples hétérogènes ayant chacun ses traditions et ses intérêts?

I.

Le sol russe est fait pour l'unité. Nulle part il n'y a sur une telle surface une telle homogénéité; en même temps nulle part il n'y a plus de races diverses. Le contraste qui se montre partout en Russie est à cet égard des plus frappans. L'aire géographique la plus uniforme est occupée par les familles humaines les plus différentes. Races, peuples, tribus, s'y multiplient et s'y subdivisent à l'infini,

et leurs divisions sont accusées et augmentées par celles du genre de vie, des langues, des religions. On y trouve toutes les confessions chrétiennes, des orthodoxes, des arméniens, des catholiques, des protestans; on y trouve toutes les croyances de l'Asie avec celles de l'Europe, et chacune avec ses sectes, juifs talmudistes et karaïmes, mahométans sunnites et chiites, bouddhistes, chamanites et païens de toute sorte. La seule énumération des diverses races de la Russie d'Europe est effrayante; on n'en compte pas moins d'une vingtaine, et si l'on ne veut oublier aucun groupe, aucune peuplade, il faut doubler ou tripler ce chiffre.

Les Russes ont plusieurs cartes ethnographiques de leur patrie, et n'en ont pas une qui les satisfasse. Celle de M. de Kœppen paraissait excellente, et la Société géographique de Pétersbourg vient d'en entreprendre une nouvelle. Les Russes ont fait plus : dans le musée Dachkof, fondé à Moscou à l'occasion du congrès slave de 1867, ils ont essayé de donner une représentation à la fois scientifique et pittoresque, comme une carte vivante et animée des différentes populations de l'empire. A l'aide de mannequins de grandeur naturelle et de figures en cire sculptées par les meilleurs artistes d'après les moulages les plus exacts, on a réuni, dans toute la variété de leurs types et de leurs costumes, les peuples et les tribus de la Russie. Au nord de la vaste salle qui sert de carte se voient dans leurs vêtemens de peau de renne le Samoyède, qui rappelle l'Esquimau, et le Lapon, qui ressemble au Mongol. Au-dessous, à l'ouest, viennent le paysan finnois de la Finlande et le paysan esthonien des provinces baltiques, trahissant tous deux par leur face plate une lointaine parenté avec le Lapon et le Samoyède. A l'est sont les représentans des autres groupes de la race finnoise disséminés dans le bassin du Volga, du nord au sud de l'empire, et montrant des traits de moins en moins européens, de moins en moins nobles : des Permiens, des Votiaks, des Tcheremisses, des Mordvines et des Tchouvaches, au milieu desquels se distingue par sa beauté orientale une jeune Tatare de Kazan. En face, à l'occident, sont les paysans letton, samogitien et lithuanien, puis le Biélo-Russe, au visage carré, contrastant avec un marchand et un artisan juifs à la mine longue, au nez effilé. Au milieu de la salle, sur une large estrade, figure le maître de l'empire, le Grand-Russe, dans toute la diversité de ses métiers et de ses costumes provinciaux, — les hommes en *lapti* d'écorce ou en grandes bottes, avec la blouse rouge ou le long caftan, les femmes en riches sarafanes, avec des *kokochniks* en forme de diadème ou des *potcheloks* en forme de couronne. Au-dessous des Grands-Russes se tiennent les Petits-Russes, aux traits plus fins, aux vêtemens plus élégans, les hommes coiffés de hauts bonnets de peau de mouton, les jeunes filles de fleurs entrelacées de rubans. Derrière les Petits-Rus-

siens viennent les Polonais et, de l'ouest à l'est, toutes les nombreuses populations du sud de l'empire, un couple moldave de Bessarabie, un mourza ou prince tatar de Crimée, voisin d'un mendiant tsigane, une fiancée caraïte, fille d'un de ces Juifs, ennemis des autres, qui prétendent descendre des dix tribus déportées par Nabuchodonosor, — deux colonistes allemands de la Nouvelle-Russie ou du Bas-Volga, encore aussi différens des Russes par le type et le costume qu'au jour de leur émigration. Au sud-est figurent les tribus musulmanes ou bouddhistes des steppes orientales, avec leurs traits asiatiques, leurs habits éclatans : Kirghiz portant la *tubéteika*, sorte de bonnet pointu, Kalmouks des gouvernemens de Stavropol et d'Astrakan, au visage complétement chinois, vêtus du *bechmet* de soie ou de velours aux couleurs les plus tendres. A côté est une femme bachkire d'Orenbourg ou de Samara, en *khalat* de drap rouge et coiffée du *kachbaru* orné de pièces de monnaie. A l'extrême sud se montrent les peuples du Caucase, les plus beaux du monde par les traits, les plus élégans par le costume; c'est un marchand arménien en simple caftan noir, un de ces marchands établis dans le sud-est de l'empire, un Tcherkesse ou Circassien chaussé de maroquin rouge, portant le caftan garni de cartouchières et le *bachlik* de poil de chameau, qui sert tour à tour de capuchon et de manteau, — un Géorgien aux *lapti* de cuir, vêtu d'un *arkhalouk* et d'un *tchokha* aux longues manches brodées, fendues sur le devant. Une Mingrélienne en robe de soie bleu clair porte le *letchaki*, long voile de mousseline, et une femme kurde des bords de l'Araxe, en chemise de soie et en pantalon de satin rouge, a un anneau passé à travers les narines. L'Arménienne, en *khalat* vert, s'enveloppe d'un de ces immenses voiles dont s'entourent pour sortir les femmes du Caucase; la Géorgienne en robe de satin noir, avec un corsage violet clair et un bandeau de brocart pour coiffure, danse en agitant un tambour de basque. Derrière la grande salle, dans une niche obscure, un groupe à demi nu des derniers guèbres de Bakou adore le feu sacré. L'impression bigarrée que donne ce musée, où un seul état offre tant de types humains, une simple carte ethnographique de la Russie la donne presque au même degré. Les couleurs ont à peine assez de nuances pour qu'on en puisse assigner une à chaque tribu, et par leur variété et leurs bizarres entrelacemens elles rappellent les cartes géologiques des pays aux formations les plus compliquées. Devant la carte de M. de Kœppen, comme dans le musée Dachkof, il semble qu'il n'y ait que confusion parmi les populations de ce pays, où la terre et la nature inanimée ont une telle unité.

Cette quantité de races diverses, qui semble si peu en harmonie avec elle, la configuration de la Russie l'explique. Sans frontière dé-

finie du côté de l'Asie ni du côté de l'Europe, avec des rives plates et basses sur toutes ses mers, la Russie a été ouverte à toutes les invasions, elle a été la grande route d'émigration d'Asie en Europe. Nulle part les couches des alluvions humaines n'ont été plus nombreuses, nulle part elles n'ont été plus mêlées, plus brisées et disloquées que sur ces espaces aplanis où chaque flot poussé par le flot suivant ne rencontrait d'obstacle que dans la vague qui l'avait précédé. A l'époque historique seule, il est difficile d'énumérer les peuples qui se sont établis sur le sol russe et y ont formé des empires plus ou moins durables, Scythes, Sarmates, Goths, Avares, Bulgares, Ougres ou Hongrois, Khazars, Petchénègues, Koumans, Lithuaniens, Mongols, Tatars, sans compter les vieilles migrations des Celtes et des Germains et toutes celles des peuples dont les noms mêmes ont péri, mais dont les plus obscurs ont pu laisser dans la population russe une trace aujourd'hui impossible à retrouver.

La configuration de la Russie la livrait aux invasions de toutes les races, la structure du sol russe interdisait à ces races de s'y constituer en nations, en peuples indépendans les uns des autres. Au lieu de provenir de la lente élaboration des conditions physiques, cette multiplicité de races et de tribus n'était qu'un héritage historique. En dehors des landes glacées du nord, où ne peuvent vivre que des peuplades de chasseurs ou de pêcheurs, en dehors des steppes de sable ou de sel du sud-est, faites pour des pasteurs nomades, cette complexité de races et de tribus, loin d'être le résultat d'une adaptation au sol, loin d'être en harmonie avec les conditions de la vie, était en opposition avec elles. Au lieu de diversifier les races, les influences du milieu tendaient à les rapprocher et à les ramener à l'unité. Le sol leur refusait des frontières, des barrières, entre lesquelles elles pussent se retrancher, se grouper et mener une vie isolée. Dans l'immense quadrilatère compris entre l'Océan-Glacial et la Mer-Noire, entre la Baltique et l'Oural, pas une montagne, rien de ce qui partage, rien de ce qui divise. Dans toutes ces plaines, aucun de ces compartimens naturels qui servent de limite et comme de cadre aux peuples. Sur cette surface, les différentes races ont été obligées de se répandre comme au hasard, ainsi que des eaux qui ne trouvent pas de faîte pour les séparer, point de bords pour les contenir. Alors même que les coutumes, la religion, la langue, les empêchaient de se mêler, elles étaient contraintes de vivre à côté les unes des autres, de se pénétrer, de s'entre-croiser de toute façon, comme des rivières qui se jettent dans le même fleuve, et qui à leur confluent roulent sans les confondre leurs eaux dans le même lit. Ainsi épars et juxtaposés, souvent enclavés les uns dans les autres, les peuples et les tribus de la Russie n'ont pu atteindre à une

pleine individualité nationale. Épuisées en se déversant sur un trop grand espace ou réduites à un état fragmentaire et comme brisées en morceaux, toutes ces races se sont plus facilement laissé soumettre à une domination unique, et sous l'empire de cette domination se sont plus rapidement unifiées et fondues les unes dans les autres. De cette fusion, commencée depuis des siècles sous l'empire du christianisme et de la souveraineté moscovite, est sorti le peuple russe, cette masse de plus de 55 millions d'hommes, qui dans l'empire forme comme une mer où les débris des autres populations, encore debout au milieu ou autour d'elle, s'éboulent peu à peu.

C'est de ce peuple qui se donne le nom de russe qu'il faut trouver la filiation. Occupant le centre de l'empire entre les races diverses qu'il a repoussées aux extrémités, il contient encore de nombreuses enclaves finnoises et tatares, demeurées comme des témoins de l'étendue de l'aire géographique anciennement occupée par leurs races. Dans leurs cartes ethnographiques, les Russes représentent les diverses populations de leur pays en leur distribution locale actuelle. C'est là le procédé le plus naturel, mais il ne peut donner qu'un moment, une phase transitoire de la répartition des races dont chaque modification exige une carte nouvelle. On prend un signe extérieur, la langue, et l'on compte pour Russes et Slaves tous les hommes qui parlent russe. Aucune méthode de dénombrement n'est plus simple, seulement il ne faut point oublier qu'une telle classification des peuples ne prouve rien quant à l'origine, et que pour la race la langue est de tous les signes le plus équivoque. Pour adopter l'idiome russe, les tribus finnoises ou tatares en train de se russifier ne changent pas le sang de leurs pères, pas plus que les Celtes des Gaules ou les Ibères d'Espagne n'ont pris un sang latin avec une langue latine. Au point de vue de la connaissance des origines d'un peuple, ces cartes ethnographiques, uniquement fondées sur le langage, apportent des données et non des résultats. Pour une telle recherche, il faut réunir des élémens bien plus complexes; avant la philologie, il faut consulter l'anthropologie, c'est-à-dire la constitution physique, les traits mêmes des populations, ce qu'elles ont directement hérité de leurs ancêtres, et malheureusement les types ne se laissent pas dénombrer et classer avec la même précision que les langues ou les religions.

Ce qui nous importe cependant pour déterminer la place des Russes parmi les familles humaines, c'est moins la répartition actuelle des races de la Russie que la composition même de ce fond national russe, qui tend à engloutir toutes les autres populations. Quelle part ont eue, dans la formation du peuple russe, ces divers élémens dont nous voyons encore au milieu ou autour de lui les

restes épars? C'est là une des questions qu'agitent le plus les Russes, que soulèvent le plus leurs adversaires. Pour la poser comme la posent les uns et les autres, le fond du peuple russe est-il européen ou asiatique? Est-il slave, frère et voisin du Latin et du Germain, et par le même sang appelé à une civilisation analogue, ou bien est-il touranien, tatar ou mongol, destiné par sa constitution même à ne prendre que les formes d'une culture étrangère à sa race? Si ce problème a reçu les solutions les plus contradictoires, c'est qu'il a été plus débattu par la passion, par la rancune ou l'orgueil national que par l'étude et l'observation, et que des deux côtés on ne s'est pas assez souvenu que l'impartialité est la première condition de toute recherche scientifique.

II.

Du chaos apparent de l'ethnographie russe émergent nettement trois élémens principaux, le finnois, le tatar et le slave, qui aujourd'hui a en grande partie absorbé les deux autres. En dehors des Juifs de l'ouest, des Roumains de Bessarabie et des Allemands des provinces baltiques ou des colonies du sud-est, en dehors des Kalmouks des steppes du Bas-Volga, des tsiganes répandus çà et là, des Circassiens, des Arméniens, des Géorgiens, de la babel du Caucase, tous les peuples, toutes les tribus qui ont envahi la Russie dans le passé, tous ceux qui l'habitent aujourd'hui, se rattachent à l'une de ces trois races. Aussi haut que l'on remonte dans l'histoire se retrouvent sur le sol russe, sous un nom ou sous un autre, des représentans de chacun de ces trois groupes, et leur mélange n'est pas encore tel qu'il nous cache leur origine, leurs caractères distinctifs ou l'aire primitive de leur domination respective.

La race finnoise paraît celle qui a le plus anciennement occupé le plus vaste territoire dans ce que nous appelons aujourd'hui la Russie. Elle est manifestement étrangère à la souche âryenne ou indo-européenne, d'où avec les Celtes, les Latins, les Germains et les Slaves sont sortis la plupart des peuples de l'Europe. Les classifications ethnologiques placent généralement les Finnois dans un groupe plus ou moins vaste, portant l'étiquette de touranien, allophyle, mongolique, mongoloïde, dénominations plus ou moins justes d'un cadre aux contours indécis, qui ressemble parfois à une sorte de *caput mortuum* où philologues et anthropologistes auraient rejeté les peuples de l'Europe et de l'Asie qu'ils ne pouvaient classer parmi les Aryens et les Sémites. Dans l'intérieur de cette race mongolique qui, du Japon à la Hongrie, embrasse tant de familles humaines, les Finnois sont le plus souvent rattachés à un rameau désigné sous le nom d'*ouralo-altaïque*, l'es-

pace compris entre les chaînes de l'Oural et de l'Altaï ou le voisinage de ces montagnes paraissant le point de départ des peuples de ce rameau. Les Mongols proprement dits sont, ainsi que les Tatars, rangés à côté des Finnois dans ce groupe ouralo-altaïque, qui laisse au contraire en dehors de lui les Chinois et les autres grandes nations de l'Asie orientale. Cette classification est celle qui semble le mieux répondre aux faits; il est seulement à remarquer que pour les deux sciences sur lesquelles reposent toutes les études ethnographiques, pour la philologie comme pour l'anthropologie, ce groupe ouralo-altaïque est loin de présenter la même homogénéité que le groupe âryen ou le sémite. La parenté entre les différentes familles qui le composent est bien moins saisissante, bien moins intime qu'entre le Latin et le Germain, elle paraît plus reculée qu'entre le brahmine ou le guèbre de l'Inde, et le Celte de l'Écosse ou de la Bretagne. Cette parenté semble remonter à une époque où l'homme, s'il possédait la parole, n'en connaissait que les premiers élémens, et au fond elle est peut-être moins étroite qu'entre l'Indo-européen et le Sémite.

Au point de vue philologique, les races touraniennes ou ouralo-altaïques se distinguent par des langues agglutinatives, c'est-à-dire où la déclinaison et la conjugaison se font par simple juxtaposition, au lieu d'unir et de fondre l'une dans l'autre la racine et la terminaison jusqu'à les rendre méconnaissables, comme dans nos langues à flexions. Ces langues agglutinatives, qui, selon Max Muller, caractérisent des peuples nomades, toujours obligés par leur vie voyageuse de ne pas laisser altérer la physionomie de leurs mots, ne montrent point entre elles d'aussi intimes relations que les idiomes âryens ou sémitiques, ce qui est d'autant plus remarquable que par l'absence des flexions elles paraissent moins susceptibles de corruption et de déguisement. Leur parenté, au lieu de se montrer à la fois dans l'unité des racines et la concordance des formes grammaticales, se réduit à des ressemblances de structure et de procédés, en sorte que leurs liens généalogiques sont ou plus éloignés ou plus difficiles à suivre.

Au point de vue anthropologique, l'unité de ce vaste groupe n'est pas beaucoup plus intime. Les caractères extérieurs par lesquels on distingue aisément d'autres races, la couleur de la peau et la qualité des cheveux, sont ici de mauvais guides : ils laisseraient en dehors de la race mongolique la plupart des Finnois et même des Tatars. Les caractères anatomiques sont les seuls qui puissent s'appliquer à tous les rameaux de la souche mongolique; encore parmi les peuples ouralo-altaïques les plus essentiels varient-ils jusqu'à disparaître complétement. Les plus importans sont ceux que fournit la tête, et parmi eux le plus général et le plus persistant est la saillie

des pommettes. Dans la famille finnoise même, on trouve ces vestiges mongoliques à des degrés fort différens, accusés et frappans chez certaines tribus, comme chez les Lapons, fort affaiblis ou corrigés chez d'autres, comme chez les Finnois de Finlande.

Il est à remarquer que ces caractères craniologiques, ainsi que d'autres, voisins et moins favorables, comme un certain prognathisme ou proéminence des mâchoires, se sont rencontrés chez beaucoup des anciennes populations de l'Europe dont l'archéologie préhistorique a récemment découvert les traces. La plupart des tribus humaines de l'âge de la pierre brute et surtout de l'époque quaternaire dont les restes ont été retrouvés dans les grottes de l'occident de l'Europe semblent avoir appartenu à cette race mongolique, dans laquelle on classe les Finnois (1). Ces races primitives paraissent avoir occupé tout le nord et le centre de notre partie du monde avant l'émigration des Celtes, les premiers venus en Europe de la race âryenne. Ce n'est point seulement dans les cavernes souterraines, parmi les débris des mammifères de l'époque géologique antérieure à la nôtre, c'est peut-être jusque dans les traits des populations européennes qui ont pris leur place que ces races primitives ont laissé des vestiges de leur passage. Recouverts par les invasions postérieures et comme enfouis sous les couches successives des tribus âryennes, ces anciens habitans de l'Europe ont disparu pour l'œil du vulgaire; celui de l'anthropologiste croit parfois saisir sur des visages contemporains, au milieu des pays les plus civilisés de notre Occident, des traces encore vivantes de ces premiers Européens (2).

Au lieu d'être exclusivement asiatique, l'élément touranien pourrait avoir joué dans notre Occident un rôle ethnologique en même temps qu'un rôle historique; il peut avoir été comme le premier fond, le *substratum*, depuis longtemps disparu, des populations du centre de l'Europe. Une telle conjecture devient moins invraisemblable quand on se rappelle à quel point certains peuples de ce groupe, comme les Magyars de Hongrie, ont par le changement de milieu et le croisement avec les Aryens perdu la plupart des caractères physiques de leur race. Quelques savans ont été jusqu'à regarder les Finnois du nord-ouest de la Russie comme les débris de ces tribus quaternaires qui, chassées du centre de l'Europe par les peuples indo-européens, se seraient réfugiées aux bords de la Baltique, dans des terres basses récemment émergées. Il est plus probable qu'au lieu de provenir

(1) Voyez l'ouvrage d'ethnologie générale le plus récent, *Allgemeine Ethnographie* von Dr Fr. Müller; Vienne 1873, p. 67.

(2) Nous pouvons renvoyer à ce sujet à la *Race prussienne* de M. de Quatrefages, bien que ce savant nous paraisse avoir exagéré l'infériorité de la race finnoise, et que dans le cas particulier de la Prusse il ait pu grossir outre mesure le rôle de l'élément finnois aux dépens des élémens slave et germanique.

directement de ces populations primitives, auxquelles ils semblent généralement fort supérieurs, les Finnois de Russie n'ont avec elles qu'une parenté lointaine, et qu'eux-mêmes ne sont descendus de l'Oural qu'à une époque postérieure. Quelle qu'ait été la date de leur émigration, on peut les regarder comme établis en Europe au moins aussi anciennement que les plus anciennes populations âryennes, qui dans leur invasion ont dû, comme les barbares du ve siècle, faire route au-dessous d'eux par les steppes du midi. Fixés en Europe à une époque aussi reculée qu'aucune de nos familles européennes, aussi autochthones ou aborigènes qu'aucune, les Finnois ont eu plus tard une part considérable dans les invasions de la fin de l'empire romain. Les plus terribles des barbares, les Huns, semblent avoir été d'origine finnoise, comme aussi les Avares, les Bulgares et les Hongrois, le seul peuple contemporain directement issu de cette souche.

Le rang ethnographique de la famille finnoise déterminé, il nous reste à chercher quelle part lui revient dans la formation du peuple russe, et quelles aptitudes physiques ou morales elle lui a léguées. Le travail d'absorption qui la fait disparaître partout en Europe, excepté en Hongrie, se poursuit en Russie depuis des siècles, et n'y est moins avancé que parce qu'il y est plus récent. Lentement refoulés ou engloutis par les races rivales, les Finnois, dans leur submersion, ont laissé çà et là sur la Russie d'Europe des îlots qui témoignent de leur expansion primitive, ainsi que des buttes de formations anciennes dans une plaine où les eaux ont emporté les terrains originaires et tout recouvert de leurs alluvions. Les groupes finnois dispersés dans l'empire sont singulièrement différens par le degré de culture, par la religion comme par les langues et dialectes. Ils comptent au plus 4 ou 5 millions d'âmes, et pour tous les élémens de la civilisation ils offrent plus de diversité que les grandes familles latine ou germanique. Leurs rapports de parenté ont été découverts par les anthropologistes et les philologues; ils ont longtemps échappé à la masse des intéressés, qui n'ont ainsi jamais pu avoir une conscience nationale commune, et sont demeurés vis-à-vis les uns des autres dans un isolement moral aussi grand que leur isolement géographique.

La race finnoise, qui en dehors de la Hongrie est presque tout entière comprise dans la Russie d'Europe, s'y divise en une douzaine de tribus différentes, que l'on a classées en trois ou quatre familles, et dont la distribution géographique est le point capital de l'ethnologie russe. C'est d'abord au nord la famille ougrienne, la seule qui ait encore des représentans en Asie. Elle ne comprend plus en Russie que deux petites peuplades de quelques milliers d'âmes menant à peu près la même vie que le Samoyède, et comme lui professant le chamanisme : les Ostiakes, dans la Sibérie occidentale, les

Vogules, dans le nord de l'Oural; mais à cette famille, qui renferme les tribus finnoises les plus misérables et les plus dépourvues de culture, se rattache le seul peuple finnois qui ait joué un rôle en Europe et soit arrivé à une haute civilisation, les Magyars de Hongrie. Au nord-est vient le rameau permien, comptant de 300,000 à 400,000 âmes, chaque année diminuées par une rapide russification, et réparties entre la tribu des Permiens dans le bassin de la Kama, celle des Votiaks sur la Viatka, celle des Zyriaines dans les déserts glacés de la Petchora, toutes trois orthodoxes, les deux premières adonnées à l'agriculture, la dernière à la chasse. Au-dessous vient la famille du Volga, appelée aussi bulgare, du peuple, aujourd'hui slavisé, qui du Volga est descendu sur le Danube. A ce groupe appartiennent encore les trois plus importantes tribus finnoises de la Russie proprement dite, les Tchérémisses, qui, au nombre d'environ 200,000, habitent la rive gauche du Volga, autour du gouvernement de Kazan, — les Mordvines, qui, subdivisés en deux branches, comptent de 500,000 à 600,000 âmes, au cœur même de la Russie, entre le Volga et l'Oka, dans les gouvernemens de Nijni-Novgorod, Pensa, Simbirsk, Tambof, Saratof, — les Tchouvaches, à peu près aussi nombreux, dispersés sur les rives du Volga, dans l'ancien territoire des Tatars de Kazan, dont ils ont adopté la langue. Enfin au nord-ouest vient la famille finnoise même, dont les principaux représentans sont les Finnois de la Finlande, les *Suomi*, comme ils se nomment eux-mêmes, à peu près les seuls de leur race en Russie qui aient un sentiment national, une patrie, une histoire et une littérature, les seuls qui aient quelque chance d'échapper à la lente absorption où s'engloutissent tous leurs congénères. Ils forment les cinq sixièmes de la population du grand-duché de Finlande, mais une population presque toute rurale, l'élément suédois, mêlé d'allemand et de russe, dominant toujours dans les villes. Dépassant le chiffre de 1,500,000 âmes dans le grand-duché, les Suomi comptent encore pour environ 200,000 dans la population des gouvernemens russes voisins. Pétersbourg est, à vrai dire, bâti en plein pays finnois, ses alentours immédiats sont seuls russifiés, et cela tout récemment. Il y a un demi-siècle à peine, on ne comprenait point le russe dans les villages situés aux portes de la capitale; aujourd'hui encore elle est à peu près de tous côtés environnée de tribus finnoises ou de leurs débris. Au nord-ouest, ce sont les Suomi de la Finlande qui descendent presque jusqu'à ses faubourgs, à l'ouest les Karéliens et les Tchoudes, qui, après avoir longtemps occupé un vaste territoire, sont les uns et les autres en train de disparaître; au nord-ouest, ce sont 900,000 Esthoniens, peuple d'origine peut-être plus mêlée, qui, soumis pendant quatre à cinq siècles à la domination des seigneurs allemands, a dans l'Esthonie et la Livonie

septentrionale résisté à la germanisation. A cette branche finnoise appartiennent encore les Lives, qui ont laissé leur nom à la Livonie, et qui, refoulés par les Lettons et les Allemands, n'occupent plus qu'une étroite bande de terre le long de la mer, à la pointe septentrionale de la Courlande; à elle enfin se rattachent les Lapons, le plus laid physiquement, le moins développé moralement, des rameaux de cette branche, dont il a peut-être seul conservé le genre de vie et les traits primitifs. Il semble que les Lapons ont jadis occupé toute la Finlande avant d'avoir été repoussés par les Suomi dans les régions hyperboréennes où ils sont confinés aujourd'hui. Quelques autres peuples de la Russie, comme les Bachkirs, qui, forts de plus d'un demi-million d'âmes, habitent au pied de l'Oural les gouvernemens orientaux de la Russie d'Europe, doivent, pour le fond de leur population, être compris parmi les tribus d'origine finnoise, bien qu'ils soient musulmans et parlent une langue tatare.

Telle est l'extrême division de cette race professant toutes les religions, du chamanisme à l'islamisme, et de l'orthodoxie grecque au luthéranisme, menant tous les genres de vie, depuis celle du nomade lapon jusqu'à celle du cultivateur esthonien, ayant reçu le culte et parfois les langues des uns et des autres, partout dominée par des peuples d'origine étrangère, russifiée après avoir été en partie tatarisée, en sorte que tout s'est joint pour la réduire en fragmens impuissans. A considérer la répartition géographique de ces tribus, du gouvernement d'Astrakan à la Néva, on voit que tout l'ancien grand-duché de Moscou et les apanages voisins étaient compris dans leur ancien territoire. Leur diffusion apparaît encore plus grande, si l'on observe les noms géographiques, car dans beaucoup de contrées aujourd'hui entièrement russes les noms de lieux, de villages ou de rivières sont demeurés finnois. Moscou, comme plus tard Pétersbourg, comme avant elle Novgorod, a été bâtie en plein pays finnois. Il en a été de même de Souzdal, de Vladimir, de Tver, de Riazan, de toutes les capitales des kniazes russes. En présence de tels faits, il est permis de regarder, dans tout le centre et le nord de la Russie, l'élément finnois comme ayant une part considérable dans la formation de la population. Ce n'est pas seulement la distribution géographique des races et l'histoire qui conduisent à cette induction, ce sont aussi les traits du peuple russe. Sans cette marque anthropologique, on pourrait se demander si les colons qui ont apporté la langue slave en Russie se sont mêlés aux indigènes, ou si, comme les Anglo-Saxons en Amérique, ils les ont simplement repoussés en prenant leur place. Un examen attentif montre que l'un et l'autre phénomène ont eu lieu simultanément, et que, pour admettre l'un, il ne faut point rejeter l'autre. La répartition actuelle de leurs tribus fait croire que les Finnois ont été en

effet repoussés par les Slaves de deux côtés, à l'ouest vers la Baltique, à l'est vers l'Oural et le cours moyen du Volga; le visage du peuple russe prouve qu'il n'y en a pas moins eu un mélange dont il porte encore la trace. La façon dont l'élément russe absorbe aujourd'hui ces groupes finnois intérieurs ou extérieurs, comme une mer qui ronge ses côtes, fait comprendre ce qu'il a dû faire dans le passé. Par leur russification même, toutes ces tribus accroissent la part ethnologique de leur race dans la nation qui les engloutit. C'est comme un courant perpétuellement renouvelé, comme des sources finnoises qui, se déversant depuis des siècles dans les veines du peuple russe, y augmentent toujours la proportion du sang finnois. La langue russe pourrait fournir d'autres signes de cette fusion, mais un sérieux travail de confrontation entre le russe, les autres idiomes slaves et les dialectes finnois est encore à faire, et les résultats en seraient peut-être plus curieux au point de vue de l'influence morale des anciens Finnois et de leur degré de civilisation que concluans pour leur mélange avec les Slaves. La russification des Finnois, leur répartition géographique, l'empreinte qu'ils ont laissée sur les traits russes, empreinte aussi frappante à un second voyage qu'à un premier, sont les deux grandes preuves de cet alliage finnois : la première la fait supposer à l'esprit, la seconde la fait voir aux yeux.

Quel est ce type, dont tant de Russes portent la marque? Les tribus finnoises de Russie diffèrent considérablement par les caractères physiques comme par le degré de culture. Quelques-unes, comme les Tchouvaches et les Lapons, accusent assez fortement un type mongolique; d'autres, les plus importantes, comme les Finnois de Finlande et les Esthoniens, grâce à des influences de milieu ou plutôt à des alliances de race dont la trace est perdue, offrent des traits plus nobles et décidément plus voisins du type caucasique que de celui des peuples de la Haute-Asie. Tous ces groupes cependant gardent certains caractères communs qui n'ont guère disparu que chez le peuple magyar, celui qui, le plus mêlé avec l'Europe, s'est le plus modifié. Le squelette est moins robuste que chez les Aryens et les Sémites, les jambes sont plus courtes et plus grêles. Les tribus finnoises inférieures sont les seules qui présentent une tendance au prognathisme, fréquent chez les races européennes analogues de l'époque quaternaire; comme les Aryens, les Finnois ont en général la tête orthognathe, mais avec les os des pommettes plus saillans. Si le visage est orthognathe comme chez les Aryens et les Sémites, c'est-à-dire sans projection des mâchoires, la tête est le plus souvent ronde, courte, peu développée par derrière, en un mot brachycéphale, comme chez l'une des deux principales races géologiques éteintes de l'Europe. La face est généralement aplatie, les arcades

sourcilières sont droites au lieu d'être courbées, les yeux petits; le nez est large, la bouche grande, avec des lèvres épaisses. C'est un portrait peu gracieux, tenant à la fois du type caucasique et du mongolique, se rapprochant plus de l'un ou de l'autre selon les tribus et selon leur position géographique. Ces caractères plastiques se retrouvent fréquemment chez les Russes, surtout chez les femmes, qui partout conservent plus longtemps et plus fidèlement l'empreinte de la race. L'aplatissement du visage en premier lieu, la proéminence des pommettes en second, sont les deux plus répandus et les deux plus manifestes de ces vestiges finnois, que, par une regrettable confusion, un grand nombre de voyageurs attribuent aux Tatars ou aux Mongols. De pareilles traces, plus ou moins accentuées selon les classes, les contrées, le plus ou moins grand mélange des races, se laissent découvrir dans toute l'aire géographique où sont disséminées les tribus finnoises, c'est-à-dire dans la plus grande partie de la zone des forêts et dans presque les deux tiers de la Russie d'Europe.

En face des marques de parenté de cette race à demi disparue et de la plus nombreuse des nations européennes, l'observateur se demande quelles sont les aptitudes, le génie, la capacité de civilisation des Finnois. Est-il vrai que leur alliance soit pour la Russie une cause irrémédiable d'infériorité? Il est permis d'en douter. Dans leur isolement et l'extrême fractionnement de leurs tribus, sur les terres ingrates où ils sont relégués, les Finnois n'ont pu parvenir à un développement original; en revanche, ils ont partout montré une singulière facilité à s'assimiler aux races plus avancées, chaque fois qu'ils ont été en contact avec elles. Leur absorption intellectuelle a été encore plus rapide que leur absorption physique. Il en est d'eux comme du pays où se rencontrent la plupart de leurs débris, comme du sol russe : ils se laissent aisément conquérir à une civilisation qui n'a pu naître chez eux; si par le sang ils n'appartiennent pas à l'Europe, ils se laissent facilement annexer par elle. La religion en est la meilleure preuve. La plupart sont depuis longtemps chrétiens, et c'est cette acceptation du christianisme qui, plus que toute chose, a préparé leur fusion avec les Slaves, leur assimilation à l'Europe civilisée. De la Hongrie à la Baltique et au Volga, les Finnois ont embrassé avec une égale facilité les trois principales formes historiques du christianisme, et la plus moderne, le protestantisme, a mieux réussi dans leurs tribus de Finlande et d'Esthonie que chez les peuples celtes et latins.

Veut-on chercher dans ses langues le signe le plus net de l'intelligence d'une race, certains Finnois, les Suomi de Finlande comme les Magyars de Hongrie, ont porté leurs langues agglutinatives à une perfection qui, pour la force, la beauté et la richesse, les a fait comparer

aux plus complexes de nos langues à flexions. Ils ont pour la musique, pour la poésie un goût inné, dont les germes se rencontrent chez les plus barbares de leurs tribus nomades, et qui a valu à la Finlande toute une littérature populaire, tout un cycle poétique indigène, avec une épopée dont les nations les plus avancées de l'Occident se feraient honneur. A ces qualités d'âme et de sentiment s'en joignent d'autres d'intelligence et de raison. Si les Finnois ont quelque parenté avec les Mongols, ils ont les vertus de cette race, qui, là où elle se trouve en lutte avec elle, soutient si bien la concurrence de la nôtre : ils en ont la solidité, la patience, la persévérance. C'est peut-être pour cela qu'à tous les pays, à tous les états, où ils ont formé un élément considérable, les Finnois ont communiqué une singulière force de résistance, une singulière vitalité.

Ces qualités se sont manifestées avec éclat chez les Magyars, qui en dépit de leur petit nombre ont maintenu leur domination entre les Allemands, les Slaves et les Turcs; elles se montrent modestement chez les Bulgares, le plus rude, le plus travailleur, le plus moral des peuples chrétiens de la Turquie, et si l'élément finnois a réellement joué un rôle important dans ses provinces occidentales, la Prusse lui doit peut-être quelque chose de la solidité, de la ténacité, qui ont fait sa fortune. En Russie même, les Finnois, loin d'être partout inférieurs aux Russes proprement dits, laissent voir parfois à plus d'un égard une réelle supériorité. Si rien n'est plus pauvre que l'*izba* d'un Tchouvache du Volga avec son toit d'écorce et son unique fenêtre, les maisons de bois des paysans de la Finlande sont plus vastes et plus commodes que celles de beaucoup de mougiks russes. Sur une terre plus ingrate dont le sol de granit suffit rarement à leur nourriture, ils sont plus travailleurs et plus économes, et se sont fait une juste réputation de probité et d'honnêteté. Il est seulement difficile de décider si cette supériorité morale des Finnois occidentaux doit être attribuée à la différence de race, ou à la différence de religion, ou simplement à un plus long et plus large usage de la liberté. Toujours est-il qu'au milieu des paysans finlandais, au menton rasé, aux vêtemens courts, le voyageur européen se sent moins étranger que parmi les paysans russes, qui lui sont plus parens par le sang. Le Finnois de Finlande a été favorisé par la liberté civile et politique; l'Esthonien, demeuré jusqu'au commencement du siècle serf du seigneur allemand, ne s'en montre pas moins par certaines qualités au-dessus du mougik russe. Plus travailleur, plus patient, il a été dans ces derniers temps appelé avec profit sur les terres de plusieurs propriétaires de Russie, et il s'est ainsi fondé plusieurs colonies esthoniennes dans les gouvernemens voisins de Saint-Pétersbourg, de Pskof et jusque dans la lointaine Crimée. Enfin veut-on se rendre compte de ce que, sous l'influence des autres races et dans

leur mélange avec elles, savent devenir pour la beauté du corps et la vigueur de l'esprit des peuples d'origine finnoise, il suffit de regarder les Magyars, une des races les plus belles, comme une des plus énergiques de l'Europe. S'il y a infériorité, ce n'est ni au point de vue politique, ni au point de vue militaire, car les Magyars ont été de tout temps une des nations les plus guerrières de l'Europe, et, comme on l'a remarqué, ils sont, à travers toutes les révolutions, demeurés plus attachés aux institutions libres que la plupart des peuples âryens, slaves, latins ou germains.

III.

La seconde des trois grandes sources d'où l'on peut faire découler le peuple russe, celle-là plus particulière à la Russie, plus décidément asiatique, a reçu de l'usage le nom de tatare. Jamais dénomination plus équivoque ne s'est introduite dans l'histoire, dans la philologie, dans l'ethnographie. A son apparition en Russie, ce nom de Tatar était porté par une des tribus mongoles qui fondèrent l'empire de Ginghiz-Khan. Dans sa terreur de ces nouveaux barbares, qui lui semblaient sortis de l'enfer, l'Europe du XIIIe siècle transforma leur nom par une réminiscence classique en celui de Tartares, et l'étendit à la foule hétérogène des peuples entraînés à la suite des sauvages conquérans. Enlevé aux tribus auxquelles il appartenait, ce nom mongol de Tatar a fini par désigner la branche de la race ouralo-altaïque dont le Turkestan a été le point de départ, et dont les Turcs sont les principaux représentans. Les Tatars demeurés aux bords du Volga sont proches parens des Turcs, ou mieux, ce sont des Turcs au même titre que les Ottomans, sortis du même berceau et parlant des dialectes d'une même langue; toute la différence est qu'ils ont envahi l'Europe par une autre route et qu'ils n'ont embrassé l'islamisme qu'après leur invasion. Turc et tatar sont devenus à peu près synonymes en philologie comme en ethnographie, bien que le premier terme soit le seul autorisé par la vérité historique. Aujourd'hui encore les rejetons des tribus du Turkestan qui, sous la pression ou la conduite des Mongols, se sont établies en Russie n'ont point perdu le souvenir de leur origine; les Tatars de Kazan ou d'Astrakan se donnent à eux-mêmes le nom de Turcs, que l'ancienne gloire des Osmanlis et la communauté de religion leur ont rendu plus cher.

Le rameau turc est plus voisin du rameau finnois que du mongol; tous deux se sont souvent rencontrés et unis à tel point qu'il est encore des tribus, comme les Bachkirs, chez lesquelles il est difficile de démêler la part de chacun. Cela est encore moins aisé chez certains peuples éteints, comme les Huns, les Avares et les Bulgares,

chez lesquels le sang finnois semble l'avoir emporté, les Alains et les Roxolans, qui semblent avoir été en majorité Turcs ou Tatars. L'union du Turc et du Mongol a été plus rare, et l'antagonisme des deux rameaux plus décidé. Il n'y a guère en Europe qu'un exemple de leur fusion : ce sont les Tatars-Nogaïs, qui habitaient dans les steppes du Kouban et de la Crimée, et dont un grand nombre a émigré en Turquie dans les années qui suivirent le siége de Sébastopol. Les traits de ces nomades témoignent manifestement d'un fort alliage avec les Mongols. Ils en ont gardé la taille trapue, les yeux relevés obliquement vers l'angle extrême, le nez épaté, le menton dénué de barbe. C'est là un cas isolé parmi les Tatars. En général, si le visage des Turcs de Russie indique un croisement de race, c'est plutôt avec les Finnois ou les populations caucasiques.

Il y a encore aujourd'hui dans la Russie d'Europe un peuple d'origine mongole, c'est, dans la dépression caspienne sur les rives du Volga, les Kalmouks. Au nombre d'environ 150,000, ils promènent leurs tentes avec leurs chameaux et leurs troupeaux dans les steppes arides des gouvernemens d'Astrakan et de Stavropol. Ce sont ces 40,000 ou 50,000 familles nomades, errant à une extrémité de l'empire, dont le nom a si souvent été appliqué comme un sobriquet au peuple russe. A première vue, leur type à la chinoise les distingue presque aussi nettement des Tatars que des Russes, et dans ces régions du Bas-Volga, encore aux trois quarts asiatiques et de sang si mêlé, l'isolement ethnologique du Kalmouk est sensible à l'œil le moins exercé. Chose remarquable, au lieu d'y être entrés à la suite de Batou et des successeurs de Ginghiz, ces Mongols du Volga ne se sont établis dans cet angle désert de la Russie qu'à une époque relativement récente. C'est à la fin du XVIIe siècle et comme vassaux du gouvernement russe qu'après une longue migration des frontières de la Chine au fleuve Oural ces sujets spirituels du dalaï-lama du Thibet entrèrent dans les steppes du Volga. Profitant de la rivalité héréditaire des tribus mongoles et des tribus tatares, la Russie employa avec succès ces nouveau-venus dans ses guerres contre les Turcs et les Tatars de Crimée; mais les tentatives du gouvernement de Pétersbourg pour les mettre dans une dépendance plus directe en décidèrent le plus grand nombre à reprendre le chemin de leur première patrie. Ils partirent en masse, donnant au XVIIIe siècle le spectacle des grandes migrations de peuples de l'antiquité. Dans l'hiver de 1770, de 200,000 à 300,000 Kalmouks passèrent avec leurs troupeaux le Volga et l'Oural sur la glace. Le dégel arrêta les autres, qui se décidèrent à rester en Russie, pendant que, malgré les attaques des Kirghiz, leurs frères regagnaient leurs anciennes demeures dans l'empire chinois.

Les Kalmouks demeurés dans les steppes caspiennes sous la souveraineté russe sont encore bouddhistes; ils ont pour chef un grand-lama nommé depuis le commencement du siècle par le tsar, et dont la résidence est dans le voisinage d'Astrakan. C'est un fait qui sur leur destinée respective a eu une influence capitale que les trois principaux rameaux de la race ouralo-altaïque se sont partagés entre les trois principales religions du vieux continent. Le Finnois s'est fait chrétien, le Turc ou Tatar musulman, le Mongol bouddhiste. A cette distribution ethnologique des croyances, il y a peu d'exceptions dans une branche ou l'autre. Cette seule répartition des trois groupes sous les trois étendards religieux les plus hostiles ne se peut entièrement expliquer par la position géographique et les influences de l'histoire. Avec un égal manque d'invention et d'originalité, elle suffirait à montrer dans le tempérament et la constitution morale des trois familles humaines, qui ont emprunté aux Aryens et aux Sémites les trois conceptions religieuses les plus opposées, des différences considérables. Quant aux effets, ils ont été énormes. C'est dans cette diversité de croyances par-dessus toute autre chose qu'il faut chercher les causes du sort si différent de ces trois groupes, et en particulier des deux plus voisins, le finnois et le tatar. C'est la religion qui a préparé l'un à la vie européenne; c'est la religion qui y a soustrait l'autre. Avec l'islamisme, le Tatar a eu une civilisation plus précoce et plus nationale; il a construit des villes florissantes comme Kazan, il a fondé en Europe et en Asie des états puissans; avec l'islamisme, il a eu un passé plus brillant, mais avec lui il est exposé à un avenir plus difficile : la foi musulmane, qui l'a préservé de l'absorption de l'Europe, l'a en même temps laissé en dehors de sa civilisation.

Ce sont les Tatars qui ont si longtemps valu aux Russes le nom de Mongols, et les Tatars eux-mêmes n'y ont aucun droit. Devant la réforme aujourd'hui entreprise au Japon par une sorte de Pierre le Grand asiatique, on ne peut savoir si de semblables épithètes seront toujours une injure; elles n'en doivent pas moins être abandonnées à l'égard des Russes, non parce qu'elles sont blessantes, mais parce qu'elles proviennent de l'ignorance ou d'une équivoque (1). Les Russes n'ont point dans leurs veines de sang mongol; ont-ils beau-

(1) Pour éviter tout malentendu, il faut se rappeler qu'en ethnologie les termes de *mongolique* et de *mongol* sont loin d'être synonymes, et que l'un est beaucoup plus général, plus compréhensif que l'autre. Le mot mongolique s'applique à une des grandes races humaines appelée jadis race jaune, par opposition à la race blanche, caucasique ou méditerranéenne. Dans cette race mongolique se classe la branche ouralo-altaïque, qui se subdivise à son tour en plusieurs rameaux, dont les principaux sont le finnois, le tatar ou turc et le mongol, de même que de la souche caucasique provient la branche àryenne ou indo-européenne, qui se subdivise également en plusieurs rameaux, le celte, le germain, le slave, l'iranien, etc.

coup plus de sang tatar? S'il n'y avait eu en Russie d'autre invasion tatare ou turque que celle du XIIIe siècle, la solution de cette question serait aisée. On se convaincrait promptement que le peuple russe a moins de sang tatar que le peuple espagnol de sang arabe. En Espagne, les Arabes sont demeurés bien plus longtemps : ils ont occupé une bien plus grande portion du territoire; ils se sont établis en bien plus grand nombre et ont tenu la péninsule sous leur domination directe. En Russie, les Tatars, entrés au XIIIe siècle, ont été repoussés aux extrémités dès le XVIe siècle; ils n'ont guère régné que sur une moitié de la Russie d'Europe, et la plus grande partie de ces possessions, ils les ont maintenues non pas sous leur domination directe, mais seulement sous leur suzeraineté; ils n'ont pas détruit les souverainetés russes, mais se sont contentés de les rendre tributaires. Les Arabes ont occupé les plus belles parties de l'Espagne, celles qui sont encore aujourd'hui les plus fertiles et les plus peuplées; les Tatars se sont répandus dans les parties encore les moins habitées de la Russie, sur les steppes du sud et de l'est. Dans le centre, ils ne se sont avancés que le long des fleuves, remontant le Volga et ses affluens, comme le montre encore leur répartition actuelle. Ce n'était même point au milieu des Russes que pénétraient ces colons tatars; les Russes avaient à peine atteint le bassin central du Volga et le confluent de ce fleuve avec l'Oka à Nijni-Novgorod; c'était au milieu de tribus finnoises dont nous voyons encore les débris dans les Mordvines, les Tchérémisses, les Tchouvaches, et dont plusieurs, comme ces derniers, se sont laissé tatariser. Les Turcs de Russie n'ont point, comme les Arabes d'Espagne, développé une riche et industrieuse civilisation; loin de s'adonner tous à la vie sédentaire et agricole, ils étaient en grande partie demeurés nomades. Leurs villes étaient peu nombreuses, et les plus grandes petites en comparaison des capitales des Maures d'Espagne. Avec un territoire trois ou quatre fois plus grand, il est douteux que la Horde-d'Or ait jamais approché de la population du khalifat de Cordoue. L'analyse des deux langues fournit les mêmes remarques. L'influence de l'arabe sur l'espagnol dans le vocabulaire comme dans la prononciation paraît avoir été plus grande que celle du turc ou tatar sur le russe.

Les musulmans de Russie ont-ils eu sur la formation de la population chrétienne une plus grande influence, parce que, au lieu de les expulser violemment ainsi que la catholique Castille, la Moscovie orthodoxe leur a laissé leur religion et leur nouvelle patrie? Le contraire est peut-être plus vraisemblable. En Russie comme en Espagne, les motifs de séparation entre les vainqueurs et les vaincus restaient les mêmes au temps de la domination de la croix qu'au temps de sa sujétion; ils se résumaient tous dans la religion, qui entre les deux races mettait une barrière difficile à franchir : de l'une

à l'autre, avant comme après la libération du sol national, il n'y avait qu'un chemin, l'apostasie. Si la prédication et l'intérêt ont fait des conversions parmi les musulmans de Russie, il s'en est dû faire bien davantage parmi ceux d'Espagne, soumis pendant de longues années au prosélytisme le moins scrupuleux, jusqu'au jour où ils n'ont pu conserver leur foi qu'au prix de leurs biens et de leur patrie. En Russie, jamais pareil choix n'a été imposé aux mahométans. Pour diminuer chez eux la puissance de l'élément tatar et mahométan, les tsars n'ont point eu besoin de recourir à de telles barbaries. Ce que le plus aveugle fanatisme a fait faire violemment à l'Espagne, à son éternel dommage, s'est fait lentement, graduellement par la Russie. Elle n'a eu qu'à laisser opérer la nature. A côté du phénomène d'absorption, d'assimilation des élémens finnois, il y a eu chez elle pendant des siècles un phénomène inverse de sécrétion, d'élimination des élémens tatars et musulmans qu'elle ne pouvait assimiler. Depuis leur soumission, un grand nombre de Tatars ont quitté la Russie, ne voulant pas être les sujets des infidèles dont ils avaient été les maîtres. Devant le progrès des armes chrétiennes, ils se sont repliés spontanément sur les terres où dominait encore la loi du prophète. Après la destruction des khanats de Kazan et d'Astrakan, ils tendent à se concentrer dans la Crimée et les steppes voisines, dans ce que le XVIIIe siècle appelait encore la Petite-Tatarie. Après la conquête de la Crimée par Catherine II, ils ont repris leur exode vers l'empire de leurs frères osmanlis, vers la Turquie et la Circassie, et de nos jours même, après la guerre de Sébastopol et la soumission du Caucase, l'émigration des Tatars et des Nogaïs a repris sur une immense échelle, en même temps que celle des Tcherkesses. Dans la Crimée, on peut calculer que, depuis la conquête de Catherine II, la population tatare, diminuée déjà de plus de moitié du temps de la tsarine, a été encore réduite des deux tiers de nos jours, en sorte qu'elle ne forme pas le cinquième de ce qu'elle était lors de l'annexion à la Russie. De 1860 à 1863, près de 200,000 Tatars ont quitté le gouvernement de Tauride, abandonnant 784 *aouls* ou villages, dont les trois quarts sont demeurés déserts comme les *despoblados* laissés par l'expulsion des Maures sur les cartes d'Espagne. Par la défaite et l'exil volontaire, en dehors même de toute absorption et de tout mélange, les Tatars ont été ainsi réduits à ne plus former que des groupes minimes, que des îlots inoffensifs dans des pays où ils avaient régné des siècles, dans ceux même, comme la Crimée, dont ils étaient, il y a cent ans, les seuls habitans.

Des exemples récens nous montrent la diminution naturelle et spontanée de l'élément tatar et mahométan en Russie; l'exemple voisin de la Turquie d'Europe, où, jusqu'à l'émancipation de la Grèce

et des principautés danubiennes, les Turcs ne formaient que le tiers ou le quart de la population, nous montre qu'au temps même de leur domination les Tatars ont pu, dans leur propre empire, être en minorité numérique. La marche suivie par ces envahisseurs et la position actuelle des groupes tatars le long des fleuves, dans des contrées déjà occupées par les Finnois, donnent à penser qu'ils n'ont été en majorité qu'autour de leurs capitales du Volga et dans les contrées, comme la Crimée et les steppes du sud-est, destinées par la nature même à la vie nomade. Le chiffre des armées des khans, au temps de leur puissance, ne nous doit pas faire illusion sur le nombre de leurs sujets. Dans ces armées tatares, tout homme valide accourait au service; à défaut du fanatisme ou du patriotisme, l'appât du gain était suffisant pour ne laisser personne manquer sa place dans ces expéditions, dont le principal but était le pillage. Un khan de Crimée pouvait réunir de 100,000 à 150,000 guerriers sans avoir un million de sujets. Dans le centre de la Russie, les Tatars ne pénètrent guère qu'à main armée sans jamais s'y établir. Ainsi la Moscovie resta vis-à-vis d'eux, au point de vue de la population, dans une situation analogue à celle où demeurèrent longtemps la Serbie, la Hongrie, la Roumanie et la Grèce vis-à-vis des Turcs, qui dans toutes ces contrées n'eurent jamais que de rares colonies. Si l'on veut comprendre l'influence de l'élément tatar sur les Russes, ce sont les Grecs et les Slaves de Turquie qu'il faut regarder, de même que pour se rendre compte de la position des Ottomans en Roumélie, s'ils venaient jamais à perdre leurs possessions européennes, c'est sur les Turcs de Russie qu'il faut jeter les yeux. Rarement il y eut deux situations aussi identiques que celle des Russes sous le joug tatar et celle des Slaves du sud sous le joug turc. Dans les deux cas, on voit en présence les mêmes races, dans les deux cas les mêmes religions, en sorte que, les acteurs étant les mêmes sous différens noms, il n'y a que la scène de changée. Au milieu de toutes ces analogies, les Moscovites ont eu un grand avantage sur les Bulgares ou les Serbes; ils ont été les vassaux et les tributaires, jamais les sujets directs des Turcs. Aussi est-il permis de croire qu'il n'y a pas eu plus de mélange des deux races sur les bords du Volga que sur ceux du Bosphore. S'il y en eut par les mariages, par le rapt et la polygamie, s'il y en eut par les conversions sincères ou contraintes, ce fut plus probablement aux dépens des Slaves au temps de leur sujétion, et par toutes ces voies le sang chrétien s'introduisit plus facilement dans les veines du musulman que le sang de celui-ci dans les veines du chrétien.

On a souvent remarqué combien de tout temps ont été rares, anormales, les conversions des mahométans au christianisme, on a moins observé que le passage inverse de la doctrine du Christ

à celle de Mahomet avait été beaucoup plus fréquent. Toute l'Asie occidentale, la Syrie et l'Asie-Mineure, toute l'Afrique septentrionale, l'Égypte et la Barbarie n'en témoignent que trop. Dans l'Europe même, dont les extrémités seules ont été entamées par l'islamisme, les Serbes de Bosnie, les Albanais, les Pomaks ou Bulgares mahométans, certains Grecs de Candie et les populations d'origine grecque ou gothique de Crimée ont montré le même phénomène, tandis qu'il serait difficile de citer un peuple, presque une seule tribu musulmane, qui ait jamais embrassé la foi chrétienne. La raison n'en est pas seulement que l'islam est mieux adapté à certaines races et à certains pays; elle doit être aussi cherchée dans la position réciproque des deux religions. L'islamisme est une doctrine plus nouvelle que le christianisme et en grande partie dirigée directement contre lui; c'est une foi plus simple au point de vue dogmatique, et, en apparence au moins, plus rigoureusement monothéiste, plus éloignée de tout anthropomorphisme. Le musulman émigre ou dépérit devant le chrétien, il ne se convertit point, et le mélange des deux races ne peut avoir lieu que par la conversion de l'une à la foi de l'autre. Certes en Russie l'exemple ou l'intérêt, le prosélytisme privé ou officiel, ont depuis trois ou quatre siècles fait au profit du christianisme plus d'une conquête parmi les Tatars. Quelques-unes des grandes familles russes proviennent de cette source, et avec le baptême ont échangé le titre de *mourza* tatar pour celui de *kniaz* russe; mais ces apostasies, alors même qu'elles se faisaient en troupe, ont toujours été relativement rares, incapables de troubler la pureté du sang moscovite. Elles avaient lieu parmi des populations en partie déjà mêlées elles-mêmes à leurs nouveaux maîtres chrétiens ou à leurs anciens sujets finnois. En dehors de la Russie et de ses habitans slaves, les Tatars devaient avoir subi un certain croisement avec les races caucasiques, d'abord dans leur berceau même, dans le Turkestan, où de temps immémorial ont habité de nombreuses tribus persanes et iraniennes, comme les Sarthes, puis sur les routes d'invasion, dans le Caucase, où la communauté de religion facilitait des alliances que la beauté des Circassiennes dut faire souvent rechercher des Turcs de Russie comme de ceux du Bosphore.

Si dans les veines du peuple russe s'est introduit un notable courant de sang tatar, ce n'est point des hordes de Batou et des envahisseurs du XIIIe siècle qu'il découle, c'est des peuples congénères qui pendant des milliers d'années ont parcouru ou habité le midi de la Russie, depuis les Scythes de l'antiquité jusqu'aux Khazars, aux Petchénègues, aux Koumans ou Polovtzi du moyen âge. Sous le nom de Scythes, les anciens ont, comme ils le faisaient souvent, confondu des populations qui n'avaient entre elles aucune parenté ethnolo-

gique. Il se peut même qu'il y ait eu parmi ces Scythes quelques tribus âryennes; mais la plupart étaient manifestement d'origine finno-turque. La chose est encore plus certaine pour les Khazars, les Koumans et les autres nomades, qui jusqu'à la grande invasion tatare se disputèrent le sud de la Russie. Longtemps ces peuples évanouis furent les seuls occupans de ces immenses contrées, dont les Grecs et les Italiens ne connaissaient que les côtes. En faut-il conclure qu'ils soient les ancêtres de la mince population de ces pays encore à demi déserts? Le territoire de tous ces peuples, des Scythes d'Hérodote aux Tatars de Rubruquis, était la zone déboisée, la zone des steppes, où la population est encore ou très disséminée, ou très récente. Pour livrer les plaines à la culture, il a d'abord fallu en chasser ces nomades. Les Scythes et tous leurs congénères finno-turcs étaient des peuples pasteurs, qui menaient avec leurs chariots et leurs troupeaux, dans les steppes en-deçà du Volga et du Don, la vie que leurs frères kirghiz mènent au-delà. Tous ces peuples si redoutés de l'Occident et qui disparaissent si vite étaient aussi peu nombreux que les tribus d'Asie, de même race, qui conservent aujourd'hui le même genre d'existence. Une famine, une épidémie, une bataille suffisait pour les anéantir. Ils se détruisaient les uns les autres sans presque laisser d'autres vestiges que leur nom. C'est dans la moitié méridionale de la Russie qu'il faut chercher les traces de l'élément scythe ou tatar, et c'est de l'ouest et du nord, c'est des régions boisées que sont venus peu à peu, et pour ainsi dire sous nos yeux, les habitans actuels de la Russie méridionale. Descendus pour la plupart des contrées restées à l'abri des incursions de ces nomades, et par leur conformation même peu propres à leur genre de vie, les Russes de la Nouvelle-Russie ou de l'Ukraine n'ont souvent pas plus de parenté avec le Scythe, le Kouman ou le Tatar que les colons allemands, grecs ou slaves établis dans les mêmes régions.

IV.

L'influence des Tatars en Russie a été grande; elle a été immense, mais plutôt historique qu'ethnologique, elle a tenu à la conquête plutôt qu'au mélange de races. Elle ressemble bien plus à l'influence germanique en France ou en Italie qu'à l'influence anglo-saxonne en Angleterre. Pour repousser un préjugé vulgaire, il ne faut pas cependant se jeter dans l'excès opposé : l'influence ethnologique des Tatars a été minime; elle n'a point été absolument nulle. Sur plus d'un point, il y a eu mélange entre eux et le peuple d'où sont sortis les Russes, sur les bords du Dniéper, lorsque les princes de Kief recueillaient les débris des Polovtzi ou des Petché-

nègues, sur le même fleuve ou sur le Don parmi les Cosaques, sur le Volga même et ses affluens; mais, quoi qu'on fasse, on trouvera leur influence toujours inférieure à celle des Finnois dans les régions du nord, d'autant plus que les Tatars eux-mêmes ont souvent été croisés de Finnois. Qu'on exagère ou diminue le rôle des Tatars dans la race russe, il n'en est pas moins essentiel de connaître les aptitudes, le génie et la situation actuelle de ce peuple, qui dans l'histoire de la Russie a tenu une si grande place et en occupe encore une importante sur son territoire. Quels sont aujourd'hui ces Tatars dont le nom est devenu synonyme de barbares? Qu'ont les Russes à en craindre? qu'ont-ils à en espérer?

Les Tatars ont subi tant d'alliages qu'au point de vue physique même il n'est pas toujours facile de les réunir sous un même type. Leur visage témoigne souvent du mélange des races, et dans de petites régions, sur un nombre d'hommes relativement faible, les types sont parfois fort différens. Dans la seule Crimée, où les émigrations successives les ont réduits à une centaine de mille, on trouve la plus grande diversité. Dans les steppes de l'est se rencontre le Nogaïs au nez aplati, aux yeux relevés en dehors, au type parfois presque mongol, kalmouk, — dans les montagnes de la côte sud-ouest, un visage ovale, des sourcils arqués, un nez droit, parfois aquilin, un type tout caucasique, âryen, presque grec. Dans les deux cas, c'est l'effet du mélange des races : le Nogaïs est la seule tribu tatare fortement croisée de Mongol; les Tatars du sud-ouest descendent en grande partie des Grecs de la côte ou des Goths de l'intérieur, qui, devant les invasions tatares, se sont réfugiés dans les montagnes, et n'ont été convertis à l'islam qu'un siècle ou deux avant de tomber sous le pouvoir de la Russie. On peut signaler des différences analogues chez les Turcs ottomans, selon les provinces, les villes et les classes, selon le degré de mélange avec les races conquises, en sorte que le rameau tatar n'a pas aujourd'hui beaucoup plus d'homogénéité anthropologique que le rameau finnois. C'est peut-être à Pétersbourg, au musée de l'Hermitage, sur les admirables bijoux trouvés dans les tumuli de Crimée, aux portes de Kertch, l'ancienne capitale du Bosphore cimmérien, le royaume de Pharnace, qu'il faut chercher le portrait des premières tribus tatares ou finno-turques de Russie. Là, sur des boucles de ceinture d'or ou sur des coupes d'argent, revit après plus de vingt siècles le cavalier ou l'archer scythe en longues bottes, en pantalon serré, en tunique courte rappelant la blouse du paysan russe. En dehors de ces bijoux grecs de Kertch, aussi supérieurs à ceux de Pompéi que l'art d'Athènes le fut à celui de Rome, des figures analogues ornent des bijoux moins fins découverts dans les tombeaux des steppes du sud, et qui semblent l'œuvre des Scythes eux-mêmes, déjà assez épris de l'art grec pour

l'imiter. Dans ces portraits, où la noblesse du style n'enlève rien à la vérité, les Scythes ont généralement le front peu élevé, plus large à la base qu'au sommet, les sourcils droits, rigides, ou légèrement relevés en dehors, le nez court et gros, et à l'opposé du type mongolique, dont l'ensemble s'éloigne déjà fortement, le menton et les joues sont garnis d'une barbe épaisse. De pareils traits se retrouvent parfois chez les paysans russes, et ont une certaine analogie avec ceux des Tatars actuels de Russie. Une face moins plate que celle des Finnois, élargie au-dessus du front, grâce à une légère proéminence des pommettes, un nez lourd souvent relevé, des yeux petits, tels sont les caractères qui sont communs à la plupart des Tatars sans toujours les distinguer. Plus nobles que ceux des tribus finnoises inférieures comme les Lapons, les traits actuels de la plupart des Tatars de Russie, comme ceux des Finnois de l'Occident et des Turcs de Constantinople, se rapprochent souvent plus de notre type caucasique que du mongolique de l'Asie orientale.

C'est dans la Crimée et sur la côte voisine, dans ce qu'on appelait encore au dernier siècle la Petite-Tatarie, qu'il est le plus aisé d'étudier les mœurs et le caractère des Tatars. Il n'y a pas cent ans qu'ils en étaient les maîtres et presque les seuls habitans. Grâce à des émigrations répétées, ils y sont aujourd'hui à peine plus nombreux que les colonistes allemands, grecs ou bulgares, qui sont venus prendre leur place; dans certaines parties de la péninsule cependant, dans les plus arides et les plus vastes, on sent qu'ils sont encore chez eux. Dans les steppes du centre et du nord, peu propres à la culture, ils continuent leur existence nomade. Dans la région fertile, ils ont encore des villes dont ils forment la principale et presque l'unique population, comme Karassu-Bazar et Baghshi-Saraï, l'ancienne capitale des khans. Là, autour des jardins et des fontaines de marbre du palais des khans, vit une population musulmane plus purement orientale, plus asiatique que celle des villes de la Turquie d'Europe ou des échelles de l'Asie-Mineure. Là le voile et le confinement des femmes règnent dans toute la rigueur de la loi mahométane, et rien, si ce n'est la solitude des salles du palais, ne rappelle la chute de la puissance tatare. Les Tatars de Baghshi-Saraï et de Karassu-Bazar sont marchands et agriculteurs. Il en est de même de ceux du Volga; habitans d'un pays à sol fertile, ils ont pour la plupart quitté la vie nomade et sont artisans ou marchands dans les villes, laboureurs dans les campagnes. A Kazan, l'ancienne capitale du plus puissant des trois khanats sortis du démembrement de la Horde-d'Or, les Tatars habitent un quartier à part, situé au pied de leur ancienne ville, et relégué loin du Kremlin, que leur ont enlevé les tzars orthodoxes. Leur ville a l'air propre, tranquille et prospère. Ils y ont leurs mosquées et

leurs écoles, leurs bains et leurs bazars, et, grâce à la lecture du Koran, comme les protestans à celle de la Bible, ils sont parfois plus instruits que les Russes. A Kazan ainsi qu'en Crimée, les Tatars ont gardé la spécialité de certaines industries orientales, comme la confection d'objets en cuir et en maroquin : bottes, babouches, selles, étuis, fourreaux. Certains ont conservé la force musculaire qu'un proverbe attribue aux Turcs, et ce sont des Tatars qui servent de portefaix à la foire de Nijni. Le haut commerce ne leur est pas fermé, et plus d'un de leurs négocians de Kazan est arrivé à une fortune considérable. Bien qu'au moral comme au physique il y ait entre eux de grandes différences, ils sont souvent travailleurs et économes, et ils se distinguent par la moralité domestique et l'union des familles. Pour toutes ces qualités, les Turcs de Russie se sont généralement montrés supérieurs aux Turcs de l'empire ottoman, supériorité qu'ils doivent peut-être à leur sujétion politique; pour d'autres, ils sont souvent préférés aux Russes par les Russes mêmes. Plus propres, plus probes, plus sobres, ils sont recherchés pour plusieurs métiers, et se sont fait de certaines places, de celles qui exigent le plus de confiance, d'activité et d'honnêteté, une sorte de monopole. Les grandes familles russes qui ont des villas sur la côte de la Crimée ne craignent pas d'admettre dans leur intérieur des domestiques tatars, et les hôtels ou les restaurans de Pétersbourg préfèrent leur service, en sorte que dans les grandes villes l'étranger est souvent, sans le savoir, servi par le moins européen des habitans de la Russie.

Les qualités des Tatars viennent en grande partie de leur religion, qui de la sobriété leur fait un devoir strict; leurs défauts, les causes qui retardent leur progrès, en viennent presque uniquement. La race ne semble inférieure qu'à un point de vue, le manque d'originalité. Les anciennes villes tatares ont péri avec leurs édifices; pour retrouver les restes de leur civilisation, il faut aller jusqu'au fond du Turkestan, aux admirables monumens de Samarkand. En Russie, rien n'est plus rare que des constructions tatares. En Crimée, il ne reste d'eux que quelques mosquées, dont les plus belles sont peu remarquables, — à Kazan, une bizarre pyramide, qu'on leur attribue à tort. C'est dans une ville depuis longtemps détruite, à Bulgary, près de la rive gauche du Volga, que nous avons vu les plus intéressantes ruines orientales de Russie, deux espèces de turbés à coupoles qui seront bientôt écroulés, et dont l'élégante architecture rappelle de loin les belles tombes des environs du Caire. Chez les Turcs du Volga et de l'Asie centrale comme chez ceux du Bosphore, dans l'architecture comme dans la poésie, l'imitation du génie arabe ou persan remplace l'originalité. Un tel défaut condamnait ces peuples à ne pouvoir s'élever à une certaine civilisation sans

l'impulsion étrangère; leur religion les réduit à ne pouvoir dépasser celle qu'ils avaient reçue de leurs voisins musulmans qu'en perdant leur indépendance.

A le bien prendre, le grand vice de l'islam, sa grande cause d'infériorité politique n'est ni dans son dogme ni dans sa morale, elle est dans la confusion du spirituel et du temporel, de la loi religieuse et de la loi civile. Le Koran étant à la fois la Bible et le code, la parole du prophète tenant lieu de droit, les lois et les coutumes sont à jamais consacrées par la religion, et par ce seul fait toute civilisation musulmane est forcément stationnaire; le progrès indéfini, qui constitue l'essence de notre civilisation chrétienne, est impossible, et, quelle que soit la rapidité apparente de son développement, la société, dans son ensemble, est réduite à l'immobilité. Cette infériorité de l'islamisme est publique plutôt que privée, elle affecte les nations musulmanes plutôt que les individus, qui sous l'influence étrangère peuvent accepter des progrès et des coutumes qui n'eussent pu sortir de leur milieu. Il peut arriver aux mahométans ce qui, dans les sociétés chrétiennes, est arrivé aux israélites, non moins enchaînés par la loi religieuse, et qui, restés sous sa domination en corps de nation, n'eussent pu s'élever à une civilisation plus complète que celle des peuples musulmans. Pour ceux-ci comme pour les Juifs, la domination chrétienne peut par là être un bien, l'émancipation morale sortant de la servitude politique. C'est ainsi que dans les endroits où les Tatars russes sont en minorité et où ils ont le plus subi l'influence étrangère ils ont abandonné le principal signe extérieur de l'islamisme, le voile et la réclusion des femmes : encore en strict usage au centre de la Crimée, à Baghshi-Saraï, le voile a été rejeté par les musulmanes de la côte sud comme par celles de Kazan. Les mêmes influences font disparaître la polygamie, comme elles ont mis fin à l'esclavage. Les Tatars isolés en petits groupes dans la Russie tendent ainsi à passer par les mêmes phases que les Juifs, qui en gardant leur culte acceptent peu à peu notre manière de vivre. L'islamisme ne sera point un plus grand obstacle à leur entrée dans notre civilisation que ne l'est le judaïsme, bien plus embarrassé d'étroites prescriptions ritualistes. Sans se confondre avec la masse de la population, gardant plus ou moins longtemps leurs langues particulières, les musulmans demeurés en Russie y formeront une classe aussi paisible et laborieuse que les autres, jouant un rôle à peu près analogue à celui des Juifs et des Arméniens, avec cette différence à leur avantage que, vivant dans la campagne comme dans les villes, pratiquant l'agriculture comme le négoce, leur agglomération dans les provinces de l'est ne saurait donner lieu aux mêmes inconvéniens économiques que dans les provinces de l'ouest l'agglomera-

tion des Juifs, tous voués à la vie urbaine et à une seule carrière.

Au point de vue politique, les Tatars de la Russie d'Europe n'offrent déjà guère plus de difficultés au gouvernement russe que ses sujets juifs ou finnois. On l'a vu dans la guerre de Crimée; bien qu'ils formassent encore à peu près la moitié de la population, ils n'ont rendu aucun service aux envahisseurs, parmi lesquels étaient leurs coreligionnaires et presque leurs compatriotes du Bosphore. S'ils préféraient dans leur cœur la domination de la Porte à celle des tsars, ils avaient déjà appris à connaître la force de la Russie, et ils sentaient que, si jamais ils lui pouvaient être arrachés, ce serait pour retomber bientôt sous sa domination. La chute de Khiva et la dépendance des autres khanats du Turkestan leur ont enlevé leurs dernières illusions. Divisés comme les Finnois en petits groupes isolés et enclavés de tous côtés entre les Russes, les Tatars de Russie ne forment plus un peuple; pour eux, la religion a nécessairement pris la place de la nationalité, et des émigrations répétées les ont délivrés des fanatiques. Partout en Europe, dans les lieux mêmes où ils ont le plus longtemps régné, les Tatars tendent à être en minorité, et cette disproportion ira en augmentant devant la colonisation de l'est russe. Dans le gouvernement de Tauride, l'ancienne Petite-Tatarie, où ils étaient encore 300,000 lors de la guerre de Crimée, l'émigration les a réduits à 120,000 âmes, et vis-à-vis des chrétiens ils sont à peine dans la proportion de 1 à 5; ils n'ont gardé la majorité que dans les steppes du nord et les montagnes du sud-ouest. En Europe, en comptant les habitans du Caucase septentrional, la Russie n'a que 3,200,000 sujets mahométans. En laissant de côté le Caucase, dont les deux versans sont réunis dans une même circonscription politique, le nombre des musulmans tombe à 2,360,000 (1), et là-dessus, pour avoir les vrais Tatars, les descendans du peuple de la Horde-d'Or, il faut déduire plus d'un tiers pour les Bachkirs et les autres tribus tatarisées où prédomine le sang finnois. Environ 1,500,000 âmes forment tout le résidu de cette race turque ou tatare qui a si longtemps dominé la Russie et terrifié l'Europe. Dans l'Asie russe, ils ont pour congénères en même temps que coreligionnaires les Kirghiz, le plus étendu de tous les rameaux turcs, les Turcomans et les Osbegs dans le Turkestan, et dans le Caucase les Kumuks et quelques autres petites tribus. En Europe, les musulmans ne forment la majorité, c'est-à-dire plus de la moitié de la population, que dans un seul gouvernement, celui d'Oufa, et cela grâce aux Bachkirs et dans un gouvernement de l'Oural à demi asiatique. Dans les autres gouver-

(1) *Statistitcheski Vréménik* de 1871. — *Naselenie, Evropeiskoï Rossii po veroispovedaniam.*

nemens où ils sont le plus nombreux, dans ceux de Kazan, d'Orenbourg et d'Astrakan, ils n'atteignent pas le tiers de la population totale. Sur le Volga même, contrairement aux préjugés courans, la majorité a passé aux chrétiens. Ainsi réduits, on voit qu'ils ne sauraient être d'un grand embarras pour la Russie, et qu'en leur accordant les mêmes libertés qu'à ses autres sujets le tsar peut leur imposer les mêmes charges.

V.

Au-dessus des Finnois et des Tatars, dont en Russie le rôle ethnologique a été fort inégal, vient la race qui a subjugué ou absorbé les autres, celle dont le nom sonne fièrement à toute oreille russe, la race slave. Sur la place et la parenté des Slaves, point de doute possible. Comme les Latins, les Celtes et les Germains, ils font partie de cette grande race âryenne à laquelle semble échue la domination du monde. De cette communauté d'origine, ils ont pour garans leur type physique, leurs langues, leurs premières traditions. Ainsi que le grec, le latin et l'allemand, les langues slaves ne sont, à vrai dire, que des dialectes de cet idiome indo-européen dont le sanscrit est le plus ancien type. Ainsi que ceux de l'Allemagne, les contes et les légendes slaves reproduisent et complètent les données d'où sont sortis les mythes de l'Inde et de la Grèce. Pas plus que nous, les Slaves ne sont asiatiques, ou, s'ils le sont, ils ne le sont pas autrement que nous. Leur établissement en Europe remonte au-delà de toute époque historique. On ne sait qui des Slaves ou des Germains ont les premiers quitté l'Asie; en tout cas, leur émigration a dû se faire à peu d'intervalle. Entre les grandes tribus âryennes qui se partagent l'Europe, il est difficile de décider du degré de parenté; quelques savans ont voulu voir un lien plus intime entre les Slaves et les Germains, mais par leurs langues les Slaves semblent à peu près aussi loin de leurs voisins de Germanie que des Hellènes et des Latins; pour le caractère, ils se rapprochent plus de ces derniers. Aryens comme nous, les Slaves, comme les Celtes, les Hellènes, les Latins et les Germains, appartiennent à la branche occidentale, à ce qu'on pourrait appeler la branche européenne des Aryens. Dès les temps les plus anciens, on les trouve établis en Europe sur la Vistule et sur le Dniéper.

A travers les obscurités de l'histoire, il est difficile de découvrir le type primitif des premières tribus slavonnes. Celtes, Germains ou Slaves, l'antiquité classique confondait tous les peuples étrangers sous le nom de barbares, les peignant des mêmes couleurs, leur attribuant des mœurs analogues, ce qui permettrait peut-être de supposer qu'au moral comme au physique ces tribus ne différaient pas

encore autant qu'elles l'ont fait depuis, et conservaient plus de traces de leur commune origine. D'après ces descriptions, souvent également appliquées aux barbares des races voisines, les anciens Slaves que nous reconnaissons sous les noms d'Antes, de Vendes, de Slovènes, et peut-être aussi de Sarmates, semblent avoir été grands et robustes, avoir eu les yeux gris ou bleus, les cheveux châtains, rouges ou blonds, traits qui se retrouvent encore souvent d'un bout à l'autre de la Russie. L'anthropologie archéologique ne nous donne pas de renseignemens beaucoup plus précis. Les plus anciens tombeaux slaves ont fourni, dit-on, par exemple aux environs de Cracovie, des crânes de la forme allongée ou dolichocéphale qui caractérise le plus pur type âryen. Par suite d'un précoce mélange avec les races ouralo-altaïques, les Finnois ou les tribus voisines, beaucoup des peuples slaves aujourd'hui existans ont perdu ce trait caractéristique de la race indo-européenne, ou ne le possèdent qu'à un degré inférieur à la plupart des peuples latins ou des Germains. Aussi, dans les classifications ethnologiques uniquement fondées sur la forme du crâne, ont-ils été parfois placés à côté des Finnois parmi les brachycéphales ou peuples à tête courte, tandis que leurs frères âryens étaient avec les Sémites rangés dans la classe dolichocéphale (1). Quelque défectueuse que soit une pareille classification, appuyée sur un seul caractère, elle a l'avantage de montrer que, par leur mélange avec les Finnois, les Russes ne se sont pas autant éloignés des autres Slaves qu'on est porté à se l'imaginer.

Il est plus difficile d'esquisser les aptitudes intellectuelles de cette race, qui dispute le monde aux Latins et aux Germains. C'est dans une longue carrière de civilisation, c'est par les lettres, les arts, les institutions politiques, que se dessine le génie des races et des nations. La plupart des Slaves sont trop jeunes à la vie nationale ou à la culture européenne pour que leur individualité ait pu se mettre dans le même relief que celle de leurs rivaux. Longtemps méprisés par les peuples de l'Occident, qui de leur nom (Esclavons) ont tiré le mot d'esclaves, dédaignés par leurs voisins d'Allemagne, qui ne veulent voir en eux qu'une pure matière ethnologique (*ethnologische Stoff*), les Slaves n'ont probablement dû l'infériorité de leur rôle qu'à leur position géographique. Restés à l'orient et comme à l'entrée de l'Europe dans sa partie la plus massive et la plus exposée aux invasions de l'Asie, ils ont été naturellement les derniers civilisés et ceux qui l'ont été le moins profondément. Ne pouvant élever de prétentions sur la culture de l'Europe moderne, quel-

(1) Voyez la classification craniologique la plus complète de ce genre donnée par un savant suédois, Anders Retzius, *Ethnologische Schriften*; Stockholm 1864.

ques Slaves ont fait valoir des droits sur celle de l'antiquité. Des écrivains serbes ou bulgares ont imaginé de réclamer comme un patrimoine des Slaves la plus grande part de la civilisation grecque, du Thrace Orphée au Macédonien Alexandre. De pareilles prétentions, appuyées sur les chants populaires des Bulgares de Macédoine et sur de confuses notions ethnologiques, reposent malheureusement plutôt sur le patriotisme que sur la science. Comme ils étaient demeurés presque entièrement étrangers à la discipline de Rome et de la Grèce, les Slaves par leur situation, par leur langue ou leur religion, sont restés plus ou moins à l'écart des grands foyers intellectuels de l'Europe moderne, et n'ont pu prendre à son œuvre la même part que les deux autres grandes familles européennes. Il n'y a point à le nier : comme la civilisation antique, la civilisation moderne, celle dont ils jouissent eux-mêmes et dont ils se font les apôtres, s'est faite presque sans eux. Les Russes et les Slaves du sud n'y ont point apporté une pierre, et l'édifice se fût aisément passé du concours des Slaves occidentaux de Pologne et de Bohême. Il n'eût point existé de Slaves, l'Europe se fût terminée aux Alpes de Carniole et au Bœhmerwald, que la civilisation n'eût point été moins complète, tandis qu'on ne saurait, sans la mutiler, lui enlever l'œuvre d'une des grandes nations latines ou germaniques. Relégués à l'extrémité de la chrétienté, les Slaves n'ont guère pu lui servir que par leurs armes, en gardant ses frontières, de la Save et du Danube au Dniéper et au Volga, contre les incursions de l'Asie.

Ce n'est point le génie qui a fait défaut à la race, il s'est montré dans le peuple, il s'est montré dans de grands hommes. Par un fait digne de remarque, ce sont des Slaves qui ont ouvert la voie à l'Occident dans les deux grands mouvemens qui ont inauguré l'ère moderne, dans la renaissance et dans la réforme, dans la découverte des lois de l'univers et dans la revendication de la liberté de la pensée humaine. Le Polonais Kopernik a été le devancier de Galilée, le Tchèque Jean Huss le précurseur de Luther. Ce sont là de glorieux titres pour les Slaves; mais la propriété leur en est contestée par les Allemands, car le malheur a voulu qu'après s'être établie dans la patrie de leurs grands hommes une race rivale ait pu leur en disputer jusqu'au nom. Les Slaves, en tenant compte des empiétemens séculaires de l'Allemagne sur eux et du fond slave de la population de la Prusse et de la Saxe orientale, auraient peut-être plus de droits à réclamer comme leurs beaucoup des grands noms dont se vante l'Allemagne. Au-dessous de Kopernik et de Jean Huss, les deux peuples slaves les plus unis à l'Occident par la situation et la religion, la Pologne et la Bohême, pourraient citer un long catalogue d'hommes distingués dans les lettres, dans les sciences,

dans la politique et dans la guerre. Chez les Slaves du sud, une petite république comme Raguse a pu à elle seule fournir toute une galerie d'hommes de talens de tout genre (1). Là où l'éloignement de l'Occident et l'oppression étrangère ont rendu l'étude impossible et empêché tout nom propre de se produire, le peuple lui-même témoigne de son génie dans des chants qui n'ont rien à envier aux plus belles poésies de l'Occident. Pour cette littérature populaire, impersonnelle, que nous admirons tant dans les *romanceros* espagnols et les ballades de l'Écosse ou de l'Allemagne, les Slaves ne le cèdent ni aux Latins ni aux Germains, et l'emportent peut-être sur les uns et les autres. Rien n'est plus vraiment poétique que les *pesmés* serbes et les *doumi* de la Grande-Russie et de la Petite-Russie, car, par une naturelle compensation, c'est chez les Slaves les moins initiés à la culture occidentale que la poésie populaire a eu la plus libre floraison. La Pologne et la Russie ont depuis environ un siècle, les petits peuples slaves, la Bohême et la Croatie, depuis trente ou quarante ans, une littérature nationale et multiple, dont l'ignorance de leurs langues a seule empêché la diffusion en Europe. Tous, grands et petits, marchent chacun selon ses forces dans la carrière intellectuelle où Latins et Germains les ont précédés.

Apporteront-ils à notre culture européenne une originalité personnelle, apporteront-ils à nos recherches scientifiques, à nos conceptions poétiques, religieuses ou politiques, un nouveau point de vue, un nouveau sentiment? C'est là une des questions les plus sérieuses et les plus grosses pour l'avenir. Peut-être les Slaves sont-ils venus trop tard pour se faire un Panthéon ou un Walhalla de grands hommes aussi glorieusement rempli que ceux des Latins et des Germains; peut-être dans la littérature et dans l'art l'âge héroïque, l'âge des grandes créations est-il passé, et dans les sciences les grandes lois aisément accessibles à l'esprit humain sont-elles découvertes et sommes-nous réduits pour longtemps aux inventions de détails et aux applications. Les Slaves, les Russes en particulier, n'ont pas pour leur race moins d'ambition intellectuelle que d'ambition matérielle. Avec la témérité de la première jeunesse, qui, avant d'avoir appris toutes les leçons de ses maîtres, rêve déjà de les devancer, ils montrent vis-à-vis des vieux peuples de l'Occident un dédain que nous devons pardonner à la présomption de leur âge. Ils se flattent déjà de résoudre les problèmes qui s'agitent stérilement chez nous, et croient avoir le secret de la régénération

(1) Sur la civilisation des Slaves du sud comme sur celle des Tchèques, on peut consulter avec profit *le Monde slave* de M. Louis Leger, un de nos compatriotes qui s'est livré avec le plus de succès à la difficile étude de ces peuples, que leur lutte contre le germanisme rend aujourd'hui si intéressans pour la France.

morale et politique de l'Europe et du monde chrétien. L'avenir en décidera. En attendant qu'ils élargissent et renouvellent notre civilisation, ils se l'approprient et l'étendent territorialement; après n'avoir eu longtemps d'autre rôle que d'en garder les frontières, ils les reportent en avant : de l'arrière-garde de l'Europe, ils sont devenus son avant-garde dans la conquête de l'Asie.

Considérés dans leur tempérament moral, les Slaves présentent un ensemble de défauts et de qualités qui les place peut-être plus près des Latins et des Celtes que de leurs voisins les Germains. Au lieu du flegme germanique, ils montrent souvent, jusque sous le ciel du nord, une vivacité, une chaleur, parfois une mobilité et une pétulance, une exubérance et un penchant à tout outrer, qui ne se retrouvent point toujours au même degré chez les peuples du midi. Chez les Slaves du sang le moins mêlé, cette disposition a produit dans la vie politique un esprit remuant, inconstant, anarchique, un esprit d'incohérence, de division, de morcellement, qui a rendu difficile leur existence nationale, et qui, après leur position géographique, a été le grand obstacle au progrès de leur civilisation. La faculté qui distingue le plus généralement toute la race, indépendamment des alliages de ses divers peuples, est une certaine flexibilité, une certaine élasticité de tempérament et de caractère, des organes et de l'intelligence, qui la rend propre à recevoir et à reproduire toutes les idées et toutes les formes. On a souvent parlé du don d'imitation des Slaves : il s'applique à tout, aux mots comme aux pensées; il s'étend à tous les âges, à toutes les classes. Ce don tant remarqué, cette malléabilité slavonne du Polonais comme du Russe n'est peut-être au fond qu'un des résultats de leur histoire et par suite de leur position géographique. Derniers venus à la civilisation et longtemps inférieurs aux races voisines, ils ont toujours été à l'école d'autrui; au lieu de vivre d'invention, ils ont vécu d'emprunt, et l'esprit d'imitation, d'assimilation, est devenu leur faculté maîtresse, parce que c'était pour eux la plus utile aussi bien que la plus exercée.

Le retard de leur développement, en même temps que l'imperfection de leurs frontières et de leurs cadres géographiques, n'ont point laissé les différentes tribus slaves arriver à une individualité aussi tranchée, aussi complète que celle des nations latines ou germaniques. Aussi haut que l'on peut remonter dans le passé, on les trouve cependant divisées en deux groupes que les influences historiques devaient pousser à un fatal antagonisme. A l'est, vers le Dniéper, ce sont les Slaves orientaux, d'où avec les Russes sont sortis les Slaves du sud, Bulgares, Serbes, Croates et Slovènes. A l'ouest, sur la Vistule et l'Elbe, ce sont les Slaves occidentaux ou Lékites,

souche des Polonais, des Tchèques et des Slovaques, et d'autres peuples aujourd'hui détruits ou absorbés par les Allemands et dont les Wendes présentent encore un débris dans la Lusace saxonne et prussienne. Entre ces deux grandes branches des Slaves, et formant comme un coin entre elles, apparaît au nord, sur le Niémen, un groupe étrange, d'origine incontestablement indo-européenne et cependant isolé parmi les familles de cette race, se rattachant incontestablement aux Slaves, mais formant plutôt une branche voisine de la branche slave qu'un rameau de cette branche, — c'est le groupe lette ou lithuanien. La position géographique de chacune de ces trois tribus a décidé de leur histoire, et a fait aux deux principales des destinées ennemies. A l'ouest, les Slaves occidentaux ont rencontré l'influence de Rome, à l'est les Slaves orientaux celle de Byzance, et de là est sorti un antagonisme qui pendant des siècles a mis aux prises les deux plus grands peuples slavons. Unis par la communauté d'origine et le voisinage de la langue, ils se sont trouvés séparés par tout ce qui est le plus fait pour lier les hommes, par la religion, par l'écriture et le calendrier, par les élémens mêmes de la civilisation. De là entre la Russie et la Pologne une lutte morale autant que matérielle, lutte qui, après avoir failli anéantir l'une, a coûté l'existence à l'autre, comme si des Karpathes à l'Oural, sur cette surface plane si unie dans son immensité, il ne saurait exister à la fois deux états distincts.

Relégué au nord dans des forêts marécageuses, comprimé entre ses deux grands voisins, le groupe central, le lithuanien, est demeuré pendant longtemps fermé à toute influence de l'Orient et de l'Occident. Il a été de tous les peuples de l'Europe le dernier à recevoir le christianisme, et encore aujourd'hui ses langues sont de tous les idiomes européens les plus voisins du sanscrit. Nulle famille humaine n'a eu moins de migrations, nulle n'a habité un territoire aussi compacte, et aucune n'a été à ce point morcelée par l'histoire, par les conquêtes et la religion. Pressés entre des races plus vigoureuses qui les absorbent petit à petit, les Lettes sont aujourd'hui réduits à environ 3 millions d'âmes, parlant trois langues, le lithuanien, le samogitien et le letton, partagés entre deux états, la Russie et l'Allemagne, sans compter le royaume de Pologne, dont ils occupent le nord-est. Disputés par trois nations, les Allemands, les Polonais et les Russes, qui ont tour à tour pris pied chez eux, ils ont reçu la religion des uns et des autres, et se trouvent ainsi divisés en catholiques, en orthodoxes et en protestans. Leurs deux groupes principaux, le lithuanien et le letton, ont eu des destinées dont l'opposition répond à tous ces contrastes. Le premier, le plus nombreux, a joué longtemps un rôle considérable entre la Russie et la Pologne, et a été un moment avec les Jagellons sur le point de saisir l'hégé-

monie du monde slave. Unie pendant quatre siècles à la Pologne sans se confondre avec elle, agrandie aux dépens des anciennes principautés russes, la contrée à laquelle les Lithuaniens ont donné leur nom a été annexée à la Russie lors des premiers partages de la Pologne, et est demeurée entre ces deux pays l'objet d'une contestation historique qui est le principal obstacle à leur réconciliation. Mêlés aux Polonais et aux Russes, qui les menacent d'une double absorption, les Lithuaniens proprement dits comptent encore dans l'ancienne Lithuanie environ 1,600,000 âmes, pour la plupart catholiques, et formant la majorité de la population dans les deux gouvernemens de Vilna et de Kovno. A côté persiste encore en Prusse un groupe de 200,000 Lithuaniens, représentans des anciennes populations de ce pays, dont le nom même vient d'un peuple de race lette (Prussiens, Borussiens) qui conserva sa langue jusqu'au XVIIe siècle. Le deuxième groupe vivant de cette race, les Lettons, tribu peut-être croisée de Finnois, compte à peu près 900,000 âmes. Ils forment la majorité des habitans de la Courlande et de la moitié méridionale de la Livonie; mais, convertis, assujettis et mis en servage par les chevaliers teutoniques, ils vivent encore sous la domination des seigneurs allemands des provinces baltiques, avec lesquels ils n'ont de commun que la religion, le luthéranisme. Comme les tribus finnoises en dehors de la Finlande, Lettons et Lithuaniens, dans leur petit nombre et leur extrême morcellement, sont par eux-mêmes hors d'état de former une nationalité.

C'est du cours supérieur du Dniéper et de la Dvina, à peu près du point de partage des eaux entre la Mer-Noire, la Baltique et la Caspienne, que sont partis les Slaves qui devaient former le ciment de la grande nation destinée à régner dans l'intervalle des trois mers. S'avançant le long des fleuves de l'ouest à l'est en rayonnant vers le nord et le sud, ils pénétrèrent dans les profondeurs des forêts, chassant devant eux les tribus finnoises, ou les coupant en plusieurs points, les séparant en massifs isolés pour les absorber peu à peu. Du mélange des deux races par l'assimilation de la plus rude à la plus cultivée, sous la double action d'une commune religion et d'un milieu commun qui tendait à les ramener toutes deux à l'unité, s'est formé un peuple nouveau, une nation homogène. En effet, à l'encontre de certains préjugés, il n'y a pas seulement en Russie des races plus ou moins fondues, il y a une nation, ce qu'on a de nos jours appelé une nationalité, aussi unie, aussi compacte, aussi consciente d'elle-même qu'aucune nation du monde. Avec toutes ses races diverses, la Russie n'est rien moins qu'une masse incohérente, une sorte de conglomérat politique ou de marqueterie de peuples, comme se la représentent certains esprits. Ce n'est point à la Turquie ou à l'Autriche, c'est plutôt à la France qu'elle ressemble

au point de vue de l'unité nationale. Si la Russie peut être comparée à une mosaïque, c'est à un de ces pavages antiques dont le fond est d'une seule substance et d'une seule teinte, dont le cadre seul est fait d'une bordure de différentes pièces, de différentes couleurs. La plupart des populations d'origine étrangère sont rejetées aux extrémités de la Russie et forment autour d'elle, surtout vers l'est et vers l'ouest, comme une ceinture d'une plus ou moins grande épaisseur. Tout le centre est rempli par une nationalité à la fois absorbante et expansive, au milieu de laquelle s'effacent de maigres colonies allemandes ou de minces enclaves finnoises ou tatares, sans cohérence et sans lien national.

VI.

Dans l'intérieur de cette Russie, au lieu des dissemblances et des contrastes, ce qui frappe le voyageur, c'est l'uniformité des populations et la monotonie de la vie. Cette uniformité que la civilisation tend à répandre partout se retrouve chez les Russes à un plus haut degré que chez aucun peuple de l'Europe. La langue même règne de Pétersbourg à l'Oural, sans cette variété de dialectes et de patois, sans ces perpétuelles dégradations de teintes que sur une bien plus petite surface présentent la plupart de nos langues occidentales. Les villes ont même figure, les paysans même air, mêmes habitudes, même genre de vie. Il n'est point de pays où les gens se ressemblent davantage, il n'en est point d'aussi dépourvu de cette complexité provinciale, de ces oppositions de type et de caractère qu'offrent encore l'Italie et l'Espagne, l'Allemagne et la France. La nation s'y est faite à l'image de la nature, et le peuple y montre la même unité, la même monotonie que les plaines qu'il habite.

Dans la nation, comme dans le sol russe, il y a cependant deux types principaux, deux élémens parlant deux dialectes différens et nettement séparés dans leur ressemblance même, ce sont les Grands-Russiens et les Petits-Russiens. Par leurs qualités comme par leurs défauts, ils représentent en Russie le contraste éternel du nord et du sud, et l'histoire n'a pas moins fait pour les diversifier que la nature. Les premiers ont leur principal centre à Moscou, les seconds à Kief. Étendus les uns au nord-est, les autres au sud-ouest, ces deux moitiés inégales de la nation russe ne correspondent pas exactement aux deux grandes zones physiques de la Russie. La faute en est en partie à la nature elle-même, en partie à l'histoire, qui, entravant le développement de l'une, a protégé celui de l'autre. Les steppes du sud, ouvertes à toutes les invasions, ont longtemps arrêté l'expansion du Petit-Russien, qui pendant des siècles est resté cantonné dans les bassins du Dniéper, du Bug et du Dniester, tandis que le

Grand-Russe s'étendait librement dans le nord et l'est, s'établissait dans l'immense bassin du Volga, et, maître de presque toute la région des forêts, des grands lacs à l'Oural, redescendait dans la terre noire et dans les steppes le long du Volga et du Don. Entre ces deux élémens principaux s'en trouve un troisième moins important auquel l'histoire, comme la nature, a fait un rôle plus ingrat : c'est le Biélo-Russe ou Blanc-Russien, habitant, dans les gouvernemens de Mohilef, Vitebsk, Grodno et Minsk, une région qui possède quelques-unes des plus belles forêts de Russie, mais dont le sol souvent marécageux est en général peu favorable à la culture. Plus voisins des Grands-Russiens par leur dialecte, les Biélo-Russes ont été rapprochés davantage des Petits-Russiens par les vicissitudes politiques, et souvent les deux tribus sont réunies sous le nom de Russes occidentaux. De bonne heure sujette de la Lithuanie, dont son dialecte était devenu la langue officielle, la Russie-Blanche fut, comme la plus grande partie de la Petite-Russie, réunie à la Pologne, et pendant des siècles elle demeura entre celle-ci et les tsars de Moscou l'objet d'une lutte dont elle saigne encore. Les Blancs-Russiens sont des trois tribus russes celle dont le sang slave est le moins mêlé; grâce à la stérilité de leur sol et à l'éloignement de la mer, ils n'en sont pas moins demeurés la plus pauvre et la moins avancée en civilisation. Les Biélo-Russes comptent de 3 à 4 millions d'âmes, les Petits-Russes de 13 à 14 millions, les Grands-Russes de 36 à 37 millions.

Le Grand-Russien forme l'élément le plus vigoureux, le plus expansif, de la nation russe; c'est aussi le plus mêlé. Le sang finnois a laissé plus de traces dans ses traits, la domination tatare dans son caractère. Avant l'avénement des Romanof, il formait à lui seul tout l'empire des tsars de Moscou, qui ne prirent le titre de souverains de toutes les Russies qu'avec Alexis, père de Pierre le Grand. De là le Grand-Russien, désigné sous le nom de *Moscovite*, a été considéré par certains étrangers comme le vrai, le seul Russe. Ce nom, bien qu'usité en Russie même, est impropre, car le Grand-Russe, produit de la colonisation de la Russie centrale par les Russes occidentaux avant l'invasion des Tatars, est antérieur à l'état et à la ville de Moscou. Si de son sein est sortie l'autocratie moscovite, il est impossible de couper les liens qui lui rattachent la grande république slave de Russie, dont le nom est encore un symbole d'activité et de liberté, Novgorod. Le moins slave de tous les peuples qui prétendent à ce nom, le Grand-Russien, a été le grand colonisateur de la race slave. Flétri par ses ennemis du nom de touranien et d'asiatique, il a comme les autres Slaves eu son point de départ en Occident, dans la Petite-Russie, dans la Russie-Blanche et à Novgorod. C'est de l'Europe qu'il a marché vers l'Asie, c'est des sources

de la Dvina et du Dniéper qu'il est parti pour cette gigantesque odyssée qui devait en cinq ou six siècles le mener par-delà l'Oural, la Caspienne et le Caucase. Nous avons une image des destinées et de la route du Grand-Russe dans le fleuve dont il a descendu le cours de la source à l'embouchure, et qui lui a pour ainsi dire tracé son itinéraire; comme le Volga, il a coulé de l'Europe à l'Asie. Quand avec Ivan III et Ivan IV, quand plus tard avec Pierre le Grand il fit un retour offensif vers la Baltique et l'Occident, il ne faisait que remonter à sa source, que chercher à retrouver sa base européenne. Toute son histoire a été une lutte contre l'Asie; ses conquêtes ont été un agrandissement de l'Europe. Longtemps vassal des khans tatars, la domination asiatique ne lui a jamais fait oublier son origine européenne, et, jusqu'au fond de la Moscovie, le seul nom d'Asiatique, d'Asiate, est pour le paysan russe demeuré une injure.

Vainqueur de l'Asie, le Russe de la Grande-Russie n'a pas traversé l'intervalle de six siècles et tout l'espace du Dniéper à l'Oural sans prendre sur sa route, au moral comme au physique, plus d'un trait des populations assimilées ou assujetties. Le corps et l'esprit ont plus de pesanteur que chez les Slaves moins mêlés, la beauté âryenne est plus rare. De son croisement avec les Finnois, le Grand-Russien a souvent retenu une face plate, des yeux petits, des pommettes proéminentes. De cette influence finnoise ou de l'oppression tatare, il a gardé quelque chose de plus âpre, mais aussi de plus vigoureux que les autres Slaves. Il a moins d'indépendance, de fierté, d'individualité; il a plus de patience, de persévérance, d'unité de vue et d'esprit de suite. Selon la remarque de Hertzen, si le sang slave s'est alourdi chez lui, le Grand-Russien, dans son mélange avec des races plus pesantes, a perdu la mobilité qui a été si fatale à d'autres tribus slavonnes. L'extrême ductilité slave a été corrigée par l'alliage étranger, et, dans sa fusion avec le cuivre ou le plomb finnois, l'élément russe a plus gagné en solidité qu'il n'a perdu en pureté. C'est peut-être à ce mélange que le Grand-Russien doit de l'avoir emporté sur tous ses rivaux et d'être devenu le noyau du plus grand empire du monde. Au lieu d'une anomalie, le triomphe de ces tribus de sang mêlé sur des concurrens moins mésalliés est un phénomène qui s'est souvent reproduit dans l'histoire. Ces peuples, issus d'un croisement de races, regagnent en vigueur ce qui leur manque en délicatesse. Ainsi la Prusse en Allemagne, le Piémont en Italie, ont donné à nos voisins l'unité qu'ils n'avaient pu recevoir d'élémens nationaux moins mélangés, et dans l'antiquité la Macédoine et Rome elle-même avaient déjà offert des exemples analogues.

Un des moins slaves parmi les peuples qui se glorifient de ce nom, les Grands-Russiens ne sont pas sans y avoir des droits. Pour

être croisés de Finnois ou de Tatars, ils ne sont devenus ni l'un ni l'autre, et de ce qu'ils ne sont point de pure race indo-européenne, il ne suit pas que ce soient des Touraniens. La langue et l'éducation historique ne sont pas leurs seuls titres au nom de Slaves. Le Russe de la Grande-Russie n'est point seulement slavon, comme la France ou l'Espagne sont latines, par les traditions et la civilisation, par adoption, pour ainsi dire par l'âme; le Grand-Russe est slave aussi par filiation directe, par le corps, par la race. Une part notable du sang de ses veines est slavonne et caucasique. La proportion est difficile, impossible à déterminer; elle varie suivant les régions, elle varie suivant les classes, qui longtemps ont formé des castes plus ou moins fermées. Elle est plus grande dans les pays d'ancienne colonisation, par exemple au bord des rivières le long desquelles les Slaves se sont jadis avancés. Parfois, en marchant du bord d'un fleuve dans l'intérieur des terres, on peut passer d'un type presque tout slave à un type presque tout finnois, jusqu'à reconnaître de simples Finnois russifiés, qui, en perdant leur langue, ont conservé leur costume. La part du sang slave dans la masse de la nation n'en reste pas moins considérable, si ce n'est prépondérante. Toutes les raisons qui nous ont montré chez le Russe un alliage finnois nous font retrouver chez lui un fond slavon. C'est d'abord l'histoire, puis la situation relative des différens groupes finnois, puis l'anthropologie et le type russe lui-même. La Grande-Russie n'a pas été soumise par les Slaves de Novgorod et de Kief en quelques brèves expéditions militaires. Ce ne fut pas une conquête, une simple occupation à main armée, sans autre révolution qu'un changement de dynastie ou de propriétaires du sol : ce fut une longue et lente colonisation, comme une infiltration sourde et séculaire des Slaves, qui a cela de remarquable, qu'elle a presque échappé aux annalistes contemporains, et que l'histoire en devine le début sans en pouvoir fixer les phases (1). A cela, il n'y a rien à comparer en Occident; mais pour donner une idée des résultats possibles d'une pareille occupation, et montrer comment, à une époque historique même, une race peut dans un pays succéder à une autre, on pourrait citer l'établissement des Angles et des Saxons dans l'Angleterre, qui alors était celte, et à laquelle on conteste peu aujourd'hui le nom d'anglo-saxonne. La colonisation de la Grande-Russie par les Russes occidentaux, à travers d'immenses forêts peu peuplées, dut être assez semblable à celle qui se poursuit encore de nos jours dans les provinces à demi désertes de l'est et du sud. On ne saurait se représenter ces forêts du nord à l'époque

(1) Cette importante question des origines historiques du Grand-Russien a été savamment discutée dans le tome II de la première année du *Vestnik Evropi*, par M. Kavéline, *Muili i Zametki o Russkoi istorii*.

finnoise comme aussi habitées que celles des Gaules ou même de la Germanie à l'époque de l'invasion romaine. Le climat, le sol, le genre de vie de ces populations souvent encore nomades et sans cesse exposées à être détruites par de nouvelles invasions ou entraînées par elles, s'opposent à de pareilles vues. Le peu de résistance qu'elles offrent à l'invasion russe témoigne également de leur petit nombre. Il en est de même d'un phénomène moins remarqué, de la grande distance physique et morale que présentent entre elles les différentes tribus finnoises encore éparses sur le sol russe. Un tel intervalle doit être antérieur à la colonisation slave, et rappelle de loin l'extrême morcellement des tribus indigènes de l'Amérique du Nord et de l'Afrique centrale. La colonisation russe était facile au milieu de ces peuplades éparpillées, dont plus d'une lui a dû probablement sa concentration en groupes relativement compactes, et peut-être la russification des Finnois n'a-t-elle pris des proportions considérables que lorsque ces tribus, agglomérées par la pression des nouveaux arrivans, ont été de tous côtés serrées par eux.

Il ne faut pas oublier du reste que le mélange n'est pas la seule façon dont deux races mises en présence réagissent l'une sur l'autre. Leur seul contact sur le même sol sans lutte à main armée suffit souvent pour déterminer la diminution de l'une au profit de l'autre. Ce phénomène, qui de nos jours s'est manifesté sur de telles proportions en Amérique et en Océanie devant les Européens, s'était produit jadis en Europe même lors de la disparition de ses populations primitives devant la race indo-européenne. N'est-il pas probable qu'en Russie le sang slave, c'est-à-dire le sang indo-européen, a eu sur le sang touranien les mêmes avantages que dans le reste de l'Europe? Quoique malheureusement on n'ait à ce sujet aucune donnée statistique, certains observateurs assurent qu'aujourd'hui même les populations finnoises tendent à diminuer partout où elles se trouvent en contact direct avec la population russe ordinaire, et cela indépendamment des mariages, qui sont généralement rares entre Finnois et Russes, indépendamment de tout mélange, par le seul fait du voisinage des deux races. Cette loi si générale ne dut-elle pas avoir une application plus marquée lorsqu'au lieu de se trouver en face de Russes déjà croisés avec eux les Finnois se trouvaient vis-à-vis de Slaves plus purs? En dehors de toutes conjectures sur les conditions du mélange des deux races et sur les conséquences de la concurrence vitale entre elles, les traits du peuple russe témoignent déjà de sa filiation slave. L'œil, qui dans le visage du paysan grand-russien reconnaît clairement un alliage finnois ou tatar, sent aussi vivement que le tout n'est ni finnois ni tatar; la preuve en est qu'en général le Grand-Russe se distingue à première vue du Finnois.

Issu d'une lente absorption de groupes slaves, finnois et parfois tatars, le Grand-Russien a rassemblé des fragmens hétérogènes épars et sans consistance, et de toutes ces parcelles de peuples il a formé un tout compacte dont les divers élémens, associés avant d'être confondus, se laissent encore reconnaître, de même que dans le granit le quartz, le feldspath et le mica, qui, mêlés sans être combinés, forment une des substances les plus dures qui soient au monde. Dans le peuple russe en effet, chez le Grand-Russien en particulier, différens élémens nationaux restent souvent dissemblables à l'œil : ils ne sont encore qu'agrégés, la fusion physique, physiologique des races, commencée depuis des siècles, n'est point encore achevée; la fusion morale, politique, la seule qui importe à la constitution d'un peuple, l'a devancée. Le type russe est encore en élaboration; mais, s'il est moins formé que ceux des peuples occidentaux, la nationalité russe n'est pas dans le même cas, et n'a rien à gagner à la disparition de traces d'origine que le peuple ne saisit point, ou dont les causes lui sont inconnues ou indifférentes. Dans la plus grande diversité de traits et de constitution des populations de Russie, il n'y a rien de ces oppositions violentes de types et de couleurs qu'un mélange séculaire est presque impuissant à effacer, et qui exposent certaines parties de l'Amérique à des luttes ou à des rivalités de races capables de mettre en péril la liberté en même temps que la sécurité. Pour l'unité ethnologique comme pour l'unité physique du sol et du climat, la Russie a l'avantage sur les États-Unis, où les nègres du sud seront pendant longtemps un plus grand embarras que les Tatars dans l'est russe.

Dans ce type russe encore à l'état d'ébauche, l'élément le plus robuste, l'élément indo-européen, par le seul fait de sa supériorité, tendra de plus en plus à l'emporter sur le fond finnois ou touranien. Déjà malgré les traces anatomiques d'alliage étranger que présente souvent son visage, le Grand-Russe est en parfaite communauté avec la race caucasique par les caractères extérieurs qui la distinguent le plus nettement des autres races, par la taille, par la couleur de la peau, par celle des yeux. A l'inverse de tous les rameaux de la race mongolique, sa taille est plus souvent haute que basse, sa peau est blanche, ses yeux sont fréquemment bleus, ses cheveux blonds, châtain clair ou roux, couleurs qui sont l'apanage de la souche caucasique ou méditerranéenne, à l'exclusion de toutes les autres. La barbe longue et épaisse qu'aime à porter le mougik, et que toutes les persécutions de Pierre le Grand n'ont pu lui faire couper, est elle-même un signe de race, rien n'étant plus dénudé que le menton du Mongol, du Chinois et du Japonais. Que si ces caractères étrangers aux races de la Haute-Asie se rencontrent déjà chez beaucoup de tribus finnoises ou tatares, cela suppose chez elles un mélange an-

cien avec des rameaux caucasiques, et par là même augmente indirectement la parenté des Russes avec nous. Comme il est impossible de le rejeter de la race caucasique dans la mongolique, il est difficile de refuser au Grand-Russe le titre de Slave; il faudrait alors l'enlever à la plupart des peuples slavons, dont pas un peut-être n'est resté sans subir d'alliage. Les Slaves occidentaux ont été mêlés avec les Germains et peut-être, sur la Vistule, avec les Finnois, les Slaves du sud avec les Grecs, les anciens Illyriens, les Albanais, les Turcs, et l'un de leurs deux principaux peuples, le Bulgare, est le résultat d'alliances ethnologiques fort analogues à celles d'où est sorti le Moscovite.

En résumé, pour la race comme pour le sol, si la Russie diffère de l'Occident, elle diffère encore plus de la vieille Asie : pour l'un comme pour l'autre, elle est une conquête progressive de celui-là sur celle-ci; mais la vie et la civilisation européenne s'y trouvent dans des conditions nouvelles qui rendent sa marche impossible à prévoir. Des deux grands élémens ethniques de la Russie, l'élément le plus européen, le slave, nous est dans son génie presque aussi inconnu que l'autre, et nous ne pouvons savoir quelles surprises réserve à l'avenir le singulier peuple sorti de leur fusion,—ce peuple absorbant toutes les autres populations, se les assimilant moralement comme matériellement, et n'ayant encore rien produit lui-même.

Les Petits-Russiens sont les méridionaux de la Russie. Plus purs de race que leurs frères de la Grande-Russie, plus voisins de l'Occident, ils tiennent leur caractère d'un sang moins mêlé, d'un climat moins sévère, d'une histoire moins rude. Ils sont plus beaux de visage et plus grands de taille, ils sont plus vifs et plus gais d'esprit, à la fois plus mobiles et plus indolens. Moins éprouvés par le climat et par le despotisme oriental, le Petit-Russien et le Russien-Blanc ont plus de dignité, plus d'indépendance, plus d'individualité que le Grand-Russien; ils ont l'esprit moins positif, plus ouvert au sentiment, plus rêveur et poétique. Toutes ces différences de caractère se retrouvent dans les poésies de chacun des deux groupes, dans leurs fêtes et leurs coutumes populaires, bien que les diversités provinciales aillent en s'atténuant sous l'influence du rameau grand-russien, qui tend à s'assimiler les Russes occidentaux tout comme les autres populations de l'empire. Le contraste est encore visible dans la famille et dans la commune, dans la maison et dans les villages des deux tribus. La commune russe, avec la propriété collective du sol, est une institution spéciale aux Grands-Russiens et originairement étrangère aux Petits-Russiens. Chez ceux-ci, l'individu est plus indépendant, la famille moins agglomérée, les maisons plus librement construites et espacées, les champs moins symétrique-

ment et moins souvent partagés. C'est à la Petite-Russie que se rattachent les Zaparogues, la plus célèbre de ces tribus cosaques qui, entre la Pologne, les Tatars et les Turcs, jouèrent un si grand rôle dans l'Ukraine et les steppes du midi, et dont le nom est encore demeuré en Russie synonyme de vie libre et indépendante. Des Cosaques d'aujourd'hui, ceux de la Mer-Noire, transportés sur le Kouban, entre la mer d'Azof et le Caucase, sont seuls Petits-Russiens, les Cosaques du Don sont Grands-Russiens; pour les autres, ils ne sont le plus souvent que des sujets russes de race étrangère. Aux 13 ou 14 millions de Petits-Russiens de la Russie, il faut ajouter, au point de vue ethnologique, environ 3 millions d'âmes en Autriche, des deux côtés des Karpathes, dans la Galicie orientale, l'ancienne Russie-Rouge, et dans les comitats de la Hongrie septentrionale.

On a contesté aux Petits-Russiens comme aux Russiens-Blancs, c'est-à-dire à près d'un tiers du peuple russe, le nom et la qualité de Russes. Pour les séparer des Grands-Russiens, on leur a cherché des désignations nationales différentes. Tantôt, réservant le nom de Russe pour les Grands-Russiens, on a donné aux autres le nom latin de Ruthène ou le nom hongrois de Rousniaque, qui ne sont qu'une traduction et un synonyme du nom qu'on leur voulait enlever. Tantôt au contraire, conservant le titre de Russe pour les Slaves de la Petite-Russie et de la Russie-Blanche, premiers centres de l'empire des descendans de Rurik, on l'a refusé à la Grande-Russie, à laquelle on a infligé le nom de Moscovie. Ces disputes de mots, suscitées non par des Petits-Russiens, mais par des Polonais, n'ont rien changé aux faits. Elles n'ont abouti qu'à maintenir entre la malheureuse Pologne et la Russie des prétentions inconciliables, qui ont amené la plus forte à méconnaître la nationalité de la plus faible, comme la Pologne méconnaissait celle de ses anciens sujets russes. L'examen détaillé de cette question ruthène, la recherche des limites dans lesquelles quelques groupes petits-russiens d'origine ont été polonisés, et des relations qui doivent s'établir entre les paysans petits-russiens et les seigneurs polonais, appartient à l'étude de cette épineuse et pénible question polonaise. Il nous suffit de constater que ces termes de Ruthène, Rousniaque, Roussine, comme ceux de Russe et de Russien, employés indifféremment les uns pour les autres par les anciens écrivains, ne sont que des formes d'un même nom, désignant même nationalité, au moins dans les limites de la Russie. Séparée de la Grande-Russie lors de l'invasion des Tatars, la Petite-Russie est en vain restée cinq siècles sujette de la Pologne et de la Lithuanie. Grâce surtout au rit grec, l'immense majorité des habitans de Kief, de l'Ukraine et de la Podolie s'est retrouvée aussi russe que ceux de

Novgorod ou de Moscou. Peu importe que l'idiome du Petit-Russien mérite le titre de langue au lieu de celui de dialecte, — il en était bien ainsi de notre provençal, — peu importe que chez lui le sang slave soit moins mêlé, la nationalité ne se mesure ni à la langue ni à la pureté du sang : elle réside dans la conscience populaire, et à ce point de vue il n'y a pas de doute possible; en Russie, le Petit-Russe est aussi Russe que le Grand-Russe. Si quelques esprits, comme le poète Schevtchenko, ont été soupçonnés de songer à ériger la Petite-Russie en nation également indépendante de la Russie et de la Pologne, de pareils rêves n'ont pas trouvé plus d'écho chez les Petits-Russiens que n'en ont rencontré dans le sud de la France les projets de ligue du midi, et chez leurs rares partisans même les tendances accusées de séparatisme se bornaient peut-être à des souhaits de décentralisation et d'autonomie provinciale. Les différences de race, de dialecte, de caractère, qui distinguent les deux grandes tribus russes ne sont pas plus grandes que celles qui se rencontrent entre le nord et le midi des états de l'Occident dont l'unité ancienne ou récente est la mieux assise. Pour la race même, au nom de laquelle on prétend les séparer, il y a entre les tribus russes moins de distance qu'on ne l'imagine. Si le Grand-Russien a été plus mêlé aux Finnois, le Petit-Russien l'a été davantage aux Tatars, dont les princes de Kief ont recueilli des tribus entières, et les Cosaques des steppes de nombreux fugitifs ou compagnons d'aventures. Loin d'être en antagonisme naturel, le Petit-Russe et le Grand-Russe sont unis l'un à l'autre par tous les liens complexes qui rendent intime et durable l'unité dune nation, par la géographie, par les traditions historiques, par les intérêts, par la religion, encore la première puissance chez l'un comme chez l'autre, et même par la parenté de la langue et de la race. Ils forment ensemble une des nations les plus compactes comme les plus nombreuses du globe et se complétant mutuellement, ils lui donnent dans l'unité cette complexité de caractère et de tempérament qui a fait la grandeur de tous les grands peuples de l'histoire.

La nation russe forme une masse de plus de 55 millions d'habitans placée au centre de l'empire sans pouvoir encore le remplir; presque nulle part, si ce n'est sur la Mer-Blanche et la Mer-Noire et le long de la Galicie orientale, le peuple russe n'atteint les limites de la Russie. Sur presque toutes ses frontières, il est entouré de populations d'origine étrangère divisées en deux bandes principales, l'une à l'est, vers l'Asie, composée de Finnois, de Tatars, de Kalmouks, — l'autre plus considérable à l'ouest, vers l'Europe, à son côté le plus vulnérable, au seul où elle confine à de puissans voisins. Il est encore à remarquer que le principal élément de la nation, celui qui en forme le noyau, le Grand-Russien, ne touche

lui-même à ces populations frontières de races différentes que sur un point, et cela au moins exposé, vers le golfe de Finlande, et par une de ses parties les plus pauvres et les moins peuplées. Au centre et au sud, entre lui et les conquêtes de Pierre le Grand et de Catherine, entre la Grande-Russie d'un côté et les provinces baltiques, la Lithuanie et la Pologne d'un autre, il y a la Russie-Blanche et la Petite-Russie, toutes deux aussi russes de cœur que la Grande-Russie, mais par leurs diversités provinciales bien moins propres à russifier autrui. Cet inconvénient s'augmente d'un autre par le peu de population de la Russie-Blanche et des marais de Pinsk dans la partie voisine de la Petite-Russie. Ces deux contrées creusent entre les régions les plus peuplées de la vieille Moscovie et ses conquêtes des deux derniers siècles une sorte de golfe à demi désert qui, grâce à la mauvaise qualité du sol, ne paraît pas de longtemps devoir se combler. Les Polonais, les Lithuaniens, les Lettons, les Allemands et les Juifs de l'ouest se trouvent ainsi défendus contre la russification par une double barrière qui en explique le peu de progrès.

En face des 55 ou 57 millions de Russes, les populations non russifiées ne forment pas dans la Russie d'Europe, en dehors de la Finlande, du royaume de Pologne et du Caucase, plus de 8 à 9 millions d'âmes, divisées en plus de dix peuples et en presque autant de langues et de religions. En comptant le royaume de Pologne et la Finlande, ce chiffre monte à 15 ou 16 millions, à 18 ou 19 millions avec le Caucase, qui devrait plutôt être regardé comme une colonie, et qui à lui seul compte presque autant de peuples et de tribus que le reste de l'empire. Parmi toutes ces populations, la plupart sont trop faibles, trop morcelées, pour avoir aucune prétention à l'indépendance, et se laissent assimiler par le seul fait du progrès de la civilisation, peu favorable aux petites tribus et aux langues fermées. Beaucoup, comme les Finnois de l'intérieur ou les Géorgiens, sont aussi dévoués au tsar que ses sujets russes proprement dits. D'autres, comme les 2,600,000 Juifs de Russie et de Pologne, sont pour la plupart indifférens aux questions nationales; d'autres enfin, comme les 2 millions d'Esthoniens et de Lettons des provinces baltiques, n'ont d'autre protecteur que le gouvernement russe vis-à-vis d'une aristocratie de 180,000 Allemands. Parmi ces peuples sans nombre, il n'en est qu'un en Europe ou deux au plus qui peuvent avoir la prétention de constituer une nationalité, ce sont les Polonais et les Finlandais. S'il lui était permis de donner satisfaction aux premiers comme aux seconds, la Russie n'aurait rien à craindre de la diversité de ses populations, rien en dehors du parti qu'en pourraient tirer des ambitions étrangères.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

L'EAU DORMANTE

SCÈNES DE LA VIE MEXICAINE.

I.

Au sud de la petite ville de Cordova, construite sur la limite qui sépare la terre chaude de la terre tempérée, et sur la route qui de Vera-Cruz mène à Mexico, s'élève l'*hacienda* de Santa-Rosa. Lorsque l'on sort de la ville par le chemin du Fortin, on traverse le *Rio-Seco*, que le moindre orage transforme en torrent, et dont les eaux limoneuses roulent alors des blocs de lave. Un large sentier, grimpant sans aucun souci de la pente sur le flanc d'une colline, conduit en ligne droite sur un plateau couvert d'orangers, de citronniers, d'avecatiers et de manguiers. Au-delà de ce bois, long d'un kilomètre à peine, on se trouve devant une muraille de roches sans autre issue visible qu'une étroite échancrure taillée par la main des hommes. En face de cet obstacle, sorte d'escalier aux marches mesurées pour les pas d'un géant, les cavaliers s'affermissent sur leurs étriers, serrent les coudes, se penchent sur le cou de leur monture et jouent de l'éperon. Accoutumés à ces mauvais pas, les petits chevaux mexicains se ramassent, bondissent, leurs sabots sans fers s'éraillent sur le granit; mais toujours les braves animaux atteignent le sommet. Là, au lieu de la plaine que l'on s'attend à découvrir, les regards surpris, effrayés, plongent sur un vaste entonnoir aux bords garnis de pierres titanesques, gouffre au fond duquel dorment les eaux paisibles d'un lac.

L'écroulement d'une colline, lointaine catastrophe dont les Indiens ont perdu le souvenir, a dû creuser cet abîme envahi par une onde souterraine, morne, glacée, que l'ombre rend noire durant le jour, que le soleil couchant, par une disposition singulière des

sommets, change le soir en un rouge cratère. Les Indiens ne passent qu'en se signant au-dessus de ce lac dont le vent, alors même que son souffle courbe les arbres des alentours, semble impuissant à rider la surface. Astèques, créoles et métis ont peur de cette eau dormante, que fuient les oiseaux, dont de silencieuses couleuvres viennent parfois rayer le cristal.

Aussitôt que les regards se détachent du « lac sans fond, » l'aspect sinistre de ce lieu disparaît : partout de longues pentes cultivées, fertiles, verdoyantes; à droite, les constructions mauresques de l'hacienda de Santa-Rosa. Des bords du lac, nus vers le couchant, monte une épaisse pelouse que couronne une terrasse plantée d'orangers. Là s'ouvre un corridor dont les colonnettes de granit bleu soutiennent un lourd balcon. A gauche, des prairies où paissent et bondissent en liberté de jeunes chevaux, — des champs de maïs et de tabac. Au-delà, bornant l'horizon, des sommets lointains, vaporeux, encore incultes; au-dessus, couvert d'une neige éternelle, le pic étincelant de la montagne de l'Étoile. D'un côté des roches entassées, nues, stériles, l'ombre et le silence; de l'autre, des arbres, des prés, des fleurs, le soleil et des gazouillemens, — la Thébaïde en face de l'Éden.

Du haut de la terrasse et du balcon, avec un simple changement de perspective, les regards plongent sur le lac et découvrent la route qui débouche du petit bois. Il suffit d'un quart d'heure pour se rendre de l'hacienda à Cordova; mais, grâce aux montées, il faut un peu plus de temps pour atteindre l'habitation, construite, dit-on, par un neveu de Fernand Cortès et habitée par un de ses descendans.

En 1851, don Luis Cortès, marquis de *las Tres villas*, atteignait sa trentième année. C'était un beau cavalier, aux yeux noirs, à la peau bronzée, aux traits nobles. Il portait une barbe épaisse, luisante, dont il se montrait d'autant plus fier qu'elle prouvait dans ses veines l'abondance du sang espagnol, les Indiens étant imberbes. Riche, se vantant assez volontiers de son origine et de son titre, don Luis, bien que sans instruction, possédait cet esprit naturel, ces façons chevaleresques qui distinguent si souvent les grands propriétaires mexicains. Habile à tous les exercices du corps, passionné pour l'agriculture, l'hidalgo administrait lui-même ses domaines. Six années auparavant, il avait épousé Lorenza Rubio, qui, au lieu d'habiter sa belle demeure de Cordova, avait choisi l'hacienda de Santa-Rosa pour y passer sa lune de miel. Depuis lors la jeune femme avait toujours refusé d'abandonner la pittoresque habitation. — Je suis heureuse ici, disait-elle, qu'irais-je chercher ailleurs?

— Mais il me faut à chaque instant te laisser seule, et cela me tourmente, répondait son mari.

— Pourquoi? Ne suis-je pas en sûreté au milieu de nos serviteurs? Si j'habitais la ville, tu me laisserais seule pendant que tu serais ici, et cela reviendrait au même; tout est bien, va; ne bougeons pas. Le bonheur, répétait souvent ma pauvre mère, est un oiseau rare et farouche; trop de bruit l'inquiète et le fait fuir. Il a dressé son nid sous notre toit; ne bougeons pas, te dis-je, de crainte de le voir s'envoler.

Don Luis n'insistait pas. Au fond, il était loin de se plaindre de la résolution de sa femme; il lui plaisait de la sentir près de lui, toute à lui, dans cette demeure où il avait été élevé, et, pas plus qu'elle, il ne se fatiguait de ce long tête-à-tête. Néanmoins il redoutait pour elle la lassitude, la satiété, l'ennui, ces cruels ennemis du bonheur : aussi de loin en loin revenait-il à la charge. — Voici le temps des bals, des fêtes, ma belle señora, n'irons-nous pas un peu vivre à la ville?

— J'irai, si vous l'ordonnez, seigneur maître.

— L'ordonner, Lorenza? Je ne saurais pas plus te commander que tu ne saurais, je crois, obéir, répondait don Luis en souriant; cependant il est bon que tu saches que l'on prétend à Cordova que tu deviens laide.

— Je ne suis pas une once d'or pour plaire à tous, et je n'ignore pas qu'il y a au monde des jaloux et des médisans.

— Ne veux-tu pas les confondre en te montrant un peu?

— A quoi bon? Tu me trouves belle, toi, si tu ne mens pas; cela me suffit.

— Avoue que c'est l'indolence, ce défaut que tu as le talent de rendre adorable, qui te cloue ici?

— Peut-être; mais ce n'est pas cela seul. J'aime ces noirs rochers, ces bois pleins d'ombre, ces champs pleins de soleil, mon lac mystérieux, sauvage, endormi. Lorsque tu pars, je m'installe sur la terrasse ou sur le balcon, puis, comme les châtelaines des vieux âges, j'attends. L'écho m'annonce ton retour, car je connais le pas de chacun de tes chevaux. Quelle joie de te voir déboucher du sentier, accourir et t'asseoir là, jamais assez près! Que c'est bon d'aimer, quand c'est toi que l'on aime! — Et la belle créole, se renversant sur son hamac, enveloppait son mari de regards doux, caressans, pleins de molles langueurs.

Lorenza venait d'atteindre sa vingt-quatrième année; elle aussi possédait le type espagnol, mais adouci dans les traits, dans les allures, dans le son de la voix. La perfection des formes de la jeune femme donnait à sa démarche une grâce exceptionnelle. Indolente, elle l'était sûrement, — coquette, peut-être plus encore, car elle passait de longues heures à se parer, et le faisait toujours

avec un goût rare. Lorsque, surmontant sa paresse ou obéissant à un caprice, elle accompagnait son mari dans une des fêtes officielles données par la ville, sa beauté fine, toute faite de charmes, éclipsait les plus renommées. Cependant la douce Lorenza n'avait que des amies, et lorsqu'un étranger s'extasiait sur la beauté des Cordovaises, on lui répondait invariablement : — Que diriez-vous donc, si vous pouviez voir Lorenza Cortès? Elle est unique, comme le soleil. — On souriait; mais le dimanche, à l'église, où elle ne manquait jamais de venir entendre la messe, ceux qui voyaient passer la belle *hacendera* approuvaient l'éloge ambitieux de ses compatriotes.

D'après l'opinion des dons Juans de l'endroit, cette gracieuse statue, si agréable à contempler, manquait complétement d'âme. La langueur éteinte de son regard, la lenteur de sa marche, l'indolence de sa parole et de ses gestes le prouvaient. Aucun compliment, aucun témoignage d'admiration ne réussissait à troubler l'impassible quiétude de la belle créole. Elle ne s'éveillait que pour son mari, et le suivait avec ardeur lorsqu'il franchissait une haie, poursuivait un taureau ou accomplissait une de ces dangereuses prouesses auxquelles se plaisent les cavaliers mexicains.

Dans les rares occasions où don Luis ne revenait pas de la ville à l'heure accoutumée, Lorenza se mettait à table, puis, son repas rapidement terminé, elle s'établissait sur la terrasse. Là, enveloppée de l'écharpe de soie dont les Mexicaines ont fait une parure nationale, elle attendait, rêveuse, la tête tournée vers la route, fumant de minces cigarettes d'un tabac parfumé. Le galop d'un cheval venait-il à résonner, les narines de la créole se dilataient, son front se redressait, un sourire entr'ouvrait ses lèvres rouges. Si elle se levait pour gagner sa chambre, faisant claquer ses mules brodées d'or sur les dalles, dénouant sa noire chevelure, qui l'inondait de ses boucles luisantes, les serviteurs couraient à leurs postes respectifs, certains que le maître arrivait.

Don Luis au contraire était remuant, inquiet, sans cesse par monts et par vaux. Chaque jour, il parcourait une partie de son domaine, allait visiter un de ses voisins, ou se rendait à la ville; mais, après une absence de quelques heures, c'était toujours au galop de sa monture qu'il revenait près de Lorenza. Il aimait sans partage cette créature somnolente, gracieuse, sans volonté apparente, qui au besoin savait monter un cheval fougueux et le dompter. Un seul bonheur manquait aux deux époux, un fils.

Un soir, vers l'époque où les vents du sud font leur apparition sur les côtes du golfe du Mexique, c'est-à-dire en mars, des nuages sillonnés d'éclairs couvrirent soudain la petite vallée. Il était quatre

heures, don Luis était à la ville, et doña Lorenza donna l'ordre de sonner la cloche qui, dans toute hacienda mexicaine, sert à rappeler les travailleurs. L'écho transmit de sommet en sommet la voix argentine qui le frappait, et bientôt des Indiens, marchant à la file et chantant un hymne mélancolique, apparurent sur tous les sentiers. Les outils furent déposés sous de vastes hangars; une distribution de maïs fut faite, et chaque travailleur regagna sa cabane cachée dans les bois. L'hacienda, un moment transformée en ruche bruyante, redevint silencieuse. L'orage passa sans éclater; mais l'électricité dont l'air était chargé agitait visiblement doña Lorenza. Elle commanda de seller son cheval favori, puis, se ravisant, le fit reconduire à l'écurie. Le vent du sud soufflait. Don Luis n'ayant pas paru à l'heure du repas, doña Lorenza, après avoir sucé quelques fruits, alla s'établir sur son balcon.

Lorsque vint la nuit, d'épais nuages cachèrent le ciel, et un feu s'alluma soudain au-dessus des roches qui encadraient le lac, éclairant la route qui conduisait à Cordova. C'était là un soin que ne manquait jamais de prendre doña Lorenza durant les nuits obscures, lorsque son mari était absent. Appuyée sur son balcon, elle regardait pensive l'Indien chargé d'entretenir le foyer passer et repasser devant la flamme comme une ombre fantastique. Les roches se teignaient de lueurs rouges, et de grandes chauves-souris, après avoir voltigé autour du brasier, venaient raser la surface du lac, qui, immobile en dépit des rafales, brillait comme de l'or en fusion. Ce soir-là, contre son habitude, doña Lorenza se tenait debout.

— Le maître tarde, dit une jolie métisse qui, assise sur ses talons, attendait l'heure de tresser les cheveux de sa maîtresse.

Doña Lorenza tressaillit; son visage se tourna rapidement vers la camériste, qui dans l'obscurité crut voir étinceler les grands yeux de la créole. — Oui, répondit celle-ci en étirant ses beaux bras, le maître tarde; mais il m'avait prévenue.

— Comme le vent souffle, señora! Et pourtant voyez le lac, il n'a pas une ride.

— Les rochers le protégent, et il faut plus qu'un souffle de la brise pour le troubler.

— C'est de l'eau morte, señora, les Indiens l'affirment.

— C'est de l'eau dormante, Nilda; que le vent du sud tourne à l'ouragan, et peut-être la verras-tu bondir et nous montrer ses profondeurs.

Nilda allait répondre; la main de sa maîtresse se posa sur sa tête comme pour lui imposer silence. On entendit les grands pins gémir sur les cimes, et le hurlement plaintif d'un chacal emplit la vallée de son bruit lugubre. Au même moment, un cavalier passa rapide

devant le foyer; cinq minutes plus tard, les tisons lancés dans le lac semaient les rochers d'étincelles, et don Luis apparaissait sur le balcon.

Doña Lorenza reposait déjà sur un fauteuil et semblait engourdie. Elle tendit les mains à son mari, qui les lui baisa et s'assit près d'elle. Il roula une cigarette que sa femme lui prit des doigts aussitôt qu'elle fut allumée et dont elle aspira la fumée pour la rejeter par les narines. Avant même qu'il eût pu parler, elle lui raconta que, redoutant un orage, elle avait suspendu les travaux avant l'heure, — que Tonatl avait demandé une avance de dix piastres, — qu'un garçon était né à Juan le sauvage, — qu'Antonio Lopez et Pepa Nuñez, dont une vieille brouille séparait les deux mères, voulaient se marier, et qu'elle leur avait promis son appui.

— Et toi, demanda-t-elle en posant sa petite main sur l'épaule de son mari, qu'as-tu fait de tes heures?

— J'ai passé ma journée au théâtre, qu'il faut blanchir de fond en comble, ainsi que je l'avais prévu. La Wilson ne peut nous donner que trois représentations; elle veut être à Puebla dans douze jours.

— Travaille-t-on au théâtre la nuit?

— Non certes; mais, en ma qualité de commissaire, n'ai-je pas à me préoccuper du bal d'après-demain? Je n'ai été libre qu'à neuf heures, et j'ai songé à souper.

— Seul?

— Non; en compagnie de Solar, de Niéto, de Vargas, du consul américain et d'un attaché de la légation française. La Wilson nous avait invités pour faire honneur au consul de son pays, car elle est de New-York et non pas Anglaise, ainsi que l'ont à tort répété les journaux.

— Elle parle donc espagnol, cette chanteuse?

— Et français et italien aussi.

— Et elle est très belle?

— Tu la verras, dit en se levant don Luis. Ses cheveux ont la couleur de l'or, ses yeux celle du ciel, et son teint est plus blanc que les lis.

— Une figure de cire alors! répondit en riant doña Lorenza. — Elle abandonna son fauteuil, posa son front sur les lèvres de son mari et ajouta : — Il est véritablement tard, et je m'endors.

— Allez donc vous reposer, ma belle señora. Un mot : assisterez-vous au bal d'après-demain?

— J'y suis bien forcée, puisque tu le veux.

Don Luis avait depuis longtemps regagné sa chambre que doña Lorenza errait encore sur la terrasse. Le vent avait cessé de souffler,

l'air était parfumé, les cigales chantaient au loin leur aigre et monotone refrain. Brillante de rosée, constellée de mille insectes phosphorescens, la pelouse, vue de la hauteur à laquelle se tenait doña Lorenza, semblait se confondre avec le lac et refléter comme lui un pan du ciel avec ses astres scintillans.

Lorsque la jeune femme s'éveilla le lendemain, son mari galopait déjà sur la route de Cordova.

II.

Les Mexicains adorent la musique, et Mexico se passerait encore plus difficilement que Paris d'opéra italien. Chaque année, lorsqu'une compagnie de chanteurs débarque à Vera-Cruz, grand émoi dans les villes qu'elle doit traverser, surtout si la troupe possède une étoile telle que la Sontag, la Tomasi ou la Stefenone. L'étoile du reste fait rarement défaut, car le génie des impresarii sait au besoin la créer. En 1851, l'*estrella* fut la Wilson, artiste d'un mérite assez réel, au dire des réclames, pour dédaigner tout pseudonyme italien et se présenter sous son véritable nom.

Au Mexique, point de préjugés contre les comédiens; un ténor, une cantatrice surtout, voient s'ouvrir devant eux toutes les portes. On les promène de fête en fête, de banquet en banquet. D'ordinaire c'est après avoir conquis les suffrages de la capitale que la diva, cédant aux adresses des conseils municipaux, consent à chanter dans les villes qu'elle doit traverser pour se rembarquer. En 1851, don Pedro Prieto était préfet de Cordova, et, grâce à son activité, à sa finesse, à ses démarches multipliées, Cordova, ville de troisième ordre, mais orgueilleuse en raison de sa petitesse, allait entendre la Wilson avant Orizava, Puebla et même Mexico. Aussi quelle réputation a laissée le jeune administrateur! Si les peuples sont ingrats, celui de Cordova échappe à ce reproche : il faudra trois générations pour faire oublier à la ville le triomphe qu'elle dut à son préfet, triomphe dont Orizava, qui aspire au titre de chef-lieu de la province, n'est pas encore consolée.

Ce fut Nilda qui, avec un peu d'appréhension, apprit à sa maîtresse le départ matinal de don Luis. Doña Lorenza se leva souriante, laissa tresser ses longs cheveux sans impatience, se vêtit avec sa lenteur accoutumée, puis ordonna de seller un de ses chevaux. C'était un samedi, et ce jour-là don Luis parcourait ordinairement sa propriété pour vérifier les travaux exécutés durant la semaine, pour blâmer ou récompenser les travailleurs à l'heure de la paie. Aussitôt prête, doña Lorenza fit appeler le majordome.

— Je remplace aujourd'hui le maître, Antonio, dit-elle au vieux

serviteur. Prends un de ses chevaux pour m'accompagner; les tiens vieillissent et ne savent plus courir.

Pendant deux heures, Lorenza, vêtue d'une robe blanche, un masque de gaze bleue sur le visage, son écharpe tantôt roulée autour de la taille, tantôt rejetée sur l'épaule gauche, galopa sans presque désemparer. Elle s'engageait dans les gorges, courait sur les cimes des collines, ou, courbée sur le cou de sa monture, se lançait à travers les fourrés. Les lianes lui barraient le passage, l'enveloppaient, elle et son cheval, de leur réseau; Antonio, le sabre à la main, se hâtait d'accourir pour délivrer sa maîtresse des nœuds fleuris qui la tenaient prisonnière et au milieu desquels elle se débattait. Parfois, sur les hauteurs, Lorenza s'arrêtait un instant pour examiner un abîme, pour contempler les monts, les torrens, les arbres, tout le grand paysage étendu à ses pieds, ou pour suivre curieusement, sur les plaines baignées de soleil, l'ombre rapide des aigles qui traversaient le ciel; mais bientôt elle reprenait sa course: on eût dit que, dans ce mouvement, dans cette fatigue violente, elle cherchait un apaisement à de douloureuses pensées.

Devant les cabanes, elle mettait le plus souvent pied à terre, aussitôt entourée par vingt chiens hurlans et affamés. Les femmes, les enfans, se pressaient pour la saluer, lui présentaient des fleurs, des fruits, des calebasses pleines de lait où elle trempait ses lèvres. Partout on l'implorait, et, en dépit des observations de son vieux guide, partout elle se montra bonne, indulgente, prodigue.

— Aussi vrai qu'il n'y a qu'un Dieu, señora, s'écriait Antonio, la Juana vous a trompée; il y a huit jours que son mari est en état de manier la hache.

— Chut! disait doña Lorenza, je veux être trompée.

— Aussi vrai qu'il porte le nom d'un grand saint, señora, Matéo vous a menti comme un Judas; sa récolte est abondante.

— Il m'a priée au nom de la vie du maître, Antonio, et je veux que l'on bénisse le maître.

Vers onze heures, après avoir semé la joie dans tous les lieux qu'elle avait visités, doña Lorenza regagna l'habitation. Elle conduisit machinalement sa monture au bas de la pelouse, et s'oublia un instant dans la contemplation du chaos de blocs de lave qui servait de cadre au lac, sondant du regard les eaux profondes, suivant la marche ondulante des couleuvres qui les sillonnaient. Son cheval, les oreilles droites, l'œil inquiet, plongea ses naseaux fumans dans l'onde glacée, puis redressa aussitôt la tête et se mit à hennir. Sautant sur une roche, la jeune femme se retourna vers sa chère demeure; un flamant rose, les ailes étendues au soleil, en équilibre sur le faîte, troublait par sa présence une vingtaine de moineaux bleus qui, effarés, tourbillonnaient autour de lui. Le

grave oiseau reprit soudain son vol, et les passereaux, enfin rassurés, regagnèrent leurs nids bâtis sous la toiture. La créole secoua doucement la tête et remonta vers la terrasse, suivie par son docile coursier. Tout à coup, se sentant libre, l'animal bondit sur la pelouse et s'enfuit vers son écurie.

En pénétrant sous le corridor extérieur qui lui servait à l'occasion de salon, doña Lorenza trouva une visiteuse établie dans son hamac.

— Toi, Quirina, à pareille heure! s'écria-t-elle en s'avançant avec rapidité; y a-t-il donc un malheur chez toi?

Doña Quirina, belle et majestueuse personne, porta son mouchoir à ses yeux gonflés et sanglota.

— Qu'as-tu? reprit Lorenza en entourant son amie de ses bras: ne te lève pas, parle. Ta mère est-elle malade? est-ce ton fils, est-ce ton mari, qui souffrent?

— Ah! répondit doña Quirina d'une voix sourde, nous sommes toutes perdues, ma chère; tu vis ici paisible, souriante, toi, persuadée que le monde finit aux limites de ton domaine; ignores-tu véritablement ce qui se passe à Cordova?

Les sourcils de doña Lorenza se froncèrent, son regard s'embrasa tandis que ses narines se dilataient; mais ce ne fut qu'un éclair. elle s'assit près de son amie.

— Parle, dit-elle encore; que se passe-t-il à Cordova de si terrible que j'en doive être troublée?

— Ils sont tous amoureux de la Wilson, ma chère.

— Tous! qui?

— Mon mari, celui de Laura Alvarez, le tien.

Doña Lorenza eut un éclat de rire si bruyant, si franc, que son amie se redressa.

— Ou je te connais mal, ou tu ne riras pas demain, Lorenza, s'écria-t-elle, et tu auras alors besoin des conseils, des consolations que je venais chercher près de toi.

— Des consolations, ma bonne Quirina, pour quel mal, s'il te plaît? Que ton mari soit amoureux de la chanteuse, je le crois, puisque c'est toi qui me l'affirmes; mais comment veux-tu que je ne rie pas en t'écoutant ranger don Luis parmi les adorateurs de cette étrangère?

— Il l'aime, ma chère, et ne la quitte pas plus que mon mari, que celui de Laura, qui, la malheureuse, n'y voit plus à force de pleurer.

— Singulière façon de vous défendre en tout cas! Pleurer! qu'avez-vous donc dans les veines? Tu l'as vue, cette cantatrice; elle est donc belle?

— Ah! s'écria la visiteuse avec conviction, je ne trouve pas, moi.

Elle est grande, c'est vrai; mais elle a des yeux verts, des cheveux plus pâles que les fils de l'aloès, et un teint de malade. Par malheur, mon mari et le tien ne sont pas de mon avis.

— Laisse en paix don Luis, Quirina.

— Ne dois-je pas t'éclairer? Il vit à Cordova, pendu comme les autres aux jupes de cette hérétique, qui se rend à l'église sans se couvrir la tête de son châle. Où est-il en ce moment?

— On l'a nommé commissaire du théâtre; c'est par devoir et un peu contre son gré qu'il perd son temps près de la Wilson.

— Pauvre innocente, crois-tu cela? Te voilà devenue comme les eaux glacées de ton lac, Lorenza; rien ne peut plus t'émouvoir, pas même la jalousie.

— J'aime et je suis aimée, repartit vivement la jeune femme; mais, si mon bonheur était menacé, je ne m'amuserais pas à me rougir les yeux et à m'enlaidir comme vous le faites; je saurais agir. Voyons, lève-toi. Tu es belle, Quirina, si belle même que je doute que la Wilson puisse t'égaler. Par la Vierge, à quoi songes-tu de tordre tes magnifiques cheveux sans les natter ni les boucler, de les ramasser sur ton front dans ce désordre? Et cette robe! est-il l'heure de s'affubler d'une étoffe démodée? Comment es-tu venue?

— A pied.

— Par ce soleil? Tu es folle! Sèche tes larmes, viens déjeuner, car tu es à jeun, je suppose. C'est la curiosité, l'étrangeté, qui attirent ton mari et celui de Laura vers la Wilson; une femme blonde, c'est l'opposé d'une négresse, cela surprend les hommes et les tente.

Durant le repas, doña Quirina, ayant de nouveau fait allusion à don Luis, se vit si bien combattue qu'elle n'osa plus le nommer. Du reste, doña Lorenza se montra compatissante à la douleur de son amie, elle l'écouta, la conseilla, parvint même à la distraire un peu.

— Que tu es heureuse de n'être pas jalouse! dit doña Quirina au moment de monter en litière, et en frappant l'épaule de Lorenza de sa main droite en guise d'adieu.

— Je crois en don Luis, comme il croit en moi, et je vis les yeux fermés.

— Dieu veuille qu'il ne te force pas bientôt à les ouvrir.

— Je l'aime et il m'aime, répliqua doña Lorenza avec dureté; plus un mot sur ce sujet, Quirina, et que la Vierge te conduise et t'assiste!

Son amie partie, doña Lorenza s'étendit sur son hamac, fit apporter des monceaux d'étoffe et dirigea le travail de ses caméristes. A l'heure du dîner, don Luis parut.

— Ah! señor commissaire, s'écria la créole, qui rougit en l'aper-

cevant, êtes-vous assez heureux de posséder une femme active et entendue comme je le suis! Grâce à vous, j'ai chevauché toute la matinée en compagnie d'Antonio, et cela vous coûtera au moins cent piastres que j'ai distribuées un peu à tort et à travers en votre nom. Me pardonnes-tu?

— D'avoir fait le bien, ma Lorenza? je t'en remercie.

— Dînons, veux-tu? et raconte-moi un peu les merveilles que tu prépares.

L'humeur enjouée de sa femme eut raison de la raideur un peu inquiète de don Luis, qui s'attendait à quelques reproches. Après le repas, il s'établit sur la terrasse, aux pieds de Lorenza, qui lui raconta, — en taisant ce qui le concernait, — la visite qu'elle avait reçue.

— Pauvre Quirina, dit la créole en terminant, elle m'a laissée toute pensive et tout attristée. Vous êtes cruels, messieurs les hommes.

— Quirina se trompe, son mari l'adore.

— C'est ce que je me suis fatiguée à lui répéter, mais cette grande enfant ne sait que pleurer.

— Tu ne pleurerais donc pas, toi? demanda don Luis.

— Je n'en sais rien, c'est bien assez de songer aux choses qui peuvent arriver sans se mettre en peine de chimères. Cependant, si par impossible une femme venait jamais à se placer entre toi et moi, je crois qu'elle en mourrait.

Doña Lorenza, mollement renversée en arrière, la tête posée sur ses beaux bras, souriait tout en parlant, et ses yeux à demi clos par ses longs cils regardaient amoureusement don Luis, qui se leva.

— Bonsoir, señor volcan, dit-il en se penchant vers elle.

D'un geste rapide, la jeune femme saisit la tête de son mari, l'appuya contre la sienne, puis l'embrassa.

— Moqueur! dit-elle; pourtant ne t'y fie qu'à moitié : celui-ci aussi dort, continua-t-elle en se renversant de nouveau, tandis que sa main désignait le lac, et notre ami le docteur, qui rôde sans cesse sur ses bords lorsqu'il vient nous rendre visite, ne le tient-il pas pour un volcan?

III.

Le lendemain, vers neuf heures du soir, deux foyers de branches de styrax, disposés à égale distance du perron de la préfecture de Cordova, rougissaient de leurs flammes intenses la façade des maisons environnantes, et chargeaient l'air de leur odorante fumée. Les fenêtres du vaste salon qui sert de lieu de délibération au conseil

municipal laissaient apercevoir des lustres chargés de bougies roses, et le large escalier du palais officiel était tapissé d'un fin gazon semé de fleurs comme en produisent les tropiques. Le carrosse municipal, lourde caisse suspendue sur des courroies de cuir en guise de ressorts, et dont la flèche et l'arrière-train, sculptés et dorés, datent de la belle époque de Louis XIV, amena la Wilson, qui fut reçue au bas de l'escalier par le préfet lui-même. Le peuple, amassé dans la rue et frileusement drapé, poussa des vivats frénétiques en apercevant la cantatrice, et l'orchestre, par une galanterie raffinée, entama l'air national américain, *Yankee doodle*.

— D'honneur, je crois rêver, mon cher, disait un élégant cavalier dont un monocle battait le gilet blanc, et qui parcourait le salon en s'appuyant sur le bras d'un officier mexicain visiblement à l'étroit dans son uniforme. *Les Mille et une Nuits* ne sont pas simplement des contes. Rien de plus affreux que vos routes, c'est indiscutable, vos diligences sont des boîtes impossibles, et votre cuisine me semble tout simplement exécrable. Si votre nature est splendide, votre peuple, que je trouve malpropre, me la gâte. Puis ne sont-ils pas idiots, ces braves gens, de se draper jusqu'aux yeux dans des couvertures de laine par le temps qu'il fait? Quant aux chapeaux à larges ailes dont ils se coiffent, cela leur donne un air mélodramatique qui porte à les confondre avec des brigands. Mais, s'il vous plaît, où avez-vous découvert les artistes qui ont tissé ce tapis de fleurs que j'ose à peine fouler? Quelle délicatesse, quel goût dans l'art d'assortir les couleurs! Si j'étais femme, je ne voudrais poser mes pieds que sur ces fragiles merveilles, dont un Français, je le parie, doit être l'auteur.

— C'est l'œuvre de ces Indiens qui vous déplaisent si fort, señor.

— Vrai? Eh bien! ce sont des artistes laids, mais des artistes. A propos, d'où vient votre habitude de boire dans le même verre? Voilà un usage d'un patriarcal écœurant, mon cher. Vous devriez bien aussi vous désaccoutumer d'arrêter si brusquement vos chevaux, manœuvre par laquelle vous leur brisez la bouche et les jarrets... Bon, encore un señor qui en prend un autre par la taille et lui tape dans le dos; vous ne me convaincrez jamais que ce soit là une façon polie de dire bonjour. Ah! des officiers! Quelle idée, bon Dieu, de s'affubler de jaquettes rouges et de pantalons bleus, alors qu'il est si rationnel de faire le contraire!

— En France peut-être, répondit le Mexicain; mais nous sommes au Mexique, señor.

— C'est vrai, et pourtant ce salon éblouissant, ces tentures, ces toilettes si fraîches, si bien portées, me feraient presque supposer que je suis encore à Paris. Qui est donc cette belle personne brune, au front sévère, à la lèvre ombragée de duvet? On dirait Junon.

— C'est doña Quirina Vargas.

— Elle est splendide; quelles épaules et quels bras! Serait-ce perdre son temps que d'aller soupirer à ses pieds?

— Je crois que celui qui l'essaierait serait très mal accueilli.

— Une vertu, diable! D'ordinaire la vertu ne se loge pas si bien. Et cette vive personne qui secoue la tête en parlant, et dont l'éventail bat l'air avec la grâce et la vivacité d'une aile d'oiseau, qui est-elle?

— Doña Paulina Miranda.

— Elle rit trop haut. Jésus! comme disent vos jolies compatriotes, si elle piaffe encore une fois, ses cheveux vont se dénouer et nous révéler les secrets du coiffeur.

— Si les cheveux de doña Paulina se dénouent, don Alberto, ce qui n'est pas impossible, elle en sera enveloppée tout entière. Nos femmes ne connaissent ni les fausses nattes, ni le fard, ni les fausses dents.

— Je vous en fais mon compliment... Cette doña Quirina, en dépit de son nom, est véritablement splendide; présentez-moi donc.

Et la belle Quirina, distraite, préoccupée, s'inclina en entendant nommer le señor don Alberto de Vieilleville, second secrétaire de la légation française, débarqué au Mexique par le même *steamer* qui avait amené la señorita Wilson.

Critiquant, blâmant, se moquant, vantant son pays à tout propos, sans paraître se douter que ses remarques pussent blesser ses auditeurs, le jeune Français se montrait à tous les coins du salon, se rapprochant de temps à autre de la cantatrice.

— Vous amusez-vous? lui demanda celle-ci à voix basse.

— Mais oui, les Mexicains ont des coutumes très originales; je viens de boire un verre de champagne dans lequel une femme jaune avait trempé ses lèvres, et je n'ai été que poli. Toutes les filles d'Ève ont grand air dans ce singulier pays, et des pieds, des mains, des yeux, des dents, des épaules, des bras...

— *Stop!* dit en riant l'Américaine.

— C'est ce que j'allais faire, señora, après avoir ajouté le mot : ravissans.

— Elles ont toutes le même type.

— C'est vrai; mais il est si réussi! A votre tour que pensez-vous des graves hidalgos, dont les regards ne vous quittent pas?

— A peu près ce que vous pensez de leurs femmes. Avez-vous étudié don Luis Cortès? Je suis certaine qu'une armure siérait à ce beau cavalier, qui à mon avis doit ressembler à son grand ancêtre. Comment n'est-il pas ici?

Celui dont il était question pénétrait en ce moment dans la salle de bal; sa femme, la tête couverte d'une mantille de dentelle

blanche, s'appuyait sur son bras. Doña Lorenza possédait les plus riches bijoux de la province; on avait compté sur elle pour éblouir l'étrangère, et il y eut une rumeur de surprise en la voyant apparaître si simplement vêtue. Ses amies l'entourèrent aussitôt pour l'interroger et la blâmer.

— Je me sentais un peu souffrante, répondit-elle. et je ne me suis décidée à venir qu'à la dernière heure, pour ne pas désobliger don Luis. Laisse-moi passer, Quirina, murmura-t-elle à l'oreille de son amie, je vais me cacher dans ce coin, car je veux voir avant d'être vue, afin de pouvoir étudier l'ennemi.

En dépit de sa tactique, doña Lorenza ne put se soustraire aux invités qui accouraient la saluer; installée sur un fauteuil à bascule, elle s'était contentée d'entr'ouvrir sa mantille, dont elle refusa de se débarrasser. Le regard de la jeune femme, en apparence indécis et voilé, suivait chacun des pas de son mari, qui, se croyant perdu dans la foule, manœuvrait pour se rapprocher de la cantatrice. Celle-ci, grave infraction aux lois de l'étiquette mexicaine, se leva de son fauteuil en apercevant don Luis et lui tendit la main. Pendant une demi-heure, sans cesser de causer avec les femmes qui l'entouraient, provoquant leur babil pour n'avoir point à parler elle-même, doña Lorenza ne perdit guère de vue la Wilson, dont elle épiait les moindres gestes. A un moment donné, la cantatrice, appuyée avec abandon sur le bras de don Luis, souriant à ce qu'il lui disait, traversa le salon avec lenteur. Doña Lorenza se redressa, et son regard enveloppa l'Américaine d'un sinistre éclair.

— Eh bien? dit doña Quirina, qui avait saisi le mouvement rapide de son amie.

— Elle est belle, répondit Lorenza, et d'une redoutable beauté.

— Je voudrais l'étouffer, murmura doña Quirina, qui, raidissant ses beaux bras, brisa son éventail.

— Fais-le donc! répliqua brusquement Lorenza d'un ton de défi. — Puis, tandis que son amie la regardait effarée, l'indolente créole se renversait de nouveau sur son fauteuil pour reprendre la pose qui lui était habituelle.

Albert, qui avait trop entendu parler de Lorenza Cortès pour ne pas se faire présenter à elle, vint s'asseoir près de la jeune femme. Celle-ci, maîtresse d'elle-même, se montra spirituelle, enjouée, et s'amusa des remarques du jeune Français, de la bonne opinion qu'il avait non-seulement de lui-même, mais de son pays. Sans en être prié, Albert parla de Paris, de ses amis, de sa famille, de la Wilson, dont il vanta le talent et la beauté, non sans glisser de temps à autre une fine galanterie à l'adresse de son interlocutrice.

— Quelle séduisante petite femme! dit-il en se suspendant au

bras de l'officier qu'il semblait avoir choisi pour confident; est-ce aussi une vertu?

— Elle ne serait pas ici, s'il en était autrement, répliqua le Mexicain avec hauteur; nos mœurs, señor Français, n'ont pas la liberté des vôtres.

— C'est une infériorité que je ne me lasserai pas de vous reprocher, répondit Albert d'un ton convaincu. Comment pouvez-vous savoir que la vertu est chez vous aussi indomptable que farouche, si vous ne la soumettez à aucune épreuve? En attendant, don Luis Cortès serre la Wilson d'assez près pour que l'heure de consoler sa femme soit prête à sonner; or, mon cher, dans votre pays, aussi primitif que vertueux, on me paraît ignorer tout ce qu'il est possible d'obtenir d'une femme dont on se fait le consolateur.

Bien qu'elle s'effaçât volontairement, doña Lorenza occupait une trop haute position dans la ville pour être délaissée, et elle se vit bientôt le centre d'un cercle au moins aussi nombreux que celui qui entourait la Wilson. Lorsque celle-ci, cédant aux supplications, se leva pour chanter, on se dispersa, on s'assit, et la créole put examiner à l'aise la cantatrice. Elle admira la finesse et la régularité de ses traits, la blancheur de sa peau rosée, la douceur de son regard; mais ce frais visage lui parut manquer d'expression, de volonté, et le corps de grâce. La Wilson chanta bien, car sa voix était magnifique, et son succès fit affluer le sang sur les joues pâles de doña Lorenza. Après un second morceau de chant, qui valut à l'artiste jusqu'aux applaudissemens des dilettantes postés dans la rue, le bal fut ouvert.

— Elle a de grands pieds et ne sait pas manier son éventail, dit avec dédain doña Quirina en revenant à sa place après une contre-danse.

— Eh bien! te voilà vengée, répondit doña Lorenza avec un peu d'ironie. Est-ce trop exiger de votre bonté, señor, continua-t-elle en s'adressant à Albert, qui venait l'inviter en vain pour la troisième fois, que de vous prier de m'amener mon mari?

— Je cours le chercher, señora.

— Que ce soit de ce côté alors, dit doña Lorenza en désignant du bout de son éventail la fenêtre près de laquelle se tenait la cantatrice.

Le regard doux, voilé, langoureux, de la belle patricienne se croisa avec celui du jeune Français, qui frissonna.

— Console-toi, murmura Lorenza en se penchant vers l'oreille de Quirina, devenue boudeuse; don Alberto, ma chère, est l'amant de la Wilson, et ton mari le rencontrera entre elle et lui.

— Tu n'es pas indisposée? demanda don Luis, qui accourut près de sa femme.

— Non certes; mais faute de t'avoir obéi, dé m'être habillée plus sérieusement, je suis forcée, par coquetterie, de me tenir cachée dans ce coin. Écoute encore : chacun ici, à ce que j'ai pu entendre, offre à cette señora quelque divertissement; ne ferions-nous pas bien de l'engager à venir goûter à l'hacienda? Elle sait monter à cheval, je suppose? En tout cas, je lui enverrai ma litière.

— Je l'engagerai si tu veux, répondit don Luis d'un ton indifférent, mais avec un tressaillement de plaisir qui n'échappa point à sa femme.

— Conduis-moi près d'elle, il me semble convenable de lui adresser moi-même notre invitation.

Appuyée sur le bras de son mari, enveloppée de sa mantille qui lui seyait à ravir, doña Lorenza traversa languissamment l'immense salon. Après avoir félicité la cantatrice, elle la pria avec la grâce et la courtoisie de son pays d'accepter son hospitalité. La promenade fut fixée au surlendemain.

— Nous comptons naturellement sur vous, señor, dit la créole à Albert, qui s'inclina.

Au lieu de regagner sa place, doña Lorenza se dirigea vers l'antichambre. — Reste, dit-elle à son mari, qui, la voyant décidée à se retirer, se disposait à l'accompagner; invite tes amis; tu sauras les choisir. — Et comme don Luis insistait pour la reconduire, elle ajouta : — Tu vas me forcer à rentrer et à t'attendre, car je ne consentirai pas qu'un de mes caprices te coûte un plaisir. Je suis fatiguée; mais je veux que tu restes, répéta-t-elle; Antonio est là.

Il lui baisa la main, et, l'enlevant dans ses bras, la posa doucement sur les coussins de la litière. A peine fut-elle assise, que le léger palanquin, soulevé par quatre Indiens, se mit en marche, escorté par Antonio à la tête de cinq ou six cavaliers armés. Une fois hors de la ville, des torches furent allumées pour éclairer la route. et, une heure plus tard, accoudée sur son balcon, la créole, les cheveux dénoués, semblait réfléchir profondément.

Don Luis était absent, il faisait nuit, et le feu qui d'ordinaire annonçait que l'on veillait dans l'attente du maître ne brillait pas au-dessus des roches. Pas un souffle de brise, le grand silence du désert régnait. De temps à autre, un craquement sourd résonnait sur les cimes, un arbre vaincu par les ans s'écroulait, salué par le cri sauvage d'un oiseau de proie effrayé. Tout à coup doña Lorenza tressaillit; elle pencha son front vers la terre pour écouter; un sourire illumina son visage, le sourd galop d'un cheval se rapprochait.

— Je me suis hâté de faire mes invitations, et j'espérais te rejoindre, dit don Luis en apparaissant; tes porteurs ont donc couru?

Au lieu de répondre, doña Lorenza entoura son mari de ses bras et se tint longtemps pressée contre lui.

— Qu'as-tu donc? demanda enfin don Luis.

— Rien; je t'aime! dit la jeune femme en s'enfuyant vers sa chambre.

Au fond, Lorenza avait cruellement souffert en voyant son mari captivé par la cantatrice, et le long sanglot qu'elle venait d'étouffer avait mouillé sa joue d'une larme qu'elle parvint pourtant à dissimuler.

IV.

Le lendemain et le surlendemain de cette soirée, don Luis ne s'absenta que vers la nuit. Il s'occupait avec ardeur de parer l'hacienda, dont les Indiens, au détriment des autres travaux, furent employés à nettoyer la route et l'immense cour par laquelle on pénétrait dans l'habitation. Durant ce temps, doña Lorenza ne quitta guère son hamac, et parut à peine s'inquiéter des mille soins pris par son mari. Celui-ci, enivré de la perspective de posséder sous son toit la femme dont les coquetteries et l'étrange beauté le troublaient, dissimulait à peine sa joie. Le jour tant souhaité arriva, et vers une heure de l'après-midi l'impatient don Luis partit au-devant de ses hôtes.

Doña Lorenza était à sa toilette lorsque le cavalier se mit en selle; au bruit familier des pas de son cheval, elle accourut sur le balcon, le salua de la main, et le vit s'engager au galop parmi les roches. Il avait depuis longtemps disparu que, distraite, immobile, la jeune femme regardait encore la route au-dessus de laquelle de grands papillons voltigeaient, et qu'on eût dit jonchée de fleurs de pourpre et d'azur lorsqu'ils s'y posaient tous à la fois.

La journée s'annonçait comme devant être favorable : de minces nuages blancs, poussés par une fraîche brise, parcouraient le ciel et tempéraient les ardeurs du soleil. Le pic neigeux de l'Orizava, voilé par un amas de nuées, se dégageait de temps à autre de son orageuse couronne et apparaissait éblouissant. Alors les vautours, qui semblent prendre ce faîte pour but de leur vol audacieux, battaient l'air de leurs ailes puissantes, puis décrivaient de longues spirales en poussant des cris rauques et prolongés.

A deux heures, faisant raisonner les parquets et les dalles sous le talon des mignonnes bottes dont elle était chaussée, doña Lorenza descendit sur la terrasse, où un second hamac avait été suspendu près du sien. Par un caprice peut-être calculé, elle avait revêtu l'antique costume de cheval des dames de son pays : simple veste de velours grenat, brodée d'argent et posée sur un corsage de satin blanc. Les noirs cheveux de la créole, tressés avec des fils d'or et de pourpre, retombaient en lourdes nattes et venaient se rattacher

à la ceinture de crêpe de Chine enroulée autour de sa taille fine et cambrée. La jupe de même étoffe que la veste, et chargée comme elle de broderies d'argent, laissait les pieds à découvert. Un chapeau mou, fièrement surmonté d'une plume d'ara, complétait cette originale toilette. En ce moment, doña Lorenza se tenait enveloppée d'une écharpe de soie avec laquelle elle semblait jouer, tantôt se drapant jusqu'aux yeux à l'aide de la mince étoffe, tantôt la ramenant avec dextérité sur celle de ses épaules où il lui plaisait de la fixer.

Tout à coup des Indiens apostés à l'entrée du bois lancèrent vers le ciel ces fusées, sans lesquelles il n'est pas de fête complète au Mexique, et dont les sèches détonations allèrent au loin réveiller mille échos, et bientôt parut la cantatrice escortée de vingt cavaliers.

Suivant l'étiquette de son pays, doña Lorenza ne se leva de son hamac que lorsque la visiteuse, ayant mis pied à terre, s'avança vers elle, conduite par don Luis. Alors elle l'entoura légèrement de son bras droit, puis, exécutant ce salut qui amusait si fort don Alberto, elle lui frappa l'épaule du bout de ses doigts. Par excès de courtoisie, elle céda le hamac qu'elle occupait à l'étrangère, et s'étendit sur l'autre avec cette aisance que les Européennes, même après vingt ans de séjour au Mexique, ne peuvent pas plus acquérir qu'elles ne sauraient apprendre les multiples façons d'agiter un éventail ou de se draper dans une écharpe.

La cantatrice portait un sévère costume d'amazone en drap bleu de roi; mais le climat l'avait forcée de remplacer le traditionnel chapeau rond par un chapeau à la Louis XV qui du reste seyait à son visage. C'était non-seulement la coiffure, mais tout le gracieux costume de l'époque qu'eût adopté la chanteuse, si son goût eût été à la hauteur de sa beauté. Elle était bien faite; cependant sa marche et ses gestes avaient cette correction, cette raideur britannique dont les Américains ne réussissent pas toujours à se dégager. La gauche façon dont la cantatrice s'assit sur le hamac qui lui avait été offert fit éclore un imperceptible sourire sur les lèvres de doña Lorenza.

Albert, moins loquace que de coutume, négligeait à chaque instant son monocle pour mieux regarder. Le costume si riche, si coquet, si nouveau pour lui, de la créole, le transportait, et il s'émerveillait de la grâce avec laquelle doña Lorenza, tout en causant, relevait ou abaissait son écharpe, ouvrait ou fermait son éventail, et savait, avec une chasteté provocante, se redresser ou se renverser sur les moelleux coussins de sa couche mobile. La Wilson, mal à l'aise sur un siége auquel elle n'était pas accoutumée, sentit son infériorité, et voulut voir de près le lac dont la situation pittoresque attirait son attention. Doña Lorenza se leva aussitôt, et, guidées par don Luis, les deux femmes traversèrent la pelouse.

Elles étaient à peu près de la même taille; mais la démarche lente, féline, de doña Lorenza écrasait par sa grâce naturelle les allures plus savantes, plus théâtrales, de la cantatrice. Albert, véritable enfant terrible, le fit remarquer aux Européens invités par don Luis en même temps que ses compatriotes. Après une courte promenade, on revint vers la cour où l'on avait laissé les chevaux, qui, la tête basse, les oreilles couchées, les jambes fléchies, l'œil à demi clos, avaient cette apparence exténuée dont les étrangers sont souvent dupes. A peine leurs maîtres furent-ils en selle, que l'on vit les braves animaux bondir, piaffer, ronger leur mors, révéler par des hennissemens leur ardeur impatiente.

La Wilson, par suite d'une galanterie du préfet de Cordova, montait une magnifique jument à robe blanche, bête docile dont le pas ordinaire était cet amble rapide auquel sont dressés les chevaux de route mexicains. Tout à coup la cantatrice fit remarquer que don Alberto était absent. On se mit à la recherche du Français, que l'on trouva grimpé sur une roche; de cette hauteur, il s'amusait à jeter des pierres dans le lac, à les regarder tournoyer et se perdre dans ses mystérieuses profondeurs.

On amena la monture de doña Lorenza, petit cheval de race andalouse à la robe d'un noir d'ébène, à la crinière épaisse, aux naseaux écartés, à l'œil sauvage. Il ruait, se cabrait, secouait son mors et cherchait à se débarrasser de l'étreinte d'Antonio, tout occupé à le contenir. Doña Lorenza, son écharpe nouée sur l'épaule, une mince cravache à la main, semblait attendre. Son mari, déjà en selle, mit tout à coup pied à terre et accourut; une rougeur visible colorait ses joues bronzées.

— Merci, lui dit sa femme en s'appuyant sur son épaule et en se laissant soulever à la hauteur de la selle; m'avais-tu donc oubliée? Maintenant, ajouta-t-elle en le frappant amicalement du bout de sa cravache, veille sur notre invitée; je ne sais pourquoi, mais il me semble que cette belle señora est moins à l'aise sur le dos d'un cheval que devant un piano.

Les deux femmes marchèrent d'abord côte à côte, entourées par l'essaim des cavaliers. Albert, excellent écuyer, enviait le commode et pittoresque costume de cheval de ses compagnons, et se promettait de s'en faire confectionner un pareil à la première occasion. Il se tenait au premier rang et ne cessait de vanter doña Lorenza.

— Décidément, mon cher, vos femmes sont le charme en personne, disait-il à son confident habituel; mais qui donc à Cordova m'a parlé de l'indolente langueur de notre hôtesse en l'appelant l'*eau dormante?* C'est du vif-argent, cette femme. Voyez avec quelle vigueur elle contient sa monture; on la dirait vissée sur sa selle, tant son corps suit harmonieusement les mouvemens de cet anda-

lou, qui à mon avis est bien la plus admirable bête que l'on puisse rêver. Si la señora Wilson veut m'en croire, ajouta-t-il plus bas, elle ne s'assoira plus désormais sur un hamac et ne montera plus à cheval que lorsqu'une distance de cent lieues la séparera de cette séduisante doña Lorenza. — Le jeune secrétaire s'exprimait encore assez haut pour être entendu de ses voisins, et les Mexicains, presque Français au point de vue du développement de l'amour-propre national, souriaient d'un air approbateur.

On atteignit la crête des collines qui dominent la vallée, et toute une suite de sommets, les uns défrichés, les autres encore couverts de forêts vierges, se montrèrent à l'horizon. En dépit de son monocle, la vue de l'attaché d'ambassade était excellente, et il s'extasia devant la beauté du paysage. Une pente rapide, jonchée de rochers, conduisait au fond d'un vallon traversé par un étroit torrent. Le soleil, en cet instant découvert, embrasait l'onde écumeuse et la faisait ressembler à une traînée de flammes. Bientôt la route ne fut plus qu'un sentier accidenté, et les cavaliers, forcés de s'éparpiller, guidèrent leurs chevaux à droite et à gauche pour ne pas marcher à la file.

— Aimez-vous à galoper, señor français? demanda soudain Lorenza à Albert, qui s'efforçait de se maintenir près d'elle.

— En votre compagnie, señora, j'aime tout.

— En avant donc! s'écria la jeune femme. — Et, lâchant la bride à son cheval, elle se lança sur la pente abrupte. Albert, surpris, n'hésita qu'une seconde et suivit son audacieux guide. Parvenue au fond du vallon, doña Lorenza franchit le torrent, puis remonta la berge au galop pour ne s'arrêter que sur une plate-forme où Albert et quelques cavaliers la rejoignirent. En se retournant, elle vit la cantatrice sans chapeau, cramponnée à sa selle, tandis que don Luis et le mari de Quirina contenaient sa monture excitée.

— Qu'est-il donc arrivé? demanda la créole d'un ton de surprise.

— Cette señora n'a pas su retenir son cheval, dit un cavalier qui arrivait; elle ne sait galoper que dans les plaines.

— C'est un plaisir que nous lui donnerons tout à l'heure, murmura doña Lorenza avec une expression cruelle dont Albert fut frappé.

Redescendant aussitôt à toute bride, faisant franchir à sa monture les rocs et les buissons, la créole vint se ranger près de la cantatrice. — Je vous demande pardon de mon étourderie, señora, lui dit-elle, descendre une colline en courant est un jeu dans mon sauvage pays, et j'ai oublié de vous mettre sur vos gardes.

La cantatrice, qui avait failli choir, rejeta la faute de sa mésaventure sur son cheval.

— Vous plaît-il de monter sur le mien? lui demanda Lorenza.

— Non certes, son regard seul m'effraie.

— *Andalou* est pourtant un vrai mouton, dit la créole en flattant l'animal de sa petite main gantée, on fait de lui ce que l'on veut. — Et, comme preuve de son assertion, elle se mit, en dépit des obstacles du terrain, à décrire de grands cercles autour de la cantatrice, et arriva en même temps qu'elle sur le plateau.

On traversa des bois. Toujours en avant, doña Lorenza semblait jouer le rôle d'éclaireur. En la voyant trotter, galoper, revenir sur ses pas pour repartir de nouveau, Albert admirait de plus en plus l'incomparable écuyère, qui, tout en cheminant, se drapait dans son écharpe de vingt façons imprévues et piquantes. Les cavaliers mexicains, peu accoutumés à une promenade au pas, se lançaient souvent à la suite de leur compatriote, et avec eux Albert, bien que la cantatrice le rappelât sans cesse à son côté. Don Luis seul ne se plaignait pas, et lui, qui d'ordinaire donnait l'exemple des plus folles prouesses, se tenait patiemment près de la craintive étrangère, dont il ne perdait pas la monture de vue.

On déboucha dans une plaine où paissaient des taureaux, et les Mexicains, soulevant leurs lourdes coiffures, poussèrent de joyeux vivats.

— Maintenez votre cheval, señora, dit doña Lorenza en s'inclinant devant la cantatrice; excité par l'exemple, il pourrait de nouveau vouloir nous suivre.

Partant aussitôt ventre à terre, la créole piqua droit sur un des terribles animaux que l'on voyait au loin. Le taureau, d'abord indécis, redressa la tête avec lenteur, regarda d'un œil féroce l'ennemi qui venait le provoquer, puis, grattant le sol du pied, il mugit lugubrement, et, sans attendre le choc dont il semblait menacé, il fondit lui-même à l'improviste sur l'écuyère. Celle-ci, enlevant sa monture, la fit pirouetter, et esquiva la rencontre; mais le taureau déçu revint à la charge, et doña Lorenza se mit à fuir devant lui. Elle avait dénoué son écharpe, et, faisant flotter le léger tissu, elle l'offrait comme une proie à la fureur de son adversaire. Parfois, ralentissant l'allure de son cheval, elle feignait de se laisser atteindre pour repartir bientôt comme un oiseau qui prend sa volée. Dans une de ces évolutions, elle amena le taureau, aveugle, fou de rage, vers le lieu où se tenait la cantatrice, puis l'entraîna dans la plaine au moment où la Wilson reculait épouvantée vers le bois. Lorsque la créole, ayant lassé son antagoniste, revint près de ses compagnons, elle fut saluée de bravos frénétiques, et couverte par les fleurs que ses compatriotes arrachaient aux buissons pour les lui jeter à poignée.

Tous les cavaliers mexicains se mirent ensuite en chasse, et la

plaine se trouva transformée en un vaste cirque où les taureaux s'épuisaient à poursuivre les légers cavaliers qui les harcelaient, les bravaient, les terrassaient. Don Luis, à la fin, ne put résister au désir de prendre part à ces jeux souvent mortels, et se lança dans l'arène. Piquant aussitôt son cheval, doña Lorenza rejoignit son mari et lui tendit la main, le conviant ainsi à courir ce que l'on nomme au Mexique une *pareja*. Il s'agissait de provoquer un taureau, puis de manœuvrer de concert pour éviter les atteintes de l'animal. Si par une fausse manœuvre l'un des deux cavaliers se voit forcé de lâcher la main de son partenaire, il est vaincu. Ce jeu dangereux exige une dextérité sans pareille dans l'art de conduire un cheval, et les deux époux s'en tirèrent triomphalement. Ils se tenaient toujours par la main lorsqu'ils revinrent vers la cantatrice, laissant derrière eux, haletant et lassé, l'antagoniste qui les avait poursuivis.

— Les taureaux sont habiles, forts et vaillans, dit la créole avec orgueil et assez haut pour être entendue; cependant ils n'ont pu nous désunir.

Albert, au comble de l'enthousiasme, ne trouvait pas assez d'éloges pour vanter la hardiesse, la vigueur, la souplesse et l'élégance de doña Lorenza, la femme la plus femme qu'il lui eût été donné de contempler, disait-il, puisqu'elle restait gracieuse dans ces exercices de casse-cou.

L'heure s'avançait; on se remit en route par les bois. Albert, en dépit des obstacles du chemin, essaya de se tenir près de doña Lorenza. Les regards si profonds, si vifs, si doux de la belle créole troublaient le cerveau du jeune Français. La nuit vint, la lune se leva large et brillante, argentant çà et là le sentier devenu assez large pour que l'on pût marcher deux de front. De sourdes rumeurs s'élevaient, bourdonnemens, craquemens de branches, mugissemens étouffés, bruit d'ailes; mais bientôt régna le grand silence des solitudes, uniquement troublé par le pas cadencé des chevaux.

Albert, au milieu des arbres gigantesques qui l'entouraient et auxquels la lune prêtait des formes fantastiques, se sentait ému. Le visage caressé par une brise tiède, parfumée, dont le souffle agitait à peine les feuilles, il marchait aussi près qu'il le pouvait de doña Lorenza, qui, drapée jusqu'aux yeux dans son écharpe, semblait écouter les tendres propos de son compagnon. Le jeune Français, presqu'à voix basse, parlait de la poésie des grands bois, des émotions de l'âme, de la majesté du crépuscule enveloppant la nature de ses voiles, la berçant de ses voix assourdies pour la livrer endormie aux bras de la nuit. Tout n'était pas à cette hauteur dans le langage d'Albert; mais le vrai Français, l'être bon, loyal, sentimental, qui se cache si souvent à tort sous des dehors moqueurs et scep-

tiques, se montrait en ce moment à découvert chez le jeune homme attendri.

Doña Lorenza, distraite, silencieuse, laissait dire le hardi cavalier, ravie de retrouver dans les sentimens qu'il exprimait un vague écho des longues causeries qu'elle échangeait avec son mari lorsque celui-ci, la nuit venue, s'asseyait à ses pieds pour attendre l'heure du repos. La créole était satisfaite de sa journée; elle avait réussi, sans qu'on pût l'accuser d'avoir failli aux lois de l'hospitalité, à humilier plusieurs fois l'étrangère. Doña Lorenza, tandis qu'Albert, encouragé par son mutisme, s'enhardissait peu à peu dans ses propos, songeait à son mari, dont elle avait vu le regard, plein d'une sollicitude inquiète, la suivre dans ses courses périlleuses.

Quant à la cantatrice, elle n'eût point été femme, si son âme n'eût débordé d'un amer dépit; froissée, elle se considérait comme une victime traîtreusement attirée dans un piége. Depuis son arrivée au Mexique, elle vivait entourée d'un cercle d'adorateurs soumis, et voilà qu'elle se voyait soudain reléguée au second rang, même par ses compatriotes. Elle traitait doña Lorenza de sauvagesse; mais au fond elle sentait là une rivale implacable et redoutable, à laquelle elle ne pouvait pardonner les distractions visibles d'Albert.

Lorsqu'on atteignit l'habitation, de grands feux allumés éclairaient la petite vallée. On gagna la pelouse, où une table abondamment servie attendait les promeneurs. Vers neuf heures, la cantatrice voulut se retirer, et s'établit dans le palanquin de doña Lorenza. Les deux femmes se touchèrent simplement la main, et le regard ardent de la créole vint en quelque sorte se heurter contre le regard morne et froid de la cantatrice. Don Luis parut en selle, et marcha en avant pour reconduire ses hôtes jusqu'aux limites de son domaine, courtoisie dont l'étiquette lui faisait une loi.

De la terrasse, doña Lorenza suivit des yeux la cavalcade. Elle s'était pelotonnée dans son hamac tandis que Nilda la décoiffait. Elle ressentait une joie cruelle des mortifications infligées à l'étrangère, et une satisfaction profonde des complimens que lui avaient de nouveau valus pendant le repas ses témérités équestres. Elle gagna sa chambre, congédia ses femmes et s'étendit sur un fauteuil près du balcon. Pas un souffle d'air, pas une rumeur; on entendait crépiter les dernières branches des foyers mourans. Peu à peu la jeune femme se redressa; pâle, les dents serrées, le regard fixe, écoutant en vain, elle redescendit sur la terrasse. Les heures s'écoulèrent lentes, mortelles, emportant une à une les espérances de la créole. Elle avait cru le charme qui fascinait son mari rompu; elle avait rêvé qu'elle allait tenir là, près d'elle, lui parlant comme tous de sa beauté, celui-là seul pour qui elle était heureuse d'être belle, et elle attendait en vain. Sombre, l'œil sec, regardant son

lac, elle veillait encore lorsque don Luis, bien avant dans la nuit, rentra, marchant sur la pointe des pieds et la croyant endormie.

V.

Le bal offert par le préfet à la cantatrice, bal dont la magnificence surpassa celui de la municipalité, eut lieu quelques jours plus tard, et doña Lorenza se retrouva en face de son ennemie. La créole était trop orgueilleuse, trop maîtresse d'elle-même pour que le ressentiment dont elle ne pouvait se défendre à la vue de l'étrangère se manifestât par du dépit; seulement elle s'arrangea de manière à écraser de nouveau sa rivale par sa supériorité féminine, à la battre en quelque sorte sur son propre terrain. Don Luis semblait plus absorbé que jamais par la coquette Américaine; quant au señor Albert, triste, abattu, rêveur, il n'osait confier à personne le mal qui le troublait.

L'entrée de doña Lorenza dans la salle de danse fit sensation, tant la jeune femme avait savamment approprié sa toilette à sa beauté. Rien de plus magnifique que ses épaules et ses bras, de plus brillant que ses yeux, de plus frais que sa bouche, de plus hardi que la guirlande de fleurs rouges et bleues dont elle avait orné sa chevelure. Cette fois encore elle avait dédaigné les bijoux, les diamans et les perles, confiante dans sa grâce suprême. A la grande stupéfaction de Quirina, elle se montrait vive, gaie, pleine d'entrain, ne manquait ni une valse ni un quadrille, et comme un papillon, voltigeait d'une extrémité du salon à l'autre, égayant tous les groupes de son beau rire. Abandonnant à la cantatrice le privilége de la gravité mélancolique, de la dignité rêveuse, la créole s'était faite oiseau. Après les élans d'une polka, elle se laissait choir sur un fauteuil avec cet air las, ce regard voilé, cette langueur qui lui seyait si bien, pour bondir tout à coup au milieu d'une de ces contredanses mexicaines qui n'ont répudié qu'à demi les hardiesses de la danse espagnole; mais le triomphe de doña Lorenza éclatait dans ces valses havanaises où la danseuse, doucement bercée par une musique lente, semble s'endormir gracieusement sur l'épaule de son cavalier. La créole fut la reine de ce bal, donné en l'honneur de la Wilson, et le jeune attaché d'ambassade ne fut pas le seul à le proclamer.

— Le Français est amoureux de toi, ma chère, dit doña Quirina à son amie vers le matin.

— Crois-tu? répondit celle-ci avec un sourire.

— Il ne te quitte pas des yeux. Du reste, quel philtre as-tu donc découvert à ton tour pour ensorceler les hommes? Mon mari te déclarait tout à l'heure plus belle que la chanteuse.

— Serais-tu jalouse de moi?

— Non, Lorenza, je te connais; je te connais même assez pour comprendre que tu joues en ce moment quelque terrible jeu.

— Tu te trompes, Quirina, je m'amuse.

— J'observe, ma chère, et je vois que chacun des regards que tu accordes au Français, la Wilson le rend à ton mari.

— Eh bien? piqûre pour piqûre.

— La partie n'est pas égale, on te prend plus que tu ne saurais prendre.

— Que veux-tu dire?

— Promets-moi de ne faire aucun éclat, quoi que je puisse te révéler?

— Parle, ma bonne Quirina; je puis tout entendre sans faiblir.

— Ce n'est pas ta faiblesse que je redoute, c'est ta violence.

— Ma violence! dit la créole en laissant tomber ses beaux bras le long de son corps et en regardant son amie à travers les cils de ses paupières à demi closes.

Doña Quirina secoua la tête d'un air de doute. — La Wilson, dit-elle en se penchant vers Lorenza et en parlant à voix basse, part demain dans la nuit pour Puebla.

— Eh bien! voilà une bonne nouvelle pour toi, Quirina.

— Oui; mais ton mari part avec la chanteuse; elle le lui a fait promettre.

Doña Lorenza saisit le poignet de son amie et la dévora du regard. — Qui t'a dit cela? demanda-t-elle d'une voix brève.

— Mon mari; tu me fais mal, ma chère.

Doña Lorenza ferma les yeux, ses doigts crispés se détendirent. — Eh bien! reprit-elle d'un ton dégagé, ton mari s'est moqué de toi; don Luis ne partira pas.

En ce moment, Albert venait chercher la créole, qu'il avait invitée pour une valse, et elle s'éloigna, mollement appuyée sur le bras du jeune Français.

— Est-il vrai, lui demanda-t-elle à l'improviste, que vous partez demain dans la nuit?

— D'où le savez-vous?

— De quelqu'un qui prétend que je ne dois pas croire à vos protestations de dévoûment.

Albert allait répliquer.

— Chut! dit la créole, on nous entend.

Au bout d'un instant, elle saisit au passage le bras de son mari et laissa le jeune Français dépité de n'avoir pu s'expliquer. Le jour allait paraître; les femmes s'envolèrent, et doña Lorenza, qui avait donné le signal du départ, voulut par caprice regagner le domaine à pied. Elle espérait, en marchant côte à côte avec lui, une confi-

dence de son mari à propos du voyage qu'il allait entreprendre; il ne lui parla que du succès qu'elle avait obtenu, la prit dans ses bras lorsqu'il fallut traverser la rivière, et se montra tendre, empressé, caressant. — Quirina a menti, se répétait la créole; il m'aime et ne songe pas à commettre une telle félonie.

Durant la journée du lendemain, don Luis ne s'absenta que pendant la matinée; le soir, il parcourut le domaine. Doña Lorenza sut incidemment que, dès le point du jour, il avait expédié plusieurs chevaux de main et une valise à Cordova.

— Ah! s'écria la créole avec douleur, cette femme veut qu'il y ait du sang entre elle et moi.

Elle dîna en tête-à-tête avec son mari, qui le soir devait la conduire au théâtre. Vers six heures, elle était prête à partir. Le soleil se couchait dans un ciel empourpré, l'air était lourd, sec, les oiseaux de proie regagnaient leur aire plus tôt que de coutume. Le lac, reflétant les nuages rouges, semblait plein d'un sang vermeil et miroitant.

— Le vent du sud soufflera violemment cette nuit, dit doña Lorenza; ne ferions-nous pas mieux de rester ici?

— Y songes-tu, ma chère, laisser ta loge vide?

— Je suis triste, reprit la jeune femme, de sombres rêves me tourmentent, je me sens menacée dans mon bonheur. Restons, je t'en supplie.

Don Luis se dégagea doucement de l'étreinte de sa femme, deux larmes brillaient entre les cils de la créole.

— Est-ce donc sérieux? dit-il en se rapprochant d'elle avec vivacité; le vent du sud soufflera certainement ce soir, et tes nerfs s'en ressentent. Reste; je vais prévenir que l'on dispose de ta loge.

— Ce soin est-il si important que tu doives t'en charger? Envoie quelqu'un. Voyons, je vais m'établir sur la terrasse, tu te placeras à mes pieds, nous causerons, veux-tu?

— Soit, dit don Luis.

Mais, au lieu de s'asseoir, l'*hacendero* se mit à se promener de long en large; de temps à autre, ses regards anxieux se tournaient vers la route de Cordova.

— Il m'échapperait, pensa la jeune femme, qui, se levant soudain, donna ordre d'amener son palanquin.

— J'ai voulu t'éprouver, dit-elle avec enjouement; tu m'as cédé, merci; mais je sais que la Wilson chante pour la dernière fois, il nous faut l'entendre; partons.

Don Luis, surpris, se tourna vers sa femme; elle se drapait dans son écharpe, et l'obscurité empêchait de distinguer ses traits.

— Belle capricieuse, dit-il en lui baisant la main; partons donc, puisque c'est toi qui le veux.

En ce moment, doña Lorenza fut tentée de se jeter dans les bras de son mari, de lui faire part de ses craintes, de ses douleurs si longtemps cachées; mais elle sentait les sanglots lui monter à la gorge, et elle ne voulait pas pleurer. Don Luis, ceignant l'épée, que ne quittent guère les gens de sa caste, se mit en selle; une heure plus tard, les deux époux entraient au théâtre.

Aussitôt qu'il aperçut la créole, Albert accourut, et ne bougea plus d'auprès d'elle. Doña Lorenza, parfois absorbée, mais plus souvent provocante, semblait prendre plaisir à écouter les galanteries du jeune Français, qui peu à peu devint plus chaleureux. Lorsqu'il exprimait la violence de son admiration en termes passionnés, doña Lorenza, se tournant vers lui, secouait la tête d'un air de doute, tout en le regardant de cet œil velouté, humide, dont l'expression le grisait.

— Je pourrais croire à vos protestations, don Alberto, si je ne savais que vous partez ce matin à trois heures, lui dit-elle tout à coup.

— Je pars chassé par votre indifférence, señora; un mot de vous me retiendrait.

— Jésus! mes paroles ont-elles tant de puissance?

— Essayez.

— Vous avez un maître.

— Pas d'autre que vous, je le jure. Que ne puis-je, ajouta le jeune diplomate en joignant les mains et prêt à mettre un genou en terre, vous voir autre part qu'en public, vous montrer mon cœur à nu!

— Ne connaissez-vous pas le chemin de mon domaine?

— M'autorisez-vous donc à me présenter?

— Oui certes, notre seuil n'est fermé qu'à nos ennemis.

— Quand?

Don Luis s'absentait à chaque acte; doña Lorenza le vit en ce moment sur le seuil de la loge, et ne retira pas sa main qu'Albert avait saisie. — Ah! dit-elle en élevant un peu la voix, demain, après, tous les jours, je suis sans cesse là. Dans deux heures, par exemple, je rêverai sur mon balcon, fumant, selon la vilaine coutume que vous reprochez à mes compatriotes.

Don Luis ne laissa pas au jeune homme le temps de répondre; il entra brusquement dans la loge au moment où le rideau se levait. Les lèvres pâles, les yeux ardens, l'hidalgo regardait sa femme avec douleur et stupéfaction, le Français d'une façon sinistre. Lorsque le rideau se baissa sur le dernier acte de la pièce, ce fut Albert qui, empressé, couvrit les épaules de doña Lorenza de son manteau; il allait même lui offrir le bras, lorsque don Luis l'écarta.

— Au revoir, señora, dit le Français en appuyant sur ces deux mots.

— Au revoir, répondit la créole, qui le salua d'un doux regard. Tu rentres avec moi? demanda-t-elle à son mari.

— Non; la señora Wilson part cette nuit, et je vais lui faire mes adieux.

— Ces adieux seront-ils si longs que je ne puisse t'attendre? Va et reviens, j'ai des confidences à te faire.

Don Luis parut hésiter. — Pars, dit-il, je ne retournerai que demain à Santa-Rosa.

— Au revoir, señor, dit la créole à l'attaché d'ambassade, qui, ayant suivi les deux époux, les saluait de nouveau.

Doña Lorenza sentit son mari tressaillir. Elle monta dans son palanquin. — Adieu, lui dit-elle.

Il la regarda longuement et répondit : — Au revoir.

Au moment où les porteurs se mirent en marche, une rafale brûlante passa sur la ville; le redoutable vent du sud se déchaînait enfin, balayant de Vera-Cruz à Puebla les plaines et les sommets. Lorsque doña Lorenza s'engagea dans les bois d'orangers, onze heures sonnaient aux clochers de Cordova. Les arbres, secoués furieusement, heurtaient leurs branches avec fracas. Le souffle embrasé dont l'apparition sur les côtes mexicaines est aussi redoutée que celle d'un ouragan faisait au loin mugir l'air, et chassait devant lui des flots de poussière, des amas de feuilles et de rameaux.

Rentrée chez elle, doña Lorenza, sans se dépouiller de sa parure, s'enveloppa d'une écharpe. D'une voix impérieuse, elle ordonna de placer dans le salon deux lumières protégées par des garde-brise, et fit appeler les métisses attachées à son service. — Restez là, dit-elle en leur montrant le fond de l'appartement, et quoi que vous entendiez, quoi qu'il arrive, que pas une de vous ne bouge.

La jeune femme, d'un pas rapide, saccadé, parcourait sans cesse la vaste pièce; on eût dit une lionne en cage. Ses beaux traits avaient une expression de douleur, sa bouche était crispée, ses yeux, fixes et durs, paraissaient agrandis. Jamais ses femmes ne l'avaient vue ainsi; pressées avec terreur l'une contre l'autre, elles regardaient leur maîtresse aller, venir, ne s'arrêter que lorsqu'une rafale passait sur la vallée et tourbillonnait en sifflant d'une façon lugubre autour de l'antique demeure.

En dépit de l'ouragan, la créole alla se poster sur le balcon. Le ciel était bleu, la lune venait de disparaître, et la lueur des étoiles, lueur intense sous les tropiques, éclairait vaguement la petite vallée. Les rafales, de plus en plus pressées, furieuses, devenaient effrayantes; le souffle passé, régnait un silence profond; mais bientôt des profondeurs de l'horizon partait une sourde clameur, comme si mille voix plaintives gémissaient au loin. La clameur grandissait,

accourait, se rapprochait, éclatait formidable et sinistre; on eût dit alors qu'une meute invisible, aux aboiemens de laquelle se mêlaient des sanglots, traversait la verte pelouse. Les arbres craquaient, les pierres se heurtaient, la maison, sans cesse ébranlée, semblait vaciller. Parfois un vautour, arraché de son aire, poussait un cri de détresse en se sentant emporté dans la nuit.

Tout à coup doña Lorenza sentit le sol frémir sous ses pieds; la terre tremblait légèrement en effet, comme il arrive le plus souvent dans ces terribles ouragans des tropiques. Un bruit d'ondes remuées se faisait entendre, les regards de la créole se portèrent instinctivement vers deux palmiers, mais ce n'était que sous l'influence de la brise que le feuillage des deux beaux arbres imitait la rumeur des vagues expirantes. Doña Lorenza se tourna vers le lac et recula d'un pas, la surface polie sur laquelle glissait d'ordinaire le souffle des orages sans réussir à la troubler s'agitait bouillonnante, et, blanche d'écume, débordait sur la pelouse.

— Ah! s'écria la jeune femme en prenant sa poitrine de ses deux mains, partout la tempête aujourd'hui! — Et, arrachant le collier qui ornait son cou, elle le jeta superstitieusement vers le lac.

Elle gagna le fond de la pièce; ses femmes agenouillées priaient à haute voix. Elle saisit sa montre pour regarder l'heure, puis, jetant le fragile bijou sur le plancher, elle l'écrasa de son pied fiévreux. — Meurs, dit-elle, toi qui marques cette heure maudite!

Elle revint près du balcon, et bientôt, l'oreille tendue, les narines dilatées, elle recula pas à pas vers une statuette de la Vierge. Elle semblait distinguer, au milieu des plaintes du vent, un bruit particulier perceptible pour elle seule. Sa pâleur était effrayante, son sein bondissait. Une voix s'éleva.

— Vierge sainte, s'écria-t-elle en levant ses beaux bras qui se tordaient vers la statuette, tu sais que j'ai eu raison.

Une détonation retentit, puis un bruit de pas suivi d'un cri lugubre. Le vent se tut, on entendit un frottement d'acier contre les pierres du balcon, et les servantes entourèrent leur maîtresse en voyant don Luis, les cheveux en désordre, apparaître l'épée à la main. En apercevant le groupe de femmes, l'hidalgo laissa choir son arme ensanglantée. — Je t'attendais, dit doña Lorenza d'une voix frémissante; je t'attendais, je savais bien que tu m'aimais encore, et que tu viendrais.

Elle s'avançait les mains tendues, don Luis reculait.

— Je t'attendais, reprit-elle avec énergie; je ne voulais pas te voir partir avec cette femme, je ne t'aurais jamais pardonné. Je t'ai fait mordre au cœur par la jalousie, j'ai défendu mon bonheur.

En ce moment, un gémissement, une plainte, un appel résonna au bas du balcon.

— Le Français se meurt, s'écria don Luis avec angoisse.

Alors, se précipitant vers son mari, l'entourant de ses bras, le soulevant de terre dans une étreinte furieuse : — Qu'importe! dit la créole avec une joie sauvage, cruelle, puisque tu es là et que je t'aime!

La Wilson partit seule et dépitée durant cette terrible nuit, dont elle ne connut que plus tard les incidens; elle prit le Mexique en aversion, et n'y fit qu'un court séjour. Don Luis porte à l'épaule gauche une légère cicatrice, et c'est sur cette épaule que doña Lorenza aime à s'appuyer, même lorsqu'elle se balance dans son hamac, ayant près d'elle son mari. Quant à M. Albert de Vieilleville, qui se sentit la poitrine traversée par une épée avant de pouvoir faire une seconde fois usage du revolver dont il s'était armé pour son expédition nocturne, il a dû la vie aux soins du docteur Bernagius, appelé en toute hâte d'Orizava, et qui le fit embarquer pour l'Europe aussitôt qu'il le vit convalescent. Albert raconte volontiers son aventure : elle ne lui a jamais nui dans l'esprit des Parisiennes; il croit fermement avoir été aimé de doña Lorenza, — c'est une illusion qu'il a payée assez cher pour qu'on la lui laisse.

Après le terrible ouragan qui troubla sa quiétude, on trouva le niveau du lac abaissé. Depuis lors, ses eaux ayant sans doute rencontré une issue souterraine, on les voit diminuer chaque année, s'encaisser plus profondément dans leur bassin de roches. Le docteur Bernagius, dans un de ses mémoires, a prouvé par des hypothèses aussi ingénieuses que savantes que le lac de Santa-Rosa finira par rester à sec, et que ses eaux dormantes sont désormais à l'abri de toutes les tempêtes.

LUCIEN BIART.

UN

ROMAN PHILOSOPHIQUE

EN ALLEMAGNE

Kinder der Welt (*Enfans du monde*), von Paul Heyse, 3 vol.; Berlin 1873.

I.

Lorsque de terribles déceptions eurent ouvert à beaucoup d'entre nous des yeux trop longtemps fermés sur les forces réelles de l'Allemagne, on convint généralement que ce n'était pas seulement le nombre et la discipline de nos ennemis qui avaient triomphé de notre malheureux pays, et que le secret de leur supériorité momentanée, espérons-le, se trouvait dans une meilleure éducation intellectuelle et morale. Pris en masse, ils étaient, disait-on, plus instruits, plus sérieux, plus moraux que nous, et l'on ajoutait plus religieux. Ceux qui s'attachèrent avec le plus de complaisance à vanter la solidité du sentiment religieux chez nos envahisseurs en conclurent, par une étrange déduction, que nous devions, pour relever la France, abjurer notre libre pensée, notre scepticisme voltairien, et redevenir des catholiques fervens. Ils ne se demandèrent pas un instant si, étant données les conditions générales de l'esprit moderne, le sentiment religieux ne se trouve pas beaucoup plus à l'aise dans les formes relativement sobres de la religion professée par la majorité des Allemands que dans l'amas de dogmes et de rites superstitieux dont la piété ultramontaine impose le fardeau à nos populations françaises. Les faits démontraient qu'une religion populaire peut demeurer puissante, si ce n'est à cause, du moins

à côté d'une très grande liberté laissée depuis longtemps à la critique et à la science, et dont elles ont largement profité; nos convertisseurs partirent de là pour nous prêcher l'asservissement de la pensée et le retour au moyen âge. La contradiction entre la conclusion d'un tel raisonnement et le fait qui lui sert de majeure saute aux yeux, mais le fait lui-même aurait eu besoin d'être examiné d'une manière moins superficielle.

Il s'en faut de beaucoup que les croyances chrétiennes essentielles ne soient pas contestées en Allemagne, ni même que le nombre de ceux qui les repoussent formellement y soit insignifiant. Tous ceux qui ont étudié l'histoire de la philosophie contemporaine savent ce qu'a donné finalement cet hégélianisme qui devait reconstruire sur une base inébranlable les doctrines vitales de l'ancienne orthodoxie. Depuis on a vu fleurir en Allemagne une école matérialiste qui n'a rien à envier à la nôtre sous le rapport du radicalisme des négations. Récemment encore nous devions signaler dans la *Revue* le manifeste médiocrement édifiant que le docteur Strauss lançait au nom de ceux qu'on peut appeler ses coreligionnaires, car il s'agissait pour lui de substituer une religion nouvelle à l'ancienne, décidément périmée, et de remplacer la vieille foi en Dieu par la foi moderne, pleine de vénération, de dévotion, d'abandon filial, en l'Univers aveugle et sourd. Si donc, dans la masse du peuple allemand, la religion est demeurée forte et aimée, ce n'est pas du tout parce que ce peuple n'a pu entendre que la voix de ceux qui la défendaient. Il vaudrait mieux à tous égards raisonner autrement, nous dire que la religion, comme tout le reste, s'épure et se fortifie par la liberté, et qu'il nous faut marcher dans ce sens-là, si nous voulons retremper dans nos populations le sens religieux, émoussé par le régime autoritaire. Regretter que nous ne trouvions pas chez les nôtres autant de religion que chez les compatriotes de Hegel, de Feuerbach, de Strauss, et partir de là pour vouer la France au sacré cœur, c'est en vérité traiter trop légèrement les questions les plus vitales dont puisse dépendre la destinée d'un peuple.

On dira peut-être que l'irréligion allemande est restée sans effet sensible sur la masse parce qu'elle n'a été préconisée que dans des livres inaccessibles au commun des lecteurs. Il n'en est rien. La menue monnaie des œuvres marquantes n'a pas fait défaut plus qu'ailleurs en Allemagne. En ce moment même, M. Strauss peut se féliciter de voir ses principes et ses idées favorites se propager sous la forme du roman et par la plume de M. Paul Heyse. Ce romancier est encore peu connu en France, et, à vrai dire, en Allemagne même il n'est classé que parmi les *dii minores*, toutefois parmi ces

dii de seconde classe qui sont très rapprochés de l'olympe littéraire et y auront d'un jour à l'autre leurs grandes entrées (1). Son incontestable talent et la vogue obtenue par ses précédens ouvrages lui créent des droits évidens à une présentation en forme.

M. Paul Heyse est Berlinois et compte aujourd'hui quarante-trois ans. Jeune encore, il partit pour l'Italie et y séjourna longtemps. C'est au soleil de l'Italie que ses aptitudes littéraires prirent leur premier essor. Appelé en 1854 comme professeur à Munich, il dut quitter cette position pour des motifs que l'on connaît mal, mais qui paraissent se rattacher aux méfiances dont le littérateur prussien et libre penseur était l'objet dans la capitale de la vieille Bavière. Depuis lors il se voua exclusivement au roman et au drame. Peu à peu on vit se développer en lui une tendance à la fois didactique et paradoxale à laquelle il a peut-être trop cédé dans la composition de ses ouvrages. Ses romans italiens, ses *Nouvelles*, contenaient de charmantes descriptions et de non moins charmantes figures, mais ne brillaient pas précisément par l'austérité des principes. Qu'on en juge par l'un de ces récits intitulé *Béatrice*. Mlle Béatrice est une jeune Italienne qui veut épouser un Allemand. Au moment où le mariage allait être conclu, l'amant doit s'absenter; une belle-mère et un père trop faible imposent à la jeune fille un autre époux, qu'elle accepte en se réservant de ne consacrer à son mari légal que les jours et de passer les nuits avec son premier fiancé, revenu le jour même du mariage. Les choses s'arrangent ainsi, non sans que le trop heureux Allemand trouve qu'il y a des félicités bien coûteuses, car il est forcé de rester toute la journée caché dans une chambre de la maison sans pouvoir en sortir un seul instant. Comment le roman continuera-t-il, surtout dans un pays où le divorce est inconnu? Heureusement pour les romanciers qu'ils ont toujours sous la main le moyen de dénouer les situations les plus compliquées. Béatrice meurt, et *è finita la commedia*, une comédie qui sent son Boccace d'une lieue. — Trop souvent aussi dans les romans de M. Paul Heyse on voit un époux quitter sa *cara sposa* par dévoûment pour elle, c'est-à-dire pour ne pas être un obstacle à son bonheur. De telles bontés sont trop rares pour servir de thème fréquent, à moins de supposer chez l'auteur un parti-pris un peu suspect.

Il n'y a pas seulement des juges à Berlin, il y a aussi des critiques, et ceux-ci furent trop *philistins* pour approuver ces entorses infligées à l'idée pure du mariage. Leur blâme fit que M. Heyse,

(1) La *Revue*, dans sa livraison du 15 mai 1870, a publié une nouvelle de M. Heyse intitulée *Méran;* quelques autres (*la Rabbiata, le Garde-Vignes, le Voyage à la recherche du bonheur, la Résurrection*) ont été traduites vers la même époque.

loin de s'amender, entreprit de leur démontrer qu'ils n'y entendaient rien, et dans ses *Moralische Novellen*, dédiées à « Mme Tout-le-Monde » à Berlin, il développa la thèse qu'il ne faut pas appliquer au génie les règles de la morale vulgaire, que les grandes natures ont le droit de s'en émanciper. Comme on pouvait s'y attendre du moment qu'on le voyait se lancer dans un tel paradoxe, il commit plus d'une fois la faute de sembler dire que l'immoralité est une des marques auxquelles on reconnaît les grandes natures.

L'Allemagne, on peut en juger par là, n'est pas toujours très fondée à reprocher à notre littérature ses tendances corruptrices; mais M. Heyse a cru devoir faire un grand pas de plus dans sa carrière de redresseur des préjugés. Jusqu'alors on ne lui connaissait pas de tendance philosophique bien décidée. Ce fleuron manquait à sa couronne, et il a tenu à l'en orner dans les *Kinder der Welt*, *Enfans du monde*, où il s'est donné pour mission de réhabiliter l'athéisme. Ce roman, qui a fait sensation, doit être examiné en détail pour qu'on puisse en apprécier sûrement la valeur littéraire et logique.

II.

Dans la *Dorotheenstrasse*, à Berlin, vivaient, il y a quelques années, deux frères. Edwin, l'aîné, avait vingt-huit ans au moment où commence le récit, et se livrait assidûment à l'étude de la philosophie, qu'il enseignait comme *privat-docent* à l'université. Les deux frères étaient orphelins et pauvres. Balder, plus jeune de huit ans, était infirme et phthisique, mais d'une rare beauté et doué d'une riche imagination poétique. Edwin, sans être précisément laid, rachetait l'irrégularité de ses traits par l'expression sérieuse et très intelligente de sa physionomie. Élevés après la mort de leur père grâce à la bourse d'un parent, ils avaient, aussitôt qu'ils s'en étaient sentis capables, cherché à se rendre indépendans. Edwin, dès qu'il avait eu quelques leçons, avait fait venir près de lui Balder, à qui sa mauvaise santé interdisait les études prolongées, mais qui avait appris le métier de tourneur. Il s'était donc installé, lui et son tour, dans la chambre vaste et triste, qui donnait sur la petite cour intérieure d'une maison occupée par un cordonnier aisé répondant au nom de Feyertag. Rien de plus honnête, de plus respectable que cette pauvreté joyeusement supportée, qui du moins n'était réellement assombrie que par les inquiétudes assez fréquentes auxquelles donnait lieu la santé languissante de Balder; mais celui-ci était si résigné, si doux, et même si optimiste, qu'il créait autour de lui une atmosphère de sérénité dont tous ceux qui fréquentaient « la tonne, »

— c'est ainsi qu'on avait surnommé la chambre des jeunes philosophes, — subissaient l'influence. Il n'est pas possible de plus aimer la vie que le pauvre Balder et d'avoir moins de raisons pour cela.

Les deux frères avaient quelques amis fidèles, anciens camarades d'école ou d'université : Marquard, jeune médecin déjà recherché à Berlin, prodiguant ses soins à Balder, matérialiste renforcé, mais d'un cœur excellent malgré la légèreté de ses paroles et son penchant trop prononcé pour les galanteries équivoques, — Mohr, une espèce de géant bourré de paradoxes, dévoré d'ambition, essayant de tout, et arrivant toujours à découvrir que dans n'importe quel genre il est voué à la médiocrité, auteur d'un drame toujours inachevé et d'une *symphonia ironica* qui n'a jamais été exécutée et ne le sera probablement jamais, — à cela près, le meilleur fils du monde, et criblant de ses taquineries le troisième ami, Franzelius le socialiste, ex-étudiant qui a voulu se faire ouvrier imprimeur pour vivre avec les ouvriers, chercher avec eux les moyens d'améliorer leur sort, et en guerre permanente avec la bourgeoisie, la police et l'état. Balder seul parvient à l'arrêter dans ses projets extravagans, et à lui faire supporter l'intarissable moquerie de Mohr. Rappelons-nous, une fois pour toutes, que nos héros sont Allemands, par conséquent très susceptibles.

Quand nous aurons dit que dans la même maison, outre quelques personnages insignifians, habite une musicienne consommée, Christiane, demoiselle de trente-six ans, laide, quoique bien faite, la lèvre supérieure ornée d'une moustache formidable, et dont Mohr, toujours paradoxal, devient amoureux, — que le cordonnier Feyertag est un brave homme qui lit Schopenhauer sans y rien comprendre, mais qui est ravi de trouver dans les œuvres du vieux misogyne de Francfort une théorie des plus savantes sur l'infériorité native de la femme, — que sa digne épouse, excellente ménagère, n'en mène pas moins du bout du doigt son théoricien de mari, heureusement pour lui plus entendu en matière de bottes qu'en philosophie, — que leur fille Réginette est une charmante enfant de dix-sept ans dont, chacun de son côté, Balder et Franzelius sont éperdument épris, et qui ne s'en doute pas encore, — nous aurons dessiné le cadre dans lequel va maintenant se dérouler cette histoire.

Avant tout, avertissons nos lecteurs que tous ces personnages, à l'exception du cordonnier (encore n'osons-nous rien affirmer sur son compte), de sa femme et de sa fille, ont rejeté toute foi en Dieu. Edwin est devenu athée par la philosophie, Balder par intuition, Marquard par la médecine, Mohr on ne sait pourquoi, lui non plus, Franzelius par socialisme, et Christiane pour toute sorte de raisons, dont la principale est qu'elle se sait trop laide pour être aimée,

— non pas pour aimer, entendons-nous bien, car la pauvre fille moustachue se consume d'amour pour le philosophe Edwin, avec qui elle a pu à peine échanger quelques paroles, et qui est à cent lieues de soupçonner le ravage qu'il fait dans cette âme refermée sur elle-même. Mais, par quelque chemin qu'ils soient tous arrivés à cette négation de Dieu, ils sont tous d'accord sur ce point, et forment ensemble le plus joli petit bouquet d'athées qui se puisse imaginer. Il faut ajouter que, sauf Marquard, ils sont tous d'une régularité de mœurs exemplaire.

Arrivons enfin au drame. Edwin, à force de travail, est devenu anémique; son ami le médecin Marquard veut absolument qu'il prenne quelques distractions, et lui a procuré un billet d'opéra. Or dans la loge où ce billet l'a conduit, lui qui n'avait jamais connu l'amour, il a rencontré une ravissante créature, escortée seulement par un petit *groom*, et dont la vue l'a ensorcelé. Comme de juste, il la revoit quelques jours après dans une promenade publique, toujours seule avec son *groom*, et trouve moyen de la suivre, de s'introduire chez elle, de lui parler, sans pouvoir deviner qui elle peut être. A son langage, à sa physionomie, à ses manières, il doit croire qu'elle est honnête, et pourtant il découvre peu à peu qu'il y a du louche dans sa position. Elle habite seule un élégant logis loué pour elle par un comte qui appartient à la fine fleur de l'aristocratie, et tenu par une certaine matrone au langage confit de pruderie qui n'a rien de rassurant. Voici ce qu'il en est selon la confession que Mlle Toinette Marchand, — c'est le nom de l'héroïne, — fait quelque temps après à Edwin. Dernière fille d'un ancien danseur retiré dans une petite résidence d'Allemagne après quelques années de brillans succès à Paris et à Berlin, elle a toujours rêvé les grandeurs, les richesses, le faste, et a pris longtemps au sérieux les plaisanteries de son père, dont elle était la favorite et qui l'appelait toujours « madame la duchesse. » Orpheline, venue à Berlin avec quelque argent, mais pour entrer comme gouvernante dans une haute maison, elle a été congédiée par la comtesse qui l'avait engagée, « parce que j'étais trop jolie, » dit-elle naïvement, et alors, ne sachant que faire, elle s'est mis en tête de mener pendant quelque temps la vie de grande dame pour en goûter au moins une fois, quitte à voir ce qu'elle deviendrait ensuite, et même si le parti le plus sage ne serait pas de mettre alors un terme à une vie qu'elle ne peut supporter qu'entourée d'élégance et de luxe. Elle a été aidée par un jeune gentilhomme qu'elle avait eu pour compagnon de chemin de fer, qui avait été des plus empressés, et qui, la rencontrant sur le pavé de Berlin et mis au courant de son projet, avait pu justement disposer pour elle d'un appartement retenu, lui avait-il dit,

pour une parente, et devenu inutile à sa destinataire. Toinette avait accepté à l'étourdie, sans se rendre compte du caractère compromettant de cette acceptation. Le jeune comte la poursuivait pourtant de ses déclarations brûlantes; mais, dit-elle à Edwin, elle ne veut et ne sait pas aimer. C'est une délicieuse linotte, gazouillant à merveille, et le cœur sec comme un caillou. Edwin tâche de lui faire comprendre le danger qu'elle court en continuant de profiter des bontés de son poursuivant. N'avait-il pas vu un laquais du comte se conduire avec elle d'une manière insolente? Elle quitte précipitamment son bel appartement à l'insu d'Edwin, et va se cacher dans une autre rue sans laisser son adresse.

Il faut savoir qu'entre temps Edwin avait été invité à donner des leçons particulières à une jeune demoiselle, fille d'une Juive et d'un petit peintre piétiste, qui s'était fait une spécialité dans la peinture en ne peignant jamais que des haies (*zaun*); il se nommait Kœnig, de sorte qu'on l'appelait dans les ateliers le *Zaunkœnig*, le *roitelet*. Sa femme était morte depuis quelques années. Mlle Léa, sa fille, était une jeune personne sérieuse, avide de savoir et tout à fait disposée à devenir une jolie athée, en dépit des sermons de son père et de son amie, une dame Valentin, veuve d'un professeur et chrétienne très fervente. Le père Kœnig, qui adorait sa fille, a cru combler ses vœux en lui donnant dans la personne d'Edwin un professeur *di primo cartello*. Les leçons ont commencé, et dès la première Mlle Léa a non-seulement mordu à belles dents à l'arbre de la science, mais encore est devenue amoureuse de celui qui lui apprend tant de belles choses, amoureuse à en perdre le sommeil et l'appétit. Inutile de dire que le père Kœnig ignorait les conclusions de la philosophie d'Edwin et ne voyait en lui qu'un jeune professeur très posé, très savant et de conduite irréprochable. La tante Valentin a le nez plus fin, et au bout de quelque temps elle découvre que Léa tourne de plus en plus le dos à la religion : aussi le professeur reçoit-il bientôt une lettre fort polie du père Kœnig, lui annonçant qu'il doit, à son grand regret à tous autres égards, le prier de discontinuer ses visites. La jeune fille est au désespoir; cependant elle cache soigneusement son chagrin, et en vérité il y aurait de quoi donner envie d'être professeur et athée. Edwin, sans s'être donné la moindre peine pour cela, est adoré de deux femmes, Christiane sa voisine et Léa son élève.

Son cœur, nous le savons, était pris ailleurs. Mlle Toinette avait été dénichée dans sa nouvelle retraite par Marquard, qui furetait partout dans Berlin. Edwin a couru chez elle et l'a trouvée en train d'épuiser ce qui lui reste d'argent avec le suicide pour perspective. Sans avoir de théorie arrêtée, Mlle Toinette est aussi un esprit très

fort et aime beaucoup qu'on lui dise qu'il n'y a rien à craindre ni à espérer après la mort. Edwin s'attache à lui persuader qu'une vie simple et laborieuse n'exclut pas le bonheur, et la décide à essayer le dimanche suivant d'une simple partie de plaisir comme celles que de petits bourgeois peuvent se permettre. Sa passion pour la ravissante sirène, dont il ne peut réussir à faire battre le cœur, va toujours en grandissant. On s'amuse beaucoup pendant cette excursion dans la banlieue de Berlin, où l'on a dîné avec Marquard et une jeune actrice, Mohr et Mlle Christiane; même au retour et malgré la réserve stoïque toujours gardée par le jeune professeur, il y a une scène de fiacre, un baiser surpris sur les lèvres de la belle endormie, qui nous a fait un moment trembler pour leur philosophie, mais cela ne va pas plus loin. Il paraît pourtant que l'athéisme ne protége pas contre la jalousie, car Mlle Christiane, qui a découvert l'amour passionné d'Edwin pour Toinette, quitte brusquement la société dont elle faisait l'ornement et revient désespérée dans sa chambre solitaire, maudissant les dieux et les hommes, surtout les dieux.

Cette soirée devait être fertile en incidens. Balder, pendant que son frère allait en partie fine dans les environs de Berlin, avait eu aussi son rayon de soleil. Il avait causé avec sa chère Réginette, il l'attendait encore dans la journée, se sentant mieux après une crise heureusement surmontée, s'abandonnant aux longs espoirs des poitrinaires, et décidé à ouvrir enfin son cœur à la jolie fille de son hôte. Comme elle tardait, il était descendu dans la petite cour, et qu'entend-il? Les déclarations brûlantes de son ami Franzelius à la jeune fille, qui lui répond de manière à encourager les plus douces espérances. Le pauvre Balder ne put tenir contre ce coup qui le frappait droit au cœur, et quand le soir Edwin rentra de sa partie de plaisir, il trouva son frère couché, sans connaissance et dans une position des plus graves.

Christiane était rentrée aussi; mais il y avait quelqu'un chez elle, un certain Lorinser, que nous n'avons pas encore eu l'occasion de présenter. Ce nouveau personnage fait dans le roman la fonction du monstre et s'en acquitte à merveille. Qu'on se figure un grand brun, candidat au saint ministère, au visage pâle et passionné, aux cheveux épais, aux yeux toujours levés vers le plafond ou baissés vers le sol, mais qui, lorsque par hasard ils s'ouvrent sur vous, vous fixent ou plutôt vous transpercent avec deux prunelles mobiles couleur de vif argent. Cet individu avait déjà fait plus d'une apparition dans le récit, tantôt chez la dame Valentin, tantôt chez Christiane, qu'il avait pris à tâche de convertir. C'était un étrange convertisseur, professant une sorte de mysticisme à la fois exalté et sensuel dont le fin mot revenait à ceci, que l'on vient à Dieu en s'abandon-

nant au péché. C'est en vain jusqu'alors qu'il avait essayé de ce jargon suspect sur Christiane, dont, on ne sait trop pourquoi, il était amoureux. Sa moustache ne le rebutait pas; on dirait même qu'elle l'attirait. La malheureuse disgraciée, très ennuyée de trouver son importun poursuivant dans son appartement, au moment où elle avait un si grand besoin de solitude, eut bien de la peine à le congédier. Lui parti, elle se mit au lit, maudissant une fois de plus sa laideur, sa destinée, se repaissant de rêves extravagans,... quand tout à coup elle se sentit saisir par une main de fer. Un cri rauque, parti de sa poitrine, réveilla toute la maison; la vieille servante, qui par hasard était encore debout, entra en toute hâte avec de la lumière, vit Christiane debout, en chemise, suffoquée d'effroi et de colère, et un homme noir qui partait en se cachant la figure. Cet homme n'était autre que Lorinser, qui avait feint de s'en aller, mais qui s'était caché dans la chambre de Christiane. Quand nous rapprochons cette scène à fracas de celle du fiacre, nous supposons que, dans l'intention de l'auteur, elle signifie quelque chose comme ceci : un athée amoureux peut être réservé jusqu'à la timidité, tandis qu'un croyant, rebuté dans ses amours, peut aller jusqu'au viol.

Cependant Balder était toujours malade, et même très malade. Léa aussi était malade, mais d'amour. Christiane n'allait guère mieux. Elle s'était enfuie sans dire où elle allait, et, deux ou trois jours après, Mohr, son amoureux pour le bon motif, avait la chance d'arriver juste au moment où on la retirait à peu près morte de la Sprée. Il la fit porter chez le petit peintre Kœnig, qui ne demeurait pas loin, et, grâce aux bons soins de Marquard et de Léa, elle revint à une vie dont elle ne savait que faire. Pourtant le brave garçon lui avait offert son cœur et sa main dans le plus ébouriffant des langages; mais Christiane n'avait voulu ni de l'un ni de l'autre.

Edwin n'était pas plus heureux avec Toinette. Celle-ci avait revu le jeune comte, qui, toujours amoureux-fou de sa beauté, l'avait demandée en mariage. Par une étrange obstination de la part d'une fille si froide et si désireuse de grandeurs, elle avait repoussé ses offres; toutefois elle ne se montrait pas plus empressée pour cela à répondre à l'amour d'Edwin. Elle ne pouvait aimer; c'était toujours là sa grande raison; Edwin était et pouvait rester son ami, mais rien de plus. C'est alors que le pauvre Balder, si malheureux lui-même en amour, par dévoûment pour son frère Edwin, voulut faire un coup de tête de sa façon. Par une froide matinée d'hiver, il se glisse, à l'insu d'Edwin, dans un fiacre et se fait conduire chez Toinette pour la supplier de condescendre aux vœux de son frère. « Je

crains, lui dit-il, que vous ne répugniez à l'idée de l'épouser, parce que vous devriez me garder avec vous. Eh bien! je viens vous confier que je ne vous serai pas longtemps à charge. » En entrant chez la belle, il s'était trouvé face à face avec le comte, que rien ne décourageait, et qui avait salué, avec cette impertinence prussienne qui n'a pas sa pareille au monde, ce petit intrus, proprement, mais pauvrement vêtu, qui le dérangeait dans son entretien. Pourtant, sur l'invitation de Toinette, il s'est retiré dans la pièce voisine; là il a pu entendre comment Toinette faisait part à Balder d'un secret dont elle ne savait le mot que depuis peu, grâce aux recherches de son adorateur titré. Elle n'est pas la fille de l'ex-danseur qu'elle avait longtemps regardé comme son père; elle doit le jour à la liaison clandestine d'un prince et d'une jeune fille vendue par une abominable mère. « Voilà le crime que j'expie, dit-elle; fruit d'une union sans amour, je ne sais, je ne puis pas aimer! » Balder combat, comme de juste, cette idée plus romanesque que sérieuse, et à l'occasion s'exprime de telle façon sur le compte du rival d'Edwin que celui-ci l'attend dans la rue, le rudoie, profère des menaces contre son frère. C'en est trop pour le pauvre garçon, à peine réchappé de la crise qui l'avait mis à deux pas du tombeau. Il remonte pâle et tremblant dans son fiacre, et quand, en face de la maison du cordonnier, le cocher ouvre la portière pour faire sortir son « bourgeois, » c'est un cadavre qu'il trouve immobile sur la banquette et qu'il doit porter dans la « tonne. »

Balder était si aimé, si digne de l'être, que sa mort causa une désolation inexprimable chez tous ceux qui le connaissaient. Le chagrin mêlé de remords d'Edwin fut déchirant. Ne fallut-il pas, tant ses amis et lui avaient la main malheureuse en certaines matières, que, dans une ville où pourtant les pasteurs libéraux ne manquent pas, ils tombèrent sur un prédicateur étroit et bigot, qui s'avisa de profiter de l'occasion pour expectorer sur la tombe encore ouverte des considérations de nature à dénigrer le caractère du jeune mort et à froisser péniblement ses amis! Ce fut au point que Franzelius, n'y tenant plus, exhala son indignation en termes peu parlementaires, et que, sur la dénonciation du charitable pasteur, il fut poursuivi comme perturbateur d'un culte public.

Un malheur n'arrive jamais seul. Edwin, que ses préoccupations douloureuses avaient empêché de retourner chez Toinette, et qui n'avait pu rien savoir de ce qu'elle avait confié à Balder, reçut d'elle un beau matin une lettre dans laquelle, sans lui dire encore qu'elle allait épouser le comte, elle lui apprenait qu'elle avait accepté une invitation de la comtesse, mère de son adorateur, et qu'elle allait passer quelques jours dans sa noble compagnie. C'était le dernier

coup porté à l'espoir qu'il nourrissait encore au fond de son cœur. La comtesse, il le savait, avait longtemps résisté à la folle idée de son fils d'épouser une fille de rien; son invitation prouvait qu'elle s'était adoucie, probablement à cause du jour qui s'était fait sur les véritables origines de Mlle Toinette. Sa naissance n'en était pas plus édifiante; mais enfin elle avait du sang princier dans les veines, et cela changeait bien des choses. Il était clair aussi qu'en se rendant à l'invitation de la comtesse, Toinette avouait indirectement son intention de céder aux instances de son fils. Cette brusque révélation, tombant sur un cœur déjà saignant d'une grande douleur, fit un tel effet sur Edwin qu'à son tour il tomba gravement malade, et, pendant plusieurs semaines, resta entre la vie et la mort.

Sa bonne constitution, les soins empressés dont il fut l'objet, le sauvèrent, et quand il revint à la santé, il lui sembla qu'il était dégrisé. Le souvenir de Toinette n'éveillait plus en lui que des sentimens fort calmes. C'est au point qu'une nouvelle lettre d'elle, lui annonçant son mariage avec le comte, le laissa très froid; mais aussi dans le même temps il avait trouvé un dédommagement. On se rappelle cette jeune Léa, la fille du peintre des haies, à qui il avait donné quelques leçons trop vite interrompues. En le remerciant de ses soins, le père lui avait envoyé, — nous ne savons trop pourquoi, — le cahier où sa fille avait noté ses impressions, une espèce de journal d'elle-même s'entrelaçant avec le résumé de ses leçons, et, malgré quelques pages déchirées évidemment avec intention, Mlle Léa laissait percer entre les lignes, et même çà et là dans les lignes elles-mêmes, que son professeur l'avait, sans le savoir, initiée à bien d'autres choses que la philosophie. Comme en même temps elle n'était pas moins éprise des idées de son professeur que de sa personne, Edwin se sentit attiré par un penchant subit vers une élève aussi sympathique, il découvrit qu'elle avait de très beaux yeux, noirs et pensifs, qu'elle était belle d'une beauté recueillie et paisible, que son intelligence était élevée, son cœur excellent; bref, il sentit qu'il en devenait amoureux, et courut, dès que cela lui fut possible, à la demeure du *Zaunkœnig*. Il était temps. L'infortunée Léa se consumait dans son amour ignoré, et aurait pu chanter comme Fortunio, si elle avait eu assez de voix pour cela :

> Mais j'aime trop pour que je die
> Qui j'ose aimer...

Elle ne dormait plus qu'une heure par nuit et ne mangeait pas une fois par jour, son père ne savait plus à quel saint se vouer; mais à

peine Edwin fut-il venu lui déclarer en personne ses sentimens et ses vœux que la santé lui revint comme par enchantement. Son Edwin lui a dit qu'il l'aimait « de cet amour intellectuel qu'un Spinoza pouvait éprouver pour la substance, » qu'elle est pour lui l'*Ein und all*, son Un et son Tout, et, délicieusement remuée par ce mélange de jargon philosophique et de tendres démonstrations, la jeune libre penseuse n'a pas tardé à devenir *Frau Doktorin*.

C'est vers ce temps-là que Mohr, toujours sur la piste de Christiane, la dame aux moustaches revenue du suicide, et ayant fini par découvrir la tentative infâme du candidat Lorinser, arrive à savoir bien des choses qui prouvent que ce prêcheur piétiste est, à proprement parler, un misérable, le démasque sous un faux nom dans un autre quartier de Berlin et le force à s'engager, sous peine de dénonciation, à ne jamais se trouver dans les lieux habités par celle dont il avait failli faire sa victime. A plusieurs indices, on peut s'assurer que Mohr sait où la retrouver et qu'il a des raisons d'espérer que sa flamme, longtemps rebutée, sera enfin victorieuse de ce cœur rebelle. On ne nous dit pas, et nous aurions été très-curieux de le savoir, par quel « procès psychologique » la dame barbue en vint à bannir de ce cœur l'image adorée d'Edwin pour y loger celle de son gigantesque amant.

On pourrait croire le roman fini, car, sans compter l'union désormais permanente de Marquard et de son actrice, — il est vrai que cette union-là n'a été consacrée que sur l'autel de la nature, — nous avons déjà cinq mariages, celui de Toinette avec son comte, celui d'Edwin et de Léa, de Franzelius le socialiste avec la blonde Réginette, celui de Mohr et de Christiane, enfin, à l'horizon, celui du papa Kœnig avec cette veuve Valentin qui lui avait ouvert les yeux sur les dangereuses tendances de l'enseignement d'Edwin, mais qui s'était résignée de bonne grâce à l'union dont la vie de sa chère Léa dépendait. Tout le monde est marié, le vice est puni, la vertu récompensée, l'athéisme triomphant sur toute la ligne. C'est donc fini? Pas du tout, et le roman recommence de plus belle.

Quatre ans s'étaient écoulés. Edwin avait été cacher son bonheur dans une petite ville de la Thuringe, où il avait accepté, renonçant aux ambitions universitaires, une modeste place de professeur de mathématiques au gymnase de la localité. Sa position, quoique très humble, lui plaisait : elle suffisait à ses besoins, lui laissait des loisirs pour ses travaux philosophiques, et il eût joui pleinement de cette existence paisible et studieuse, si ses idées radicales en religion ne l'eussent pas désigné aux anathèmes de l'orthodoxie. Franzelius, époux de Réginette, sans abjurer précisément ses idées réformistes, au contraire toujours très zélé pour la cause populaire,

mais désormais plus philanthrope et plus patient que socialiste à tous crins, avait fondé dans la même ville moyennant la dot de sa femme une imprimerie qui prospérait. Trois enfans lui étaient venus, et il vivait très heureux. Quant à Mohr, il avait aussi quitté Berlin et s'était niché avec Christiane, désormais réconciliée avec la vie, dans une autre petite ville où celle-ci trônait comme musicienne et directrice très appréciée des sociétés de chant. Les deux époux étaient contens, la laideur même de Christiane avait diminué, et Mohr avait reporté sur un bambin de trois ans les rêves de grandeur qu'il avait si longtemps nourris pour son propre compte, tout en s'en avouant la vanité; cependant il avait conservé sa verve endiablée, sa bonhomie tapageuse et ses fusées de paradoxes. Edwin était venu le voir pendant les vacances. Une excursion pédestre à travers les forêts de la Thuringe en compagnie de son ancien camarade avait paru nécessaire à ses nerfs, toujours facilement fatigués par l'excès du travail; mais ce n'était pas du repos qu'il allait goûter à cette occasion. Il attendait Mohr dans une chambre d'auberge, quand il vit entrer Marquard le médecin, en voyage lui aussi, en voyage médical. Il sortait d'un château du voisinage où il avait été appelé en consultation, et par qui? par le comte époux de Toinette, et il venait sérieusement demander à Edwin d'entreprendre une cure dans laquelle il avait perdu lui-même tout ce qu'il pouvait avoir de latin.

Que s'était-il donc passé? La jeune comtesse avait paru d'abord se résigner à sa nouvelle position. Elle avait épousé le comte, tout en lui déclarant qu'elle ne l'aimait pas d'amour. Celui-ci, passionné jusqu'à l'extravagance pour sa belle Galatée, avait espéré qu'il finirait par en être le Pygmalion. La naissance d'un enfant avait même un instant accru son espoir; mais bientôt les insurmontables répugnances de sa femme l'avaient condamné au rôle de mari *pro forma*. La comtesse avait même abandonné son enfant, qui ressemblait à son père, aux soins des subalternes; l'enfant était mort à sept mois, et depuis lors elle avait vécu séparée en fait de son mari et soupirant après un divorce que rien légalement ne pouvait justifier. Elle faisait seulement les honneurs de sa table et prenait part avec un entrain fiévreux aux chasses à courre que le comte, grand amateur, organisait dans ses superbes domaines. Désespéré, ne comprenant rien à cette froideur inexplicable, passant tour à tour de la supplication à la colère, ayant même tâché en un jour de malheur de verser des gouttes soporifiques dans le café de sa récalcitrante épouse, il avait vu le dégoût succéder chez elle à l'indifférence, et, toujours amoureux, il endurait près d'elle un véritable martyre. Quant à elle, tout le temps qu'elle pouvait s'éloigner

du comte sans faire tort à ses obligations de maîtresse de maison, elle se tenait en quelque sorte barricadée dans une aile du château, en compagnie d'une caméristé dévouée, et ne sortait guère de son appartement que la nuit, dont elle mettait à profit les ténèbres pour errer avec sa compagne dans les allées d'un parc immense. A la fin, le comte s'était demandé s'il n'y avait pas dans cette étrange conduite un cas d'aliénation mentale imminente, et il avait demandé les conseils du docteur Marquard, dont la réputation médicale allait toujours en grandissant. Marquard avait bientôt deviné que le mal dont souffrait la comtesse n'était pas de ceux que guérissent les médecins qui ne sont que médecins, et sachant, du moins croyant savoir que l'ancienne passion d'Edwin pour Toinette était tout à fait éteinte, mais se rappelant que de tous les hommes Edwin était celui qui pouvait le plus agir sur les idées de cette femme étrange, il venait lui mettre sur la conscience de partir avec le comte pour le château où se séquestrait la belle malade, et d'employer toute son influence, toute sa philosophie pour la ramener à une conduite plus sensée.

Edwin, et cela nous étonne, crut devoir accepter cette mission. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que le comte lui-même joignit ses instances à celles de Marquard. Il n'ignorait pourtant pas qu'Edwin avait été son rival; mais ce que personne ne savait, et ce que nous dirons par anticipation, c'est qu'on aurait pu appeler le mal dont souffrait la comtesse la vengeance de l'amour. L'image d'Edwin, son ami dévoué, s'était épanouie, seulement bien trop tard, dans son cœur comme celle de l'homme aimé. Dès lors son mari lui était devenu insupportable; son enfant, qui ressemblait à son mari, odieux; les procédés du comte avaient achevé d'exaspérer sa répugnance et d'exalter sa passion pour l'homme qu'elle n'avait pas su aimer, quand elle était aimée de lui. Il est donc facile de comprendre que, le lendemain de l'arrivée d'Edwin, lorsqu'au moment de partir pour la chasse elle découvrit son ancien amant parmi les hôtes du comte, elle tomba presque en défaillance. Elle se remit pourtant, et profita de l'occasion pour causer longuement avec Edwin.

Celui-ci tâcha de la raisonner de son mieux; mais lui aussi aurait eu besoin d'être raisonné et calmé. Nous n'avons pas dit ce qui lui était arrivé pendant la nuit. Déjà plus troublé qu'il ne s'y était attendu à l'idée de se retrouver si près de la femme qu'il avait tant aimée, ne pouvant dormir à cause de la chaleur, il s'était avisé d'aller respirer le frais sous les belles allées du parc. Tout en errant sans but, il s'était rapproché d'un petit lac aux eaux limpides, et tandis que, caché sous un épais feuillage, il se déshabillait pour se

baigner, qui avait-il vu s'avancer avec sa suivante vers un petit kiosque situé à l'extrémité du lac, quitter ses vêtemens et se plonger comme une ondine sans voiles dans les eaux frémissant au clair de lune? La comtesse elle-même, en promenade nocturne, se rafraîchissant aussi à sa manière et nageant presqu'à portée de la main du philosophe ébaubi. Voilà une scène qui sent l'emporte-pièce, mais qui sert à expliquer comment se réveilla dans le cœur d'Edvin une flamme qu'il croyait tout à fait éteinte. Aussi ses remontrances à la comtesse se ressentirent-elles de l'agitation que de pareilles contemplations lui avaient communiquée. Ce n'est pas tout. Des hôtes de première distinction arrivent au château. L'inévitable Lorinser reparaît, attaché comme aumônier et théologien en titre aux personnes princières qui viennent y faire un court séjour. Edwin quitte ostensiblement la table où il allait se trouver assis à côté de cet infâme gredin, et se retire dans sa chambre pour écrire au comte, lui conseiller une séparation à l'amiable et partir avec l'aurore; mais voici bien une autre épreuve. Sa porte s'ouvre à une heure avancée de la soirée, et c'est Toinette elle-même qui vient se jeter dans ses bras et le mettre dans la position la plus perplexe où puisse se trouver un philosophe, athée ou non. L'auteur nous laisse même dans la plus complète ignorance de ce qui serait arrivé, si la camériste n'était survenue juste à temps pour prévenir les deux amans que le comte montait derrière elle. La présence de cette fille sauve des apparences qui, sans elle, eussent été plus que compromettantes, et Edwin n'attend pas pour s'en aller que l'aube ait paru. En route, pâle, défait, à moitié fou, il rencontre l'ami Mohr qui venait le chercher. — Je suis le vieux Tannhauser, lui dit-il, et je sors de la caverne de Vénus.

Pendant que la vertu d'Edwin subissait ces terribles assauts, sa femme, restée au domicile conjugal, venait confier à son amie Réginette qu'elle avait lieu de penser qu'elle serait bientôt mère. Quelle fête elle se faisait d'annoncer la nouvelle tant désirée à son mari dès qu'il serait de retour près d'elle! Il revient en effet, mais toujours défait et distrait. Il est toujours affectueux pour elle; cependant sa tendresse de naguère a disparu. Il ne l'embrasse pas même en époux aimant, et comme il lui raconte tout ce qui s'est passé, la pauvre femme en conclut que les baisers de la comtesse lui brûlent encore les lèvres, et que désormais le devoir seul le retient près d'elle. Il nous semble qu'elle aurait pu se sentir quelque indulgence pour un mari si courageusement fidèle; mais cette fois encore le romancier avait sans doute besoin de nous montrer comment, sur deux époux, il peut y en avoir un qui s'éclipse pour ne pas faire obstacle au bonheur de l'autre. Edwin est reparti avec Mohr pour

essayer d'une nouvelle excursion pédestre à travers les régions boisées et loin du fatal château où la vertu conjugale est si exposée. Léa, en proie à une tristesse amère, voit une dame inconnue d'une incomparable beauté, d'une distinction suprême, s'introduire chez elle sous prétexte de lui acheter une peinture. Cette dame n'est autre que la comtesse, venue furtivement dans l'espoir de retrouver Edwin, et pour savoir jusqu'à quel point la femme qui lui a inspiré une fidélité si robuste est pour elle une rivale invincible. Léa reconnaît Toinette, et les deux femmes font l'une sur l'autre une impression semblable, c'est-à-dire que Léa trouve la comtesse si admirablement belle et séduisante qu'elle ne peut admettre que son mari guérisse jamais de son amour pour elle; la comtesse de son côté s'en va persuadée par tout ce qu'elle a vu et entendu que les liens qui enchaînent Edwin à son foyer conjugal sont de ceux qui ne peuvent se rompre. Et voici le résultat final de cette double conviction.

Léa plus que jamais veut partir; elle est retenue par Réginette, et surtout par Franzelius, qui lui parle avec autorité le langage du bon sens, et achève de vaincre ses résistances en lui montrant dans son cabinet l'image de Balder, dont il a conservé les traits moulés après sa mort avec la dévotion d'un croyant pour une relique. Quel lien logique y a-t-il entre cette contemplation du pauvre jeune homme qui semble encore lui sourire du fond du tombeau et la détermination de Léa, qui consent enfin à rester près de son mari? C'est ce qui n'est pas très clair; mais enfin il paraît que Balder mort continue d'exercer dans le cercle de ses amis la même influence apaisante dont ils ressentaient toujours l'effet quand il était vivant. Edwin, qui éprouve l'impérieux besoin de se retrouver près de sa femme, qu'au fond il aime toujours de tout son cœur, revient beaucoup plus tôt qu'on ne s'y attendait, et voilà les deux époux réunis pour tout le reste de leur vie.

Quant à la comtesse, une lettre d'un familier du château apprit quelques jours après à Edwin qu'elle avait mis fin à ses jours d'une singulière façon. Elle avait paru s'adoucir un peu avec son mari, et il avait été question à plusieurs reprises d'un voyage dans « la terre promise. » Cette expression était à double entente. Un matin, à la chasse, elle avait follement lancé son cheval à travers tous les casse-cou qui se trouvaient sur la piste, la bête s'était abattue; la comtesse, rapportée au château sans blessure apparente, mais très émue de sa chute, avait consenti à se laisser saigner; pendant la nuit, elle avait arraché le bandage posé sur la veine ouverte, et le matin on l'avait trouvée baignée dans son sang et mourante.

Deux ans après, Edwin et Léa, en visite chez leurs parens de Berlin, rencontraient le comte conduisant un superbe attelage et

ayant à ses côtés une ballerine très connue : il se consolait. Puis, dans une visite au tombeau royal où Edwin avait un jour mené celle qui n'était encore que Toinette Marchand, les deux époux rendaient hommage à l'héroïsme avec lequel la pauvre comtesse était restée jusqu'à la fin fidèle à elle-même; ils philosophaient sur la transfiguration qui embellit après la mort le souvenir de ceux que nous avons perdus, et ils se disaient que la nature est bien bonne d'avoir ainsi jeté le charme de la beauté sur les tragédies de l'existence. Une telle nature, un tel monde, une telle vie, de tels vivans, valent bien qu'on les aime, et le dernier mot du roman est emprunté à Catulle : vivons et aimons!

III.

Il s'agit maintenant d'envisager cette œuvre de longue haleine du point de vue purement littéraire pour revenir en dernier lieu sur les tendances philosophiques dont elle cherche à faire l'apologie.

Il est certain que M. Paul Heyse s'élève au-dessus de la moyenne des romanciers contemporains. D'abord il a le don d'intéresser; quand on a commencé de le lire, on le suit très volontiers jusqu'à la fin. Or j'avoue qu'en fait de roman c'est la première et la plus indispensable des qualités. S'il y eut jamais une division de la littérature où le genre ennuyeux mérite la plus absolue des proscriptions, c'est de toute évidence le roman. C'est ce que devraient se dire les auteurs de certains romans vertueux, dont les intentions, je le reconnais, sont excellentes, mais qui font bâiller. S'ils se refusent à décrire les passions coupables, de peur que la description de ces passions ne les engendre dans l'âme des lecteurs candides, je les approuve encore; mais alors ils n'avaient qu'à ne pas écrire du tout, et leurs vœux eussent été comblés. M. Paul Heyse est artiste. Il sait considérer et présenter les choses en artiste, et, ce qui est la marque du vrai talent, il vous apprend ou vous aide à les considérer de même. De plus il est poète : j'entends par là qu'il sait créer. Ses personnages sont vivans, réels, du moins à la première impression, dessinés parfois d'un crayon très rude, mais ils se détachent nettement et se meuvent à l'aise dans le cadre d'une personnalité bien définie, à laquelle ils demeurent généralement fidèles. Je conçois parfaitement pourquoi M. Heyse ne partage pas du tout l'engouement de ses compatriotes pour la musique de M. Wagner : il aime trop pour cela les lignes bien arrêtées. Il y a quelque part dans son livre une théorie perfidement louangeuse sur la musique de l'infini, qui n'a ni queue ni tête, et qu'un de ses partisans déclarés met fort au-dessus des morceaux à la Mozart ou à la Rossini,

qui ont tous un commencement, un milieu et une fin, ce qui est désolant. Enfin, qualité fort désirable chez un romancier qui fait beaucoup parler ses personnages, M. Heyse a beaucoup d'esprit, et leur en prête largement. C'est de l'esprit allemand, qui brille plutôt par l'ironie, le sarcasme froid, quelque chose d'amer et d'aigu, que par la finesse de pensée et la grâce d'expression qui nous semblent en France la faculté maîtresse des gens d'esprit; mais nous n'avons pas le droit de lui demander d'autre esprit que celui de sa race. Son genre proprement dit, nous le définirions volontiers le réalisme teinté d'idéalisme; j'entends par là, et c'est encore un éloge que je lui adresse, qu'il serre de fort près la vie réelle, qu'il en décrit scrupuleusement les conditions et les formes, qu'il a certainement été à l'école de Balzac pour lui emprunter ses procédés d'analyse minutieuse, mais qu'il ne se borne pas à ce genre d'exactitude microscopique et continue qui rend à la longue la lecture de Balzac si fatigante. Son récit s'anime vite, revêt aisément les vives couleurs du drame, et des rayons émanés des sphères supérieures viennent se jouer d'une manière souvent fort heureuse au travers et au-dessus des vulgarités de la trame.

Si je cherche parmi nos littérateurs français du jour un genre de talent qui présente des analogies nombreuses avec celui de M. Heyse, à la condition de tenir compte des différences qui distinguent le roman de la comédie, je pense tout de suite à M. Victorien Sardou. C'est bien la même manière réaliste et rude, une grande habileté dans l'art de grouper des situations qui parlent en quelque sorte toutes seules, et dont l'idée centrale se résume dans un mot portant coup. C'est aussi la même âpreté de contours, et il y a dans l'esprit très caustique de M. Sardou plus d'un trait de ressemblance avec ce que nous désignions tout à l'heure comme les marques caractéristiques de l'esprit allemand. M. Heyse n'est jamais plus amusant que lorsqu'il met dans la bouche d'un de ses personnages des portraits à main levée. On sera peut-être curieux d'en pouvoir juger sur échantillon.

Dans notre analyse, nous avons laissé de côté plus d'un incident et plus d'un personnage qui ne rentrent dans le récit qu'à titre épisodique. Entre autres, nous n'avons rien dit de la société habituelle du comte, époux de Toinette, dans son beau château de Thuringe, cette société à laquelle Edwin fut présenté lorsque, sur la demande du mari lui-même, il fut invité à venir sermonner philosophiquement la comtesse sur ses torts conjugaux. Il se trouve à souper à côté d'un jeune cousin du comte, un officier de cavalerie de langue alerte, le loustic de la compagnie, qui va lui détailler l'un après l'autre les convives réunis autour de la table. Cette descrip-

tion aura de plus l'avantage de nous donner une idée de ce que peut être l'entourage d'un gentilhomme allemand vivant dans ses terres, loin des grands centres.

« Vous avez été présenté à tous ces messieurs à la fois, dit le jeune lieutenant à voix basse à son voisin, et vous l'avez été conformément à cette coutume ridicule qui consiste à bredouiller un nom, après quoi va te promener! Permettez-moi de vous faire faire leur connaissance d'un peu plus près. Mon voisin de gauche, qui s'intitule « le colonel, » est d'origine slave, comme vous l'avez déjà pu deviner à ses fortes hanches et à son accent, mais de plus, à ce qu'il dit, de la bonne vieille souche des Oginsky, forcé en suite de démêlés avec les autorités russes d'entrer au service autrichien, promu, à ce qu'il dit, pendant la guerre d'Italie au grade de colonel, puis, toujours à ce qu'il dit, honorablement congédié à cause d'une blessure qui le rend infirme du pied droit. Voilà déjà plusieurs mois qu'il vit chez mon cousin, vu qu'un emploi civil lui a été offert, à ce qu'il dit, en France, et qu'il attend seulement ses papiers polonais pour lever les dernières difficultés. Comme il est connaisseur en chevaux, chasseur passionné et passé maître dans tous les jeux de hasard, mon cousin n'a pas de raisons pour douter de l'existence de ces papiers, et moi naturellement moins encore. — Son voisin, cet élégant monsieur d'âge incertain, de regard incertain, mais dont les doigts ont certains mouvemens suspects dénotant une grande habitude de l'art de faire la vole, est tout bonnement ce qu'on appelle en bon allemand un escroc. C'est une connaissance parisienne de mon cousin qu'il a attirée jusqu'ici et qu'il ne peut plus renvoyer malgré toutes les remontrances que j'aie pu lui faire. On dirait qu'il a des motifs à lui pour traiter avec égard ce chevalier de Marsan, le seul avec lequel je n'échange jamais une parole et à qui bien volontiers je montrerais la porte sans la moindre cérémonie. Cher docteur, il y a plus de figures doubles entre ciel et terre que votre philosophie n'en peut rêver.—Un véritable antidote contre cette pilule corrosive que je dois avaler ici tous les jours, c'est le gros monsieur de l'autre côté de mon cousin, un bourgeois propriétaire de biens nobles, qui a épousé une fille de banquier colossalement riche, mais qui n'a jamais présenté sa femme chez nous, parce qu'il est honteux de ses manières un peu étranges dans un salon, du reste, comme vous le voyez, un gaillard, excellent agronome, grand chasseur devant l'Éternel, amateur de vieux vin du Rhin et de vieilles anecdotes, bref, pour mes balivernes le plus reconnaissant des auditeurs. Vous avez entendu son gros rire. J'ai une fois gagné le pari que je le ferais pouffer rien qu'avec des histoires de forts mangeurs; en effet, une heure ne s'était pas écoulée qu'il n'en pouvait plus, il haletait, nous avions peur d'une attaque. — A côté de cet innocent mortel,

juste en face de vous, je vous dénonce deux non moins aimables créatures du bon Dieu, qui ne doit pas se complaire beaucoup dans ces deux images qu'il s'est données. Avez-vous jamais vu quelque part deux hommes se ressembler ainsi jusqu'à pouvoir être pris l'un pour l'autre? Mêmes cheveux blonds et courts, taillés en brosse, même front court par-dessous, même nez court, même courte brossette sur la lèvre, même sérieux solennel lorsque tout le monde autour d'eux éclate de rire, tout vous montre qu'il y a aussi quelque chose de trop court sous leur crâne. Quand ils se lèvent, vous voyez deux grands flandrins qui n'en finissent pas, les frères Thaddæus et Matthæus von der Wende, gentilshommes pur sang. Il est rare de rencontrer des jumeaux si fraternellement unis. Chacun d'eux s'est contenté de la moitié d'une part ordinaire de bon sens et s'est bien gardé d'acquérir ensuite plus d'esprit que n'en a l'autre. Nous les avons surnommés les Siamois, bien qu'ils ne soient pas rattachés l'un à l'autre par un lien de chair, et qu'il ne puisse être question avec eux d'un lien spirituel quelconque. D'ailleurs ce sont des gens riches, comme il faut, ne faisant de mal à personne. — Vient ensuite un petit monsieur haut d'épaules, accusant la cinquantaine, cravaté de blanc, riant d'un petit rire finaud de subalterne, parlant peu, mangeant beaucoup, écoutant tout. Ne perdez pas votre temps avec lui; c'est un vieux meuble de famille, jadis médecin, confident et autre chose encore de la défunte comtesse, mère de mon cousin. Il s'appelle le docteur Basler, et je confierais aussi volontiers mon corps à son art médical que ma réputation à sa mauvaise langue. — A côté de lui, vous voyez l'*Amtmann*, qui chassera demain avec nous et vient toujours la veille boire avec nous. — Enfin le convive absolument muet à vos côtés est le secrétaire privé de mon cousin, un garçon intelligent, capable, malheureusement affecté d'une toquade : il cherche le mouvement perpétuel. Maintenant vous connaissez les habitans de cette vieille et illustre demeure, — excepté pourtant, ajouta-t-il en soupirant, le diamant de la couronne, qui malheureusement dédaigne de nous charmer par sa présence, excepté les jours de grand gala. »

Incontestablement notre romancier sait peindre. Voilà cinq ou six portraits bien enlevés, et dont les originaux sont parlans, même quand ils se taisent. S'il faut penser que telle est la société qu'un noble allemand de très haute naissance et de très grande fortune réunit sous les voûtes du castel de ses ancêtres, nous n'en faisons pas notre compliment à la noblesse allemande. Tout ce monde, en dépit des blasons, des écus et de la raideur, est d'une vulgarité désespérante, et il ne faut pas trop plaindre l'amphitryon si des « colonels polonais » et des chevaliers d'industrie français viennent vivre à ses dépens. A présent prenons garde de généraliser. Évi-

demment l'auteur a voulu dresser un tableau satirique des mœurs et de la société aristocratiques de son pays, et tout permet de croire que le talent d'observation ne lui a pas fait défaut là plus qu'ailleurs. Il n'est pas moins certain que nous avons affaire avec lui à un écrivain qui n'aime pas l'aristocratie, qui n'aime pas non plus les démagogues, et dont toutes les prédilections sont pour la classe moyenne, pour celle surtout qui a reçu sa culture intellectuelle dans les universités. En Allemagne comme ailleurs, cette classe a souvent le droit d'admirer le vide complet d'idées, de savoir et de goûts élevés qui peut se cacher sous les dehors d'une supériorité toute de convention. L'auteur a-t-il obéi à un sentiment mesquin de haine contre l'*Erbfeind* en faisant un Français de l'escroc imprudemment attiré par le comte? Nous l'ignorons, et cela nous touche peu; de telles gens n'ont pas de patrie, et il s'en trouve à Berlin tout aussi bien qu'à Londres et à Paris.

Après l'éloge, la critique aura maintenant son tour. L'analogie que nous constations entre le genre du romancier allemand et celui de M. Sardou se continue dans un défaut qu'on peut leur reprocher à tous deux : la charpente de leurs compositions pèche par sa fragilité. On a souvent dit des pièces de M. Sardou qu'elles se composaient de scènes très fortes, mais très faiblement reliées les unes aux autres. Elles font penser à ces beaux paravens dont chaque pan présente une face brillamment peinte, mais ne tient à son voisin que par une frêle toile, toujours prête à se déchirer; la connexion logique et naturelle manque. De là pour l'auteur dramatique des procédés violens pour amener ou dénouer les scènes à effet qu'il a conçues, et pour le romancier des transitions d'une invraisemblance énorme. Il en résulte pour tous deux l'inconvénient qu'on peut trouver les détails charmans et rester mécontent de l'ensemble. Les romans réalistes ou désireux de l'être souffrent plus que les autres de l'invraisemblance des incidens que l'auteur imagine pour coudre ensemble les différentes parties de son œuvre. Eh! sans doute, l'invraisemblable n'est pas l'impossible; sans doute, à la rigueur, on peut admettre que les choses se soient passées comme cela. Il nous est arrivé à tous d'être témoins de quelque spectacle étrange offert par la nature et de nous dire que, si un peintre s'avisait de le reproduire tel quel, on dirait qu'il a manqué de naturel. Cela n'empêche qu'il ne faut pas conseiller à un jeune peintre de chercher ses sujets parmi les scènes capables de produire une pareille impression. De même le romancier qui tient à rester naturel, c'est-à-dire à en laisser l'impression dans l'esprit de ses lecteurs, doit s'abstenir de leur imposer des caractères et des incidens rigoureusement possibles, mais si rares, si peu probables, qu'on se dit

malgré soi : Cela n'est pas arrivé. Or le romancier doit s'y prendre de telle sorte que tout le temps qu'on le lit on soit disposé à croire que c'est arrivé. Dans le roman comme au théâtre, l'illusion est une grande condition de succès. Tout ce qui la trouble, tout ce qui ramène le spectateur et le lecteur au sentiment des efforts que l'on fait pour la soutenir, sentiment qui la détruit, compromet l'œuvre elle-même. Eh bien! trop souvent, quand on lit le roman de M. Heyse, on sent que le romancier fait du métier, on voit la main qui tient les fils, et ses personnages, qui vivaient si bien tout à l'heure, retombent dans la classe des marionnettes.

Par exemple, le caractère de sa principale héroïne, la comtesse Toinette (1), est d'une invraisemblance qui saute aux yeux. Comment! voici une jeune fille égoïste et frivole, pesant et calculant tout, excepté l'argent, passionnée pour l'élégance, le luxe, l'opulence, au point de vouloir se suicider parce que la destinée les lui refuse, et de rester insensible à l'amour ardent d'Edwin, qui pourtant lui plaisait; par une chance inespérée, il se trouve qu'elle enflamme aussi le cœur d'un comte de la plus haute volée, possesseur d'une immense fortune, qui foule aux pieds toutes les considérations pour l'épouser et qui l'entoure de tous ces bonheurs qu'elle a tant rêvés. Notez que ce comte, s'il n'est pas un aigle, n'est point un sot, qu'il est et reste très amoureux de sa femme, et, quant à l'instruction, n'a point à rougir devant celle dont il a fait sa compagne. On penserait au moins qu'à défaut d'amour Toinette eût éprouvé quelque reconnaissance pour celui qui lui avait littéralement sauvé la vie. En tout cas, elle se résignera aisément à quelques sacrifices récompensés par les jouissances et le bien-être princier auxquels elle attache tant de prix. Il n'en est rien. Dès les premiers jours, elle boude son mari. Les procédés de celui-ci ne sont pas, il est vrai, des plus chevaleresques, mais ils ne proviennent que de sa passion pour elle, ce qui dispose toujours les femmes à l'indulgence. Et pourquoi manque-t-elle ainsi à tous ses devoirs? Est-ce parce qu'un amour sacrifié au calcul, à l'intérêt, se réveille avec violence dans son cœur? Nullement. C'est que la comtesse s'éprend rétrospectivement d'une folle passion pour le *privat-docent* à l'amour duquel elle avait refusé de répondre quand elle était

(1) Il nous faut aussi protester, au nom de la langue française, contre cet affreux diminutif, employé à dessein par l'auteur lui-même sous sa forme française, et qui chez nous ne peut convenir qu'à une gardeuse de dindons. Jamais l'ex-danseur, père putatif de Toinette, grand admirateur des us et coutumes de France, n'eût consenti à appeler d'un pareil nom sa fille réelle ou adoptive. M. Heyse sème assez souvent des locutions françaises dans ses dialogues; il devrait y regarder à deux fois avant de les risquer sous la forme qu'il leur donne. Par exemple, on ne dit pas marcher *à bras croisés*, agir *de cœur léger*: il faut dire *les bras croisés, d'un cœur léger*.

libre, et qu'elle n'a pas revu depuis quatre ans qu'elle est mariée! On avouera que de pareilles contradictions sont *unpsychologisch*, invraisemblables au plus haut degré. Un cœur sec et positif comme celui de Toinette dans tout le cours des deux premiers volumes peut devenir dans le troisième celui d'une coquette raffinée, mais il ne se change pas, du moins sans explication suffisante, en un brasier consumant tout de sa flamme dévorante, et nous n'avons pas d'explication. L'auteur ne prétend pas sans doute que nous considérions comme une explication suffisante l'idée burlesque de Toinette disant à Edwin qu'elle ne peut aimer ni lui ni personne, parce qu'elle est née d'une mère vendue à un homme qu'elle n'aimait pas, et ajoutant, après son mariage, que c'est l'amour qui s'est vengé en la dévorant de feux aussi violens que tardifs. Tout cela n'explique pas plus cette transformation imprévue que si le romancier, imitant les vieux conteurs, avait fait intervenir un enchanteur ou une fée ennemie, empêchant de sa baguette la jeune fille d'aimer quand elle l'aurait dû, et faisant de la même baguette qu'elle aime quand elle ne le doit plus. Le surnaturel n'explique jamais rien; or, quand le roman réaliste nous met en face de contradictions psychologiques de ce genre sans parvenir à les concilier, c'est absolument comme s'il avait recours au surnaturel.

Nous trouvons une série de contradictions parallèles dans l'histoire d'Edwin le philosophe. Qu'un jeune homme tel que lui, pauvre, vivant loin du monde, sérieux de caractère et absorbé par l'étude, puisse approcher de la trentaine sans avoir connu l'amour, cela se peut et se voit; qu'un cœur aussi novice soit même plus exposé à prendre feu d'un moment à l'autre pour la beauté mystérieuse et piquante qu'il a rencontrée inopinément, c'est encore très compréhensible : est-il possible cependant d'admettre que le chagrin qu'il éprouve en voyant son amour repoussé le rende inflammable au point qu'il devienne amoureux du jour au lendemain d'une autre jeune fille qu'il avait connue sans l'aimer, parce qu'il a découvert que cette autre jeune fille est amoureuse de lui? Nous avons entendu parler d'hommes qui avaient épousé plutôt par compassion que par amour des femmes qui d'ailleurs ne leur déplaisaient pas, mais qu'ils n'eussent jamais songé à demander en mariage, s'ils n'avaient eu lieu de croire qu'autrement elles mourraient de douleur. Des unions contractées de la sorte peuvent être fort respectables et même heureuses; toutefois il ne faut les souhaiter à personne. Les hommes dont je parle n'avaient pas le cœur encore rempli des traits d'une autre femme; un homme sérieux et réfléchi comme Edwin ne peut se marier, comme on dit quelquefois, par dépit de n'avoir pas obtenu celle qu'il aimait. En un mot, nous au-

rions eu besoin de tout autre chose que le cahier de Mlle Léa pour comprendre comment l'amant de Toinette a pu tomber si vite aux pieds de son elève et lui certifier qu'elle était désormais « son *un* et son *tout.* »

M. Heyse se réservait certainement, et c'était son droit, de nous montrer qu'Edwin était moins à l'abri d'une rechute qu'il ne le croyait lui-même. On pressentait la chose en voyant Edwin épouser Léa à la fin du second volume, tandis que le troisième était là, promettant une suite encore longue; mais la première contradiction psychologique pousse l'auteur à de nouvelles invraisemblances. Il nous a présenté le bonheur conjugal d'Edwin et de Léa comme complet, sauf l'absence d'un enfant, dont rien ne leur défend encore d'espérer la venue. Edwin est toujours et de plus en plus un homme sérieux, très moral, et, s'il se rappelle encore le délicieux minois qui l'avait ensorcelé, ce ne peut être qu'en se félicitant d'avoir échappé au danger d'épouser une coquette au cœur sec qu'il ne peut estimer, — car, à ses yeux, elle s'est positivement vendue à un homme qu'elle n'aimait pas, uniquement parce que cet homme est riche et titré. Comment admettre maintenant que, dans de pareilles dispositions, il se laisse persuader d'aller chapitrer Toinette sur son infidélité aux conditions du marché qu'elle a si lestement conclu? Comment s'imaginer que le comte, péniblement froissé de la conduite de sa femme, vienne supplier son ancien rival de décider celle-ci à revenir dans ses bras? Les invraisemblances psychologiques s'accumulent, et, pour porter la mesure au comble, voici notre auteur allemand qui nous offre le pendant au clair de lune de la scène scandaleuse qui fit un moment la vogue d'un de nos plus mauvais romans parisiens de ces dernières années. « La femme au clair de lune » pourra servir, comme « la femme de feu, » de prétexte à décor à quelque directeur de théâtre aux abois. Encore une de nos gloires françaises que l'Allemagne nous ravit! Il a fallu inventer cette énorme invraisemblance d'une comtesse allant se baigner dans un étang après minuit, et s'étalant aux yeux d'un philosophe qui n'a pas le courage de les fermer, pour expliquer pourquoi la philosophie est tout près de faire naufrage quand la même comtesse vient dans la chambre de son ancien adorateur lui faire des propositions renouvelées de l'histoire de Joseph. Si un romancier français de quelque valeur avait raconté de pareilles choses, je laisse à penser les clameurs vertueuses que les correspondans de la presse allemande eussent développées sur leur thème favori de l'irrémédiable corruption de la littérature et de la société françaises! Nous ne les imiterons pas, mais nous exprimerons le regret qu'en Allemagne comme en France des écrivains de talent recourent à de pa-

reils moyens pour solliciter une popularité de mauvais aloi, et, toute question de moralité à part, nous dirons que M. Heyse a péché comme écrivain en s'engageant dans des impasses telles qu'il n'a su en sortir que par des procédés du genre brutal qu'un homme de goût ne se permet pas.

Ce ne sont pas là les seules invraisemblances de ce roman à prétention réaliste. Comment donc Christiane, amoureuse incomprise d'Edwin, qui, même après sa tentative manquée de suicide, continue encore de l'aimer et repousse les honnêtes avances de Mohr, comment change-t-elle au point d'accorder sa main à cet original? Et comment revoit-elle ensuite Edwin sans éprouver le moindre trouble? Mystère! On ne nous dit rien, et nous n'avons qu'à nous incliner devant les faits accomplis. Comment s'imaginer que le père de Léa, qui n'est pas une forte tête, mais enfin qui a son bon sens, n'ait même pas jeté les yeux, avant de l'envoyer à Edwin, sur le cahier où sa fille laisse si bien percer qu'elle éprouve pour son professeur des sentimens qui n'ont jamais eu rien de commun avec la philosophie? Comment se fait-il que Léa, quand elle veut s'enfuir du toit conjugal pour laisser Edwin libre de suivre son penchant réveillé pour la belle comtesse, et qu'elle résiste aux remontrances de ses amis, se laisse enfin persuader par le moule en plâtre de Balder, le frère de son mari, qu'elle avait à peine connu? Autre mystère : comment une fille avisée telle que Toinette, avec l'expérience précoce que supposent ses goûts natifs et son éducation dirigée par l'ex-danseur, n'a-t-elle pas vu dès la première heure qu'elle ne pouvait sans se compromettre accepter les offres de service d'un jeune comte riche, galant et amoureux d'elle? M. Heyse intéresse vivement le gros de ses lecteurs par ses épisodes lestement racontés, par ses saillies spirituelles, par ses traits d'observation pris sur le vif; mais il impatiente ses critiques à force de leur demander des complaisances dont il n'aurait nul besoin, s'il usait envers lui-même d'autant de sévérité logique qu'il déploie d'imagination pour amuser les autres.

IV.

Si le roman de M. Heyse n'avait d'autre prétention que d'intéresser et d'amuser, toutes nos remarques resteraient vraies, seulement on pourrait y attacher une mince importance eu égard au but proposé et atteint; mais, nous l'avons dit, les prétentions des *Kinder der Welt* s'élèvent bien plus haut que cela. Ce roman est ou veut être philosophique. Il se propose de réformer des préjugés encore trop répandus sur le compte de ceux que l'on range sous le nom d'athées. Les *Kinder der Welt*, c'est-à-dire les *Enfans du*

monde, qui ne croient qu'au monde et n'ont de dévotion que pour lui, sont plus heureux et valent mieux que ceux qui s'intitulent enfans de Dieu en vertu de leur foi, voilà la tendance et ce qu'on peut appeler, puisque le livre est allemand, l'idée immanente du roman. La question de logique n'est donc pas déplacée dans l'appréciation d'un tel livre, et c'est sous le rapport de la portée philosophique qu'il nous reste à l'envisager.

Nous ne contestons nullement aux romanciers le droit d'écrire des romans didactiques ou démonstratifs. A dire vrai, tout bon roman doit l'être, directement ou indirectement. Il l'est directement, si l'auteur s'est proposé la démonstration d'une thèse philosophique, religieuse, morale ou sociale; il l'est indirectement, si de la reproduction fidèle de la vie et des passions humaines il ressort des enseignemens tenant à cette fidélité elle-même, car la réalité en pareille matière est toujours instructive. Un écrivain doit être libre de préférer la voie directe à l'indirecte; mais il ne faut pas qu'il ait la naïveté de croire qu'il a démontré sa thèse par le seul fait qu'il a inventé des personnages et amené des incidens qui affirment cette thèse sans la prouver.

Je suppose par impossible que je suis romancier, légitimiste et clérical. J'ai voulu populariser ma foi politique et religieuse au moyen d'un roman que, dans l'intérêt de ma cause, j'ai fait aussi attachant, aussi dramatique, aussi agréable à lire, que mon genre de talent me l'a permis. Pour en venir à mes fins, je me suis créé des personnages tous plus légitimistes et plus cléricaux les uns que les autres, et je leur ai donné tout l'esprit, toutes les vertus, toute la supériorité que je pouvais leur prêter. En face d'eux, j'ai fait parader des partisans attardés de M. de Robespierre, des matérialistes de force à rendre des points à M. Büchner, et si, moitié par loyauté, moitié par stratagème, je les ai flanqués de quelques honnêtes figures bourgeoises qui ne sont ni terroristes, ni dévotes, ni légitimistes, tout simplement libérales, j'ai eu soin de les faire bien vulgaires, bien plates, bien *prudhommesques*. Il semblera donc, à me lire, que quiconque ne partage pas mes idées est ou bien un monstre, ou bien un sot. Il se peut, toujours par hypothèse, que j'aie réussi à raconter une histoire très intéressante, qui, au point de vue purement littéraire, aura droit à toute sorte d'éloges. Je ne suis pas sorti du possible, je n'ai pas rigoureusement péché contre la vraisemblance. Il est incontestable qu'il y a des hommes fort distingués de cœur et d'esprit qui croient au droit divin de la maison de Bourbon, qui confondent dans leurs affections le trône et l'autel, en hâtant de leurs vœux le jour béni où la France les confondra aussi en les mettant l'un sur l'autre. Il n'est pas moins certain qu'il y a de

par le monde des esprits assez mal faits pour s'engouer rétrospectivement du régime de la terreur, — d'autres, dont l'âme se délecte dans l'idée qu'elle n'existe pas, — d'autres enfin, beaucoup d'autres, plus sensés dans leurs opinions, mais bien médiocres par l'intelligence. Tout cela est accordé. Maintenant qu'ai-je prouvé? Rien, absolument rien. C'est toujours l'histoire du lion de La Fontaine regardant l'image où l'on voit un homme terrassant un lion. « Si mes confrères savaient peindre! » dit-il en grommelant. Or je ne puis me dissimuler que, parmi mes adversaires, il en est qui savent peindre aussi. Ils n'auront qu'à retourner mon procédé pour avoir juste autant raison que moi. Ils m'opposeront des républicains d'une grande valeur intellectuelle, des libres penseurs immaculés, ils les mettront en face des marquis de Carabas et des comtesses de Pimbèche, et le tour sera fait. Convenons-en une fois pour toutes, des romans à tendance didactique taillés sur un pareil patron n'ont pas un atome de valeur logique, et tout le talent, toute l'imagination de leurs auteurs, toute l'ornementation de détail dans laquelle ils peuvent exceller, ne parviendront jamais à leur donner ce qui leur manque.

A quelle condition un roman peut-il donc démontrer quelque chose? A la condition que la thèse à prouver découle de faits naturels, de caractères vraisemblables, avec une nécessité telle que toute idée de partialité ou d'arbitraire soit bannie de l'esprit du lecteur. Il faut que l'on puisse se dire que, quand bien même les faits et les caractères eussent été autres qu'on ne les a présentés, la conclusion n'eût pas essentiellement différé. Si vous voulez démontrer l'excellence d'un principe religieux ou social, ou, ce qui au fond revient au même, la fausseté, les dangers du principe opposé, gardez-vous de donner pour uniques représentans du principe que vous condamnez des scélérats ou des idiots; montrez au contraire que, même incarné dans un homme de haute intelligence et de caractère noble, il porte inévitablement ses mauvais fruits; faites voir qu'en revanche la supériorité du principe contraire sauve des hommes médiocres des dangers et des malheurs auxquels sans lui ils eussent succombé. Revenez sur ce point à la méthode de nos grands classiques : un caractère, une passion, un principe étant donnés, ils ne s'écartent jamais de ce que, dans la logique impersonnelle des choses, ce caractère, cette passion, ce principe, doivent nécessairement produire. Le roman, comme le drame, est essentiellement déterministe. Néron par exemple est un monstre en germe, dont les vices, encore latens, n'attendent que l'heure favorable pour éclore : nous voyons dans *Britannicus* comment un amour très vraisemblable chez un jeune prince et l'irrésistible tentation d'user de la

toute-puissance vont faire surgir la bête féroce. Ne faites donc pas dépendre la conclusion de votre récit didactique d'un incident fortuit, d'une circonstance étrangère à son essence même et qui aurait pu tout aussi bien faire défaut. Si, à la fin d'un roman, un prodigue ruiné se retrouve riche grâce à un héritage inespéré, tandis qu'un négociant économe et laborieux se voit ruiné à la suite d'une faillite qu'aucune prudence ne pouvait prévoir, cela ne prouve nullement que la prodigalité soit le chemin de la fortune et l'économie celui de la ruine. Règle absolue : le roman ne peut avoir de valeur démonstrative que si la thèse à démontrer ressort avec un cachet de nécessité indépendant des incidens et des contingences, — et moins les incidens, les contingences imaginées par le romancier auront l'air d'avoir été inventées pour les besoins de la cause, plus la démonstration sera probante.

Un romancier veut par exemple montrer que trop souvent des jeunes gens instruits et de pensée libre se marient sans réflexion avec des jeunes filles qui leur plaisent, mais qui sont ignorantes et élevées dans un étroit bigotisme. Il entend prouver que des mariages contractés sous de tels auspices sont dangereux et aboutissent trop souvent soit à l'asservissement honteux du mari, soit à une séparation morale des plus funestes entre les deux époux. S'il entend bien son affaire, il n'ira pas nous raconter comment le ménage du mari libre penseur et de la femme bigote fut malheureux parce que le mari eut des revers de fortune ou parce que la femme devint sourde; cela n'a aucune connexion nécessaire avec la libre pensée ou la dévotion exagérée. Il nous représentera les deux époux au contraire en possession de toutes les conditions du bonheur conjugal, santé, amour, convenance d'âge et de fortune, jusqu'à un certain point analogie de goûts et d'habitudes; puis il décrira comment ce qui n'était d'abord qu'une nuance d'opinion, qu'un différend théorique qu'on s'était réciproquement juré de ne jamais laisser entrer dans la pratique, s'est changé peu à peu, par la force même des choses, en un virus destructeur de toute paix intérieure, de toute confiance mutuelle, et a fini par consommer un véritable divorce entre deux époux qui avaient tout ce qu'il fallait pour être unis et heureux. Si l'auteur a de la logique, il suivra scrupuleusement cette méthode; s'il a du talent, il pourra sur cette base broder un récit des plus attachans.

Nous demandons humblement pardon de cette longue digression; elle était indispensable à notre appréciation du roman de M. Heyse au point de vue didactique. Son talent très réel, auquel nous avons rendu hommage sans en dissimuler les lacunes, n'a pu compenser le manque absolu de rigueur logique et par conséquent de force

probante de son apologie de l'athéisme, et, comme une pareille thèse n'est pas de celles qui permettent l'indifférence, il en résulte une impression finale de mécontentement qui achève d'indisposer contre l'œuvre et contre l'auteur.

M. Heyse ne s'est pas borné à en appeler des injustices dont l'opinion se rend parfois coupable envers ceux qu'à tort ou à raison elle accuse d'athéisme. S'il avait simplement voulu dire que dans les temps modernes, vu le cours général des idées et des systèmes, il est possible à un homme de rester honnête, probe et chaste tout en professant le scepticisme religieux et même la négation de toute vérité religieuse, on se sentirait désarmé. Le fait est qu'il existe des partisans théoriques de l'athéisme qui ont au plus haut degré la religion du devoir. On doit se demander toutefois si ce sont bien là des athées. Est-ce réellement de l'athéisme qu'une foi si profonde en l'ordre moral que celui qui la possède s'incline profondément devant sa majesté, et se sent prêt à tous les sacrifices pour se conformer à ses exigences? Que son Dieu soit incomplet, que sa religion manque pour nous de chaleur et d'attrait, là n'est pas la question; c'est encore un Dieu, c'est toujours une religion. Rien absolument n'interdit à un romancier de développer ce thème, si ce thème lui sourit; mais les *Kinder der Welt* ont une tout autre visée : ils veulent prouver la supériorité intellectuelle et morale des gens qui ne croient pas en Dieu sur ceux qui ont encore la faiblesse d'y croire. Il semble en lisant ce roman que la foi en Dieu ne peut plus être le partage que d'esprits médiocres, étrangers à la science, ou bien déterminés par des calculs politiques ou honteux. Tous les personnages qui ont ou professent des convictions religieuses sont ou de bons cœurs battant sous des têtes bornées, comme le petit peintre Kœnig, père de Léa, et sa chère veuve Valentin, ou des cerveaux étroits comme le pasteur qui préside aux funérailles de Balder, ou de fieffés coquins comme le candidat Lorinser. Nulle part nous ne voyons apparaître un seul chrétien de conviction éclairée, large, tolérante, comme il y en a, Dieu merci, en Allemagne et ailleurs; nous ne voyons que de jeunes athées, sages comme des jeunes filles, et que des croyans ridicules, quand ils ne méritent pas la corde. Il y a mieux. M. Heyse a inventé un Christ athée, mythique, cela s'entend, c'est-à-dire purement fictif; mais en fait c'est un joli petit Jésus que ce Balder si beau, si doux, si malheureux, et pourtant si résigné, qui pousse l'abnégation jusqu'à l'héroïsme, qui meurt victime de son dévoûment fraternel, et qui, même après sa mort, exerce une influence sanctifiante sur tous ceux qui de près ou de loin l'ont connu. Tout cela peut être présenté sous une forme intéressante; mais, encore une fois, qu'est-ce que l'auteur a prouvé?

Rien. Vienne un antagoniste, et il n'aura qu'à prendre le contre-pied de cette manière d'arranger les choses, il en aura le même droit que M. Heyse, et sa conclusion sera diamétralement opposée. Il n'aura qu'à grossir quelques petites imperfections des héros de M. Heyse, qu'à grandir les qualités que celui-ci reconnaît à ses personnages sacrifiés. Par exemple, il fera du père de Léa un grand artiste méconnu, tournant le dos à la fortune par son attachement obstiné à l'art digne et austère, mais puisant dans la sérénité de sa foi des consolations qui dédommagent son cœur et contribuent à purifier encore son beau talent. Il dépeindra Lorinser comme un apôtre éloquent, brûlant du zèle le plus désintéressé pour procurer à ses semblables malheureux la paix intérieure qu'il possède lui-même, et renonçant héroïquement à la femme qu'il aime quand il voit qu'elle en préfère un autre. En revanche, il fera de Balder un pauvre petit vaniteux bien à plaindre, qui, ne pouvant aspirer à d'autres succès, pose devant son public restreint pour l'esprit fort et le cœur candide, — d'Edwin un pédant qui ne sait parler d'amour aux femmes qu'en mêlant dans un insupportable jargon la substance, Spinoza, l'*un*, le *tout*, les « puissances élémentaires, » aux expressions plus usitées du royaume du Tendre, — de Mohr un orgueilleux qui roule de paradoxes en sottises jusqu'au fond de l'abîme, — de Christiane une vieille fille acariâtre dont le caractère vaut juste autant que la philosophie. Voilà nos gens bien habillés, mais nous, en sommes-nous plus avancés?

Si M. Heyse avait compris l'obligation qui s'imposait à lui, il aurait dû procéder de manière à montrer que dans les mêmes circonstances les principes antireligieux de ses héros valaient mieux pour leur bonheur, ou leur consolation, ou leur délivrance, que les principes religieux d'hommes éclairés, sincères et convaincus. A la fin du roman, on aurait dû recevoir l'impression qu'en effet, et toutes choses égales, il est préférable d'adhérer à cette philosophie négative que de continuer, comme le genre humain l'a fait jusqu'à présent, à chercher son recours contre les tentations et l'infortune dans un ordre de réalités supérieur aux misères comme aux iniquités de notre monde. On fermerait le livre, persuadé qu'il vaut mieux en tout état de cause croire que la tombe est le dernier mot de la destinée, et que cette négation de toute vie future est plus efficace pour soutenir la moralité, le courage et l'espérance, que l'instinct mystérieux qui a inspiré à l'élite de l'humanité des attentes si différentes. J'avoue que, ramenée à ces termes, la tâche eût peut-être été d'une difficulté capable d'effrayer l'audace elle-même d'un romancier allemand; mais, je le répète, c'est à cette condition seulement que les *Kinder der Welt* pouvaient démontrer quelque chose.

Il s'en faut d'ailleurs de beaucoup que les supériorités morales décernées aux héros du récit se rattachent nécessairement à leurs idées philosophiques et à la destinée que leur font les circonstances. Supposons que Balder, au lieu d'invoquer le soleil dans de petits vers optimistes, eût été l'une de ces âmes doucement mystiques, instinctivement poétiques, vivant d'idéal, une de ces âmes pour qui cette parole de Jésus : *les cœurs purs voient Dieu*, semble avoir été écrite tout exprès, — qu'Edwin, tout en s'écartant assez de l'orthodoxie pour être en butte au mauvais vouloir des esprits réactionnaires, eût été l'un de ces philosophes chrétiens comme l'Allemagne en compte encore beaucoup, — que Mohr et Franzelius se fussent, chacun à sa façon, rapprochés de la même tendance, et ainsi de suite, rien absolument n'était changé à la contexture du roman. Les amours d'Edwin, de Léa, de Toinette, de Christiane, de Mohr, de Franzelius, les félicités et les épreuves, les drames, les combats, les péripéties tragiques qui en résultent n'eussent pas varié d'une ligne, si ce n'est peut-être que Toinette eût trouvé chez son précepteur un homme un peu mieux armé contre ses velléités de suicide. En réalité, l'artiste et le penseur se sont séparés chez M. Heyse : ils s'étaient promis de se prêter un mutuel appui tout en marchant de compagnie; ils ont suivi une route parallèle, voilà tout. On peut supprimer l'un des deux, l'autre n'en est ni plus fort ni plus faible.

Une grande lacune de ce roman, c'est qu'on ne sait pas du tout pourquoi ces jeunes Allemands en sont venus à être si ironiques et si susceptibles sur la question divine. Nous aurions au moins désiré connaître les grandes lignes du système philosophique d'Edwin pour savoir s'il est vrai qu'on doive désormais ranger la foi en Dieu parmi les faiblesses de l'esprit humain. La seule théodicée que l'auteur ait daigné nous révéler est celle de Christiane brouillée à mort avec la Divinité parce qu'elle est laide. Que ce soit dans un cœur de femme un argument très fort contre la Providence, c'est possible; j'ai pourtant connu des femmes bien laides, sachant qu'elles l'étaient, mais moralement bien belles, et que cette expérience n'avait pas ébranlées dans leur foi. Tout le long du roman, nous ne pouvons discerner qu'une seule grande objection revenant sous bien des formes : il y a trop de souffrances imméritées et d'iniquités dans la vie pour qu'on puisse reconnaître un auteur des choses tout-puissant, conscient et bon; mais ce qu'il y a de paradoxal au premier chef, c'est que l'auteur s'est donné une peine infinie pour ôter tout son nerf à cette argumentation aussi ancienne que la preuve à fin contraire tirée de l'ordre et de l'harmonie qui règnent dans l'univers. Edwin en effet, quand il raisonne sur la destinée, Balder, quand il parle de la sienne, s'évertuent à démontrer que tout est pour le

mieux, que nous n'avons jamais autre chose à faire qu'à remercier « notre mère la Terre et notre père l'Éther, » que même l'existence la plus traversée est encore semée de mille voluptés pour ceux qui savent les discerner. En un mot, c'est un optimisme aussi complet, aussi intrépide que celui des saints qui bénissent la main de Dieu quand elle les frappe et se réjouissent de leurs douleurs elles-mêmes. Au nom du bon sens, mettez-vous donc d'accord avec vous-même : ou bien cet optimisme est un défi à l'évidence, une exaltation héroïque, démentie continuellement par la réalité, et alors vous ne ferez jamais que l'homme religieux qui met sa consolation, son espoir, dans les hauteurs inviolables où il croit trouver la félicité pure, ne soit pas mieux partagé que celui dont toute la ressource consiste à se soumettre à la fatalité, — ou bien cet optimisme est fondé en fait et en droit : ceux qui se plaignent ont toujours tort, tout est pour le mieux dans ce monde, Balder a raison, tout malade et navré qu'il est, de chanter le bonheur de vivre; mais alors que devient l'argument contre l'existence de Dieu?

C'est, sous la forme du roman, absolument le même sophisme que M. Strauss étalait naguère avec toute la gravité du langage philosophique lorsque, dans un chapitre de son *Neue Glaube*, il faisait le procès de l'auteur de l'univers en relevant les imperfections qui le déparent, et que, dans le chapitre suivant, il réclamait notre dévotion pour l'univers, source et laboratoire de toute vérité, de toute beauté, de toute justice. Nos pauvres cervelles gauloises ne parviendront jamais à marier tant de pessimisme à tant d'optimisme.

C'est ainsi que la réflexion détruit le charme des incidens dramatiques bien racontés et des dialogues spirituellement tournés. Ce charme s'évanouit pour faire place à un sentiment analogue à celui qu'on éprouve en sortant de certains rêves prolongés dans lesquels on avait commencé par se complaire, mais qui à la longue deviennent fatigans. On s'en veut d'avoir été si longtemps la dupe de quelque chose de faux; on s'aperçoit que ce qu'on avait cru être des personnes réelles n'était qu'un va-et-vient de fantômes, que l'on avait pris des grimaces pour des sourires, et des contorsions pour des gestes naturels. La belle femme, selon l'adage bien connu, finit en queue de poisson. Ce qu'il y a de faux ou d'artificiel dans les conceptions de l'auteur se trahit malgré tout son art dans les petits détails. Ses personnages posent plus souvent qu'il ne voudrait et manquent de naturel. Edwin caresse continuellement les cheveux blonds de Balder, comme une mère ferait à son fils, une jeune épouse au mari qu'elle adore. Ses héroïnes ont continuellement les mains ou les bras croisés sur la poitrine. A la fin, ces affectations impatien-

tent. Il est entre autres un passage d'un réalisme douteux, bien que cherché, qui nous paraît caractériser le roman tout entier. Il termine un chapitre où le candidat Lorinser a essayé de convertir Christiane à ses idées tout à la fois immorales et mystiques. Il se retire, s'imaginant qu'il a fait du chemin dans le cœur de cette *vir mulier*, ignorant qu'elle brûle pour Edwin d'un amour inavoué, et en s'en allant il jette sur sa fenêtre encore éclairée un regard plein de vaniteuse confiance. « S'il avait pu voir ce qu'en ce moment même, dans sa chambre solitaire, faisait l'objet de ses adorations! Dès que son visiteur l'eut quittée, et comme si elle eût voulu consacrer à nouveau un sanctuaire souillé par de mauvais esprits, elle s'était hâtée de tirer de sa commode une petite photographie à cadre sculpté et l'avait posée sur la table comme sur un autel, de manière que toute la clarté de la lampe tombât en plein sur elle; puis elle avait approché une chaise et s'était assise pour contempler la photographie dans un muet recueillement; mais cette attitude courbée lui devint incommode. Elle glissa du siége sur le plancher et resta sur les genoux, le menton appuyé sur le bord de la table, les yeux attachés sur le portrait avec une tendresse passionnée. Ce portrait, qui regardait tranquillement devant lui et ne réclamait aucune espèce d'hommage, n'était autre que celui d'Edwin. » On pensera ce qu'on voudra de ce singulier tableau. Quant à nous, si, tout en lisant le livre, il nous semblait voir dans la folle et malheureuse Toinette, à l'esprit si éveillé, à la beauté si séduisante, à la conduite si incohérente, à la fin si triste, la personnification dangereuse, mais brillante, du livre qui racontait son histoire, après réflexion nous avons changé d'avis. Il y a du faux et de la grimace dans tout ce monde berlinois. C'est désormais cette laide et sombre personne dont la tête apparaît émergeant de l'ombre, posée en pleine lumière sur le bord de sa table, qui devient pour nous le résumé symbolique de l'ouvrage tout entier. Il n'y a qu'un titre qui lui convienne, les *Enfans du monde* ne sont pas ce qu'on nous les décrit, et il fallait intituler ce livre *le Roman de la femme laide*.

ALBERT RÉVILLE.

ÉCRIVAINS CONTEMPORAINS

LA FANTAISIE ET L'IMAGINATION DANS LA CRITIQUE.

I. *La Légende de Versailles*, par M. Blaze de Bury, 1872. — II. *Les Maîtresses de Goethe*, 1873. — III. *Musiciens contemporains*, nouvelle édition.

La distinction des genres, quoiqu'elle repose sur la nature même de l'art, n'est pas une loi inflexible : sous la main d'un artiste qui ne travaille pas au hasard, elle se prête aux combinaisons les plus diverses et devient une source de rénovation. Un peintre de paysage changera en tableaux d'histoire tous les sites qu'il reproduit, à la condition de choisir une scène conforme aux personnages, aux grands faits, aux batailles qu'il veut représenter. Il en est de même dans les lettres. Avec de l'imagination et de la fantaisie, on peut sans doute faire de mauvaise critique, si l'on porte dans ce domaine certaines habitudes prises dans le métier des vers, telles que le besoin de parure ou le désir de surprendre par les images : ainsi l'on arrive à jeter sur le sujet le plus pauvre le vêtement d'un style brillant et à perdre le sentiment de la proportion. Ce n'est plus là ni de la poésie, ni de la critique, ni même du bon sens, et il eût été plus sage de s'abstenir d'un tel mélange; mais lorsqu'un écrivain pourvu de ces dons choisit un terrain où ils se développent à l'aise, il apporte à l'étude des œuvres littéraires une vivacité de sentiment qui la rajeunit, il concilie deux genres différens et enrichit l'un des ressources de l'autre.

L'imagination n'est pas toujours la folle du logis : la fantaisie tient l'esprit en éveil; elle fait sortir au besoin de l'ornière et ouvre des chemins nouveaux. Ce serait un catalogue curieux à dresser que celui des opinions toutes faites en littérature; on verrait qu'il en

est souvent des jugemens comme des mots d'ordre. Combien de critiques ne font que répéter la consigne! Le premier de leurs soucis est de s'assurer que tel cercle de personnes pense de telle ou telle manière, et de reproduire fidèlement cette pensée: s'assurer qu'elle est juste et vraie n'en est que le dernier. Si les séductions de la routine et de la paresse sont si puissantes, comment espérer que le libre travail des esprits sérieux puisse en triompher, s'ils n'avaient pas une alliée naturelle dans l'heureuse indocilité de ceux qui, à leurs risques et périls, suivent leur sentier particulier?

Ces réflexions se présentent à nous à propos d'un écrivain qui pourrait être rangé parmi les poètes, s'il ne l'était parmi les critiques de notre temps, et qui en ces deux qualités a toujours une physionomie spéciale. Soit qu'il donne à sa prose le tour facile et vif de son imagination, soit qu'il confie à ses vers les boutades de son goût, sa fantaisie conserve toute la liberté de certains écrivains allemands dont il rappelle souvent l'*humour*. On ne dira pas de lui, comme on a fait de tel autre, qu'en passant de la poésie à la critique il laisse une maîtresse préférée pour une femme légitime; on ne voit pas qu'il ait fait plus de dépense pour l'une que pour l'autre. Pour ne parler que de ses ouvrages les plus récens, il y a beaucoup d'histoire et de philosophie dans les vers de *la Légende de Versailles*; *les Maîtresses de Goethe* sont des études poétiques et morales à la fois; dans *les Musiciens contemporains*, la littérature occupe le même rang que la musique : il est critique partout, mais en demandant à son tempérament, qui est capricieux, la forme et le fond de tous ses écrits. C'est là, n'en doutons pas, l'agrément particulier des écrits de M. Blaze de Bury; c'est aussi, disons-le, un motif d'hésiter sur la place qu'il occupe dans les lettres. La variété fugitive de son talent empêche au premier abord de saisir la physionomie de l'écrivain. C'est un juge distingué sans doute des œuvres littéraires, mais il a des vers qui se reconnaissent entre mille manières de versifier. Assurément il a porté la critique musicale à la hauteur d'un genre nouveau; mais ne faut-il pas rappeler qu'il a fait connaître et goûter à la source la poésie allemande? Et oublierons-nous ce volume sur le *Faust* de Goethe, que peu d'hommes en France, il y a vingt-cinq ans, pouvaient écrire? Il n'est donc pas sans intérêt de mettre de l'ordre dans cette variété de travaux, de chercher quelque idée d'unité dans ces tentatives diverses : on éprouvera sans doute avec nous, en parcourant rapidement cette carrière aventureuse, le besoin de se rendre compte de la vérité et de se prononcer suivant les inspirations de la justice.

Qu'il ait commencé par la poésie, nous ne saurions nous en étonner, s'il est vrai que tout homme porte en lui un poète qui dure au moins ce que dure le printemps de la vie, et qui, sauf d'heureuses

exceptions, meurt plus ou moins jeune. Chez lui, dans la mesure où le don de nature lui a été départi, le poète ne s'est pas même endormi. Il a veillé sur le feu du sanctuaire, et il revient toujours apporter sur l'autel son offrande. Que ceux qui regardent volontiers les vers comme un péché de jeunesse en conçoivent un peu d'étonnement, cela est assez naturel en un temps où le tempérament poétique est devenu chose assez rare. Je sais que la prose sous une plume colorée, harmonieuse, suffit à bien des élans de l'imagination; pourtant que d'échappées heureuses fournissent aux vers les leçons mêmes des années qui fuient! Que de souvenirs, que de pensées, qui prennent leur vol vêtues de brillantes couleurs, et dont on commencerait par couper les ailes! Que de satires légères qui naissent de la connaissance du mal que la vie apporte, mais qui sous les formes trop réelles de la prose deviendraient d'amères invectives! Il y a des talens dont la santé ne se conserve qu'en venant parfois se retremper à la source primitive.

De semblables explications ne paraissaient pas nécessaires dans ce temps de poésie qui prit fin vers 1840 : c'est à deux ans près la date du premier volume de vers de M. Blaze. De ce recueil, nous ne dirons qu'un mot : il montre naïvement l'organisation musicale du poète, qui se dévoile par le choix des sujets comme par l'exécution. Tantôt c'est l'entretien, disons plutôt le débat de deux muses qui s'appellent poésie et musique, tantôt c'est une frêle jeune fille qui exhale son âme sur son clavier comme la cigale aux champs en un soir d'été. Je ne m'étonne pas qu'ailleurs il saisisse les paroles que disent entre elles les fleurs, comme dans les contes de fées Fine-Oreille entend les plantes pousser. Certains poètes trouvent un concert dans ce qui n'est pour les autres qu'un spectacle. Des mètres variés et faciles, des fusées d'imagination qui rappellent les caprices d'un maëstro qui improvise, tout concourait dès lors à faire de M. Blaze un musicien de la poésie.

Cette surabondance est mieux gouvernée dans les *Intermèdes et Poèmes*, qui sont de 1859 : sauf une ou deux pièces dont la composition paraît encore flottante, l'auteur est en possession de ses qualités personnelles, qui ne l'abandonnent pas désormais, et qui font de lui un critique et un fantaisiste. L'*humour* est la marque du talent de cet écrivain et le gage de son originalité : partout où l'on en trouve l'empreinte, il intéresse. C'est peut-être pour cela qu'il captive le mieux l'attention dans les genres et dans les sujets où sa nature l'entraîne plutôt que la circonstance ou même sa volonté. M. Blaze a versifié avec agrément et bon ton des récits qui rappellent l'époque cavalière de notre poésie contemporaine. Soit qu'il transporte la scène à Lucerne, dans *Bella*, ou sur un bateau du Rhin dans la pièce de *Bohême*, ou simplement au milieu du Paris qui

s'amuse dans *Violante*, il fait l'histoire triste et riante à la fois de la vie mondaine.

La meilleure pièce de ce recueil est assurément celle de *Jenny Plantin*. Si jamais drame intime produisit une vive impression sur les hommes qui sentent par l'imagination, c'est le suicide de Charlotte Stieglitz, cette femme de poète qui se donna froidement, résolûment la mort pour secouer la torpeur où était tombé le génie incompris de son mari. Elle souffrait du découragement de celui-ci : elle s'imagina que leur félicité bourgeoise était le véritable obstacle à l'inspiration, qu'il fallait une vive secousse dans cette existence léthargique pour faire jaillir la source tarie par un bonheur vulgaire. De cette idée au sacrifice de sa propre vie, il n'y avait qu'un pas; on se souvient que, pour un époux aussi indigne de ce dévoûment que de cet excès d'admiration, elle se poignarda dans son lit (1). Ce dénoûment étrange que le cœur supporte à peine, et qui s'explique seulement par la passion de l'art, devait tenter une imagination d'artiste. M. Blaze le plaça dans un cadre parisien. Dans ce ménage de l'enthousiasme crédule avec le faux génie, l'auteur trouve une ample matière à la satire, — les rimeurs désœuvrés, les Dantes et les Miltons de petits théâtres, les « poètes battus du givre » tragiques et ridicules,

Et mourant sur la paille en alignant des rimes.

Le drame a aussi sa bonne part, et le suicide de la pauvre enthousiaste Jenny est préparé en des pages émouvantes. Dirons-nous que Jenny Plantin est une femme allemande? Sans doute on pourrait trouver à Paris une Charlotte Stieglitz; mais il y a chez nous une égalité trop réelle peut-être entre les deux sexes pour qu'une femme se décide aisément à s'offrir en victime à la gloire de son mari. Une femme française paiera de ce prix la vie, non la renommée d'un époux : le premier de ces sacrifices ne suppose qu'un excès d'amour, le second est un aveu d'infériorité; toutefois si Jenny Plantin est quelque peu germanique dans son exaltation, son Robert est bien Parisien : il a été rencontré sur le bitume des boulevards; le cadre entier et les traits de mœurs qu'il renferme nous sont familiers.

Un humoriste est-il entièrement à l'aise dans les vers? Rien de plus spontané, de plus involontaire que le genre auquel il se livre. S'il accepte franchement le frein de la versification, c'est une chaîne, s'il se veut mettre à l'aise, il frise parfois les limites du prosaïsme. Nulle part M. Blaze n'a si bien échappé aux écueils que dans *la Lé-*

(1) Voyez *les Écrivains d'Allemagne*, p. 40, par M. Blaze de Bury, et M. Saint-René Taillandier, *les Drames de la vie littéraire*.

gende de Versailles. Point de mélange de critique littéraire ou autre, point de doctrine versifiée, point de souci du dilettantisme qui rappelait plus ou moins l'Allemagne. Avec Jean-Paul par exemple, il faut commencer par beaucoup lire, et réfléchir quelquefois longtemps avant d'être au fait et de rire de ses saillies ou de s'attendrir sur ses fantaisies sentimentales. L'auteur de *la Légende de Versailles* ne nous impose au moins ni cette fatigue ni ces complaisances. Il nous promène en pleine histoire. D'ailleurs les figures qu'il fait revivre sont dans la mémoire de tous : jamais nos deux siècles royaux n'ont été plus présens à notre pensée que depuis qu'ils semblent ne pouvoir plus revenir; ils sont pour notre imagination un mélancolique passe-temps.

La facilité peu commune des vers de ce recueil pourrait faire croire à une gageure, à un tour de force : cette idée nous semble bien éloignée du dessein de l'auteur, et il faut s'entendre sur l'emploi des vers lyriques. Est-il bien sûr que la satire ne puisse adopter toute sorte de rhythmes, la stance même? Et si elle le peut, pourquoi la poésie humoristique n'aurait-elle pas les mêmes conditions? Il n'y a pas un vers héroïque dans ce volume tout rempli du règne majestueux des quatre Louis qui ont régné au Louvre et à Versailles. En revanche, Ronsard n'a pour ainsi dire pas de stance anacréontique dont on ne retrouve l'échantillon chez M. Blaze. C'est de la poésie légère, gracieuse, quelquefois éloquente. Elle rappelle par le sujet de beaux vers d'André Chénier errant dans les bosquets de Versailles, et se déroule avec aisance à la manière de la jolie pièce d'Alfred de Musset, *Sur trois marches de marbre rose.* La veine est heureuse et neuve, sans violer les limites essentielles des genres, s'il est vrai que l'inspiration lyrique se distingue par le caractère personnel de la pensée.

L'auteur n'avait que l'embarras du choix pour varier ses agréables peintures et ouvrir des échappées de vue dans l'avenir. Il est curieux avec M. Blaze d'opposer un intérieur de Louis XIV vieilli, enfermé avec Mme de Maintenon, à celui de Louis XV vieillissant à son tour et s'efforçant, tête à tête avec Mme Du Barry, de se persuader qu'il s'amuse. Les deux épisodes sont écrits en quatrains de huit syllabes, mais quelle différence de couleur et de mouvement! Dans *le Pavillon de Luciennes*, qui est le titre du second, il y a un oiseau qui est l'image de la dame de céans :

Aiguisant son bec dans un sable
De diamans et de saphirs,

Du perchoir d'or à la mangeoire,
Et de la mangeoire au perchoir,

Il va, promenant jusqu'au soir
Ce joli rien qui fait sa gloire.

L'hôte joyeux de cette cage n'est pas plus léger que les vers voltigeant d'un détail à un autre, en quoi ils sont bien servis par le style particulier à l'auteur, style qui a ses taches, mais qui se compose surtout de bonheur d'expression. Ces tableaux fugitifs pour la pensée et sautillans pour l'harmonie ont leur philosophie. Voilà bien le Louis XV jouant de ses ministres comme sa maîtresse joue des oranges qu'elle fait sauter en l'air. Après avoir abusé de tout, des honneurs royaux, de l'or, du vin, des femmes, il est arrivé au dégoût de toute chose, au mépris des hommes et de lui-même : il n'aime plus rien, pas même son peuple. Pourtant la leçon serait incomplète sans la présence du négrillon Zamore, qui sert la Du Barry et remplit la coupe du roi de France. Vienne 1793, ce personnage muet qui assiste aux épanchemens intimes des deux amans parlera dans les clubs et devant le comité de sûreté générale. L'ignoble petit monstre, dans sa déposition contre sa maîtresse, se qualifiera l'ami de Franklin et de Marat. En attendant il se souviendra du « saute Choiseul ! saute Praslin ! » et il se promet de dire à son tour : « Saute Jeanne ! saute Louis ! »

L'autre morceau, intitulé *Louis XIV*, est sans contredit le meilleur du recueil. Le roi y est traité avec une dureté contre laquelle l'histoire pourrait s'inscrire, si la poésie n'abusait de je ne sais quels droits particuliers sur ces grands personnages du passé. Le monarque est assis vis-à-vis de Mme de Maintenon, qui lit tout haut, mais qu'il n'écoute pas. Il est à ses pensées, c'est-à-dire aux reproches de sa conscience. Nous sommes en 1712, au cœur de l'hiver, quand la paix n'est pas faite, et que dans ce règne qui approche visiblement de sa fin il y a place encore pour un désastre. On ne pourrait souhaiter une entrée en matière plus franche que celle-ci :

« J'ai trop régné, j'ai trop vécu ! »
Et branlant sa tête caduque,
Morne, il pleurait sous sa perruque
Les larmes du lion vaincu.

Benoîtement emmitouflée,
Dans sa causeuse de Beauvais,
Jaune, grassotte, l'œil mauvais,
La gorge de pudeur gonflée,

La Maintenon au grand vieillard
Faisait vis-à-vis dans la chambre;
Au dehors grelottait décembre.
Partout la neige et le brouillard;

Partout ce deuil expiatoire
Auquel rien n'échappe ici-bas;
Partout cet immense trépas
De la nature et de l'histoire;

Partout ces douloureux retours
Cachés au fond de toutes choses!

Printemps d'hier, où sont tes roses?
Roi de France, où sont tes amours?

Est-ce un humoriste qui s'amuse en des caricatures, ou bien est-ce la vérité implacable saisie après un règne de plus de deux générations, lorsque le temps est passé des allégories convenues, des Mars et des Apollons entourés d'emblèmes menteurs, lorsque le moment est venu de payer tant de fautes et d'abattre aux pieds de la justice éternelle l'idole de la gloire humaine? Peu importe l'excès d'amertume, la morale et la religion sont du côté de la sévérité. Tout cela n'est pas du domaine de l'imagination; c'est de l'histoire de France, c'est notre propre histoire, puisque tout cela retentit encore autour de nous, et nous félicitons M. Blaze de s'être une fois dégagé, comme poète, de son dilettantisme un peu précieux.

Autant les préoccupations esthétiques nuisaient d'abord aux vers de l'écrivain, autant la poésie a servi d'aliment et de support à sa critique. Il a le mérite d'avoir été des premiers à défricher pour nous le terrain de la littérature allemande. Ce n'est pas de seconde main qu'il en a recueilli les richesses. D'autres ont appliqué à des œuvres déjà traduites la sagacité de leur intelligence ou la délicatesse de leur goût. Ses travaux ont précédé les traductions; son avantage a été de connaître l'Allemagne par elle-même et d'aller au fond des choses. A ce moment, la seconde génération des poètes de ce pays avait à peine disparu; elle brillait pour nous de tout le charme de la fraîcheur. On se trouvait d'ailleurs aussi loin des haines du passé que des fureurs de l'avenir, et le mariage de l'esprit français avec la muse allemande en était encore à sa lune de miel. Aucune occasion plus favorable ne pouvait solliciter un esprit amoureux de poésie et accessible aux manifestations nouvelles de la beauté. Que M. Blaze ne fût pas le seul critique germanisant, ici moins que partout ailleurs on pourrait l'oublier : assurément il fut un des plus remarquables. L'ensemble de ses études réunies se compose aujourd'hui de trois volumes d'une attrayante variété : *les Écrivains modernes de l'Allemagne*, une sorte de réduction du firmament poétique de ce pays, la pléiade des petites constellations autour de l'astre-roi qui les domine sans les effacer, — *les Maîtresses de Goethe*, une guirlande gracieuse et mélancolique des sultanes que le grand calife de la Germanie moderne a daigné ho-

norer d'un peu d'amour, — le *Faust* traduit complétement pour la première fois, avec un essai qui est une étude approfondie et copieuse sur le génie de l'auteur et sur la seconde partie de son drame si vaste et si compliqué.

Mme de Staël, grâce à des morceaux encadrés avec goût, avait depuis longtemps vaincu le préjugé français qui refusait tout aux Allemands, même l'esprit; elle avait mis à la place un autre préjugé, celui du règne de l'âge d'or de l'autre côté du Rhin. M. Blaze abordait un domaine où cette illusion se soutenait encore, celui de la poésie, car, en philosophie, en morale, en politique, elle était tombée sous les coups de l'implacable critique de Henri Heine. Au fond de toutes les pensées qui circulent dans le livre des *Écrivains modernes de l'Allemagne*, on trouve le sentiment de l'admiration. L'auteur aurait, je crois, abandonné son sujet plutôt que de ne pas suivre le cours de ses sympathies naturelles. Il aimait ce qu'il étudiait, et il parlait avec un plaisir communicatif de ce qui avait captivé son imagination. L'heure inévitable des réserves, des sévérités, et, si l'on veut, des désenchantemens, est venue tard, si elle est venue pour lui. Que lui importaient les épines et les chardons? il ne cherchait que les fleurs. Aussi doit-il être compté parmi ceux qui mettent de l'entrain et de la verve au service de la critique; il provoque surtout le désir de connaître.

Sa méthode, si l'on peut dire qu'un fantaisiste en ait une, diffère autant de celle de Mme de Staël, qui cause, que de celle des critiques de profession, qui dissertent. Il y a dans ceux-ci une allure constante, une marche régulière incompatible avec le caprice : ils vous font connaître un homme sans que vous l'ayez approché, un livre sans que vous l'ayez lu. M. Blaze prétend vous les faire aimer, et il y réussit en général. D'autre part, il ne s'en tient pas à la causerie, plus soucieux de se contenter que de faire accepter son opinion. De là des jugemens auxquels on peut ne point souscrire, mais qui ne perdent rien de leur originalité, parce que l'auteur ne s'est pas attaché à les amoindrir. De là aussi des analyses nombreuses et rapides par lesquelles il se rend compte à lui-même de son plaisir. Par momens, l'écrivain se croit un sceptique; on ne l'est jamais avec une telle foi dans ses propres sensations. Il prend parti dans les luttes littéraires, et il est tel genre nouveau de poésie pour lequel il se passionne, comme s'il s'agissait de querelles françaises et même personnelles. Par exemple, il s'enrôle d'enthousiasme au service de la cause du lyrisme allemand populaire contre Klopstock, qui veut le soumettre aux lois de l'antiquité classique. L'auteur de la *Messiade* nourrissait d'enfance contre la rime une antipathie insurmontable; « il lui manquait l'oreille. » La rime se vengea de lui *furieusement*

lorsqu'il voulut plus tard écrire ses chants sacrés, et le critique d'applaudir à cette revanche... « Mais patience! le vrai *lied* allemand ne tarda pas à sonner sa fanfare de résurrection. » Ailleurs, il s'agit encore du *lied* populaire, et Goethe, le chantre de tant de lieds et de ballades, ose bien attaquer les Souabes, dont cette poésie est comme le patrimoine! Goethe se déclarer contre cette phalange enthousiaste des poètes de Stuttgart et de Tubingue qui l'adorait à l'égal d'un demi-dieu, « ô l'ingratitude! »

Entre tous les esprits dont l'image brillante traverse ce volume des *Écrivains modernes de l'Allemagne*, il en est un qui bon gré mal gré fait penser au critique lui-même : c'est Jean-Paul Richter, ce poète penseur, si éloigné de notre génie, et dont il a réussi à nous donner un portrait. Rien ne ressemble moins à la rusticité fantasque et aux bizarreries incorrigibles du modèle que l'élégance cavalière et le goût dédaigneux de son peintre; mais leur tempérament est de même nature. Il a été discipliné, châtié dans l'un par le bon sens français, par les habitudes de la société choisie, par le travail de la critique; dans l'autre, il s'est développé en pleine liberté, tel que l'avaient fait les hasards de sa vie pauvre et rêveuse, au milieu de ses montagnes ignorées; plus tard il s'est exagéré, grâce au provincialisme dont l'Allemagne conservera longtemps la trace en dépit de son unité. Cependant, malgré les différences considérables qui séparent le critique de l'écrivain qu'il étudie, des affinités réelles le rattachent au romancier allemand au moment même où il en esquisse le talent avec une sévérité nécessaire.

Les comparaisons fréquentes de fugues et de contre-point nous avertiraient au besoin du tempérament musical de l'auteur des *Écrivains modernes de l'Allemagne*. Je ne crois pas avec lui que musique et romantisme soient synonymes; il est vrai pourtant que toute une classe de poètes modernes est plus sensible au charme des sons qu'à la magie des couleurs et des formes, et que l'idéal pour eux se compose plutôt de sensations fugitives que d'impressions précises. M. Blaze rapporte volontiers le rhythme des vers à la science des modulations, et réciproquement : Rückert lui rappelle Auber; une certaine ballade de Goethe le fait songer à un beau finale d'opéra; à travers les compositions de ce dernier, médiocre musicien, il faut le dire, il entendrait volontiers comme Beethoven les harmonies qui demandent d'elles-mêmes à en sortir. Novalis et Richter ont ses prédilections secrètes : le premier, passionné pour l'indéfini, fait de son art un élan vers la musique, expression suprême des besoins de l'âme; les conceptions flottantes du second, ses rêves au clair de lune, ses divagations éloquentes, ressemblent parfois, dit M. Blaze, à des mélodies de Schubert.

Les dispositions de ceux qui entendent ou qui lisent sont la moitié du talent de celui qui parle ou qui écrit. M. Blaze a toujours adressé la primeur de la plupart de ses œuvres à un public très général, le public le plus littéraire de France et de l'étranger, curieux de tout ce qui mérite d'être connu, facilement initié, suivant l'expression d'un excellent critique anglais, « à tout ce qui est pensé de meilleur dans le monde entier, » incapable de suivre longtemps un écrivain, pour célèbre qu'il soit, dans ses caprices personnels. Les humoristes de l'Allemagne ou ses romantiques ne l'ont pas exclusivement occupé. Il a beaucoup étudié Goethe, et tandis qu'il traçait quelques larges voies et une infinité de petits sentiers à travers les domaines encore inexplorés de ce vaste génie, il s'ouvrait à lui-même des horizons plus étendus, il s'exerçait à lutter avec le colosse, il consolidait pour ainsi dire le tempérament de son esprit. Il a beaucoup fait pour populariser chez nous l'auteur de *Faust :* depuis cette époque, Goethe est devenu, presque au même degré que l'auteur d'*Hamlet*, un classique de la France. On a fait du grand poète allemand des traductions complètes; on a raisonné de ses œuvres sans être obligé de s'y préparer par de longues années d'étude sur sa langue.

Par son livre sur le *Faust* complet, par ses *Écrivains d'Allemagne* et ses *Maîtresses de Goethe*, M. Blaze nous introduit dans la familiarité où il s'est de longue main établi avec le poète lyrique et dramatique, avec la personne même de son héros. C'est au milieu des lieds et ballades de ce grand artiste que sa plume est le plus à son aise, que son admiration s'épanche sans contrainte. Nulle part Goethe n'a plus approché de la perfection que dans ces chants, où il était obligé d'être court et de se tenir près de l'invention précise et de la composition laconique des vieux conteurs populaires. Tels sont *le Preneur de rats, la Danse des morts, Mignon, les Cerises de Saint-Pierre.* Ces morceaux simples et achevés portent bonheur au critique : sa traduction du *Roi des aulnes*, bien qu'un peu sautillante, rend avec grâce l'effet de terreur du texte, et l'on sait combien il est malaisé de faire passer dans le vers français la poésie étrangère; c'est une torture où le traducteur a peu de chose à gagner, et la poésie tout à perdre. La libre fantaisie des *Épigrammes vénitiennes* respire encore dans les pages que M. Blaze leur a consacrées; mais, quand il arrive aux compositions à la manière antique, on croit sentir que dans ses admirations il entre plus de respect que d'entraînement. Il passe très vite sur les poésies à la manière orientale : sans doute il faut savoir tout comprendre, mais ce n'est pas nous qui contesterons à l'auteur des *Écrivains de l'Allemagne* la légitimité de ses préférences. Osons dire toute notre pensée :

nous aurions pardonné au critique d'être plus sobre de louanges pour la seconde partie de *Faust*.

Il y a un mauvais sort jeté sur toutes les continuations, et par ricochet sur ceux qui sont obligés de les interpréter. Cette condition inévitable ne permettait pas à M. Blaze de donner à cette seconde partie, si chargée d'érudition, d'allégories et de véritables énigmes, une vie qu'elle n'avait pas. Il n'en a pas moins rendu un double service à la littérature en traduisant pour la première fois les deux parties et en les accompagnant d'une étude d'ensemble sur l'œuvre entière du poète. Sauf quelques pages sur la métaphysique du second *Faust*, qui ne laissent pas, malgré leur utilité, de souffrir sensiblement de la contagion des ténèbres, l'essai sur Goethe apporte cette satisfaction particulière que l'on éprouve quand on s'est rendu compte des secrets d'une haute intelligence. Après tout, c'est une excellente faculté que cette puissance d'admiration appliquée aux génies exceptionnels : en présence d'un homme tel que Goethe, au moins avant l'époque de la sénilité, elle peut suffire. M. Blaze s'y est tenu, et il a bien fait, puisqu'il s'agissait moins de critique et de jugement que d'analyse et d'initiation. Il a été bien inspiré dans la recherche qu'il a faite des procédés de ce grand esprit. Suivre la piste du talent supérieur, quoi de plus engageant? il devait réussir à cette entreprise de choix. « Je laisse, disait l'auteur de *Faust*, les objets agir paisiblement sur moi; ensuite j'observe cette action et m'empresse de la rendre avec fidélité. Voilà tout le secret de ce que les hommes sont convenus d'appeler le don du génie. » Une telle bonhomie dans la confidence n'était permise qu'à un homme divinisé et qui le plus simplement du monde avait accepté ses autels : imaginez un dieu consentant à mettre les mortels dans le secret de ses fonctions de créateur; il n'y avait qu'un pays où cela fût possible, l'Allemagne du XIXe siècle. Le mieux n'était-il pas de laisser à la porte du temple toute velléité de raillerie française, d'entrer avec la foule des adorateurs venus de tous les coins de l'Allemagne et d'offrir son grain d'encens au dieu nouveau pour le connaître? On risquait tout au plus de se tromper par excès, et cette erreur assez indifférente, on la partageait avec une nation entière, seule compétente pour le moment.

A côté de cette admiration sans réserve, le critique place bien des enseignemens que lui fournit la vie intellectuelle de Goethe. La manière de vivre et de travailler, le cercle des relations, les habitudes administratives de son auteur et de son héros, forment peut-être la partie la plus intéressante de son essai. Il y a là bien des leçons d'ordre et d'application pour nos soi-disant primesautiers, enfans prodigues de la littérature, qui n'ont rien de plus pressé que

de se condamner à la production forcée, et qui commencent par n'avoir plus le temps de lire pour finir ensuite par n'avoir plus le temps de penser. J'aime à retrouver cette morale littéraire sous la plume de M. Blaze : il s'y plaît avec raison; il donne l'assaut en vers comme en prose à ce charlatanisme composé de paresse, de frivolité et d'intérêt. Rien ne s'associe mieux avec le goût de la règle que la liberté de l'imagination : celle-ci assaisonne l'austérité des principes, et la manière la plus efficace de défendre la loi est d'employer à son usage un peu d'ironie. On commence par l'admiration, mais le moment arrive toujours où l'esprit, plus mûr, tourne à la sévérité : c'est alors que l'*humour* vient à son aide et que les principes éternels du bon sens, prenant leur revanche, paraissent avoir des grâces nouvelles. Ce moment fatal des désappointemens, des réserves, vint plus tard pour M. Blaze, et c'est la critique musicale surtout qui lui en fournit l'occasion. A l'époque de la plupart de ses travaux sur l'Allemagne, il gardait le plus souvent ses saillies pour ses vers; il y mêlait même des théories. Sa critique était presque tout entière à l'admiration, à la curiosité, sentimens que la nouveauté des matières justifiait. Il semblait surtout que le grand nom de Goethe lui imposât, comme ces divinités du paganisme qui ne permettaient pas le moindre sourire dans les sacrifices. Un seul morceau fait exception dans le nombre, et encore n'est-ce pas pour Goethe qu'est l'irrévérence. A propos de l'entrevue de Goethe et de Napoléon, c'est le conquérant qui est frondé; le poète conserve son privilége d'inviolabilité divine, et cela est assez naturel, puisqu'il s'agit de littérature. Il était piquant d'ailleurs de voir discuter avec l'auteur de *Faust* l'empereur-soldat, inflexible dans ses notes diplomatiques tout autant que l'étaient les poétiques françaises, et donnant au duc de Weimar, le maître de Goethe, vingt-quatre heures pour quitter le drapeau prussien, juste le même temps qui est accordé au dénoûment d'une tragédie classique pour s'accomplir. L'absolutisme politique et littéraire de Napoléon donne lieu à la gaîté satirique de l'auteur; il s'amuse à bon droit de la littérature de l'empire, qu'on pourrait diviser en littérature d'état, création mal venue, factice, ressemblant au XVIIe siècle comme l'étiquette du consulat ressemblait aux magnificences de Versailles, et en théâtre des boulevards, né des ruines du théâtre ancien cimentées par la grossièreté et l'ignorance des plus mauvais jours de la révolution.

Il est malaisé de donner un tort à Goethe sans avoir M. Blaze contre soi; mais les traits dont il poursuit ceux qui ne peuvent souffrir l'égoïsme trop réel de cet homme atteignent plus de gens qu'il ne pense. Que ce soit là un *dada littéraire,* nous le voulons bien, mais il y a en matière de morale et de sentimens d'huma-

nité tant de *dadas* qui nous soulagent de nos fardeaux et nous aident à supporter la vie, qu'au besoin on enfourcherait encore celui-là. Eh! que m'importent les beaux vers d'un grand poète, si j'ai souffert de son adoration pour sa personne? Il faudra bien qu'il entende ma plainte au milieu du concert de ses louanges. Cette vie terrestre est une énigme dont chacun a le droit de trouver le mot à sa manière, à ses risques et périls; mais au-dessus des accidens de fortune et de condition, il y a une vie morale dont le mot doit être le même pour tous : le devoir. Ou le devoir est unique, ou il n'est pas. Goethe est un grand homme; mais, s'il a été ingrat, il a quitté la vie souillé de son ingratitude. Il n'a pas payé sa dette : comme tout autre, il n'avait que cette vie pour y faire honneur; Dieu seul peut ajourner ses dettes à l'éternité. Après cela, que les grands hommes soient les forces divines dont la Providence se sert quand elle veut remuer les nations, rien n'est plus vrai. Nous pouvons nous incliner devant leur grandeur tout en voyant ce qu'il y entre de petitesses. Pour nier l'égoïsme de Goethe, il faut que M. Blaze ait fait à son école une bonne provision d'indifférence : s'il avait été contemporain de l'auteur de *Faust*, je gage qu'il en aurait parlé comme Jean-Paul, dont il nous apprend lui-même la profonde aversion pour cette absorbante personnalité.

Il y a un livre de M. Blaze où ce culte de Goethe pour lui-même se trahit d'une façon déplaisante encore, mais romanesque, et à ce titre il provoque plus de curiosité que de répugnance; nous voulons parler des *Maîtresses de Goethe*. Pour le dire en passant, le chapitre de Frédérique Brion est celui qui se lit avec le plus de plaisir; ceux de Charlotte ou de Mme de Stein sont tour à tour curieux ou spirituels: je crains qu'il n'y eût rien à tirer de cette pâle figure de Christiane Neuman. Jusqu'à quel point telle ou telle victime de la passion du poète ne consentit pas à l'être, c'est là un procès toujours difficile à vider, ici en particulier bien malaisé, puisqu'il en est parmi elles qui ne se sont pas plaintes et qui furent malheureuses jusqu'à en mourir : celles-ci du moins sont les plus intéressantes. « La pauvrette assez faible pour se laisser prendre au piége, dit l'auteur, mourra de douleur comme Frédérique, ou tentera de se consoler ailleurs par le mariage comme Lilli. Quant à lui, vous le verrez sortir frais et dispos, rapportant de son aventure un sujet de drame ou de poème. » Il y a dans Goethe amoureux quelque chose de Lovelace sans la rouerie. Celui-ci poursuit avec une inflexible volonté une expérience qui a pour but son orgueil plus encore que ses sens. Le poète ne se lance pas en des aventures d'une si haute difficulté; mais lui aussi cherche les expériences où le poussent à la fois son imagination, ses rêves d'artiste et ses sens, qui trouvent là une large

part. Conquérant et grand-prêtre de l'art, il prend son bien partout où il le trouve, et de ses bontés envers les simples mortelles il se fait une sorte de droit divin qui n'a pas soulevé trop d'objections parmi les personnes intéressées. Ces agréables tableaux d'amours devenus légendaires contiennent des détails dont les moralistes peuvent faire leur profit. Sans en contester la grâce poétique, je suis surtout frappé des traces de rusticité que la civilisation allemande n'avait pas encore effacées. Et il ne s'agit pas ici de mœurs pastorales; rien ne l'est moins que le mélange d'esprit romanesque et de goûts positifs qui se révèle dans le héros de ces galantes aventures; la sujétion des héroïnes ne l'est guère plus. On ne risque pas de se tromper quand on prend pour mesure de la politesse d'un pays le rang que les femmes y occupent par rapport aux hommes. Il n'y a qu'un Goethe dans les cent dernières années écoulées; mais, fût-il plus grand encore, l'illustre poète n'aurait pu chez nous trancher du Jupiter en bonne fortune.

Les grands hommes en France sont des mortels ordinaires devant une femme d'esprit. Celle-ci les adule et les gâte comme partout ailleurs, mais jamais elle ne renonce à sa dignité relative; s'il y a roman, après le dernier chapitre comme avant le premier, l'égalité persiste. Ce n'est pas seulement en amour que la femme allemande accepte une certaine mesure d'infériorité; combien d'exemples on pourrait ajouter à celui que nous indiquons! En tous pays, il y a des frères impérieux, égoïstes; mais où sont les sœurs qui reçoivent sans réserve cette loi tyrannique et la tiennent pour naturelle comme la sœur de Frédéric le Grand? Pour lui, pour obtenir sa liberté, elle se sacrifie, renonce à l'époux qu'elle désirait, en prend un autre qu'elle ne voulait pas; elle n'a de pensée que pour ce frère qui la dédaigne, qui affecte de ne pas la voir quand il sort de prison, qui la persifle, elle et sa petite cour, après qu'elle est mariée, qui ne revient à elle que dans le malheur. Il faut qu'il soit perdu, sur le point de s'empoisonner, pour qu'elle redevienne sa chère Wilhelmine; il faut qu'il ait besoin d'elle et de son intervention pour lui faire quelque tendresse. Il y a aussi dans tout pays des sœurs généreuses, promptes au pardon; mais la margravine de Bayreuth ne songe même pas qu'un frère si grand puisse avoir des torts. Si nos femmes et nos sœurs ne partagent pas tous nos priviléges, dans la vie et dans la société elles sont nos égales. De cette égalité polie et française, et de la dignité qui en résulte pour le sexe, elles ont le droit de se féliciter, et nous d'en être fiers.

Passons vite sur les écrits historiques de M. Blaze, car il a fait de tout cela sans effacer l'empreinte particulière de sa fantaisie, sans presque changer sa manière. Les événemens se sont chargés de lui

fournir plus d'une physionomie théâtrale; il a choisi des épisodes qui valent des romans. Que n'a-t-il réduit, et de beaucoup, son livre des *Kœnigsmark*, cette tragique narration qui avait emporté les suffrages des meilleurs juges, entre autres de M. Villemain? Hâtons-nous d'arriver à des travaux plus neufs, et qui ont grandement servi les intérêts de sa réputation.

Il y a deux sortes de critique musicale en usage, celle qui fait d'un art charmant une science pénible et un chiffre, et celle qui double notre plaisir en l'expliquant. La première se garde bien de chercher à plaire, n'en ayant pas le secret : un musicien manqué croit faire de la littérature parce qu'il impose à un public de bonne volonté le respect superstitieux de son grimoire; il a mis en fuite les auditeurs, et s'en venge sur des lecteurs innocens qui s'efforcent de croire sur parole ce qu'ils ne peuvent comprendre. Quand on n'est pas du métier, que voulez-vous qu'on réponde à un homme qui se targue d'un mystérieux savoir, qui se met toujours, comme dit quelque part M. Blaze, « sur les ergots de sa compétence. » La seconde, la seule forme véritable de la critique musicale, s'adresse à tous les esprits cultivés : point de vocabulaire savant, point de termes particuliers qui n'apportent d'aliment ni à la pensée ni au cœur; elle se propose non d'épeler laborieusement la musique comme un alphabet, mais de la faire comprendre comme langage des âmes. Elle nous semble le privilége heureux de M. Blaze.

La musique est une poésie, tout au moins un prolongement de la poésie. « Où la parole s'arrête, où les mots ne suffisent plus, commence la symphonie; » ce que les vers n'expriment qu'à moitié se répand dans l'harmonie et le chant. Comment le critique ne serait-il point passé volontiers de ses chers poètes aux Mozart, aux Rossini, aux Meyerbeer? Comment, plongé en ces flots de sensations variées, ne se trouverait-il pas dans son élément? Tous ses écrits, vers et prose, convergent vers cette forme de l'imagination, la mélodie; toutes les ressources de son talent servent à enrichir ce dilettantisme éclairé qui est sa marque originale. Ni les rêveries de Richter « écoutant, les yeux fermés, gronder les mondes qui tourbillonnaient en lui, » ni les élans de Novalis vers l'indéfini de la pensée, ni la précision de Goethe, qui le ramenait au sentiment des réalités, ne lui ont été inutiles pour s'emparer de ce domaine qui jusqu'ici n'a pas eu son maître. Il fallait un poète pour aller à travers une sonate saisir l'âme de l'artiste, pour dégager un drame du milieu des résonnances triomphantes d'un finale, et il y a bien des affinités imprévues entre les accens de la musique et les fantaisies lyriques de *la Légende de Versailles*. Et ne croyons pas que l'art d'écrire déroge en cet exercice, ni que la poésie dérive ainsi vers

un art inférieur : une critique résultant de ce mélange peut être de l'ordre le plus élevé.

Les libres allures du talent de M. Blaze se montrent ici tout à l'aise. Étranger à la marche méthodique de l'enseignement, comme à la déclamation de l'écrivain qui fait du style et songe avant tout à sa période, il cause volontiers avec le lecteur sans renoncer aux vivacités naturelles de son tempérament. A propos d'une de ces profanations exercées par les arrangeurs sur un poète immortel qu'on met en pièces pour attirer la foule, *disjecti membra poetæ*, il criera vengeance, il invoquera le grand nom dont on se fait une enseigne : « O Shakspeare! c'est ainsi que chez nous aujourd'hui la musique interprète vos œuvres!.. » On croirait entendre Diderot, s'il avait été dilettante, et qu'il eût assisté à Vienne à la représentation d'une tragédie de Racine mise en livret par Métastase, le *poète césarien* de sa majesté l'empereur Charles VI. S'agit-il des ornemens ajoutés à cet opéra si simple du *Freischütz*, il assistera en silence aux efforts du machiniste qui se fait témérairement sa place au milieu des transitions rapides du compositeur et coupe en deux les nuances exquises de Weber pour baisser le rideau et mettre en mouvement ses lourdes machines à grand effet : il se taira bien quelque temps, comme Alceste écoutant malgré lui les caquetages « des bons amis de cour; » mais il éclatera, comme lui, dans son impatience. « Eh bien! non, décidément c'est trop de zèle! cette musique en dit assez pour n'avoir pas besoin qu'on la commente de la sorte et qu'on l'*illustre*... » Ailleurs une cantatrice, qui a l'air de s'ennuyer, « bâille son chant, comme Chateaubriand *bâillait sa vie*. » Il a des réminiscences qui vous prennent à l'improviste et vous choquent d'abord; après réflexion, vous changez d'avis, vous riez même de les trouver justes dans leur bizarrerie. Par exemple, pour donner une idée du service que peuvent rendre à la musique certains livrets au style redondant, aux vers ballonnés, il rappelle l'histoire de ce crapaud gonflé de vent qui soulève la dalle d'un réfectoire et la maintient entre-bâillée jusqu'au retour d'un lézard, son compère, sorti pour aller vaquer aux provisions du petit ménage. On raconte beaucoup de choses des crapauds, mais il est certain que, pour expliquer dans la circonstance l'utilité des vers boursouflés, cela est bien trouvé.

Les nombreuses études de M. Blaze en ce genre particulier formeraient au besoin une histoire de la musique dramatique contemporaine. Elle commencerait par Mozart, qui en est le fondateur et le patriarche, toujours vivant, toujours inépuisable pour nous en émotions délicieuses et en effets puissans. Il est le tronc de l'arbre qui se partage en trois grandes branches, l'italienne, la française et l'allemande, croissant d'une manière presque parallèle, s'appuyant

l'une sur l'autre, se croisant, se pénétrant même, comme il arrive à certains hêtres de nos grandes forêts dont les rameaux, gênés par la végétation luxuriante d'une haute futaie, se transpercent, et cherchent l'air et la vie au travers les uns des autres.

Il n'y aurait pas lieu de s'étonner si les œuvres de Mozart avaient ouvert l'esprit du poète à la grande musique universellement admirée, rejetant de côté les systèmes et les prédilections étroites. L'école romantique dans notre pays, moitié goût de nouveauté, moitié confiance dans tout ce qui venait d'Allemagne, professait une sorte de religion exclusive pour la musique instrumentale. On voit plus aisément dans celle-ci tout ce que l'on veut, et s'en montrer partisan c'est déjà se donner quelque apparence de connaisseur. Le nom de Beethoven couvrait d'ailleurs de son autorité ce parti-pris d'enthousiasme novice, et je ne sais si la foule se rendait bien compte des principes de ce grand classique de l'école moderne. Heureusement Mozart était là pour dissiper l'erreur et prouver que le premier signe du génie était le don de nature. M. Blaze de Bury ne pouvait s'y tromper. Sa passion pour l'auteur du *Don Juan* et de *la Flûte enchantée* est communicative. On lit avec curiosité, on relit avec plaisir ce qu'il a écrit de Mozart enfant, de sa vocation d'artiste, de cette exubérance de vie nerveuse qui se répandait en fleuves de mélodie. « Shakspeare ne s'est point fait lui-même, » disait Goethe : cela est encore plus vrai de Mozart, que nous connaissons mieux. A l'âge de quatre ans, ne sachant pas encore tenir une plume dans ses petits doigts et inondant son papier d'encre, il écrivait un concerto pour clavecin qui faisait d'abord rire son père aux éclats, puis fondre en larmes : ce n'était pas une vocation, c'était une prédestination véritable. Tout ce qui suit est plein d'une verve et d'un entrain qui vous gagne : la douce ironie du musicien, son insouciance, le désordre du génie et de la pauvreté, la composition au pied levé, en buvant, en jouant,— à travers cette vie aventureuse les larmes, l'affection, la sensibilité extrême, et au milieu de tout cela les chefs-d'œuvre incomparables qui se succèdent, voilà un tableau tracé non-seulement avec talent, mais avec sympathie et tendresse. Ce n'est pas tout : au fond d'une œuvre de critique, il faut une pensée; elle ne fait pas défaut aux chapitres de M. Blaze sur Mozart. L'auteur du *Don Juan* n'est pas seulement un charmeur d'oreilles,

Et mon vers, bien ou mal, dit toujours quelque chose.

Le vrai musicien s'exprime comme le poète avec une langue différente : une mélodie est une pensée, et une partition un drame. Ce

que dit Mozart, c'est la passion humaine. « Pour bien réussir, disait M. Auber, il faudrait qu'un opéra pût être donné le premier soir sans la musique; on jouerait d'abord la pièce purement et simplement, puis le surlendemain on y glisserait quelques morceaux, et peu à peu, le public s'acclimatant ainsi, on arriverait vers la quinzième représentation à supporter toute la partition. » M. Auber ici se moquait légèrement du public; mais il disait vrai en un sens qui n'était pas le sien. Pour bien réussir, il faut, ce semble, que la pièce ne dise que des choses que peut exprimer la partition, et que la partition exprime bien tout ce que dit la pièce. Mozart excelle à conduire le drame musical, qui se compose comme l'autre d'action, d'une action plus simple, il est vrai, et allant droit à l'âme. Rousseau l'a dit : « Ce n'est pas l'oreille qui apporte le plaisir au cœur; il faut que le cœur le vienne chercher à l'oreille. »

Un humoriste dont l'influence se trahit quelquefois dans les écrits de M. Blaze, Stendhal, aimait non moins passionnément la musique. Seulement ce qui respire dans les pages de ce spirituel épicurien, c'est l'enchantement de l'Italie, qui se révèle à lui avec les arts par le côté le plus sensuel. Jouir de la vie, telle est la poétique de ce raffiné personnage; la terre classique des tableaux et de l'opéra le ravit et le transporte par toutes les fascinations qui font oublier la politique, les questions sérieuses, les points de vue pratiques de l'existence ou les besoins élevés de l'âme. Mozart, Cimarosa et Rossini lui plaisent au même degré; il n'y voit d'autre différence que celle de la fécondité : les artistes sont pour lui des êtres créés pour varier ses plaisirs, et, se faisant plus Italien que les Italiens mêmes, il adore dans leurs œuvres les voluptueuses caresses de la voix humaine. S'il s'élève aux accens de l'admiration jusqu'à se contredire quelquefois, n'oubliez pas qu'il est homme de beaucoup d'esprit, qu'il est soigneux toujours de se retirer de la foule, et que la *pose*, non plus que la fatuité, ne lui est pas étrangère. Stendhal est un amateur fort amusant et dont il convient de se défier. Il est heureux pour l'écrivain dont nous parlons aujourd'hui que cette influence ait trouvé des obstacles dans la nature de son esprit : en ceci, comme on a pu le voir en d'autres matières, il a commencé, je pense, par être séduit, puis il s'est ravisé, il a dégagé du joug d'autrui son originalité personnelle. Qu'il soit, lui aussi, sous le charme du concert des sirènes, il le faut bien : pour juger, pour penser, il est nécessaire de sentir vivement; ôtez le plaisir, l'art n'existe plus. C'est affaire à Ulysse de se boucher les oreilles avec de la cire : il avait d'autres soins, et sans doute il n'aimait pas la musique ou il l'aimait trop; mais les sons et les accords sont peu de chose, et leur vraie puissance est dans les

affections de l'âme qu'ils représentent. M. Blaze, sans parti-pris, sans y songer peut-être, et c'est le mieux, le montre à chaque instant. Le spiritualisme est une parole bien philosophique pour être jetée ici au travers de quelques aperçus sans prétention; pourtant l'art qui fait en ce moment l'objet de notre pensée en fournirait des démonstrations curieuses. Avec un bel opéra, comme avec tout chef-d'œuvre de l'intelligence humaine, on prouverait l'existence de l'âme. Après tout, quelque chose de semblable est au fond de la critique musicale de cet écrivain, et ce qui est précieux, c'est qu'il ne philosophe pas, qu'il parle non pas en professeur ou en théologien, mais en poète goûtant la douceur de vivre et les choses qui font le prix de la vie. Je ne sais rien de plus juste que sa comparaison entre Rossini et les artistes du XVIe siècle. Le génie de cette terre privilégiée semble s'être retrouvé tout entier dans l'auteur de *Semiramide* et de *Guillaume Tell*. Même richesse inépuisable, même facilité brillante qui paraissait deviner sans étude tout ce que peut produire la science unie au travail et aux ressources de la tradition, même originalité dépouillée de tout orgueil et qui ne ressemble parfois à du métier que parce qu'ils ont produit beaucoup et sans apprêt. La seule différence est entre la pauvreté relative des hommes du XVIe siècle et la fortune plus heureuse de leur compatriote de notre temps. Celui-ci travaillait pour notre siècle, qui sait récompenser avec une générosité souvent aveugle les œuvres d'art, et d'ailleurs ses débuts dans la vie lui avaient fait un besoin de s'enrichir dont les habitudes contemporaines ne s'étaient pas chargées de corriger l'âpreté. Rossini ne rappelle pas seulement à la mémoire les grands peintres de l'Italie, il est l'Arioste de la musique. Il en a l'éclat, l'abondance quelquefois excessive, l'esprit étincelant, la gaîté joyeuse, et de temps en temps il a comme lui la vigueur et le jet sublime de l'éloquence. Quand il s'éleva jusqu'à *Guillaume Tell*, ce n'était plus la molle nation assouplie au joug, la nation heureuse de vivre et de chanter la passion et l'amour, qui respirait dans son œuvre, c'était l'Italie s'éveillant à des sentimens plus virils et prêtant l'oreille aux accens de patrie et de liberté.

On ne peut songer ici à faire, fût-ce en abrégé, l'histoire de la musique contemporaine : c'est son historien qu'il s'agit de caractériser. Indiquer sa manière et la fixer à l'aide de quelques pages choisies dans le grand nombre, voilà tout ce qu'on peut se proposer. Aussi passera-t-on sous silence bien des travaux intéressans, tels que *Meyerbeer et son temps*, qu'il est permis de considérer comme la contre-partie des études sur Rossini. En face de l'homme de Pesaro, qui ne poursuivait que le développement de sa propre nature, on peut aisément placer par la pensée l'homme de Berlin, qui ne se

contentait pas des dons du ciel, qui prétendait mieux faire encore, graver davantage, mêler en lui plusieurs artistes et réunir des mérites différens, quelquefois opposés. Autant par-delà les Alpes on est idolâtre de la mélodie, autant de l'autre côté du Rhin on est amoureux des accords et de l'harmonie, cet autre langage fait pour des pensées plus abstraites ou plus vagues. La musique de ce pays s'adresse plutôt à l'esprit, et cela est tout simple chez un peuple qui met volontiers une théorie entre lui et la nature. M. Blaze a des traits d'une justesse bien originale sur l'auteur du *Freischütz*, cet artiste si peu soucieux de rendre les passions humaines et de créer des caractères. Toutes les femmes dans Weber se ressemblent entre elles, tous les hommes sont les mêmes : les premières ne sortent pas de leur passivité contemplative, de leur inaction dans le mysticisme sentimental; les autres sont régulièrement des ténors élégiaques et plaintifs ou des basses-tailles résumant dans leur personne toutes les difformités morales. La passion humaine en est absente.

On voit ce qu'un poète peut apporter de vie et de chaleur à la critique musicale : le fantaisiste ne trouve pas un moindre champ pour s'y exercer; mais, comme il a rencontré dans cette région de l'art et dans l'école qui prétend en reculer les limites toute sorte de prétentions fastueuses, il a bien fallu s'armer de l'ironie. L'*humour* est un excellent procédé de satire; il ne serait qu'un divertissement puéril, s'il ne se chargeait pas de venger le bon sens. Fallait-il donc s'incliner devant les nouveaux doctrinaires de la musique, détrôner Mozart comme suranné, Beethoven comme timide et incomplet, Meyerbeer comme éclectique et sans conviction, Rossini parce qu'il n'était que l'homme de son temps? Le sens commun a prononcé l'arrêt, il n'est donné à personne de s'emparer des générations actuelles au nom de celles qui n'existent pas et qui ne peuvent dire leur mot dans le procès. Le présent a justement pour mission dans les arts de préparer l'avenir, et c'est un mauvais signe de longévité que d'éprouver une telle difficulté de vivre.

Le wagnérisme, pour guérir le monde de la mélodie, a inventé ce qu'il décore du nom de « mélodie continue, » précisément parce qu'il n'y en a point, observe plaisamment M. Blaze, *lucus a non lucendo!* La mélodie ne périra pas, à moins qu'on ne dise que la précision des pensées doit périr. — A coup sûr, rien ne serait moins français. Il n'en est pas moins vrai que l'art va se compliquant de plus en plus, et que les dernières années ont vu s'établir ce que l'écrivain appelle avec énergie un *pangermanisme* musical. Est-ce une mode? est-ce une œuvre du temps qui n'éprouve plus les mêmes besoins de cœur et d'imagination? Il y a de l'un et de l'autre. Que la mode ait tourné à l'imitation allemande, cela n'est pas douteux :

il y a longtemps que le tour national se perd sous les travestissemens de toute sorte. Tel de nos talens a été douloureusement étouffé entre Rossini et Meyerbeer, faute d'air, peut-être aussi faute d'un souffle assez puissant; tel autre créé pour être un grand musicien s'est amusé à faire de petite musique. Certaines pages de M. Blaze sur la vie et les occupations de M. Auber composent tout simplement un petit chef-d'œuvre de biographie humoristique. Nous ne croyons pas pourtant que le moment soit bien choisi pour nous déclarer gratuitement les tributaires d'un art étranger; le critique, ce nous semble, a bien posé la question, et il convient de réagir également contre la pédanterie teutonique et la frivolité bouffonne, qui nous dénationalisent au même degré.

Que l'on ait été surpris des sévérités de M. Blaze de Bury pour les remarquables talens qui ont tenté de réconcilier le wagnérisme avec l'opéra français, pour ceux qu'il appelle les Ducis et les Casimir Delavigne de la musique, cela se conçoit aisément. La discussion était engagée sur les arrangemens que l'on faisait subir aux drames de Shakspeare ou de Goethe : l'écrivain, de bonne grâce, descendait quelquefois au ton de l'apologie.

« On reproche à la critique ses colères, ses intempérances, et cependant, lorsqu'on y réfléchit, ce sont là des torts bien excusables. Qui nourrit certaines admirations s'irrite à les voir profanées. Il se peut qu'il y ait nombre de gens aux yeux desquels ces sortes d'attentat ne valent point la peine qu'on les incrimine; nous ne serons jamais de ceux-là. Pour nous, les chefs-d'œuvre du génie humain ont un caractère sacré. Êtes-vous le roi pour toucher à la reine? êtes-vous Beethoven pour toucher à Shakspeare? »

Cependant la foule, qui n'a pas la même religion scrupuleuse, se presse où sa curiosité, où son plaisir l'appelle. Il n'est pas indifférent qu'un opéra porte le titre magique d'*Hamlet*, de *Roméo et Juliette*, de *Faust*; au lieu d'être un motif d'inquiétude, il est un attrait. S'il est vrai que la musique est un langage, quelle différence profonde entre elle et le langage articulé! Comment espérer qu'elle traduise Shakspeare d'une manière satisfaisante à ceux qui le savent par cœur, et dont la mémoire et le goût grondent sans cesse en eux contre vos arrangemens? D'autre part il est bien aisé de comprendre que ceux dont le goût n'est pas sur ses gardes, dont la mémoire a peu de chose à dire, croient apercevoir le grand poète à travers les accoutremens d'opéra, et il en perce toujours bien quelque chose : on se figure qu'on applaudit Shakspeare en même temps que le compositeur, et de bonne foi une partie des bravos revient de

droit au premier. Nous touchons encore ici à la nécessité d'une critique musicale soutenue d'une érudition littéraire étendue et d'une forte culture intellectuelle. Il faut talent et savoir pour avertir ainsi le public. En définitive, cette discussion nous a valu de bonnes études de M. Blaze sur Shakspeare, et, quant à l'imitation allemande, l'expérience de plus en plus paraît lui donner raison.

Ne l'oublions pas, cette musique, à laquelle il reproche d'être cosmopolite, mérite l'estime et souvent le succès : grâce à la leçon des événemens et au public, s'il se ravise, elle peut redevenir française; mais il y en a une anti-française, anti-patriotique avec obstination : celle-là jette bas et traîne dans la fange tout idéal de sentiment, d'honneur et de vertu. Une idée fausse entre toutes est celle qui tend à confondre le grotesque, la trivialité niaise, avec l'esprit gaulois. Sur combien de tons *la Belle Hélène* n'a-t-elle pas été célébrée comme une satire ingénieuse! Non, Scarron n'est ni un Gaulois ni un fils de Rabelais; c'est un Pasquin, cul-de-jatte de corps et d'esprit, qui n'était sans doute ni un sot ni un plat personnage, mais qui faisait rire des infirmités de son intelligence comme de celles de sa personne; je vois en lui l'image de la musique de parodie. Ce n'est pas sans motif que ce nom se présente ici à la pensée. On répète sans cesse que cette musique a fait le tour du monde : le vrai Scarron était lu dans toute l'Europe; la sœur de Frédéric le Grand nous apprend que la cour de Berlin en faisait ses délices. Tant pis pour la cour de Berlin; mais qu'aurait dit la France de Corneille et de Molière, si les étrangers avaient jugé d'elle par les pasquinades? Nos devanciers avaient d'autres hommes pour donner une juste idée de notre patrie, et ce n'est pas Scarron, songeons-y bien, qui a séduit l'Europe et fait accepter l'empire de l'esprit français.

Contre le détestable goût des Scarrons de la musique, M. Blaze a vidé son carquois de poète et de critique : en prose, il a châtié les gaspilleurs de l'art; en vers, il a tiré d'eux une vengeance plus fine, il les a fait parler eux-mêmes!

Tuons en nous tout ce qui vibre!
Et, sans regrets,
Cessons d'être, sur un sol libre,
Des hommes vrais!

Dépouillons, ô race chétive
D'enfans nés vieux,
La grande force admirative
De nos aïeux!

D'ailleurs, à quoi sert l'esthétique?
Tous ces discours

Dont les bavards tiennent boutique
N'ont plus de cours.

Assez de tout ce radotage!
En tout procès,
Il faut deux mots, pas davantage :
Four ou succès!

Ces strophes sont tirées de l'épilogue de *la Légende de Versailles*. Une satire mise au service de la poésie et de la musique méritait d'être jetée dans le moule lyrique. Il n'est pas jusqu'à ce rhythme frétillant qui ne soit conforme à l'accent de ceux que le poète fait parler.

De la lecture des écrits très divers, trop nombreux peut-être, de M. Blaze, il résulterait, ce semble, pour l'auteur un conseil utile, pour nous un jugement qui ne s'éloignerait pas de la rigoureuse vérité. Le conseil serait de régler de plus en plus sa fantaisie dans le choix des sujets, et de corriger une certaine tendance à la préciosité. La simplicité porte bonheur dans l'art d'écrire comme dans celui de vivre, et, tout en demeurant libre en ses préférences, il est si facile de poursuivre une veine que l'on sait heureuse ! Quant au jugement qu'il convient de porter sur un talent qui est la mobilité même, ce qui est vrai et neuf dans ses livres suffit amplement à lui donner une place distinguée dans la littérature de ce temps. Il n'est pas

Le poète mort jeune à qui l'homme survit.

La poésie chez lui est toujours vivante, et je dirai presque ingénue. L'étude fournit des élémens à son imagination et le met à son aise dans le passé : il en a tiré ses meilleurs vers. En critique, il a conquis un domaine à part, les poètes allemands, Shakspeare, la musique, dont il a fait une charmante dépendance de la poésie. Son *humour* n'a pu donner lieu au soupçon d'affectation que chez les personnes un peu tournées à la géométrie : cette qualité de son talent s'est dégagée assez tard en liberté; elle n'a pas eu le temps de devenir une grimace ni un moyen de succès. Poète à ses momens, critique de préférence, fantaisiste toujours, tels sont les aspects différens qui valent à son esprit des sympathies diverses : il n'eût été ni juste ni vrai de le présenter seulement de profil.

LOUIS ÉTIENNE.

LES

MISSIONS EXTÉRIEURES

DE LA MARINE

III.

LA STATION DU LEVANT (1).

VIII. — LE SIÉGE D'ATHÈNES.

I.

Les combats livrés dans la plaine d'Athènes et dans les eaux de Samos pendant les années 1826 et 1827 constituent le suprême effort tenté par la Grèce pour assurer de ses propres mains son indépendance. J'en ai réservé le récit afin de pouvoir présenter ces deux remarquables épisodes dans leur ensemble. Je m'occuperai d'abord des combats maritimes.

Le sultan Mahmoud, en 1826, considérait comme sa tâche la plus importante la poursuite de l'œuvre qu'il avait inaugurée dans la sanglante journée du 15 juin; il n'entendait pas pour cela laisser la flotte de Khosrew et les vieilles phalanges albanaises inactives. La campagne de 1826 devait lui rendre la possession de Samos et se terminer par la pacification complète de la Grèce continentale. Il fallait, pensait-il, ce double triomphe à ses armes pour qu'aux yeux des croyans le Prophète parût sourire à ses desseins. La reprise de Samos surtout était de première urgence; pouvait-on laisser plus longtemps flotter l'étendard rebelle à deux pas des côtes de l'Asie,

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin et du 1er août.

menace incessante pour Chio, provocation à la guerre civile pour Smyrne, signal d'insurrection pour tout l'archipel des Sporades? Trois fois déjà les capitans-pachas avaient usé leurs griffes contre les rochers de Samos; mais les temps étaient bien changés. Les brûlots grecs n'avaient pu sauver ni Navarin, ni Missolonghi; ils ne sauveraient pas davantage l'île que Logothetis retenait à grand'peine dans les liens de la rébellion. Khosrew venait de détacher en Morée, pour y soutenir l'armée d'Ibrahim, la partie la moins agile de sa flotte. Il lui restait encore vingt-six bâtimens. Avec cette division, il mouilla devant Chio dès les premiers jours de juillet et envoya sur-le-champ aux milices asiatiques l'ordre de se rassembler à Scala-Nova.

La terreur répandue en tous lieux par le vent de persécution qui soufflait favorisa singulièrement cette levée. Le pachalik de Smyrne avait à fournir 3,000 hommes; plus de 6,000 accoururent au premier appel. On devine l'émotion que ces graves nouvelles causèrent à Samos. Des secours furent sur-le-champ demandés à Hydra, mais cette île se croyait elle-même menacée. D'un instant à l'autre, le sort d'Ipsara pouvait devenir le sien. Déjà Spezzia était évacuée; les habitans et les navires avaient fui. Hydra, de meilleure défense, comptait sur le concours éventuel des tacticos de Fabvier et des Souliotes, dont elle marchandait depuis un mois les services. Elle avait armé cent navires; ce n'était pas le moment de les éloigner. Si les vaisseaux égyptiens avaient à cette époque quitté Alexandrie, l'irruption redoutée aurait sans doute eu lieu. Méhémet-Ali, par bonheur, retint sa flotte au port; il ne se souciait pas de l'envoyer de nouveau batailler contre les vents étésiens. Il voulut attendre, pour la faire sortir, des temps plus favorables, ce qu'on pourrait appeler dans la Méditerranée la mousson d'automne. Dès que ces dispositions eurent transpiré et que les Hydriotes en furent avertis, ils montrèrent moins de répugnance à prêter l'oreille au désir des Samiens. Restait une dernière question à résoudre : qui paierait l'armement? Ce ne serait pas à coup sûr le gouvernement grec. Ce gouvernement n'avait trouvé dans les coffres, le jour où il s'était installé à Nauplie, que la somme de 40 piastres turques. Ce ne seraient pas davantage les Hydriotes. Quand on en est réduit au triste expédient des emprunts forcés, quand on a failli, pour subvenir à d'impérieuses dépenses, dépouiller les églises, spolier les couvens, mettre en gage les reliques, on ne fait pas de telles libéralités à ses voisins. Si les Samiens voulaient être défendus par une flotte, il leur appartenait et il n'appartenait qu'à eux de la solder. La nécessité de ce sacrifice, dans la situation où se trouvait la Grèce, s'imposait de très haut et n'admettait même pas de discussion. Les Sa-

miens le comprirent; ils envoyèrent 200,000 piastres turques à Hydra (160,000 francs environ). Les Hydriotes de leur côté firent partir pour Samos quarante bâtimens, — trente-deux bricks de guerre et huit brûlots. — Sur un de ces brûlots s'embarqua le marin intrépide qui plus d'une fois avait valu à lui seul toute une flotte, le héros de Chio, de Tchesmé, de Scala-Nova, d'Alexandrie : Canaris.

Le 23 juillet 1826, Sachtouris quittait le mouillage d'Hydra; le 24, le capitan-pacha appareillait du mouillage de Chio. Un premier engagement fut sans résultat. Le 28, les deux flottes se serrèrent de plus près. Khosrew, suivant son habitude, se tenait sous le vent de ses plus gros navires rangés en bataille sur une seule file. Au risque d'être enveloppé par cette flotte, qui pouvait en se repliant se refermer sur lui, Canaris se jeta dans la ligne et manifesta l'intention de la traverser. La ligne s'ouvrit prudemment devant « son brick noir.» Canaris alla droit au capitan-pacha. Un heureux coup de barre sauva la frégate amirale : l'incendie dévora le brick grec sans atteindre le bâtiment turc. Canaris était déjà dans sa barque. Détachées de la poupe des vaisseaux, qui les traînaient constamment à la remorque, de longues et rapides péniches s'étaient de toutes parts lancées à sa poursuite. Les Grecs faisaient force de rames; deux chaloupes turques pourtant les atteignirent. Il fallut engager un combat corps à corps, se frayer le passage sabre en main. Canaris dans cette lutte fut grièvement blessé : on le transporta le jour même à Naxie; il y reçut les marques de sympathie de ses compatriotes et les soins du chirurgien-major de la *Dauphinoise*. Pendant cinq jours, les deux flottes restèrent en présence. Spectateur impatient de ces rencontres sans issue, l'amiral de Rigny ne comprenait rien à l'inconcevable prudence des Turcs. — Comment, se demandait-il, une pareille escadre, qui comptait deux vaisseaux et six frégates, n'a-t-elle pas exterminé des bricks dont toute la défense résidait dans leur agilité et dans l'habileté de leurs matelots?

Khosrew, heureusement pour les Grecs, n'était pas homme à brusquer les choses. Il se bornait « à faire quelques vives démonstrations tantôt vers Samos, tantôt vers Skiatos. » En réalité, ce grand temporisateur se flattait de vaincre sans avoir besoin de combattre. Les flottilles grecques tenaient rarement la mer pendant plus d'un mois. Pour avoir raison de Samos, il suffisait d'attendre le jour où les Samiens seraient par la retraite des bâtimens d'Hydra livrés à eux-mêmes; mais le fruit vers lequel le pacha avait si souvent étendu la main ne devait pas encore se détacher de la branche. Un nouveau paiement de 250,000 piastres retint les Hydriotes sur la côte d'Asie. Khosrew découragé jugea le moment venu d'aller répa-

rer les avaries qu'avait reçues sa frégate dans les combats du mois d'août. Il laissa le commandement de la flotte au capitan-bey, le fameux Tahir-Pacha, notre futur adversaire à Navarin, et fit route pour le mouillage de Folieri, port situé à l'entrée du golfe de Smyrne.

Il n'y avait dans Tahir-Pacha ni l'étoffe d'un tacticien, ni celle d'un diplomate; seulement, le jour de l'action venu, on pouvait être certain que ce Turc de vieille roche irait au combat de franc jeu. Miaulis venait de rejoindre Sachtouris avec quelques navires de renfort. Il chercha la flotte ottomane, et la rencontra le 10 septembre 1826 dans les eaux de Mételin. Pendant toute la nuit, on entendit de Folieri une forte canonnade. Khosrew était alors en conférence avec le comte Guilleminot, venu par terre de Constantinople à Smyrne et de Smyrne à Folieri sur la frégate la *Pomone*. Le 11, au point du jour, la *Pomone* et la *Dauphinoise* se portèrent du côté où le canon avait grondé. Elles arrivèrent pour assister à la reprise du combat. Les Turcs étaient sous la côte sud-est de Mételin, les Grecs défilaient devant eux, épiant le moment de lancer leurs brûlots. Bien que la brise fût encore assez faible, tout était déjà en mouvement dans les deux lignes. Un brick se dirigeait vers un vaisseau turc; le vaisseau masqua soudainement toutes ses voiles, et présenta, non sans adresse, au brûlot sa batterie. Le brûlot, au grand étonnement de nos officiers, ne tarda pas à reparaître sain et sauf, après avoir été couvert de projectiles et comme englouti dans un tourbillon de fumée. Le capitaine du vaisseau avait manœuvré à l'européenne, les canonniers venaient de tirer à la turque. Fallait-il donc s'étonner si, après un long combat de nuit, on n'apercevait dans les deux flottes que des avaries insignifiantes? Une frégate ottomane avait un trou de boulet dans son grand hunier, une autre une écoute de cacatois coupée. Parmi les bricks grecs, celui-ci changeait son grand mât de perroquet, celui-là réparait sa brigantine. Les coques des deux escadres n'offraient l'apparence d'aucune blessure.

La première passe de la matinée avait été suivie d'une sorte de trêve. La flotte ottomane et la flottille grecque, gênées par l'incertitude de la brise, reprenaient haleine d'un commun accord. Les Grecs avaient alors cinquante bâtimens, quatre polacres, quarante-quatre bricks et deux goëlettes. La ligne turque continuait à déployer deux vaisseaux, six frégates, quatre corvettes et neuf bricks. Miaulis, toujours habile, toujours manœuvrier, avait su garder l'avantage du vent. Dans l'après-midi, la brise devint plus fraîche; les Grecs en profitèrent pour se rapprocher de l'ennemi. Le capitaine Brait de la *Dauphinoise* a rendu, dans le rapport que j'ai sous les yeux, la plus chaleureuse justice à la conduite des capitaines hydriotes. « Ils

étaient vraiment admirables, nous dit-il, passant et repassant à demi-portée de canon des Turcs, essuyant sans en paraître ébranlés ce feu violent qui eût dû les anéantir, et qui faisait jaillir l'eau de tous côtés autour d'eux. » La plupart du temps, les bricks grecs se bornaient à riposter sans sortir de la ligne. D'autres fois ils se formaient en groupes pour menacer, harceler, envelopper quelque vaisseau ennemi écarté de son poste. On eût dit alors une meute affamée ou, suivant l'expression du capitaine Brait, « une de ces foules curieuses qui, dans les fêtes publiques, s'agite et se presse pour mieux voir. »

Le moment est enfin venu où les brûlots vont entrer en lice. Toute l'escadre ottomane semble agitée d'un secret frisson. Des vaisseaux laissent brusquement arriver, d'autres, jetant leurs voiles sur le mât, se sont arrêtés court. En un instant, la ligne est rompue. Une seule frégate au milieu de ce désordre n'a pas encore perdu contenance : c'est la frégate que monte le capitan-bey. Elle tient le vent, séparée par un long intervalle des vaisseaux qui devraient l'appuyer. Treize bricks accourent à la fois et l'entourent. La frégate fait feu des deux bords. C'est un sanglier aux abois, mais un sanglier qui tient les limiers à distance. Un brick se détache du groupe le plus rapproché des assaillans. La brise le pousse rapidement vers la poupe de Tahir-Pacha : une de ces péniches remorquées dont la mission spéciale est de détourner les brûlots l'arrête et le saisit au passage; elle le fait facilement dévier de sa route et l'abandonne au souffle qui l'entraîne. Une gerbe de flammes bientôt suivie d'une longue détonation annonce à l'armée turque le péril auquel son chef vient, grâce à un remarquable sang-froid, d'échapper. Vers quatre heures, le feu cesse. Appelés par les signaux répétés de Tahir-Pacha, les Turcs se rallient peu à peu autour de la frégate-amirale. Nos officiers constatent les dégâts. Deux bâtimens grecs sont démâtés; des voiles pendent en lambeaux, des vergues fracassées encombrent les gréemens, les coques mêmes portent de nombreuses empreintes. On s'était battu cette fois à distance raisonnable. On y avait mis surtout plus d'acharnement. « Je ne pense pas cependant, écrivait l'amiral de Rigny, qu'il y ait eu plus de 25 hommes hors de combat dans chaque flotte. Le capitan-pacha m'a dit, quand je l'ai revu quelques jours plus tard, que les Turcs avaient eu 22 hommes tués ou blessés, et que, le soir, deux des bricks grecs engagés avaient coulé bas. »

Le lendemain de cette émouvante journée, dès que les premières lueurs éclairèrent l'horizon, nos officiers cherchèrent des yeux les deux escadres. La flotte ottomane occupait la même position; la flottille grecque avait disparu. En ce moment arrivait de Folieri la

frégate de Khosrew-Pacha. Khosrew put constater le triomphe de son lieutenant, resté maître du champ de bataille. Il ne trouva pas néanmoins cette victoire assez décisive pour s'engager dans la grosse aventure d'une descente. Il soupçonnait Miaulis de ne pas s'être éloigné pour longtemps. Le 8 octobre en effet, Miaulis revenait à la charge, toujours aussi impuissant et toujours aussi opiniâtre. C'est ainsi que l'amiral hydriote gagna l'époque où Samos, protégée par l'hiver, n'eut plus rien à craindre des entreprises de la flotte turque. Le 12 novembre 1826, on apprit à Smyrne que le capitan-pacha remontait les Dardanelles.

Khosrew ne devait pas être sans quelque inquiétude sur l'accueil qui l'attendait à Constantinople. Mahmoud reçut son vieux favori à bras ouverts. Malgré son antipathie prononcée pour tout ce qui venait d'Égypte, le capitan-pacha n'avait eu garde de désapprouver la réforme; il s'était au contraire empressé d'y plier les galiondjis. Il fit manœuvrer ces soldats de marine devant le sultan. Leur instruction était de beaucoup supérieure à celle des troupes du séraskier. « Il n'en fallut pas davantage, nous apprend le comte Guilleminot, pour faire oublier les hauts faits de sa dernière campagne et pour raffermir sa tête sur ses épaules. » Quant aux Samiens, ils subissaient plus que jamais l'ascendant tout-puissant de Logothetis. Le dictateur était devenu, depuis la retraite de Khosrew, une des grandes figures de la Grèce. Le parti qui lui avait été opposé, ne se trouvant plus en sûreté dans l'île, alla prudemment chercher un refuge en Asie. La gloire des Samiens faillit un instant éclipser celle des Souliotes et des habitans de Missolonghi. C'est à eux que s'adressait Cochrane en mettant le pied sur le sol de la Grèce. « Ne songez pas seulement, leur disait-il, à défendre vos propres rivages. Préparez-vous, si l'ennemi persiste dans ses entreprises, à porter avec moi la guerre dans son empire. La délivrance des chrétiens prisonniers, le châtiment des dévastateurs de Cydonia, de Chio et d'Ipsara, le partage des richesses qu'ont accumulées les musulmans de Smyrne, seront la récompense de votre courage. »

Samos, malgré l'honorable attitude qu'avaient su garder ses vaillans montagnards, ne méritait pas cet excès d'enthousiasme. C'était, on l'oubliait trop, la flottille hydriote qui avait arrêté les Turcs. Je ne crois pas exagérer le rôle de la marine grecque durant cette longue guerre en lui attribuant la part la plus considérable dans l'affranchissement de la patrie. L'importance des services rendus, les avantages décisifs qu'elle a remportés, s'expliqueraient mal par la seule inexpérience de l'ennemi.

Il a fallu l'audace et l'habileté de Fernand Cortès pour venir à bout des Indiens de Montezuma. Les vaisseaux du sultan auraient proba-

blement dispersé des flottilles qui auraient eu pour les conduire des chefs moins entreprenans que les navarques hydriotes. La renommée des Miaulis, des Canaris et de tant d'autres capitaines grecs n'est donc pas une renommée surprise. Leur gloire à tous les titres est de la gloire du meilleur aloi. Nous allons chercher des leçons dans les combats livrés sur l'autre rive de l'Atlantique; nous en trouverions peut-être de plus fécondes dans la méditation de cette tactique improvisée, qui sut si bien opposer l'agilité à la force, la flamme au canon, une étreinte destructive à la masse. La délivrance de Samos fut malheureusement le dernier exploit de la marine grecque. Dès que Cochrane parut, il n'y eut plus en Grèce de marine nationale. Tout s'effaça devant le grand initiateur, tout fléchit sous sa volonté, et l'on vit ce Miaulis, qui eût pu être en d'autres temps le rival de Ruyter ou de Duquesne, descendre avec une abnégation antique du rang d'amiral à celui de simple capitaine.

II.

La campagne de Reschid-Pacha dans l'Attique devait avoir une tout autre issue que la nouvelle tentative dirigée contre les insurgés de Samos par Khosrew. Avant de s'abîmer dans la réforme militaire de Mahmoud, la vieille Turquie allait encore une fois faire tourbillonner ses delhis dans la plaine, lancer ses farouches arnautes à l'assaut. Le siége d'Athènes a les proportions régulières d'une tragédie classique, l'unité de temps et de lieu, mais les souvenirs que ce siége évoque, les personnages qu'il fait apparaître en scène, n'appartiennent pas à l'antiquité : ils s'arrêtent à des temps plus modernes, aux premiers âges de l'époque féodale. Reschid-Pacha, brillant, chevaleresque, véritable Murat ottoman, eût été quelques siècles plus tôt un Malek-Adel. Omer-Vrioni, son coopérateur, nous offre le type achevé du mercenaire albanais. Les chefs grecs, Gouras, Karaïskaki, Kriezotis, Delyannis, n'ont rien de commun avec les Miltiades et les Trasybules; en revanche, ils rappellent à s'y méprendre les compagnons de Scanderbeg et des Tsernoïevitch. Le drame athénien se partage en deux périodes distinctes, en deux actes. Pendant la première période, tout se passe à la grecque. Pour faire lâcher prise à Reschid, les insurgés ne songent qu'à surprendre ses postes, à intercepter ses convois, à l'inquiéter sur ses derrières. Dans le second acte, la parole et l'action sont aux philhellènes. Deux Anglais, Cochrane et Church, exercent le commandement suprême. L'archi-navarque et l'archi-stratége rassemblent en un seul faisceau les tacticos, les klephtes et les armatoles. Par leurs discours, ils électrisent le corps législatif. Ils font rougir les Grecs

de leurs brigandages sans gloire, de leurs hésitations, de leurs atermoiemens; ils les traînent ainsi pêle-mêle en champ-clos. Le résultat est loin de répondre à leur attente. Les reproches amers succèdent alors aux harangues enthousiastes. On n'a tenu aucun compte ni des qualités natives, ni des vices invétérés de ces hordes à demi sauvages; on a voulu les conduire comme des troupes réglées au combat. On s'est trompé. Sur ce sol durci par une longue absence de culture, la vaillance et la morgue anglaises ne feront pas pousser de moissons. La Grèce laissée à elle-même eût, — tout porte à le croire, — plus sagement agi. Les conseillers que l'Europe lui envoie ne lui apprennent pas ce qu'elle ignore : ils la troublent et la désorientent.

Ne nous occupons pour le moment que de la première période, de la période exclusivement grecque de la campagne.

Ce fut dans les premiers jours du mois de juin 1826 que Reschid-Pacha, laissant ses dépôts à Missolonghi et combinant ses mouvemens avec ceux du pacha de Négrepont, Omer-Vrioni, se mit en marche pour descendre dans les plaines de l'Attique. Les Grecs occupaient encore l'Acro-Corinthe et les défilés des monts Géraniens. Ils coupaient ainsi toute communication entre l'armée turque et l'armée égyptienne. Ils gardaient même, par les sentiers qui longent le golfe d'Égine et le golfe de Lépante, un débouché ouvert de Mégare sur Salone. Il leur eût fallu la possession des passes du Cithéron et de tous les cols du Parnès pour empêcher Reschid de tirer ses approvisionnemens de la Thessalie, ses renforts des provinces albanaises. Maître des routes qui vont d'Athènes à Thèbes, de Thèbes à Missolonghi et au canal de Négrepont, le séraskier pouvait se passer des secours qui lui viendraient de la mer, et une longue expérience lui avait appris que de la mer il n'en devait pas attendre. Thèbes était donc le nœud vital de son entreprise. S'il perdait ce plateau, sa situation devenait à l'instant très grave. L'Attique pouvait être le tombeau de l'armée ottomane, comme l'extrémité de la péninsule italienne a été tant de fois le tombeau des Français.

Le 19 juillet 1826, le brick le *Cuirassier*, commandé par le capitaine de frégate Jacques Le Blanc, était au mouillage de Salamine, en face du village d'Ambellaki. Depuis trois jours, les Turcs avaient envahi la plaine d'Athènes; ceux de Négrepont y étaient arrivés les premiers. Le Pirée et toute cette partie de la côte de l'Attique étaient déserts. Les capitaines athéniens avaient dévasté eux-mêmes et fait évacuer les villages environnans pour ne laisser aucune ressource à l'ennemi. Plus de 5,000 réfugiés, chassés de l'Attique et de la Béotie, vivaient entassés sur l'île de Salamine. Tout leur manquait

à la fois sur ce rocher nu, le logement, la nourriture, et jusqu'à l'eau qui était insalubre. Jamais le dénûment ne se montra sous un plus horrible aspect. Les Grecs renfermés dans Athènes avaient déjà eu plusieurs échauffourées avec l'ennemi. Ils continuaient à défendre l'enceinte de la ville et la colline du Musée, soutenue par une des batteries de l'Acropole. Les assiégeans attendaient leur artillerie. Si délabrés que fussent les murs d'Athènes, ils pouvaient encore défier la fusillade. On estimait à un millier d'hommes environ le nombre des défenseurs enfermés dans la place, à 3,000 celui des Turcs arrivés de Salone. Notaras, qui commandait dans l'Acro-Corinthe et devait défendre les dervends des monts Géraniens, était en communication par Mégare avec le camp des Grecs, et promettait incessamment des renforts.

Le séraskier n'avait pas voulu se mettre de sa personne en campagne avant d'avoir fait occuper les passes de l'OEta et du Parnasse, d'avoir renforcé la garnison de Thèbes et organisé des communications régulières entre la Thessalie et l'Eubée. Le 28 juillet 1826, il se montrait enfin dans la plaine d'Athènes et établissait son quartier-général à Patissia. L'armée de Reschid, après les détachemens qu'il avait dû faire pour assurer ses derrières, ne dépassait pas 7,000 hommes. La cavalerie se composait de 800 chevaux, le train d'artillerie de vingt-six canons et mortiers. La colline du Musée fut emportée d'assaut, et on y dressa trois batteries. Dans la nuit du 14 au 15 août, Reschid s'empara de la ville et en refoula les défenseurs dans la citadelle.

La Grèce cependant s'était émue. Pour arracher Athènes au sort qui la menaçait, le gouvernement s'adressa d'abord aux Roumélioles de Karaïskaki. Le 27 juillet 1826, ce chef intrépide, nommé à l'unanimité des voix général en chef de la Grèce orientale, partit de Nauplie à la tête de 600 hommes. Ibrahim en ce moment se rapprochait de Corinthe. On put craindre qu'il ne devançât le corps de Karaïskaki, et que cette troupe, trop faible pour s'ouvrir un passage, n'eût pas le temps de franchir l'isthme avant que les communications avec Athènes fussent coupées. Ce n'était heureusement qu'une alerte. L'arrivée de Karaïskaki à Éleusis dissipa les inquiétudes que la marche d'Ibrahim avait fait naître. Bientôt cependant la troupe de Kriezotis, celle du Monténégrin Vassos, les Athéniens du capitaine Lecca, les tacticos du colonel Fabvier, vinrent se ranger avec 70 philhellènes sous les ordres du chef des armatoles. Tous ces détachemens réunis atteignaient à peine le chiffre de 3,500 combattans.

L'amiral de Rigny, dont la vigilance et l'activité n'étaient jamais en défaut, venait d'arriver sur la frégate la *Sirène*, qui portait son

pavillon, au mouillage de Salamine. Le 16 août, les opérations commencèrent. Un massif montagneux que traversait autrefois la voie sacrée sépare la plaine d'Athènes de la plaine d'Éleusis. Les Grecs franchirent pendant la nuit ce massif et prirent position sur le revers oriental, près du village de Kaïdari, à 1 mille environ des bords du Céphise, à moins de 3 milles de l'enceinte d'Athènes. Les troupes du pacha étaient encore dispersées. Suivant leur habitude, les palikares s'étaient empressés d'élever des tambours en pierres sèches pour se mettre à l'abri de la fusillade; les tacticos voulurent combattre à découvert. Reschid fit avancer contre eux son artillerie. On se tirailla ainsi jusqu'au soir, avec une perte à peu près égale des deux côtés. Les palikares furent les premiers à rétrograder. Dès que les tacticos ne se sentirent plus soutenus, ils lâchèrent pied à leur tour. Tous s'en furent ainsi au pas de course jusqu'à Éleusis, demandant à se rembarquer, jetant armes et bagages, abandonnant deux canons et trois drapeaux aux Turcs. C'était une défaite, mais c'était aussi une leçon.

« Le lendemain, nous dit l'amiral de Rigny, je me rendis au camp du vizir. J'obtins la délivrance de quelques prisonniers étrangers à l'Attique. Quant à ceux de cette province, le pacha m'assura qu'il ne leur serait fait aucun mal, et qu'ils allaient être renvoyés dans les villages soumis. Je reçus ensuite la visite du séraskier et d'Omer-Vrioni, pacha de Négrepont. Par un concours fortuit, au moment où ils montaient à bord, arrivait aussi de son côté Karaïskaki. Ces chefs eurent là une entrevue assez longue. Karaïskaki trouvait dans la suite du vizir des Albanais qui avaient été autrefois ses amis; des propositions de changer de parti furent sans doute échangées, mais sans résultat. Entre Albanais, tout cela est sans conséquence. »

Cet Omer-Vrioni, qui avait jadis séduit Odysseus, la plus haute renommée de la montagne, le fils d'un des héros de l'insurrection de 1770, était homme à tenter la foi de tous les capitaines grecs. Il devait sa propre fortune à la trahison. Mercenaire enrichi en Égypte pendant les troubles qui précédèrent la consolidation de l'autorité de Méhémet-Ali, il était un des lieutenans du pacha de Janina quand les armées turques s'avancèrent vers l'Épire. Il livra la passe de Metzovo, qu'Ali l'avait chargé de défendre, et obtint, pour prix de sa défection, le pachalik de Bérat. Plus fin que Mavrocordato, plus rusé que Tricoupi, il se fit un jeu de la crédulité de ces hommes d'état; mais en 1823, les Grecs prirent leur revanche. Ils amusèrent Omer, devenu gouverneur de Janina, par de fausses promesses de défection, gagnèrent ainsi l'hiver et obligèrent le pacha déçu à se retirer sur Vrachori. Au printemps de 1825, Omer fut in-

vesti du gouvernement de Salonique. « Les vieillards turcs, nous dit le capitaine Deloffre, les autorités locales et les janissaires virent avec répugnance arriver dans leur ville cet Albanais qui ne marchait qu'entouré de soldats chrétiens. » Ennemi personnel du capitan-pacha, Omer-Vrioni n'avait pas jugé inutile à sa sécurité cette escorte de 3,000 montagnards épirotes. La nationalité unit les Albanais bien plus que la religion ne les divise.

Omer s'était pénétré à la cour du pacha de Janina de la politique astucieuse du vieil Ali. On le voit dès le début pratiquer cette politique en maître. Les armatoles du Pélion, de l'Olympe et du Pinde avaient conservé sous la domination turque le droit de porter les armes; ils élisaient leurs primats, levaient eux-mêmes leurs taxes. Tous les conquérans qui s'étaient succédé en Grèce depuis le XIIIe siècle avaient respecté leur indépendance municipale; Omer Vrioni mit à néant ces antiques franchises. La rivalité de Rangos et de Karaïskaki lui en ouvrit le chemin. Des troupes expédiées de Larisse occupèrent le district jusqu'alors inabordable d'Agrapha. Omer avait pris parti pour Rangos; il laissa Karaïskaki à la Grèce. Ce fut une semblable méprise que commit Louis XIV quand il négligea de s'attacher le prince Eugène.

De taille moyenne, maigre, brun, actif, avec un regard expressif et perçant, Karaïskaki avait toutes les aptitudes d'un chef de bandes irrégulières, sans en exclure les faiblesses et les vices. La guerre ne se lassait pas d'éclaircir les rangs des champions de la liberté. Le rôle du capitaine d'Agrapha ne tarda pas à grandir, et ses facultés se développèrent avec son importance. Karaïskaki commandait en 1825 les Rouméliotes à la bataille de Modon; à peine remis de cette sanglante défaite, il courait attaquer les convois de Reschid dans les montagnes de l'Acarnanie. On aurait eu tort d'attendre de cet homme des hautes terres des combinaisons profondes, un plan de campagne régulier; Karaïskaki faisait la guerre en klephte, il la fit pendant cette campagne avec autant de vigueur et plus d'intelligence que Colocotroni. Ces deux capitaines se ressemblaient aussi peu par leur génie que par leur apparence. Ils appartenaient à la même nation, non pas à la même race.

Un autre soldat rouméliote, un autre capitaine d'armatoles, avait aussi naguère commandé dans l'Acropole d'Athènes; mais la rudesse albanaise avait eu raison de l'astuce du plus rusé des Grecs. On se souvient qu'Odysseus, compromis et abandonné par Omer-Pacha, n'avait pu se soustraire à la juste vengeance de Coletti qu'en se livrant à son propre lieutenant, l'Albanais Gouras. Tiré par la faveur d'Odysseus des rangs obscurs de la troupe, Gouras n'avait pas livré son chef à une faction ennemie; il ne s'était pas cru non plus tenu de

le rendre à la liberté. Il y avait trois mois que Coletti et Condouriotti réclamaient en vain le coupable quand, le 3 juillet 1825, une dépêche du capitaine de l'*Alsacienne* vint annoncer à l'amiral de Rigny que « le général Odyssée, en voulant s'évader de la prison du château d'Athènes au moyen d'une corde, s'était laissé tomber de cent et quelques pieds de haut et s'était tué sur le coup dans sa chute. » Le corps mutilé d'Odysseus fut en effet trouvé vers cette époque au pied de la tour franque qui s'élève à l'aile méridionale des Propylées. Le prisonnier avait-il péri en tentant de s'échapper, comme le bruit en courut d'abord? Fut-il assassiné par Gouras, inquiet de la tournure que prenaient les événemens, et désireux de ne pas laisser l'ami qu'il avait trahi ressaisir, à l'exemple de Colocotroni, le pouvoir? C'est encore là un de ces mystères historiques que des relations tout empreintes de la passion implacable des guerres civiles ne nous aideront pas à éclaircir.

Dans une société barbare, celui qui prend la confiance pour oreiller ne doit pas se promettre de longs jours. Le soupçon peut s'égarer parfois; il n'en est pas moins prudent de toujours soupçonner. « Chose étrange, écrivait l'amiral de Rigny, c'est la crainte qu'avait Gouras, enfermé dans le château d'Athènes, de voir ses compagnons lui en fermer les portes qui l'a empêché de faire le 18 août une sortie décisive. La garnison de l'Acropole est restée inutile spectatrice des efforts tentés sous ses murs. » Obligé de dévaster la plaine d'Athènes pour n'en pas livrer les récoltes à l'ennemi, de lever dans tous les villages environnans des contributions pour payer ses troupes, d'y pratiquer sur l'échelle la plus large les réquisitions, Gouras, que nos commandans ne se font pas faute d'accuser « d'avarice, d'extorsions, d'injustice, » ne faisait peut-être que céder aux cruelles nécessités de la guerre. Traître lui-même envers son bienfaiteur, il se sentait partout entouré de trahisons. Les belliqueux habitans de la chaîne du Parnès, des villages de Khasia et de Menidhi, avaient pris parti pour Reschid; les habitans d'Athènes pouvaient être tentés d'imiter cet exemple. Gouras n'avait confiance que dans les 400 mercenaires qui formaient depuis longtemps son escorte. C'était avec eux qu'il s'était enfermé dans l'Acropole, refusant aux Athéniens le droit d'y pénétrer. Quand Reschid eut emporté la ville, il fallut cependant se résigner à ouvrir les portes de la citadelle à cette foule qui fuyait sous le sabre des Turcs. L'enceinte de l'Acropole, défendue par dix-sept pièces d'artillerie, renfermant des provisions pour plus de dix-huit mois, se trouva dès lors sous la garde de 800 combattans, mais de combattans divisés; la présence de 800 femmes ou enfans ajoutait encore aux difficultés et aux embarras de la défense. La jeune femme de Gouras se char-

gea de faire régner la décence et le bon ordre au sein de cette troupe abandonnée. Dans Athènes pas plus que dans Missolonghi, on n'avait voulu de bouches inutiles : les êtres trop faibles pour combattre étaient employés aux travaux de terrassement; sur les remparts, ils portaient les munitions ou surveillaient les mouvemens de l'ennemi. La Minerve aux yeux bleus, qui semble avoir été pendant cette première partie du siége l'inspiratrice et l'âme de la résistance, se montrait partout, la première à la peine, la première aussi au péril. C'est une justice que les diplomates autrichiens eux-mêmes lui ont rendue. Cette intéressante héroïne avait le courage sans avoir la férocité et l'insensibilité farouche de la Bobolina.

En apprenant qu'Athènes allait être assiégée, l'ambassadeur d'Angleterre s'était empressé d'intervenir en faveur des monumens dépouillés jadis par lord Elgin. Un firman du grand-seigneur fut accordé à ses instances. Le lendemain du jour où ce firman lui avait été remis par le consul d'Autriche, M. Gropius, le séraskier lançait ses premières bombes et tirait ses premières salves sur la citadelle. De la colline du Musée, les projectiles atteignaient sans peine le Parthénon. Impuissans à déplacer les solides assises de marbre, ils en faisaient jaillir à chaque coup quelque éclat. Inutile sacrilége! Reschid ne tarda pas à reconnaître que ce bombardement n'avancerait pas d'une heure la reddition de la place. Il cerna l'Acropole, et, cheminant sous terre, entreprit de miner sournoisement les remparts. Les Turcs ont de tout temps excellé dans ce genre d'attaque; mais parmi les Grecs il se rencontra plus d'un de leurs élèves. Les assiégés contreminèrent avec succès les travaux des Osmanlis, éventèrent leurs fourneaux, firent crever les galeries qu'ils creusaient jusque dans le roc. Des assauts furent alors tentés par les Tosques d'abord, par les Guègues plus audacieux ensuite. Guègues et Tosques furent également repoussés. Reschid-Pacha en fut réduit à resserrer de son mieux le blocus et à prendre ses dispositions pour l'hiver.

III.

Le 12 octobre 1826, dans une reconnaissance de nuit, Gouras tomba frappé d'une balle. Sa veuve ranima les soldats consternés. Quelques jours plus tard, le 23 octobre, Kriezotis débarquait dans la baie de Phalère et se glissait avec 450 hommes jusqu'au pied des murs de l'Acropole. Karaïskaki, pendant ce temps, attirait l'attention de l'ennemi d'un autre côté. Renforcée par la troupe de Kriezotis, la garnison d'Athènes avait retrouvé un chef; la veuve de Gouras retrouva un fiancé. Le besoin de s'entendre pour la défense

commune paraît avoir plus encore que l'amour rapproché ces deux cœurs. Ce ne fut pas malheureusement pour longtemps. Instruit de la mort de Gouras, Reschid s'était flatté de trouver désormais les défenseurs de la citadelle moins opiniâtres. Il donna l'ordre de rouvrir le feu, et les mortiers firent de nouveau pleuvoir leurs projectiles. Une bombe tomba sur le toit blindé de l'Erectheion. La veuve de Gouras, la fiancée de Kriezotis, avait cherché un abri dans cet édifice; elle fut ensevelie avec dix autres personnes sous les décombres. Ainsi périt une des plus vaillantes créatures qui aient honoré cette lutte dans laquelle les hommes se montrèrent patiens et courageux, où les femmes ne cessèrent pas un instant d'être héroïques.

Reschid-Pacha ne pouvait pas vivre en été des ressources de la plaine dévastée d'Athènes; il lui fallait tout faire venir de la Thessalie. Que serait-ce en hiver, si le gouvernement grec parvenait à gêner ou à interrompre ses communications! « Il sera, écrivait l'amiral de Rigny, obligé de lever le siége. » Dans les premiers jours d'octobre, le colonel Fabvier, que le commandant du *Loiret*, M. de Missiessy, avait vu à Ambellaki, préparant une nouvelle expédition pour secourir Athènes, reçoit l'ordre inopiné de se porter sur Thèbes. Un autre officier français, M. Voutier, est autorisé à recruter des troupes pour agir contre Négrepont. « Quant aux chefs grecs, nous dit l'amiral, ils sont occupés ailleurs. Ces messieurs rivalisent avec les Égyptiens pour la destruction des troupeaux moréotes. Les provinces de Corinthe et de Vostizza viennent d'être dévastées; ne croyez pas que ce soit par Ibrahim, ce sont les Grecs qui s'y sont disputé la récolte des raisins. » Transporté de Salamine à Mégare, Fabvier marche sur la ville qu'il a l'intention et l'espoir de surprendre. Il venait d'atteindre les bords de l'Oropos quand il apprit une nouvelle qui était assurément de nature à modifier ses projets. Les passes du Cithéron n'étaient plus gardées par les troupes irrégulières auxquelles il en avait confié la défense, c'était la cavalerie de Reschid qui les occupait. Fabvier n'eut que le temps de battre en retraite. Coupé de Mégare, il put heureusement se replier sur Nauplie et Methana en gagnant par des chemins détournés l'isthme de Corinthe.

Vers cette époque, le gouvernement grec, composé de onze membres sous la présidence de Zaïmis, éprouva le besoin de se rapprocher d'Athènes. Par le choix justifié d'une nouvelle résidence, il voulait surtout échapper au contrôle de la faction militaire, qui, pour mieux le combattre et mieux le dominer, s'était réconciliée avec les chefs du parti hydriote. Laissant à Colocotroni et à Condouriotti le soin de défendre la Morée, le pouvoir exécutif quitta

donc Nauplie et vint s'établir, le 23 novembre 1826, à Égine. Une double expédition était déjà concertée contre les approvisionnemens de Reschid. Coletti, à la tête des armatoles de l'Olympe, réfugiés depuis deux ans dans les îles de Skiatos, de Scopelos et de Skyros, où ils se livraient sans vergogne au pillage des bâtimens neutres, se chargea d'aller occuper la ville de Talanti, située sur la rive méridionale du canal de Négrepont. La possession de cette place le rendrait maître du passage des Thermopyles. Karaïskaki, rejoint par Nikétas, qui lui avait amené les derniers survivans de la garnison de Missolonghi, irait de son côté se poster avec 3,000 hommes à l'entrée des défilés du Parnasse. Les convois de la Thessalie et les arrivages de la mer Ionienne seraient du même coup interceptés.

En ce moment, les souscriptions françaises commençaient à prendre le chemin d'Égine. On en mit les premiers versemens à la disposition de l'ancien médecin d'Ali-Pacha. Grâce à ce secours opportun, Coletti put se procurer des vivres, des munitions et une flotte. Sorti d'Éleusis le 6 novembre, Karaïskaki franchissait sans combat les gorges du Cithéron; il avait atteint Dombrena que Coletti rassemblait encore ses armatoles. Le plan des Grecs commençait à se dessiner, mais Reschid n'était pas un de ces Turcs somnolens que les coups du destin viennent toujours frapper à l'improviste. Il avait le sentiment des dangers de sa situation, et les intelligences qu'il entretenait dans plus d'un village de l'Attique ne laissèrent pas le double mouvement qui le menaçait s'accomplir avant qu'il en fût prévenu. Reschid fit partir Omer-Vrioni pour l'Eubée, Mustapha, son propre lieutenant, pour Salone. Le 20 novembre 1826, Coletti, croyant n'avoir devant lui qu'un petit corps turc, prenait terre près de Talanti. Il se heurtait à des forces considérables et se voyait contraint de revenir à la hâte sur ses pas. Au moment de se rembarquer, il chercha vainement les bâtimens hydriotes, auxquels il avait cependant payé un mois de solde en avance. Les Hydriotes ne l'avaient pas attendu, et Coletti dut s'estimer trop heureux de pouvoir réunir quatre-vingts bateaux non pontés qui le ramenèrent avec sa troupe démoralisée à Skiatos.

La marche sur Salone avait mieux réussi. Karaïskaki venait d'embusquer, sous les ordres de Grivas, 500 hommes à Rhakova, un des sites les plus abrupts de la chaîne du Parnasse. Les Albanais de Moustapha suivaient en ce moment sans défiance la route de Salone à Thèbes. Ils furent arrêtés par cette avant-garde. Karaïskaki accourut avec tout son corps et ferma l'ouverture des trois vallées à la jonction desquelles est bâtie Rhakova. Le 6 décembre, les Albanais étaient affamés : le plus grand nombre déposa les armes. 700 Guègues essayèrent seuls de se dérober à cette extrémité aussi périlleuse

qu'humiliante. Surpris au milieu de leur fuite par une tourmente de neige, poursuivis par les Grecs, ils laissèrent plus de la moitié des leurs sur la route; 300 seulement parvinrent à regagner Salone. Les têtes de quatre beys, au nombre desquelles figurait la tête de Moustapha, furent envoyées à Égine; trois cents crânes de soldats servirent à élever le trophée par lequel Karaïskaki consacra dans ce dervend, rival du grand dervend néméen, le souvenir non effacé encore de son triomphe. Le vaillant capitaine d'Agrapha ne s'arrêta pas d'ailleurs en si beau chemin. Il chargea les Souliotes d'aller assiéger Salone. Par cette démonstration, il devait attirer à lui les forces d'Omer-Pacha. Le théâtre de la guerre était déplacé. « Les Turcs qui bloquaient Athènes, écrivait l'amiral de Rigny le 1er décembre 1826, ont dû faire un pas rétrograde, en même temps que les Grecs eux-mêmes évacuaient l'Attique. Ces mouvemens ont été le résultat du manque de vivres de part et d'autre; ils se sont opérés sans coup férir. » Le pas rétrograde des Turcs n'avait pas cependant toute la portée que lui prêtait l'amiral. La citadelle d'Athènes était sans doute serrée de moins près; elle n'était pas débloquée. Reschid n'eût pu évacuer l'Attique sans s'exposer à céder à Ibrahim l'honneur de la conquérir. Une pareille perspective était bien faite pour soutenir sa persévérance.

Le traité d'Akerman conclu le 6 octobre 1826 avait mis un terme à l'illusion qu'entretenaient les Grecs depuis cinq ans de voir une guerre éclater entre la Russie et la Porte. A la même date, un firman du grand-seigneur apprenait aux populations de l'empire que le sultan, cédant à des considérations impérieuses, avait bien pu se résigner à faire la paix avec les Moscovites, mais que rien ne pourrait l'obliger à souscrire à un arrangement avec les Grecs. « Les rebelles, disait le sultan, pourront disparaître; leur pays nous restera. » L'ambassadeur d'Angleterre ne cessait de son côté de stimuler le zèle du fantôme de gouvernement qui siégeait à Égine. « Avant tout, lui faisait-il dire, ne laissez pas tomber l'Acropole aux mains des Turcs. Les puissances ne peuvent tarder d'intervenir en votre faveur, elles prendront nécessairement pour base de tout arrangement le *statu quo*. Si elles trouvaient les Turcs en possession d'Athènes, il serait fort à craindre qu'elles ne leur abandonnassent avec l'Attique, Négrepont et la Grèce continentale. » Largement approvisionnée par Gouras, l'Acropole ne manquait pas de vivres. Elle était exposée à manquer de poudre. Un des capitaines grecs qui en 1825 avaient aidé le prince Ipsilanti à repousser les Égyptiens des moulins de Lerne, Makriyannis, sortit de la citadelle le 29 novembre 1826 avec cinq cavaliers, força la ligne mal gardée du blocus, et, gagnant le camp d'Éleusis, alla demander du secours à Égine. Le

colonel Fabvier accepta la tâche périlleuse d'introduire des munitions dans la citadelle. Le 12 décembre vers minuit, il débarquait avec 600 hommes dans la baie de Phalère. Chaque soldat portait sur ses épaules un sac rempli de poudre. Les trois points principaux qu'occupaient les Turcs étaient la ville, le monument de Philopapus sur la colline du Musée, et le village de Patissia. Il fallait traverser rapidement ces lignes et surtout éviter un échange de coups de feu.

Fabvier fit enlever les pierres des fusils, et ce fut à la baïonnette qu'il lança ses troupes sur les lignes ottomanes. La lune dans son plein éclairait ce combat, mais, si elle favorisait le tir des Turcs, elle montrait aussi aux Grecs leur chemin. L'espace qui séparait la tranchée du théâtre d'Hérode Atticus fut franchi sous une pluie de mitraille et de balles. Fabvier put toutefois atteindre les murs de l'Acropole sans avoir laissé sur le terrain plus de 6 hommes tués et de 14 blessés. Cette action de guerre fut vigoureusement conduite: elle jeta un certain lustre sur une troupe qui avait jusqu'alors rencontré moins de partisans que de détracteurs. La garnison de l'Acropole accueillit les tacticos comme des sauveurs; quand Fabvier voulut de nouveau forcer les lignes turques pour rentrer au camp d'Éleusis, elle refusa de le laisser partir. « Deux fois, écrivait le colonel, j'ai voulu attaquer l'ennemi. Tout le monde s'est précipité derrière moi, les portes mêmes sont restées abandonnées. Je ne puis faire mine de descendre vers la tranchée sans avoir sur mes talons malades, femmes et enfans. Si je pars, disent-ils, tout le monde partira en même temps que moi. »

Fabvier se trouvait donc retenu malgré lui, enfermé dans la citadelle par la nécessité de conserver à la Grèce cette position importante. « Je devrais cependant être dehors, répétait-il souvent; je sais quelles difficultés auront les généraux grecs à marcher en champ ouvert avec des irréguliers. Avec nous au contraire, opposant notre infanterie à la cavalerie turque, lançant nos cavaliers sur l'infanterie albanaise, détruisant les tambours à coups de canon et les enlevant à la baïonnette, le succès me paraîtrait certain. Je ne le vois pas aussi clair, si on attaque sans nos tacticos les Turcs retranchés... Heureusement, ajoutait-il, Karaïskaki est prudent. Il n'ignore pas que son armée est la dernière espérance de la Roumélie. Il me trouvera toujours zélé, quoiqu'il se soit laissé entraîner par quelques coquins à de fausses idées sur mon compte. »

Karaïskaki était prudent, mais les chefs européens qui allaient prendre la direction des affaires militaires de la Grèce, Cochrane et Church, devaient, dans leur présomptueuse impatience, tenir peu de compte des avis et des connaissances stratégiques d'un capitaine d'armatoles. Ils avaient en trop faible estime l'ennemi qu'il fallait

combattre, ils ignoraient complétement la somme de résistance que leurs propres troupes pouvaient lui opposer. Church, au temps où nous faisions la guerre dans les îles ioniennes, avait commandé un de ces bataillons grecs dans lesquels servaient, avec Colocotroni, des Souliotes et des klephtes; Cochrane l'avait désigné pour généralissime, et les choix de Cochrane étaient invariablement ratifiés par la Grèce. Débarqué à Hydra le 17 mars 1827, le célèbre lord prêtait le 10 avril serment devant l'assemblée de Trézène; le 15, le général Church était investi du commandement suprême des armées helléniques. Une nouvelle phase s'ouvrait dans le siége d'Athènes. Accourus à Égine, à Salamine, à Phalère, nos commandans vont nous la raconter.

Dès les premiers jours de l'année 1827, ces observateurs attentifs sont à leur poste. Ceux qui ne sont pas dans les eaux d'Athènes sont dans celles de Navarin ou d'Alexandrie. On surveille ainsi les deux camps. Grâce aux vedettes qu'il a partout posées, l'amiral est certain que rien d'important n'aura lieu qu'il n'en soit le premier instruit. Pour l'étude de cette période, les rapports officiels, les lettres particulières qui les complètent, les renseignemens de toute nature abondent. Chaque capitaine se montre ainsi à découvert: il nous laisse juger des tendances de son esprit par les préventions dont il ne se défend pas, par les préférences qu'il affiche. Tous nos commandans cependant ne sont pas au même degré explicites. Il en est chez qui la circonspection est poussée jusqu'à la sécheresse. Je pourrais citer tel capitaine qui s'obstine à ne pas sortir du domaine purement nautique. Il raconte ses traversées, recopie soigneusement son journal de bord. Il ne veut point donner de nouvelles. Je me trompe; il annonce le départ de la girafe pour Paris. Cette catégorie de commandans offre à l'historien déçu peu de ressources. La grande majorité de nos officiers se montre heureusement plus communicative. Il y a deux partis dans notre flotte. Les royalistes sont presque tous philhellènes; les libéraux sont plutôt Égyptiens. Le chef de la station se tient neutre. S'il laissait faire les uns, la haine de la piraterie les porterait à exterminer les Grecs: s'il ne contenait soigneusement les autres, je ne sais quel reste mal éteint de l'esprit des croisades porterait infailliblement malheur aux Turcs. Le sultan a pu devenir le meilleur ami de nos rois; ses sujets sont toujours, pour ceux de nos officiers qui partagent les opinions du sire de Joinville, des mécréans et des infidèles; ils leur « bouteraient encore de la dague dans le ventre. » Aussi souvent leur indignation me paraît-elle aller trop loin et pencher injustement d'un seul côté. La Turquie et la Grèce se faisaient une guerre sans merci. On a vu au début de ce travail qui donna le premier le signal des massacres.

On verra, dans la suite des opérations dont la plaine d'Athènes fut le théâtre, que l'indiscipline suffit chez tous les peuples à faire des soldats sanguinaires et féroces.

On éprouve un singulier plaisir à consulter des témoins oculaires, à enregistrer des dépositions que l'on sait du moins impartiales. Il n'y a plus alors d'hésitation dans le récit qu'on ébauche, plus d'appréhension dans les jugemens qu'on veut porter. Le sentiment de la certitude vous envahit, et, sûr de ne pas trouver d'embûches sur sa route, on laisse courir sa plume avec une confiance qui peut devenir aisément de l'inspiration. La recherche de la vérité exige de longs et patiens efforts. Pourrait-on se flatter de la posséder, si l'on n'avait à confronter que les témoignages d'historiens nationaux? Quand à la guerre étrangère un peuple a fait succéder la guerre civile, on ne doit accorder qu'une confiance très mesurée aux arrêts ou aux insinuations que la passion lui dicte. Il y a tout lieu de penser que l'étranger aura su apprécier avec plus de modération, — ce qui veut presque toujours dire avec plus de justice, — et les hommes et les choses. J'en crois volontiers les Rigny, les Halgan, les Reverseaux, les Le Blanc, les Villeneuve, quand ils m'exposent, dans leur sobre et sincère langage, ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont observé, ce qu'ils ont pressenti. Un des hommes qui ont le plus valeureusement combattu pour la Grèce, un des philhellènes qui ont conservé dans l'avenir de cette héroïque contrée la foi la plus robuste, le colonel Voutier, me parlait récemment « de la funeste apathie d'une race débonnaire et non sans vertus, quoi qu'on dise. » Il plaignait la Turquie, il ne la maudissait pas. Pour lui, la Grèce affranchie devait devenir « le foyer intellectuel, » le flambeau, et par cela même l'instrument de salut de cet empire ottoman que certains politiques voudraient lui donner à détruire. Il ne renvoyait pas les Turcs aux enfers, ne jugeant même pas indispensable de les renvoyer en Asie. J'ai longtemps séjourné moi-même dans ces contrées aimées du soleil. Les lieux où se sont passés les événemens que je raconte me sont familiers; je crois avoir compris la race qui les habite. Quand on a vécu, ainsi que je l'ai fait, pendant près d'une année, dans l'intimité des Monténégrins, on ne se trouve pas tout à fait étranger au milieu des Albanais, des klephtes de la Morée ou des Rouméliotes. Il ne faudrait pas cependant confondre ces chrétiens demi-turcs avec la fraction plus policée qui a eu dans la guerre de l'indépendance un rôle si considérable. Ni les montagnards de Souli, ni les bergers du Magne, ni les gardiens des passes de l'Olympe et du Pinde, se fussent-ils assuré le concours des Hydriotes et des marins d'Ipsara, n'auraient pu constituer un gouvernement et se donner l'apparence d'une nation, si le parti civil qu'ils ru-

doyèrent souvent, qu'ils affectèrent jusqu'au dernier moment de mépriser, ne leur eût apporté le secours de son esprit politique. Cet empire, que les Phanariotes et les exilés dispersés depuis longtemps sur la terre étrangère, mais y gardant le culte de la patrie absente, ont pu prendre et exercer en Grèce au milieu des plus horribles convulsions, la force des choses le donnera bientôt en Turquie à ceux des sujets du sultan qui sauront les premiers répondre aux exigences des sociétés modernes. Il n'est donc pas impossible que ce prétendu empire ottoman soit bientôt gouverné par des chrétiens. Ce qui est infaillible, c'est l'abolition très prochaine de la prédominance d'une race sur l'autre. Il n'y a plus dans les états du grand-seigneur de vainqueurs et de vaincus; il y a des sujets soumis encore à des charges inégales, et cette différence, qui n'est pas sous tous les rapports à l'avantage de la race conquérante, tend à s'effacer de jour en jour. Qu'arriverait-il si la situation du raïa devenait à ce point enviable que le raïa ne se sentît plus convié à en changer? Le calme musulman ne communiquerait-il pas à cette agglomération de chrétiens et de Turcs certaines qualités qui n'ont jamais été le privilége de la race grecque? On verrait alors un état puissant, ouvert à toutes les entreprises européennes, jouissant de la paix intérieure, se placer en regard d'un état troublé par des rivalités acharnées, par des compétitions insatiables, par cette fureur de dénigrement qui a tant de fois fatigué les échos du Pnyx. La comparaison ne serait pas favorable au petit royaume que l'Europe a fondé. Pour moi, qui me sentais déjà philhellène, et qui le suis devenu bien plus encore depuis que j'ai pénétré dans cette histoire toute tissue d'héroïsme, je ne puis faire des vœux qu'en faveur de celui des deux peuples qui a mes sympathies. Je souhaite donc très chaleureusement qu'il soit plus avantageux de vivre sous les lois du roi des Hellènes que sous celles du commandeur des croyans. J'espère que ce souhait est déjà, au moment où je parle, depuis longtemps accompli. S'il ne l'était pas, je me permettrais de rappeler aux descendans des Thémistocle et des Aristide tout le tort que le défaut d'union a fait à leurs aïeux. Sans m'immiscer en rien dans leurs affaires, — la France, hélas! a bien assez des siennes, — je leur avouerai que j'ai été très frappé de cette phrase écrite par le capitaine Fleury de la *Galatée* le 26 janvier 1827 : « Le prince Ipsilanti et le comte Metaxa sont jusqu'à présent les deux Grecs les plus raisonnables que j'aie rencontrés. Ceux-là du moins ne disent du mal de personne. »

E. Jurien de La Gravière.

L'ÉDUCATION CLASSIQUE

ET

LES EXERCICES SCOLAIRES

LE DISCOURS.

L'institution universitaire de 1808, c'est-à-dire l'idée de centraliser entre les mains d'une université unique l'éducation de la jeunesse, a été de tout temps violemment attaquée. Elle a résisté à toutes les attaques et traversé toutes les crises. Nul ennemi de l'institution arrivé au pouvoir ne s'est trouvé assez puissant ou assez hardi pour la renverser. Une seule fois la centralisation en matière d'enseignement a été définitivement abolie chez nous, mais sur le papier. Après la première rentrée des Bourbons, une ordonnance royale, en date du 17 février 1815, prononça la déchéance de l'Université impériale et de son grand-maître, et elle édicta la création de dix-sept universités provinciales indépendantes les unes des autres. Cette ordonnance fut insérée au *Bulletin des lois*, d'où elle n'est jamais sortie. Les cent-jours survinrent avant qu'elle fût appliquée. Une fois rétabli sur son trône, Louis XVIII se tint pour trop heureux de pouvoir attribuer au hasard du débarquement à Cannes l'inanité de son ordonnance. Non-seulement l'institution universitaire subsista en France, mais encore la centralisation de l'enseignement secondaire, qui en est le trait capital, s'est peu à peu introduite et acclimatée en d'autres pays, notamment dans la plupart des états de l'Allemagne, où cependant l'on affecte encore aujourd'hui de considérer le décret de 1808 comme un monument prodigieux de despotisme. L'institution universitaire est bonne ou mau-

vaise, elle a plongé profondément chez nous ses racines; il faut donc commencer par l'accepter lorsqu'on traite de l'éducation. La conséquence de l'institution, c'est qu'il existe et doit exister un type uniforme d'enseignement public et national; toute dispute sur l'éducation aboutit en somme à chercher quel sera ce type et à le fixer.

Nous ne prétendons pas qu'une éducation uniforme, donnée au nom de l'état par une congrégation unique, ne risque pas d'engendrer de graves querelles dans la république, de susciter au magistrat et au souverain des difficultés incessantes avec les familles, et de créer à la longue des périls sérieux pour le tempérament national. Une expérience, vieille maintenant de soixante années, démontre que l'institution universitaire, qui a rendu à la société française d'éclatans services, porte en elle-même, si l'on n'y prend garde, des causes de corruption rapide, et que les inconvéniens qui en naissent sont de tous les jours.

La centralisation de l'enseignement public entre les mains d'un corps unique revêtu d'une part d'autorité officielle peut produire au bout de quelque temps la stagnation des doctrines et des méthodes: elle frappera par conséquent de stérilité l'intelligence nationale, si à côté de l'enseignement public il n'existe pas un enseignement libre, et si le corps universitaire ne se trouve placé constamment sous l'aiguillon de la concurrence. La centralisation de l'enseignement public produira au contraire une pernicieuse mobilité des doctrines et des méthodes, surtout dans un pays agité d'autant de révolutions que le nôtre, si le corps universitaire, tout en étant fortement rattaché à l'état, n'a point une existence indépendante de lui, et si, au lieu de rester maître de sa discipline et de ses programmes, il est régi comme toute autre hiérarchie, — la diplomatie, l'administration, l'enregistrement, les tabacs, — par un ministre directeur absolu, sous sa responsabilité devant le souverain et devant les chambres, des hommes et des choses. Le premier de ces périls a été écarté par la loi de 1850, qui a heureusement brisé le monopole universitaire. L'observateur équitable des faits est tenu d'ajouter que ce monopole, s'il a souvent entravé le bien, n'a pas eu le temps de produire un mal appréciable. Grâce aux hommes éminens qui, de 1808 à 1850, ont conduit l'Université et l'ont animée de leur génie, l'Université n'a point cessé un instant de tenir ses regards ouverts sur toutes les directions de l'esprit humain; grâce à la liberté de mouvement qu'elle laissait à ses maîtres, après les avoir éprouvés et choisis, elle a pu maintenir des traditions sans se figer dans aucune routine. Le second péril a éclaté avec le décret du 9 mars 1852. Ce funeste décret a opéré une transformation radicale dans l'organisme universitaire; en créant la toute-puissance

ministérielle et bureaucratique, il a réellement substitué à une congrégation enseignante liée à l'état l'état lui-même, l'état enseignant dans toute la rigueur du terme. Le mode et les organes de direction avaient beaucoup varié de 1808 à 1852; la surveillance générale du personnel et des méthodes avait été exercée tantôt par un haut dignitaire permanent, le grand-maître, ou même l'archichancelier de l'empire, tantôt par un ministre de l'instruction publique, assisté d'un conseil supérieur inamovible ou électif, tantôt enfin directement par ce conseil supérieur lui-même. Sous ces modes divers, l'Université avait gardé ses lois, son existence, son rôle propre, subordonnée à l'état, instrument précieux de gouvernement dans le haut sens du mot, mais nullement au service et à la discrétion de l'autorité politique, nullement confondue avec le personnel gouvernant. Les traits qui la distinguaient dans cet état d'indépendance professionnelle, c'était d'une part la prépondérance des agens d'élaboration et de délibération, tels que le conseil supérieur, sur les agens d'exécution, tels que le grand-maître, le ministre et les recteurs; c'était de l'autre l'autonomie du maître dans sa classe et même l'autonomie du collége, sous réserve des règles générales arrêtées en conseil de l'instruction publique. Tel a été le système de l'Université pendant quarante années. Nous en sommes encore à nous demander quelles raisons on a eues de le bouleverser de fond en comble. Qu'est-ce qui périclitait sous ce régime? Est-ce la discipline? Elle était alors plus sévère et mieux observée qu'aujourd'hui dans le corps enseignant. Elle saisissait sans difficulté jusqu'au costume de ville, jusqu'à la tenue, jusqu'aux habitudes de vie domestique, qu'aucun ministre depuis 1852 n'a eu le pouvoir de régler. Est-ce les mœurs? Elles ont été constamment bonnes dans la généralité du corps universitaire, elles le sont sans doute aujourd'hui autant qu'elles l'étaient autrefois; autrefois cependant, vers 1820, vers 1840, elles étaient incontestablement plus graves et mieux adaptées à la profession qu'elles ne le sont à présent. Est-ce l'esprit moral et politique? Une monarchie dont les ministres eussent été des hommes d'état de grand coup d'œil ne pouvait souhaiter dans le professorat un esprit public plus favorable à la monarchie. Nous aurons plus d'une fois l'occasion de prouver dans le cours de ces observations que l'Université, la première en France, a eu l'honneur d'instituer une éducation rationnellement monarchique et rationnellement religieuse, que l'ancien régime n'avait pas connue.

Quant à la vocation, quant à l'art d'enseigner, quant aux matières de l'enseignement, le point culminant dans le domaine des études de collége, et c'est du collége seulement que nous traitons ici, a été

atteint chez nous vers 1840. Nulle part dans le monde civilisé ne se distribuait à la jeunesse un enseignement plus complet et plus harmonique. On peut dire sans exagération que le monde le savait. De toutes parts nous arrivaient ses enfans. L'effectif d'une classe de Louis-le-Grand se composait en ce temps-là, pour la dixième partie au moins, d'écoliers venus de New-York ou de Moscou, de Constantinople ou de Rio-Janeiro, de Copenhague ou de Bucharest. Quelques-uns d'entre eux ne nous étaient envoyés, notons-le bien, qu'après que leurs parens avaient fait l'épreuve du gymnase allemand. Même en ce degré de prospérité, tout n'était pas parfait, et la croyance qu'on avait réalisé la perfection, si on s'y était endormi, aurait suffi pour amener la décadence; mais l'Université n'était jamais restée stationnaire. Partie du plan d'études que lui avaient légué l'Oratoire et la société de Jésus, point de départ d'ailleurs excellent, elle n'avait cessé, pendant quarante années, de le modifier et de l'enrichir graduellement, aussi attentive à introduire dans ses colléges les notions définitivement acquises par la science qu'à en écarter les théories scientifiques en voie de formation. C'est ainsi que, contrairement au préjugé généralement répandu qui accuse l'Université de n'enseigner ni les langues vivantes, ni la géographie, elle avait fondé des classes spéciales de géographie dès l'année 1818 et créé des cours réguliers de langues vivantes par l'ordonnance du 26 mars 1829. Si donc il restait en 1852 des lacunes à combler, — et il en restait, — s'il s'était déclaré des excès à corriger, — et il s'en était déclaré, — on pouvait se fier à l'institution universitaire du soin de s'amender elle-même; son passé répondait pour elle : tout ce qu'il y avait à faire d'utile, elle l'eût fait, mais en procédant, comme il convient en matière d'éducation, prudemment, lentement, par voie de développement progressif, et non par soubresauts.

Le décret du 9 mars 1852 est survenu. Il a créé chez nous une charge aussi nouvelle que ridicule : le dictateur de la pédagogie, autrement dénommé ministre de l'instruction publique. Plus de conseil permanent ni de conseil élu, — un conseil nommé par le ministre. Plus de tribunaux disciplinaires pour juger les professeurs, — les professeurs nommés, révoqués, transportés du nord au sud et de l'est à l'ouest, selon la volonté du ministre. Plus de professeurs, — des mécaniques animées qui recevaient l'ordre, par toute la France, de débiter le même jour, à la même heure, de la même manière, de Quimper-Corentin à Carpentras, et de Dunkerque à Carcassonne, la même leçon, enfermée dans le même nombre de mots. Qu'est-ce qui est tout dans l'éducation? Le maître; on décida qu'il ne serait plus rien, et qu'il était impossible de rien

abandonner à son discernement. On lui enleva la faculté de mesurer ses leçons selon l'âge, la force, le zèle, les aptitudes et le nombre des écoliers dans les divers établissemens du pays. On finit par lui ôter, pour le transférer au proviseur, le droit de punir, si essentiel dans l'éducation, et dont l'exercice, pour être doux et paternel, doit être instantané. La France a pu suivre pendant vingt ans les résultats de ce beau régime. Elle a vu à l'œuvre ce conseil de l'instruction publique, recruté pourtant dans l'élite de la magistrature, du clergé, de l'Institut, des grands corps de l'état, qui par le vice de son institution s'est résigné, selon les ministres, à dire blanc et noir sur toutes les questions, et dont on ne sait qu'admirer le plus, de sa docilité ou de son inutilité. On a vu ces ministres, bouillonnans et stériles, qui commençaient par faire table rase de tout pour se donner la gloire de tout réinventer. On a vu cette course au clocher extravagante de plans d'études et de programmes de baccalauréat qui se sont culbutés les uns sur les autres, et dont les débris jonchent le sol, depuis le fameux arrêté du 30 août 1852 jusqu'à la circulaire du 27 septembre 1872.

C'est cette dernière circulaire qui est depuis un an la loi de l'Université. Il avait paru d'abord que le ministre qui l'avait rédigée s'était proposé pour but unique de tempérer l'excès des devoirs écrits, dont l'Université a longtemps abusé, et de recommander d'autres exercices fort utiles, qu'il avait seulement le tort de présenter comme nouveaux, car la plupart des professeurs les pratiquaient à l'époque où le professorat se trouvait plus libre de bien faire qu'il ne l'a été depuis 1852. Ainsi entendue, la circulaire du 27 septembre était fort acceptable : elle opérait sans secousse une de ces améliorations modestes et tranquilles qui doivent être la vie quotidienne de l'enseignement. Malheureusement il existe parmi nous une école pédagogique, puissante dans les journaux, qui professe une antipathie absolue pour les humanités, sous prétexte que les humanités ne lui paraissent pas constituer une éducation réelle et pratique. C'est cette école qui en 1852 a prétendu substituer dans l'enseignement les sciences mathématiques aux lettres : au bout de quatre ou cinq ans du système mathématique, il fallut bien reconnaître que pour un agriculteur, un négociant, un notaire, un manufacturier, le calcul différentiel n'est pas d'une utilité beaucoup plus immédiate que la lecture de l'*Odyssée*, et le système mathématique s'écroula. Aujourd'hui la secte de l'éducation réelle se retourne; elle ne veut plus, du moins elle le dit, proscrire le latin ni le grec; loin de là: elle demande que le latin et le grec soient enseignés d'une façon plus positive et, si l'on nous passe cette expression, plus corporelle. On sacrifie toujours les humanités, mais non

plus à la trigonométrie et à l'algèbre; on les sacrifie à la grammaire comparée, à la philologie, à l'épigraphie, à la paléographie. Les théoriciens de l'éducation réelle se sont emparés de la circulaire de M. Jules Simon, et par leurs commentaires ils l'ont dénaturée. Ébloui sans doute du bruit qu'il faisait, le ministre lui-même a transformé sa circulaire en programme. Il n'a plus conseillé, il a commandé; il n'a plus voulu empêcher l'abus, il a proscrit l'usage : thème latin, discours français, mot-à-mot, livres de classe, tout a été aboli d'un coup dans le travail du collége. La circulaire devenait ainsi un nouveau traité des études qui avait pour principe le néant.

Aujourd'hui le mal est visible pour tous les bons esprits, et le conseil supérieur de l'instruction publique au mois de juillet dernier s'est mis à l'œuvre pour le réparer. Puisque la question a été portée devant le public par la circulaire de M. Jules Simon et par la presse, puisque le procès des exercices scolaires doit être instruit à nouveau par l'autorité compétente avant la prochaine année classique, nous voudrions défendre ici ces modestes exercices, qu'on a si vivement attaqués, en expliquer le but, en faire toucher du doigt l'utilité, et, si le mot n'est pas trop ambitieux, en exposer la philosophie. Oui, il y a une philosophie dans le discours et dans le thème latin. il y en a une bien simple et bien profonde jusque dans l'humble grammaire de Lhomond, qui paraît si plate et si dénuée de logique à ceux qui vivent dans le commerce de Bopp et de Diez. C'est par Lhomond et par le thème latin que nous devrions commencer pour suivre l'ordre naturel des choses, mais nous ne voulons pas effrayer nos lecteurs en les jetant tout de suite en pleine langue latine. Nous choisirons d'abord le plus littéraire et le plus mondain de nos exercices d'école : nous traiterons du discours.

I.

Aucun de nos lecteurs n'ignore que la classe de rhétorique dans les établissemens universitaires comporte deux espèces de discours, le discours français et le discours latin. Il est inutile que dans cette défense des études classiques nous les distinguions l'un de l'autre. Les partisans de l'enseignement réel ne font pas de distinction dans l'attaque; ils n'épargnent pas plus le premier que le second. Français ou latin, c'est le discours, genre faux par excellence, qui vicie l'enseignement tout entier, car, selon eux, l'enseignement tout entier ne serait donné depuis la sixième qu'en vue de cet exercice final. Cependant ces ennemis du discours souhaitent qu'on exerce de bonne heure les jeunes gens et même les enfans à écrire dans leur langue maternelle. Ils permettent et au besoin ils recommandent

qu'on habitue les enfans à raconter, à décrire et à analyser en de courtes compositions leurs promenades, leurs plaisirs, leurs lectures, les spectacles dont ils ont été témoins, voire leurs sentimens intimes, leurs ambitions présentes et leurs espérances d'avenir. Ils autorisent ou ils réclament, comme exercices de style, l'appréciation littéraire d'une page d'un bon auteur lue en classe, le parallèle entre deux personnages historiques, la description d'un paysage ou d'une ville, la narration, la fable, la lettre familière. Tous ces genres leur agréent, seul le discours ne trouve pas grâce devant un éclectisme aussi large. Nous ne proscrivons, quant à nous, aucun des exercices dont nous venons de faire l'énumération, lorsqu'ils sont appliqués en leur temps et avec discernement. Nous nous bornons à y préférer le discours. Pourquoi? Notre réponse peut se renfermer en deux mots : c'est que le discours est la forme la plus générale, la plus simple et la plus naturelle de l'esprit humain. On nous parle, on nous persécute d'éducation pratique, on reproche au lycée d'être trop littéraire! Eh bien! soyons pratiques. Allons d'abord et avant tout aux besoins réels de la vie. Nous voudrions bien qu'on nous fît le dénombrement des occasions où il sera absolument nécessaire à un individu quelconque de composer des fables, des narrations, des descriptions et des parallèles! Quels genres sont plus exclusivement littéraires que ceux-là? quels exercices pourraient mériter plus justement et plus complétement la critique capitale qu'on adresse à l'éducation classique de ne viser qu'à former des écrivains et des orateurs de profession? L'art de trouver une expression pittoresque, de rendre un effet poétique, de mettre en sa place un trait spirituel ou dramatique sans lequel il n'y a ni narration ni description, est un art de luxe. Au contraire ne voit-on pas que tout, en tout temps et dans toutes les conditions de la vie, aboutit au discours et à l'art de disposer des argumens qui en est le fond? Cette veuve d'un officier mort sur le champ d'honneur qui écrit à un ministre, et lui expose les droits qui découlent pour elle des services rendus par son mari use, bon gré mal gré, des formes élémentaires du discours, et cette pauvre fille, la dernière d'entre le peuple, qui se jette aux pieds de son séducteur pour le supplier de ne la point abandonner, que fait-elle? Un discours. L'une renouvelle les supplications d'Andromaque lorsqu'elle recommande ses enfans à Pyrrhus; l'autre recommence les lamentations d'Ariane ou de Didon. La société fait du discours le plus usuel des genres littéraires; la nature elle-même en a fait le plus accessible. L'éloquence ne suppose pas nécessairement la culture; on peut soutenir qu'elle est dans la plupart des hommes un don caché que rien ne viendra peut-être jamais révéler, mais que le choc des événemens peut

aussi faire jaillir au moment le plus imprévu. Sous l'empire de la passion et de la foi, il n'y a pas d'esprit si brut qu'il ne rencontre soudain les éclairs et les cris de l'éloquence la plus impétueuse, les vigueurs de l'éloquence la plus serrée et jusqu'aux secrets et aux ruses de l'éloquence la plus subtile et la plus savante. Mille et mille exemples le prouvent. Là ne sont peut-être pas encore les plus frappans avantages du discours, employé comme instrument d'éducation et comme exercice d'esprit. Ce qui lui donne à ce point de vue une valeur inappréciable, c'est son élasticité. Il admet tous les ornemens et il se passe de tous. En sa souplesse et en son ampleur, il accueille et il recherche, à titre d'auxiliaires, toutes les autres formes de composition, même les plus raffinées; on peut décrire dans le discours, on peut raconter, on peut débiter des apologues; on peut tracer des parallèles courts et saisissans, et d'autre part le discours n'a strictement besoin que de lui-même : faute de mieux, il se contente, pour se soutenir, de bonnes raisons et de sentimens sincères. Aucun genre de composition n'est moins exigeant que lui. Aucun non plus ne souffre plus aisément la médiocrité. Vous êtes de ceux à qui la pratique assidue des maîtres a fait le goût difficile; vous avez relu ce matin même, avec une admiration qui ne se lasse pas, le *Pro Marcello* et le *Discours contre Ératosthène;* vous ne sauriez décider ce qui vous plaît le plus de cette belle langue cicéronienne, qui se développe comme un fleuve majestueux, semé çà et là d'îles riantes, ou du pur et clair ruisseau de Lysias; ce que vous savez bien, c'est qu'après cette effusion, si bien ordonnée, de toutes les richesses oratoires ou après cet épanouissement achevé du talent de dire, vous ne pourriez plus supporter aucune des vulgarités habituelles du commun langage. Ainsi disposé, vous partez pour Versailles, où siége l'assemblée nationale : c'est un manufacturier de Normandie qui occupe la tribune; il traite des droits compensateurs, et il en traite dans le style qu'il peut. Quel style! quelles tournures de phrases! quelles locutions! quelle grammaire! quel accent! quelles vues! mais l'orateur improvisé est plein de son sujet, mais son sujet, c'est son usine, c'est une loi qui va l'enrichir ou le ruiner. Il n'y a ni Cicéron ni Lysias qui tienne; vous êtes d'abord intéressé, puis captivé et possédé tout entier. Au fond cependant, rien de plus mesquin ni de plus banal. En revanche, si vous veniez de lire, dans l'*Histoire du consulat et de l'empire*, le magnifique récit de l'entrée des Français à Berlin, et que ce même manufacturier, tout à l'heure éloquent, qui aura été dans la dernière guerre commandant d'un bataillon de mobiles à l'armée de la Loire, s'avisât de vouloir vous conter la bataille de Coulmiers et vous dépeindre l'arrivée de sa division sur la place

du Martroi, comme vous mesureriez en une telle matière, qui est la narration et la description, la distance d'un artiste à un fabricant de cretonnes! Plus le malheureux tâcherait de mettre de soin dans sa diction et d'ajouter de parure aux événemens dont il aurait été le témoin, plus vous seriez excédé et massacré.

Il suit de là que la prééminence donnée dans l'école au discours sur tous les autres exercices de style est un fait qui découle de la nature des choses et nullement d'une convention arbitraire. On faisait déjà des amplifications oratoires dans les écoles de Rome; on en fait dans les écoles de second ordre des États-Unis, où l'étude du latin et du grec n'a point pénétré; les derniers travaux de l'égyptologie ont établi que c'était l'exercice favori des étudians dans Thèbes aux cent portes, au temps de la dix-huitième dynastie. Il n'est donc pas besoin de recourir, comme on l'a fait, à la tradition des jésuites et aux préceptes de Quintilien pour s'expliquer que l'Université ait conservé à cet exercice une place prépondérante; l'action secrète des lois de l'entendement et les besoins intimes de la pédagogie ont produit ce phénomène, sans Quintilien ni les jésuites. Quand un genre littéraire est à la fois simple et compréhensif entre tous, quand il est la forme la plus générale, la plus élémentaire, la plus usuelle de l'esprit humain, et qu'il n'y a pas cependant de hauteurs où il ne puisse prétendre, quand il est à la portée des intelligences les plus ordinaires et qu'il n'est pas indigne des mieux douées, qu'inventerez-vous qui convienne mieux à l'éducation de la jeunesse? Les autres genres littéraires exigent de celui qui s'y applique une grande masse déjà acquise et thésaurisée de réflexions, d'images, de sensations personnelles et d'événemens. Il suffit au discours de la conception vive des quatre ou cinq idées éternelles qui dominent l'humanité et des sentimens les plus universels qui font agir les hommes. Il serait rigoureusement exact de dire que la matière de la description et de la narration, pour ne citer que ces deux genres, c'est la vie humaine et les faits concrets, dont elle est remplie, et que la matière du discours, c'est l'âme. L'âme s'éveille dans l'enfant; elle bouillonne et déborde dans le jeune homme; ni l'un ni l'autre n'ont vécu.

Les deux traits fondamentaux qui caractérisent la première jeunesse, pour laquelle l'avenir est sans limites, le passé court et presque nul, sont l'inexpérience de la vie et l'impatience de vivre. Temps heureux qui ne s'entretient que d'espérance et de rêves, mais où le rêve est d'une illumination si intense, où l'espérance a quelque chose en soi de si plein et de si vivant que, ne fût-elle jamais suivie d'aucune réalité, c'est assez pour embellir encore des âges plus tristes du souvenir de cela seulement qu'on a espéré! Le

jeune homme n'a rien et il a assez. Il a l'âme grande; il a la force dans la haine, la pureté dans l'amour, la générosité dans la colère. Il peut haïr sans mesure, parce qu'il n'y a pas de calcul méchant dans ses haines. Il aime sans retour et il se dévoue sans réserve, parce qu'il ne sait pas encore que les trahisons nous viennent souvent de ce que nous avons le mieux servi, le salut et le bienfait de ce que nous avons offensé, parce que rien ne lui a appris qu'il détestera demain ce qu'il aime aujourd'hui, qu'il aimera ce qu'il déteste, ou, ce qui est bien plus triste, qu'il deviendra indifférent à l'un comme à l'autre. Il croit à la vie et aux hommes; il leur prodigue sans compter tout ce qu'il attend d'eux et que ni les hommes ni la vie ne lui rendront. Il croit en lui; tandis que dans l'âge mûr il sera petitement mesuré à la tâche qu'il aura accomplie, il se mesure lui-même, n'ayant encore rien fait, à tout ce qu'il fera un jour, et ce qu'il fera lui semble infini. La vertu, le vice, la religion, la patrie, le bonheur, le malheur, la défaite, la victoire, sont à peu près les seules idées dont il ait la pleine possession et qui puissent se résoudre chez lui en sensations; mais le peu qu'il connaît et qu'il sent, avec quelle fraîcheur, trop vite passée, il le connaît! avec quelle candeur il le sent! avec quelle noblesse, qui sera ternie demain! Tel est le jeune homme. On le prend exactement tel qu'il est, et c'est de tout ce qu'il est qu'on fait un stimulant pour son esprit quand on l'appelle à composer des discours. Comme les maximes générales et les sentimens élementaires qui lui sont accessibles paraîtraient bientôt monotones, à cause de leur simplicité même, s'il se bornait à les exprimer en la forme subjective qui résulte de la perception personnelle et directe, comme ces sentimens et ces maximes ne se peuvent diversifier qu'en s'incarnant en des créations objectives et en des circonstances déterminées, on choisit un personnage qui appartient au domaine de l'histoire et de la poésie; on définit la situation particulière où on le place, et on le livre au jeune homme. Celui-ci compose ses discours sous le nom de ces tiers glorieux; c'est eux qu'il évoque pour interprètes; c'est par leur bouche qu'il fait passer les premières passions qui vibrent dans son âme et tout le travail d'idées qui commence à couver dans son cerveau.

Ce personnage historique que le professeur fournit à l'élève comme une matière brute et que l'élève rend au professeur, façonné à sa manière, est justement ce qui offusque le plus les ennemis du discours. Ou bien il leur fait l'effet d'un travestissement ambitieux dont se parent le professeur et l'élève pour oublier les prosaïques devoirs de leur modeste condition et pour se mettre au niveau, par une illusion malsaine de la rhétorique, des plus grandes choses et

des plus grands hommes. Ou bien il se présente à leur esprit sous les traits d'un mannequin auquel ne s'intéressent ni l'élève ni le professeur, à propos duquel l'un et l'autre suent sang et eau à exprimer des sentimens factices et à argumenter sans corps d'argumentation. L'auteur d'un livre élégant et excessif, consacré à l'instruction publique, a cité là-dessus une page vraiment lamentable d'un helléniste allemand que les devoirs écrits et en particulier le discours ont plongé, à ce qu'il paraît, pendant les années de collége, « dans l'abattement, le découragement et le désespoir, » — comme si chacun de nous n'avait pas éprouvé des désespoirs aussi terribles devant un problème de géométrie ou d'hydrostatique à résoudre que devant la difficulté de faire parler Alexandre le Grand! Faudra-t-il pour cela bannir de l'enseignement l'hydrostatique et la géométrie? Encore les écoliers que le discours précipite en ce sombre état peuvent-ils se considérer comme favorisés: ils négligent aisément ce qui les décourage, et ainsi, sous l'apparence de la lenteur et de la stérilité, ils préservent leur esprit d'habitudes funestes; les derniers au collége, ils redeviennent bientôt les premiers dans la vie. Malheur au contraire à ceux qu'a séduits le commerce des héros et la périlleuse vanité de parler sous leur nom! Ils appartiennent pour longtemps et peut-être pour toujours à un monde de convention et à la phrase. Eh quoi! ils avaient à peine atteint la seizième ou la dix-huitième année; on ne leur avait appris jusque-là que des mots, et subitement ils se sont mis à faire disserter des rois, des capitaines, des ministres, des ambassadeurs! Ils s'apprêtaient à sortir du collége au bout de quelques mois; leur grande passion était de décider s'ils se feraient ingénieurs ou forestiers, et ce qui leur convenait le mieux de la magistrature ou de l'armée, de l'industrie ou de la banque, et s'abstrayant à heure fixe de l'idée du choix d'un état, qui était le seul tourment sincère de leur esprit, ils se sont enflammés ou plutôt ils se sont donné le faux-semblant de s'enflammer pour Colbert rédigeant un beau rapport à Louis XIV sur la création de l'Académie des sciences, toutes les académies leur étant d'ailleurs fort indifférentes, et Colbert fort superflu! Ils connaissaient des sociétés anciennes ce qu'en avaient laissé pénétrer jusqu'à eux deux ou trois cents pages à peine de bons auteurs, expliqués mot à mot dans leurs classes antérieures, et, tandis qu'il a fallu un travail de trois siècles de Sigonius à Beaufort et à Niebuhr, de Niebuhr à Mommsen, de Montesquieu à La Boulaye, de Rollin à Ferguson, de Lévêque à Michelet, pour nous bien faire saisir d'une part le jeu des magistratures contraires dans Rome, d'autre part le caractère propre des lois agraires et de la lutte des plébéiens contre les patriciens, ces jeunes téméraires, excités

par un maître imprudent, n'ont pas craint de monter à la tribune aux harangues, sous le masque de Caïus Gracchus, et de résoudre, dans un entre-classe, la querelle du sénat avec le tribunat! C'est de là évidemment que vient le socialisme. C'est à cette école que le jeune homme apprend à tout trancher sans rien étudier, et à s'engager pour la vie dans une secte politique avant d'avoir jamais réfléchi sérieusement sur les conditions d'existence des monarchies modernes, avant d'avoir seulement hésité devant des problèmes sociaux qui effraient les plus grands esprits, qui embarrassent les hommes d'état les plus expérimentés et les plus instruits. C'est cette discipline qui engendre et entretient les deux pestes de notre pays, l'avocat ignorant et le journaliste déclamateur. C'est elle qui, après avoir nourri le collége de fictions, fait déborder sur la vie elle-même les fictions du collége. C'est elle enfin qui, en tout genre, produit des lettrés à l'exclusion d'érudits et de savans, des artistes à l'exclusion de gens de métier et de travail. Si la nation française, — et ce fait-là malheureusement ne saurait être contesté, — si la nation française est beaucoup plus portée que la nation anglaise, la nation allemande et la nation russe à se laisser entraîner par les mots sonores et les idées creuses, où peut être la cause du mal, si ce n'est dans l'usage scolaire de traduire à la barre d'une classe de rhétoriciens des personnages historiques, qui ne sont pour le jeune homme que des êtres de théâtre, et auxquels le jeune homme n'a rien à faire dire de substantiel ni de précis?

Voilà bien des crimes dont le discours est chargé. Ces reproches, qui ne datent pas d'hier, ne sont pas tous absolument injustes. Nous convenons que le discours est un genre de composition qui n'est ni sans inconvénient ni sans péril. Les périls sont graves avec un professeur inconsidéré ou infatué; le professeur serait dans l'éducation un agent bien inutile, s'il existait des exercices scolaires qui fussent parfaits, indépendamment du maître qui y préside. Le discours n'a pas cette vertu. Si vous voulez supposer le professeur tel qu'il doit être, tel qu'il est presque toujours dans nos établissemens universitaires, modeste et discret, dévoué à ses élèves, imbu d'opinions moyennes, serviteur réfléchi des traditions consacrées par l'expérience des siècles, aimant par-dessus tout son métier, qui est l'un des plus doux et des plus intéressans que la société puisse offrir à l'activité d'un homme de mérite, ne cessant pas de s'instruire lui-même à mesure qu'il instruit les autres, plus préoccupé d'acquérir tout ce qui lui manque encore de savoir, tout ce qui lui fait encore défaut dans l'art d'enseigner que de s'enorgueillir de ce qu'il a déjà acquis; ce maître-là, ce sage conducteur des esprits parviendra sans peine à neutraliser le venin caché dans le dis-

cours, pour ne lui faire porter que de bons fruits. Le discours est l'instrument précieux dont il se servira pour vivifier, sans les exalter, les imaginations encore toutes fraîches confiées à sa sollicitude, pour graver dans l'esprit des jeunes gens les maximes éprouvées de la religion, de la philosophie et de la politique; il ne lui sera jamais un prétexte d'agrandir une classe trop étroite en y introduisant les querelles et les passions du jour et d'éblouir ses élèves de considérations sublimes en jouant devant eux l'homme d'état au petit pied.

Nous convenons encore d'une chose avec les adversaires du discours, c'est que même l'instituteur accompli, dont nous venons de tracer le portrait, ne préserverait pas ses élèves des habitudes fâcheuses que leur peut inculquer l'exercice du discours écrit, si ceux-ci arrivaient en rhétorique, n'ayant encore fait provision, dans leurs études antérieures, que de mots, de tropes et de tours de phrase. On feint qu'il en est ainsi; nous n'acceptons pas la fiction. L'instruction scolaire a présenté longtemps le défaut d'être exclusivement littéraire et de ne rouler que sur des formes et des abstractions; mais c'est à une époque bien antérieure à la nôtre. Telle était l'instruction que donnaient les grammairiens et les rhéteurs à Rome dans l'âge des césars, telle est celle qu'on recevait en France, au dernier siècle, dans la plupart des colléges en renom, telle n'est plus, quoi qu'on en dise, l'instruction d'aujourd'hui. Contre le culte absolu de la pure rhétorique, les récriminations ont toujours été, à bon droit, énergiques et violentes; on en retrouverait le premier retentissement chez les satiriques latins. De nos jours, après avoir peint en relief minutieux le caractère oratoire de notre littérature dramatique du XVIIe siècle et l'avoir bien exagéré, après avoir rappelé que le XVIIIe siècle fut élevé avec cette littérature, un écrivain de grand esprit a soutenu sur le ton d'un axiome que Racine et Corneille aboutissaient nécessairement à Robespierre. Quand il parlait ainsi, M. Taine prêtait une forme paradoxale à la constatation d'un phénomène intellectuel indéniable. Il n'avait pas tort au fond de croire que notre littérature classique du XVIIe siècle, quels qu'en soient les mérites éminens, a pu engendrer, par une exaltation inconsciente aussi bien que par une dépravation insensible d'elle-même, les principaux types de l'époque révolutionnaire, le girondin, le jacobin, le montagnard, le babouviste, le militaire à proclamations. Le jacobin surtout pourrait être défini, en bonne histoire naturelle, un animal classique; nous le disons en bien comme en mal. Nul doute que si l'instruction secondaire était restée chez nous purement et simplement ce qu'elle était il y a cent ans, si la forme d'esprit toute littéraire et, bien souvent, puérilement littéraire, qui

dominait alors dans la société française avait continué de régner sans contre-poids, on ne dût attribuer à l'éducation comme à la littérature classique une forte part des désordres moraux qui sont passés en France de l'état aigu à l'état chronique; nul doute par conséquent que le discours tel qu'on l'entend dans nos lycées, genre classique par excellence et le premier de nos exercices scolaires, qui participe des infirmités que présente en son essence la plus pure notre littérature des deux derniers siècles, et avec celle-ci la littérature latine, ne dût être rendu principalement responsable de beaucoup de nos extravagances politiques. Pour faire ainsi le procès au discours et pour représenter nos élèves comme dépourvus de toute notion positive lorsqu'ils abordent les exercices de la rhétorique, il faut commencer par oublier l'un des faits saillans du développement intellectuel de l'époque contemporaine : la rénovation de la science historique et l'introduction dans les colléges de l'Université de l'étude méthodique de l'histoire. M. Guizot, en écrivant l'*Histoire de la civilisation en France*, Cuvier, en composant le programme des classes d'histoire et de géographie pour nos établissemens secondaires, ont opéré dans l'instruction classique et dans la tenue d'esprit des véritables lettrés une révolution bienfaisante dont les résultats étaient déjà sensibles vers le milieu du règne de Louis-Philippe. Rome républicaine, telle que l'avaient conçue Corneille et Voltaire dans leurs tragédies, telle que se l'était figurée ingénument Rollin sur le rapport de Tite-Live et de Tacite, telle que Jean-Jacques croyait l'avoir devinée à travers le Plutarque d'Amyot, Rome, mal comprise et mal sue, avait créé ce républicanisme de collége, qui de 1700 à 1800 ne cessa de gagner en violence et de perdre en pureté, et qui nous apparaît dans les discours des conventionnels tout à la fois enflammé jusqu'au délire et dégradé jusqu'à la platitude. L'ignorance à peu près complète de l'histoire de l'Europe, le dédain de l'histoire nationale, et, chose bien curieuse, la méconnaissance du rôle fécond de l'église catholique et de la papauté au moyen âge qui était assez répandue chez les meilleurs catholiques, et qu'on surprend plus d'une fois même dans les écrits d'un Bossuet, d'un Bourdaloue et d'un Massillon, avaient engendré cette philosophie politique bornée qui ne se représentait les monarques qu'à l'état de tyrans monstrueux, les prêtres à l'état de charlatans, serviteurs dévoués de la tyrannie, le moyen âge tout entier comme une masse noire sur l'horizon limpide de l'humanité. Tout cela réuni, ignorance de l'histoire moderne, vue fausse de l'histoire romaine et de l'histoire grecque, prépondérance outrée des études oratoires et métaphysiques, avait porté le goût des théories sociales à un paroxysme où le théo-

ricien, sûr de posséder les principes, supprimait les faits, les événemens, les hommes, et traitait la société comme une table rase sur laquelle il élevait son système. Ce tour d'esprit, il y a quatre-vingts ans, était général chez les classes cultivées. Vous ne le rencontrerez à présent dans l'élite intellectuelle du pays que comme une exception décroissante.

M. Gambetta lui-même, quand il traite publiquement, devant un auditoire radical, de la royauté et de l'église, peut bien proclamer que ce sont là des institutions maintenant mortes; il n'ose point contester les services rendus par elles dans le passé. C'est que M. Gambetta, comme on dit vulgairement, « a fait ses classes. » Il n'était pas rare, il y a quarante ou cinquante ans, d'entendre des hommes considérables du parti monarchique professer l'opinion que la république est une noble chimère, que, considérée en soi, elle est le gouvernement le plus conforme à la raison, qu'il est regrettable seulement qu'elle ne s'adapte pas à nos mœurs. Aujourd'hui au contraire le monarchiste soutient, et par de bons argumens, que même *a priori*, considérée en soi et comme idée pure, l'institution d'un pouvoir exécutif héréditaire offre au citoyen beaucoup plus de garanties de liberté, de prospérité et de justice que la république; il oppose sans crainte à la civilisation d'Athènes et de Rome la civilisation de l'Europe moderne depuis trois siècles. Regardez-y d'un peu près : c'est dans les nouvelles couches sociales, victimes d'un enseignement primaire mal dirigé et mal digéré, ou bien c'est dans une famille spéciale d'esprits absorbés tout entiers de bonne heure par une éducation sèchement scientifique, médicale et physiologique, que vous vous heurterez encore à chaque pas contre le personnage du républicain idéaliste et du démocrate déclamateur qui ne juge de la royauté que par l'*Histoire des crimes des rois et des reines de France*, qui regarde César comme le violateur et l'assassin d'une constitution admirable, Brutus comme le modèle de la vertu civique. Le changement qui s'est opéré dans la direction d'idées des classes libérales n'a pas produit en temps utile tous ses effets; l'accident de 1848 et la compression du 2 décembre sont venus entraver, au moment où l'on devait le moins s'y attendre, ce grand et pacifique travail de transformation intellectuelle. La transformation cependant continue. A quelques causes diverses qu'on l'attribue, l'étude de l'histoire, introduite au collége, en a été l'un des principaux agens; elle a meublé les intelligences, et elle les a équipées de notions morales qui ne sont pas seulement des figures et des abstractions, qui sont des objets concrets et solides; c'est une œuvre saine et haute, dont l'Université peut réclamer l'honneur pour le corps de ses agrégés d'histoire.

Avec l'histoire seule, dont il a parcouru le cycle entier avant d'entrer en rhétorique, l'écolier supposé docile et laborieux est déjà abondamment muni, lorsqu'il aborde le discours; mais est-ce qu'on doit compter pour rien les connaissances et les idées de toute sorte dont ses maîtres des classes inférieures n'ont pas négligé de le fournir, chemin faisant, à propos d'un thème, d'une version, d'un mot-à-mot? Est-ce que les lectures qu'il a faites pendant cinq ans ne lui ont versé dans le cerveau qu'un flot d'images et de vocables? On reproche, nous le savons, à l'enseignement universitaire, de donner trop peu de place à la lecture. Nous ne voulons pas rechercher en ce moment si le reproche a toujours été mérité et si l'insuffisance des lectures n'est pas un vice spécial à l'internat. Il nous suffit que le reproche soit fondé pour de certains momens de l'histoire universitaire et pour de certains établissemens. Nous consentons à mettre sur ce point les choses au pis. Si peu que l'écolier ait lu de livres avant la rhétorique, il en a lu cependant plusieurs qui sont excellens. De tout temps en effet, depuis 1808 jusqu'à l'heure présente, on lui a mis entre les mains les chefs-d'œuvre oratoires, dramatiques et historiques de notre littérature. L'élève interne lui-même possède des bibliothèques de quartier dont la fondation est devenue obligatoire dans les lycées depuis les arrêtés et circulaires du 12 mai 1860 et du 25 août 1861. Dira-t-on que dans Racine et Corneille, dans Voltaire et Montesquieu, dans *le Voyage du jeune Anacharsis* et dans les *Dialogues sur l'éloquence*, il y a des figures et des mots, des mots et des figures, et rien de plus? Mais nous prétendons au contraire qu'avec un maître attentif et en éveil deux ou trois seulement de nos livres de classe, les plus rebattus, le *Télémaque*, *les Mœurs des Israélites*, l'*Histoire de Charles XII*, suffisent pour promener l'enfant à travers l'espace et le temps, en des régions peuplées d'hommes et d'événemens, denses de choses, illuminées d'idées. En amassant ce trésor de faits, l'écolier n'a pas appris la science de la vie, ni l'art de vivre, il ne les apprendra qu'en vivant; il a rassemblé les matériaux palpables qu'il mettra en œuvre dans le discours; il a préparé l'étoffe précieuse sur laquelle façonneront son âme, son imagination et son jugement.

II.

Ici nous demandons au lecteur qui nous a patiemment suivis un nouvel effort de patience. Pour que notre démonstration soit péremptoire, nous sommes contraints de le prier de se remettre sur les bancs de l'école et de vouloir bien assister avec nous à tout le

détail d'une classe de rhétorique. Nous allons prendre deux ou trois sujets de discours, de ceux qu'on signale d'habitude comme plus particulièrement ridicules ou dangereux à cause du personnage mis en scène, tribun retentissant comme Caïus Gracchus, grand homme d'état comme Richelieu, ou roi de roman comme Richard Cœur-de-Lion; nous examinerons de bonne foi ce que peut contenir chacun de ces sujets, et le lecteur décidera où est le danger, où est le ridicule. Nous donnons d'abord à traiter à nos élèves le discours de Caïus Gracchus, annonçant aux plébéiens qu'il reprend les desseins de son frère. Caïus Gracchus rappelle Tibérius, massacré par les riches; il peint la misère prolongée du peuple et l'effroyable opulence des principaux de Rome; il démontre que le remède aux souffrances et aux vices qui résultent de cette disproportion des fortunes ne saurait être que dans la loi agraire; il en poursuivra l'application avec énergie, et dût-il subir le sort de Tibérius, il remerciera les dieux de mourir pour la défense du peuple et de la main de ses oppresseurs. Nous n'atténuons pas, on le voit, les écueils que peut recéler le sujet. Où est, en pareille matière, le ridicule? On nous assure que le ridicule réside en ce fait, que la question des lois agraires est l'une des plus compliquées de l'histoire romaine, et qu'un élève de rhétorique ne saurait consacrer trois mois à l'approfondir. D'accord; mais il n'a besoin de consacrer à ce travail ni trois mois, ni trois semaines, ni trois jours. Souvenons-nous qu'il a eu un professeur d'histoire, et que celui-ci a dû lui livrer, en les simplifiant et en les résumant, les dernières recherches et les dernières solutions des érudits. Si le professeur est diligent et consciencieux, — et il faut partir de ce principe qu'il l'est, il faut admettre une fois pour toutes l'excellence des professeurs ou renoncer à raisonner sur l'enseignement et l'éducation, — si le professeur d'histoire est diligent et consciencieux, il se tient au courant de la science, et il y tient ceux qu'il enseigne. Ceux-ci n'ont et ne peuvent avoir d'autre office que d'accepter les résultats tout faits qu'il leur apporte.

Où est le danger? Oh! le danger, tout le monde le sent : c'est que l'élève n'écrive une déclamation haineuse contre la richesse et l'inégalité des conditions, et, s'il se persuade de ce qu'il écrit, le voilà démagogue. Mais le professeur, encore une fois, le professeur! qu'en faites-vous? Est-ce une souche, le professeur? Il n'oubliera pas, je le suppose, de remarquer en dictant la matière combien les conditions économiques des sociétés anciennes différaient de celles qui régissent les sociétés modernes et comme ces mots, toujours terribles en leur opposition, de pauvreté et de richesse, n'ont plus aujourd'hui, grâce au ciel, le sens inexpiable qu'ils prenaient à Rome.

Ainsi, au lieu d'excitation pernicieuse, il y aura leçon salutaire. Le professeur, après cette courte observation, pourra lire en classe quelques-uns des fragmens qui nous sont parvenus des deux Gracques, où tant de douceur et de noblesse s'allie à tant de flamme et de fougue, et rapprochant de ces débris éloquens qui restent encore aujourd'hui victorieux des plus superbes chefs-d'œuvre de l'art oratoire un autre discours en son genre incomparable, la harangue scélérate de Catilina aux conjurés, pétrie, elle aussi, des larmes de la misère et des grincemens de dents de l'opprimé, il saisira l'occasion de faire sentir à ceux qui l'écoutent quelles convoitises criminelles se peuvent parer de l'amour de la justice et de la haine de l'iniquité, et que même la passion du bien et la haine généreuse du mal veulent être réglées. Après avoir averti ses élèves de la sorte, qu'il leur lâche la bride! Ils seront, s'ils veulent, démagogues pour un jour; ils écriront leur philippique à la gloire de l'égalité; ils adresseront aux riches les mêmes apostrophes que Catilina. Après tout, saint Jérôme les leur a bien adressées. « *Numquid habitabitis vos soli in medio terræ?* N'y aura-t-il sur la terre de maisons habitables que pour vous? Les campagnes ne rapporteront-elles que pour vous? Ne fera-t-on la moisson et ne recueillera-t-on de fruits que pour vous? » D'inconvénient à l'expression de pareils sentimens, pour un jour et en cette forme, nous n'en voyons pas. On n'ôtera pas du milieu d'entre nous et, malgré les ravages qu'elle peut causer, il n'est pas souhaitable qu'on en ôte la passion de l'égalité. Quand cette passion se manifesterait avec un peu d'exubérance chez un jeune homme bien né, il n'y aurait pas sujet de s'en effrayer. Ce serait le cas de se rappeler la sage maxime de Cicéron : « *Amo in adolescencia quod resecari possit!* J'aime dans la jeunesse quelque chose d'excessif que la vie et l'expérience puissent en émonder plus tard. »

Venons à un sujet plus moderne et qui transportera l'écolier dans la politique pure. Il s'agit cette fois de Richelieu. Nous chargeons nos élèves de rédiger les instructions que Richelieu adresse au marquis de Cœuvres, nommé ambassadeur du roi près les cantons suisses et commandant en chef des forces combinées de France, de Savoie, de Venise et des cantons dans la Valteline. L'année 1624 approche de sa fin; Richelieu est premier ministre seulement depuis le 12 août de cette même année. Il n'a encore attaqué directement nulle part la maison d'Autriche, ni branche allemande, ni branche espagnole; mais tandis que Ferdinand II, grâce aux victoires de Tilly et à la complaisance de la diète de Ratisbonne, ne rencontre plus de résistance en Allemagne, Richelieu lui a déjà cherché des ennemis par toute l'Europe; il a négocié le mariage de la fille de Henri IV avec le roi d'Angleterre, et il a promis des subsides aux Hollandais; il s'est engagé envers Mansfeld, qu'il a mandé à Com-

piègne, et son ambassadeur à Copenhague, Deshayes, a décidé secrètement Christian IV à préparer la guerre contre l'empereur. La Valteline est le point que choisit Richelieu pour y exécuter le premier acte à main armée de sa politique. Depuis le traité conclu le 29 avril 1621 entre Bassompierre et Philippe IV, le pape Urbain VIII occupe les quatre forteresses de ce pays. Serviteur dévoué de la maison d'Autriche, il ne remplit guère d'autre rôle en Valteline que celui de gardien des routes de montagne qui mettent en communication directe les possessions italiennes de la branche espagnole et les états héréditaires de la branche allemande. A plusieurs reprises le gouvernement français s'est plaint de l'attitude du pape, sans rien obtenir. Richelieu prend enfin le parti de déclarer les hostilités, et il écrit à notre ambassadeur à Rome le fameux billet : « Le roi a changé de conseil, et le ministère de maxime; on enverra une armée dans la Valteline qui rendra le pape moins incertain et les Espagnols plus traitables. » C'est toute la politique inaugurée par cette brève déclaration dont l'écolier aura à exposer le plan et à calculer les résultats probables en écrivant au marquis de Cœuvres sous le nom de Richelieu. Nos contradicteurs s'écrieront là-dessus : « Quel homme d'état que cet écolier! De quelle profondeur dans les conceptions ne sera-t-il pas enclin à se vanter après la débauche de haute politique où vous conviez son inexpérience! Nierez-vous pour le coup que vous formiez au collége des déclamateurs! » Étrange illusion de ceux qui parlent ainsi! ils ne voient pas que c'est eux qui se laissent emporter par la rhétorique au lieu de raisonner. Comment la somme de faits positifs dont le sujet que nous venons d'esquisser en traits rapides implique le maniement serait-elle compatible avec la déclamation! Il y a dans la politique, comme dans les sciences historiques, comme dans les sciences naturelles, deux classes bien différentes de notions et de doctrines : les faits irrévocablement acquis et les phénomènes à l'étude, — les lois dès longtemps découvertes et contrôlées et les théories qui sont encore à l'état de *postulatum*. La première classe de doctrines et de notions appartient sans conteste à l'enseignement; elle est, sous la direction d'un bon maître, matière utile et légitime d'étude pour la jeunesse, ni plus ni moins que la théorie de la circulation du sang ou la description physique de la terre. C'est seulement le reste, c'est la politique en action, celle qui se fait en ce moment même, qu'il serait puéril et funeste de transporter au collége, et qui ne serait propre qu'à former des amplificateurs fanfarons et des politiciens déclassés. Décider quelles lois il faut établir aujourd'hui dans la république et quelles vues il faut faire prévaloir au dehors, calculer sans erreur quelles seront demain les conséquences de ce qu'on fera aujourd'hui, — voilà le métier propre de l'homme d'état, voilà ce qui exige

la finesse de jugement, la longue expérience, le courage d'action et le coup d'œil de génie, voilà tout ce qu'avait Richelieu en son temps, et qu'il est fort heureusement inutile d'exiger d'un jeune homme de dix-sept ans qu'on charge de faire parler Richelieu. Pourquoi? parce que la politique de Richelieu, considérée comme objet d'étude, forme dans l'ensemble des connaissances humaines un chapitre clos; elle a opéré et produit ses conséquences immédiates dans une période terminée depuis la paix de Westphalie, ses conséquences indirectes dans une époque qui ne se prolonge pas au-delà de la paix d'Utrecht, ses conséquences extrêmes à la paix d'Amiens.

L'élève de rhétorique possède présent à l'esprit tout ce développement de faits. Quand donc nous l'invitons à revêtir le personnage de Richelieu pour composer en bonne forme l'apologie de la politique dont la guerre de la Valteline est le premier acte, nous le plaçons dans une situation fictive, mais rationnelle, infiniment plus commode que celle où s'est trouvé réellement Richelieu. Celui-ci, avec toute sa pénétration, a-t-il jamais prévu le point de grandeur où allait monter la France par le seul fait qu'il substituait à la politique et aux guerres de religion et de théologie, à la politique et aux guerres d'idée, comme on a dit plus tard, la politique d'état et les guerres d'intérêt national, la politique politique? Si grand qu'il fût, ce rêve de notre histoire pendant deux siècles était trop grand pour lui! Je supplie les adversaires du discours de considérer que notre élève, si petit qu'il soit, en sait là-dessus beaucoup plus long que Richelieu, par la raison bien vulgaire qu'il est venu au monde deux cent cinquante ans plus tard. Jugerait-on outrecuidant que ce même élève examinât des théorèmes sur la pesanteur auxquels Aristote n'a jamais pensé? Il n'a pas assurément la vaste intelligence d'Aristote; mais il connaît les lois de la chute des corps et quantité d'autres choses en physique, en chimie, en histoire naturelle, dont Aristote ne se doutait point. Par rapport à Richelieu, par rapport à tous les grands hommes de l'histoire et de la politique, il est placé exactement sous la même perspective et dans les mêmes conditions que par rapport à Aristote et à tous les grands hommes de la science.

L'expérience personnelle et l'invention personnelle lui manquent; mais les siècles ont travaillé, expérimenté et inventé pour lui. A travers cette Valteline, où Richelieu, tout plein qu'il fût de la justesse de ses desseins, ne voyait peut-être qu'une communication à couper entre l'empereur et le roi d'Espagne, et tout au plus, dans un lointain reculé, après bien des années d'efforts, Arras et Perpignan à conquérir, l'élève de rhétorique aperçoit sans peine la magnifique série de grands événemens, engendrés suivant une loi première et conséquens entre eux, qui de 1624 à 1800 devaient nous

livrer tour à tour l'Alsace, Strasbourg, Kehl, Philisbourg, les deux Brisach, Mulhouse, les Flandres, la Franche-Comté, la Lorraine, Bruxelles, Trèves, Mayence et Cologne. Il peut donc parler de l'œuvre de Richelieu, avec une certitude de raison qui était interdite à Richelieu lui-même. Quant à l'utilité d'un tel exercice, hélas! en regardant aujourd'hui du côté de l'Alsace et de Metz, nous serions tentés de dire : Plût au ciel que, durant ces vingt dernières années, on eût pu contraindre tous les Français à traiter une fois par semaine cette matière de collége! C'eût été un mode d'instruction obligatoire comme un autre; ils eussent peut-être appris de la sorte qu'en la notion d'état et en la notion d'équilibre avaient été les sources de leur grandeur, et que le sacrifice de cette double notion aux querelles sur la religion, les races et les nationalités serait le principe de leur ruine. Le jeune homme qui aura essayé d'écrire dans une langue précise et nourrie la dépêche que nous supposons de Richelieu ou d'autres morceaux semblables sera habitué à ne raisonner des affaires de l'état qu'à propos de faits constans et en s'appuyant sur des connaissances réelles. Ce n'est certes point là une préparation à la politique d'hypothèses et de chimères, qui, dans une société en révolution, le viendra un jour solliciter de toutes parts; c'est un préservatif contre elle, c'est la forme et la dose d'instruction politique dont tout citoyen éclairé a besoin de se munir, ne fût-ce que pour n'être jamais exposé à confondre avec le grand homme qui a écrit le fier et simple billet : « le roi a changé de conseil et le ministère de maxime, » ces Olivarez de basoche qui, à la face du monde, osent défier 400,000 soldats victorieux, s'avançant contre eux à marches tranquilles, de les faire reculer d'un pouce, et se reposent du salut de la nation sur un aussi beau défi.

Nous pourrions multiplier ces exemples; il nous serait aisé de prouver que partout les objections naissent de ce qu'on méconnaît ou le rôle actif du professeur dans sa classe, ou le caractère moral du discours, dont l'âme humaine est la principale étoffe. On se demande, par exemple, quel fruit un jeune homme de notre temps retirera des lamentations qu'il aura faites sur le sort de Richard Cœur-de-Lion captif! mais derrière Richard Cœur-de-Lion et les lamentations banales qu'il peut inspirer, il y a la société féodale tout entière et la croisade. Lorsque viendra l'heure de lire les devoirs et de les corriger, les observations les plus diverses jailliront de cette lecture : — observations littéraires sur les *mœurs* et la *couleur locale*, si un élève ou deux, imitant la manière naïve de Joinville, se sont avisés d'appeler Saladin « chevalier musulman » ou « baron sarrasin; » — observations sur l'histoire, si d'autres élèves ont mis en saillie les relations courtoises qui s'étaient éta-

blies entre Saladin et Richard Cœur-de-Lion, et s'ils ont touché un mot de l'adoucissement des rapports entre les populations musulmanes et les populations chrétiennes, résultat si imprévu et pourtant si naturel des croisades; — observations sur la marche des idées et les révolutions du sentiment, si, comme il est probable, à propos de ces relations adoucies, le mot « d'humanité » est tout à coup prononcé dans la classe. Le professeur ne manquera pas d'abord de dire d'une manière absolue que l'idée « d'humanité » n'a été conçue que de nos jours; puis il se ravisera et se reprendra. Si cette idée ne s'est bien dégagée que de nos jours, encore apparaît-elle, par éclairs, à des époques diverses. Il répétera l'*homo sum* de Térence, il contera deux ou trois traits significatifs, recueillis dans Joinville ou en d'autres chroniques de la croisade; il songera peut-être à l'un des chefs-d'œuvre du théâtre européen, *le Prince Constant*, où Calderon a mis en présence des chrétiens et des Maures, et si, à la classe suivante, il a le temps d'en lire quelques scènes, ses élèves surpris entendront un poète catholique et espagnol, contemporain ou à peu près des évêques Jean de Ribera et Bernard de Sandoval, dont les sauvages doctrines entraînèrent en 1609 l'extermination des Maures d'Andalousie, développer dans un langage resplendissant des maximes de tolérance et de fraternité universelle qu'ils croyaient dater de Voltaire, de Rousseau, de Lessing et de Goethe. Que de perspectives en un moment! L'écolier qui aura fait parler Richard Cœur-de-Lion captif aura-t-il perdu son temps? Aura-t-il vécu dans un monde qui lui soit si étranger, dans une humanité si différente de la sienne et qui lui soit fermée? Ici ceux qui se raillent ne se sont pas souvenus de l'existence du professeur. Ils oublient l'unité de la nature humaine lorsqu'ils se plaignent qu'on travestisse en rois de jeunes écoliers pour leur faire composer un mauvais discours, ou qu'on leur donne la fâcheuse habitude de vivre en imagination dans le commerce des souverains et des princes, eux qui ne doivent être un jour que de très simples bourgeois. Où est, je vous prie, le travestissement? Il n'y a pas, que nous sachions, une nature royale, distincte de la nature humaine.

Pour grands que soient les rois, ils sont ce que nous sommes.

De même qu'ils n'ont pas une autre manière de digérer et de prendre la fièvre que le commun des hommes, de même ils n'ont pas la propriété de craindre et d'espérer, de jouir et de souffrir, d'aimer et de haïr autrement que nous. Il en résulte qu'un écolier de rhétorique n'habite pas des précipices si reculés, au-dessous des plus illustres potentats, et qu'il peut très bien se figurer quels ont dû être dans une situation donnée les sentimens d'Alexandre, de

Charles-Quint, de Frédéric Barberousse, de Dioclétien, de Pierre le Grand, de Gustave Wasa et même d'Aureng-Zeb et de Thamas-Kouli-Khan. D'ailleurs est-ce qu'on a la prétention de proscrire les rois de l'éducation? Ce serait une idée comique et d'une exécution difficile. Quand même on abolirait le discours, l'élève de rhétorique n'éviterait pas pour cela le commerce, qu'on juge si périlleux pour lui, des têtes couronnées; il les retrouverait dans ses leçons d'histoire, dans les tragédies qu'il traduit du grec, de l'anglais ou de l'allemand, et jusqu'à l'Opéra où on le conduit quelquefois le dimanche. En vérité, des objections pareilles sont à peine sérieuses.

III.

Supposons le discours retranché de nos exercices scolaires; que propose-t-on de lui substituer? Huit ou dix genres de composition, que le bon sens commande d'admettre à titre accessoire et pour la variété de l'enseignement, mais dont pas un, s'il usurpait le rôle principal, n'offrirait les avantages et les facilités du discours. Il y a d'abord la fable. L'amitié naturelle qui existe entre l'enfance et les animaux y prépare assez bien de jeunes écoliers; ils y déploieront une certaine grâce naïve et une certaine agilité d'invention qui sont le charme de leur âge. Le malheur est qu'à la cinquième ou à la sixième fable, n'ayant pas le génie de La Fontaine dans un genre ingénu qui ne se soutient que par la diversité exquise des détails et de la diction, ils tomberont vite dans la puérilité et le baroque. Il y a le parallèle, le portrait et le jugement historiques. Cet exercice utile est impliqué dans nos classes d'histoire; sous le régime du plan d'études de 1852, il était devenu habituel et obligatoire. Ce fut une des idées spécieuses de M. Fortoul de faire « des compositions historiques, » un véritable exercice littéraire qui commençait dès la quatrième et se continuait jusqu'en rhétorique. L'essai n'a guère réussi; ces sortes de devoirs péchaient presque toujours également par défaut de substance et par défaut d'agrément. L'expérience a ainsi établi qu'il est beaucoup plus difficile à un élève de troisième de tracer le portrait d'un homme illustre qu'à un élève de rhétorique de composer ses discours. Il y a la narration et la description. Tantôt c'est quelque narration célèbre tirée d'un historien classique, qu'on lit aux élèves, et qu'on les invite à reproduire. Tantôt c'est une narration familière dont on leur esquisse le cadre, afin qu'ils aient à le remplir.

Le premier de ces deux exercices, trop souvent renouvelé, dégénère en simple effort de mémoire, ou bien ce n'est plus que la lutte impertinente et stérile de l'inexpérience avec un chef-d'œuvre qu'elle prétend égaler. Le second n'a pas un très vaste domaine.

Quand vous aurez utilisé l'éternel Conaxa, cher aux pensionnats de demoiselles, le lion fortuné d'Androclès, l'avare enfermé dans son trésor et mourant de faim sur ses piles d'écus, et d'autres histoires d'almanach, — quand vous y aurez joint huit ou dix sujets fournis par de bons auteurs, l'aventure de l'émigré Chavan d'après Charles Nodier, la Nuit du jour de l'An, d'après Jean-Paul Richter, Mateo Falcone d'après Mérimée, le Concert à Lausanne d'après Jean-Jacques, le combat de Lysimaque et d'un lion d'après Montesquieu, vous toucherez à la fin de vos ressources. Les sujets pour la description ne sont pas non plus inépuisables. Ferez-vous décrire à vos élèves une tempête en mer? Les deux tiers d'entre eux n'ont jamais vu que la rivière qui passe au bout de leur petite ville; ils seront ici bien plus dans le factice et le convenu que s'ils faisaient parler Richard Cœur-de-Lion ou Richelieu. Leur demanderez-vous le tableau d'une bataille? Si c'est une bataille en général, la bataille pour la bataille, quel tableau singulier qui ne représentera rien que l'archétype bataille! Et s'il s'agit d'une bataille arrivée et nommément spécifiée, Cannes, Zama, Arbelles, Rocroi, Denain, admirez votre inconséquence; vous taxez de fatuité l'élève de rhétorique qui se mêle de composer l'ordre du jour d'Alexandre à ses soldats avant la bataille d'Arbelles, et vous trouvez tout simple qu'il décrive et raconte la bataille elle-même! Cependant pour composer l'ordre du jour d'Alexandre, le jeune homme n'a besoin de mettre en œuvre qu'un petit nombre de faits de lui connus, et d'idées que son esprit lui suggère sans effort : rappeler les succès antérieurs, l'Asie-Mineure enlevée en passant, *Granicum amnem, Ciliciæque montes, et Syriam Ægyptumque prætereuntibus raptas*, opposer à cette foule désordonnée de barbares dont s'est formée à la hâte l'armée persane la belle discipline et l'armement redoutable des Macédoniens, conclure en montrant aux timides l'impossibilité de la retraite. Pour décrire la bataille d'Arbelles au contraire, l'écolier sort des limites de son expérience et de son savoir. Un tel récit n'aura d'intérêt que si l'on expose à fond l'ordre de la bataille, si l'on essaie de faire comprendre les manœuvres d'Alexandre et celles du généralissime persan, si l'on énumère en leur place les frondeurs, les archers, les chars à faux, les éléphans, si l'on nous explique l'équipement et les qualités militaires de la phalange, de l'infanterie grecque au service de Perse, de la cavalerie indienne qui faillit dérober la victoire à Alexandre. Un Grote aurait de la peine à réunir avec une précision suffisante tant de circonstances diverses; un élève de rhétorique n'y peut pas songer; tous ces détails lui manquant, que fera-t-il? Ce qu'on le plaint mal à propos de faire avec le discours, une amplification vide et enflée.

Que dire maintenant de l'appréciation littéraire d'une belle page

de prose ou de poésie, qui est aussi l'un des exercices nouveaux qu'on nous vante? Il est bon de demander quelquefois de ces sortes d'appréciations aux jeunes gens, surtout oralement. Il serait bien déraisonnable de faire de l'appréciation littéraire écrite un exercice habituel. Ce n'est pas que la critique soit plus malaisée que l'art, elle exige des qualités qui s'épanouissent de moins bonne heure; on a vu des orateurs et des poètes à vingt-cinq ans; mais des critiques à dix-huit! Et encore une fois, qu'est-ce qu'il y a qui soit plus du métier d'écrivain que la critique? Et vous qui reprochez à l'éducation du collége la production surabondante de lettrés dont elle inonde la société, c'est vous qui recommandez, comme matière journalière de travail au collége, la critique *ex professo!* Que dire enfin des lettres familières! Parmi les moyens qu'on a imaginés de soustraire les enfans à la convention et au factice, c'est celui dont on paraît le plus ravi. Les enfans n'auront qu'à raconter en de courtes épîtres les événemens, les chagrins et les joies de leur vie, quoi de plus facile! En effet, l'idée est heureuse; mais qu'est-ce que les événemens de la vie d'un enfant? c'est son entrée au collége, une promenade à la campagne, un voyage de vacances, et après? Ce qui reste après, ce sont les réalités douloureuses dont notre destinée à tous est semée, la ruine d'un père, la maladie d'une mère, la mort d'une sœur; la belle matière à développer en classe! On demande du réel; hélas! le réel est trop réel!

Notre démonstration a été longue; nous osons croire qu'elle est complète et décisive. Aucune des formes de composition littéraire qu'on nous offre ne remplace le discours, et le discours, qui les peut embrasser toutes en son cadre à la fois défini et large, tiendrait au besoin la place de toutes. Les hommes de sens et de savoir qui se sont avisés de prononcer la condamnation absolue du discours ne peuvent pas ne pas discerner clairement l'insuffisance des exercices scolaires qu'ils prétendent y substituer. D'où vient donc leur antipathie pour le discours? Nous craignons que le discours ne soit leur victime expiatoire, les humanités forment le véritable objet de leur répugnance; ils n'ont peut-être pas assez de résolution d'esprit pour s'avouer à eux-mêmes qu'ils les veulent retrancher de l'éducation, c'est pourtant à ce but qu'ils tendent. Comme le discours leur paraît à la fois la mise en œuvre suprême et le résumé de l'éducation par les humanités, ils trouvent plus commode de s'en prendre à lui. Cette pièce principale une fois arrachée de l'édifice, tout le système de l'enseignement classique tombera insensiblement et de lui-même. Après qu'ils l'auront ruiné, que feront-ils? Ils mettront à sa place les langues vivantes, les mathématiques, l'histoire, la géographie, la grammaire comparée, les sciences naturelles. Tout cela pourra être l'instruction, le savoir et

l'érudition; tout cela ne sera pas la culture. Ils fonderont des institutions d'enseignement technique, réel, commercial, industriel, philologique. Tout cela ce sera des écoles, ce ne sera pas ce qui s'appelle par excellence : l'école.

Si l'on nous demandait à quoi servent les humanités, nous répondrions sans embarras : à rien. A ne considérer que l'utilité pure, on flatte encore les humanités et on les surfait lorsqu'on les accuse de n'être propres qu'à fabriquer des écrivains et des orateurs. Elles ne sont pas même propres ni nécessaires à cette fabrication spéciale. D'Hérodote à Périclès, les Grecs ont atteint le point de perfection dans l'art d'écrire et de parler, et certes ils n'avaient pas fait leurs études. Il ne chôme pas d'autre part sous nos yeux d'humanistes et de lettrés fort distingués qui ne seront jamais capables de composer un ouvrage, encore moins de devenir orateurs; mais alors, direz-vous, qu'ai-je besoin des humanités et des lettres pour m'établir en ce monde et m'y pousser en quelque carrière que ce soit? Vous n'en avez aucun besoin. Vous n'avez pas non plus rigoureusement besoin pour cet objet de n'être pas difforme. On voit tous les jours des bossus ou des cagneux, qui sont éminens dans la profession qu'ils ont embrassée, et qui y forcent la fortune. Le beau n'en reste pas moins le beau. La beauté, qui n'est pas une faculté utile comme la force, la santé et l'intelligence, la beauté n'en garde pas moins son prix et son pouvoir. Là est le vrai nœud de la question qui nous occupe. Y a-t-il une beauté morale? a-t-elle du prix par elle-même? Doit-elle être, peut-elle être le fondement et la fin de l'éducation, supposée parfaite? Aristote a remarqué le double rôle que jouent dans notre existence, selon les âges, le beau et l'utile. Dans la vieillesse, nous sommes enclins à préférer l'utile au beau, parce que le beau n'est bon qu'en soi, tandis que l'utile est bon pour nous-mêmes. L'homme fait, s'il est bien équilibré, goûte le beau sans oublier l'utile. La jeunesse méprise l'utile, parce qu'elle ne connaît rien des exigences de la vie; elle n'aime, elle ne cherche que le beau. Il s'agit de savoir s'il est expédient à la société que, de ces deux élémens de la vie humaine, l'éducation publique supprime précisément le plus noble, et s'il est salutaire à l'état que tous les individus d'un même pays soient formés indistinctement, dès le premier âge, pour et par l'utile, c'est-à-dire pour et par un métier. Il s'agit de savoir ce que deviendraient chez un peuple la civilisation et la vertu elle-même, s'il ne s'y trouvait pas une classe d'hommes suffisamment nombreuse qui fût élevée de bonne heure comme si elle devait toujours avoir pour profession unique la garde de la civilisation et le culte de la vertu. Nous avons dit que les humanités ne tendent à aucun objet déterminé;

elles tendent seulement à façonner une manière d'être générale, plus polie, plus honnête, plus vertueuse, qui distingue tout de suite l'homme qui a reçu une bonne éducation classique et qu'on n'apprécie nulle part plus vivement que là où on ne la rencontre pas. Un peuple, même prospère et puissant comme les États-Unis, où les humanités et les lettres tiennent une place minime dans l'éducation de la généralité des citoyens, un écrivain comme Jean-Jacques Rousseau, qui a reçu de la nature et de ses propres efforts l'éloquence et la poésie, mais qui ne s'est pas formé sous la discipline traditionnelle du collége, à plus forte raison d'honnêtes gens et des gens de mérite, montés au premier rang dans leur métier, sans autre bagage que l'instruction spéciale à ce métier, frappent l'observateur par nous ne savons quelles lacunes indéfinissables, d'autant plus choquantes que leur mérite et leurs talens sont plus rares. Il manque à leur esprit des ouvertures et à leur âme des générosités, toute sorte de vues et de sensations, qui ne sont rien et qui sont tout, leur sont irréparablement fermées; ils ont beau produire de grandes œuvres ou accomplir de belles actions, on ne les sent pas eux-mêmes au niveau de ce qu'ils font de grand, on ne les sent pas les pareils de ceux qui ont été grands avant eux. Dans la société des âmes et des esprits, leur situation paraît aussi fausse et aussi gauche que celle d'un parvenu dans le commerce du monde; les héros et les dieux, qu'ils n'ont pas fréquentés dès la jeunesse, ne les reconnaissent pas pour être des leurs.

Rien ne montre mieux la haute valeur d'une éducation générale qui précède l'instruction professionnelle et ne s'y subordonne pas, qui n'ait d'autre objet que de former au jeune homme une âme libérale, un esprit orné et nourri, un jugement droit. C'est le beau, qui n'empêchera point l'utile de venir plus tard. Pour cette œuvre de choix, on n'a pas découvert encore et on ne découvrira pas d'instrument plus efficace que les humanités et les lettres. Nous prisons, autant qu'on doit le faire, tout ce qui est du domaine de l'intelligence et du génie, sciences naturelles et historiques, sciences mathématiques, économie, statistique, philologie, archéologie et le reste; mais les nombres et leurs abstractions, la géométrie et ses déductions, les sciences naturelles et leurs classifications, l'histoire et ses phénomènes, la logique même et ses lois, ne sont que des parties de l'homme et de l'entendement humain. Les humanités et les lettres sont l'homme lui-même; pour leur enlever l'éducation, il faudrait commencer par ôter l'homme de l'homme.

J.-J. Weiss.

LES

VIEUX CONTEURS FRANÇAIS

TRAVAUX DE L'ÉRUDITION CONTEMPORAINE SUR LES ORIGINES DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.

I. — LES ROMANS CHEVALERESQUES. — LES QUATRE CYCLES.

Il y a tantôt un demi-siècle, un écrivain qui a laissé dans l'érudition française une trace profonde, M. Fauriel, publiait ici même sur les *Épopées chevaleresques* une étude que l'on peut regarder comme le point de départ des importans travaux auxquels ont donné lieu les origines de notre littérature nationale. MM. Ampère, Magnin, Vitet, sont venus à leur tour ouvrir de nouvelles perspectives dans les profondeurs de ce monde féodal qui a élevé si haut le sentiment de l'honneur et de la gloire militaire (1). Cette veine une fois ouverte, il s'est formé toute une école, ardente aux recherches et parfaitement initiée aux secrets du moyen âge, qui nous a rendu, par des publications de textes ou des analyses historiques et critiques, les œuvres des rapsodes français depuis le XIe siècle jusqu'aux premières années du XVe. Cette école est représentée par MM. Francisque Michel, Guessard, de La Villemarqué, Paulin Paris, Gaston Paris, Gautier, Hippeau, Meyer, d'Héricault, Moland, Michelant, de Montaiglon, et grâce à ses travaux nous connaissons aujourd'hui dans l'ensemble et le détail les nombreuses productions des trouvères de la langue d'oil. Elle a en même temps complété les belles

(1) Voyez la *Revue* de septembre, octobre, novembre 1832, janvier 1836, août 1843, juillet 1846.

et savantes études de Raynouard sur la littérature de la langue d'oc et cette brillante civilisation du midi qui a donné dans l'espace de deux siècles plus de trois cent cinquante poètes.

Les *chansons de geste* (1), que l'on désigne aussi sous le nom de poèmes ou romans chevaleresques, tiennent le premier rang dans l'histoire littéraire du moyen âge. Nés des chants populaires et enfermés d'abord dans un cadre fort étroit, ces poèmes ont été sans cesse en se développant. De nouveaux récits sont venus s'ajouter aux récits primitifs; ils ont formé des *branches*, parce qu'ils étaient comme des rameaux greffés sur le même tronc, et ces branches elles-mêmes ont formé des cycles, parce qu'elles embrassaient comme dans un cercle les événemens d'une même période ou la vie d'un même personnage, autour duquel venaient se grouper tous ceux qui, de près ou de loin, s'étaient associés à sa fortune, et des héros imaginaires créés par la fantaisie des conteurs. Nous avons eu ainsi les *cycles de Charlemagne*, — *des croisades*, — *de la Table-Ronde* et *de l'antiquité*, auxquels il faut ajouter quelques poèmes relatifs à l'histoire particulière des fiefs et des provinces, tels que *Hervis de Metz* et *Garin le Lohérain*.

Le *cycle de Charlemagne*, le plus ancien et le plus nombreux de tous, comprend non-seulement la jeunesse de ce grand homme, ses guerres, ses voyages et sa mort, mais même sa résurrection (2). Il se subdivise en une quarantaine de branches, qui donnent plusieurs centaines de mille vers, et dans lesquelles figurent Roland, Aspremont, Ogier le Danois, les douze pairs, Fierabras, Gérard de Roussillon, Gui de Nanteuil, Berthe aux grands pieds, Huon de Bordeaux, Renaud de Montauban, Jean de Lanson, Désier, Yon de Gascogne. Les romans de cette série sont avant tout une glorification de la grande féodalité, telle qu'elle s'était constituée sous les premiers Capétiens.

Le *cycle de la Table-Ronde* appartient par la donnée première à l'histoire d'Angleterre; il a pour principal héros Arthur, *penteyrn* ou chef des Bretons insulaires, qui lutta avec un grand courage contre les invasions saxonnes. Après avoir fait subir aux étrangers de sanglantes défaites, il fut tué vers 542, sans que l'on ait jamais pu retrouver son corps. Une partie de ses sujets abandonnèrent leur pays plutôt que de se soumettre au joug de la conquête. Ils vinrent se fixer dans l'Armorique, et pendant de longues années ils atten-

(1) Le mot de *geste* est pris ici dans le sens de faits, d'actions (*gesta*). On disait la *geste du roi*, comme on dirait aujourd'hui *les actions du roi*.

(2) Voyez M. Gaston Paris, *Histoire poétique de Charlemagne*, Paris 1865; 1 vol. in-8°. La collection du *cycle de Charlemagne* a été commencée en 1859; elle devait former quarante volumes publiés sous les auspices du ministère de l'instruction publique.

dirent son retour en célébrant ses exploits dans des chants qui se popularisèrent à l'ouest et au nord de la France, et se transformèrent en épopées. On lui attribua la fondation d'un ordre de chevalerie dont les membres, choisis parmi l'élite des preux, se réunissaient autour d'une table qui indiquait par sa forme ronde qu'ils étaient tous égaux entre eux comme les rayons d'un cercle. Ces chevaliers devinrent à leur tour le sujet d'épopées nouvelles; ils se groupèrent autour d'Arthur comme les douze pairs autour de Charlemagne, et le récit de leurs aventures forma un nouveau cycle qui porte la profonde empreinte de sa double origine (1) : les traditions bretonnes s'y mêlent aux traditions de la féodalité française. On y voit figurer, comme le dernier représentant de la mythologie celtique, l'enchanteur Merlin, le fils de l'incube, le prophète de la revanche des Bretons, qui unit à la piété d'un moine la galanterie d'un poursuivant d'armes, les instincts sauvages d'un Celte, la science d'un clerc, la puissance surnaturelle d'un sorcier. Morgane, la reine du pays d'Avallon, le paradis des fées, sort comme Vénus de l'écume des flots; maître Rigaudin de Galles, le Vulcain de la chevalerie, forge pour le fils d'Uter Pandragon des armures impénétrables à l'acier le mieux trempé; la belle Esmérée, la fille du roi Gringars, changée en guivre par un abominable maléfice, fascine au milieu des ruines de la *cité Gastée* le valeureux fils de Gauvain; le roi Ban, le roi Bor, le roi Loll et le roi Léodagan se disputent la couronne du pays de Galles; les dragons blancs et les dragons roux, symbole des Bretons et des Saxons, se livrent sous la terre des combats acharnés qui font trembler les vieilles tours sur leur base. Lancelot, Ivain, Tristan, Perceforet, courent les aventures de guerre et d'amour, tandis que d'autres traversent les mers et les montagnes pour rechercher le saint Graal, ce vase trois fois sacré dans lequel le Sauveur avait, dit-on, mangé l'agneau pascal lorsqu'il célébra la cène avec ses disciples, et que Joseph d'Arimathie avait perdu pendant un voyage qu'il fit en Angleterre pour y annoncer l'Évangile.

Les souvenirs de la Table-Ronde sont toujours vivans dans la Bretagne; les derniers échos de la langue gauloise se sont prolongés à travers les siècles sur cette terre de granit recouverte de chênes,

(1) Possidonius, le philosophe d'Apamée de Syrie, qui parcourut la Gaule quelques années avant notre ère, nous apprend qu'aux jours de festins et d'apparat les habitans de cette contrée se réunissaient autour d'une table ronde, et que, le repas terminé, ils se livraient à des joutes guerrières. Ne peut-on pas voir dans ce fait l'origine de la table chevaleresque d'Arthur, et les joutes guerrières de nos barbares aïeux ne présentent-elles pas avec les tournois une analogie remarquable? Telle est d'ailleurs la persistance des traditions, que dans le XVIIe siècle les chevaliers de la Table-Ronde passaient encore pour des personnages historiques, et que l'on publiait leur généalogie et leur blason.

comme l'appelle un de ses enfans. *Cette veuve celtique* n'a point donné sa main dans un hymen adultère aux hommes de race étrangère que le flot de la conquête a poussés sur ses landes hérissées d'ajoncs et ses grèves orageuses; elle se souvient des cours plénières de Clarion, du roi Arthur, qui les présidait assis dans un fauteuil de joncs verts, les pieds sur un tapis de drap aurore, les coudes appuyés sur un coussin de satin rouge; elle sait où s'élevait la tour dans laquelle Viviane, la fée des bois, avait enfermé Merlin; les nains velus et bossus y dansent encore pendant la nuit autour des pierres druidiques, et si vous passez dans la forêt de Rennes, dernier débris de la forêt de Brocéliande, on vous montrera la fontaine qui arrosait le perron de Bennanton.

Le *cycle des croisades*, ainsi que le mot l'indique, se rapporte aux guerres saintes et aux aventures plus ou moins vraies ou vraisemblables dont elles ont été l'occasion. A part les magiciens et les chevaux sarrasins, qui ne sont point étrangers à la science des sortiléges, et qui devancent dans leur course le vol de l'hirondelle, les romans de ce cycle suivent d'assez près les traditions historiques. Le merveilleux qui s'y rencontre en quelques pages est avant tout emprunté à l'Orient, et leur plus grand mérite, c'est d'avoir inspiré le Tasse, car le chantre d'Armide, comme le héros de Cervantes, professait pour les livres de chevalerie une admiration très vive; il en faisait sa lecture favorite, et *la Jérusalem délivrée* est tout entière en germe dès le XIIIe siècle dans la *Chanson d'Antioche* et la *Chanson de la prise de Jérusalem.*

Le *cycle de l'antiquité* ne diffère des trois autres que par les noms des lieux et des personnages, car les auteurs des romans d'*Énéas* ou d'*Alexandre*, du *Siége d'Athènes* ou du *Siége de Troie*, n'interrogent l'histoire grecque ou romaine que pour l'accommoder au goût de leur temps. Ils tranforment les héros des âges antéchrétiens en chevaliers errans; ils les affublent de la cotte de mailles et du casque à ventail, blasonnent leur bouclier, et les engagent dans des aventures qui font souvenir de Chevillard. C'est ainsi qu'Alexandre le Grand, avant de partir pour la conquête du pays des Auxidraques, voulut savoir ce qui se passait au fond de la mer, et s'y fit descendre dans une lanterne éclairée par des lampes, à la grande surprise des poissons, gros et petits, qui venaient en foule nager autour de lui. Il voulut de même inspecter la voûte du ciel, et pour accomplir son voyage aérien il monta dans un grand panier attelé de griffons, auxquels il présenta un morceau de viande attaché au bout d'une perche; ceux-ci pour saisir la viande s'élevèrent dans les airs jusqu'au moment où ils vinrent se heurter contre le firmament, espèce de voûte en verre bleu où les étoiles sont fixées

comme des clous d'or dans une tapisserie. Le héros macédonien toucha du doigt cette voûte splendide. Quand il l'eut examinée à loisir, il tint sa perche baissée, et les griffons, pour saisir la viande comme ils l'avaient fait en montant, redescendirent à tire-d'aile vers la terre. Les personnages les plus illustres de l'antiquité subissent tous la même dégradation. Virgile est transformé en une espèce de bohème qui devient amoureux de la fille d'un boulanger de Caen. Celle-ci lui donne rendez-vous dans sa chambre et le fait placer pendant la nuit dans le panier qui sert à monter extérieurement les farines. Quand le panier est arrivé à la hauteur du premier étage, elle en fixe la corde, et le poète jusqu'au lendemain reste suspendu sur sa route aérienne, en butte aux railleries des bourgeois, tout étonnés de trouver dans une situation pareille l'homme qu'ils avaient pris pour l'un des sept sages de la Grèce.

La littérature chevaleresque était née avec la féodalité; elle disparut avec elle. Malgré l'imperfection de la langue, l'absence de goût et de mesure, l'absurdité de certaines inventions, la perpétuelle répétition des mêmes faits, cette littérature offre çà et là de réelles beautés. Il en sort un souffle parfois puissant; on y rencontre en bien des pages des traits saillans de vérité pittoresque, de grandes pensées et de grandes images. Cependant des centaines de mille vers consacrés aux exploits de Charlemagne, de Roland, d'Arthur, des douze pairs, des neuf preux, des Amadis et des quatre fils Aymon, il n'est rien entré dans la formation définitive de la poésie française, et il devait en être ainsi, car la littérature chevaleresque n'avait aucune racine dans le monde réel.

II. — LES ROMANS D'AVENTURES.

A côté des romans en vers, où se résume dans sa plus haute expression l'idéalisme du moyen âge, nous rencontrons les romans d'aventures, qui se rapprochent par certains côtés de ces poèmes et par d'autres de nos romans modernes. Tout en faisant encore une large part à la fiction, ils s'inspirent en bien des points de l'observation de la vie réelle et de l'analyse des sentimens et des passions. Tels sont entre autres les romans de *Flamenca* (1), de *Cristal* et *Larie*, d'*Amadis* et d'*Idoine*, que l'auteur place parmi les merveilles du monde, parce qu'elle est bonne, fidèle et discrète, — de *la Violette*, du *Roi Flore et de la Belle Jeanne*, qui a fourni à Shakspeare le type de Cymbeline, — du *Petit Jehan de Saintré* et de *la Dame des belles cousines*, — du *Très chevalereux comte d'Artois*, — d'*Amis et d'Amiles*.

(1) Le roman provençal de *Flamenca*, l'un des plus ingénieux que nous ait légués le moyen âge, a été publié par M. Paul Meyer, 1 vol. in-8°; Paris 1865.

L'amour conjugal a fourni le sujet du *Très chevaleureux comte d'Artois*. Ce vaillant chevalier avait épousé une femme jeune et jolie qu'il aimait tendrement; mais elle ne pouvait lui donner d'héritier. Menacé de voir s'éteindre sa race et son nom, il résolut, pour se distraire et se consoler, de courir le monde en cherchant aventure, et fit serment de ne point rentrer dans son comté et de ne point revoir sa femme « jusqu'à ce que trois choses qui sont comme impossibles soient advenues : » la première, qu'il eût un fils de sa femme et qu'il en fût le père sans qu'il s'en doutât le moins du monde, — la seconde, qu'il eût donné à sa femme son meilleur cheval, sans savoir que c'était à elle qu'il le donnait, — la troisième, qu'il lui eût donné son plus beau diamant à la même condition. Après avoir fait part à la comtesse de cette résolution étrange, il se mit en route, marcha droit devant lui, « adoucissant les furieux, humiliant les orgueilleux, apaisant les discordés, » et, plus heureux que le héros de la Manche, menant à bonne fin une foule d'aventures plus extraordinaires les unes que les autres.

Pendant ce temps, la comtesse sa femme s'était mise à sa recherche, dans l'espoir de le relever de son serment en faisant advenir les trois choses impossibles. Après de longs voyages, elle le retrouva en Espagne, et se mit à son service sous le nom de Philipot, en se déguisant si bien qu'il n'eut garde de la reconnaître. Elle ne tarda point à gagner ses bonnes grâces par ses prévenances et les soins dont elle l'entourait. Il se sentait attiré vers elle par un charme dont il ne pouvait se rendre compte, et lui confiait toutes ses pensées.

— Philipot, lui dit-il un jour, tu me vois triste et abattu; sais-tu pourquoi? C'est que la fille du roi de Castille m'a navré d'amour. Je ne sais que faire pour me mettre en grâce avec elle, et si tu pouvais décider cette beauté si haut assise à me prendre à merci, je ferais pour toi plus que pour un frère, et, quelque chose que tu me demandes, je ne te la refuserais pas.

La comtesse sut habilement profiter de l'occasion. Elle fit ses confidences à la gouvernante de la fille du roi de Castille, qui la seconda de son mieux dans l'accomplissement de son projet, et quand les trois choses impossibles furent accomplies, elle quitta l'Espagne pour se rendre en Artois sur le cheval que son mari lui avait donné sans savoir qu'elle était sa femme. Lorsqu'elle fut de retour dans la ville d'Arras, elle informa le très chevaleureux comte de la ruse qu'elle avait employée pour le relever de son serment. Celui-ci se hâta de revenir en France. Les deux époux, bénis de Dieu et chéris de leurs vassaux, passèrent tranquillement le reste de leurs jours dans leurs domaines, et, comme l'homme aux quarante écus, ils laissèrent une nombreuse postérité. La comtesse

d'Artois rappelle en bien des points *Mademoiselle de Belle-Isle*, et l'analogie entre la comédie d'Alexandre Dumas et le roman du XIVe siècle est des plus frappantes. Y a-t-il eu imitation ou rencontre fortuite? Dumas, comme Molière, a-t-il pris son bien où il le trouvait? Nous ne saurions le dire; mais, s'il y a eu simplement rencontre, il faut convenir que les jeux du hasard sont pour le moins aussi singuliers que les jeux de l'amour.

Le roman d'*Amis et d'Amiles* repose sur un fait historique (1). Deux vaillans chefs de l'armée de Charlemagne, remarquables par leur ressemblance et liés depuis leur enfance par une étroite amitié, avaient été tués pendant la guerre de Lombardie, au combat de Mortere. L'église lombarde, opprimée par Didier, consacra la mémoire des deux guerriers morts pour sa cause; elle rédigea leur martyrologe : *la Vie des saints martyrs Amis et Amiles*. Les conteurs s'emparèrent du martyrologe, comme Corneille s'est emparé de la vie de saint Polyeucte, et la légende des deux frères d'armes fit le tour de l'Europe, car au moyen âge la littérature était comme le domaine commun de tous les peuples. Le dévoûment de l'amitié poussé jusqu'aux dernières limites du sacrifice et de l'abnégation, telle est la donnée générale du roman que l'on pourrait appeler une variante chrétienne de l'épisode de Nisus et d'Euryale. Après de nombreuses péripéties où les deux compagnons se dévouent l'un pour l'autre, Amis devient lépreux. Un ange lui apparaît pendant nuit. — Je suis Raphaël, dit-il, l'ange du Seigneur, qui vient t'apporter le remède de tes maux. Tu diras à Amiles, ton compagnon, qu'il tue ses deux enfans; tu te laveras avec leur sang, et tu seras guéri. — Il ne convient pas, répondit Amis, que mon compagnon commette un meurtre pour me rendre la santé. — L'ange lui dit : — Il faut qu'il en soit ainsi, — et il s'envola. Le pauvre lépreux ne pouvait comprendre qu'un ange fût descendu du ciel pour lui apporter un ordre aussi cruel; il en fit part à son compagnon. Alors Amiles commence à pleurer dans son cœur, et se dit en lui-même : — Amis s'est présenté devant le roi Charles pour mourir à ma place; pourquoi ne tuerais-je pas mes enfans pour lui? Il m'a gardé sa foi, pourquoi ne lui garderais-je pas la mienne? Abraham fut sauvé par la foi, les apôtres ont soumis les royaumes par la foi, et Dieu dit dans l'Évangile : « Vous devez faire aux autres ce qu'ils font pour vous. »

Amiles prit son épée, s'approcha du lit où dormaient ses enfans, se pencha sur eux, versa d'abondantes larmes et s'écria : — A-t-on

(1) Ce roman est reproduit dans *les Nouvelles françaises en prose du treizième siècle*, publiées par MM. Moland et d'Héricault, 1 vol. in-18; Paris 1856.

jamais vu un père tuer volontiers ses enfans? Hélas! hélas! mes pauvres enfans, je ne serai plus un père, je serai un cruel meurtrier. — Les enfans se réveillèrent en sentant ses larmes tomber sur eux. Ils le regardèrent en souriant, et il leur dit : — Votre sourire tournera en larmes, car votre sang innocent sera bientôt répandu. — Cela dit, il coupa leurs têtes, les replaça sur le lit en les ajustant aux corps, les couvrit comme si les enfans dormaient, et lava son compagnon avec leur sang, en prononçant ces paroles : — Seigneur Dieu Jésus-Christ, qui commandes aux hommes de garder ta foi sur la terre, et qui as guéri le lépreux par un seul mot, daigne guérir aussi mon compagnon, pour lequel j'ai versé le sang de mes enfans.

Amis fut guéri, et ils rendirent grâce à Dieu en disant : — Béni soit Dieu, qui sauve ceux qui ont confiance en lui!

Amiles habilla son compagnon avec sa plus belle robe; ils allèrent tous deux à l'église, et comme ils entraient, les cloches se mirent à sonner d'elles-mêmes. Le peuple de la ville accourut pour savoir comment elles sonnaient ainsi miraculeusement.

L'heure de tierce était déjà passée, et le père et la mère ne s'étaient point rendus près des enfans; mais le père soupirait souvent, et la comtesse les demandait. Le comte lui dit : — Laissez-les dormir. — Il entra tout seul en leur chambre pour pleurer sur eux; mais il les trouva jouant sur leur lit. On voyait seulement sur leur cou, à l'endroit où l'épée l'avait tranché, comme un petit fil rouge. Il les prit dans ses bras pour les porter à leur mère.

Peu de temps après le miracle de la résurrection des enfans et la guérison d'Amis, le pape Adrien envoya des messagers à Charlemagne pour implorer son secours contre Didier, roi des Lombards. Quoique l'empereur Charles eût une armée très nombreuse en Lombardie, Didier ne craignit point de marcher contre lui avec des troupes bien inférieures en force, car là où il avait un prêtre, Charles avait un évêque; là où il avait un chevalier, Charles avait un prince; là où il avait un homme de pied, Charles avait un duc ou un comte. On se battit trois jours; un grand nombre de guerriers furent tués ainsi qu'Amis et Amiles. La reine, saint Albin, évêque d'Angers, et plusieurs autres évêques et abbés conseillèrent à Charles de faire ensevelir avec honneur les braves tombés dans la bataille. Le conseil lui parut sage. Il fit bâtir, pour leur donner la sépulture, une église à Verceil, en l'honneur de saint Eusèbe; la reine en fit bâtir une autre en l'honneur du saint-père, et les restes des deux compagnons furent placés dans des cercueils de pierre. Amiles fut porté à l'église de saint Eusèbe, Amis à l'église du saint-père, et le lendemain le cercueil d'Amis fut trouvé dans cette église à côté du cer-

cueil d'Amiles. Admirable amitié, qui ne put être brisée par la mort!

On le voit, il est impossible de donner de l'amitié une idée à la fois plus barbare et plus haute. Les conteurs du moyen âge poussent toujours ainsi les choses à l'extrême. Les chevaliers qu'ils mettent en scène sont des modèles accomplis de courage, de piété, de galanterie respectueuse et discrète, de dévoûment, comme Amis et Amiles, ou de fieffés scélérats comme Ganelon, Mauger le Gris ou Pantapolin, qui ne reculent devant aucune trahison, devant aucune violence. Il en est de même des femmes; elles ont en partage toutes les vertus ou tous les vices, il n'y a pas de moyen terme entre la Dame des belles cousines, qui corrompt et séduit le petit Jehan de Saintré pour le tromper ensuite de la plus indigne façon, et la dame de Pampelune, qui meurt de langueur plutôt que de laisser deviner, ne fût-ce que par un regard ou un soupir, l'amour qui la dévore. Ce contraste se reproduit sans cesse, et tandis que la belle Yseult n'attend pas même le déclin de la lune de miel pour transformer le roi Marc son époux en Sganarelle couronné, Asseneth, la fille de Putiphar, *conseiller-maître* de Pharaon, nous offre dans une nouvelle du XIIIe siècle (1) le type achevé de la vierge chrétienne, qui craint de se souiller par la seule vue d'un homme. La première rédaction d'*Asseneth* est attribuée à des Juifs convertis du IVe ou du Ve siècle. Vincent de Beauvais en fit sous le règne de saint Louis une traduction latine; Jacques de Vignay, sous Philippe de Valois, mit en prose française le texte latin, à la demande de la reine Jeanne de Bourgogne, et nous ne craignons point d'exagérer l'éloge en disant que cette nouvelle est l'une des plus gracieuses et des plus poétiques compositions du moyen âge.

Asseneth vivait en compagnie de sept vierges dans une tour solitaire, au milieu d'un verger magnifique, et dormait seule dans son lit, lorsque, en prévision de la famine qui menaçait l'Égypte, Pharaon envoya Joseph auprès de Putiphar, son conseiller-maître, avec ordre de faire des approvisionnemens de blé. Putiphar présenta sa fille à l'envoyé du roi, qui la bénit et la réprimanda d'adorer les idoles. Asseneth, qui s'était aperçue que Joseph était beau comme le fils du soleil, reçut sa bénédiction avec joie, et résolut de renoncer au culte des faux dieux. Elle s'habilla d'une cotte noire, jeta les idoles par la fenêtre, — c'est le mot même de Jacques de Vignay, — donna les viandes royales à ses chiens, couvrit sa tête de cendre, et versa pendant huit jours des larmes amères. « Le huitième jour, lorsque le coq chanta, lorsque les chiens aboyèrent au matin, elle

(1) On en trouvera le texte dans la *Bibliothèque elzevirienne*, au volume intitulé *Nouvelles françaises en prose du quatorzième siècle*, publié par MM. Moland et d'Héricault.

regarda vers l'orient, et vit une étoile au-dessus de sa tête; le ciel s'ouvrit, une grande lumière apparut. Asseneth tomba de frayeur sur le pavé de marbre de sa chambre, et elle vit un homme qui descendait du ciel et se plaça près d'elle en l'appelant par son nom. Elle répondit : — Me voilà, sire, qui êtes-vous? — Et l'homme lui dit : — Je suis prince de la maison de Dieu et soldat de sa milice : relève-toi, et je te parlerai. — Asseneth se releva, s'habilla en toute hâte et revint près de l'ange, qui lui dit : — Réjouis-toi, Asseneth, car ton nom est écrit au livre des vivans, et n'en sera jamais effacé. Tu mangeras le pain de bénédiction, tu boiras le breuvage incorruptible, tu seras l'ointe du Seigneur. Je te donne pour épouse à Joseph, et ton nom sera un nom de grande puissance, parce que ta pénitence a prié pour toi le Très-Haut, dont elle est fille. — Elle demanda à l'ange quel était son nom, et l'ange lui dit : — Mon nom a été écrit par le doigt de Dieu dans le livre de vie, et ce qui est écrit dans ce livre ne doit pas être révélé aux filles des hommes. — Puisque tu veux bien me pardonner, dit Asseneth, assieds-toi sur ce lit où jamais homme ne s'est assis, et je dresserai la table. — Elle mit une nappe toute neuve, et apporta un pain frais qui exhalait la plus douce odeur. — Donne-moi un rayon de miel, dit l'ange. — Mais Asseneth n'avait point de miel, et elle en était toute désolée; l'ange lui dit : — Entre dans ton cellier, tu en trouveras sur la table. — Elle entra dans le cellier, et elle en rapporta du miel blanc comme la neige, très pur et de suave odeur. Alors elle dit à l'ange : — Sire, je n'avais pas de miel, tu as parlé, et le miel s'est fait, et son parfum est doux comme le parfum de ton haleine.—L'ange sourit, et posant la main sur la tête d'Asseneth : — Sois bénie, dit-il, puisque tu as renoncé aux idoles et cru au Dieu vivant. Ceux qui viennent à lui mangeront de ce miel que les mouches du paradis cueillent sur les roses éternelles, et ils ne mourront jamais... Il toucha le rayon de miel en croix, et là où il posa son doigt il fit jaillir du sang. Asseneth vit alors sortir du miel des mouches d'une éclatante blancheur, et d'autres vermeilles comme des jacinthes : elles voltigèrent autour d'elle, et pétrirent leur miel dans le creux de sa main. — Mouches, dit l'ange, retournez dans votre demeure. — Elles s'envolèrent du côté du Levant, vers le paradis, et l'ange s'envola comme elles. » Peu de temps après, Joseph, monté sur un char d'or attelé de chevaux blancs, vint demander en mariage la fille de Putiphar; celle-ci, réconciliée avec le ciel et les hommes, lui donna sa main, et pendant huit jours l'Égypte fut en fêtes.

Telle est, déflorée par la sécheresse inévitable de l'analyse, cette nouvelle que M. Saint-Marc Girardin regardait comme l'une des plus originales et des plus poétiques de toutes celles que nous a léguées

le moyen âge. Il y retrouvait avec raison le génie de l'Orient mêlé aux plus délicates inspirations du génie chrétien. La fille de Putiphar, dit le conteur anonyme, était la plus belle et la plus chaste des filles des Juifs, et l'on peut dire après lui qu'elle est restée l'une des plus gracieuses figures de ce peuple de fantômes qui s'est évanoui devant les clartés du monde moderne, comme ces palais féeriques que Morgane bâtissait la nuit avec des gouttes de rosée, et qui s'évaporaient aux premiers rayons du soleil.

III. — LES ROMANS SATIRIQUES ET LES ROMANS ALLÉGORIQUES.

Deux genres de compositions entièrement différentes de celles qui nous ont occupés jusqu'ici, les compositions allégoriques et satiriques, complètent la bibliothèque des romans du moyen âge. Les plus célèbres, celles dont on parle encore, mais qu'on lit rarement, sont le *Roman de Renart* et le *Roman de la Rose*, l'un réaliste, cynique, révolutionnaire, anti-papiste et anti-monacal, qui fait pressentir Pantagruel et Candide, l'autre allégorique, sentimental et quintessencié comme *le Grand Cyrus*.

Le *Roman de Renart* appartient non pas à tel ou tel peuple, mais à l'Europe entière; il est latin, allemand, scandinave (1), anglais, français, et se compose de plusieurs branches, telles que *Renart le Nouvel*, *Renart le Contrefait*, *Renart le Bestourné*. C'est comme une vaste comédie, où des poètes pour la plupart inconnus sont venus jeter chacun à son tour l'amertume, la colère et l'ironie que le spectacle des vices des hommes et des misères de leur temps avait amassées au fond de leur âme. Les acteurs sont tous pris parmi les animaux, et par exception les êtres fantastiques, qui partout ailleurs tiennent une si grande place, disparaissent entièrement. Tous ceux qui figurent dans le poème appartiennent aux espèces les plus connues. Le *vulpes* latin, devenu dans la langue du moyen âge le *gorpil* ou le *goupil*, prend un nom propre, le nom de *Renart*, qui sera désormais celui de son espèce. Le loup se nomme *Ysangrin*, parce qu'il a la peau grisâtre, le lion *Noble*, le bœuf *dom Bruiant*, le coq *Chanteclair*, le limaçon *Tardif*, le singe *Cointeriaux*, etc. Quant à l'homme, il ne paraît que de loin en loin, toujours sur le second plan, et dans la condition la plus avilie du moyen âge, celle du vilain. Chaque scène de ce monde imaginaire correspond aux scènes qui se produisent tous les jours dans la vie, et jamais la satire n'a entassé dans la même œuvre plus d'esprit, de verve au-

(1) Voyez *les Romans de Renart*, par M. Roth, professeur à l'académie de Soroë, Danemark, 1 vol. in-8°; Paris 1843, et le texte publié par Méon, 4 vol. in-8°; Paris 1826.

dacieuse, d'imagination vagabonde, de cynisme et de critique impitoyable. Le *Roman de Renart* a joui au moyen âge d'un immense succès. Parmi les nombreux épisodes qu'il renferme, nous nous arrêterons de préférence à celui qui porte pour titre : *Comment Renart fit Primaut le loup prêtre*, parce que le héros du roman s'y montre peut-être mieux que partout ailleurs sous son véritable aspect, c'est-à-dire comme un être rusé, hypocrite et méchant, qui ne respecte rien et ne cherche qu'à faire des dupes.

Un prêtre passe dans la campagne. Il perd une boîte d'oublies (1); Renart trouve la boîte, et tandis qu'il est en route à manger les oublies, Primaut vient à passer. — Que mangez-vous donc là, sire Renart? — Des gâteaux de moines! — Donnez-m'en quelques-uns. — Volontiers, dit Renart, — et voilà Primaut qui vide la boîte en un clin d'œil. — Ces gâteaux de moines sont excellens, dit-il, mais ils sont trop légers; j'en mangerais bien encore quelques douzaines. — Ne t'inquiète pas, mon ami, je puis t'offrir quelque chose de plus nourrissant. Si tu veux me suivre, nous irons dans l'église du monastère que tu vois là-bas; nous y trouverons, sois-en sûr, de bonnes provisions. — Les voilà partis, les portes de l'église sont fermées, mais Renart, qui était un habile mineur, creuse une galerie sous le seuil; ils entrent, et Primaut se met à fureter partout.

— Je vois là une huche, et je crois que nous y trouverons de quoi nous régaler; ouvrons-la.

— Ouvrons-la, dit Renart.

Primaut fait sauter la serrure; la huche était pleine de pains, de poissons, de viandes et de vins, mis en réserve pour le desservant.

— Renart, dit Primaut, cette fois nous en avons assez pour un bon repas. Apportez la nappe qui est sur l'autel. N'oubliez pas le sel, et mangeons.

Ils s'asseyent par terre, et les voilà qui mangent et boivent à leur aise. La cervelle de Primaut ne tarde pas à bouillir. Renart s'en aperçoit et l'excite à boire encore en faisant semblant de boire lui-même. Primaut s'en donne à cœur joie, et ses yeux luisent dans sa tête comme un charbon ardent.

— Renart, dit-il, Dieu, en nous conduisant ici, nous a rendu un grand service. Nous n'aurions pas mieux dîné, si nous avions été pairs ou moines. J'en veux rendre grâce au ciel; je vais dire la messe, et je vous jure que je m'en tirerai bien, car, étant enfant, j'ai appris à chanter et à lire.

(1) C'est-à-dire une boîte d'hosties. On voit par là jusqu'où les trouvères poussaient le mépris de toute croyance.

— Tu sais bien, dit Renart, que personne ne peut dire la messe, s'il n'est prêtre, chapelain ou tout au moins tonsuré.

— Sire Renart, répond Primaut, vous avez beau dire, je ne m'en irai point d'ici que je n'aie chanté vêpres, vigile et messe; il ne s'agit que de savoir qui me tonsurera.

— Si je puis trouver un rasoir, dit Renart, la chose sera bientôt faite. Je te mettrai l'étole au cou sans le congé de l'évêque.

— C'est au mieux, dit Primaut.

Les voilà tous deux cherchant dans tous les coins, Primaut chantant à tue-tête et se heurtant à tous les piliers.

Renart, plus avisé, va regarder derrière l'autel Saint-Jacques; il y voit une armoire, il l'ouvre et en tire un rasoir bien affilé, des ciseaux et un bassin de cuivre, c'est-à-dire tout ce qu'il faut pour tonsurer.

— A la bonne heure! dit Primaut, rien ne m'empêchera plus de chanter la messe.

— Halte-là, mon bel ami, dit Renart, avant de chanter la messe, il faut la sonner. Sonne-la donc.

Primaut court aux cloches, il saisit les cordes et sonne à glas, à tremble et à carillon. Renart se tenait les côtes.

— Mon ami, tire les cordes; tire-les bien, tire-les toutes deux ensemble! Quelles belles cloches! quel beau son!

Celui qui aurait vu Primaut s'escrimer au jeu n'aurait pu s'empêcher de rire, même s'il eût appris que ses parens venaient d'être mis dans la bière. — Assez, dit Renart, tu n'en peux plus, repose-toi.

— Comme vous voudrez, répond Primaut, — et le voilà qui lâche les cordes et s'apprête pour la messe. Il met l'aube, l'aumusse, la ceinture, l'étole et le fanon; il endosse la chasuble, passe la main sur sa tonsure, monte à l'autel, ouvre le missel et se met à tourner les feuillets.

Renart en ce moment jugea qu'il était prudent de déguerpir; il repassa par le trou qu'il avait fait pour entrer, et, rejetant la terre qu'il en avait tirée, il ferma le passage, laissant dans l'église Primaut vêtu de ses habits ecclésiastiques, hurlant, brayant et chantant la messe. Les vilains, qui étaient accourus au bruit des cloches, entrent en foule dans l'église : Primaut est roué de coups de bâton; il s'échappe en sautant à travers une verrière et se met à courir dans la campagne en traînant sa chape et son surplis. Il retrouve Renart couché au pied d'un chêne et lui adresse de vifs reproches : celui-ci jure que c'est le curé qui a bouché le trou. — Puisqu'il en est ainsi, dit Primaut, je suis charmé d'avoir emporté sa chape et son surplis. Je vais aller les vendre à la foire, et demain,

s'il veut dire la messe, il sera obligé de prendre la robe ou la chemise de sa prêtresse. — Bien pensé, dit Renart. — Les deux aventuriers partent pour la foire, et Renart mystifie les marchands comme il avait mystifié son compère.

Le roman se déroule ainsi à travers des péripéties grotesques, triviales ou cyniques; mais au milieu de cet imbroglio barbare il est toujours facile de suivre ce qu'on appellerait aujourd'hui l'idée politique et sociale qui domine l'œuvre tout entière, c'est-à-dire la protestation des déshérités de la roture contre les classes privilégiées. Celles-ci du reste n'en prenaient point ombrage, et Renart était admis partout; les sculpteurs le représentaient en compagnie des saints sur la façade des églises, et l'on trouvait plus souvent son image dans la chambre à coucher des moines que celle de la vierge Marie :

En leurs moustiers ne font pas faire
Sitost l'image nostre Dame,
Comme font Renart et sa femme
En leurs chambres où ils repousent,

dit Gauthier de Coincy, religieux bénédictin de Saint-Médard de Soissons, qui vivait au XIIIe siècle. Aujourd'hui Renart se voit encore sur les magnifiques stalles de la cathédrale d'Amiens, prêchant un auditoire de poules qui l'écoutent le bec ouvert, et l'allégorie n'a rien perdu de son sel, car la France est toujours la mère nourricière des parleurs, *Gallia causidicorum nutrix*, et comme les poules du roman nous nous laissons volontiers prendre aux belles paroles de ceux qui veulent nous croquer.

Le *Roman de la Rose* (1) a joui comme celui de Renart d'une très grande popularité, mais il est conçu dans un ordre d'idées tout différent, bien qu'il fasse encore une large part à la satire. Il se compose de deux parties, l'une de quatre mille vers, l'autre de dix-huit mille; la première est due à Guillaume de Lorris, mort vers 1260; la seconde est due à Jean de Meung, mort vers 1318; en voici la donnée générale.

Guillaume de Lorris raconte qu'en sa vingtième année, à l'âge où l'amour lève ses tributs sur les jeunes gens, il eut un songe qui le mit en grand émoi et lui laissa de profonds souvenirs. C'était par un beau jour de printemps, un jour clair et gai. Il se promenait dans la campagne, lorsqu'il se trouva devant la porte du *Verger du plaisir*. *Oisiveté* vint lui ouvrir et le présenta au maître du domaine, *Déduit*, qu'entouraient l'*Amour* et de joyeux compagnons. Après

(1) Ce roman a été plusieurs fois réimprimé. La meilleure édition est celle de M. Fr. Michel, 2 vol. in-12; Paris 1864.

les complimens d'usage, il alla, comme on dit, faire un tour dans le verger, et s'arrêta, au milieu des merveilles sans nombre qu'il rencontrait à chaque pas, devant un rosier chargé de fleurs, symboles de la pureté virginale. L'*Amour* qui le guettait lui décoche une flèche, et le voilà éperdument épris de la plus belle et de la plus fraîche des roses qui paraient l'emblématique arbuste. La cueillera-t-il, et d'autres pourront-ils aussi la cueillir en trompant la vigilance de *Dangier*, que *Chasteté* a préposé à sa garde? *Bel Accueil* et *Vénus* se liguent pour favoriser les amans de la rose; mais *Male Bouche*, *Peur*, *Honte* et *Jalousie* se liguent à leur tour contre eux, ce qui donne lieu à une foule de péripéties qui se succèdent comme les luttes des dieux dans l'*Iliade* en faveur des Grecs ou des Troyens. Guillaume de Lorris n'achève point l'histoire de son rêve; quand il s'arrête, la fleur est toujours sur le rosier virginal, et *Bel Accueil* est prisonnier dans une tour, où l'ont enfermé *Peur*, *Male Bouche* et *Jalousie*.

Dans la seconde partie du roman, Jean de Meung, au milieu de longues digressions où il met en scène une foule de personnages qui discutent sur la royauté, la propriété, la richesse, la vertu, les impôts, les moines mendians, raconte les nombreuses tentatives que fait l'amant de la rose pour délivrer *Bel Accueil*. Après mille échecs, Vénus allume au flambeau de Génius, le prêtre de la Nature, un brandon qu'elle lance sur la tour où *Bel Accueil* est enfermé. Cette tour prend feu; la garnison se sauve, *Bel Accueil* est délivré, et il permet à l'Amour de cueillir la rose. — Il n'est pas besoin d'ajouter que cette fleur est l'emblème de la femme aimée, qu'on ne peut obtenir qu'après de longues épreuves.

L'allégorie, on le voit, domine exclusivement dans cette composition bizarre, qui est comme le type du genre, et autour de laquelle viennent se grouper le *Roman de la Poire*, le *Roman de l'Arbre d'amour*, le *Vrai amant qui vint à cort le dieu d'amor por desraisnier sa mie florie*, le *Roman de la très doulce Mercy au cœur d'amour espris*, le *Mariage des sept arts libéraux*, etc. L'auteur de cette dernière allégorie suppose que *Grammaire*, veuve en premières noces, songe à se remarier. Elle fait part de ses intentions à ses filles, *Musique*, *Logique*, *Rhétorique*, *Arithmétique*, *Astronomie* et *Géométrie*, qui déclarent à l'unanimité qu'elles veulent faire comme leur vénérable mère. En ce moment paraissent deux graves personnages, *Théologie* et *Médecine*. Théologie ne veut pas interdire le mariage en vertu de ce précepte de l'école : *melius est calefacere se quam uri*, mais elle en expose les inconvéniens. — Taisez-vous, lui dit *Médecine*, vous n'y connaissez rien; je sais mieux que vous comment il faut traiter les femmes. — Elle tâte le

pouls à *Grammaire* et à ses filles, et leur dit : — Mariez-vous, mesdames. — Ce qui fut fait dès le lendemain. Le mariage des arts libéraux a pour pendant le divorce des grelots. Ceux-ci, après avoir épousé en premières noces trois vierges charmantes, *Charité*, *Vérité* et *Justice*, finissent par faire un très mauvais ménage : ils battent leurs femmes, leur jouent les plus mauvais tours et les répudient pour prendre trois vieilles aussi laides que méchantes : *Trahison*, *Hypocrisie* et *Simonie*, qui portent les braies, comme on disait au moyen âge, et imposent leur volonté à leurs époux, qu'elles tournent à leur gré, au plus grand déshonneur de l'église.

Les romans allégoriques ont exercé une grande influence sur toutes les autres branches de littérature; les légistes, les écrivains politiques, les auteurs des moralités, les théologiens eux-mêmes crurent faire merveille en personnifiant des abstractions, et de même que dans les romans d'aventures le monde était peuplé de dragons, de licornes, d'yllerions, d'oiseaux, qui chantaient des cantiques, de même, dans les livres les plus sérieux du XVe siècle, on vit figurer, comme des êtres réels, Raison, Justice, Patience, Consolation, Bon Espoir, Trop Donner, Loisir, Largesse, Faux-Semblant, Filouterie, Fausse Chanson, déguisés en bourgeois, en nobles ou en moines. L'allégorie a survécu au moyen âge, et nous la retrouvons au XVIe siècle dans *la Défaite d'un pain de seigle*, au XVIIe dans *la Défaite des bouts rimés*.

IV. — LES LAIS, LES FABLIAUX ET LES CONTES.

Sous le titre de *lais* et de *fabliaux*, il existe, de la seconde moitié du XIIe siècle aux premières années du XIVe, de petites pièces en vers qui correspondent à nos contes modernes et qui en sont la source directe. Elles appartiennent à la langue d'oil, et parmi leurs auteurs, qui sont presque tous des Anglo-Normands, des Picards ou des Artésiens, on cite au premier rang Jean de Boves, Eustache d'Amiens, Audefroy, Marie de France, Haisiaux, Renaud, Rutebœuf et le bossu d'Arras. Tout en faisant encore en bien des passages une certaine place au merveilleux, ces sortes de compositions sont beaucoup plus près de la réalité que les romans chevaleresques et les romans d'aventures. Quelques-unes se rattachent, par leur origine, à l'extrême Orient, d'autres sont empruntées aux faits ordinaires de la vie.

Les *lais* paraissent avoir été primitivement chantés avec accompagnement de vielle ou de harpe. Ils sont élégiaques, érotiques, moraux, tragiques, bouffons ou dévots. L'un des plus parfaits est sans contredit le *Lai de l'oyselet*, dont on trouve l'idée première dans

une fable de l'Indien Bidpai. La scène se passe dans un verger magnifique qu'un chevalier ruiné par les croisades a vendu à un vilain. Chaque jour, un tout petit oiseau vient aux premiers rayons du soleil s'y percher au sommet d'un pin et faire entendre des chants merveilleux (1). « Écoutez, dit-il dans l'un de ces chants, chevaliers, clercs et bourgeois, qui vous entremettez d'amour et souffrez de ses douleurs; écoutez, jeunes filles, belles et avenantes, qui vous laissez prendre aux séductions du siècle! Je vous le dis en vérité, vous devez avant tout aimer Dieu et ses commandemens, aller volontiers à l'église, et si vous servez Dieu et amour, il ne vous arrivera jamais malheur en cette vie, car amour et Dieu sont même chose. Dieu aime bon sens et honneur, et amour ne les méprise pas. Dieu réprouve orgueil et hypocrisie, et amour aime loyauté. Dieu écoute les prières, et amour ne les dédaigne pas. Dieu aime la générosité, mais il n'aime pas les envieux, les jaloux, les traîtres et les querelleurs. Si vous profitez de mes leçons, vous pourrez avoir à la fois Dieu et le bonheur du siècle. — Ainsi chanta l'oiseau; mais, quand il vit au-dessous de l'arbre le vilain qui l'écoutait, il chanta d'une autre manière parce qu'il le savait déloyal et méchant. — Cesse de couler, rivière; tours, donjons, manoirs, tombez; fleurs, flétrissez-vous, car ceux qui m'écoutaient jadis, loyaux chevaliers et gentilles dames, se réjouissaient à mes chansons; ils en étaient plus aimans et plus tendres; aujourd'hui qui m'écoute? C'est un vilain, envieux et brutal, qui ne songe qu'à l'argent. Ce n'est pas pour m'entendre qu'il vient sous cet arbre, c'est pour mieux manger et mieux boire. »

Le vilain *fronce le nez de colère*. Il tend des lacets, et l'oiseau ne tarde pas à s'y prendre. — Que ferez-vous de moi? dit-il; une fois en cage, je ne chanterai plus, et, si vous me mangez, vous ferez un maigre repas. Donnez-moi la volée, et je vous enseignerai trois secrets qui vous rendront le plus heureux des hommes. — Le vilain y consent. L'oiseau se perche sur le pin, lisse ses plumes froissées par des mains grossières, et comme le vilain le pressait de lui dire ses trois secrets, il répondit : — Ne crois pas tout ce que tu entends dire; voilà mon premier secret. — Je le savais, dit le vilain. — Si tu le sais, reprit l'oiseau, garde-toi de l'oublier, et souviens-toi qu'il ne faut pas pleurer ce que tu n'as jamais eu: voilà mon deuxième secret. — Te moques-tu de moi! dit le vilain. A-t-on jamais vu personne regretter ce qu'il n'a jamais possédé? Le troisième secret,

(1) Le rôle que l'auteur inconnu du fabliau attribue à l'oyselet est de tout point conforme aux traditions de l'antiquité, qui attribuait aux oiseaux une intelligence supérieure et les regardait même comme initiés aux secrets des dieux, parce qu'en s'élévant dans les airs ils se rapprochaient d'eux.

quel est-il? — Il est tel que celui qui le connaîtrait serait le plus riche des hommes. Mon corps renferme une pierre de trois onces, et quiconque après ma mort la possédera n'aura qu'à souhaiter pour voir ses désirs accomplis. — Le vilain, désespéré, arrache sa barbe et ses cheveux, se griffe la figure et se lamente d'avoir laissé échapper un pareil trésor. L'oiseau, qui le regardait du haut de l'arbre, se réjouit de le voir en si piteux état. — Chétif vilain, dit-il, je ne suis pas plus gros qu'une mésange, je ne pèse pas une demi-once, comment une pierre de trois onces pourrait-elle tenir dans mon corps? Et maintenant je te prouve que de mes trois secrets tu n'en savais pas un : tu as cru ce que je t'ai dit, tu m'as lâché quand j'étais ton prisonnier, tu as pleuré ce que tu n'as jamais eu, et te voilà tout en larmes pour une pierre qui n'a jamais existé. — Cela dit, il s'envola, et depuis ce jour il ne revint plus chanter sur le pin; les fleurs séchèrent sur leur tige, les arbres laissèrent tomber leurs feuilles, la fontaine cessa de couler, et le vilain ne tira plus aucun profit de son domaine, car c'étaient les chants merveilleux de l'oiseau qui donnaient aux arbres leur séve et aux fleurs leur parfum. Or, ajoute le conteur, apprenez, vous tous et vous toutes, que *cil qui tout convoite tout perd.* — La morale du *Lai de l'oyselet* n'est, comme ce lai lui-même, que l'exacte reproduction de la fable indienne; mais comment cette fable est-elle arrivée des bords du Gange aux bords de la Seine? C'est un mystère que la science n'a pas encore éclairci.

Le *lai d'Ignaurès* appartient à un ordre d'idées tout différent. Cet Ignaurès est un Lovelace blasonné qui aime et trompe douze femmes à la fois. Les femmes lui pardonnent, mais il n'en est pas de même des maris. Ils le tuent, lui arrachent le cœur et le font manger à leurs infidèles moitiés, qui meurent de désespoir et de dégoût. Le *lai de Graélent* est moins sombre; c'est l'histoire des amours d'un chevalier breton, tantôt avec des fées, tantôt avec de simples mortelles qui se disputent son cœur. L'une de ces fées finit par l'enlever, et depuis ce temps son cheval parcourt les landes et les forêts de la Bretagne pour le chercher en l'appelant par des hennissemens plaintifs, car les chevaux sont plus fidèles à leurs maîtres que les femmes ne le sont à leurs amans.

Les *fabliaux* ont un caractère beaucoup plus bourgeois. Ce qui les distingue avant tout, c'est la verve brutale et cynique, et cet esprit railleur et mordant auquel on est convenu de donner le nom d'esprit gaulois. Leurs auteurs se moquent de tout, des manans, des bourgeois, des nobles, des médecins, des marchands, et surtout des femmes. Pour eux, la femme n'est plus cette étoile que Dante, du fond de l'abîme, voyait resplendir dans les espaces infinis; c'est une créature perverse, sensuelle, vénale, née pour mentir et pour

tromper. Ils lui refusent un cœur, comme les théologiens lui refusaient une âme; mais au milieu de leurs exagérations satiriques ils gardent toujours un sentiment très vif de la vie humaine. C'est là ce qui en a fait la popularité, car les bonnes gens du moyen âge retrouvaient dans leurs vers le miroir du monde, *speculum mundi*, le portrait de leurs voisins ou de leurs amis, leur propre portrait et trop souvent aussi celui de leurs femmes. Les prêtres, les moines, les nonnains et les saints ne sont pas mieux traités. Ainsi dans le *Testament de l'âne*, nous voyons un curé inhumer en terre sainte un vieux maître aliboron qui l'avait servi vingt ans. L'évêque s'indigne d'une pareille profanation. Il fait venir le curé, lui donne une verte semonce, et le menace de lui retirer son bénéfice. Celui-ci, pour toute réponse, se borne à dire : — Seigneur évêque, vous seriez plus indulgent, si vous aviez connu comme moi la grande sagesse et prud'homie de mon âne. Il savait tout et songeait à tout : la preuve, c'est qu'il n'est point mort intestat, et qu'il vous a légué vingt livres parisis que je vous apporte. — Vraiment! dit l'évêque; eh bien! s'il en est ainsi, que Dieu lui pardonne ses péchés, et qu'il repose en paix.

Dans le *fabliau du Jongleur et de saint Pierre*, le diable, en partant pour faire une tournée sur la terre, confie la garde de l'enfer à un jongleur qui s'était ruiné par le jeu. Saint Pierre, informé du fait, prend des dés tout neufs et va trouver le nouveau concierge des damnés. Il lui propose de jouer des âmes; l'offre est acceptée, le brelan s'engage. Saint Pierre gagne un damné, puis deux, puis cent, et, la chance lui tournant toujours, il finit par en gagner la moitié. Le jongleur fait son va-tout, il perd encore, et saint Pierre emmène tout le personnel de l'enfer dans le séjour des élus. Nous retrouvons encore saint Pierre dans le *Vilain qui conquist le paradis en plaidant*. Au moment où l'âme de ce vilain quittait sa prison charnelle, il ne se présenta personne pour lui enseigner sa route et le conduire soit en enfer, soit dans le ciel, car il n'y a ni anges ni diables qui se dérangent pour ces sortes de gens. Ne sachant quelle route prendre, elle regarda de tous côtés et vit à sa droite saint Michel tout joyeux qui emportait une autre âme. Elle le suivit, et entra derrière lui en paradis. Saint Pierre, qui gardait la porte, lui demanda par qui elle était conduite. — Nul, dit-il, ne peut entrer tout seul chez nous, et d'ailleurs nous n'avons pas de place pour les vilains. — Beau sire Pierre, répondit l'âme, plus vilain que vous ne peut être ici, et certes Dieu avait perdu la tête quand il vous choisit pour un de ses apôtres. Vous avez renié trois fois Notre-Seigneur. Allez avec les traîtres, vous n'êtes pas digne du paradis. Quant à moi, je suis un brave homme, et j'ai le droit d'y rester. — Saint Pierre, tout

confus, appela saint Paul. — Venez, lui dit-il, faire entendre raison à cette âme insolente. — Saint Paul veut engager la conversation. — Taisez-vous, dom Paul le Chauve; c'est bien à vous qu'il appartient de parler! Vous avez été le plus cruel des tyrans; vous avez fait lapider saint Étienne et mettre à mort une foule de braves gens. Croyez-vous que je ne vous connais pas? — Saint Paul appelle saint Thomas à la rescousse. — Vous, dit le vilain, je vous connais aussi; vous avez refusé de croire à la résurrection de Notre-Seigneur; vous vous êtes conduit à son égard comme un vrai Sarrasin, et votre place n'est pas ici. — Les trois apôtres, fort désappointés, tiennent conseil et vont en référer à Dieu. Notre-Seigneur, tout étonné d'une chose aussi extraordinaire, dit aux apôtres : — Je vais lui parler, à cette âme, et nous allons voir. — Il l'appelle et lui demande comment il se fait qu'elle soit entrée malgré saint Pierre et qu'elle prétende rester en dépit de tous. — Sire, dit l'âme, je ne vous ai jamais renié, je n'ai point refusé de croire à la résurrection, je n'ai fait lapider personne, j'ai partagé mon pain avec les pauvres, je les ai réchauffés à mon feu, je les ai soignés dans leurs maladies, je me suis confessé. Les prêcheurs nous disent que Dieu pardonne à ceux qui ont ainsi vécu. Je suis venu ici sans difficulté; pourquoi m'en irais-je? Vous-même n'avez-vous pas dit que celui qui était entré céans n'en sortirait jamais? Vous ne mentirez pas à cause de moi. — Vilain, répondit le Seigneur, tu as si bien plaidé ton procès que tu l'as gagné; reste avec nous. — Le droit, dit le vilain, finit toujours par l'emporter. Mieux vaut l'esprit que la force.

Écrits d'abord en vers, les fabliaux n'ont pas duré chez nous plus de deux siècles dans la forme originale qui leur était propre. « L'élément comique, dit M. Anatole de Montaiglon (1), après avoir été d'abord un détail pour reposer de la gravité des mystères, et s'y être étendu jusqu'à y passer à l'état d'intermède, s'est détaché du drame religieux, il est devenu non pas la comédie, mais cependant une vraie pièce de théâtre qui s'est appelée *la farce*, et celle-ci a tué le fabliau. Elle lui a tout pris, ses sujets, ses personnages, ainsi que son esprit et son ton lui-même. Au xve siècle, il n'y a plus de fabliaux, ils sont morts, ou plutôt ils se sont métamorphosés pour revivre sous une forme nouvelle. » En effet, à partir de cette époque, on voit paraître une école de prosateurs qui recueille l'héritage des trouvères, s'inspire de leur esprit, leur emprunte quelques-uns de leurs sujets, les égale par la verve, et les dépasse souvent par le cynisme. Les *Cent Nouvelles nouvelles* ouvrent la série. Le recueil célèbre qui porte ce nom se compose de récits

(1) *Recueil complet des fabliaux revus sur les manuscrits*. Paris 1873, in-8°.

faits à Genappe, petite ville du Brabant méridional, entre les années 1456 et 1461, par les seigneurs de la cour du dauphin Louis, depuis Louis XI, qui s'était retiré auprès du duc de Bourgogne à la suite de sa révolte contre son père Charles VII. C'est encore d'une cour princière, la cour de Marguerite de Valois, reine de Navarre, qu'est sorti l'*Heptaméron*, une sorte de contrefaçon du *Décaméron* de Boccace, et qui offre, sous une forme parfois un peu lourde et pédantesque, « le recueil des mauvais tours que les femmes ont joués aux pauvres hommes. » Bonaventure Despériers, valet de chambre de Marguerite, Noël du Faill, conseiller au parlement de Rennes, François Béroald, sieur de Verville, et chanoine de Saint-Gatien de Tours, Guillaume Bouchet (1), libraire à Poitiers et juge-consul des marchands de cette ville, Thomas Sébilet, avocat au parlement de Paris, tiennent le premier rang parmi les conteurs du XVIe siècle. Par un singulier contraste entre leurs fonctions et leurs œuvres, ils forment au-dessous de Rabelais, leur maître à tous, un cénacle de graves magistrats et d'hommes d'église qui se livrent, comme des basochiens en goguette, à des joyeusetés sans vergogne. C'est en effet le caractère propre des écrivains de la renaissance de faire marcher de front les études sérieuses et les *propos facétieux*. Quand on trouve par exemple dans Bonaventure Despériers le conte du *Curé de Brou et de son évêque*, dans Béroald de Verville les scandaleux récits qui émaillent le *Moyen de parvenir*, on se demande comment les catholiques du XVIe siècle, si profondément attachés à leurs croyances, pouvaient lire sans en être scandalisés des *baliverneries* aussi peu édifiantes, et comment des chanoines ont pu les écrire. Au moyen âge comme à l'époque de la renaissance, cette contradiction éclate partout. Les mêmes hommes qui faisaient leurs délices des moqueries dirigées contre le clergé, les papelards et les nonnains, étaient les premiers à demander que les huguenots fussent impitoyablement poursuivis. S'il ne leur déplaisait pas de voir attaquer les moines, il leur plaisait encore plus de voir brûler les hérétiques. Ils étaient à la fois anti-cléricaux et intolérans, et l'on ne s'expliquerait pas un pareil fait, si la sottise humaine n'était pas là pour rendre raison de tout.

Lorsque les hommes qui étaient restés au giron de l'église, et ceux même qui vivaient de ses bénéfices et de ses dîmes, poussaient

(1) Au milieu de divagations bizarres, Bouchet rencontre parfois des idées très justes. Quand nous faisons à Rousseau l'honneur d'avoir le premier demandé aux mères de nourrir leurs enfans, nous oublions que Bouchet avait émis la même idée dans le chapitre XXIV des *Sérées*, intitulé *des Nourrices*, où il est dit « qu'os er aux mères leurs enfans pour les donner à d'autres nourrices, ne peut estre autrement appelé que faire un contre-tempérament à la nature. »

jusqu'aux plus grossières insultes le mépris du clergé et des antiques croyances, on devine sans peine à quel degré de violence en arrivaient les réformés. Le conte était pour eux comme pour Voltaire un instrument de guerre et de démolition. Tout en commentant les Grecs et les Romains, ils cherchaient à déconsidérer les prêtres catholiques, et surtout les moines et les *moinesses*, par une foule d'anecdotes scandaleuses, les unes vraies, les autres de pure invention. Henri Étienne, deuxième du nom, nous a légué, dans l'*Introduction au Traité de la conformité des merveilles anciennes avec les modernes*, un curieux exemple des exagérations auxquelles l'esprit de parti entraînait les réformés. A des dissertations aussi érudites que fastidieuses, Henri Étienne entremêle des contes où les moines, les quêteurs, les reliques et les miracles sont impitoyablement conspués. Tels sont entre autres *les Braies de saint Bernardin*, le *Quêteur et les deux pourceaux*, *Saint-Pierre des Boudins* et *Frère Oignon*. Dans ce dernier conte, frère Oignon monte en chaire pour annoncer qu'il revient de la terre-sainte, « et, en faisant un assez long discours de sa pérégrination, il dict entre autres choses que le patriarche de Jérusalem lui a donné un peu du doit du Saint-Esprit aussi sain et aussi entier qu'il a jamais esté, et le museau du séraphin qui apparut à saint François, et une des ongles du chérubin, et une des costes du *Verbum caro*, et des habillemens de la saincte foy catholique, et quelques rayons de l'estoile qui apparut aux trois rois, et un peu du son des cloches du temple de Salomon. » Tout le reste est dans ce ton. Parmi les écrivains de la réforme, d'Aubigné seul est allé aussi loin dans l'invective et l'ironie. Ce vaillant soldat, ce polémiste infatigable avait passé sa vie à combattre l'église romaine, trop souvent aussi à la calomnier, et ce n'étaient certes pas ses œuvres que sa petite-fille, la veuve Scarron, devenue la femme anonyme de Louis XIV, lisait dans les soirées moroses de Versailles, où ce prince, témoin du naufrage de sa fortune, se repentit sans doute plus d'une fois « d'avoir pris pour maîtresse une vieille femme et pour ministre un jeune homme. »

Après avoir jailli librement jusqu'aux dernières années du règne de Henri IV, la veine sceptique et anti-cléricale a tari tout à coup sous Louis XIII. On sent à cette époque qu'un pouvoir ombrageux et fort surveille et comprime les hardiesses de la pensée. Richelieu, ministre et cardinal, ne veut pas que la satire politique et religieuse s'attaque à son double caractère; les livres ne paraissent plus qu'avec un privilége du roi, et le conte se transforme. Cyrano de Bergerac inaugure par le *Voyage dans la lune* un genre nouveau auquel se rattachent de notre temps le *Voyage au centre de la terre* et autres ouvrages qui ont la prétention d'unir la science à la fan-

taisie. Le *Métel* d'Ouville à son tour ouvre la série des anas et met pour la première fois en scène les types provinciaux qui figurent si souvent dans les comédies du XVIIIe siècle, c'est-à-dire les Normands et les Gascons. Les naïvetés de Calino, les aphorismes de M. Prudhomme, les reparties de la baronne X... et de la comtesse Z... ne sont souvent qu'un écho des *Contes aux heures perdues*, imprimés à Paris en 1643 (1).

Les conteurs du moyen âge avaient charmé les barons et les châtelaines dans les salles attristées des manoirs féodaux; ils avaient fait oublier aux vilains les corvées seigneuriales, la taille et les gabelles, et donné par l'imitation Boccace à l'Italie et Chaucer à l'Angleterre. La Fontaine, prenant comme Molière son bien partout où il le trouvait, a formé son bouquet avec les fleurs qu'ils avaient effeuillées à travers les âges, et, n'auraient-ils que ce seul mérite, ce serait assez pour attirer l'attention sur leurs œuvres; mais ce n'est pas la simple curiosité littéraire qui doit nous recommander l'étude des poèmes chevaleresques, des romans d'aventures et des fabliaux, c'est aussi la philosophie et la science historique. On y trouve en effet sur la diffusion des idées et des croyances à travers les diverses branches de la grande famille humaine les plus précieuses indications; les hommes des vieux âges y revivent avec une vérité beaucoup plus saisissante que dans les chroniques, car l'idéal et le réel s'y mêlent sans cesse, comme ils se mêlent dans la vie. On ne saurait donc trop encourager les études qui ont pour objet d'éclairer d'un jour nouveau les origines de notre littérature nationale, de mettre en lumière l'influence que cette littérature a exercée sur l'Europe. Les érudits qui exploiteront cette mine féconde rencontreront sans nul doute un favorable accueil auprès du public français, car on est toujours écouté quand on parle aux peuples comme aux hommes des jours lointains de leur enfance.

CHARLES LOUANDRE.

(1) Ce livre, très recherché des bibliographes, est aujourd'hui très rare. On y trouve des *naïvetés*, des *brocards*, des *reparties*, des *équivoques* et des *contes facétieux* qui ne manquent pas d'esprit. En voici un échantillon : « Une dame de fort peu de sens, mais femme d'un homme qui estoit dans le haut employ et dont on faisoit estat à cause de son mary, avoit reçu un présent d'une belle paire d'heures. Elle, croyant que tout ce qui estoit dans ces heures fussent des prières, se mit à genoux dans l'église, et ouvrant les heures droit où estoit la permission de l'imprimeur, elle fait un grand signe de croix, et avec une grande dévocion commence à dire : « Il est permis d'imprimer et faire imprimer le présent livre à Jehan Petit, marchand libraire à Paris, etc. » Puis tournant le feuillet où est le calendrier, et refaisant le signe de la croix, elle dit : « Janvier a trente et un jours, et la lune n'en a que trente, » et ainsi des autres jusqu'à la fin de décembre. Oh! que ces oraisons estoient bien dévotes! »

LES

PARTIS SOCIALISTES

EN ALLEMAGNE

Le parti socialiste allemand dispose de puissans moyens de propagande : il a seize journaux qui comptent plus de 30,000 abonnés, et ce chiffre représente une grande quantité de lecteurs, car un seul exemplaire suffit ordinairement à tout un atelier. Ses orateurs se font entendre dans des réunions publiques fréquentes et très suivies. Ainsi, grâce à la liberté de la presse et au droit de réunion dont l'usage est moins limité qu'on ne croit par les procès et par la police, le socialisme parle haut en Allemagne, et, comme il y est l'objet de vives inquiétudes, on écoute et l'on commente son langage. M. le professeur Held, un des plus sages parmi ces socialistes de la chaire, dont M. Louis Reybaud a fait connaître ici même et critiqué le programme, s'est donné la peine d'étudier, un trimestre durant, les feuilles socialistes, de les analyser et d'en reproduire les parties les plus caractéristiques. Ce travail n'est point fait pour expliquer les illusions de l'école à laquelle il appartient, car l'auteur a beau distinguer deux sortes de journaux socialistes, les uns qui sont des organes d'associations ouvrières et s'occupent avant tout de défendre les intérêts du travailleur de telle ou telle industrie, les autres qui s'adressent à tous les prolétaires et prêchent la guerre sans merci contre les institutions de l'état moderne : il faut être aveuglé par l'optimisme pour croire que les seconds sont seuls révolutionnaires, tandis que les premiers se contenteraient d'une réforme pacifique. En réalité, l'Allemagne n'a point ce privilége, que les tentatives de conciliation faites en ce moment par la partie la plus éclairée de sa bourgeoisie soient accueillies, même avec un semblant de reconnaissance, par les ouvriers : à de rares

exceptions près, elles ne rencontrent que la défiance et la haine. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire avec des yeux non prévenus les journaux des deux catégories.

I.

Si toutes les feuilles socialistes ressemblaient au *Parloir*, organe des ouvriers en porcelaine, il n'y aurait pas, même en Allemagne, de question sociale, car ce journal professe la doctrine que l'ouvrier doit s'aider lui-même, et que l'éducation du caractère, « l'exercice des forces intellectuelles et l'acquisition de connaissances utiles sont les plus sûrs moyens qu'il possède d'amender son sort. » Il réclame la fondation d'une école d'apprentissage pour mettre l'ouvrier en état d'améliorer ses produits et de lutter contre la concurrence étrangère. Il espère l'appui des patrons, et, si l'on trouve parfois l'expression d'une certaine méfiance à l'égard de ceux-ci, le plus souvent il est fait appel au sentiment du devoir que leur imposent « leur fortune et leur instruction plus étendue. » Sans doute *le Parloir* ne regarde pas comme parfaite l'organisation de la société : l'association qu'il représente cherche la réforme des rapports de l'ouvrier et du patron; elle a, comme les autres, sa caisse des grèves, c'est-à-dire ses armes, au moins ne les montre-t-elle pas à tout propos et n'est-elle point provocante. Son journal recommande sans cesse au travailleur la modération dans ses désirs et l'amour de son art. Un jour par exemple, *le Parloir* met en scène un tourneur qui, derrière sa vitre tachée de pâte, regarde dans la cour enfumée de la fabrique. « Tourne! tourne! » crie-t-on autour de lui; mais ses yeux rencontrent le rosier qui fleurit contre le mur noir, et par-dessus le vieux bâtiment il voit le ciel bleu où glisse l'hirondelle. Il pense alors aux riches, à tous ceux qui se reposent dans les jardins-concerts ou voyagent vers les Alpes et les villes de bains. Lui aussi voudrait bien voyager, au moins faire une partie de deux jours sur terre ou sur l'eau; mais il examine son budget, et le résultat se devine : point de partie! Pourtant il ne récrimine pas contre la société : au sort des agioteurs de Berlin, il préfère encore le sien; c'est bien quelque chose que d'être un ouvrier habile et honnête. Que les banquiers aillent donc aux jours chauds de l'été éblouir de leur luxe le public des bains à la mode! Il y a dans le voisinage, à une lieue de la fabrique, au bout de la plaine sablonneuse, des arbres verts et de l'eau fraîche; dans le bois de pins, la fraise croît, les oiseaux chantent, l'écureuil bondit : c'est plus qu'il ne faut pour amuser les enfans! Il ira au bois avec les siens. De quoi se plaindrait-il, puisqu'il a le repos, la paix et l'amour? Et le porcelainier satisfait quitte sa vitre pour se remettre à tourner. C'est une véritable idylle

où l'on reconnaît les couleurs dont on peignait jadis la vie de l'atelier. Elle a du moins le mérite d'avoir été écrite par un ouvrier, et prouve, comme beaucoup d'autres passages du journal d'où elle est tirée, que de vieilles traditions et une bonne volonté réciproque maintiennent l'harmonie dans les manufactures de porcelaine. Aucune grève n'a encore troublé cette industrie; les patrons n'hésitent point à tendre au travailleur une main qu'ils sont sûrs de ne pas voir repoussée, et *le Parloir* leur rend cette justice, que « librement, sans pression extérieure, ils ont remédié, en élevant les salaires, à la gêne produite par le renchérissement de toutes choses. » C'est une situation exceptionnelle, et nous ne trouvons pas dans toute l'Allemagne deux journaux comme celui des porcelainiers.

Le Correspondant, journal des ouvriers chapeliers, est en lutte perpétuelle avec le *Journal des Chapeliers*, organe des patrons. Il pousse à la coalition et à la grève. L'échec de certaines grèves lui donne bien à réfléchir, mais pour le mener à cette conclusion qu'il faut engager la lutte à bon escient, après s'y être longtemps préparé, à moins qu'un acte de brutalité n'oblige l'ouvrier à déclarer la guerre, coûte que coûte, « pour prouver qu'il a conscience de sa dignité. » Quand les patrons, fatigués de cette attitude provocante, s'entendent pour déclarer qu'ils excluront à l'avenir de leurs ateliers les membres de l'association, *le Correspondant* se récrie sur « cet acte d'une absurdité révoltante, » sur cet orgueil et cette tyrannie. A chaque page déborde la passion. Si encore un pareil langage ne trahissait qu'un violent antagonisme entre des intérêts qu'on pût espérer de concilier un jour! mais on ne voit guère sur quel terrain l'entente serait établie. Il ne suffit pas de dire qu'on n'a « rien de commun avec les démocrates socialistes, ni avec l'Internationale, » et qu'on veut uniquement par « un combat sans pitié » affranchir le travail du Moloch qui l'exploite, c'est-à-dire du capital; quand, au lieu d'un programme raisonné, on ne montre que de vagues aspirations et des exigences dont la partie adverse n'entrevoit pas le terme, on ne peut attendre de celle-ci que la résistance. Alors on s'irrite et l'on menace. Après avoir décliné toute immixtion dans la politique, on en vient à déclarer que « la politique pourrait bien venir en aide au travailleur; » après avoir choisi pour devise : *aide-toi*, on s'en prend à l'état des souffrances de la classe ouvrière; après s'être dit prêt à examiner les divers moyens de conciliation, on rejette avec dédain ceux qui sont offerts, comme le projet d'instituer des tribunaux d'arbitrage dont les arrêts auraient force exécutoire. « Ce serait, dit le journal, une baïonnette dirigée contre la poitrine de chaque ouvrier! » Voilà donc une association engagée contre ses patrons dans un conflit sans issue.

Le Correspondant pour les imprimeurs et les fondeurs en caractères est rédigé dans le même esprit que l'organe des chapeliers, mais avec plus de talent. En Allemagne comme en France, le typographe se considère comme un ouvrier d'élite, comme un « pionnier de la classe laborieuse; » orateur en même temps qu'écrivain, il rédige des manifestes en descendant de la tribune. Tel est M. Härtel, rédacteur en chef du *Correspondant :* il est fort remarqué dans les congrès, et pour son journal il écrit de longues leçons d'économie politique. Aux applaudissemens des socialistes de la chaire, il combât la doctrine admise sur la loi du salaire; en attendant l'établissement universel des sociétés coopératives, qui donneront à l'ouvrier le revenu entier de son travail, il veut, sans s'expliquer clairement, qu'on se serve des associations « pour changer au profit du travailleur la loi de l'offre et de la demande. » A la vérité, il se dit partisan du progrès lent, désabusé des chimères de Lassalle et du communisme français, mais il ne faut pas trop se fier à ces dispositions conciliantes. Dès qu'une grève ou la moindre discussion éclate, le langage du *Correspondant* devient singulièrement amer. Lui aussi d'ailleurs, il a des espérances indéfinies. « Marchons toujours, dit-il, réunissons tous les travailleurs sous la bannière des associations; le reste viendra de soi! » On comprendra ce qu'il faut entendre par ce mot en voyant le journal avouer un jour que la grande majorité des imprimeurs associés « appartient d'idée et de fait à la démocratie socialiste. »

Un tel aveu serait superflu de la part du *Compagnon*, organe des ouvriers bijoutiers, et du *Messager*, organe des ouvriers fabricans de cigares. La première des deux associations, fondée il y a quatre ans, n'était pas au début pénétrée de l'esprit révolutionnaire qui l'a envahie peu à peu. On trouve aujourd'hui dans son journal tous les genres de déclamations, contre l'église par exemple, « qui se dit la fiancée de Christ, le libérateur des prolétaires, et qui a fait un pacte avec les exploiteurs du prolétariat, ces ennemis de Christ ! » Point d'appel à l'insurrection immédiate contre la société; mais *le Compagnon* avertit les ouvriers de compter sur eux-mêmes et de ne point attendre de l'état la réforme sociale; s'il accepte comme par grâce les améliorations partielles que proposent les « socialistes en frac, » c'est à titre d'à-compte sur la liquidation générale. Quant au *Messager*, sa devise empruntée à Lassalle : « les travailleurs sont la pierre sur laquelle il faut bâtir l'église du présent, » dit assez toute sa politique. C'est encore un journal de combat, qui aime la guerre et en connaît toutes les ruses. Le corps de métier qu'il représente est faible contre les patrons, car les fabricans de cigares, dont la marchandise ne se détériore pas en magasin, ont des dépôts considérables qui leur permettent de satisfaire leurs cliens sans

céder aux exigences des meneurs de grève. Forts de cet avantage, ils se sont engagés en commun à fermer leurs ateliers à tout ouvrier gréviste. *Le Messager* reconnaît qu'il n'y a pas moyen de lutter contre plus fort que soi; il conseille donc de renoncer à la grève, mais de faire le vide autour du patron récalcitrant. Les ouvriers de celui-ci recevront, par les moyens dont dispose l'association, des renseignemens sur toutes les places vacantes dans les diverses fabriques; puis la désertion commencera avec l'aide de la *Caisse de secours pour les voyages*, les célibataires partiront les premiers, ensuite les hommes mariés, et la maison sera évacuée sans grève. Comme les ouvriers en Allemagne sont plus nomades que partout ailleurs, ce singulier procédé est plus praticable et plus pratiqué qu'on ne le croirait. Bien entendu, *le Messager* rougit de recourir à de pareils expédiens. Il déclare net que l'association des travailleurs est le meilleur moyen non de réformer, mais de détruire la société actuelle : « elle est la condition *sine qua non* de la fondation et du maintien de l'état social et démocratique de l'avenir. »

Une place à part revient à *l'Association, organe de la Ligue des associations ouvrières*, de MM. Hirsch et Dunker. Tous deux sont des socialistes de la chaire qui n'ont point voulu se contenter de la théorie. Disciples de M. Schulze-Delitsch, ils ont transformé ses sociétés (*Genossenchaften*), qui ne profitent guère qu'à la petite bourgeoisie, en associations (*Gewerkvereine*) analogues aux *trades-unions* d'Angleterre. Treize furent fondées dans l'espace de deux ans (1868-1869), et, rattachées par un lien commun, formèrent *la ligue des associations allemandes*. Le pouvoir législatif réside dans l'assemblée générale, le pouvoir exécutif dans le conseil central; mais, pour donner à la direction la force qui vient de l'unité, un des membres du conseil reçoit un titre et des attributions spéciales : c'est l'avocat de la ligue (*Verbands-Anwalt.*) Celui-ci est rédacteur en chef du journal; chargé de la propagande, il doit se transporter partout où sa présence est jugée nécessaire. Il ne s'agit donc plus ici d'un journal rédigé par des ouvriers, car M. Hirsch, aujourd'hui avocat de la ligue, est docteur et légiste : *l'Association* est une sorte de moniteur de la réforme sociale, qui se fait auprès des classes élevées l'interprète des vœux de la classe laborieuse. C'est un très beau rôle, mais on apprécie sévèrement en Allemagne la manière dont il est rempli. Les patrons reprochent à la ligue d'encourager ou de faire naître étourdiment des grèves, comme ce le qui éclata parmi les mineurs à Waldenburg, en Silésie, au moment même où M. le docteur Hirsch venait d'y fonder une association. La grève finit mal pour les ouvriers. Le conseil central eut beau s'interposer comme médiateur, et l'avocat multiplier ses voyages à Waldenburg, puis faire appel aux souscriptions publiques,

à l'emprunt, à toutes les caisses de la ligue; les patrons tinrent bon. Quand les 6,000 grévistes eurent épuisé leurs économies, ils reçurent de Berlin cette dépêche : « émigrez en masse! » Un millier d'entre eux obéirent et furent dirigés un peu au hasard vers des endroits où ils ne trouvèrent point d'ouvrage. Ceux qui restèrent durent céder. On les consola par une proclamation où il était dit que « les plus vaillantes armées succombent parfois sous le nombre, » et que « l'Allemagne entière les avait admirés. »

L'Association a le tort, plus grave encore, de mêler sans cesse la politique aux questions économiques et d'être le journal d'un parti, celui des *progressistes*, auquel appartiennent M. Hirsch et ses amis. Par là, ces réformateurs courent le risque de passer pour des ambitieux qui cachent sous les plus savantes théories une réclame électorale. M. Ludwig Bamberger, un des députés les plus distingués du parti national-libéral, ne leur ménage pas ce reproche dans le livre qu'il vient de publier sur la *Question ouvrière*. Certains faits, qu'il cite, semblent lui donner raison. Au plus fort de la grève de Waldenburg, on vit en effet les ouvriers réclamer comme une dette l'assistance des progressistes, et ceux-ci fournir plus de 26,000 thalers sur les 30,000 qui furent recueillis par souscription. Dans les derniers jours du conflit, les députés du parti intervinrent en faveur des grévistes, par voie d'interpellation, dans la seconde chambre de Prusse. En échange de tant de peines, ils attendent une récompense, qui est la sympathie des électeurs ouvriers : aussi *l'Association* ne perd-elle pas une occasion de désigner aux colères de ceux-ci les adversaires politiques de son rédacteur en chef. S'il arrive qu'un grand industriel qui refuse de céder à ses injonctions déraisonnables appartienne au parti national-libéral, elle en fait malicieusement la remarque. Il s'en faut d'ailleurs qu'elle tienne la balance entre l'ouvrier et le patron : sévère jusqu'à la dureté pour celui-ci, elle a pour l'autre des ménagemens qu'on peut à bon droit suspecter. Si M. Bamberger, dans le jugement qu'il porte sur cette conduite, n'est point à son tour égaré par l'esprit de parti, il faut conclure que ces docteurs ès-sciences d'état ont grand tort de prétendre à l'originalité et de se donner, comme ils font, pour les révélateurs d'une science nouvelle, « l'économie éthique » (*ethische Volkswirthschaft*), car nous connaissons depuis longtemps en France cette sorte de philanthropes qui s'engagent à résoudre la question sociale en dix minutes quand ils seront députés et ministres. Quoi qu'il en soit, le journal donne un détestable exemple, dont peuvent s'autoriser tous les partis qui exploitent en Allemagne la question sociale. De quel droit reproche-t-il aux catholiques une conduite qui ressemble à la sienne? Mgr de Mayence parle à peu près comme un socialiste de la chaire quand il impute la désorganisation de la

société à l'esprit moderne, qui affranchit l'individu de l'église, de la commune, de la corporation, de la famille même, pour l'abandonner à l'isolement. Quant aux sociétés ouvrières catholiques, dont le nombre est déjà respectable, elles sont aussi légales et aussi légitimes que les associations patronnées par les progressistes. Vieux et nouveaux catholiques, protestans orthodoxes ou libéraux, politiques de tous les partis offrent à l'envi leur appui au travailleur, et celui-ci sait le poids de son suffrage en le voyant partout recherché. Quoi d'étonnant qu'il confonde à son tour la question sociale et la question politique, et que, laissant à leurs disputes les réformateurs, universitaires ou ecclésiastiques, des bourgeois après tout, il se tourne vers les démocrates socialistes, c'est-à-dire vers les révolutionnaires!

II.

Un nom et une idée dominent les fractions du parti révolutionnaire socialiste en Allemagne, le nom de Lassalle et l'idée que la société actuelle est radicalement incapable d'améliorer le sort de ceux qui souffrent. Si court qu'ait été l'apostolat de Lassalle, brusquement terminé par sa fin tragique, on peut dire que son esprit vit encore au milieu de ses disciples. Ceux que sa parole avait réunis sont divisés par des querelles de personnes ou de programmes; de la « Ligue générale des travailleurs allemands, » fondée par lui en 1863, est sorti, par une sorte de schisme, le « Parti démocratique socialiste des travailleurs allemands. » La « Ligue » se vante d'avoir conservé seule les traditions du maître et le culte de sa personne, tandis que le « Parti » a répudié cette idolâtrie, comme contraire à l'esprit démocratique; de part et d'autre on s'observe, on se suspecte, on s'insulte même, mais on fait en commun une guerre acharnée à la société, que Lassalle a condamnée. Dans toutes les mémoires est gravé le souvenir de cette joute célèbre où le vénérable M. Schulze-Delitsch reçut de si terribles coups du champion « des déshérités. » La thèse de Lassalle était faite pour séduire, car il démontrait l'inutilité absolue de l'épargne, si péniblement amassée qu'elle fût. Il raillait amèrement ces mesquines fondations de caisses de secours, d'assurances mutuelles, expédiens inventés par la bourgeoisie, miettes de pain jetées au monde des affamés. Sa dialectique, empruntée à l'école de Hegel, déchirait la loi des salaires et ruinait tout le système actuel de production. Une immense érudition lui fournissait en abondance de spécieux argumens contre le capital et la propriété, ces « catégories historiques » qui n'ont qu'une raison d'être relative et qui disparaîtront avec les circonstances passagères d'où elles sont nées. Il prêchait

comme une vertu la haine des citoyens les uns contre les autres, humiliait la bourgeoisie allemande par la comparaison avec cette grande bourgeoisie française de 1789 qui « réunissait en elle tout le génie de la France, et qui était l'esprit vivant de son temps et de son pays, » et, par une éloquente exposition de l'histoire entendue à sa façon, prouvait que le temps du *quatrième ordre* était enfin venu. Alors, avec toute la rigueur d'une déduction scientifique, il construisait le monde nouveau, où il n'y aurait place que pour le travailleur. Les ouvriers de chaque métier s'organiseraient en sociétés locales, dont la réunion formerait une corporation s'étendant sur toute l'Allemagne. Toutes ces corporations, parmi lesquelles on compterait, bien entendu, celle des ouvriers qui travaillent la terre, trouveraient aisément une organisation unique, qui serait l'état social et démocratique. L'état distribuerait la matière première et l'outil, réglerait la production et répartirait le revenu entre tous dans la mesure des services rendus. Ainsi commencerait en ce monde le règne de la justice absolue. Telle était la terre promise que Lassalle montrait aux ouvriers allemands. Il se flattait de les y conduire : s'adressant à la grande majorité des Prussiens, à ceux qui n'ont qu'un revenu insuffisant pour vivre, et qui, d'après une statistique de 1850, souvent citée par lui, forment les 96 pour 100 de la population totale, il les pressait de s'enrôler sous ses ordres et de s'emparer tout simplement de l'état par le suffrage universel.

Il serait superflu de noter dans ce programme de Lassalle l'imitation d'idées françaises; mais c'était l'originalité de cet homme de présenter ces chimères avec un appareil de preuves inattendu et une éloquence entraînante. Il était si supérieur à ses adversaires, soit par la plume, soit par la parole, soit qu'il affrontât dans les réunions les colères des économistes, ou que du banc des accusés il humiliât les procureurs du roi de Prusse, — il avait en une telle perfection toutes les qualités de l'agitateur que l'invraisemblance s'évanouissait, et que ses illusions semblèrent à beaucoup une réalité prochaine. Pourtant on ne saurait habiter longtemps cette région des rêves. Après un an de dictature sur la ligue des ouvriers, Lassalle commençait à sentir le désenchantement. S'il eût vécu plus longtemps, il aurait reconnu qu'il ne pouvait d'un coup créer la société nouvelle, et compris la nécessité des atermoiemens et des transactions. Ses successeurs sont plus sages que lui. Le but final semble avoir reculé à leurs yeux; ils le montrent encore dans leurs programmes, et les deux partis sont d'accord pour proclamer l'avénement futur de l'état social et démocratique, mais leur tactique n'est plus celle du maître. Lassalle était un idéaliste; or l'ouvrier allemand n'entend point du tout vivre d'idéal, et l'on n'obtiendrait de

lui aucun sacrifice sans l'appât de quelque profit immédiat. M. le professeur Held, dont les sympathies pour la classe laborieuse sont irrécusables, déplore « l'épais et grossier matérialisme » auquel elles sont en proie. Les meneurs du parti ne peuvent donc, comme faisait Lassalle, négliger l'intérêt du moment et remettre la réforme entière au temps où l'état, emporté d'assaut, serait au service des réformateurs. Aussi les démocrates socialistes et la ligue générale ont organisé des associations ouvrières. Elles diffèrent de celles de MM. Hirsch et Dunker en ce point important qu'elles ont un but révolutionnaire avoué : par elles, les deux partis organisent des grèves et disciplinent l'ouvrier pour la grande lutte, tout en jetant à ses appétits surexcités quelque satisfaction, comme l'augmentation du salaire ou la réduction des heures de travail. En même temps leurs journaux font une énergique propagande. Ils sont nombreux, mais il ne servirait de rien de les passer en revue l'un après l'autre, car ils sont d'accord sur tous les points essentiels. Notons seulement que la ligue générale a pour organe *le Nouveau Démocrate socialiste*, et que les autres feuilles se groupent autour de *l'État populaire* (*Volksstaat*), organe du « parti démocratique socialiste. »

Les théories d'économie politique qu'on rencontre dans la presse révolutionnaire n'ont qu'un intérêt médiocre, elles ne font que retourner sous toutes ses faces le problème de l'organisation du travail par l'état; mais les écrivains mettent un soin particulier à déclarer qu'ils n'attendent et ne veulent rien des maîtres actuels de l'état. C'est presque un crime que de leur adresser une requête. Au congrès de Mayence (septembre 1872), la proposition de réclamer des corps législatifs une étude sur la situation des classes ouvrières fut repoussée, attendu qu'il est « incompatible avec la dignité des travailleurs de pétitionner auprès des gouvernemens et des assemblées actuels. » On devine aisément de quel œil ces vrais socialistes regardent les socialistes de la chaire. *L'Ami du peuple de Brunswick*, résumant les travaux de ces docteurs au congrès d'Eisenach, les traite en ennemis, en ajoutant cependant que des têtes aussi confuses ne sont pas capables d'entraver le mouvement. « Défiez-vous d'eux! s'écrie le journal de Chemnitz. Ils vous apportent une aumône, une soupe de mendians! » Leur désintéressement même paraît très problématique. « Ce sont, dit la même feuille, les socialistes brevetés de sa majesté le roi de Prusse! » Entre révolutionnaires et réformateurs, l'entente est impossible. « Chaque membre du parti, dit l'article 2 du programme des démocrates socialistes, s'engage à défendre énergiquement le principe suivant : l'état actuel, politique et social, est injuste au plus haut degré, et doit être combattu avec la plus grande énergie. » Or on voit de quel combat il s'agit dans les écrits qui amenèrent en 1871 Bebel et Liebknecht devant la cour

d'assises de Leipzig. « Le socialisme, dit Bebel, n'est plus une question de théorie, c'est une question de force, qui sera dénouée, non dans un parlement, mais dans la rue et sur le champ de bataille. Si nous avons derrière nous la masse des travailleurs de Berlin, nous pouvons dire : Berlin est à nous ! Et si Berlin est à nous, nous pouvons dire que l'Allemagne nous appartient, car à Berlin est le grand ennemi et doit être frappé le grand coup ! »

C'est contre le grand ennemi que sont dirigées les plus constantes attaques. La personne de l'empereur Guillaume est à peine protégée par la loi, et celle de M. de Bismarck est en toutes circonstances très malmenée. Les mesures favorables aux travailleurs que promettent les feuilles officieuses sont un produit « de la tartuferie bismarckienne. » Les lois, dites libérales, sur les rapports de l'église et de l'état ne trouvent point grâce devant les plus farouches ennemis de l'église, et personne ne les a mieux jugées que ne fait en deux mots *le Journal démocratique :* « elles n'affranchissent pas, elles enchaînent. » — « Le culte moderne du dieu Bismarck, disent encore les *Feuilles démocratiques*, n'admet point qu'un autre dieu ait des prétentions absolues à l'adoration. Soumettre sa conscience à l'infaillibilité bismarckienne, c'est le premier devoir du national-libéral. » Il ne faudrait point voir dans cette inimitié contre la Prusse l'expression de rancunes particularistes. Ces socialistes ne sont pas des patriotes allemands dont le rêve est de secouer l'hégémonie prussienne, car ils combattent avec acharnement l'idée de la patrie. Ils s'efforcent de diminuer les dernières victoires de l'Allemagne. Ainsi *l'État populaire* a fait un tirage spécial d'une série d'articles sur l'histoire de la Prusse avant et après Iéna; les foudroyans succès de l'armée de Napoléon y sont racontés avec complaisance, et la brochure se termine par ces mots : « que l'on compare la guerre de 1807 à celle de 1870, on verra si tout ce bavardage sur les succès inouis, sans pareils, de l'armée allemande, a la moindre apparence de raison. » Le chauvinisme est impitoyablement poursuivi par toute la presse socialiste. Elle trouve dans ce travers une inépuisable matière à raillerie, car les têtes les plus solides n'ont pas su s'en défendre. Ce n'est point que les moralistes manquent en Allemagne pour signaler le danger de l'admiration de soi-même et du mépris de son ennemi. M. de Sybel, un des premiers, a bien voulu reconnaître que nous ne sommes point le peuple absolument corrompu qu'on se représente au-delà du Rhin. A l'envi, les journaux répètent qu'il faut se mettre en garde contre un défaut qui nous a perdus, et, pour joindre l'exemple au précepte, ils condescendent à faire des qualités françaises une peinture qui paraîtrait à des Français trop flatteuse; mais il faut aller au fond des pensées : l'orgueil est visible derrière ces exhortations à la mo-

destie. On nous concède tout le menu fretin des vertus : le reste est allemand de nature. On dit « la bonne foi allemande, la moralité allemande, la profondeur allemande, la modestie allemande. » Ces mots « la science allemande » désignent, non point les travaux de savans nés en Allemagne, mais une sorte particulière et supérieure de science. La nature elle-même n'échappe pas à cette prise de possession : le sol allemand a toute sorte de vertus spéciales, et l'on dit « le chêne allemand, » comme si le roi des forêts portait en ce pays des feuilles et des glands d'une espèce exceptionnelle. Ainsi, entre l'Allemagne et le reste du monde, l'orgueil national trace une frontière infranchissable. Cette disposition d'esprit sert à merveille la politique de la Prusse, car elle induit les Allemands à mettre au-dessus des lois humaines l'intérêt de l'Allemagne, et, comme les questions d'intérêt sont des questions de force, à tout sacrifier pour l'organisation d'une force redoutable. De là cette colère du socialisme contre un sentiment si bien exploité par le grand ennemi, et les efforts qu'il fait pour détruire le patriotisme au profit de la fraternité universelle, c'est-à-dire de l'Internationale.

Lassalle n'a point connu l'Internationale, mais Karl Marx en a répandu les maximes dans l'Allemagne entière. Son influence est grande, surtout parmi les démocrates socialistes, et ceux-ci ont écrit dans leur programme : « Attendu que la question de l'affranchissement du travail n'est ni locale ni nationale, mais sociale, et qu'elle se retrouve dans tous les pays où existe la société moderne, le parti démocrate socialiste se regarde, autant que cela est permis par les lois sur les associations, comme une branche de l'Internationale et s'unit à ses efforts. » La ligue générale des ouvriers allemands, après avoir hésité quelque temps à rompre, sur ce point encore, avec la tradition lassalienne, vient de déclarer à son tour qu'elle se considère comme « représentant la classe ouvrière allemande dans l'ensemble du mouvement socialiste international. » Ainsi des deux parts on abjure tout patriotisme. Pour le prolétaire allemand, la patrie n'est plus qu'un champ de bataille. « Tout internationaux que nous soyons, dit Liebknecht, nous commettrions une grande faute, si nous ne nous intéressions point aux affaires nationales. Nous sommes en Allemagne : l'Allemagne est notre poste de combat ! »

L'Internationale a tout un corps de doctrines qui se retrouvent dans les journaux allemands, et qu'il serait inutile de reproduire, car elles sont vraiment internationales et trop connues en France. Des professions tapageuses d'athéisme, l'éloge enthousiaste du matérialisme, des prophéties sur l'âge d'or qu'inaugurera « la mort du dernier prêtre et du dernier roi, » tout ce qu'on entendait dans nos clubs rouges se lit quotidiennement dans la presse rouge d'Allemagne. Un peu de pédantisme donne à ces banalités sinistres le

goût du cru : le socialiste allemand cite Linné, Cuvier, Humboldt, Lamarck, Lyell, Darwin ; il semble aussi qu'il s'enfonce plus avant dans le matérialisme et s'y complaise mieux. Il ne cache point la pensée qui dirige cette croisade contre les croyances de l'humanité. Détruire dans l'esprit du peuple toute idée de l'immatériel et toute espérance en la vie future, c'est rendre plus enviables à ses yeux les jouissances de la vie présente et plus odieux les privilégiés qui volent aux pauvres gens leur part de bonheur. La haine du bourgeois est inséparable de la haine du Dieu qu'on l'accuse d'avoir inventé. Les journaux du parti exploitent les scandales financiers qui déshonorent le « royaume de la crainte du Seigneur, » comme ils disent en parodiant le langage hypocrite des piétistes. Tout crime commis par un bourgeois a les honneurs du fait divers. Des romans et des nouvelles peignent sous les plus tristes couleurs les mœurs de la haute société, et l'on trouve parfois des morceaux déclamatoires, tels que celui-ci, qu'il faut citer comme antithèse à l'idylle des porcelainier :

« Quels sont ces hommes aux muscles de fer, et au maigre visage, qui travaillent, aux feux des fourneaux, à fondre le fer? qui dans la poussière et le bruit des sombres fabriques dirigent mille machines et dont la main produit les merveilles de l'industrie? Quels sont ces hommes qui, par le froid et le chaud, sous le soleil et la pluie, bâtissent les palais, ou qui poussent péniblement la charrue dans les champs, pour arracher à la terre ses présens?

« Demandez au frivole gandin, à l'orgueilleux hobereau, à tous ceux qui vivent et font bombance dans les palais en mangeant le travail des autres! Ils vous le diront!

« Ils diront : « C'est la canaille! »

« Quelle est cette femme qui, dans une misérable hutte, se consume de douleur près du cadavre de son mari, tué au service du capital? Quels sont ces enfans qui, affamés et grelottans, courent dès l'aube vers la noire prison dont la cheminée fume? Quelles sont ces filles qui errent sans foyer, désespérées, un enfant au sein, rejetées de la société humaine, ou qui ont déjà bu toute honte, et, couvertes de soie ou de velours, le cœur vide et le corps malade, vont çà et là par les rues des villes sous l'œil de la police?

« Demandez aux exploiteurs de femmes et d'enfans, demandez aux séducteurs; ils ne vous feront pas attendre longtemps!

« Ils diront : « C'est la canaille! »

Le rédacteur du *Nouveau Démocrate socialiste* continue longtemps sur ce ton passionné. Il demande au joyeux vivant, au bas-bleu sentimental, comment ils appellent ces misérables auxquels ils jettent une maigre aumône par charité ou « pour résoudre la question sociale? » Ils lui répondent : C'est la canaille. « Si la presse libérale,

dit-il, recevait l'ordre d'imprimer tous les jours, au-dessous du titre, en lettres longues comme les doigts, cette phrase : « le peuple, c'est la canaille! » elle serait assez lâche pour obéir. Eh bien! que le peuple accepte ce terme d'ignominie et le change en un titre de gloire, comme ont fait les gueux des Pays-Bas, insurgés contre la tyrannie espagnole, ou les combattans de la commune de Paris succombant sous la rage des Versaillais! »

Ces combattans de la commune de Paris sont les héros du prolétaire allemand. Il faut bien dire au reste que ce parti du désordre cherche en France son appui et des exemples. Lassalle faisait dater du 24 février 1848 l'avénement du quatrième ordre, et Karl Marx veut que l'armée internationale attende pour signal du combat que le coq gaulois « ait chanté. » L'insurrection communiste avait été saluée par les applaudissemens des socialistes d'Allemagne; ils déplorent sa chute comme un des malheurs qui ont frappé l'humanité. Tous les ans, ils fêtent l'anniversaire de son avénement, et leurs journaux se recueillent à la fin du mois de mai pour réprouver les horreurs de « la sanglante semaine. » Le 31 mai dernier, *l'État populaire* remplissait ce devoir dans une page étrange où la légende de la commune est déjà toute faite. Il passe en revue sa trop courte histoire. Déjà l'affranchissement du travail était commencé : la Babylone moderne était purifiée; pas un crime, pas une débauche; les filles perdues avaient été ramenées au bien, ou renvoyées à leurs souteneurs de Versailles; Raoul Rigault, ce martyr calomnié, exerçait avec le plus scrupuleux respect de l'innocent son rôle de justicier. Cependant la commune, légiférant d'une main, combattait de l'autre, et sa défense improvisée s'imposait à l'admiration du monde. Il fallut pour la réduire la coalition infâme des ennemis de la veille. M. de Bismarck et M. Thiers, qui apparaissent dans ce drame sous des traits de réprouvés et de maudits, signent à Francfort le pacte des bourgeois de France et d'Allemagne. Pour avoir les 500 millions qui lui seront comptés après la soumission de Paris, M. de Bismarck dirige en foule les prisonniers français vers la ville assiégée. Le 20 mai, le pacte était ratifié, et le 21 les Versaillais entraient dans Paris. « L'assassinat en masse commença, 10,000 hommes tombèrent sur les barricades, 30,000 au moins, prisonniers ou blessés, furent égorgés par les vainqueurs; beaucoup de femmes et d'enfans, en tout 50,000 hommes avaient péri. Trente jours après, Thiers payait fidèlement à Bismarck les 500 millions pour 50,000 hommes, c'est-à-dire 10,000 francs par tête. Le prix du sang était gagné! »

III.

Tels sont les sentimens de la presse socialiste en Allemagne. Les victoires de nos voisins n'ont pu les préserver du mal que la

France vaincue porte dans son sein : de fausses théories, répandues à profusion, menacent de diviser la société allemande en deux classes irréconciliables. C'est, au milieu des joies du triomphe, un sujet d'anxiété pour leurs hommes politiques, et nous avons maintes fois recueilli en Allemagne cette opinion, que la question sociale y est plus redoutable qu'en France. Des citations de journaux ne suffiraient point à expliquer de telles craintes, car la violence du langage n'est point une preuve de force : il faut donc essayer de retracer l'organisation du parti, et de dénombrer l'armée qui marche derrière les meneurs dont nous connaissons les doctrines.

Au premier abord, il ne semble pas qu'il y ait lieu de tant s'alarmer. En effet, les associations que les socialistes de la chaire et les socialistes révolutionnaires s'efforcent à l'envi de développer ne sont parvenues jusqu'ici qu'à une médiocre prospérité. Celles de MM. Hirsch et Dunker comptaient 30,000 membres en 1863, elles n'en ont plus que 20,000 aujourd'hui, et cette décadence était signalée dès les premiers mois de l'année 1870 : or les deux fondateurs considèrent les associations comme le point de départ obligé de toute la réforme sociale. Les révolutionnaires qui voudraient en faire des « bataillons d'exercice » n'ont point encore trouvé le nerf de la guerre, c'est-à-dire l'argent. La plus puissante des associations allemandes est celle des « travailleurs de métaux, » qui ne compte que 4,000 ou 5,000 membres, c'est-à-dire la petite minorité des ouvriers de cette profession; encore ne paraissent-ils pas très zélés à remplir leurs devoirs : les cotisations sont levées avec difficulté, et le conseil général reprochait naguère à ceux qui l'avaient élu de manquer « de sérieux et de zèle pour la cause. » Les prêts d'une association à une autre sont une opération très hasardée. Pendant la grève de Waldenburg, les « travailleurs d'or et d'argent » avaient avancé aux mineurs une somme assez considérable : depuis ils l'ont vainement réclamée. Ces questions pécuniaires ont plus d'une fois troublé les réunions socialistes. Quelle différence avec les *trades-unions* d'Angleterre, qui doivent précisément leur puissance à leur solidité financière !

La division des socialistes en deux fractions ennemies est d'ailleurs un très sérieux obstacle au développement des associations. Dans la guerre commune qu'elles font à l'état, elles se défient l'une de l'autre, s'accusent de trahison, et, disons le mot, se soupçonnent mutuellement d'être à la solde de quelqu'un. Les démocrates socialistes sont les plus ombrageux. Ils se nomment eux-mêmes « les honnêtes gens » par opposition à leurs adversaires. Quand ils se sont séparés de la « ligue générale, » celle-ci était dirigée par l'avocat Schweitzer, le second successeur de Lassalle. Soit qu'il fût séduit comme patriote et comme révolutionnaire par la politique de M. de

Bismarck, soit qu'il eût des raisons moins honorables de ménager le ministre prussien, Schweitzer publia en 1865 une série d'articles où il adjurait M. de Bismarck de reprendre « par le fer et par le sang » la politique de Frédéric. « La diète et l'Autriche, disait-il en terminant, les moyens et les petits états sont absolument impuissans dans la question allemande; deux facteurs seuls sont encore capables d'agir, la Prusse et la nation, la baïonnette prussienne ou le poing du prolétaire. » L'accusation de corruption ne se fit point attendre. On savait M. de Bismarck disposé à chercher un appui dans la classe ouvrière contre la bourgeoisie raisonneuse et libérale. Il avait, l'année précédente, introduit auprès du roi une députation des tisserands de Silésie, et les journaux officieux s'étaient à ce propos fort emportés contre la tyrannie des patrons. M. de Bismarck lui-même avait, du haut de la tribune, laissé tomber cette parole : « souvenez-vous que les rois de Prusse ont toujours été les rois des pauvres! » Le langage du président de la ligue générale semblait dénoncer un complice du ministre, et les « honnêtes gens » firent une rude guerre au « socialiste impérial. » Quand il eut succombé, abandonné par les siens mêmes, et rayé des listes de la ligue générale, ils ne se départirent pas de leur défiance. Ils accusent leurs rivaux d'avoir choisi Berlin comme capitale de l'association, afin d'y être placés sous la main du maître, et d'y servir d'épouvantail aux bourgeois des chambres prussiennes et du *Reichstag*. Ils leur imputent les tapages de rue, et, par allusion aux émeutiers qui ont troublé les boulevards de Paris à la fin de l'empire, les appellent les « blouses blanches de Berlin. » Cependant la ligue n'est point à court de riposte. Elle reproche aux démocrates socialistes d'avoir jeté la division parmi les ouvriers au profit de la bourgeoisie, et d'être en même temps les agens du roi de Hanovre et de l'électeur détrôné de Hesse. On a plusieurs fois essayé de réconcilier ces frères ennemis. Nous avons vu au mois dernier à Francfort, dans une réunion de démocrates socialistes, où des membres de la ligue étaient venus mettre le désordre, un ouvrier se jeter entre les deux camps et s'écrier : « Pendant que vous vous disputez, les bourgeois se font servir d'excellens dîners au Jardin des Palmiers! » Le conciliateur fut très applaudi, et l'évocation de l'ennemi commun ramena le calme dans les esprits; mais la polémique engagée entre les meneurs dans *l'État populaire* et *le Nouveau Démocrate socialiste* est si violente et si injurieuse qu'elle a empêché jusqu'ici tout accommodement définitif.

Il serait intéressant, mais il n'est pas facile de déterminer par des chiffres exacts la force relative des deux fractions socialistes. La guerre et le mécontentement causé par la conduite de Schweitzer semblèrent avoir porté un coup mortel à la ligue générale, et ses

deux journaux moururent d'inanition dans le cours de l'année 1871; mais elle ne tarda point à se relever. Dans l'assemblée générale tenue à Berlin au mois de mai 1872, le rapport sur la situation constate que la ligue a payé toutes ses dettes, et qu'elle est en mesure de consacrer un excédant de recettes aux « frais d'agitation. » Huit agitateurs furent en effet envoyés dans toutes les directions. A la même date, *le Nouveau Démocrate socialiste* annonçait que la ligue comptait 21,154 membres payant la cotisation réglementaire, mais il estimait que le nombre des ouvriers qui de cœur et d'âme marchaient d'accord avec elle était vingt fois plus considérable, de telle sorte qu'aux élections elle disposait d'au moins 200,000 voix. Ce qui est plus certain, c'est que le journal de la ligue voit croître régulièrement le nombre de ses abonnés. Il en avait 5,000 en octobre 1871, 8,056 en décembre 1872, et sa situation financière lui permet de distribuer gratuitement, comme moyen de propagande, bon nombre d'exemplaires. Les démocrates socialistes ont à peu près subi les mêmes vicissitudes. La guerre les a fort éprouvés, car leur comité de direction fut emprisonné à la suite d'un manifeste où il protestait à l'avance, au nom des travailleurs allemands, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine; leur journal fut poursuivi, et ses deux principaux rédacteurs, Bebel et Liebknecht, sont encore dans une forteresse. Plus agressifs que la ligue et plus exposés aux procès, ils ont plus de difficulté à se réunir et à se compter. Aussi le chiffre des adhérens représentés à chaque assemblée générale varie sans jamais être très élevé. Au congrès de Dresde, en août 1871, on en comptait seulement 6,252; à celui de Mayence, en septembre 1872, le secrétaire constatait que depuis le mois de janvier le parti était en voie de progrès rapide; il avait recruté 4,000 nouveaux membres, et « fait pénétrer l'agitation socialiste dans des milieux où elle était encore inconnue. » La presse des « honnêtes gens » est d'ailleurs en pleine prospérité. *L'État populaire* avait au milieu de l'année 1871 3,212 abonnés, et le 31 mai 1873 il annonçait avec joie qu'il en comptait désormais 7,350 : le nombre en a donc plus que doublé en deux ans. Les doctrines du parti sont encore défendues par d'autres journaux, auxquels on peut attribuer au moins 10,000 abonnés. La presse des démocrates socialistes a donc plus de lecteurs que l'unique organe de la ligue générale, et l'on en peut conclure que le parti n'exagère pas sa puissance quand il déclare disposer des voix de plus de 150,000 électeurs.

Alors même qu'on admettrait sans conteste l'évaluation faite par les révolutionnaires de leurs propres forces, il faudrait conclure qu'ils ne sont point très redoutables : 400,000 électeurs forment une très modeste minorité dans le corps électoral de l'empire. Parmi eux, un très petit nombre sans doute répondrait à un appel insur-

rectionnel, car on professe en Allemagne le respect de la force, et, si l'on commence à y détester la police, on la craint encore. Les dissensions du parti seraient l'excuse toute naturelle de l'abstention des timides. A supposer que le signal vînt de Berlin, les *honnêtes gens* pourraient refuser de tremper dans une émeute ordonnée par M. de Bismarck, et la ligue générale, si les démocrates socialistes prenaient l'initiative, ne se soucierait point de travailler pour le roi de Hanovre. Voilà en vérité de faibles ennemis pour un des gouvernemens les plus forts de l'Europe. Cependant les progrès incontestables et rapides faits depuis deux ans par la propagande socialiste donnent à réfléchir et demandent une explication.

Ces progrès tiennent d'abord à l'activité de la propagande. C'est un sujet d'étonnement pour l'étranger que la fréquence des réunions publiques. Les murs des villes industrielles sont couverts d'affiches rouges qui convoquent les ouvriers à des discussions dont elles donnent l'ordre du jour. La plus nombreuse réunion à laquelle nous ayons assisté est celle qui fut tenue à Francfort le 24 mai dernier par la ligue générale. Plus de 1,000 personnes étaient réunies dans une salle immense. Des écussons portant des devises révolutionnaires ornaient les murs. Au centre pendait un énorme drapeau de soie rouge à franges d'or, offrande des dames et des jeunes filles de la ligue. La tribune, toute rouge, était décorée du triangle et du bonnet phrygien; on y lisait l'inscription : *liberté, égalité, fraternité*. Au-dessus était placé un portrait de Lassalle. L'auditoire, plus calme que celui de nos clubs, buvait tranquillement la bière autour de tables gigantesques. Quant aux orateurs, ils ont été formés à l'école des nôtres. Ils ont les mêmes métaphores : la sueur et le sang du peuple font les principaux frais de leur éloquence, et ils parlent à tous momens de l'*idée* et du culte qu'ils lui ont voué. D'ailleurs les longs cheveux partagés au milieu de la tête et retombant sur les épaules, les figures amaigries, osseuses, dont le sourire sans gaîté n'est qu'une contraction nerveuse, nous rappelaient les types de ces bourgeois déclassés ou de ces ouvriers, déserteurs de l'atelier, parmi lesquels se recrute le personnel des orateurs de clubs. Autour d'eux, quand ils descendent de la tribune, s'empressent les vrais travailleurs, qui ne parlent point, mais qui admirent les parleurs et se sentent tout fiers d'appuyer leurs mains calleuses sur l'épaule de ces Démosthènes. Pendant les discours, des hommes circulaient, tendant un plateau et une liste pour recevoir les offrandes et les inscriptions. C'est au moment où les passions sont échauffées de la sorte par une éloquence malsaine que la ligue procède à la levée de ses recrues.

Les sujets discutés dans ces assemblées sont très variés. Il y a deux mois par exemple, à Nuremberg, les démocrates socialistes étudiaient

cette question : le socialisme est-il ennemi de la révolution? Quelques jours après, ils étaient convoqués à venir entendre « la réfutation de la dernière calomnie dirigée contre le parti par le *Courrier de Franconie*. » L'affiche ajoutait : « Le rédacteur Stolz (l'auteur de la calomnie) est invité. Camarades, c'est affaire d'honneur à chacun de nous de répondre à l'appel! » D'autres fois on se réunit, sans objet de discussion, pour assister à une fête fraternelle. On joue la comédie, on déclame quelque grand morceau de poésie socialiste, on fait de la musique et l'on danse. Cette coutume est accueillie avec faveur par les ouvriers. On sait combien est répandu en Allemagne l'usage que les gens de même condition se rencontrent dans des réunions périodiques. Les ouvriers ont maintenant les leurs, et le quatrième ordre y prend conscience de lui-même. Ce sentiment se montre de mille manières dans les journaux socialistes, dont les annonces sont curieuses à lire. L'ouvrier y insère toutes les nouvelles qui peuvent intéresser ses camarades : succès d'une grève, fondation d'une société coopérative, etc.; l'émigrant y annonce son départ pour l'Amérique en envoyant à tous ses amis des adieux fraternels, et l'on y trouve quelquefois des avis comme celui-ci, qui est tiré de *l'État populaire :* « Monsieur et madame... informent les frères et amis qu'il leur est né un petit démocrate socialiste. » Déjà le quatrième ordre a sa littérature particulière; il ne convient point qu'un membre de l'Internationale lise ou chante les *lieder* allemands, tout pleins de sentimentalités ou de superstitions patriotiques; on lui en a fabriqué qui soient à sa convenance, et les journaux annoncent des recueils de *lieder* du prolétariat. Ainsi les ouvriers tendent à former comme une société à part : ils mettent en commun leurs joies et leurs peines; ils acquièrent tous les jours une idée plus nette de leur force et le sentiment de leur solidarité; leur esprit s'habitue aux théories les plus étranges et n'a plus de révolte contre l'absurde; enfin l'orgueil pervertit leurs cœurs : que l'on interroge les patrons de toutes les industries, les grands propriétaires et les fermiers, tous se plaignent du changement survenu dans le caractère de l'ouvrier, et déclarent qu'il est devenu arrogant et intraitable.

Nul doute que le parti révolutionnaire ne puise aussi de nouvelles forces dans l'unification de l'Allemagne. La suppression des frontières a rapproché les intérêts communs et les passions semblables. Or dix partis socialistes, qui ont affaire à dix gouvernemens, sont moins redoutables qu'un seul qui n'a plus qu'un adversaire. Le but des efforts révolutionnaires semble rapproché; le vœu de Néron est accompli : il n'y a plus qu'une tête à couper. L'instinct de Lassalle ne s'y était pas trompé. Un de ses premiers écrits politiques est une brochure, publiée en 1859, où il adjure la Prusse de laisser l'Au-

triche aux prises avec la France, parce que l'unité de l'Italie sera le commencement de l'unité allemande. Au milieu du découragement qu'il éprouvait, en 1864, à voir que le succès ne répondait point à ses illusions, une espérance le soutenait : il annonçait que de grands événemens allaient s'accomplir, et, comme cet agitateur de génie voyait clair dans la politique de M. de Bismarck, il prédisait qu'avant deux ans celui-ci imposerait à l'Allemagne le suffrage universel. Singulière destinée que celle de M. de Bismarck! le légitimiste intolérant, le *junker* provocateur, qui scandalisait la Prusse de 1850 par la fureur de ses passions réactionnaires, s'est rencontré en communauté d'idées avec les révolutionnaires les plus ardens. Au fond du cœur, tous lui rendent l'hommage que reçut un jour la mémoire de Richelieu dans la convention nationale. C'est que les destructeurs applaudissent toujours à la destruction, et que la révolution ne méconnaît jamais les siens, fussent-ils assis sur les marches d'un trône. De deux façons, l'unification a servi les projets des solialistes. Faite par la force et la ruse, elle a brusquement interrompu les traditions historiques de l'Allemagne, encouragé la hardiesse des rêveurs et prouvé l'efficacité des coups de main bien préparés. Enfin le théâtre de l'action s'est élargi pour les meneurs du parti. Aux élections de 1866, six d'entre eux sont arrivés au *Reichstag*. Il est vrai que deux seulement ont eu cette fortune en 1871; mais personne ne doute qu'ils ne reconquièrent l'an prochain le terrain perdu, car les élections ne se feront plus, comme les premières, dans l'enivrement de la victoire. Depuis longtemps, ils se préparent à la lutte; leurs candidats sont choisis, leurs émissaires colportent partout leurs programmes : suppression des armées permanentes, armement universel de la nation, etc. Ils savent bien qu'ils ne deviendront point les maîtres du premier coup, car « le suffrage universel, dit Liebknecht, ne peut être qu'un instrument de despotisme dans un état monarchique; » mais il ajoute que « les députés du peuple iront au *Reichstag* pour parler, par-dessus la tête de ce pseudo-parlement, au peuple, qui les entend! »

Quelque dédain qu'affectent les journaux socialistes pour les réformes politiques entreprises par M. de Bismarck dans l'état prussien, ils ne peuvent dissimuler qu'ils s'en réjouissent. La monarchie prussienne fait en ce moment une évolution très hardie. En 1866, elle ne ressemblait à aucun autre pays d'Europe. Le développement de son industrie et de son agriculture, la prospérité de ses écoles, étaient d'un état moderne; mais son régime économique et administratif rappelait l'état féodal. Les lecteurs de la *Revue* n'ont point oublié l'exact et pittoresque tableau qu'a tracé M. Cherbuliez de cette constitution originale. Depuis six ans, elle disparaît pièce à pièce, à l'aide d'un simple article du pacte de 1866, disposant que

les lois fédérales passeront avant les lois des états particuliers. M. de Bismarck a transformé le système économique de la Prusse en effaçant les derniers vestiges des corporations; il éluda ainsi, à l'aide du *Reichstag*, la résistance des conservateurs prussiens cantonnés dans la chambre des seigneurs. Plus tard, il s'est attaqué directement à celle-ci, et l'on sait qu'il a dû recourir à un subterfuge légal pour lui faire accepter la loi sur les cercles. Que ce soit une réforme depuis longtemps réclamée par l'opinion et conforme à l'esprit du temps, nul n'y contredira; mais il paraît qu'elle n'était pas désirée par les paysans, et il est certain qu'elle a mécontenté cette aristocratie campagnarde si laborieuse, si dévouée au roi, si honnête, et qui fournit à l'état, dans l'administration et dans l'armée, ses meilleurs serviteurs. Sans doute il est séduisant de marcher dans les voies du progrès, et partout en Prusse on répète avec orgueil que bientôt l'on sera débarrassé des débris du moyen âge. Hélas! il y a longtemps que ces débris n'encombrent plus notre route, et nous n'y marchons pas d'un pas plus sûr. N'est-il pas permis de penser que la Prusse a dû précisément sa fortune présente à quelques-uns de ces vieux abus et à cette forte organisation hiérarchique de la société, qui a conservé chez elle l'esprit de discipline et l'habitude du respect? Voici que déjà les révolutionnaires applaudissent à ces réformes; faites au nom de la raison pure, elles plaisent aux sectateurs de l'*idée*. « La constitution des cercles et la chambre des seigneurs étaient, dit le *Journal démocratique*, les dernières forteresses qui restassent à la monarchie. Qu'elles tombent, et leurs ruines enseveliront tout le système! » — « Le vieux monde s'en va, dit *le Nouveau Démocrate socialiste*. Allons! faisons flotter plus haut notre bannière rouge! » On dit que des mains adroites placent ces articles sous les yeux du vieil empereur. Les conservateurs qui l'entourent s'efforcent de réveiller ses terreurs bien connues. On ajoute même que les applaudissemens recueillis par la politique de M. de Bismarck parmi les représentans de la révolution cosmopolite le font, à l'heure qu'il est, beaucoup réfléchir.

Une autre cause, plus forte que la politique, vient encore troubler la société allemande. C'est le développement de la richesse publique. L'Allemagne, restée pauvre si longtemps, n'était point préparée, comme la France ou l'Angleterre, à ce phénomène redoutable; il y a produit des effets singuliers que M. Bamberger signale dans son livre. La petite noblesse, les employés, les universitaires, tout ce monde laborieux et pauvre, habitué à la considération publique et fier de son influence, a vu d'un mauvais œil naître la puissance nouvelle des enrichis. Ils ne comprennent rien à la transformation qui s'opère, parce qu'ils sont étrangers à la vie pratique. Ils croient encore qu'un individu ou bien une société ne peut prospérer

qu'aux dépens de quelqu'un, qu'il y a dans le monde une quantité déterminée de richesse, et qu'on n'emplit sa poche qu'en vidant celle d'autrui. Le grand industriel, le spéculateur, le banquier, sont à leurs yeux des accapareurs d'argent. Ils prennent contre eux la défense de l'ouvrier et mêlent à la question sociale une sentimentalité qui l'obscurcit encore. Parmi eux, les théories les plus fausses sont accueillies avec faveur. M. Bamberger nous explique d'ailleurs pourquoi les Allemands sont de tous les peuples celui où les doctrines socialistes ont le plus de chance de succès. « Nous prenons tout au sérieux, dit-il, les niaiseries au moins autant que le reste. De toute idée fausse naît chez nous une théorie, de chaque théorie un livre, et tout gros livre est assuré d'être traité avec respect. La manie des systèmes socialistes qui, de 1820 à 1848, se répandit en France dans un cercle restreint n'y obtint qu'un succès de curiosité, et ne recruta d'adhérens que parmi de jeunes rêveurs ou des têtes folles; elle est devenue chez nous une sorte de discipline académique. » Si l'on en croit le même écrivain, l'antipathie pour les riches aurait chez les nobles, les commis et les professeurs un autre mobile. « Nous nous sommes longtemps laissé raconter, dit-il, que la France est le pays de l'envie. Nous n'avons point connu cette basse passion tant que nos regards ne rencontraient, à de très rares exceptions près, que des existences modestes : aujourd'hui telles publications allemandes pourraient être mises à côté de celles qui parurent dans les plus mauvais jours de l'histoire de France. »

C'est beaucoup dire assurément que d'attribuer à la jalousie ou bien à l'ambition l'attitude prise, dans la discussion de la question sociale, par certains membres des classes élevées. Il se trouve parmi eux des esprits généreux, et leurs efforts pour résoudre l'insoluble problème valent mieux que l'indifférence ou cette sotte opinion que le canon suffit contre toutes les révoltes. Malheureusement ils ne sont ni adroits ni justes; leurs violences de langage contre la richesse et les riches ont pour premier effet d'irriter ceux qu'il faudrait disposer aux concessions. En même temps ils jettent un trouble profond dans l'opinion publique. Ces livres et ces brochures, empreints de sympathies socialistes, ces congrès de docteurs, où retentissent d'étranges maximes sur les devoirs de l'état envers l'ouvrier opprimé, énervent dans la majorité de la nation cet esprit de résistance aux utopies dangereuses qui devrait s'allier à la volonté de faire toutes les concessions justes. L'Allemagne n'a point d'aussi fortes digues à opposer au socialisme que l'Angleterre et la France. En Angleterre, l'opinion publique est éclairée depuis longtemps sur la lutte qui se poursuit en toute liberté entre les parties adverses. En France, nous avons du moins perdu toute illusion sentimentale depuis que nous avons vu les prolétaires à l'œuvre derrière les rem-

parts de Paris. La force des intérêts coalisés contre les passions révolutionnaires est d'ailleurs plus grande chez nous que chez nos ennemis. La population agricole représente en France 53 pour 100, en Prusse 46, en Saxe 25 pour 100 de la population totale. Dans ce dernier pays, l'industrie est en progrès continuels : en 1849, elle ocupait 51 pour 100; en 1865, date de la dernière statistique, 56 pour 100 des habitans. Encore la population agricole allemande n'a-t-elle pas les mêmes raisons que la nôtre d'être conservatrice. Tantôt la mauvaise qualité du terrain, tantôt le mauvais régime de la propriété, quelquefois ces deux causes agissant ensemble y empêchent le développement de la richesse. Le paysan court aux villes ou bien émigre, et l'émigration n'est point un remède au danger social, car la dernière assemblée des patrons agricoles, tenue à Berlin sous la présidence de M. de Goltz, constatait que ce sont les petits propriétaires, non les indigens, qui par milliers s'embarquent chaque année pour l'Amérique; les pauvres vont dans les centres industriels grossir le nombre des prolétaires.

La question sociale a donc sa gravité en Allemagne. Elle ne menace point assurément la tranquillité matérielle : que peuvent des révolutionnaires disséminés et divisés contre une armée fortement organisée, et contre la situation plus forte que les hommes que donnent à l'empereur et à son chancelier leurs services incontestables? Elle ajoute cependant à ces difficultés intérieures que met en pleine lumière en ce moment même la polémique engagée dans la presse allemande au sujet des élections prochaines. A lire les journaux officieux, on croirait que le nouveau Charlemagne est entouré de traîtres. Le parti catholique, qui s'est retrempé dans la persécution, le parti progressiste, qui, fatigué de voir la liberté ajournée ou compromise, élève de nouveau sa voix, naguère étouffée par la victoire, sont accusés de trahison formelle, comme le socialiste, qui renie Dieu, le roi et la patrie. On veut même qu'ils aient conclu entre eux une coalition monstrueuse; peut-être en effet sur quelques points l'urne électorale recélera-t-elle bientôt d'étranges secrets. Pour apprécier la véritable force du socialisme, il faut la placer ainsi dans l'ensemble des partis. Chacun d'eux est impuissant par lui-même, et leur attaque, même combinée, n'ébranlerait pas du premier coup le nouvel empire; pourtant cette lutte engagée contre lui au lendemain de son établissement par ceux dont sa politique blesse la conscience ou dont sa force contient les appétits est l'infaillible présage des graves embarras qui l'attendent dans l'avenir.

ERNEST LAVISSE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 septembre 1873.

Au milieu d'une paix profonde s'accomplit un de ces événemens qu'on ne peut célébrer par des fêtes et des illuminations comme on célèbre les victoires, mais qu'une nation fière doit ressentir avec la sérieuse et patriotique émotion de la délivrance. A l'heure qu'il est, le dernier soldat allemand a quitté Verdun, demain il ne foulera plus le sol français. Le général de Manteuffel lui-même a donné le signal de la retraite en levant son camp et en partant pour Berlin. C'est la fin de l'occupation étrangère; la France est libre, et pour la première fois depuis longtemps elle peut respirer à l'aise, non cependant sans se souvenir qu'elle a payé cher cette indépendance reconquise, et qu'elle ne retrouve pas tout entière sa liberté. Il y a trois ans et deux mois maintenant que s'allumait cette guerre néfaste destinée à pousser notre pays de désastre en désastre jusqu'à cette extrémité douloureuse où une nation n'a plus qu'à se soumettre à l'implacable fatalité. Il y a deux ans et demi, trente mois et pas plus, qu'était signée à Versailles cette paix aussi nécessaire que cruelle, qui laissait la France atteinte dans son intégrité nationale par la perte de deux provinces, accablée sous le poids d'une indemnité de cinq milliards, soumise à une occupation temporaire en garantie des engagemens qu'on venait de contracter en son nom, et ce n'était pas tout encore. Au lendemain de cette paix, une effroyable guerre civile ajoutait aux épreuves de la guerre étrangère, comme pour mettre le comble à tant de malheurs en faisant désespérer de notre patrie, en rendant notre chute peut-être irréparable. Avoir l'étranger dans plus de trente départemens, une insurrection victorieuse dans Paris, le désordre et le découragement dans les provinces, une administration publique dans la confusion, toutes les ressources nationales paralysées et une indemnité de cinq milliards à payer, c'était là en vérité la situation au mois de mars 1871. Ces trente mois qui viennent de s'écouler ont suffi non pas pour guérir toutes les blessures et réparer toutes les ruines sans doute, mais du moins pour que ce pays si énergique et si souple

puisse se retrouver debout, assistant en quelque sorte à sa propre résurrection.

Ce qui semblait impossible a été réalisé. On a vaincu la plus formidable insurrection; patiemment, laborieusement, on a reconquis un peu d'ordre intérieur après avoir été obligé d'acheter par d'incomparables sacrifices la paix extérieure. On a rendu autant qu'on le pouvait la sécurité au travail et aux intérêts. On a pu procéder à des emprunts considérés comme irréalisables, tant ils dépassaient toutes les proportions connues jusqu'ici. On a fait reculer l'occupation étrangère de département en département, de ville en ville jusqu'à Verdun, puis maintenant jusqu'à la frontière. Bien mieux, on a pu hâter cette libération désirée en anticipant le paiement de ces sommes colossales qu'on avait presque imprudemment assumé l'obligation de réunir en si peu de temps. Le pays n'a rien refusé, il a tout accepté en échange de ce bienfait de la libération du territoire qu'on lui promettait. Ces immenses opérations financières, auxquelles il a fallu se livrer, se sont faites avec une ponctualité rare, sans bruit, sans un ébranlement trop sensible dans les conditions économiques de la France, et le dernier mot, le mot le plus éloquent de cette œuvre de récupération nationale était écrit l'autre jour en quelques chiffres dans une note officielle. — Le 5 septembre, à la date fixée par les conventions, le trésor a versé au trésor allemand la somme de 263 millions complétant en capital et en intérêts le paiement des 5 milliards de l'indemnité de guerre. On n'a pas eu besoin pour ce dernier paiement d'épuiser le crédit spécial de 200 millions légalement ouvert au trésor par la Banque de France; on a pris seulement 150 millions. Plus de 3 milliards versés sur le dernier emprunt jusqu'au 1er septembre ont mis à la disposition du trésor les ressources nécessaires, et à la fin de ces opérations gigantesques la Banque de France reste avec un encaisse métallique d'un peu plus de 700 millions, c'est-à-dire 150 millions de plus qu'à la fin de juin 1871. — Durant cette longue et terrible épreuve imposée au crédit français, le billet de banque n'a pas subi la plus légère dépréciation, et la prime de l'or est encore aujourd'hui insignifiante. Le monde commercial a suivi depuis deux ans avec un intérêt mêlé d'anxiété ou de curiosité cette œuvre surprenante où, avec la meilleure volonté, le peuple le plus énergique, le plus laborieux, pouvait succomber; le résultat a été au contraire une manifestation nouvelle de la vitalité française, et même, par un phénomène étrange, la crise née de ce colossal et brusque déplacement d'argent a peut-être des effets plus saisissans et plus dangereux en Allemagne qu'en France.

A quoi sert cette énorme et soudaine affluence de capitaux qui ne sont pas le fruit du travail? Elle n'a servi ni à supprimer des impôts, ni à diminuer les dettes, ni à développer le bien-être général en créant

des facilités nouvelles de production régulière. Elle a servi peut-être à des dépenses militaires dont on s'est fait une nécessité par une politique de conquête reposant uniquement sur la force, et en définitive la conséquence la plus claire de cette invasion de richesse factice a été de favoriser le plus dangereux esprit de spéculation, l'agiotage, de pousser à la hausse du prix de toute chose, et par suite d'augmenter le malaise des classes populaires, de grossir ce flot d'émigrans réduits à quitter chaque jour l'opulente Allemagne. Le gouvernement de Berlin peut avoir son trésor militaire bien garni, le peuple allemand n'y a rien gagné, il n'a point été enrichi par nos dépouilles. Assurément ce n'est pas sans de sérieux efforts et sans s'appauvrir elle-même que la France a pu suffire à une rançon si démesurée, à tout ce que lui a coûté la guerre. Pour longtemps encore elle devra supporter de lourds impôts, elle le sait; mais ces milliards dont elle s'appauvrit sans enrichir beaucoup ceux qui les reçoivent, elle les a puisés dans ce qui aide à payer les impôts et à renouveler les ressources momentanément diminuées, dans son épargne, dans son travail et dans son industrie. Ces sacrifices qu'elle s'est imposés sans y regarder, elle les a faits sous l'influence de la plus morale et la plus généreuse inspiration, pour reconquérir sa liberté. Elle a mis à régler ses comptes une exactitude dont les journaux d'outre-Rhin lui font aujourd'hui compliment avec la satisfaction un peu ébahie de créanciers qui en sont presque aux regrets de n'avoir pas demandé davantage, et la première récompense de son courage, de sa fidélité à tous les engagemens, même les plus onéreux, elle la trouve dans la sûreté de son crédit, dans ces conditions relativement régulières, quoique laborieuses, où elle reste. Voilà la vérité.

Que les Allemands, comblés de succès militaires et de milliards, célèbrent donc, comme ils l'ont fait l'autre jour, l'anniversaire de Sedan, en élevant à Berlin une colonne commémorative de leurs victoires : soit, ils sont dans leur rôle. La France n'a pour le moment à célébrer d'autre fête que celle de la libération de son territoire, de cette libération qu'elle a payée sans tomber dans une crise économique à laquelle bien d'autres n'auraient point échappé. Ce n'est pas une victoire des armes, non sans doute, c'est du moins le signe de ce qu'il y a toujours de vivace dans cette patrie française, et c'est en quelque sorte le commencement d'une période nouvelle où notre pays, n'ayant plus à compter avec l'étranger campé sur le sol national, retrouve la pleine indépendance de sa politique dans son existence intérieure comme dans ses relations avec le monde. On en dira ce qu'on voudra, un pays qui en trente mois sait triompher des fureurs de la guerre civile en même temps qu'il se dégage de l'étreinte d'une occupation étrangère, qui, au milieu de ces épreuves, garde assez d'énergie pour se remettre au travail, pour avoir un commerce d'exportation dépassant dans ces sept derniers mois le chiffre des années les plus productives, ce pays a de la

ressource; il prouve qu'il n'a pas dégénéré, qu'il a en lui-même tout ce qu'il faut pour se refaire une destinée nouvelle. Qu'on ne s'abuse pas, c'est l'affaire la plus sérieuse du moment; la question est de savoir si une politique d'intérêt national ralliera jusqu'au bout toutes les bonnes volontés au profit de la France, ou si la politique de l'esprit de parti, qui s'est réveillée depuis quelque temps, compromettra ce qui a été fait jusqu'ici.

Comment cette première œuvre de réparation et de renaissance a-t-elle été possible? Sans doute les élémens existaient; encore fallait-il savoir les coordonner, les utiliser, et le mérite de M. Thiers a été justement de retrouver en quelque sorte la vie de la France au milieu du plus effroyable chaos. Cette libération du territoire qui arrive à son terme aujourd'hui, M. Thiers ne l'a pas réalisée tout seul certainement, il l'a commencée, il en a préparé le succès, il l'a conduite jusqu'aux derniers traités qui en ont assuré le dénoûment, avec le concours de tout le monde, de l'assemblée et du pays lui-même. Les négociations qu'il y avait encore à poursuivre, les opérations de finances qui étaient nécessaires, il les a dirigées avec une habileté patiente et ingénieuse. Son honneur a été de se dévouer à cette cause du patriotisme, de la mettre au-dessus de tout, et qu'il soit au pouvoir ou qu'il n'y soit plus, qu'il voyage en Suisse au lieu d'être à Versailles, son nom est si naturellement, si justement attaché à cette œuvre généreuse, qu'il n'a certes pas besoin de toutes ces banalités prétentieuses des porteurs de toasts dans les banquets, des flatteries vulgaires des partis intéressés à se faire un bouclier ou un abri de sa popularité; mais à part cette initiative de M. Thiers dans tout ce qui a conduit à la libération du territoire, à part l'expérience et la supériorité de raison que l'ancien président de la république a mises au service de notre pays en détresse, sait-on comment la France s'est retrouvée elle-même si promptement, par quel miracle cette œuvre de réparation a marché avec une rapidité relative? C'est que pendant les premiers temps, sous la pression du malheur qui étreignait encore la France, on consentait à suspendre jusqu'à un certain point, dans une certaine mesure, la guerre des partis, pour ne s'inspirer que des souveraines nécessités publiques, en dehors de toutes les divergences d'opinions; on oubliait ou l'on ajournait les divisions. On ne s'occupait pas trop de savoir de quel nom ou de quel pavillon on décorerait la maison qu'on trouvait en ruine; on créait instinctivement, spontanément, cette société anonyme du sauvetage public qui s'est appelée le pacte de Bordeaux.

C'était le provisoire, dit-on. Provisoire, si l'on veut, c'était dans tous les cas la politique large, patriotique, nécessaire, d'un temps et d'une situation où l'intérêt national éclipsait tous les autres, où il y avait avant tout la France à relever, et où l'on ne pouvait la relever que par l'alliance de tous les efforts, par des sacrifices que les opinions

opposées n'avaient même pas beaucoup de mérite à faire, puisqu'elles n'avaient pas la puissance de se dominer mutuellement. S'il y avait eu un régime si nettement désigné, si impatiemment appelé, il se serait établi dès le premier jour, et, s'il ne s'est pas établi, c'est qu'on sentait qu'il y avait autre chose à faire. Que demandait le pays en réalité? Qu'il dût être sous la république ou sous la monarchie, il ne s'en inquiétait guère. Il demandait qu'on fît la paix d'abord, qu'on le préservât de l'anarchie où les sinistres idiots de la commune menaçaient de le plonger; il demandait qu'on pansât ces blessures par où s'échappait tout son sang, qu'on sauvât du désastre tout ce qui pouvait être sauvé, qu'on se mît aussitôt à l'œuvre pour réorganiser son armée, ses finances, son administration intérieure. C'était là le programme né en quelque sorte de l'extrémité de la situation, inspiré par le pays, accepté, avoué, par l'assemblée, par le gouvernement. Le programme n'a point été réalisé jusqu'au bout assurément; ce qui a pu être fait cependant prouve que c'était la vraie politique, puisque la France a pu bientôt respirer, s'apaiser, travailler, préparer la libération de son territoire. Il y avait donc quelque prévoyance et une certaine efficacité dans cette trêve dont le premier résultat était de remettre la France debout, et si quelque chose pouvait mettre plus vivement en relief ce qu'il y avait dans cette politique de salutaire, de conforme à l'instinct et aux intérêts du pays, c'est ce qui est arrivé le jour où les partis se sont agités, déployant leurs drapeaux, avouant bruyamment leurs prétentions exclusives, se disputant les bénéfices d'une situation pacifiée, améliorée sans eux, quelquefois malgré eux.

Qu'est-il arrivé en effet? Les partis ont cru être bien habiles en s'acharnant sur ce malheureux provisoire dont chacun d'eux naturellement veut hériter; ils n'ont été ni habiles ni bien heureux. Ce qui se passe en France depuis quelques mois est la manifestation la plus éclatante du danger de leurs ambitions agitatrices et de leur impuissance à fonder précisément ce définitif dont chacun prétend avoir le secret et le monopole. C'est une chose assez curieuse et qui n'est pas moins vraie, depuis quelque temps républicains et monarchistes sont occupés à prouver de leur mieux qu'il est aussi difficile de faire la république que de faire la monarchie. Les républicains se figurent toujours que le monde a été créé uniquement pour aboutir à la proclamation du régime qui a toutes leurs préférences; ils ont le fanatisme d'un mot et d'une forme, ils croient avoir tout dit lorsqu'ils ont pu répéter que le pays est de plus en plus républicain, que « l'idée républicaine se fortifie. » Ils ne voient pas, ils ne peuvent pas se faire à cette idée, que le pays n'a point de ces passions et de ces fanatismes, que tout ce qu'ils font ne peut que compromettre leur cause, par cette raison bien simple que la république n'a de chances sérieuses qu'à la condition d'être aussi peu républicaine que possible, c'est-à-dire si elle n'est plus la domination d'un

parti, c'est-à-dire enfin si elle reste l'œuvre et la propriété de tout le monde. Dès qu'elle apparaît avec ce qu'elle a d'étroit et d'exclusif, avec le caractère d'une victoire de coterie ou de secte, elle est obligée de reculer, elle perd du terrain.

C'est ce qui est arrivé récemment. Les républicains mettent aujourd'hui tout leur zèle, toute leur diplomatie à ménager M. Thiers, à l'attirer dans leur camp, à se servir de son nom et de sa popularité pour rétablir leurs affaires compromises. Ils auraient dû y songer plus tôt, lorsque l'ancien président de la république était au pouvoir et avait besoin de leur sagesse, de leur réserve, encore plus que de leurs flatteries et de leurs manifestes. C'était pour eux le moment de montrer un certain esprit politique plutôt que de se laisser aller aux impatiences et aux entraînemens de l'esprit de parti. Ils ne se sont pas tenus pour satisfaits de ce qui existait, ils ont voulu avoir leur république à eux, la garantie d'une proclamation authentique et définitive. Au lieu de se modérer, de s'effacer jusqu'à un certain point, ils ont mis leur orgueil à prouver qu'ils étaient les maîtres du scrutin dans les élections, sans s'inquiéter des embarras qu'ils créaient au chef du gouvernement. Ils ont trop laissé voir qu'ils étaient pressés, qu'ils ne soutenaient M. Thiers que pour essayer de le dominer, pour s'assurer son héritage, et en compromettant M. Thiers par des solidarités plus apparentes que réelles, en préparant sa chute, c'est la république elle-même qu'ils ont frappée. En réalité, le 24 mai a été dirigé bien moins contre M. Thiers que contre le radicalisme qui marchait à sa suite, ne cachant plus ses ambitions et ses espérances. La vraie signification de ces événemens, la voilà : la république existait, elle était aux mains d'un homme habile, du seul homme qui pouvait lui donner une bonne renommée et du crédit; les républicains, les vrais et purs républicains se sont montrés, l'esprit de parti a voulu avoir sa victoire, et du même coup la république, au lieu de devenir définitive, est devenue plus précaire, plus difficile.

Ce que les républicains ont fait avant le 24 mai pour la république, il y a des monarchistes qui sont occupés à le faire pour la monarchie depuis cette entrevue de Frohsdorf, qui reste une grande réconciliation de famille, mais qui n'a rien changé, rien préparé, et n'a eu jusqu'ici ni le caractère, ni les conséquences politiques qu'elle semblait promettre. Assurément l'idée même de la monarchie n'a rien qui puisse étonner ou froisser le pays; elle répond à des instincts, à des habitudes, à des intérêts, qui ont gardé leur puissance à travers les révolutions. D'où vient donc que ce qui semblait possible il y a un mois est déjà devenu plus difficile, et semble de jour en jour perdre des chances? C'est qu'on a laissé apparaître une monarchie de parti ou même de secte au lieu d'une monarchie nationale, constitutionnelle, la seule qui dans tous les cas pût être acceptée par le pays, et ici, qu'on nous passe le terme, les

légitimistes jouent en vérité gros jeu. Que M. le comte de Chambord, éloigné de la France depuis longtemps, accoutumé à vivre en tête-à-tête avec cette image de royauté idéale qu'il s'est faite et avec les inspirations d'une foi religieuse sévère, que M. le comte de Chambord ne connaisse pas bien exactement la réalité des choses, on ne peut pas s'en étonner. C'était alors aux légitimistes de faire tous leurs efforts pour l'éclairer. S'ils l'ont fait et s'ils n'ont pas réussi, tout est dit, la question est jugée. Si leur rôle se borne à recevoir les ordres et les instructions partant de Frohsdorf, ils peuvent être les serviteurs très fidèles du prince, ils ne sont plus même un parti, et la question est encore plus décidée. Les royalistes, imitant en cela les républicains, quoique dans un autre ordre d'idées, s'imaginent trop qu'il n'y a qu'à prononcer le mot de monarchie, que, cela dit, tout est accompli, que la France n'a plus rien à savoir, plus rien à demander. Les uns et les autres se figurent trop le pays comme une sorte de Pierre Schlemil à la recherche de son ombre. L'ombre, selon les partis, c'est la république ou la monarchie. Non, et c'est là un des traits caractéristiques de cette période où nous vivons, le pays n'a pas ces impatiences de se précipiter à la poursuite de son ombre, de vouloir sortir à tout prix d'un état où en définitive il reste maître de lui-même, où il a retrouvé un abri après la tempête. Il éprouve pour toutes les apparences et pour toutes les fictions un peu de cette indifférence sceptique qu'un journal légitimiste signalait assez naïvement en prétendant qu'un des gros embarras de la situation était cette partie flottante et éclectique de la nation qui hésite toujours lorsqu'on lui démontre qu'il faut se prononcer pour une forme définitive de gouvernement, et qui répond : « Nous sommes assez bien ainsi, pourquoi changer encore? » Est-ce donc que cette masse éclectique, qui forme l'immense majorité de la nation, soit absolument indifférente sur ses destinées ou même sur le caractère de ses institutions? Elle n'est point indifférente; seulement, lorsqu'elle se voit ballottée d'une extrémité à l'autre, entre la république conduisant au radicalisme et une monarchie pouvant conduire à une résurrection d'ancien régime ou de théocratie, elle se défend, et sans se refuser à ce qu'elle considérerait comme possible, à une monarchie libérale ou à une république constitutionnelle, elle se dit qu'elle n'est point tellement en péril, que rien n'est pressé, puisque dans les conditions où elle se trouve elle a pu commencer à se sentir revivre.

Au fond, c'est là qu'on en revient après ces confuses et stériles discussions qui se poursuivent depuis quelques jours, qui finissent par tourner dans un même cercle de monotones déclamations. Une chose reste certaine, elle est la moralité de ces derniers incidens. De toute façon désormais, si la monarchie renaît, elle sera nécessairement libérale; si la république se maintient, elle devra être fortement organisée, de manière à garantir tous les intérêts extérieurs et intérieurs de la France. Une majorité parlementaire ne pourrait plus même se former

en dehors de ces combinaisons, et, tout bien pesé, il n'est point impossible qu'au retour de l'assemblée la question ne reste simplement circonscrite sur le terrain conservateur où l'on s'est placé. C'est encore un dénoûment qui n'est même pas le plus invraisemblable. On décorera cette situation du nom qu'on voudra, on l'appellera provisoire ou définitive ; au bout du compte, ce sera toujours, ni plus ni moins, le pays restant maître de lui-même et continuant l'œuvre de réorganisation qu'il a commencée, dont il recueille déjà les premiers fruits. L'essentiel est que la France rendue à sa liberté puisse trouver dans une existence intérieure pacifiée et régularisée ce qu'il lui faut de force pour reprendre sa place dans le monde, pour renouer ses relations avec tous les peuples et suivre la politique que ses intérêts et les circonstances lui dicteront.

Que la France soit une monarchie ou une république, elle reste toujours la France; elle garde et elle gardera son rôle, pourvu qu'elle sache mettre de la suite, de la prévoyance dans ses affaires, et qu'elle offre des garanties aux puissances avec lesquelles elle peut avoir à traiter des intérêts de l'Europe et du monde. Pour le moment sans doute, elle a plutôt à observer qu'à s'émouvoir de tous les incidens qui se succèdent dans la vie européenne, qu'on grossit souvent par esprit de parti ou par une sorte de passion de commérage. On vient de le voir une fois de plus à l'occasion de ces rapports de la France et de l'Italie, qu'on représente souvent sous une si étrange couleur. C'est là évidemment le point délicat, et les nouvellistes en profitent. Un jour, voilà la grande nouvelle sûre et certaine dont M. le duc de Broglie est informé : au cas où M. le comte de Chambord remonterait sur le trône, le cabinet de Rome lui demanderait immédiatement la reconnaissance de l'unité italienne, et, s'il ne l'obtenait pas, il déclarerait non moins immédiatement la guerre à la France avec l'appui de l'Allemagne. Avant de dire de semblables choses, on ne se demande même pas si l'Italie peut avoir l'idée et a besoin de solliciter une reconnaissance nouvelle de la France, qui depuis longtemps vit en paix et en amitié avec elle. Un autre jour, c'est le voyage du roi Victor-Emmanuel à Vienne et à Berlin qui est l'objet de toute sorte de commentaires. Que va-t-il arriver? Le gouvernement français ne va-t-il pas voir un mauvais procédé dans la promenade du roi d'Italie? Non, le monde peut se calmer, les nouvelles sont tranquillisantes cette fois. M. le duc de Broglie s'est hâté de faire repartir pour Rome M. Fournier, qui jouissait paisiblement d'un congé en France, et il l'a chargé de rassurer le cabinet de Rome, de lui déclarer qu'il voyait au contraire avec la plus grande satisfaction le voyage du roi. C'est aussi vrai que la déclaration de guerre de l'Italie à la France. En quoi donc le gouvernement français peut-il se croire obligé d'entrer en explications avec le ministère italien au sujet de l'excursion de Victor-Emmanuel? En quoi même ce voyage peut-il sérieusement nous inquiéter et prendre tout à coup l'importance qu'on lui attribue? Que le

roi Victor-Emmanuel, allant à l'exposition de Vienne, se rende par la même occasion à Berlin, qu'il réponde à une invitation de l'empereur Guillaume, cela change-t-il les intérêts permanens des peuples et les conditions essentielles de leurs alliances? M. de Bismarck peut attacher du prix à maintenir ces dehors d'une intimité complète entre l'Allemagne et l'Italie, c'est un calcul politique dont il n'est pas difficile de pénétrer le secret. Il n'est pas moins vrai que, s'il peut y avoir entre les deux peuples des rapprochemens de circonstance, il n'y a ni affinité d'esprit et de traditions ni communauté d'intérêts nationaux. Que l'Allemagne veuille aller jusqu'au bout de ces destinées, dont la perspective la fascine et l'entraîne depuis quelques années, elle voudra nécessairement un jour ou l'autre toucher à l'Adriatique, avoir Trieste, qui appartenait à la confédération germanique. Est-ce là un des points sur lesquels Italiens et Allemands peuvent s'entendre et fonder des alliances permanentes ?

Il y a mieux : dans cette question même qui semble devoir rapprocher aujourd'hui les deux pays, dans la question religieuse, ni les idées politiques ni les intérêts ne sont communs. L'Italie, dans sa politique à l'égard de l'église et du pontife qui a régné à Rome, n'obéit à aucune préoccupation religieuse; c'est pour elle une question essentiellement temporelle. La guerre dans laquelle M. de Bismarck s'est engagé avec l'église catholique d'Allemagne et avec le pape est au contraire toute religieuse, elle menace l'église dans sa constitution ecclésiastique, dans ses prérogatives spirituelles, de sorte que dans une affaire semblable l'Italie, sans y avoir un intérêt propre, sans y être portée par ses idées, serait exposée à n'être qu'un instrument entre les mains du tout-puissant ministre prussien. L'Italie n'a aucune raison de s'associer à une guerre de religion, à une croisade contre les catholiques. Si cette question crée jusqu'à un certain point un lien éventuel entre les deux pays, il n'y a et il ne peut y avoir qu'un motif, c'est que l'Italie en certains cas peut se sentir menacée dans sa situation à Rome. Elle n'en est pas là sans doute. Le gouvernement français qui existe aujourd'hui a su montrer la plus habile prudence et maintenir les meilleures relations avec le gouvernement italien. Un pouvoir nouveau, quel qu'il soit, pourvu qu'il soit libéral, agira de même; mais c'est ici qu'éclate le danger de cette politique de restauration pontificale dont on fait une obligation, une fatalité, à M. le comte de Chambord, s'il revenait. Lorsque le cabinet italien voit tous ces projets de croisade pour le rétablissement du pouvoir temporel du pape, lorsqu'un personnage considérable comme M. l'archevêque de Paris publie un mandement qui est une sorte de déclaration de guerre de l'église française à l'Italie, lorsque le cabinet de Rome voit cela, il s'inquiète et se replie vers l'Allemagne. M. l'archevêque de Paris aurait dû comprendre que, maître dans son église, il n'avait pas le droit de se livrer à des manifestations

acerbes de nature à compromettre les intérêts de son pays, surtout en ce moment, et à créer des embarras au gouvernement lui-même. Les évêques français et les légitimistes qui préconisent une telle politique ne s'aperçoivent pas qu'ils sont les meilleurs auxiliaires de M. de Bismarck, qu'ils s'exposent à rejeter vers l'Allemagne une nation qui, par ses goûts, par ses idées, par ses intérêts permanens, est une alliée naturelle de la France. Est-ce donc ce qu'ils veulent?

Dans ce tourbillon des peuples contemporains gagnant ou perdant tour à tour l'influence au jeu des batailles et de la politique, le succès est à ceux qui ont de la ténacité, qui savent poursuivre un dessein et marcher à leur but sans dévier. La Russie n'a cessé de grandir et de s'étendre par la puissance d'une idée fixe. Elle a sans doute ses revers et ses mécomptes comme les autres nations; elle attend les occasions, elle se recueille, comme elle le disait un jour, et bientôt elle se remet en marche. Elle a profité de la dernière guerre et du désarroi de l'Europe occidentale pour effacer les traces de ses défaites de Crimée; aujourd'hui elle s'avance en pleine Asie, jusqu'à Khiva, dépassant les étapes de Tachkend et de Samarkande, qu'elle a successivement atteintes et franchies. Elle occupe le khanat, elle campe sur l'Amou-Daria, non loin de la Perse et de l'Afghanistan, et, par une marque nouvelle de cette suite qu'elle met dans ses desseins, elle se trouve dans des régions qui attiraient déjà l'attention de Pierre le Grand il y a un siècle et demi. C'est le résultat de cette expédition qu'elle était obligée de préparer l'an dernier par des négociations diplomatiques pour ne pas trop exciter les ombrages de l'Angleterre, et qu'elle a résolûment accomplie dans ces derniers temps. Après tout, si les Russes y gagnent en influence, s'ils étendent le réseau de leurs suzerainetés sur ces contrées barbares, la civilisation en profite à son tour, elle trouve un chemin à demi frayé, elle pénètre avec plus ou moins de lenteur à la suite de ces énergiques explorateurs. La Russie a commencé sa campagne au printemps; elle a mis d'autant plus de soin à la préparer que déjà dans des entreprises semblables elle s'était vue arrêtée par toute sorte d'obstacles, faute de connaître suffisamment le terrain sur lequel elle s'engageait. Cette fois elle n'a pas voulu rester en chemin, et elle a réussi; elle a pu accomplir en pleine Asie ce que les Espagnols d'autrefois appelaient une « journée, » une marche qui n'a pas duré moins de quatre-vingts jours.

L'expédition était placée sous la direction supérieure d'un aide-de-camp de l'empereur, le général Kaufmann; elle devait s'avancer sur Khiva en trois colonnes, l'une composée du détachement du Turkestan, et partant de Tachkend, les deux autres se composent des détachemens du Caucase et d'Orenbourg, sous les ordres du général Vereuvkine. Les forces de terre devaient être appuyées par une flottille à vapeur pénétrant par le delta de l'Amou-Daria et remontant le fleuve. Battre les soldats khiviens une fois qu'on les joindrait, disperser ces

tourbillons de bandes barbares, Tourkmenes, Yomoudes, Imrals et autres errant en armes dans le khanat, ce n'était pas là sans doute le plus grand embarras de l'expédition. La question était d'arriver sans mourir en route de faim, de soif, ou par les maladies. Le détachement du Caucase, de son côté, avait à faire une marche longue et pénible à travers les contrées désertes, presque absolument privées d'eau, qui séparent les côtes de la mer Caspienne des frontières de Khiva. Le détachement du Turkestan, avec lequel marchait le chef de l'expédition, ne rencontrait pas moins d'obstacles à partir de Tachkend, en s'avançant sur le Syr-Daria. « La difficulté de ma tâche, écrivait le général Kaufmann lui-même dès le début, consiste en ce que, pendant deux mois et demi, je ne puis absolument compter sur aucun ravitaillement de vivres et de fourrages. » La colonne russe était obligée de traîner après elle près de 7.000 chameaux pour ses approvisionnemens. On avait à traverser des steppes immenses, dont l'une, la steppe dite « de la faim, » aboutit à des montagnes entre lesquelles s'ouvre une issue qui garde encore le nom de « porte de Tamerlan. » Pendant cette longue et difficile marche, les Russes avaient à subir, avec les privations les plus dures, des ouragans violens, bientôt des chaleurs accablantes. On était parti en mars, ce n'est que vers la fin de mai qu'on se rapprochait de l'Amou-Daria, de Khiva, et le général Vereuvkine, arrivant le premier, sachant d'ailleurs que le général Kaufmann, de son côté, n'était plus qu'à une petite distance, se disposait à l'attaque de la ville. Dès ce moment, les difficultés les plus graves étaient vaincues, puisque les Russes, chassant devant eux les bandes qu'ils rencontraient, tenaient maintenant l'ennemi sous leur canon, et pouvaient le saisir dans son dernier asile. Il y avait cependant une certaine résistance, un combat assez vif où les Russes faisaient quelques pertes et où le général Vereuvkine lui-même était blessé. Les bandes de Tourkmenes, de Yomoudes, qui s'étaient réfugiées dans la ville et qui la remplissaient de leur fanatisme guerrier, tentaient un dernier effort, puis elles se jetaient dans les campagnes; le khan lui-même, effrayé ou entraîné par ses turbulens soldats, abandonnait un moment Khiva, et aussitôt une députation se hâtait d'aller rendre la ville au général Kaufmann, en le suppliant de suspendre les hostilités. C'est ce qui fut fait. Les négociations ne furent ni bien longues ni bien compliquées. Le général Kaufmann exigeait toutefois que le khan vînt à sa rencontre, et le prince khivien ne se fit pas beaucoup prier pour rentrer dans sa capitale, après s'être porté au-devant du représentant du tsar. Dès lors la soumission de cet étrange souverain et la prise de possession de la ville s'accomplissaient du même coup. Les Russes entraient en victorieux à Khiva, et la Russie comptait un vassal de plus.

Il avait fallu deux mois et demi pour arriver à cette région de l'Asie, jusque-là inaccessible, il fallait un ou deux jours pour s'emparer d'une ville médiocrement défendue par des forces barbares et indisciplinées.

Le général Kaufmann a naturellement dicté les conditions de la paix, une indemnité de guerre de 2 millions de roubles, l'entretien des troupes d'occupation aux frais du pays, une cession de quelques territoires de l'Amou-Daria, faite non pas directement à la Russie, qui seule en profitera, bien entendu, mais à l'émir de Bokhara, dont on a voulu récompenser les services pendant cette guerre. Le général Kaufmann, agissant dans un intérêt de civilisation et d'humanité, a de plus imposé l'affranchissement et le rapatriement des esclaves persans retenus dans le khanat, et même il a poussé l'amour du progrès jusqu'à exiger la suppression de la peine de mort, par où l'on voit que le souverain du petit état asiatique est devenu tout à coup un chef plus civilisé que la plupart des princes de l'Europe. Maintenant les Russes sont établis à Khiva, qu'ils occupent provisoirement, qu'ils occuperont sans doute tant que les circonstances l'exigeront, et le khan, replacé à la tête du pouvoir, semble vivre dans les meilleurs termes avec eux. Il échange des visites avec les chefs russes, et naturellement il ne fait rien que sous son bon plaisir. Le général Kaufmann est le vrai maître; c'est lui qui a reconstitué une sorte de gouvernement, éloignant ceux qui ont excité ou qui pourraient exciter encore le khan contre la Russie, appelant au pouvoir les partisans de la paix, ceux dont on peut s'assurer plus ou moins l'alliance ou la soumission. Que les Russes aient eu la fantaisie de faire abolir la peine de mort dans l'état de Khiva, ce n'est pas sans doute le progrès le plus sérieux qui restera de leur expédition. Ce qui peut avoir des conséquences plus pratiques et plus profitables pour eux d'abord, puis pour tout le monde, c'est le travail d'exploration et d'étude auquel ils se livrent depuis qu'ils sont établis dans le pays. Ils ont fait relever les plans de l'Amou-Daria, et il est certain qu'ils sont intéressés à s'assurer par ce fleuve un chemin vers l'Asie centrale. Ils songent avant tout à tirer parti de l'expédition hardie et difficile qu'ils ont exécutée.

Combien de temps encore durera l'occupation? C'est là justement la question qui peut entretenir ou réveiller les susceptibilités et les défiances de l'Angleterre. Les prétextes peuvent ne pas manquer aux Russes pour prolonger leur séjour à Khiva. Quoiqu'ils soient désormais en mesure de faire face à toutes les difficultés, ils peuvent avoir des insurrections à réprimer, il y en a eu déjà, dit-on, il y en aura encore. Toutes ces peuplades guerrières et fanatiques qui s'agitent dans les steppes ne sont pas faciles à désarmer et à pacifier; au moindre incident dans les explorations que les troupes russes accomplissent, l'occupation peut se prolonger. La campagne de Khiva est de celles dont on peut toujours dire qu'on sait bien de quelle façon elles commencent, on ne sait pas comment elles finissent. Si les Russes ont trouvé le poste bon à prendre, ils peuvent le trouver bon à garder, et c'est là ce qui fait de cette expédition un élément désormais essentiel de cette ques-

tion plus générale des relations de la Russie et de l'Angleterre sur ce théâtre lointain et mystérieux de l'Asie centrale. CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

La Machine animale. — Locomotion terrestre et aérienne, par M. J. Marey, professeur au Collége de France; Paris 1873.

Il y a deux siècles que Borelli, dans son célèbre traité *de Motu animalium*, entreprenait d'appliquer les principes de la mécanique ordinaire aux mouvemens que l'on observe chez les animaux, et en particulier aux efforts physiques de l'homme. Dès cette époque, on avait très bien compris que l'organisme animal est un appareil composé de leviers, de poulies, de cordages, de pompes et de soupapes dont le jeu, merveilleusement combiné, exécute sur-le-champ les ordres de la volonté. Le rapprochement est devenu bien plus saisissant après l'invention des moteurs à feu et depuis qu'on sait que la chaleur de combustion des alimens se transforme dans nos organes en force physique, comme la chaleur du charbon se change dans la machine à vapeur en travail de toute sorte. A mesure que la science approfondit cette comparaison en la justifiant, des perspectives inattendues s'ouvrent sur l'avenir. Le mécanicien qui cherche laborieusement la solution de tel problème le trouve résolu par la nature elle-même avec une admirable simplicité, et n'a qu'à s'inspirer du modèle, qu'il découvre enfin après l'avoir eu si longtemps sous les yeux. D'un autre côté, le point de vue nouveau introduit dans la biologie aide à comprendre et à classer certains phénomènes de la vie animale qui autrefois étaient des énigmes. On s'aperçoit alors qu'à chaque fonction se trouve attaché tout un appareil compliqué et spécial : la circulation du sang, la respiration, la locomotion, mettent en jeu des mécanismes qui forment un tout complet et en quelque sorte indépendant.

M. Marey, dans le savant ouvrage qu'il vient de publier, se borne à étudier un groupe particulier de ces mécanismes, dont l'ensemble constitue ce qu'on peut appeler « la machine animale. » Son titre est trop compréhensif, car il n'est guère question dans son livre que des moyens par lesquels les animaux se meuvent sur la terre et dans l'air. Il est vrai que sur cette question de la locomotion il apporte des vues neuves et fécondes, soutenues par des faits précis et des expériences frappantes. Nous avons déjà exposé ici même la méthode employée par M. Marey pour analyser le mécanisme du vol chez les insectes et chez les oiseaux (1); on a depuis appliqué les mêmes moyens

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er avril 1870, l'étude sur *le Vol des oiseaux*.

à l'étude des allures diverses du cheval et de l'homme. Le principe de la méthode consiste dans la transmission des pressions par le moyen d'un tube de caoutchouc fermé aux deux bouts et rempli d'air. Les deux bouts du tube étant fermés par deux membranes, à chaque pression qui s'exerce sur l'une correspond instantanément un gonflement de l'autre, et c'est ainsi que les mouvemens des muscles peuvent agir à distance sur des leviers qui les inscrivent le long d'une bande de papier enfumé. C'est là une application nouvelle de cet admirable procédé qui, sous le nom de *méthode graphique,* commence décidément à se généraliser et à dominer toutes les sciences d'observation, — procédé automatique et pour ainsi dire impersonnel, qui force les phénomènes à livrer eux-mêmes leurs secrets, qui donne un langage à la pluie et une écriture au vent.

L'allure la plus simple de l'homme est la *marche :* c'est le mode de locomotion où le corps ne quitte jamais le sol, tandis que dans la course et dans le saut il s'en détache entièrement et reste suspendu pendant un certain temps. Quand nous marchons, le poids du corps passe donc alternativement d'un pied sur l'autre, et se trouve porté en avant pendant que les jambes se dérobent sous lui comme les rais d'une roue qui se succèdent et se remplacent sous le moyeu. L'intensité de la pression des pieds sur le sol varie avec la vitesse de la marche et avec la grandeur des pas. D'autre part le corps éprouve, sous forme d'oscillations horizontales et verticales, la réaction des appuis alternatifs des deux pieds, il subit un véritable tangage compliqué d'une torsion autour de la colonne vertébrale, tandis que le bassin se balance dans une sorte de roulis. Pour débrouiller ces effets divers, un des élèves de M. Marey, M. G. Carlet, a eu recours à une série d'appareils ingénieux. C'est d'abord la *chaussure exploratrice,* dont la pièce essentielle est une forte semelle de caoutchouc qui recèle une chambre à air; quand le pied appuie sur le sol, l'air est comprimé dans la semelle, et un tube transmet la pression aux leviers indicateurs. Chaussé de ses bottes exploratrices, l'expérimentateur se promène d'un pas régulier autour d'une table où il a installé l'appareil enregistreur, et voit s'y dessiner la pression alternative de ses pieds. M. Carlet a constaté de cette façon que même dans la marche ordinaire l'effort qui écrase la semelle est supérieur au poids du corps, qu'il dépasse quelquefois de 20 kilogrammes; dans la course et dans le saut, cet excès de pression est beaucoup plus considérable, ainsi qu'on devait s'y attendre, puisqu'on mesure ici l'effet d'un poids qui retombe après avoir été soulevé.

Pendant la course, les tubes de caoutchouc destinés à transmettre la pression qui s'exerce sur les semelles sont fixés le long des jambes, et l'expérimentateur tient à la main un enregistreur portatif. En même temps, il est coiffé d'une calotte à levier mobile qui enregistre les os-

cillations verticales du corps. L'aspect des tracés ainsi obtenus démontre que le caractère essentiel de la *course* est un temps de suspension pendant lequel, entre deux appuis des pieds, le corps reste en l'air. Comment se produit cette suspension périodique? On pourrait croire d'abord que c'est l'effet d'une espèce de saut qui projette le corps de bas en haut pendant que les pieds se détachent du sol. Il n'en est rien : les ascensions verticales du corps coïncident avec les appuis, et il retombe pendant que les jambes quittent le sol. On retrouve ces phénomènes dans les *allures hautes* du cheval.

Parmi les caractères des diverses allures bipèdes ou quadrupèdes, l'un des plus frappans est le rhythme des appuis. Les battues sur le sol font entendre des bruits dont l'ordre de succession suffit à une oreille exercée pour reconnaître le pas, le trot, le galop. Il est facile de figurer ces rhythmes à l'aide d'une sorte de notation musicale qui marque la durée des appuis pour chaque pied aussi bien que la durée des temps de suspension. S'agit-il de l'homme, deux portées suffisent pour écrire cette musique si simple, où il n'y a que deux notes qui s'appellent *pied gauche, pied droit,* et qui sont séparées par des *silences* correspondant aux momens où le corps quitte le sol. La notation des allures du cheval exige quatre portées et quatre notes; c'est le mode de représentation imaginé au siècle dernier par Vincent et Goiffon pour rendre le rhythme des sabots qui frappent la terre en cadence :

Quadrupedante putrem sonitu quatit ungula campum.

Cette musique quadrupède est plus difficile à débrouiller; mais la clarté se fait lorsqu'on a recours à l'ingénieuse comparaison de Dugès, qui regarde le cheval comme formé de deux êtres bipèdes marchant l'un derrière l'autre. Tout le monde a vu au cirque ou dans une féerie ces simulacres d'animaux dont les jambes sont fournies par deux hommes dissimulés dans le corps de la bête. Cette imitation grotesque approche d'autant plus près de la vérité que les mouvemens des deux marcheurs sont mieux coordonnés. En effet, selon que ces derniers posent les pieds simultanément ou à contre-temps, ils reproduisent avec fidélité les allures si variées du cheval, l'amble, le pas relevé, le traquenard, le pas normal, le trot franc et le trot décousu, l'allure normande, le galop à deux, à trois, à quatre temps. Comme l'oreille est en général plus sensible au rhythme que l'œil, quelques expérimentateurs avaient déjà essayé d'observer les allures du cheval en attachant aux jambes de la bête quatre sonnettes de timbres différens. M. Marey les a étudiées à l'aide de quatre ampoules exploratrices fixées sous les sabots et communiquant avec un enregistreur que le cavalier tient à la main.

La discussion des expériences qui ont été faites dans un manége à l'aide de ces appareils, et l'étude des *pistes,* conduisent à des résultats

précis et curieux. Les tableaux des diverses allures du cheval forment une série naturelle dont le premier terme est l'amble. Dans l'amble, les mouvemens de l'avant-main et de l'arrière-main sont concordans : les deux membres d'un même côté frappent le sol au même instant, et l'oreille n'entend que deux battues à chaque pas (1). A partir de l'amble, le passage de chaque allure régulière à la suivante consiste dans une anticipation de l'action des membres postérieurs : le bipède de derrière avance de plus en plus sur le bipède de devant. C'est d'ailleurs ainsi que se fait la transition lorsque le cheval passe du pas au trot. La transition du trot au galop est plus compliquée, mais cependant facile à définir : dans le trot, le sol est battu tour à tour par les deux bipèdes diagonaux; dans le galop à trois temps, un bipède diagonal reste uni, l'autre se dédouble. L'allure de course est un galop à quatre temps où les battues du bipède diagonal sont légèrement désunies. — En s'appropriant ces résultats et en étudiant les tableaux qui les expriment, les artistes éviteront les attitudes fausses qui rendent parfois si invraisemblables les chevaux représentés par eux.

Après avoir analysé un phénomène compliqué, ainsi qu'on démonte un rouage, il est bon d'essayer de le reproduire par la synthèse dans des conditions artificielles; c'est une contre-épreuve pour la théorie qu'on a formulée, et une démonstration *ad oculos*. Voici comment cette reproduction des allures de l'homme et du cheval a été obtenue. L'instrument connu sous le nom de *zootrope* fait défiler devant l'œil une série d'images figurant un être animé dans les diverses attitudes qui correspondent aux phases successives d'un même mouvement, et la rapidité avec laquelle ces images se succèdent produit l'illusion d'un être vivant. C'est par ce moyen que M. Mathias Duval, professeur à l'École des Beaux-Arts, a essayé de reproduire avec précision les allures des bipèdes et des quadrupèdes, chaque pas étant représenté par une suite de seize positions ou phases dessinées avec soin.

Si ces recherches n'ont pas encore résolu tous les problèmes que soulève la théorie de la locomotion terrestre, elles ont cependant porté la lumière sur plus d'un point obscur. Elles méritent d'être encouragées, ne fût-ce qu'en vue des conséquences pratiques que l'on peut s'en promettre. Si l'on savait d'une manière précise dans quelles conditions s'obtient le maximum de vitesse ou de travail d'un être vivant, on éviterait bien des tâtonnemens, et l'on gaspillerait moins de force en efforts stériles. On saurait à quelle allure un animal fournit le meilleur service, soit qu'on lui demande la vitesse, soit qu'il traîne un fardeau; on

(1) M. Marey appelle *pas* la série de mouvemens compris entre deux positions semblables d'un *même* pied, c'est-à-dire l'ensemble de deux pas d'après la manière de compter ordinaire. Cette innovation très rationnelle assimile le pas aux mouvemens ondulatoires.

connaîtrait le mode d'attelage qui permet d'utiliser le plus complétement la force des chevaux. On ne condamnerait plus les jeunes gens à des exercices qui les fatiguent sans profit réel, on n'écraserait pas les soldats sous une charge ridicule qui diminue leur ressort.

L'étude approfondie de la locomotion des animaux aquatiques ne serait pas moins féconde pour la navigation. On a fait cette remarque, que la carène du navire était taillée sur le patron de l'oiseau nageur, et que la voile imitait l'aile du cygne gonflée par le vent. Borelli, en prenant pour modèle le poisson, traçait, il y a deux cents ans, les épures d'un bateau plongeur qui était un véritable *monitor*. Tout récemment d'ingénieux constructeurs, parmi lesquels nous citerons M. Ciotti, ont tenté d'employer comme propulseur un appareil qui fonctionne à la manière de la queue du poisson, et leurs premiers essais ont été couronnés de succès. En tout cas, il semble *a priori* fort rationnel de s'engager dans cette voie, où nous avons la nature elle-même pour guide. Parlons enfin de la navigation aérienne. Au lieu de frapper toujours à la porte des mathématiciens, qui se déclarent impuissans à trouver la formule pour réaliser ce rêve, ne vaut-il pas mieux s'adresser aux créatures ailées qui sous nos yeux pratiquent avec tant d'aisance le vol plané et le vol ramé ? Il y a dans cette simple réflexion l'espoir, je dirais presque la certitude du succès : il ne s'agit que de surprendre le secret de l'oiseau, il n'y aurait plus alors qu'un pas à faire pour entrer en lutte avec lui. Les recherches de M. Marey sur le vol des insectes et des oiseaux ont déjà beaucoup contribué à éclairer les abords du problème, et les tentatives qu'il a faites pour reproduire artificiellement les effets des battemens d'ailes ont prouvé que ses conclusions théoriques reposaient sur une base sérieuse. Tout récemment M. Alphonse Pénaud a obtenu dans cette direction des résultats encore plus satisfaisans. Il faudra évidemment comparer sans cesse ces automates à l'oiseau véritable en les soumettant avec ce dernier aux mêmes procédés d'analyse, et chercher à rapprocher de plus en plus les mécanismes artificiels de celui que la nature a inventé pour arriver à ses fins. On peut dire hardiment dès à présent que le problème n'est point insoluble, et la grandeur du but soutiendra le zèle des chercheurs. Déjà certaines expériences de M. Pénaud ont fait entrevoir la possibilité de réduire dans une très forte proportion le poids des moteurs par rapport au travail effectif qu'ils peuvent fournir; or c'est là le point capital, car jusqu'à présent l'application de l'hélice à la navigation aérienne rencontrait un obstacle en apparence insurmontable dans le poids des machines qu'il aurait fallu enlever et soutenir en l'air.

R. RADAU.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

L'ESPAGNE POLITIQUE

DEUXIÈME PARTIE (1).

LE ROI AMÉDÉE ET LA MONARCHIE DÉMOCRATIQUE.

I.

La révolution de 1868, comme presque toutes les révolutions espagnoles, a été l'œuvre d'une insurrection militaire; l'habile ourdisseur de cette trame fut le général Prim, exilé depuis plus de deux ans. Il eut pour complices et pour alliés les généraux mêmes qui avaient défendu la dynastie contre lui et que venait de frapper à leur tour un arrêt de proscription. Unis désormais par une commune disgrâce, par de communs ressentimens, vainqueurs et vaincus de la veille organisèrent un vaste *pronunciamiento* dont le signal fut donné par l'amiral Topete et la flotte, qui jusqu'alors étaient demeurés à l'écart de tous les complots. Ainsi tout manquait à la fois à la reine Isabelle; vivement attaquée par des ennemis résolus à jouer le tout pour le tout, mollement défendue par des amis peu sûrs, qui d'avance désespéraient de la partie, le combat d'Alcolea décida de son sort. Quelques jours après, elle passait la frontière et se voyait condamnée à protester de Pau contre sa déchéance.

Si l'armée est en Espagne l'outil universel de la politique, les généraux n'y font pas de la politique de soldats. Ils sont des hommes de leur siècle et de leur pays; ils ont la plupart le cœur assez libéral, l'esprit assez souple pour se sentir aussi à l'aise dans les mêlées oratoires d'une chambre que dans la fumée d'un champ de bataille;

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

ils n'auraient garde de réduire la science du gouvernement à l'art de donner une consigne et de la faire observer. Partout ailleurs les conjurations de casernes aboutissent à une dictature militaire; en Espagne, elles se terminent par un appel au pays, par la convocation de cortès constituantes. Les vainqueurs de Cadix et d'Alcolea avaient hâte de parler au pays, et ils s'étaient à peu près entendus sur ce qu'ils devaient lui dire. Cet accord n'avait pas été facile à établir entre les coalisés; il devait être plus difficile encore à maintenir, aucune opération politique n'étant plus laborieuse que l'inévitable règlement de comptes qui suit le triomphe d'une coalition. Trois partis s'étaient donné la main pour faire la révolution de septembre : l'union libérale, composée de monarchistes qui auraient voulu que la révolution ne fût qu'une demi-révolution, et qu'en 1868 l'Espagne prît pour modèle la France de 1830, — les progressistes, désireux d'une solution plus tranchée, — et les démocrates, les uns résolûment et obstinément républicains, les autres disposés à se réconcilier avec la monarchie, pourvu qu'elle ressemblât beaucoup à la république et que le monarque ne fût pas un Bourbon. Sous peine de s'entre-dévorer, il fallait trouver les termes d'une transaction.

Les républicains furent bientôt mis hors de concours. Ils avaient pour eux des orateurs et des foules, mais point de généraux. Les épées avaient fauché, elles veillaient sur le grain. Elles rédigèrent leur programme, annoncèrent au pays qu'ayant travaillé pour lui elles entendaient lui assurer trois grands avantages qu'il eût vainement espérés du gouvernement déchu, des garanties constitutionnelles à l'abri de toute insulte, l'entière liberté religieuse et le suffrage universel. Elles ajoutaient que le peuple était libre de décider à sa guise l'importante question de la forme du gouvernement, qu'elles se réservaient seulement le droit de le conseiller et de l'avertir, que dans leur pensée l'établissement de la république offrait de graves et périlleuses difficultés, que le mieux était de se procurer un vrai roi constitutionnel trié sur le volet, qu'on pouvait s'en remettre à elles du soin de le trouver. Ces épées qui parlaient si bien étaient les maîtresses de la situation; de ce moment, on put prévoir ce que feraient les cortès constituantes, élues par leur influence et dirigées par leurs avis : — elles allaient instituer une monarchie d'un genre nouveau, à la fois très libérale et très démocratique. La révolution de septembre devait doter l'Espagne d'une constitution presque républicaine et d'un roi qui serait presque un roi.

Cependant on ne tarda pas à se convaincre que le roi qu'on cherchait n'était pas facile à trouver, et on dut aviser aux moyens de

donner quelque solidité à l'établissement provisoire qu'on avait formé. Le 18 juin 1869, les cortès proclamèrent régent du royaume le maréchal Serrano, duc de la Torre, chef de *l'union libérale*. Du même coup, don Juan Prim, chef du progressisme militant, devenait président d'un ministère de conciliation, où les démocrates dominèrent bientôt. Ainsi furent partagés le pouvoir et les honneurs entre les principaux coalisés. La part des républicains fut de se plaindre, de protester et d'attendre.

Ce n'était pas un homme ordinaire que le régent du royaume. Il avait joué un rôle considérable dans les récentes péripéties de l'histoire de son pays. On pouvait relever dans sa vie plus d'un acte contestable; mais ses ennemis mêmes étaient forcés de convenir que personne n'était plus propre que lui à la haute dignité dont on l'avait revêtu. Bien qu'il ne fût pas très populaire, on lui pardonnait beaucoup de choses en faveur de ses actions d'éclat. Type du courage infatigable que les occasions bonnes ou mauvaises trouvent toujours prêt et qui fait toujours au-delà de son devoir, il avait servi avec la même vigueur la couronne et ses ennemis. Il venait de détruire sur les bords du Guadalquivir la seule armée qui pût tenir tête à la révolution, et deux ans auparavant il avait prodigué sa vie pour sauver la reine et le trône; — on l'avait vu dans une fameuse journée forcer les portes d'une caserne en révolte, y désarmer l'émeute par l'ascendant de sa parole et l'intrépidité de son regard. L'Espagne désirait faire bonne figure pendant l'intérim auquel la condamnait l'embarras de trouver un souverain; elle tenait à prouver à l'Europe qu'elle était une bonne maison, où les princes les mieux nés pouvaient entrer sans se compromettre. Le maréchal possédait toutes les qualités requises pour représenter dignement la nation; plus d'un roi légitime aurait envié la prestance de ce viceroi et sa rondeur militaire fourrée de finesse andalouse. Un proverbe espagnol dit que tel homme qui est un lion pour attaquer est un chien pour se défendre. Sans appliquer cet adage au duc de la Torre, on a remarqué cependant qu'il a toujours montré plus de talent, plus d'industrie pour conquérir que pour conserver, que, plein d'ardeur et de ressources dans la conduite de ses entreprises, il en a compromis le succès par de fâcheux oublis et de subites indolences. En 1843, il s'est employé activement à renverser le duc de la Victoire, et c'est le général Narvaez qui a profité de ses efforts. En 1854, il a travaillé sans le vouloir à la grandeur d'O'Donnell. Il semblait que sa mauvaise étoile s'était enfin démentie; la révolution de septembre venait de le porter au premier rang. Il en avait du moins les honneurs; mais la réalité du pouvoir, la conduite effective des affaires appartenait au président du conseil. Cet ambitieux d'une

autre trempe, aussi calculé qu'énergique, visait avant tout au solide; son opiniâtreté catalane préférait à l'avantage de régner le plaisir savoureux de gouverner, c'est-à-dire de vouloir et d'imposer aux autres sa volonté.

Il y a partout des hommes qui arrivent à leurs fins par des aventures; ce qui est plus commun en Espagne qu'ailleurs, c'est l'aventurier de race ou l'aventurier épique, lequel n'a dans le fond d'autre dieu que son intérêt, mais réussit par ses audaces et par une sorte de générosité native à donner un air de grandeur à ses calculs, un vernis de gloire et de poésie à ses convoitises. Tel nous apparaît le héros favori de l'Espagne, le fameux Campeador, depuis que la critique l'a dérobé à ce nuage lumineux dont l'avait enveloppé la légende. Le Rodrigue qu'a célébré Corneille n'était que la vision d'un poète; le vrai Cid de l'histoire fut un homme de proie que ses scrupules ne gênaient point, prêt à épouser toutes les causes, portant dans tous les camps l'inquiétude de son humeur et de son courage, tour à tour se battant pour son prince ou contre lui, servant le Christ ou Mahomet, et, si nous en croyons les chroniqueurs arabes, préférant un boisseau d'or au sourire de Chimène. Ses grands coups d'épée, la hauteur de son attitude, sa grandiloquence naturelle, ont tout racheté; il avait reçu du ciel le talent de faire des mots, et la postérité se souvient des mots plus que des intentions. Le *Romancero* raconte que, pressé de partir pour une expédition et ayant besoin d'argent, il emprunta une très grosse somme à un Juif en lui donnant pour garantie un coffre plein de bijoux, qui, ouvert après son départ, fut trouvé plein de sable. A son retour, le Juif lui reprocha sa déloyauté. « Oui, c'était du sable, répondit-il magnifiquement; mais ce sable renfermait l'or de ma parole. » Le propos est beau, quoiqu'un peu léger.

Ce n'est pas faire tort à l'ombre du général Prim que d'avancer qu'il était, lui aussi, un héros à la conscience légère; est-on tenu d'avoir plus de convictions, plus de principes que le Cid? « Savez-vous, disait un orateur de l'opposition, quel est le dieu du général Prim? Le hasard. Savez-vous quelle est sa religion? Le fatalisme. Savez-vous quel est son idéal? Il rêve de retenir à jamais le pouvoir dans ses mains; c'est à cela qu'il rapporte et sacrifie tout. Les institutions lui importent peu; il les plie à ses convenances. Les lois lui importent moins encore; ce sont des toiles d'araignée, que balaie le sabre de ses capitaines-généraux. Les partis ne sont rien pour lui; il les dissout. Ses engagemens ne l'ont jamais incommodé, il les oublie. Les alliances les plus incroyables ne lui répugnent point, pour que lui et les siens y trouvent leur compte. »

Il est juste d'ajouter que le général Prim, parvenu au pouvoir, fit

par la sagesse suivie de sa conduite l'étonnement de ses ennemis comme de ses amis. L'épreuve la plus redoutable qui attende un aventurier, c'est le succès. Il faut que ses pensées grandissent avec sa fortune, et que, monté au rang qu'il convoitait, il rompe avec son passé, avec ses habitudes et ses souvenirs, pour se transformer en homme d'état. Ceux-là seulement qui ont de l'étoffe se prêtent à ces métamorphoses, et don Juan Prim prouva bientôt que le conspirateur d'Aranjuez possédait les qualités d'un politique, la justesse du coup d'œil, le sentiment net des situations, l'habile maniement des hommes et des intérêts, l'adresse de se servir de son autorité sans la commettre hors de propos, la stratégie des assemblées, une éloquence sobre, nerveuse, qui allait droit au fait, et avec l'art de parler l'art plus utile encore de se taire. Un Portugais a remarqué que ce dernier talent, fort admiré dans un pays qui parle beaucoup, fait ressembler un homme à une cathédrale gothique et lui donne le prestige de l'obscurité et du mystère.

Le président du conseil n'avait pas besogne faite. Il est déjà difficile de gouverner une assemblée composée de deux partis, la difficulté est bien plus grande encore quand il y en a trois. Les oscillations du centre, qui fournit l'appoint nécessaire à la majorité, donnent de perpétuelles inquiétudes au ministère et l'obligent à une politique de bascule. Les radicaux ou démocrates monarchistes, conduits par un homme de grande popularité, M. Rivero, et un homme de grand talent, M. Martos, jouaient un rôle prépondérant dans les cortès constituantes de 1869. Ils étaient d'accord avec l'union libérale pour vouloir un roi, comme ils s'étaient joints aux républicains pour faire une constitution démocratique autant que possible. Le gouvernement ne pouvait attendre d'eux qu'un appui conditionnel. Il était malaisé de les satisfaire, dangereux de les mécontenter; il fallait sans cesse négocier avec ces monarchistes de circonstance, une imprudence eût tout perdu. Les monarchistes de conviction étaient divisés eux-mêmes en une foule de petits partis, qui avaient chacun son candidat au trône. Les uns voulaient une royauté nationale et viagère, et ils avaient jeté leur dévolu sur un vieillard, le duc de la Victoire. Une fraction de l'union libérale avait refusé de participer à la révolution de septembre; cette petite troupe, dirigée par un homme supérieur, M. Cánovas del Castillo, qui, aussi habile orateur que sagace politique, joignait l'autorité du caractère à celle du talent, tenait pour la royauté légitime représentée par le jeune prince Alphonse. D'autres, et parmi eux d'importans personnages tels que le régent du royaume et l'amiral Topete, le plus timoré et le moins triomphant des vainqueurs de septembre, inclinaient pour la substitution de la branche cadette

à la branche aînée. D'autres enfin désiraient que l'Espagne allât chercher son roi dans une cour étrangère.

Le général Prim avait besoin de beaucoup d'attention et d'adresse pour maintenir quelque cohésion dans une majorité si bigarrée. Il fallait mater les indociles, satisfaire les ambitieux par un portefeuille et les vaniteux par un hochet, rassurer les craintifs, calmer les impatiens : tel un bon chien de berger qui tourne sans relâche autour d'un troupeau en marche, retenant l'avant-garde, ramenant le mouton aventureux qui s'écarte, hâtant celui qui s'attarde. Chaque parti s'efforçait de gagner le général à son candidat, car don Juan, comme le dit quelqu'un au congrès, ressemblait en politique au zéro qui, placé à la droite d'un chiffre, en décuple la valeur, de telle sorte qu'une candidature cotée 9 à la bourse politique valait 90 dès qu'elle passait pour sourire au président du conseil. Sa principale habileté était de ne décourager aucune illusion. « Il sait bien, disait l'opposition, qu'il ne peut se soutenir longtemps dans cet équilibre instable, qui consiste à être à la fois avec tous les partis, contre tous les partis et au-dessus de tous les partis. Le secret de sa politique est de donner des espérances à tout le monde. Il ne les donne point par ses promesses, car il est circonspect et n'a garde de rien promettre. Il ne les donne non plus par ses paroles, car il est très réservé et ne parle guère. Il ne les donne pas davantage par ses actes, car il est très diplomate et ne s'engage jamais; mais il les donne par ses énigmes, par ses réticences, par le mystère de sa conduite. » On eût dit ce rocher dépeint par le poète, dont l'éternelle patience résiste victorieusement aux assauts que lui livre la vague. « Ainsi résiste aux importunités d'un sot l'homme qui sait et qui se tait (1). »

Don Juan Prim ne se taisait pas toujours. Il parlait dans les occasions pour dénoncer à la majorité les dangers qui la menaçaient, pour l'adjurer de chercher son salut dans une politique de conciliation, hors de laquelle on ne pouvait attendre que misères et désastres. Ses avis étaient-ils mal reçus, il se plaignait qu'on lui rendît le gouvernement impossible, et il faisait mine de se retirer. Cette manœuvre, exécutée avec une précision militaire, ne manquait jamais son effet. Un de ses adversaires, lui rappelant un jour qu'il avait dit jadis au général Narvaez : « Enfermez les troupes dans les casernes, et vous verrez ce que durera votre gouvernement! » poursuivit en ces termes : « Je ne ferai pas la même proposition à

(1) . . . . . Una peña
Que los golpes de las aguas
Sufre como la porfía
De un necio el que sabe y calla.

notre honorable président du conseil; je ne veux pas enfermer 80,000 hommes, c'est une opération trop compliquée. Je me contenterais de mettre en chartre privée un seul homme, qui serait don Juan Prim. Que sa seigneurie consente à s'emprisonner quelque temps dans l'hôtel de la présidence et qu'elle m'en remette la clé; mais qu'elle s'enferme seule, sans recevoir personne, sans qu'il se tienne chez elle aucun conciliabule, aucune séance préparatoire et secrète, de telle sorte que nous n'entendions plus dire ici : Prenez garde, vous allez me perdre! — ou : S'il en est ainsi, je renonce à tout! — ou encore : C'en est fait, je m'en vais. Si sa seigneurie daigne se prêter à cet essai, j'ose lui affirmer qu'avant peu de jours il n'y aura plus de majorité dans cette chambre. » Le général se gardait bien de se laisser enfermer, et grâce à ses avertissemens, à ses menaces, à ses réticences, cette majorité, composée de gens qui ne s'entendaient et ne s'aimaient guère, persistait à demeurer unie, spectacle peu commun en Espagne.

La minorité républicaine, soumise à une sévère discipline, gouvernée par un savant tacticien, M. Figueras, par un sectaire convaincu, M. Pi y Margall, par le plus brillant orateur de la chambre, M. Castelar, travaillait sans y réussir à brouiller les cartes, à semer la zizanie chez l'ennemi; — la politique de conciliation prévalait contre ses efforts. Tantôt elle demandait aux conservateurs quelle confiance pouvait leur inspirer un homme sans principes, indifférent à toutes les doctrines, dont la politique consistait à n'en point avoir. Tantôt elle dénonçait la perfide habileté avec laquelle le général Prim avait su écarter tous ceux de ses collègues qui pouvaient contre-balancer son influence ou traverser ses projets, reléguant le duc de la Torre dans les honneurs d'une inactive régence, M. Olozaga dans son ambassade de Paris, ou dépossédant M. Rivero de la présidence de la chambre par l'amorce d'un portefeuille. Tantôt elle adressait de pathétiques appels aux radicaux, elle ouvrait ses bras à ces infidèles en les accablant des plus tendres reproches, elle les conjurait, au nom de leurs communs principes, de revenir enfin à leurs alliés naturels. Ces dénonciations comme ces appels n'étaient point entendus, ou du moins on n'y répondait pas. Le général tenait école de silence, il semblait que l'Espagne apprît à se taire.

Cette situation fut retracée d'une façon piquante dans un discours prononcé par M. Castelar le 12 mars 1870, et empreint de cet enjouement, de cette grâce charmante qui tempère si heureusement les splendeurs un peu asiatiques de son éloquence. « Observez, messieurs, disait-il, ce qui se passe dans cette chambre. Personne n'y parle, personne ne se hasarde à y discuter la politique générale du gouvernement. Supposez qu'il me vînt à l'esprit de contraindre à parler tous les chefs des divers groupes dont se compose la ma-

jorité. Vraiment ce serait de ma part trop de candeur, et j'y perdrais mes peines. J'aurai beau leur prodiguer les plus cruelles injures, leur attribuer les projets les plus extravagans, les plus monstrueux; — ils ne s'en offenseront pas, ils continueront à se taire. Je vais les prendre tous à partie en les appelant par leur nom. Je ne dirai rien à M. Cánovas, il occupe dans cette chambre une place à part; mais j'interpellerai hardiment M. Posada Herrera, qui est à la fois son ami et son ennemi, qui se trouve dans une situation indéchiffrable, presque impossible. Quoi que je lui dise, M. Posada Herrera restera bouche close. Après cela je jetterai le gant au plus impétueux de tous les orateurs de cette assemblée, à celui qui engage volontiers des batailles, assuré qu'il est d'en sortir vainqueur. En dépit de ma petitesse et de sa grande taille, quand je voudrais l'attirer hors de sa tente pour lutter avec moi, sa tente demeurera fermée. Vous le voyez, je ne puis réussir à faire parler ce très éloquent orateur qui s'appelle M. Rios Rosas. »

Puis, se tournant vers les progressistes : « Il y a de ce côté, poursuivait M. Castelar, des hommes qui sont dans un état d'inimitié latente avec le gouvernement. Par exemple M. Mata dirige une fraction de parti qui a donné quelques soucis au président du conseil. Je le nommerai, et il ne parlera pas. Je fournirai ensuite à M. Madoz l'occasion de crier : Vive le duc de la Victoire! Il ne criera point; comme tout le monde, il se taira. » Et s'adressant enfin aux radicaux : « Je regarde à cette heure les bancs où siégent nos anciens coreligionnaires, et je demanderai à M. Rodriguez, qui est, lui aussi, d'un tempérament belliqueux, pourquoi il nous a abandonnés. Quoiqu'il ait peine à se contenir, quoique le mot : je demande la parole! erre continuellement sur ses lèvres, vous verrez qu'il ne la demandera pas. Près de lui siége M. Martos. Il est mon ami, mais il ne m'honore pas de ses confidences politiques, et j'en suis réduit à deviner ses sentimens par son attitude, par ses airs de tête, car en vérité, je vous le dis, cette chambre est une assemblée d'ombres. Ici personne ne dit rien; ici il n'y a que deux choses franches, ma parole et le visage de l'amiral Topete. M. Martos a des chagrins, des dégoûts. Le gouvernement s'est engagé à faire un quart de conversion à droite, et mon ami en est profondément affligé. Pourquoi ne parle-t-il pas? pourquoi ne déploie-t-il pas sa bannière? Ce chef de parti fera la même chose que les autres chefs ses rivaux, il s'enfermera dans le silence; son parti fera la même chose que les autres partis, il s'enveloppera dans la nuit du mystère. Demandez-vous l'explication d'une énigme si étrange, je vous la donnerai. Tous se taisent, parce que tous espèrent quelque chose du général Prim pour leurs solutions respectives. »

L'orateur déclarait en finissant que ce qui se passait dans la

chambre se passait également dans le pays, que beaucoup de bourboniens se plaisaient à croire que le général Prim désirait donner au prince Alphonse le temps de grandir, que plus d'un montpensiériste le croyait occupé à combattre les répugnances du parti radical pour leur candidat, que beaucoup de républicains mêmes s'obstinaient à espérer leur salut de l'ennemi qui les avait si rudement traqués et à voir en lui le messie de la république. Ce n'est pas le fait d'un homme ordinaire de jeter ainsi un charme sur tout un peuple et de le tenir suspendu à des lèvres, qui ne parlent pas.

Toutefois il ne faut pas attribuer aux hommes d'état trop de profondeur dans les desseins. Leur liberté d'action est plus bornée qu'on ne pense; les plus habiles font ce qu'ils peuvent, et ce qu'ils peuvent est souvent peu de chose. Pendant que l'Espagne tout entière s'occupait de deviner le sphinx, il cherchait lui-même son propre secret. Son silence témoignait de ses embarras plus encore que de sa dissimulation. Les cortès avaient en vain décrété le rétablissement de la monarchie; don Juan Prim ne trouvait pas son prince. Il avait offert la couronne au père du roi de Portugal. N'ayant pu vaincre ses résistances, il s'était tourné vers l'Italie, et il cherchait vainement à obtenir que le roi Victor-Emmanuel lui donnât son neveu, le duc de Gênes. Il est vrai qu'on avait sous la main un candidat de bonne volonté, dont l'acceptation était certaine; mais on désespérait de le rendre acceptable. Quoiqu'il offrît les plus sérieux avantages, quoiqu'il fût soutenu par de hautes influences, il se heurtait contre une sorte de défaveur publique, où l'instinct tenait plus de place que le raisonnement. Il avait trois choses contre lui : il était étranger, il était Bourbon et il était impopulaire. « Mon ami M. Navarro, avait dit le 14 juin 1869 M. Castelar, nous assure que dans l'état des choses l'unique solution possible est le duc de Montpensier. Toutes les fois que j'entends prononcer ce nom, je me souviens d'une rubrique très employée dans les universités. Quand nous avons refusé quelque candidat au grade du doctorat, nous en prévenons l'huissier, qui sort et va le trouver en lui disant : — Votre grâce est un homme de grand mérite, mais j'ai le chagrin de vous annoncer que vous ne plaisez pas à ces messieurs. — Eh bien, messieurs les députés, il y a ici soixante-dix ou quatre-vingts républicains, qui tous voteront contre le duc de Montpensier. Il y a ici cent représentans du parti progressiste que les engagemens contractés par eux avec leurs électeurs obligent à voter contre le duc de Montpensier. Il y a ici trente démocrates qui, autorisés par leur conscience, ont fait de grandes concessions, mais qui n'iront pas plus loin et voteront comme un seul homme contre le duc de Montpen-

sier. Vous le voyez, messieurs les députés, sa grâce a beaucoup de mérite, mais elle ne plaît point à ces messieurs. »

Le cas devenait embarrassant, et l'inquiétude commençait à gagner le général, quand il lui vint une idée, — ou plutôt on la lui donna. Cette idée, l'une des plus fatales qui soient entrées dans la tête d'un homme, devait coûter à la France des provinces et des milliards. On a prétendu que le général Prim n'avait jamais pardonné à l'empereur Napoléon III de lui avoir refusé la couronne du Mexique, qu'il roulait depuis longtemps de sinistres projets de vengeance, qu'il attendait une occasion, qu'il la trouva, et que le prince Léopold de Hohenzollern fut sa bombe Orsini. Les romans noirs sont aussi trompeurs que les romans roses. Les ennemis du comte de Reus ont réprouvé comme ses amis de telles suppositions. Il n'a pas inventé de gaîté de cœur la fatale candidature qui eut des conséquences à jamais déplorables; — il y a recouru comme à une dernière ressource, après avoir essayé d'autre chose, après avoir éprouvé des échecs qui lui créaient une situation aussi ridicule que difficile. L'Espagne savait que depuis des mois ses courriers galopaient sur toutes les grandes routes pour lui chercher et lui ramener un roi, ils trouvaient partout porte close; son orgueil commençait à s'émouvoir, elle s'en prenait à son gouvernement des refus de l'Europe. En revanche, les républicains triomphaient; ils se flattaient que le trône demeurerait éternellement vacant, que bon gré mal gré la république s'imposerait. Grossissant leur voix, ils redoublaient d'activité dans leur propagande, qui agitait la Catalogne et les provinces du midi. Il fallait à tout prix sortir de ce provisoire énervant et dissolvant.

Au surplus, loin de nourrir des intentions hostiles pour le cabinet des Tuileries, le général Prim s'était montré dès le début désireux de s'entendre avec lui, attentif à le consulter. Sans doute il s'inspirait avant tout de son intérêt personnel; il voulait ceindre du diadème de Charles-Quint un front docile et soumis. Ce nouveau maire du palais ne pouvait s'accommoder que d'un roi d'humeur complaisante, qui fût à sa discrétion, il entendait régner à son ombre; mais il sentait en même temps que l'assentiment de son puissant voisin lui était nécessaire, et il tenait à établir en Espagne un régime que la France pût approuver. La principale de ses difficultés était que rien de ce qu'il proposait à Paris n'y était agréé. La révolution de septembre avait été un événement déplaisant pour la cour des Tuileries, qui venait de former avec la reine Isabelle une liaison assez intime, dont elle se promettait d'heureux résultats. Aucune candidature ne pouvait obtenir son aveu. Un roi d'Espagne italien aurait servi de thème aux récriminations du corps législatif, qui déjà

reprochait à l'empereur d'avoir trop agrandi la maison de Savoie et de l'avoir mise en état de tout oser. Une république espagnole était un exemple dangereux; mais de toutes les éventualités possibles, celle qui paraissait la plus désagréable était l'avénement du duc de Montpensier : à tort ou à raison, on y voyait un péril pour les intérêts dynastiques. La seule chose qui convînt à la politique impériale était la restauration impossible de la reine Isabelle, qu'on ne pouvait songer à demander. Aussi, tout en déclarant hautement qu'on n'entendait point s'ingérer dans les affaires de la Péninsule, qu'on respecterait son droit de régler à son gré ses destinées, on répondait à toutes les questions par des fins de non-recevoir, et on affectait un air de réserve silencieuse où perçait l'humeur, et qui ressemblait à une neutralité malveillante.

Il y avait alors à Madrid un de ces hommes pleins de bonnes intentions, mais d'un esprit inquiet, d'une imagination remuante et toujours en travail, qui, féconds en projets, s'agitent sans relâche, obscurs artisans que la destinée charge quelquefois de fabriquer les plus grands événemens. Infatigables, industrieux, ne plaignant jamais leurs pas, ni leurs peines, assurés de la droiture de leurs desseins, trop pleins de leur idée pour en discerner les conséquences, ils sont nés pour être le plus innocemment du monde des ouvriers en catastrophes. M. Salazar y Mazarredo s'était si bien remué au Pérou, qu'un beau matin l'Espagne s'était trouvée, grâce à lui, en possession des îles Chinchas et engagée dans un méchant imbroglio, d'où elle eut quelque peine à sortir. On assure que le spirituel ministre des affaires étrangères, qui fut chargé de débrouiller cet écheveau, avait dit, en semonçant l'activité tracassière de son agent : « Rien n'est plus dangereux que les hommes qui ne mettent jamais leurs pantoufles. » M. Salazar n'avait pas réussi à déchaîner une tempête sur l'Océan-Pacifique; il devait réussir à mettre l'Europe en feu. Voyant son pays en quête d'un souverain, il se piqua de lui en donner un, et il publia une brochure destinée à prouver que le prince Léopold de Hohenzollern réunissait toutes les conditions pour être un excellent roi d'Espagne. Cette brochure fut peu remarquée; mais après le refus du duc de Gênes, quand le général Prim se trouvait à bout de voie, on lui parla et de l'opuscule et de son auteur, qui fut mandé. Il offrit incontinent ses services, et partit de son pied léger pour négocier avec la famille de Hohenzollern et le cabinet de Berlin. Ses ouvertures furent d'abord ou repoussées ou froidement reçues; l'heure de les accepter n'avait pas encore sonné.

On a reproché à l'ambassadeur de France à Madrid, le baron Mercier de Lostende, de n'avoir rien su, et de n'avoir rien fait,

faute de rien savoir. Fort considéré et entouré, l'ambassadeur, dont la conduite a été injustement critiquée, était en situation de tout savoir; ses informateurs habituels l'entretinrent plus d'une fois de projets et de négociations qui, au demeurant, étaient le secret de tout Madrid. S'il ne fit rien pour les traverser, c'est qu'il suivit fidèlement les instructions qui lui étaient données. On lui mandait qu'il devait réserver son influence pour combattre la plus fâcheuse des candidatures proposées, celle du duc de Montpensier, qu'au reste il eût à intervenir le moins possible afin de n'être point accusé de gêner les Espagnols dans la liberté de leurs résolutions, qu'à l'égard du prince de Hohenzollern il pouvait être sans inquiétude : on avait tiré parole de la Prusse qu'elle n'autoriserait point ce prétendant. Par malheur, la Prusse se ravisa, et le général Prim reçut un jour de Berlin une lettre dont le post-scriptum était conçu à peu près en ces termes : « si vous étiez toujours dans les dispositions dont nous a entretenus M. Salazar y Mazarredo, nous pourrions peut-être nous entendre. »

Un homme d'état qui a fait son chemin par les aventures, quel que soit son mérite, se ressent toujours de ses origines. Il ne se défie pas assez de sa fantaisie, il a je ne sais quelles fumées dans la tête; tôt ou tard son imagination, se brouillant et confondant les genres, coud à des chapitres d'histoire des dénoûmens romanesques. Si invraisemblable que cela paraisse, le général Prim se flattait de gagner Napoléon III à ses projets. Enhardi par ses succès parlementaires, plein de confiance dans sa dextérité, il s'était dit : « Je persuaderai l'empereur comme je persuade ma majorité. Après m'avoir entendu, il agréera mon candidat, qui est son parent; sinon je lui ferai acheter mon désistement par la promesse formelle de mettre à l'aise la cour de Florence, et de me prêter dans mes négociations pour obtenir un prince italien le concours qu'il m'a refusé jusqu'aujourd'hui. » Le général se proposait de tenir secrète l'acceptation probable du gouvernement prussien jusqu'au jour où il pourrait avoir avec l'empereur une entrevue qui devait tout arranger. Il avait compté sans l'indiscrétion des grandes joies, qui n'ont jamais été discrètes. Son négociateur arrive à Madrid, porteur de la lettre par laquelle le prince Léopold de Hohenzollern acceptait sa candidature à la couronne d'Espagne. Il ne peut se tenir de parler. « Enfin nous avons un roi, *ya tenemos rey!* » s'écrie un député. Ce cri traverse tout Madrid comme un éclair. Le général était absent, il chassait dans les montagnes de Tolède. Deux de ses amis allèrent l'attendre à la gare pour le féliciter sur l'heureuse issue de sa campagne diplomatique. Prim fronça le sourcil, tordit un gant qu'il tenait à la main. « Peines perdues! s'écria-t-il à son tour; c'en

est fait de notre prétendant! Et Dieu veuille que ce soit tout (1)! »

La candidature du prince Léopold avait assez vécu pour embraser l'Europe; elle disparut comme disparaît l'éclair dans l'incendie qu'il allume. L'Espagne se trouvait de nouveau sans roi; mais Napoléon III n'étant plus empereur, le roi d'Italie se voyait libre de ne consulter que ses propres intérêts en acceptant la couronne d'Espagne offerte à son fils Amédée, duc d'Aoste. Les propositions de don Juan Prim avaient été reçues sans enthousiasme en Italie; les politiques de Florence étaient trop avisés pour méconnaître les difficultés et les mauvaises chances qui attendaient leur prince à Madrid. La raison d'état parla, les objections se turent. On se disposait à occuper Rome, et on ne désespérait pas d'obtenir l'acquiescement résigné du saint-père à sa destinée en le convainquant de l'impossibilité de tout recours auprès des gouvernemens catholiques. Quel appel pouvait-il rêver, si on lui montrait l'Autriche neutralisée par l'ascendant de la Prusse victorieuse, la France pour longtemps impuissante, et sur le trône d'Espagne un roi qui n'oublierait jamais quel sang coulait dans ses veines? L'intérêt italien fut seul consulté, et prévalut sur les inquiétudes d'une judicieuse prévoyance.

Le 16 novembre 1870 fut une grande journée à Madrid. La ville était agitée, on respirait dans l'air la fièvre d'un événement. Les prophètes de malheur semaient des bruits et des alarmes; à tout hasard, les ministres avaient pris quelques dispositions militaires. Calme, souriant, le général Prim assurait que tout se passerait bien; il tenait enfin son roi, il avait l'air d'un homme qui a fait un pacte avec la destinée, et qui a reçu d'elle une signature en bonne forme. Les cortès se rassemblèrent; malgré tous les incidens soulevés par les républicains pour retarder le vote, le scrutin rendit son arrêt, et proclama roi d'Espagne le duc d'Aoste par 191 voix, contre 63 données à la république, 27 au duc de Montpensier, 1 à la duchesse, 8 au duc de la Victoire, 2 au prince Alphonse de Bourbon et 19 bulletins blancs. Le même jour, une commission fut nommée pour se rendre à Florence sous la conduite du président de la chambre, M. Ruiz Zorrilla, et en ramener le roi du général Prim. Celui-ci fut accosté au sortir de la séance par un républicain ergoteur qui lui demanda en vertu de quel article le président et les secrétaires se croyaient autorisés à quitter Madrid. « Ne vous semble-t-il pas, général?.. — Il me semble qu'il se fait tard, répondit-il tranquillement. Allons-nous discuter encore? N'avez-vous pas assez de huit heures de séance? Vous n'êtes donc jamais content? Bonsoir, mon

(1) Voyez *Memorias de un constituyente*, par M. Victor Balaguer, p. 151 et 152.

cher. » Et le général posa sa main droite sur la poitrine de son interlocuteur, geste qui lui était familier quand il voulait abréger une conversation. Quelques jours plus tard, il disait à l'un de ses amis qui partait pour Florence : « Quand le roi sera venu, le dernier mot sera dit. Nous ferons rentrer dans leur cabanon tous ces fous qui confondent le progrès avec le désordre, la liberté avec la licence. Vive le roi! et dès qu'il sera ici, malheur à celui qui se permettrait de lui manquer (1). »

Le 26 décembre, le vaisseau qui apportait un souverain à l'Espagne prit la mer; elle ne lui fut pas complaisante, elle était houleuse et colère. Le duc d'Aoste ne se grisait point de sa nouvelle fortune, il envisageait l'avenir avec plus de calme résolution que de confiance. Dans son dernier entretien avec un des plus habiles ministres de son pays, il s'était exprimé sans détour sur les difficultés qu'il pressentait. « Ne tenez pas trop à votre couronne, lui avait répondu M. Visconti-Venosta; quand les Espagnols vous verront le pied à l'étrier, ils vous retiendront. » Cela supposait que le duc d'Aoste saurait se rendre nécessaire; un prince qui menace son peuple de lui fausser compagnie doit être certain que sa menace ne sera pas considérée comme une promesse. Si le jeune roi se faisait peu d'illusions, plusieurs des Espagnols qui l'entouraient s'en faisaient beaucoup. Ils voyaient déjà la nation se rallier tout entière autour de son nouveau souverain, les mécontens et les pervers tenus en respect, les partis désarmant, une ère de bonheur et de sage liberté s'ouvrant pour l'Espagne transformée. Hélas! lorsque ce vaisseau chargé d'espérances et de bonnes intentions jeta l'ancre dans le port de Carthagène, une sinistre nouvelle l'y attendait. Le général Prim, le faiseur de rois, le Warwick espagnol, n'avait plus qu'un souffle de vie. Comme il sortait du congrès, quelques misérables, introduisant par la portière de sa voiture la gueule de leurs espingoles, avaient tiré sur lui à bout portant. On rapporte que l'un d'eux s'était écrié : « Nous reconnais-tu? Voilà ce que nous t'avions promis. » Les lèvres qui avaient appelé au trône d'Espagne un prince italien, et qui lui ménageaient des conseils et peut-être des ordres, avaient prononcé leur dernière parole. Quand le duc d'Aoste entra dans Madrid par un jour froid et neigeux, sa première visite fut pour un mort, son premier entretien fut avec un cadavre.

Bientôt après il recevait de la destinée, si la chronique madrilègne fait foi, un autre avertissement, moins lugubre, mais presque aussi instructif. Lorsqu'il reçut pour la première fois les autorités de Madrid et les corps de l'état, il avait à ses côtés un général ita-

(1) *Memorias de un constituyente*, p. 96 et 102.

lien justement célèbre, accrédité auprès de lui comme ministre d'Italie, et qui jadis pour ses débuts avait servi en Espagne. Gouverneur, capitaines-généraux, grands personnages civils et militaires, chacun, après avoir défilé devant le roi, se retournait pour adresser au général qui un signe de tête, qui un regard de connaissance, qui un sourire ou un demi-sourire. La cérémonie terminée : « En vérité, général, se prit à dire le roi, il me paraît que vous connaissez tout le monde ici. — Cela n'est pas étonnant, sire, répliqua-t-il gaîment, j'ai commandé pendant deux ans la gendarmerie. »

Prim assassiné révélait au jeune souverain ce qu'il pouvait attendre de fanatiques sans foi ni loi; le mot du général italien lui apprenait que parmi les hommes qui l'avaient fait roi il en était peu qui n'eussent jamais trempé dans aucune conjuration, et on n'a pas encore trouvé de conspirateur qui n'ait conspiré qu'une fois.

II.

Ce règne, objet de tant d'espérances, n'a guère duré plus de deux années, qui n'ont pas été heureuses. Après quelques mois d'une existence facile qui autorisait les illusions, on vit les difficultés naître et grandir. L'audace croissante des républicains, bientôt remis de leur défaite et de jour en jour plus confians dans l'avenir, qui leur appartenait, le parti radical se scindant en deux groupes, dont l'un, conduit par un homme d'un génie amer et emporté, M. Sagasta, recherchait l'alliance de l'union libérale, tandis que l'autre, qui reconnaissait pour son chef M. Ruiz Zorrilla, inclinait de plus en plus vers les solutions républicaines, les coalitions les plus étranges, des chambres prorogées ou dissoutes, le pays élisant à quelques semaines d'intervalle des cortès sagastistes et des cortès zorrillistes, l'embarras des finances, le carlisme déployant de nouveau sa bannière dans les montagnes de la Navarre et de la Biscaye, de vains pourparlers avec les conservateurs représentés par l'ex-régent du royaume, le maréchal Serrano, et enfin un dernier ministère radical qui attente aux droits de la couronne et contraint le roi d'abdiquer, voilà l'ingrat résumé de ce règne de deux ans. Le mariage de l'Espagne avec un prince italien n'a pas réussi. Une courte lune de miel, des troubles de ménage accompagnés d'aigres discussions, un divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur, cette mélancolique histoire prête aux réflexions.

Qui faut-il accuser, le roi ou la nation? L'opinion publique en Europe a pris parti pour le roi. Elle a reproché vivement à l'Espagne d'avoir manqué à sa fortune, d'avoir perdu par sa folie une occasion

unique de fonder chez elle le véritable régime constitutionnel. Le ciel lui envoyait un souverain plein de loyauté et de droiture, né dans le pays du continent où se sont le mieux acclimatées toutes les libertés anglaises, élevé à la meilleure école, brave comme son père et comme lui respectueux pour les droits de ses peuples. Ce roi faisait asseoir avec lui sur le trône une femme éminente, qui unissait à la beauté une âme généreuse et une intelligence peu commune. Qu'a fait l'Espagne de ce trésor? Elle a méconnu son bonheur, elle l'a jeté à tous les vents.

A cela les Espagnols répondent qu'ils peuvent alléguer plus d'une circonstance atténuante, et que les astres ne leur ont pas été aussi propices qu'on le dit. Dans la situation troublée, pleine de périls, où les avaient réduits les égaremens de la reine Isabelle et la révolution de septembre, ils auraient eu besoin, pour cingler heureusement parmi les écueils, d'un pilote savant dans son métier, blanchi dans les dangers, et qui eût l'expérience des tempêtes. La barque devait périr entre les mains novices d'un cadet de vingt-cinq ans, qui, n'ayant encore rien vu, ignorait les hommes, le monde, la politique, et, en dépit de ses bonnes intentions, préférait ses plaisirs à la fatigue des affaires. « Un jeune prince, a dit M. Bagehot, ne se sent guère attiré par la perspective éloignée d'obtenir un peu d'influence dans des questions arides. Il pourra former de bonnes résolutions et se dire : — L'an prochain, je me mettrai à lire tels documens, j'étudierai le monde politique et m'informerai davantage de ce qui s'y passe; je ne permettrai plus à ces femmes de me parler comme elles le font. — Elles ne lui en parleront pas moins. La paresse la plus incurable est celle qui se berce des projets les meilleurs. On doit bien penser que le ministre dont le pouvoir serait amoindri par l'ingérence du roi dans les affaires ne le pressera pas trop de s'y livrer. » En effet, les ministres du roi Amédée ne l'ont point pressé de renoncer à ses distractions favorites; mais ils l'ont blâmé de ne pas les choisir avec assez de discernement, de ne pas se soucier de l'opinion, de mépriser l'étiquette, de pousser trop loin la facilité de la vie et des manières, d'en user trop familièrement avec sa royale dignité, et de trop vivre comme un particulier qui se trouve embarrassé d'une couronne et tâche de s'en soulager en la mettant sous son bras. Un souverain est condamné à représenter, à se souvenir qu'on le regarde. On raconte que la sensation fut grande à Madrid quand l'infante Isabelle obtint, à force d'instances, de Ferdinand VII la permission de prendre un abonnement à l'Opéra; ce fut une atteinte au culte de la royauté. Il est naturel que les idoles s'ennuient sur leur piédestal et les reliques dans leur châsse; mais il faut choisir entre le plaisir et le respect, et une femme d'esprit

prétendait qu'il n'y aurait de restauration sérieuse de la monarchie que lorsqu'on aurait trouvé un prétendant qui consentît à s'ennuyer, attendu que les rois se sont perdus le jour où ils ont voulu s'amuser comme les gens qui ne le sont pas.

A beaucoup d'excellentes qualités, disent encore les Espagnols, le roi Amédée joignait un défaut grave : il n'aimait pas son métier, il le faisait à contre-cœur, il était roi malgré lui. Le respect scrupuleux qu'il témoignait pour l'institution parlementaire, la neutralité qu'il affectait de garder entre les partis, lui servaient de prétexte pour se retrancher dans l'inaction; il faisait consister sa charge à ne rien faire. Ce grand détachement, qu'il érigeait en vertu, prouvait son indifférence. Il semblait dire aux chambres : « Vous voulez ceci? Ainsi soit-il. Vous avez décidé cela? Ainsi soit fait. » Il ne paraissait pas se douter qu'il eût une place à conquérir, une influence à exercer. Il a toujours dit qu'il ne voulait pas s'imposer; qu'était-il donc venu faire à Madrid? Se figurait-il que les 191 députés qui l'avaient nommé disposaient du cœur et du libre arbitre de 17 millions d'Espagnols? Le projet de fonder une dynastie sans contrarier ni se gagner personne était une véritable absurdité. S'il lui était difficile de conquérir les bonnes grâces du clergé, ayant le tort d'être le fils de son père, et de se concilier les classes conservatrices, qui avaient placé ailleurs leurs affections, il aurait pu du moins s'attacher l'armée. Il a signalé son courage héréditaire par la témérité avec laquelle il bravait les complots et les menaces des assassins; mais, sur la foi de conseils venus de Florence, il s'est refusé la satisfaction de conduire le soldat contre les carlistes. On lui avait persuadé qu'il y allait de son honneur de ne pas verser le sang de ses sujets, comme si le poète n'avait pas dit que le premier qui fut roi fut un soldat heureux, comme s'il y avait en Espagne un seul homme considérable qui n'ait pas sur lui quelques gouttes de sang espagnol. Dans son dernier message, il a exprimé le regret que la Péninsule n'ait pas été engagée sous son règne dans quelque guerre étrangère, parce qu'il eût saisi avec empressement cette occasion de montrer son épée, qu'il lui répugnait d'employer contre des rebelles. « C'était en user, a dit un ingénieux publiciste espagnol, M. Valera, comme ce médecin de Molière qui souhaitait à ses amis de bonnes pulmonies et de bonnes congestions cérébrales pour pouvoir déployer sa science en les guérissant. » Ne se faisant ni aimer, ni craindre, n'ayant pour lui ni les partis, ni la bourgeoisie, ni le peuple, ni les casernes, il a vécu en Espagne comme un étranger qui avait le mal du pays. On eût dit qu'il était venu à Madrid pour y faire en forme une expérience dont il devait être la victime, et qu'il bornait son ambition à mourir dans toutes les règles.

Que ces reproches soient fondés ou non, une chose nous paraît certaine : ce n'est pas dans le caractère du roi Amédée qu'il faut chercher la vraie cause de son insuccès. Les difficultés avec lesquelles il s'est trouvé aux prises étaient telles que le prince le plus adroit, le plus énergique, le plus amoureux de son métier, le moins esclave de son indifférence ou de ses scrupules, aurait eu peine à les vaincre, et qu'il eût, selon toute apparence, succombé à sa tâche. Ce ne sont pas ses fautes, ni les Espagnols, qui l'ont perdu; c'est la force des choses, qui sont toujours à la longue plus fortes que les hommes. Un mot de Lope de Vega pourrait servir d'épigraphe à cette histoire : « l'homme a beau se garder, ce qui doit arriver arrive toujours (1). »

L'élu du 16 novembre avait d'abord contre lui d'être un étranger chez un peuple ombrageux, jaloux de sa dignité, qui n'a jamais admis qu'on s'ingérât dans ses affaires. Les Espagnols se souvenaient que jadis l'épée du grand capitaine avait répandu en Italie la terreur de leur nom, que Naples et le Milanais leur avaient appartenu, et qu'ils furent longtemps en possession de donner des gouverneurs et des ordres à ce pays de servitude séculaire, qui s'enhardissait aujourd'hui à leur donner un roi. Ce retour de fortune témoignait de vicissitudes déplaisantes à leur fierté. En vain, pour guérir cette blessure, les partisans de la nouvelle dynastie citaient-ils plusieurs pays qui avaient accepté sans répugnance un prince qu'ils n'avaient pas vu naître, et trouvé sous un sceptre importé la liberté et le bonheur. Ils invoquaient surtout l'exemple de la Belgique. On leur répondait que la Belgique est un peuple tout neuf, qui s'est donné un roi le jour même où il s'est émancipé. Ses souverains ont cet avantage que la nation voit en eux les représentans de son affranchissement, les témoins et le gage de sa liberté. Quelle garantie nouvelle apportait un prince italien à l'indépendance d'une nation qui s'appartient depuis des siècles? Il ne pouvait sortir de son palais sans se heurter contre de glorieux souvenirs qui enflent le cœur castillan. Ce jeune prince sans passé était comme écrasé par le passé de ses sujets.

Le duc d'Aoste avait encore le malheur de devoir le trône à la bienveillance ou aux perplexités d'une assemblée qui l'avait nommé par 191 voix sur 311 votans. Plusieurs mois avant son avénement, des orateurs forts en logique avaient représenté aux cortès qu'un roi n'a d'autorité qu'autant qu'il a de prestige, que les peuples veulent trouver en lui quelque chose qui les dépasse, et qu'ils réser-

(1) Siempre fué lo que ha de ser,
Por mas que el hombre se guarde.
(*Lo que ha de ser*, III, 10.)

vent leurs soumissions pour la monarchie légitime quand elle ne s'est pas rendue impossible, ou pour ces parvenus qui sont nés au bruit de la foudre, péniblement enfantés par une révolution en délire dont ils apprivoisent les fureurs; elle a tremblé devant eux, elle avait reconnu son maître.

Ces orateurs remarquaient encore que la moins viable des royautés est celle qui naît du hasard d'un scrutin parlementaire. « Une monarchie créée par le vote d'une assemblée, disait le 6 juin 1870 M. Cánovas del Castillo, est la plus faible, la moins propre à s'enraciner, la plus éphémère, la plus caduque de toutes. » Et pour réfuter l'objection qu'on tirait de l'exemple de la Belgique, il alléguait que le roi Léopold avait été nommé du moins par 152 voix sur 200, qu'en 1830 le roi Louis-Philippe en avait obtenu 219 sur 252. « Cependant, continuait-il, ne savez-vous pas combien de fois on a reproché à cet intelligent, habile et libéral monarque de juillet qu'il avait dû le trône à 219 voix sans plus? Ne savez-vous pas que quelques-uns de ses plus chauds partisans se sont repentis jusqu'à leur dernière heure de n'avoir pas demandé au pays la confirmation de leur œuvre, et que ceux qui vivent encore recourent à de pénibles explications pour se faire absoudre de cet oubli? » S'il est certain qu'un roi élu à quelques voix de majorité est la victime prédestinée des révolutions, cela est surtout vrai quand l'assemblée qui le porta au pouvoir a une autorité ou une provenance discutable, et il n'y a jamais dans la Péninsule de majorités dont les origines ne fournissent matière à quelque contestation. Elles ont presque toutes une barre suspecte à leur écusson.

Une royauté contestée et contestable ne saurait vivre longtemps sans avoir de rudes combats à soutenir; il faut au moins que la loi lui fournisse les moyens de se défendre. On est tenté de croire que le duc d'Aoste n'avait pas lu la constitution votée par les cortès, à laquelle il jura fidélité; s'il l'eût étudiée avec quelque attention, il aurait bientôt acquis la certitude qu'elle le mettait dans l'impuissance de régner. La révolution de septembre avait prononcé en faveur du rétablissement de la monarchie et donné à l'Espagne une charte dont les articles semblaient la plupart empruntés à une constitution républicaine. La prévoyance du législateur avait laissé la porte ouverte à tous les repentirs, car l'article 110, qui autorisait les cortès à décréter de leur chef la réforme de la constitution, n'établissait aucune réserve en faveur de l'article 33, en vertu duquel la monarchie était reconnue comme la forme du gouvernement. De quoi se plaignaient les républicains? On respectait leurs espérances, leur avénement n'était qu'une question de temps. Aussi bien l'Espagne pouvait prendre patience; on lui avait donné un sénat électif comme

le congrès, et les Espagnols possédaient tous les droits qui sont garantis à un citoyen des États-Unis ou du canton de Genève, à savoir avec le suffrage universel l'absolue liberté de la presse, le droit absolu de réunion en lieu clos ou en plein air, le droit absolu d'association politique, sous cette seule réserve que les associations dangereuses pour la sûreté de l'état pouvaient être dissoutes par une loi. L'article 22 stipulait que les autorités ne pouvaient prendre aucune mesure préventive touchant l'exercice de ces droits. En vertu de la constitution monarchique promulguée à Madrid le 6 juin 1869, les ennemis de la monarchie étaient libres de l'attaquer dans leurs *meetings* et dans leurs clubs, aussi bien que de chansonner le roi dans ces libelles en vers qu'on appelle des *aleluyas*, et qui se vendaient librement dans les rues.

Les lois organiques avaient encore aggravé le cas. « Avec un système administratif, disait M. Cánovas au mois de juin 1870, qui ne confère au ministre de l'intérieur d'autres facultés que celle d'expédier des télégrammes énergiques, avec des gouverneurs de province qui ne sont que les délégués d'une sorte de société anonyme et dont les fonctions se réduisent à appeler ou à ne pas appeler l'attention du gouvernement sur les abus qui se commettent, avec des maires, véritables dépositaires du pouvoir exécutif, uniques exécuteurs de la loi, seuls représentans du gouvernement dans la généralité des *pueblos*, et qui peuvent combattre non-seulement la politique des ministres, mais le roi lui-même et la royauté, avec un régime enfin qui permet à l'autorité d'être républicaine, carliste ou modérée selon les lieux où elle réside, quel rôle jouera la monarchie? quel rôle jouera le monarque?.. De par la constitution elle-même, le roi doit servir de balancier dans le jeu des partis politiques. Fixez votre attention sur l'état présent de ces partis, sur la force respective que leur ont donnée les événemens, sur la nature des moyens d'action dont ils disposent dans la crise révolutionnaire où nous sommes engagés; croyez-vous en vérité que le prince qui viendra ici, dépourvu de toutes les conditions indispensables pour se faire respecter, aura le moyen d'exercer un pouvoir modérateur entre les factions rivales? N'est-il pas évident qu'il ne sera que leur triste jouet? »

Quelques mois avant que le duc d'Aoste acceptât la couronne, il s'était passé à Madrid et dans les provinces de curieux incidens. Le général Prim, qui attachait une médiocre importance aux théories et aux droits constitutionnels, parce qu'il estimait qu'il y a toujours moyen de se débarrasser des principes quand ils deviennent gênans, avait laissé le législateur proclamer à son aise toutes les libertés. Lorsqu'elles commencèrent à l'incommoder, il ne proposa point de

retoucher la loi, il s'avisa d'un expédient. On vit alors se former, sous le nom de parti de l'assommoir, *partido de la porra*, une mystérieuse association dont l'office était de prêcher à sa manière le respect du pouvoir. Plusieurs journaux étant sortis des bornes dans leurs attaques, la *porra* envahit leurs bureaux; il y eut quelques rédacteurs contusionnés, des dégâts dans le tirage, des registres d'abonnemens saisis; plus d'une gazette mourut de cet accident. Il s'était ouvert à Madrid et ailleurs des *casinos* carlistes; ces mêmes protecteurs officieux de l'autorité les fermèrent de vive force. Comme la censure théâtrale avait été supprimée, il se joua des comédies qui renfermaient des épigrammes un peu vives contre la régence et son cabinet; les chevaliers du bâton emportèrent d'assaut les fauteuils d'orchestre et donnèrent aux auteurs d'éloquentes leçons de politesse; — quelques directeurs prudens résolurent de ne plus mettre une pièce en répétition sans avoir pris au préalable l'avis d'un assommoir. C'est ainsi que le *partido de la porra* se chargeait, au dire d'un orateur, de résoudre les petites difficultés suscitées par la pratique de tous les droits individuels dans un pays qui n'est pas encore mûr pour l'absolue liberté.

Le roi Amédée avait des scrupules inconnus au général Prim ; il eût mieux aimé ne jamais régner que de gouverner par le bâton. Il a respecté les lois, et les lois l'ont perdu. Aussi la reine, avec ce grand sens politique dont elle a donné plus d'une preuve, disait un jour à un député des cortès : « La constitution nous rend la vie impossible; tout le monde ici a le droit de se défendre, excepté nous. » Qu'on se rappelle la lamentable nuit où la vice-royauté de Sancho « s'éclipsa, s'anéantit et s'en alla en fumée. » Comme il était dans son lit, plus rassasié de procès que de bonne chère, fatigué de rendre des jugemens et de donner des avis, on vint lui annoncer en tumulte que les ennemis assiégeaient le palais, et qu'il ne pouvait se sauver, lui et son île, que par un acte de vigoureuse énergie. Aussitôt on l'enchâssa dans deux grands boucliers, liés étroitement avec des courroies, et on lui mit dans la main une lance, sur laquelle il fut obligé de s'appuyer pour se tenir debout. Équipé de la sorte, on lui dit de marcher le premier au combat, afin d'animer tout le monde par son exemple. « Comment marcherais-je? s'écria-t-il. Entre ces planches où vous m'avez emboîté, je ne puis seulement plier le jarret. » L'instant d'après, il tomba lourdement et demeura par terre, « semblable à une tortue sous son écaille ou à quelque barque échouée sur le sable. » Image sensible de l'état d'un roi que sa constitution protége en lui interdisant tout mouvement!

La constitution de juin 1869 eût-elle mieux pourvu à la défense

du pouvoir, elle aurait été difficilement conciliable avec la monarchie par le seul fait qu'elle introduisait en Espagne le suffrage universel. C'était proclamer le principe de la souveraineté du peuple, et on conçoit malaisément la coexistence de deux souverains dans une nation. Un homme d'état peut aimer ou ne pas aimer le suffrage universel; mais bien osé qui tenterait de le supprimer quand il est entré dans les mœurs, et bien habile qui l'empêchera de produire avec le temps son fruit naturel, qui est la république. Le seul genre de monarchie démocratique qu'on ait vu prospérer jusqu'aujourd'hui est le césarisme, c'est-à-dire la démocratie autoritaire, représentée par le régime personnel d'un homme qui, plébéien d'instinct, accepté par la nation pour son mandataire, chargé par elle du soin de ses destinées, dont il est seul responsable, s'appuie sur l'armée et sur la police pour accomplir sa mission, quitte à demander à un plébiscite la sanction de ses actes. La constitution de 1869 n'avait rien de commun avec le régime plébiscitaire, et personne n'a jamais moins ressemblé à un césar que le roi Amédée. Il n'a voulu régner ni par l'armée, ni par la faveur populaire; il a subordonné docilement ses volontés à celles de son parlement; il a toujours cru que son pouvoir devait se borner à promulguer les lois votées par les chambres, et à résoudre de son mieux les crises ministérielles. Il appliquait en Espagne les pratiques dont il avait admiré en Italie l'habile et heureux emploi, sans considérer que Madrid n'était pas Florence, et que la monarchie démocratique ne peut se régler par les mêmes principes que le régime constitutionnel. Les gens clairvoyans ne s'y étaient pas trompés; ils avaient compris que, pour satisfaire tout le monde, les cortès avaient fait une œuvre contradictoire. Examinant tour à tour ce roi et cette constitution, ils avaient décidé qu'avant peu «ceci aurait tué cela.»

On a reproché au roi Amédée d'avoir eu des vertus intempestives et une loyauté inopportune. Il se disait : « Je serai un vrai souverain parlementaire, je choisirai toujours mes ministres dans le parti qui aura la majorité dans la chambre. » Il ne s'était pas avisé que ce rôle d'arbitre impartial entre les partis lui était interdit. Un roi porté au trône par la majorité d'une assemblée appartient à ceux qui l'ont nommé et qui le considèrent comme leur ouvrage, comme leur créature. Si Prim avait vécu, le roi d'Espagne serait resté dans la dépendance de Prim, et, s'il se fût lassé d'être souple, cette main de fer l'aurait brisé. Prim était mort, et les radicaux, ses héritiers naturels, pensaient lui avoir succédé dans ses droits de propriété sur le roi. Il était écrit dans le livre du destin que, le jour où il voudrait se reprendre, sa déchéance serait proche.

Les radicaux espagnols sont un parti intéressant à étudier. Ils

comptent dans leurs rangs beaucoup d'hommes capables et d'esprit politique; une notable partie du haut et du petit commerce, de l'industrie, de la banque, est à eux; ils disposent de généraux qui leur répondent de plus d'un régiment. Ce parti, qui est un produit du siècle, représente à merveille les dispositions et les sentimens d'une certaine bourgeoisie, non-seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe. Très sceptiques à l'endroit des doctrines et de la théorie du gouvernement, libéraux par instinct, mais n'ayant d'autre principe que l'utilité publique et privée, n'agréant occasionnellement la monarchie que pour la garantie qu'elle procure à certains intérêts, et se réservant toujours le bénéfice d'inventaire, les radicaux sont des républicains de mœurs plus que d'idées, qui avaient jugé en 1869 que les Espagnols n'étaient pas mûrs pour la république, qu'au surplus il serait difficile de la faire agréer par l'Europe, à moins qu'on ne la déguisât, et il leur avait paru qu'un prince de la maison de Savoie serait la meilleure de toutes les républiques déguisées. « Vous avez résolu, leur disait un jour M. Castelar, d'étonner l'Europe par votre sagesse, et c'est pour cela qu'après une régence provisoire vous vous accommodez d'un monarque également provisoire. » Il ajoutait : « Ce que vous voulez aussi, c'est un roi qui soit à vous, qui représente les intérêts particuliers et la domination de votre parti. »

Il n'est pas besoin de beaucoup d'art pour concilier ses principes et son ambition. Les radicaux se considéraient à juste titre comme les vrais représentans de la révolution de septembre, et ils en concluaient que la nouvelle royauté ne serait digne de vivre qu'aussi longtemps qu'elle demeurerait fidèle à leur programme et soucieuse de leur complaire. Ils prêtaient au duc d'Aoste l'antique serment des Aragonais : « nous qui valons autant que vous et qui réunis pouvons plus que vous, nous vous élisons roi à la condition que vous maintiendrez nos droits, *y si no, no.* » C'était dire : N'oubliez jamais que nous représentons la révolution qui vous a fait roi; nous devant tout, il vous sera permis de régner tant que vous nous permettrez de gouverner.

Quelques semaines après l'abdication du roi Amédée, il parut dans une feuille italienne un remarquable article où l'on a cru démêler de hautes inspirations. « Si j'avais eu l'honneur, écrivait l'anonyme, d'être roi d'Espagne depuis le mois de janvier 1871 jusqu'au mois de février 1873, et que j'eusse tenu un journal de mon règne, voici ce que j'y aurais consigné. » Ce journal supposé était un vrai réquisitoire contre les hommes à qui le roi avait eu affaire. On y accusait le dernier président du conseil, M. Ruiz Zorrilla, de lui avoir manqué de respect, et par exemple d'avoir plus d'une fois, en

lui parlant, asséné de grands coups de poing sur la table, de s'être permis aussi de lui adresser des réprimandes cavalières; — chose plus grave, on se plaignait qu'il eût altéré en plus d'une rencontre les instructions royales, sous prétexte que le roi ne savait pas l'espagnol. L'article se terminait par ces mots : « j'ai reconnu que bien des visages qui, vus à travers la Méditerranée, me semblaient loyaux et bienveillans, vus de plus près, étaient noirs comme des consciences de traîtres. »

Cette conclusion nous paraît excessive. Il y a des traîtres sans doute, mais il n'est pas moins vrai que certains procédés ressemblent à des trahisons et n'en sont pas. Beaucoup de radicaux se regardaient de bonne foi comme un conseil de famille chargé d'administrer la volonté du roi et de veiller à ce qu'il accomplît religieusement ce qu'ils tenaient pour ses devoirs. Ils se croyaient dans leur rôle en le traitant un peu cavalièrement, comme des tuteurs traitent leur pupille qui, oubliant sa situation, dispose de lui-même sans leur aveu. Ils pensaient agir pour son bien en portant des propositions aux chambres sans le consulter, et ils parlaient en hommes très convaincus lorsqu'ils lui disaient : « Si vous nous ôtez nos portefeuilles, vous retournerez en Italie. » On raconte que, le roi ayant changé son ministère, les ministres de la veille, qui devaient dîner au palais, se firent excuser dans l'après-midi, alléguant qu'ils étaient enrhumés. Qui ne sait que Madrid est la ville du monde où l'on s'enrhume le plus facilement? Il passe aussi pour constant que le 30 janvier 1873 le congrès, pointilleux ce jour-là sur l'étiquette, et se plaignant que le roi lui eût manqué, faillit se transformer en convention et déclarer le trône vacant. Lorsqu'on ne croit pas au droit divin, on est moins maître de son humeur, et de tels incidens se produiront toujours dans une monarchie fondée par des démocrates. Un prince qui n'est que la meilleure des républiques ne peut compter que sur une politesse républicaine et provisoire comme lui.

Quelques-uns des conseillers intimes du roi lui ont représenté qu'il devait se mettre hors de page, briser hardiment sa chaîne et chercher son point d'appui dans les partis conservateurs. Le roi Amédée s'est demandé s'il suivrait ces avis; il a éprouvé des hésitations qui ont été la vraie croix de son règne; — il est triste d'en être réduit à choisir entre deux inquiétudes et deux dangers. Les conservateurs lui offraient sans doute cet avantage, qu'il pouvait trouver parmi eux de sincères et chauds partisans de la monarchie; mais le duc d'Aoste n'avait point été l'homme de leur choix, et ils demeuraient fidèles à leurs préférences et à leurs regrets. Aussi inspiraient-ils au jeune souverain une invincible défiance. L'article

de journal que nous avons cité plus haut renferme à ce sujet une curieuse déclaration. « Toutes les fois, y est-il dit, que je causais tête à tête avec le maréchal Serrano, duc de la Torre (c'est le roi qui est censé parler), j'éprouvais un indicible malaise, parce qu'il me semblait que nous étions trois; en effet, il y avait avec nous un second Serrano, qui se taisait, mais qui n'en pensait pas moins : c'était celui du duc de Montpensier, et je ne respirais que lorsqu'il était parti. Toutefois je lui dois cette justice, de déclarer qu'il ne m'avait point ménagé ses avertissemens quand on m'avait offert la couronne, et que tout s'est passé comme il l'avait prédit. »

Au surplus, les conservateurs lui promettaient leur appui efficace à des conditions que sa loyauté jugeait inacceptables. —Lorsque le roi déclara en arrivant à Madrid, nous disait l'un d'eux, qu'il maintiendrait la constitution, et crut gagner tous nos cœurs en nous affirmant que sa seule ambition était de se comporter en vrai roi constitutionnel, il nous fit frémir, car il ne pouvait rien dire qui nous parût plus inquiétant. Nous ne pouvions nous rallier à lui qu'à la condition qu'il nous promît d'être aussi peu constitutionnel que possible. Nous refusâmes d'abord de croire à tant de candeur; nous pensions qu'il jouait un rôle, qu'il allait employer les premiers mois à s'orienter, à prendre langue, à nouer des intelligences, à visiter les casernes, et qu'un jour il déclarerait bien haut que désormais l'expérience était faite, qu'il entendait réformer une constitution incompatible avec la sécurité et la dignité de la couronne aussi bien qu'avec l'ordre public. Quand nous eûmes acquis la conviction de sa parfaite bonne foi, nous ressentîmes une sorte de stupeur, et nous l'avons laissé accomplir sa destinée. Il ne pouvait plus espérer de nous que le triste secours de notre indifférence; nous l'avons regardé tomber en lui témoignant jusqu'au bout les égards qu'on peut attendre des indifférens qui ont quelque courtoisie. Il n'était pour nous que l'homme d'un parti, et ce parti l'a détrôné.

Tant de gens accommodent pour leur plus grand bien leur caractère à leurs intérêts qu'il est beau de voir un roi sacrifier ses intérêts à son caractère; ce trait ne sera pas oublié par l'histoire. Si le roi Amédée hésita, ses incertitudes ne furent pas longues. Au mois de juin 1872, alors que son trône, battu par l'orage, faisait entendre de sourds craquemens, le maréchal Serrano prit l'engagement de le sauver, s'il consentait à la suspension provisoire des droits individuels et, comme mesure subséquente, à une réforme de la constitution qu'on eût fait agréer par les cortès. Le roi, paraît-il, accepta; quelques heures plus tard, il reprenait son consentement, et on assure que le maréchal lui dit en se retirant : « Votre majesté en a encore pour

six mois. » Le 13 juin, M. Ruiz Zorrilla était mandé et chargé de former un cabinet; le 30 juin, il dissolvait les cortès, et le 24 août les élections donnaient une chambre composée presque en entier de radicaux et de républicains. « Voilà mon dernier coup de dés! » pensait sûrement le roi. A vrai dire, en rentrant en servitude, il avait plié sous les exigences de la situation.

Cependant, on doit l'avouer, de toutes les conduites qu'il pouvait tenir, il avait adopté la plus imprudente. Il avait eu des velléités d'indépendance, et après avoir pris le large il revenait sur ses pas. Il n'y avait gagné que de se brouiller avec tout le monde. Il s'était à jamais aliéné le bon vouloir des conservateurs en traitant avec eux et rompant les négociations, et plus encore par la dissolution d'une chambre où ils avaient la majorité. Ce qui était plus grave, il avait inquiété, irrité les radicaux, qui ne lui pardonnaient pas d'avoir voulu secouer leur pesante tutelle. Cette tentative avortée avait eu pour premier effet de les rejeter du côté des républicains. On les avait vus, sous le ministère Sagasta, former avec eux une coalition électorale; leur commune défaite avait resserré leur alliance, et il s'en était suivi des pourparlers bien dangereux pour la couronne. Assurément il est faux de dire que tous les visages des radicaux étaient « noirs comme des consciences de traîtres. » Il n'en est pas moins vrai que, lorsque le roi revint à eux, leurs dispositions étaient sensiblement changées. Nombre d'entre eux, détrompés d'une idole dont ils pensaient avoir à se plaindre, se disant qu'ils avaient accepté la monarchie à titre d'essai et que cet essai avait mal réussi, se regardaient comme déliés de leurs engagemens, et par une prévoyance excessive à laquelle il est difficile de trouver un nom, admettant le cas de la proclamation prochaine de la république, ils avaient traité avec les républicains pour en obtenir des garanties qu'on n'avait garde de leur refuser. Quant au chef du cabinet, M. Ruiz Zorrilla, il n'y a aucune raison de croire qu'il ait travaillé sciemment et délibérément à une révolution qui devait lui ôter le pouvoir et le reléguer en Portugal; mais il a subi des entraînemens dont il ne pressentait pas les conséquences. Sa bonne foi surprise a autorisé de perfides menées qui l'ont conduit plus loin qu'il ne pensait. Il s'est trouvé qu'un jour il a dû choisir entre son parti et son roi, et qu'il a sacrifié son roi à son parti.

Les républicains, ainsi que le groupe des radicaux secrètement ralliés à la république comme à un régime inévitable dont ils se ménageaient les bonnes grâces, attendaient une occasion. Le hasard les servit bien, comme il sert toujours les gens qui savent nettement ce qu'ils veulent. Ils avaient insinué à ceux de leurs amis qui tenaient encore au roi, pourvu qu'il fût docile, mais qui se dé-

fiaient de lui parce qu'il avait voulu s'émanciper, qu'il était nécessaire de le mettre hors d'état de recommencer. Le roi était averti que, si jamais il renouait avec les conservateurs, il aurait une bataille à livrer dans les rues; il ne pouvait en affronter les risques que s'il était sûr du concours résolu de l'armée. On voulut briser l'instrument dans ses mains, et on y réussit. En se prêtant à cette intrigue, nous l'avons dit, plusieurs de ses ministres ne songeaient apparemment qu'à s'assurer de sa fidélité, et pensaient lui rendre service, l'empêcher désormais de faire des folies. Ils en usaient comme un sage et prévoyant gouverneur qui, craignant les coups de tête de son élève, retire prudemment de ses mains un pistolet chargé dont il pourrait faire un méchant usage; — un malheur est si vite arrivé! Ce que pensaient d'autres ministres est plus difficile à savoir; mais il est hors de doute que la république à son avénement a respecté certaines situations et certains portefeuilles.

La partie de l'armée dont les démocrates de toutes nuances se défiaient le plus était l'artillerie. Cette arme savante, fort bien recrutée en Espagne, possédait un corps d'officiers instruits et capables, qui n'avaient pas d'attachement personnel pour le roi, étant la plupart disposés à lui préférer Alphonse de Bourbon; mais l'état troublé du pays donnait des dégoûts à leur cœur de soldats. Acquis d'avance à la politique conservatrice, si le roi eût fait acte d'énergie, ils l'auraient servi fidèlement. Il y avait alors dans l'armée ce que les Espagnols appellent un *garbanzo negro*, c'est-à-dire un homme en butte à l'animadversion générale; — on l'accusait d'un crime de félonie. La nouvelle se répand tout à coup qu'il est nommé maréchal de camp. Grande émotion parmi les officiers d'artillerie. Ils s'indignent, ils protestent, ils finissent par mettre le ministère en demeure ou de révoquer son décret ou d'accepter leur démission collective. C'est ce qu'on appelle l'affaire Hidalgo.

On assure que le roi n'apprit ce qui se passait que par la lecture d'un journal; ses ministres ne s'étaient pas donné la peine de l'informer. Il sentit aussitôt la portée de l'incident et la grave responsabilité qu'il assumerait en prêtant les mains à la désorganisation de l'armée, alors que la Navarre était en armes et qu'il y avait encore dans l'Andalousie, naguère insurgée, plus d'un tison mal éteint. Il fit venir M. Ruiz Zorrilla, lui témoigna ses inquiétudes, le pria instamment d'arranger l'affaire. M. Zorrilla le rassura, lui promit que tout se terminerait à son gré. Cependant, les journaux continuant de l'éclaircir, le roi eut avec le président du conseil une seconde entrevue, dans laquelle, lui prenant les deux mains, il lui rappela les promesses qu'il avait faites deux ans auparavant au roi d'Italie, lorsque, président des cortès, il était venu chercher un roi

d'Espagne à Florence. M. Zorrilla, dit-on, s'attendrit aussi; mais à cette heure il n'était plus maître des événemens.

Peu après, comme le roi résistait encore, il se joua dans le sein du congrès un drame dont les incidens avaient été habilement combinés et les principaux rôles distribués d'avance. Parmi les acteurs, les uns étaient dans le secret, les autres n'en savaient que la moitié, et on ne pouvait s'en douter, tant les habiles parurent naïfs, tant les naïfs parurent habiles. Le ministère fut interpellé au sujet de l'affaire Hidalgo. Il répondit fièrement qu'il ferait respecter le principe d'autorité, que, plutôt que de se déjuger, il accepterait toutes les démissions qui lui étaient offertes. Il ajoutait, pour rassurer le pays, qu'il avait en main les moyens de réorganiser démocratiquement l'artillerie en cherchant des officiers parmi les sergens, — mesure malheureuse dont l'Espagne sent aujourd'hui les conséquences : elle a des canons de siége, et personne pour les pointer. Une majorité imposante, composée de radicaux et de républicains, émit un vote de confiance pour le ministère, qui était un vote de défiance pour le roi. Le 16 novembre 1871, 191 voix l'avaient proclamé roi d'Espagne; le 11 février 1873, 191 voix le mettaient en demeure ou de faire acte de pénitence ou de se retirer. C'était lui demander de choisir entre sa fierté et sa couronne; on était certain de sa réponse.

Le soir de ce même jour, ses ministres réclamèrent sa signature pour les décrets qui donnaient leur congé aux officiers d'artillerie. Le roi demanda un répit; il ajourna le conseil au lendemain, à trois heures de l'après-midi. Le ministère, qui venait de faire trancher la question par un vote du congrès, voulut la résoudre définitivement par un commencement d'exécution : il ordonna aux chefs d'escadron et aux officiers qu'ils eussent à lui remettre leurs hommes et leurs pièces dès dix heures du matin. « C'était, comme l'a remarqué M. Valera, anticiper sur la décision du roi, se jouer de sa prérogative, le traiter comme une marionnette dont on tient les fils dans sa main. » Quelques chefs importans du parti conservateur lui offrirent à cette heure suprême leurs services, ils l'engagèrent à livrer enfin cette bataille des rues à laquelle on le provoquait. Les officiers d'artillerie n'attendaient qu'un signal; ils ne se dessaisirent de leurs pièces que vers le soir, après s'être assurés que le roi refusait le combat. « Dans l'alternative où on le plaçait, a dit encore M. Valera, il devait opter entre trois choses, ou faire vœu d'être éternellement radical, ou se battre, ou abdiquer. » Il avait assez de l'humble métier de roi radical et des sacrifices qu'on demandait à sa dignité. Quant à se battre, son courage était de taille à se mesurer avec tous les dangers; mais, s'il avait consenti à être roi malgré lui, il s'était juré de

ne l'être jamais malgré les Espagnols. Il signa les décrets, et il envoya aux cortès un message d'abdication dont quelques termes ont paru discutables, mais qui a enlevé les suffrages de l'Europe par la noblesse et la hauteur des sentimens qui l'ont dicté.

La décision du roi fut approuvée de presque tout le monde, surtout de ceux qui en ont fait leur profit. Elle a été blâmée par quelques conservateurs et par quelques logiciens. Les uns ont dit que le roi n'avait pas le droit de déserter son poste ni d'abandonner une tâche volontairement acceptée, que, si lourde que soit une couronne, il n'est pas permis de la poser comme un chapeau qui gêne. D'autres ont relevé quelque contradiction dans sa conduite. De deux choses l'une, disaient-ils, ou les décrets étaient justes, et il devait les signer, ou ils étaient injustes, et il devait leur refuser sa signature. Dans un cas comme dans l'autre, il était tenu de rester; signer et partir, c'était commettre une faute compliquée d'une inconséquence. Dans certaines conjonctures, on agit d'instinct sans prendre le temps de réfléchir à tout. Le roi avait reçu un affront qui lui pesait sur le cœur; son chagrin a détruit les dernières illusions qu'il pouvait conserver encore. Il a vu sa situation dans toute sa vérité. Il a compris que ceux qui l'avaient appelé au trône venaient de l'abandonner ou de le trahir, que les conservateurs ne tenaient à lui qu'à titre de pis-aller, que, dépourvu d'alliés sincères et dévoués, il était réduit à disputer misérablement sa couronne à la république ou aux carlistes, et sa tête aux balles des assassins, qu'au demeurant, après deux ans de règne, il était encore un étranger pour son peuple, que son palais était une solitude, et qu'un roi solitaire n'est pas un roi. Que dis-je? il était dorénavant un prisonnier gardé à vue, et l'air commençait à lui manquer, il a mieux aimé s'en aller.

Les malheureux, a dit un poète, ne sont plus même suivis par leur ombre :

. . . . . A un desdichado
Aun no le sigue su sombra.

Quand le duc d'Aoste quitta Madrid, il se trouva qu'on n'avait pas songé à lui donner une garde d'honneur et de sûreté. Il se trouva aussi que les membres de la commission désignée pour le reconduire jusqu'à la frontière furent la plupart retenus chez eux par quelque affaire pressante. Le président des cortès, M. Rivero, vint à la gare lui offrir ses services. Le roi n'avait rien à demander à M. Rivero, et M. Rivero ne devait pas garder longtemps sa présidence. Quelques heures plus tard, il en était dépossédé par un de ses amis intimes, homme de beaucoup d'esprit et de talent, ci-devant ministre des affaires étrangères.

En traversant la station d'Aranjuez, deux députés qui accompa-

gnaient le roi et qui n'avaient pas eu le temps de déjeuner, achetèrent du pain et un peu de jambon. Après avoir mangé, ils allaient jeter les restes de leur frugal repas, lorsque, se ravisant, ils les gardèrent pour un cas de besoin. Leur précaution fut sage, ces restes servirent, car la reine eut faim. Ce voyage lui fut dur, elle relevait de couches. Cette noble femme, qui a laissé à Madrid un souvenir plein de respectueuse admiration, oubliait sa fatigue et ses souffrances pour penser à l'Espagne, au fatal dénoûment qu'elle avait vu venir de loin et qui n'avait pu être conjuré. Elle dit en pleurant à un Espagnol : « D'autres peut-être réussiront mieux que nous à donner la liberté et la paix à ce malheureux pays. Il ne faut pas désespérer de son avenir; voyez plutôt la France se relevant comme par miracle de ses désastres. » Le roi était soucieux, il interrogeait sa conscience; il cherchait à se faire dire par ceux qui l'entouraient qu'il avait fait son devoir et pris le bon parti. Il avait reçu trop tard de Florence une dépêche qui l'engageait à résister, à tenir jusqu'au bout. Il ne se réconcilia entièrement avec sa résolution qu'en trouvant à Lisbonne une autre dépêche, par laquelle le roi Victor-Emmanuel lui marquait que, mieux informé, il approuvait son départ. Partout sur son passage les populations lui avaient témoigné leur respect.

L'Espagne ne l'a point regretté, s'étant convaincue depuis longtemps qu'il ne pouvait rien pour son bonheur. Elle ne le plaint pas davantage; elle sait trop bien ce qu'il a souffert et que son abdication fut une délivrance, et volontiers elle lui dirait ce que disait Panurge au roi Anarche : « Tu ne fus jamais si heureux que de n'être plus roi! » Mais il n'est point d'Espagnol qui ne rende justice à ses intentions et ne reconnaisse qu'il n'a eu qu'un tort impardonnable, celui d'être impossible.

Ainsi s'est évanoui ce règne éphémère. Si court qu'il ait été, il est plein d'enseignemens, et il en faut recommander l'étude à ceux qui s'imaginent que la royauté agit comme un charme magique, par la seule puissance de son nom, et, dévots à cette panacée, pensent remédier à tout par une monarchie quelconque, instituée ou restaurée d'une manière quelconque, fût-ce à une voix de majorité. L'exemple d'Amédée, roi d'Espagne, est une preuve bien frappante que la monarchie peut difficilement subsister avec le suffrage universel et la démocratie, quand le monarque n'est pas un césar. Il prouve aussi qu'une royauté mal assise est le plus faible des gouvernemens, et que l'élection d'un souverain par une assemblée qui veut échapper à tout prix aux hasards de la république est quelquefois la plus hasardeuse des aventures.

VICTOR CHERBULIEZ.

LES

TSARINES DE MOSCOU

ET LA SOCIÉTÉ RUSSE A L'ÉPOQUE DE LA RENAISSANCE

I. Zabiéline : — I. *Domachnyi byt rousskikh tsarits v XVI i XVII st.* (*Vie privée des tsarines russes au XVIe et au XVIIe siècle*), Moscou 1869. — II. *Domachnyi byt rousskikh tsarei*, etc. (*Vie privée des tsars de Russie au XVIe et au XVIIe siècle*), Moscou 1872. — III. *Opyty izoutchénia rousskikh drevnosteï i istorii* (*Essais d'enseignement des antiquités et de l'histoire russes*), 2 vol., Moscou 1872 et 1873.

Parmi les œuvres que la Russie contemporaine peut opposer avec le plus d'avantage à l'érudition de l'Occident, il faut compter les deux volumineux ouvrages de M. Zabiéline sur la vie privée des tsars et des tsarines de Russie pendant les siècles de François Ier et de Louis XIV. Pour nous présenter un tableau fidèle de l'ancienne Russie, l'écrivain a dû se livrer à d'immenses recherches. Les registres des administrations d'autrefois, les livres de comptes de la famille impériale, les listes de leurs serviteurs, les actes de la police palatine, les règlemens d'étiquette et de préséances, jusqu'aux moindres notes oubliées dans le recoin le plus poudreux des archives, il a tout interrogé. Il s'en est servi pour commenter les récits des voyageurs et des ambassadeurs occidentaux, suivant ainsi jour par jour la vie des anciens souverains de la Russie; il a noté par roubles et par kopecks leur dépense quotidienne, et poussé jusqu'à la dernière limite l'exactitude scientifique et l'indiscrétion posthume. Ses œuvres ne sont peut-être pas d'une lecture très facile. Autant qu'il est en lui, M. Zabiéline ne veut pas qu'il nous reste de doute sur aucun point : il nous a comblés de preuves, il veut nous en accabler. Rien ne lui échappe : ameublemens dis-

parus, dispositions des appartemens impériaux, tentures, tapis, objets de toilette, instrumens de musique, il connaît tout. Ces deux volumes, de sept à huit cents pages chacun, sont le trésor des antiquités moscovites; ils contribueront à soutenir le mouvement qui porte aujourd'hui les littérateurs russes, romanciers ou auteurs dramatiques, à restituer scrupuleusement sa couleur au passé. Si la Russie a son Walter Scott, — et tel roman historique, *le Prince Sérébrany* par exemple, rappelle l'auteur de *Quentin Durward*, — il apprendra chez M. Zabiéline de quel drap était fait le caftan d'un tsar, quelle forme avait la chaussure d'une tsarine; il trouvera dans son livre le nom de l'ouvrier allemand qui sculpta leur premier fauteuil, le sujet des peintures à fresque qui décoraient tel salon du palais; il saura à quelle heure se levaient Ivan IV et Michel Romanof, quels personnages ils recevaient avant leur déjeuner, dans quelle église ils entendaient la messe, combien il y avait de services à leur dîner.

Mais, si M. Zabiéline est un érudit exact, abondant, minutieux, il est en même temps un historien d'une sérieuse portée. A côté d'une longue description de costumes et de cérémonies, on se trouve tout à coup en présence de considérations originales sur le développement le plus intime de l'histoire russe, sur le rôle de la femme dans la société, la situation faite à l'art et à la littérature nationale par l'influence byzantine. Qu'une Sophie Alexiévna, qu'un Alexis Romanof, qu'un patriarche Nicon, se rencontrent sur son chemin, l'écrivain formulera sur eux un jugement ferme et en même temps motivé. Une véritable philosophie de l'histoire russe se déroule, dans les ouvrages de M. Zabiéline, parallèlement aux recherches archéologiques. Il travaille maintenant, dit-on, à deux autres livres sur la vie privée du clergé régulier et du clergé séculier, c'est-à-dire d'une très notable partie de la population moscovite. Peu d'écrivains seraient plus capables de mener à bien une œuvre qui reste encore à faire, même depuis Polevoï, mais dont les matériaux s'amassent tous les jours : une histoire intime du peuple russe. Justement apprécié de ses compatriotes, M. Zabiéline est moins connu en Occident : pour le faire goûter, il faudrait le traduire, et quel traducteur ne reculerait devant une telle tâche? Aujourd'hui j'essaierai, à la suite de cet excellent guide, de faire revivre devant le lecteur français la société russe du XVIe et du XVIIe siècle, et de l'initier aux mystères du gynécée impérial de Moscou.

I.

L'ancienne demeure des tsars a presque entièrement disparu; ce qui en reste est en quelque sorte enclavé dans les constructions du

Grand-Palais, élevé par Nicolas Ier. Parmi les immenses toitures modernes, on voit ressortir un toit aux vives couleurs, formé de losanges rouges et blancs, surmonté d'une demi-douzaine de petites coupoles polychromes qui ont l'air d'une poignée de champignons multicolores. C'est le *Palais du Terem*, auprès duquel se trouve le *Palais à facettes* (*Granavitaïa palata*), remarquable par le robuste pilier central qui soutient la voûte de sa grande salle. Tels sont à peu près les seuls débris du vieux louvre tsarien. Ravagé par le temps et plus encore par la main des hommes, dégradé par la vétusté poudreuse et par le vandalisme utilitaire, le *Palais du Terem* n'a été que sous le règne de Nicolas rendu à lui-même; une restauration moderne a été nécessaire pour lui restituer son caractère ancien. Si l'on pénètre dans cette demeure autrefois redoutable, on est surpris des proportions exiguës des appartemens impériaux. Cinq pièces seulement, faiblement éclairées, de voûte très basse, d'une aussi médiocre étendue que celles d'un logement parisien à 1,800 francs, voilà c qui constituait la résidence d'été du tsar de Russie; mais la décoration en est à la fois splendide et sévère. Les voûtes et les parois des chambres sont presque partout revêtues d'un fond d'or sur lequel se détachent les images des martyrs et des rois, couronnés d'un nimbe resplendissant. Les saints évêques, avec le livre dans la main gauche et les doigts de la main droite levés comme pour bénir ou pour menacer, ouvraient leurs yeux immobiles sur l'hôte de ce palais. Le tsar était, chez lui comme à l'église même, sous l'œil de Dieu. Dans la salle à manger s'allongent jusqu'aux voûtes Constantin et sa mère Hélène, qui ont converti l'empire romain, saint Vladimir et sainte Olga, qui ont christianisé le monde russe, comme pour rappeler sans cesse au tsar sa mission apostolique. Dans la salle où le souverain réunissait son conseil, saint Nicolas le Thaumaturge, saint Alexandre Nevski, semblent vouloir prendre part aux délibérations et juger les jugemens du prince. Même décoration pour le cabinet de travail, la chambre à coucher, l'oratoire : comme s'il y avait besoin d'oratoire dans une maison qui était presque un sanctuaire, où la Divinité se montrait partout présente et où des yeux d'outre-monde épiaient les actions et les pensées les plus secrètes du souverain !

Dans le cabinet du tsar, voici la cassette que l'on descendait tous les matins dans la cour du palais, afin que les plus humbles pussent venir y déposer une requête : chaque jour, le grand-prince opérait de ses propres mains la levée de cette espèce de boîte aux lettres et procédait lui-même au dépouillement de cette correspondance avec ses sujets. Par la fenêtre, on peut apercevoir la cour intérieure où jadis bourdonnait dès le matin la foule des courtisans, des pages, des chambellans. Voilà encore ce fameux Escalier rouge, que descen-

dait le nouveau tsar pour aller se faire couronner à l'Assomption, sur les marches duquel Ivan le Terrible contempla la comète qui lui annonçait sa fin prochaine, et que monta Napoléon, déjà tout pensif, pour prendre possession du palais des tsars. Il fut un temps où cette résidence souveraine répandait autour d'elle le respect et la crainte. Quelque chose de la terreur religieuse qu'inspirait la présence du tsar s'attachait à sa demeure. C'était avec tremblement qu'on approchait de l'antre du lion. Les plus orgueilleux boïars devaient arrêter leur traîneau ou leur voiture à distance respectueuse de l'escalier impérial. Le seigneur qui enfreignait la défense était immédiatement saisi, jeté en prison, dépouillé de son rang. Le domestique de noble qui, même par ignorance, aurait amené ses chevaux dans la cour intérieure était fouetté jusqu'au sang. L'homme du peuple ou le bourgeois qui passait devant le palais était tenu d'ôter son bonnet. Personne ne pouvait paraître en armes dans l'enceinte sacrée; même les ambassadeurs d'Occident étaient forcés d'ôter leurs épées. Le château impérial était une chose si sainte que c'était blasphème que d'y faire entendre une parole injurieuse et profanation que d'y manquer de respect même à un égal. D'ailleurs les châtimens étaient indispensables pour discipliner ces nobles à demi barbares, qui avaient un langage de palefreniers, et qui des paroles grossières étaient toujours disposés à en venir aux coups de poing.

Malheureusement les auteurs de cette intelligente restauration du palais tsarien ne nous ont rendu que les appartemens du prince. Il faut se figurer autour de l'édifice une multitude d'autres constructions, en bois pour la plupart. Les toits en étaient recouverts de cuivre doré ou de plaques métalliques, peintes de couleurs criardes. Aux façades, toute sorte d'ornemens en bois de sapin ou de bouleau : des tours en poivrière, des dômes en bulbes d'oignon, des colonnes, des flèches, des vérandahs, des belvédères, des galeries à jour, des fenêtres de tous les styles. Le simple bois des forêts de Russie se prêtait à toutes les fantaisies de l'artiste. La demeure des tsars n'était pas précisément un palais; c'était plutôt une collection de palais, un fouillis de cabanes splendides, de chalets vraiment impériaux. Parmi les villas polychromes, les églises à coupoles dorées, les édifices profanes et sacrés, étaient encore dispersés çà et là les bureaux, les chancelleries, les magasins qui servaient à l'administration du domaine et de l'empire. Ici le *Palais des Ambassades*, le *Palais des Armes*, le *Palais des Icônes* et des reliques; là le *Palais du Trésor*, renfermant non-seulement les monnaies et la vaisselle précieuse, mais les fourrures, les draps d'or et d'argent, les brocarts glacés; ailleurs la lingerie, ailleurs encore le *Palais des Chars*, la *Cour aux Provisions*, l'*Apothicairerie*, etc.

Il est à regretter, pour l'étude proposée, que les édifices destinés

aux tsarines, à leurs fils les tsarévitchs et à leurs filles les tsarévnas aient précisément disparu. Dans ces édifices, c'étaient les étages supérieurs, presque les greniers, qui étaient réservés aux membres de la famille impériale; les étages inférieurs étaient habités par les dames de la cour et les gens de service. Ce qui frappait d'abord dans un appartement russe, c'étaient les poêles colossaux, occupant du parquet aux lambris tout un angle de la chambre. Ils étaient revêtus, un peu comme aujourd'hui, de faïence verte ou bleue, agrémentée parfois de fleurs et d'oiseaux. Les murailles, les portes, le plancher et le plafond étaient également tendus de drap vert ou brun, plus ordinairement pourpre ou écarlate. Quelquefois on y appliquait des carrés d'une couleur différente afin d'obtenir une sorte de quadrillé ou d'échiquier. Le satin, le cuir doré, étaient aussi employés comme tentures. Enfin, — ce qui conduisait les Russes à nos papiers peints, — dès le XVIIe siècle, on tapissait les appartemens de toile blanche, sur laquelle on traçait des fleurs ou des veines de marbre. Un autre système de décoration, celui-là même que nous offre le *Palais du Terem*, c'étaient les peintures murales. Nous avons des détails très précis par exemple sur l'ornementation des chambres habitées par Sophie, sœur de Pierre le Grand. Dans la première étaient représentées sur fond d'or la vie de Jésus-Christ et toutes les péripéties de sa passion, depuis le baiser de Judas et le couronnement d'épines jusqu'au crucifiement. Dans la seconde pièce, entre autres sujets bibliques, on voyait David à genoux sur son lit et s'écriant : « Seigneur, j'ai mouillé ma couche de mes larmes! » Les versets des livres saints couraient à travers les icônes. Celui-ci convenait bien à la décoration d'une chambre de jeune fille : « une âme pure est comme une vierge parée de fleurs : elle est placée plus haut que le soleil, et a la lune sous ses pieds; » il s'appliquait assez bien aussi à l'énergique et ambitieuse vierge qui tint un moment en échec la fortune de Pierre Ier. Ces versets n'étaient pas toujours en langue slavonne; les rapports plus fréquens avec les Polonais et les Allemands avaient mis à la mode les textes latins et tudesques. Dans un des angles de la première chambre était fixée l'image domestique devant laquelle brûlait perpétuellement une lampe d'or ou de cristal, et à laquelle devaient s'adresser d'abord les génuflexions des visiteurs.

L'aspect d'un appartement ainsi orné rappelait beaucoup celui d'une chapelle orthodoxe. Partout dominait l'éclat de l'or, répandu à profusion, et celui des couleurs qui se heurtaient en contrastes violens. Toutefois les peintures d'appartemens, même dans les sujets religieux, se distinguaient de celles des églises par une certaine émancipation des entraves hiératiques : elles étaient plus vivantes, plus humaines; on sentait qu'un souffle de la renaissance

occidentale avait passé par là. Les sujets profanes n'étaient pas entièrement exclus. Dans les chambres des filles d'Alexis, nous voyons qu'on avait peint des fruits, des fleurs, même des paysages qu'on appelait déjà, d'un nom allemand, *landchafti*. Et comme si l'on commençait à éprouver, au milieu de tout cet or et de toutes ces icônes, la nostalgie de la nature vivante, on représentait autour des fenêtres des nuages blancs, le ciel bleu. On voulait agrandir, dans ces étroits appartemens tout encombrés de saintetés, la part de la lumière; on voulait suppléer, pour les longs et mornes hivers russes, à l'absence de la verdure et du soleil.

Quant au mobilier, à l'exception du trône oriental et byzantin dans l'appartement du prince, les chaises, les fauteuils, étaient restés jusqu'à l'époque de Pierre le Grand des raretés dans l'ameublement russe. On y suppléait par les grossiers escabeaux de chêne, les divans de cuir, les bancs de bois, qui couraient autour de la chambre, absolument comme dans les cabarets russes d'aujourd'hui. Les tsarines et les belles tsarévnas furent longtemps privées du plaisir de voir se refléter leur image à tous les panneaux de leur boudoir : les glaces de Venise n'apparaissent qu'à la fin du XVIIe siècle. Jusqu'alors, on n'avait eu que de petits miroirs, simples objets de toilette qu'on enfermait dans des étuis ou des cassettes, avec les peignes de bois et d'ivoire, les pinceaux, les pots de blanc et de rouge, les cosmétiques de toute sorte.

Sous le règne du premier Romanof, on commençait à suspendre aux murailles les tableaux peints par des artistes étrangers. Parmi « ces maîtres dans l'art de la perspective, » on cite à la fin du XVIIe siècle le Polonais Mirovski, les Allemands Engles et Walter. Ainsi, lorsque depuis deux cents ans déjà les rois de France plaçaient dans leurs palais des Tuileries, du Louvre, de Fontainebleau, de Versailles, les chefs-d'œuvre de Titien, de Raphaël, du Poussin, de Lebrun, les Romanof ne connaissaient les arts que par des essais médiocres; mais il est probable qu'Alexis était aussi enchanté de la *Vision de Constantin*, par Saltanof, que pouvait l'être Louis XIV des *Batailles d'Alexandre*. Ces artistes s'aventuraient parfois jusqu'au portrait : nous voyons figurer dans le palais du tsar Michel, en 1681, les *personnes*, comme on disait à cette époque, des rois de France et de Pologne, c'est-à-dire probablement de Louis XIV et de Sobieski. On donnait le nom de *feuilles allemandes* à des gravures que, dès le XVIIe siècle, on commençait à vendre à Moscou dans le Marché aux Fruits. La tsarévna Sophie avait, en des cadres dorés et peints, avec des légendes allemandes, une image du Sauveur portant la couronne d'épines et le roseau, — la Nativité du Christ, avec les évangélistes aux quatre coins, — le Crucifiement, avec la ville de Jérusalem représentée au-dessous. A en juger par les

descriptions, ces images devaient ressembler assez bien aux chefs-d'œuvre à vingt-cinq sols que les colporteurs répandent dans nos villages.

Sur des rayons ou dans des niches, on trouvait presque toujours un certain nombre de livres de piété, plus souvent manuscrits qu'imprimés, avec des reliures très riches, parfois incrustées de pierreries. De grands coffres à ferrures d'argent, tout semblables à ceux qu'on fabrique aujourd'hui pour les paysans, pouvaient servir de siéges et même de lits : les femmes y serraient précieusement leurs sarafanes brodés de perles, leurs parures de diamans, leurs robes de brocart glacé ou de drap d'or, leurs fourrures de Sibérie. Sur des dressoirs revêtus de velours, on entassait les grands plats d'argent ciselé, les aiguières d'or, les coupes et les hanaps de forme étrange, les samovars et les flacons, ornés de joyaux et qui figuraient tantôt une cathédrale, tantôt un cygne ou un éléphant. Dès 1594, l'ambassadeur d'Allemagne offrait à Feodor Ivanovitch une horloge de cuivre doré, où l'on voyait les planètes et le calendrier; en 1597, l'empereur Rodolphe en envoyait une autre où de petits personnages munis de trompettes, de nacaires et de guimbardes, jouaient de leurs instrumens chaque fois que sonnait l'heure. Bientôt les aigles qui battent des ailes, les musiciens qui se démènent à midi, les nègres montés sur les éléphans, toutes ces merveilles mécaniques où s'est toujours complu l'ingéniosité allemande, figurent dans tous les inventaires des palais impériaux de ce temps. Qu'on ajoute à tout cela les mille et un objets dont s'amusait l'oisiveté des tsarines, les jouets d'enfans, les berceaux suspendus aux lambris, les escarpolettes aux cordes revêtues de satin où les princesses russes, « belles d'indolence, » se balançaient au chant cadencé de leurs servantes, les lustres enrichis d'émaux byzantins, les tapis de Perse, les portières de velours de Hollande, et l'on aura une idée de cet « appartement supérieur » du palais (*terem* ou *verkh*) où s'enfermaient les tsarines de Moscou. Nous allons voir comment elles y entraient.

II.

Il n'était point facile à un prince ou à une princesse russe de faire un mariage assorti. Au XIe siècle, on avait vu un roi de France, Henri Ier, épouser une fille d'Yaroslaf; mais depuis le schisme qui arma l'une contre l'autre les deux églises, depuis la conquête tatare qui sépare la Russie du mouvement européen pour la rejeter dans le monde asiatique, une barrière s'éleva entre les Occidentaux et les Slaves d'Orient. Aucune maison régnante de l'Europe catholique n'eût consenti, au prix d'une abjuration, à faire monter une prin-

cesse de son sang sur le trône orthodoxe; de son côté, le clergé russe ne se fût jamais résigné à supporter une tsarine catholique. Du moins, tant qu'il subsista quelque débris du monde grec, les princes de Moscou trouvèrent dans leur communion des têtes couronnées. C'est ainsi qu'Ivan le Grand put épouser Sophie Paléologue et donner à son fils aîné Hélène de Moldavie. Quand la conquête musulmane eut anéanti à la fois l'empire byzantin et les principautés orthodoxes de Serbie, Bulgarie, Roumanie, le tsar de Russie se trouva l'unique souverain d'Europe qui professât la religion grecque. Isolé en face des dynasties catholiques de l'Occident, il dut renoncer à se chercher une fiancée en Autriche et en Pologne, comme en France ou en Suède. Une fois seulement Ivan le Grand maria sa fille Hélène au roi catholique Alexandre de Lithuanie; mais les luttes politiques qui éclatèrent entre les deux pays, à la suite des discordes religieuses entre les deux époux, démontrèrent par de sanglans argumens l'impossibilité de telles unions. C'est seulement depuis qu'une partie de l'Europe s'est séparée de Rome qu'a pu s'abaisser une barrière élevée par l'intolérance des deux vieilles églises.

De même, quand il y avait en Russie, outre le grand-prince de Moscou, des souverains indépendans à Mojaisk, à Tver, à Riazan, à Novgorod, le maître du Kremlin pouvait encore chercher une fiancée dans la famille des *kniazes* ses égaux et ses parens. Ordinairement le traité de paix qui mettait fin à une guerre féodale cimentait par quelque mariage la réconciliation des deux maisons; mais, presque au même moment où les principautés orthodoxes de la péninsule danubienne périssaient sous le glaive des Turcs, les souverains de Moscou arrivaient à la réalisation de leur plan séculaire : la destruction de la dernière principauté indépendante en Russie. Dès lors ils prirent le titre supérieur de *tsars;* princes, boïars, simples nobles, devinrent également leurs sujets ou plutôt leurs *esclaves* (*rabi*, *kholopi*). Pour les filles de leur sang, le célibat devint bientôt une règle rigoureuse. La religion leur interdisait les alliances avec les dynasties de l'Occident; l'orgueil de leur naissance ne leur permettait pas d'entrer dans le lit d'un *esclave*. Elles durent vivre et mourir en vieilles filles dans le palais de leur père ou de leur frère aîné, à moins qu'elles n'adoptassent ou qu'on ne leur imposât un parti plus décidé, l'entrée au couvent. Réclusion pour réclusion, autant valait celle du monastère.

Quant aux tsars, en même temps que leur isolement s'était complété en Europe, leur pouvoir avait singulièrement grandi dans leur pays. Placés au-dessus des lois, ils devinrent la loi vivante, la règle des mœurs. Alors s'introduisit en Russie une coutume léguée par le despotisme byzantin au despotisme moscovite. Les historiens grecs racontent qu'au IXe siècle une de leurs impératrices, Euphrosine,

voulant marier son fils l'empereur Théophile, alors âgé de douze ans, envoya des messagers dans toutes ses provinces avec ordre de lui amener les plus belles filles de l'Asie et de l'Europe. Elle les réunit dans une des salles du palais, et, remettant à son fils une pomme d'or, elle lui dit : « A celle qui te plaira le plus, donne la pomme. » Il y avait parmi les concurrentes une jeune fille noble, d'une admirable beauté, nommée Icasie. Théophile, étonné de tant de charmes, un peu embarrassé sans doute pour entamer la conversation, s'avisa de lui dire : « Les femmes ont causé bien des maux. » A cette facétie de séminariste, elle répondit modestement : « Oui, mais elles sont la source de beaucoup de biens. » Il paraît que le jeune sot lui trouva trop d'esprit. Décontenancé, irrité, il donna la pomme à une certaine Théodora, de la province de Paphlagonie. Ce pays passait pour la Béotie de l'Asie-Mineure. Le récit byzantin ne nous ramène-t-il pas en plein Orient, cette mère-patrie du pouvoir absolu? N'est-ce pas là l'histoire d'Esther, choisie « entre mille beautés » par le roi de Perse Assuérus? Et comme Byzance, depuis la chute de Rome, servait à son tour de modèle aux royautés nouvelles de l'Occident, nous voyons un roi des Francs, un fils de Charlemagne, prendre exemple sur les souverains de Persépolis et de Constantinople. Quand Louis le Débonnaire voulut contracter son second mariage, il fit comparaître devant lui, au dire de l'Astronome, les filles des grands de son empire, et après un examen attentif (*undecumque adductas procerum filias inspiciens*), donna la couronne à Judith de Bavière.

La Russie du XVe siècle subissait encore plus directement que la Gaule du IXe l'influence byzantine. La femme d'Ivan le Grand, Sophie Paléologue, était l'héritière de l'empire grec, de son droit de revendication contre les Turcs, de son aigle à deux têtes, qui devint celui de la Russie, de ses secrets de gouvernement et de son étiquette monarchique. Elle avait rempli le Kremlin de Grecs et de Gréco-Italiens : la littérature russe s'inspirait de la littérature byzantine quand elle ne se bornait pas à la traduire. Or parmi les livres slavons traduits du grec, une certaine *Vie de Philarète le Charitable* était très en faveur dans la société féminine et ecclésiastique de Moscou. D'après cette hagiographie, au VIIIe siècle, l'impératrice Irène, pour marier son fils Constantin, s'y prit exactement comme Euphrosine. Ses messagers parcoururent l'Anatolie, le Pont, la Bulgarie, la Khazarie, l'Italie, cherchant, comme dans nos contes de fées, celle qui était digne d'épouser leur prince. Philarète, malgré sa pauvreté, leur donna l'hospitalité; le ciel, par un miracle, fit les frais du repas. Les envoyés furent bien plus surpris encore de voir l'admirable beauté de sa vieille épouse; elle était grand'mère, leur dit-on, et avait trois petites-filles. Ils révélèrent alors l'objet de leur

mission, obtinrent que les jeunes vierges descendissent de leur gynécée, et déclarèrent à l'une d'elles, Marie, que sûrement elle serait leur impératrice. Marie fut envoyée à Constantinople pour être soumise, avec neuf autres beautés, à l'examen de l'empereur. Avant l'épreuve, elle avait proposé à ses rivales de s'engager par une promesse réciproque : celle qui serait choisie se souviendrait de ses compagnes et les marierait honorablement. Une seule, l'orgueilleuse Gérontéia, refusa; ses espérances furent déçues. Alors Marie à son tour se présenta devant le prince avec toute sa famille, aïeule, père, mère, sœurs, oncles et tantes. Devenue l'impératrice, elle maria l'une de ses sœurs à un patrice romain, l'autre au roi des Lombards, fit distribuer des charges à ses parens, et n'oublia pas ses rivales.

Or c'est la légende pieuse de Philarète le Charitable qui à Moscou, au xve siècle, devient une réalité. Les récits de Paul Jove, de Francesco da Collo, d'Herberstein, concordent parfaitement : les documens tirés des archives apportent une confirmation et de nouveaux détails. En Russie comme à Byzance, les envoyés se répandent dans les provinces, munis non pas de la pantoufle de vair, mais des lettres patentes du souverain. Ils ont ordre de se faire montrer toutes les jeunes filles riches ou pauvres, nobles ou non nobles; le tsar ne fait pas de distinction entre ses esclaves. Voici la teneur d'une circulaire rédigée en 1546 sous Ivan le Terrible; nous citons l'exemplaire destiné à la province de Novgorod :

« De la part d'Ivan Vassiliévitch, grand-prince de toutes les Russies, à la ville de Novgorod-la-Grande, notre patrimoine, aux princes et enfans boïars habitant à cinquante et à deux cents verstes de Novgorod. J'ai envoyé N... et N..., et je les ai chargés d'examiner toutes les demoiselles vos filles, qui sont des fiancées pour nous. Quand cette lettre vous parviendra, ceux d'entre vous qui ont des filles non mariées partiront immédiatement avec elles pour Novgorod-la-Grande... Ceux d'entre vous qui cacheraient leurs filles et ne les amèneraient pas à nos boïars s'attireraient une grande disgrâce et un terrible châtiment. Faites circuler ma lettre entre vous, sans la garder même une heure dans vos mains. »

Après un premier triage exécuté par les envoyés du prince au chef-lieu de chaque province, les plus jolies étaient dirigées sur la capitale. Le premier tsar qui contracta mariage dans ces singulières conditions fut précisément le fils de la Grecque, Vassili Ivanovitch. Quinze cents jeunes filles furent amenées à Moscou de tous les points de la Russie, chacune accompagnée de sa famille. Qu'on se figure ces rudes et coûteux voyages dans un immense empire si dénué de routes, les longues angoisses des parens suspendus entre la crainte d'un humiliant échec et l'espoir suprême, les intrigues et les

haines mutuelles de ces factions rivales, les démarches et les tentatives de corruption auprès des personnages influens du palais, les promesses que se font mutuellement les bonnes âmes, l'infatuation hautaine des orgueilleuses, les pleurs des timides, les types, qui devaient se reproduire sans cesse, de l'altière Vasthi et de la modeste Esther, de la fière Gérontéia et de la douce Marie, de la trop spirituelle Icasie et de l'heureuse sotte Théodora, — on aura une idée des passions et des sentimens éveillés par cette conscription en masse de la beauté russe. Le second prince qui employa ce procédé est, comme on l'a vu, Ivan le Terrible; c'est ainsi qu'il épousa la première de ses femmes et la plus aimée, Anastasie Romanof. Lorsqu'il contracta son troisième mariage, il se fit amener à la Slobode Alexandra deux mille jeunes filles nobles et non nobles. Après un long examen, on n'admit aux épreuves ultérieures que vingt-quatre concurrentes, puis douze seulement, sur lesquelles des médecins et des sages-femmes eurent à donner leur avis. Elles furent trouvées égales en santé et en vigueur, comme elles étaient égales déjà en beauté. Le tsar, après avoir encore longtemps balancé, choisit pour lui-même Marfa Sobakine, et fit choix pour son fils Ivan d'Eudoxie Sabourof. Suivant le témoignage d'un contemporain, toutes les jeunes fiancées présentées au choix du prince habitaient une grande maison, par dortoirs ou chambrées de douze lits. Dans chaque chambrée, il y avait un trône où le tsar venait s'asseoir; chaque jeune fille venait s'agenouiller devant lui, et, quand il l'avait regardée tout à son aise, elle jetait à ses pieds un mouchoir brodé de perles, et se retirait.

Cet usage finit par s'implanter si bien dans les mœurs russes qu'on ne reconnaissait presque plus au prince le droit de se marier sans prendre son épouse au concours. On ne devait pas enlever à la plus humble des beautés russes la chance de devenir impératrice. Les *Mémoires inédits* publiés par M. le prince A. Galitzine racontent qu'Alexis Romanof, devenu veuf, étant allé visiter le boïar Matvéef, fut surpris de l'ordre et de la propreté qui régnaient chez lui. On présenta au souverain la jeune Nathalie Narychkine, fille d'un ami de Matvéef, et que celui-ci avait prise chez lui à cause de sa pauvreté. Le souverain partit tout ému, revint quelques jours après, et déclara qu'il avait trouvé un mari pour Nathalie : c'était lui-même. Effrayé des haines que ce choix pouvait lui susciter, le boïar tomba aux pieds du prince, le suppliant de garder au moins les formes accoutumées. Alexis y consentit : soixante jeunes filles furent amenées au Kremlin; mais le tsar s'en tint à la belle et intelligente pupille de Matvéef, la mère de Pierre le Grand.

Après le choix du prince, la fiancée impériale devenait immédiatement une personne auguste. Elle logeait dans l'appartement ré-

servé aux princesses : on la confiait soit à la mère et aux sœurs du tsar, soit à ses propres parentes qui avaient dû l'accompagner, soit enfin à des femmes nobles et à des boïarines craignant Dieu. On plaçait sur sa chevelure de jeune fille une couronne comme en portaient les sœurs mêmes du prince. On lui donnait le titre de tsarévna. Les nobles et les serviteurs du palais venaient *lui embrasser la croix*, c'est-à-dire lui prêter serment. Elle était nommée dans les prières publiques parmi les membres de la famille impériale, mais sous un nom nouveau. Ici encore nous devons reconnaître une coutume byzantine : c'est ainsi que Lupicia, femme de Justin Ier, avait adopté le vocable moins malsonnant d'*Euphémie*, qu'Anastasie, mariée à Romain II, avait reçu du Porphyrogénète le nom flatteur de *Théophano*. Dans la Russie contemporaine, le changement de nom est d'ailleurs justifié le plus souvent par la nécessité de rebaptiser les princesses protestantes qui montent sur le trône orthodoxe. Au XVIe et au XVIIe siècle, il n'y avait pas lieu de renouveler le baptême des fiancées impériales : toutes étaient Russes et orthodoxes; cependant, par le choix du prince, elles devenaient en quelque sorte d'autres personnes; pour une existence nouvelle, il leur fallait un nouveau nom. Parfois même le père de la fiancée subissait le même changement : ainsi Ilarion Lapoukhine, père de la première épouse de Pierre le Grand, adopta le nom de Fédor.

Dans la monarchie absolue de Byzance, le mariage du maître amenait parfois des hôtes bien étranges dans le palais sacro-saint des empereurs. A Moscou également, c'était souvent de la plus humble situation qu'une belle fiancée s'élevait au rang des majestés. « Nous n'avons pas une souveraine bien chère, disaient de la femme de Michel Romanof ses chambellans : elle portait autrefois des bottes jaunes comme les paysannes; maintenant Dieu l'a élevée! » Maria Miloslavski, première épouse d'Alexis, était fille d'un homme en service chez un simple secrétaire d'ambassade et allait chercher des champignons dans le bois pour les vendre au marché. Sa seconde femme avait été reçue presque par charité chez le boïar Matvéef; à Smolensk, on l'avait vue marcher en *laptis*, c'est-à-dire en grossières sandales d'écorces tressées. Ces impératrices, sorties parfois d'une pauvre chaumière, n'en faisaient pas moins bonne figure au palais du Kremlin. A cette époque, il n'y avait réellement que peu de différence entre le pauvre et le riche, entre fille noble et non noble. C'est le développement du luxe, l'éducation, l'instruction, le souci de la propreté, qui créent des différences entre les classes; tout cela n'existait guère à cette époque. Le paysan libre ou le petit gentilhomme campagnard étaient à peine plus illettrés ou plus malpropres que le courtisan.

III.

C'était au moment où la jeune fille élue entre toutes venait de s'installer au *Terem* et de ceindre la couronne des tsarévnas que commençaient pour elle de terribles dangers. Rien de plus triste que l'histoire de ces fiancées impériales. Des maladies mystérieuses les déciment sous les lambris augustes avant qu'elles n'aient pu aller à l'autel. Choisies entre des centaines et des milliers de belles filles, soigneusement examinées par les gens de l'art, elles devaient être des fleurs de santé et de vigueur; est-ce donc le palais impérial qui était malsain? Ici nous abordons un des côtés les plus étranges de la vie russe à cette époque.

Les tsars de Moscou administraient l'empire comme une sorte de patrimoine avec des hommes à eux, leurs serviteurs particuliers; l'état n'était qu'une dépendance de la maison. Quand le souverain était jeune, c'était ordinairement des parens de sa mère qu'il était entouré. L'empire était alors comme en proie à une seule famille qui circonvenait, assiégeait, absorbait le prince et ne souffrait ni dans le gouvernement, ni dans le palais, aucune influence rivale. Tandis que les chefs de la famille prenaient la direction des affaires, les parens éloignés, les arrière-petits-cousins s'emparaient des postes de chambellans, d'échansons, pour garder le prince de plus près, ou s'enrichissaient comme voiévodes dans les provinces. Le règne de la famille qui était ainsi en possession de la faveur impériale s'appelait, d'un nom consacré dans l'histoire russe, un *moment* (*vrémia*); ses chefs étaient les *hommes du moment* (*vrémianiks*), ses autres membres constituaient les *proches*, *l'entourage* du tsar.

Que se passait-il quand le souverain se mariait? Une nouvelle impératrice amenait au pouvoir une autre famille. Sur qui le prince aurait-il pu se reposer avec plus de confiance que sur les parens de sa femme? Le débonnaire despote se laissait donc entourer de ses beau-père, beaux-frères, des oncles, neveux et cousins de son épouse. Partout, dans toutes les places, avec une âpreté facile à comprendre, ils se substituaient à l'ancien entourage. Un *vrémia*, un *moment* nouveau commençait. Un concours de fiancée était une sorte de loterie; les parens de celle qui amenait le bon numéro devenaient par le seul effet de la chance, sans qu'il fût question d'intelligence ou de capacités, les maîtres de l'état. Le mariage du prince équivalait à une révolution, à un de nos renversemens de ministère. On conçoit de quelle haine devaient être animés les anciens *vrémianiks* contre ces *hommes du moment* qui les dépossédaient, contre cette fiancée qui, rien qu'avec ses beaux yeux, venait les précipiter du pouvoir : haine féroce, implacable, mais sour-

noise et silencieuse. La jeune fille ne connaissait pas toujours ceux qu'elle devait craindre : souvent c'était des hommes qui s'empressaient le plus auprès d'elle, qui devant elle se mettaient à plat ventre, battaient le sol de leur front, essuyaient avec leur barbe et leur chevelure la poussière de ses pieds, c'était de ceux-là mêmes qui se proclamaient ses *vils esclaves*, qu'elle avait tout à redouter. Non-seulement les partisans des *vrémianiks* dépossédés, mais les amis et les parens de ses rivales évincées, avaient des intelligences dans les emplois du palais, parmi les femmes et les serviteurs attachés à son service. C'était dans l'ombre, sous le masque du dévoûment et de l'adulation, que se tramaient les complots. Quand on ne pouvait jeter dans les alimens ou le vin de la tsarine une poudre ou une herbe mortelle, on avait recours à des conjurations et à des pratiques diaboliques, on secouait de la cendre sur la trace de ses pas, on portait à quelque redoutable mégère un morceau arraché à un de ses vêtemens. A cette époque, on ne distinguait pas entre la sorcière et l'empoisonneuse. Sous la dénomination de maléfices, on confondait dans la même exécration des manœuvres meurtrières ou des simagrées ridicules. Au seul nom de sorcellerie, les plus hardis pâlissaient, les plus éclairés devenaient furieux. Pour avoir une idée des craintes qui pouvaient tourmenter un tsar sur sa propre vie, sur la santé de sa femme et de ses enfans, il faut lire la formule du serment que Boris Godounof exigeait de ses sujets :

« En ce qui regarde notre souverain le grand-prince et tsar de toutes les Russies, Boris Feodorovitch, et notre tsarine et grande-princesse Marfa, et leurs enfans, le tsarévitch Feodor et la tsarévna Axinie, nous jurons de ne rien attenter, ni mal faire à leur nourriture, à leur boisson, à leurs vêtemens, à n'importe quelle chose qui leur appartienne, de ne pas leur donner d'herbe ou de racine malfaisante, de ne pas leur en faire donner par d'autres, de ne pas écouter ceux qui nous engageraient à leur en donner, de ne point permettre à nos gens la recherche des herbes ou racines malfaisantes, de ne point recourir aux sorciers, aux sorcières, ou à tout autre moyen qui puisse nuire au tsar, à sa tsarine ou à ses enfans, de ne pas faire de conjurations avec la trace de leurs pas ou de leur voiture... »

Chacun devait même s'engager à dénoncer les faits analogues qui viendraient à sa connaissance. En outre un serment professionnel, portant sur les mêmes objets, était imposé à tous les serviteurs du tsar, échansons, panetiers, chambellans. Lui et les siens ne sortaient des murs crénelés du palais que sous bonne escorte. Le cellerier qui apportait les plats de l'office les goûtait avant de les remettre au maréchal, le maréchal les goûtait avant de les livrer

au tranchant, le tranchant avant de les passer au servant, qui les goûtait encore une fois sous l'œil du prince avant de les lui présenter.

Ces terreurs si naïvement manifestées par les empereurs moscovites jettent une fâcheuse lumière sur le caractère de leurs courtisans. Quand nous voyons Ivan le Terrible s'écrier tout à coup qu'on a empoisonné sa tsarine et faire autour de lui une boucherie de boïars, il ne faut pas se hâter de l'accuser de mensonge et de cruauté gratuite. Pour plusieurs de ses épouses mortes subitement, il fit faire des enquêtes dont les dossiers, malheureusement peut-être pour sa mémoire, se sont perdus. Dans son discours à l'assemblée des évêques, il dénonce l'empoisonnement de ses deux premières femmes, et en ce qui concerne la troisième il s'exprime ainsi : « La haine de mes ennemis a excité plusieurs de mes *proches* (sans doute les *proches* du *vrémia* précédent) à entreprendre sur la vie de la tsarine Marfa lorsqu'elle était encore vierge, et qu'elle n'était tsarine que de nom. On lui a donné du poison. Alors le tsar orthodoxe, mettant sa confiance en Dieu, qui seul peut guérir, a pris avec lui Marfa, mais leur union n'a duré que deux semaines. »

Il est d'autres faits analogues sur lesquels les enquêtes du temps nous ont ménagé les détails les plus circonstanciés. Michel Romanof, alors âgé de vingt ans, venait de monter sur le trône de Moscou. En l'absence de son père, le patriarche Philarète, ses cousins les Soltikof étaient les *hommes du moment*. Il choisit pour fiancée, dans les formes accoutumées, Marie Khlopof, qui fut installée au *Terem* sous le nom de Nastasia. Les Soltikof, maîtres de la place, ne virent pas d'un bon œil les Khlopof sur le point de leur succéder. La lutte était imminente entre les deux familles. Un jour, une discussion eut lieu entre un des anciens *proches* et un des nouveaux sur le motif le plus futile. L'un soutenait qu'on pouvait fabriquer une certaine espèce de sabre dans les manufactures du tsar, l'autre prétendait le contraire : de là, échange de gros mots et rupture ouverte. Quinze jours après, la fiancée tomba malade. Ses parens ne voyaient là qu'une simple indigestion; au contraire les Soltikof déclarèrent la maladie incurable. Ils consultèrent les médecins, qui prescrivirent un traitement; mais les Khlopof n'étaient pas si sots que de faire prendre des médicamens à leur fille. D'abord les docteurs de la cour, envoyés par leurs rivaux, leur étaient suspects, et puis, en vrais Russes du vieux temps, ils considéraient les médecins, cette récente importation de l'Occident hérétique, comme une variété des sorciers. Dans les idées de cette époque, la maladie était une épreuve envoyée de Dieu : Dieu seul pouvait guérir. Accepter une ordonnance et des remèdes ou demander des herbes à une *vieille*, c'étaient deux choses également condamnables. Ils firent boire à leur

fille de l'eau bénite dans laquelle on avait trempé des reliques. Cette sainte infusion la guérit; mais les Soltikof ne se tinrent pas pour battus. Abusant de la jeunesse du prince, leur pupille, ils lui affirmèrent que les médecins avaient jugé la maladie incurable. Sous leur pression, le conseil des boïars déclara que Nastasia « ne pouvait faire le bonheur du tsar. » Malgré la douleur du prince, elle fut envoyée en exil avec toute sa famille. Alors le jeune empereur, qui avait montré tant de faiblesse lorsqu'il s'agissait de soutenir sa fiancée, déploya une invincible obstination quand il fut question d'en choisir une autre. « J'ai contracté mariage suivant la loi de Dieu, répétait-il : on m'a fiancé une tsarine; je n'en épouserai jamais d'autre. » Il se réjouit de l'échec de son gouvernement dans les tentatives de négociation matrimoniale avec l'Occident. Le roi de Danemark refusa la main de sa nièce, parce que « sous Boris Godounof on avait empoisonné son frère, fiancé à la princesse Xénie, et qu'on empoisonnerait de même la jeune fille. » La réputation des Borgia de l'aristocratie russe commençait à se faire en Europe. Bientôt le crédit des Soltikof déclina. Le tsar ordonna une enquête : il fut reconnu que sa Nastasia était d'une très bonne santé, que jamais elle n'avait été malade gravement, que ses favoris avaient menti effrontément.

Des circonstances impérieuses l'empêchèrent de réparer entièrement l'iniquité. Après avoir lutté longtemps, il dut se résigner à choisir, ou plutôt sa mère choisit pour lui Marie Dolgorouki. Le 19 septembre, on fit de grandes réjouissances au Kremlin; il y eut liturgie dans les églises, festins pompeux, sonneries de cloches et de trompettes. Le lendemain, une maladie mortelle se déclara chez la fiancée. Elle languit trois mois et mourut. Il fut reconnu qu'on l'avait empoisonnée, mais on ne put découvrir les coupables. Les meurtrières intrigues des boïars étaient la plaie de la Russie; il eût fallu pour les dompter une main autrement vigoureuse que celle de Michel Romanof. On se prenait à regretter le Terrible. « Que Dieu ouvre les yeux au tsar, écrivait un résident hollandais, comme il les a ouverts à Ivan! autrement la Russie est perdue. » Les troisièmes fiançailles de Michel avec Eudoxie Strechnef furent plus heureuses, grâce aux précautions dont on entoura la fiancée; la haine de ses ennemis ne put que s'épancher en mauvais propos.

Alexis, père de Pierre Ier, dut passer par les mêmes épreuves. Il avait fait choix en 1647 d'Euphémie Vsévolojski. Ce choix déplut au boïar Morozof, qui était l'*homme du moment*. Les coiffeuses du *Terem* furent-elles gagnées par lui? Ce qu'il y a de sûr, c'est que le jour où elle se présenta devant son fiancé elle tomba en faiblesse. On lui avait, semble-t-il, tiré les cheveux avec tant de force pour former sa parure de tsarine que la douleur avait déterminé l'évanouissement. Les Morozof persuadèrent au jeune prince qu'on l'avait

trompé, que les parens de la jeune fille avaient dissimulé le mal épileptique dont elle était atteinte. On mit le père à la question, la famille fut envoyée en Sibérie,et l'on procéda à un nouveau choix. Morozof réussit à faire tourner la chance en faveur de Marie Miloslavski. Elle avait une sœur que le boïar épousa; les intérêts des Morozof et des Miloslavski, c'est-à-dire des anciens et des nouveaux *proches*, étant devenus identiques, la nouvelle impératrice n'eut rien à craindre des herbes malfaisantes et des maléfices.

Est-il étonnant que les parens les plus ambitieux ne se soient pas toujours souciés d'exposer leurs filles à de tels dangers, et que les fiancées impériales ne soient entrées qu'avec tremblement dans ce brillant et sinistre *Terem*, où resplendissaient sur des murailles d'or des figures d'anges et de bienheureux, mais où les enchantemens du démon avaient une si redoutable puissance? Sous Alexis, on arrêta le gentilhomme Kokoref, accusé d'avoir proféré « des paroles indécentes. » Il avait osé dire « qu'il n'était pas bon de conduire ses filles à l'examen du tsar, et qu'il valait mieux les jeter à l'eau que de les faire entrer dans l'*appartement supérieur*. »

Les soucis d'une tsarine n'étaient pas finis après le mariage et le couronnement solennel à l'Assomption. Si le tsar l'avait tirée du néant pour l'élever à la royauté, c'était pour qu'elle donnât des héritiers à la monarchie. La fécondité achevait seule d'en faire une souveraine : une stérilité prolongée l'eût frappée de déchéance. Aussi quel devait être son tourment, le tourment de ceux dont la fortune était attachée à la sienne, quand cette bénédiction du ciel se faisait attendre! Sophie Paléologue, femme d'Ivan le Grand, ne lui avait d'abord donné que des filles. Or, dans les idées du temps, ce n'était pas être mère que de ne pas donner de progéniture masculine. Dans son désir passionné d'un héritier, le couple impérial se rendit au tombeau de saint Serge à Troïtsa. Comme la tsarine suivait le vallon qui longe les murs du monastère, tout à coup apparut devant elle un vieillard à l'air imposant qui portait dans ses bras un petit enfant mâle. Il le jeta dans le giron de la princesse et disparut. Sophie Paléologue, saisie d'une terreur religieuse, s'évanouit, et les femmes de sa suite, qui n'avaient rien vu, se précipitèrent étonnées pour la secourir. Quand elle revint à elle, elle chercha l'enfant que le vieillard lui avait jeté. Elle ne trouva rien, mais elle comprit que c'était saint Serge en personne qui lui était apparu, et revint pleine d'espérance à Moscou. En effet, neuf mois après, elle mit au monde celui qui devait être Vassili Ivanovitch.

Toutes les impératrices n'avaient pas le même bonheur. Ce Vassili, qui avait épousé à vingt-six ans Solomonie, resta vingt années sans en avoir d'enfans : immense malheur pour une maison royale: toutes les misères engendrées par la minorité d'Ivan le Terrible

sont venues de cette longue stérilité. Vainement on avait eu recours à tous les moyens alors en usage : on avait répandu l'or à poignées dans tous les monastères, on avait fait venir de saints ermites du fond des solitudes du nord ou des ténèbres des catacombes, on avait essayé la vertu de toutes les reliques célèbres. Alors Solomonie s'était adressée aux devins, aux sorciers : elle avait imprégné la chemise du grand-prince d'un philtre merveilleux; rien n'y fit. Vassili devenait vieux; il était temps de prendre une décision. Les boïars, réunis en conseil par le tsar, lui conseillèrent unanimement d'envoyer la tsarine au couvent et de se remarier. Ce ne fut pas sans pleurs et sans désespoir que la malheureuse princesse subit sa destinée : il fallut lui couper de force les cheveux; l'envoyé du tsar en vint à la frapper. En tombant du pouvoir, elle laissait derrière elle tout un parti à la cour, et, pour contrarier la nouvelle impératrice, Hélène Glinka, pour inquiéter la conscience du prince et le tourmenter dans ses sentimens paternels, on fit courir le bruit que Solomonie était accouchée d'un fils dans le monastère.

Il ne faut pas oublier que si l'impératrice devenait une souveraine pour tous les Russes, une maîtresse pour son père même et ses parens, elle restait une sujette, une esclave pour son mari. Le tsar l'avait élevée, le tsar pouvait l'abaisser et du palais l'envoyer au couvent. Les chants populaires ont conservé le souvenir ému de ces infortunes souveraines. Elle se lamente, la tsarine, sur l'escalier de son palais; elle ne pourra plus s'asseoir à la table de cyprès, ni savourer les plats sucrés, ni manger la chair du cygne blanc. Elle pleure, elle ordonne à ses écuyers d'atteler son char, puisque enfin il faut partir. « Chargez les chariots, — mais ne vous hâtez pas. Sortez de Moscou, — mais ne vous hâtez pas. Peut-être mon seigneur le tsar s'adoucira, peut-être il ordonnera de revenir. » Hélas! on a beau ne pas se hâter, aucun messager de grâce n'est accouru sur les traces du cortége. Et déjà apparaissent les blanches murailles du couvent, déjà retentit l'appel des cloches sacrées, déjà s'avance en procession la mère abbesse suivie de ses religieuses. Elles prennent la tsarine par ses mains blanches et la conduisent dans sa cellule, non pour une heure, non pour un jour, mais pour toute sa vie.

Aussi quand il naissait un fils, quelle joie dans le palais! On désignait pour nourrice à l'héritier des tsars une des plus belles boïarines de la cour. On taillait une planche ayant exactement les dimensions de son petit corps, et on y peignait l'image du saint, son patron : c'est ainsi qu'on a pu placer sur le tombeau de Pierre le Grand une icône faite à sa taille trois jours après sa naissance. Comme à la cour de Henri IV ou de Louis XIII, on n'oubliait pas de faire tirer l'horoscope du nouveau-né. On confiait ce soin ou à de saints ermites qui avaient déserté leurs forêts, ou à de savans ecclésias-

tiques, comme Polotski et Rostovski, qui lurent dans les astres la destinée de Pierre le Grand, ou à de simples sorciers, en faveur desquels on voulait bien faire trêve un moment aux édits de persécution. Ils ne manquaient jamais de prédire que l'enfant ferait plus d'actions mémorables qu'aucun de ses prédécesseurs, qu'il serait l'effroi des méchans et le soutien de l'église. A partir de ce moment jusqu'à celui où il passait aux mains des hommes, il vivait dans les appartemens et parmi les femmes de la tsarine.

IV.

Dans ces appartemens supérieurs du palais, qu'on appelait *Verkh* ou *Terem*, les femmes étaient aussi sévèrement recluses que dans les gynécées de la Grèce antique. En Russie, comme dans la Rome des douze tables, la femme était une mineure perpétuelle. La jeune fille affranchie par la mort de son père, l'épouse affranchie par la mort de son mari, retombaient sous la tutelle d'un frère, d'un oncle, d'un aïeul, à leur défaut sous la tutelle de l'église, au même titre que les orphelins, les aliénés, les indigens. Pour elles, il n'y avait pas de vie de société, encore moins de vie politique. Dans les temps légendaires de l'histoire russe, nous voyons bien les héroïnes des chansons épiques suivre au combat leurs fiancés ou leurs maris comme les femmes germaines ou scandinaves, déployer leur force et leur agilité dans de merveilleuses épreuves comme la Brunehilde des Niebelungen : sainte Olga, l'héroïne vaillante des souvenirs populaires, défend les armes à la main le patrimoine de son fils et poursuit avec le fer et la flamme la vengeance de son mari; mais Olga, en inaugurant les rapports pacifiques avec Byzance, préparait aux femmes russes des entraves nouvelles. L'influence byzantine compléta leur asservissement. Le christianisme étroit du bas-empire, avec les bizarres conséquences qu'il tirait de la faute d'Ève et du péché originel, avec ses idées d'impureté et de fragilité de la femme, vint consacrer l'infériorité sociale de ce sexe. De bonne heure on traduisit en russe les diatribes anti-féminines des sermonnaires et des sophistes néo-grecs, par exemple le fameux texte de Cosmas de Chalcédoine, tendant à prouver qu'on ne doit pas donner à la femme le titre de *gospoja* (madame, *domina*).

« Croyez les sages qui disent que la femme ne doit pas s'aviser d'en remontrer à son mari ou de vouloir le conduire. Elle doit se taire et lui être soumise. Adam a été créé le premier, Ève seulement après, et le Seigneur lui a dit : « Tu seras gouvernée par ton mari, tu travailleras par ses ordres, tu lui obéiras tous les jours de ta vie... » Les femmes

seront sédentaires,... elles obéiront à leurs maris *comme l'esclave obéit à son maître*... Le chef de l'homme, c'est le Christ; le chef de la femme, c'est son mari. Le mari n'a pas été créé la chose de la femme, mais la femme a été créée *la chose de l'homme*... La femme ne peut donc élever la tête plus haut que son mari sans outrager le Christ. A cause de cela, il ne convient pas d'appeler la femme *gospoja*, mais elle doit appeler son mari *gospodine* (seigneur). Quel maître appelle sa servante ou son serviteur *dame* ou *seigneur;* quelle maîtresse appelle ses domestiques *gospoja* ou *gospodine?* »

La femme dut résider dans les appartemens supérieurs de la maison, d'où elle ne pouvait sortir sans passer par ceux de son père ou de son mari : c'est dans le *Terem* que nous la montrent déjà les chansons populaires. « Elle est assise derrière vingt-sept serrures, — elle est assise enfermée à vingt-sept clés, — pour que le vent ne l'évente pas, — pour que le soleil ne la brûle pas, — pour que les bons compagnons ne la voient pas. » Dans le *Terem*, elle doit vivre chrétiennement : or, l'idéal de la vie chrétienne selon les idées byzantines étant le cloître, elle doit pratiquer chez elle toutes les austérités et tous les exercices pieux du couvent. La maison conjugale est un monastère dont le mari est l'abbé. Entre la femme russe et la femme turque, il y a seulement cette différence que, pour sanctionner la loi de réclusion imposée à la première, on compte avant tout sur les moyens moraux. La crainte de Dieu et de la réprobation publique dispense d'emprunter à l'Orient ses étranges gardiens. Suivant ses directeurs de conscience, la dame russe doit, comme la femme forte de l'Écriture, se lever la première dans la maison, éveiller ses serviteurs et ses servantes, leur distribuer la tâche, travailler de ses propres mains. Elle doit obéir à son mari, qui saurait au besoin la ramener à l'obéissance par des corrections manuelles d'une charitable modération, mais d'une efficacité énergique : on recommande dans ce cas à l'époux de ne point se servir de gourdins trop gros ni de bâtons ferrés. Elle doit fuir les mauvaises compagnies, les propos oiseux, ne recevoir personne à l'insu de son seigneur et maître, éviter surtout les marchandes de toilettes, les devineresses et autres agens de Satan, ne point parler mal des voisins, ni des boïarines, ni des princesses. Comme cette matrone romaine qui fut punie de mort pour avoir détenu les clés de la cave, elle s'exposerait à de graves châtimens, si elle s'abandonnait au vice national, l'ivrognerie. Il paraît si indispensable que la femme reste à la maison, qu'elle soit *sédentaire*, comme dit Cosmas, il paraît si dangereux de laisser quelque liberté à un être aussi fragile qu'on la dispense même d'aller à l'église. Le mari doit y aller le plus souvent possible, — elle, le plus rarement.

C'est la conséquence de la théorie : le mari a pour chef le Christ, mais la femme a pour chef son mari. Son église, c'est sa propre maison, où elle doit avoir toujours le chapelet au poing, faire les centaines de signes de croix et de prosternations requises pour le salut, observer rigoureusement les jeûnes prescrits par l'église orthodoxe, rivaliser de dévotion et d'ascétisme avec les saintes femmes réellement enfermées au couvent. Tel est le plan de vie que trace aux princesses et aux femmes distinguées de son temps, dans son *Économie domestique* (*Domostroï*), le pope Silvestre, qui fut un moment le directeur de conscience et le ministre d'Ivan le Terrible.

On peut imaginer combien un tel idéal, de tels principes, devaient être funestes à la vie de société. Presque jamais les hommes et les femmes ne se rencontraient. La dame russe était toujours cachée aux regards de tous par des murailles, des tentures ou des voiles. Dans sa maison même, la plus grande partie de ses serviteurs pouvaient fort bien ne l'avoir jamais vue. Les amis de son mari n'existaient pas pour elle : elle ne présidait pas aux festins qui leur étaient donnés; mais elle pouvait recevoir ses propres amies dans ses appartemens. Cependant, lorsque les hôtes de l'époux étaient tout à fait des intimes ou des personnages auxquels il voulait faire le plus grand honneur, on procédait à une curieuse cérémonie, d'un caractère presque chevaleresque et occidental, et que le roman a mise en scène dans *le Prince Sérébrany* (1). A la fin du repas, sur l'invitation de son mari, la maîtresse de la maison descendait, comme la Pénélope d'Homère, l'escalier du gynécée, toute parée, ayant à la main une coupe d'or. Après y avoir trempé les lèvres, elle la présentait à chacun des convives; puis elle se tenait debout à la place d'honneur, et chacun après une profonde salutation venait l'embrasser. C'était comme une tradition de l'antique hospitalité slave qui venait briser la règle monastique du régime byzantino-russe.

Si la réclusion était de règle pour les femmes d'un rang distingué, elle constituait une obligation encore plus étroite pour une tsarine de Moscou. De cette demeure déjà sacrée du *Terem* impérial, elle devait faire un véritable sanctuaire; elle devait achever en elle-même ce caractère de sainteté que lui conférait déjà sa qualité d'épouse du tsar. « Il n'y a pas une souveraine en Europe, écrivait Reitenfels, qui soit aussi respectée de ses sujets que la tsarine. Les Russes n'osent même pas parler d'elle librement, ni lever les yeux sur elle. Quand elle se promène dans la ville ou dans la campagne, sa voiture est toujours fermée de rideaux, afin que personne ne

(1) *Le Prince Sérébrany*, par le comte Tolstoï, traduit en français par le prince A. Galitzine sous ce titre, *Ivan le Terrible*, Paris 1872.

puisse la voir. » Lorsque la tsarine sortait à pied, ce qui n'arrivait guère que la nuit, dans l'intérieur du palais, on portait autour des pièces de toile ou des espèces d'écrans qui la dérobaient à tous les regards. L'imprudent qui se serait trouvé sur le passage de la princesse, ou qui aurait eu la mauvaise chance d'apercevoir son visage, était aussitôt saisi, questionné, exposé aux plus rigoureux châtimens. Les actes du palais renferment plusieurs dossiers sur des affaires de ce genre. Ne se croirait-on pas dans la Perse de Chardin ou de Tavernier?

On traitait les médecins presque comme les autres étrangers. On ne les introduisait, à la dernière extrémité, dans la chambre d'une tsarine ou d'une tsarévna qu'après en avoir fermé tous les rideaux. On ne leur permettait de tâter le pouls à la malade qu'après lui avoir entouré le poignet d'une légère mousseline afin de préserver l'auguste épiderme de tout contact profane. C'était une curieuse histoire que celle de la médecine et des médecins dans l'ancienne Russie. On croyait que les disciples d'Hippocrate pouvaient ce qu'ils voulaient; s'ils ne guérissaient pas, c'était pure méchanceté, véritable maléfice. Sous Ivan le Grand, un Vénitien fut exécuté en place publique parce qu'un tsarévitch était mort malgré ses soins. Un Allemand qui avait laissé trépasser un prince tatar fut traité comme meurtrier et livré aux parens du défunt, qui l'égorgèrent en représailles.

Si les princesses russes, comme les patriciennes de Byzance, se dérobaient à la curiosité des hommes, elles n'étaient point elles-mêmes dépourvues de curiosité. Elles aimaient à voir : il fallait seulement qu'elles fussent, comme l'Agrippine de Racine, *invisibles et présentes*. Quand se déroulaient dans le palais les processions officielles, avec les chasubles et les mitres étincelantes du patriarche et de son clergé, que la cour entière, avec le tsar à sa tête, resplendissait en manteaux de drap d'or enrichis de pierreries, la tsarine et ses femmes contemplaient le défilé, protégées par quelque jalousie. Le patriarche, passant sous ses fenêtres, ne manquait pas d'envoyer une bénédiction à la souveraine mystérieuse. Dans le Palais à facettes, qui servait ordinairement aux réceptions d'ambassadeurs ou aux festins impériaux, on montre encore, presque perdue sous la voûte de la grande salle, une sorte de petite loge très basse : c'était la place des princesses.

Dans l'intérieur du palais, quelles étaient les occupations d'une tsarine? D'abord ce n'était point une mince besogne que d'accomplir toutes les œuvres de piété, que de dire toutes les prières prescrites par le *Domostroï*. Entre le bréviaire d'une tsarine et celui d'une religieuse, nulle différence. Nonnes ou princesses, moines ou empereurs ont les mêmes obligations, lisent les mêmes livres, parlent le

même langage, s'occupent des mêmes objets, n'ont presque que la même somme d'idées. Après les prières, la seule lecture permise était celle des vies de saints. C'était dans ces hagiographies que les dames russes trouvaient leur seule nourriture intellectuelle, que les tsarines puisaient toutes leurs connaissances en histoire et en politique. La souveraine passait encore une notable partie de la journée à visiter les nombreuses chapelles construites dans les étages supérieurs du palais, qui étaient comme un prolongement de ses appartemens, et où elle pouvait, sans sortir de l'ombre protectrice du *Terem*, sans être exposée à rencontrer des étrangers, vaquer à ses dévotions. Enfin, à certaines époques de l'année, elle visitait en grande pompe les plus célèbres monastères de la Russie, et notamment celui de Troïtsa, répandant partout d'abondantes aumônes sur son passage. Ces échappées sur la campagne russe mettaient quelques rayons de soleil dans cette vie sédentaire et artificielle. Les augustes recluses, dont les regards étaient fatigués de peintures hiératiques, pouvaient contempler enfin une vraie nature, retrouver, au moins quelques-unes d'entre elles, les impressions de leur enfance rustique, voir des personnages non plus enluminés et nimbés d'or, mais réels et bien vivans sous le caftan usé des mougiks russes. On se relâchait un peu, sur la grande route, de la rigueur de l'étiquette; on permettait aux paysans accourus sur le passage du cortége d'offrir à la souveraine et à ses enfans d'humbles présens champêtres, des œufs, des noix, des fruits, des gâteaux de leur village, le sel et le pain sacramentels.

Dans les processions de la tsarine, le cérémonial arrivait parfois au sublime du ridicule. A Moscou ainsi qu'à Byzance, si robuste que fût la princesse, il semblait que la majesté consistât pour elle à ne point faire usage de ses jambes, à ne point marcher elle-même. Les souveraines s'avançaient, soutenues sous les bras et comme portées, à Constantinople par leurs eunuques, en Russie par leurs suivantes. Dans les chansons populaires, on voit la mère du héros Diouk Stépanovitch se rendre à l'église : « en avant marchent les hommes armés de pelles pour égaliser le terrain; derrière eux viennent les balayeurs, derrière les balayeurs les drapiers. Devant la princesse, ils étendent les pièces de drap; sur ses pas, ils les enlèvent. » Le héros arrive et contemple le cortége. Il voit d'abord une dame âgée que soutiennent sous le bras droit cinq jeunes filles, et cinq autres sous le bras gauche. Il s'avance et la salue comme sa mère; mais elle décline le compliment : elle n'est que la servante de cette princesse. Vient alors une autre matrone que soutiennent vingt jeunes filles, dix sous chaque bras, et le héros de s'incliner de rechef; ce n'est encore que celle qui donne l'aiguière. Une troisième est entourée de trente jeunes filles, une qua-

trième de quarante, mais ces deux fois encore Diouk Stépanovitch égare ses salutations : elles sont seulement la chambrière et la panetière de sa mère. « Il regarde toujours, et voici que l'on conduit une vieille princesse, une vieille matrone; sous le bras droit, trente jeunes filles la soutiennent, sous le bras gauche trente autres jeunes filles. On étend autour d'elle des pièces de velours, afin que le rouge soleil ne lui brûle pas le teint. Elle est vêtue d'une robe de couleur : sur sa robe, on voit représentée la lune; sur elle resplendit le soleil, sur elle brillent les étoiles menues. » A consulter les estampes du XVIIe siècle, il semble que les choses se passaient quelquefois plus simplement. Derrière une procession de boïarines embéguinées, portant des vases de parfums, et des groupes de jeunes filles aux cheveux épars, qui tiennent des cierges, — s'avancent, sous un dais ou sous une ombrelle, la tsarine et ses enfans. Elle est à pied, souvent avec une canne à la main, la couronne impériale sur la tête : les tsarévnas la précèdent avec les diadèmes à fleurons sur leur longue chevelure bouclée, ainsi que le petit tsarévitch, en costume de vieux Russe, petit caftan, petites bottes, petite toque de fourrure. Il est porté sur les bras de la nourrice : c'était de règle, paraît-il, même pour un jeune prince de dix ans, comme celui qui est figuré sur nos dessins. Chez nous, Louis XIV, âgé de cinq ans, s'irritait qu'on le forçât de porter des lisières pour se rendre à la séance du parlement. L'étiquette le voulait ainsi.

La tsarine avait sa cour particulière, séparée de celle de son mari, une cour de dames. Il en fut longtemps ainsi en Occident : c'est seulement vers le XVe ou le XVIe siècle que de galans souverains, comme François Ier, s'avisèrent de trouver « qu'une cour sans dames était comme un printemps sans roses. » Auprès des épouses des tsars, il y avait d'abord les nourrices de leurs enfans, femmes de haute noblesse pour la plupart, mais dont le rang ne se déterminait plus que par l'âge et le sexe de leurs nourrissons, — puis les dignitaires du palais : l'*échansonne*, la trésorière, la lingère, la chambrière, la boïarine-juge, qui décidait des conflits entre les gens du palais. Une dizaine d'autres dames portaient, sans fonctions déterminées, le titre de *boïarines du Verkh*. A chaque avénement de tsarine, de nouvelles fournées venaient grossir l'ancienne noblesse palatine; la souveraine régnante faisait souvent entrer dans la demeure des tsars des campagnardes en *laptis*, qui étaient ses sœurs ou ses cousines. Puis venaient, entre autres dames dignitaires, les institutrices des enfans princiers, les liseuses de psautier, les *boïarines jeunes filles* ou *boïarines de vestibule*, qui appartenaient toutes à la petite noblesse ou aux classes nouvelles. Si l'on ajoute les femmes de chambre, les maîtresses en lingerie, broderie, étoffes d'or et d'argent, qui travaillaient sous la surveillance directe de l'im-

pératrice, le nombre des femmes de tout rang qui servaient dans son palais s'élevait, vers la fin du XVIIe siècle, à 264. La maison masculine et surtout militaire de la tsarine était plus nombreuse encore. Une police rigoureuse servait à maintenir dans le devoir toute cette multitude. En revanche, la souveraine exerçait une sorte de protection sur ses gens. Elle s'occupait de marier les jeunes filles, surtout celles qui tenaient à elle par les liens du sang. Nous la voyons saisie un jour d'une bien singulière requête : un noble de sa cour porte plainte contre sa femme, qui le pinçait et le maltraitait; il demande à être séparé de ce démon domestique. Beaucoup de requêtes à l'empereur étaient recommandées d'abord à la tsarine, qui était ainsi en quelque sorte investie du ministère des grâces.

Enfin, toute sainte femme, bonne maîtresse et soigneuse ménagère que pût être la tsarine de Moscou, il lui fallait bien consacrer un certain nombre d'heures par jour à sa toilette compliquée. Tous les étrangers qui ont visité Moscou au XVIe et au XVIIe siècle ont vanté la beauté des femmes russes, et tous se sont étonnés du mal qu'elles se donnaient pour la gâter. « Elles sont extrêmement belles, dit Petreï; elles ont une haute stature, le sein élégant, de grands yeux noirs, des mains exquises et les doigts fins; par malheur, elles se peignent de toute sorte de couleurs non-seulement le visage, mais les yeux, le cou et les mains. Elles mettent du blanc, du rouge, du bleu, du noir. Les cils noirs, elles les teignent en blanc, les blonds en noir ou autre couleur sombre. Elles s'appliquent le fard d'une telle épaisseur et si maladroitement que cela saute aux yeux de tout le monde. » Cette mode s'était imposée généralement, elle était devenue tyrannique. « A l'époque de mon sejour à Moscou, continue le voyageur, la femme d'un boïar illustre, qui était admirablement belle, ne voulait pas d'abord se farder, mais elle fut en butte aux censures des autres dames. Elle méprise donc les coutumes de son pays! disaient-elles. » Les maris portèrent plainte au tsar et obtinrent un ordre impérial pour obliger la boïarine à mettre du rouge. Par coquetterie, les Moscovites se noircissaient les dents, qui ne tardaient pas à se gâter sous l'action des préparations mercurielles. Elles se teignaient les cheveux, elles avaient même trouvé moyen de se noircir le blanc des yeux. Enfin, comme si tous ces enlaidissemens n'eussent pas suffi, elles décidèrent que la beauté de la femme, c'est l'embonpoint. Alors les Slaves à la taille élancée se mirent à envier l'obésité et la démarche d'oisons des femmes turques et tartares. Pour obtenir l'embonpoint asiatique, elles se condamnaient à rester immobiles des heures entières, à boire des drogues et à dormir, jusqu'à ce qu'elles eussent obtenu la déformation désirée.

Les femmes byzantines, qui avaient hérité de tous les secrets de

la cosmétique grecque et romaine, ont dû porter fort loin l'art d'embellir la beauté. Constantinople était dans l'Europe du moyen âge, comme le Paris moderne, une métropole du luxe élégant. C'est de là que les huiles parfumées, les eaux de senteur, tout l'attirail de la coquetterie féminine ou masculine, se sont répandus par l'intermédiaire des Vénitiens dans les états de l'Occident; mais les femmes russes du XVIIe siècle, avec leur profusion d'enluminures grossières, semblent plutôt s'inspirer du tatouage primitif que du savoir-faire des petites-maîtresses gréco-romaines. M. Zabiéline donne de ces raffinemens sauvages une autre explication. Suivant lui, les matrones moscovites voulaient seulement réaliser l'idéal de beauté tel qu'il s'est conservé dans la poésie populaire. « Le visage blanc comme la blanche neige, — les joues de la couleur du pavot, — les sourcils noirs comme de la zibeline, — dessinés comme un cercle, — les yeux brillans comme ceux du faucon,... la démarche du cygne. » Or c'était pour obtenir cette blancheur mate de la neige qu'elles s'appliquaient à pleines mains le blanc de céruse, pour rivaliser avec le pavot qu'elles se badigeonnaient les pommettes de vermillon, pour imiter la noire fourrure de l'hermine qu'elles se dessinaient avec l'encre de Chine les sourcils en arcade, pour avoir le regard perçant du faucon qu'elles se teignaient jusqu'au blanc des yeux!.. A quelles déceptions ne sommes-nous pas exposés en prenant au figuré les descriptions épiques? Et qui sait par quels horribles artifices les Grecques d'Homère parvenaient à réaliser cette « chevelure d'hyacinthe, » ces « yeux de génisse » qui éveillent en nos imaginations de si ravissans fantômes d'héroïnes et de déesses?

V.

La Russie du XVIIe siècle n'était-elle vraiment qu'un vaste cloître, où l'on n'avait pour se réjouir les yeux que des icônes hiératiques, pour se récréer l'imagination que les chants liturgiques? La femme russe, dissimulée sous tant de voiles, derrière tant de serrures, n'avait-elle d'amusement que la toilette et les hagiographies? L'esprit humain eût péri d'ennui et de torpeur dans ce claustral *in pace* que lui avaient creusé les moines de Byzance; mais, comprimé sur tant de points, il finissait toujours par s'échapper par quelque issue, et, rompant ce rude carême intellectuel, se livrait à des orgies de gaîté. Sans doute le *Domostroï* avait fait bonne garde; il n'entendait absolument pas que l'on s'amusât :

« Si l'on se livre à table à de vilains discours, à de honteuses folies, — disent les livres pieux de l'époque, — si l'on se plaît à des obscénités, à des plaisanteries de quelque genre que ce soit, si l'on joue du rebec et

de la guzla, si l'on danse, si l'on saute, si l'on bat des mains, si l'on se permet des jeux et des chants diaboliques, — alors, comme la fumée chasse les abeilles, les anges de Dieu sont chassés loin d'une telle table et de tels propos démoniaques, et ce sont les démons qui prennent leur place... Ceux qui ne redoutent et ne respectent rien, qui n'ont pas la crainte de Dieu et n'observent pas la loi chrétienne et la tradition, ceux qui commettent toute sorte de vilenies et d'impiétés, se livrent à l'impureté, aux propos obscènes et scandaleux, à des chansons diaboliques, à des danses, à des sauts, ceux qui jouent du rebec, du tambourin, de la trompette, ceux qui se plaisent aux ours, aux chiens, aux oiseaux, ceux qui s'amusent aux dés, aux échecs, au trictrac,... iront tous en enfer, tous ensemble seront damnés. »

Ainsi les moines condamnaient au nom de l'idée byzantine les jeux les plus innocens, comme le trictrac, ou les plus sérieux, comme les échecs; ils proscrivaient le noble divertissement de la chasse aux faucons et aux chiens, l'orgueil et la joie des aristocraties chrétiennes d'Occident; ils condamnaient les vieilles danses nationales et les chœurs de jeunes filles qui chantaient en battant des mains; ils abhorraient à l'égal des propos obscènes les poèmes antiques qui, scandés par le rebec et la guzla, célébraient la gloire des vieux héros de la Russie... C'en était trop. Le génie national, que l'influence byzantine prétendait annihiler, regimbait et refusait de souscrire à sa déchéance. Tout ce qui était défendu par le *Domostroï*, c'était précisément ce que l'on pratiquait partout, même dans la maison-modèle, dans le sacré *Terem* du Kremlin. Les prescriptions monacales firent assurément un mal énorme à la littérature nationale. C'était un péché que de recueillir par écrit les chants populaires. L'homme qui eût entrepris au XVIIe siècle la tâche menée à bien en notre siècle par les Sakharof, les Schein, les Rybnikof, les Hilferding, les Bezsonof, eût succombé sous les anathèmes de l'église ou supporté les sévices du bras séculier; mais, si on n'osait écrire, on continuait à chanter : ce trésor de poésie populaire ne périt pas tout entier. Moscou eut même, comme la vieille Gaule, la mordante satire, le hardi fabliau. Seulement la satire resta à l'état de parole volante; elle ne put se fixer sur le papier, elle s'incarna dans le fou et le bouffon. Le fou moscovite, plus encore que son confrère des cours d'Occident, c'est la protestation de l'esprit humain contre la servitude des conventions. Le *Domostroï* chassait le naturel, il rentrait par la fenêtre sous les habits bariolés du *chout*. Il se permettait tout, le bouffon! il se moquait du moine, censurait le prêtre, raillait le boïar. Où le grave penseur eût été pendu ou brûlé, le gnome de cour était applaudi. Il

empêchait le morose byzantinisme d'étendre sa prescription sur la gaîté, la pensée, la liberté slave. Le terrible Ivan, le pieux Féodor, le doux Michel, le grand Pierre, tous les princes russes, jusqu'à Catherine II, eurent leurs bouffons. Les tsarines avaient besoin de leurs saillies pour secouer l'ennui du *Terem*, comme les tsars pour se reposer des soucis du pouvoir. La rigide et revêche nonne Marfa, mère du premier Romanof, avait des *folles* pour l'égayer au fond de son couvent. Une des femmes d'Alexis, Eudoxie, en eut jusqu'à six. Tous ces fous des deux sexes n'avaient pas l'esprit de Triboulet; si les uns étaient des farceurs, les autres étaient de véritables aliénés, des idiots, dont s'amusait la barbarie du temps. Les vrais bouffons eux-mêmes avaient la plaisanterie grossière : sous Anna Ivanovna, ils divertissaient la cour pendant des semaines entières en couvant des œufs de poule.

Le bouffon était la satire. D'autres commensaux du palais étaient le roman, le conte, la poésie épique. Le *bakhar* pouvait raconter pendant de longues heures des histoires de princes amoureux, de sorciers, d'enchanteurs et de vampires. Le *gouselnik* ou le *domratch* chantait, en s'accompagnant d'instrumens à cordes, d'interminables poésies héroïques. Dans les appartemens de la tsarine, on confiait de préférence ces emplois de chanteurs ou de conteurs à des vieillards aveugles. Personne ne pouvait se passer d'eux, pas plus qu'aujourd'hui l'on ne peut se passer de livres. Ils étaient la littérature vivante de l'époque. Ivan le Terrible, au milieu de ses sanglantes méditations, prenait un plaisir extrême à s'entendre « conter *Peau d'âne.* » Trois vieillards se relayant au chevet de son lit, comme dans *les Mille et une Nuits*, racontaient des histoires au redoutable sultan jusqu'à ce qu'il s'endormît.

Mais la lutte ne cessait pas entre l'église et ces représentans de l'imagination nationale. Un moment, au XVIIe siècle, les moines obtinrent gain de cause. Le jeune tsar Alexis, subissant docilement l'influence sacerdotale, rendit un édit contre les *chants diaboliques*, décréta les verges, le knout et l'exil contre les bardes populaires qui seraient pris à célébrer Diouk Stépanovitch ou le roi Vladimir, ordonna de briser partout les rebecs, guzlas et autres instrumens démoniaques. Le palais subit une réforme. Les joyeux conteurs se transformèrent en bons vieillards, tout confits en dévotion, avec la qualification officielle de *diseurs de prières*. Sous l'influence de cette recrudescence de puritanisme orthodoxe, on adjoignit à cet ancien personnel une collection de mendians, de moines vagabonds, d'exaltés et de visionnaires religieux, de muets, de boiteux, de bossus, d'estropiés en tout genre. La cour de la tsarine ressemblait à une cour des miracles : quotidiennement, l'impératrice se sanctifiait en

distribuant l'aumône à ces gueux. Plusieurs de ces impotens étaient de véritables phénomènes : l'un d'eux, manchot de naissance, peignait des icônes avec sa bouche.

A côté des bouffons et des histrions, porteurs de masques et de costumes bizarres, on entretenait dans le palais des nains et des naines. Ils portaient des bottes jaunes et des habits de couleurs voyantes. Ils étaient recherchés curieusement en raison de leur laideur et de leur difformité. On peut imaginer quelle délicatesse de sentimens, quel raffinement de bon goût on pouvait attendre d'impératrices qui se plaisaient au milieu d'idiots et de gens contrefaits. Le *Terem* de la tsarine finissait par devenir une collection de curiosités, un musée d'anthropologie; on y voyait encore des nègres, des négresses, des femmes kalmouckes aux yeux bridés, au nez retroussé.

Malgré les défenses positives de l'église, on avait au Kremlin la passion des ours. Des ukases d'Ivan le Terrible et de Michel Romanof prescrivaient à leurs voiévodes de faire chercher dans toutes les provinces des ours et des chiens propres à les combattre. Cet animal, si éminemment national, figurait dans un grand nombre de divertissemens. A l'époque du carnaval, on lançait sur la glace de la Moscova une meute de chiens anglais aux trousses d'ours blancs, et tout le peuple rangé sur la berge, le tsar des fenêtres du palais, la tsarine derrière les jalousies du *Terem*, s'ébaudissaient à voir les pauvres bêtes glisser et tomber sur la surface polie. Des artistes de carrefours avaient réussi à faire de maître Martin un artiste consommé. On lui apprenait à manier le bâton, à tirer de l'arc, à danser et à lutter, à se regarder dans le miroir avec les minauderies d'une coquette de village, à imiter la démarche tremblante d'un vieillard, à se traîner sur le ventre comme un petit enfant, à boire de la bière ou du kvas à la santé du public. Les combats d'ours étaient en faveur sous les souverains les plus humains et les plus dévots. Ils se donnaient dans la cour du palais. Des amateurs, parfois des dignitaires auliques, descendaient dans l'arène pour « amuser le tsar. » Souvent l'homme était mis en pièces; mais quand il avait réussi à se dérober au terrible embrassement et à planter son épieu dans le cœur de l'animal, « on le menait, raconte un auteur, dans les caves impériales et on le faisait boire à la santé du souverain jusqu'à ce qu'il tombât ivre-mort. » On avait aussi des lions qui figuraient parfois aux combats d'ours, des élans, des rennes, des éléphans, des singes, des perroquets, — toute une ménagerie. Le personnel et le matériel qui servaient aux divertissemens du prince, fous, nains, farceurs, chanteurs et conteurs, montreurs de bêtes, cornacs et animaux féroces, trompettes et tam-

bours, jeux d'échecs et de cartes, faisaient partie d'une administration particulière : *le Palais des jeux.*

Cependant la Russie, qui commençait à entrer en rapports suivis avec l'Occident, qui envoyait et qui recevait des ambassadeurs, ne devait pas tarder à nous emprunter des plaisirs d'un goût plus pur. Likhatchof, envoyé du tsar à Florence, ne peut contenir son admiration quand il raconte comment il a été à la comédie, comment il y a vu des palais paraître et disparaître, la mer s'enfler sur la scène et fourmiller de poissons, des hommes chevaucher sur des monstres marins ou se promener dans les nuages, enfin toutes les merveilles de l'opéra italien. Le tsar Alexis était impatient de les voir réaliser chez lui. Il fit venir à Moscou quelques acteurs allemands, et, tant bien que mal, on organisa une salle de comédie en planches. En cette même année 1672, qui vit naître Pierre le Grand, naquit le théâtre russe. Ce furent d'abord les Allemands qui fournirent à la fois la pièce et les comédiens; puis les Russes se mirent à l'œuvre, traduisirent des pièces polonaises ou allemandes, requirent des serfs et des gens du peuple pour apprendre le métier d'acteurs; toutefois la pruderie moscovite ne se rendit pas sans quelque résistance. Alexis voulait bien voir des danseuses sur la scène, mais il n'entendait pas qu'on y fît de musique. C'était un péché, suivant lui. Il céda pourtant quand on lui eut expliqué que la musique était aussi nécessaire dans les ballets que les jambes mêmes des ballerines. Pour la tsarine et ses femmes, on construisit une espèce de loge grillée, ou plutôt fermée de planches comme une de nos baraques de foire. Elle regardait par les fentes. La plupart des pièces étaient tirées de la Bible. On joua devant Nathalie une *Esther* qui précédait ainsi de dix-sept ans l'apparition de la tragédie de Racine. On y voyait comment le tsar Assuérus ordonna de pendre le *vrémianik* Aman, sur la *tchélobitié* (pétition) de la tsarine Esther et les conseils de Mardochée. Nathalie, comme plus tard Mme de Maintenon, ne manqua point de prendre pour elle les allusions. Elle se voyait dans la modeste Juive; le boïar Matvéef, à qui elle devait tout, était Mardochée; Aman pouvait bien être le boïar Khitrovo, l'homme du *moment* précédent. Puis on aborda le *Fils de Tobie;* les registres accusent une dépense de 30 roubles pour l'habillement des anges. On mit en scène Joseph et ses frères, le tsar Nabuchodonosor et les trois Hébreux, l'*enfant prodigue* (imprimé à Moscou en 1685 avec des planches), le tsar David et son fils Salomon le Sage, Judith et Holopherne. Ces pièces sacrées étaient assaisonnées de force plaisanteries; ainsi au moment où Judith s'en retourne avec son trophée sanglant, sa servante s'écrie : « Voilà un pauvre homme qui sera bien étonné, quand il s'éveillera, de voir

qu'on lui a emporté sa tête! » D'autres facéties sont empreintes d'une extrême licence, et, n'eût été la grossièreté de l'époque, la tsarine sans doute en eût rougi au fond de sa loge.

Avec le fils d'Alexis et de Nathalie, nous touchons à la fin de la vieille Russie. Le régénérateur de l'empire fut aussi l'émancipateur des femmes. C'est Pierre le Grand qui, malgré la jalousie des maris et les résistances pudiques des femmes, brisa les « vingt-sept serrures » du gynécée. Lui-même, après s'être marié une première fois à l'ancienne mode, ne consulta la seconde fois que son cœur. D'une servante livonienne, il fit une impératrice. Cette fille du peuple, originaire d'un pays non russe, ne pouvait songer à s'enfermer dans le *Terem*, à se cacher sous la *fata*, à se dissimuler derrière les rideaux d'une litière ou d'une loge de théâtre. Elle marcha hardiment, le front levé et le visage découvert, dans sa liberté occidentale. Elle accompagna son mari dans ses voyages, à la guerre, sur les flots de la Baltique, sous le feu des batteries ottomanes du Pruth. C'en était fait des anciennes mœurs. Pierre institua dans sa capitale nouvelle de Pétersbourg des « assemblées » où les maris étaient tenus d'amener leurs épouses. Avec autant de liberté et même, comme on devait s'y attendre au début, avec plus de licence que dans les salons d'Occident, les hommes et les femmes conversèrent ensemble pour la première fois, firent de la musique, jouèrent aux cartes, dansèrent les valses d'Allemagne et le menuet de Versailles. La volonté despotique d'un grand homme triompha même dans les affaires de mode. Plus de ces voiles épais, plus de ces amples vêtemens qui dissimulaient de gracieux contours. On continua peut-être à mettre du fard, mais avec plus de discrétion; du moins on ne songea plus à rivaliser avec la blanche neige et les fleurs de pavot. Une mouche coquettement posée sur une joue ou sur un sein fut tout ce qui resta de la « noire zibeline. » Les psautiers, les Heures, le *Domostroï*, les vies des saints, furent laissés de côté, et le roman français fit son apparition dans le boudoir des dames russes, d'abord sous la forme un peu lourde de l'*Astrée* et du *Cyrus*. La littérature du grand siècle fit oublier celle de Byzance; Racine et plus tard Voltaire reléguèrent Cosmas et le Métaphraste dans la poussière des bibliothèques sacrées. Le temps a consacré, comme les autres, la réforme féminine de Pierre le Grand, et la Russie, après avoir été le pays des gynécées et des voiles, est devenue la contrée d'Europe où le problème d'une large participation des femmes aux travaux et aux bénéfices de la vie sociale est peut-être le plus avancé.

ALFRED RAMBAUD.

LA

GUERRE DE FRANCE

— 1870-1871 —

IX.

LE SIÉGE DE PARIS ET LE GÉNÉRAL TROCHU (1).

I. *Histoire de la défense de Paris en 1870-1871*, par le major de Sarrepont. — II. *Journal du siége de Paris*, par M. George d'Heylli. — III. *L'Empire et la défense de Paris devant le jury de la Seine*, par M. le général Trochu. — IV. *Gouvernement de la défense nationale*, par M. Jules Favre. — V. *Le Siége de Paris, opérations du 13e corps et de la troisième armée*, par M. le général Vinoy. — VI. *La Marine au siége de Paris*, par M. le vice-amiral de La Roncière Le Noury. — VII. *Le Moniteur prussien de Versailles*. — VIII. *Opérations des armées allemandes depuis la bataille de Sedan jusqu'à la fin de la guerre*, par W. Blume, major au grand état-major prussien, traduction du capitaine Costa de Cerda. — IX. *Opérations du Ve corps prussien dans la guerre contre la France*, par le capitaine Stieler von Heydekampf, traduit par le capitaine Humbel, etc.

V.

L'ARMISTICE ET LES NÉGOCIATIONS DE VERSAILLES.

On dit qu'à la nouvelle de l'arrivée d'un plénipotentiaire parisien à Versailles M. de Bismarck, saisi d'une gaîté altière devant les officiers de son entourage, se mit à siffler l'hallali en s'écriant : « La bête est morte! » Du moins la « bête, » pour parler le langage prussien, avait fièrement tenu tête à ce chasseur de nations, avant de tomber non pas morte, mais épuisée. Au moment de succomber, Paris, comme un sanglier acculé, haletant et encore formidable, tenait toujours son ennemi à distance. Une heure avant de triom-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 15 octobre, du 15 décembre 1872, du 1er mars, du 15 mai, du 15 juin, du 15 juillet et du 1er septembre 1873.

pher en sifflant son hallali, M. de Bismarck ne se savait pas si près de disposer de sa grande proie. Cette victoire, on l'avait fait acheter aux Allemands par quatre mois d'attente, de luttes meurtrières, de déceptions, et ce n'était pas même la victoire des armes.

Évidemment, lorsque les Prussiens, gonflés de l'orgueil de leurs premiers succès, étaient venus le 19 septembre 1870 s'établir autour de Paris, ils ne s'attendaient pas à passer près de cinq mois devant une ville qu'ils croyaient peu faite pour se soumettre aux rigueurs d'un long siége. Ils pensaient, et c'était un calcul assez simple après les événemens foudroyans qui avaient brisé en trois semaines la puissance militaire de la France, ils pensaient que Paris privé de toute armée de secours, désorganisé par une révolution, se défendrait quelques jours tout au plus, puis qu'il tomberait inévitablement de fatigue, par le rapide épuisement des vivres ou à la suite de quelque convulsion intérieure. Leurs prévisions avaient été trompées. Ils avaient été réduits à passer tout un hiver, tenus en échec après tout, comptant les jours, infligeant sans doute à Paris de cruelles épreuves, — souffrant, eux aussi, de la dureté de la saison, du feu, des maladies, de l'incertitude, obligés de faire prendre patience à l'Allemagne, qui commençait à se lasser, de soutenir le moral de ces soldats à qui on promettait sans cesse qu'ils allaient prendre la ville, et qui voyaient bien qu'ils restaient immobiles, toujours exposés à de sanglans assauts. Au lieu de la rapide et facile victoire sur laquelle ils comptaient, les Prussiens avaient été contraints de s'arrêter devant ces retranchemens qu'ils n'osaient pas même aborder. Ils s'étaient vus engagés dans un siége obstiné, disputé, où ils avaient rencontré des ressources de résistance qu'ils n'avaient pas prévues, qui les déconcertaient jusqu'à un certain point, et ici je voudrais résumer d'un dernier trait ce double travail de l'attaque et de la défense, cette lutte dont le dénoûment pouvait arracher un cri de triomphe à M. de Bismarck, mais qui en définitive, cent vingt-cinq jours durant, avait offert un spectacle aussi émouvant qu'inattendu.

I.

Attaque et défense se trouvaient face à face sous Paris depuis près de cinq mois. L'attaque avait réussi, puisque la défense expirait, puisqu'on était réduit à demander merci. Le succès définitif répondait à tout et couvrait tout. On ne peut pas dire cependant que ce fut une victoire des armes, ni même d'une manière plus générale que cette chute de la grande ville assiégée fut le prix d'un effort de génie militaire, de la supériorité de l'armée allemande sur l'armée française.

Non, le siége de Paris, tel qu'il avait été conçu et exécuté, n'était pas précisément une œuvre d'éclat et de génie, c'était l'œuvre d'un sérieux esprit d'organisation et de combinaisons. Tout ce que les Prussiens avaient de méthode, d'ordre, de sens pratique, de prévoyance, ils l'avaient déployé et en quelque sorte concentré dans cet investissement, entreprise unique par ses proportions, qui, à vrai dire, n'eût jamais été possible, si tout n'avait pas servi à la favoriser, si la France ne s'était pas trouvée subitement réduite à une extrémité telle qu'elle avait des armées à refaire partout à la fois, à l'intérieur de Paris et à l'extérieur. Les Allemands avaient su profiter de la circonstance pour organiser à l'aise ces lignes bientôt devenues infranchissables. Là ils s'étaient montrés réellement supérieurs. C'était beaucoup trop pour nous sans doute. Au-delà de l'investissement néanmoins, dans ce qu'on pourrait appeler le siége proprement dit ou la période active du siége, les Prussiens ne montraient plus la même sûreté; ils hésitaient jusqu'au dernier jour, essayant des travaux d'approche sans les pousser bien résolûment, cherchant de tous côtés le point vulnérable de cette place qu'ils voulaient et qu'ils n'osaient assaillir. Ils avaient commencé leurs attaques par Avron; mais à quoi leur servait de foudroyer Avron? Ils ne pouvaient ni le prendre ni le garder, ils n'étaient pas plus avancés. En ce moment même, aux dernières extrémités du siége, ils accablaient Saint-Denis; mais, eussent-ils pris Saint-Denis, ils n'auraient pas pu y tenir, ils auraient été sous le feu de l'enceinte, de Montmartre, des buttes Chaumont. Au sud, c'était plus grave parce que là était vraiment le point faible. Les Allemands avaient dans cette région près de 200 pièces en batterie. Issy, Vanves, Montrouge, souffraient cruellement, il est vrai; Issy était déjà presque en ruine. Là encore les Prussiens ne touchaient pas au succès. Par les travaux que la défense avait multipliés, on était en mesure d'attendre une attaque de vive force. M. de Bismarck avait promis de prendre un fort en quatre jours; depuis trois semaines, on couvrait Issy de fer et de feu, et on était loin de le tenir. L'ennemi enfin, dans l'espoir de brusquer le dénoûment, en était venu à bombarder la ville elle-même, il l'accablait d'obus; mais, au lieu de décourager et de démoraliser la population, il avait au contraire enflammé chez elle toutes les passions de la résistance, entretenues par un patriotisme indigné! Voilà donc où en était l'attaque après vingt-cinq jours de bombardement, après plus de cent vingt jours de siége; elle faisait du mal de loin, elle n'avait d'aucun côté fait un progrès sérieux, elle n'avait ni ébranlé nos murs ni entamé nos lignes. Un assaut même sur Issy pouvait lui être funeste. Les Allemands avaient encore à brûler bien de la poudre avant de soumettre Paris par la force ou par la terreur.

Au camp de la défense, quoi qu'on en dise, on n'avait pas passé ces quatre mois à ne rien faire, et si on touchait à la reddition fatale, ce n'était pas parce qu'on avait manqué d'activité, de vigilance et d'énergie. En définitive, on avait tenu au-delà de ce qui paraissait possible, et cette défense de Paris, opération de guerre et de politique assurément compliquée, ardue, avait été prévoyante, humaine, sans cesser d'être courageuse. Ah! sans doute, il y a une heure où le général Trochu, pliant sous le poids des événemens, ballotté, tiraillé, semble se troubler et ne plus voir trop clair dans une situation progressivement aggravée; il laisse flotter la direction; mais jusqu'à ce moment, avec le concours de tous ces vaillans hommes, Ducrot, Vinoy, Chabaud-Latour, Tripier, Frébault, La Roncière et bien d'autres, il avait su tirer une armée du chaos, se mettre en mesure de marcher à l'ennemi, organiser la défense de façon à rendre Paris inexpugnable. On n'avait pas fait l'impossible, il est vrai, on n'avait pas percé les lignes prussiennes, on ne s'était pas jeté dans une de ces actions folles toujours réclamées par ceux qui ne doutaient de rien. On avait en réalité livré cinq batailles rangées, dont une seule avait coûté plus de 6,000 hommes, sept gros combats sanglans, et ces affaires qui ont un nom, qui s'appellent Châtillon, Chevilly, Bagneux, La Malmaison, Le Bourget, Champigny, Buzenval, ne sont encore qu'une représentation incomplète de cet effort incessant de quatre mois, de cette lutte de tous les instans soutenue sur le front de nos lignes. Au nord, les hardis partisans du commandant Poulizac étaient sans cesse sur l'ennemi, vingt fois l'amiral Saisset se battait autour de Bondy, et, en plein bombardement, les mobiles du colonel Reille, demeurés toujours aux avant-postes, étaient encore de ce côté aux prises avec les Allemands. Au lendemain du 21 décembre, on avait une chaude affaire près de Neuilly-sur-Marne, à la Maison-Blanche, qu'on enlevait de nouveau. Au sud, c'était de même. Entre le 1er janvier et la bataille de Buzenval, trois fois on faisait des sorties de nuit en avant d'Issy, on pénétrait jusqu'au bas Meudon, on essayait de se jeter sur la batterie du moulin de Pierre. On faisait des prisonniers bavarois, tandis qu'en avant de Vitry l'amiral Pothuau enlevait un poste prussien. De plus on avait multiplié les travaux, les tranchées qui complétaient, reliaient et fortifiaient les ouvrages réguliers. C'était donc une action militaire permanente sous toutes les formes.

Évidemment toutefois cette défense ne pouvait devenir efficace et se promettre quelque succès qu'à la condition de pouvoir compter sur un secours extérieur et de pouvoir durer, — si les armées de province étaient de force à lui venir en aide et si elle avait des vivres. C'est le résumé de tout le siége. Or où en était-on au lendemain de

Buzenval, au 20 janvier? Faidherbe venait d'essuyer la veille à Saint-Quentin une défaite qui le mettait pour quelque temps hors de combat. Chanzy, battu au Mans, était rejeté sur la Mayenne depuis le 11 janvier. Bourbaki, arrêté le 16, le 17 et le 18 devant Héricourt, avait commencé une retraite qui allait devenir un désastre. On ne savait pas encore toute la vérité, on commençait à l'apprendre, et c'était un danger de plus de vivre dans cette obscurité.

Oui, c'était pour la défense un danger et un malheur de ne rien savoir ou d'être trompée par ceux qui auraient dû la renseigner, et par un surcroît de misère elle se voyait au même instant exposée aux objurgations de M. Gambetta, qui puisait sans doute dans ses prodigieux succès le droit d'accuser les autres! Pendant que Paris en était à se débattre dans son agonie, sans se laisser approcher par l'ennemi, M. Gambetta écrivait le 16 janvier à M. Jules Favre une lettre des plus étranges, comme s'il eût eu la pensée de se dégager d'avance de toute responsabilité. « Vous voyez s'approcher tous les jours de vous, de la France et de la république l'horrible catastrophe, disait-il, et vous vous résignez en gémissant. Vous vous laissez acculer par la famine; vous avez laissé passer l'heure et l'occasion favorables pour une victorieuse trouée, et avec les intentions les plus pures, vous tomberez comme ceux qui sont tombés à Metz et à Sedan... Si vous étiez sortis le 7 janvier, Chanzy, au lieu d'un échec sur la ligne du Mans, aurait probablement compté un triomphe. Si vous sortiez aujourd'hui, demain, après-demain, profitant du moment où les Prussiens ont dégarni leurs lignes pour opposer 200,000 hommes à Chanzy, 100,000 hommes à Bourbaki, vous réussiriez encore... » M. Gambetta décrivait la situation à sa manière, c'est-à-dire de la façon la plus chimérique, la plus décevante, et après avoir fait toute sorte de calculs stratégiques, après avoir cité en exemple la « bonne méthode » des Prussiens destituant leurs généraux battus, von der Tann et Werder, — Werder, qui battait en ce moment Bourbaki! — le bouillant dictateur ajoutait, passant à la menace : « Pendant toutes ces luttes, que fait Paris? Rien. La population supporte stoïquement les obus des Prussiens, mais on se demande non-seulement en France, en Europe, ce que fait la population militaire. Cependant le temps vous presse;... qu'attendez-vous pour agir? Autour de vous, tout le monde vous en adjure! Je vous ai envoyé mon vote, je viens de vous exposer les nécessités de la situation, je vous ai fait connaître l'opinion générale, unanime, dans le sens d'un effort immédiat. Retarder plus longtemps, quel que soit le prétexte d'une pareille faiblesse, serait un acte coupable contre le pays, contre la république; même indirectement je ne veux pas m'y associer. En conséquence, si le 23 je n'ai pas reçu une dépêche nous annonçant qu'une sortie *sans esprit*

de retour est engagée avec tous vos moyens, je ferai connaître à la France la vérité tout entière... »

C'était toujours la même histoire. Si Chanzy avait été battu, c'est qu'on l'avait laissé accabler, c'est qu'on avait permis aux Prussiens de dégarnir leurs lignes. On ne faisait rien à Paris! Par une théorie toute nouvelle d'art militaire, par une singulière interversion de rôles, c'était maintenant à l'armée parisienne de porter secours aux armées de province! M. Gambetta assurait que c'était son devoir d'être « une armée d'opération extérieure, une armée de secours capable de prendre la campagne. » Voilà un homme se disant ministre de la guerre, ayant la vanité de présider à des opérations militaires, qui se payait de ces contes et qui les envoyait à de malheureux assiégés aux prises avec l'ennemi depuis quatre mois! Ai-je besoin de rappeler que tout ce que disait M. Gambetta n'était qu'un tissu de fictions? Chanzy n'avait pas eu 200,000 hommes sur les bras, il avait eu affaire à la seule armée de Frédéric-Charles, à moins de 100,000 hommes, et c'était déjà beaucoup trop. Manteuffel n'avait pas 100,000 hommes, il en avait 60,000, et c'était plus qu'il n'en fallait avec les soldats de Werder, — de Werder destitué, — pour mettre à mal l'infortuné Bourbaki, laissé sans soutien à Dijon et sans vivres à Besançon. De toutes ces forces qui étaient à poste fixe autour de Paris depuis la première heure, le VIe corps à Choisy-le-Roi, le IIe corps bavarois à Meudon, le XIe corps à Sèvres, le Ve corps entre Saint-Cloud et Bougival, le IVe corps à Argenteuil, la garde prussienne à Gonesse, le XIIe corps saxon sur la Marne, les Wurtembergeois à Villiers, pas un détachement de quelque importance n'avait quitté les lignes.

Tantôt M. Gambetta traçait pour la province des récits épiques et fantasmagoriques de ce qui se faisait à Paris, tantôt il menaçait de dévoiler à la France l'inaction parisienne. Il flattait l'esprit populaire en accablant un gouvernement aux abois qui aurait eu plus que jamais besoin d'être soutenu dans son autorité, et cette lettre arrivant le 20 janvier, au lendemain de Buzenval, au moment où l'on ne savait plus que faire, prenait assurément un caractère particulier d'indignité ou de coupable légèreté; tout cet étalage de mouvemens stratégiques et de sorties nécessaires à une pareille heure ressemblait à une amère et insultante ironie. M. Jules Simon s'écriait dans un conseil qu'il fallait absolument faire un nouvel effort, que Paris pouvait vivre quelques jours sans pain, et qu'il le devait pour son honneur « après la lettre lugubre et accusatrice de M. Gambetta (1). » Il aurait donc fallu pousser la population parisienne à

(1) *Procès-verbaux des actes du gouvernement.* — « La violence de la dépêche de M. Gambetta paraît à M. Jules Simon une injustice qui s'ajoute aux malheurs actuels

une hécatombe désormais inutile rien que pour complaire aux fantaisies du dictateur de Bordeaux! M. Gambetta avait une étrange manière d'aider Paris, et ce n'était pas le dernier service de ce genre qu'il devait lui rendre. M. de Chaudordy, lui, ne dissimulait pas du moins la vérité, il la disait franchement, virilement, en écrivant le même jour, le 16 janvier, à M. Jules Favre : « Nous ne pouvons plus nous faire d'illusions, et l'effrayante nécessité de la capitulation de Paris est inévitable. Nous ne pouvons plus aller à temps à votre secours. Nos armées sont repoussées sur tous les points... Paris ne peut plus être sauvé par nous... » Voilà ce qu'il y avait de plus vrai et de plus clair.

Puisque le dernier espoir d'un secours extérieur s'évanouissait, tout se réduisait à une question de vivres, et cette question devenai désormais impérieusement pressante, inexorable. Il n'y avait plus à calculer par semaines, on était réduit à compter par jours, peut-être par heures. Avec un peu d'industrie et un surcroît de souffrances pour la population, on pouvait tout au plus vivre huit ou dix jours, en acceptant la chance de passer les derniers momens sans avoir même de ce triste pain qui restait; mais ce n'était pas tout de vivre ces huit ou dix jours, il fallait songer au lendemain; il fallait du temps pour négocier, il en fallait surtout pour un ravitaillement devenu difficile avec des chemins de fer à demi détruits, qui resteraient dans tous les cas sous la main de l'ennemi. Qu'il y eût un retard, qu'un accident survînt, on pouvait se trouver tout à coup en plein accomplissement de ces prédictions sinistres que M. de Bismarck notifiait à l'Europe, dès le mois d'octobre, dans une circulaire où il disait : « Dans le cas où la capitulation de Paris serait retardée par le gouvernement provisoire jusqu'au moment où le manque de vivres la rendrait nécessaire, les conséquences seraient terribles. L'absurde destruction des chemins de fer, des ponts et des canaux dans un rayon assez étendu autour de Paris a rendu difficiles pendant longtemps encore les communications entre la capitale et les provinces... *Il en résultera infailliblement que des centaines de milliers d'individus devront mourir de faim...* » Ainsi on en était là dans ces poignantes journées du 20, du 21, du 22 janvier. Paris, inexpugnable à l'ennemi, ne pouvait songer à se délivrer lui-même; il n'y avait plus à compter sur le secours des armées de province, rejetées plus loin que jamais; on touchait à la famine, et déjà on était réduit à se demander si de toute façon, même en se rendant, on pourrait la conjurer.

C'était assurément une situation pleine d'angoisses pour des

et permet de pressentir sur qui l'on voudra se décharger plus tard de la responsabilité des revers. »

hommes qui avaient la responsabilité de la vie et de l'honneur d'une cité de 2 millions d'âmes. Il fallait prendre un parti, il n'y avait plus même à hésiter. Ici seulement on subissait une autre fatalité, on venait se heurter contre un des résultats les plus inévitables de ce que j'appelais la politique du siége, de cette politique de la « force morale, » de l'illusion, de la surexcitation patriotique ou révolutionnaire. Cette politique qu'on avait suivie un peu par entraînement, un peu par nécessité, et qui était tout simplement la rançon dangereuse de la situation la plus extraordinaire, avait produit toutes ses conséquences. Elle avait fini par créer un état moral où personne n'avait plus le sens de la réalité, où tout était devenu possible. Pour éviter la guerre civile, on avait à peu près laissé tout faire, on avait désarmé la répression et ménagé tous les agitateurs. Pour soutenir la population, on avait passé quatre mois à la flatter, à lui inspirer l'orgueil de sa force, à l'entretenir dans l'espérance d'une victoire définitive, à la passionner et à lui déguiser souvent la vérité, qu'on croyait dangereux de lui avouer. Il en résultait que maintenant on se trouvait en face de cette ville qui ne pouvait admettre qu'on se rendît lorsqu'on avait encore 200,000 ou 300,000 hommes à opposer aux Allemands, toujours tenus à distance, qui avait fini par s'accoutumer à croire que, puisqu'on avait vécu au-delà de toutes les limites fixées, on pouvait vivre indéfiniment, et à qui on ne pouvait dire qu'elle touchait au dernier morceau de pain, puisque c'eût été du même coup le dire à l'ennemi. On était obligé de garder le terrible secret, et en le gardant on s'exposait à n'être pas compris de cette population qu'on avait à sauver de la famine; on se sentait sous la menace de la sédition, prête à relever le mot d'ordre de la « guerre à outrance, » et à profiter du désarroi d'un gouvernement compromis par le dernier insuccès de Buzenval.

C'est ce qui arrivait en effet le 22 janvier par cette incohérente échauffourée qui coïncidait avec le remplacement du général Trochu par le général Vinoy, et qui allait expirer entre midi et deux heures sous la fusillade des mobiles du Finistère, chargés de la garde de l'Hôtel de Ville. Le mouvement du 22 janvier, émeute avortée, explosion nouvelle des passions qui avaient fait le 31 octobre, était comme la protestation redoutée et prévue de l'esprit de sédition avant l'acte suprême du siége. Cette crise de quelques heures une fois passée ou momentanément conjurée, on y trouvait du moins l'avantage de se sentir un peu plus fort pour fermer les clubs, pour supprimer quelques-uns des journaux les plus violens, *le Réveil*, *le Combat*, et pour en venir à la résolution décisive devant laquelle on se débattait depuis trois jours. Malheureusement la défaite de l'émeute, en simplifiant jusqu'à un certain point la situation, en donnant au gouvernement une certaine liberté relative, n'avait pas

supprimé d'un seul coup bien d'autres difficultés pratiques dont on avait jusque-là détourné les regards, qui tenaient à cette situation sans exemple où l'on se trouvait conduit par une impitoyable fatalité.

On sentait qu'il n'y avait plus désormais une heure à perdre. Une négociation était nécessaire, elle devenait moins impossible. Qui se chargerait cependant de cette négociation? Quelle forme et quel caractère lui donnerait-on? Si Paris eût été une place de guerre ordinaire, il n'y aurait eu aucun doute : c'était le rôle de l'autorité militaire de négocier la reddition de la ville; mais Paris n'était une place de guerre que de nom et par circonstance. C'était avant tout la capitale de la France, le siége du seul pouvoir reconnu dans le pays; sa défense avait été une œuvre de gouvernement encore plus qu'une œuvre militaire, et d'ailleurs il eût été par trop dur d'infliger au général Vinoy, qui avait le commandement depuis le matin, la mission cruelle de conduire le deuil de cette défense qu'il n'avait pas dirigée. Était-ce aux maires de Paris d'aller négocier une reddition toute municipale dans l'intérêt de la cité? On avait pensé à cette combinaison, on avait sondé les maires, qui s'étaient aussitôt récriés, déclinant absolument le fardeau qu'on voulait leur imposer. On agitait bien d'autres idées, et quelques-unes assurément fort étranges; on allait jusqu'à discuter en plein conseil la possibilité de mettre la question au scrutin populaire, d'appeler Paris à nommer des mandataires spéciaux pour capituler, — comme si tout cela pouvait être sérieux en présence de la faim et de l'ennemi, comme si, après avoir pris la responsabilité de tout depuis quatre mois, on avait le droit de dire à une population tout entière : Si la victoire nous était restée, nous en aurions gardé l'honneur; maintenant tout est perdu, à vous de vous tirer d'affaire par des délégués spéciaux! D'autres proposaient de combattre jusqu'au bout, de pousser la défense jusqu'à la dernière extrémité, puis d'ouvrir les portes et de se livrer sans conditions, — comme si ce n'était pas toujours se rendre sans avoir même le bénéfice de la reddition, comme si on ne s'exposait pas ainsi à laisser Paris se débattre dans ses convulsions et dans sa détresse, tandis que l'ennemi aurait attendu tranquillement qu'on vînt lui porter une soumission régulière, lui offrir des garanties, avant de permettre le ravitaillement. Les plus raisonnables enfin demandaient que du moins, si on devait négocier, on ne traitât que pour Paris, sans engager la province, et rien n'eût été certainement plus désirable, si on l'avait pu; mais c'était là encore une étrange illusion de se figurer qu'on pouvait rendre Paris comme Toul ou Phalsbourg, sans qu'il en résultât d'autres conséquences, sans que l'ennemi, arrêté devant nos murs depuis quatre mois, vainqueur sur tous les points de la France, cherchât à tirer parti de cette

situation. Il fallait être aveugle pour ne pas voir la logique cruelle qui liait désormais le sort de Paris à un armistice plus général, surtout lorsqu'on n'avait cessé d'invoquer cet armistice pour faire appel à la France.

Bref, on épuisait toutes les combinaisons, c'est-à-dire tous les moyens d'éluder ou d'atténuer l'inexorable nécessité. On ne voulait pas s'avouer qu'on n'était plus libre, qu'on allait négocier, non pas pour faire des conditions, mais pour avoir du pain, pour arracher une ville de 2 millions d'âmes à la mort. On sentait bien la fatalité, on se raidissait encore contre elle, et c'était à qui se déroberait à l'amertume du dénoûment. Le général Trochu se déchargeait sur le général Vinoy; le gouvernement aurait voulu s'effacer devant les maires; M. Emmanuel Arago proposait de rejeter le tout sur la population de Paris par cette imagination baroque d'une consultation de scrutin. Je veux dire la vérité telle que je la vois. La négociation étant admise, celui qui aurait dû aller la suivre, c'était le général Trochu. Seul il inspirait assez d'estime au quartier-général allemand pour faire respecter l'honneur de la défense, pour obtenir peut-être plus que tout autre, et seul aussi par sa compétence militaire il pouvait déjouer certains calculs, éviter des méprises faites pour aggraver le désastre. Il n'était plus gouverneur de Paris, il est vrai, il restait toujours président du conseil, et un peu plus ou un peu moins d'impopularité ne pouvait l'arrêter. Puisque le général Trochu se croyait obligé de s'effacer et que d'autres n'auraient pas eu une autorité suffisante, M. Jules Favre tranchait la question en prenant pour lui-même ce rôle d'Eustache de Saint-Pierre dont il parlait dans un conseil du gouvernement. Il le devait sans doute un peu comme ministre des affaires étrangères, mais c'était aussi à coup sûr une œuvre de douloureuse et patriotique abnégation. M. Jules Favre a pu se tromper plus d'une fois, et il allait se tromper encore assez gravement dans cette négociation. Il y a eu du moins dans cette longue épreuve deux momens où il se dévouait aux plus ingrates, aux plus pénibles missions, — au commencement du siége, à l'entrevue de Ferrières, et à la dernière heure. Le mérite de M. Jules Favre était de ne point hésiter, d'accepter d'avance toutes les amertumes de cette médiation du désespoir entre l'ennemi implacable qu'il avait à désarmer et une population passionnée qui s'acharnait à la résistance, qu'il fallait sauver, fût-ce malgré elle, d'une effroyable catastrophe.

II.

Dès le 22 janvier au soir d'ailleurs, aussitôt qu'il avait eu la certitude que l'émeute était vaincue, sans attendre les dernières déli-

bérations du gouvernement, toujours occupé à discuter sur ce qu'il pouvait ou ne pouvait pas faire, M. Jules Favre avait pris le parti héroïque, il avait écrit à M. de Bismarck pour lui demander une entrevue immédiate. Ce n'est que le lendemain soir à cinq heures qu'il recevait la réponse, rapportée des avant-postes de Sèvres par un jeune officier attaché à l'état-major du général Trochu, le capitaine d'Irrison. Cette réponse, il l'attendait avec une impatience pleine d'émotion, et aussitôt qu'il l'avait reçue, sans vouloir retarder au lendemain, il se décidait à partir, prenant un chemin détourné à travers le bois de Boulogne, car il n'était point sans inquiétude : il avait appris que des gardes nationaux exaltés, ayant quelques soupçons, avaient menacé de l'arrêter de vive force au passage. C'eût été la pire des aventures.

Il faisait déjà nuit lorsque ce singulier ambassadeur, réduit à se cacher, arrivait en face de Sèvres et pouvait passer la Seine dans une petite barque à demi ouverte par les balles, faisant eau de toutes parts, et s'avançant péniblement au milieu des glaçons charriés par le fleuve. M. Jules Favre, conduit à travers les barricades de Sèvres, pouvait enfin prendre la route de Versailles sous l'escorte d'un piquet de cavaliers, au bruit du canon qui ne cessait de tonner, qui couvrait d'obus Paris et Saint-Denis, à la sinistre lueur de l'incendie de Saint-Cloud, de cet incendie commencé depuis la veille, continué et activé même pendant la négociation, même après l'armistice qu'on allait signer. Qui aurait dit, au milieu de ces dévastations de la guerre, de ces ponts rompus, de ces maisons éventrées par les boulets et de ces incendies lugubres, qu'on était aux portes de Paris? A huit heures du soir, M. Jules Favre se trouvait en face de M. de Bismarck, dans un petit salon de cet hôtel de la rue de Provence à Versailles, où le chancelier prussien s'était établi par droit de conquête, où il vivait sans beaucoup de faste, comme dans un camp. C'était l'entretien commencé à Ferrières le 18 septembre 1870 qui venait se renouer à Versailles le soir du 23 janvier 1871; mais entre ces deux dates les événemens s'étaient déroulés avec une singulière puissance : l'invasion s'était répandue de toutes parts, refoulant nos jeunes armées improvisées. Paris seul toutefois, ce Paris dont M. de Bismarck s'était vanté de prendre les forts en quatre jours, résistait depuis plus de quatre mois; il ne s'était laissé ni entamer par l'ennemi, ni ébranler par la sédition, ni fatiguer par les souffrances.

Lorsque M. Jules Favre avait pris le parti suprême d'aller à Versailles, il s'était fait évidemment un thème de négociation qui résultait d'ailleurs de la nature des choses, et qui, tout embrouillé qu'il fût par les discussions intérieures du gouvernement, ne restait pas moins cruellement simple. Le plénipotentiaire parisien n'allait

pas négocier la paix, il n'avait aucune autorité pour cela; il vivait séparé de la France depuis quatre mois, il ne savait ni ce qui se passait au dehors ni ce que pensait le pays, et il n'était après tout que le représentant d'un pouvoir avec qui on aurait pu même refuser de traiter. En deux mots, ce que M. Jules Favre allait chercher à Versailles, c'était, comme à Ferrières, la possibilité pour la France de se prononcer par une manifestation régulière de souveraineté nationale, et pour Paris la possibilité de se ravitailler. On réservait toujours ainsi le droit de la France en faisant la part des besoins inexorables de Paris. La situation était devenue bien extrême sans doute, et on ne pouvait plus songer à demander comme à Ferrières l'armistice et le ravitaillement sans la reddition de Paris; mais cette reddition, on pouvait essayer de la mesurer, de l'atténuer par des artifices de négociation, par quelques demi-satisfactions, en obtenant que l'ennemi n'entrât pas dans la vaillante et malheureuse ville, en épargnant aux défenseurs de Paris, armée régulière ou garde nationale, des humiliations trop dures.

Oui, l'on pouvait essayer tout cela, bien entendu avec la chance de ne pas obtenir tout ce qu'on demanderait et d'être réduit à se contenter de peu. M. Jules Favre lui-même ne se faisait guère illusion, il se sentait sous le poids de la nécessité qui le conduisait à Versailles, il était profondément convaincu qu'il n'avait plus qu'à traiter, à moins qu'on ne voulût lui imposer de ces conditions qui poussent au désespoir. Seulement il n'était pas tenu d'avouer l'extrémité de la situation de Paris. Il pouvait se présenter comme le plénipotentiaire d'une ville résolue à combattre encore, d'une population qui venait de forcer le gouverneur à quitter le commandement parce qu'il se refusait à de nouveaux efforts. Sa diplomatie, sans être bien savante, pouvait laisser croire qu'on avait quelques semaines de vivres pour continuer la lutte. M. de Bismarck, de son côté, n'était pas homme à s'y tromper sans doute. Il savait bien que, si on venait à lui, c'est qu'on était à bout de ressources, et le triomphant hallali qu'il sifflait en recevant la lettre de M. Jules Favre prouvait assez qu'il se croyait sûr de sa victoire. A tout prendre cependant il pouvait y avoir du vrai dans ce que disait M. Jules Favre. Paris avait peut-être encore des vivres; une population exaspérée par quatre mois de siége pouvait s'acharner au combat, prolonger une lutte meurtrière dont l'Allemagne, elle aussi, commençait à se lasser. Si on pouvait avoir la paix tout de suite, même au prix de quelques concessions, pourquoi s'y refuser? En définitive, telle était la situation : M. Jules Favre, en poursuivant quelques atténuations de forme, ne se sentait pas en mesure de disputer beaucoup sur le fond; M. de Bismarck, tenant surtout au fond, avait plus d'un motif de ne pas trop insister sur quelques détails de forme, et c'est ainsi

que s'engageait cette négociation qui durait jusqu'au 28 janvier. M. Jules Favre passait les journées à Versailles; le soir, quelquefois assez avant dans la nuit, il revenait à Paris pour rendre compte au gouvernement de ce qu'il avait fait, et toujours sur son chemin l'incendie de Saint-Cloud, cruellement entretenu, l'escortait de ses lueurs sinistres.

Il fallait surmonter tout. Assurément c'étaient là de dures journées, d'autant plus que dans cette lutte déjà si complétement inégale le vainqueur ne se refusait pas le plaisir orgueilleux de faire sentir l'aiguillon de la force et de mettre à l'épreuve la diplomatie du plénipotentiaire de la défense nationale. Pour tout dire, le chancelier prussien ne se gênait pas, mêlant dans ses façons la brutalité teutonne et une certaine courtoisie de gentilhomme, la rouerie et une apparence de franchise, la rudesse et la familiarité. Il se mettait tout à fait à l'aise, il allait même jusqu'à consulter M. Jules Favre, « comme avocat, » disait-il, en lui demandant son opinion sur un personnage français dont il prétendait avoir reçu des ouvertures au nom du corps législatif de l'empire. C'était la prétention de M. de Bismarck de n'être pas au dépourvu de négociateurs. Au premier mot que M. Jules Favre lui avait dit en arrivant le soir du 23, il avait répondu vivement : « Vous arrivez trop tard, nous avons traité avec votre empereur. Comme vous ne pouvez ni ne voulez vous engager pour la France, vous comprendrez sans peine que nous cherchions le moyen le plus efficace pour terminer la guerre. » Puis il ne s'agissait plus de l'empereur, c'était le prince impérial avec la régence, le prince Napoléon lui-même, une commission du corps législatif, et, comme M. Jules Favre faisait observer à son terrible interlocuteur que de telles combinaisons n'amèneraient que des « déchiremens intérieurs en France, » le chancelier allemand répliquait avec un abandon toujours instructif : « Ceci vous regarderait. Un gouvernement qui provoquerait chez vous la guerre civile nous serait plus avantageux que préjudiciable. » La vérité est que M. de Bismarck n'avait traité avec personne, que le représentant du corps législatif dont il parlait aurait été fort surpris de se savoir mis en scène, que toutes ces évocations un peu incohérentes de l'empire et de l'empereur n'étaient qu'un artifice pour déconcerter M. Jules Favre, et la meilleure preuve que rien de tout cela n'était sérieux, c'est qu'après cette première conversation de trois heures, le 23 au soir, on était assez avancé pour que le chancelier dît au ministre français : « Mettez-moi vos idées par écrit. » M. Jules Favre semblait hésiter encore, et M. de Bismarck se hâtait d'ajouter : « C'est pour moi seul, pour me permettre d'en causer avec le roi et me fournir des argumens, c'est sous la garantie de ma parole de gentilhomme. » On s'ajournait au lendemain.

Au fond, M. Jules Favre, tout désarmé qu'il fût, trouvait une dernière force dans l'extrémité d'une situation si nouvelle pour tout le monde, faite pour intimider les plus audacieux, et dans le désir que M. de Bismarck lui-même devait avoir d'en finir. Quelles étaient donc les conditions débattues dans cette douloureuse négociation de cinq jours entre le représentant de l'Allemagne victorieuse et le plénipotentiaire de la ville réduite à s'avouer vaincue? Un armistice général permettant à la France de nommer une assemblée pour décider de la paix ou de la guerre, la reddition de Paris et de toutes ses défenses, le ravitaillement comme conséquence de la reddition pendant l'armistice, sur ces premiers points il ne pouvait y avoir ni doute, ni même discussion sérieuse, puisque le traité n'avait pas d'autre raison d'être; mais ce n'étaient là en quelque sorte que les principes généraux qu'il s'agissait d'interpréter, de réaliser par des conditions complémentaires réglant tous les détails de cette transaction poignante, et ici commençaient les vraies difficultés; ici s'ouvrait cette lutte où tout ce qu'on pouvait obtenir de concessions était encore une amertume pour le vaincu. Les difficultés se concentraient en définitive sur trois ou quatre points essentiels, sur la contribution de guerre que Paris aurait à payer, sur l'occupation de la ville ou d'une partie de la ville par les Prussiens, sur le désarmement de la garde nationale, sur ce qu'on ferait de l'armée régulière. C'était là ce que contenait ce mot de reddition de Paris.

J'écarte la question d'argent, cette contribution de guerre que M. de Bismarck tout d'abord portait rondement à 1 milliard, en prétendant avec une indéfinissable ironie que la ville de Paris était « une personne trop puissante et trop riche pour que la rançon ne fût pas digne d'elle. » Le chancelier se donnait visiblement de la marge pour faire des concessions, il finissait par réduire le chiffre à 200 millions, sans soupçonner que M. Jules Favre avait l'autorisation d'aller jusqu'à 500 millions. Restaient les autres questions, bien autrement graves, bien autrement délicates. Les Prussiens entreraient-ils à Paris? Assurément l'état-major de Versailles tenait à cette condition, il y voyait pour l'armée allemande le prix le plus légitime d'un immense effort, des combats qu'on avait livrés, des misères qu'on avait supportées. Le parti militaire, puissant autour du roi, réclamait vivement ce qu'il regardait comme son droit. M. Jules Favre résistait de son mieux, et il menaçait de se réfugier dans l'inertie du vaincu subissant la loi de la force, mais refusant de signer son humiliation. M. de Bismarck, qui prenait volontiers ou qui affectait de prendre un rôle de médiateur entre les exigences militaires de l'état-major allemand et les susceptibilités parisiennes, M. de Bismarck semblait assez préoccupé. Il n'éprouvait pas, bien entendu, le moindre respect pour l'inviolabilité de Paris. Il ne faisait qu'expri-

mer ses propres sentimens aussi bien que les sentimens qui s'agitaient autour de lui, lorsqu'il disait à M. Jules Favre : « Comment voulez-vous que nous fassions accepter par nos troupes une clause qui les priverait d'un des fruits les plus précieux de leur victoire?.. c'est la récompense de notre armée... Quand, rentré chez moi, je rencontrerai un pauvre diable marchant sur une seule jambe, il me dira : La jambe que j'ai laissée sous les murs de Paris me donnait le droit de compléter ma conquête; c'est ce diplomate, qui a tous ses membres, qui m'en a empêché. Nous ne pouvons nous exposer à froisser à ce point le sentiment public... » Cependant lorsque M. Jules Favre faisait observer au chancelier que c'était tenter la plus périlleuse des aventures, qu'on allait entrer dans une ville exaspérée de douleur et de colère, toute chaude encore d'une lutte de cinq mois, qu'on ne pouvait répondre de ce qui sortirait d'un mouvement de désespoir, — lorsque M. Jules Favre parlait ainsi, M. de Bismarck convenait qu'il y avait en effet des inconvéniens. Il jugeait en politique, et, tout bien réfléchi, on accordait à notre plénipotentiaire que l'armée allemande n'entrerait pas dans la ville de Paris « pendant l'armistice. » La question n'était point résolue, il est vrai, elle restait en suspens jusqu'à la paix; c'était beaucoup dans le moment pour Paris.

Autre difficulté d'où allaient sortir bientôt d'effroyables conséquences : que ferait-on de la garde nationale? La traiter en prisonnière de guerre, on ne pouvait y songer. La première pensée de M. de Bismarck avait été d'exiger un désarmement général en ne conservant que les anciens bataillons formés sous l'empire. C'était impraticable, ces anciens bataillons avaient disparu dans la masse, ils n'avaient plus leur organisation primitive. Sur ce point d'ailleurs M. Jules Favre insistait énergiquement; il se faisait un point d'honneur de maintenir la garde nationale dans son intégrité, de la sauver du désarmement. On lui disait qu'il s'exposait à de terribles dangers en laissant cette masse confuse et agitée tout entière en armes, et il ne le niait pas trop, il était le premier à prévoir et à redouter ce qu'il appelait une « liquidation sanglante; » mais il répondait aux Prussiens avec un sentiment de juste et patriotique fierté : « Cette liquidation, nous la ferons sans vous; j'espère encore que les élémens excellens de la garde nationale seront suffisamment forts pour réprimer ceux qui sont mauvais. » Il l'espérait, il le croyait. Depuis, pendant la commune, à Versailles, M. Jules Favre a demandé un jour pardon à Dieu et aux hommes de n'avoir pas laissé désarmer la garde nationale, puis il s'est repenti de cette parole amère, et en réalité il n'avait ni à demander pardon à Dieu et aux hommes, ni à se repentir, ni à se vanter, par cette raison bien simple qu'il n'avait pas eu le choix; il n'avait fait que subir une des

plus grandes fatalités de cette mauvaise heure. Le désarmement de la garde nationale était à peu près une impossibilité. Sans doute les bataillons fidèles, animés d'un esprit sage, auraient pu se résigner à rendre leurs armes, si on les leur avait demandées dans un intérêt public. Les mauvais bataillons, et ils étaient nombreux, auraient gardé leurs fusils; ils auraient peut-être trouvé pour complices tous les sentimens d'irritation patriotique qui agitaient Paris, et c'était dès ce moment la guerre civile éclatant sous les yeux de l'ennemi, en présence d'un gouvernement dont la capitulation achevait de ruiner l'autorité, avant qu'un pouvoir régulier eût été reconstitué. M. de Bismarck, il est vrai, prétendait avoir un moyen infaillible : on n'aurait donné un morceau de pain, disait-il, qu'en échange d'une arme entière ou brisée. C'était une boutade, ce n'était pas une solution. Le privilége réclamé par M. Jules Favre pour la garde nationale n'était pas non plus une solution; seulement on sauvait peut-être ainsi la situation pour le moment, on pouvait doubler ce terrible cap de la famine en évitant la crise immédiate qu'aurait pu provoquer un désarmement tenté dans de telles conditions.

Ceux qui n'ont pas été les témoins de ces scènes ou ceux qui jugent les choses après coup en parlent trop à l'aise aujourd'hui dans la commission d'enquête; ils ne soupçonnent pas ou ils ont oublié ce qu'était cette masse échauffée, violente, désordonnée, qui se croyait encore de force à repousser l'ennemi et qui accusait de trahison des hommes occupés à sauver la ville d'une catastrophe. Tout au moins, pour dissoudre cette garde nationale, si on le voulait, il aurait fallu laisser dans Paris les troupes régulières intactes avec leur organisation et leurs armes. On devait les honneurs de la guerre à ceux qui avaient été les vrais combattans; mais l'état-major allemand ne l'entendait pas ainsi. L'armée de Paris était considérée par lui comme prisonnière. Consentir à ne pas l'envoyer pour le moment captive en Allemagne, où l'on avait déjà trop de prisonniers, n'était point certes une grande concession, M. de Bismarck l'avouait. Si on la laissait à Paris, on ne voulait pas moins la traiter comme une armée ayant déposé les armes; on prétendait parquer les soldats sous la garde prussienne à Gennevilliers et à Saint-Maur, tandis que les officiers auraient été internés à Saint-Denis. M. Jules Favre avait à faire les plus grands efforts pour défendre l'armée de Paris de ces humiliations, pour épargner à nos officiers d'avoir à remettre leurs armes et à nos soldats d'être parqués comme un troupeau. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que M. de Bismarck prétendait agir dans notre intérêt. « C'est insensé, disait-il à M. Jules Favre, 100,000 soldats désœuvrés, errans au milieu d'une population démoralisée elle-même, seront une cause permanente de désordre et un danger pour vous. » C'était peut-être vrai; on n'avait malheureusement que le

choix entre toutes les causes de désordre. Puisque M. de Bismarck le voyait si bien cependant, il pouvait jusqu'à un certain point atténuer le danger. Il n'avait qu'à se prêter à ce qu'on lui demandait, à laisser au gouvernement de Paris la faculté de garder trois divisions d'infanterie armées. La sûreté des Allemands maîtres des forts ne pouvait certes être en péril. Ce n'est qu'après les discussions les plus vives et avec une peine extrême qu'on finissait par obtenir une seule division, plus la gendarmerie et la garde municipale au nombre de 3,500 hommes. C'était une force totale de 16,000 hommes au plus, qui ne pouvait évidemment suffire à un sérieux service d'ordre ou de défense intérieure (1). Dernière concession allemande : après cinq heures de lutte et des visites réitérées chez le roi, on consentait à ne pas exiger la remise des drapeaux de l'armée de Paris; il n'en restait d'ailleurs que quelques-uns, et ceux-là ont eu du moins la chance de ne pas aller à Berlin. Paris, en se rendant, ne livrait pas les drapeaux de la France laissés sous sa garde. Ainsi se poursuivait cette négociation le 24, le 25, le 26 janvier. Sans avoir rien conclu définitivement, on avait ébauché les traits généraux de la convention qui allait mettre fin au grand conflit.

Jusque-là M. Jules Favre était resté seul à se débattre à Versailles. A mesure que la négociation avançait cependant, les questions se précisaient : on touchait aux détails militaires de l'armistice qui avaient une singulière importance, au règlement pratique des conditions financières. M. Jules Favre, abandonné à lui-même, sentant son incompétence et assez inquiet de sa responsabilité, avait demandé plusieurs fois déjà d'être accompagné de quelques membres du gouvernement, du général Trochu et de M. Ernest Picard, qui l'un et l'autre avaient paru peu pressés d'aller partager le terrible fardeau. Le 27, il n'y avait plus à reculer, les Allemands réclamaient la présence d'un officier, qui était en effet fort nécessaire. A défaut du général Trochu, qui persistait à s'effacer, quoique son autorité et son expérience militaire n'eussent pas été de trop, il y avait un choix simple, naturel et régulier, c'était celui du chef d'état-major du nouveau commandant de Paris. On allait être obligé d'y revenir, mais on vivait dans un tel trouble d'esprit qu'on n'y songeait pas d'abord. On commençait par s'adresser au général Callier qui se hâtait de se récuser, prétendant, non peut-être sans raison, qu'il pouvait rendre plus de services à son secteur de Belle-

(1) M. de Bismarck, il est vrai, avait à proposer un autre moyen pour maintenir l'ordre : par une « plaisanterie qu'il qualifiait de sérieuse, » selon les termes des procès-verbaux des délibérations du gouvernement; il demandait « qu'on lui livrât comme otages les journalistes, avec lesquels, disait-il, on ne pourrait jamais maintenir l'ordre pendant l'armistice. »

ville qu'à Versailles. On faisait alors appel au dévoûment du général de Beaufort d'Hautpoul, qui était à Neuilly avec sa division. On avait pensé à lui parce qu'il avait rempli autrefois une mission en Syrie et parce qu'il passait pour un diplomate parmi les militaires, avant de passer bientôt pour être un peu trop militaire parmi les diplomates. Le général de Beaufort, désespéré autant que surpris du rôle qu'on lui infligeait, ne cédait qu'avec chagrin aux pressantes instances du général Trochu lui-même, qui allait le trouver à sept heures du matin pour le préparer à partir avec M. Jules Favre. Il se laissait conduire au camp ennemi à l'improviste, ayant à peine le temps d'être mis au courant de la situation dans un trajet rapide, maugréant de tout cœur, ne cachant ni aux officiers prussiens qui le recevaient à Sèvres, ni à M. de Bismarck et aux chefs de l'état-major de Versailles à son arrivée, qu'il aimerait mieux pour le moment être à leur tirer des coups de canon, et ce n'est pas l'épisode le moins curieux d'une si douloureuse négociation.

Cette conférence du 27 janvier, décrite par un jeune officier d'ordonnance du général de Beaufort, est une des scènes les plus vives, les plus caractéristiques de ce drame de la diplomatie et de la guerre. M. de Moltke est là impassible, sobre de paroles; « c'est un vieillard de taille moyenne, que ses soixante-quatorze ans n'ont pas courbé. Deux petits yeux fixes donnent à son visage sec, maigre et rouge, une expression particulière. Il n'a point de barbe; aussi voit-on ses lèvres plissées par un grand nombre de rides concentriques, ce qui ajoute encore à son air de froide et dure ténacité. Sa perruque grise mal posée sur son crâne penche à droite et laisse voir la peau lisse et brillante de la tête dénudée... » Quant à M. de Bismarck, « c'est un homme de grande taille. Son visage, que de longs sourcils fauves et retroussés rendent dur au premier abord, ne manque pas de sympathie. Il sourit assez fréquemment, et soit habileté, soit bonhomie, son accent est plein de douceur. Il est vêtu d'une longue capote blanche à paremens jaunes... » Ces deux personnages disposent par le fait de la France; ils énumèrent les villes, les départemens, les points stratégiques qu'ils veulent occuper. S'il y a une question difficile qui révolte trop le patriotisme français, le diplomate, M. de Bismarck, de son ton le plus aimable ou le plus dégagé, se hâte de dire : « Je ne demanderais pas mieux que de vous donner satisfaction, l'élément militaire s'y oppose, il faut s'adresser à M. de Moltke. » On se tourne vers M. de Moltke, qui est « raide comme une barre de fer. » Entre ces deux hommes, le général de Beaufort, quoique représentant une nation vaincue, reste fier d'attitude, discutant avec véhémence, défendant pied à pied la position, faisant de son mieux pour sauver Vincennes ou quelques villages des environs de Paris, pour éloigner du Havre la ligne d'occupation. Il tient tête à ses re-

doutables interlocuteurs, au risque de passer pour difficile et cassant. Parfois M. de Bismarck, M. de Moltke et son lieutenant, le général de Podbielski, se retirent un peu à l'écart et causent en allemand. De son côté, M. Jules Favre, assez ému, cherche à retenir le général de Beaufort en lui disant : « Ne les poussez pas à bout. » Le général répond vivement : « Je ne suis pas diplomate, ces messieurs, qui sont militaires, doivent me comprendre. » Ce jour-là, M. Jules Favre, avec sa préoccupation fixe, passa de mauvais momens, si bien qu'en rentrant le soir à Paris sans avoir encore rien fini, il se hâtait de demander un autre négociateur militaire qui mît un peu moins le feu aux poudres. Ce fut cette fois le chef d'état-major de l'armée de Paris, le général de Valdan.

M. Jules Favre s'exagérait un peu les conséquences de quelques fiertés de langage. Ni le général de Beaufort avec ses vivacités, ni le général de Valdan avec sa fermeté plus calme le lendemain, ne pouvaient rien changer. Il s'agissait non-seulement de régler les conditions de la remise des forts, de fixer définitivement la position faite à l'armée et aux belligérans sous Paris, mais encore d'étendre l'armistice à la province, de déterminer les zones d'occupation. Pour Paris, c'était tristement simple, on n'ignorait rien, on avait tous les élémens de décision. Pour la province, on ne pouvait rien savoir, puisqu'on n'avait aucune liberté de communication ni avec le gouvernement de Bordeaux ni avec les généraux. M. Jules Favre était traité comme un prisonnier d'état soigneusement séquestré, au point que le maire de Versailles pouvait tout au plus un soir se glisser jusqu'à sa voiture pour lui serrer furtivement la main sans rien dire. On procédait dans une obscurité où l'ennemi seul savait ce qu'il faisait. C'est sur des renseignemens allemands, avec des cartes allemandes qu'on était réduit à tout décider, le sort des armées et des villes aussi bien que les délimitations des zones, et de là une des plus funestes méprises de cette négociation.

Les chefs de l'état-major prussien paraissaient assez mystérieux sur les affaires de l'est; ils assuraient seulement que les armées se trouvaient aux prises, que Bourbaki, battu devant Héricourt, était déjà coupé, tout près d'être rejeté en Suisse, et naturellement ils prétendaient ne pas perdre l'avantage des opérations engagées dans cette région. Dès le début, ils avaient réclamé la reddition de Belfort, qui tenait toujours énergiquement. M. Jules Favre avait refusé de livrer Belfort, il hésitait sur le reste, peut-être parce qu'il doutait encore de ce qu'on lui disait de l'armée de Bourbaki, dont on ne connaissait à Paris que les premiers succès de Villersexel. « Qu'à cela ne tienne, répliquait M. de Bismarck, attendons quelques jours pour conclure, d'ici là tout sera éclairci. » Attendre, c'était justement la question. M. Jules Favre sentait bien que Paris ne pouvait pas

attendre, et c'est ainsi que, croyant tout concilier, l'intérêt de Paris, l'honneur de Belfort, la liberté de Bourbaki, il acceptait un article équivoque réservant une « entente ultérieure » sur les délimitations dans l'est, permettant aux Prussiens de continuer jusque-là les opérations militaires qu'ils avaient commencées, et leur laissant le temps d'accabler notre malheureuse armée. M. Jules Favre ne se rendait pas compte évidemment de ce qu'il acceptait, non plus que des conséquences possibles de ce délai de trois jours stipulé pour l'application de l'armistice en province. Il avait hâte de clore cette négociation, qui se prolongeait depuis le 23 et qui prenait encore toute la journée du 28. Ce n'est qu'à onze heures du soir qu'on arrivait enfin à trancher les dernières difficultés et qu'on signait sans plus de retard. « Je vois encore la scène, dit le général de Valdan : il y a eu un incident particulier. M. de Bismarck a dit à M. Jules Favre : — Avez-vous un cachet? C'est l'habitude des chancelleries que, pour des actes de ce genre, il y ait apposition de cachets. — M. Jules Favre a répondu : — Je n'ai pas de cachet. — Il a tiré une bague. — Cela vous suffit-il? — Oui, a dit M. de Bismarck. » Le sceau était digne de notre fortune du moment, il est resté au bas d'un des actes les plus douloureux de l'histoire de la France.

Assurément, si pénible, si dure qu'elle fût, cette œuvre de diplomatie désespérée aurait pu être plus cruelle encore. Telle qu'elle était, elle laissait à nos officiers leurs armes, à nos soldats leurs drapeaux et une liberté relative, à Paris l'honneur d'être respecté par l'ennemi au moins pour le moment, et M. de Moltke disait aux négociateurs français : « Vous vous plaignez toujours de conditions trop dures, moi je n'ose pas les dire à mon armée. » Cette convention du 28 janvier ne restait pas moins, sous le nom d'armistice, une capitulation véritable, à peine voilée et palliée par quelques atténuations de détail faites pour ménager l'orgueil de Paris. Ce qu'on avait pu obtenir, on le devait au désir qu'éprouvait l'ennemi lui-même d'arriver à une possibilité de paix par l'élection d'une assemblée, peut-être aussi un peu à cette idée que Paris n'était pas complétement à bout de vivres, qu'il pouvait tenir encore. Ce qu'on subissait était la rançon inévitable d'une situation poussée à la dernière extrémité. C'est presque une iniquité aujourd'hui d'oublier les circonstances dans lesquelles on avait à se débattre pour ne se souvenir que de ce qui manquait ou de ce qu'il y avait de trop dans l'œuvre du 28 janvier et des méprises du négociateur.

Non, quoi qu'il soit arrivé depuis, la faute de M. Jules Favre n'était pas de tenir à laisser la garde nationale armée lorsque le désarmement était impossible, lorsque cette faveur pouvait adoucir les colères, aider à faire accepter la capitulation. La faute du plénipotentiaire

parisien envoyé à Versailles n'était pas d'avoir consenti à traiter sur la situation militaire de province qu'il ne connaissait pas, d'avoir souscrit pour l'armée de l'est à des conditions que l'ennemi imposait avec l'arrière-pensée de s'en servir contre nous. Sur tous ces points, il cédait à des nécessités inexorables, à la violence des faits, et on oublie que, si l'ennemi avait demandé davantage, on n'avait aucun moyen de se dérober à ses exigences. Le négociateur français était excusable jusque dans cette hâte qu'il mettait à signer le soir du 28, puisque, si on eût attendu au lendemain, on se trouvait exposé à un jour, peut-être plus d'un jour de famine avant tout ravitaillement, et puisque, même en évitant de perdre ces quelques heures on allait être obligé d'accepter les vivres des Allemands, que M. de Bismarck d'ailleurs s'empressait d'offrir aussitôt qu'on lui dévoilait la vérité. La vraie et sérieuse faute de M. Jules Favre était, après avoir traité pour la province comme pour la ville assiégée, pour les armées extérieures comme pour l'armée de la défense de Paris, de prévenir le gouvernement de Bordeaux de la suspension des hostilités dans les termes les plus vagues, les plus insuffisans. « Nous signons un traité avec le comte de Bismarck, écrivait-il par le télégraphe dès le 28 au soir. Un armistice de vingt et un jours est convenu. Une assemblée est convoquée pour le 12 février. Faites exécuter l'armistice et convoquez les électeurs pour le 8 février. Un membre du gouvernement va partir pour Bordeaux. »

Il est clair que cette dépêche, ainsi transmise, ne disait au gouvernement de Bordeaux ni qu'il y avait un délai de trois jours pour l'application de l'armistice en province, ni que les opérations de guerre continuaient dans l'est, et M. Jules Favre n'en disait rien parce qu'il ne se doutait pas lui-même de la portée de ces clauses, sur lesquelles le général de Valdan n'avait pas été consulté. Trois jours après, dans un conseil du gouvernement à Paris, le général Trochu, inquiet parce qu'il pressentait la vérité, en était à demander si définitivement l'armée de l'est était exclue de la trêve. Il l'aurait beaucoup mieux su, s'il avait été présent à Versailles au lieu de laisser à M. Jules Favre le soin périlleux de trancher de son autorité incompétente les questions les plus délicates. Assistant aux négociations, il ne se serait pas mépris sur la pensée et le but de M. de Moltke. Il aurait pu, sinon sauver Bourbaki, déjà blessé de ses propres mains depuis le 26, et son armée, déjà fort en péril le 29, du moins atténuer le désastre par la précision des conventions; au pis aller, s'il n'avait rien obtenu, il aurait su à quoi s'en tenir, il aurait compris, lui militaire, qu'on ne pouvait pas envoyer à Bordeaux l'ordre d'exécuter l'armistice sans ajouter aussitôt qu'il y avait un délai de trois jours pour la province, et que l'armée de l'est était

exceptée. M. Jules Favre, quant à lui, n'avait pas de ces préoccupations. Agité d'un trouble assez naturel dans un pareil moment, dévoré d'un sentiment d'amertume qu'il était obligé de contenir, il ne voyait qu'une chose, Paris sauvé de la faim, et sous le regard, sous le bon plaisir du vainqueur, il écrivait le malencontreux télégramme de la même plume dont il venait de signer l'acte qui mettait fin à la défense nationale. Il avait accompli seul le sacrifice jusqu'au bout en vouant son nom à la plus inévitable et la plus poignante des humiliations.

III.

Ce n'était pas tout d'avoir signé cependant; il restait à savoir comment l'armistice allait être accueilli en province, et d'abord comment il serait reçu à Paris même. A vrai dire, on y était un peu préparé dans Paris. Dès le 27, le gouvernement avait pris le parti d'avouer, par une déclaration officielle, qu'on négociait, et par le fait les hostilités avaient été suspendues dans la soirée du 26. Ce jour-là, au moment où M. Jules Favre allait quitter Versailles, M. de Bismarck avait dit vivement au ministre français : « Je ne crois pas qu'au point où nous en sommes une rupture soit possible; si vous y consentez, nous ferons cesser le feu ce soir. » M. Jules Favre, déjà tourmenté de cette idée que le sang coulait inutilement pendant la négociation, s'était hâté d'accepter. « Eh bien! avait repris le chancelier, il est entendu que nous donnerons des ordres pour que le feu cesse à minuit. » Et en effet, à peine rentré à Paris, M. Jules Favre avait couru à l'état-major. Ne trouvant pas le général Vinoy, il avait pris sur lui d'expédier partout l'ordre de la suspension du feu, et à minuit, pour la première fois depuis près de cinq mois, le bruit du canon s'était soudainement éteint sur toutes les lignes, pour faire place à un silence lugubre dont la note officielle du lendemain disait le secret. L'armistice ne pouvait donc plus être une surprise; seulement la dernière difficulté était de divulguer les conditions, puis de les exécuter.

Au fond, la population parisienne, sans appeler la fin de la résistance, trouvait évidemment dans son malheur une compensation : elle sentait qu'un armistice allait lui donner du pain et la liberté de renouer avec la France. L'émotion n'était pas moins universelle et profonde, mêlée de stupeur chez les uns, violente chez les autres, et au premier bruit de la négociation ouverte à Versailles, sans attendre le dénoûment, une sorte d'agitation s'était organisée pour s'opposer à toute suspension d'armes, pour reprendre cette lutte à outrance que le gouvernement abandonnait. Des chefs de bataillon

de la garde nationale s'étaient réunis au nombre de trente-cinq, déclarant qu'ils n'accepteraient pas l'armistice, et se mettant en pleine insurrection. Ils avaient élu deux aventuriers, Brunel et Piazza, l'un commandant supérieur de la garde nationale, l'autre chef d'état-major. Les agitateurs, croyant trouver un appui dans la population, dans une partie de l'armée, surtout parmi les marins, se proposaient de marcher sur les forts de l'est commandés par l'amiral Saisset, qu'ils espéraient intéresser à leur cause et dont ils se figuraient pouvoir faire le chef du mouvement. Pendant la nuit du 27 au 28, on battait le rappel à Belleville, dans le faubourg du Temple, le tocsin sonnait dans plusieurs quartiers; le rendez-vous était devant l'église Saint-Laurent. C'était beaucoup de bruit et rien de plus. On rassemblait à peine quelques centaines d'hommes qui se débandaient bientôt, et le lendemain matin le préfet de police faisait arrêter Brunel et Piazza à leur prétendu quartier-général, dans une maison du boulevard du Prince-Eugène, de sorte que cette tentative avait avorté complétement avant même que l'armistice devînt une irrévocable réalité.

Le mouvement avait échoué devant la résignation patriotique de la population, il n'avait aucune prise sur l'armée, sur ces rudes marins dont on essayait vainement de surprendre le courage, et par le fait la condition la plus dure de la capitulation, la reddition des forts, était exécutée dès le 29 avec une stricte et morne régularité. Assurément ces vaillans équipages avaient de la peine à se laisser arracher ces forts qu'ils défendaient au prix de leur sang depuis près de cinq mois; ils ne restaient pas moins tous serrés autour de leurs chefs aussi désespérés qu'eux, faisant leur service jusqu'à la dernière heure et inspirant le plus sérieux respect à l'ennemi. Au moment où la garnison de Montrouge, obéissant à l'ordre du gouvernement, quittait le fort pour rentrer dans Paris, il y avait au bord de la route le général bavarois Hartmann à cheval, avec son escorte. Un marin, exaspéré, se précipitait vers lui en montrant le poing et en disant : « Ne riez pas au moins! » Le général répondit : « Mon ami, nous n'avons nullement envie de rire de braves gens comme vous, qui ont si bien fait leur devoir. » Dernier et légitime hommage rendu par l'ennemi lui-même à ces obscurs héros de la défense demeurés jusqu'au bout des modèles d'intrépidité et de discipline! Tout se passait du reste avec calme dans cette dernière journée du siége, qui aurait pu être une effroyable crise, et, la reddition une fois accomplie, on n'avait plus à songer qu'à la première de toutes les nécessités, au ravitaillement; mais la question pour l'instant n'était pas seulement dans ce qui se passait à Paris, elle était encore plus peut-être dans ce qui allait se passer en province, à Bordeaux, où

s'agitait un gouvernement dont on avait à craindre les dispositions, qui pouvait tout compromettre, jusqu'à l'existence de Paris lui-même.

Au moment où l'on touchait à la fin de la négociation à Versailles, M. de Bismarck, s'arrêtant brusquement, disait à M. Jules Favre : « Savez-vous que je fais quelque chose de très hardi?.. Nous sommes très imprudens, car enfin êtes-vous sûr que M. Gambetta vous obéira? Pour ma part, j'en doute. Si ce que nous allons conclure ici est désavoué par lui, la guerre civile peut compliquer une situation déjà fort difficile et annuler les concessions faites à la ville de Paris.» C'était là précisément la question. M. Jules Favre n'était nullement sûr d'être obéi, et, s'il ne l'était point par hasard, Paris, se débattant sous l'étreinte du vainqueur, pouvait être livré à la plus affreuse crise de destruction, la France elle-même pouvait rouler dans la guerre civile la plus misérable devant l'ennemi. On ne méconnaissait pas le danger, il faut l'avouer, dans les conseils de l'Hôtel de Ville; M. Jules Favre avait voulu le prévenir en annonçant dans sa première dépêche le départ d'un des membres du gouvernement, et dans les délibérations qui avaient lieu le 28 au soir on ne déguisait pas la cause de ce départ; c'était pour « dominer M. Gambetta et l'empêcher de s'insurger, s'il en avait le désir. » On en était en vérité à ce degré de confiance et de cordiale entente entre membres d'un même gouvernement chargé de sauver la France des dernières extrémités! Malheureusement on n'allait pas à Bordeaux comme on voulait en janvier 1871, après un siége de cinq mois finissant par une capitulation. Il fallait une permission des Allemands, maîtres de toutes les communications et des chemins de fer jusqu'à Vierzon. Le 29, M. Jules Favre allait à Versailles chercher un sauf-conduit pour M. Jules Simon, chargé de se rendre en province, et il ne trouvait pas d'abord M. de Bismarck. C'était un retard de vingt-quatre heures. Bref, M. Jules Simon ne pouvait être prêt que dans la nuit du 30 au 31, et il ne pouvait être que le 1er février à Bordeaux, où il arrivait muni des pouvoirs les plus étendus pour dompter toute résistance, pour révoquer, s'il le fallait, et au besoin même faire arrêter M. Gambetta. C'était une mesure de prévoyance qui ne manquait pas d'opportunité.

Les choses avaient en effet étrangement et rapidement marché à Bordeaux pendant ces quelques journées d'incertitude. La première nouvelle sommaire et vague de l'armistice, reçue dès trois heures du matin le 29, avait excité une violente émotion. On paraissait profondément surpris, comme si Paris avait dû tenir indéfiniment. On notifiait aussitôt, il est vrai, l'armistice à la France, aux généraux, mais tout cela était fait d'une façon singulière, énigmatique, d'un air de gens

offensés de n'avoir point été appelés en consultation, et avant la fin du jour tous les préfets recevaient une dépêche des plus graves où M. Gambetta, prenant un ton solennel et menaçant, laissait entrevoir ce qu'il appelait ses « résolutions personnelles, » et ajoutait : « *J'ai décidé* de maintenir le *statu quo* jusqu'à l'arrivée du *personnage* annoncé de Paris. Aussitôt après l'entrevue et les explications que j'aurai eues avec lui, vous serez avisé des *déterminations politiques auxquelles je me serai arrêté...* » L'orage s'amassait chez le jeune autocrate bordelais, et l'irritation allait naturellement en croissant, — elle était même cette fois assez légitime, — lorsque le lendemain 30 on recevait des plaintes amères de tous les généraux réduits à céder quelque portion de terrain qu'ils croyaient avoir le droit de garder, surtout lorsqu'on apprenait par le successeur de Bourbaki, le général Clinchant, que l'armée de l'est n'était pas comprise dans la trêve, que Manteuffel refusait de s'arrêter. M. Gambetta était exaspéré, comme il l'a dit depuis; il n'avait pas tout à fait tort, d'autant plus qu'il ne savait réellement que faire. Eh! sûrement M. Jules Favre avait commis la plus déplorable méprise en négligeant de dire que les délimitations des zones avaient été fixées par l'armistice à Versailles, que l'armée de l'est était pour le moment en dehors du traité, et ce qu'il y avait de plus triste, c'est qu'on n'apprenait pour la première fois ces conditions que deux jours après, par M. de Bismarck lui-même, qui les transmettait à Bordeaux; mais, si M. Jules Favre s'était trompé, M. Gambetta de son côté aurait mieux fait de réfléchir que de s'exaspérer et de jouer la tragédie. Avec un peu plus de sang-froid, il se serait dit que cette dépêche d'où naissait tout le mal venait du quartier-général allemand, qu'elle n'était qu'un avis télégraphique, et, en prévenant les généraux de l'existence de l'armistice, il les aurait avertis que les conditions n'étaient pas encore connues, qu'ils devaient se tenir en garde jusqu'à une information plus complète, régler leur attitude sur celle de l'ennemi. Alors il eût peut-être atténué un peu le danger et réparé jusqu'à un certain point la faute de M. Jules Favre; mais non, M. Gambetta s'emportait, se révoltait, et ne tenait même pas compte des difficultés, de la gravité d'une situation qui était après tout son œuvre autant que l'œuvre du gouvernement de Paris.

Au moment où un traité de suspension d'hostilités venait d'être signé à Versailles, M. Gambetta faisait adresser par M. Laurier à tous les préfets de France une dépêche qui était une déclaration nouvelle de guerre, une négation présomptueuse de l'armistice. « La politique soutenue et pratiquée par le ministre de l'intérieur et de la guerre, disait-on, est toujours la même : guerre à outrance! résistance jusqu'à complet épuisement!.. Il faut à tout prix que

l'armistice nous profite... Il n'est pas jusqu'aux élections qui ne puissent et doivent être mises à profit. Ce qu'il faut à la France, c'est une assemblée qui veuille la guerre et soit décidée à tout pour la soutenir... » Chose plus grave, le même jour M. Gambetta, prenant à son tour la parole, adressait aux préfets, au pays, une proclamation qui se terminait par ces mots : « aux armes! » et où, au milieu de toute sorte de violences banales ou prétentieuses, il disait : « On a signé à notre insu, sans nous avertir, sans nous consulter, un armistice dont nous n'avons connu que tardivement la coupable légèreté, qui livre aux troupes prussiennes les départemens occupés par nos soldats et qui nous impose l'obligation de rester trois semaines pour réunir en repos, dans les tristes circonstances où se trouve le pays, une assemblée nationale. Nous avons demandé des explications à Paris et gardé le silence, attendant pour vous parler l'arrivée promise d'un membre du gouvernement... Cependant personne ne vient de Paris, et il faut agir. Il faut, coûte que coûte, déjouer les perfides combinaisons des ennemis de la France... » Ce n'est pas tout : par une interprétation ou une application aussi étrange qu'arbitraire d'une des conditions de cet armistice qu'on ne connaissait encore que sommairement, sans attendre aucune explication, on se hâtait de promulguer un nouveau décret électoral frappant de « déchéance politique, » excluant de l'éligibilité à l'assemblée nationale des classes entières de Français, non-seulement les anciens ministres, sénateurs, conseillers d'état, préfets de l'empire, mais encore tous ceux qui depuis vingt ans avaient figuré dans les élections comme « candidats du gouvernement, candidats de l'administration, candidats officiels. » Décret électoral, circulaire, proclamation, tout cela éclatait à la fois le 31 janvier.

On aurait dit que M. Gambetta avait hâte d'exhaler ses griefs, de se faire une attitude, et il prenait en vérité bien son temps pour accabler ceux qui tombaient au loin. Il donnait à entendre qu'on lui avait laissé ignorer l'extrémité où était Paris; s'il l'ignorait, c'est qu'il ne voulait rien savoir, puisque depuis un mois le général Trochu, dans une communication précise adressée au général Chanzy, avait fixé le dernier terme de la résistance au 20 janvier, et il ne se trompait pas. M. Gambetta se plaignait de n'avoir pas été consulté sur les négociations, et il ne se demandait pas si on l'avait pu, si on avait eu le temps et les moyens de le consulter, si on n'avait point été pressé par l'implacable famine. Le « personnage annoncé de Paris, » comme il disait, se faisait attendre, n'arrivait pas, — et il n'avait pas même l'idée de se demander si les abords de Paris étaient aussi libres, aussi faciles que les environs de Bordeaux. M. Gambetta, lui, ne pouvait attendre, il avait besoin d'éclater sans perdre

un moment, de sorte que lorsque M. Jules Simon débarquait enfin à Bordeaux le 1er février, il tombait au milieu d'une situation singulièrement aggravée. Ce que M. de Bismarck avait prévu se trouvait presque réalisé. Ce n'était pas encore la guerre civile sans doute, on n'allait pas jusque-là; c'était néanmoins une lutte ouverte, un antagonisme avoué entre le gouvernement de Paris et le gouvernement de Bordeaux, un commencement de résistance de la délégation, et tout cela en définitive était la conséquence des dispositions, des procédés, des ardeurs impérieuses, dont les dernières dépêches de M. Gambetta parvenues à Paris étaient la significative expression. Je ne veux nullement méconnaître ce que M. Gambetta avait déployé de vigueur entraînante dans son rôle en province. Il avait surexcité le patriotisme du pays, il avait réveillé les courages, enflammé de son feu la résistance nationale; mais ces trois mois d'omnipotence l'avaient visiblement enivré. Depuis quelque temps surtout, on voyait se dessiner en lui un agitateur à demi émancipé, un dictateur aspirant à secouer toute dépendance, ayant sa politique, ses vues propres, et n'attendant qu'une occasion pour éclater.

La vérité est que M. Gambetta ne voulait ni de l'armistice, ni des élections, et au fond, qu'on ne s'y trompe pas, il prenait parfaitement son parti de voir Paris se rendre à merci, subir la loi de la guerre, pourvu que la chute de la ville assiégée lui laissât la liberté de disposer de la France. Il pouvait bien essayer encore d'entretenir les illusions de la province sur Paris, comme il entretenait les illusions de Paris sur la province : ses prévisions s'arrêtaient depuis quelque temps sur cette éventualité de la catastrophe parisienne à laquelle il fallait bien s'attendre. « Nous continuerons la guerre jusqu'à la victoire, écrivait-il le 3 janvier, — même après la chute de Paris, si un tel désastre ne peut être évité... Nous prolongerons la lutte jusqu'à l'extermination, nous empêcherons qu'il se trouve en France un homme ou une assemblée pour adhérer aux victoires de la force... » La conséquence d'une telle politique se dégageait naturellement : Paris tombait, c'était un malheur, le gouvernement de l'Hôtel de Ville disparaissait du même coup, le malheur était déjà moins grand, — et il ne restait plus qu'un gouvernement, celui de Bordeaux, ramassant toutes les forces nationales pour les pousser dans la lutte jusqu'à la victoire, — ou jusqu'à la perdition complète! C'était là le rêve; l'armistice était le coup de foudre qui confondait tous ces calculs, et c'est avec l'amertume de la déception que M. Gambetta s'est écrié depuis que le gouvernement de Paris ne pouvait capituler que pour Paris, que c'était son droit, mais que c'était tout son droit. « Les gens de Paris, — c'est le langage de M. Gambetta, — en capitulant ont capitulé pour le reste de la

France, contrairement à leurs engagemens les plus solennels et les plus multipliés... » Assurément si cette guerre à outrance au nom de laquelle on s'insurgeait contre l'armistice de Versailles, comme si l'armistice avait arrêté la défense de province en pleine victoire, si cette guerre avait été possible, on n'en aurait pas voulu à M. Gambetta de la tenter. Les « gens de Paris » se seraient résignés à bien des sacrifices; mais pour accuser si violemment les autres, pour nourrir de telles illusions, sur quoi comptait donc le dictateur de Bordeaux? Où en était-il lui-même? Moins d'une semaine avant l'armistice, il se trouvait à Lille prononçant des discours enflammés et il avait une conversation intime avec le général Faidherbe, dont il ne pouvait mettre en doute ni les lumières, ni le courage, ni le dévoûment. M. Gambetta prétendait qu'en continuant la guerre on arriverait à de bons résultats, et Faidherbe répondait aussitôt : « Je suis d'un avis opposé!.. Sans doute la France est assez grande pour prolonger la lutte, mais Paris va succomber dans quelques jours. — Je crois, disait M. Gambetta, que Paris peut tenir encore un mois ou six semaines. — Je ne crois pas que Paris puisse tenir longtemps, et une fois Paris tombé il n'y a pas de résistance possible. Dans le nord, nous serions écrasés en un mois, et dans le midi quelle résistance espérer? — Mais si vous n'espérez pas le succès, comment ferez-vous? — Je ferai mon métier de soldat; jusqu'à ce que je reçoive de mon gouvernement l'ordre de déposer les armes, je me battrai... » Voilà la vérité dite par un soldat.

C'est avec cet espoir et avec ces ressources qu'on parlait de guerre à outrance, et c'est pour mieux poursuivre cette guerre qu'on rendait un décret sur les élections, œuvre de colère, de parti et d'usurpation, qui n'était sous une autre forme qu'une protestation contre l'armistice. Ce qu'il y avait de plus grave, ce n'était pas même de se laisser aller dans un premier mouvement à ces pensées coupables ou chimériques, c'était de s'y obstiner, ne fût-ce que quelques jours, au point d'offrir à l'ennemi le spectacle d'une guerre civile entre deux fractions d'un même gouvernement, au risque de compromettre tout ce qu'on prétendait défendre. M. Gambetta ne voyait pas qu'il s'exposait lui-même, qu'il exposait le gouvernement de Paris aux plus dures humiliations, en même temps qu'il attirait les plus redoutables périls sur la grande ville, encore dans l'attente du pain qui lui manquait. Qu'arrivait-il en effet? Lorsqu'on allait signer le décret des élections, un de ces baroques dictateurs de province, — tout s'est vu en ce temps-là! — M. Glais-Bizoin disait naïvement et avec assez de sens : « Nous allons recevoir une leçon. » Et vraiment la leçon ne tardait pas. Tout ce que faisait M. Gambetta allait naturellement retentir à Versailles, et M. de Bis-

marck se hâtait de protester publiquement « au nom de la liberté des élections stipulées par la convention du 28 janvier, » tandis que d'un autre côté il mettait le gouvernement de Paris en demeure de faire exécuter l'armistice. Il ne suffisait pas que nous fussions vaincus, il fallait encore qu'on nous exposât à être rappelés par le vainqueur au respect de la liberté des élections, de notre propre souveraineté nationale! Ce n'est pas tout : M. Gambetta mettait le gouvernement de Paris dans la situation la plus fausse et la plus cruelle. Si ce gouvernement avait la faiblesse de souscrire au décret électoral de Bordeaux, c'était l'armistice rompu, Paris livré à l'ennemi, peut-être à la famine. S'il insistait, s'il imposait le décret qu'il avait lui-même rendu et qui maintenait la liberté des élections, il paraissait agir de connivence avec M. de Bismarck; on le déshonorait, on achevait de ruiner le peu d'autorité morale qui lui restait aux yeux de la population parisienne. M. Gambetta donnait des armes, des prétextes, des encouragemens à tous les agitateurs.

Suprême misère enfin : tous ces incidens, ces proclamations, ces appels à la guerre, ces décrets de colère venus de Bordeaux irritaient profondément les Prussiens, qui menaçaient de considérer l'armistice comme rompu, d'arrêter le ravitaillement, et par le fait la marche des convois d'approvisionnement se trouva un instant suspendue. C'était justement à l'heure de la plus extrême détresse, lorsqu'on n'avait plus de pain pour le lendemain. Ainsi, par ses jactances, par ses fureurs imprévoyantes, M. Gambetta exposait Paris à être affamé. Il déclamait de loin et au sein de l'abondance contre les Allemands, — les Allemands avaient la clé des vivres pour nous et pouvaient fermer les portes. C'est là en définitive ce qui s'agitait dans ce conflit dont l'arrivée de M. Jules Simon à Bordeaux devenait le signal, où se jouaient la sécurité et la vie de Paris, peut-être les destinées de la France.

Dès l'arrivée de M. Jules Simon, dès le 1er février, la lutte avait éclaté, et à partir de ce moment jusqu'au 6, pendant ces quatre ou cinq jours, elle se déroulait au milieu de toutes les péripéties, violente, aiguë, tenant la ville de Bordeaux agitée, la France indécise. M. Jules Simon se trouvait certes dans une position difficile. Il venait avec les pleins pouvoirs d'un gouvernement assiégé depuis cinq mois et avec la mission de faire respecter les décisions de ce gouvernement, de réprimer toute imprudence ou toute résistance; il rencontrait une sorte d'insurrection presque déclarée, une délégation à demi engagée dans une voie de révolte. On le traitait en ennemi, on contestait ses pouvoirs, on lui déclarait qu'on n'obéirait pas au décret électoral de Paris, qu'on maintiendrait le décret de Bordeaux. Pendant plusieurs jours, M. Gambetta s'obstinait dans

son orgueilleuse exaltation, recevant d'heure en heure de toute la démagogie méridionale, des clubs de Lyon, de Marseille, de Toulouse, de Bordeaux même, les excitations les plus violentes, dont le dernier mot était toujours : « nous ne voulons pas d'armistice, nous ne voulons pas d'élections! » M. Jules Simon avait affaire à forte et bruyante partie. On lui avait fermé le télégraphe aussi bien que toutes les autres communications avec les autorités publiques de la France. Il était réduit à se servir des timbres de quelques maisons de commerce pour faire passer à la dérobée ses dépêches, ses décrets, ses proclamations. Il tenait tête néanmoins, appuyé par tous les journaux, qui, malgré les saisies administratives dont les frappaient les agens de M. Gambetta, réussissaient encore à divulguer la vérité. M. Jules Simon gagnait un peu de temps et se disposait à soutenir la lutte jusqu'au bout, par tous les moyens, s'il le fallait. Avant d'en venir là toutefois, on hésitait. M. Crémieux se décidait à partir pour Paris, afin de porter ses conseils à l'Hôtel de Ville. De son côté, le gouvernement de Paris, bientôt informé de ce qui se passait à Bordeaux, des irritations qui grondaient à Versailles, avait senti la nécessité d'en finir avec une situation si violente, et pour venir en aide à M. Jules Simon, il expédiait M. Pelletan, M. Emmanuel Arago, M. Garnier-Pagès, qui, rencontrant sur leur chemin M. Crémieux, le ramenaient avec eux à Bordeaux.

Alors survenait une certaine détente. M. Gambetta se trouvait avoir contre lui non plus seulement tous les membres du gouvernement de Paris, mais encore ses collègues de la délégation, qui l'avaient suivi jusque-là et qui l'abandonnaient. Il finissait par donner sa démission, non cependant sans exhaler une dernière fois ses amertumes dans une circulaire où il prétendait que « sa conscience » lui faisait « un devoir de se séparer d'un gouvernement avec lequel il n'était plus en communion d'idées et d'espérances, » où il se plaignait d'un « désaveu » de sa politique, comme s'il avait le droit d'imposer sa politique, comme s'il n'avait pas lui-même pris l'initiative des protestations les plus périlleuses. M. Gambetta mettait fin plus ou moins volontairement à ce qu'un de ses collègues a depuis appelé son « règne. » C'était ce qu'il avait de mieux à faire; mais il eût beaucoup mieux fait encore de commencer par là au lieu de jouer avec toutes ces orgueilleuses pensées de dictature; il eût bien mieux fait de respecter le malheur de Paris et d'épargner cette dernière crise à la France, qui lui répondait aussitôt par la foudroyante élection du 8 février 1871.

IV.

Paris restait donc libre de s'approvisionner, mais dès ce moment gardé à vue par l'ennemi maître de ses défenses, — délivré des violences de la guerre, de cette éternelle canonnade qui ne cessait de tonner depuis cent vingt jours, mais profondément troublé. Ceux qui s'en souviennent peuvent le dire, Paris avait l'air étrange et indéfinissable d'une ville qui cherche à se ressaisir elle-même, qui après avoir vécu de surexcitations, d'illusions, de passions exaltées par la solitude, a de la peine à rentrer dans les conditions ordinaires et se sent encore en dehors de la vie nationale. De toute façon, la cité du siége n'avait plus de rôle désormais, puisque, dût-on revenir au combat, elle demeurait un gage aux mains de l'ennemi. Son armée était prisonnière, ses forts étaient au pouvoir des Allemands, qui retournaient déjà nos propres canons contre nous. Paris n'avait plus de rôle militaire, et par la position que la guerre lui avait faite il ne pouvait avoir un rôle politique; il était réduit à se dévorer lui-même, à se débattre, tandis que les questions de vie ou de mort allaient se décider au loin. C'était un immense camp cerné sans être occupé par l'ennemi, un prodigieux foyer d'agitations intérieures. Pendant cinq mois, on avait eu une pensée fixe, un but, une espérance; maintenant tout manquait à la fois, tout se décomposait d'un seul coup. Paris tombait subitement dans une affreuse confusion, n'ayant plus ni un gouvernement à demi respecté pour le conduire, ni le lien moral du patriotisme pour maintenir la population.

De gouvernement, il n'y en avait plus. La moitié de ceux qui le composaient avait pris le chemin de Bordeaux; les autres, retenus encore dans Paris, essayaient vainement de se raidir contre leur propre abattement, contre l'impopularité qui les accablait, et cette ombre de pouvoir n'avait plus même de raison d'être en présence de l'assemblée nationale qui allait se réunir. Le gouvernement de Paris devenait un véritable problème qu'on discutait, sans le résoudre, dans les conseils de l'Hôtel de Ville. L'un proposait de faire nommer un conseil municipal; un autre prétendait qu'on n'avait qu'à laisser l'administration aux vingt maires de Paris. M. Jules Favre pensait qu'on « pourrait charger les députés que Paris allait nommer de créer une commission exécutive. » Le général Trochu critiquait toutes ces combinaisons. C'était le chaos. Restait, il est vrai, l'autorité militaire, représentée par le général Vinoy; mais le général Vinoy n'avait qu'une simple division pour faire face à tout au milieu d'une situation morale et politique qui s'aggravait à vue d'œil. C'était la désorganisation croissante de tout état régulier par la ruine

de ce qui survivait d'autorité, par l'émigration de tous ceux qui, à la première issue entr'ouverte, avaient hâte de quitter ce foyer d'incandescence et de misère, par l'anarchie de cette masse de garde nationale abandonnée à elle-même, prompte à devenir une armée de fronde et de sédition aux mains de vulgaires meneurs. L'esprit qui était apparu au 31 octobre, au 22 janvier, dans la nuit du 27 au 28 janvier, et qui avait été vaincu par le sentiment patriotique, cet esprit prenait maintenant sa revanche, déjouant toute répression, se servant de tout, des souffrances qu'on endurait encore, des habitudes de désordre qui s'étaient si étrangement développées, des anxiétés publiques entretenues par l'incertitude du lendemain. A partir d'un certain moment, dans ce mois de février 1871, cette désorganisation se traduisait sous toutes les formes, par des manifestations et des violences de toute sorte. On saisissait l'occasion de l'anniversaire de la révolution de 1848, le 24 février, pour commencer des processions bruyantes de gardes nationaux obéissant à un mot d'ordre occulte. Au sommet de la colonne de la Bastille apparaissait pour la première fois et allait se fixer le drapeau rouge couvrant une scène hideuse de meurtre où un malheureux agent de police était l'objet d'un acte de férocité populaire, le seul qui se fût produit jusque-là. Paris présentait un spectacle unique, redoutable, d'autant plus périlleux que, pour remettre un peu d'ordre dans ce chaos, il n'y avait qu'un gouvernement nouveau qui se formait au loin, à Bordeaux, sous la présidence de M. Thiers, qui avait à négocier, à désarmer l'ennemi extérieur, s'il le pouvait, avant de se tourner vers la sédition. On en était là, et c'est sur une ville ainsi faite que pesait encore une question suprême, qui se liait à la question plus générale de la paix ou de la guerre traitée en ce moment à Versailles, dont la solution pouvait être pour la défense un dernier honneur ou un dernier et inévitable deuil. Le dénoûment du siége serait-il une occupation étrangère? échapperait-on définitivement par la paix à cette cuisante humiliation?

Elle était restée en suspens, cette malheureuse question. M. Jules Favre avait réussi à sauver Paris d'une occupation allemande pendant l'armistice; c'était tout ce qu'il avait pu faire, et au moment où il avait fini par se résigner à cette transaction qui ne décidait rien, M. de Bismarck ne le lui avait pas caché : « Je ne puis vous assurer, lui avait-il dit, que, si nous concluons la paix, cette clause sera reproduite. Cela dépendra de l'état des esprits et de vos procédés. J'espère que vous nous aiderez à la rendre définitive. » On avait eu le tort de présenter d'une manière un peu trop absolue ce qui n'était qu'une concession momentanée qui aurait naturellement cessé avec l'armistice, et que les Allemands s'étaient réservé de ré-

voquer, même si on faisait la paix. M. de Bismarck faisait dépendre tout de « l'état des esprits » et de nos « procédés; » c'était beaucoup demander et s'engager peu. Évidemment, si dans une population de 2 millions d'âmes il avait pu y avoir de la sagesse, de la prévoyance et même un certain tact, on aurait compris qu'il fallait éviter de fournir des prétextes; mais on vivait à un moment où l'amertume de la défaite n'était pas une conseillère de modération et où le plus simple ménagement passait pour une trahison. Il y avait à Paris, comme à Bordeaux et à Marseille, d'étranges patriotes qui se figuraient qu'après avoir rendu les armes il n'y avait rien de mieux que de parler encore de la « lutte à outrance, » de continuer une guerre d'injures et de polémiques violentes. Les Allemands étaient dans nos forts, ils pouvaient nous foudroyer, s'ils voulaient, arrêter à chaque instant les ravitaillemens de la ville, et on les défiait, on les menaçait, on leur disait qu'ils n'oseraient pas mettre le pied dans Paris. « Les barbares s'arrêtent aux portes de la ville sainte, » écrivait-on dans des proclamations affichées sur tous les murs. Il en résultait que, lorsque M. Thiers et M. Jules Favre allaient à Versailles pour négocier la paix, M. de Bismarck leur disait avec un certain ressentiment, peut-être calculé : « Vous voulez que nous arrêtions notre armée devant les portes de Paris quand on nous brave ainsi! » M. Thiers avait beau épuiser son énergie et son éloquence pour sauver la grande ville jusqu'au bout, il n'obtenait rien. On lui offrait, il est vrai, de ne pas entrer dans Paris, s'il voulait céder Belfort. « Non, non, s'écriait-il de l'accent d'un patriotisme douloureux et résigné, plutôt que de perdre notre fontière, j'aime mieux toutes les humiliations qu'il vous plaira de nous infliger; entrez, si vous le voulez, mais je garde Belfort. » Paris avait failli payer de la famine les violences de M. Gambetta, maintenant il payait d'une occupation étrangère les folies de ses agitateurs, mais l'épreuve pour lui se trouvait du moins adoucie par cette pensée que le sacrifice de son inviolabilité servait à racheter Belfort.

L'entrée des Prussiens se liait aux préliminaires de paix signés le 24 février à Versailles. Ce n'est pas cependant par ces préliminaires qu'elle était consentie et réglée. Elle était une condition du renouvellement de l'armistice, qu'on avait dû prolonger du 19 jusqu'au 26 février, puis jusqu'au 12 mars, pour laisser à l'assemblée de Bordeaux le temps de se prononcer sur la paix qu'on venait de signer. Seulement il était entendu que l'occupation cessait par le fait même de la ratification des préliminaires. Ainsi cette occupation se trouvait limitée entre le jour où l'on avait signé le renouvellement de l'armistice et une date que l'assemblée pouvait rapprocher beaucoup. De plus on avait fait ce qu'on avait pu pour la circonscrire et l'atténuer.

Les Prussiens ne devaient entrer qu'au nombre de 30,000 hommes, ils ne devaient occuper réellement que les Champs-Élysées, l'espace entre la rive droite de la Seine et la rue du Faubourg-Saint-Honoré, sans dépasser la place de la Concorde. Que les Allemands aient cédé à la tentation de se montrer dans Paris, ce n'est peut-être pas si extraordinaire, et M. Jules Favre aurait été sans doute assez embarrassé de répondre lorsque M. de Bismarck lui disait : « Supposez vos soldats arrivés aux portes de Berlin; rien ne les aurait empêchés d'y faire une entrée triomphale... » Puisque les Prussiens avaient tant fait cependant, puisqu'ils avaient consenti par le premier armistice à ne point franchir les portes de Paris, que gagnaient-ils à rétracter cette concession faite à l'honneur de la défense? C'était après tout une entrée restreinte, équivoque, peu flatteuse pour leur orgueil, qu'ils acceptaient, et c'est pour cela, pour ce médiocre triomphe, qu'ils s'exposaient à provoquer les ressentimens d'une ville bouillonnante d'émotions, qu'ils couraient la chance d'un combat, qui, selon le mot de M. Thiers, « serait un malheur pour nous et pour eux une honte éternelle, » si Paris venait à être dévasté. Avec un peu plus d'élévation d'esprit et de prévoyance, ils n'auraient pas insisté; dès qu'ils insistaient, quel moyen avait-on de leur disputer sérieusement le prix de leur victoire? Le général Trochu, désormais hors du pouvoir, se croyait obligé de reprendre la parole, et d'écrire une lettre pour dire que les Prussiens n'avaient pas le droit d'entrer dans Paris, qu'ils devaient les honneurs de la guerre à la ville dont ils n'avaient pas forcé les défenses, que, s'ils persistaient, il fallait leur abandonner le gouvernement de la cité, et les laisser ouvrir les portes par le canon sans répondre. Cette lettre fort inattendue était certainement aussi imprudente qu'inopportune, d'abord parce que le général Trochu lui-même n'avait pas cru devoir employer cet expédient d'abandonner le gouvernement de la cité à l'ennemi, puis parce que ce n'était pas le moment d'exciter une population déjà trop enflammée.

A peine le bruit de l'entrée prochaine des Prussiens se répandait-il en effet dans Paris, qu'une animation extraordinaire éclatait de tous côtés. La population était violemment émue; les bataillons de garde nationale se rassemblaient, décidés, disaient-ils, à empêcher l'ennemi de pénétrer dans la ville. Les troupes désarmées se mêlaient au peuple et fraternisaient avec lui; les marins eux-mêmes subissaient la contagion. Au premier moment, on avait cru que l'entrée était pour le 26 au soir ou pour le 27 février, et si elle se fût effectuée alors, un conflit eût été difficile à éviter. Des masses de gardes nationaux se portaient pendant la nuit vers les Champs-Élysées. Ce ne fut heureusement qu'une alerte, on avait encore deux jours; mais

les agitateurs, s'emparant du mouvement, en profitaient pour accomplir leurs desseins. Sous prétexte de ne pas laisser l'artillerie à la disposition de l'ennemi, on allait enlever tout ce qu'il y avait de canons au Ranelagh, à la place Wagram, sur les remparts, et on les faisait refluer dans l'intérieur, vers Montmartre, vers la Place-Royale, où l'on formait des parcs surveillés et gardés avec une sévérité jalouse. On pillait les poudrières, les dépôts de munitions. Le gouvernement laissait tout faire parce qu'il ne pouvait rien empêcher. Il assistait impuissant à ce déchaînement d'une ville surexcitée et abusée dans son patriotisme, livrée en réalité à des meneurs dont on distinguait l'action, mais qu'on ne pouvait saisir, et contre lesquels on ne pouvait dans tous les cas prendre des mesures pour le moment. La question la plus urgente était d'empêcher tout conflit avec l'ennemi, et c'était là justement le souci du général Vinoy, qui, n'ayant sous la main qu'une seule division armée, la division Faron, prenait toutes ses dispositions pour établir des postes, une première ligne de troupes sûres autour de l'espace où devaient camper les Allemands. Tous les débouchés étaient gardés; on avait fait ce qu'on avait pu pour aborder sans trop de risque cette épreuve redoutable et redoutée de l'occupation infligée à une partie de Paris.

C'est le 1er mars entre neuf heures et midi que l'ennemi faisait définitivement son entrée. Dès le matin, le roi Guillaume accompagné du prince royal, de M. de Moltke, avait voulu passer la revue de ses troupes au bois de Boulogne, sur le terrain même où trois ans auparavant il assistait en hôte et en ami à une revue de l'armée française. Puis les troupes d'occupation, qui se composaient de détachemens du VIe corps prussien, du XIe corps, du IIe corps bavarois, s'acheminaient militairement vers Paris, précédés d'éclaireurs qui se montraient les premiers, le mousqueton au poing, sur les Champs-Élysées; elles étaient sous le commandement supérieur du général von Kamecke. Le chef allemand, arrivé au palais de l'Industrie, s'avançait à la tête de son état-major jusqu'à la place de la Concorde, dont il faisait le tour comme pour en prendre possession. La place était à peu près vide et avait un aspect étrange avec sa solitude peuplée seulement de cette statue de Strasbourg, encore couverte de toutes les couronnes dont on l'avait décorée, et des autres statues des villes de France, dont une main inconnue avait pendant la nuit voilé la face d'un crêpe noir. Toutes les issues par la rue de Rivoli, par le quai, étaient barricadées et gardées. Au-delà c'était la ville grondant sourdement, hérissée dans son deuil. Dès qu'on avait su que l'ennemi entrait décidément, la vie ordinaire semblait s'être arrêtée. Les journaux avaient suspendu leur publication. La Bourse, les tribunaux, étaient fermés; les magasins restaient clos;

sur les boulevards et dans quelques rues pendaient aux fenêtres des drapeaux noirs. Aux abords de la place de la Concorde, derrière nos postes se pressait une foule passionnée et curieuse. Le point important, c'est que dans ce premier moment on avait pu éviter tout accident, tout conflit. La crise ne restait pas moins périlleuse, si elle se prolongeait. Ici tout dépendait de ce qui se passait à Bordeaux. M. Thiers, aussitôt après avoir signé les préliminaires, s'était hâté de partir le 27; on ne perdait pas une minute. L'assemblée elle-même, sentant le prix du temps, comprenant que chaque heure de retard aggravait l'épreuve de Paris, l'assemblée, résignée à la nécessité de la paix, hâtait ses délibérations. Après un court et douloureux débat, on sanctionnait l'œuvre de M. Thiers, et au moment où les Allemands en étaient encore à s'installer dans les Champs-Élysées, la nouvelle arrivait tout à coup dès le 1er mars à sept heures du soir que l'assemblée nationale venait de ratifier les préliminaires de Versailles. A dix heures, M. Jules Favre notifiait à M. de Bismarck cette ratification, qui impliquait la retraite immédiate des troupes allemandes. A minuit, Paris savait déjà qu'il allait redevenir libre.

Les Prussiens n'avaient point évidemment compté sur une aussi prompte solution, et M. de Bismarck, un peu surpris, n'avait d'autre ressource, pour gagner quelques heures, que d'employer un subterfuge de diplomatie d'ailleurs assez naturel. Il réclamait l'instrument authentique de la ratification; mais ici encore on avait tout prévu à Bordeaux, on avait tout préparé, de telle façon que M. Thiers pouvait repartir presque aussitôt après le vote pour être à Paris le lendemain à midi. Il était certes impossible de déployer une activité plus dévouée et d'aller plus vite. Malgré tout cependant, on ne pouvait enlever aux Prussiens cette journée du 2, qui était la plus grave précisément parce qu'aux yeux des Parisiens elle ressemblait à une prolongation abusive de l'occupation, à un excès plus criant de la force. Les Allemands voulaient au moins profiter de cette dernière journée pour exercer un droit que le roi Guillaume avait tenu à leur réserver, celui de visiter les Invalides et le Louvre. Dès le matin du 2, un officier du roi, le prince Putbus, arrivait pour réclamer et régler l'exécution de cette condition. Quant aux Invalides, le général Vinoy faisait observer qu'on pouvait les visiter, si on voulait, puisqu'on en avait le droit, mais qu'on allait se trouver en dehors de la zone d'occupation, dans un quartier agité, exalté, où tout était possible, et que pour lui, n'ayant pas de troupes, il ne répondait de rien. Après avoir insisté un moment, l'envoyé du roi de Prusse convenait en effet que « le feu était près des poudres, » et on abandonnait les Invalides. Quant au Louvre, le général Vinoy eut beau faire remarquer que la visite serait sans intérêt, que la

plupart des tableaux avaient été enlevés; on y tenait, il fallut s'exécuter, et cette visite du Louvre était, à vrai dire, la scène la plus grave de l'occupation. De jeunes officiers allemands, parcourant les galeries, eurent la malencontreuse idée de paraître aux croisées. Aussitôt la foule amassée autour du Louvre éclatait en cris furieux; l'exaspération était à son comble. Les Allemands à leur tour mettaient leur orgueil à braver cette multitude, à répondre injure pour injure. D'un autre côté, les mêmes scènes se reproduisaient dans le jardin des Tuileries entre des officiers prussiens paradant avec leurs escortes armées et la foule qui grossissait dans la rue de Rivoli, qui menaçait de briser les grilles. Le général Vinoy, prévenu à temps du danger, se hâtait de prendre des mesures au Louvre comme aux Tuileries, en interrompant visites et promenades.

C'était assurément ce qu'il y avait de plus sage, si l'on voulait éviter une collision. Pendant ce temps, M. Thiers était arrivé à Paris, M. Jules Favre avait pu partir aussitôt pour Versailles porteur de la ratification authentique. Dès lors plus de visites possibles au Louvre, la retraite des troupes allemandes devenait immédiatement exigible. L'occupation était légalement finie le 2 à trois heures, elle cessait matériellement le 3 au matin. Dans la journée du 2, on avait renouvelé une partie des troupes, de sorte que par le fait on peut dire que quelque cinquante mille Allemands étaient entrés; ils avaient passé plutôt que campé dans Paris. La rapidité des décisions de l'assemblée et le dévoûment infatigable de M. Thiers avaient heureusement abrégé cette crise en réduisant l'occupation allemande à une apparition, toujours dangereuse sans doute, et après tout assez peu flatteuse pour ceux qui en étaient les héros.

Voilà donc où aboutissait ce grand siége, par lequel Paris, jouant son rôle de premier soldat de la France, avait fait tout ce qu'il pouvait faire pour laisser aux armées de province le temps de se reconstituer, de relever la défense nationale, si c'était possible. Pour les Allemands, il finissait par une assez mesquine satisfaction d'amour-propre. Les Allemands auraient pu s'honorer et se grandir en honorant dans sa chute une ville dont rien n'avait pu ébranler la constance, qui n'avait rendu les armes qu'en perdant le dernier moyen de vivre; ils préféraient une entrée médiocre, presque furtive, entourée de plus de précautions que d'éclat. Avec une force qui eût été irrésistible, ils semblaient vraiment n'être pas bien sûrs d'eux-mêmes. Ni le roi Guillaume, ni le prince royal, ni M. de Moltke, ne venaient à Paris. Après la revue du bois de Boulogne, ils avaient regagné Versailles. M. de Bismarck ne faisait une apparition dans l'avenue de la Grande-Armée que pour se retirer aussitôt. Ces troupes qui avaient la puissance de nous enlever des provinces res-

taient en quelque sorte parquées dans un quartier isolé, quoique somptueux, n'ayant sous les yeux d'autre spectacle que des signes de deuil, voyant se dresser de tous côtés devant elles des barricades qui les séparaient de la ville. Après quarante-huit heures d'une occupation si peu brillante, elles se retiraient, et pour unique vengeance on aurait pu murmurer sur leur passage ce récit triomphal que M. de Bismarck, prenant le passé pour modèle, faisait publier dans son *Moniteur* de Versailles, qui ressemblait en ce moment à une représaille ménagée d'avance par M. Thiers à l'orgueil offensé de Paris ; « le 28 octobre 1806, Napoléon fit son entrée à Berlin en triomphateur... La garde impériale richement vêtue était ce jour-là plus imposante que jamais. En avant, les grenadiers et les chasseurs à cheval; au milieu, les maréchaux Berthier, Duroc, Davout, Augereau, et au sein de ce groupe, isolé par le respect, Napoléon dans le simple costume qu'il portait aux Tuileries et sur les champs de bataille, Napoléon objet des regards d'une foule immense, silencieuse, saisie à la fois de tristesse et d'admiration. Tel fut le spectacle offert dans la longue et vaste rue de Berlin qui conduit de la porte de Charlottenbourg au palais des rois de Prusse... » Ce n'était pas là pour sûr le spectacle qu'offraient les Champs-Élysées et la rue de Rivoli le 1er et le 2 mars 1871!

En toute vérité, le roi Guillaume, le nouvel empereur d'Allemagne, et son tout-puissant conseiller, M. de Bismarck, s'étaient trompés. Comme récompense militaire de l'armée allemande, ce n'était pas assez, ce n'était même pas digne des actions de guerre de ces soldats, de leurs victoires sur une des premières armées du monde, si obstinément trahie par la fortune. Pour la prudence et la politique, c'était beaucoup trop. Par cette entrée obscure, M. de Bismarck avait ajouté peu de gloire aux succès de l'Allemagne, mais il avait fait plus de mal qu'il ne le croyait lui-même. Il avait achevé la démoralisation de Paris, donné des forces nouvelles aux passions les plus redoutables, offert à la sédition toujours menaçante une occasion de s'emparer de toute cette artillerie, arme de guerre civile après la guerre étrangère. Il s'était préparé sans le savoir des complices ou des vengeurs qui ne craignaient pas d'ajouter aux humiliations publiques, et ce que l'ennemi n'avait pu faire, des malfaiteurs d'une vulgarité sinistre, infidèles à leur patrie, allaient le tenter; ils allaient, eux, occuper Paris en barbares, essayer de l'avilir par leurs excès et obscurcir momentanément l'honneur d'un siége qui par lui-même, dans son ensemble, restera malgré tout un des événemens les plus extraordinaires de l'histoire.

CHARLES DE MAZADE.

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

AVANT LA RÉVOLUTION DE 1789

PREMIÈRE PARTIE.

LES ORIGINES DE L'ADMINISTRATION ROYALE.

Le génie de la vieille monarchie a été mis dans un jour lumineux par Alexis de Tocqueville; dans son beau livre sur *l'Ancien régime et la Révolution*, il a saisi les caractères essentiels de ce gouvernement avec autant de sagacité que de profondeur. Il est loin cependant de nous en signaler tous les aspects, et, faute d'avoir pénétré dans les détails, il n'a pas suffisamment fait ressortir les transformations que l'ancien régime a subies dans son organisation et son esprit. Il nous montre bien le travail de la centralisation ruinant l'édifice féodal, mais il ne marque point les phases successives de cette œuvre séculaire; il n'indique pas assez en quoi l'administration sortie de la lutte de la royauté contre la puissance seigneuriale différait de celle dont la révolution nous a dotés. Le système administratif qui remplaça graduellement la féodalité se distingue nettement de celui qu'on voit poindre sous les derniers Valois, qui s'installe sous Richelieu et arrive à sa plus complète expression vers la fin du règne de Louis XIV. Les rois opposèrent surtout à la puissance des nobles les cours de justice, qui représentaient leur autorité souveraine. Ces cours grandirent rapidement en importance; étendant leur surveillance à toutes les branches de l'administration, elles finirent par les dominer. Les nobles perdirent peu à peu le droit d'administrer et de juger que leur avait donné le régime précédent.

Tout d'abord, au gouvernement des seigneurs ou de leurs officiers succéda celui des officiers du roi, grands dignitaires ou personnages de haute naissance, qui se firent bientôt remplacer par des lieutenans, des délégués, des officiers inférieurs, dont l'administration tomba plus facilement sous la juridiction des hautes cours judiciaires instituées par le roi; une fois détachés des grands feudataires dont ils émanaient, ces officiers secondaires se constituèrent à leur tour en tribunaux que la royauté subordonna aux cours supérieures et souveraines par le lien de la hiérarchie et de l'appel. Le nombre et la compétence de ces corps de judicature allèrent en s'augmentant. Tandis qu'au commencement de la troisième race l'administration appartenait presque partout aux hommes de guerre, à l'époque de la renaissance elle était au contraire envahie par les hommes de robe, et l'on s'en trouvait bien, car les magistrats n'avaient pas les façons violentes de procéder de la noblesse militaire; ils statuaient d'après une jurisprudence fondée sur les ordonnances et sur les déclarations du roi ou les coutumes qu'il avait confirmées; ils donnaient à la justice plus de garanties, apportaient à la décision des affaires plus de lumières et d'esprit de suite.

La séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire n'avait point existé au temps de la féodalité, elle tendait à s'établir dès la fin du XIIIe siècle; mais l'autorité judiciaire, si longtemps confondue avec l'omnipotence seigneuriale, empiéta à son tour sur l'autorité administrative. Celle-ci fut placée dans la dépendance des juridictions : investies du contrôle, les cours de justice arrivèrent en fait à gouverner les affaires, en sorte que les administrations, pour acquérir l'indépendance, durent prendre les caractères et les allures de cours de justice. Les questions se traitaient par des arrêts, les décisions se formulaient par des sentences. L'autorité, en principe absolue, du roi se trouvait de plus en plus emprisonnée par une jurisprudence tyrannique qui prétendait tout régler à l'avance, statuer par voie de jugement sur des affaires n'ayant aucunement le caractère de procès, qui ne laissait qu'une mince part à l'initiative gouvernementale et à l'appréciation de l'agent chargé de l'exécution. Le monarque, en travaillant à soumettre à son obéissance des vassaux indépendans et des administrations communales, s'était, sans le vouloir, mis en tutelle; il lui fallut s'affranchir de la magistrature comme il s'était affranchi de la noblesse.

Il n'entreprit pas de renverser violemment l'obstacle qu'il s'était créé; il recourut au même moyen dont il avait usé à l'égard du régime féodal. Il modifia les attributions et les compétences de façon à soustraire aux cours de justice une bonne partie de leur autorité : il évinça graduellement du domaine de l'administration les tribu-

naux qui l'occupaient presque tout entier, et, au lieu de magistrats propriétaires de leurs offices, se les transmettant l'un à l'autre par vente ou hérédité, échappant ainsi à son action directe, il eut des fonctionnaires à sa nomination qu'il pouvait révoquer quand bon lui semblait, et qui étaient les instrumens dociles de son pouvoir. Ces fonctionnaires substituèrent, dans la sphère de leurs attributions, qui ne cessa de s'étendre, le régime purement administratif au régime judiciaire. L'arbitraire royal ou plutôt ministériel remplaça dans la manutention des affaires et dans le fonctionnement des services publics la législation rigide et chicanière des tribunaux. Cette transformation, qui s'opéra aux XVIIe et XVIIIe siècles, rencontra dans la magistrature une résistance opiniâtre et systématique; elle ne s'accomplit que partiellement, tant à raison de la prudence des rois, qui respectaient dans une certaine mesure les vieilles institutions, que par la difficulté qu'il y avait à tout réorganiser. Aussi la France, quand éclata la révolution, offrait-elle encore dans son administration des formes essentiellement judiciaires, et tout l'appareil gouvernemental, dans lequel Richelieu et Louis XIV avaient porté la dissolution, restait debout, semblable à un arbre dont la moelle est détruite, mais qui vit encore par l'écorce. L'ancien régime était d'ailleurs comme ces édifices qui ont été remaniés à diverses époques et présentent d'étranges disparates de style; il formait un assemblage d'institutions de caractères fort différens. A côté des vestiges de la féodalité s'offrait l'ensemble des institutions judiciaires du XIVe, du XVe et du XVIe siècle, s'affaissant sous le poids des premières assises de l'administration royale, dont la centralisation au conseil d'état devait être le couronnement.

Pour avoir une notion claire de ce curieux phénomène, il faut jeter un coup d'œil sur l'histoire de l'organisation administrative et judiciaire de la France, se représenter le jeu de cette machine, en suivre les modifications et en indiquer les effets. C'est ainsi qu'on pourra juger du changement que la révolution a opéré dans notre pays. Elle n'a pas seulement donné une nouvelle forme à la société, elle a métamorphosé le système administratif de la France, ou, pour mieux dire, elle a précipité l'achèvement du plan que la royauté poursuivait depuis un siècle et demi. L'on ne comprendrait pas l'œuvre intérieure de 1789, si l'on négligeait d'étudier ce qu'était le régime qu'elle a renversé. Après les savans travaux de MM. Pardessus, C. Dareste de la Chavanne, R. Dareste, A. Chéruel, le vicomte de Luçay, la tâche est devenue moins difficile; il nous suffira souvent d'ajouter quelques aperçus à leurs recherches.

I.

Quand la féodalité arriva chez nous à son plus complet développement, le roi exerçait le gouvernement dans le domaine, dont il avait la propriété directe et immédiate, comme dans le leur les grands feudataires. Quoique ceux-ci dussent au monarque foi et hommage, et fussent en certains cas justiciables de l'assemblée de leurs pairs, le roi, qui la présidait, n'était en réalité que le premier des barons de son royaume, en sorte que le domaine royal offrait sur une échelle un peu plus étendue la même organisation que les domaines des vassaux. Le roi et les grands feudataires avaient pour ministres les premiers officiers de leur maison. Considérant le pays qu'ils gouvernaient comme leur propriété privée, vivant de leurs revenus comme le faisait un simple seigneur, ne levant point d'impôts, mais percevant des redevances, des rentes, des cens, des fermages, ils subordonnaient à leurs besoins personnels ce que nous appelons aujourd'hui les services publics; ils administraient les provinces comme un particulier exploite ses terres, commandaient aux populations comme un maître ou un patron commande à ses serviteurs. Ainsi les principaux domestiques du monarque et des grands feudataires cumulaient l'administration du domaine de leur maître et le service du palais où il habitait, les différentes branches de l'une n'étant que des dépendances de l'autre; de même qu'ils statuaient sur les contestations entre gens placés sous leurs ordres, ils prononçaient sur les différends relatifs aux biens qu'ils géraient, aux besoins auxquels ils avaient à pourvoir; ils faisaient la police des hommes exerçant une profession ou un emploi qui les plaçaient dans leur dépendance. Comme l'autorité du roi et des nobles avait par-dessus tout un caractère militaire, comme la guerre était la grande occupation de l'aristocratie féodale, que d'ailleurs à cette époque tout le monde y prenait part dans la classe des hommes libres, même souvent les évêques et les abbés, presque tous les officiers de la maison du prince étaient des guerriers qui suivaient celui-ci à l'armée. Seules, les fonctions qui exigeaient la connaissance des lettres étaient exercées par des dignitaires ecclésiastiques et par des clercs. Ainsi à la cour des Carolingiens, dont Adalard, dans un écrit que l'archevêque Hincmar nous a conservé, expose l'organisation, on trouvait un ensemble d'officiers présentant le caractère que je viens d'indiquer. A leur tête se plaçait le chapelain (*capellanus*) ou apocrisiaire, qui était chargé de toutes les affaires ecclésiastiques, en même temps qu'il remplissait près du roi les fonctions de grand-aumônier. Il avait sous sa dépendance tous les clercs du pa-

lais, et la science qu'il devait posséder en droit canon et civil, science dont l'étude ne se séparait guère alors de la théologie, le faisait choisir pour le défenseur des intérêts politiques de la maison royale : aussi Adalard le qualifie-t-il de *palatii custos*. Le grand-chancelier (*summus cancellarius*) lui était adjoint dans la gestion des affaires; il était le chef des notaires et secrétaires du roi occupés à transcrire et à garder ses ordonnances. Venait ensuite le grand-chambrier (*camerarius*), à qui appartenait la surveillance de l'ameublement et de l'entretien intérieur de la demeure royale; il était le gardien de la bourse du prince, le dispensateur de ses largesses, le chef des serviteurs du corps et de la garde-robe. Au comte du palais (*comes palatii*) était dévolue la juridiction sur tous les officiers de la maison; les contestations qui s'élevaient entre eux étaient portées à son tribunal. Le sénéchal (*senescalcus*) remplissait les fonctions de grand-maître d'hôtel et d'intendant de la maison; il avait sous ses ordres le maréchal des logis ou *mansionarius*. Le bouteiller (*buticularius*) était le grand-sommelier. Enfin le soin des écuries et des chevaux revenait au connétable (*comes stabuli*). Après ces officiers s'en trouvaient d'autres d'un rang moins élevé, tels que les veneurs et le fauconnier.

L'étroite liaison des fonctions domestiques et de la régie du domaine royal valut tout naturellement à ces grands-officiers une juridiction particulière qui découlait du département à eux attribué. Tandis que le comte du palais était le prévôt de l'hôtel, le sénéchal chargé de l'administration des revenus du roi devint le grand-juge en matière domaniale, et, l'office du comte du palais ayant été supprimé, il se trouva représenter, à raison de l'importance et de l'étendue de ses attributions, le principal officier de la cour du roi. Les Capétiens avaient craint que le comte n'usurpât, comme l'avait fait jadis le maire du palais, l'autorité souveraine, et, quand le sénéchal parut à son tour trop puissant, ils en abolirent la charge.

La cour de chaque grand feudataire fut l'image un peu amoindrie sans doute de celle du roi. Au commencement de la troisième race, on y retrouvait les mêmes charges et presque la même distribution des offices. Ainsi chaque grand vassal eut son sénéchal, son chancelier, son chambrier ou chambellan, son connétable, etc. Ces officiers, en prenant de jour en jour plus d'importance, renoncèrent peu à peu à leurs fonctions serviles, ou plutôt ils ne les exercèrent plus que dans des occasions solennelles; ils s'en déchargèrent sur des domestiques d'un ordre secondaire, qui grandirent aussi à leur tour en importance, et constituèrent bientôt des grands-officiers de la cour, tandis que ceux qu'ils avaient remplacés s'élevaient au rang de grands dignitaires de l'état. Le sénéchal du roi devint ce

qu'on appela le grand-sénéchal de France, l'intendant-général des domaines de la couronne. Il eut son tribunal, où il statuait sur les questions relatives à ce domaine; il affermait les terres royales et veillait à la rentrée des revenus. Quand le roi allait en guerre, il commandait les hommes d'armes, au départ marchant à l'avant-garde, au retour à l'arrière, faisant dresser le pavillon de son prince et portant souvent sa bannière. Il laissait au grand-bouteiller et au grand-panetier le soin de pourvoir à la bouche du roi, et, en vue d'assurer l'approvisionnement, ces officiers reçurent une juridiction spéciale, le premier sur les marchands de vin et de cervoise, les taverniers, les hôteliers du lieu où résidait le roi, le second sur les boulangers. Afin de mieux assurer l'entretien de la garde-robe royale, le grand-chambrier, qui s'appela ensuite le grand-chambellan, eut juridiction sur les merciers, pelletiers, fripiers et cordonniers de la capitale.

Les plus élevés d'entre ces grands-officiers eurent naturellement entrée au conseil du souverain. C'est au sein de ce conseil que le roi exerçait le gouvernement. Entouré des grands dignitaires de son palais et d'un certain nombre de personnages de confiance ou de haute condition, il prenait connaissance des affaires de son royaume. Les attributions du conseil royal étaient tout à la fois politiques, administratives, financières et judiciaires; il représentait simultanément le conseil privé, le conseil des ministres et le tribunal suprême. La composition n'en était ni fixe ni arrêtée à l'avance, elle variait suivant l'occurrence et la nature des affaires à examiner; mais, placés près de la personne du roi, les grands-officiers du palais y prenaient rang habituellement. L'arrêt que rendit en 1224 cette cour, formée surtout de prélats et de barons, consacra comme un droit ce qui n'était auparavant qu'un usage, et il appartint aux quatre grands-officiers de l'hôtel tels qu'ils étaient reconnus alors, c'est-à-dire au chancelier, au bouteiller, au chambellan et au connétable, de siéger à cette cour, qu'on appelait aussi la cour des pairs, parce que les grands barons y étaient jugés par leurs égaux. A cette époque, la charge de grand-sénéchal avait déjà disparu; Philippe-Auguste l'avait abolie en 1191. Cette mesure se liait à une révolution qui commençait à s'opérer dans l'ordre administratif et judiciaire.

Les ducs et les comtes, en devenant des gouverneurs de province à titre héréditaire, s'étaient changés en grands vassaux de la couronne; ils exerçaient comme une propriété l'autorité militaire, administrative et judiciaire, qu'ils réunissaient dans le principe entre leurs mains comme représentans du pouvoir royal. Ils déléguèrent cette autorité à des officiers qui se l'inféodèrent à leur tour. Ces offi-

ciers étaient d'abord des lieutenans ou vicaires du comte, des vicomtes, comme on les appela souvent, et dont quelques-uns s'attribuèrent dans la contrée dont ils étaient les sous-gouverneurs une souveraineté quasi indépendante. Devenus héréditaires et arrière-vassaux, ces lieutenans usurpèrent des droits presque régaliens. Le nombre de ces vicomtes et l'étendue de leur juridiction ayant varié suivant les provinces, l'inféodation de leurs charges donna naissance à des seigneuries d'un caractère variable, d'un rang plus ou moins élevé dans la hiérarchie des fiefs née de l'établissement du système féodal; mais le duc ou le comte, c'est-à-dire le grand feudataire, n'en demeura pas moins en principe le chef du gouvernement de la province qu'il considérait comme son domaine. Partout où son autorité supérieure était reconnue, il avait le caractère de juge et d'administrateur suprême. Sauf en des cas rares qui donnaient lieu au recours au conseil du roi, arbitre avec les grands barons des contestations qui s'élevaient entre lui et les grands feudataires ou entre ceux-ci, c'était au tribunal du comte que les causes des nobles étaient portées; l'on y était jugé par ses pairs, car le comte y siégeait entouré de ses propres vassaux. Chaque grand feudataire eut donc aussi sa cour à lui, où prenaient place les principaux officiers de sa maison. Il s'ensuivit que dans les grands fiefs comme dans le domaine royal l'importance des grands-officiers de la cour alla d'abord en croissant, ce qui aboutit presque partout à en faire les chefs de l'administration. Le sénéchal ou intendant de la maison du comte ou du duc eut dans la quasi-totalité des grands fiefs l'administration du domaine avec une juridiction supérieure, en sorte qu'il fut réellement le lieutenant ou vicaire du haut baron. Quand celui-ci venait à réunir en sa possession plusieurs provinces ou quand il avait des états trop étendus pour être administrés par un seul et même intendant, il établissait plusieurs sénéchaux, et assignait à chacun une circonscription. Ne résidant plus près du comte, ces officiers se transportaient de temps à autre près de leur maître pour lui rendre compte de leur gestion; ils commandaient les hommes d'armes de leur sénéchaussée, tenaient des assises, surveillaient la perception des revenus du prince et levaient les tailles extraordinaires; mais il eût été difficile aux sénéchaux, vu la multiplicité de leurs attributions, de descendre dans le détail de l'administration et de diriger par eux-mêmes les divers services qu'elle embrassait. Au-dessous du sénéchal furent conséquemment placés des préposés ou *prévôts*, qu'on appela dans le midi de la France des *bayles*, et qui en Normandie furent simplement désignés sous l'ancien nom de *vicomte*. Ces officiers inférieurs se partagèrent la régie des divers cantons du domaine seigneurial. Au temps des premiers Capétiens, les offices de prévôt et de bayle

se mettaient aux enchères; les sénéchaux devaient les affermer le plus cher qu'ils pouvaient. Il s'ensuivait que le pauvre peuple était singulièrement molesté, et les prévôts avaient besoin d'être armés d'autorité pour faire payer les contribuables. Ils eurent en conséquence leur juridiction; ils étaient investis du droit de poursuivre les récalcitrans et de les condamner à l'amende ou à des peines plus sévères. Toutefois dans le midi de la France, où se conservaient les traditions de la jurisprudence romaine, où le sentiment du juste était plus vif, on n'avait pas voulu que le juge eût intérêt à punir : la juridiction était remise à des officiers spéciaux, à de véritables magistrats, les *viguiers;* les bayles percevaient seulement le produit des amendes. En d'autres cantons, il y avait des juges (*judices*). De là les circonscriptions de la France méridionale appelées *vigueries* et *jugeries*.

Les prévôts ou les bayles, qui existaient aussi bien dans le domaine royal que dans celui des grands feudataires, tout en louant les terres du seigneur, qu'ils sous-loüaient ensuite à des fermiers proprement dits, exerçaient dans leur circonscription la police par une conséquence naturelle de la juridiction dont ils étaient armés. Leurs fonctions prenaient ainsi un certain caractère militaire qui appartenait d'ailleurs alors à presque toutes les autorités, et ils avaient sous leurs ordres des sergens pour arrêter les prévenus. Je ne parle pas ici de certaines villes qui gardaient leur indépendance, s'administraient elles-mêmes tout en relevant de l'autorité du comte, et échappaient par là, sous bien des rapports, à l'autorité des prévôts et des bayles, indépendance conservée en dépit des progrès de la féodalité ou achetée du seigneur, accordée même quelquefois par celui-ci en retour de certains services.

Les châteaux ou petites forteresses avaient aussi, leur territoire compris, des gouverneurs ou châtelains qui s'en étaient constitués les propriétaires, et y exerçaient à ce titre une juridiction. Quoique cette juridiction ne fût pas dans le principe supérieure à celle des prévôts, les châtelains s'étaient attribué dans plusieurs des villes ou bourgs que leur château commandait une plus grande autorité; ils représentaient des vassaux plutôt que des mandataires de l'autorité du seigneur haut-justicier.

Tant que ces officiers restèrent sous les ordres et dans la dépendance complète du comte ou duc, celui-ci n'avait pas rencontré en eux des souverains au petit pied; mais, quand leurs charges commencèrent à s'inféoder par suite d'abus ou de violences, il en résulta des obstacles et des embarras pour l'exercice de l'autorité suzeraine. La bonne administration et la bonne justice en souffrirent. Juger ou percevoir des redevances n'était plus pour les châtelains

l'acquittement d'un devoir imposé par leur emploi, ce n'était plus servir le seigneur, c'était exercer un droit personnel en vue d'un profit; ils s'en prévalaient comme d'une marque de souveraineté, ils le regardaient comme attaché à leur famille, à leur manoir, à leurs propres terres. Sans doute les justices, les vigueries, les châtellenies, ne furent pas partout inféodées, mais elles l'étaient le plus ordinairement, et elles menaçaient de l'être partout. Une fois élevés au rang de seigneurs terriens, les officiers s'efforçaient d'accroître leurs prérogatives et leurs attributions. Les bayles s'arrogèrent en certains cantons le droit de juger les procès; les prévôts étendirent leur juridiction à toute sorte de délits, même aux litiges entre particuliers. Les châtelains en divers lieux exercèrent la haute justice.

Supprimer brusquement toute cette organisation était chose impossible. Les grands vassaux, pas plus que le roi, n'avaient la force nécessaire pour abattre d'un coup ces mille tyrans. D'ailleurs les réformes soudaines et radicales n'étaient pas dans l'esprit de nos ancêtres. Le pouvoir procédait lentement : il minait peu à peu ce qu'il voulait détruire, et finissait par annuler l'institution dont il poursuivait la suppression tout en la laissant debout; elle tombait ensuite d'elle-même. Tous ces offices appartenaient à une aristocratie avec laquelle il fallait compter, et il était moins malaisé de lui enlever l'exercice de l'autorité que les avantages qui y étaient attachés : aussi la première mesure précéda-t-elle presque toujours la seconde. C'est ainsi qu'en agit Philippe-Auguste; saint Louis continua son œuvre avec plus d'ensemble et de ténacité. Le fils de Louis VII institua, pour remplacer le grand-sénéchal, des *baillis*, que les historiens ont désignés sous le nom de *grands-baillis*, afin de les distinguer des magistrats inférieurs appelés du même nom. Bien que choisis dans la noblesse, c'étaient moins des hommes d'épée que des magistrats. Ils eurent pour mission de recueillir les revenus du domaine royal, tant terres que deniers, fermes des prévôtés, produit des amendes, etc. Ils prélevaient sur les revenus les sommes nécessaires pour solder les dépenses de la province placée sous leur autorité. Leur juridiction était analogue à celle du sénéchal. Ils publiaient les lois et mandemens du roi et en assuraient l'exécution; ils jugeaient les causes des particuliers qui pouvaient donner lieu à prononcer des peines pécuniaires, car les amendes revenaient au domaine. Toutefois en bien des villes le jugement en première instance appartenait à la juridiction municipale; ailleurs, conformément à l'ancien usage, il était rendu par les hommes de fief ou *cotiers*, qui prononçaient sur leurs pairs, présidés seulement par le prévôt ou bailli inférieur. Saint Louis interdit aux prévôts-fermiers

de condamner à des amendes, et conséquemment de statuer sur les procès qui y pouvaient donner lieu. Il supprima même tout à fait la vénalité de la prévôté de Paris, en attachant à cette charge des émolumens et en y ajoutant les pouvoirs d'un bailli. On sait qu'il la confia au célèbre Étienne Boileau. Louis VIII ayant réuni à la couronne les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne, on ne remplaça pas dans ces circonscriptions les sénéchaux par des baillis; on se contenta d'étendre aux premiers les fonctions qu'exerçaient les seconds dans l'ancien domaine royal. De même, lorsque le domaine du comte Alphonse, frère de saint Louis, fut annexé à la couronne, on continua d'attribuer dans une bonne partie de ces états (comté de Toulouse, Quercy, Rouergue) aux juges, dont les circonscriptions s'appelaient jugeries, la juridiction du premier degré, enlevée par Alphonse aux bayles et aux prévôts. Les viguiers furent pareillement conservés dans les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire; mais on leur adjoignit bientôt des juges royaux dont les fonctions étaient annuelles. En Normandie, les vicomtes demeurèrent en possession de la justice; ils continuèrent à tenir leurs plaids et à juger entourés des hommes de fief.

Le roi eut donc désormais dans son domaine une administration judiciaire et financière à peu près uniforme. Plusieurs des grands feudataires imitèrent par la suite l'exemple que le suzerain leur avait donné. Les grands-officiers de leur cour perdirent une part notable de l'importance qu'ils avaient acquise, et dans ces états vassaux l'administration et la justice passèrent aux mains de véritables magistrats appelés souvent aussi baillis, et qui finirent, comme cela eut lieu notamment en Champagne, par avoir chacun leur ressort territorial dans le domaine de leur maître. En même temps, des conseillers, amovibles et à gages, parfois d'assez obscure origine, prenaient insensiblement dans la cour ou tribunal du comte ou du duc la place des barons, des prélats qui y siégeaient auparavant. Les nobles, ignorans de la jurisprudence et plus occupés de batailler que d'étudier les affaires, ne paraissaient qu'alors qu'il s'agissait pour leur suzerain de préparer les ordonnances qui intéressaient ses vassaux, de prononcer sur des cas graves où l'opinion de ceux-ci était indispensable. Au fur et à mesure que les grands fiefs se réunirent à la couronne, les offices de la maison de leurs anciens titulaires devinrent des charges relevant du roi, mais l'autorité en fut complétement annulée, et les attributions singulièrement réduites. Elles ne constituèrent plus guère qu'une distinction honorifique à laquelle restaient attachés divers avantages, qui se transmit parfois dans certaines familles sans donner aucun pouvoir effectif. En sorte que partout les grands-officiers du

roi évincèrent les grands-officiers du comte ou du duc. Charles V ne voulut même pas que les officiers de la cour des princes du sang conservassent la juridiction privée qui leur appartenait comme aux anciens grands-officiers du palais du roi, et il ordonna que tous les procès qui intéresseraient l'hôtel de ces princes ressortiraient au prévôt de Paris.

Le régime purement féodal avait donc commencé à faire place à un régime différent, où perçait déjà l'esprit de centralisation. Une organisation judiciaire et administrative nouvelle succédait à la hiérarchie qui s'était établie dans chaque grand fief, le domaine du roi compris, et l'administration de celui-ci perdait en même temps son caractère domestique.

II.

Plusieurs des grands-officiers de la cour de France demeurèrent, après la transformation qui vient d'être signalée, en possession de fonctions gouvernementales. Si le sénéchalat était aboli, il y avait encore le connétable, les maréchaux, le grand-chancelier, le grand-bouteiller; mais les attributions d'un ordre plus élevé que ces grands-officiers reçurent leur enlevèrent le caractère d'officiers du palais. Ils devinrent réellement de grands dignitaires de l'état, et c'est à ce titre que le nom de plusieurs d'entre eux se trouve mentionné au bas des diplômes royaux. Le connétable, qui en sa qualité de chef de l'écurie royale avait le commandement de la cavalerie, devint, à la fin du XIVe siècle, le général en chef de l'armée, et laissa au grand-écuyer le soin des équipages du roi. Les fonctions d'intendant de l'hôtel, dont le sénéchal avait été chargé, passèrent à celui qu'on appela le *grand-maître de l'hôtel du roi*, ou, par abréviation, le *grand-maître de France*. Le *grand-bouteiller* ou *bouteiller de France* fut au XIVe siècle président de la chambre des comptes. Il abandonna son ancien rôle domestique au premier échanson, qualifié, au commencement du XVIe siècle, de *grand-échanson*. De même le veneur, qui avait sous son intendance les eaux et forêts du domaine, devint le *maître*, puis le *grand-maître des eaux et forêts* du royaume, tandis que la direction des chasses royales passait à un maître de la vénerie, appelé plus tard *grand-veneur*, mais dont les attributions furent alors beaucoup plus restreintes que celle de l'ancien *forestier* du prince. Enfin le *grand-chancelier*, tout en gardant les sceaux, cessa d'être le secrétaire en chef et intime du roi pour demeurer exclusivement le véritable secrétaire d'état. Il souscrivit les diplômes solennels revêtus du monogramme royal. Plus tard, il de-

vint le chef de la justice et de l'administration. Les vrais secrétaires du roi furent ceux qu'on appela les *clercs du secret*.

Il y eut donc au-dessus des grands-officiers du palais de grands-officiers de la couronne, prenant après le roi le premier rang dans l'état, choisis souvent parmi les princes du sang et dont quelques-uns étaient de réels ministres, le chancelier notamment. Par la suite, on créa d'autres grands-officiers, sous la surintendance desquels furent placés certains services qui avaient pris plus de développement : l'amiral, le grand-maître des arbalétriers, qu'on voit apparaître à la fin du XIIIe siècle, le grand-maître de l'artillerie, qui remplaça ce dernier au XVe siècle, le colonel-général de l'infanterie, créé au XVIe, le surintendant des finances, qu'on trouve mentionné dès le règne de Philippe le Bel, mais qui ne porta pas toujours ce titre et n'eut le rang d'un véritable ministre que sous François Ier. Quoique le chancelier dût être par la nature de ses fonctions constamment placé près du roi, sa charge ne fut pas dévolue à des gentilshommes de haute naissance. Le monarque avait besoin de trouver en lui un homme docte et expérimenté. Les chanceliers furent donc presque toujours choisis dans le tiers-état, et leur charge ne conféra pas d'abord la noblesse, mais leur inamovibilité assura leur indépendance, et l'autorité qu'ils acquirent par là fut cause qu'au XIIIe siècle on laissa souvent cette charge vacante. Les grands-offices militaires s'émancipèrent davantage encore de la puissance royale; ils ne tardèrent pas à constituer de véritables fiefs, et ceux qui les occupaient les regardaient comme une propriété. Investis d'une autorité presque discrétionnaire, exerçant une juridiction propre placée en dehors de la hiérarchie judiciaire, ils tendaient à ressaisir quelque chose du pouvoir administratif et juridique des anciens barons; mais la royauté ne cessait de combattre ce retour au système dont elle avait une première fois triomphé.

Elle poursuivait deux objets : le premier, c'était de subordonner l'administration et la justice des seigneurs à l'administration et à la justice royale; le second, c'était de placer sous la dépendance et le contrôle du pouvoir central les autorités établies par elle dans les différentes parties de son domaine. Saint Louis se servit des grands-baillis pour attaquer la puissance féodale. Il leur donna non-seulement l'appel du jugement des prévôts royaux, mais encore celui des justices seigneuriales et municipales dans les terres de ses vassaux directs ou, pour parler l'ancien langage, dans les pays *d'obéissance le roi*. Les baillis royaux furent ainsi constitués juges en seconde instance; ils présidèrent les assises, où le sujet molesté par son seigneur venait demander protection à la justice du roi. Dans le midi, à Beaucaire, à Carcassonne et dans les états qu'avait gou-

vernés Alphonse de Poitiers, le sénéchal ne faisait que recevoir les appels; ceux-ci étaient jugés, comme l'a montré un savant historien, M. E. Boutaric, par des juges spéciaux dits *juges des appeaux*.

Le droit conféré par le monarque à ses baillis et sénéchaux souleva les réclamations des princes du sang et des grands feudataires. Ils obtinrent que l'appel de leurs sentences serait porté à la cour du roi, ou, pour prendre le nom sous lequel on la désignait aussi, au parlement. Pour les pays situés *hors l'obéissance le roi*, les grands feudataires gardèrent leurs droits régaliens; ils recevaient à leur cour l'appel de la sentence de la juridiction de leurs propres vassaux, et dans les terres qu'ils n'avaient pas inféodées, ils jugeaient à cette cour les nobles et faisaient juger les roturiers par leur juge ou prévôt; mais la manière d'agir des juges royaux menaçait l'existence des justices seigneuriales, et pendant tout le XIVe siècle on voit les baillis et les prévôts du roi tendre à envahir la juridiction des seigneurs. Les rois sont contraints de donner des assurances aux nobles, atteints dans leurs priviléges. En 1302, une ordonnance de Philippe le Bel enjoint aux officiers royaux de ne point attirer à eux les causes pendantes entre les justiciables des prélats et des barons. En 1356, une autre ordonnance défend aux juges royaux d'entreprendre sur la juridiction des juges des seigneurs. La lutte se prolongea assez longtemps. Les seigneurs revendiquaient le droit de prononcer en appel sur les jugemens de leurs vassaux ou même sur ceux de leurs propres juges. La royauté ne céda pas. Philippe le Bel repoussa la prétention, et, comme d'après le principe admis par les jurisconsultes il ne pouvait y avoir plus de trois degrés de juridiction, il interdit aux feudataires du Languedoc de maintenir chez eux ces trois degrés, afin qu'on pût toujours en appeler au roi. De la sorte, la royauté se ménagea le moyen d'intervenir entre les seigneurs et leurs vassaux et de faire sentir à tous sa puissance absolue. Elle encouragea les appels afin d'annuler la justice seigneuriale. L'établissement des *cas royaux* fut un coup non moins habile porté à l'autorité judiciaire des feudataires. Le roi se réservait ainsi le jugement de certaines causes qui importaient au droit de la couronne, et il évita de les spécifier clairement, de manière à pouvoir toujours évoquer une affaire grave devant ses juges. Les baillis, en appliquant le nouveau principe, faisaient rentrer dans le ressort de la justice royale une foule de causes dont les seigneurs avaient auparavant connu. Le roi interdit à ceux-ci de juger ses propres sujets, et ses prévôts eurent l'autorisation d'ajourner devant eux tout sujet du seigneur réputé désobéissant au roi.

Cette puissance des baillis royaux subsista pendant tout le XVe siècle. Alors même que leurs attributions se restreignaient par l'effet

de nouvelles créations administratives et judiciaires, ils demeuraient le plus ferme rempart contre l'autorité des seigneurs, contre cette seconde féodalité née de l'institution des grands apanages. « Ces magistrats, écrit M. A. Bardoux dans une savante étude sur le bailli Jean de Doyat, non-seulement avaient soumis à la couronne, par l'emploi des appels, les juridictions seigneuriales, ils avaient encore donné au roi l'interprétation des coutumes et la souveraineté des jugemens. A l'aide des *lettres de chancellerie*, ils avaient attiré dans leur compétence toutes les questions de rescision et d'exécution des contrats, et dès la fin du XIVe siècle fait prévaloir le principe que la justice était l'attribut de la couronne et non du fief. » Par leur persévérance, les baillis arrivèrent pour la plupart, comme Jean de Doyat, bailli de Cusset et de Montferrand, à forcer le seigneur sur ses propres terres à faire une large part à la souveraineté du roi. Ils imposèrent au nom de celui-ci des règlemens et des défenses, et malgré les prétentions obstinées des seigneurs hauts-justiciers, le mauvais vouloir des juges seigneuriaux, qui cherchaient par tous les moyens à entraver l'exercice des nouveaux droits de la couronne, graduellement ils accomplirent leur rude tâche. Il leur fallut pour cela bien souvent des pouvoirs extraordinaires et déployer autant d'audace que d'énergie. Aux XVe et XVIe siècles, on voit plusieurs fois les baillis et les sénéchaux investis dans leur province d'un véritable commandement militaire; ils veillaient à ce que les seigneurs entretinssent garnison dans leurs châteaux pour résister à toute attaque des ennemis, et ils s'appuyèrent de cette attribution pour faire occuper par les troupes royales les forteresses dont le roi voulait enlever aux seigneurs la disposition et la garde, pour faire raser celles qui ne pouvaient être suffisamment défendues.

Un tel pouvoir laissé aux officiers royaux ouvrait la porte à des abus, à des usurpations analogues à celles que l'on voulait faire cesser. Les baillis, les prévôts, pouvaient à leur tour se constituer en petits souverains et recommencer ce qu'avaient fait jadis les comtes et leurs officiers. Déjà saint Louis, frappé de ce danger, avait institué des *enquêteurs* ou commissaires qu'il choisissait surtout dans le clergé, et qu'il envoyait dans les provinces pour réparer les injustices et les dommages dont les habitans avaient à se plaindre du fait de ses officiers. Les enquêteurs jugeaient sommairement les réclamations qui leur étaient déférées. Sous Philippe le Bel, ces prétendus redresseurs de torts étaient devenus un fléau pour les sujets: ils extorquaient de l'argent et commettaient une foule d'actes arbitraires. Le parlement, qui avait réclamé la faculté de se faire rendre compte par les enquêteurs de la mission à eux confiée, se chargea plus tard de faire procéder à des enquêtes sur les abus de

la justice locale; aux XVe et XVIe siècles, les assises extraordinaires connues sous le nom de *grands jours*, que ses membres allaient tenir dans les provinces, eurent le même objet que les commissions spéciales données par le roi et agirent avec plus d'efficacité.

C'était en effet le parlement qui devenait peu à peu le régulateur de la justice dans tout le royaume. De son sein sortirent ensuite les cours supérieures qui devaient imprimer à l'administration civile et judiciaire un caractère nouveau. La cour ou conseil du roi avait pris sous saint Louis plus d'importance et déployé plus d'activité que sous ses prédécesseurs. La scrupuleuse attention que le pieux monarque apportait au gouvernement fit affluer dans ce conseil une foule d'affaires; il ne se réunit plus seulement de temps à autre pour juger quelques différends entre les barons, délibérer sur quelque intérêt grave touchant à la couronne et au domaine royal; il devint la juridiction suprême en matière civile, criminelle et administrative. Ceux qui composaient habituellement la cour du roi se partageaient les différentes branches de l'administration et de la justice. La compétence de ce conseil n'étant pas définie, les conseillers pouvaient s'attribuer la connaissance de toutes les affaires dont la solution importait à l'autorité royale. Les juridictions établies dans les terres du roi se trouvèrent conséquemment placées dans une dépendance plus habituelle et plus étroite de la couronne. Philippe le Bel, comme le fait observer M. E. Boutaric, sépara les élémens divers dont ce corps était composé; il en forma trois sections distinctes qui ont donné naissance aux trois cours appelées le parlement, la chambre des comptes et le conseil. Ce fut Philippe le Long qui apporta en 1318 une organisation régulière au conseil, désigné bientôt, pour le distinguer d'autres assemblées du même nom, par l'épithète de *grand*. Ce grand-conseil demeura pendant bien des années un corps de composition variable et d'une compétence indéterminée, et, suivant la judicieuse remarque de M. E. Boutaric, il y avait alors plutôt des conseillers qu'un conseil. Les princes du sang avaient généralement entrée dans cette assemblée. S'agissait-il de la rédaction d'une loi d'une utilité générale, on y appelait quelques hauts barons. C'était au grand-conseil qu'on traitait des affaires politiques, de la paix, de la guerre et ordinairement de la concession des lettres de grâce, de priviléges et de confirmation de chartes que le chancelier avait pour fonction de faire enregistrer. Les membres qui prenaient une part habituelle à l'expédition des affaires étaient en titre d'office et nommés par lettres patentes. De ces membres, les uns étaient des clercs, les autres des conseillers laïques, qu'on trouve parfois qualifiés de *chevaliers le roi* ou *chevaliers de l'hôtel*.

Le parlement dérivait plus spécialement du tribunal ou cour du roi, qui avait siégé au palais de la Cité, et était devenu sédentaire dès le règne de saint Louis. On y jugeait toutes les causes où le monarque avait un intérêt, les procès comme les affaires du contentieux administratif. Le chancelier présidait; il demeura toujours depuis le président en droit du parlement (1), mais cette fonction devint de plus en plus nominale. Il laissa par la suite la présidence à ceux qu'on appela les présidens de chambre ou à mortier, à la tête desquels était placé le *premier président*; il n'usa plus de son droit que dans des circonstances solennelles. Ce tribunal supérieur n'eut pas tout d'abord dans sa dépendance hiérarchique les juridictions qui plus tard y ressortissaient. Les prévôts et les châtelains du domaine royal avaient encore une juridiction indépendante, et statuaient sur les litiges entre particuliers. Le parlement fut divisé en plusieurs chambres : la grand'chambre ou chambre des plaids, qui jugeait sur plaidoirie, — la chambre des enquêtes, à laquelle étaient attribuées les causes qui ne pouvaient être jugées qu'après des informations, car alors les preuves écrites étaient rares, et il fallait sans cesse recourir aux témoignages oraux, — la chambre des requêtes, dont les membres recevaient les requêtes adressées à la cour et sur lesquelles ils prononçaient sommairement. C'était là un démembrement de la justice toute privée du roi, qui prenait naguère le soin de recevoir en personne ou faisait prendre par ses familiers les requêtes qu'on lui apportait et décidait de son autorité souveraine. Ainsi en agirent saint Louis sous le célèbre chêne de Vincennes et Louis XII dans le jardin du palais.

Chacune des chambres fut d'abord présidée par un prélat ou un baron; mais il arriva pour ces hauts personnages ce qui advint pour le chancelier : leur présidence finit par être purement honorifique. Des magistrats de profession, laïques ou clercs, prirent leur place. Au commencement du XIVe siècle, des légistes, des roturiers, ne s'étaient point encore, comme cela eut lieu par la suite, emparés du parlement. On y voyait figurer bon nombre de prélats, de dignitaires ecclésiastiques, de feudataires. Le parlement demeurait en effet la cour des barons, la cour des pairs, comme on l'appelait, parce que les grands feudataires de la couronne y étaient jugés par leurs pairs, et quand cette qualification de *pair* appartint exclusivement aux titulaires des seigneuries les plus élevées, héritiers des barons qui jugeaient dans le principe avec le roi, les pairs reçurent le

(1) En Angleterre, où subsistent tant de vestiges du régime qui fut jadis commun à ce pays et au nôtre, le chancelier est à la fois le chef de la justice, le garde des sceaux et le président de la chambre des lords, et, quand celle des communes n'en était pas séparée, il présidait les parlemens.

droit de siéger au parlement à côté des légistes lorsqu'il s'agissait de juger l'un d'entre eux. Les pairs mis en cause étaient alors ajournés à comparaître devant le *parlement garni de pairs;* mais ils ne manquaient guère, pour rappeler leur ancien droit, de siéger dans les séances solennelles, aux lits de justice par exemple; ils formaient alors réellement la chambre haute du parlement, mais une chambre muette, sans attributions et sans ressort. Le caractère de cour féodale que garda toujours le parlement y fit porter directement les causes des prélats et des grands seigneurs. Depuis saint Louis, la même cour reçut encore l'appel des sentences des baillis et des sénéchaux du roi. Étendant à une foule de causes le droit qu'il avait de statuer sur les affaires concernant la couronne, le parlement fit rentrer dans sa sphère nombre de procès où étaient impliqués des communautés et des individus, et les dignitaires de l'état ne tardèrent pas à revendiquer comme un précieux privilége le droit d'être directement justiciables de cette cour. Son ressort s'étendait au criminel aussi bien qu'au civil, et quand un attentat, un forfait semblait menacer l'ordre public, elle n'en laissait pas le jugement au bailli ou au prévôt; l'affaire était évoquée devant elle comme appartenant *au grand criminel.*

La chambre des comptes, dont Philippe le Long compléta l'organisation, avait la plénitude de juridiction en matière financière. Toute contestation relative aux revenus du roi était de sa compétence; aussi examinait-elle tous les comptes du royaume; elle en vérifiait l'exactitude et les jugeait, c'est-à-dire qu'elle les déclarait bons et recevables; les trouvait-elle défectueux, mensongers, elle ordonnait au comptable en défaut de payer la somme dont il était reliquataire. Cette cour souveraine n'avait point la garde du trésor royal, ni la gestion du domaine, mais elle surveillait celle-ci dans le principe; tout ce qui s'y rattachait, vérification et enregistrement des actes concernant le domaine et les droits domaniaux, y portant augmentation ou diminution, aveux et dénombremens des fiefs des vassaux du roi, tout cela était de son ressort.

L'institution du grand-conseil, du parlement et de la chambre des comptes concentra sous l'autorité royale presque toute la justice et l'administration du royaume. A l'origine, les baillis et les sénéchaux étaient tenus de venir en personne défendre devant le parlement celle de leurs sentences dont l'appel y avait été porté, de même qu'ils comparaissaient en personne à la chambre des comptes. Ainsi que l'a remarqué M. R. Dareste, la division qui s'opérait au XIIIe siècle à la cour du roi s'accomplit à la même époque, par des causes identiques, dans les cours de justice de tous les grands fiefs, par exemple en Normandie, en Bretagne, en Dauphiné, en Provence,

en Bourgogne, provinces qui eurent chacune leur chambre des comptes. Le pouvoir judiciaire commençait à s'élever au-dessus du pouvoir exécutif, qu'avait exercé jadis l'autorité d'un homme de guerre. Ces cours ne représentaient plus déjà la personne du roi, elles représentaient l'état, dont la notion commençait à pénétrer dans la jurisprudence. Le domaine royal n'était plus considéré comme la propriété absolue du roi; le grand principe de l'inaliénabilité de ce domaine était consacré par le parlement, luttant pour qu'il n'y fût pas porté atteinte. Dès 1333, il exigeait que, si par exception le roi venait à se dessaisir d'une fraction de son domaine, de quelques-uns des revenus qui en faisaient partie, les services qui avaient mérité à un sujet cette faveur fussent nettement spécifiés, de sorte que la libéralité du roi devait être justifiée aux yeux de tous et prenait ainsi le caractère d'un don fait par la nation, et dans l'exécution ces donations étaient interprétées par la cour, de façon à les limiter autant que possible. En feignant de veiller à ce que la volonté du roi ne fût pas outre-passée, le parlement travaillait en réalité à limiter l'omnipotence royale et à la contenir par les lois.

III.

Bien que le fractionnement du conseil en trois conseils distincts amenât la séparation de l'administration d'avec la justice, ces deux branches de l'autorité demeuraient encore aux degrés inférieurs confondues dans les mêmes mains. Sous Philippe le Bel, le bailli, qui rendait la justice, était en même temps receveur, payeur et comptable. Il envoyait au trésor royal les deniers qu'il avait perçus, distraction faite de la somme nécessaire pour les dépenses de la province; il venait, comme je l'ai dit, rendre ses comptes lui-même à la chambre des comptes; mais l'étendue et la nature complexe des attributions du bailli ne tardèrent pas à en nécessiter la division. Déjà depuis longtemps il chargeait du maniement des deniers un clerc ou secrétaire placé dans sa dépendance. On essaya de transformer ce commis en agent du trésor royal, sans pour cela le rendre indépendant du bailli. Dès le règne de Philippe le Bel, il y eut dans le midi de la France des receveurs qui relevaient directement des gardiens du trésor royal. Saint Louis avait déjà institué à Paris, pour ses domaines, un receveur dont les attributions étaient distinctes de celles du prévôt. Des receveurs furent ainsi établis en diverses provinces; en d'autres, il y avait des trésoriers locaux. Une ordonnance de 1363 mentionne les receveurs des bailliages et sénéchaussées, auxquels était remis le produit des amendes. En effet,

dès le milieu du XIVe siècle, les baillis avaient totalement cessé d'être comptables, et les receveurs se rendaient eux-mêmes à la chambre des comptes, où l'ordonnance de Lizy de 1347 exigeait qu'ils vinssent prêter serment.

La scission entre l'administration financière et l'exercice de la justice se prononça chaque année davantage dans le cours d'un siècle. Les prévôts cessèrent, comme les baillis, d'administrer le domaine. Dès le milieu du XIVe siècle, les rois tentèrent à plusieurs reprises d'abolir l'usage d'affermer les prévôtés, voulant qu'on y appelât des *gens lettrés et bons coutumiers*, comme dit l'ordonnance de 1493, qui mit fin à cette vénalité. Dès le commencement du XVe siècle, les prévôts avaient perdu leurs fonctions administratives; ils ne conservèrent que des attributions de justice et de police, et les prévôtés constituèrent dès lors de simples juridictions royales du premier degré, auxquelles on en appelait des justices des seigneurs relevant du roi. Aussi le nombre des prévôtés alla-t-il en augmentant; elles représentèrent de petites circonscriptions judiciaires qui se sont perpétuées jusqu'à la révolution française. Les bailliages et les sénéchaussées, dont le nombre s'accrut également, constituèrent des circonscriptions judiciaires plus étendues et d'un ordre plus élevé. De leurs anciennes fonctions administratives, il ne resta plus aux baillis que quelques vestiges. François Ier, par le célèbre édit de Crémieu, leur attribua la connaissance du contentieux en matière domaniale, au règlement duquel ne pouvaient plus suffire les trésoriers de France. La chambre que formaient d'abord ces officiers (chambre du trésor), spécialement commise à cette juridiction, ne la conserva que pour la ville de Paris et quelques bailliages circonvoisins.

Dans les grands fiefs, l'ancienne hiérarchie de la justice féodale ne fut pas cependant abolie. Des ordonnances fixèrent la compétence des diverses justices seigneuriales, le roi s'engagea toutefois à plusieurs reprises à n'exercer dans les seigneuries aucun acte de justice en dehors des cas déterminés. Les juges des arrière-vassaux ayant basse et moyenne justice, c'est-à-dire des juridictions rappelant à beaucoup d'égards nos justices de paix, nos tribunaux de simple police ou même de police correctionnelle, continuèrent à être subordonnés en cas d'appel à la justice du seigneur haut-justicier. Les baillis de ces hauts-justiciers connaissaient parfois des affaires dont la décision aurait dû appartenir à la justice du monarque. Le vague qui régnait dans la définition des cas royaux, s'il fournissait à la couronne le moyen d'attirer dans le ressort de sa justice une foule de causes, permettait aussi aux seigneurs de soutenir qu'ils étaient en droit de connaître ce qui n'était pas de leur compétence.

Les plus puissans des hauts-justiciers n'entendaient pas d'ailleurs que leurs juges fussent ravalés si bas; ils ne cessaient de tenir la justice pour une partie inséparable de leur patrimoine, et ils repoussaient le principe mis alors en avant, que *fief et justice n'ont rien de commun*, tandis que les légistes, ainsi que l'a dit M. C. Dareste de la Chavanne, commençaient à regarder la juridiction des seigneurs comme le résultat d'une usurpation ou une faveur accordée par grâce spéciale.

Le démembrement successif des anciennes juridictions fut le résultat de l'établissement d'une administration financière qui eut ses surveillans spéciaux, lesquels opérèrent séparément des officiers auxquels appartenait auparavant l'exercice de toute espèce de justice. Au commencement du XVe siècle, comme on le voit par l'ordonnance de janvier 1407, il existait tout un ensemble de fonctionnaires de l'ordre administratif ne relevant ni des prévôts, ni des baillis. En tête se trouvaient les deux trésoriers du domaine royal, car dès le règne de Philippe le Bel, il existait deux trésors à Paris, l'un placé au Temple et l'autre dans le Louvre, bifurcation qui dura longtemps. Aux deux gardes des trésors domanial et de la cour étaient venus s'adjoindre des trésoriers-généraux et particuliers tant pour le pays de langue d'oïl que pour celui de langue d'oc. Les offices de finances se multiplièrent si rapidement que la célèbre ordonnance dite des *cabochiens*, de mai 1413, parle d'obvier à la multiplication des officiers qui avaient eu le gouvernement des finances du roi, tant celles du domaine que celles des aides, et qui prélevaient pour leurs gages des sommes excessives. L'ordonnance prescrit de revenir au simple dualisme du siècle précédent, à savoir à l'établissement d'un seul trésorier et d'un seul receveur-général. Ce n'étaient pas au reste seulement les besoins du service financier qui avaient accru le personnel administratif. Dès cette époque, les fonctions étaient souvent créées en vue de ceux que l'on en voulait pourvoir et non pour l'utilité publique; une foule de *requérans*, comme les appellent les ordonnances, sollicitaient du gouvernement l'institution de nouvelles charges de receveur pour telle ou telle catégorie de revenus, d'amendes, de droits spéciaux, et cela en vue de se les faire adjuger.

Ce qui précède montre qu'on peut, dès la fin du XIVe siècle et le commencement du XVe, nettement distinguer l'ordre administratif de l'ordre judiciaire, le premier ayant à son sommet la chambre des comptes, dont étaient justiciables tous ceux qui maniaient les deniers du roi, le second dominé par le parlement, d'où sortirent les parlemens de province, qui n'en furent que des émanations. Le pouvoir exécutif, surtout à cette époque, appartient au grand-conseil, qui représente par excellence la volonté royale. Il choisit les magis-

trats et les fonctionnaires dont les charges n'étaient ni affermées ni électives; il pourvoit à l'expédition des affaires, il est le régulateur du gouvernement. Toutefois, si l'administration dans son action journalière se trouvait placée sous sa dépendance et en recevait l'impulsion, elle dépendait aussi des deux autres cours souveraines que je viens de nommer et au sein desquelles persistait à beaucoup d'égards la confusion entre les pouvoirs législatif, administratif et judiciaire. La chambre des comptes ne se bornait pas à juger les procès de comptabilité, elle était consultée pour la rédaction des ordonnances en matière de finances; elle les publiait dans le principe en présence des baillis réunis à cet effet. Elle adressait elle-même des instructions aux comptables et veillait à l'observation, au maintien des édits relatifs tant aux finances qu'aux monnaies; elle donnait des instructions aux *enquêteurs* envoyés dans les provinces pour procéder à l'inspection et à la réforme des finances. La chambre des comptes exerçait par là une sorte de direction sur l'ensemble des administrations financières, avec lesquelles se confondaient alors presque toutes les branches de l'administration générale. Cette surveillance, elle en abandonna plus tard, comme on va le voir, une partie à d'autres juridictions souveraines de plus récente création. Elle tenait sous son contrôle les généraux des finances, chargés de veiller à la perception et l'emploi des impôts, et qui, sans ce contrôle attribué à la chambre des comptes, eussent échappé à son autorité, puisqu'ils n'étaient ni comptables ni dépositaires des fonds publics. Les attributions de ces fonctionnaires, ainsi que l'a fait remarquer M. d'Arbois de Jubainville, ne répondent pas à un seul ordre de fonctions dans notre système moderne, elles sont aujourd'hui réparties entre le ministre et les inspecteurs des finances, les directeurs des contributions indirectes et les préfets.

Le parlement ne se renfermait pas plus que la chambre des comptes dans le cercle d'une compétence judiciaire. Il dirigeait sous bien des rapports l'administration de la justice, veillait à l'application des lois; il avait la haute surveillance de la police du royaume, que les prévôts continuaient à exercer dans leurs prévôtés, et à laquelle les baillis et les sénéchaux furent également préposés jusqu'au XVIe siècle. Dans les villes, la police appartenait au maire et aux échevins. Telle qu'elle était comprise au moyen âge, elle embrassait à la fois les services de la sûreté publique, de l'édilité, de la voirie, l'inspection des approvisionnemens aussi bien que celle des prisons, des hôpitaux et des bonnes mœurs. Tous ces détails de l'administration aboutissaient donc en dernier ressort au parlement, qui s'ingéra plus d'une fois dans ce genre d'affaires, surtout pour la capitale. De la formalité de l'enregistrement des édits

et lettres patentes du roi, chacun sait que le parlement prit occasion d'examiner et de discuter le contenu des actes royaux. Au XIVe siècle, il s'arma de cette formalité pour prétendre à contrôler l'exercice de l'autorité souveraine. Il usurpa sur le conseil du roi, les diverses cours judiciaires et les parlemens de province. Les autres cours souveraines imitèrent parfois plus timidement, il est vrai, son exemple. Le parlement de Paris put aussi prendre part à l'exercice le plus essentiel du pouvoir exécutif, au choix des fonctionnaires, car les lettres de provision d'une foule de charges et d'offices devaient être enregistrées à son greffe et tombaient ainsi sous son contrôle.

Du parlement et de la chambre des comptes se détachèrent des juridictions supérieures, au sein desquelles se continua la confusion de l'administration et de la justice : nous voulons parler de la cour des aides et de la cour des monnaies; elles devinrent des émules du grand sénat judiciaire définitivement constitué par Philippe le Bel. Les intendans-généraux des aides ou, comme on disait par abréviation, les généraux des aides étaient chargés de surveiller la levée des impôts indirects appelés *aides*, et qui furent établis en 1355. Ils donnaient ces impôts à ferme ou les faisaient régir pour le compte du roi, dont les receveurs-généraux encaissaient les deniers que les généraux leur expédiaient. Une attribution toute naturelle de leur charge fut de connaître les contestations auxquelles la perception des aides pouvait donner naissance : aussi à la fin du XIVe siècle étaient-ils devenus de véritables magistrats qualifiés de conseillers du roi, et dont la juridiction venait à la suite de celle du parlement et de la chambre des comptes. Leur tribunal prononçait souverainement sur les matières de leur compétence, et ces conseillers du roi, généraux des aides, formèrent le noyau de ce qu'on appela *la cour des aides*. Celle-ci eut dans son ressort le contentieux de tout ce qui se rattachait aux aides et gabelles, tailles, octrois, etc. Une fois instituée, elle reçut les appels des juridictions fiscales, telles qu'élections, greniers à sel, etc. Elle jugea aussi au criminel, en vertu du principe qui ne séparait pas le contentieux administratif de la répression des fonctionnaires. C'est ainsi que la chambre des comptes avait été primitivement investie du droit de punir les comptables prévaricateurs; seulement, comme les gens des comptes étaient presque tous clercs, il leur fut prescrit, quand ils jugeaient au criminel, de s'adjoindre des membres du parlement. La cour des aides, que représentaient d'abord les *généraux de la justice sur les aides*, ajournait devant elle les officiers et agens de finances qui s'étaient rendus coupables de détournemens, de fraudes ou de malversations. Ses membres ne devaient être jugés que par elle, et elle pouvait

même prononcer la peine de mort. Cette cour eut en conséquence son pilori à elle. Elle adopta la même procédure que le parlement et étendit sa juridiction partout ou régnait celle de la cour suprême; il n'y eut d'exception que pour l'Auvergne. Avocats et procureurs au parlement plaidaient aussi en cour des aides.

Une évolution toute semblable à celle qui s'opéra dans l'administration par l'institution des généraux des aides s'accomplit par la création des généraux des monnaies. On trouve ces officiers déjà existans au commencement du XIVe siècle et se rattachant à la chambre des comptes, qui avait eu d'abord les monnaies dans ses attributions; ils formaient déjà sous Charles VIII une cour jugeant sur le fait des monnaies, et Henri II lui donna sa constitution définitive en cour souveraine. La cour des monnaies n'eut pas seulement sous sa surveillance le titre et la circulation de la monnaie, la marque des objets d'or et d'argent, ce qu'on appelle aujourd'hui la garantie, elle exerça encore une tutelle sur toutes les professions qui mettaient ces métaux dans le commerce ou en œuvre, changeurs, orfévres, horlogers, graveurs, affineurs, etc. Elle connut de l'appel des décisions rendues par les commissaires délégués près les hôtels de monnaies et fit les adjudications. En même temps, elle punit les crimes et délits commis en matière de monnayage et de travail des objets d'or et d'argent; elle put, comme la cour des aides, prononcer les peines les plus rigoureuses, sans cependant enlever absolument la poursuite et l'instruction des crimes et délits dont elle était juge aux magistrats ordinaires des bailliages, sénéchaussées et prévôtés; mais elle avait sur les tribunaux inférieurs le privilége de s'attribuer exclusivement l'affaire dont elle s'était saisie avant eux, et, comme on dit en style de jurisprudence, elle avait la *prévention*.

Les cours de justice supérieures que le gouvernement royal établit dans l'intention de soustraire son administration au contrôle exigeant et à l'autorité jalouse du parlement ne tardèrent pas à conquérir la même indépendance que ce corps redouté. En enregistrant les édits, elles s'arrogeaient également le droit de remontrance, et retenaient dans l'étau de leur jurisprudence les actes du pouvoir exécutif, dont leurs membres n'étaient dans le principe que les agens. « La cour des aides, écrit l'abbé Fleury dans un livre destiné à l'éducation des princes, a été favorisée pour enlever au parlement la connaissance des subsides, mais il y a maintenant la même raison de l'ôter à la cour des aides depuis qu'elle est compagnie réglée. » L'expression employée par le savant auteur de l'*Histoire ecclésiastique* peint exactement la transformation qui s'était opérée : au lieu d'administrations, on avait des corps judiciaires. Les *élus*, auxquels était confié le soin de la levée des aides, gabelles et tailles, et qui de-

vaient leur nom au mode suivant lequel ils furent d'abord choisis après la création des aides en 1355, formèrent un tribunal; ils étaient chargés d'ordonner tout ce qui concernait ces impôts, de contraindre par les voies de droit les contribuables à les acquitter. De là pour les élus une juridiction, et l'ordonnance du 9 juin 1445 assimile le corps des élus de chaque circonscription à un véritable tribunal auquel la connaissance du fait des aides, gabelles et tailles est attribuée, mais dont appel appartenait aux généraux des aides. Au xve siècle, le grènetier ou garde du magasin à sel eut également une juridiction propre; il connut de tous les crimes, délits, fraudes, concernant le monopole du sel, ce qui donna lieu sous Louis XII à la constitution d'un tribunal exerçant sa surveillance sur les receveurs et commis des gabelles, et qu'on appela *grenier à sel*, tribunal dont on appelait à la cour des aides. La juridiction dite *bureau des finances*, dans le ressort de laquelle rentrait tout le contentieux du domaine, eut aussi un caractère judiciaire dérivé de la mission imposée aux officiers commis à la surveillance et à la perception du domaine royal. Les bureaux des finances devinrent de la sorte de véritables cours de justice. Les trésoriers de France, qui les composaient et avaient été à l'origine des comptables, n'étaient plus, malgré le nom qu'ils continuaient de porter, que des juges domaniaux statuant sur le contentieux des innombrables branches que comprenait le domaine, tant droits féodaux que produits des droits de la puissance publique, tels que les émolumens du sceau, des greffes et chancellerie, des actes judiciaires, des amendes, confiscations, etc. On comprend dès lors pourquoi les bureaux des finances renfermaient tout le personnel d'une cour; ils eurent leur procureur du roi, leur greffier, leurs huissiers. La procédure qu'on y suivait était tout à fait juridique; des avocats et des procureurs y représentaient les parties.

Chaque administration finit par avoir en France sa juridiction à elle, s'étendant à toutes les contestations sur les matières qui étaient du ressort de son service, rendant en première instance des sentences dont l'appel était porté à une cour supérieure. Les maîtres des eaux et forêts, auxquels appartenait la surveillance de la vente des bois, ainsi que de la pêche, qui veillaient au bon aménagement de cette partie spéciale et distincte du domaine, avaient une juridiction exclusive en matière de délits forestiers, de fraudes commises dans la gestion des eaux et forêts; ils punissaient même, concurremment avec les juges royaux, jusqu'aux crimes et délits dont les bois avaient été simplement le théâtre. L'appel de leurs sentences appartenait au grand-maître des eaux et forêts, à cette juridiction supérieure qu'on appelait la *table de marbre*, et qui recevait

aussi l'appel des sentences des grueries des seigneurs, tribunal jugeant parfois souverainement, parfois en première instance avec appel au parlement, et, afin que tous les degrés de juridiction consacrés en matière de justice fussent observés, le maître des eaux et forêts recevait l'appel des sentences prononcées pour des délits par les officiers forestiers inférieurs, verdiers, gruyers, sergens, etc. Il y eut cependant des exceptions à cette hiérarchie administrative et judiciaire, en Normandie par exemple, où les vicomtes restèrent en possession, avec les baillis, du droit de connaître en première instance des délits relatifs aux eaux et forêts, car jamais sous l'ancienne monarchie on n'imposa à tout le royaume de complète uniformité. Certaines provinces, qui lors de leur réunion à la couronne avaient stipulé le maintien de leurs franchises et priviléges, gardaient sous divers rapports un régime particulier, plusieurs conservaient même une administration séparée. Au xve siècle, la Normandie, la Guienne, la Bourgogne, la Provence et une partie du Dauphiné étaient administrées par un régime indépendant des rois de France.

Pas plus que le parlement, que la cour des aides, que la cour des monnaies, ces cours inférieures extraordinaires n'administraient dans le sens strict du mot; mais là où elles n'étaient pas en possession d'une puissance exécutive réelle, elles surveillaient encore les agens de l'administration, auxquels elles traçaient la route à suivre, imposaient, par l'interprétation des règlemens, des règles à observer; elles les réprimandaient, les punissaient quand ils abusaient de leur autorité ou négligeaient leurs devoirs, et elles tenaient ainsi en tutelle les branches de l'administration où elles n'intervenaient pas directement. Toutefois, comme je l'ai dit, la séparation alla se marquant davantage entre la justice proprement dite et l'administration pure, qu'on appelait au siècle dernier *la juridiction économique* ou *volontaire*. Les officiers qui maniaient les deniers et géraient les affaires formaient partout une catégorie à part de ceux qui étaient chargés du contrôle ou qui jugeaient le contentieux. Ainsi dès le xve siècle, à côté du général des finances, institué pour surveiller la perception et la levée des impôts, il y avait un receveur-général chargé d'en centraliser le produit, un trésorier de France qui avait pour mission de prononcer sur le contentieux. Dans chaque élection, à côté des élus il y avait un receveur particulier. Au xvie siècle, les trésoriers de France, confondus avec les généraux des finances, n'eurent plus la perception des revenus du domaine; l'ordonnance de janvier 1551 exigea que les fonds fussent versés entre les mains des receveurs-généraux; les trésoriers se bornèrent à exercer la juridiction dont il vient d'être question et dans laquelle le pouvoir judiciaire se mêlait encore à l'action administrative. Toutefois le

ressort des trésoriers de France rentra chaque jour davantage dans la sphère judiciaire, et abandonna en grande partie le terrain de l'exécution. Réunis, à la date de 1577, en une compagnie, ils formaient dans chaque généralité le bureau des finances. Ces bureaux ne géraient pas, mais ils avaient l'œil sur la rentrée des revenus: ils dressaient un état des recettes et dépenses à effectuer, qu'ils remettaient aux receveurs, ils ordonnançaient les paiemens assignés sur les fonds de la généralité, recevaient les *états au vrai* (1) des comptables, exigés d'eux avant d'être admis à compter à la chambre des comptes; ils représentaient ainsi en petit ce que cette chambre avait été dans le principe.

La séparation encore si imparfaite qui s'opérait dans l'administration domaniale entre l'action purement exécutive et l'action judiciaire se retrouva dans la juridiction des aides. Au XIVe siècle, les généraux des aides, bien que n'ayant pas le maniement des deniers versés entre les mains des receveurs royaux, n'en présidaient pas moins à leur emploi. Ils avaient l'ordonnancement des dépenses, ils donnaient les aides à ferme ou les faisaient régir pour le compte du roi. Les fonds provenant du produit des aides ne pouvaient être distribués qu'en vertu d'ordonnances signées par ces généraux, en présence desquels les comptes de cette branche des revenus du roi étaient clos à la chambre des comptes; mais à partir de l'année 1388 les généraux des aides chargés de la justice furent distingués de ceux auxquels était remise l'administration. Les premiers furent les conseillers, les seconds les généraux proprement dits, qui prenaient part cependant aux délibérations quand il s'agissait de prononcer des sentences, et gardaient sur les élus une autorité disciplinaire et corrective. Charles VII maintint la distinction entre les conseillers et les officiers chargés de la régie des aides; elle subsista jusqu'à la fin, la cour des aides ne s'étant jamais confondue avec la direction de la régie.

La France, au XVIe et au XVIIe siècle, se couvrit donc d'une multitude de tribunaux dans le ressort respectif desquels se distribuaient toutes les causes qui dans notre organisation moderne relèvent, selon leur importance et leur nature, des tribunaux de simple police, de police correctionnelle, de première instance, de commerce, des cours d'assises, des cours d'appel, du conseil de préfecture et du conseil d'état, qui sont même simplement à la décision des administrations. Chaque genre d'affaires, chaque délit et chaque litige avait pour ainsi dire ses juges particuliers, qui dans

(1) On appelait *état au vrai* un compte abrégé sans pièces de comptabilité à l'appui, donnant le tableau des recettes et des dépenses faites ou dues.

bien des cas étaient ceux-là mêmes auxquels appartenait l'autorité; ils surveillaient alors l'exécution de leurs propres actes et punissaient ceux qui les avaient enfreints. Ce système, défectueux à bien des égards, n'eut pas tout d'abord de grands inconvéniens, et présenta même de réels avantages. Quand la volonté du roi, c'est-à-dire du chef du pouvoir exécutif, était omnipotente, quand elle faisait loi, l'autorité judiciaire était la seule protection qu'on trouvât contre l'arbitraire. Là où le pouvoir exécutif est responsable, il peut être utile de lui laisser toute liberté d'agir. Celui qui en est dépositaire peut même la réclamer au nom de cette responsabilité; mais lorsqu'il n'existe point de bornes à la puissance souveraine, quand ses mandataires sont par cela seul investis d'un pouvoir aussi étendu qu'il plaît au chef de leur donner, les sujets ne sauraient trouver d'autre garantie de leur liberté et de leurs droits que les corps judiciaires institués pour faire observer les lois, pour protéger les citoyens contre le caprice et les excès de l'autorité. Sous l'ancien régime, avant que la centralisation du despotisme royal eût affaibli leur pouvoir, ces cours judiciaires établies au sein de chaque administration étaient un bienfait et une protection. Le fonctionnaire délégué du pouvoir exécutif, comme le simple contribuable, en était justiciable. Cette juridiction administrative punissait à la fois l'usurpation, la négligence, la prévarication de l'agent et l'administré insubordonné ou récalcitrant; si elle obligeait l'un à s'acquitter envers le fisc, à observer des règlemens parfois tyranniques, elle veillait aussi à ce que l'autre n'abusât point de ses droits ni de son autorité. Par l'application stricte et rigoureuse d'édits et de règlemens, ces juridictions retenaient les administrations dans les limites du permis et du juste, et leur imposaient des habitudes d'équité qu'il eût été autrement difficile d'établir dans ces temps d'inégalités choquantes et d'abus de la force. Composés de magistrats versés dans les matières particulières à leur ressort, ces tribunaux pouvaient fournir des juges plus entendus et mieux préparés que ceux de nos tribunaux actuels, obligés de prononcer dans une variété infinie d'affaires, dont bon nombre exigeraient, pour être élucidées, des connaissances pratiques. Ils introduisaient dans l'exercice de la justice les données précises de l'expérience des choses. Il y a deux ou trois siècles, l'emploi des experts, des arbitres, n'était guère adopté; alors que l'on ne connaissait que l'usage des jurés-priseurs et l'emploi de quelques commissaires départis, les juridictions spéciales étaient plus nécessaires qu'elles ne le sont aujourd'hui, puisqu'elles fournissaient les moyens d'avoir des juges vraiment au fait des matières sur lesquelles portait le litige.

Ces avantages étaient, il est vrai, rachetés par des abus qui se

firent sentir dès l'origine. Les formes judiciaires données à la discussion des affaires, la procédure introduite pour le règlement des choses les plus simples, entraînaient des lenteurs dispendieuses, favorisaient l'esprit de chicane et transformaient en procès ce qui n'était souvent qu'une simple démarche. Si le contribuable avait moins à redouter l'arbitraire ou la mauvaise foi de l'agent du pouvoir exécutif, il lui fallait triompher des préventions d'une juridiction qui, unie à l'administration même sur les actes de laquelle elle prononçait, se regardait, non sans raison, comme faisant avec elle un même corps et en épousait quelque peu les prétentions, bien qu'elle n'en partageât pas tous les intérêts. Ces juridictions extraordinaires n'étaient pas comme nos tribunaux, qui appliquent une loi, des arrêtés, qu'ils n'ont pas faits; avant la transformation qui s'opéra au XVIIe siècle, elles faisaient les règlemens dont elles surveillaient l'observation, dont elles punissaient les infracteurs, en sorte que les magistrats de ces tribunaux étaient parfois juges dans leur propre cause, comme cela se voit encore exceptionnellement dans notre système moderne, par exemple dans l'administration en matière de grande voirie. De plus, la justice entre les particuliers, qui est aujourd'hui par essence du ressort des tribunaux ordinaires, se confondait à tout instant avec la justice entre les particuliers et l'état, réservée dans notre législation actuelle seulement en certains cas à des tribunaux administratifs. Les intérêts des particuliers pouvaient être aisément sacrifiés dans ces juridictions inférieures qui représentaient encore plus l'administration financière que le droit en lui-même et dont les membres avaient souvent un intérêt personnel à prononcer des amendes. Restait toujours, il est vrai, la faculté de l'appel, *le vrai remède pour relever les opprimés*, ainsi que disaient dans leur langage énergique les députés aux états-généraux de Tours de 1483. On pouvait appeler des sentences de ces juridictions administratives réparties dans les provinces à une juridiction supérieure, droit qui n'empêchait pas en quelques circonstances l'exécution par provision; mais cela entraînait des frais considérables, d'interminables délais. Trop souvent sous l'ancien régime, l'issue d'un procès était la fable de l'huître et des plaideurs, et ceux qui allaient chercher bien loin dans le sanctuaire de la justice les grâces de l'équité couraient risque de n'en revenir, comme les pèlerins revenaient de tant de pèlerinages, qu'avec des coquilles. Les lenteurs étaient aussi préjudiciables au service public qu'aux particuliers, alors qu'il y avait besoin de célérité. L'état souffrait donc lui-même de ce régime. Lui fallait-il un administrateur avisé et expéditif, il ne trouvait qu'un juge armé du texte des ordonnances et de vieux arrêts, visant moins à ce qu'on agît qu'à

empêcher d'agir contre le droit. Le particulier réclamait-il un juge, il rencontrait parfois à ce tribunal extraordinaire, sous la robe du magistrat, un pur administrateur ne transigeant pas sur l'autorité de son corps, infatué de sa juridiction, plus jaloux de maintenir les habitudes d'une fiscalité tracassière ou d'un bureau inquisitorial que de rechercher ce que pouvaient avoir de juste et de fondé les requêtes qui lui étaient adressées.

Le mal finit par l'emporter sur le bien, et c'est à cela qu'on doit attribuer le succès de la transformation qui s'opéra dans le système administratif aux deux derniers siècles de l'ancienne monarchie. Le pouvoir judiciaire devait succomber sous les attaques répétées du pouvoir administratif; la centralisation royale allait faire un second pas en avant et un pas de géant. Les seigneurs féodaux avaient été désarmés et soumis. Ce fut ensuite le tour des cours de justice, des juridictions locales et extraordinaires : elles se raidirent maintes fois contre les étreintes des agens du pouvoir central; elles luttèrent avec moins de vigueur, mais non moins de persistance, contre des envahissemens qui furent parfois suspendus, jamais arrêtés; elles s'unirent aux derniers défenseurs du régime féodal, et firent cause commune avec ceux dont elles avaient été longtemps les adversaires. Ce fut en vain, et, quand le mouvement de 1789 éclata, leur destruction était devenue inévitable. L'absolutisme monarchique s'était comporté envers elles comme il avait fait à l'égard des forteresses seigneuriales, qu'il s'était borné d'abord à démanteler. Il ne laissait debout que des ruines qui dessinaient encore la forme des anciennes institutions judiciaires, mais où ne pouvaient plus s'abriter ceux qui y cherchaient un refuge, une vieille construction dominant le pays d'alentour sans pouvoir le défendre.

ALFRED MAURY.

UN

DERNIER SUCCÈS

Marcel Destry venait d'avoir quarante ans. Sa jeunesse tout entière s'était écoulée, presque à part égale, dans le travail et dans les plaisirs, et c'est à cette double existence qu'il devait sa réputation d'esprit et d'audace et l'originalité même de son talent. La destinée d'ailleurs l'avait bien servi. A vingt ans, nourri de fortes études, préservé jusque-là de toute dissipation et de tout désordre par la vie monotone, un peu sévère, de la province, il disposait de sa fortune. Il avait une imagination vive et tendre, le goût des grandes choses, le désir des aventures et de la célébrité. Il était venu à Paris et avait promptement dépensé en folies brillantes la plus grande partie de ce qu'il possédait. En même temps, las par accès de ces joies de bruit et de vanité, sollicité d'instinct par des pensées plus sérieuses, il avait débuté dans les lettres. Ses œuvres émouvantes et sobres, d'une analyse impitoyable, à laquelle s'alliait pourtant une philosophie douce et rêveuse, le plaçaient déjà au premier rang. Toutefois il ne s'était pas prodigué. Il aimait les distractions élégantes et cette paresse intelligente qui se recueille pour un nouvel élan. Le plus souvent il avait vécu les livres qu'il écrivait. Il observait les autres et lui-même, moins de parti-pris que par curiosité, mais cette curiosité semblait toujours en éveil. Son grand bonheur était de lire vite et juste dans les passions humaines. Aussi Marcel, s'il n'eût été de sa nature attiré vers les femmes, fût-il allé vers elles pour étudier à son gré ces évolutions de l'âme dont il se complaisait à chercher le secret.

C'est là que s'offrait à lui un champ d'investigation ondoyant et large. Les femmes en effet ont une extrême mobilité d'impressions et de sentimens à laquelle le caprice n'a presque aucune part et que dirige absolument une secrète logique. Elles n'ont en général qu'une

seule pensée et qu'un seul but auxquels se rapportent toutes leurs actions. Elles y marcheraient tout droit, si les circonstances, leur état de subordination et de faiblesse relative, ne les obligeaient à user de détours et de finesse; mais le moindre incident est utilisé par elles et les y ramène. De là provient l'apparente contradiction de leur conduite. Elles semblent changer d'avis en quelques instans, et ne cessent point d'avoir une même volonté qu'elles dérobent ainsi à qui voudrait la scruter. Ce labyrinthe féminin plaisait à Marcel. Il s'y égarait avec délices, et n'avait point besoin d'une Ariane qui l'aidât à en sortir. Une pénétration subtile, une expérience aimable, lui servaient de fil conducteur. Or, par cela même qu'il les devinait plus aisément, il prenait les femmes en plus grande indulgence et en moindre estime. Il leur découvrait à toutes le même égoïsme naïf qu'elles ne s'avouent pas, qu'elles rougiraient d'avoir, qu'elles ont cependant de façon inconsciente. Dans la coquetterie, dans le dévoûment, jusque dans la passion, il n'y a qu'elles seules en jeu. L'homme qu'elles aiment est tout pour elles parce qu'elles l'aiment, il ne serait rien sans cela. Ce n'est point là, tant s'en faut, le principe des abnégations pures, des grands sacrifices, des vertus sublimes. Et, si elles cessent d'aimer, elles s'en vont à l'indifférence, qui les repose, ou à une affection nouvelle qui les sollicite, avec une désinvolture si nette et si peu soucieuse du chagrin qu'elles causent que Marcel, malgré l'admiration inquiète qu'il en concevait pour elles et en dépit de sa philosophie, en avait par momens froid au cœur. Il les voyait, ce qu'elles sont le plus souvent, des êtres de premier mouvement et de sensation, raffinées en leurs instincts par une civilisation très avancée qui les caresse et les séduit, mais qui aux momens de crise est impuissante à les modifier ou à les dominer. — Ce sont de jolies sauvages, — se disait-il en souriant.

Il avait eu pourtant à se louer d'elles bien plus qu'à s'en plaindre; mais, sauf en sa première jeunesse, où d'ailleurs ses succès avaient été moins nombreux, il avait été aimé d'elles plus qu'il ne les avait aimées. Cela tenait à sa réputation, qui leur était un appât, à ses travaux, qui les attiraient vers lui et le distrayaient d'elles. Il se prêtait vite à leurs fantaisies naissantes, et ne leur en voulait point qu'elles le quittassent. Il savait leur plaire autant qu'elles le désiraient et rester leur ami. Une seule fois il avait été la proie d'une passion profonde qu'il avait bien plutôt inspirée que ressentie. Cette passion l'avait étreint de ses tendresses, de ses emportemens, de sa jalousie et de ses violences.

Un homme en pareil cas devient l'esclave du bonheur qu'on lui impose. Il se débat dans ses liens avec de sourdes révoltes, est deviné dans ses tentatives de fuite, assailli de reproches muets ou d'élans désordonnés qui, au lieu de l'émouvoir ou de l'échauffer, le

déconcertent et le troublent. S'il est froidement résolu, il tranche d'un coup de hache ces lianes vivaces et parasites qui le garrottent et l'étouffent; s'il a au contraire l'obstination douce qui use les obstacles, il décourage à la longue par son indécision et son inertie l'affection brûlante qui s'attachait à lui et dont la flamme s'éteint faute d'aliment; mais la femme, tout à l'orgueil de sa beauté qu'elle prodigue et de son amour qui se livre, ne se résigne que très tard à la déchéance, et l'homme ne sort que las et meurtri pour longtemps de ces combats sans grandeur et sans dignité. C'est ce qui était arrivé à Marcel. Il s'était juré en homme d'esprit de n'être plus aimé et ne se préoccupait pas de l'éventualité peu probable où il serait atteint lui-même d'un amour sans espoir. Il s'était isolé, retrempé dans un travail assidu, avait produit de belles œuvres et n'eût point compris de meilleure existence que celle qu'il menait et dans laquelle de rapides plaisirs se joignaient, pour leur servir d'agréable et d'élégant cortége, aux plus nobles efforts de l'intelligence. Toutefois un de ces rapides plaisirs s'était transformé pour lui depuis plusieurs années en une charmante et facile habitude. Après s'être lassé des passions ardentes, il avait rencontré une séduisante femme à peu près de son âge, dans une situation toute particulière, dont la grâce pénétrante et singulière l'avait envahi par degrés, et qui était devenue, sans qu'il eût éprouvé la moindre tentation de lui être infidèle, la compagne exclusive de sa vie.

Honorine Demarsange était veuve. Elle avait eu pour mari un banquier d'un certain renom, qui lui avait laissé de la fortune. Soit qu'elle n'eût pas été très heureuse en ménage, soit que l'indépendance lui fût chère avant tout, elle n'avait point songé à se remarier. Avant qu'elle ne connût Marcel, elle allait beaucoup dans le monde et passait pour être fort coquette. On ne lui prêtait cependant aucune aventure; elle aimait seulement qu'on la trouvât jolie et recherchait les hommages. Dès qu'elle les avait obtenus en les provoquant, elle devenait timide et les fuyait. S'ils se hasardaient à la poursuivre, elle leur opposait la résistance la plus vraie et la plus décisive. Aussi l'opinion s'était-elle peu à peu établie sur son compte qu'il était facile de lui faire la cour et presque impossible de réussir auprès d'elle. Honorine était vraiment jolie, d'une façon délicate et vague. Elle avait de grands yeux bleus sous des sourcils finement arqués, des cheveux châtains, le nez petit, une bouche rose et bien fermée. Tout le visage avait par instans une expression enfantine, tandis que le reste du corps s'accusait dans des proportions accomplies de souplesse et de plénitude. L'âme semblait en elle, au premier abord, aussi indécise que la physionomie. Mme Demarsange était rêveuse et tendre, gaie et triste, avec un besoin latent d'être aimée et protégée. Une sorte de seconde vue la mettait en garde

contre les entraînemens de sa nature et l'avertissait du péril. Elle se reprenait avec un effort presque douloureux, et elle était alors aussi touchante dans sa mélancolie que dans son enjouement. Il était certain qu'elle appartiendrait sans retour à l'homme qui, lui inspirant une sympathie vive, saurait ne point l'effrayer. Marcel fut cet homme-là. Il fit moins la cour à Honorine qu'il ne l'entoura de soins et de tendresse. Au-delà de cette femme, occupée de coquetterie et de plaisirs, il en pressentait une autre, doucement passionnée, sans emphase, à la fois craintive et résolue, et qui, sûre de l'ami qu'elle aurait choisi comme elle serait sûre d'elle-même, s'épanouirait dans le bonheur. Il y avait également entre eux certaines affinités. Ils n'avaient, à vrai dire, ni des principes bien arrêtés ni le sentiment sévère du devoir. Ils s'étaient séduits au début par un éclectisme railleur, un peu fanfaron, mais, chez tous deux, l'émotion de la voix, la franchise du regard avaient démenti les théories et les paroles. Au fond, ils se jugeaient réciproquement bien meilleurs qu'ils ne se montraient et avaient le désir de s'adorer. Ils éprouvaient la même horreur d'un amour acerbe et tourmenté, et se laissaient aller au rêve d'une mutuelle affection, indulgente et confiante, qui leur apporterait en pleine sécurité les jouissances d'imagination et de cœur auxquelles ils étaient enclins tous deux. Cette union morganatique qu'ils conclurent sans préméditation et sans lutte leur devint bientôt une intimité souriante, plus étroite et plus complète au fur et à mesure que le temps s'écoula. Elle fut toute l'existence d'Honorine, et, pour Marcel, une retraite heureuse et virile, où son talent se développa, où son cœur s'emplit d'une félicité sereine, et que les inquiétudes de sa jeunesse ne vinrent plus visiter.

Il en était alors à cette période de la vie où l'homme se croit assuré de sa force et se fie à son expérience. De temps à autre, il écrivait un livre qui faisait sensation. Son talent lui obéissait : les passions dont il se souvenait le faisaient tressaillir encore, ne le troublaient plus. Il les peignait à larges traits, mais d'une main vibrante et sûre, de façon qu'elles portassent avec elles leur enseignement. La célébrité de l'écrivain commençait pour lui. Quant à sa réputation d'homme, elle demeurait intacte et même se teintait légèrement de légende. On se racontait en le voyant ses aventures d'autrefois et on les exagérait quelque peu. Sa retraite en une affection calme et discrète lui était surtout comptée comme un acte de diplomatie et d'habileté, car on ne le croyait pas entièrement converti à sa foi nouvelle. Il avait conservé de grandes habitudes d'élégance et de luxe, et il ne semblait à personne que cela fût tout à fait désintéressé de sa part. Marcel Destry paraissait jeune encore, surtout par le regard, qui était vif et caressant, et par le sourire,

qui avait une grande finesse mêlée de bonté. Les femmes devinaient en lui, dès la première vue, un ami tout prêt à les servir, et il ne leur eût pas déplu que cet ami se montrât, jusqu'à un certain point, égoïste à son profit. Il portait ses blonds cheveux longs et bouclés, et, s'il y en avait quelques-uns de blancs, on les apercevait à peine. L'expression de son visage avait pris quelque chose de la maturité forte de son talent. C'était celle d'un homme qui s'est joué avec les orages et les dangers de la vie, qui ne les craint ni ne les désire, mais qui ne les affronte plus de parti-pris. Ce hardi pilote, volontairement réfugié au port, n'assistait point en indifférent à la détresse de ceux ou plutôt de celles que l'ouragan des passions menaçait encore. Il était d'un conseil prompt, d'autant meilleur qu'il se montrait compatissant à toutes les faiblesses, qu'il ne leur faisait point brusquement quitter la voie où elles s'étaient engagées, qu'au contraire il les y guidait en leur signalant les écueils où elles auraient pu sombrer. Lorsqu'il parlait de lui-même, ce qui lui arrivait rarement, il était plein de réserve et d'une spirituelle modestie, Marcel se mettait hors de cause, il vivait non point en anachorète, mais en épicurien, dans cette demi-sagesse qui indique à chaque âge sa voie facile et douce. Plus que jamais il était aimable, paradoxal et sceptique. Tout au plus et de loin en loin, car il est difficile de dépouiller entièrement le vieil homme, avait-il quelques velléités galantes; mais ce n'étaient que velléités qui se dissipaient vite au souffle de sa raison et de son expérience. N'avait-il pas, au gré de sa fantaisie et de sa paresse, un bonheur préférable, assez intelligent en ses transformations coquettes et en ses caprices pour lui offrir la compensation de ces ordinaires plaisirs qui l'eussent agité sans le satisfaire?

L'hiver commençait, et Marcel, autant par habitude que par le goût des distractions élégantes, allait dans le monde. Il se plaisait en observateur au riant spectacle des fêtes; puis sa place y était marquée. On choyait, on recherchait l'écrivain célèbre qui se délassait de ses travaux par d'étincelantes ou d'intimes causeries. On venait à lui, et, parmi les femmes, c'étaient les plus jolies et les plus remarquables qui s'estimaient fières de ses suffrages. Il ne les leur accordait toutefois qu'à bon escient. Quoiqu'il fût envers toutes plein de courtoisie, il ne donnait jamais à aucune un éloge qui ne fût mérité. Ce juge excellent n'était point banal, et, pour quiconque le connaissait bien, il n'était que dans la forme d'une bienveillance exquise; au fond, il fallait forcer son admiration. Il ne se cachait pas tout à fait pour dire qu'il est aussi rare de trouver une femme de tout point hors ligne qu'un homme vraiment supérieur. Les gens amoureux ou superficiels peuvent s'y tromper. Une éclatante beauté, le mordant de l'esprit, une irréprochable élégance, un charme parti-

culier dans la démarche ou dans les manières, produisent souvent une illusion plus ou moins forte, et l'ensemble harmonieux de ces qualités diverses, leur équilibre heureux, plus encore cette séduction suprême qui se dégage d'une femme et s'impose à tous et non plus à un seul par la sympathie tendre et par le respect, ne se rencontrent presque jamais. La plupart de ces jolies créatures qui traversent triomphalement la vie, dont le corps semble taillé dans le marbre pur de Paros et dont une étincelle dérobée au feu du ciel paraît animer l'esprit et la grâce, ont des pieds d'argile. Marcel les admirait toutes, mais secouait finement la tête à leur passage ailé. Aucune d'elles ne l'eût fait sortir de sa paresse de cœur, qui lui était chère, et de cette philosophie qui le rendait invulnérable à leurs atteintes.

Un soir de grand bal, dans un palais rempli de fleurs et des merveilles du luxe, à cette heure brillante où la fête à son apogée s'enivre pour ainsi dire d'elle-même, Marcel, qui s'était retiré dans une serre magnifique attenant au salon et le dominant par un balcon élevé de quelques marches, se trouva tout à coup à côté d'une jeune femme qu'il n'avait jamais vue jusque-là. Elle s'appelait Renée d'Orbeire. Son mari occupait un poste diplomatique à l'étranger et elle venait de rentrer en France avec lui. Mme d'Orbeire s'était accoudée à la balustrade, et, comme Marcel, regardait le bal. La maîtresse de maison, qui passait près d'eux, présenta Marcel à sa voisine. Ils se mirent alors à causer, s'observant peut-être un peu à la dérobée, car ils se connaissaient tous deux de réputation et éprouvaient en se rencontrant quelque curiosité l'un de l'autre. Ce n'est pas qu'il y eût rien d'extraordinaire dans ce qu'on avait pu dire à Marcel de Mme d'Orbeire, mais c'était une femme très jeune, nouvelle pour lui, un peu en dehors par sa façon d'être des conventions habituelles, et il se prit à l'examiner avec un soudain et réel plaisir. Renée avait vingt-trois ans. Elle était de petite taille, de formes juvéniles, un peu grêles encore. La tête fléchissait sous le poids d'abondans cheveux cendrés. Les yeux étaient grands et noirs avec une expression confiante et gaie; les cils étaient si longs qu'ils projetaient une ombre sur les joues. Le front n'était pas élevé; il témoignait d'une intelligence nette et lucide, d'une volonté persévérante dans la passion. Marcel s'attardait à détailler Mme d'Orbeire : le fin connaisseur s'étonnait en lui de ne découvrir que des perfections toutes concordantes entre elles dans cette organisation féminine, vigoureuse et fine à la fois. Il remarquait le mobile frémissement des narines, le ton rouge des lèvres qui s'ouvraient franchement pour sourire, ou dont l'inférieure tombait légèrement au repos, trahissant ainsi chez cette jolie patricienne l'orgueil d'elle-même ou bien quelque dédain des autres.

Renée avait nettement attaqué Marcel. Il semblait qu'elle voulût du premier coup savoir à quoi s'en tenir sur son compte. Ce sont toujours les opinions du cœur qui sont en jeu dans une conversation pareille. Une jeune femme s'y pose tout naturellement en sphinx. N'en a-t-elle pas l'attitude inquiétante et gracieuse, l'énigmatique impassibilité? Elle interroge avec une inexpérience habile, frappe çà et là son adversaire, épie ses réponses, le met malicieusement en contradiction avec lui-même, l'attire avec perfidie, le rejette dans le doute par un seul mot, le juge enfin sans appel, sauf à se tromper en toute naïveté dans le jugement qu'elle en porte. Marcel était trop habitué à de semblables combats pour s'en émouvoir. La seule impression qu'il ressentît était une admiration désintéressée pour Mme d'Orbeire. Comme il avait curieusement étudié sa personne, il s'émerveillait en artiste de ses reparties promptes, du timbre de sa voix, qui se faisait caressante ou profonde, du vif éclair ou du rayonnement voilé de son regard. Il notait dans cette âme ignorante, dont la prétendue science de la vie était spontanée et toute d'instinct, de rapides élans de tendresse, des désirs trompés, des regrets vagues, une coquetterie hardie. Elle se cherchait à son insu moins dans un passé qui lui avait apporté peut-être quelque déception que dans son avenir, qui lui apparaissait comme une espérance. A coup sûr, elle aurait une existence traversée de plaisirs passionnés ou d'amers chagrins, mais elle y marcherait en des sentiers aventureux qu'elle-même aurait choisis. Marcel, qui s'oubliait à l'étudier autant qu'à l'écouter, se prenait pour elle d'un sentiment affectueux, indulgent, presque paternel. Il la voyait si jeune et prête à s'embarquer en de si grands périls! Aussi lui répondait-il sans diplomatie égoïste, avec une franchise calme, avec un scepticisme tranquille. Il la désenchantait des horizons inconnus, lui résumant tous les mouvemens de la passion en cette immense et unique préoccupation de soi-même, qui est au fond de tout être humain. — Même dans le plus violent amour pour les autres, lui dit-il, on n'aime que soi.

— Ah! fit Mme d'Orbeire en s'éloignant, je vous quitte, je veux garder quelques illusions.

Marcel la suivit des yeux. Sa démarche était légère, un peu hautaine. Il pouvait se faire qu'elle fût froissée de ce qu'elle venait d'entendre. Après s'être arrêtée à échanger quelques mots avec diverses personnes, elle ne se retourna qu'à l'extrémité du salon. Son regard fut droit à Marcel. Certainement, tout en marchant, elle n'avait pensé qu'à lui; mais de quelle façon? Cela ne préoccupa Marcel qu'un instant. Personnellement il ne se croyait point en cause. Alors il songea que ce serait pour un jeune homme un grand bon-

heur d'être aimé de Renée. Il entrevit la passion partagée avec ses joies infinies et renaissantes, les dangers mêmes qui la menacent et qui ont leur âpre volupté. Mme d'Orbeire était bien pour lui cette femme rare entre toutes qu'il lui arrivait si souvent de chercher sans la trouver. Il l'observait encore et l'admirait davantage. Elle avait une animation singulière, dansait avec un plaisir vrai, recevait en riant de nombreux hommages. Les vieilles femmes disaient que Renée était en beauté ce soir-là. Marcel leur en savait gré comme si elles eussent parlé d'une amie ou d'une enfant qui lui eût été chère. En même temps, il faisait un retour sur lui-même. Il s'applaudissait de sa résignation sage, qui le mettait à l'abri de toute folie. Que fût-il devenu, s'il eût été capable de s'éprendre de Renée? Il en frémissait d'avance. Il se voyait en plein âge mûr aux prises avec cette femme radieuse de jeunesse, impatiente d'ardeur et de mouvement. Dans quelles inquiétudes, dans quels doutes, dans quelles angoisses il eût vécu ! Que fût devenu ce travail serein, orgueil et repos de sa vie? Il se fût courbé aux exigences mondaines, à des soins puérils de toute heure, à la nécessité de l'emporter sur de jeunes rivaux qui, non sans quelque moquerie, se seraient étonnés de ses prétentions.

Honorine aussi se présentait à sa pensée. Il lui eût fallu non-seulement la trahir, mais, ce qui était pis, la tromper, jouer le rôle d'un amant coupable et que rien ne force à l'être, car il déserte son bonheur pour une ombre insaisissable et railleuse. Et tout cela, pourquoi? Même s'il était aimé, que lui en reviendrait-il? Est-ce qu'on recommence ses vingt ans lorsqu'on en a quarante? Est-ce qu'il dépend de nous d'avoir la flamme, le désir, l'enthousiasme du jeune âge? Est-ce qu'il ne vient pas fatalement une heure où la fatigue des efforts tentés jadis et des passions subies nous prend tout entiers? Alors à quoi bon être aimé, si, après une factice énergie de l'âme, on n'a plus que l'impuissance de son amour?

Cette soirée cependant eut ses lendemains. Marcel, vaguement il est vrai, ne cessa point de penser à Mme d'Orbeire. En diverses circonstances, il la rencontra, et la première impression qu'elle lui avait causée se fortifia dans son esprit et presque dans son cœur. Il avait pour elle une sympathie secrète et tendre. La plus belle fête, si elle n'y était point, lui paraissait triste. De son côté, Mme d'Orbeire venait à lui, le gardait près d'elle, l'écoutait longuement. Elle avait de fugitives rougeurs, des sourires qui ne s'achevaient pas. Il semblait qu'elle voulût le provoquer à un aveu, s'impatientant de ce calme respectueux qui n'abandonnait point Marcel. Est-ce donc qu'il la trouvait trop jeune ou la dédaignait? C'était elle vraiment qui se livrait plus que lui. Marcel, incertain, n'en croyait ni les regards, ni

les paroles de Renée. D'autres fois pourtant il se disait qu'une telle aventure n'avait rien d'extraordinaire, qu'une jeune femme peut s'éprendre de la renommée d'un homme plus que de l'homme lui-même. Il savait bien que les femmes se séduisent à leurs propres rêves, à leur recherche de l'idéal, et qu'il ne s'agit que d'épier l'instant propice pour les prendre au piége qu'elles se sont tendu. Le ferait-il? Il eût été honteux de le faire, et cependant, à son tour, il s'apercevait qu'il aimait Renée. Une sensation douce et puissante l'entraînait vers elle. Il était tenté de la serrer tout à coup sur son cœur ou de baiser ses mains blanches et fluettes, qu'elle égarait près des siennes. Une sorte de prudence toute physique le retenait; c'eût été presque ridicule à son âge. Un soir, l'événement parut donner raison à ses scrupules, et il se crut guéri. Jusque-là, il n'avait pas vu M. d'Orbeire ou n'avait point eu la curiosité de le voir. Marcel en effet ne s'était jamais inquiété des maris. Ses liaisons diverses étaient nées de la spontanéité, non du calcul, et il y avait en lui du don Juan plutôt que du Lovelace. Ce soir-là, il vit M. d'Orbeire, qui parlait à sa femme. Le mari de Renée était un beau jeune homme de trente ans à peine, d'un fort grand air, d'un visage intelligent, avec cette assurance heureuse qui résulte de l'habitude du monde et d'une vie large et facile. Il parlait amicalement et en souriant à Renée; elle lui répondait de même. Tous deux, en pleine jeunesse, menant la même existence dans les mêmes plaisirs, semblaient faits l'un pour l'autre. Marcel, si exercé qu'il fût à scruter une situation, à pénétrer les secrets qui parfois séparent des époux, ne découvrit rien d'équivoque au-delà de cette entente cordiale qui se manifestait à ses yeux. Il mesura soudain la folie du rêve qu'il caressait malgré lui, et, franchement, sans arrière-pensée, avec une loyauté qu'éclairait sa raison, il baissa pavillon devant M. d'Orbeire.

Au même instant, comme M. d'Orbeire s'éloignait de sa femme, Renée, qui était seule sur un canapé, fit un signe à Marcel en lui désignant la place demeurée vide auprès d'elle. Il y eut dans ce geste une expression si gracieuse et si impérative, quelque chose de si familier et de si intime, qu'il ne pouvait être adressé qu'à un homme qu'on aime ou qu'on est bien près d'aimer. Marcel tressaillit de la tête aux pieds, pâlit de surprise et d'émotion. Il se rendit presqu'en chancelant à l'invitation de la jeune femme, tandis que machinalement, oubliant qu'il n'avait plus comme autrefois la forfanterie de ses caprices d'un jour, et qu'il avait cessé d'être invulnérable, il prononçait à demi-voix ces quelques mots : — Puisque c'est elle qui le veut!

II.

Marcel eut dès lors un foudroyant regain de jeunesse. En quelques jours, il redevint l'homme ardent et infatigable qu'il avait été jadis. Il sortit subitement de cette sorte d'apathie où il s'était confiné. Cette vie de fêtes, de mouvement, cette dévorante activité dans le vide, dont la seule perspective l'effrayait, lui semblèrent naturelles. Ne fallait-il pas qu'il suivît Mme d'Orbeire? Leur liaison se développa ainsi et se déroba au milieu des bruits du monde. Marcel vivait comme en un songe. Dans les rares instans de solitude et d'intimité qu'ils pouvaient se ménager, Mme d'Orbeire lui assurait qu'elle l'avait aimé tout d'abord, et qu'elle avait craint longtemps de lui rester indifférente. Lui s'étonnait d'être aimé de la sorte, d'avoir pu l'être tout au moins, mais il jouissait profondément de cet amour. C'était la passion pleine, exubérante, qui s'agitait en lui, rendue plus vivace et plus triomphante par toutes les joies de l'orgueil et du cœur. Quand Renée n'était plus là, il la ressaisissait encore par la force de la volonté, il la voyait réellement, lui parlait, lui souriait. Enfin, et pour la première fois peut-être, il n'était plus enchaîné passivement à une liaison qui était venue le chercher : il possédait à son tour la femme de son choix et de ses rêves. Aussi sa manière d'être excitait-elle quelque surprise. Tantôt il était d'un entrain éblouissant, d'une gaîté presque folle, tantôt il demeurait silencieux, pensif, avec une expression de bonheur intime répandue sur le visage, et absorbé dans des souvenirs si vifs qu'ils l'enlevaient à la réalité des choses. — Il est occupé de quelque roman, disait-on, — et l'on ne se doutait pas que ce roman, au lieu d'être quelque fiction nouvelle qu'il méditât, fût son existence elle-même qui recommençait dans l'enchantement perpétuel et inespéré de la jeunesse et de l'amour.

Mme Demarsange avait seule deviné la vérité. Elle aimait trop Marcel pour ne pas avoir remarqué dès les premiers jours, à de légers symptômes, le changement qui s'était fait en lui. Cela tenait à leur situation respective. Lorsqu'ils s'étaient aimés, quand Marcel avait accepté comme un refuge aux agitations de sa vie cette affection loyale et confiante, Honorine avait pénétré les sentimens complexes qui l'attiraient vers elle. Lentement elle l'avait étudié avec cette clairvoyance perspicace des femmes qui mettent dans un amour unique, sans que rien les en doive détourner désormais, tout l'intérêt de leur existence. Ce qui dominait chez Marcel, c'était l'ennui des servitudes du cœur et le désir absolu de l'indépendance; mais ce désir n'était plus dangereux chez lui. Peu à peu Honorine s'était attaché son ami par sa grâce constante, par son habile sou-

mission, par un éclectisme de principes qu'elle feignait pour lui plaire bien plus qu'il n'était réellement dans son cœur. Elle s'était faite en apparence la complice de ses écarts d'imagination, de sa révolte contre les idées admises, du goût qu'il affichait pour la fantaisie et le caprice. Elle se doutait avec raison qu'aucune femme ne lui conviendrait autant qu'elle, et Marcel en effet n'imaginait pas qu'il pût s'engager dans de nouveaux liens. Il aimait réellement Honorine, et pourtant cela lui semblait si étrange de ne subir nulle contrainte, qu'il ne croyait ressentir qu'une amitié rare, exquise, toute de tendresse et d'habitude.

Mme Demarsange le savait encore capable d'engouemens soudains, mais elle savait aussi que le lendemain emportait le rêve de la veille. Elle avait voulu à ce sujet être sa confidente. Ce rôle d'une complaisance légère, d'une curiosité qui n'était pas jalouse, l'avait toujours servie à souhait. Elle se faisait pour mieux triompher d'elles l'admiratrice assez perfide de ses passagères rivales. Le soir même où il avait rencontré Mme d'Orbeire, Marcel avait entretenu Honorine de cette jeune femme dont le charme imprévu l'avait intrigué et séduit. Or en très peu de jours il avait cessé de parler d'elle. Ce silence avait donné l'éveil à Mme Demarsange. Bientôt, en voyant que Marcel se reprenait avec ardeur à cette existence mondaine qui depuis longtemps n'était plus par intervalles que le délassement de ses travaux, elle s'alarma davantage. Elle s'aperçut d'ailleurs qu'elle était négligée. Marcel ne la fuyait pas, mais il n'était auprès d'elle que par sa présence; ses longs silences, ses distractions, l'incertitude de ses actes, ne l'attestaient que trop. Il y avait plus : la passion, en dépit des efforts et de la volonté, est exclusive. Lorsque Marcel fut décidément conquis à Renée, il eut de Mme Demarsange un détachement indécis d'abord et qui s'accentua chaque jour. Sa beauté le laissa froid, le tour aimable de son esprit ne le toucha plus. Ses allures mêmes lui devinrent suspectes. Il oublia qu'il l'avait, pour ainsi dire, façonnée à son usage, et se choqua presque de la voir telle qu'il l'avait faite. Ces impressions diverses échappèrent d'autant moins à Honorine qu'il s'efforçait de les lui cacher. S'il eût simplement cessé de l'aimer, il n'aurait pas eu de secrètes réticences d'âme et ne l'eût point par instans examinée comme il le faisait. Il la comparait évidemment à une autre, et cette autre avait sa partialité, sa pensée tout entière. Mme Demarsange, qui s'était accoutumée à la sécurité, se réveillait en plein danger. Ce n'était plus cette fois une chimère qu'elle avait à conjurer, il ne s'agissait plus de certains sacrifices qu'elle eût pu faire, c'était son bonheur qu'elle voyait en jeu. Aussi, en même temps que la douleur, la colère et la jalousie éclatèrent en elle. Honorine ne se résigna point à un partage qui devenait même impossible, car

elle sentait, à moins qu'elle n'y trouvât un prompt remède, que Marcel serait bientôt à jamais loin d'elle. Puisqu'il se rencontrait une femme qui mettait ainsi à néant les joies de son passé et de son avenir, elle se résolut à la connaître et à lutter avec elle. Par une évolution soudaine, la force patiente et timide, la volonté lente et craintive qu'elle avait employées à se faire heureuse, se changèrent en une implacable énergie. Elle voulut combattre ouvertement sa rivale, et, si elle devait succomber, être frappée, sans compositions indignes d'elle, au grand jour et en plein cœur.

Néanmoins elle ne voulut pas compromettre par une trop grande hâte le succès de son entreprise. Elle cacha son chagrin, et n'affecta point d'être à l'égard de Marcel autrement qu'elle n'était d'ordinaire. Elle se souvenait que ses premiers soupçons s'étaient produits au nom de Mme d'Orbeire. Il fallait savoir si elle ne s'abusait pas. Depuis assez longtemps, elle allait peu dans le monde. Elle manifesta le désir assez naturel de ne point laisser la saison s'achever sans y avoir paru. Marcel ne pouvait avouer aucun motif pour la détourner de ce dessein; mais, quoiqu'il en fût assez inquiet, il ne pouvait non plus avertir Renée. Entre elle et lui, il n'avait jamais été question d'Honorine. La liaison de l'écrivain et de Mme Demarsange était trop connue pour que Mme d'Orbeire l'ignorât complétement. Toutefois elle lui importait peu. Les jeunes maîtresses ne prennent point d'ombrage de femmes plus âgées qu'elles, elles persifleraient au besoin, elles dédaignent surtout ces liaisons surannées. Peut-être aussi Renée, en pleine possession de son amant, ne croyait-elle plus qu'à d'amicales relations entre lui et Mme Demarsange.

Les deux femmes ne tardèrent pas à être en présence. Honorine pâlit en apercevant Renée. Un mouvement intérieur de tout son être la prévint qu'elle ne s'était pas trompée. Elle fut émue de la beauté, de la séduction, de l'air de bonheur de Mme d'Orbeire. Si habile que celle-ci eût pu être à se surveiller, et elle ne prenait point une si grande peine, une femme intéressée à connaître son secret eût surpris ces imperceptibles tressaillemens, ces colorations faibles et rapides qui décelaient chez elle les impatiences de la passion et la certitude d'être aimée. Bien que Marcel fût sur ses gardes, il fut trahi par les imprudences de Renée, qui rendirent sa dissimulation inutile. Mme d'Orbeire s'étonna peut-être de sa complète réserve et regarda tout au plus Mme Demarsange avec une certaine curiosité quand on la lui nomma. Honorine sut d'ailleurs être charmante. Les hommes se partagèrent entre elle et Mme d'Orbeire, et, à la fin de la soirée, les groupes dont elles étaient le centre se fondirent en un seul. M. d'Orbeire se fit présenter à Mme Demarsange et lui présenta sa femme. C'est ce qu'Honorine avait voulu. Il fallait qu'elle pût avoir, à un moment donné, ses entrées chez Mme d'Or-

beire. Quant à Marcel, il était là, calme, souriant et se flattant encore que les deux femmes ne se seraient qu'imparfaitement devinées.

Mme Demarsange connaissait donc sa rivale, mais ce n'était point assez. Elle voulait des preuves qui missent les coupables à sa discrétion. Où se réunissaient-ils? Ce fut la première et l'amère question qu'elle se posa. Marcel n'eût osé recevoir Renée chez lui. Ils avaient un asile où ils s'enfuyaient. Il fallait le découvrir. Alors commença pour Honorine l'effroyable existence de l'espionnage et de la ruse. Elle craignait de se montrer à ces complices, qui l'eussent aperçue et déroutée. Elle allait voilée se cacher à l'angle d'un mur, ou se faisait une protection des premières ombres de la nuit. Si Mme d'Orbeire s'aventurait à pied hors de chez elle, Honorine la suivait à la piste, ne la perdant point de vue, l'escortant au retour jusqu'à sa demeure. Or au bout de quelques jours, vers le soir, Mme d'Orbeire sortit simplement vêtue, voilée, elle aussi, et marchant de ce pas rapide et léger qui révèle l'inquiétude et le parti-pris. A un endroit assez éloigné de son hôtel, une voiture l'attendait. Elle y monta. Dans un premier mouvement, et quoiqu'elle se sentît défaillir, Mme Demarsange voulut s'élancer; mais à peine eut-elle fait quelques pas que ses forces l'abandonnèrent. Elle fut pourtant assez heureuse, — on se sert de ces mots-là dans ces lamentables poursuites, — pour s'assurer que Mme d'Orbeire avait pris une de ces grandes voies dont la direction n'est point trompeuse. Elle se plaça les jours suivans à l'extrémité de ce chemin. Une seconde fois, elle vit la voiture où se trouvait Renée passer devant elle et disparaître hors de la ville. Après plusieurs tentatives, elle parvint enfin, sur les traces de sa rivale, à une maison isolée, aux bords de la Seine. L'obscurité était venue, un rayon de lumière filtrait par les interstices des volets. Ils étaient donc là! Entre la maison et l'enceinte, dans une cour qui faisait jardin, de hautes herbes croissaient au hasard au pied de grands arbres. Honorine, collée à la grille, masquée par ces hautes herbes, en proie tour à tour à la colère et au désespoir, passait brusquement d'un projet à un autre. Elle songeait à frapper à la porte, à se la faire ouvrir par ses cris et par le scandale; mais qui l'entendrait? Bientôt elle voulait attendre que Renée et Marcel sortissent. Ne fallait-il pas s'assurer que c'était bien lui? Qui sait? C'était peut-être un autre. Du moment où Mme d'Orbeire avait un amant, ce pouvait être celui-ci ou celui-là. Cette pensée, que lui envoyait la folie de l'amour, la faisait ensuite sourire de pitié. C'était bien Marcel, et, puisque c'était lui, que faisait-elle donc à se résigner, à trembler sous la fraîcheur du soir, à retenir en vain sa raison, qui s'en allait? Et le temps s'écoulait, et ils étaient là tous deux, bien oublieux d'elle à coup sûr et dans l'ivresse de leur passion. Elle secouait les barreaux de ses fai-

bles mains, ouvrait la bouche, toute prête à jeter un grand cri, et ne le faisait pas. L'instinct tout-puissant de la jalousie et de la vengeance imposait le silence à ses transports. On l'eût dédaignée, on se fût raillé d'elle, on eût choisi une autre retraite qu'elle ne pourrait découvrir, tandis qu'elle avait le secret de celle-là. Enfin elle entendit la voiture qui revenait les prendre. Elle se blottit au ras du sol. Ils sortirent, enlacés l'un à l'autre, étouffant le bruit de leurs voix et de leurs rires, et la touchèrent presque en passant. C'était bien Marcel, et elle se souvint qu'il avait été ainsi avec elle dans les premiers temps de leur amour.

Elle revint le lendemain et revit les lieux en plein jour. Désormais froide et décidée, il ne s'agissait plus pour elle que de recueillir des indices suffisans. Honorine avisa une cabane de pêcheurs, de ces gens douteux que la misère et le vice rendent prêts à toutes les trahisons. Elle n'eut point peur en s'adressant à eux, s'assura qu'ils étaient au courant de ces réunions nocturnes et parleraient au besoin de ce qu'ils auraient vu. Elle se sentit alors en état de commencer l'attaque qu'elle avait résolue, et qui lui rendrait son bonheur ou l'emporterait à jamais dans un désastre.

Au retour même de cette excursion, elle se rendit chez Mme d'Orbeire. La jeune femme était seule dans son salon, plongée dans un grand fauteuil, aspirant par les fenêtres ouvertes les senteurs balsamiques et printanières de son jardin. Elle songeait peut-être à Marcel, au moment où elle l'avait quitté, à celui où elle le reverrait. Un joli sourire errait sur ses lèvres; parfois la mélancolie douce du bonheur passait sur son front comme une ombre légère. Elle tressaillit au nom de Mme Demarsange, se leva, marcha au-devant de cette rivale qu'elle soupçonnait à peine. Après tout, ce pouvait n'être qu'une visite de politesse que lui faisait Honorine. Elle lui offrit un visage aimable, un peu étonné. Mme Demarsange, sauf sa pâleur, était elle-même calme et gracieuse. Les deux femmes s'assirent en face l'une de l'autre, et demeurèrent un instant silencieuses.

— Madame, dit enfin Honorine, c'est un entretien sérieux, tout à fait décisif, que je désirerais avoir avec vous.

Bien que troublée par ce début, Renée en apparence ne s'émut pas.— A quel propos? demanda-t-elle.

Mme Demarsange la regarda tranquillement. — A propos de M. Destry.

— Ah! fit seulement Renée. — Il n'y avait que de la surprise dans ce mot, qui était moins une exclamation qu'une réponse.

— Je suis venue chez vous, poursuivit Mme Demarsange, avec un dessein arrêté dont je ne tarderai pas à vous instruire. Aussi vous me pardonnerez, je l'espère, de vous faire certains aveux, singuliers dans la bouche d'une femme, mais qui vous intéresseront au-

tant que moi. Ils sont nécessaires pour bien établir ma situation vis-à-vis de vous.

Mme d'Orbeire fit un signe d'assentiment.

— M. Destry et moi, reprit Honorine en baissant la voix, nous sommes liés depuis plusieurs années. J'avais en lui une pleine confiance, je croyais être sûre d'ailleurs de le garder tout à moi. J'étais enfin parfaitement heureuse avant qu'il ne vous rencontrât. Je doute en effet qu'il fût allé de lui-même à vous, car mon affection lui suffisait; mais c'est vous qui l'avez aimé, qui le lui avez laissé voir. Ah! ne le niez pas, dit-elle en se méprenant à un geste de Renée. D'ailleurs je ne vous le reproche pas, vous avez bien pu l'aimer, puisque je l'ai aimé moi-même.

Là elle fit une pause.

— Continuez, je vous prie, dit Mme d'Orbeire, je me suis promis de vous écouter jusqu'au bout.

— Mais il est dangereux, madame, reprit alors Honorine, d'enlever l'homme qu'elle aime à la femme qui a mis en lui tout son bonheur. Je veux bien que vous n'ayez su qu'à peu près ma liaison avec M. Destry. Il eût été prudent et généreux toutefois de vous mieux renseigner à cet égard, de savoir au moins qui j'étais et ce dont je pouvais être capable. Vous ne l'avez pas voulu. Si vous l'eussiez fait, vous auriez sans doute passé outre. Ne nous occupons donc que de ce qui est. Je vous ai épiés tous les deux. C'était le droit de ma jalousie et aussi de ma souffrance, car j'ai beaucoup souffert. Je sais où vos rendez-vous ont lieu, hier soir encore je vous ai vue arriver seule et sortir plus tard au bras de votre amant, du mien. D'autres que l'on pourrait interroger le savent comme moi.

— Eh bien? demanda Renée devenue très pâle, mais avec un geste de défi.

— Eh bien! j'ai résolu de tout dire à votre mari.

Mme d'Orbeire ne répondit pas d'abord. Des sentimens divers, l'émotion soudaine qui l'étreignait, la honte entrevue pour elle, la tristesse et la crainte, le regret de son amour menacé, le mépris pour la dénonciatrice, l'agitaient de tressaillemens légers que son orgueil réprimait.

— Je lui dirai tout, reprit Mme Demarsange, à moins que vous ne partiez.

— Que je ne parte?

— Oui, pour un voyage. Cela vous est facile. Vous prendrez auprès de votre mari le prétexte de votre santé. Vous resterez longtemps absente, jusqu'au moment où M. d'Orbeire recevra lui-même un nouveau poste où vous l'accompagnerez.

— C'est une séparation que vous voulez entre M. Destry et moi?

— Oui.

Renée réfléchit quelques instans. Devant cette volonté si nettement formulée, elle se révoltait. Allait-elle donc obéir, renoncer à Marcel? Ne fallait-il pas avant tout qu'elle le vît, qu'elle se concertât avec lui? Et si cette femme inventait ce qu'elle avait vu, si elle était hors d'état de rien prouver, si elle reculait au dernier moment? Tout cela n'était-il pas à considérer? Puis, quand même Mme Demarsange se déciderait à réaliser sa menace, Renée, au prix même de sa vie, ne voulait pas être séparée de Marcel. Une résignation froide prête à tous les dangers comme à tous les sacrifices succéda chez elle à l'agitation qu'elle avait montrée : — Madame, répondit-elle, dites à mon mari ce que vous voudrez.

Mme Demarsange ne s'attendait pas à cette réponse. Elle n'avait cru trouver en Mme d'Orbeire qu'une timide adversaire, et celle-ci, par l'amour que lui inspirait Marcel, se révélait à elle aussi forte qu'elle-même. Honorine sentit de légers frissons dans tous ses membres. Quel était donc cet homme pour qu'on se dévouât à lui de la sorte? Elle eut par un retour sur son passé l'intuition rapide de la fascination qu'il exerçait. Il était naturel, — n'en faisait-elle pas l'épreuve? — qu'une autre femme ne voulût pas renoncer à lui. Elle se leva lentement. — Soit, madame, dit-elle à Renée.

— Mais j'ai le droit, fit Mme d'Orbeire, de prévenir M. Destry de la démarche que vous avez faite près de moi.

— Oui, répondit Honorine.

Quand Honorine ne fut plus là, l'énergie de Mme d'Orbeire tomba tout à coup. Elle était jeune, elle était malheureuse, elle pleura longtemps et amèrement. Elle n'accusait cependant que le malheur qui la frappait. Mme Demarsange se défendait, et Marcel lui-même n'était point coupable aux yeux de Renée. N'était-elle point allée vers lui de son propre mouvement sans se douter de cette liaison qui lui avait semblé plus tard sans importance, oubliée ou banale, et qui venait de lui apparaître si redoutable? Elle jugeait enfin Honorine à sa valeur vraie et tremblait devant cette femme outragée. Elle avait fait néanmoins ce qu'elle devait faire, elle avait vaillamment supporté le choc, et, si elle pleurait maintenant, Mme Demarsange ne la pouvait point voir. C'était Marcel qu'il lui fallait attendre et qui déciderait en maître de sa destinée et de celle de sa rivale.

Ce soir-là précisément il devait venir. Marcel faisait d'assez fréquentes visites à Renée, et, bien qu'il déplût presque à M. d'Orbeire, celui-ci le recevait avec courtoisie. Il eût craint de paraître jaloux de sa femme. Il était d'ailleurs rarement chez lui, ses plaisirs ou ses affaires le retenant hors de sa maison. Les deux amans étaient donc à peu près libres et le plus souvent se voyaient sans témoins. Quand Marcel entra, il s'aperçut aussitôt de la tristesse de Renée. Elle ne lui laissa pas le temps de la questionner et le mit au courant de ce

qui s'était passé. Ce fut pour Marcel un coup d'autant plus cruel qu'il était plus inattendu. Ce n'est pas de là qu'il eût pu croire que viendrait le danger. Renée ne voulut point qu'il tentât de se justifier. — Nous n'avons songé qu'à nous, lui dit-elle, point assez à Mme Demarsange, qui n'a que le tort de vous aimer encore comme je vous aime.

— C'est vrai, répondit Marcel, je ne voyais plus qu'une amie en elle, et je ne supposais point qu'elle se portât à cette extrémité.

Il était de bonne foi. Honorine en apparence n'avait point changé de conduite à son égard. Loin de là, pour mieux cacher ses démarches et la jalousie qui lui torturait le cœur, elle avait agi avec une dissimulation caressante, avec une certaine abnégation, qui avaient trompé Marcel. Il avait espéré ou lui dérober ce nouvel amour, qui avait éclaté pour lui comme un coup de foudre, ou jusqu'à un certain point le lui faire accepter, si elle le soupçonnait jamais. Il ne faisait pas bon marché du chagrin qu'elle éprouverait sans doute, mais il ne l'eût jugée capable ni de cette profondeur de sentiment, ni de cette violence. En ce moment, il se préoccupait moins encore d'elle que de Renée. Il était touché de cette sérénité triste de la jeune femme, de son indulgence, de sa résignation, qui l'implorait. C'est que Mme d'Orbeire était bien sûre d'être la plus aimée, et que dans ses inquiétudes, si vives qu'elles fussent, elle était presque fière de la suprématie que cet événement lui donnait sur Marcel, et de l'occasion qui se présentait pour elle de lui prouver sa soumission et son dévoûment.

— Que faire? lui demanda-t-elle.

— Je verrai Mme Demarsange, répondit-il. Je saurai exactement ce qu'elle peut tenter contre nous. Je la détournerai, si je puis, de ses projets. J'aurai envers elle la franchise que je dois avoir, et si je ne réussis pas, il nous restera le temps de prendre un parti.

Il prononça ces derniers mots d'une voix brève et résolue, attirant Renée vers lui et la serrant sur sa poitrine.

— Et moi, je suis prête à tout, fit Renée en lui rendant son étreinte. Ce que vous ferez sera bien fait.

III.

En sortant de chez Mme d'Orbeire, il alla aussitôt chez Honorine. Pendant le trajet il se calma. Peut-être, depuis qu'il était aimé de Renée, était-ce la première fois qu'il redescendait en lui-même et se rendait compte de sa vie. Quel changement s'y était opéré! Il se voyait distinctement ce qu'il était quelques semaines auparavant, d'un scepticisme aimable, indifférent et froid, ne parlant plus des

orages de la passion que pour en sourire, et planant au-dessus d'eux dans une sphère inaccessible de scepticisme et de prudence; mais cet homme-là, s'il le voyait encore, il ne le reconnaissait plus. C'était maintenant la chaleur de son sang, l'ardeur de son imagination et de ses désirs qui disposaient de sa vie. Il ne s'appartenait plus et se sentait aux mains de cette jeune et séduisante créature dont la folie, en l'aimant, était presque aussi grande que la sienne. Leur rapide bonheur à tous deux était sur le point de crouler, et dans quelles conditions? Si ce naufrage imminent ne l'emportait point, essaieraient-ils de le continuer? Si Honorine parlait, voudraient-ils se réfugier, Renée et lui, dans l'équivoque existence des amans qui se mettent hors la loi, et si elle ne parlait pas, l'auraient-ils donc à côté d'eux, dans l'ombre, prête sans cesse à les troubler et à les dénoncer? Marcel se la rappelait alors avec une commisération singulière. Il connaissait trop les femmes pour ne pas deviner tout ce qu'elle avait dû souffrir, et par quels lamentables efforts elle avait pu l'abuser. Il concevait pour la première fois l'idée de la jalousie par les tumultueux mouvemens qui s'élevaient en lui à la supposition seule que Renée pût cesser de l'aimer. Toutefois il se croyait sûr encore de son empire sur Honorine. Il l'avait toujours trouvée si facile à ses caprices, si malléable à ses volontés. Il s'était trop brusquement éloigné d'elle, et il y avait peut-être plus de vengeance féminine que de menace réelle dans sa démarche près de Mme d'Orbeire. Il l'apaiserait, l'assouplirait, la ramènerait à une plus juste appréciation de ce qui se passait. Ici, malgré lui, Marcel rougissait, car il s'agissait de la tromper cette fois avec une rouerie calculée qui l'amoindrissait à ses propres yeux. Aussi se révoltait-il en pressant le pas. L'impatience du joug le reprenait, il ne voulait être gêné ni dans sa passion, ni dans ses plaisirs. Il ferait certes ce qu'il pourrait, mais après tout, s'il le fallait, il romprait avec Honorine, et s'estimait assez fort pour la contraindre ensuite à l'obéissance et au silence.

L'arrivée de Marcel ne surprit pas Mme Demarsange. Elle y comptait. Elle était un peu pâle, dans sa plus élégante toilette, le sourire aux lèvres. Marcel s'assit en face d'elle, la regarda lentement, lui prit les mains. — Vous avez été voir Mme d'Orbeire, dit-il, et voici les révélations et les menaces que vous lui avez faites.

Il les lui retraça sans reproche, avec une fermeté douce.

— Oui, dit Honorine, c'est en effet ainsi que j'ai agi.

— Et pourquoi?

Mme Demarsange frissonna en entendant faire cette question.—Vous le demandez? s'écria-t-elle, il le demande!

— Oui.

— Parce que je ne veux ni vous partager avec cette femme, ni vous céder à elle.

Marcel allait répondre, elle l'arrêta. — Ne parlez pas, reprit-elle, je n'ignore point ce que vous me diriez. Vous me rappelleriez notre passé, que vous n'avez consenti à m'aimer, c'est le mot vrai, que parce que je semblais décidée à être pour vous moins une maîtresse qu'une amie. Vous me diriez que je souriais à votre système en fait d'amour, à votre hardiesse de jugemens et de principes. Qu'importe cela? ne discutons pas à cette heure avec ce qui est faux, ne tâchons pas de l'ériger en vérité, ce serait à notre honte. Oui, je m'étais faite ainsi pour vous plaire, mais cela m'était facile, vous n'aimiez que moi, et je savais que vous pourriez n'aimer que moi. Que me faisait dès lors ce prétendu scepticisme de votre esprit qui s'exprimait en paroles aventurées et téméraires quand je vous retrouvais pour moi bon, aimant et tendre, tel que vous l'étiez réellement au fond du cœur? Ah! j'eusse été plus loin, Dieu me pardonne. Il est presque des fantaisies sur lesquelles j'eusse fermé les yeux par dignité pour moi, par affection pour vous. Je n'ai pas même eu besoin de le faire. Et vous me demandez aujourd'hui que j'abandonne à une rivale, à une femme que je sens, hélas! toute à vous comme je le suis, à une femme que vous aimerez sans espoir de retour pour moi, vous me demandez que je livre à cette rivale le bonheur dont j'ai joui, et qui m'est devenu aussi indispensable que l'air que je respire l'est aux battemens de ma poitrine et de mon cœur! Non, jamais de mon aveu. C'est une cruauté que vous pouvez avoir, mais que je saurai ne pas subir.

— Honorine, dit Marcel, il est certaines choses que l'on subit quand elles sont fatales. Je n'ai rien à vous reprocher, sinon que j'aime Mme d'Orbeire. Je vous jure que cela s'est fait malgré moi, en dehors de moi pour ainsi dire, mais cela est. Je l'aime maintenant à en devenir fou, si j'étais atteint dans cet amour, je l'aime à ne rien calculer du présent ou de l'avenir, à perdre la mémoire du passé. C'est une démence dont je suis moins coupable que vous ne croyez : il faut en avoir pitié. Dites-moi que vous ne ferez point, ni contre Mme d'Orbeire, ni contre moi, ce que vous avez projeté.

— Je ne vous dirai pas cela, répondit Honorine, je ferai au contraire ce que j'ai résolu, parce que, si je vous cédais à elle, j'en mourrais, et que je ne veux pas mourir sans avoir lutté jusqu'à la fin.

Marcel se fit soudain impassible et froid, et, regardant fixement Mme Demarsange : — Et cependant si vous faites ce que vous avez dit, vous savez que je ne vous reverrai de ma vie.

— Je le sais, mais ce malheur, si j'y survis, me sera moindre que de m'abandonner lâchement à la destinée.

— Je vous laisse à vous-même, dit-il encore.

— Et moi, dit Honorine, j'espère que vous réfléchirez.

Le débat qui s'agitait entre eux était dès lors circonscrit par la résolution que prendrait Honorine et par celle que prendraient de leur côté Marcel et Renée. Pour Mme Demarsange, il s'agissait de savoir si elle pousserait ses projets jusqu'au bout ou si elle aurait les défaillances et les lâchetés de l'amour. Déjà elle ne voulait plus aller trouver M. d'Orbeire; elle lui écrirait, et ce serait assez. Ni l'émotion, ni l'étrangeté de la démarche ne trahiraient son énergie. Elle dirait ainsi ce qu'il faudrait, rien de plus et rien de moins. N'était-ce point au fond qu'elle reculait devant les conséquences de l'acte qu'elle allait commettre? Cependant, si elle n'écrivait pas, elle s'avouait vaincue et se condamnait à disparaître. Et, d'un autre côté, en dénonçant les coupables, elle ne triompherait pas, seulement ils seraient séparés. De quelque illusion qu'elle se berçât, Marcel à coup sûr ne lui reviendrait pas; mais au moins elle se serait jusqu'à la fin défendue et vengée. N'était-il pas possible aussi que la menace seule qu'elle leur avait fait entendre les déterminât à la prudence? Alors elle était sauvée. Renée une fois partie, elle saurait bien ressaisir Marcel. Elle s'accorda vingt-quatre heures avant d'agir, et afin de précipiter le résultat qu'elle entrevoyait dans ses lueurs d'espérance, elle avertit Mme d'Orbeire par un billet de ce délai qu'elle lui accordait.

Dès le lendemain matin, Marcel et Renée se virent ainsi mis en demeure d'obéir à la menace d'Honorine ou d'en courir les risques. Ils trouvèrent le moyen de se rencontrer quelques instans, mais ne s'arrêtèrent à aucune résolution. Il en était une pourtant à laquelle la jeune femme pensait peut-être et que Marcel n'aborda point, c'était de gagner de vitesse Mme Demarsange et de s'enfuir avant le soir. Plus jeune, Marcel n'eût pas hésité, mais à son âge il ne croyait plus, sinon pour lui, du moins pour Renée, à cette existence douteuse, au bord de quelque lac, en dehors des conventions sociales et de l'estime publique. Il n'avait pas le droit d'en user ainsi. Quelle que fût d'ailleurs la catastrophe, Mme d'Orbeire ne serait pas irrémissiblement perdue. Il n'y aurait pas de preuves assez convaincantes pour que M. d'Orbeire en arrivât à une éclatante rupture. Marcel seul aurait à compter avec lui. D'ailleurs y avait-il des preuves? Non, des indices tout au plus. Et encore fallait-il les recueillir, les grouper, pour leur donner quelque consistance. Renée et Marcel se le disaient, se rassuraient à cet égard, mais ils ne pouvaient se cacher que les soupçons et la jalousie du mari s'éveilleraient et les sépareraient peut-être à jamais. La seule chance qui leur restât, la seule vraie, c'est que Mme Demarsange reculât au moment décisif. Ils se figuraient que cela pouvait être, car ni l'un ni

l'autre, dédaignés ou trahis, n'eussent agi comme elle. Ils le croyaient du moins, assurés qu'ils étaient de leur amour réciproque et n'ayant pas à craindre qu'il cessât par leur faute. Ils laissèrent ainsi le temps s'écouler, et, au moment de se quitter, résumèrent leurs craintes, leurs inquiétudes, leurs espoirs dans ces derniers mots : elle n'osera, et, si elle ose, attendons tout au moins qu'elle nous ait frappés.

Ils se donnèrent rendez-vous pour le soir chez Renée. Ils voulaient être réunis quand la lettre de délation arriverait à M. d'Orbeire. Ils verraient son attitude, en préjugeraient ce qu'ils devaient faire. Ils auraient, l'un par l'autre, la hardiesse, le sang-froid et le calme qui pourraient les sauver ou diminuer le péril. Au commencement de la soirée, ils étaient assis dans le petit salon de Renée. La lampe jetait une douce lueur sur les tentures, le silence était profond; de belles fleurs, garnissant l'entre-deux des fenêtres, semblaient s'épanouir à la pâle clarté d'un ciel de printemps. Ils étaient tous deux pensifs, échangeaient de rares paroles et de longs regards où l'affection se mêlait à la tristesse. Ils avaient passé ainsi de lentes et rapides soirées dans la sécurité, dans la splendeur de leur mutuel amour; ils se le rappelaient, et leur détresse intérieure en était augmentée. Ils auraient été heureux bien peu de temps. Était-ce donc vrai? Allaient-ils, un instant plus tard, tomber dans le désespoir? Ils se cachaient leur angoisse en essayant de se sourire. Au fur et à mesure que l'heure marchait, ils s'inquiétaient plus fort ou reprenaient courage. Ce ne serait pas pour ce soir-là, et, le délai expiré, Mme Demarsange ne ferait pas le lendemain ce qu'elle n'avait osé la veille. Les natures généreuses ont leur emportement d'un jour, mais ne s'y reprennent pas à deux fois pour frapper leurs victimes. Quand le domestique apporta le thé, ils respirèrent, la présence de cet homme leur fit du bien; ils n'étaient plus seuls, il y eut pour eux comme un retour de confiance, presque de gaîté. Il était déjà tard : si la lettre avait été écrite, M. d'Orbeire l'eût déjà reçue de Mme Demarsange. Ces lettres-là vont droit à celui à qui elles sont destinées : elles ne l'attendent pas au logis, elles veulent être sûres du poison qu'elles renferment : puis, Renée le savait, le courrier du soir était venu, et il n'y avait rien pour son mari. Allons, c'était fini, ils étaient délivrés d'un poids immense, ce n'avait été qu'une épreuve redoutable qui leur avait fait mieux sentir à quel point ils s'aimaient et combien il leur eût été impossible de vivre l'un sans l'autre.

Tout à coup ils entendirent marcher dans la chambre voisine. La portière se souleva; c'était M. d'Orbeire. Ils l'aperçurent au seuil même du salon, dans une glace placée en face d'eux. Il leur suffit d'un regard pour deviner la vérité. M. d'Orbeire avait reçu la lettre,

il était pâle, les traits légèrement contractés, et s'imposait de grands efforts pour rester calme. Marcel s'était levé à l'entrée du mari. M. d'Orbeire le salua poliment, fit un geste indécis à sa femme et s'assit. Il se servit une tasse de thé, prononça quelques phrases banales, puis, après un instant de silence, et d'une voix dont l'émotion était mal dissimulée : — Je viens de recevoir, dit-il à sa femme, une lettre qui vous concerne, et, continua-t-il en se tournant vers Marcel, qui vous concerne aussi, monsieur.

Il tira de sa poche le papier et le tendit à Mme d'Orbeire. Renée le prit et lut ces quelques mots à voix basse :

« Monsieur,

« Mme d'Orbeire est la maîtresse de M. Destry. Venez demain matin chez moi. Je vous donnerai les preuves de ce que j'avance.

« HONORINE DEMARSANGE. »

Mme d'Orbeire eut un mouvement de dignité offensée, ne changea pas de visage, et, avec un dédain tranquille, rendit la lettre à son mari. Celui-ci la donna silencieusement à Marcel.

Marcel la lut à son tour. Il montra une indignation contenue, une tristesse vraie. — Ah! fit-il, Mme Demarsange a signé cette lettre!

— Elle est du moins signée de son nom, dit M. d'Orbeire.

— C'est elle qui l'a écrite, reprit résolûment Marcel, je reconnais son écriture. Pardonnez-moi, monsieur, poursuivit-il doucement, ce que je vais vous dire; ce n'est point une indiscrétion que je commets. Ma liaison avec Mme Demarsange, malgré le voile complaisant dont le monde la couvre, n'est ignorée de personne. Or Mme Demarsange m'a fait ces jours derniers des scènes de jalousie si violentes qu'elles m'ont alarmé sur l'état de sa raison. Si elle a écrit une pareille lettre, c'est qu'elle est folle.

Marcel et Renée se défendaient donc du mieux qu'ils pouvaient. Ils appelaient à leur aide tout ce qui leur restait de puissance sur eux-mêmes et cette science du monde qui, mise au service d'une diplomatie toute personnelle, calcule et précise la portée du geste et du regard. Leur tenue d'accusés était irréprochable : ils ne se trahissaient par aucune réticence, par aucun tressaillement involontaire; mais M. d'Orbeire était de leur force et ne semblait point disposé à devenir leur dupe.

— Ces scènes de jalousie, reprit-il, s'étaient produites à propos de Mme d'Orbeire?

— Oui, monsieur.

— Vous avez donc rendu à ma femme des soins assez exclusifs pour que Mme Demarsange s'en inquiétât?

— Monsieur, dit Marcel, je suis votre hôte en ce moment, je l'ai été souvent depuis quelques mois. J'ai rendu à Mme d'Orbeire les

soins qu'un galant homme peut rendre à une femme dont les qualités l'attirent et dont le charme le séduit.

— Brisons là, monsieur, s'il vous plaît, fit avec une demi-impatience M. d'Orbeire. J'ai tort de vous faire subir cet interrogatoire, auquel vous ne pouvez, sous peine d'impertinence, répondre autrement que vous ne faites. J'accepte pour vrai ce que vous me dites; mais j'ai ma dignité de mari à sauvegarder, et j'irai voir demain Mme Demarsange.

C'était son congé qu'il donnait à Marcel. Celui-ci se leva, salua respectueusement Renée, s'inclina devant M. d'Orbeire et sortit. Tant qu'il fut dans l'hôtel ou qu'il n'eut point tourné l'angle de la rue, il garda son attitude correcte et calme; mais, dès qu'il fut sûr qu'on ne pouvait le voir, il s'arrêta, dominé par son émotion qu'il n'était plus capable de maîtriser. A plusieurs reprises il essuya son front, que couvrait une légère moiteur, respira fortement et se mit à marcher lentement pour analyser sa situation et celle de Renée.

Il se dit d'abord que par leur contenance hardie devant M. d'Orbeire, par la tranquillité et le dédain qu'ils avaient montrés, la crise était peut-être à demi conjurée. En effet, si ce mari soudainement prévenu, au lieu de leur cacher ses desseins, s'était plu à paraître devant eux à l'improviste et à les questionner, c'est qu'il avait pensé surprendre en eux quelque indice qui les trahît. Sur ce point, ils étaient saufs. Si maintenant Marcel parvenait à empêcher Mme Demarsange de livrer à M. d'Orbeire ces renseignemens qu'elle avait pu découvrir, la dénonciation tombait d'elle-même. Qu'Honorine consentît à confesser un mouvement d'erreur ou de folie, et les soupçons de M. d'Orbeire s'évanouiraient. Il n'y aurait plus en tout ceci qu'une alerte dont Renée et lui se remettraient. Avec une circonspection et une prudence plus grandes que par le passé, ils pourraient se revoir et n'être plus troublés dans leur amour. M. d'Orbeire, en son indifférence et occupé de ses plaisirs, ne les poursuivrait pas d'un dangereux et perpétuel espionnage. Pour cela, il fallait que Mme Demarsange se dessaisît de ses preuves, si elle en avait, se désistât de ses projets. Le ferait-elle? Elle avait bien osé exécuter sa menace. Par quel incident heureux n'avait-elle pas joint à sa lettre les révélations qu'elle comptait faire? Était-ce par impuissance, était-ce pour offrir à ses adversaires une dernière chance de salut? Mais ce salut, c'était au prix d'une séparation qu'elle le leur ménageait. Alors comment lui, Marcel, l'amènerait-il à une résolution contraire? Il ne le savait pas. Il ne pouvait songer à l'attendrir. Il ne s'adresserait pas à sa dignité, elle en avait fait bon marché, — à sa raison? ce qu'elle tentait était logique, — à son intérêt lui-même? elle n'en avait plus d'autre que de se venger, puisqu'elle savait bien que son amant, quoi qu'il arrivât, ne vou-

drait plus d'elle. A bout de pensées qui se combattaient, Marcel se sentait repris de colère. Il hâtait le pas dans une impatience haineuse de revoir au plus tôt Mme Demarsange, de lutter avec elle, de la violenter au besoin. C'est ainsi qu'on en veut à la femme qu'on n'aime plus des sensations nouvelles qu'elle prétend nous ravir. Elle n'est plus même l'adversaire que l'on craignait d'irriter, elle est l'ennemie qu'il faut abattre sans délai comme sans merci.

Il pénétra chez Mme Demarsange avec une facilité qui l'eût surpris en toute autre circonstance. La porte d'entrée, les autres portes de l'appartement étaient ouvertes. Il allait devant lui cependant, lorsque la femme de chambre d'Honorine courut à sa rencontre. Elle était effarée, tremblante, la tête à demi perdue : — Ah! monsieur, lui dit-elle, ah! monsieur, vous faites bien d'arriver, car je ne sais plus où j'en suis; ma pauvre maîtresse est mourante.

— Mourante? s'écria presque brutalement Marcel. — Il ne la croyait pas; ce n'était là qu'une ruse de femme, il lui en coûtait de renoncer au transport qu'il ressentait, de s'abstenir au moins de le manifester.

La femme de chambre ne prit point garde à ce qu'il disait. — Venez, monsieur, reprit-elle, venez! Madame a été prise de vomissemens, de convulsions, cela dure depuis une heure. Elle est maintenant si faible qu'on la dirait morte. Je n'ai pu la quitter même un instant pour aller chercher un médecin; mais, puisque vous voici, j'y cours.

Elle s'élança en effet au dehors tandis que Marcel entrait dans la chambre à coucher. Honorine était dans son lit étendue de toute sa longueur, presque rigide. Son visage était plus pâle que son oreiller, les yeux étaient à demi clos, un râle léger s'échappait lentement de ses lèvres. Elle ne vit point Marcel, qui s'était approché. Il la contemplait, ou plutôt il l'examinait avec un dernier soupçon, avec une stupeur incertaine, sans attendrissement néanmoins. Pour le désarmer, pour l'incliner à l'émotion, sinon même à la pitié, il lui fallait être sûr que Mme Demarsange était au plus mal, et ne jouait pas une de ces faciles comédies de souffrance physique auxquelles les femmes se hasardent parfois pour en tirer profit.

Honorine cependant revint bientôt à elle. Ses yeux s'ouvrirent, son regard se colora de lueurs vagues, puis s'éclaira, exprimant à la vue de Marcel une surprise mêlée de frayeur.

— Qu'avez-vous donc? lui dit Marcel.

Elle répondit lentement : — J'aurais été demain la cause de votre perte, si j'avais vu M. d'Orbeire. Je ne l'ai pas voulu.

— Et alors? demanda-t-il, n'en croyant pas encore le pressentiment qui s'élevait en lui et ne sachant ce qu'elle allait lui répondre.

— Et alors, reprit-elle, je me suis empoisonnée ce soir.

— Ah ! fit-il seulement.

Il était atterré, avait quelque peine à la comprendre, il était si loin de s'attendre à cela !

— J'ai beaucoup souffert, continua-t-elle, beaucoup; mais à présent, — elle eut un pâle sourire, — je ne souffre plus, et je sens que c'est fini.

— Ne dites pas cela, le médecin va venir; on peut vous sauver. — Il parlait un peu au hasard, sans chaleur, et s'épouvantait de ce que rien ne s'émût en lui.

— Je ne crois pas qu'on me sauve, reprit Mme Demarsange. J'ai bien calculé le temps qu'il me fallait pour que les secours arrivassent trop tard.

Elle tomba dans un accablement morne, ne parla plus et se remit à râler. Marcel, éperdu, la regardait, se levait, allait du lit à la fenêtre ou à la porte, épiant la venue du médecin. Il agissait machinalement, ne réfléchissait pas. Le médecin arriva, réveilla la malade, l'interrogea. La voix d'Honorine était de plus en plus faible, on saisissait mal ses réponses. Le pouls battait à peine, le visage se nuançait de tons nacrés, de taches livides. Les mains étaient glacées. Le médecin releva le drap, tâta les pieds, ils étaient froids.

— Monsieur, dit-il à Marcel, il n'y a plus rien à tenter, tout espoir est perdu.

Marcel veilla toute la nuit au chevet de la mourante. De loin en loin, Mme Demarsange ouvrait les yeux, les fixait sur lui, ne paraissait point le voir. Elle avait toujours le même râle, qui allait s'affaiblissant. Ses mains ne se réchauffaient plus, mais communiquaient le froid qu'elles recélaient. Une douleur aiguë, presque nerveuse, s'empara de Marcel. Son âme avait flotté jusque-là dans les limbes de sa passion égoïste et mauvaise, allant de la terreur à la pitié stérile, endurcie, et cherchant vainement en elle l'émotion et les remords. Elle se ressaisit tout à coup, s'effraya d'elle-même et se fondit. Cet homme si follement coupable se jugea en frissonnant, se condamna. Il se souvint de la tendresse, de la vaillance, de la bonté de cette femme, qui ne s'était pas tuée elle-même, car c'était lui qui l'avait poussée au crime et à la tombe. En un éclair de sa pensée, il revit les années lointaines et radieuses à côté de ce présent funeste, où elle se dévouait encore à lui. Il tressaillit de tout son être, se répandit en larmes et en sanglots. Trop tard, hélas! car le repentir n'est que le sceau des irréparables malheurs. — Au point du jour, Mme Demarsange soupira un peu plus fort, et Marcel crut sentir que la main qu'il tenait serrait la sienne d'une imperceptible étreinte. C'était le dernier mouvement d'une

mourante. Elle avait peut-être vu, dans la somnolence de son agonie, que son amant pleurait à son chevet.

Marcel, qui n'avait plus la notion du temps, était depuis plusieurs heures dans cette chambre mortuaire, fermée par d'épais rideaux à la clarté du soleil, éclairée seulement par des bougies, quand on l'avertit de la venue d'un étranger. Ce visiteur avait seulement dit son nom, et la femme de chambre, qui ne le connaissait pas, avait prévenu Marcel.

C'était M. d'Orbeire. Ce nom le réveilla comme en sursaut. Il courut écarter les rideaux, ouvrit les fenêtres, chancela presque à l'air vif et frais qui pénétra dans l'appartement. — M. d'Orbeire peut entrer, dit-il

— Monsieur, dit Marcel quand le mari de Renée, profondément troublé du spectacle qui s'offrait à ses yeux, fut devant lui, monsieur, je vous avais bien dit que Mme Demarsange était folle, elle s'est tuée hier au soir.

M. d'Orbeire n'avait rien à répliquer : il n'avait ni à interroger Marcel, ni à le consoler. Il rentra chez lui, et apprit cet événement à sa femme. Renée eut la force de ne se point trahir. Dans cette lente nuit qui la séparait peut-être d'un désastre, elle avait tout prévu, même le dénoûment, et cette tragique résolution d'Honorine; mais elle sentit que cette mort la séparait à jamais de Marcel. Aussi n'opposa-t-elle aucune résistance quand M. d'Orbeire, autant pour l'éprouver sans doute que pour se dérober à toute espèce de commentaires sur la mort de Mme Demarsange, lui proposa de voyager. Ils partirent quelques jours plus tard pour un voyage d'agrément en Suisse et en Italie.

Cette aventure ne fit pas grand bruit. On ne la sut que très imparfaitement. Marcel depuis plusieurs années n'avait eu d'autre amitié que celle de Mme Demarsange, d'autre amour que celui de Renée. Il n'avait personne à qui il pût confier son secret ou son chagrin. Il s'efforça, pour que le monde n'en soupçonnât rien, de rester debout en apparence, et ne rentra que par degrés dans une retraite absolue. Quand plus tard, et par hasard, on parlait de lui, on se plaignait de ne plus le voir, d'autant plus qu'il semblait encore à ceux qui le rencontraient dans tout l'éclat de son talent et de sa maturité. Il en est de l'homme qui dérobe sa blessure comme du chêne que la hache a mortellement frappé. Longtemps encore il se soutient par l'orgueil et par la volonté, de même que l'arbre, par un dernier effort de sa séve qui ne se renouvellera plus, étend puissamment ses rameaux et répand l'ombre autour de lui.

HENRI RIVIÈRE.

ICONOGRAPHIE CHRÉTIENNE

UNE NOUVELLE INTERPRÉTATION PLASTIQUE DES ÉVANGILES.

Les Saints Évangiles, traduction par Bossuet; *dessins* par M. A. Bida; *gravures à l'eau-forte* par MM. Browne, Bida, Bodmer, Bracquemond, Chaplin, Deblois, Flameng, L. Gaucherel, Gilbert, Ed. Girardet, Haussoullier, Ed. Hédouin, Massard, Mouilleron, Célestin Nanteuil, Veyrassat; *ornemens du texte* par M. Ch. Rossigneux; *gravures en taille-douce* par M. L. Gaucherel; *caractères typographiques spécialement gravés* par M. Viel-Cazal; *impression en taille-douce* par M. A. Salmon; *impression typographique* par M. J. Claye, 2 volumes grand in-folio, librairie Hachette; Paris 1873.

Ce n'est pas sans raison que l'on a reproché à notre temps de trop se hâter, de courir vers le but avec une fébrile activité, de chercher avant tout le bénéfice facile, de négliger le salutaire précepte : *festina lente*, qui servait de règle à nos pères, de sacrifier en un mot la perfection à l'abondance de la production. Ce reproche si souvent et si justement adressé à l'art et à l'industrie, dont les moyens d'action multipliés semblent enlever aujourd'hui toute initiative originale à la main de l'homme, n'a pas été épargné à la librairie, qui plus d'une fois l'a mérité. A comparer l'œuvre des Alde, des Estienne, des Jean de Tournes, des Patisson, des Elzevier et les éditions modernes, on reste douloureusement surpris, et l'on est tenté de croire que le grand art de l'imprimerie, — que des papes ont appelé la découverte divine, — est tombé dans une irrémédiable décadence. La beauté du papier, la pureté des types, la correction du texte, la vivacité des encres, tout ce qui fait l'élégance et le prix réel d'un livre a été subordonné à la loi dominante des sociétés démocratiques, — à la loi du bon marché. Éditions à tous les prix, format populaire, format de poche, que n'a-t-on pas

essayé pour tenter un public qui trouve dans son journal la nourriture quotidienne dont se contentent ses besoins intellectuels? De là, de cette nécessité entretenue par la concurrence, est née cette quantité prodigieuse de volumes parmi lesquels on ne trouverait pas ce que les bibliophiles appellent un livre.

Les artistes et les ouvriers ne font cependant pas absolument défaut; nous avons des dessinateurs, des graveurs, des fondeurs de caractères, des imprimeurs, des fabricans de papier; ils ne demandent pas mieux que d'utiliser, que de combiner leurs talens pour produire une œuvre hors ligne qui puisse rivaliser avec celles que les ancêtres nous ont léguées; mais les éditeurs éclairés qui travaillent « par amour de l'art » ne sont point communs. Le fait s'est pourtant rencontré pour l'honneur de la librairie française, et il faut le signaler, car le temps et l'argent n'ont pas été épargnés. Plus de douze années et plus d'un million ont été consacrés à élever ce monument typographique et pittoresque. Il appartenait à la maison Hachette, qui a publié tant de beaux livres et fait tant d'efforts en faveur de l'enseignement public, de donner un tel exemple. On dirait qu'elle a pris plaisir à accumuler, pour les vaincre, toutes les difficultés que peuvent offrir la gravure à l'eau-forte, la gravure en taille-douce et la typographie. A force de soins et de persévérance, elle a obtenu un chef-d'œuvre qui affirmera qu'en matière de *librairie* le XIXe siècle pourrait, s'il le voulait, être l'égal de ses aînés.

I.

Les éditeurs ont dû se trouver assez embarrassés lorsqu'il s'est agi de déterminer le texte des *Saints Évangiles* que l'on imprimerait. Il en fallait un dont l'orthodoxie fût indiscutable et qui offrît aux âmes pieuses une sécurité absolue. Les traductions des Évangiles ne manquent pas; depuis la réforme, les catholiques et les protestans de toute secte en ont fait à l'envi; mais nul n'ignore qu'il suffit d'un mot enlevé ou ajouté pour modifier profondément et dans l'essence même la signification symbolique ou réelle des versets. Il était donc nécessaire de rejeter tout alliage et de n'accepter que l'or pur de la doctrine. On s'est adressé au père de l'église gallicane, à celui dont la voix retentit encore et dont l'influence domine les événemnse qui ont atteint le catholicisme : à Bossuet. Quoiqu'il ait été chargé par M. de Péréfixe, archevêque de Paris, de revoir l'édition janséniste du Nouveau Testament, il n'a pas fait de traduction proprement dite des Évangiles; mais pour les besoins de la cause qu'il soutenait, pour ses sermons, pour ses oraisons funèbres, il eut à recher-

cher, à vérifier, à translater en français les textes positifs des Écritures, et il répandit ainsi dans ses ouvrages, au hasard de son argumentation, verset par verset, citation par citation, tout le récit des quatre évangélistes. Il n'y avait donc qu'à extraire le texte divin du texte de Bossuet : ce long et intéressant travail a été accompli avec un respect religieux par M. H. Wallon, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres; sa foi profonde et son savoir en font un guide que l'on peut suivre en toute confiance.

La traduction, essentiellement catholique, est orthodoxe à ce point qu'elle adopte la version introduite pour la première fois en 1666 par le père Amelote au verset 36 du chapitre XVIII de saint Jean. On en a fait grand bruit jadis, et de nos jours même on pourrait retrouver trace dans quelques journaux des ardentes discussions soulevées à ce sujet. Le Christ a-t-il dit : « mon royaume n'est pas de ce monde, » ou « Mon royaume n'est pas *maintenant* de ce monde? » Les textes anciens, les protestans, Lamennais, affirment hautement cette dernière et consolante interprétation; les catholiques fervens et Bossuet adoptent simplement la première. Nous n'avons pas à nous prononcer ici sur cette question, — la question du *nunc*, comme on l'a appelée, — et nous ne l'avons signalée en passant que pour prouver que la traduction recueillie dans l'œuvre entière du grand évêque défiait toute critique au point de vue de l'orthodoxie délimitée par les conciles.

Le texte était choisi avec un habile discernement, car, si l'auteur est une des lumières de l'église, il est aussi un des maîtres de la langue; on était donc certain de réunir la pureté de la doctrine à la beauté du langage, double qualité indispensable qui ne se rencontre pas fréquemment; mais à quel artiste confierait-on l'interprétation plastique d'un livre semblable, et, — pour me servir des mauvaises expressions modernes, — le soin de l'illustrer? On pouvait hésiter, et il était facile de se tromper. Les conditions à remplir étaient multiples, fort délicates, car elles touchaient par plus d'un côté au secret même de la conscience. Il fallait un homme rompu aux difficultés du métier, doué d'une originalité de bon aloi qui lui permît d'éviter les redites si aisément commises en pareil cas, qui eût fait du Nouveau-Testament une étude sérieuse et qui connût le pays où se joua ce drame à la fois familier et terrible. L'artiste chargé de ce grand travail ne devait pas être un peintre d'histoire, car il fût rentré forcément dans des traditions surannées et aurait reproduit quelque bible de Royaumont corrigée par le souvenir des cartons de Hampton-Court; il ne devait pas être non plus un peintre de genre, car il eût singulièrement rapetissé le cadre où se meut l'action divine; il devait être avant tout dessinateur et posséder

cependant ces qualités de coloriste que le crayon sait faire valoir tout aussi bien que le pinceau. On prit le parti de s'adresser à M. Alexandre Bida.

M. Bida est un lettré, ce qui est indispensable à tout artiste qui respecte son art; mûri par de fortes études, ayant plusieurs fois et longuement visité l'Orient, il s'était imprégné de l'esprit de ces contrées immobiles où la tradition du passé semble constituer les conditions mêmes de l'existence. On a pu, dans nos différentes expositions, admirer ses dessins à la fois sobres et grandioses, réels sans réalisme, où la simplicité des procédés s'élève à la hauteur des compositions historiques les plus importantes. M. Bida ne se fit aucune illusion sur la gravité de la tâche qu'on lui proposait, il comprit que le labeur serait considérable; il accepta néanmoins l'offre qu'on lui faisait, et se promit de s'y consacrer tout entier : il s'est tenu parole et y a passé dix ans. Quoiqu'il connût bien la Palestine, il y voulut retourner, et cette fois avec un but défini. Les Évangiles à la main, il reprit pas à pas l'itinéraire du Christ; il alla dans la Pentapole, — à Jérusalem, à Hébron, à Tabarieh, à Safeth, à Damas, — vivre parmi les Juifs, qui sont restés aujourd'hui ce qu'ils étaient au temps où la bonne nouvelle leur fut inutilement annoncée. Partout où il mettait le pied, il retrouvait une explication des livres saints; il regardait, comparait, dessinait. La quantité d'*études* qu'il a rapportées est incalculable et formerait au besoin une très curieuse histoire ethnographique des pays bibliques. Un voyage en terre-sainte est le plus éloquent commentaire des Écritures qui se puisse imaginer : le livre et le paysage s'expliquent, se complètent l'un par l'autre. La nature y est implacable comme l'homme le fut souvent. Le temps a passé, les dominations se sont succédé, mais ni l'un ni les autres n'ont pu effacer certains souvenirs si lointains qu'ils appartiennent plutôt à la légende qu'à l'histoire. La femme qui cacha et sauva les espions que Josueh avait envoyés à Jéricho, et qui attacha le ruban d'écarlate à sa fenêtre, s'appelait Riha; c'est le nom que Jéricho porte encore aujourd'hui. Dans certains endroits, toutes les fables se mêlent; au milieu de la petite rade de Jaffa, d'où partit l'arche de Noé, l'on peut voir le rocher où fut enchaînée Andromède. Le cœur du monde a battu dans cet étroit coin de terre, et la littérature juive a marqué l'humanité d'une empreinte qui n'est pas près de s'effacer. Comme la femme de Loth, que des Arabes m'ont montrée sur les bords de la Mer-Morte, dans le Djébel-Hauran, l'histoire semble s'être pétrifiée sous le soleil éclatant, parmi les rochers volcaniques. Si on l'interroge, elle peut répondre : elle a oublié, dirait-on, tout ce qui s'est passé depuis l'an 70, depuis que Titus, incendiant le temple, brisant l'arche, a dispersé du même coup les membres des

chérubim et la famille d'Israël; mais volontiers elle parle des patriarches, des rois, de ce Soliman-ben-Daoud surtout, dont elle a légué la gloire à l'islamisme, des prophètes, dont elle a retenu, dont elle répète encore les dures imprécations, de celui qui criait dans le désert : « Voici l'agneau de Dieu. » et du doux maître qui, suivi de ses disciples, marchait au milieu des blés mûrs en égrenant les épis, qui guérissait les infirmes, remettait les péchés et renouvelait la face du monde en mourant sur un gibet. Du doigt, elle peut montrer à l'horizon le mont Nébo, où s'endormit Moïse; elle conduira le voyageur sur la rive du Jourdain, où Jean le Baptiste vit descendre la colombe; elle le mènera à Ramlé, où il y eut tant de pleurs, à Siloé, où fut guéri l'aveugle, au tombeau d'où sortit Lazare, au champ du sang que souillèrent les entrailles de Judas, au puits de la Samaritaine, à la maison de Caïphe, à l'arc romain où l'on dit : *Ecce homo!*

Cette histoire, qui, pour avoir été exclusivement locale, n'en est pas moins devenue universelle, M. Bida l'a longuement questionnée: elle lui a révélé tous les secrets qu'il divulgue aujourd'hui. Dès l'abord, elle lui a enseigné que la tradition plastique adoptée maintenant était fausse de tous points, et que, pour être dans la sincérité du sujet, dans la réalité de l'interprétation, il fallait remonter aux sources mêmes, ne puiser ses renseignemens que dans les Évangiles, laisser de côté les symbolismes inventés après coup, dédaigner le système imposé par la renaissance, comprendre que cette douce et touchante histoire est plutôt *familiale* qu'héroïque, se rappeler que les Juifs du temps d'Hérode n'étaient ni des Romains d'Auguste, ni des Grecs de Périclès, et que, pour être écouté aujourd'hui, pour faire œuvre sérieuse, durable, il fallait appliquer à l'art la méthode expérimentale où la science a trouvé de si féconds résultats. M. Bida a l'esprit trop juste pour n'avoir pas été promptement convaincu, et de là est née une expression iconographique absolument nouvelle des Évangiles. Il a fait ce que les architectes appellent une restauration : il a repris une à une toutes les données archéologiques et traditionnelles; il a pénétré des mœurs que rien encore n'a modifiées, il a comparé ce qu'il voyait à ce que lui disaient les livres saints, et il a reconstitué avec une sagacité singulière le milieu extérieur dans lequel se mouvait Jésus. Il a courageusement rejeté la vieille défroque dont on l'affuble encore, et il est entré de plain-pied dans la vérité historique. Son œuvre y a gagné une saveur particulière et une puissante originalité.

Jusqu'à présent, l'Orient a été immuable; les découvertes industrielles qui successivement sont venues changer les habitudes occidentales l'ont à peine effleuré : mœurs antiques, mœurs modernes, c'est tout un pour les pays du soleil levant; les voitures, les che-

mins de fer, la vapeur, y sont inconnus. Quoique depuis une quinzaine d'années on ait établi un service de diligences entre Beyrouth et Damas, on voyage encore en Syrie, en Palestine, en Mésopotamie, comme au temps d'Abraham et des Macchabées : nulle route que les sentiers douteux tracés sous le pas des bêtes de somme. A cheval, à dromadaire, à mulet, à âne ou à pied, on va devant soi, dans la direction voulue : le soir, on s'arrête; on allume le feu dont la fumée monte droit dans l'air tranquille, comme les vapeurs d'un holocauste; on dort sous le ciel, dont les mille étoiles vous regardent, et, si l'on voit une échelle en rêve, on peut se croire revenu au temps de Jacob le rusé. Les costumes n'ont point varié : les monumens anciens sont là pour le prouver; à peine pourrait-on signaler dans le harnachement des chevaux quelques modifications apportées par les Francs à l'époque des croisades. Je fus frappé de cela d'une façon très vive pendant un jour de marché à Jérusalem. Les femmes des environs étaient venues apporter leurs denrées, et j'entendais leurs hauts patins de bois incrusté de nacre sonner sur les degrés des rues en escalier; de longues boucles de métal bruissaient à leurs oreilles, leur lourd bonnet surchargé de pièces d'argent superposées claquait à chaque mouvement de la tête, la robe entr'ouverte laissait apercevoir les seins tatoués d'une étoile bleue, et les paupières étaient frottées de *koh'l*. Involontairement j'évoquai Isaïe; il eût répété ses imprécations d'autrefois, car le spectacle que j'avais sous les yeux était celui qu'il avait maudit (1). L'illusion fut plus complète encore. Je m'étais arrêté devant une jeune négresse accroupie près d'un panier de figues, et je cherchais à définir un ornement d'or qui scintillait sur son front et qui était une médaille de Constantin Porphyrogénète; elle crut sans doute que je me raillais d'elle, et qu'en qualité d'Européen je m'étonnais de sa couleur; elle se redressa de toute sa hauteur avec un geste irrité et me dit : « Je suis noire, mais je suis belle! » — C'est le mot de la Sulamite : *nigra sum, sed formosa*. Sans penser à mal, j'étais en plein Cantique des cantiques.

L'Orient par lui-même est donc immuable; mais l'Orient israélite a en quelque sorte exagéré cette immobilité. Le paganisme ne l'a point ébranlé, le christianisme en est sorti sans l'atteindre, l'islamisme l'a conquis et l'entoure sans l'avoir ébréché. Les Juifs, qui, sous une apparence ordinairement assez humble, gardent au fond du cœur le très légitime orgueil d'appartenir à la plus vieille religion du monde, à la religion-mère, d'être le peuple même de Dieu et d'en porter le signe visible, sont enfermés, partout où ils vont, dans la rigidité dogmatique de leurs coutumes. Ils ne sont point libres : le Deutéronome

(1) Voyez Isaïe, III, vers. 20 et seq.

et le Lévitique leur ont donné des préceptes dont ils ne peuvent s'écarter sans prévarication; quoique l'histoire naturelle ait fait bien des progrès depuis Moïse, ils ne consentiront jamais à manger ni lièvres, ni lapins, car ce sont des animaux « ruminans qui n'ont point l'ongle divisé (1). » Chez eux, les mœurs ont été doublement conservées, embaumées, si l'on peut dire, par la paresse invétérée de l'Orient et surtout par le respect pour les livres sacrés qui contiennent toute la religion et toute la loi. Les Juifs se marient entre eux et ne se mêlent jamais que superficiellement aux nations chez lesquelles ils s'établissent; ils ont une telle tendance à se considérer comme une race privilégiée que l'on est souvent porté à les regarder comme une race à part. Si l'on retrouve aujourd'hui les Hébreux de Palestine identiques à ce qu'ils étaient sous les rois et les prophètes, à plus forte raison sont-ils semblables à ce qu'ils étaient au temps du Christ : or il faut se rappeler que c'est aux Juifs seuls que Jésus s'est adressé; la prédication aux gentils (2) n'a été inaugurée qu'après sa mort, et c'est saint Paul qui en eut l'initiative. C'est donc l'israélite palestinain actuel qu'il est bon d'étudier, si l'on veut reproduire le groupe humain au milieu duquel le Christ a vécu; c'est ce que M. Bida a fait, et l'on ne saurait trop l'en féliciter.

Si l'artiste retrouvait avec certitude les mœurs, les costumes, les types, les paysages qui forment les fonds et les accessoires des Évangiles, il n'en pouvait être ainsi de la figure principale, de celle qui domine les événemens et les hommes, qui est l'astre central autour duquel gravitent tous les satellites de ce monde divin. Là, nulle tradition certaine : celle qui subsiste aujourd'hui a traversé des phases bien diverses, et n'a été fixée qu'au XVIe siècle; elle a créé ce qu'en matière d'art on nomme une figure de convention. L'antiquité chrétienne a flotté à cet égard entre deux opinions inconciliables, qui furent également soutenues par des pères de l'église. Ceux de l'église africaine, s'appuyant sur un texte d'Isaïe où l'on voit une prédiction de la venue du Christ, et lisant : « Il n'a ni forme, ni éclat... Il est le méprisé et le dernier des hommes... Il s'est chargé de nos infirmités (3), » virent dans Jésus un Dieu qui avait revêtu une forme misérable et enlaidie par tous les maux qui peuvent atteindre l'humanité. Les pères de l'église latine au contraire rejetaient cette doctrine avec horreur, prétendaient que la beauté divine est en quelque sorte inaliénable, et qu'elle resplen-

(1) *Deut.*, XIV, vers. 7.

(2) A ce sujet, la recommandation faite par Jésus à ses disciples est positive : « n'allez point vers les gentils et n'entrez point dans les villes des Samaritains. » (Saint Mathieu, X, 5.)

(3) Isaïe, LIII, vers. 3 et 4.

dissait à travers l'apparence humaine où Jésus s'était abrité pour accomplir sa mission. Les manichéens et les gnostiques rompirent plus d'une lance sur cette question, qui resta intacte tant que ces deux sectes existèrent. On prétendait, — l'on prétend encore, — posséder des images miraculeuses dites *achéiropoïètes*, car elles auraient été faites sans le secours de la main de l'homme, et reproduisant les traits du Christ. Sans parler de celle qui a été attribuée à saint Luc, il faut citer celle que Jésus envoya au roi d'Édesse, Abgare, qui, atteint de la lèpre et ayant entendu parler des miracles dont la Palestine était le théâtre, avait écrit à Jésus pour le prier de venir le guérir; on peut rappeler aussi le mouchoir de Bérénice où se peignit la face en sueur et sanguinolente de celui qui portait sa croix. Depuis cette heure, Bérénice s'est appelée Véronique, — la véritable image; — un mot latin et un mot grec, symbolisant par leur accouplement l'union de l'église latine et de l'église grecque, ont servi à composer ce nom nouveau. Quant à l'image elle-même, elle est à Laon, à Jaen d'Andalousie et à Saint-Pierre de Rome.

A défaut de portraits iconographiques, on avait du moins un signalement écrit auquel il était possible de demander des renseignemens plastiques. Les antiquaires chrétiens ont fait grand bruit jadis d'une description détaillée de la personne de Jésus que P. Lentulus, qui fut proconsul en Judée avant Hérode, aurait envoyée au sénat romain : « Il est d'une taille haute et bien proportionnée; ses cheveux ont la couleur du vin, et jusqu'à la naissance des oreilles sont raides et sans éclat; mais des oreilles aux épaules ils sont brillans, bouclés et tombent sur le dos en deux parties à la mode de Nazareth. Le front est serein et uni, la figure sans tache; la physionomie noble et bienveillante; le nez et la bouche sont à l'abri de tout reproche (*nullo modo reprehensibilia*); sa barbe abondante et bifurquée est de la couleur de ses cheveux; les yeux bleus de mer (*cærulei*) sont extrêmement limpides... Le visage a une grâce admirable et pleine de gravité. La stature est élancée, les mains fines et longues, les bras sont charmans... Sa figure en fait le plus beau des hommes. » Au VIIIe siècle, Jean le Damascène détaille un portrait du Christ qu'il donne comme authentique. « C'est, dit-il, la forme d'Adam, père des humains, sous les traits de la vierge Marie. » Constantin le Grand ordonna de le peindre d'après la description qu'en avaient laissée les anciens historiens : taille élevée, sourcils épais, œil doux, nez bien pondéré, cheveux bouclés, attitude légèrement penchée, barbe noire, teint couleur de froment comme celui de sa mère, doigts allongés. » Ces portraits sont apocryphes, il est superflu de le dire; on peut croire néanmoins qu'ils rappellent une tradition orale qui ne fut pas sans influence sur les premiers fabricans d'images chrétiennes. Il n'est point douteux que

des figurines du Christ furent vendues et distribuées dès le IIIe siècle; Alexandre Sévère en avait placé une parmi ses dieux lares, à côté de celles d'Abraham, d'Orphée et d'Apollonius de Tyane. Ces singulières associations n'étaient point rares : saint Augustin, parlant de la secte des carpocratiens, dit qu'elle adorait et encensait simultanément les images de Jésus, de Paul, de Pythagore et d'Homère. De nos jours, une école philosophique qui a quelque importance, supprimant le culte de la Divinité et lui substituant celui des grands hommes, a imaginé un olympe de convention où elle fait entrer les personnages les plus disparates.

On peut admettre, je crois, qu'aux premiers temps de l'église les images ne furent guère en honneur que chez les chrétiens hétérodoxes, principalement chez les gnostiques et toutes les sectes qui découlaient de la gnose. Les vrais chrétiens, ceux qui croyaient aveuglément au Dieu prêché par saint Paul et par les apôtres, devaient, autant par tradition hébraïque que par opposition au paganisme, repousser toute représentation plastique de la Divinité. Il suffit d'avoir parcouru l'Égypte, d'avoir reconnu que les temples qui ont servi d'églises ont été martelés, qu'on y a brisé chaque figure humaine, pour comprendre que les iconoclastes étaient en majorité. Si parmi les orthodoxes l'on a représenté Jésus, c'est sous forme déguisée et perceptible jusqu'à un certain point par les seuls fidèles. Le symbole le plus fréquent est l'agneau, l'agneau pascal qui est devenu la victime expiatoire de l'humanité entière; c'est le bon pasteur portant la brebis malade, que l'on retrouve si souvent dans les catacombes de Rome; c'est Orphée charmant les animaux, attirant la nature à lui, ainsi qu'on le voit sur tant de sarcophages en marbre sculptés aux premiers jours du christianisme. Il semble que c'était encore trop clair : on adopta pendant de longues années une forme absolument mystique et inexplicable pour qui n'était pas initié; je veux parler du poisson, qui joue un rôle important dans les plus anciens monumens d'origine chrétienne.

Il est probable que cet emblème, qui paraît fort singulier au premier abord, fut imaginé dans le temps des persécutions, et qu'avant de devenir une représentation figurée du Christ il servit de mot de passe, de signe de reconnaissance aux chrétiens poursuivis et traqués. Quoique ce symbole ne se rencontre qu'en Italie, il était venu de Grèce; il concorde bien au génie byzantin, grand inventeur de rébus. Le vocable se prononçait en grec ἰχθύς; or dans l'assemblage de ces cinq lettres on découvrait une sorte d'anagramme qui contenait une profession de foi complète. Le plus souvent les lettres, au lieu d'être placées horizontalement, selon l'usage général, étaient disposées verticalement, les unes au-dessus des autres, comme si chacune d'elles eût été le commencement d'un mot, et on retrouvait

en effet dans ἰχθύς la lettre initiale de chacun des cinq mots formant la phrase : Ἰησοῦς χριστὸς Θεοῦ υἱος σωτήρ, Jésus-Christ, de Dieu fils, sauveur. A force de vouloir raffiner, on devenait inintelligible, ou peu s'en faut. Ce fut le concile quinisexte, tenu à Constantinople en 692, qui mit fin à toutes ces allégories, dont l'église s'inquiétait, car elle savait où les Égyptiens en étaient arrivés avec une religion que le symbolisme, poussé à l'excès, avait envahie et déconsidérée. « Nous ordonnons qu'à l'avenir le Christ, notre Dieu, soit représenté sous forme humaine... *Christi Dei nostri humana forma characterem etiam in imaginibus deinceps,... erigi ac depingi jubemus.* » Dès lors on se mit à l'œuvre, et l'on tenta de faire le portrait de celui qu'il s'agissait de montrer sous figure mortelle. Ce qui domine dans les primitifs grecs, italiens, allemands, c'est la tristesse, et parfois ces maîtres incorrects sont parvenus à donner à leurs œuvres une naïveté d'expression poignante. Dans leur besoin d'universaliser le Christ et de faire absorber par sa divinité toutes celles que le monde païen avait adorées, ils l'ont affublé des attributs d'Apollon, ils lui ont mis en main les carreaux de Jupiter, et parfois même, comme dans la vieille église de Torcello, ils en ont fait un Pluton farouche, dominateur de l'enfer, maître du jugement suprême et assis sur un trône entre les pieds duquel les âmes passent emportées par un torrent de feu.

La figure alla s'épurant, rejetant, au fur et à mesure qu'on se dégageait des ténèbres du moyen âge, tous les élémens inutiles, souvent hétérodoxes, parfois grotesques, dont on l'avait embarrassée, et elle arriva ainsi à sortir presque pure des mains de Masaccio au moment où Jean Bellini allait donner la plus admirable image de la vierge Marie que l'on possède. Quand la renaissance arriva, tous les efforts accomplis furent perdus. Au sentiment, qu'avaient cherché et si souvent trouvé les naïfs, on substitua la sensation, d'où nous ne sommes pas encore sortis. On retomba d'un coup au paganisme : l'antiquité, si longtemps dédaignée, apparut comme une époque merveilleuse qu'on ne saurait imiter trop servilement ; on ne vit plus la nature qu'à travers les fragmens de sculpture retrouvés. L'admiration fut sans borne et sans mesure : des prêtres faisaient lire leur bréviaire par des domestiques, afin de ne pas gâter leur latinité, et le plus grand artiste se proclamait orgueilleusement « l'élève du Torse. » La tradition de l'art chrétien s'arrête, elle se brise: elle fait volte-face, retourne en arrière, se replonge aux sources du panthéisme, et introduit l'antiquité païenne dans l'histoire plastique de celui qui a mis fin à l'antiquité, qui a ouvert les temps modernes et jeté le paganisme au tombeau. — De ce jour, toute interprétation iconographique des saintes Écritures sera faussée.

M. Ernest Renan raconte dans son *Antechrist* (1) que, « selon une légende rabbinique, il y avait à Rome durant le moyen âge une statue antique conservée en un lieu secret et si belle que les Romains venaient de nuit la baiser furtivement. » Cette statue me semble être la divinité de la renaissance, qui sortit de sa retraite aux premières heures du XVIe siècle, rendit le monde catholique ivre d'amour pour elle, et alla trôner sur tous les autels. Elle inspira, elle séduisit les artistes, qui, sous son influence, substituèrent l'élément de convention à l'élément réel. Dans les œuvres admirables de cette époque, il y aura du style, mais il n'y aura pas de vérité. On dirait que l'histoire sainte devient une fable : il n'y a pas plus de foi dans *le Mariage de sainte Catherine* que dans la *Danaé;* Corrége n'y peut mettre que son génie. Le récit des Évangiles n'est plus qu'un prétexte à peinture et à décorations conçues à travers des réminiscences: : au lieu d'apôtres, on a des sénateurs romains, — au lieu de Marie de Magdala, Aspasie, — au lieu du Christ, Jupiter olympien. Ce fut en effet cette dernière figure, — la figure du roi des dieux, — qui par assimilation devint le modèle de Jésus : confusion singulière, dont on pourrait peut-être découvrir l'origine dans le sixième chant du *Purgatoire* de Dante :

O summo Giove
Che fosti' n terra per noi crocifisso!

Poussin n'y put échapper, et lorsqu'on lui reprocha d'avoir fait un Christ qui ressemblait à Jupiter tonnant, il répondit qu'il ne s'imaginait pas que Jésus eût un visage de père jésuite.

Sous le pinceau des artistes de la renaissance, Jésus apparaît parfois comme une divinité implacable et furieuse. Il suffit d'exagérer son geste pour en faire un Dieu terrible, le *rex tremendæ majestatis*, dont on parle dans le *Dies iræ*. Dans le Campo Santo de Pise, Orcagna représente le Christ vêtu en pape; avec une douceur ineffable, il écarte le pan de sa robe, il élève la main, montre ses plaies à l'humanité qu'il juge, et semble lui dire : Voilà ce que j'ai souffert pour toi, tant je t'ai aimée! Michel-Ange, dans *le Jugement dernier* de la Sixtine, reprend exactement la même figure : il lui enlève ses vêtemens et la triple tiare; il accentue le mouvement, et au lieu du Dieu de paix et d'amour on a le Jupiter musculeux, brutal, irrité, qui, découvrant ses stigmates, crie aux hommes : Voilà ce que vous m'avez fait, tant vous êtes pervers! C'est entre ces deux images que l'art se traîne depuis plus de trois siècles, inclinant vers l'une ou vers l'autre selon le tempérament particulier du peintre, et nous montrant un Christ théâtral avec les Flamands comme Rubens et Van

(1) *Introduction*, XLVII.

Dyck, — un Christ bellâtre et efféminé avec toute l'école française, — un Christ farouche avec l'école espagnole, — un Christ olympien avec l'école italienne, où parfois on a quelque peine à le démêler au milieu des brillantes fantaisies du Véronèse et de Tiepolo, — un Christ à la fois humble et fort, bien souvent divin avec Rembrandt, qui savait regarder de près et avec sagacité les habitans du quartier juif d'Amsterdam.

Quelle que soit l'expression que ces différentes écoles, entraînées par leurs affinités de race, ont imprimée au Christ, elles n'en ont point détruit, elles n'en ont que très faiblement modifié le type inauguré à la renaissance; celui-ci subsiste immuable, fixé pour toujours, pouvant varier dans des nuances appréciables, mais restant le même au fond. Le visage du Christ est hiératique aujourd'hui; on n'y peut plus toucher sous peine d'une certaine impiété. Si on lui donnait seulement une barbe noire, comme le veut Jean le Damascène, on ferait de l'art hérétique, et l'on ne serait pas compris. M. Bida a donc été obligé de subir une tradition qui s'impose avec la rigidité d'un précepte inéluctable; mais tout en acceptant la figure en quelque sorte canonique créée par les maîtres, il a su ne pas copier et rester original. Son Christ n'offre aucune ambiguïté : il se reconnaît au premier coup d'œil; il a toutes les grâces, tous les charmes, et cependant quelque chose d'énergique et de ferme qui s'indique dans les lignes inférieures de la face. Il n'a ni mollesse ni afféterie; mais dans ce corps élégant, sous ce front qu'illumine le rayon venu d'en haut, on sent que l'âme domine et que les yeux voilés regardent au-delà. Dans les cent vingt-huit planches qui composent l'œuvre considérable que M. Bida a consacrée aux Évangiles, et où le Christ revient souvent, je ne trouve aucune trace d'imitation, de *poncif*, comme l'on dit en langage d'atelier, si ce n'est une seule fois dans *la Mise au tombeau* d'après saint Matthieu; il me semble voir dans la figure principale quelques réminiscences du Jésus de la *Descente de croix* de Daniel de Volterre, qui est à la Trinité des Monts. C'est là un mérite qu'il est juste de signaler, car l'imitation, si facile, si fatale en pareil cas, pouvait devenir un défaut grave; cet écueil, M. Bida l'a évité avec un soin qui prouve son talent et sa fécondité.

II.

Il est plus facile d'imaginer la beauté que de la reproduire; il suffit de dire : beau comme un dieu; mais cela ne représente rien. A cet égard, les artistes ont toujours avoué implicitement leur impuissance; les anciens et les modernes, les plus expérimentés et les moins habiles, se sentant incapables de créer une figure qui expri-

mât nettement la divinité, et craignant que leur Christ ne fût confondu avec les disciples dont ils l'environnaient, l'ont tous distingué par un signe très apparent, et ils ont fait de lui ce que l'antiquité païenne et l'antiquité chrétienne ont également nommé *imago clypeata;* en un mot, il lui ont mis le nimbe autour de la tête. Le nimbe a eu toute sorte de formes; il a été, — il est encore, — crucifère, triangulaire, circulaire, rayonnant, filiforme; il a représenté la lune, le croissant, le soleil, mais il est toujours lumineux, flotte au-dessus du front, et se distingue en cela de l'auréole, qui revêt le corps tout entier. Il remplace ces inscriptions naïves, qui, s'élançant en banderoles de la bouche des personnages, énonçaient leur nom; le nimbe dit : Celui-ci est Dieu. Les mystiques y ont vu « le bouclier de la volonté divine, » qui protége les saints; les artistes n'ont point cherché d'explications symboliques, ils ont trouvé là un moyen à la fois simple et facile de déterminer sans ambage la qualité d'une de leurs figures, et ils en ont profité pour obtenir parfois des effets de coloration très remarquables. Chez les nations encore plus iconolâtres que les catholiques, chez les Grecs par exemple, le nimbe est indépendant de la peinture; il est en orfévrerie, — or, argent, vermeil, pierres précieuses, — on le cloue, comme une coiffure parasite, sur le front des images, et l'on produit ainsi une impression qui n'est pas sans grandeur; il suffit d'avoir vu l'iconostase d'une église du rite orthodoxe pour s'en convaincre.

En définitive, qu'est-ce que c'était que le *nimbe* dans l'origine? Fort probablement le bandeau d'or qui fixait le voile sur le front des femmes, et, par extension, la nuée lumineuse qui s'agite au-dessus de la tête des déesses. Avec le substantif *nimbus*, on fit même un adjectif :

Quam magis aspecto, tam magis est nimbata,

a dit Plaute dans le *Pœnulus;* — plus je la vois, plus je la trouve belle. — Plus tard, le nimbe est ce disque en métal que l'on plaçait, comme une petite ombrelle, au-dessus du chef des statues exposées en plein air pour les garantir de la pluie. C'est de là que cet objet fort matériel, fort pratique, devint un emblème de divinité, que l'on attribua même, par excès d'adulation, aux effigies des empereurs : Trajan le porte sur le bas-relief de l'arc de Constantin, et Antonin le Pieux sur une de ses médailles. Comme tant d'autres choses, le christianisme le prit au paganisme et le spiritualisa en le réservant exclusivement aux trois personnes de la trinité, à la vierge Marie et aux saints. M. Bida n'a point répudié cette tradition, ou, pour mieux dire, cet usage, et partout son Christ est nimbé. Sans élever aucune objection contre le parti adopté par l'artiste, on peut affir-

mer que, si Jésus avait traversé sa vie terrestre sous l'astre éclatant dont son front est illuminé aujourd'hui, l'humanité entière l'eût reconnu Dieu et se fût prosternée à ses pieds. Si le nimbe est descendu sur lui, c'est lorsque son pèlerinage était déjà terminé, c'est au moment où sur la croix, inclinant la tête, il expira.

A voir l'œuvre de M. Bida, on ne peut du reste concevoir aucun doute sur ses croyances : c'est un fervent; il a la foi, la foi enviable, la foi du charbonnier, qui accepte et ne discute pas. Les travaux des écrivains modernes qui ont repris l'histoire de Jésus-Christ et ont infirmé la légende ne l'ont pas ébranlé. Parlant du fils de Marie, il dirait volontiers : Je l'appelle mon Dieu. Cela éclate dans chacune des scènes que l'artiste a reproduites. La plupart des peintres faisant acte d'artisans n'ont compris Jésus que très imparfaitement; dans l'homme, ils ont vu le héros; dans le Dieu, ils ont vu le thaumaturge; M. Bida, lui, a vu Dieu. Son personnage est très simple, sans emphase; l'essence divine étant la bonté et l'intelligence même, il est très intelligent et très bon : le nimbe qui le signale est plutôt l'effet du rayonnement interne qu'une lueur étrangère; il passe, il regarde, il guérit, non pour étonner les hommes, les convaincre ou s'en faire admirer, mais naturellement, parce qu'il est Dieu et ne peut faire autrement. C'est à ce point de vue à la fois très exclusif et très grandiose qu'il est nécessaire de se placer, si l'on veut apprécier sainement le beau travail de M. Bida : toute idée de critique philosophique doit être laissée de côté; il faut regarder à travers les rayons de la foi.

Le charme des compositions est extrême; elles ont toutes quelque chose de féminin, au sens exquis de ce mot, lorsqu'il signifie la grâce. Les âmes vraiment artistes, — et elles sont rares, — vibrent à la moindre commotion, comme ces arbustes d'Orient qui semblent animés et dégagent un parfum plus pénétrant aussitôt qu'on les touche. Une phrase, une parole, en apparence insignifiante, suffisent pour faire jaillir l'inspiration. Dans le dernier entretien avec les disciples, quand déjà l'heure d'amertume est près de sonner, Jésus dit : « Lorsqu'une femme a enfanté un fils, elle ne se souvient plus de sa souffrance parce qu'elle a mis un homme au monde. » (Saint Jean, XVI, 21.) Ce simple texte, qui eût passé inaperçu pour tant d'autres, fournit à M. Bida le sujet d'un très beau dessin. La tête pressée par le bandeau oriental, qui retient le voile cachant les cheveux rasés, — comme le prescrivent les rites israélites, — la face pâlie, mais rayonnante de joie, la mère, assise sur le lit, serre dans ses bras le nouveau-né, faible, nu, fermant encore ses yeux à la lumière, qui l'éblouit pour la première fois; vers elle se penche l'époux, déjà âgé, ému, contemplant avec un recueillement sérieux le petit être qui lui prouve que le Seigneur a béni sa maison. Une

femme, dont le costume rappelle celui que des ordres monastiques féminins ont emprunté à l'Orient, soutient de sa main étendue le front de l'enfant pendant qu'une servante agenouillée prépare le berceau vacillant, sorte de nacelle où commence la longue navigation de la vie. Tous les personnages concourent à l'action commune, et l'enfant, — le moins important de tous à certains égards, — est réellement la figure principale et le centre même de la composition, qu'il éclaire et qu'il explique. Si l'on y regarde de près, on verra que ce résultat est dû à l'habileté de l'artiste, car toutes les lignes, — ce que l'on nomme techniquement les lignes de rappel et dont Raphaël a fait un si admirable usage dans *la Transfiguration*, — conduisent forcément l'attention du spectateur vers cette jeune fleur humaine qui vient de s'épanouir au jour.

Une recommandation de Jésus à ses disciples sert de motif à une scène d'intérieur fort adroitement combinée, et qui par le jeu des ombres et des lumières remet en mémoire certains effets de Rembrandt. « Et, en entrant dans la maison, saluez-la et dites : La paix soit sur cette maison. » (Saint Matthieu, x, 14.) La chambre est dans l'ombre, dans cette demi-obscurité si précieuse aux pays d'Orient, où le soleil est implacable; c'est l'heure du repas, la famille est réunie près de la table en bois grossièrement équarri, les enfans attentifs se groupent autour de leur mère. Une servante au type nègre, venue sans doute des rives du Nil-Blanc, le front couvert du bonnet revêtu de piastres, porte à deux mains un plat de métal; une femme, soutenant dans ses bras un *bambino* que le sommeil réclame, gravit le petit escalier qui monte aux appartemens supérieurs. On a frappé à la porte, le maître de la maison s'est empressé, il ouvre et sourit en donnant la bienvenue à l'étranger, qui est le Christ entrant au milieu d'un rayon de lumière. Çà et là sur le sol, les ustensiles du ménage sont répandus; Jésus lève une main bénissante, et le soleil pénètre en même temps que lui, comme une bénédiction, dans cette demeure hospitalière. C'est là un sujet charmant que l'art avait bien rarement utilisé, quoique la poésie du moyen âge l'ait souvent traduit. Dans les fabliaux, dans les vieux contes, on voit constamment l'appel à la charité se déguiser sous cette forme; la légende était populaire, on la retrouve partout. Un pauvre heurte à la porte et demande l'aumône, il est accueilli ou repoussé; il se transfigure, c'est le Christ lui-même. Une vieille chanson que l'on chante encore dans les provinces du centre de la France semble avoir traversé le souvenir de M. Bida, et lui avoir inspiré le dessin de *Paix à la maison :* un mendiant supplie qu'on le laisse recueillir les miettes de la table, on les lui refuse; elles sont réservées aux chiens qui rapportent les lièvres, tandis que lui il ne rapporte rien. Il aperçoit la dame du logis à sa fenêtre, il l'implore. « Ah! montez, montez, bon

pauvre, avec moi vous souperez. » Lorsque le repas est fini, il demande à dormir. « Ah! montez, montez, bon pauvre, un lit frais vous trouverez. » Comme ils montaient les degrés, trois anges les éclairaient. « Ah ! n'ayez pas peur, madame, c'est la lune qui paraît.» Puis Jésus, éclatant de lumière, promet à la femme bienfaisante qu'avant trois jours elle sera en paradis, « mais que son mari en enfer ira brûler ! »

Le *sinite parvulos ad me venire*, où les différentes écoles de peinture se sont si fréquemment inspirées, laissait peu de place à une interprétation nouvelle; M. Bida a réussi cependant à vivifier ce sujet épuisé. Les peintres l'ont toujours traité avec une certaine emphase; ordinairement Jésus est assis, et il permet à des enfans, fort troublés par sa majesté divine, de s'approcher de lui. M. Bida a fait le contraire; le Christ s'approche des mères et des enfans; il en a pris un, il le porte, et le petit, tout apprivoisé par cette bonté qui l'enveloppe comme une caresse, a passé son bras frêle autour du cou de Jésus; un autre, presque un nourrisson encore, au béguin détaché, à la mine rebondie, tend la main vers le Dieu qui souhaite aux hommes d'être aussi simples et aussi purs que ces innocens. Parfois c'est une scène de mœurs prise sur le vif : le Christ n'y paraît pas, mais l'Orient s'y révèle. Au moment où Jésus va rentrer à Jérusalem pour accomplir le dernier sacrifice, il dit à ses disciples : « Allez au village qui est devant vous, vous y trouverez une ânesse attachée et son ânon avec elle; déliez-les et amenez-les-moi. » (Saint Matthieu, XXI, 2.) Le soleil frappe d'aplomb sur la muraille; l'ombre est perpendiculaire aux objets, il est midi : un petit escalier de pierre aboutit à la porte de la maison; quelques maigres herbes rasent le sol. Deux des disciples, vêtus de l'ample *habayeh*, la tête tout enveloppée du turban de couleur sombre que les coptes, — les premiers chrétiens d'Égypte, — ont gardé par respect pour la tradition, détachent l'ânesse et l'ânon. A une fenêtre, un vieillard regarde; le propriétaire demande pourquoi l'on emmène ces animaux, et, selon l'ordre du maître, un des disciples répond : « Le Seigneur en a besoin. » Certes c'est là un motif bien pauvre, et l'on n'y découvre guère matière à tableau; mais il est impossible de voir cette estampe sans se rappeler certains aspects de Djénin, de Naplouse, de Djébaël, sans retrouver un reflet de la lumière orientale, sans reconnaître l'attitude à la fois naturelle et très noble de ces hommes qui marchent avec tant de dignité dans leurs vêtemens flottans.

Le Retour d'Égypte est encore une fête de lumière; on voit que l'artiste a longtemps vécu sur les bords du Nil, et qu'il a dérobé le secret des clartés nacrées dont le ciel resplendit. On est à travers champs, parmi les blés murs; les hauts épis cachent à moitié les

voyageurs. L'âne marche d'un pas allègre et ferme, dressant ses longues oreilles à la vue d'un chardon qui le tente; sur son dos, Marie est placée tenant devant elle l'enfant endormi. La tête de la Vierge est ravissante, triste et pensive; on dirait que la mère rêve à l'avenir et entrevoit dans le lointain la crête maudite du Golgotha. Près d'elle, marchant à pied, le long bâton à la main, Joseph soutient le petit paquet où sont enfermées les hardes des fugitifs; une *cufieh*, serrée autour de la tête par une corde en poils de chameau, le garantit des rayons du soleil. Cette cufieh, ce mouchoir épais en lourde cotonnade d'un usage exclusivement réservé aux hommes, est de toute antiquité; elle ceint la tête de Darius dans la magnifique mosaïque de *la Bataille d'Arbelles* qui est au musée de Naples. Le paysage est absolument égyptien; voilà les masures de limon récrépies à la chaux, voilà les bouquets de mimosas surmontés de quelques palmiers; au loin apparaissent les falaises blanchissantes du désert libyque, que précèdent les pyramides. M. Bida a représenté celles-ci telles qu'elles étaient à cette époque avant que l'islamisme n'en eût arraché le revêtement par les mains de Saladin et de son fils Malek-el-Azis-Otsman-ben-Youssouf. Quelques chevaux réunis mangent l'orge qu'on leur a versée à l'ombre d'un massif d'arbres, et un paysan laboure la terre légère avec une charrue menée par deux maigres bœufs; ce paysan, — ce fellah, — porte le costume que nous voyons encore aujourd'hui : c'est celui dont étaient revêtus ses ancêtres, sujets des Pharaons et des Ptolémées: les sculptures des grottes de Beni-Haçan, d'El-Kab, de Biban-el-Molouck et de Syouth en font foi.

M. Bida ne s'est permis aucune fantaisie, il a suivi le texte et n'a pas cru pouvoir en dévier une seule fois. A propos de la vallée du Nil et particulièrement pour lui, qui la connaît si bien, il était tentant de prêter l'oreille aux traditions coptes et d'imiter l'exemple qui si fréquemment a été donné par les peintres de la renaissance. On se souvient de tous les *repos en Égypte* que l'on a vus dans les musées et particulièrement de celui du Corrége, si doux, si émouvant, si maternel, qui est à la tribune de Florence? Le *repos* n'est qu'une tradition qui ne s'appuie sur aucun texte orthodoxe : seul l'*Évangile de l'enfance* en parle, et c'est un apocryphe. Cet évangile qu'on a attribué à saint Pierre, à saint Matthieu, à saint Thomas, à saint Jacques, aux nestoriens, aux marcosiens, aux manichéens, à Basilide, fut très populaire, surtout en Orient, pendant les premiers siècles; il est resté légendaire dans beaucoup de tribus arabes, et Mahomet en eut certainement connaissance, car il le rappelle dans le chapitre intitulé *la Famille d'Amram*, lorsqu'il fait dire à Jésus : « Je formerai de terre la figure d'un oiseau, je soufflerai dessus, et par la permission de Dieu cet oiseau sera vivant. » On y ra-

conte qu'après avoir rencontré dans un désert les deux larrons, Titus et Dumachus, qui devaient être plus tard crucifiés à côté de Jésus-Christ et dont l'un était destiné à le précéder au ciel, Joseph, Marie et le fils de Dieu « vinrent ensuite à un sycomore que l'on appelle aujourd'hui *matarea;* le seigneur Jésus fit paraître en cet endroit une fontaine où Marie lava sa tunique, et le baume que produit le pays vient de la sueur qui coula des membres du Seigneur Jésus. »

M. Bida sait bien que le *matarea* de l'*Évangile de l'enfance* se nomme aujourd'hui *matarych* et que le jardin consacré par le souvenir du repos en Égypte est à la porte d'Aïn-Chems, qui est l'ancienne Héliopolis. Il sait que ce jardin appartient aux coptes; il y a vu le fameux sycomore dont les branches disparaissent sous les chapelets suspendus et dont le tronc luisant est couvert d'inscriptions gravées par les pèlerins. Selon Vansleb, curé de Fontainebleau, qui visita la Palestine et l'Égypte vers la fin du XVIIe siècle, l'arbre du repos serait mort et tombé de vieillesse en 1656, et celui que les fidèles vont littéralement adorer aujourd'hui n'en serait que le successeur. A Noël, les chrétiens du pays viennent en grande pompe y faire des prières. L'arbre en lui-même est fort beau (1), énorme, environné par le ruisseau jailli miraculeusement à la volonté de Jésus, et il est d'une forme qui était faite pour inspirer un artiste. M. Bida a résisté aux sollicitations que devait faire naître en lui l'envie de rendre la sincérité d'un site presque historique, toujours altéré par les peintres : il a bien fait; le texte même lui défendait d'écouter les traditions parasites qu'une foi trop crédule ou trop naïve a greffées sur l'orthodoxie acceptée. C'est ainsi qu'il s'est refusé le facile plaisir de composer à son tour une de ces madones tenant l'enfant entre ses bras et qui le plus souvent, — même pour les plus grands artistes, pour Raphaël, pour André del Sarto, — n'étaient que la reproduction idéalisée d'une scène familière, comme on en voit dans tous les ménages.

Ce n'est pas que M. Bida ne sache cependant donner aux femmes toute la douceur, toute la grâce dont elles sont parfois susceptibles; plusieurs de ses dessins affirment que l'expression multiple des visages féminins n'a plus de secret pour lui. Dans *Jésus chez Marthe et Marie,* dans *la Chananéenne,* dans *le Fils de la veuve de Naïm,* il s'élève très haut en faisant de la femme le personnage important

(1) L'arbre dont il est ici question n'a rien de commun avec celui auquel nous donnons le même nom, et qui est une sorte d'érable à feuillage de platane (*acer pseudoplatanus*). Le sycomore d'Égypte (*ficus sycomorus*) est un figuier; son bois, fort recherché par les anciens Égyptiens, qui lui attribuaient des vertus presque fabuleuses, était regardé comme incorruptible et employé de préférence à la confection des cercueils destinés à contenir les momies des personnages importans.

de sa composition. — Le texte de saint Luc, XI, 27 : « heureuses les entrailles qui vous ont porté, » est commenté par un tableau que nul ne désavouerait. Jésus a parlé, les disciples, les curieux sont autour de lui; il va, les pieds chaussés de sandales, vêtu de la robe sans couture que l'on doit jouer aux dés, et il se retourne, lumineux et doux, vers la femme qui, portant son enfant sur un bras, glorifie par un geste très sage et très noble celui qui vient de dire : « Frappez, et l'on vous ouvrira! » *La Madeleine* (saint Luc, VII) agenouillée, essuyant de ses longs cheveux les pieds qu'elle a baignés de parfums, est dans une pose qui accuse l'adoration et non point l'humilité. M. Bida semble du reste n'avoir touché à la Madeleine qu'avec une réserve extrême. Elle ne disparaît pas, mais elle se perd un peu dans le groupe des disciples et des saintes femmes. Elle a cependant une importance toute particulière, toute spéciale : dans le grand rayonnement divin, elle a son rayon à elle; les peuples catholiques ne s'y sont point trompés, ils l'ont en quelque sorte adoptée et lui ont réservé la meilleure place. Ce n'est que justice, car elle ne quittait guère le Christ; saint Luc (VIII, 1, 2, 3) est très affirmatif : « Ensuite Jésus allait par les villes et par les bourgades, prêchant et annonçant la bonne nouvelle du royaume de Dieu, et les douze étaient avec lui, et de même quelques femmes qui avaient été délivrées d'esprits malins ou de maladies : Marie, appelée Madeleine, de laquelle sept démons étaient sortis, et Jeanne, femme de Chuza, intendant d'Hérode, et Suzanne et plusieurs autres qui l'assistaient de leurs biens. »

M. Bida a choisi *la Cène* selon saint Matthieu, et il l'a rendue d'une façon magistrale; certes c'était son droit de prendre parmi les récits des quatre évangélistes celui qui lui convenait, mais je regrette qu'il ne se soit pas inspiré de la Cène selon saint Marc; celle-là seule en effet contient un détail fort important, et qui peut aider à comprendre le rôle odieux de Judas. « Comme ils étaient à table et mangeaient, Jésus leur dit : En vérité je vous le dis, un de vous qui mange avec moi me trahira. Ils commencèrent à s'affliger et à lui demander chacun en particulier : Est-ce moi? Il leur dit : Un des douze, celui qui met la main au plat avec moi. » Or, dans les usages d'Orient, mettre la main au plat en même temps que le maître, c'est se déclarer son égal; c'est faire acte de compétition. Judas était un homme fort positif, il tenait la bourse, était chargé des dépenses : il maugréa lorsque Madeleine versa des parfums sur les pieds de Jésus. J'ai lu dans un vieux livre où l'on traite toute sorte de questions de cabale, de magie et d'astrologie, une légende qui jette quelque jour sur le caractère de celui que l'on maudit encore. Jésus, Pierre et Judas sont en route dans la Perrée: la chaleur est accablante, la fatigue excessive. Tous les trois, mou-

rant de soif et de faim, arrivent vers le soir dans une hôtellerie; mais une caravane y a passé et a épuisé toutes les provisions: il ne reste plus qu'un oison si petit qu'il peut à peine suffire à l'appétit d'un seul voyageur. Jésus dit : — Dormons pendant une heure, puis nous nous raconterons nos songes; celui qui aura fait le plus beau rêve mangera l'oie que l'hôtelier va faire cuire. — Ainsi fut fait. Lorsqu'ils furent réveillés, Pierre dit : — J'ai rêvé que j'étais le vicaire de Dieu sur la terre. — Jésus dit : — J'ai rêvé que j'étais assis sur les nuages, à la droite de Dieu, et que je partageais sa puissance. — Judas dit : — J'ai rêvé que je me levais, que je retirais l'oison de la marmite et que je le mangeais. — Ce rêve était une réalité; Judas avait préféré le repas au sommeil et aux songes les plus glorieux. C'est là le fait de l'homme pratique par excellence, de celui qui va au but tout droit sans se laisser détourner par des illusions. Il est probable que Judas prit au pied de la lettre toutes les prédications de Jésus, qu'il ne comprit rien à ce royaume mystique dont parlait le fils de Dieu, et qu'il crut sincèrement à la reconstitution d'Israël; il put y croire avec d'autant plus de raison qu'il avait entendu Jésus dire, au moment même où les premières scènes de la passion allaient commencer : « Maintenant, que celui qui a une bourse ou un sac les prenne; que celui qui n'en a point vende sa robe pour acheter une épée. » (Saint Luc, XXII, 36) (1). Il vit qu'à la dernière minute on hésitait, et que l'on remettait aux hasards de l'avenir ce règne du fils de Dieu dont il attendait la réalisation immédiate; il livra Jésus dans l'espoir de susciter un mouvement parmi le peuple, ne réussit pas et se pendit de désespoir. Il fut peut-être le premier de ces zélateurs qui, une quarantaine d'années plus tard, devaient succomber sous les coups de Titus avec Jérusalem et la nationalité juive. C'est là une explication qu'aucun texte positif ne raconte, je le sais, mais elle est contenue en germe dans le verset de saint Marc. Les artistes ont du reste peint la cène au hasard comme un fait historique qu'ils connaissaient et dont ils n'avaient point à consulter les origines écrites; dans mes souvenirs, je n'en vois que deux faites selon saint Marc, et reproduisant le geste qui n'a pas échappé à Jésus : l'une est un grand tableau théâtral et prétentieux de Bonifaccio, qui est aux *Offices*, à Florence; l'autre est une très remarquable miniature que M. Edmond Hédouin a peinte autour de la coupe d'un calice.

M. Bida a-t-il passé à côté de ce sujet sans le remarquer? Je ne le crois pas, il est trop au fait des coutumes de l'Orient pour ne pas savoir à quoi s'en tenir à cet égard; il me semble plutôt que, fidèle

(1) Il faut lire, selon la version protestante : que celui qui n'a pas d'épée vende sa robe pour en acheter une.

à son principe, il n'a voulu diminuer en rien l'horreur que Judas inspire, et qu'il lui a laissé toute la responsabilité d'une action prédite cependant depuis des siècles, car il est dit au verset 9 du psaume XLI : « Même celui qui avait la paix avec moi, sur lequel je m'appuyais, qui mangeait mon pain avec moi, a levé le pied contre moi. » Aussi l'artiste, obéissant à la légende sans merci, a donné au vendeur de son Dieu des traits où sont rassemblés à plaisir tous les stigmates de l'ignominie humaine : le *Judas devant le sanhédrin* (saint Marc, XIV) est une figure où l'animalité domine dans ce qu'elle a de plus honteux; l'envie, la bassesse et la luxure en font une image repoussante; on croirait voir un de ces visages du bouc diabolique où le moyen âge excellait.

C'est le moyen âge en effet qui créa, non pas Satan, mais le diable, être à la fois épouvantable et grotesque dont les origines se retrouvent dans les satyres et les égipans de l'antiquité païenne. Le malin, le tentateur, fut pendant les premiers siècles l'archange déchu, le porte-lumière, le rival même de Dieu, dont il partageait la puissance. Il était beau, car il sortait de souche divine. M. Bida ne pouvait s'y méprendre; il a interprété la *tentation* d'après le texte de saint Matthieu (IV), et cette fois encore il est d'une orthodoxie irréprochable. Satan promet à Jésus « tous les royaumes de ce monde et leur gloire, » si, se prosternant, il l'adore. En effet, selon les idées qui pénétrèrent plus d'une secte chrétienne et qui étaient un souvenir du dualisme iranien, Dieu eut deux fils : l'aîné, Satanaël, et le second, Jésus. Le premier se révolta, fit un monde visible à l'image du monde céleste qu'il avait habité; c'est par lui que les plantes fleurissent, que les arbres portent des fruits, que les fleuves coulent, que le soleil réchauffe la terre; il est roi, — il est Dieu, — du monde matériel. Jésus, en se substituant à lui par la volonté de son père, n'a été qu'un usurpateur. Satanaël était révéré, adoré, comme souverain légitime; ses disciples l'appelaient : celui pour qui l'on fut injuste, celui à qui l'on a fait tort. De cette conception singulière, on pourrait retrouver trace aujourd'hui chez une des nombreuses sectes qui, dans les montagnes du Liban, dissimulent encore ces croyances étranges sous les dehors d'un culte accepté; elle eut jadis sur l'humanité une influence redoutable, car elle fut plus qu'une petite église, elle fut une hérésie terrible dressée contre le catholicisme, et ne disparut que dans le massacre des bogomiles, dans les flots de sang où furent noyés les albigeois et sur le bûcher des templiers. Aussi M. Bida, ne confondant pas Satan avec les esprits impurs qu'on poussait d'un geste dans le corps des pourceaux, et sachant qu'aux heures premières Lucifer était la divinité du monde inférieur, lui a donné une sorte de splendeur fatale où l'orgueil domine et que ne déforme aucune réminiscence animale.

Ce dessin est extrêmement beau, il a la valeur d'un tableau d'histoire. Sur le sommet de la haute montagne, — si haute que l'on découvre toute la terre, — Satan est debout : à ses épaules sont attachées les ailes énormes à l'aide desquelles il parcourt les espaces et plane sous le ciel comme pour intercepter tout rapport entre Dieu et les hommes; son front a gardé trace du coup de foudre qui ouvrit pour lui les profondeurs du gouffre éternel. Cramponné du pied aux rochers, il montre des deux mains étendues l'immensité des royaumes qu'il possède et qu'il offre; Jésus, tout droit, lève la main vers le ciel et répond : — Tu adoreras le Seigneur ton Dieu, et le serviras, lui seul. — Le Christ est très imposant et très noble; il est vraiment Dieu. Une ample draperie, dessinée avec un art infini, l'enveloppe tout entier; le geste de son bras dressé lui cache complétement le visage, le haut du front et la chevelure seule apparaissent; malgré cela, sa divinité éclate, et l'on sent que Satan va reprendre son vol pour retourner aux abîmes. Ce sont là des tours de force que les artistes sûrs d'eux-mêmes se permettent quelquefois, mais on peut croire qu'il n'est point facile de donner à une figure l'expression qu'elle peut comporter, tout en dissimulant le siége même de l'expression, c'est-à-dire les yeux et la bouche. Dans son livre *de la Peinture*, Léonard de Vinci a écrit : « L'art a deux choses à faire; il doit représenter le corps de l'homme, et par les gestes et par les mouvemens de ses parties il doit représenter aussi son esprit. » *La Tentation* de M. Bida est la mise en pratique de ces préceptes.

Une autre composition peut prendre place à côté de celle-là, c'est *la Transfiguration* selon saint Matthieu (XVII). La transfiguration de Jésus est un fait surnaturel auquel les évangélistes tenaient d'autant plus qu'il symbolise la transformation du judaïsme en christianisme; Moïse représentant la loi, Élie représentant les prophètes, viennent rendre hommage au Dieu nouveau. Raphaël en a tiré cette vaste composition en partie double que tout le monde connaît, ne serait-ce que par la gravure. Sur le Mont-Thabor, au-dessus de cette prairie d'Ibn-Am'r, où nous devions combattre le 16 avril 1799, Pierre, Jacques et Jean, terrifiés, osent à peine regarder le maître, dont « la face resplendit comme un soleil. » Élie et Moïse, soutenus dans les airs par une puissance mystérieuse, sont à ses côtés. M. Bida a évité une maladresse où tout peintre médiocre serait tombé. Il sait que Moïse avait le front lumineux, que les Arabes le nomment encore Nabi Dhoulkarneïn, le prophète aux deux cornes, il sait que, dans la statue colossale sculptée par Michel-Ange pour San-Pietro-in-Vincoli, les deux protubérances jaillissent de la tête avec une sorte de bestialité : néanmoins il a éteint les jets de lumière que la tradition a donnés au libérateur d'Israël. Il a sagement agi : en présence du rayonnement miraculeux qui enveloppe le Christ et

qui en émane, toute clarté a pâli; la morale spiritualiste de l'Évangile s'est substituée à la loi qui fut dictée au Sinaï et dans laquelle toutes les récompenses, toutes les punitions, sont étroitement limitées à cette vie terrestre. Ordinairement, lorsque les peintres représentent la *Transfiguration*, ils font de Jésus le Dieu promis, le Dieu tel qu'il sera, à la droite du Père, siégeant dans sa gloire et dans son omnipotence éternelle. Ah! que M. Bida a été mieux inspiré! C'est bien Dieu qu'il nous montre, mais le Dieu crucifié, si l'on peut dire, ayant déjà la forme adorable que lui donneront les bras du gibet. L'expression douloureuse du visage, le front renversé, disent assez que le soleil qui éclate autour de sa tête est près de se changer en couronne d'épines; les yeux extatiques regardent peut-être les félicités futures, mais ils ne les aperçoivent qu'à travers les quatorze stations de la voie douloureuse : c'est l'homme qui se transfigure en Dieu à force de commisé ration et d'amour; c'est bien là Jésus tel que ses disciples le virent dans cette heure d'éblouissement.

Toutes les fois que, dans ses excursions archéologiques en terre sainte, M. Bida a rencontré un monument contemporain du Christ, il l'a pieusement dessiné; il le reproduit dans ses compositions, auxquelles il imprime de cette façon un caractère de vérité irrécusable. C'est ainsi que dans un des épisodes de la passion, lorsque Jésus pleure sur les filles de Jérusalem (saint Luc, XXIII), pour lesquelles il devine déjà la dure captivité romaine, M. Bida fait intervenir, comme une sorte de personnage historique, cet arc romain qui subsiste encore sous le badigeon dont les Turcs l'ont déshonoré, et dans lequel M. de Saulcy a reconnu l'arc de l'*Ecce homo*. La scène est très émouvante; Jésus gravit la rue en pente, portant sa croix, que Simon de Cyrène soutient pour l'aider; un cavalier romain l'escorte, et lui, qui va ignominieusement périr, il se retourne avec un geste de compassion vers les femmes attendries et tout en larmes, pendant que le groupe des deux larrons environnés de peuple et de soldats le précède sur le chemin du Golgotha.

De même dans l'entrée de Jésus à Jérusalem (saint Jean, XII) l'artiste a eu soin de respecter l'esprit de la tradition, et il a dessiné la porte dorée aux pieds de laquelle s'éparpillent aujourd'hui des tombeaux musulmans. C'était en quelque sorte la porte sacrée de la ville sainte : c'est là, selon l'évangile apocryphe de la nativité de la Vierge, que l'ange du Seigneur prescrivit à Channah (Anne) d'aller attendre Joachim; c'est la porte que les croisés forcèrent au jour du dernier assaut, celle par où les chrétiens s'empareront encore de Jérusalem, un vendredi, pendant la prière de trois heures (1): elle

(1) Il est à remarquer qu'une tradition semblable existe à Constantinople et à Damas :

est murée aujourd'hui, mais intacte, et, par les sculptures qui la décorent, manifestement antérieure à Jésus-Christ. — Ainsi M. Bida n'a négligé aucune des conditions qui pouvaient donner à son travail un caractère d'authenticité que l'on trouve si rarement dans les œuvres d'art, où le plus souvent la fantaisie tient lieu des recherches ayant trait à l'histoire et à l'ethnographie.

Ce noble souci de la vérité n'exclut pas le style, tant s'en faut; il le revêt au contraire d'une force nouvelle; on peut s'en convaincre en regardant les dessins de M. Bida. Malgré une certaine familiarité, qui n'est que la réalité bien discernée et bien rendue, il est difficile de voir des compositions historiques mieux ordonnées que *l'Hérodiade*, *la Résurrection de la jeune fille* (saint Marc), *l'Homme à la main séchée* (saint Luc), *la Guérison de la femme âgée* (saint Luc), *le Baptême*, *le Sermon sur la montagne* (saint Matthieu). Les tableaux de genre abondent, prenant sur le vif la vie orientale et ayant la couleur d'une sorte de reconstitution morale : *l'Enfant prodigue*, *le Bon Samaritain*, *le Denier de la veuve*, *Jésus dans la synagogue*. S'il a si fidèlement interprété les types, les monumens, les costumes, M. Bida n'a pas été moins exact lorsqu'il s'est agi de représenter le paysage; il est précis comme une épreuve photographique. *Le Figuier maudit*, *les Deux aveugles*, *le Lis dans les champs*, *la Parabole du semeur*, le *Jésus à Nazareth*, reproduisent les sites mornes, pierreux, desséchés, qui font de la Palestine une terre de désolation et d'abandon; en regardant l'estampe intitulée *les Saintes femmes allant au sépulcre*, je n'ai pu retenir une exclamation de surprise, tant je retrouvais l'impression dont j'avais été saisi lorsque la première fois je mis le pied sur cette sinistre vallée de Josaphat, où les chacals piaulent dès que la nuit est venue.

Cette « illustration » des Évangiles, où les répétitions incessantes du texte ont été habilement évitées par l'artiste, fait le plus grand honneur à M. Bida; pour la première fois nous possédons enfin un commentaire plastique, rationnel, raisonné, serrant la vérité d'aussi près que possible, un commentaire réellement historique de ces faits qui modifièrent si profondément les destinées humaines. Un certain courage était nécessaire pour repousser la tradition imposée par les artistes et pour entrer dans la représentation sincère du pays, des choses et des hommes. Il ne suffisait pas d'ailleurs de visiter la terre sainte, il fallait la comprendre; il ne suffisait même pas de la comprendre, il fallait la traduire, l'expliquer, déchirer les voiles dont elle est enveloppée depuis tant de siècles et la mettre à la

porte dorée, porte murée; là aussi la ville doit tomber au pouvoir des chrétiens, un vendredi, pendant la prière de trois heures.

portée du public, tout en conservant ces qualités de style, de noblesse, de composition, qui sont la gloire des vrais artistes. M. Bida était l'homme spécial désigné pour mener à bonne fin une si vaste entreprise. En acceptant la tâche vraiment excessive qui lui était proposée, en l'accomplissant avec une intelligence, une habileté, un respect des textes qu'on ne saurait trop louer, il a fourni l'élément essentiel à la grande publication qui, sans lui, serait peut-être restée à l'état de rêve. Il nous reste à dire par suite de quels efforts et de quels soins ce rêve est devenu une réalité.

III.

A mesure que M. Bida terminait un de ses dessins, celui-ci était livré au graveur chargé du soin extrêmement délicat de traduire la pensée de l'artiste et de la faire comprendre au public. Il est probable que les éditeurs ont hésité sur le choix du genre de gravure qui convenait le mieux à leur œuvre; le burin est bien froid, la roulette est bien molle, on les écarta et l'on se décida pour la pointe, c'est-à-dire pour l'eau-forte. Le procédé adopté offre des avantages considérables; on sait en quoi il consiste : une planche de métal parfaitement planée est enduite d'un vernis, — vernis mou, — mélangé de noir de fumée; une pointe d'acier trempé, maniée comme un crayon, sert à dessiner sur la surface noircie l'objet que l'on veut représenter. Chaque trait de pointe découvre le métal : si celui-ci est baigné d'acide nitrique, l'action corrosive s'exerce sur les parties de la planche que le vernis ne protége plus; c'est ce que l'on appelle faire mordre. Selon que la gravure est plus ou moins foncée, plus ou moins claire, la morsure doit être plus ou moins profonde; les parties d'ombre ont souvent besoin d'être mises plusieurs fois en contact avec l'eau-forte; on en est quitte, afin de ménager les autres portions de la gravure, pour frotter légèrement celles-ci avec de la graisse, qui les soustrait à l'influence chimique. On peut donc agir, par ce moyen, dans des conditions de rapidité que le burin n'a jamais connues; en outre, — et ceci est fort important, — la pointe a une qualité inappréciable : le graveur peut déployer toute l'originalité dont il est doué et respecter en même temps celle du dessinateur. C'est là un avantage très sérieux que nul autre genre de chalcographie ne possède à si haut degré.

Quel est l'inventeur de ce mode de reproduction, qui permet de multiplier à l'infini les épreuves d'une idée plastique? On ne sait guère. Longtemps on l'a attribué à Albert Dürer et au Parmesan; mais la plus ancienne eau-forte du premier porte la date de 1515,

et Francesco Mazzuoli n'est né qu'en 1503. Or l'on a trouvé dans les cartons du *British Museum* une eau-forte datée de 1496 et signée de Wenceslas d'Olmütz; elle représente un sujet allégorique ayant trait aux différends qui, dès cette époque et vingt ans avant Luther, divisaient la cour de Rome et les princes allemands. Faute de mieux, c'est à Wenceslas d'Olmütz que l'on reporte l'honneur de la découverte; il serait plus juste de constater simplement que la plus vieille eau-forte connue a été gravée par lui.

Bien des peintres célèbres n'ont point dédaigné de quitter quelquefois la brosse pour la pointe; Van Everdingen, Castiglione, Salvator Rosa, Claude le Lorrain, Coypel, y excellèrent, mais l'homme qui a su en tirer les effets les plus énergiques et les plus extraordinaires, c'est Rembrandt, qui en fit une sorte d'art à part dont il a emporté le secret avec lui. Ses épreuves ont été si souvent reproduites ou contrefaites qu'elles sont certainement familières au souvenir des lecteurs.

De notre temps, on a essayé de relever la gravure à l'eau-forte, dont la lithographie avait diminué l'importance, et que la photographie menaçait de remplacer tout à fait. On a essayé de lutter contre l'insouciance du public, on a tenté de sauver une des formes de l'art où l'initiative individuelle trouve moyen de se manifester sans entraves, on n'a pas voulu qu'elle mourût, et l'on a réussi au-delà des espérances. *La Société des aquafortistes* existe, elle se recrute, elle prospère. Les hommes de talent qui la composent sont nombreux, et leurs œuvres ont été remarquées à nos expositions annuelles. On n'avait, jusqu'à un certain point, que l'embarras du choix; on s'adressa aux plus habiles d'entre eux, et quatorze artistes éprouvés furent chargés de transcrire par la pointe les dessins de M. Bida, qui, entraîné lui-même et payant d'exemple, grava une de ses compositions : *la Naissance d'un fils* (saint Jean, XVI, 21), et signa une des planches les meilleures, les plus lumineuses des Évangiles. Tout en laissant aux aquafortistes les coudées aussi franches que possible, il était bon, pour éviter toute dissonance de se produire, de leur imprimer une direction sinon uniforme, du moins générale. Il fallait donc choisir parmi eux un homme qui eût assez de talent pour que son autorité fût acceptée sans contestation, et qui fût au fait de tous les procédés à l'aide desquels on peut donner aux gravures à la pointe les qualités qu'elles comportent. Un peintre-graveur fort connu par ses belles productions (1), M. Edmond Hédouin, fut chargé de cette tâche assez difficile; il fut réellement directeur de la gravure de

(1) Nous citerons entre autres la gravure de la *Diane au bain* de Boucher, qui est à la Chalcographie du Louvre.

l'œuvre entière. En examinant celle-ci, en reconnaissant, malgré la diversité des mains, une sorte d'unité réelle, toujours élégante et toujours sérieuse, on pourra apprécier ce qu'il a fallu de zèle, de prévoyance attentive et de savoir pour parvenir à un tel résultat. Toute planche qui n'a pas été jugée irréprochable a été martelée et recommencée, car rien n'a été épargné pour serrer la perfection de plus près.

M. Edmond Hédouin ne se contenta pas de distribuer les dessins, de surveiller l'exécution, d'indiquer les modifications qu'il croyait utiles, il gravait lui-même, et quelques planches excellentes portent son nom. J'ai eu sous les yeux les dessins originaux de M. Bida, et j'ai pu les comparer aux gravures : c'est la ligne, c'est la lumière, c'est l'esprit, c'est la pensée. A voir côte à côte l'œuvre du peintre et celle du graveur, on sent que celui-ci s'est tellement identifié, tellement confondu avec celui-là qu'ils ne font plus qu'un; la main qui a tenu la pointe semble être celle qui a tenu le crayon. Ce travail a duré onze ans; il prouve que la gravure à l'eau-forte mérite d'être très sérieusement encouragée, elle a des ressources singulièrement précieuses. Il n'est dessin si compliqué, effet de clarté si étrange, combinaison de couleurs si savante qu'elle ne puisse rendre jusqu'à l'illusion. — Jamais jusqu'à présent l'on n'avait fait un emploi si considérable et si judicieux de l'eau-forte en librairie; les gravures sur bois, les gravures en taille-douce de dimensions restreintes, avaient suffi aux plus luxueuses publications. La tentative faite par la maison Hachette pouvait inspirer des doutes; l'événement, en les dissipant, démontre que la pointe est le mode de gravure le mieux approprié à ce genre « d'illustration, » où le respect de l'art a été le constant et principal souci de tous ceux qui y ont concouru.

Le format anormal, — 58 centimètres sur 41, — adopté pour l'ouvrage, avait un inconvénient auquel il fallait remédier; la dimension des pages était telle que le caractère, quelque important qu'il fût, devait paraître grêle malgré la double réglure rouge dont on les entourait. Il devenait dès lors nécessaire d'accompagner le texte par des ornemens qui eussent dans l'ordonnance générale du livre le rôle des lettres enluminées de nos anciens antiphonaires; la gravure à l'eau-forte étant exclusivement consacrée à la reproduction des dessins de M. Bida, on eut recours à la gravure en taille-douce. Les titres, têtes de chapitre, lettrines et culs-de-lampe n'exigèrent pas moins de deux cent quatre-vingt-dix dessins, dont on confia l'exécution à M. Rossigneux. La tâche n'était point aisée; les ressources offertes par la figure humaine étaient interdites à l'artiste, qui ne devait sous aucun prétexte paraître faire concurrence

aux sujets de M. Bida. Il avait donc à rester dans le champ assez limité de l'ornementation symbolique. Une seule fois, au début de l'Évangile de saint Matthieu, il a employé la tête humaine pour représenter l'ange qui est l'attribut de cet évangéliste, comme le lion est celui de saint Marc, l'aigle celui de saint Jean et le bœuf celui de saint Luc, — décomposition des chérubim, du tétramorphe d'Ézéchiel, — symbole du septentrion, du midi, de l'orient, de l'occident, selon les uns, — emblème de l'intelligence, de la force, de la lumière, du travail, selon les autres, — en réalité, importation étrangère, réminiscence de la captivité, souvenir des martichoras assyriens, dont nous possédons de si beaux spécimens au musée ninivite.

M. Rossigneux a mis sept années à parfaire son travail; son œuvre n'est point comparable à celle de M. Bida, elle n'en est pas moins extrêmement intéressante à étudier. Les difficultés naissaient à chaque chapitre, et semblaient se répéter incessamment; l'artiste a voulu rester orthodoxe et hiératique, et, de même que les Évangiles sont concordans, il a fait concorder les ornemens en reproduisant quatre fois les mêmes symboles sous des formes différentes. C'était se créer des obstacles pour avoir la satisfaction de les vaincre : M. Rossigneux a réussi. Il a su se tenir éloigné de tous les lieux-communs dont les ornementations de livres nous ont donné tant d'exemples, il n'a jamais emprunté ses motifs de décoration qu'au texte même du Nouveau-Testament, et, de même que M. Bida a su tirer un admirable parti de la portion vivante, intellectuelle, des Évangiles qu'il avait à traiter, M. Rossigneux s'est excellemment servi de la portion matérielle, qui seule lui fournissait des élémens plastiques. Parfois, avec un bonheur qui n'est que de l'habileté vivifiée par la réflexion, il a, sous prétexte de têtes de chapitre ou de lettres ornées, obtenu de véritables petits tableaux : sa façon d'agencer les couronnes d'épines, de dérouler les anneaux du serpent, de faire fleurir le lis, d'égrener les perles, d'incliner les palmes, de mêler les épis aux feuilles acérées de roseaux, prouve un maître ornemaniste rompu à tous les secrets de son art. Il rejette l'étoile des gnostiques, l'étoile à sept rayons, et adopte l'astre à cinq rayons de Pythagore; il connaît toutes les ressources de la symbolique religieuse, science un peu subtile souvent, mais exquise, que les fervens du moyen âge pratiquaient avec amour et dont nos architectes modernes ne savent plus le premier mot. Il n'en abuse pas, mais il s'y appuie pour rajeunir de vieux sujets et leur donner une animation nouvelle. Il fait ainsi en tête et à la fin du chapitre, au commencement du premier verset, une sorte de commentaire emblématique qui prépare à la lecture du livre, et sert d'introduc-

tion aux compositions de M. Bida : l'ornemaniste et le peintre marchent côte à côte; chacun d'eux, restant dans la voie qu'il s'était tracée, accentue le texte divin et en fait ressortir les beautés. La gravure de ces ornemens a été confiée à M. Gaucherel, et l'on peut dire que son burin a été le fidèle interprète du crayon de M. Rossigneux.

Un chef-d'œuvre semblable ne pouvait être imprimé qu'avec un caractère spécial; ce caractère, il fallait le créer. Les modèles ne manquaient pas; on pouvait être tenté de reprendre les admirables italiques qu'Alde Manuce inaugurait à Venise en l'année 1500, et qui avaient été gravées par François de Bologne d'après l'écriture de Pétrarque, caractère si beau que le sénat vénitien, Alexandre VI, Jules II et Léon X en garantirent la propriété exclusive au grand imprimeur; mais on voulait faire un livre essentiellement français. Pendant qu'Alde donnait ses éditions italiques, que les Allemands imprimaient en gothique, Henri Étienne publiait à Paris, en 1508, le *Quintuplex psalterium* en caractères romains, et fixait ainsi la lettre typographique adoptée par la France; il y avait donc une sorte d'amour-propre national à retourner vers nos origines et à s'y maintenir. On prit les plus beaux spécimens que l'on put trouver, depuis le plus petit, qui est la *nompareille*, jusqu'au plus fort, qui est le *gros-canon*; à l'aide de la photographie, on agrandit les uns, on diminua les autres, de façon à les réduire tous à un type uniforme. Puis, les modifiant, les dessinant lettre à lettre, on finit par déterminer l'*œil* du caractère que l'on a employé; il devait être à la fois gras et léger, remplir la page et ne point la charger, satisfaire le regard et ne point l'étonner par des ornemens superflus; lorsque le type fut définitivement arrêté et tracé par M. Rossigneux, on grava une planche de cuivre représentant un feuillet des futurs Évangiles; on put se rendre compte de l'effet obtenu, il était satisfaisant. On procéda dès lors à la confection des poinçons, opération délicate et méticuleuse qui fait grand honneur à M. Viel-Cazal. Le caractère qui a gravé est de toute beauté : il a une ampleur et une élégance qu'il est difficile de trouver réunies à un tel degré; je regrette que l'excellent graveur-typographe n'en ait point marqué une lettre quelconque d'un signe particulier, comme l'Imprimerie nationale barre ses *l* du petit trait que chacun connaît. Je regrette aussi, — et ceci s'adresse aux éditeurs, — que l'on n'ait point adopté l'orthographe moderne; elle a sur l'orthographe ancienne un avantage considérable : elle est phonétique. C'est à mon avis une recherche un peu puérile d'archaïsme d'employer l'*o* et non pas l'*a* dans les imparfaits; *apercevoir* et *apercevoit* n'ont pas le même son et ne doivent pas s'écrire de la même manière. C'est là une vieille mode, à laquelle,

je le sais bien, les bibliophiles aiment à sacrifier, et qui devrait être mise de côté, car elle n'a plus qu'une valeur historique. La révolution introduite dans la prononciation française par la cour italienne de Marie de Médicis n'avait aucune raison d'être : elle a substitué le son *ai* au son *oi* dans presque toutes les finales, elle a eu ce résultat ridicule de supprimer définitivement le féminin légitime du mot roi, et de nous donner à la place le mot reine, vocable bâtard qui n'est ni français ni italien; mais cette révolution est accomplie, acceptée, elle est si profondément entrée dans nos mœurs que l'on prêterait à rire si l'on disait : les *François* combattoient les *Anglois*; dès lors, à quoi bon l'écrire et ne pas mettre l'orthographe en rapport direct avec la prononciation actuelle?

Pendant que l'on gravait les planches, les ornemens, les caractères, on fabriquait le papier avec des chiffons de pur fil, en hollande et à la forme; on s'assurait par les élémens constitutifs de la pâte, par les procédés du blanchiment soustrait à toute intervention chimique, qu'il présenterait des conditions de beauté, de résistance, de solidité et de durée qui le rendraient égal à ce fameux papier canonge dont Rabelais parle au IVe livre de *Pantagruel*. On s'occupait aussi à composer l'encre; tout en réagissant contre certains imprimeurs de nos jours, qui ont la fâcheuse habitude de n'employer que des encres grises, peu visibles, mal détachées sur le blanc des pages, il fallait éviter d'avoir ces encres noires, trop épaisses, qui bavent autour du caractère et le cernent d'un contour jaunâtre, désagréable et papillotant aux yeux. Après plusieurs essais, l'on a obtenu une encre d'un ton riche qui s'harmonise avec la nuance du papier et donne à la lettre un relief très accentué.

Ce fut à l'imprimerie de M. Claye, — dont il est superflu de parler aux lecteurs de la *Revue*, — qu'échut le périlleux honneur de mettre sous presse ce livre exceptionnel. M. Viel-Cazal surveilla lui-même l'emploi des caractères qu'il avait gravés. Il faudrait s'adresser à des gens du métier et en être soi-même pour expliquer, pour faire comprendre l'ordre tout spécial de difficultés qu'on eut à surmonter. Le tracé du double filet rouge qui sertit chaque page, l'obligation de réserver la place mathématiquement précise destinée aux ornemens dont le texte est embelli, la nécessité d'obtenir un *registre* irréprochable, c'est-à-dire de faire en sorte que chaque ligne du recto tombât exactement sur la ligne correspondante du verso, constituaient autant d'obstacles qui furent vaincus avec une habileté sans pareille; M. Viel-Cazal resta trois ans sur la brèche, à la tête du petit bataillon qu'il commandait, et grâce auquel il a remporté une véritable victoire typographique. La correction m'a paru irréprochable. J'ai vainement cherché ces fautes fâcheuses qui semblent se

glisser subrepticement dans les livres les plus sévèrement épluchés : je n'en ai point trouvé. Je n'ose affirmer cependant qu'il n'en existe pas, car les écrivains sont en général les plus pitoyables correcteurs d'épreuves qu'il soit possible d'imaginer. Cela se conçoit, leur esprit va plus vite que leurs yeux; au lieu de lire la lettre, ils lisent le mot et bien souvent la phrase. Un bon correcteur au contraire lit la lettre, tout en tenant compte du mot, au sens absolu et au sens relatif. Il doit en même temps, d'un seul coup d'œil, lire au point de vue particulier, au point de vue général, au point de vue de la correction grammaticale, au point de vue de la correction typographique; expression vicieuse, construction insuffisante, lettre brisée, ponctuation omise, accord erroné, rien ne doit échapper à sa sagacité et à son attention. Les bons correcteurs sont rares, fort rares, et leur influence sur la formation de la langue, sur la détermination des règles admises, a été bien plus importante qu'on ne le soupçonne. L'ennemi qu'ils pourchassent sans cesse, et que le public appelle du nom générique de faute d'impression, est bien subtil; il échappe souvent à toutes les recherches et frappe les regards dès que l'on ne peut plus l'atteindre. Des fautes d'impression ont eu parfois des résultats singulièrement graves, et une erreur de ce genre a compromis le salut des empires (1).

L'impression des gravures à l'eau-forte et celle des ornemens en taille-douce, qui ont nécessité un outillage spécial, a été faite dans les ateliers de M. Salmon. Dans le principe, chaque ornement avait été gravé sur une planche particulière que l'on n'avait plus qu'à appliquer à la place réservée de la feuille imprimée. On reconnut promptement l'inconvénient de ce procédé : le biseau de la plaque d'acier laissait sur le papier une trace ineffaçable qui compromettait la beauté du tirage. On détruisit ces planches partielles, et les ornemens d'une même page furent gravés sur une planche d'acier plus grande que le format du livre : de cette façon nulle empreinte parasite n'était à redouter; mais on ne pourra jamais imaginer ce qu'il fallut de soins et d'inventions ingénieuses pour établir des points de repère certains qui, tout en tenant compte du retrait du papier, permettaient de retrouver toujours l'endroit précis où

(1) « A l'époque où Napoléon fondait de gigantesques projets sur son alliance avec l'empereur Alexandre, *le Moniteur* ou *le Journal de l'empire* publia dans ce sens un article où il était dit, en parlant de deux puissans monarques : « Ces deux souverains, dont l'union ne peut être qu'invincible. » Les trois dernières lettres du mot *union* ayant été enlevées pendant l'impression, il resta le mot *un*, et l'empereur de Russie lut avec indignation cette phrase du journal : « Ces deux souverains, dont l'un ne peut être qu'invincible. » L'erratum du numéro suivant lui parut une nouvelle injure. » *Histoire de l'Imprimerie*, par M. Paul Dupont, t. II, p. 395.

l'ornement devait être posé. En regardant ces feuilles irréprochables pour lesquelles l'impression typographique et l'impression en taille-douce ont fait de véritables tours de force, il est difficile de comprendre que chacune d'elles a subi trois trempages, a passé huit fois sous la presse et a été manipulée trente-deux fois par les ouvriers. On a établi, à l'atelier même de M. Salmon, un calcul qu'il est intéressant de faire connaître, car il démontrera l'importance de l'œuvre : si les eaux-fortes et les ornemens en taille-douce n'avaient été tirés que sur une seule presse, il n'eût pas fallu moins de cinquante ans pour mener ce travail à bonne fin.

Tout est terminé aujourd'hui; ce livre, pour lequel tant d'arts divers se sont fraternellement associés, vient de paraître. Il peut prendre rang à côté des chefs-d'œuvre que les âges précédens nous ont légués. Je sais qu'un exemplaire a été envoyé à l'exposition de Vienne; il y fera bonne contenance et honorera notre pays. On pourra mettre en parallèle ce qui sort des meilleures presses d'Angleterre et d'Allemagne; on pourra fouiller dans les bibliothèques, chercher sur les rayons réservés, ouvrir l'armoire où les incunables dorment sous clé, on ne trouvera rien d'analogue à cet ensemble où tout a été combiné, pondéré, exécuté de façon à obtenir une œuvre absolument unique jusqu'à ce jour. Autrefois, à l'époque des jurandes et des corporations, on n'arrivait au grade de maître qu'après avoir fait ce qu'on nommait le chef-d'œuvre; la maison Hachette vient de confirmer d'une façon éclatante les lettres de grande maîtrise qu'elle possédait depuis longtemps. Plus d'un bibliophile, en voyant ces amples marges, ces larges fonds, en faisant vibrer sous ses doigts ce papier solide et sonore, en examinant à la loupe ce caractère qui a la netteté d'un camée antique, en suivant de l'œil la fine régularité des filets rouges, en comparant la diversité des ornemens, qui se reproduisent sans se répéter, en cherchant une erreur dans le travail de la pointe qui a dessiné les eaux-fortes, en admirant les compositions ingénieuses, variées et charmantes de M. Bida, se souviendra de la phrase dont le père Lelong a honoré *la Bible* publiée en 1540 par Robert Estienne : « *opus sane in arte typographica, si unquam fuit, perfectum*; c'est sans contredit, dans l'art typographique, un ouvrage parfait, si jamais il en fut. »

MAXIME DU CAMP.

DES

CARACTÈRES DU LUXE

DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

I. *Notre ennemi le luxe*, par M. Nadault de Buffon, 1 vol. — II. *Les Temps nouveaux*, par le même, 1 vol. — III. *La Restauration de la France*, par M. A. de Margerie.

De tout temps, d'honnêtes esprits, de judicieux observateurs, sans parler de ceux qui ne cherchaient là qu'un texte de déclamation, se sont élevés contre les mauvaises mœurs et les abus du luxe. Comment aurions-nous échappé à de telles censures, auxquelles nous n'avons que trop prêté dans la période qui vient de s'écouler? L'exemple est venu trop souvent de l'état. Sans prendre à la lettre la comparaison, moins exacte qu'humiliante, entre la Rome des césars et le Paris de notre temps, entre le développement extrême des travaux publics sous le second empire et le *panem et circenses* du peuple-roi, et malgré tout ce qu'il y a de digne d'approbation dans certains embellissemens qui ont profité le plus souvent aux populations, nul doute qu'une part trop grande n'ait été donnée au faste. On peut s'applaudir de la création des promenades à la fois salubres et splendides qui environnent la capitale, et en général de la transformation du vieux Paris; rien ne justifie l'éclat dispendieux de certaines constructions non-seulement au centre, mais dans toute l'étendue du territoire.

L'excès du luxe se trahissait d'une manière, selon nous, plus fâcheuse dans une certaine conception d'ensemble. On a trop souvent

mis en avant l'idée de faire de ce Paris transfiguré le rendez-vous européen de tous les plaisirs, une sorte de caravansérail cosmopolite. Cette grande ville aura toujours assez par elle-même ce caractère. Nulle cité au monde, depuis trois siècles au moins, ne lui dispute ce rôle et ce renom d'hôtellerie de l'Europe. C'est un honneur et un avantage dont il ne faut pas abuser. L'histoire nous a plus d'une fois montré quel est le sort de ces villes toutes de luxe dont la destination trop spéciale est de faire le bonheur des étrangers. Prodiguant pour eux leur beauté vénale, elles ne s'appartiennent pas à elles-mêmes, ou, si l'on veut une comparaison plus honnête, elles ressemblent à ces hôtes qui pour mieux recevoir leurs invités se mettent à la gêne. Ceux des habitans qui peuvent faire les frais du luxe le trouvent à portée comme à profusion; la masse de ceux qui sont réduits à se contenter du nécessaire et d'un modeste superflu paie la rançon de l'universelle cherté, et ce ne sont pas d'ordinaire les industries les plus intéressantes qui s'enrichissent de cet or répandu à pleines mains par l'opulence oisive et dégagée de tout frein.

Il faudrait de même, pour le luxe privé, distinguer entre ce qui fut le résultat naturel de la richesse nationale et ces excès qui n'étaient que le contre-coup du mouvement fiévreux de la spéculation. Le mauvais luxe suit le jeu, l'agiotage, comme l'ombre s'attache au corps. Quelque chose de ce qui eut lieu à l'époque du système de Law s'est renouvelé de nos jours; les affaires factices, l'excès du papier, les coups de bourse, ont été accompagnés d'un goût non moins passionné pour les recherches de la vie brillante. C'est l'effet constant des gains faciles de provoquer l'impatience de jouir, qui à son tour pousse à tenter les hasards de la fortune.

Tant que l'empire a duré, l'observation satirique s'est emparée de ces travers et de ces vices pour les peindre et pour les châtier. La question d'argent, comme on disait, et le luxe de mauvais aloi ont défrayé la scène pendant plusieurs années. Des voix plus graves se sont mêlées avec autorité à ces railleuses et quelquefois pathétiques censures : des magistrats éminens venaient dénoncer avec une énergie solennelle les inquiétans progrès de la maladie. Dans un discours qui tenait de la mercuriale et de la boutade, un célèbre procureur-général ne se bornait pas à rudoyer l'excentricité de certaines toilettes aux dimensions exagérées; il accusait les côtés plus graves d'une situation créée par l'amour des jouissances et par une émulation vaniteuse, les scandales domestiques qui en furent plus d'une fois la conséquence, le ton donné à la mode par des courtisanes qui étalaient dans tous les lieux publics leur luxe effronté, et, comme l'exemple tend plus souvent à descendre qu'à remonter, les classes inférieures s'efforçant d'imiter les hautes classes « par esprit d'éga-

lité. » Toute la vieille censure du luxe était comme enfermée là en quelques lignes.

Cette éternelle question du luxe, que chaque siècle, en la reprenant à son compte, marque de son empreinte particulière, se ranimait aussi sous d'autres formes, dans des livres, dans des opuscules éphémères et dans la presse, où, prenant une couleur politique, elle servait de prétexte à des éloges et à des critiques du gouvernement. Que d'apologies optimistes et de pamphlets! Au point de vue économique ou moral, que de thèses contradictoires! Quel choc d'argumens qui s'entre-croisaient, rarement nouveaux, mais ravivés par l'à-propos! Comme il était facile de voir par certains panégyriques à outrance que *le Mondain* de Voltaire a laissé une postérité nombreuse de disciples, moins modérés que le maître! Heureuse confiance d'écrivains qui prenaient bravement parti pour un luxe d'une valeur morale des plus contestables! Ils tiennent pour excellent que le riche dépense beaucoup, n'importe comment, pourvu que ses fantaisies coûteuses fassent aller le commerce et circuler l'argent. Il est fâcheux que notre temps ne permette pas une telle quiétude et exige des riches un mérite plus sérieux, plus efficace. Les gouvernemens despotiques s'arrangent assez bien de ces théories, d'autant plus qu'elles ont la prétention de s'appliquer aux dépenses publiques comme aux dépenses privées; les sociétés libres les goûtent peu. Est-ce à dire que les censures qui s'adressent à la société, et qui continuent à se faire entendre, dans la pensée peut-être trop fondée que nous nous sommes peu corrigés, soient elles-mêmes à l'abri de la critique? Nous pouvons énoncer nos doutes sans qu'on se méprenne sur notre but. On n'est guère en effet tenté d'être indulgent quand on songe qu'il faut jusqu'à certain point rendre responsables de nos désastres les progrès d'un amollissement égoïste et d'une recherche trop exclusive des jouissances sensuelles. L'excès de sévérité serait préférable; mais cette sévérité même ne saurait se passer de discernement. Nous craignons que la censure morale, dans les conditions où elle continue à s'exercer, n'en manque un peu, et que les règles mêmes qu'elle invoque ne soient sur quelques points à critiquer ou à modifier. Lorsqu'elle n'est qu'un écho affaibli des grandes voix de Lhospital et de Daguesseau, tient-elle suffisamment compte des élémens nouveaux de la société moderne? C'est ce que nous voudrions rechercher, sans cesser de lui faire sa part, et en nous demandant ce qu'elle a de fondé dans ses applications aux mœurs du temps.

I.

On sait trop ce qu'a été le luxe antique pour que nous essayions d'en retracer le tableau. Du luxe romain, on peut dire qu'il est un monstre dans l'histoire. Les traits qu'on en cite tiennent du délire. C'est d'ailleurs d'une manière continue qu'il exerçait ses ravages; il dévorait des provinces, et mettait à son service des légions d'esclaves. Les Lucullus, les Néron, les Commode, les Héliogabale, ont réalisé toutes les folies qu'une imagination malade pourrait prendre à tâche d'inventer. Ces types éhontés du luxe romain seraient à tort considérés comme des exceptions. Ils ne faisaient que reproduire dans une proportion agrandie le mal qui avait gagné les hautes classes, et qui, sous la forme de jeux, de distributions de vivres et d'argent, avait fait profondément sentir ses effets jusque dans le peuple. De tels excès ébranlaient, faussaient tous les ressorts de l'état. Les vices privés devenaient des vices publics, se changeaient en vénalité, en exactions, en oppressions de tout genre. De là les efforts tentés par les lois somptuaires; de là l'unanime accord des écrivains pour maudire un faste immoral et destructeur. L'expression énergique de *luxus*, *luxuries*, bien mieux que notre mot de luxe, dont la signification est si restreinte et parfois si vague, désigne tous les vices lâches, toutes les corruptions sensuelles. La philosophie y ajoutait ses motifs de condamnation; inspirée du stoïcisme, on doit même dire qu'elle les exagéra. A force de blâmer tout superflu, elle accuse d'immoralité les premiers élémens de la vie civilisée, la monnaie, le commerce, toutes les élégantes recherches, tous les usages qui par le progrès de l'industrie tendent à se raffiner. Peu s'en faut qu'elle ne renvoie l'homme, couvert de peaux de bêtes, coucher à la belle étoile et puiser l'eau de la source dans le creux de sa main. Les poètes, qui ne reculent devant aucune extrémité, n'y manquent pas, et les moralistes, qu'enflamme un si beau texte de prédication, donnent aux contemporains des césars de durs conseils qui risquent peu d'être suivis, et qu'eux-mêmes laissent dans leurs livres la plupart du temps.

Telle est la censure du luxe dans l'antiquité : ses exagérations s'expliquent par celles qu'elle est tenue de combattre; elles s'expliquent par des théories morales qui prenaient pour point de départ ce principe, que l'homme ne doit pas développer ses besoins, que l'état de simplicité primitive est la perfection, que dans cette voie tout pas fait en avant est une déchéance. Les paradoxes qui étonnent dans J.-J. Rousseau n'ont pas d'autre origine. Au fond, ces théories très peu neuves ne sont que le lieu-commun de la sagesse

antique. Elles ont fait école dans les écrivains du moyen âge et des temps modernes jusqu'à une époque assez récente, et il est facile de se convaincre qu'elles ont laissé des traces dans beaucoup d'esprits, même distingués, de nos jours. Nous ne savons s'il est une seule des nouveautés commodes inventées par le génie moderne qui n'ait, depuis la chute de l'empire romain jusqu'au XVe et au XVIe siècle, provoqué des anathèmes de la part des historiens et des écrivains laïques tout autant que des prédicateurs. Il semble que leur imagination reste sous le coup des souvenirs de cet ancien luxe de l'Orient et de la décadence romaine, mêlé de cruauté et de débauche, que leur jugement subisse le joug des malédictions qui s'étaient mises au niveau de ces criminelles folies. Les moralistes du temps des empereurs n'avaient guère d'invectives plus fortes pour les raffinemens les plus coupables de la gourmandise que les honnêtes partisans de la simplicité n'en eurent pour l'usage des fourchettes, quand il commença de se répandre. Dandolo, homme d'état vénitien, parle de la femme d'un doge qui osa se servir de ces ustensiles en métal précieux au lieu de manger avec ses doigts, et qui, pour ce crime *contre nature*, exhalait de son vivant l'odeur fétide d'un cadavre. Mêmes clameurs quand on invente les cheminées et quand les matelas sont substitués aux anciennes paillasses. Les oranges introduites en Allemagne paraissent à Ulrich de Hutten un raffinement plein de danger. Il condamne dans un écrit intitulé *Prædones* le commerce d'importation lui-même, dès qu'il cesse d'échanger des objets de première nécessité. Or qui ne sait qu'il s'agit ici d'un des esprits les plus éclairés du temps, d'un réformateur dont le défaut habituel n'est pas l'excès de timidité? Il est vrai que la condamnation du luxe faisait partie de ses idées de réforme sociale. C'est avec un peu plus d'apparence de raison, mais avec la même exagération, que l'eau-de-vie et le tabac, d'abord réputés consommations de pur luxe, ont été l'objet non-seulement de censures, mais de proscriptions. La chose alla même fort loin pour le tabac. Un sultan ordonna en 1610 que tout fumeur fût conduit en pleine rue et qu'on lui passât sa pipe à travers le nez. Cette justice turque fut dépassée encore par les ordonnances moscovites. Michel Romanof défendit aux Russes de fumer sous peine de mort; plus tard la peine de mort fut remplacée par la mutilation du nez. En 1624, le pape Urbain VIII excommunia tous ceux qui porteraient du tabac à l'église, et en 1690 Innocent XII renouvela l'anathème contre quiconque priserait dans le lieu saint. L'idée somptuaire se complique ici sans doute du motif hygiénique, et, pour le tabac à fumer, de la crainte de l'incendie; elle apparaît seule dans la prohibition du café en Angleterre, en Suisse, en Allemagne et chez ces mêmes Turcs, qui devaient user plus tard si largement de cette

liqueur; le sultan Mourad IV commença par leur en interdire la boisson en 1633, toujours sous peine de mort. La pensée que les métaux précieux sont immoraux reparaît dans une foule d'écrits et aussi d'ordonnances, en même temps que la crainte de l'exportation du numéraire nécessaire pour acheter les objets de luxe montre le préjugé économique joint au préjugé moral. Ces prohibitions fondées sur des anathèmes prennent quelquefois les apparences les plus bizarres. Dans l'antiquité, le législateur Zaleucus avait décrété qu'aucun homme ne porterait des anneaux d'or ou des étoffes de Milet, à moins qu'il ne fût disposé à commettre un adultère ou à se livrer à d'infâmes turpitudes. Édouard III d'Angleterre, par un détour non moins singulier, ne défendit pas absolument à tout le monde de porter de l'or, de l'argent et de la soie, mais l'interdit aux hommes d'un âge inférieur à cent ans. La même inspiration morale, fortifiée par les mêmes préjugés économiques, fait le fond de nos vieilles lois somptuaires. L'esprit en est tout romain. Nos parlementaires, préoccupés des lois Oppia et Fannia, se prennent un peu pour des Catons. Une pensée plus politique dicte aussi les ordonnances et les édits relatifs au luxe dans notre ancienne monarchie : ils ont pour objet de maintenir la hiérarchie des rangs. La jalousie cette fois regarde au-dessous d'elle; la noblesse ne pardonne pas à la bourgeoisie de porter *vair* et d'avoir char. Les classes privilégiées se défendent de leur mieux contre l'influence égalitaire de la richesse née de l'industrie à coups de décrets sur le costume, la bonne chère et les équipages.

N'est-il pas évident qu'il y a un véritable anachronisme à répéter trop littéralement ces antiques sentences, quelle que soit la part de vérité qu'elles mêlent aux erreurs dont elles s'inspirent? Le christianisme lui-même admet la richesse avec cette part de représentation extérieure qui d'ordinaire l'accompagne. Il se borne à imposer le détachement spirituel et la charité, pour faire de la pauvreté, du dépouillement effectif de tout bien, moins une obligation étroite pour tous que le lot volontaire et méritoire d'un petit nombre. On peut trouver bon et désirable qu'un si haut idéal soit atteint par de fortes et saintes âmes, et chacun reste libre toujours de s'appliquer à lui-même cette morale de l'absolu renoncement. On ne saurait laisser entendre qu'on la prend pour règle dans le jugement que l'on porte sur les contemporains. C'est une pente, si l'on n'y prend garde, qui mène droit à la négation du progrès matériel et de la civilisation, avec moins de profit pour la morale elle-même qu'on ne paraît se l'imaginer. Qu'on cite tant qu'on voudra certaines races ou peuplades, quelques momens de l'histoire, où l'on trouve un certain degré de civilisation et de moralité, en l'absence d'un grand

développement de la richesse et de l'industrie : ce sont des exceptions rares ou peu durables; en général l'absence de tout luxe a plutôt accompagné l'état de misère et de dégradation. Ces apologistes de l'état primitif oublient trop qu'à rétrograder vers la barbarie on risque de perdre des vertus et de gagner des vices. On a souvent cité le mot par lequel M. Royer-Collard caractérise la méthode trop sommaire de couper le mal à sa racine en supprimant la liberté humaine : il appelle cela « ramener l'homme à l'heureuse innocence de la brute. » Je ne sais si le terme d'innocence s'applique ici parfaitement; la brute humaine n'a jamais été innocente.

Dans des écrits très récens, on fait de l'immoralité l'essence même du luxe, tellement que ce mot impliquerait toujours une flétrissure. Sans invoquer ici le dictionnaire, je ferai remarquer seulement que dans le langage usuel cette expression est souvent le synonyme d'un superflu qui n'a rien que d'honorable, de recherches d'élégance et d'art auxquelles on ne refuse pas l'approbation. Où a-t-on vu que les mots de luxe du riche, d'industries de luxe, de luxe public, présentassent ce sens odieux? Ce qui n'a pas changé depuis l'antiquité, c'est ce fait que l'abus qu'on veut combattre se caractérise encore par le même goût intempérant des raffinemens sensuels, par la même ostentation, tantôt folle jusqu'aux extravagances les plus dispendieuses, tantôt sotte ou mesquine. Il faut le dire, ce travers a diminué. Il faudrait un étrange oubli des réalités pour mettre en sérieuse comparaison nos dépenses les plus folles avec ces développemens de faste inoui qui ne pouvaient appartenir qu'à une oligarchie conquérante, maîtresse de l'univers mis au pillage. Qu'on blâme chez nous l'abus de la richesse, on a cent fois raison; mais qu'on sache que nous ne sommes que des enfans en cette matière. Il n'y a pas un lecteur de Varron, de Pline l'Ancien et de tant d'autres écrivains, il n'y a pas un esprit si peu versé qu'il soit dans les antiquités romaines, qui ne sache que le prix d'un seul poisson de ces festins fameux suffirait à payer une centaine des repas trop somptueux qu'on nous reproche. Tel vase murrhin eût acheté une de nos collections d'objets d'art. On ose à peine parler de la richesse de nos étoffes quand on songe à ces tissus de pourpre dont quelques-uns valaient des millions. Combien y a-t-il de nos châteaux qui supporteraient le parallèle avec ces villas remplies de statues? Nos parcs ont-ils l'étendue de ces vastes domaines livrés à l'inculture? Quelle figure font nos domestiques et nos laquais auprès de ces foules d'esclaves formant d'immenses cortéges qui précèdent le riche romain? Vous parlez des témérités de notre scène; hélas! elles ne sont que trop réelles, et ce n'est pas toujours la bonne volonté qui manque peut-être pour égaler des

corruptions qui n'ont point eu leurs pareilles; mais qu'y a-t-il chez nous de comparable à ces spectacles tantôt inhumains, tantôt licencieux au-delà de toute mesure? Est-ce plus sérieusement qu'on rapprocherait ces impériales constructions de palais et de jardins qui défiaient la nature affrontée à dessein, vaincue à grands frais par l'orgueil d'un despote, et nos demeures princières, nos édifices élevés par les soins d'une édilité qui vise à la grandeur? Toutes ces remarques ne sont à d'autre effet que de ramener à ses véritables proportions une question dont nous reconnaissons l'importance. Certes le désir de paraître, le goût des jouissances ruineuses autant qu'immorales, forment une de ces plaies profondes que l'on n'apprend à bien connaître que si on a pris soin de la sonder. C'est sur la part du mal qu'il est bon de ne pas se méprendre. Le mauvais luxe reste ce qu'il a toujours été, mais il s'est en général modéré en se divisant, en s'éparpillant, et ce que j'appelle le bon luxe, au grand scandale peut-être de quelques-uns, s'est répandu dans la masse sociale en s'alliant de plus en plus avec deux élémens qui par eux-mêmes sont irréprochables, l'art et l'industrie, le beau et l'utile.

Ce progrès est visible : pour en faire la preuve, il faudrait citer tous ces objets que d'ingénieux procédés ont rendus plus communs, les miroirs, les montres, les tapis, les pelleteries, les vitres, la plupart des meubles, le papier peint, la soie, le savon, vrai luxe d'abord comme la propreté elle-même, le linge, qui manquait aux Romains couverts de pourpre et aux rois de France habillés de velours. Il faudrait y joindre une foule d'articles de consommation qui figurent sur la table des classes moyennes et même inférieures, le vin, la plupart des fruits de nos desserts, le thé, le chocolat, le café. Il faudrait y ajouter tout ce qui contribue à rendre l'intérieur aimable et plus hospitalier. Flétrisse qui voudra ces raffinemens! Si, laissant l'abus pour songer à l'usage, on suppute le nombre d'heures agréables que ces découvertes, en s'unissant aux plaisirs de la sociabilité, ont préparées pour les générations, les peines charmées, les distractions innocentes, l'adoucissement dans les mœurs, si l'on y joint ces voyages, à l'usage du riche seul autrefois, aujourd'hui à la portée du pauvre, ces produits de la sculpture, de la gravure, de la photographie, dont on se plaît à ne voir que les exhibitions scandaleuses, et qui sont bien aussi, dans l'immense majorité des cas, une source d'émotions élevées et affectueuses, — si, disons-nous, on fait en pensée un tel travail, ne sera-t-on pas tenté de parler du progrès matériel sur un ton moins dur, ne sera-t-on pas disposé à voir aussi ce qu'il a de conciliable avec les bonnes mœurs, qui s'accommodent si bien d'un peu de bonheur, difficile à concevoir sans une certaine part faite au bien-être matériel?

Les mêmes censeurs ne songent pas toujours à distinguer le luxe et la passion du luxe, l'un souvent indifférent, simple signe extérieur de la richesse, l'autre, véritable idolâtrie qu'il faut combattre, comme aussi l'excessif amour du bien-être, qui peut, on l'oublie trop, exister indépendamment de l'abus de la richesse. C'est un goût qui peut passer pour innocent tant qu'il ne nous domine pas, mais par combien de liens secrets et puissans il tend à prendre possession de notre âme et de notre vie! Cette séduction, qui agit insensiblement, est bien dangereuse pour l'homme moderne. L'industrie semble avoir pour tâche de le dispenser de la peine, de lui épargner tous les chocs et tous les frottemens douloureux. Le péril est d'autant plus grand que cet attachement aux aises personnelles s'allie à des sentimens honnêtes et à des vertus, ou, si l'on aime mieux, à des qualités domestiques. Le problème est là, bien plus encore que dans les écarts d'un luxe immodéré. Il n'est pas besoin d'être riche pour connaître ce genre de danger, pour être soumis à cette nécessité de la lutte contre soi-même. Les artisans les plus modestes, pour peu qu'ils aient, comme on dit, *ce qu'il leur faut*, pour peu qu'ils soient convenablement nourris, vêtus, chauffés, etc., peuvent succomber à l'amollissement du bien-être. La dernière guerre est loin, à cet égard, d'avoir été pour nous sans révélation. C'est de ce côté surtout que nous voudrions voir se porter l'attention des moralistes.

Au point de vue économique, on ne saurait refuser au luxe moderne, pris dans l'ensemble des choses que le mot embrasse, ce caractère éminent de produire beaucoup plus qu'il ne consomme. Une démonstration quelque peu complète de cette vérité exigerait la statistique des produits variés se rattachant aux commodités de la vie et à l'ornementation. Presque tous les ustensiles de l'usage le plus commun rentrent dans cette loi; il en faut dire autant de ce qu'on appelle en général *articles de Paris*. On pourra bien évaluer avec plus ou moins de rigueur le commerce européen d'importation et d'exportation de la soie, dont la France, en certaines années, fabrique pour 700 millions de francs; on appréciera plus difficilement la valeur du capital énorme engagé dans cette production tant pour la manufacture que pour le négoce. On pourra bien faire de tels calculs pour l'orfévrerie, la bijouterie, l'horlogerie, les glaces, les fleurs artificielles, pour une quantité de produits qui ont visiblement le caractère du luxe; ces calculs seraient impossibles pour les beaux-arts proprement dits, dont l'œuvre est l'objet de transactions individuelles qui échappent à toute déclaration publique, et en combien de cas encore vient-on se heurter dans les inventaires à des difficultés insurmontables!

Dans la fortune publique des sociétés modernes, la proportion des

valeurs de luxe tient une place telle que cette fortune serait ébranlée tout entière par une atteinte tant soit peu profonde portée à la masse ou à une partie notable de ces productions. La raison en est dans l'importance du débouché, qui s'étend à presque toutes les classes de la nation, intéressées à la fois comme consommatrices et comme productrices. Tant que le marché est restreint, on emprunte le superflu à l'étranger, et il conserve avec la rareté du produit des prix de monopole; les excessives jouissances d'une minorité opulente pourraient alors être supprimées sans que la richesse et l'industrie nationales en éprouvassent une bien notable diminution. Tout a changé de face aujourd'hui. Le caractère essentiellement moderne de cette multitude d'objets qui répondent en tout ou en partie à des besoins qu'il faut bien mettre au compte du superflu, c'est la fabrication en grand; elle les rend de plus en plus assimilables aux produits de nécessité première ou de très grande utilité; c'est la consommation de luxe à bon marché, deux mots qui s'étonnent de se rencontrer ensemble. N'est-ce pas là dans la vie des peuples modernes, dût-on s'en plaindre quelquefois au point de vue de la magnificence et du grand goût, un fait d'une étendue comme d'une portée incalculable, surtout si on se rend compte à quel point la question de travail et de salaires s'y trouve engagée?

Est-ce qu'au point de vue politique la censure du luxe moderne peut se régler davantage d'une manière absolue sur les maximes de l'antiquité? On nous dit qu'il corrompt, qu'il dissout les états. Fort bien; cela est toujours vrai du mauvais. Les historiens anciens répètent qu'il est incompatible avec la liberté, je le comprends encore à merveille. Dans l'état antique, il étouffait les vertus civiques, tuait la vigueur guerrière, creusait un abîme entre les citoyens. Cette maxime garde sa valeur pour les temps modernes dans la proportion du prix que la passion attache à ses coûteuses satisfactions. Autrement n'est-on pas autorisé à soutenir que l'ensemble des jouissances qui se sont développées depuis le moyen âge nous a rendu plus cher un système de garanties civiles et politiques, auquel on devait tenir infiniment moins quand la vie était plus dure, quand la richesse pouvait être atteinte ou menacée sur moins de points? En réalité, la richesse mobilière et la liberté ont fait route ensemble. Qu'on ne dise pas que le même désir de rechercher la sécurité à tout prix pousse les intérêts à se jeter dans les bras du despotisme. Cela est vrai sans doute à certains momens; mais il l'est aussi que les mêmes causes empêchent de supporter indéfiniment ce despotisme, devenu à son tour une cause d'alarme. On revient par calcul à cette liberté qu'on avait conquise par intérêt.

En résumé, l'on pourra dire que la masse du luxe moderne est

saine, ce qui n'empêchera pas d'attaquer vigoureusement les parties malades qui tendent trop à s'étendre et à gagner tout le corps. On reconnaîtra de même que la censure ne trouve pas seulement d'aujourd'hui matière à s'exercer. Elle se prolonge à travers les temps, tonnant par la voix de la chaire et des conciles, s'exprimant par l'organe des philosophes et des poètes, tantôt protestant contre des corruptions réelles, tantôt usant de cette critique radicale qui s'en prend aux produits, à l'industrie, au monde qui marche, n'hésitant pas à sacrifier le mouvement et l'action à la crainte du moindre écart, soit qu'elle veuille soumettre la société au niveau de cette égalité qui serait l'abaissement universel, soit qu'elle se propose de l'élever à cette mysticité sublime qui n'appartient qu'à une élite d'âmes. Il faut considérer la nature humaine comme un métal plus mêlé. Prenons garde à ne pas briser la statue parce que l'argile se mêle à l'or pur.

II.

Sous ces réserves, on ne saurait guère nier la réalité et les progrès du mal. La notoriété publique peut être invoquée ici, et trouve plus d'une fois une confirmation dans les données exactes de la statistique. Tous les observateurs de notre temps ont été frappés d'une baisse dans le niveau des idées, des sentimens, du savoir, des lectures mêmes. Un certain amollissement a envahi les habitudes de la vie, et la jeunesse elle-même a montré pour le confortable une vocation précoce trop en rapport avec le goût des plaisirs faciles. Des remarques d'autant plus concluantes peut-être qu'elles sont plus familières permettent d'en juger. Il n'est pas jusqu'à la forme de nos siéges et à leur variété complaisante pour toutes les attitudes que peut prendre le corps qui n'ait accusé la passion du commode en se prêtant à la satisfaire par les plus ingénieux arrangemens. Le vêtement a trahi la même préoccupation de nous préserver contre les moindres atteintes de la température, dont il suit toutes les variations et presque toutes les nuances. Le désir d'être le mieux possible en toutes les circonstances possibles est devenu un souci de tous les instans. Ce qui a pu n'être d'abord que du laisser-aller est devenu chez beaucoup un parti-pris systématique. La vie leur a paru un jeu de dupe quand on n'en tirait pas, sinon la plus grande somme de plaisirs, du moins la plus petite somme de peines. Combien transportent ce genre de calcul dans les fonctions administratives! Combien se sont dit, sans même prendre trop de soin d'en faire mystère, qu'il fallait se proposer d'accomplir sa tâche et de gagner son argent au prix des moindres efforts! Quel encouragement

ne trouve pas dans cette disposition paresseuse l'esprit de routine, ce fléau de notre administration? Se fier au temps plutôt qu'à un énergique et intelligent travail pour en attendre son avancement, n'est-ce pas la devise avouée d'un trop grand nombre de nos fonctionnaires? Ici, comme dans les observations précédentes, faut-il accuser seulement et surtout les individus? Tout responsables qu'ils sont, l'art de mettre en jeu les stimulans qui maintiendraient et développeraient la vigueur intellectuelle et morale ne manque-t-il pas beaucoup trop? Soulever une telle question, c'est poser celle de l'éducation et du système administratif, nous pourrions dire aussi militaire de la France. On ne louera jamais assez la bravoure de nos officiers et le mérite d'un grand nombre d'entre eux; des circonstances récentes n'ont pourtant que trop montré ce qui leur manquait en général en fait de connaissances; elles ont mis au jour les progrès qu'avaient faits dans ce corps d'élite les habitudes de vie facile et désœuvrée. Ce relâchement, auquel on cherche à remédier efficacement, Dieu le veuille, par le travail, les cours, les lectures, a porté ses fruits. La rapidité, la vivacité bien connues de l'esprit français n'avaient-elles pas paru s'y être, dans une certaine mesure, émoussées? Elles ne s'étaient jamais vues certainement exposées à de si fréquentes *surprises*.

Ces faits et d'autres symptômes du même affaiblissement, conséquence d'un certain sybaritisme de l'esprit et du corps, ne sont pas tous, il est vrai, dans une étroite dépendance de ce qu'on appelle les goûts difficiles et les habitudes recherchées, mais la plupart s'y rattachent par un lien facile à saisir. Le luxe reprochable, qui se dérobe, dit-on, quelquefois à une définition rigoureuse, ne présente pas moins à l'esprit certaines idées parfaitement claires, les raffinemens sensuels, les dépenses exagérées qui en sont la suite, la préoccupation vaniteuse de l'opinion, qu'il s'agit de frapper par la possession de choses rares et coûteuses, à laquelle s'attache une certaine idée de distinction. A défaut de mérite propre, c'est un plumage d'emprunt par lequel on croit rehausser son importance, et il est vrai de dire qu'on y réussit trop souvent. On a du luxe quand on consacre une part trop grande de son revenu ou de son capital à des satisfactions qui constituent un superflu. On a du luxe encore, et même excessif, quand on se livre à ce genre de passion sans retenue, au mépris de la morale ou des lois de la raison. Ces prodigues insensés qui mêlaient des perles à leurs mets ou qui se faisaient servir des langues d'oiseaux chanteurs et parleurs, plat médiocre, mais qui valait 20,000 francs, forment en ce genre le type le plus complet. Il n'est pas besoin d'en arriver là pour que cette tendance fâcheuse, en devenant commune, produise des résultats physiques et moraux qui

ne sont autre chose qu'une véritable décadence. Il est inévitable que, sous l'influence d'une passion égoïste, trop absorbante pour souffrir aucune rivale et qui se résout tantôt en jouissances, tantôt en calculs, tout ce qu'il y a de désintéressé, d'élevé, de délicat, s'abaisse, s'altère de la manière la plus sensible. Où donc une société qui n'a plus d'imagination et d'émotions que ce qu'elle en transporte dans les affaires, dans les plaisirs, dans la représentation extérieure, dans l'éclat factice, trouverait-elle place pour les idées générales et généreuses, pour ces passions abstraites, les plus grandes, les plus fécondes de toutes, qui s'attachent à un idéal quelconque, amour du bien public, patrie, religion, philosophie, art? Tout cela ne s'éteint pas sans doute, parce que ce sont autant d'élémens aussi vivaces que la nature humaine; mais cela se refroidit, se rapetisse, se matérialise. Non, sans doute, il ne s'agit pas d'établir que la société française est en masse une nation de spéculateurs, de joueurs cupides, d'hommes et de femmes ne songeant qu'à vivre dans le faste des appartemens splendides, des dîners somptueux, des bals et des équipages, ivres de tout ce qui amuse, flatte les sens, enchante l'orgueil; mais en réalité on ne déclame pas quand on affirme l'existence du mal, d'un mal assez grave pour devenir un juste sujet d'alarmes aux yeux du moraliste, de l'économiste, de l'homme d'état.

On constate une diminution notable dans le nombre des mariages et des naissances. N'y a-t-il pas entre ce fait évidemment fâcheux et l'exagération des goûts de luxe une relation plus étroite que beaucoup ne l'imaginent? Cette relation n'a rien de mystérieux. C'est un fait d'expérience que la vie est devenue plus difficile. Beaucoup de choses sans doute ont baissé de prix ou se sont multipliées de manière à devenir accessibles à la masse, dont les ressources se sont accrues. On ne nie pas qu'il y ait plus de gens qu'autrefois qui vivent dans un état se rapprochant du bien-être; l'augmentation sensible de la classe moyenne en est la preuve manifeste. Il n'en est pas moins vrai que, si l'on excepte les campagnes, dont le sort s'est fort amélioré, la difficulté de vivre s'est accrue sur plusieurs points essentiels par suite de l'augmentation du prix de certains objets de première nécessité, comme le logement, comme les vivres bien souvent, tandis que le revenu de quiconque ne vend pas de produits est demeuré stationnaire, ou ne s'est pas élevé proportionnellement. Dans cette difficulté de la vie, il est impossible d'exonérer le luxe d'une responsabilité considérable. Ceux qui ne le recherchent pas souffrent de cet enchérissement qui en est la conséquence. Les innocens paient pour les coupables, ils subissent eux-mêmes, au moins en partie, le joug des exigences qu'ils n'ont pas créées.

en vertu de cet axiome, qu'il faut être et faire comme tout le monde. Le mariage est donc devenu en réalité plus difficile même pour ceux-là, pour ces gens raisonnables qui savent apprécier à leur valeur les joies et les devoirs de la famille. On les voit plus d'une fois reculer devant des charges auxquelles ils craignent de ne pas pouvoir suffire. Il en est de même de ceux qui ne pensent qu'à leurs aises et à l'apparence. La femme, a-t-on dit, est devenue un objet de luxe, un de ceux dont l'entretien coûte le plus. Convaincus que le mariage est fait pour rendre la vie plus large, pour ajouter à ses agrémens, non à ses devoirs, et bien résolus à ne pas augmenter le nombre de ces ménages où l'apparence de richesse et la gêne vivent côte à côte, ils se gardent de ce qu'ils considèrent comme une folie. Tous pourtant ne poussent pas la logique jusqu'au célibat; mais ils regardent les enfans comme un fléau. Un héritier unique, deux au plus, voilà le but de leurs calculs. Les enfans en effet sont les ennemis-nés des superfluités dispendieuses. Franklin a dit qu'il en coûte plus pour nourrir un vice que plusieurs enfans; faut-il croire que de son temps les enfans coûtaient moins cher et le vice davantage? Je n'en sais rien, mais c'est certainement du principe qu'il faut avant tout satisfaire ses besoins de plaisir, de vie mondaine et de représentation, que l'on part aujourd'hui pour économiser le nombre des enfans en colorant ce calcul d'un autre en apparence moins égoïste, la crainte que des héritiers plus multipliés ne soient condamnés à *déchoir!* Déchoir, c'est-à-dire n'avoir pas la totalité de ce qu'on s'est habitué à regarder comme un niveau au-dessous duquel il n'y a pas moyen honnêtement de descendre. Déchoir et ne pouvoir plus vivre, c'est pour bien des gens avoir par exemple moins de quarante mille francs de revenu.

Nous n'avons pas à insister sur tout ce qu'entraîne d'immoral la stérilité systématique dont les pratiques sont portées en ce moment, aux États-Unis, trop souvent jusqu'au crime : nous restons en France. La France est peut-être le pays le plus engagé dans la voie de la stérilité volontairement pratiquée, notons-le, non pas, selon les conseils donnés par Malthus sous toute sorte de réserves morales, par la classe pauvre, mais par la classe aisée ou riche, au grand préjudice de la puissance nationale. La diminution dans l'accroissement normal de la population est un mal, quoi qu'aient paru en penser certains économistes qui semblent s'affliger toutes les fois qu'il naît un homme. Ce sont bien des hommes en effet et non pas des enfans destinés à la mort que, selon les probabilités, on empêche de naître. En effet, la vie probable et la vie moyenne se sont très sensiblement accrues. Pour parler le langage positif de l'é-

conomie politique, c'est donc un capital que l'on détruit en son germe. Le fait le plus général aujourd'hui, c'est que l'homme produit plus qu'il ne consomme. Cette condition n'est même pas absolument requise pour qu'au point de vue national les naissances soient un bien. L'émigration n'est pas un des moyens les moins efficaces pour une nation ou pour une race d'augmenter son action dans le monde : on peut le demander à l'Angleterre, qui a le capital en abondance, et à l'Allemagne, qui ne le possède pas suffisamment pour féconder son agriculture et son industrie. Où ne s'étendent pas la race anglo-saxonne et la race germanique? Où ne rayonne pas l'influence de la mère-patrie, grâce à ces héroïques imprudences de procréation qui sèment les hommes sur toute la terre habitée? Nos paysans, eux aussi, se défient. Ce n'est certes pas le goût du luxe qui les retient, mais ils ne veulent pas morceler l'héritage. La population s'arrête ainsi, suspendue dans son cours. Quant à nos classes moyennes, qu'elles y songent : leur stérilité relative est un dommage porté à elles-mêmes et à la France, — à elles-mêmes, car il ne suffit pas que des nouveau-venus s'y annexent pour ainsi dire, il faut que les générations s'y succèdent, se transmettant le dépôt des aptitudes héréditaires, des lumières, des capacités spéciales, — à la France, car la meilleure de ses richesses est dans cet état-major de ses professions, de son industrie, de son commerce, vraie tête de colonne de notre civilisation.

On se plaint aussi qu'il y ait accroissement dans le vice, dans le libertinage. Le lien de ce fait avec les tendances au luxe est ici encore facile à découvrir. C'est ce dernier qui est le grand tentateur, depuis ses plus petits degrés, la soie, le ruban, le bijou, jusqu'au riche ameublement, à la vie menée grand train, à la satisfaction des grossiers instincts, à la gourmandise, aux amusemens frivoles et corrompus, aux toilettes ruineuses, à l'abondance plantureuse dans la paresse sans bornes. C'est un luxe aussi que la courtisane pour celui qui en fait les frais, et il pèse lourdement sur le budget des familles et du pays. Assurément ce n'est pas là un fléau nouveau dans les sociétés humaines; mais son accroissement depuis un certain nombre d'années ne fait pas doute, non plus que le rapport qui lie le vice qui coûte cher avec les nouveaux enrichissemens et le besoin de faire figure. L'espèce parasite s'est augmentée de bien des variétés. Les exigences se sont accrues avec le nombre, ce qui prouve que la demande soutient fortement l'offre et empêche la dépréciation. Les industries qui répondent au mauvais luxe, particulièrement encouragées par une classe qui ne cesse d'y faire appel, et les sommes énormes qui vont s'engloutir dans ce bourbier sont sans doute un mal incalculable; il compte pour peu en com-

paraison des forces morales qui s'y altèrent et qui s'y perdent.

On se plaint d'une augmentation dans le nombre des faillites, dans le développement excessif de l'agiotage, dans la quantité des abus de confiance, des vols qualifiés, des crimes causés par la cupidité, enfin des suicides. Les comptes-rendus des tribunaux et les autres moyens de renseignement donnent à connaître pour quelle proportion y entre la surexcitation des besoins factices, et plus on y regarde de près, plus on voit que cette proportion est considérable.

On gémit enfin sur la décadence de l'art. Il y a eu des temps et des pays où une noble prodigalité en faisait les frais, et marquait aux artistes le plus haut idéal en réservant ses faveurs aux plus grandes œuvres. Tombé de ces hauteurs, le luxe, qui continue à encourager certaines manifestations inférieures, si élégantes et séduisantes qu'elles soient, de l'art appliqué à l'industrie, est devenu le mauvais génie de l'art pur. Il l'a dirigé vers la spéculation mercantile. Il l'a contraint de n'avoir presque plus d'emploi lucratif que la décoration de ses salons et de ses boudoirs, l'ornement de ses salles à manger, par ces représentations réalistes qui, sous leurs formes les plus délicates, s'appellent des tableaux de genre, et sous les autres formes plus grossières se réduisent à être l'expression à peine idéalisée des sensations ou la reproduction servile de la nature. Certes on ne prétend pas que quiconque a du luxe agisse de cette façon à l'égard de l'art, et que l'art aujourd'hui ne soit autre chose que ce qu'on vient de dire. Il ne s'agit que d'indiquer une pente générale qui vient du peu de distinction de la plupart des enrichis, et de leur nombre trop grand pour qu'il y ait lieu d'espérer que leur goût soit celui d'une élite. On abusait de la noblesse autrefois dans les écoles de peinture; on aimait mieux que l'idéal fût un peu faux que de s'en passer. C'était du moins la traduction des penchans élevés du goût public, qui semblait répéter à propos de certaines œuvres le mot de Louis XIV : « éloignez de moi ces magots! » Aujourd'hui on a nié les genres pour avoir le droit de n'aimer que les inférieurs. On a couvert d'or les toiles qui répondaient à ces goûts, il faudrait dire à ces instincts dégradés. Le luxe paierait sans doute fort cher encore des tableaux des vrais maîtres d'autrefois, s'il pouvait les payer. Pourquoi? parce que cela est beau? non, mais parce que cela est rare, rarissime, comme certaines curiosités bibliographiques qui sont sans prix, et parce que cela serait du plus grand effet sur l'opinion.

Qu'on essaie par exemple de nier que l'idée du luxe n'ait joué en littérature un rôle sans précédent et qui, à vrai dire, remonte à plus de vingt années! Que sont, je vous prie, tels personnages des ro-

mans de Balzac, sinon de vrais héros du luxe, amoureux de toutes les jouissances, ambitieux de puissance en vue du plaisir, ambitieux d'argent et de tout ce qui brille? Ces personnages ont fait école à leur tour dans la vie réelle. Le génie, celui-là même qui paraissait toucher de plus près aux régions lumineuses, a payé tribut à l'industrialisme littéraire. L'étendue exorbitante des besoins aura été, avec le développement illimité de l'orgueil, un des grands signes de ce siècle.

On comprend que la peinture de cette maladie morale et l'idée de la combattre aient tenté plus d'une plume honnête. Un honorable écrivain, M. Nadault de Buffon, l'a essayé plus directement que la plupart et d'une manière plus complète. Y a-t-il réussi? Nous rendrons justice à ses intentions, attestées par une impression générale de probité sincère, ainsi qu'aux bonnes parties des deux ouvrages qu'il consacre, l'un au *Luxe notre ennemi*, l'autre à la réforme des mœurs sous ce titre : *les Temps nouveaux*. Les griefs généraux contre les recherches de mauvais aloi y sont bien résumés et empruntent de certaines démonstrations puisées dans les faits une nouvelle force; mais, malgré l'estime que ces ouvrages inspirent, comment ne pas dire aussi qu'ils sont loin d'être à l'abri de la critique? Il y a plus qu'un défaut de composition dans cet abus de la chronique scandaleuse, dans cette surabondance d'anecdotes, de détails, qui finissent par tomber dans la minutie. Cela ressemble par trop à un acte d'accusation en règle et en masse contre la société française, ou plutôt, disons-le, à un réquisitoire. Comment ne pas se dire aujourd'hui que la lourde malveillance de certains peuples étrangers, qui n'y entendent pas finesse, est toujours prête à abuser de ces aveux d'une nation qui s'accuse avec la même intempérance qu'elle met à se vanter? Un peu plus de mesure, de grâce! Vous dites le mal, vous faites votre devoir, mais n'en forcez pas le tableau et dites aussi le bien. C'est la France qui fait les frais de ces confessions publiques et de ces pénitences trop aigries par la douleur de récens désastres. Cela finirait, songeons-y, par l'humiliation d'un peuple qui a quelques raisons pourtant de rester fier. Est-ce bien la France telle qu'elle est que nous montrent de telles enquêtes? Suffirait-il d'avouer de temps en temps qu'il y a quelque contre-partie honorable et des motifs de ne pas désespérer tout à fait? Non, ce n'est pas ainsi qu'il faut parler en face du pays et de l'Europe. La *noble convalescente* qui vient de tirer de son travail et de son épargne les 5 milliards de l'indemnité n'est pas en somme la vieille pécheresse prodigue et débauchée qu'on pourrait croire sur la foi de je ne sais quelles descriptions. Ce Paris que vous montrez amolli, énervé, il s'est défendu, on est bien obligé de l'avouer.

il s'est défendu avec un courage qu'il n'a pas dépendu de lui de voir couronné de plus de succès, avec une persévérance que n'avaient pas lassée les privations, et qui n'a cédé, en frémissant, qu'à la famine imminente. De tels faits ne rachètent pas seulement plus d'un écart, ils signifient peut-être que, si le mal qu'on signale est réel, il n'a pas corrompu le fond d'une nation saine et généreuse.

Les remèdes indiqués par M. Nadault de Buffon ne sont-ils pas tantôt un peu vagues dans leur généralité, tantôt par trop minutieux? Soyez religieux, soyez moraux, c'est fort bien dit, et il faut sans doute le répéter, mais n'est-ce pas une sorte de pétition de principe? Il y a quelque illusion à croire que la foi se ranime absolument à volonté dans un peuple où elle a fléchi et que la morale elle-même, qui dépend davantage du libre arbitre de l'homme, n'ait pas aussi ses conditions qui la font en certains temps plus aisément fleurir et lui viennent en aide par des appuis solides et multipliés. Nous vivons dans un temps dont la fatalité est que tout y semble difficile pour les esprits sincères, pour les hommes « de bonne volonté. » On renonce, et c'est très bien vu, à imposer au luxe moderne le joug préventif des lois somptuaires. Nous sommes pourtant loin d'être assurés que tous les censeurs du temps présent eussent en cela la même réserve que M. Nadault de Buffon. Lui-même parle d'impôts de cette nature, qu'il nous paraît confondre un peu avec ceux qui, sans décourager la consommation, exigent d'elle quelques légers sacrifices au profit du trésor obéré. Nous ne parlerions pas de certains remèdes qu'il indique à côté d'autres plus sérieux, s'ils n'étaient un exemple des prescriptions minutieuses toujours chères à l'école réglementaire. Que dire de ces fauteuils monumentaux sur lesquels, pour restaurer le respect de l'autorité paternelle, on inscrirait le mot *pater* et le mot *mater?* On perdrait son temps à vouloir réfuter ces conceptions trop ingénues et à démontrer que, quand le respect existe, il n'a pas besoin de ces petits moyens, et que, lorsqu'il manque, ils sont impuissans à le rétablir. Il est par trop évident que ces meubles peu commodes, quand bien même ils auraient toute la majesté d'un tribunal, seraient un moyen inefficace de restaurer la morale. Il faut que les pères siégent de plain-pied avec leurs enfans et cherchent à se faire respecter dans ces conditions de familiarité forcée dont nos minces murailles et l'exiguïté des logemens nous font une loi inévitable, — preuve nouvelle que tout est devenu difficile aujourd'hui, et que la morale, au foyer domestique comme ailleurs, est obligée de se priver de bien des prestiges qui lui prêtaient secours autrefois!

Le même fonds d'idées et de religieuses espérances se retrouve

dans des leçons professées à la faculté des lettres de Nancy par M. A. de Margerie, et réunies sous ce titre : *la Restauration de la France*. Nous aimons à reconnaître, en laissant de côté quelques critiques secondaires, qu'un vif accent moral anime ces pages auxquelles ne manque même pas quelquefois la chaleur d'une conviction généreuse. La question du luxe y est abordée à sa place et avec plus de mesure. Si nous avions à indiquer ici des réserves, elles auraient un caractère plus général. Qu'il s'agisse de corriger l'abus de la fortune, nous croyons à l'efficacité de la religion, sans oublier pourtant que les siècles les plus croyans sont loin d'avoir été exempts de pareils excès; mais il y aurait peut-être lieu d'observer que la morale professée dans une chaire de l'état pourrait garder plus constamment le caractère philosophique. N'y aurait-il pas place à remarques malignes en voyant le révérend père Félix, dans ses conférences de Notre-Dame, traiter de l'économie politique et du progrès, et l'honorable professeur de Nancy harceler l'incrédulité de ses pressantes objurgations? N'oublions pas que Fénelon et Bossuet, deux évêques, ont écrit des traités entiers de métaphysique et de morale sans un seul appel direct à la révélation. Je n'insiste pas, je m'en reconnais à peine le droit, ne me sentant pas moins de respect pour la libre et complète expression des croyances que de désir de maintenir la distinction entre les deux chaires, celle de la prédication sacrée et celle de l'enseignement philosophique. Sous ces réserves, qui ne touchent d'ailleurs en rien à la question spéciale abordée par l'auteur dans quelques chapitres de son livre où il distingue avec raison la paresse, la mollesse, le luxe, la corruption, je trouve dans ses réflexions des choses justes, des vérités salutaires exprimées sans dureté.

La grande supériorité morale du passé sur le présent est la pensée commune de tous les censeurs de la société moderne. La question qu'ils tranchent plus qu'ils ne l'examinent est-elle donc absolument résolue dans le sens qu'ils indiquent? Si l'on s'en tenait au luxe seul, un parallèle impartial ne manquerait pas, croyons-nous, de leur donner tort. La plupart de ces modes qu'ils ridiculisent, de ces abus dont ils se montrent si fort indignés, de ces prodigalités immorales et ruineuses qui leur semblent de scandaleuses nouveautés, ont reparu sans cesse dans le cours de notre histoire et ont eu à certains momens un développement dont nous sommes loin d'avoir l'équivalent aujourd'hui. S'agit-il de l'ensemble de ces corruptions qu'on enveloppe souvent sous le terme de luxe et dont plusieurs du moins s'en distinguent complétement? C'est un problème bien autrement compliqué. Faut-il prendre parti entre les défenseurs absolus du progrès, qui croient que le présent, par cela seul qu'il succède au

passé, lui est supérieur de tout point, et les admirateurs des siècles écoulés, pour qui le passé apparaît comme une religion indiscutable dont les ténèbres ne cacheraient pour ainsi dire que des vertus? Ceux-ci présentent la décadence de la famille, l'augmentation des adultères, la prédominance générale dans les unions de calculs intéressés, enfin l'irrégularité immorale des habitudes et des mœurs, comme des traits par lesquels la société actuelle se distinguerait à son grand désavantage du temps qui n'est plus. Il n'y a pas une seule de ces assertions qui ne soit contestable. On a pu soutenir au contraire, non sans vraisemblance, que la vie aujourd'hui est généralement plus rangée. Le mariage, qui, dans la réalité comme dans la littérature, ne paraît pas être traité avec grande révérence par nos bons aïeux, serait en définitive, malgré la part de désordres dont nulle société n'a été exempte, l'objet d'un respect plus général. Il est difficile de ne pas accorder que l'affection n'a jamais tenu autant de place dans la famille, et le fait s'accuse avec force, si l'on se rend compte de toutes les causes de froideur dans un si grand nombre des familles d'autrefois. Elles envoyaient l'enfant en nourrice, la fille au couvent, un des fils dans l'armée, un autre dans le clergé, tandis que le mari et la femme vivaient souvent dans des rapports voisins de l'indifférence. A Dieu ne plaise que nous fassions nous-mêmes ce que nous reprochons aux autres! Sans doute ce ne fut pas là, il s'en faut, tout le passé. Comment ne pas reconnaître pourtant que cette image ébauchée par nous est ressemblante à bien des égards? Il y aurait d'autres vertus sur lesquelles nous ne serions pas plus disposés, au nom de notre temps, à confesser notre infériorité : telle serait la charité par exemple. Quand a-t-elle été plus répandue, plus agissante? Tout cela même admis, faudrait-il en conclure que nous valons mieux que nos pères? On ne se rend pas assez compte de tout ce qu'implique de délicat et de difficile à résoudre une question qui renferme des élémens si peu susceptibles d'une rigoureuse évaluation. Il restera toujours à se demander si nos vertus sont puisées à une source aussi haute, si dans la régularité des habitudes le calcul n'a pas la principale part, si le vrai, le bien, le beau pour eux-mêmes, nous transportent au même degré, si enfin, et sur ce point je quitterais la forme dubitative pour me résigner à un aveu dont je ne me dissimule pas la portée, si la distinction du bien et du mal n'a pas subi de déplorables éclipses, trop souvent niée systématiquement par le crime et foulée aux pieds par la passion, qui s'est fait une théorie de ses caprices les plus effrénés. La statistique ne dit pas tout. Elle omet les vertus à côté des délits et des crimes qu'elle signale; elle passe sous silence les vices tant qu'ils ne tombent pas sous le code pénal; et la meilleure partie de nous-mêmes.

celle qui réside dans les intentions et dans les pensées les plus secrètes du cœur, lui échappe entièrement.

III.

Pour résumer et compléter ces aperçus, nous ajouterons qu'il y aurait une étude plus instructive encore à faire que celle qui s'attache à la quantité de luxe que la société contemporaine peut contenir, ce serait de rechercher comment cette passion sous ses différentes formes se répartit dans les diverses classes. Il ne serait pas malaisé d'indiquer les résultats probables d'une pareille enquête; ils sont de nature à provoquer plus d'une réflexion, et contrarient certains jugemens tout faits.

Loin d'admettre que le luxe ait augmenté dans la classe riche, si on la compare à l'ancienne société, on se convaincra qu'il s'est modéré, atténué sensiblement. C'est du contraire qu'il faudrait s'étonner. Où est la noblesse privilégiée? où est la cour? où sont les fermiers-généraux, les traitans, qui formaient une classe nombreuse? Nos Turcarets ne sont après tout que des individus. On ne verra se renouveler, pas plus que les circonstances qui les ont produites, les folies luxueuses du temps de Charles VI et d'Isabeau de Bavière, de Henri III et de ses mignons, le faste inoui des favorites, la dépense plus que royale d'un Nicolas Fouquet, d'une marquise de Montespan. On avouera que les profusions des repas ont beaucoup diminué. On ne connaît plus guère celles des parfums, poussées jusqu'à la manie la plus coûteuse. Les ruineux délires des toilettes d'autrefois, l'abus incroyable des bijoux, des pierreries, des parures et des perles, enfin les fureurs du jeu, ne rencontrent pas de rivalité sérieuse dans notre luxe contemporain. On pourrait insister sur chacun de ces points. J'ai nommé par exemple les festins et les excès de table. Qui voudra nier que nos aïeux mangeaient et buvaient infiniment plus qu'on ne le fait de nos jours? Il est rare que ce genre d'excès dépasse la période où une jeunesse souvent désœuvrée jette, comme on dit, son premier feu dans une société qui n'est peut-être pas plus mauvaise que celle que fréquentaient le chevalier de Gramont et ses amis. Le costume s'est simplifié pour tous. Les grands seigneurs aujourd'hui, s'il y en a encore, paient leurs dettes presque tous, et quand ils ne le font pas, ils se gardent de s'en vanter. Dans la classe des nobles et des riches, on jette moins l'argent par les fenêtres. La majorité sait mieux que la plupart des contemporains de Louis XIV et de Louis XV régler la vie sur les ressources et se contenter d'un état de maison moins éblouissant.

Descendez un échelon, arrivez à la classe moyenne avec ses divers degrés : vous y constatez relativement au passé l'accroissement d'un luxe trop souvent de mauvais aloi. Certes, dans cette classe, un progrès de ce genre n'est pas un fait nouveau. Labruyère et d'autres écrivains des deux derniers siècles l'ont signalé avec insistance. La vanité bourgeoise ne date pas d'hier; elle s'est encore accrue. Elle suit du mieux qu'elle peut la classe plus élevée, et n'a jamais eu tant recours à toutes les imitations qui donnent le mensonge des réalités, — imitations d'or, de bijoux, de parures de tout genre, d'objets d'art de toute nature et de toute matière, simili-bronze, simili-marbre, etc. Des apparences à l'infini composent ce luxe superficiel, hâtif, d'un goût douteux. A cette classe nous attribuons une partie de ces scandales nés de l'ambition de paraître, sans cesser de constater que nulle part le travail et l'économie ne sont plus complétement et plus dignement représentés.

Franchissons encore un degré, parvenons jusqu'aux classes inférieures. Là non plus nous ne prétendons nier la part du bien, l'esprit de secours mutuel, de réelles vertus surtout chez les ménagères, cet héroïsme caché de dévoûment, dont chaque année les rapports sur les prix Montyon ne nous révèlent qu'une bien petite partie; mais nulle illusion à se faire : c'est là surtout que le mal sévit. Qu'on ne se récrie pas : le luxe n'est pas seulement dans l'éclat de la richesse. Les goûts dont il se compose se manifestent par toutes les consommations superflues et dangereuses, par toutes celles qui absorbent une partie des ressources nécessaires à faire vivre la famille. Où l'intempérance a-t-elle jamais présenté un plus effrayant budget? Les sommes qui s'engloutissent dans les spiritueux vont croissant avec un vice qui gagne de jour en jour et qui envahit jusqu'aux femmes dans plusieurs de nos départemens, à tel point que de ce côté, si le mal ne s'arrête pas, nous n'aurons bientôt plus rien à envier à l'intempérance britannique, laquelle dépense par année près d'un milliard et demi. On a cent fois signalé l'habitude du *lundi* si enracinée, qui entraîne la perte de plus d'un jour par semaine, et se résout aussi en une considérable diminution du capital et des salaires. En fait de consommation de vin, de comestibles recherchés, les ouvriers des grandes villes ont fait depuis vingt ans de véritables folies. Ce n'est pas la masse, dit-on : soit; mais la fréquence du fait n'est pas moins certaine. Au budget des liqueurs ajoutez la dépense du tabac. Les deux formes du luxe, sensualité et vanité coûteuse, sont représentées là dans des proportions qui dépassent toute mesure. Le goût des jouissances s'y remarque sous plusieurs aspects qu'on peut dire nouveaux. Les cafés-concerts sont devenus un besoin pour un grand nombre d'ouvriers

de nos villes; la morale ne s'en trouve pas mieux que l'état de leur bourse. Cette rage d'amusemens et de plaisirs remplit chaque soir de nombreux théâtres. Certes il faut des distractions à toutes les classes; mais ici l'excès frappe tous les yeux. De même tout n'est pas à blâmer dans les recherches qui tiennent au vêtement. Il en est qui peuvent être approuvées, comme le serait l'instinct qui fait orner la mansarde nue et triste de quelque gravure ou de quelque fleur. La propreté du costume, la mise qui se rapproche de celle du bourgeois, passe aujourd'hui, le dimanche surtout, pour faire partie de la dignité de l'artisan. Nous applaudissons à ce progrès et à l'heureuse révolution qui a permis à l'ouvrière l'usage des étoffes nouvelles et du linge. Le mal n'est pas là : il est dans ces appétits surexcités qui développent dans cette classe la vanité et la coquetterie jusqu'au vice, jusqu'au crime parfois. Les enquêtes ne laissent à désirer aucune des lumières qui peuvent éclairer cette plaie humiliante. Le vol, la prostitution par coquetterie, sont des fléaux qu'on peut connaître avec des détails qui serrent le cœur. « Être domestique, mère, on ne mange pas de ce pain-là dans ma famille! » disait une de ces malheureuses se précipitant dans le vice tête baissée; elle déclarait hautement au chef de bureau de la police qu'elle voulait la toilette, les plaisirs et ne rien faire. Ce ne sont pas là des faits exceptionnels. On peut voir dans les études de M. Maxime Du Camp sur Paris le progrès de ce mal et les détails les plus instructifs sur le hideux contraste du luxe et de la misère dans une certaine classe. Ces goûts, dit-il, persistent jusque chez de malheureuses femmes, fanées et vieillies, secourues par l'assistance publique. Elles n'ont pas de quoi manger, mais elles portent de faux chignons; elles ne peuvent payer leurs médicamens, elles trouvent moyen d'acheter de la pommade et des jupons bouffans. On a remarqué le progrès de ces goûts à Paris, à Lyon, à Lille, dans la partie féminine des populations ouvrières. Une monographie publiée dans *les Ouvriers des Deux Mondes* sur les brodeuses des Vosges nous représente « l'inconduite passée en habitude et *l'amour du luxe et des plaisirs* comme dominant parmi elles. »

La hausse trop soudaine des salaires a été une des sources de ces consommations et de ces folies. Elle agit sur le travailleur, comme sur le joueur une fortune trop rapide. L'accroissement normal des salaires est l'honneur des sociétés modernes, le grand moyen d'avancement intellectuel et moral des artisans. L'élévation subite de la rémunération quotidienne leur fait perdre la tête. De là l'attraction exercée par les villes. Il s'est fait un *absentéisme* d'un nouveau genre. Ce ne sont plus les nobles qui abandonnent leurs domaines ruraux pour venir habiter les villes, ce sont les paysans

qui désertent les campagnes pour se faire ouvriers. Les périls moraux et politiques de ces grandes agglomérations, surtout quand elles sont développées par des causes artificielles, n'ont plus rien à nous apprendre. Comment ne pas reconnaître d'ailleurs que les raisons du mal sont plus profondes? Nous avons vu tant de révolutions! L'instabilité générale a porté si souvent au sommet ce qui était au dernier rang! Les ouvriers ont assisté à la fortune de tant de parvenus, soit du travail, soit du hasard, qu'il serait extraordinaire que ces exemples, dont ils analysent mal les causes, ne les eussent pas enivrés! Qui contiendrait l'envie, la haine, la volonté de jouir à tout prix? Sera-ce le frein religieux, les consolantes espérances qui aident si efficacement à se résigner aux souffrances qu'on ne peut fuir que par l'emploi des moyens illégitimes? On sait où en sont ces appuis moraux de l'homme dans sa lutte contre lui-même. L'intérêt bien entendu, insuffisant d'ailleurs, est loin de se faire toujours écouter dans la classe où les instincts dominent le plus. Les théories d'irresponsabilité, la flatterie organisée qui tend à pervertir tous les jours le bon sens de cette classe, à lui donner une idée chimérique de ce qui est réalisable, à exagérer à ses yeux sa propre puissance, les utopies socialistes qui représentent la société transformée comme un paradis dont les jouissances effaceront les recherches les plus raffinées de notre civilisation, enfin je ne sais quel rêve de luxe malsain qui a plus d'une fois même inspiré les crimes de scélérats fascinés par de mauvais livres ou plutôt empoisonnés par l'influence de l'air environnant, toutes ces causes ont eu et conservent une action funeste sur les classes ouvrières. Aussi les voit-on fréquemment, pour se mettre à la poursuite de vaines ombres, abandonner le problème si net et si précis qui se pose devant elles, celui de leur amélioration par le travail, par l'instruction bien appropriée, par l'épargne, par le sage emploi des moyens de crédit dont elles disposent et qui s'accroîtront en raison de leur valeur morale et de leur capacité professionnelle. Il est plus facile en effet de s'élancer d'un bond vers le luxe et d'en saisir quelques parcelles que de viser au solide bien-être par des efforts continus; mais n'est-ce pas un des plus singuliers symptômes d'une société livrée à l'empire croissant de la démocratie, que ce soit aujourd'hui le peuple qui paraisse atteint dans la plus forte proportion de la vieille maladie des riches, des puissans, des heureux de la terre?

HENRI BAUDRILLART.

ASSOCIATION FRANÇAISE

POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

CONGRÈS SCIENTIFIQUE DE LYON

Si la culture des sciences est à toutes les époques un avantage immense et même une indispensable condition de prospérité pour les pays bien portans, elle devient à de certaines heures une impérieuse nécessité, une chance de salut pour ceux qui sont malades. C'est une heureuse fortune pour nous assurément d'être redevenus maîtres de notre sol, mais la libération du territoire ne suffit pas. Il faut songer aussi à la libération de l'esprit public, occupé par tant de funestes chimères, esclave de tant d'instincts détestables, entretenus par l'ignorance encore plus que par la passion, et qui provoquent des folies de tout genre alternant avec de pernicieuses langueurs. Telles sont probablement les réflexions qui ont suggéré à la fin de l'année 1871 à plusieurs de nos savans la pensée de fonder l'*Association française pour l'avancement des sciences*. Deux de ces savans, Combes et Delaunay, moururent au milieu des démarches qu'ils avaient entreprises pour la constituer. MM. Wurtz, Claude Bernard, de Quatrefages, d'Eichtal, Broca et quelques autres confidens de ces premières tentatives les continuèrent bientôt avec un zèle ardent. Grâce à leurs efforts, l'association fut définitivement constituée le 22 avril 1872, et tint dès le mois de septembre suivant à Bordeaux, sous la présidence de M. de Quatrefages, une première session dont le succès fut du meilleur augure pour l'avenir. Le congrès de Bordeaux ne procura pas seulement aux savans réunis dans cette ville l'occasion d'écouter un grand nombre de communications sur les questions scientifiques les plus diverses, il établit des relations entre ces hommes qui ne se connaissaient guère et que les circonstances n'avaient jamais rassemblés. Le public bordelais mon-

tra une vive sympathie pour cette œuvre qui prenait au sérieux la devise de l'association : *par la science, pour la patrie.*

La deuxième session a eu lieu dans la ville de Lyon vers la fin du mois d'août dernier. Grâce à la bienveillance de la municipalité, grâce au dévoûment actif de plusieurs savans lyonnais, le congrès a été accueilli dans la seconde ville de France de la façon la plus cordiale, et ses travaux y ont été suivis avec une attention soutenue. C'est à l'hôtel de ville que les sociétaires se sont réunis. M. de Quatrefages, qui présidait, lut un discours plein de réflexions élevées et judicieuses sur la nécessité d'accorder dans la conduite des affaires et de la vie une plus grande place à la science, sur le besoin impérieux de substituer en France des habitudes graves et laborieuses à la funeste légèreté qui nous a perdus. « Avec la patrie pour but, la science pour moyen, le passé pour leçon, l'avenir pour espérance, n'oublions rien, dit-il, et travaillons! » Travaillons, oui, c'est bien aujourd'hui le mot de toutes les questions. Les rapports lus par M. Gariel et par M. George Masson sur l'état actuel de l'association témoignent que le nombre des hommes disposés à l'encourager dans la voie marquée par son président s'accroît rapidement depuis qu'elle existe. On comptait au congrès de Lyon près de 400 membres, parmi lesquels une vingtaine de savans étrangers. C'est avec l'un de ceux-ci, M. Carl Vogt, que nous entrerons en matière.

M. Vogt est le type du savant cosmopolite. Il est né en Allemagne, d'où il a été exilé pour des raisons politiques, et il ne marque point de partialité pour son pays natal. Il a vécu à Paris et fréquenté nos savans, qu'il semble affectionner; il a même écrit récemment en faveur de la France et de l'esprit français des pages énergiques, éloquentes. Il a beaucoup voyagé par le monde entier, en naturaliste surtout, en touriste souvent. Enfin il professe aujourd'hui l'histoire naturelle à l'académie de Genève, et il compte parmi les hauts personnages du gouvernement helvétique. C'est un homme d'une érudition germanique, à laquelle il joint une lucidité d'esprit française et des convictions philosophiques qu'il exprime avec une liberté de parole singulièrement audacieuse. Ses écrits, consacrés aux plus obscures questions, aux plus délicates controverses de l'ethnologie, de l'anthropologie et de la physiologie, résolvent tout sans pitié au détriment de la tradition et de la métaphysique. C'est un de ces apôtres convaincus et passionnés de la science expérimentale, au gré desquels il n'y a rien à conserver des sentimens et des idées qui ont été durant de longs siècles la forte séve de l'humanité.

La communication la plus attachante de M. Vogt a été une conférence publique sur les *volcans* faite dans la grande salle du Palais du Commerce. La majorité des géologues avait admis jusqu'ici que

les volcans sont des soupapes par lesquelles s'échappe une portion de feu central, c'est-à-dire une partie des matériaux incandescens contenus à l'intérieur profond du globe terrestre. M. Vogt nie l'existence du feu central, et cherche l'explication des phénomènes volcaniques non dans l'existence d'un foyer interne de chaleur, mais dans les causes externes qui peuvent à la surface de la terre engendrer de la chaleur. Avant d'arriver à cette explication, l'orateur a tracé un tableau des phénomènes volcaniques. Rien de dramatique et de saisissant comme cette description des opérations les plus terribles de la nature minérale. A la précision du langage et à la fermeté de l'accent, on devinait que M. Vogt a visité les régions volcaniques en activité aussi bien que les cratères éteints, qu'il a eu la bonne fortune d'aborder aux rivages glacés de l'île Jean Mayen, que depuis Jean Mayen lui-même aucun navigateur n'avait visités. Il explique comment le cône volcanique se forme par l'accumulation et le mélange de la lave en fusion avec les matériaux solides que le volcan lance en l'air, tels que les cendres et les rapilli, et il insiste particulièrement sur la mobilité de la masse hétérogène ainsi constituée. Pour en donner une idée, il rappelle l'apparition de l'île volcanique Julia, qui émergea en 1831 des eaux de la Méditerranée, en vue des côtes de Sicile, et disparut quelques mois après emportée par les flots. M. Vogt tire de ces faits la conclusion que les volcans éteints qui existent encore n'ont jamais été submergés. En effet, un cataclysme aqueux les aurait bouleversés; or ces volcans éteints, en particulier ceux du Puy-de-Dôme, du Vivarais, des bords du Rhin, qui datent de l'époque tertiaire, ne portent aucune trace de l'action des eaux, et témoignent par leur intégrité même qu'il n'y a pas eu de submersion universelle postérieurement à leur formation.

A la suite de ces détails plus descriptifs et pittoresques, M. Carl Vogt a proposé sa théorie de l'action volcanique. D'après lui, les affaissemens et tassemens continuels de terrain qui se produisent à la surface de la terre donnent naissance à des quantités énormes de chaleur, et c'est la chaleur d'origine mécanique, ainsi dégagée, qui fond les roches, réduit l'eau en vapeur et provoque les réactions violentes dont les éruptions sont la conséquence. Au lieu d'admettre que les volcans sont des soupapes par où le feu central se fraie une issue, M. Vogt les considère comme des résultats de mouvemens superficiels de la couche terrestre. Les preuves et les argumens qu'il invoque à l'appui de cette théorie n'ont point paru suffisamment nombreux et démonstratifs aux hommes autorisés en mécanique et aux géologues, et la doctrine du feu central, admise presque sans contestation depuis Dolomieu, garde auprès d'eux sa valeur. Quand bien même M. Vogt aurait expliqué les volcans sans le concours de cette doctrine, il resterait à interpréter l'ensemble des *soulèvemens*, et

c'est une tâche que le célèbre naturaliste genevois n'a pas encore essayé de remplir.

A côté de la géologie, dans le cadre de laquelle rentre l'étude des volcans, une science nouvelle a pris depuis quelques années une place considérable dans les préoccupations des savans et du public. Cette science excite encore plus la passion que l'intérêt et soulève plus de polémiques ardentes que de paisibles discussions. Elle a pour objet de reconstituer, à l'aide de quelques pierres taillées et de quelques ossemens tirés du sol, où ils gisaient depuis des milliers d'années, l'histoire naturelle et sociale de ceux de nos ancêtres qui vivaient avant les derniers bouleversemens du globe. A coup sûr, ces études, dont on désigne l'ensemble sous le nom d'*anthropologie préhistorique*, ont une importance qu'il serait puéril de nier, mais qu'on est arrivé dans ces derniers temps à exagérer beaucoup. Les promoteurs et les amateurs de ces recherches, purement historiques et statistiques, ont cru qu'ils avaient découvert tout un monde inattendu de choses et d'idées, qu'ils allaient renouveler toutes les antiques conceptions sur l'humanité et même sur la nature. En fait, les connaissances que l'anthropologie préhistorique nous procure restent et resteront forcément incomplètes et incertaines, elles ne revêtiront jamais le caractère d'abstraction et de raison qui seul pourrait leur conférer le droit de prendre place dans la science. L'évolution de celle-ci, considérée comme systématisation des activités simples et des lois générales du monde, n'a rien à faire avec les explorations curieuses de l'anthropologie. Ces réflexions nous sont suggérées par une excursion que l'association a faite à Solutré, près Mâcon. Il s'agissait précisément d'aller examiner une station préhistorique. Solutré est un village situé au flanc des belles collines du Mâconnais, à 12 kilomètres environ de Mâcon. Plusieurs savans de Mâcon et quelques membres du conseil-général de Saône-et-Loire s'étaient chargés d'organiser l'excursion. Ces messieurs, après nous avoir reçus et offert un lunch à la gare, nous conduisirent en voiture au village de Solutré, pavoisé en notre honneur. Arrivés là, nous mîmes pied à terre et nous prîmes la route des fouilles, guidés par le maire, par M. Arcelin et M. l'abbé Ducrost. Ce sont ces deux derniers savans qui, de concert avec un investigateur dont on déplore la perte récente, M. de Ferry, ont exploré et fait connaître tout ce que renferme la station préhistorique de Solutré. M. Arcelin surtout a consacré à ce travail plusieurs années (1). La station de Solutré pré-

(1) Voyez le grand mémoire in-4° publié par MM. Arcelin et de Ferry, intitulé *le Mâconnais préhistorique*. 1870, et un essai fort curieux de reconstitution de la société humaine qui habitait Solutré, intitulé *Solutré, ou les chasseurs de rennes de la France centrale*, par M. Adrien Arcelin, in-8°; Paris 1872.

sente les vestiges de l'homme préhistorique qu'on rencontre dans toutes les stations du même genre : débris de cuisine, ustensiles, ossemens d'hommes et d'animaux. On trouve là, dans des tranchées creusées à 3 ou 4 mètres de profondeur, des dalles de pierre représentant des plates-formes sur lesquelles on rencontre parfois des cadavres humains entourés d'une foule d'objets usuels. On ne sait pas si ces plates-formes sont des âtres de foyers d'habitation, c'est-à-dire des fonds de hutte ou des sépultures. Tout près, on découvre divers ustensiles en silex, flèches, lances, etc., tous taillés très finement, en forme de losange, de feuille de saule ou de feuille de laurier. Les couteaux, les éclats, les grattoirs, les nucléi de toute structure et de toute dimension sont fort abondans. Pas de scies, ni de hachettes, ni d'outils tranchans. Les instrumens en os sont de simples lissoirs, des poinçons ou des manches d'outils. Les objets d'art et les dessins sont fort rares. Les flèches et les aiguilles en os manquent complétement. Non loin de ces restes de la grossière civilisation de nos ancêtres gisent d'énormes quantités d'ossemens de mammifères, tels que le cheval, le renne, l'éléphant, le cerf, le bœuf, le loup, le lièvre, etc. Le cheval et le renne prédominent. La station de Solutré est particulièrement caractérisée par une accumulation extraordinaire d'ossemens de chevaux brisés et calcinés qui forment là un magma de plusieurs mètres d'épaisseur sur une étendue très grande. On estime à près de quarante mille le nombre des cadavres de chevaux agglomérés dans ces couches singulières. Les avis les plus contradictoires ont été émis par les hommes compétens pour expliquer la présence de ces animaux. Les squelettes humains ne sont pas rares. On en a déterré un sous nos yeux. Les crânes de ces squelettes prouvent qu'il y avait à Solutré deux races d'hommes dont la plus ancienne était dolichocéphale, races contemporaines de la fin des temps quaternaires, postérieures à celles du Moustier, antérieures à celles de Laugerie-Basse, de La Madeleine et des Eyzies. Après avoir écouté les discussions infinies que soulèvent les insolubles difficultés préhistoriques entre les personnes qui se passionnent pour ces problèmes, après avoir consciencieusement visité les tranchées qu'on offrait à leur observation, les membres du congrès, au nombre de près de deux cents, prirent place vers midi autour d'une table somptueusement servie sur la hauteur même qu'habitaient, il y a de longs siècles, nos ancêtres de l'époque quaternaire. Beaucoup de toasts furent portés à la fin du déjeuner. C'est dans un de ces toasts que M. l'abbé Ducrost déclara que la religion accepte tous les faits bien démontrés, et n'impose aux savans aucune croyance géologique contraire à l'observation.

Le surlendemain de l'excursion de Solutré, M. Aimé Girard, pro-

fesseur au Conservatoire des arts et métiers de Paris, a donné au Palais des Arts une conférence sur les derniers progrès des industries chimiques. Dans un langage d'une correction élégante et d'une saisissante lucidité, il a passé en revue la situation actuelle des industries les plus importantes, et le tableau a paru d'autant plus attachant qu'il témoigne de la prospérité de notre pays autant que de la fécondité de la science. Le pivot des industries chimiques est l'acide sulfurique. Chauffé avec le sel marin, cet acide nous fournit le sulfate de soude, facile à transformer en carbonate de soude, et l'acide chlorhydrique, c'est-à-dire les agens fondamentaux de la fabrication des savons, de la verrerie, de la papeterie, du blanchiment, de la teinturerie. Chauffé avec le salpêtre, il engendre l'acide nitrique, avec lequel on décape les métaux, on purifie les huiles, on fabrique les bougies, on prépare les couleurs d'aniline. Bref, l'industrie chimique d'un pays est en proportion de l'acide sulfurique qu'il consomme. Jadis il fallait fabriquer cet acide avec du soufre natif extrait du sol volcanique de la Sicile. Bientôt, le soufre de Sicile étant devenu insuffisant, on a été obligé de recourir à une autre source. Ce sont des industriels de Lyon, MM. Perret, qui ont découvert en 1830 le moyen de fabriquer l'acide sulfurique avec les pyrites (sulfures de fer et de cuivre). Ces pyrites furent extraites d'abord des mines de Chessy, près de Villefranche; lorsque celles-ci furent épuisées, on exploita celles de Saint-Bel et de Sourcieux près l'Arbresle. Depuis on en a rencontré d'autres dans le Gard, dans l'Ardèche, et aujourd'hui dans l'Europe entière c'est à la combustion de pyrites analogues à celles du bassin du Rhône qu'on demande tout l'acide sulfurique que réclament les industries chimiques. Or la quantité de cet acide est prodigieuse. L'Europe en produit annuellement près de 800 millions de kilogrammes, c'est-à-dire de quoi remplir un canal de 2 mètres de profondeur, de 10 mètres de largeur et d'une longueur de près de 30 kilomètres.

On vient de voir que l'action de l'acide sulfurique sur le sel marin donne du sulfate de soude. Quand le manufacturier a obtenu ce dernier produit, il le transforme en carbonate de soude. Pour réaliser cette conversion si précieuse à l'industrie, on chauffe à 1,000 degrés environ dans des fours à réverbère le sulfate mélangé préalablement à des quantités déterminées de charbon et de craie; mais il ne suffit pas de chauffer, il importe d'agiter continuellement la masse. C'est une des opérations les plus pénibles des arts chimiques. En face du four dont les portes viennent d'être ouvertes, deux ou trois ouvriers se présentent. Nus jusqu'à la ceinture, ils saisissent d'énormes pelles en fer, des ringards gigantesques dont le manche ne mesure pas moins de 10 mètres de longueur, dont le poids atteint quelquefois 50 kilogrammes, et, armés de ces outils formidables,

ils soulèvent, ils brassent les 1,000 ou 1,200 kilogrammes de matière incandescente qui bouillonne dans le four. Or voici que ce travail exténuant, pendant lequel les forces musculaires de l'ouvrier s'épuisent douloureusement, disparaît peu à peu de la soudière. On commence à remplacer le four à soude ordinaire par un appareil nouveau qui de lui-même, au moyen d'un mécanisme approprié, détermine au sein de la masse génératrice de la soude l'agitation nécessaire à la formation de cet alcali; cet appareil est un énorme cylindre horizontal de 5 mètres de longueur sur 3 mètres de diamètre auquel une petite machine à vapeur imprime un mouvement de rotation sur son axe, et que traverse de bout en bout la flamme d'un foyer. Les matières premières jetées pêle-mêle, agitées, soulevées sans cesse par la rotation même du cylindre, réagissent rapidement les unes sur les autres, et la soude se forme sans que le bras d'un manœuvre soit nécessaire pour faciliter la réaction. Le rôle de l'ouvrier soudier se borne à diriger la machine motrice, dont il accélère ou ralentit la marche, travail où l'attention intelligente se substitue à l'effort brutal.

Par une naturelle transition, M. Aimé Girard entretient ensuite l'auditoire d'un autre alcali, rival de la soude, la potasse. Jadis on extrayait la potasse des cendres de bois. C'est parce que ces dernières contiennent beaucoup de potasse soluble mélangée à des sels calcaires et à des produits siliceux insolubles qu'on les emploie pour la lessive du linge. Tant que la consommation du bois n'a pas dépassé certaines proportions, on a pu l'incinérer pour en extraire la potasse. Malheureusement le bois devient de jour en jour plus rare; force a donc été de renoncer au salinage, qui n'est plus pratiqué que dans quelques parties de la Russie et en Amérique. Où prendre par suite la potasse que la fabrication du cristal, des savons mous, du salpêtre, consomme en si grandes quantités? C'est l'industrie du sucre qui, la première, a fait concurrence à la fabrication des potasses forestières. La betterave enlève au sol où elle végète les sels de potasse qu'il contient. Une betterave de 2 kilogrammes renferme près de 2 grammes de ces sels. Soumise aux opérations successives que la préparation du sucre comporte, cette racine fournit en définitive trois produits, un tourteau que l'on donne à manger aux bestiaux, du sucre et de la mélasse. Eh bien! c'est dans la mélasse que se concentrent les potasses de la betterave, et c'est de la mélasse que M. Dubrunfaut a découvert en 1840 le moyen de les séparer. Cette source, qui fournit à la France près de 6,000 tonnes de potasse par an, n'a pas tardé à être insuffisante, et les industriels ont dû se préoccuper d'en chercher une autre. C'est alors qu'on a songé à cette mine inépuisable de potasse qui est l'eau de mer. Parmi les composés salins que l'eau de mer tient en disso-

lution se trouve le chlorure de potassium. Il ne faudrait pas croire pourtant que l'extraction de ce sel soit chose facile. Il a fallu, pour rendre cette opération pratique, les recherches persévérantes de M. Balard et l'industrieuse ténacité d'un des plus habiles manufacturiers du midi, M. Merle, de Salyndres. Rien ne saurait donner une idée des difficultés qu'a coûtées l'installation des appareils de concentration et de refroidissement au moyen desquels on retire la potasse des eaux-mères des marais salans. Cette belle industrie était en pleine activité et nous rapportait des millions, quand elle reçut, il y a quelques années à peine, le coup le plus terrible et le plus inattendu. On venait de découvrir à Stassfurt, dans la Prusse saxonne, des couches énormes d'un minerai de potasse presque pur, de chlorure de potassium natif (*carnalite*). L'apparition des potasses allemandes sur le marché européen fit tomber du jour au lendemain le prix du chlorure de potassium de 55 francs à 22 francs les 100 kilogrammes. Les industriels français, il faut le dire à leur honneur, n'en ont pas été découragés. M. Merle et ses collaborateurs se sont remis à l'œuvre avec une opiniâtre ardeur et une plus savante énergie, ils ont modifié et amélioré leurs procédés, et notre industrie des eaux-mères en Camargue a recommencé, il y a peu de temps, à livrer au commerce 1,000 ou 1,200 tonnes de potasses qui, sous le double rapport du prix et de la qualité, n'ont rien à redouter de la concurrence étrangère.

La fabrication du papier n'a eu longtemps qu'une seule matière première, le chiffon; mais, la consommation du papier ayant augmenté dans une proportion énorme, on a eu recours à divers produits restés jusque-là sans emploi, tels que les jutes et les phormiums que l'Inde et l'Australie nous envoient sous la forme d'emballages grossiers. La paille du seigle et du blé, qui ne servait qu'à la fabrication des papiers jaunes et communs, a été, par l'action successive des alcalis et du chlore, transformée en une pulpe blanche et soyeuse, parfaitement appropriée au moins à la production des papiers ordinaires, dont on fait les journaux. L'Angleterre, après avoir monopolisé le sparte d'Espagne et l'halfa d'Algérie, est parvenue à retirer de ces végétaux si durs une magnifique pâte à papier ne le cédant en rien aux plus belles pâtes de chiffons. Enfin nous voyons aujourd'hui de tous côtés, en France, en Angleterre, en Allemagne, s'élever de vastes établissemens où le bois lui-même, le pin, le sapin, le tremble, sont convertis en pâte à papier. Déchiqueté par un coupe-racine puissant, le bois est jeté dans d'énormes chaudières autoclaves, et là soumis pendant six heures à l'action combinée d'une lessive de soude concentrée, d'une température de 200 degrés et d'une pression de 14 atmosphères. Sous cette triple influence, la matière incrustante du bois s'oxyde et se dissout, les

fibres se dissocient, et à la place du tissu ligneux résistant et cassant la chaudière est remplie d'une masse souple qu'on décolore en quelques heures, et qui procure finalement une pâte à papier d'une blancheur parfaite. C'est ainsi que l'industrie papetière prend une extension de plus en plus grande. En France, la consommation du papier était en 1854 de 60 millions de kilogrammes. Elle était l'année dernière de 130 millions. Avec cette quantité de papier, on pourrait faire à l'équateur de la terre une ceinture de 60 mètres de large.

Les États-Unis et l'Angleterre font plus de papier que la France; en revanche, c'est nous qui fabriquons le plus de sucre de betteraves. Cette grande industrie, née en France, y est parvenue aujourd'hui à une perfection presque absolue. Vers 1836, la betterave donnait chaque année à la France 3 millions de kilogrammes de sucre; cette année, la production atteindra 450 millions de kilogrammes. Notre consommation est loin d'égaler ce dernier chiffre; il y a là par conséquent un important élément d'exportation. D'ailleurs ce n'est pas seulement par la belle qualité de ses produits que notre industrie sucrière mérite attention. Elle évite le raffinement et sait obtenir du premier jet des sucres blancs, cristallisés, sans odeur et dès à présent fort recherchés.

Il nous est impossible d'indiquer même sommairement les communications dont la médecine et la chirurgie ont été l'objet dans les séances du congrès. L'intérêt qu'elles présentent à été d'ailleurs effacé par celui d'une lecture à laquelle l'apparition du choléra en France donne une néfaste actualité. M. le docteur Blanc, chirurgien-major de l'armée britannique, a étudié le choléra dans l'Inde, et son opinion est que la maladie n'est pas dans l'air, qu'elle se transmet d'homme à homme par les évacuations, et que la plupart du temps l'eau employée en boisson est le véhicule des germes morbides contenus dans ces évacuations. Voilà en deux mots sa théorie (1). Avant d'indiquer les faits qu'il invoque à l'appui et les conséquences qu'il en tire, il convient de marquer brièvement les conditions dans lesquelles l'épidémie actuelle a pris naissance. C'est à Hurdwar, localité sainte située sur les bords du Gange, à 13 milles environs de l'endroit où le fleuve quitte l'Himalaya, que le fléau se déclara en 1867. Le campement d'Hurdwar est formé d'une bande de terre de 9 milles de long sur 3 milles de large, au centre de laquelle s'écoule le fleuve : 3 millions de pèlerins s'y étaient établis au commencement d'avril. Le 12 de ce mois, les prêtres assignèrent pour le bain sacré un espace de 200 mètres de long sur 10 de large, séparé du reste des eaux par des barrières. Les pèlerins, arrivant en

(1) Ces conclusions confirment à peu près celles que nous avons formulées dans la *Revue* du 15 octobre 1872. — Nous devons rappeler que dès 1849 un savant médecin de notre marine, M. Ch. Pellarin, avait émis les mêmes idées sur la contagion du choléra.

masses serrées de tous les points du campement, se précipitèrent dans ce couloir étroit, qui depuis l'aurore jusqu'au coucher du soleil fut encombré par une foule immense. Les pèlerins ne se contentent pas de se plonger dans ces flots bien vite infectés, ils y déposent les cendres de leurs parens défunts, ils y lavent leurs vêtemens. De plus ils boivent tous sans exception de l'eau du fleuve, et quand plusieurs membres d'une même famille se baignent ensemble, chacun donne à boire aux autres dans sa main. Dès le lendemain 13 avril, huit cas de choléra furent reçus dans les hôpitaux de Hurdwar, où l'on n'en avait pas vu un seul depuis plus de neuf ans. Les pèlerins, se dispersant de tous côtés pour retourner chez eux, répandirent rapidement le mal. Partout l'explosion du fléau suivit de près le retour des pieux voyageurs. Le 21 mai, le choléra régnait épidémiquement à Peshawar, où il fit périr 92 hommes de la garnison. De là il passa dans le Kachmir et dans l'Afghanistan. Vers la fin de 1867, il était en Perse, d'où il gagna la Russie orientale, pour se répandre peu à peu dans presque toute l'Europe. Or M. Blanc, d'accord avec beaucoup de médecins anglais de l'Inde, est convaincu que l'eau infectée du Gange est le moyen par lequel les quelques pèlerins qui étaient arrivés du fond de l'Inde à Hurdwar avec le choléra ont transmis cette affection à la plupart des autres.

L'épidémie de choléra qui a désolé l'Amérique en 1866 fournit une autre preuve de la propagation du choléra par l'eau potable. On trouve dans les documens officiels du département de la guerre à Washington des témoignages comme celui-ci : « Les troupes dans les casernes ont joui d'une grande immunité. Le 116e régiment, campé près de l'hôpital de Sedgwick, et pourvu là d'eau de citerne, a été entièrement exempt de choléra. Tout récemment ce régiment a été envoyé en garnison dans la ville. Durant un ou deux jours, l'eau de citerne et l'eau distillée vinrent à manquer en partie, quelques hommes burent de l'eau du Mississipi. Immédiatement deux cas de choléra se déclarèrent. De l'eau distillée fut de nouveau fournie aux hommes, et il n'y eut plus un cas de choléra dans le régiment. » Les tribus aborigènes qui habitent les bas-monts du Bengale, depuis Orissa jusqu'à Nagpore, ont la plus grande aversion pour les gens de la plaine, et ces derniers, Hindous orthodoxes, croiraient se perdre en touchant à la nourriture, en buvant de l'eau ou en se servant des vêtemens des aborigènes. Or il arrive que ceux-ci ne connaissent pas le choléra. Ils n'ont certes pas plus de souci de l'hygiène que les Hindous de la plaine, mais les eaux qu'ils boivent ne subissent pas le contact de malades ni d'objets souillés. M. Blanc invoque enfin le témoignage de M. Murray, inspecteur-général des hôpitaux du Bengale. M. Murray a fait en juin 1869 un rapport officiel qui est un résumé des informations recueillies par près de cinq

cents médecins anglais dans les différens gouvernemens de l'Inde. On y lit ceci : « Le corps humain semble être le principal moyen de reproduction, de multiplication et de dissémination du poison. Cela a été déjà entièrement prouvé par l'histoire du progrès des épidémies qui ont sévi aux Indes, en Europe et en Amérique. L'histoire de l'épidémie de Hurdwar en 1867 a démontré que la maladie rayonne d'un seul point dans les directions prises par les voyageurs. Il y a des faits très nombreux et parfaitement établis qui démontrent que le poison avait été mêlé à l'eau de certains puits ou réservoirs, et que ceux qui ont bu de cette eau ont contracté le choléra. L'épidémie qui débuta à Hurdwar nous offre des exemples de villageois pris de choléra deux jours après l'infection des étangs des villages. Ces étangs avaient été infectés soit par des pèlerins qui s'y étaient baignés, soit par des vêtemens de cholériques qu'on y avait lavés. » M. Blanc examine d'autre part les causes diverses qui semblent avoir quelque rapport avec le degré de violence d'une explosion cholérique, et il conclut de la discussion des faits que, si certaines conditions hygiéniques mauvaises, si certains états du sol ou de l'atmosphère peuvent avoir de l'influence sur une épidémie, ils n'en sauraient aucunement provoquer la genèse ou déterminer la marche. C'est par l'homme et les eaux qu'il infecte que le choléra se propage essentiellement, et non point par un miasme errant capricieusement dans l'atmosphère.

S'il en est ainsi, la prophylaxie du choléra devient chose aisée. M. Blanc déclare en effet que peu d'épidémies sont aussi faciles à éviter que le choléra, si l'on veut prendre un peu de peine. Il suffit de désinfecter avec énergie toutes les évacuations cholériques, d'éviter l'encombrement des malades atteints de choléra, de veiller avec le plus grand soin à ce que l'eau potable soit préservée de tout contact avec des objets ayant servi aux malades, enfin de faire observer partout les préceptes d'une rigoureuse hygiène. M. Blanc cite plusieurs exemples de disparition complète du choléra dans des localités de l'Inde où il avait réussi à faire prévaloir ces principes. Il parle aussi de l'heureuse efficacité du changement de localité. Quand des cas de choléra se déclarent dans une station militaire de l'Inde, les troupes quittent leurs casernes et vont se loger sous des tentes à quelques kilomètres de là. Si de nouveaux cas ne surviennent plus après quelques jours, les casernes sont nettoyées et désinfectées, et les troupes y retournent. Si de nouveaux cas sont constatés dans le campement, celui-ci est changé et reporté quelques kilomètres plus loin, jusqu'à disparition complète du choléra.

M. Blanc raconte à ce sujet qu'en juin 1866 il était en Abyssinie, au camp de l'empereur Théodoros, qui le retenait captif. Le camp était installé à Zagé, près du lac Tana, dans un endroit bas et en-

touré de marécages. Des fièvres et des dyssenteries y sévissaient cruellement, puis le choléra y fut importé par des recrues provenant du pays de Tigré, où l'épidémie régnait. Chaque jour, le fléau tuait des centaines de soldats. L'empereur fit alors transporter le camp sur les collines de Korata. L'épidémie ne perdit point de son intensité, et l'église était remplie de cadavres au point que l'on n'y pouvait pénétrer. Les rues adjacentes étaient encombrées de morts autour desquels les parens en pleurs attendaient nuit et jour que des tombes fussent creusées. Enfin le 14, Théodoros consulta M. Blanc, qui dit à l'empereur de maintenir aussi pure que possible l'eau dont les hommes se servaient pour leur boisson, de marcher avec son armée vers les hauts plateaux du Begemder en remontant les cours d'eau, puis d'évacuer et d'isoler rigoureusement, loin du camp, dans des localités situées sous le vent, les malades nouveaux qui se présenteraient. Théodoros fit exécuter soigneusement ces prescriptions, et au bout de quelques semaines l'épidémie avait entièrement disparu. Tous ces déplacemens laissent les troupes dans les mêmes conditions générales d'agglomération, d'aération, de nourriture; une seule chose a changé pour elles, la qualité des eaux qu'elles boivent.

Les conclusions pratiques à tirer de ces observations sont fort nettes. Il convient tout d'abord, en temps de choléra, de se méfier des eaux potables et de boire de préférence des eaux minérales ou même de l'eau distillée, bien aérée, qu'on mélange au vin. M. Blanc dit qu'aux Indes beaucoup de personnes, pendant les épidémies, font leur thé, leur café et leur soupe avec de l'eau aérée qui se vend en bouteilles et qu'on fait venir d'une ville où la maladie ne sévit pas. Tous les lieux occupés et les objets souillés par les cholériques devront être lavés et désinfectés au moyen d'eau tenant en dissolution une substance antiseptique, telle que l'acide phénique ou le chlorure d'alumine. Il importe surtout de faire bouillir, sans perdre une minute, la literie et le linge des malades dans la solution désinfectante. « Soyez modérés en toute chose, ajoute M. Blanc; évitez les alimens indigestes, les fruits verts, les denrées altérées, les excès de toute nature, et bannissez toute frayeur. » Nous n'avons pas la moindre objection à faire aux conclusions si optimistes, si rassurantes, du savant praticien de l'armée des Indes touchant l'efficacité certaine de ces diverses mesures prophylactiques. Peut-être opposerions-nous quelques argumens à sa théorie de la propagation exclusive de l'épidémie par les eaux potables; mais ce n'est pas le moment d'approfondir ce sujet.

A côté des conférences et des séances consacrées exclusivement à la science, séances dans lesquelles plusieurs centaines de mémoires ont été analysés ou discutés, les organisateurs du congrès avaient

réservé une place aux divertissemens. L'excursion de Solutré a été surtout une agréable promenade pour ceux qui ne sont pas convaincus de l'importance extraordinaire des études anthropologiques. La piquante causerie de M. Ferdinand de Lesseps à propos du chemin de fer transasiatique, dont le directeur du canal de Suez a conçu le projet, a charmé un auditoire qui avait le droit de se montrer difficile. Une des journées qui laisseront le plus de gais souvenirs dans l'esprit des membres de l'association est celle qui a été employée à une excursion aux usines de La Voulte, dans l'Ardèche. Nous avons quitté Lyon le matin, au nombre de près de 200, sur un grand bateau à vapeur, avec lequel nous avons descendu le fleuve rapide, aux rives si pittoresques. A dix heures, une table immense, servie sur le pont, rassembla pour un festin frugal tous ces savans, de rangs, de talens et de goûts si divers, amicalement réunis dans la communauté des mêmes sentimens. Vers midi, on débarquait à La Voulte. Le but de l'excursion était la visite des hauts-fourneaux, fonderies et forges de la compagnie de Terre-Noire. Presque tous les membres du congrès connaissaient déjà la plupart des grandes opérations métallurgiques. Ce qu'ils ne connaissaient point et ce qu'ils admirèrent, c'est le vieux château de La Voulte, bâti pour les ducs de Soubise à la fin du XVIe siècle, tout au bord du Rhône, et le magnifique panorama qui s'offrit à leurs regards depuis la terrasse du château, où l'on avait servi pour eux les plus beaux fruits et les plus fins cépages. Il n'y a pas de plus splendides perspectives aux Alpes et aux Pyrénées que celle des collines et des pics du Dauphiné vus du point où nous étions. C'est un décor gigantesque, où les teintes chaudes et foncées des premiers plans contrastent avec le blanc radieux et l'azur mat des sommets lointains bizarrement découpés.

Il faut rappeler enfin le dîner de gala que M. Guimet a offert à l'association dans sa belle propriété de Neuville-sur-Saône, et surtout les fêtes qu'il a données en son honneur au parc de la Tête-d'Or, à Lyon. M. Guimet ne se contente pas de porter dignement le nom de son père, l'inventeur de l'outremer artificiel; il travaille à répandre l'instruction et à fortifier la moralité dans ce bourg de Neuville, dont il est le bienfaiteur. L'instruction et la moralité, c'est-à-dire la lumière et la sagesse, n'est-ce pas là en définitive tout l'objectif de l'association française? Il ne s'agit pas, en répandant les études scientifiques, en sollicitant pour elles les sympathies actives du public, d'introduire indiscrètement la préoccupation exclusive de la science partout, ni de convertir tous les hommes en savans. La science, en tant que culture abstraite de l'esprit et philosophie intérieure du monde, restera le lot d'un petit nombre. La grande masse des hommes sera toujours nécessairement occupée par d'autres labeurs ou volontairement divertie par d'autres

agrémens. La mission principale des associations populaires comme celle dont il est question ici doit être par conséquent bien moins d'aider à la multiplication des savans que de provoquer des adhésions éclairées à l'office de libération et d'émancipation que remplit la science, et de répandre ce qui est le nerf et la moelle de la science, l'esprit scientifique. L'esprit scientifique n'est autre en soi que l'instinct du travail et de la patience, le sentiment de l'ordre, de la réalité et de la mesure, et l'on conviendra qu'entendu de la sorte rien ne saurait être plus salutaire aux hommes. Quand on est convaincu que l'harmonie est la suprême raison des choses, que les bouleversemens, les violences et les infractions à la loi sont contraires à l'évolution régulière et lente des phénomènes, que l'avenir se rattache au passé par le présent, et qu'ils ne sont tous trois que les parties solidaires d'un même tout, ouvrage d'une idéale intelligence, on devient jaloux, et on désire que les autres le deviennent, de cet esprit de paix sereine et d'ordre inaltérable qui pénètre le monde.

Si l'esprit scientifique doit régler l'esprit pratique en introduisant dans les mœurs et dans la vie plus de sagesse et de gravité, dans l'industrie plus de sûreté et de précision, l'esprit scientifique à son tour doit être soumis à une direction d'un ordre plus élevé, celle de l'esprit philosophique. Nous touchons ici à un point fort délicat. On peut dire de la philosophie ce que M. l'évêque d'Orléans disait à l'assemblée nationale en parlant de la religion. La philosophie ne gêne pas nos savans, elle leur manque. De là l'irrésolution des entreprises, la divergence des directions, l'incohérence des travaux, l'obscurité des idées. C'est à cela, bien plus qu'à l'insuffisance des ressources matérielles, qu'il convient d'attribuer l'état d'infériorité relative de notre activité scientifique. Ah! de combien nos savans dépasseraient ceux du reste de l'Europe, s'ils se fortifiaient par une plus claire notion des vérités de l'ordre spéculatif, par un goût plus vif des doctrines, par une plus juste confiance dans la vertu des abstractions!

La séance de clôture du congrès a eu lieu le jeudi 28 août. Après une allocution un peu mystique de M. le préfet Ducros, on a procédé à l'élection du bureau et au choix d'un lieu de réunion pour l'année prochaine; M. Wurtz, vice-président cette année, sera président l'an prochain, M. d'Eichtal vice-président, et c'est à Lille que le congrès siégera en 1874. La réunion aura dans la capitale de la Flandre un aspect un peu différent, le personnel des assistans sera un peu modifié; mais l'esprit de l'association sera le même, et il faut souhaiter qu'il ne change jamais.

FERNAND PAPILLON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 septembre 1873.

La France est déjà sortie de bien des crises meurtrières où elle semblait devoir sombrer. Elle sortira encore de celle qu'elle traverse aujourd'hui; elle en sortira, nous garderons jusqu'au bout cette espérance, sans y laisser ni son repos ni sa liberté. Elle retrouvera des conditions moins incertaines, des institutions plus précises, et avec une existence intérieure régularisée elle reprendra naturellement son rôle dans le monde; elle reviendra occuper parmi les peuples cette place qu'elle a momentanément laissée vide, que personne n'a usurpée pendant son deuil. Une nation qui résiste à des coups comme ceux dont la France a été atteinte, qui au lendemain des plus accablantes épreuves déploie cette énergie au travail, cette fécondité de ressources, et qui a son bon sens, cette nation n'est pas près de périr pour quelques difficultés d'organisation. Elle n'est pas de celles qui se laissent brusquement déconcerter par une épreuve de plus ou de moins, et de toutes les paroles qui ont été prononcées depuis quelque temps dans les réunions de toute sorte, dans les conseils-généraux, dans les comices agricoles, partout où l'on fait des discours, une des plus sages, une des plus patriotiques, est cette parole que M. Thiers adressait l'autre jour à des habitans de la Savoie qui étaient allés le voir jusqu'en Suisse : « je vous dirai que l'avenir de notre pays ne m'inspire pas les mêmes inquiétudes que bien des personnes paraissent éprouver. L'avenir appartient au calme et à la modération... » Cet optimisme tranquille et généreux vaut mieux que toutes les lamentations. C'est un acte de foi à la France et à sa fortune en même temps qu'à la puissance des idées de libérale modération. M. Buffet dans son comice des Vosges, M. le duc de Broglie dans son comice de Bernay, ont prononcé à leur tour des paroles empreintes d'une certaine réserve obligée dans leur situation, rassurantes après tout, tranquillisantes pour le pays, écartant toute idée d'aventure, et aussi tout ce qui pourrait inquiéter la société moderne.

La France, cela est certain, est encore de force à se tirer d'affaire, et même à pousser patiemment jusqu'au bout son voyage à la poursuite d'un gouvernement définitif; mais, il faut en convenir, si la France est un modèle de calme et de sagesse au milieu d'une épreuve qui n'est pas sans péril, si elle se montre assez disposée à tout, pourvu qu'on ne veuille pas lui faire trop de violence et lui imposer des régimes incompatibles avec ses instincts comme avec ses intérêts, les partis, qui ont tous la prétention de la sauver, ne s'inspirent guère de ces sentimens de modération, d'équité et de désintéressement qui sont dans l'âme du pays. Les partis semblent croire que cet interrègne parlementaire de trois mois leur a été donné pour organiser des agitations nouvelles, pour accumuler devant l'opinion publique des problèmes sans solution, pour employer toute leur diplomatie à traiter dans des conciliabules les questions les plus redoutables sans s'inquiéter des incertitudes qu'on aggrave, des anxiétés et des impatiences qu'on provoque. Les partis se figurent que le pays s'est livré à eux comme un sujet d'expérience, comme une matière inerte et vile qu'ils peuvent plier à leurs passions, à leurs préjugés ou à leurs combinaisons, et ils ne s'aperçoivent pas qu'ils n'ont d'autorité que s'ils savent s'inspirer fidèlement des vœux, des besoins de cette société dont ils ont l'air de disposer en maîtres, qu'ils agitent souvent au lieu de l'éclairer et de la conduire.

Une chose reste certaine : toutes ces questions qui viennent de se réveiller, et qui tiennent la France en suspens, ne peuvent plus être ajournées désormais; elles devront être nécessairement et définitivement tranchées aussitôt que l'assemblée se trouvera de nouveau réunie à Versailles. On a tant fait la guerre au provisoire, le provisoire a maintenant un terme presque fixe, on voudrait le prolonger qu'on ne le pourrait plus dès qu'on sera en présence; mais, comme l'assemblée ne se réunit que le mois prochain, en novembre, le pays en est réduit, pendant cinq ou six semaines encore, à se demander ce qu'on veut faire de lui, ce qu'on lui prépare, la république ou la monarchie, la paix ou la guerre, la fin des incertitudes par des institutions équitablement libérales, ou le commencement d'agitations nouvelles. On a trouvé le moyen de rendre pour le moment le provisoire plus pénible et plus aigu. Évidemment, nous le savons bien, il est des situations où tout ne peut pas se traiter au grand jour, où il y a des négociations nécessaires. L'entrevue de Frohsdorf, en faisant disparaître l'élément des compétitions personnelles et dynastiques dans le problème d'une reconstitution possible de la monarchie en France, cette entrevue des princes de la maison de Bourbon n'a point résolu la question véritablement politique, qui, au contraire, reste tout entière. C'est maintenant autour de cette question qu'on tourne comme pour chercher le point par où l'on peut la prendre afin d'arriver à un dénoûment. Soit, on peut tourner, mais, qu'on nous permette de le dire, les hommes qui consacrent tout leur zèle, un

zèle aussi discret qu'infatigable, à cette œuvre laborieuse, semblent ne pas se douter qu'ils ne sont pas seuls, que le pays les regarde et les écoute ou interroge leur silence, que ces lenteurs, ces obscurités et ces mystères dont on s'enveloppe deviennent précisément aux yeux du public l'indication significative des difficultés qu'on rencontre. Cela prouve qu'on tourne toujours et qu'on n'a pas trouvé. Cela prouve, à notre sens, bien autre chose : c'est le signe certain et manifeste que la question est mal engagée, mal posée, qu'on se fie beaucoup trop aux chuchotemens, aux combinaisons plus ou moins habiles, aux délibérations de petits conclaves, là où il aurait fallu au contraire une extrême netteté, un sentiment large et supérieur de la situation, une franchise confiante, presque audacieuse, dans la manière de traiter avec la France de ses intérêts, de ses besoins et de son avenir. Le résultat est l'incertitude qui règne plus que jamais aujourd'hui.

Cette entrevue de Frohsdorf, qui rendait des chances à la monarchie par une grande réconciliation de famille, par la reconstitution de l'unité dynastique, cette entrevue était, à n'en pas douter, un événement d'une importance sérieuse. Peut-être même le sentiment de l'importance de la visite du 5 août a-t-il été plus vif chez les adversaires que chez les partisans de la monarchie. Assurément, si au lendemain de cette entrevue M. le comte de Chambord s'était adressé au pays dans un langage cordial et simple, ne marchandant à la France ni ses droits, ni son passé depuis quatre-vingts ans, ni ses idées, ni son drapeau, allant même au-devant des ombrages que son nom peut susciter, se bornant à présenter la monarchie comme une garantie de stabilité plus précieuse encore dans nos malheurs, comme une institution conciliant les traditions françaises avec les libertés modernes, si M. le comte de Chambord eût agi et parlé ainsi, nous ne disons pas que tout se serait accompli comme par un coup de théâtre; ce langage du moins n'aurait pas manqué de grandeur, et il aurait pu avoir son effet; il aurait pu donner à réfléchir, dissiper des préjugés et des méfiances. Le pays se serait dit que c'était là peut-être encore pour lui un moyen de recommencer sa vie dans des conditions de sécurité nouvelle sans se renier lui-même, sans abdiquer ces instincts de libéralisme qui sont devenus son essence. Il se serait dit qu'il y avait la république aux États-Unis, en Suisse, mais que l'Angleterre, la Belgique, avec la monarchie, étaient au moins aussi libres que l'Amérique ou la Suisse, qu'une institution plus stable révêtue du lustre de la tradition pouvait l'aider à renouer ses relations, à reprendre son rang dans le monde. Le pays se serait dit tout cela simplement, librement, et le traité de paix eût été peut-être signé sans qu'il y eût assurément ni une humiliation pour le représentant de la royauté, ni une abdication pour la France.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? M. le comte de Chambord s'est tu, et les petits conciliabules ont commencé. Il y a deux mois bientôt qu'on en

est à s'agiter dans le vide, à s'épuiser en commentaires, en interprétations sur un événement qu'on s'efforce de présenter comme le point de départ d'une transformation politique, et en définitive que sait-on? Absolument rien. Nous nous trompons; on sait que deux députés, M. de Sugny et M. Merveilleux-Duvignaux, sont allés récemment à Frohsdorf, et même qu'ils en sont revenus après avoir eu avec M. le comte de Chambord deux conférences dont ils ont dressé le protocole pour le faire arriver à la France par la voie du *Times*. On sait qu'il y a eu depuis à Versailles une réunion de représentans de la droite et du centre droit qui ont été complétement édifiés, qui se sont trouvés en parfait accord, et qui ont fait le serment solennel de garder le secret de cet accord plein de promesses. Franchement, que veut dire tout cela? M. de Sugny et M. Merveilleux-Duvignaux étaient-ils les délégués autorisés d'une fraction de l'assemblée? Quels éclaircissemens ont-ils rapportés de leur voyage? D'après le protocole du *Times*, M. le comte de Chambord aurait laissé comprendre qu'on pourrait revenir à la charte de 1814 en l'appropriant aux nécessités du temps. Lorsqu'on lui a parlé des dispositions de l'assemblée au sujet du drapeau, il aurait répondu, — quoi? — Qu'a donc répondu le prince? C'est là ce qu'il y a de plus curieux, il se pourrait qu'il eût dit oui et non. Lorsqu'on lui a donné à entendre que l'assemblée ne rétablirait pas la monarchie sans le drapeau tricolore, M. le comte de Chambord, selon une version, aurait répondu qu'il le savait, et selon une autre version il aurait dit qu'il ne savait pas cela. Voilà qui devient clair et qui nous instruit singulièrement sur les résultats de la mission des deux diplomates volontaires qui sont allés à Frohsdorf, et sur les conditions du rétablissement de la royauté. Là-dessus arrivent les commentaires des journaux légitimistes, qui ajoutent naturellement à la clarté ou, si l'on veut, à l'obscurité des choses. — Que parle-t-on de monarchie constitutionnelle, lorsqu'il s'agit de la monarchie traditionnelle? Des explications, des conditions, il ne peut être question de tout cela; le roi ne peut traiter en exil, hors de France. Qu'on rappelle le roi d'abord, et, lorsqu'il sera sur son trône, il traitera librement, avec autorité. Fort bien. Cela veut dire qu'après cela, si on ne s'entend pas, il ne restera qu'à se soumettre ou à faire une révolution. Cela veut dire encore que ce qu'on demande, après l'abdication de la monarchie de 1830, c'est l'abdication du pays lui-même, afin que la royauté, telle qu'on la rêve, apparaisse dans sa majesté et dans sa liberté!

Chose étrange! on parle souvent de 1814 et on n'étudie guère ce temps-là, on semble même ne pas comprendre toutes les différences qu'il y a entre cette époque et le moment où nous vivons. En 1814, tout en vérité était relativement facile. L'empire tombait au milieu de ses défaites et ne pouvait se relever. La république n'existait pas; personne n'y songeait. Les princes de Bourbon déjà présens en France apparaissaient comme les seuls représentans d'un pouvoir possible. L'Europe

victorieuse, un moment indécise dans ses préférences, devait se rallier bien vite à cette restauration de royauté qui rétablissait une solidarité d'origine, de politique, entre le nouveau gouvernement de la France et les souverains. Tout était favorable, et cependant les princes de la maison de Bourbon, Louis XVIII par la déclaration de Saint-Ouen, le comte d'Artois à son entrée à Paris, croyaient devoir rassurer la France par les déclarations les plus libérales sur les institutions parlementaires, sur la liberté des cultes et de la presse, nous oserions dire sur l'inviolabilité de toutes les conquêtes essentielles de la révolution française. Aujourd'hui c'est bien autre chose. L'empire n'existe plus; mais la république existe, depuis trois ans elle est le gouvernement de la France. C'est avec elle qu'on a pu délivrer le sol national occupé par l'étranger comme en 1814 et entreprendre la réorganisation du pays, rétablir l'ordre et la sécurité. En Europe, il n'y a plus une sainte-alliance favorable et amie, on a plutôt à vaincre ou à désarmer des alliances hostiles que, par une imprudence de plus, on se fait un jeu de provoquer. Ainsi une Europe ennemie ou indifférente à se concilier, un gouvernement existant à remplacer, un pays pacifié à convaincre, ce sont là des difficultés bien autrement graves, et cependant on ne va pas même jusqu'à une déclaration de Saint-Ouen, c'est-à-dire qu'après soixante ans de développement politique on promet moins que le roi Louis XVIII en 1814. On laisse entrevoir à la France un gouvernement qu'on ne définit pas et des guerres possibles comme gage de bienvenue d'une politique de congrégation.

Voilà où l'on en vient. Quand nous disons que la question est mal engagée, c'est évident. De deux choses l'une : ou M. le comte de Chambord persiste réellement dans les idées que ses amis lui prêtent, que les journaux légitimistes ne cessent de défendre, et alors on n'a pas même à se préoccuper de négociations inutiles, tant la restauration d'une monarchie de ce genre est impossible, — ou bien il a une autre politique en réserve, et il tarde trop à parler au pays. On attend trop longtemps aussi pour avoir de lui une explication décisive. On ne paraît pas soupçonner ce qu'il y a de puéril et même d'assez humiliant dans ces discussions entre la monarchie « constitutionnelle » et la monarchie « traditionnelle, » entre le drapeau blanc et le drapeau tricolore. Que M. de Sugny et M. Merveilleux-Duvignaux aillent à Frohsdorf et en reviennent, que les députés de la droite et du centre droit se réunissent à Versailles pour proclamer leur bon accord en gardant un silence prudent sur tout le reste, c'est fort bien. Pendant ce temps, sait-on ce qui arrive? Tous ces tiraillemens et ces lenteurs n'ont d'autre effet que de laisser un peu partout une impression d'incrédulité et de scepticisme. On se dit que tout cela ne peut conduire à rien, que la monarchie, redevenue un instant possible, est aujourd'hui plus difficile que jamais. Le pays, quant à lui, le pays, qui est fort peu engagé dans ces affaires, se sent assez maître de lui-même pour ne pas se croire perdu parce que la monarchie ne sortirait pas de

tout ce travail, dont il reste le spectateur assez étonné. L'assemblée, elle, peut se trouver dans une situation plus délicate et plus grave, lorsque, réunie de nouveau à Versailles, elle se verra en présence d'une question dont on aurait tenté de préparer la solution, et qu'on serait obligé d'abandonner devant des impossibilités trop évidentes.

Que la république après cela puisse rester en définitive le gouvernement de la France, c'est assurément une des combinaisons qui peuvent avoir aujourd'hui le plus de chances. Elle a pour elle cette raison souveraine et si souvent décisive de la possession, elle existe. Les républicains, visiblement surpris au premier instant par l'entrevue de Frohsdorf, ont eu depuis ce moment la prudence de se taire, de s'abstenir de toutes ces manifestations violentes dont ils sont habituellement si prodigues. Le gouvernement, à la vérité, les a peut-être un peu aidés dans leur sagesse en leur interdisant les banquets, les réunions bruyantes, les célébrations d'anniversaires révolutionnaires, et il leur a positivement rendu service; il a fait pour la république tout ce qu'on pouvait lui demander de mieux. Il est bien clair en effet que rien n'eût été plus opportun pour relever les affaires assez compromises de la monarchie qu'une nouvelle élection Barodet, une explosion soudaine de radicalisme. Or les élections qui vont avoir lieu d'ici à quelques jours, le 12 octobre, ne semblent pas devoir offrir ce caractère. S'il y a un fait à remarquer, c'est plutôt le peu d'animation électorale qui se manifeste. Le scrutin va s'ouvrir, non pas partout où il y a des vacances, mais là où le délai légal allait expirer, dans les Vosges, dans le Puy-de-Dôme, dans la Loire, dans la Haute-Garonne, et c'est à peine si les candidatures se dessinent. Que les élections puissent être d'une certaine couleur républicaine, surtout dans quelques départemens, c'est possible; elles ont peu de chance d'être d'un radicalisme criant. Le radicalisme lui-même affecte un peu de s'effacer pour le moment. Il y a pourtant une fraction du parti qui tient à ne pas se laisser oublier et qui vient de se signaler par une de ces évolutions faites pour montrer que tout arrive. Oui, il y avait une chose qui semblait peut-être difficile, c'était un rapprochement entre le radicalisme et le bonapartisme, et c'est ce qui se réalise. Des radicaux ont offert tout récemment leur alliance au prince Napoléon, qui s'est hâté de l'accepter comme une manière de rentrer en scène. Voilà donc un nouveau parti, désavoué, il est vrai, d'un côté par les républicains, de l'autre par les bonapartistes, et destiné sans doute à rester le parti des excentriques.

Il ne faut parler que des choses sérieuses. Au milieu de cette situation du moment où les préoccupations monarchiques se croisent avec les méfiances républicaines et où les élections ne sont qu'un épisode peu significatif, le gouvernement a gardé jusqu'ici une réserve évidente. Il ne s'est laissé entraîner dans aucune démarche de nature à le compromettre, il a évité même toute parole propre à l'engager. Il semble

borner son rôle à maintenir l'ordre, à garder une situation intacte et à réserver la liberté des délibérations parlementaires. Le moment vient cependant où à son tour il sera obligé de prendre un parti. Il est le représentant de la majorité, le délégué de l'assemblée, soit; mais il ne peut évidemment, sans abdiquer, se soumettre à cette action subordonnée, et, tandis qu'il maintient la paix publique, comme c'est son devoir, laisser les partis agiter indéfiniment le pays. Avant tout, il y a la France, et c'est sous l'inspiration de l'intérêt national que le gouvernement doit savoir, s'il le faut, demander aux uns le sacrifice de projets irréalisables, afin d'avoir mieux le droit d'imposer aux autres l'abandon de leurs rêves d'agitation révolutionnaire, le respect de l'ordre et des lois.

La France, il est vrai, a pu souffrir seule directement dans sa grandeur, dans sa prospérité, dans son influence, des événemens qui l'ont accablée, qui lui ont légué, après d'incomparables désastres extérieurs, la crise intérieure dont elle travaille à se dégager; l'Europe elle-même, après tout, s'en ressent plus qu'on ne l'avoue dans son être collectif, dans les conditions les plus intimes de son existence. Assurément sur ce continent, encore étonné de toutes les transformations qu'il a subies, il n'y a pour le moment ni péril ni menace. La paix, la paix telle qu'on l'a faite, est sous la garde des victorieux, qui s'occupent avant tout d'en recueillir les profits en consolidant leurs œuvres du mieux qu'ils peuvent. Ce n'est pas de la sécurité d'aujourd'hui ni de demain qu'il s'agit; mais à y regarder de près, en dehors de la force qui reste l'arbitre de tout, où sont les garanties de cette situation nouvelle créée par la guerre? Que signifient ces airs affairés et mystérieux qu'on prend, ces voyages de princes et de souverains, ces combinaisons plus ou moins laborieuses, plus ou moins arbitraires qu'on essaie de nouer, ces mirages diplomatiques dont on s'éblouit soi-même? Tout cela signifie simplement que l'Europe ne sait pas trop où elle en est, qu'elle cherche sa voie, des conditions d'équilibre qu'elle a perdues, que la politique allemande elle-même, si triomphante qu'elle soit, sent le besoin de s'assurer des amitiés, ou des connivences, ou des neutralités, de faire entrer ses actes récens, ses conquêtes, ses annexions, dans le cadre de l'existence européenne. On se donne bien du mouvement pour se persuader que tout est rentré dans l'ordre. On se crée l'illusion d'une sécurité dont on n'a pas l'air d'être bien sûr, puisqu'on se croit tenu de prendre tant de précautions pour la garantir. Enfin on fait ce qu'on peut, et il faut que les souverains courent les chemins de fer pour aller rassurer ou amuser le monde des capitales par des spectacles de gala, par des réceptions dont l'effet est souvent aussi sérieux et aussi durable que les feux de Bengale qui les éclairent.

Le roi Victor-Emmanuel a donc réalisé son voyage en Allemagne. Il a passé quelques jours à Vienne, quelques jours à Berlin; il était accompagné du président du conseil, M. Minghetti, du ministre des affaires

étrangères, M. Visconti-Venosta, et on a eu même soin d'ajouter qu'une foule de secrétaires, d'employés diplomatiques étaient du cortége, sans parler des généraux et des officiers. Le voyage était complet. A Vienne et à Berlin, le roi Victor-Emmanuel a été reçu, cela va sans dire, comme devait l'être le chef d'une des plus vieilles maisons royales de l'Europe, le souverain d'une nation désormais puissante. On lui a offert le plaisir de la chasse, on lui a fait passer des revues, on l'a conduit à la colonne de la victoire, récemment inaugurée à Berlin, on lui a donné des banquets terminés par les inévitables toasts entre empereurs et rois, tous « frères et amis pour toujours. » Enfin on a eu la galanterie de lui donner un régiment d'infanterie en Autriche, un régiment de hussards en Prusse, ce qui fait que Victor-Emmanuel est deux fois colonel en Allemagne, et que l'armée autrichienne a maintenant un régiment du « roi d'Italie. » Au milieu de toutes ces pompes, les affaires sérieuses n'ont point été négligées naturellement. M. de Bismarck, qui est arrivé un peu tard de Varzin, a eu des entrevues avec M. Minghetti, avec M. Visconti-Venosta, peut-être avec le roi, de même que le chancelier de l'empereur François-Joseph avait eu ses conférences avec les ministres italiens. La cordialité la plus entière semble avoir régné jusqu'au bout, et l'empereur Guillaume, le prince impérial, ont accompagné Victor-Emmanuel au départ comme ils étaient allés le recevoir à son arrivée.

Pour ceux qui cherchent des ombres partout, il y a eu peut-être, il est vrai, quelques petites dissonances. L'impératrice Élisabeth s'est trouvée bien opportunément indisposée au moment des fêtes données au roi à Vienne, et M. de Bismarck, de son côté, s'est fait un peu attendre avant de quitter ses terres de Poméranie ; mais qu'est-ce que cela? Les Berlinois ont reçu le roi « galant homme » avec enthousiasme, les Italiens sont ravis; que faut-il de plus? Tout le monde est content. Qu'il y eût, à part les fêtes, les chasses et les banquets, une intention politique dans ce voyage, on s'en douterait presque avec un peu de bonne volonté. Le roi Victor-Emmanuel n'a pas pris probablement pour rien le chemin de fer d'Allemagne. Il est allé à Vienne sceller la réconciliation définitive de l'Italie et du nouvel empire autrichien ; il est allé à Berlin s'entretenir avec un « ancien allié, » comme il l'a dit. On a voulu montrer que de vieux différends et de vieilles injures avaient disparu, qu'il y avait désormais des intérêts communs, qu'entre l'Italie, l'Autriche et la Prusse on pouvait s'entendre au besoin. Et après? que faut-il conclure de ces démonstrations d'apparat? L'an dernier aussi, il y a eu une représentation de ce genre donnée à l'Europe par les empereurs de Berlin, de Vienne et de Saint-Pétersbourg. On s'en est ému d'abord, qu'en est-il donc résulté? Cette année, c'est Victor-Emmanuel qui paraît en Allemagne, les commentaires ont recommencé, et aujourd'hui, comme il y a un an, ils dépassent de beaucoup sans nul doute la réalité des faits.

Que les journaux allemands, intéressés à tout grossir, se plaisent à

exagérer les conséquences du voyage du roi Victor-Emmanuel, que certains journaux italiens fort peu favorables à la France triomphent de leur côté d'une apparence de rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne, que des journaux français à leur tour, aussi mal inspirés dans un autre sens, exhalent leur mauvaise humeur à l'occasion d'un événement qui devrait tout au plus les éclairer, on ne peut guère en être surpris. Au fond, la France n'a point à s'émouvoir de toutes ces fantaisies diplomatiques, de tous ces bruits de combinaisons hostiles et d'alliances, par cette simple raison qu'il ne peut y avoir rien de vrai dans tout cela, qu'on aurait par trop perdu son temps à Berlin, si l'on s'était occupé de prendre des mesures contre des chimères. Une erreur beaucoup trop commune en Europe, c'est de croire la France tantôt complétement perdue et impuissante, tantôt disposée à se déchaîner de nouveau, à se laisser emporter par des opinions violentes dans toute sorte d'entreprises pour la restauration du pouvoir temporel du pape. La France n'est ni aussi abattue qu'on le croit, ni aussi absolument livrée au fanatisme d'un parti qui voudrait la jeter dans des aventures. Elle reste beaucoup plus maîtresse de ses résolutions qu'on ne le suppose. Elle en est, elle aussi, à la période du recueillement, c'est là sa politique. Qu'elle n'abdique pas ses espérances pour l'avenir, qu'elle garde le sentiment des mutilations qu'elle a subies, oui sans doute, on peut en être assuré; mais ce n'est pas le moment de songer à cela. Le plus pressé pour elle est de se relever, de se réorganiser. Elle a pour le moment assez à faire sans se laisser aller à des entraînemens qu'elle serait la première à désavouer, si des passions de parti voulaient les lui imposer. C'est à ce prix, c'est par ce travail intérieur d'abord qu'elle peut reprendre son équilibre en se préparant un nouvel avenir. Jusque-là, on pourrait signer des traités, on en serait pour les habiletés de diplomatie qu'on aurait déployées. Quand le jour reviendra pour la France, il se sera passé bien des événemens qui auront emporté les alliances qu'on pourrait contracter aujourd'hui. Imagine-t-on d'ailleurs des ministres italiens allant signer à Berlin des traités par lesquels le roi Victor-Emmanuel garantirait à la Prusse l'Alsace, la Vénétie allemande, faisant ainsi de son pays l'instrument des dominations de la force, reniant le principe qui a fait la résurrection de l'Italie, dont la France a assuré le triomphe au prix de son sang? Quand même ce ne serait pas un déshonneur et un suicide pour l'Italie, on peut se fier à la politique piémontaise, devenue la politique italienne, pour ne point aller se fourvoyer dans de telles combinaisons.

Non, non, ce n'est pas cela, dit-on; on n'est pas allé tramer des conspirations contre la France à Berlin, le roi Victor-Emmanuel ne s'y prêterait pas; mais l'Italie et la Prusse ont aujourd'hui un ennemi commun, le cléricalisme, qui attaque l'une dans son droit national, l'autre dans la juridiction laïque de l'état. L'Autriche elle-même, af-

franchie de toute solidarité avec Rome, déliée du concordat, ramenée à une politique réformatrice, l'Autriche se voit engagée dans une lutte contre les influences sacerdotales. Dès lors c'est un lien entre les trois puissances qui peuvent se croire jusqu'à un certain point menacées par une restauration semi-théocratique en France. L'Autriche, quant à elle, ne se sent pas bien menacée par la France, même quand il y aurait une restauration monarchique, et sans avoir envie de revenir à une politique de cléricalisme, sans fermer l'oreille à tout ce qu'on peut lui dire, il est vraisemblable qu'elle est fort peu disposée à entrer dans des combinaisons précises contre des éventualités qui ne la touchent pas directement. L'Italie a des craintes plus vives naturellement, puisqu'elle serait atteinte dans son unité, dans la possession de Rome, et ces craintes, d'abord assoupies par la prudence de la politique française, n'ont fait que se ranimer et s'accroître depuis quelque temps. M. de Bismarck, qui ne néglige pas les occasions, cherche à tirer parti de tout pour se ménager soit l'alliance de l'Italie, soit la neutralité de l'Autriche. Voilà la situation, et si elle n'est pas sans gravité, ceux qui ont fait tout ce qu'ils ont pu pour conduire les choses à ce point, pour réveiller des inquiétudes qui semblaient dissipées, ceux-là peuvent s'apercevoir aujourd'hui de ce qu'il y a de prévoyance dans leurs efforts. Évêques, députés, polémistes, pèlerins, manifestans de toute sorte, prodiguent le plus étrange et le plus triste zèle pour persuader au monde que la France, reprise par les passions religieuses et les fanatismes d'église, n'a plus qu'une idée fixe, celle d'aller rétablir le pouvoir temporel du pape, image de toutes les légitimités. Ce n'est qu'une forfanterie de secte, nous le savons bien; le résultat n'est pas moins de placer la France dans une sorte d'isolement moral, de créer partout un état de malaise et d'attente dont nos ennemis seuls profitent aussi habilement qu'ils le peuvent.

Que l'Italie, menacée jusque dans son existence, songe à se mettre en garde et cherche des amis là où elle croit pouvoir les trouver, c'est pourtant assez simple, et c'était surtout bien facile à prévoir; mais les ministres italiens commettraient certainement à leur tour la plus singulière méprise, s'ils se laissaient étourdir par quelques clameurs fanatiques venues de ce côté des Alpes, s'ils cherchaient le vrai sentiment, la véritable politique de la France dans des pèlerinages d'été, des manifestes de partis ou des mandemens épiscopaux comme celui de M. l'archevêque de Paris, si, sous prétexte d'échapper au danger fort hypothétique dont les menacent quelques cléricaux de France qui ne disposent pas et ne disposeront pas de nous, ils allaient asservir tous les intérêts italiens à une politique étrangère. Les ministres italiens n'ont rien fait de semblable sans nul doute. Le voyage du roi Victor-Emmanuel n'a point eu ce caractère et ne pouvait l'avoir. On a pu échanger des impressions, parler du futur conclave, prévoir les éventualités qui peuvent survenir,

se dire qu'on se consultera mutuellement, s'il le faut; on n'est point allé sûrement au-delà, parce qu'en définitive quelques criailleries de partis extrêmes ne peuvent faire que la France ne soit la véritable alliée pour l'Italie, et toutes les avances qu'on peut recevoir de Berlin, tous les rapprochemens de circonstance ne peuvent empêcher que l'Italie à ce jeu ne courût le risque de devenir un instrument de desseins connus ou inconnus, de s'associer à une politique dont elle pourrait être la victime.

Les alliances, on sait ce qu'elles valent quelquefois et comment elles se font. On peut le voir pour l'Italie et pour l'Allemagne par ce livre du général La Marmora : — *Un peu plus de lumière sur les événemens politiques et militaires de 1866,* — qui a précédé le roi Victor-Emmanuel à Berlin, et qui a dû passer, à vrai dire, pour une introduction assez bizarre aux négociations nouvelles qu'on aurait pu avoir l'idée d'engager. Le passé promet pour l'avenir, et le témoin, l'historien de ce passé, celui qui le met aujourd'hui à nu et qui le montre au vif, est un des personnages les plus considérés de l'Italie, un ancien président du conseil qui a été lui-même un des acteurs dans ce redoutable imbroglio. Certes rien n'est plus curieux et plus instructif que cette crise de 1866, où déjà sont en germe les événemens bien plus graves qui se sont accomplis depuis, où se mêlent le roi Guillaume, l'empereur Napoléon III, M. de Bismarck, la Prusse, l'Italie, qui de toute façon, qu'elle soit battue ou victorieuse, doit gagner la Vénétie, — l'Autriche, qui de toute manière est fort menacée de perdre au moins une province dans la bagarre.

Quel drame et quelle comédie! Comme on voit s'agiter cet homme, ce premier ministre de Berlin, aussi habile que peu scrupuleux, brouillant les affaires intérieures de la Prusse pour se rendre indispensable au roi, se servant de tout le monde en accordant le moins possible et décidé à tout pour le succès! L'idée de M. de Bismarck, il ne s'en cachait pas depuis longtemps, c'était de donner à la Prusse la suprématie en Allemagne, au moins dans l'Allemagne du nord, et de rejeter l'Autriche au second rang; mais pour en arriver là il avait à entraîner le roi, qui résistait, à tromper ou à désintéresser la France, qui pouvait rendre tout impossible, à cerner de toutes parts l'Autriche avant d'en venir au duel suprême avec elle. Qu'était dans la pensée et selon l'aveu de M. de Bismarck la guerre danoise, entreprise de concert avec le cabinet de Vienne? C'était, ni plus ni moins, une expérience tentée aux dépens du malheureux petit peuple du nord; c'était un moyen de prouver au roi qu'il n'y avait rien à faire avec l'Autriche. L'expérience une fois accomplie, et il paraît qu'elle suffisait au roi Guillaume, il fallait aller plus loin. On ne pouvait faire la guerre pour la possession des duchés de l'Elbe restés au pouvoir des deux puissances allemandes; c'eût été trop mesquin, l'Europe en eût été scandalisée, l'Angleterre grondait déjà. On faisait une halte par la convention de Gastein. Alors M. de Bismarck imaginait un nouveau plan qu'il déroulait avec une simplicité

pleine d'abandon : « remettre sur le tapis d'ici à peu de temps la question de la réforme germanique *assaisonnée* d'un parlement allemand. Avec une pareille proposition et avec le parlement, provoquer un *sens dessus dessous* qui ne tardera pas à mettre la Prusse en face de l'Autriche. La Prusse est décidée à faire alors la guerre et l'Europe ne pourrait s'y opposer, car il s'agirait d'une question pleine de grandeur, la question nationale... » Et voilà comment on prépare une guerre sous le drapeau du principe de la nationalité!

L'Italie avait son rôle dans ce plan en apparence un peu compliqué. Le général Govone était à Berlin déjà pour définir et préciser ce rôle. M. de Bismarck, il est vrai, avait un langage assez léger à l'égard de l'Italie. Il ne lui cachait pas qu'elle avait une mauvaise réputation à la cour de Prusse, qu'on la voyait toujours sous la figure de Mazzini ou de Garibaldi. Lui, il n'avait pas de ces scrupules, il ne demandait pas mieux que de traiter, avec la confiance d'amener le roi à sanctionner ce qu'il aurait fait. Au fond, M. de Bismarck espérait avoir, par l'alliance de l'Italie, tout au moins la neutralité de la France, informée de la négociation; de plus il comptait, en liant dès ce moment les Italiens, couper court à toute tentative d'arrangement direct au sujet de la Vénétie, et se servir du traité qu'il signerait pour peser sur le cabinet de Vienne, pour l'amener peut-être à merci sans recourir aux armes. Naturellement M. de Bismarck, en enchaînant l'Italie, se proposait de s'engager lui-même le moins possible. Très décidé sur le principe de l'alliance, il restait évasif sur les termes, sur la durée et la portée des engagemens. L'Italie, de son côté, devenait pressante, ne pouvant ni ne voulant accepter une situation si équivoqne, et de là sortait enfin le traité du 8 avril, stipulant une « alliance offensive et défensive » pour trois mois. Ainsi le traité est signé, tout est bien entendu. Qu'arrive-t-il cependant? L'Autriche, voyant l'orage se former de toutes parts, au nord et au midi, se tourne d'abord vers l'Italie, qu'elle commence à menacer; l'Italie se tourne vers la Prusse pour lui demander de se mettre en mesure de remplir ses obligations, et le général Govone reçoit de M. de Bismarck cette étonnante réponse : « nous ne donnons pas au traité du 8 avril l'interprétation qu'il oblige la Prusse à déclarer la guerre à l'Autriche, si elle se trouve en lutte avec l'Italie; *nous croyons que cette obligation existe seulement pour l'Italie...* » L'Ambassadeur d'Angleterre, lord Loftus, pouvait bien dire quelques jours auparavant au général Govone que « l'Italie devait se garder de s'engager avec la Prusse, parce qu'elle serait abandonnée au premier moment opportun. » Les événemens emportaient ces divergences d'interprétation, qui prouvent toutefois comment la Prusse entendait ses engagemens avec l'Italie.

Quel est le rôle de la France pendant ces négociations obscures? Ah! c'est ici un épisode qui n'est pas moins curieux et qui est bien plus triste que les agitations, les calculs et les subterfuges du ministre prus-

sien. La France est l'arbitre de la situation; c'est à elle que tout vient aboutir de Berlin, de Vienne, de Florence; on cherche de toute façon à savoir ce qu'elle pense, ce qu'elle veut. Elle dispose des événemens. Cela est si vrai qu'au moment où l'on va signer le traité du 8 avril, M. de Bismarck dit au général Govone : « Tout ceci, bien entendu, si la France le veut, car si la France montrait de la mauvaise volonté, on ne pourrait rien. » Plusieurs fois dans les délibérations cette question de la France revient, et par ses réponses le ministre prussien ne laisse pas douter qu'il n'eût consenti à des cessions de territoire sur la rive gauche du Rhin. Un jour même, on dit que l'Autriche a offert à la France la ligne du Rhin, et, comme un des négociateurs italiens se hasarde à dire qu'une puissance allemande se compromettrait par une pareille offre, M. de Bismarck a un « haussement d'épaules » des plus significatifs, « indiquant très clairement que, le cas échéant, il ne reculerait pas devant ce moyen. » Cependant la France ne fait rien, elle sait tout, elle est au courant de tout, et elle se renferme dans son attitude de sphinx. La politique française se résume à une certaine heure de cette façon : si l'Italie attaque l'Autriche, elle le fera à ses risques et périls; si elle est attaquée par l'Autriche, elle sera soutenue par la France. L'alliance avec la Prusse, l'empereur la conseille. Si, la Prusse manquant à ses engagemens et faisant une paix séparée, l'Autriche profitait de la circonstance pour se rejeter avec toutes ses forces sur les Italiens, ceux-ci auraient encore l'appui de l'empereur. En d'autres termes, la France, sauvegardant avant tout les intérêts italiens, s'abstenant de s'occuper de ce qui la regardait, attendant des éventualités mystérieuses, la France mettait sa politique à la merci de ce qui pouvait se passer sur l'Adige ou sur l'Elbe. Un instant à la dernière extrémité, au commencement de mai, l'Autriche se décide à offrir la Vénétie à la France comme prix de la neutralité italienne. Si l'Autriche avait eu cette bonne pensée six semaines auparavant, tout pouvait évidemment changer de face : maintenant il était trop tard, le cabinet de Florence était lié, et l'empereur Napoléon III ne trouvait rien de mieux que de proposer un congrès, c'est-à-dire un expédient pour gagner le jour où le traité du 8 avril expirerait, où l'Italie serait dégagée; mais ce congrès, lui aussi, disparaissait dans le torrent des événemens, et, au lieu des complications qu'on attendait, c'était Sadowa qui allait retentir.

Que le livre du général La Marmora ressemble un peu à une indiscrétion diplomatique, c'est possible; il ne reste pas moins l'œuvre d'un homme qui ne se croit tenu ni de saluer les triomphateurs, ni d'abandonner une nation qui a été la première à aider son pays, et il est aussi instructif pour l'Italie que pour la France, puisqu'il montre ce que sont ces alliances qu'on vante quelquefois,

Les États-Unis sont en proie à une crise financière analogue à celle qui éclata subitement à Vienne au printemps dernier, juste au moment

où s'y ouvrait l'exposition universelle. L'événement a été tout aussi soudain. Il paraît avoir la même origine, une spéculation forcenée, des opérations de bourse colossales; il a aussi les mêmes caractères et les mêmes conséquences, le désarroi et la faillite d'un grand nombre de maisons et d'institutions de crédit. C'est à New-York que la crise a éclaté; mais de là elle s'est étendue au loin. On cite des banques qui ont succombé jusque dans les états reculés de la vallée du Mississipi. Le commerce d'ailleurs paraît ne s'en ressentir que faiblement. Les manufacturiers et les commerçans, ayant eu en général le bon esprit de s'abstenir des jeux de bourse et de s'enfermer dans le cercle de leurs affaires, ne sont pas ébranlés. Par cela même, la crise actuelle semble devoir être plus passagère que d'autres qui ont désolé les États-Unis.

L'esprit de spéculation et les jeux de bourse avaient été favorisés à Vienne, et l'ont été beaucoup plus en Amérique par le régime du papier-monnaie. Pendant la guerre de la sécession, le nord, comme le sud, se vit, faute d'un bon système d'impôts, obligé de revenir au papier-monnaie. Le gouvernement fédéral en émit des masses pour son propre compte sous le nom de *green-backs,* et les banques nouvelles qu'il inaugura, au lieu et place des anciennes banques créées par les états, en lancèrent, elles aussi, des quantités sous la forme de billets ou *bank-notes* non convertibles en écus. De toutes parts, en Europe comme en Amérique, on supposait que la complète victoire du nord, qui date du printemps de 1865, serait suivie à bref délai du retrait des *green-backs*, de l'obligation imposée aux banques d'échanger, à la volonté des porteurs, leurs billets contre des espèces métalliques. Par cela même, le régime du papier-monnaie aurait cessé. Grâce à l'immensité des ressources du pays et au crédit illimité dont jouit le gouvernement des États-Unis, rien n'était plus aisé que d'accomplir dans l'intervalle d'un petit nombre d'années cette réforme salutaire; mais le gouvernement du général Grant, subissant probablement des opinions accréditées par l'ignorance, peut-être cédant à la pression d'intérêts privés qui ont le verbe haut dans le congrès, n'a pas jugé à propos de porter son effort de ce côté. Voilà plus de huit ans que la sécession est vaincue, et le papier-monnaie est toujours en vigueur avec toutes les conséquences de dépréciation et d'agiotage qui en sont la suite naturelle.

Les avis n'ont cependant manqué ni au gouvernement ni à la nation. Les hommes les plus compétens et les plus éclairés ne cessent de représenter qu'on vit sur un système faux, que le papier-monnaie ne profite qu'à des joueurs, qu'il est absolument inconciliable avec l'intérêt général. Un mois avant la crise, les journaux américains publiaient une lettre de M. Amasa Walker, un des citoyens des États-Unis qui ont le plus d'autorité en ces matières, où il s'élevait avec force contre le maintien abusif du papier-monnaie. En homme versé dans la connaissance profonde des intérêts de sa patrie, M. A. Walker réprouve le système

ultra-protectioniste de la douane américaine; mais, quelque résolu qu'il soit contre le protectionisme, il déclare hautement que le papier-monnaie est un mal bien plus grand encore. Il est à remarquer qu'en vue de la prochaine élection présidentielle les partis se préparent déjà, et le parti démocratique, opposé au général Grant, inscrit en tête de son programme l'abolition du papier-monnaie. Par là il se flatte non sans raison de rallier à lui la plupart des hommes éclairés. Si le général Grant est bien inspiré, et si le parti qui le soutient est clairvoyant et habile, il est probable qu'avant l'élection, qui n'aura lieu qu'en 1876, le président et son parti, prenant les devans sur leurs adversaires, saisiront le congrès de la proposition de rentrer à bref délai dans un système monétaire régulier et bien assis.

Il faut le dire aussi, une cause spéciale à l'Amérique a dû peser sur la crise actuelle pour l'aggraver. C'est la méfiance due à l'audacieuse immoralité de quelques catégories de personnes. Rien n'est petit chez les grands, dit-on. L'Amérique, qui peut se vanter de pouvoir présenter au monde tant d'hommes d'affaires consommés aussi remarquables par leur honorabilité que par leur intelligence, fournit en même temps des types prodigieux en fait de fripons, de faussaires ou de voleurs des deniers publics. Les quatre associés qui avaient dérobé à la Banque d'Angleterre une somme d'environ 3 millions 1/2 de francs, et qu'une cour d'assises anglaise vient de condamner aux travaux forcés à perpétuité, sont des personnages exceptionnels par la supériorité de leurs combinaisons. L'art de falsifier les titres paraît être cultivé sur une vaste échelle en Amérique et avec un remarquable succès. La crise actuelle semble avoir coïncidé à New-York avec l'apparition des titres falsifiés. Quant au détournement de fonds dans des institutions de commerce et de crédit ou chez des particuliers, l'Europe peut sans doute en offrir des exemples; mais les crimes de ce genre sont plus éclatans encore en Amérique; ils y sont commis avec plus d'effronterie et ils n'y trouvent pas la répression qui les attend chez nous.

En matière de deniers publics, il se produit des actes d'improbité plus scandaleux encore, et, chose regrettable, jusqu'ici l'opinion publique les réprouvait assez mollement. Au lieu de les qualifier du nom qu'ils méritent, on a imaginé pour ces cas-là un terme anodin, celui de *défalcation*. Dans la grande cité de New-York, les détournemens des deniers municipaux qui ont eu lieu tout récemment sont dans des proportions effrayantes; on a parlé de 75 ou 80 millions de francs. Supposons qu'il y ait une exagération du simple au double, ou même au triple, ce serait encore une monstruosité. Circonstance fort aggravante, ces soustractions ne sont pas le fait d'un individu isolé; le nombre des complices est très grand. Beaucoup de conseillers municipaux ou de fonctionnaires de la ville y ont trempé à des degrés divers. Bien plus : la magistrature locale, au moins par sa tolérance manifeste et prolongée, n'était pas

étrangère à ces méfaits. Quand une crise éclate, si les particuliers sentent que l'atmosphère qu'ils respirent est infectée à ce point, leur anxiété redouble. La crise dégénère en panique et fait de plus grands ravages. Il est donc vraisemblable que la crise des États-Unis est rendue plus violente par les faits immoraux qui se sont produits depuis quelque temps.

Cela ne veut point dire assurément que la société américaine soit démoralisée, et par conséquent menacée de décadence. La race anglo-saxonne a ce mérite, par lequel elle surpasse la nôtre, qu'elle porte en elle une puissance indéfinie de réaction. Comptant sur elle-même, elle ne désespère jamais de l'avenir, et, à force de résolution et d'activité, elle se tire des passes les plus mauvaises. San-Francisco, il y a douze ou quinze ans, était une ville où l'écume du monde civilisé faisait la loi, où d'anciens voleurs de grands chemins occupaient des emplois considérables. Aujourd'hui à San-Francisco, les fonctions publiques ne sont confiées qu'à des hommes recommandables, le règne des lois est établi, chacun travaille et vit en sécurité, tant le génie de la race anglo-saxonne sait réagir contre le crime et le vice.

Il en sera de même, à plus forte raison, dans des cités telles que New-York, où les bons élémens sont en immense majorité. On peut en trouver le gage dans un document des plus sérieux : c'est le message adressé, à l'ouverture de la dernière session, à la législature locale par le gouverneur de l'état auquel appartient cette opulente et populeuse métropole. Ce gouverneur est le général Dix, homme respectable et ferme, qui a occupé pendant une suite d'années, avec honneur, le poste de ministre des États-Unis à Paris. Dans ce message, il a fait en traits énergiques le tableau des scandales financiers dont venait de se déshonorer l'administration municipale de New-York; il a dénoncé ces infamies à ses compatriotes, et il a conjuré la législature d'adopter les mesures nécessaires pour en prévenir le retour.

Les recommandations du général Dix seront sans doute écoutées, il y va de l'honneur et de la liberté des Américains, car avec des fonctionnaires pervertis la liberté n'est qu'un vain mot; mais il reste toujours deux faits, l'un que la crise américaine est rendue plus rigoureuse par l'invasion de l'esprit de dol et de déprédation, contre lequel l'opinion publique ne se montrait pas assez sévère, — l'autre, d'intérêt plus général, qu'une nation qui est digne d'institutions libres n'a qu'à le vouloir pour secouer définitivement le joug des malhonnêtes gens et des aventuriers quand elle a eu le malheur de les subir. CH. DE MAZADE.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

EN AMÉRIQUE

I. R. H. Tyler, *American Ecclesiastical law*, Albany 1866. — II. Edward Buck, *Massachusetts Ecclesiastical law*, Boston 1866. — III. G. Ruttimann, *Kirche und Staat in Nordamerika*, Zurich 1871. — IV. G. P. Thompson, *Kirche und Staat in den Vereinigten Staaten von Amerika*, Berlin 1873.

Il est certaines idées qui, une fois entrées dans le monde, agitent les esprits à la façon d'un ferment jusqu'à ce qu'elles aient triomphé des préjugés qu'on leur oppose, et renouvelé la face de la société. La liberté religieuse est une de ces vérités qui font leur chemin à travers tous les obstacles. Au XVIIe siècle, elle s'est présentée timidement sous le nom de tolérance; au XVIIIe, elle s'est appelée liberté de conscience, aujourd'hui elle se nomme séparation de l'église et de l'état. Sous ces titres divers, ceux qui l'ont défendue ont toujours poursuivi un même but : affranchir les consciences et séculariser l'état. Pour justifier le nouveau pas que la liberté religieuse fait de nos jours, les raisons ne manquent point. Alexandre Vinet a été l'apôtre de cette cause excellente; mais pour les gens que la théorie effraie et qui redoutent l'inconnu, peut-être n'y a-t-il pas de démonstration qui vaille l'exemple d'un grand pays : on marche plus sûrement par un chemin où des millions d'hommes ont trouvé la paix et la prospérité. C'est ce qui nous fait croire qu'on ne lira pas sans intérêt un exposé de la condition religieuse des États-Unis; on y verra que par la séparation des deux puissances l'état a beaucoup gagné, et que l'église n'a rien perdu.

I.

Depuis le jour où Constantin, pour s'emparer de la force nouvelle qui l'avait porté au pouvoir, ne trouva rien de mieux que de faire entrer le christianisme dans le cadre impérial et se fit à la fois grand pontife des païens et évêque extérieur des catholiques, l'union de l'église et de l'état a été la loi des peuples chrétiens. La religion et la politique se sont fondues ensemble; l'hérésie est devenue un crime, le prince a mis au service de l'orthodoxie ses soldats et ses bourreaux.

Le résultat de cette alliance n'a été favorable ni à la civilisation, ni à l'état, ni à la religion. Dès qu'on impose aux sujets une règle de foi, il ne suffit pas de punir comme des coupables ceux qui s'écartent du symbole officiel, il faut encore prévenir le mal en empêchant l'hérésie de naître; en d'autres termes, pour que rien ne trouble les consciences, il est nécessaire de régenter la science et de comprimer la pensée. La domination d'une église établie a toujours eu pour effet de gêner et d'amoindrir l'esprit de recherche, et par cela même d'affaiblir le génie national, — témoin le rapide déclin de l'Espagne et de l'Italie au XVIIe siècle, tandis que des pays divisés par l'hérésie, tels que la Hollande et l'Angleterre, montaient au premier rang. L'orthodoxie ne peut remplacer la liberté.

L'état du moins gagne-t-il quelque chose à cette union? Non. Toutes les fois qu'une église a part au gouvernement, elle prétend dominer l'état et le traiter en subordonné. Il ne lui suffit pas d'imposer ses dogmes et sa discipline, il lui faut la haute main sur les institutions qui intéressent plus ou moins directement la conscience. Le mariage, les sépultures, l'état civil tout entier, lui appartiennent en vertu du sacrement; l'école est à elle, c'est là qu'on forme les âmes à la piété; la presse ne peut lui échapper, c'est le berceau de l'hérésie. En deux mots, comme au point de vue religieux la société tout entière est du domaine de l'église, il n'y a pas de raison pour qu'elle lui échappe politiquement le jour où l'église et l'état ne font qu'un. Nos rois, il est vrai, ont résisté à cet envahissement; ils ont cherché à séculariser la puissance publique; mais que de conflits pénibles! que de forces perdues! Du XVe au XVIIIe siècle, il ne se passe pas vingt ans sans quelques difficultés avec les évêques : je ne parle point des querelles avec Rome, c'est le fonds de notre histoire. Si la vieille France n'est pas devenue le jouet de la curie romaine, le mérite en est aux parlemens et à ces gallicans qui ont lutté contre les prétentions ultramontaines avec une érudition, un courage, un patriotisme que l'ingratitude de leurs arrière-neveux ne peut pas faire oublier.

L'église a-t-elle profité de cette alliance, que certains catholiques, plus ardens qu'éclairés, rêvent de rétablir? Elle a eu pour elle la richesse et la puissance, deux causes de corruption; elle a soulevé contre elle toutes les consciences inquiètes, tous les esprits indépendans. On a créé une orthodoxie officielle, mais la religion est devenue une formalité vaine, une enveloppe d'où la vie s'est envolée. C'est dans les pays catholiques qu'on a eu le peuple le moins religieux; l'athéisme a été une protestation violente contre la domination de l'église établie. Cela est visible en Italie au XVIe siècle, et surtout en France au XVIIIe. Après la révocation de l'édit de Nantes, il se fait un silence universel, il n'y a plus de discussions religieuses; qu'est-ce que le christianisme y a gagné? On n'a plus de protestans, mais on a des philosophes, et leur cri de guerre est celui de Voltaire : *écrasons l'infâme!* c'est-à-dire débarrassons-nous de l'église et de la religion qu'elle impose. La révolution est l'œuvre d'hommes que l'église a élevés, et qui n'ont eu pour elle que de la haine et du mépris.

En introduisant la réforme dans leurs états, Henri VIII et Élisabeth n'entendirent nullement accorder la liberté de conscience; le statut *de hæretico comburendo* n'a été aboli qu'en 1677. Henri VIII et sa fille voulurent simplement confisquer à leur profit l'autorité du pape, et réunir dans leurs mains la puissance religieuse et la puissance civile; mais le principe du protestantisme ne se prêta pas longtemps à cette entreprise despotique. Le catholicisme est une société hiérarchique dont le clergé a le gouvernement; le dogme, promulgué par les chefs spirituels, est la loi de cette société : il faut s'y soumettre sous peine de rébellion. Le protestantisme au contraire est par essence une religion individuelle; toute église réformée est une communauté d'égaux qui ne reconnaît point de classe directrice. La vérité religieuse n'a point chez les protestans le caractère formel et légal que lui attribue l'église catholique. Contenue dans l'Écriture sainte, cette vérité s'offre à ceux qui la cherchent dans les mêmes conditions que la vérité scientifique, chacun n'en possède que ce qu'il en peut découvrir et comprendre. Quand on considère la diversité des convictions comme une conséquence de la diversité des esprits, on ne peut pas professer cette intolérance doctrinale qui mène si facilement à l'intolérance civile. Les églises, malgré leurs différences, se traitent en sœurs lorsqu'elles s'accordent sur un certain nombre de points essentiels. On ne doit donc pas s'étonner de voir l'Angleterre arriver à la tolérance des dissidens vers la fin du XVIIe siècle. Il est vrai qu'on exclut de cette liberté ceux qu'on nomme des papistes pour se dispenser de reconnaître en eux des chrétiens. C'est une inconséquence qu'explique

sans la justifier la politique de l'Italie, de l'Espagne et de la France à l'endroit des réformés.

Dans la voie de la tolérance, la Hollande précéda de beaucoup l'Angleterre. C'est une des raisons de l'influence et de la grandeur de ce petit pays durant le XVIIe et le XVIIIe siècle. La Hollande était la patrie des exilés, la terre de la liberté. En 1646, lorsque Stuyvesant, gouverneur de la Nouvelle-Amsterdam, aujourd'hui New-York, poursuivait les prédicans qui n'étaient point d'accord avec le synode de Dordrecht, et chassait les quakers, coupables de prêcher la liberté religieuse, les magistrats d'Amsterdam n'hésitèrent point à blâmer cette persécution. Ils écrivirent à Stuyvesant ces belles paroles : « aussi longtemps que les hommes se conduisent paisiblement, il faut leur laisser la liberté de conscience. Telles ont été les maximes religieuses qu'ont suivies les magistrats d'Amsterdam, maximes prudentes et humaines; la conséquence en a été que les opprimés et les proscrits de tous pays ont trouvé chez nous un refuge dans leur malheur. Suivez ces traces, vous y récolterez la bénédiction. » Ce qu'accordait la Hollande, ce n'était que la tolérance; il fallut plus d'un siècle pour en arriver à l'idée de liberté, et ce ne fut pas dans l'ancien monde que germa cette généreuse pensée.

On sait comment, à la suite des persécutions et des troubles d'Angleterre, les dissidens de toute nuance émigrèrent dans l'Amérique du Nord pour y adorer Dieu en paix et à leur façon. Tandis que Louis XIV, avec cet aveuglement royal qui nous coûta si cher, chassait de France les réformés, et leur refusait même de coloniser la Louisiane, l'Angleterre, plus sage et plus politique, fermait les yeux sur ces hérétiques qui portaient au désert les institutions et la langue de la mère-patrie. Son commerce et sa puissance gagnaient à la colonisation; elle était libérale par intérêt.

C'est en 1620 que les premiers émigrans, fuyant la rage des évêques anglicans, s'établirent dans le pays qui porte aujourd'hui le nom de Nouvelle-Angleterre. Ces exilés volontaires étaient des indépendans, des non-conformistes, c'est-à-dire ce qu'il y avait de plus rigide parmi ces puritains que nous ne connaissons guère que par le poëme d'Hudibras ou les romans de Walter Scott. Qui de nous n'a présent à l'esprit ce personnage tout de noir habillé, sectaire intraitable, formaliste ridicule qui, suivant une vieille plaisanterie, *pend son chat le lundi pour le punir d'avoir pris une souris le dimanche?* Ceux qui liront l'*Histoire de la Nouvelle-Angleterre* de Palfrey ou *la Vie et les lettres de John Winthrop*, récemment publiées par un de ses descendans, M. Robert Winthrop, seront bientôt édifiés sur la valeur de ces caricatures, et se feront une tout autre

idée de la secte qui a donné à l'Angleterre un Cromwell et un Milton. Quelles que fussent l'âpreté de leur foi et l'austérité de leur vie, ces puritains n'en étaient pas moins des esprits éclairés et beaucoup plus avancés en politique que ceux qui les chassaient. Républicains dans l'âme, parce qu'ils repoussaient la domination du clergé qui les persécutait et de la noblesse qui les abandonnait, ils plantaient sur le sol ingrat de leur nouvelle patrie ces principes démocratiques qui devaient enfanter la déclaration d'indépendance et le gouvernement des États-Unis.

Toutefois ce ne sont pas ces puritains qui les premiers établirent la liberté de conscience. En quittant le sol natal, ce qu'ils avaient fui, c'était l'église anglicane; il ne leur convenait pas d'ouvrir la colonie à des persécuteurs qui leur enviaient jusqu'à la tranquillité de leur exil. Le Massachusetts fut, comme Genève, une république chrétienne, dans laquelle l'église et l'état confondus repoussaient tout ce qui pouvait troubler l'unité de la foi ou l'unité de gouvernement. Les puritains d'Amérique ne furent pas moins intolérans que les catholiques d'Europe, avec cette différence toutefois que, leur église étant laïque et démocratique, il était à prévoir qu'un jour le citoyen l'emporterait sur le fidèle, et que la liberté politique aboutirait à la liberté religieuse.

L'honneur d'avoir proclamé la liberté de conscience appartient à lord Baltimore, grand seigneur catholique, qui fonda la colonie du Maryland, à Guillaume Penn, le quaker, qui fut le créateur de la Pensylvanie, et avant eux à un personnage moins connu, Roger Williams, ministre baptiste, qui ouvrit à tous les cultes la colonie naissante de Rhode-Island. Dès l'année 1635, Roger Williams, le père et l'apôtre de la liberté religieuse, essayait de calmer ceux qui s'effrayaient de voir l'état séparé de l'église; on lui criait qu'il allait ramener la société au paganisme, ou, ce qui n'était pas moins abominable, qu'il allait la rejeter entre les mains du fanatisme catholique; le pieux ministre répondait par une comparaison qui n'a rien perdu de sa vérité. « Il y a, disait-il, beaucoup de vaisseaux en mer, et sur ces vaisseaux il y a des milliers d'hommes qui courent même fortune. Souvent il arrive que, sur le même navire, des papistes sont mêlés à des protestans, des juifs et des Turcs. La liberté de conscience, pour laquelle je combats, demande deux choses : premièrement que ceux qui ne partagent pas la foi de l'aumônier du vaisseau ne soient pas contraints d'assister au service, et secondement qu'on ne leur refuse point le droit d'exercer leur culte, s'il y a moyen. Cette liberté empêche-t-elle le capitaine de diriger son vaisseau et de maintenir la justice, la paix, la concorde parmi les passagers et l'équipage? Et si un des matelots ne voulait pas faire son devoir, ou si un passager ne voulait pas payer le prix du voyage,

si quelque téméraire organisait une révolte, ou s'il prêchait qu'il ne faut ni officier, ni capitaine, ni lois, ni commandant, ni ordre, ni châtiment, parce que tous les hommes sont égaux en Christ, est-ce que le capitaine n'aurait pas le pouvoir de s'opposer à ces transgressions, et de les punir suivant leur gravité?... Ce vaisseau, ajoutait Roger Williams, est l'image de la société et de l'église. » Il avait raison; mais en 1635 on le dénonçait comme un athée, et je ne doute pas qu'aujourd'hui, en plus d'un pays qui se glorifie de la pureté ou de l'antiquité de sa foi, on ne déclarât que ceux qui soutiennent de pareilles doctrines sont des esprits faux et dangereux. Que deviendrait le monde, si on ne pouvait plus se quereller, et au besoin même s'entr'égorger au nom d'une religion de paix et d'amour?

Les idées de Roger Williams, de Penn et de lord Baltimore étaient trop loin des préjugés contemporains pour avoir chance de triompher : aussi, sauf un petit nombre d'exceptions, l'union de l'église et de l'état fut-elle la loi commune des colonies anglaises jusqu'à la guerre d'indépendance. On en vint peu à peu à tolérer les dissidens, hormis les catholiques, mais c'était une tolérance de fait plus que de droit, et elle n'allait pas très loin. En chaque province, il y avait une église établie, pour l'entretien de laquelle on taxait tous les habitans, quelle que fût leur foi particulière. C'est au nom de l'ordre public qu'on essayait de justifier cet impôt. Si l'enseignement religieux, disait-on, ne sauve pas les âmes, au moins prévient-il les crimes. A New-York et dans les états du sud, l'église anglicane était l'établissement officiel; dans la Nouvelle-Angleterre, c'était l'église congrégationaliste. Chacun de ces cultes ne se faisait faute de défendre sa suprématie par des pénalités. Les dissidens étaient tenus de respecter l'orthodoxie légale. En 1774, deux ans avant la déclaration d'indépendance, six membres de l'église baptiste furent emprisonnés en Virginie pour avoir publié leurs opinions religieuses. L'émotion que causa cette condamnation indiquait qu'un changement s'était fait dans les esprits. L'ère de la liberté approchait.

La révolution qui affranchit les colonies hâta une réforme désirée. Dans les états du sud, l'église anglicane avait beaucoup perdu de sa popularité; elle avait le tort de rattacher l'Amérique à l'Angleterre, quand tout lien politique était rompu. Jefferson saisit cette occasion pour introduire en Virginie la pleine liberté religieuse. La loi qu'il avait proposée, et que Madison avait soutenue avec un grand talent, fut promulguée le 16 décembre 1785. C'est une date que l'histoire devrait conserver avec plus de soin que celle de ces batailles, qui ne laissent après elles que le souvenir du droit violé et l'horreur du sang versé.

Cette loi, qui a passé dans les constitutions de la Virginie en

1830 et 1851, décidait que personne ne serait forcé de suivre ou de soutenir un culte quelconque, qu'aucun individu ne serait inquiété ni molesté dans sa personne ni dans ses biens à raison de sa croyance, et qu'enfin chacun serait libre de professer et de défendre par argument ses opinions religieuses, sans que ces opinions pussent en rien diminuer, agrandir ou affecter sa capacité civile. En apparence, rien de plus simple que cette loi; au fond, c'était la complète sécularisation de l'état et de la société.

La réforme de Jefferson ne concernait que la Virginie; mais bientôt l'Amérique tout entière eut à se prononcer sur ce grand principe. En 1787, quand on fit la constitution fédérale, on se demanda si les États-Unis auraient une église officielle. La réponse ne pouvait être douteuse. Les législateurs connaissaient l'histoire de l'ancien monde, leurs pères avaient été victimes de l'intolérance, et d'ailleurs pouvait-on établir un autre régime que la liberté dans une confédération composée des sectes les plus diverses? On décida donc par le premier amendement de la constitution que le congrès ne pourrait ni instituer une église d'état, ni interdire le libre exercice d'une religion; on avait déjà reconnu dans un article précédent que pour remplir un emploi public personne n'aurait besoin d'appartenir à un culte reconnu. Cette décision, qui limitait le droit du congrès, ne touchait que la confédération : on respectait le droit particulier de chacun des états; mais, quand la liberté religieuse était installée au centre, il était difficile qu'elle ne gagnât pas les extrémités. Ce ne fut pas cependant l'affaire d'un jour; il fallut cinquante ans pour achever cette évolution pacifique. C'est en 1834 seulement que le Massachusetts, rompant avec une politique de deux siècles, a mis l'entretien des églises à la charge des fidèles. Cet amendement au bill des droits a été voté directement par le peuple à la majorité de 32,000 voix contre 3,000, — et certes, s'il est un pays où la religion soit en honneur, c'est le Massachusetts.

Aujourd'hui le principe est universellement reconnu. Dans les trente-sept états et les territoires qui s'étendent de l'Atlantique au Pacifique, la liberté religieuse est entière, et, comme il n'y a point d'église officielle, les mots de dissidence et de tolérance n'ont plus de sens. Toutes les constitutions des états particuliers se ressemblent; il n'en est guère qui ne commencent par un hommage à Dieu, et qui ne déclarent, comme la constitution du Massachusetts, que « le culte public rendu à Dieu, l'enseignement de la piété, de la religion et de la morale, favorisent le bonheur et la prospérité d'un peuple et la sécurité d'un gouvernement républicain; » mais en général le législateur ajoute que « le devoir que nous avons à remplir envers notre créateur ne peut être réglé que par la raison et la conviction, et non par la force ou la violence. » Ainsi parle la con-

stitution de Virginie. Quant aux élémens qui composent la liberté religieuse, les voici nettement exprimés par la constitution du New-Jersey, de l'année 1844 :

« Personne ne pourra être dépouillé de l'inestimable privilége d'adorer le Dieu tout-puissant de la façon qui répond aux injonctions de sa propre conscience. Personne, sous aucun prétexte, ne sera forcé d'assister à un office religieux contraire à sa foi et à son jugement. Personne ne sera obligé de payer des dîmes, des taxes, ou autres redevances pour bâtir et réparer une église, ou pour entretenir un ministre d'une confession contraire à celle qu'il croit bonne ou dont il fait partie. Il n'y aura point d'église établie de préférence à une autre église. On n'exigera point de *test* pour être admis à remplir une fonction publique, et personne ne pourra être troublé dans la jouissance de ses droits civils à cause de ses principes religieux. »

En résumé, point de religion d'état; chacun adore Dieu à sa façon et subvient aux dépenses de l'église qu'il adopte. La liberté est entière; l'état ne se mêle des choses sacrées que pour garantir aux citoyens l'exercice paisible du culte qu'ils ont choisi.

Voyons maintenant quelle est la situation de l'état, quelle est celle des églises, et quels sont les rapports qui subsistent nécessairement entre l'église et l'état.

II.

Quand on dit qu'en Amérique l'église et l'état sont entièrement séparés, il ne manque pas de gens qui protestent contre une pareille monstruosité. Un état sans Dieu! des lois athées! c'est une abomination qui révolte les âmes pieuses de l'ancien monde. Au fond, tout ceci n'est qu'une querelle de mots. L'état (j'entends par là l'ensemble des pouvoirs publics qui gouvernent une société) n'est qu'une personne morale, ce n'est pas un individu : il n'a point d'âme à sauver; par conséquent il n'a pas et ne peut pas avoir de religion. Accuser l'état d'impiété et d'athéisme, c'est donc simplement lui reprocher de ne pas mettre les forces du gouvernement au service d'une ou de plusieurs églises; reste à prouver que cette incompétence de l'état soit nuisible à la religion. C'est ce qu'on néglige de faire; on aime mieux trouver des injures que des raisons. D'un autre côté, on dit qu'en séparant l'église de l'état on donne à l'église une influence excessive et que la puissance publique est désarmée. C'est une erreur; les Américains ne sont pas un peuple mystique, et en fait de gouvernement ils peuvent en remontrer aux Européens.

Aussitôt que des hommes sont réunis, fût-ce sur un vaisseau,

fût-ce dans une île déserte, il s'établit nécessairement des rapports entre eux; il y a par conséquent des droits et des devoirs, une morale et des lois, — à plus forte raison lorsque la société est composée de familles établies sur le sol d'une patrie commune. On ne peut pas faire que cette société n'ait certaines idées de droit et de justice; ces idées constituent une morale publique que chacun est tenu de respecter. Cette morale n'a pour objet que l'existence et le maintien de la société : elle ne touche que par un petit côté la conscience individuelle, elle est grossière et imparfaite; telle qu'elle est cependant, elle suffit pour donner à l'état le droit de se défendre contre les vices, les désordres, les crimes même, qu'on voudrait abriter sous le manteau de la religion. Aux États-Unis, pas plus qu'en Europe, on ne souffrirait qu'une veuve se brûlât sur le bûcher de son mari, ou qu'on égorgeât des enfans pour apaiser quelque nouveau Moloch. La liberté religieuse a pour limite les droits de la société.

Dans la Grande-Bretagne, les juges mettent un certain orgueil à dire que le christianisme fait partie de la *common law* ou coutume d'Angleterre; on ne va pas aussi loin en Amérique, on a même décidé juridiquement le contraire en validant le legs considérable que M. Girard avait laissé à la ville de Philadelphie pour établir un collége d'orphelins où l'on n'enseignerait que la pure morale, où on ne laisserait entrer aucun ministre d'aucune église. Il n'en est pas moins vrai que la société américaine est imprégnée de l'esprit chrétien, et que sa morale est celle de l'Évangile. Cela se voit notamment dans la législation du mariage.

Aux États-Unis, de même qu'en Europe, on ne connaît que la monogamie; on considère l'adultère et la bigamie comme des crimes. La séparation de l'église et de l'état n'a modifié ni la législation ni les idées. Ce n'est pas seulement au point de vue religieux que la monogamie est respectable, il y a là un intérêt social. La stabilité des familles et des propriétés, l'éducation des enfans, le progrès de la civilisation, sont incompatibles avec la polygamie. Nous le voyons clairement par l'exemple des Arabes. Aux États-Unis, on ne s'est donc fait aucun scrupule de repousser les mormons; on ne reconnaît pas davantage la secte du libre amour (*the free lovers*) qui considère le droit de changer à volonté comme une partie de la liberté personnelle. — Mais, diront les logiciens à outrance, ce n'est plus la liberté religieuse. Les musulmans et les juifs peuvent renoncer à la vie patriarcale, parce que leur salut n'y est pas engagé, les mormons au contraire font de la polygamie un acte essentiel de leur religion. — Non, sans doute, il n'y a point ici-bas de liberté absolue, indéfinie, à moins qu'on ne veuille décider que les caprices d'un

individu l'emportent sur les droits de tout un peuple. Qu'on remarque seulement qu'ici la société ne fait que se défendre, elle n'impose pas aux mormons une foi, un serment, des cérémonies, toutes violences que les empereurs romains faisaient souffrir aux premiers chrétiens, elle ne pousse pas de force les mormons dans une église ennemie, comme faisait Louis XIV avec les protestans, la société américaine se contente de maintenir son indépendance, elle combat pour son existence même. Libre à chaque secte de pousser aussi loin qu'elle voudra son rêve ou sa folie, mais à la condition de ne pas empiéter sur le droit d'autrui. L'état vient de Dieu tout autant que l'église, leur devoir est de se respecter mutuellement.

Comment organiser l'église de façon qu'elle ait une liberté complète, sans cependant échapper à la surveillance légitime de l'état? C'est le problème capital, les Américains l'ont heureusement résolu.

Aux États-Unis, les églises ont un double caractère. Il y a d'abord la *congrégation*, nommée aussi *paroisse* ou *société religieuse*, composée de toutes les personnes qui contribuent aux frais du culte; il y a ensuite l'*église* proprement dite (*church*), communauté plus étroite, composée des communians. L'état ne connaît que la congrégation, qu'il constitue en *corporation*, et dont il fait une personne civile; il ne connaît pas l'église, qui est chose purement spirituelle. Le pasteur est à la fois le ministre de la corporation, qui le charge de prêcher, baptiser, marier, enterrer, et le guide spirituel de son troupeau. Il est, suivant l'expression consacrée, *pastor of the church and minister of the people*.

C'est dans cette distinction, empruntée aux vieux usages coloniaux, que les Américains ont trouvé le moyen d'assurer l'indépendance des églises sans sacrifier la souveraineté de l'état. S'agit-il de nomination d'évêques ou de pasteurs, d'établissement de diocèses, de doctrine, de discipline, de schisme, d'hérésie, de juridiction ecclésiastique, même d'excommunication, ceci regarde l'église, l'état n'a point à s'en occuper; il n'a ni le *jus majestaticum circa sacra*, ni le droit de *placet*, ni l'appel comme d'abus, ni aucune de ces prérogatives indéfinissables qui durant tant de siècles ont mis aux prises l'église et les gouvernemens. La conscience n'est pas de son domaine, ce n'est pas à lui qu'il appartient de juger entre les fidèles et les pasteurs. En 1870, l'évêque d'Alton, dans l'état d'Illinois, interdit pour un an une paroisse du comté Saint-Clair, parce qu'au mépris du concile de Baltimore, et malgré la défense du curé, les fidèles avaient ouvert le dimanche un bazar et donné un concert afin d'en appliquer les bénéfices aux frais du culte. Toute une année sans pouvoir dire la messe, ni baptiser, ni marier, ni enterrer dans une commune, quel bruit n'eût-on pas fait en France! et combien

d'excellens catholiques n'eussent-ils pas invoqué l'appui du bras séculier! Aux États-Unis, personne n'a contesté le droit de l'évêque; il y avait là une question de discipline qui pouvait intéresser un certain nombre de catholiques, mais qui n'était en rien du ressort de l'autorité civile.

L'état ne connaît donc pas l'église. Pour lui, il n'existe que la congrégation, c'est-à-dire une corporation civile. C'est seulement quand il y a contestation sur la propriété ou les intérêts matériels de l'association que les tribunaux sont compétens. Il peut arriver quelquefois que l'affaire ait une apparence religieuse. Lorsque par exemple il y a division dans la corporation, et que des partis ennemis se disputent la propriété du temple, il faut nécessairement que les juges décident quelle est la véritable église; mais en ce cas le fonds du procès est civil : ce n'est pas une question de doctrine, c'est une question de droit qu'il faut apprécier. Il en serait de même, s'il y avait des difficultés entre les actionnaires d'un club ou d'un chemin de fer; il faudrait examiner les statuts pour décider quelle est la société légitime. Deux procès célèbres montreront comment les choses se passent aux États-Unis.

En 1820, la congrégation de Dedham, dans le Massachusetts, élut pour pasteur un ministre unitaire. Les deux tiers des fidèles composant l'église (*church*) repoussèrent comme un intrus le ministre qui venait attaquer la croyance de leurs pères en niant la divinité de Jésus-Christ. De là un procès entre l'église au sens étroit du mot et la corporation, procès qui se termina par la reconnaissance du pasteur nommé par la congrégation. La loi du Massachusetts, déclara-t-on, ne sait point ce que c'est que l'église; elle ne connaît que la corporation. Cette décision excita une grande émotion, et, à vrai dire, elle ne s'explique que par le caractère particulier de l'église congrégationaliste et par la prévalence de sentimens plus démocratiques que religieux. Il parut équitable de reconnaître le droit d'élire le ministre à tous ceux qui payaient les frais de son entretien.

L'autre exemple, plus récent, me paraît plus conforme aux principes et plus favorable à la liberté religieuse. En 1869, le docteur Édouard Cheney, recteur de l'église anglicane du Christ à Chicago, fut accusé devant une cour ecclésiastique comme s'étant permis de retrancher le mot *régénéré* dans la formule du baptême. A la suite de la condamnation, l'évêque Whitehouse interdit M. Cheney de ses fonctions et lui supprima son traitement. La congrégation décida qu'elle conserverait son recteur; M. Cheney cita l'évêque devant la cour supérieure de l'état d'Illinois pour y faire annuler une décision canonique qui, suivant lui, le blessait dans

ses droits de citoyen. Il gagna son procès; mais en appel devant la cour suprême de l'état le jugement fut cassé. Le tribunal déclara que, toutes les fois qu'une église particulière et son recteur sont sous la surveillance et le contrôle de supérieurs ecclésiastiques et qu'ils font partie d'une église générale ou *denomination* dont ils ont volontairement accepté le symbole et la discipline, on doit considérer les membres restés fidèles à leur communion comme formant l'église et ayant le droit d'en retenir les biens, alors même que ces fidèles seraient en minorité. Il ne peut pas être permis à la majorité de quitter la communion et de se soustraire à la juridiction disciplinaire en emportant avec elle les biens de l'église; ce serait un acte de mauvaise foi qu'aucune cour de justice ne peut tolérer. Quand il s'agit de discipline, c'est aux tribunaux ecclésiastiques qu'il appartient de prononcer; la justice civile n'a qu'un rôle, c'est au besoin de prêter main-forte à ces décisions et de les faire exécuter. Cet arrêt, qui a eu un grand retentissement, a été approuvé par l'opinion publique; on peut le considérer comme fixant la jurisprudence aux États-Unis.

La façon ordinaire de constituer une corporation, c'est de nommer un certain nombre d'administrateurs (*trustees*) qui la représentent; chaque communion a sa façon de choisir les *trustees*, et en général la loi exige que l'élément laïque y domine. Il en est autrement pour les catholiques. Les *trustees* de chaque paroisse sont l'évêque diocésain, le vicaire-général, le curé et deux laïques nommés par les trois membres ecclésiastiques; mais on exige de chaque paroisse que tous les trois ans, de même que les banques et les sociétés d'assurances, les *trustees* déposent au greffe du comté ou de la cour un état certifié des biens meubles et immeubles et des revenus de leur église. En cas de négligence pendant six ans, la corporation est déchue de ses droits. L'objet de ce dépôt est d'empêcher que chaque église ne dépasse le maximum de revenus ou de propriétés foncières fixé par les lois. Ce maximum, différent en chaque état, se tient en général dans les limites de 10,000 à 30,000 francs de revenu. Ce ne sont pas du reste des mesures particulières aux églises; la loi fixe d'ordinaire le chiffre des biens qu'une corporation peut posséder. C'est ainsi qu'au Massachusetts le chapitre 32 des statuts de 1860 décide que les associations religieuses, charitables ou s'occupant d'éducation, ne pourront posséder des biens meubles ou immeubles que jusqu'à concurrence de 100,000 dollars ou 500,000 francs. Il y a assez de marge pour qu'on n'ait pas à se plaindre de cette restriction.

Ces lois sont-elles toujours respectées? Il est permis d'en douter, en Amérique aussi bien qu'ailleurs. On prétend que l'archevêque

de New-York a entre les mains des biens considérables, provenant de la charité des fidèles; ces biens, qui ne sont qu'un dépôt sacré, il les transmet par cession en blanc au vicaire-général, de façon à les faire passer, en cas de mort, dans le trésor de son successeur. C'est une fraude faite à la loi, que les tribunaux condamneraient, si elle était prouvée. C'est ainsi qu'en 1862, un habitant de New-York ayant laissé par testament toute sa fortune à l'archevêque Hughes pour l'employer aux besoins de l'église catholique de New-York, le testament fut cassé. Aux yeux de la loi, il n'existe point d'église de New-York, il n'y a que des paroisses particulières.

On doit comprendre maintenant le jeu des institutions. Aux États-Unis comme en Europe, il y a de grandes communions qui embrassent tout le territoire. Les épiscopaux, les méthodistes, les presbytériens, les catholiques, sont des églises universelles, tandis que chez les baptistes et les congrégationalistes chaque paroisse est une communauté indépendante, unie de façon fédérative à ses sœurs par le lien d'une foi commune; mais toutes ces églises ou dénominations sont choses religieuses dont l'état n'a point à s'occuper. Il ne connaît que l'association civile, la corporation locale. C'est cette corporation qui possède les biens, qui prend des engagemens pour les frais du culte et le traitement des ministres; c'est elle seule par conséquent qui tombe sous le coup de la loi.

III.

La religion souffre-t-elle de cette organisation en partie double? Cette distinction de l'église (*church*) et de la corporation porte-t-elle atteinte à l'autorité ecclésiastique? On peut affirmer qu'en aucun pays la religion n'est aussi puissante qu'aux États-Unis. En effet, chez tous les peuples où l'église est unie à l'état, le gouvernement, qui salarie le culte, a par cela même une certaine police sur la croyance. Il faut nécessairement qu'il sache en quelles mains il verse le traitement qu'il accorde. Pour le catholicisme, cela peut avoir une grande importance, à en juger par ce qui se passe en Prusse. L'état peut décider, à tort ou à raison, que la promulgation d'un nouveau dogme, tel que celui de l'infaillibilité, change les rapports de l'église et du gouvernement, et qu'il ne reconnaît pour vrais catholiques que ceux qui n'ajoutent rien à l'ancienne foi. Pour les réformés, la question n'est pas moins grave. Avec ces perpétuelles variations, qui sont de l'essence du protestantisme, il arrive nécessairement que des courans divers s'établissent dans l'opinion. C'est ce qu'on voit en France; il y a un parti qui se dit orthodoxe, quoiqu'il soit fort loin de la confession de La Rochelle; il y a un parti

qui se dit libéral et qui va de l'unitarisme aux confins de la philosophie. Ce qui maintient sous un même nom, dans un même temple, ces chrétiens qui n'ont pas la même foi et qui ne peuvent s'entendre entre eux, c'est l'argent donné par l'état. Chacun de ces partis ennemis prétend avoir un droit égal à la possession du temple, au traitement des ministres. Au milieu de ces divisions, que peut faire le gouvernement? Imposer une confession de foi décrétée par la majorité d'un synode qui n'est peut-être pas la majorité de l'église, c'est agir à la façon des empereurs byzantins et se jeter dans des difficultés sans nombre. Un symbole est chose religieuse; l'état n'y peut toucher sans sortir de son rôle. Faut-il partager les paroisses et faire autant de chapelles qu'il y a de sectes diverses? Cela serait plus sage; mais cela ne rentre guère dans les attributions d'un gouvernement. L'état n'a qu'un moyen de contenter tout le monde et de donner à la religion une protection efficace, c'est de ne point s'aventurer sur un terrain glissant et de rendre à chaque fidèle sa liberté et son argent.

C'est ce qui a lieu aux États-Unis. Comme on n'a rien à attendre du gouvernement, et que chaque chrétien choisit et paie l'église qui représente ses convictions, il n'y a aucune difficulté avec l'état, et quant aux querelles intérieures, elles se terminent par la retraite de la minorité, qui fonde une église nouvelle. De là ce résultat, qui ne peut paraître étrange qu'à ceux qui ne réfléchissent point : ces églises, indépendantes de l'état, maîtresses absolues de leur discipline, veillent avec un soin jaloux sur la pureté de leur doctrine. Chacune d'elles a sa confession de foi et n'admet dans son sein que ceux qui acceptent le contrat ou *covenant* religieux, en d'autres termes, qui se soumettent volontairement aux lois de la congrégation et qui en adoptent le symbole. Dans plusieurs de ces églises, le scrupule est poussé si loin qu'encore bien qu'on y baptise les enfans et qu'on leur donne la confirmation et la communion, néanmoins on ne les considère comme membres de l'église (*church*), comme de vrais fidèles, qu'autant que, parvenus à l'âge d'homme, ils ont fait une confession de foi personnelle et prouvé par leur attitude et leur conduite que leur cœur est vraiment régénéré en Jésus-Christ.

Cette sévérité explique comment un grand nombre de chrétiens réformés sont membres de la congrégation et assistent aux offices sans cependant faire partie de l'église, au sens étroit du mot. En même temps, cela nous éclaire sur un point de statistique intéressant et peu connu. Aux États-Unis, comme dans le reste du monde, l'église catholique compte parmi les siens ceux qu'elle a baptisés. Au contraire les dénominations protestantes ne comptent que les mem-

bres de la *church*, c'est-à-dire les communians habituels. Il s'en faut donc de beaucoup que ce chiffre donne le nombre des membres de la congrégation, puisqu'il ne comprend ni les enfans, ni ceux qui n'ont pas fait profession de foi. Lors donc qu'on oppose les 5 millions de catholiques aux 6 millions de communians des églises protestantes, il ne faut pas oublier que ces chiffres n'ont pas la même valeur, et que les 6 millions de communians représentent environ 15 millions de fidèles, membres actifs de la congrégation, et quinze autres millions de protestans qui, à la façon d'un trop grand nombre de catholiques, assistent plus ou moins exactement au service divin et qui n'en supportent pas les frais. Ceci soit dit par respect pour la vérité; il n'en est pas moins certain que l'église catholique, qui se recrute parmi l'émigration irlandaise et allemande, a pris une grande place dans un pays d'où elle a été longtemps bannie, et qu'en certaines villes, comme à New-York, elle exerce une influence considérable.

Si la séparation n'a fait aucun tort à la religion, n'a-t-elle pas au moins diminué les ressources du culte? Que les faits se chargent de répondre. Pour ne parler que des catholiques, le nombre de leurs églises a triplé depuis vingt ans, et le patrimoine ecclésiastique a sextuplé. Il est vrai que pour ce dernier chiffre il faut tenir compte de l'énorme augmentation qui a eu lieu dans la valeur des propriétés depuis la guerre. En 1850, on comptait aux États-Unis 1,222 églises catholiques avec un patrimoine de 10 millions de dollars ou de 50 millions de francs; en 1870, il y avait 3,806 églises, et un patrimoine de 60 millions de dollars ou 300 millions de francs. On calcule que les biens de l'église catholique représentent à peu près le sixième du patrimoine de toutes les églises, et que les édifices consacrés au culte romain font le seizième du nombre total des temples. En d'autres termes, il y aurait aux États-Unis quelque chose comme 60,000 églises avec un patrimoine de 1,800 millions. Il est difficile de croire qu'un gouvernement eût été aussi généreux; il n'y a que la foi pour faire de pareils miracles.

En outre de ces propriétés, chaque paroisse fournit à ses dépenses par les contributions des fidèles. Chez les méthodistes, c'est une souscription, hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle, qui défraie le culte. Je crois qu'il en est de même chez les catholiques. Chez les protestans, la façon la plus générale de se procurer des ressources, c'est la location des bancs (*pews*). Chaque banc contient de quatre à six places, de quoi contenir une famille. Souvent, pour subvenir aux frais de construction d'un temple, on adjuge ces bancs en vente publique, et on les charge en outre d'une redevance annuelle. A New-York, où tout est fort cher, il n'est pas rare de payer de 5,000

à 15,000 francs l'achat d'un banc, plus une rente annuelle qui peut aller de 500 à 2,000 francs. En Europe, on ne se doute guère des sacrifices que les fidèles font avec joie pour cette église qui leur appartient, qui est leur chose. M. Thompson, longtemps pasteur du *Broadway Tabernacle church* à New-York, nous dit qu'en vingt-cinq ans ce temple a reçu en souscriptions et locations 400,000 dollars ou 2 millions de francs pour frais de construction et d'entretien, sans compter une somme à peu près égale pour fournir aux dépenses du séminaire théologique et des missions intérieures et extérieures. Cependant la congrégation ne compte pas plus d'un millier de fidèles, parmi lesquels il y en a de peu aisés. Le traitement du pasteur a monté de 10,000 à 45,000 francs. A Brooklyn, en face de New-York, le pasteur de l'église de Plymouth, M. Beecher, frère de la célèbre miss Beecher-Stowe, a une telle popularité, un si grand renom d'éloquence, qu'on y adjuge les bancs chaque année à un prix fabuleux; en 1872, cette location a rapporté près de 300,000 francs. L'église, qui compte 3,300 fidèles, donne à son pasteur un traitement de 100,000 francs. C'est là sans doute une exception; je cite cet exemple plutôt à titre de curiosité que d'édification; mais il montre jusqu'où peut aller le zèle ou la passion des fidèles. A New-York, les bancs sont loués annuellement de 250 francs à 2,000 francs, et le revenu total monte pour chaque temple de 50,000 à 150,000 francs. Dans les villages, on suit la même coutume; presque partout la location des bancs est le principal revenu des églises.

L'inconvénient de ce système, et il est grand, c'est que les pauvres n'ont point de place au temple, à moins qu'on ne les relègue dans les bas côtés, ou qu'on ne fasse pour eux un service particulier, à d'autres heures. Cela ne s'accorde guère avec l'esprit d'égalité, qui est l'esprit même du christianisme, et on comprend aisément que les catholiques, fidèles aux traditions de leur église, et les méthodistes, chrétiens pieux par excellence, aient rejeté un usage aristocratique emprunté de la vieille Angleterre. Je n'ai voulu montrer qu'une seule chose, c'est qu'il n'est pas besoin de l'intervention coûteuse de l'état et de son maigre salaire pour assurer l'existence de l'église. En Amérique, les fidèles de toute communion bâtissent des temples luxueux, fondent des écoles, des colléges, des séminaires, des hospices, des cimetières, établissent des imprimeries et des bibliothèques, instituent des missions pour porter au loin l'Évangile ou pour éclairer et consoler les pauvres et les abandonnés, sans que la charité s'épuise à entretenir ces créations incessantes. La liberté suffit à tout.

Cette ardeur chrétienne est-elle particulière à la race anglo-saxonne? Non, il en est de même chez les Celtes d'Irlande et chez

les populations françaises du Bas-Canada. Si quelque chose est contre nature, c'est qu'un chrétien ne s'intéresse pas à son église, c'est qu'il y soit comme un étranger. Laissez-lui le droit d'agir, et vous verrez en tous pays ce qui se passe en Amérique. Partout où s'établit le pionnier américain, il apporte avec lui l'église, l'école, le journal et la banque: ce sont les quatre élémens de toute société chrétienne qui vit de son travail; ils sortent de terre, pourvu qu'on ne les écrase pas. Que peut faire l'état, avec sa lourde main, sinon gêner ou étouffer une floraison naturelle qui ne demande que le soleil de la liberté? Quand donc comprendrons-nous que l'état ne peut ni prier, ni aimer, ni agir pour nous, et que le seul rôle qui lui appartienne, c'est de garantir par de justes lois l'indépendance du fidèle et du citoyen?

IV.

Le grand mérite du régime américain, mérite qui frappera surtout les politiques qui ont étudié l'histoire, c'est qu'aux États-Unis on ne connaît point ces questions mixtes qui, depuis tant de siècles, font le désespoir des jurisconsultes et des canonistes. En théorie, rien de plus raisonnable que de régler en commun les questions qui intéressent à la fois l'église et l'état : établissement de nouveaux diocèses, nomination des évêques, traitement du clergé, mariages, écoles, hospices, cimetières, processions, etc. En fait, on n'a jamais pu s'entendre, l'église et l'état tirant chacun de son côté, et le plus fort opprimant le plus faible, sans que jamais on ait pu arriver à un accord durable. Les pragmatiques sanctions, les concordats, les traités n'ont satisfait personne. Plus hardis et plus sages, les Américains ont tranché dans le vif : ils ont fait largement la part de l'église; mais du même coup ils ont sécularisé l'état, de façon à n'y plus revenir. C'est sur l'indépendance mutuelle des deux puissances qu'ils ont établi cette paix définitive que l'ancien monde a vainement poursuivie depuis Constantin, et qui aujourd'hui semble plus éloignée que jamais.

Toutefois il faut se garder de prêter aux Américains des sentimens qu'ils n'ont point. On parle beaucoup des écoles communales, qui sont la force et la gloire du peuple des États-Unis; on dit que ces écoles sont laïques, on a raison de le dire, seulement il faut s'entendre sur le sens de ce mot. En France, il existe un parti qui voudrait bannir de l'école l'idée et le nom même de Dieu; cette exclusion constituerait l'enseignement laïque. Jamais pareille pensée n'est entrée dans le cœur d'un Américain. Là-bas il n'est pas un homme politique qui ne déclare hautement que le christianisme est

le plus solide fondement de la liberté. On ne croit pas que la république puisse se fonder chez un peuple sans religion. Qu'est-ce donc que l'école américaine? C'est un établissement séculier qui ne relève d'aucune église, qui est *unsectarian*, suivant l'expression anglaise. On n'y professe aucun dogme, et on n'y enseigne pas le catéchisme, ce qui d'ailleurs serait assez difficile chez un peuple partagé entre tant de communions diverses. Mais le fonds de l'éducation, c'est la morale de l'Évangile; je dirais même que c'est la Bible, si en quelques états on n'en avait supprimé la lecture pour donner satisfaction aux évêques catholiques qui se plaignaient qu'on élevât les enfans dans des habitudes protestantes. Les Américains ne sont rien moins que des libres penseurs, et il n'y a pas trois ans que la cour suprême de Pensylvanie a cassé le testament d'un homme qui léguait sa fortune à une réunion d'athées pour faire construire une salle où l'on enseignerait publiquement l'incrédulité. « La loi de Pensylvanie, dit l'arrêt de la cour, ne reconnaît pas une société d'athées, elle ne permet que des associations littéraires, bienfaisantes, religieuses... Il ne peut pas être permis de ridiculiser publiquement, d'insulter, d'avilir la religion révélée dans la Bible... C'est à quoi servirait une salle consacrée à l'athéisme. Ce serait une école où l'on élèverait les jeunes gens pour les galères et les jeunes filles pour la prostitution. » Ces considérans nous donnent le ton de l'opinion aux États-Unis.

Si les écoles communales ne donnent pas un enseignement confessionnel, il ne faut pas croire que les enfans soient élevés dans l'ignorance de la religion. En fait d'éducation chrétienne, il n'est aucun pays qu'on puisse comparer à l'Amérique. Ce sont les écoles du dimanche qui sont chargées de cette instruction, et chaque église a ses écoles, qu'elle entoure de soins particuliers. Plus de 5 millions d'enfans y reçoivent l'enseignement religieux sous les yeux de leurs familles, et y puisent ces sentimens de piété et de moralité qui sont plus nécessaires encore dans une république que dans une monarchie. Quant aux colléges et aux universités, l'état ne s'en occupe en aucune facon; ce sont des fondations particulières, qui pour la plus grande partie sont entre les mains des églises. On peut donc assurer sans témérité que l'éducation est profondément chrétienne aux États-Unis.

Le caractère religieux du peuple américain n'est pas moins visible dans certains rapports extérieurs de l'église et de l'état. Dans une société chrétienne, il est naturel de respecter les usages chrétiens. C'est ainsi que les lois des états et la constitution fédérale considèrent le dimanche comme un jour férié, et lorsque le nouvel an, l'anniversaire de la naissance de Washington ou de la déclaration d'indépendance tombe un dimanche, la fête est remise au lundi.

En quelques états, il y a des lois sévères qui défendent tout plaisir public et toute affaire le dimanche : c'est un reste du vieux sabbat puritain. En d'autres provinces, cette observance judaïque s'affaiblit; néanmoins presque partout on ferme les ateliers et les cabarets, et on ne permet que les œuvres de nécessité ou de charité. L'opinion, les habitudes anciennes, soutiennent en ce point le législateur. D'une part on veut respecter le droit qu'ont les citoyens d'adorer Dieu en paix, d'autre part on considère qu'un jour de repos est nécessaire à ceux qui travaillent, mais qu'il ne faut pas leur permettre de faire de ce loisir une occasion de vice et de débauche. Par le même motif, on ferme les cabarets les jours de fête et d'élections. Les sessions du congrès fédéral et des législatures particulières s'ouvrent par des prières faites à tour de rôle par des pasteurs de communions différentes; il y a des aumôniers dans l'armée et dans la flotte, il y en a pour les prisons. On sait aussi que, dans les circonstances solennelles, le congrès, le président, les gouverneurs d'état, fixent des jours de jeûne ou d'actions de grâces. Jefferson, durant sa présidence, mit en doute ce droit de demander des prières pour l'Union ; mais le sentiment public a tranché la question contre lui. On n'a pas oublié les touchantes proclamations de Lincoln implorant l'aide de Dieu pour protéger le peuple américain au milieu des cruelles épreuves de la guerre civile.

Dans la plupart des états, les églises sont exemptes d'impôts, la religion étant considérée comme la protectrice de la morale publique et comme la plus sûre garantie de l'ordre social. Les pasteurs sont dispensés de la milice et du jury : l'opinion les traite avec un grand respect; cependant il y a un désir général de les renfermer dans leur ministère. Plusieurs constitutions leur refusent le droit de remplir un emploi public. Sur le fond des choses, tout le monde est d'accord; une exclusion légale est repoussée par les meilleurs esprits, parce que cette exclusion a le défaut de faire des pasteurs une classe à part et de créer en quelque sorte une aristocratie. Dans la dernière révision de la constitution de New-York, on a levé cette interdiction, mais en général les mœurs la maintiennent, et presque partout les ministres se font un honneur de se tenir à l'écart de la vie publique. Du reste ils ont un rang considérable dans la société; il n'y a pas d'œuvre importante où ne figure quelque pasteur. La commission de secours aux blessés, qui a joué un si grand rôle dans la guerre de sécession, avait pour fondateur et pour président un ministre unitaire, le docteur Bellows.

On comprend maintenant comment la séparation de l'église et de l'état, loin d'être un acte d'hostilité pour la religion, a été pour elle un bienfait. Ce sont des catholiques qui disaient à M. Duvergier de

Hauranne, dans son voyage en Amérique, qu'aux États-Unis seulement ils avaient pu fonder ces associations puissantes et exercer ces influences qui ailleurs seraient regardées comme un danger public. C'est un archevêque catholique, le chef du diocèse de Cincinnati, qui disait publiquement il y a deux ou trois ans : « Je ne demande pas l'union de l'église et de l'état; je repousse une pareille union. Je préfère la condition de l'église aux États-Unis à sa situation en Italie, en France, en Espagne, en Autriche, en Bavière. » Ce sentiment de l'archevêque Purcell a été plus d'une fois exprimé avec non moins de vivacité par les évêques du Canada : ils ont repoussé la protection et le salaire de l'état en disant que cette alliance leur ferait perdre toute autorité sur leur troupeau. On trouverait de pareilles déclarations en Irlande. Les catholiques ont en général peu de goût pour la liberté religieuse; mais, quand ils en ont essayé, ils n'y tiennent pas moins que les protestans. Ils s'aperçoivent bientôt que cette indépendance, qui a fait l'honneur et la puissance de l'église durant son âge héroïque, vaut mieux que cette alliance précaire qui asservit les fidèles et amoindrit la religion. Ce n'est point par la force que l'église a conquis le monde païen; si elle veut reconquérir le monde moderne, qu'elle reprenne ses anciennes armes, qu'elle recoure encore une fois à la liberté.

L'exemple des États-Unis gêne une certaine école qui, en plein XIXe siècle, n'a d'autre rêve que de restaurer le passé. L'Amérique est, pour ces profonds politiques, un embryon de société, un peuple à peine éclos : il faut attendre les résultats d'une expérience qui n'est pas achevée; la civilisation ramènera tôt ou tard les Américains aux splendeurs du régime européen. Je n'espère pas convaincre des gens qui lisent l'histoire à l'envers; mais je m'adresse à ceux qui cherchent sincèrement la vérité, et je leur dis : Voilà un peuple sorti d'Angleterre qui, sur un nouveau continent, a gardé la religion, la langue, les lois, les mœurs, les idées de son ancienne patrie. Placés dans des conditions nouvelles, n'ayant à porter ni le fardeau d'une noblesse, ni les priviléges d'une église établie, les Américains ont tiré des libertés anglaises la plus grande et la plus florissante démocratie que le monde ait jamais vue. Dans trois ans, ils vont célébrer le centenaire de la déclaration d'indépendance. Il n'y avait pas 3 millions de colons au 4 juillet 1776; il y aura 40 millions de citoyens au 4 juillet 1876. Une nation qui s'est ainsi développée, un pays qui, avec une énergie sans égale, a pris l'esclavage corps à corps et l'a étouffé au prix de sacrifices inouis, a rempli de sa grandeur un espace de temps assez vaste pour que l'épreuve de ses institutions ne soit plus à faire. Quand donc avons-nous eu dans notre histoire un siècle de bonheur et de liberté?

Parmi toutes les réformes qu'ont tentées les Anglais d'Amérique, il n'en est point qui ait mieux réussi que la séparation de l'église et de l'état. La mesure a satisfait les deux parties, elle a fait disparaître entièrement ces querelles religieuses qui sont la lèpre de la civilisation. Est-ce là un exemple qui doit être perdu pour nous? Regardons ce qui se passe : quel spectacle offre la vieille Europe? Partout sortent de terre ces haines de religion que nos pères se glorifiaient d'avoir à tout jamais ensevelies dans le passé. Parlerai-je de la Prusse et de ses persécutions contre les catholiques? Est-il un abus de la force plus criant que celui dont l'Europe est témoin? A-t-on jamais vu plus clairement ce qu'il y a au fond du libéralisme de Berlin? Les victoires de 1870 tourneront contre la liberté allemande comme l'ont fait les victoires de 1815. A ne consulter que l'intérêt de la France, il est à désirer que M. le prince de Bismarck s'engage de plus en plus dans cette voie, où il se perdra comme tous ceux que la fortune aveugle, et qui ne comptent pas avec la conscience humaine.

Di meliora piis, erroremque hostibus illum!

Et la Suisse? Quel chagrin pour les amis de cette brave république, quand ils voient Genève et Berne descendre à des persécutions misérables et oublier que ce qui fait la grandeur de l'Helvétie, ce n'est ni son territoire, ni sa puissance militaire, c'est une seule chose, son amour et son intelligence de la liberté! Il y a eu, dit-on, des lois violées ou éludées par un évêque; soit, est-ce une raison pour destituer de pauvres curés restés fidèles à leur chef, et pour les faire mourir de faim? A quoi donc sert l'histoire, si elle n'enseigne pas à chaque page que toute persécution, quelle qu'elle soit, féroce ou mesquine, n'a jamais grandi que les victimes? Avec la liberté, on émousse des prétentions plus ou moins vaines; avec la force, on en arrive à ranger l'opinion du côté de ses adversaires, même quand ils ont tort. Si jamais il y a eu pour Genève une occasion de séparer l'église et l'état, et d'en finir avec les luttes confessionnelles, c'est aujourd'hui qu'elle se présente. Pourquoi n'en pas profiter?

Que dire de la France? Laissons sa vieille histoire, tout assombrie par les guerres religieuses du XVIe siècle, les disputes avec Rome, et les persécutions royales de Louis XIV, les querelles théologiques du règne de Louis XV : combien de fois depuis quatre-vingts ans n'avons-nous pas eu à regretter l'intervention de l'état dans les choses spirituelles, l'influence religieuse dans les affaires politiques? La constitution civile du clergé a été une des grandes fautes de la

constituante, la persécution des prêtres inassermentés a été un des crimes de la convention. Le concordat de 1802 n'a satisfait ni le pape ni l'empereur; les articles organiques ont toujours été repoussés par la cour de Rome comme une fraude impériale et une hérésie gallicane. N'est-ce pas un parti religieux qui a perdu la monarchie légitime en poussant Charles X à déchirer la charte? N'est-ce pas ce même parti qui, après avoir fait au gouvernement du roi Louis-Philippe une opposition d'un libéralisme intraitable, a accepté sans hésitation le coup d'état de 1851 en demandant une part d'influence et de pouvoir? Aujourd'hui qui donc repousse comme un régime odieux la république, dont l'église n'a certainement pas à se plaindre; qui donc appelle de tous ses vœux un roi catholique et une politique catholique? On répète que *la France est le soldat de Dieu*, on rappelle les *Gesta Dei per Francos*, on annonce une dernière croisade qui rétablira l'ordre moral en Europe; en d'autres termes, on ne recule pas devant l'effroyable perspective d'une guerre de religion. Pour en arriver là, on effacera quatre-vingts ans de notre histoire, on arrachera à la France ses souvenirs, ses droits, sa souveraineté, son drapeau. Exposer l'église à toutes les haines, la patrie à tous les dangers, risquer l'existence même de la France épuisée, qu'est-ce que cela pour des hommes qui se croient religieux et qui se disent conservateurs?

Et maintenant, s'il est permis de juger l'arbre par ses fruits, que l'on compare cette Europe si fière de sa vieille civilisation avec la jeune Amérique. Là-bas, des églises prospères et que personne ne jalouse, une liberté universelle, la paix dans toutes les consciences; ici, en Allemagne, en Suisse, en France, les âmes troublées, une inquiétude générale, une agitation de mauvais augure. Aux États-Unis, le christianisme dans toute sa splendeur, régnant par la seule autorité de la parole divine; en Allemagne et en Suisse, le catholicisme menacé, les pouvoirs civils se déshonorant par des violences indignes; en France, la religion mêlée à la politique, les fils des croisés rangés en bataille contre les fils de Voltaire, toutes les passions, toutes les haines soulevées, partout la confusion et la fièvre, signes avant-coureurs de la guerre et des révolutions. De deux systèmes qui enfantent des effets aussi contraires, quel est donc celui qui peut en appeler à l'Évangile? quel est donc celui qui se fonde sur la justice et la vérité? Demandons-nous enfin quelle est de ces deux politiques celle qui convient le mieux à un pays libre, et si nous avons quelque souci de la France, de sa grandeur, de son repos, choisissons.

ED. LABOULAYE.

LE

PROGRÈS SOCIAL

I.

LES MÉTAMORPHOSES DE L'IDÉE DU PROGRÈS DANS LA SCIENCE CONTEMPORAINE.

I. *Les Premiers principes*, et spécialement *la Théorie de l'évolution*, par Herbert Spencer, traduit de l'anglais par M. Cazelles, 1871. — II. *Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité*, par W. Bagehot, 1873. — III. *Buckle's History of civilization in England*, chapters I-VI, new edition, 1871.

Le progrès est un de ces mots vagues qui disent tout et ne disent rien : ce qui ne signifie pas que ce soient des mots innocens; ils peuvent faire beaucoup de bien ou de mal dans le monde, selon l'interprétation qu'on leur donne. Nom sublime et profané, redoutable et fascinateur, doué d'un singulier prestige et d'une force d'entraînement presque irrésistible, le progrès est l'invocation suprême des sectes et des partis, le mot d'ordre de toutes les batailles d'idée ou de rue. Il a été le ferment des plus nobles passions, il est la parure et l'excuse des plus mauvaises. On le voit également proclamé par les héros ou les martyrs et par des charlatans sinistres dont la carrière est d'exploiter la sottise humaine.

Mais d'abord, avant de se battre pour un mot, il est bon que l'on sache si ce mot répond à une idée réelle. Le progrès existe-t-il? Et s'il existe, qu'est-il? Est-ce cette force occulte, cette force des choses que l'on imagine souvent, qui grandit les individus et les nations avec leur concours, s'ils s'y prêtent, malgré eux et sans eux, s'ils refusent d'y concourir? Est-ce une sorte de fatalisme du bien qui en-

traîne l'humanité irresponsable dans des voies préparées d'avance par un indulgent destin vers un avenir de félicité indéfinie? N'est-ce au contraire que l'expression et le résultat des forces libres qui composent le monde moral, l'œuvre méritoire de l'activité appliquée au bien? La véritable, la seule ouvrière du progrès, ne serait-ce pas la liberté? Enfin, que dirait-on s'il était démontré que ce progrès lui-même, dont on parle tant et à tout propos, n'est qu'un ordre de choses chimérique, sans aucun rapport avec la réalité? Qui a raison de Condorcet et de son enthousiasme ou de Schopenhauer et de son implacable amertume? Parfois, quand on est fatigué des déclamations dont le progrès a été le prétexte depuis quatre-vingts ans, et dont il pourrait bien devenir la victime, on est tenté de se rallier à la fameuse boutade de Hartmann. Selon lui, l'humanité aurait déjà parcouru « deux stades d'illusion; » elle est en train d'achever le troisième. Au premier stade, qui correspond aux temps anciens, elle rêvait le bonheur pour l'individu, elle le poursuivait pour chaque homme sur cette terre et dans la vie actuelle. Au second stade, le moyen âge transféra dans un ciel imaginaire les promesses trompées de la terre; il rêva la félicité infinie, éternelle, dans une autre vie. L'homme moderne est parvenu au troisième stade de la même illusion : il rêve encore le bonheur ici-bas, mais pour l'espèce et dans un avenir indéterminé. Trois formes de l'éternelle chimère que l'humanité poursuit obstinément pour se consoler de la réalité qui l'accable!

Eh bien, non! N'en croyons pas ce désolant système. Malgré l'insupportable abus que l'on a fait de ce mot *progrès*, malgré les patronages odieux ou grotesques que cette idée a subis, ne la laissons ni périr dans l'âme humaine, ni tomber dans d'indignes mains. Il importe de préserver l'esprit public contre deux tentations également funestes : l'illusion, suivie de revendications terribles et de furieuses vengeances, et le découragement, qui produit l'égoïsme, quand il ne sert pas à l'excuser.

L'occasion nous est donnée de remettre à l'étude cette grande question : elle est à l'ordre du jour dans les publications les plus sérieuses de la philosophie anglaise contemporaine. Plusieurs théories du plus haut intérêt se sont produites dans ces derniers temps. Ceux qui les ont émises sont des écrivains considérables, habitués à se faire écouter d'un public d'élite en France, en Allemagne, en Amérique; ce sont des hommes tels que M. Herbert Spencer, M. W. Bagehot, M. Buckle. Peut-être le moment est-il venu de faire passer cette question de la sphère du lieu-commun et de la polémique oratoire dans la sphère de la science, où tout se calme et se purifie. C'est aussi le moyen de renouveler le problème. On a tant déclamé sur ce sujet que le mot lui-même est devenu quelque chose comme une de ces monnaies jetées dans la circulation la plus vulgaire et dont l'effi-

gie a fini par disparaître. Pourquoi n'essaierait-on pas de faire reluire de nouveau sur le métal avili l'effigie disparue, l'empreinte effacée de la vérité dont un jour il a porté l'image? Tâchons de lui rendre sa vraie valeur et son relief. La science est capable de ces miracles; soyons-lui fidèles, et le miracle s'accomplira. Nous aurons restitué ainsi à l'âme humaine une de ses plus nobles et de ses plus utiles croyances en l'affranchissant de l'idolâtrie qui la déshonore, en ne laissant subsister d'elle que la part de vérité et de vertu morale qu'elle contient. C'est l'œuvre de la philosophie de recueillir avec un soin pieux, dans l'histoire des idées, tout ce qui peut être une lumière ou une force pour l'homme; mais c'est aussi son devoir de soumettre chacune de ces idées à un examen rigoureux qui sépare l'essence pure de tout alliage. Comment est née cette notion du progrès? Quels sont les élémens vérifiables, en dehors de toute chimère et de tout esprit de parti, qui composent le progrès réalisable ou déjà réalisé? Quelles sont les conditions et les lois auxquelles il obéit, quelles sont enfin les limites de son développement probable dans la nature humaine ou dans la durée? Ce sont là autant de questions entre lesquelles se partage le problème et qui déterminent tout naturellement, avec les principaux points de cette étude, l'ordre dans lequel ils viendront d'eux-mêmes se disposer sous notre plume. Le sujet d'ailleurs est tellement vaste que notre souci devra être de le restreindre aux élémens du problème plus spécialement mis en lumière par les théories récentes. Il devra nous suffire aujourd'hui d'exposer l'histoire de l'idée du progrès en insistant tout particulièrement sur les transformations qu'elle a subies dans la science contemporaine.

I.

L'idée du progrès a en effet son histoire, et une histoire toute récente. Elle est née tard dans le monde. Ce n'est guère que vers la fin du XVIIIe siècle qu'elle s'est acclimatée parmi nous d'une manière définitive, et que la race des hommes a pris une conscience nette de cette action continue des générations dont chacune a son œuvre à faire et sa tâche à remplir, sous peine de manquer au devoir humain, imposé à chacune d'elles aussi bien qu'aux individus qui la composent. On s'est demandé pourquoi la croyance au progrès, qui nous paraît aujourd'hui si naturelle, s'est produite si tardivement dans l'humanité. Ce n'est pas répondre que de dire que cette croyance ne pouvait naître tant que régnait l'idée antagoniste qui domina toute l'antiquité et le moyen âge, l'idée de cet âge d'or que l'imagination des hommes a si longtemps placé derrière eux comme une sorte d'idéal rétrospectif dont chaque jour les éloigne. Sous quelque forme que l'humanité ait conçu cet âge d'or, mythe ou sym-

bole, que ce soit la fiction d'une Atlantide ou le mystère du paradis terrestre, une pareille conception ne pouvait nuire en rien à celle du progrès, qui se serait présentée tout naturellement à l'imagination des peuples comme une revendication des trésors perdus, comme une compensation à conquérir dans l'avenir pour les générations déshéritées. L'idéal du progrès aurait pu naître de la nostalgie des paradis perdus, et l'on a même peine à comprendre qu'il n'en ait pas été ainsi.

Dira-t-on, avec les positivistes, que l'idée du progrès est le résultat de l'étude scientifique de l'histoire, et qu'elle dut nécessairement se produire très tard dans le monde, l'histoire ne s'étant constituée qu'après toutes les autres sciences? Cette théorie est en conformité parfaite avec la doctrine positiviste et n'en est qu'une conséquence. Tant que l'on se borna, nous dit-on, à l'étude de l'état statique des sociétés, c'est-à-dire au point de vue d'Aristote dans la *Politique*, ou même à celui de Montesquieu dans *l'Esprit des lois*, la science de l'histoire n'exista pas, puisqu'elle consiste essentiellement dans la connaissance de la loi de développement, dans la recherche et l'établissement des conditions qui font que les états sociaux succèdent les uns aux autres, selon un ordre déterminé. Si l'on s'étonne que cette loi de développement ait été si tardivement découverte, cela tient à la subordination où est la science de l'histoire par rapport aux autres sciences. Comme elle est la plus compliquée de toutes, elle a dû se constituer la dernière. Le rigoureux enchaînement des sciences, qui s'élèvent graduellement des plus simples aux plus complexes, montre comment la découverte de la science de l'histoire et par suite de la loi du progrès, qui en est la plus haute formule, a dû être ajournée à une date si récente et si voisine de nous (1). Une pareille raison est loin de nous satisfaire. C'est une explication d'école, le produit d'une doctrine qui soumet la naissance de toutes les idées à une sorte de *processus* logique, inflexible, ordonné par la loi de la série qui va du simple au composé, marquant la date nécessaire de leur avénement, niant d'une manière absolue la spontanéité de l'esprit humain, les énergies intuitives et les anticipations du génie même. On trouvera toujours après coup des motifs ingénieux et même profonds pour expliquer l'ordre logique et la génération successive des idées dans le cerveau de l'humanité. Aucun de ces motifs ne nous semblerait suffisant à expliquer pourquoi Sénèque dans l'antiquité, ou Roger Bacon au moyen âge, longtemps avant l'ère de la science positive, n'auraient pu pousser plus loin qu'ils ne l'ont fait, par un effort plus pénétrant et plus continu,

(1) M. Littré, *la Science au point de vue philosophique*, leçon à l'École polytechnique de Bordeaux.

cette conception du progrès dont ils ont eu un instant l'un et l'autre la rapide intuition, comme par une échappée de lumière et par un coin d'horizon ouvert sur l'avenir.

Nous ne voyons qu'une raison toute simple, expérimentale, en dehors de tout esprit de système, qui rende compte d'une manière plausible de la tardive naissance de l'idée du progrès et de sa nouveauté relative dans l'histoire. C'est que cette idée est d'une nature rationnelle et abstraite, en contradiction apparente avec le spectacle habituel qui frappe notre imagination et nos sens. Ce spectacle est celui du déclin rapide et inévitable de toutes choses; ce qui s'impose à nous tout d'abord avec une force irrésistible, c'est l'idée de la mort universelle. La mort nous paraît être la loi de tout ce qui vit, le déclin la loi de tout ce qui grandit; au terme de tous les changemens, il semble que le changement suprême auquel nul être n'échappe, c'est de ne plus être. Telle est la première leçon que nous donne en caractères saisissans l'expérience de la mobile et vivante réalité, que cette réalité soit un individu, une famille, une nation. Par une induction naturelle, nos ancêtres étendaient à chaque phase de l'humanité et à l'humanité elle-même tout entière la même loi, la même nécessité de naître, de croître pour mourir, de s'élever pour tomber. Cette impression, formée par le spectacle de la vie de chaque jour, se fortifiait dans leur imagination par les exemples que leur donnait périodiquement l'histoire de la grandeur d'une civilisation suivie infailliblement d'une irréparable décadence. C'était Athènes et son génie qui succombaient sous la main de fer de Sparte; c'était la Grèce et toutes ses splendeurs qui, à un jour donné, subissaient l'éclipse fatale : l'heure arrivait où Rome faisait l'ombre sur tant de clartés; c'était Rome elle-même, la victorieuse, Rome, la maîtresse des nations, qui tombait sous le glaive des barbares, et une nuit farouche descendait sur le monde. De ces ténèbres émergeait une faible lueur qui, grandissante, annonçait l'aurore d'un jour nouveau; mais ce jour lui-même, combien d'heures allait-il durer? Ce qui paraissait certain à l'homme de l'antiquité, à l'homme du moyen âge et même à celui du XVIe siècle, c'est qu'il y avait dans le monde une alternative nécessaire de périodes de croissance et de déclin pour les sciences, pour les arts, pour les lettres comme pour les institutions, pour les états comme pour les individus.

Il fallut une longue expérience de la civilisation moderne pour que l'homme pût en constater la continuité et la suite ininterrompue à travers les guerres les plus effroyables, les catastrophes, les chocs des peuples, — car c'est là l'éminent avantage de la civilisation moderne sur la civilisation antique. Elle survit à la décadence même des peuples qui en étaient les dépositaires; elle ne s'abîme pas dans leur ruine. Ce qui la sauve de ces naufrages pé-

riodiques où elle semblait autrefois périr tout entière, c'est le caractère cosmopolite de la culture moderne, portée plus ou moins haut dans les diverses nations, mais à laquelle un grand nombre participe; c'est aussi le caractère des sciences positives, un des principaux élémens de cette culture, qui est de s'incorporer d'une manière inébranlable dans l'esprit humain, de s'y fixer par l'exactitude des méthodes et la précision des résultats, de telle sorte qu'elles ne puissent plus périr qu'avec lui. A vrai dire, même dans les temps anciens, ces naufrages de la civilisation n'étaient ni aussi profonds, ni aussi complets qu'ils paraissaient l'être aux contemporains ou aux successeurs immédiats de ces grands cataclysmes. Une science plus profonde a retrouvé et démontré dans les ténèbres des plus bas siècles de l'histoire la transmission des œuvres et des idées de la civilisation, obstinée à vivre sous le trouble et la violence de la surface et renouant à travers l'ignorance même et la barbarie les fils de sa trame mystérieuse, si bien qu'on a pu écrire des pages éloquentes et vraies sous ce titre, qui n'est paradoxal qu'en apparence : « du progrès dans les siècles de décadence; » mais c'est là le dernier enseignement de l'expérience approfondie, comparée, raisonnée. Pour y parvenir, il a fallu traverser longuement, lentement, des impressions toutes contraires. Voilà pourquoi, à ce qu'il nous semble, l'humanité est arrivée si tard à cette idée du progrès, qui, réduite à ses élémens les plus simples, n'est rien autre chose que l'idée de l'unité de l'espèce humaine, de l'identité originelle de ses facultés, et par conséquent de la solidarité des générations qui se succèdent à travers les temps et des nations qui se rejoignent à travers l'espace, unies par le même devoir et par la même loi, celle de transmettre à l'avenir, en l'accroissant, le trésor de lumières et de biens accumulés par leurs pères.

Nous ne suivrons pas dans le détail l'histoire de cette idée du progrès; elle a été retracée, pour la partie des origines, par de savans écrivains (1) qui nous dispensent du soin de recommencer leur œuvre. Nous marquerons seulement à grands traits les phases principales de cette histoire jusqu'à l'heure présente, où des théories excessives, mais puissantes et hardies, ont complétement renouvelé la question.

Si nous voulions remonter jusqu'aux premières origines de l'idée du progrès, il n'est pas douteux que c'est par le christianisme que cette idée est entrée dans le monde. Sa métaphysique est une théorie transcendante du progrès. C'est le retour par le Christ à l'idéal perdu; c'est, comme dit saint Augustin, la reconstruction de la cité

(1) Voyez M. Javary, *de l'Idée du progrès*, 1851; — M. de Ferron, *Théorie du progrès*, 1867.

de Dieu en face de la cité des hommes par la double action de la grâce et de la liberté humaine réconciliées. Telle fut l'explication de l'histoire universelle depuis Paul Orose jusqu'à Bossuet, manifestant les conseils de la Providence, préparant la grandeur ou la chute des empires en vue d'un seul objet, le triomphe de la vérité divine, le salut de l'homme; mais ce n'est pas à ce point de vue du surnaturel dans l'histoire qu'il s'agit d'étudier la question, restons au point de vue naturel et social. C'est l'idée sécularisée du progrès que nous devons suivre dans l'esprit humain, le progrès conçu par l'homme en vue de son habitation sur la terre, du perfectionnement de sa pensée, de son industrie, de sa vie en société. Dans ce sens restreint, la première forme sous laquelle cette idée apparaît nettement à la raison de l'homme, c'est le progrès scientifique avec le chancelier Bacon. Il a conçu comme une des fins de l'activité intellectuelle l'empire croissant de l'homme sur la nature, l'application progressive des forces physiques à la vie humaine, qu'elles affranchissent d'un rude labeur, dont elles améliorent les conditions matérielles, et par contre-coup les conditions morales. Le premier (si l'on ne tient pas compte de quelques singulières analogies d'expression que l'on retrouve dans son homonyme le vieux Roger Bacon), il énonce cette grande pensée, formule de la loi du progrès, « que l'antiquité du monde, c'est le temps même où nous vivons, et non celui où vivaient les anciens, lequel était la jeunesse du monde (1). »

Pascal va venir, qui, reprenant cette pensée, peut-être même la découvrant une seconde fois et l'agrandissant à sa taille, tracera l'admirable peinture « de cet homme universel..., un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement. » — « Comme l'homme conserve ses connaissances une fois acquises, il peut aussi les augmenter facilement, de sorte que les hommes se trouvent aujourd'hui dans le même état où se trouveraient les anciens philosophes, s'ils pouvaient avoir vieilli jusqu'à présent, en ajoutant aux connaissances qu'ils avaient celles que leurs études auraient pu leur acquérir à la faveur de tant de siècles. »

Et qu'on ne dise pas que Pascal, au moment où il écrivait ces belles paroles, n'avait pas la conscience de la portée et des conséquences qu'elles pouvaient avoir. Qu'on relise cette page immortelle, et l'on verra comment l'idée du progrès dans l'homme s'oppose tout naturellement, par le plus puissant des contrastes, à celle de l'immobilité dans les animaux. « La nature les instruit à mesure que la nécessité les presse; mais cette science fragile se perd avec les be-

(1) Bacon revient deux fois sur cette pensée, dans le *de Dignitate et augmentis scientiarum* et dans le *Novum Organum*.

soins qu'ils en ont; comme ils la reçoivent sans étude, ils n'ont pas le bonheur de la conserver, et toutes les fois qu'elle leur est donnée, elle leur est nouvelle, puisque, la nature n'ayant pour objet que de maintenir les animaux dans un ordre de perfection bornée, elle leur inspire cette science nécessaire toujours égale, de peur qu'ils ne tombent dans le dépérissement, et ne permet pas qu'ils y ajoutent, de peur qu'ils ne passent les limites qu'elle leur a prescrites. *Il n'en est pas de même de l'homme, qui n'est produit que pour l'infinité.* » Jamais on n'a traité plus magnifiquement la raison de l'homme, jamais on ne l'a plus dignement affranchie du parallèle, déjà fort à la mode, avec l'instinct des animaux. Remarquez cette définition de la vérité, qui doit toujours avoir l'avantage, même nouvellement découverte, puisqu'elle est toujours plus ancienne que toutes les opinions qu'on en a eues. Quel noble enthousiasme pour l'indépendance légitime de l'esprit humain, quel fier sentiment de sa grandeur, de sa fécondité inépuisable, de ses inventions, qui peuvent être tout ensemble sans fin et sans interruption! Quoique restreinte « aux sujets qui tombent sous le sens ou sous le raisonnement, » la théorie du progrès est déjà là exprimée avec une hardiesse rare et une largeur d'intuition incomparable. Le germe, désormais impérissable, est déposé dans la conscience humaine. Nous verrons croître la moisson prochaine avec une exubérance et des mélanges de bon grain et d'ivraie, d'utiles et grandes vérités confondues avec des chimères funestes ou folles. Et plus tard, dans la suite des âges, en voyant des aspirations perverses usurper le nom du progrès et remplir de sang et de crimes le sillon entr'ouvert par la main d'un Pascal, nous penserons à l'indignation superbe qu'il aurait ressentie en voyant déshonorer son œuvre, à la colère de ce fier génie, à l'immortel stigmate qu'il aurait imprimé au front des histrions sanglans, profanateurs de son idée.

Le progrès scientifique n'est qu'une partie du progrès humain, mais c'en est peut-être la partie la plus incontestable, la plus authentique; il est tout naturel qu'elle ait été découverte et proclamée la première. On retrouverait dans Descartes plusieurs passages où se révèle clairement la même foi dans la perpétuité de l'œuvre humaine. Quant à Leibniz, on peut dire, sans qu'on trouve chez lui une théorie organique du progrès, que toute sa philosophie y conspire soit par la doctrine de l'optimisme, soit par celle des monades et de leur vivante harmonie, où chaque activité a sa place marquée, sa collaboration définie, sa part à réaliser dans le mouvement universel d'ascension qui entraîne le dernier des êtres comme le système entier des mondes vers la monade infinie. — Fontenelle reprend la pensée de Pascal en y ajoutant un trait d'esprit : « nous autres modernes, nous sommes supérieurs aux anciens, car, étant

montés sur leurs épaules, nous voyons plus loin qu'eux. » Il y ajoute en même temps son scepticisme : cette idée du progrès est peut-être une illusion. Qu'importe, si c'est une illusion utile à l'activité des hommes? « On perdrait courage, si l'on n'était soutenu par des idées fausses. » Dans la *querelle des anciens et des modernes*, la question n'avance pas, si l'on néglige quelques idées fortuites jetées en passant, et dont les auteurs eux-mêmes ont à peine eu conscience. On peut même dire que le problème, considéré dans l'ensemble de cette fameuse et trop longue querelle, a reculé. Au lieu de rester sur le vrai terrain où le progrès est visible et peut se marquer par des étapes certaines, définies, le terrain des sciences positives et des inventions scientifiques, le débat s'est transporté dans une région vague, inconsistante, celle des lettres et des arts, où le progrès, s'il existe, est d'une nature si ondoyante, si fluide, presque insaisissable, à coup sûr indémontrable. L'idée nouvelle, en se dépaysant ainsi, s'est compromise dans les esprits; elle a éloigné d'elle, par les stériles agitations où elle s'est perdue, les premières générations du XVIIIe siècle. Il faut arriver jusqu'à la seconde moitié du siècle pour la voir renaître avec éclat, mais cette fois en s'étendant et d'une certaine manière se transformant.

Voici en effet une surprise que nous réserve l'étude de ce siècle dans ses noms les plus populaires : c'est l'éclipse presque complète de l'idée de progrès. Qui s'y serait attendu? Qui, en suivant le développement naturel et logique de l'esprit humain, n'aurait pensé retrouver cette idée dans son vrai milieu philosophique, acclimatée dans cet âge de critique universelle et d'espérances illimitées, comme la fille légitime de cette littérature hardie, de ces méthodes et de ces sciences rénovatrices, de cette philosophie politique et sociale, qui transformait les idées et les mœurs avant de transformer les institutions et les états? Eh bien! interrogez ces paroles passionnées ou graves qui s'appellent Voltaire, Rousseau, Diderot, Montesquieu, ces voix multiples de l'éloquence, du génie, de la passion, de la rhétorique enflammée ou du pamphlet; nulle part vous ne recueillerez l'écho de ce mot de progrès, qu'a prononcé Pascal et que Voltaire lui-même, en commentant ses *Pensées*, ne lui a pas renvoyé. Qu'un siècle si ardent, si agité, si sonore, n'ait pas vibré à un mot pareil, voilà un des étonnemens de l'histoire. D'Alembert seul, dans le discours préliminaire placé en tête de l'*Encyclopédie*, amené par la nécessité de son sujet à retracer la genèse des sciences, a semblé reconnaître la grande loi de l'esprit humain dans la continuité de son œuvre intellectuelle; mais, comme on l'a très bien montré, ni Montesquieu lui-même, bien qu'il travaillât en étudiant l'esprit des lois à former dans la conscience humaine cet idéal de justice qui est un des élémens du progrès, ni Jean-Jacques Rousseau, qui mettait l'âge

d'or dans l'état de nature, ni Diderot, qui dans l'*Encyclopédie* n'a fait aucune place au mot nouveau de *perfectibilité*, aucun d'eux n'a eu le pressentiment du grand rôle que cette idée allait remplir sur la scène du monde (1). Voltaire n'a que des railleries contre elle, toutes les fois qu'il la rencontre sur sa route. « Cette scène du monde presque de tous les temps et de tous les lieux, écrit-il à M. de Bastide, vous voudriez la changer! Voilà votre folie, à vous autres moralistes; le monde ira toujours comme il va. » Son unique remède au mal, c'est un gouvernement fort « qui pourrait pourvoir à tout. » Sa théorie des grands siècles, qui s'élèvent comme des colonnes isolées au-dessus du niveau bas et commun de l'histoire, n'est pas autre chose que l'ancienne théorie de la grandeur et de la décadence des civilisations. Pourtant il reconnaît un certain progrès, mais à l'usage restreint des grands seigneurs éclairés et des bourgeois riches, c'est le progrès des lumières, l'affranchissement de toute foi positive et de tout joug religieux, bons à conserver pour les petites gens. « La raison triomphera, écrit-il à d'Alembert, au moins chez les honnêtes gens; la canaille n'est pas faite pour elle.» C'est aussi d'un progrès purement philosophique, dans le sens de l'émancipation religieuse, qu'il s'agit dans le livre d'un contemporain célèbre de Voltaire, le Voltaire et le Diderot de l'Allemagne, Lessing, qui dans son *Éducation du genre humain* trace les linéamens d'un christianisme raisonnable qui ne serait plus guère que ce minimum religieux qu'on a nommé la religion naturelle. L'œuvre de Voltaire et de Lessing, considérée dans ses plus hautes parties, est la défense et l'établissement de la tolérance dans les esprits et dans les institutions. Voilà leur objectif; mais ils ne se sont pas élevés aux principes supérieurs qui dominent cette question particulière, non plus qu'au point de vue vrai de l'histoire d'où l'on peut juger impartialement le passé. Cette cause ne se relie pas pour eux à celle, beaucoup plus haute et plus large, du progrès, dont elle dépend.

II.

C'est à Turgot, un des plus grands esprits qui honorent le XVIIIe siècle, le plus grand peut-être, si on lui avait laissé le temps de réaliser ses idées dans des actes durables, le seul qui aurait pu désarmer la révolution en la rendant inutile, c'est à lui que revient la gloire incontestée d'avoir établi l'idée du progrès dans sa compréhension tout entière, en ajoutant à la conception de Bacon et de

(1) M. Paul Janet, *Histoire de la science politique*, t. II. — Les dernières pages de ce livre nous offrent un excellent résumé de l'histoire de cette idée jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

Pascal celle du progrès social. C'est là une autre application de la raison, non moins étendue, non moins importante que la première, bien qu'elle soit infiniment plus délicate à saisir et plus difficile à constater. Cet objet si nouveau fait l'intérêt des deux célèbres discours qu'il prononça dès 1749 comme prieur de la Sorbonne : l'un consacré à démontrer la supériorité sociale du monde chrétien sur le monde antique, l'autre à tracer une esquisse de l'histoire du genre humain, non plus restreinte à une seule période, mais étendue à toute la suite des temps. Les deux discours se relient entre eux par l'idée de la perfectibilité, un mot nouveau par lequel Turgot voulait exprimer le caractère humain par excellence, l'aptitude au progrès. — Si la doctrine de la perfectibilité est vraie, il est utile de l'expérimenter sur cette période de temps que le XVIIIe siècle traitait si légèrement de barbarie, où le christianisme s'est établi et après une longue lutte a dominé. Or Turgot n'a pas de peine à démontrer que, si la culture de l'antiquité grecque et romaine est plus brillante dans les surfaces de la société officielle, en revanche le christianisme s'est préoccupé le premier d'étendre l'instruction au peuple, cette partie complétement oubliée et négligée dans le monde antique; le premier, il a établi un corps régulier d'instituteurs populaires, il a créé l'égalité des hommes, des peuples et des races devant Dieu; il a fait de l'amour pour les autres hommes le premier des devoirs; il a transformé à la longue la vie civile, les lois et les institutions qui la régissent dans le sens du plus grand bien public, qui autrefois était borné à un petit nombre d'hommes. Voilà ce que Turgot établit dans un style simple et grave, inaugurant en plein XVIIIe siècle, en face d'une critique passionnée et négative, le principe d'une critique supérieure qui essaie de comprendre au lieu de railler, — principe qui d'ailleurs tend à prévaloir aujourd'hui parmi les esprits les plus indépendans, et qui, alors même qu'on se détache d'une religion, permet d'en interpréter libéralement l'influence, d'en expliquer le succès et d'en reconnaître sinon la vérité doctrinale, au moins le rôle historique. Il est possible que ce soit là tout le christianisme de Turgot; mais il importe, dans une histoire de l'idée du progrès, de marquer cette attitude nouvelle et significative de la raison dans l'interprétation des grands phénomènes religieux de l'humanité.

Le second discours, qui a pour sujet « les progrès successifs de l'esprit humain, » présente dans une vaste synthèse l'histoire du genre humain, expliquant ses changemens principaux et durables dans le sens du progrès, montrant, par l'observation des peuplades actuelles encore retenues dans les degrés inférieurs de l'état social, que les hommes ont dû être d'abord chasseurs, puis pasteurs, enfin

agriculteurs, traçant en quelques traits les causes qui ont déterminé l'élévation graduelle de chacun de ces groupes. La loi du progrès est pour la première fois, sinon devinée dans tous ses agens et ses ressorts moteurs, du moins nettement établie comme le principe organique de l'histoire. Rien n'est moins fataliste que le point de vue où se place Turgot. Sans doute tous les âges sont enchaînés par une suite de causes et d'effets qui lient l'état présent du monde à ceux qui l'ont précédé; mais ce sont les qualités morales et intellectuelles qui sont les principales de ces causes : c'est le courage, c'est l'intelligence, qui assurent la supériorité aux peuples et aux hommes, sans exclure pour une certaine part l'action providentielle, qui, sans gêner l'action humaine, lui fait produire tous ses résultats. Par son intelligence et sa liberté, l'homme devient ainsi l'ouvrier de sa propre histoire, non sans l'aide de Dieu.

Grâce à cette action souveraine et bienfaisante, les passions tumultueuses, dangereuses même, sont devenues un principe de progrès. « Si la raison avait régné trop tôt, le genre humain serait resté à jamais dans la médiocrité... Tout ce qui tire les hommes de leur état, tout ce qui met sous leurs yeux des scènes variées, étend leurs idées, les éclaircit, les anime et à la longue les conduit au bon et au vrai, où ils sont entraînés par leur pente naturelle. L'univers, ainsi envisagé en grand, dans tout l'enchaînement, dans toute l'étendue de ses progrès, est le spectacle le plus glorieux à la sagesse qui y préside. » C'est là le ton de cet optimisme religieux qui dictera quelques années plus tard les belles *Lettres sur la Tolérance*, où sera établi le principe vrai de la liberté des consciences, le droit pour chacun de chercher la vérité et d'adorer Dieu à sa manière.

Telle est l'idée générale de ce discours d'un penseur de vingt-trois ans. Quelle largeur de vues et en même temps quelle fermeté de bon sens dans le voisinage des chimères de Rousseau, bientôt dépassées par celles de Condorcet! L'égalité des droits lui est chère, et il l'annonce comme une des plus précieuses conquêtes de l'esprit humain; mais il ne la confond pas avec l'inégalité sociale amenée par la division nécessaire des travaux. En ces délicates matières, il marque la mesure sans la dépasser. Les réformateurs viendront plus tard réclamer l'assimilation complète de la femme à l'homme, et même le partage pour elle des droits politiques; Turgot se contente de réclamer en sa faveur les justes mesures qui peuvent améliorer sa condition. Tout ce qu'il y a de raisonnable dans cette question, si propice à la déclamation, vient se résumer dans cet aphorisme : « l'inégalité entre les sexes est en raison de la barbarie; elle est extrême dans les états despotiques. » Ajoutez à cela quelques vues de détail neuves et profondes sur l'histoire de la science humaine, comme la distinction des trois attitudes successives que prend l'es-

prit humain en présence du monde physique, rapportant d'abord les phénomènes qu'il ne comprend pas à des volontés surnaturelles, puis à des causes occultes, jusqu'au jour où la science positive eut assigné à chacun d'eux ses conditions et ses lois, distinction que M. Auguste Comte a fait à Turgot l'honneur de lui emprunter. On comprendra que ce discours marque une date dans l'histoire de l'esprit humain, en rendant à l'homme la conscience perdue ou troublée d'une de ses plus nobles prérogatives. Toutefois, en expliquant cette idée nouvelle et les grandes lois qui la régissent, Turgot n'a pas la prétention de déterminer d'avance les dernières formes que le progrès pourra prendre dans l'avenir : il lui suffit de marquer le but que doit poursuivre l'activité humaine. Cet objet est triple : il comprend le développement des lumières, l'adoucissement des mœurs, le perfectionnement des institutions. C'est vers ce but, avec la plus ferme et la plus clairvoyante raison, qu'il appelle tous les efforts des hommes d'état; c'est dans la détermination exacte des différentes phases sociales par l'apparition et le progrès de chacun de ces élémens qu'il fait consister le plus haut objet de l'histoire. Du reste, à ses yeux, la science politique est moins difficile et moins compliquée qu'on ne l'a faite. « Il est si vrai, dit-il, que les intérêts des nations et le succès d'un bon gouvernement se réduisent au respect religieux pour la liberté des personnes et du travail, à la conservation inviolable des droits de propriété, à la justice envers tous, que l'on peut espérer qu'un jour la science du gouvernement deviendra facile... Le tour du monde (politique) est encore à faire: la vérité est sur la route, la gloire et le bonheur d'être utile sont au bout. »

Les historiens, les publicistes, les politiques du XIXe siècle n'ont pas été sourds à l'appel de ce noble esprit. Une des premières, Mme de Staël y répondit par d'admirables écrits où vibre avec plus d'éloquence l'écho de ces grandes pensées. C'est de lui que procède visiblement par sa foi au progrès raisonnable, par le sentiment de la dignité humaine, par sa tolérance et son impartialité scientifique à l'égard du passé, enfin par l'austère et viril amour de l'humanité, cette école vraiment française d'où est sortie l'*Histoire de la civilisation en France et en Europe*. C'est là aussi, c'est dans ce fonds solide d'espérances réfléchies, de fortes doctrines inaccessibles à l'empirisme violent ou au scepticisme frivole, que s'est formée cette race d'hommes d'état qui auraient fondé la liberté en France, si la fatalité révolutionnaire et l'incorrigible mobilité du tempérament national leur avaient fait crédit de quelques années de patience. Voilà ceux qui composent à Turgot dans notre siècle une illustre postérité; ils sont bien de sa race et de son sang.

Mais il semble que rien ne soit si difficile que de garder la me-

sure dès que l'on touche à ces grandes idées de liberté et de progrès, qui sont comme les ressorts de l'histoire, et qui, selon qu'elles sont entre des mains sages ou violentes, deviennent les instrumens heureux ou funestes de nos destinées. Cette conception de Turgot, nous allons la voir se dénaturer promptement et produire des résultats que Turgot aurait désavoués. Elle s'enfle démesurément, s'exagère hors de toute proportion et va se perdre avec Condorcet dans l'infatuation et la chimère. L'*Esquisse d'un tableau historique de l'esprit humain*, beaucoup trop vantée et très peu lue, a tout au plus le mérite d'une amplification oratoire. Les trois premiers chapitres sur l'humanité primitive depuis la réunion des hommes en peuplades jusqu'à l'invention de l'écriture alphabétique sont au-dessous de la critique. On y apprend que « l'invention de l'arc fut l'ouvrage d'un homme de génie, et que la formation d'une langue fut celui de la société entière. » A dater de l'époque où la Grèce connut l'écriture et put nous laisser quelques monumens de son histoire et de sa pensée, Condorcet n'a plus rien à deviner; il lui suffit « de rassembler, d'ordonner les faits et d'en tirer la suite non interrompue de l'histoire de l'espèce humaine, considérée uniquement dans les pays les plus éclairés de l'Europe. » C'est ainsi que dans une série d'époques fort arbitrairement choisies nous voyons se dérouler le tableau du progrès depuis l'âge historique de la Grèce jusqu'à la république française, comme s'il s'agissait pour l'auteur d'un seul peuple, et que le reste de l'humanité ne comptât pas à ses yeux. Sauf la partie réservée au développement des sciences exactes, où excellait Condorcet, ce n'est guère qu'une longue déclamation. La philosophie de l'*Esquisse* tient dans cette proposition : « que les lois générales, connues ou ignorées, qui règlent les phénomènes de l'univers, sont nécessaires et constantes. Or par quelle raison ce principe serait-il moins vrai pour le développement des facultés intellectuelles et morales de l'homme que pour les autres opérations de la nature? » C'est le fatalisme pur. L'action personnelle de l'homme s'évanouit dans ce progrès, qui s'opère comme le résultat forcé d'une loi mécanique. — Cela n'empêche pas Condorcet d'avoir des haines violentes et ce qui s'appellerait ailleurs des préjugés. Il a au plus haut point le fanatisme irréligieux et l'intolérance de la libre pensée. Le seul objectif dans ce récit des siècles passés, le seul point apparent de cette démonstration historique, c'est l'alternative « du progrès ou de la décadence des lumières » mesurée d'après un fait unique, la prédominance ou l'affaiblissement du christianisme. Le jugement sur le moyen âge est caractéristique en ce genre. « Époque désastreuse, où nous verrons l'esprit humain descendre rapidement de la hauteur où il s'était élevé, et l'ignorance traîner après elle, ici la férocité, ailleurs une cruauté

raffinée, partout la corruption et la perfidie. A peine quelques éclairs de talent, quelques traits de grandeur d'âme ou de bonté peuvent-ils percer à travers cette nuit profonde. Des rêveries théologiques, des impostures superstitieuses sont le seul génie des hommes, l'intolérance religieuse leur seule morale, et l'Europe, comprimée entre la tyrannie sacerdotale et le despotisme militaire, attend dans le sang et les larmes le moment où de nouvelles lumières lui permettront de renaître *à la liberté*, *à l'humanité* et *aux vertus*. » C'est là du plus mauvais XVIIIe siècle, du Voltaire alourdi, du Diderot sans éclat. Que cette philosophie de l'histoire fait pauvre figure à côté de celle inaugurée par Turgot dans son discours sur le progrès par le christianisme !

Le dernier chapitre de l'*Esquisse* est consacré à une dixième époque annoncée et prévue par l'auteur, aux progrès futurs de l'esprit humain, que l'auteur réduit à ces trois points : égalité par le nivellement entre les nations dans l'humanité, entre les citoyens dans chaque nation, perfectionnement indéfini de l'homme, de sa nature et de ses facultés. C'est là qu'à travers quelques conceptions raisonnables l'imagination de l'auteur l'entraîne. Ce n'est plus le philosophe, c'est l'illuminé du progrès. Rien ne compromet davantage une cause dans les esprits réfléchis. Ce mélange du possible et de l'impossible fatigue et irrite le lecteur, s'il a le malheur d'être quelque peu nerveux. Déjà on a souffert en voyant dérouler devant ses yeux les neuf époques du passé en traits si arbitraires et superficiels, sur un ton oratoire qui ne veut donner aucune relâche à l'admiration. Que sera-ce quand on arrivera à ce chapitre si pompeux et si chimérique? — Pour être juste à l'égard de ce livre, il faut se souvenir des circonstances où il a été composé. Poursuivi, traqué par la tyrannie jacobine dont il avait contribué à préparer le triomphe, exalté par son péril même, l'auteur écrivait sous la dictée d'un sombre enthousiasme qui ne voulait pas s'être trompé. Sous le coup de la guillotine, il rêvait la prolongation indéfinie de l'existence humaine, le perfectionnement sans mesure de la raison de l'homme futur, l'âge d'or enfin. C'eût été mourir deux fois que de mourir pour une chimère.

Son livre est devenu l'évangile de toute une école qui s'en inspire encore et que l'on peut bien appeler du nom dont elle se glorifie elle-même, l'école révolutionnaire, j'entends celle qui proclame la révolution comme une institution en permanence. C'est une des prétentions de cette école de s'approprier comme un monopole l'idée du progrès. Elle a refait, elle refait tous les jours le livre de Condorcet, en y ajoutant un chapitre sur la révolution, traitée dans le style même de l'auteur de l'*Esquisse*, honorée non pas seulement dans les inspirations de justice et de droit d'où est sortie la société moderne, mais célébrée dans ses plus tristes égare-

mens, divinisée dans ses crimes. C'est là que l'on développe avec toute sorte de variantes cette thèse « que l'idée doit germer dans le sang, que le sang est la rosée fécondante du progrès. » Ce n'est plus sur le ton de l'histoire que l'on discute les hommes ou les événemens de ce temps : c'est sur le ton de l'Apocalypse. La révolution devient un Sinaï. « Révolution, révélation! » a-t-on dit dans un style sibyllin. Les hommes de la terreur ne sont plus des hommes, ce sont des élémens, des forces supérieures de la nature et de l'histoire, irresponsables comme la nécessité.

Sauf ce chapitre, que Condorcet n'avait pu écrire, ses disciples répètent la leçon du maître en y ajoutant quelques vues nouvelles, quelques aperçus récens tirés des sciences positives. Ils ont pris au maître non-seulement le goût de l'hyperbole et de la déclamation, son intolérance, sa prodigieuse inintelligence de l'histoire, mais sa doctrine philosophique : le développement illimité du progrès dans le temps et dans la nature de l'homme. L'irresponsabilité de l'homme et la nécessité du progrès sont devenues un dogme. Ce sont les lois générales, constantes, qui font la grande œuvre : l'homme n'en est que l'ouvrier inconscient. La nature travaille pour lui. L'homme grandit, la société se transforme, comme grandissent le chêne et la forêt. Par le seul fait de vivre, l'humanité croît toujours, continûment, sans point d'arrêt, sans mouvement de recul, en raison, en science, en bien-être, en fraternité. Tout cela est le produit spontané de ces grandes lois « nécessaires et constantes » qui se chargent de la besogne. L'historien n'a qu'à enregistrer cet accroissement d'être et de bonheur dont le philosophe a déterminé le mouvement régulier, le rhythme fatal. En même temps les inductions abondent sur l'avenir. L'esprit de prophétie se donne carrière à travers les civilisations futures dont nous ne pouvons ni fixer la mesure ni à peine concevoir l'image. C'est là le triomphe de ces illuminés qui se perpétuent dans l'école. On nous annonçait tout récemment encore pour le xxe siècle l'ère de l'humanité transfigurée par l'amour. Plus de guerre, plus d'armée, plus de prisons, plus de geôliers; partout le fer disparu « sous la forme glaive » et reforgé « sous la forme charrue, » le châtiment partout remplacé par l'enseignement, la fraternité universelle des peuples dans la cité idéale du monde, la fraternité des citoyens dans la cité que bâtira l'amour... O poètes et prophètes! cela s'écrivait ou plutôt se chantait en 1867 : trois ans après, la France, surprise, tombait égorgée dans une effroyable guerre; quelques mois encore, et la commune triomphait à Paris. Et jamais les nations n'ont été plus formidablement armées les unes contre les autres, avec des haines plus farouches au cœur! Et l'horizon s'est fermé pour longtemps sur cette aube de la paix universelle tant de fois annoncée, autant de fois disparue dans une

tempête de fer et de feu. Tout cela ne rappelle-t-il pas Condorcet écrivant son idylle humanitaire quand déjà il pouvait entendre dans la campagne voisine le pas des émissaires jacobins, « noirs recruteurs des ombres, » comme les appelait André Chénier, et qu'il préparait le poison par lequel il allait échapper à ses bourreaux? — C'est qu'il ne suffit pas d'invoquer en beau style l'égalité et la fusion des peuples, l'émancipation de tous les hommes par le travail et le bien-être. Il faut que chacun travaille au progrès en s'affranchissant de la haine, en répudiant la violence; il faut enseigner au peuple souverain à quel prix il peut être le coopérateur de cette grande œuvre, oser lui dire qu'il ne peut y travailler que par la justice. Or qu'y a-t-il de plus contradictoire à cet enseignement, à cet idéal de paix et d'amour universel, que la révolution décrétée pour un temps indéfini comme la guerre sainte? qu'y a-t-il de plus funeste à la conscience populaire que cette perpétuelle apothéose des crimes privilégiés et des hommes de la terreur?

L'école révolutionnaire trouve des auxiliaires bien compromettans dans les nombreuses sectes du socialisme armé en guerre contre la civilisation, — le collectivisme, le mutualisme, l'Internationale, — qui, elles aussi, s'appuient provisoirement sur la révolution, mais pour faire triompher un programme singulièrement plus net et plus pratique, dont le seul tort est que le jour de son triomphe sera le dernier jour de la société. — En dehors des théories radicales qui rêvent la transformation violente du monde s'est développée depuis le commencement de ce siècle une autre théorie du progrès, très différente et par le but et par les moyens. C'est le socialisme industriel et pacifique, celui des Saint-Simon et des Fourier. Le *Nouveau Christianisme*, le *Traité de l'association domestique agricole*, le livre de *l'Humanité* de Pierre Leroux, sont autant de révélations inspirées par un profond amour du peuple, mêlé à de prodigieuses illusions sur le passé et l'avenir du monde. Un sentiment vif des misères humaines s'y marque à chaque page, avec un désir sincère d'y porter remède. Malheureusement les remèdes à imaginer sont plus difficiles que le mal à constater, et c'est la partie la plus importante de leur tâche où ils ont tous échoué. — Plusieurs de ces réformateurs procèdent avec méthode. Ils étudient à leur manière la marche de l'humanité à travers les âges, les lois qui ont jusqu'ici réglé cette marche presque au hasard, les forces antagonistes qui en ont produit le mouvement incohérent; ils concluent à la nécessité de régulariser ces forces et de les diriger vers un but fixe en s'en emparant par la science. Tous ont la prétention, dont il faut leur savoir gré, de se distinguer du grossier empirisme jacobin, non-seulement par la discussion pacifique et scientifique des problèmes, mais aussi par la conception d'une

organisation rationnelle de l'humanité. Le malheur est que jusqu'à présent tous ces plans qui s'ajustaient si bien entre eux et fondaient sur le papier l'ère de la félicité universelle n'ont pu s'ajuster à la réalité, ni faire vivre une heure un embryon de société. L'industrie ou la passion, prises comme ressorts moteurs, ne peuvent remplacer les lois morales auxquelles, dans tous ces systèmes, elles prétendent se substituer.

Il n'en est pas moins juste de reconnaître que des hommes comme Charles Fourier, par sa critique si vive, parfois si ingénieuse, si pénétrante, des vices et des contradictions de la civilisation, des penseurs tels que Saint-Simon, par la hardiesse de ses vues historiques, ont contribué à élargir la notion du progrès social et à la populariser en dehors du cercle des philosophes et des savans. Pour ne parler que de Saint-Simon, en tant que philosophe et théoricien du progrès, on ne peut oublier qu'il a le premier révélé avec une grande force le progrès constant de l'importance du travail dans les sociétés, l'élévation des états sociaux en proportion du rôle du travail prédominant et glorifié. Le premier il a conçu l'ingénieuse méthode des *séries homogènes*, qui présentent une progression croissante ou décroissante des grands faits de l'histoire, tels que l'antagonisme, la guerre, la concurrence, l'industrie, la liberté, l'autorité, et nous permettent d'affirmer, d'après le tableau des différens siècles, si ces faits dominateurs vont en grandissant ou en s'effaçant de plus en plus, et d'en déduire quelques lois de l'avenir humain. Enfin ce n'est pas la conception d'un esprit vulgaire que celle qui divise l'histoire en deux espèces d'époques : les époques organiques et les époques critiques, — les unes qui représentent le moment où les sociétés procèdent par synthèse, vivant dans l'unité d'une doctrine et d'une foi communes, — les autres qui expriment le travail contraire, l'analyse, à l'heure où la foi commune s'éteint et où la société que cette doctrine reliait dans ses idées, dans ses institutions et ses mœurs se désagrége, se dissout en poussière d'individus, de croyances anarchiques ou d'incrédulités passionnées. Le règne alternatif d'un dogmatisme qui s'impose à l'ordre social tout entier et de la critique individuelle qui le détruit, — le travail obstiné de l'esprit humain à réparer les ruines qu'il a faites et à relever sur les débris de l'ancien un ordre nouveau qui durera jusqu'à l'heure où la doctrine nouvelle aura vieilli, deviendra stérile et tombera à son tour, — enfin le progrès s'accomplissant à travers ces alternatives de foi et d'incrédulité jusqu'au jour où une doctrine sociale sera trouvée, assez large pour contenir toutes les parties durables des croyances et des systèmes, — synthèse définitive où se réconcilieront l'esprit dogmatique et l'esprit critique, où revivront, élargies, les époques organiques du passé, lesquelles n'ont succombé que par leur côté

négatif et partiel, enfin où les facultés de l'homme (intelligence, sentiment, activité matérielle) et les manifestations sociales correspondantes (science, religion, industrie) atteindront sans effort le plus haut degré de leur développement harmonieux, — si c'est là un rêve, le rêve a de la grandeur. L'intuition historique qui en a été le point de départ conserve, à travers les aberrations ultérieures de la pensée saint-simonienne, sa justesse et sa vérité. Plusieurs écrivains et philosophes, même dans d'autres écoles, en ont ressenti le contre-coup. La trace de cette inspiration est visible dans les pages célèbres qui firent événement il y a près d'un demi-siècle, sous ce titre : *Comment les dogmes finissent*, et qui furent en effet, à l'heure où elles parurent, le manifeste d'une de ces époques critiques annoncées par Saint-Simon.

III.

Nous touchons au moment où la conception du progrès va se transformer. Sous l'influence croissante des sciences positives, elle va se perdre dans une idée nouvelle, plus large et plus générale, l'idée de l'*évolution*. Cette métamorphose a son importance et mérite d'être signalée; elle marque l'avénement des conceptions et du langage scientifiques dans le domaine de la philosophie et de l'histoire. Quelle fortune ce mot a faite depuis une trentaine d'années dans l'école anglaise contemporaine et dans le positivisme français! J'en ai trouvé l'origine inattendue et comme l'annonce prophétique au chapitre cent soixante et unième de *Tristram Shandy*. Le mot naquit d'un hasard un jour que le père de Shandy était particulièrement en veine d'éloquence. « Les royaumes et les nations, disait-il, n'ont-ils pas leurs périodes? et ne viennent-ils pas eux-mêmes à décliner, quand les principes et les pouvoirs qui au commencement les formèrent ont achevé leur évolution? — Frère Shandy! s'écria mon oncle Tobie, quittant sa pipe, *évolution*, qu'est-ce, ce mot? — Révolution, j'ai voulu dire, reprit mon père. Par le ciel! j'ai voulu dire révolution. Évolution n'a pas de sens. — Il a plus de sens que vous ne croyez, repartit mon oncle Tobie. » Qu'est-ce à dire? Ce mot, qui devait plus tard soulever l'orthodoxie de l'église établie, éveillait-il par un secret pressentiment les scrupules de l'honnête et religieux capitaine? Cette fois encore l'oncle Tobie eut raison contre son frère. Il avait deviné le mot magique et l'idée maîtresse de la philosophie de ses compatriotes au siècle suivant.

C'est dans l'école positiviste que l'on rencontre la première application régulière, méthodique de la loi d'évolution aux phénomènes humains et sociaux. C'est elle qui la première, en déterminant l'ordre de subordination des sciences selon leur degré de com-

plexité, a entrepris de faire de la *sociologie* une dépendance et comme la dernière province des sciences naturelles, et de la loi de progrès, qui est la loi des sociétés humaines, une simple dérivation de la loi universelle de la vie. « De quelque façon, nous dit-on, que l'on envisage les sociétés, soit dans leur groupement actuel sur la face du globe, soit dans leur enchaînement le long du passé, on y reconnaît un mouvement intérieur et spontané qui les porte d'un état inférieur à un état supérieur. Cela est vrai pour l'ensemble, quels que soient les accidens qui surviennent à des peuples particuliers, et quelques perturbations que subisse la trajectoire de la civilisation (1). » Ce mouvement intérieur est précisément ce qu'en langage ordinaire on appelle le progrès; mais le mot d'évolution doit être préféré, nous dit-on, parce qu'il marque mieux le caractère de ce mouvement, qui est un phénomène naturel. L'histoire a pour théâtre les sociétés; les sociétés sont composées d'êtres humains, doués de vie, d'instincts, de facultés. Cette vie, ces instincts, ces facultés, se développent suivant une loi qui leur est inhérente. Et de même que dans chaque corps vivant réside une force évolutive qui le fait passer de la simplicité apparente de l'état embryonnaire à la forme de la vie la plus compliquée, revêtue de tous ses appareils distincts et subordonnés, ainsi dans le corps social réside une force analogue, mais infiniment plus complexe, composée de toutes les forces de la vie individuelle, physiques et mentales, qui produit le développement de chaque société et l'élève de l'état inférieur aux états supérieurs par un mouvement inhérent et continu.

C'est le déterminisme physiologique appliqué à l'histoire. La croissance du corps social est un effet de cette force évolutive qui émane de toutes les vies individuelles, élémens de la vie collective. L'histoire des sociétés offre une série cohérente d'enchaînemens exactement liés entre eux et mesurable par une sorte d'échelle graduée, soit sur le développement des arts industriels, soit sur celui des connaissances positives. Ce développement lui-même est le produit nécessaire des facultés inhérentes à chaque individu; ces facultés ont leurs causes primordiales, leurs ressorts moteurs cachés dans les profondeurs de l'organisme, où la science positive a déjà plus d'une fois essayé de les saisir. Le progrès n'est donc, au fond, que la résultante des forces organiques et des conditions du milieu dans lequel elles se développent. Ainsi disparaît dans cette philosophie fataliste ce qui fait l'intérêt dramatique et passionné de l'histoire, le jeu des spontanéités libres, l'intervention des énergies héroïques et des inspirations sublimes, l'essor inattendu des initiatives qui coupent la série des phénomènes, et surtout l'action profonde, in-

(1) M. Littré, *la Science au point de vue philosophique.*

cessante, de la moralité publique ou privée sur le développement de la vie des peuples, le mérite humain de ces grands phénomènes du travail, de la discipline, de l'obéissance aux lois, qui sont bien, quoi qu'on dise, des phénomènes libres, et par lesquels chacun de nous prend une part directe aux destinées de l'humanité.

Le principe étant posé, une autre question surgit aussitôt. Quelle est la loi de la série sociologique? quelle est la série des phases sociales que parcourt l'humanité dans son évolution? On nous dit que les générations successives dans les races les mieux douées font effort vers cette évolution, même à leur insu, qu'elles y vont comme l'enfance à la jeunesse, comme la jeunesse à la virilité. On nous dit qu'une même nécessité en est la cause, et, pour relever à nos yeux cette nécessité que nous subissons, on ajoute qu'il est beau de la concevoir, de la sentir, de s'y associer, et de prendre en main les rênes de ce coursier qui ne peut pas être arrêté. Mais enfin où nous mène-t-il, ce coursier? par quelles étapes nous fait-il passer? Ici une assez grave divergence d'idées s'est produite entre le maître et le disciple. Auguste Comte définit la série sociologique par les diverses conceptions de l'univers. Empruntant une vue ingénieuse et profonde de Turgot, mais la dénaturant par l'extension qu'il lui donne, il établit entre ces conceptions la distinction célèbre des trois états successifs, l'état théologique, l'état métaphysique, l'état positif. M. Littré critique cette loi. Elle est empirique, dit-il, en ce sens qu'elle est seulement l'expression abstraite du fait lui-même. Une loi empirique rend d'incontestables services : souvent elle est le dernier terme auquel on puisse atteindre ; mais, à cause de la défectuosité qui lui est inhérente, elle est une excitation continuelle à trouver la loi rationnelle qui y correspond, la loi qui non-seulement généralise le fait, mais d'une certaine manière l'explique en prouvant que le fait est tel qu'il doit être. Or M. Littré a pensé trouver cette loi rationnelle de l'histoire en la rapportant à la loi primordiale du développement individuel, à l'analyse mentale d'après la théorie de Gall. Il a été ainsi amené à noter quatre degrés successifs dans l'évolution humaine : le besoin, le sentiment affectif et moral, le sens et la culture du beau, la recherche scientifique de la liaison des effets et des causes. C'est l'histoire de chaque homme et c'est l'histoire de chaque groupe humain.

Suivez, nous dit-on, le mouvement d'une société qui se développe, vous voyez que ce qui fait la trame de son histoire, c'est d'abord la satisfaction des besoins et l'exploitation de l'utile, puis la religion et la morale, puis la culture esthétique et finalement la science (1). Ainsi se succèdent les phases de la société humaine,

(1) *Paroles de philosophie positive.*

créant d'abord les industries nécessaires qui assurent sa vie matérielle, puis les institutions civiles et religieuses qui assurent l'ordre et la satisfaction de certains instincts; ensuite les arts naissent, la poésie chante et console les misères de cette existence encore si précaire et si pauvre; enfin la raison, cessant de s'employer à l'accomplissement des trois fonctions précédentes, travaille pour elle-même et procède à la recherche de la vérité abstraite. — Voilà assurément un large cadre tracé au progrès du genre humain, et dans lequel chaque élément des grandes civilisations trouve sa place et son rang. Il n'en est pas moins vrai que cette loi de l'évolution sociale, aussi bien que celle de M. Comte, est une vue toute personnelle à celui qui l'a posée. Il resterait à faire la preuve. M. Comte eût été tenu d'établir que l'ère de la science positive absorbera nécessairement les théologies et la métaphysique, ce qui est une espérance pour lui, non une certitude démontrable. M. Littré serait tenu de prouver, ce qu'il n'a pas fait, que tous les élémens de sa division historique sont successifs, que par exemple les premières religions n'ont pas coexisté avec les premières industries, et qu'elles ne se sont produites qu'au second moment de l'histoire. Cette loi n'a toute son importance qu'à la condition qu'elle représente une succession nécessaire des élémens du progrès, qu'elle marque leur ordre déterminé dans le temps, la date historique et logique de leur apparition. L'ordre chronologique de ces divers élémens dans l'humanité doit correspondre, dit-on, au développement des facultés dans l'individu d'après l'analyse mentale du docteur Gall. C'est, à ce qu'il nous a semblé, toute la démonstration de M. Littré; j'avoue qu'elle ne me suffit pas. La loi de M. Comte et celle de M. Littré devraient, d'après la méthode positive, sortir de l'étude des faits, au lieu de la précéder; or toutes deux portent l'empreinte du système d'idées dans lequel elles ont été conçues. Ce sont des lois préalables, provisoires, c'est-à-dire des hypothèses. La philosophie positive n'en est pas plus exempte que les autres.

Le seul avantage de cette théorie du progrès est de se prêter facilement à l'explication de l'histoire et de la série des âges; elle admet la filiation, c'est-à-dire la production des états sociaux les uns par les autres. Pour elle, l'avenir social n'est que le prolongement graduellement modifié du passé. MM. Auguste Comte et Littré doivent à cette théorie une supériorité marquée sur beaucoup d'autres de leurs contemporains; ils ont essayé de se rendre compte des états qui nous ont précédés, de la raison qui les fit prévaloir à un moment donné, de leur ordre logique et de leur mutuelle dépendance. Ils ont par là mérité ce privilége rare d'une tolérance relative pour le passé. Rien ne leur paraît plus inique et plus faux que de juger les civilisations évanouies avec les idées d'aujourd'hui,

qui, appliquées à d'autres momens de l'histoire, deviennent des préjugés à rebours, des préjugés rétrospectifs. M. Littré se moque spirituellement de cette manie des publicistes ignorans d'importer à tort et à travers le présent dans le passé et le passé dans le présent. Il dénonce le point de vue étroit du XVIIIe siècle, qui est resté celui de plusieurs de nos historiens ou de nos critiques, d'après lequel on s'enorgueillit, comme d'un mérite, de la supériorité de ses lumières, condamnant les époques antérieures à l'ignorance et à la barbarie, sauf quelques siècles de l'antiquité grecque ou latine. Il raille l'école révolutionnaire, pleine de haine et de dédain si injustes pour le moyen âge, et qui ne pourra sortir de l'état de polémique stérile et négative où elle se débat aujourd'hui « qu'en honorant comme il convient la période de domination du catholicisme, » en essayant de comprendre les raisons qui ont rendu la féodalité nécessaire, les mêmes au fond que celles qui la rendent impossible aujourd'hui. C'est là un principe véritablement scientifique d'impartialité, un élément désormais acquis dans les théories sérieuses du progrès.

MM. Buckle et W. Bagehot se rattachent par plus d'un point à l'école positiviste. L'*Histoire de la civilisation en Angleterre* a été ici même analysée (1), et, bien que cet intéressant travail ait été fait à un point de vue un peu différent du nôtre, la tâche s'en trouve pour nous singulièrement simplifiée. Les cinq premiers chapitres de l'ouvrage contiennent toute la théorie philosophique de M. Buckle, et d'abord la démonstration de ce principe que la suite de l'histoire est soumise à des lois générales qu'il est possible de découvrir. Ce principe, nous le connaissons déjà, c'est le déterminisme. Les actions de l'homme se produisent avec la régularité des autres phénomènes, c'est-à-dire qu'elles sont des phénomènes naturels : sans cela, il faudrait admettre qu'elles procèdent du hasard ou d'une intervention surnaturelle, ou du libre arbitre, trois conceptions complétement condamnées, nous dit-on, et qui n'ont servi jusqu'à présent qu'à empêcher la science historique de se former. Les actions humaines, n'étant ni arbitraires, ni libres, ni asservies par un agent supérieur, ne dépendent que de leurs antécédens; dès lors elles doivent présenter ce caractère d'uniformité qui constitue précisément l'essence de la loi. Étant données les mêmes circonstances, les mêmes résultats doivent se produire, — ce qui permet d'une part la détermination des lois historiques, que l'on déclare impossible sans cela, d'autre part la prévision certaine de l'avenir, qui deviendra possible quand toutes les circonstances seront connues, c'est-à-dire quand tous les élémens du calcul nous seront donnés.

(1) *Le positivisme dans l'histoire*, par M. Étienne, 15 mars 1868.

Jusqu'ici M. Buckle ne fait que se conformer à la tradition positiviste. Nous avons vraiment lieu de nous étonner que M. Stuart Mill signale cet ensemble d'idées comme ayant provoqué une sorte de révolution dans l'histoire. Tout ce premier chapitre n'est d'ailleurs que le développement pur et simple de l'*Idée d'une histoire universelle*, un opuscule très curieux où se révèle le déterminisme de Kant. C'est quand il vient à établir les lois de l'évolution humaine selon les divers pays que M. Buckle montre ses qualités d'invention. Il se sépare ici des positivistes français. Pour M. Auguste Comte, partout où il y a une évolution sociale, elle s'accomplit uniformément, sous la direction des mêmes lois, celle par exemple qui fait succéder l'état métaphysique à la théologie ou la science positive à la métaphysique. M. Buckle, plus docile aux faits, est beaucoup moins systématique. Il ne fait pas dépendre les progrès de chaque groupe humain de cette loi uniforme de succession entre les diverses conceptions de l'univers, ce qui est une théorie singulièrement abstraite; il se tient plus près de la réalité et de la vie. Toutes les actions humaines, selon lui, ont leurs antécédens; mais il peut y avoir deux sortes d'antécédens. Les variations dans les résultats, les vicissitudes dont l'histoire est pleine, les progrès ou les décadences de la race humaine, ses misères ou ses prospérités, sont l'effet d'une double influence : l'une qui se produit du dehors sur l'esprit, — l'autre qui se produit de l'esprit sur le dehors. Ce sont là les matériaux nécessaires d'une histoire philosophique. D'un côté nous avons l'esprit humain obéissant aux lois de sa propre existence, et, quand il ne rencontre pas de résistance au dehors, se développant selon les conditions de l'organisation qui lui est propre. D'autre part nous avons ce qu'on appelle la nature, obéissant également à ses lois, mais entrant incessamment en contact avec l'esprit de l'homme, excitant ses passions, stimulant ou énervant son intelligence, donnant par là même à ses actes une direction qu'ils n'auraient pas prise sans cela. Ou l'homme modifiant la nature, ou la nature modifiant l'homme, telle est la double source qui alimente l'activité humaine.

Quelle est de ces deux influences la plus importante? La question est complexe : dans les civilisations orientales, et généralement dans les civilisations placées en dehors du courant européen, M. Buckle établit avec une richesse singulière de preuves et d'exemples que le principal agent est l'imagination, laquelle est placée sous la dépendance immédiate de la nature. Dans l'Europe au contraire, c'est l'intelligence (1) qui prédomine et qui est le res-

(1) « Two leading facts have been established, which broadly separate Europe from other parts of the world. The civilizations exterior to Europe are mainly influenced by the imagination, those in Europe by the understanding. » Chapter III.

sort moteur de notre grande civilisation occidentale. Ce sont donc ici les lois mentales qui sont les plus importantes à connaître et à établir; mais il y a deux espèces de lois mentales : les intellectuelles et les morales. Or une comparaison scientifiquement instituée par l'auteur l'amène à conclure que les lois intellectuelles l'emportent de beaucoup dans l'œuvre de la civilisation sur les lois morales. La seule cause véritable du progrès humain, c'est la découverte des vérités scientifiques. C'est l'intelligence seule qui affranchit le genre humain de ses misères et de ses servitudes. C'est elle qui dompte la nature et tourne ses forces au bien-être de l'homme; c'est elle qui a tué le monstre de l'intolérance et qui a déshonoré la persécution religieuse; c'est elle qui tuera un jour le fléau de la guerre : elle l'a déjà, nous assure-t-on, fortement entamé par ces trois grands faits tout intellectuels, l'invention de la poudre à canon, l'économie politique, la vapeur. Les prétendues vérités morales ne sont pour rien dans ces progrès. Immobiles, invariables, fixées une fois pour toutes, comment pourraient-elles contribuer au progrès, quand elles-mêmes y sont par nature étrangères et en paraissent incapables pour leur propre compte? Les religions, les littératures, les formes politiques, ne représentent également qu'une influence fort lointaine. Elles sont elles-mêmes des effets d'un état social déterminé, non des causes. L'intelligence seule, sous la forme de la science, est la maîtresse de l'histoire parce qu'elle est la maîtresse de la nature. C'est le dernier mot de cette puissante dialectique qui a soulevé à travers l'Angleterre et l'Écosse des tempêtes de polémique, — et dont M. de Tocqueville avait le pressentiment exact quand il signalait dans sa correspondance cet inconnu qui passait du premier coup « à l'état de lion de première taille. » — Voilà un positivisme conséquent jusqu'au bout. Il élimine de la théorie et de l'histoire du progrès la liberté et la morale, considérée soit comme sentiment, soit comme doctrine. La liberté est une chimère. On ne dit pas que la morale en soit une; mais son influence dans l'évolution des sociétés est nulle, quand elle n'est pas prépondérante : elle est funeste, quand elle domine.

M. Bagehot se rattache à l'école expérimentale de son pays, très voisine du positivisme, en ce sens qu'elle prétend appliquer à tous les problèmes de l'ordre moral les procédés et les méthodes de l'histoire naturelle. Ce caractère est bien marqué dans le titre même de son dernier ouvrage : *les Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de la sélection et de l'hérédité*. Le savant auteur nous avait montré, dans une étude célèbre sur la constitution anglaise, un rare esprit d'observation exacte et de subtile discussion. Dans le livre que nous avons sous les yeux, il fait un pas de plus. C'est l'esprit d'observation réglé

et dirigé par les théories les plus récentes des sciences positives. C'est l'application rigoureuse du darwinisme à l'histoire. Le premier chapitre résume en traits expressifs cette philosophie du progrès : de même que la science géologique essaie de retrouver dans chaque parcelle de terre la trace des forces qui y ont laissé leur empreinte et qui l'ont faite précisément telle qu'elle est, de même la science historique doit traiter l'homme lui-même comme une antiquité. Elle doit essayer de lire, elle commence à lire, dans l'ensemble de tous les élémens qui composent chaque homme, un résumé complet de l'histoire de sa vie entière, la résultante d'une foule d'actions et de modifications antérieures accumulées dans les siècles écoulés.

La physiologie vient ici en aide à l'histoire. Elle a découvert ce pouvoir, — sur lequel est fondée l'éducation, — que possède le système nerveux de faire passer dans l'organisation des actions volontaires en les transformant en actions plus ou moins inconscientes, c'est-à-dire réflexes. Le corps de l'homme, après l'éducation, est rempli de propriétés qui y sont comme emmagasinées, et de facultés acquises qui s'exercent sans que la conscience y ait part. La même chose arrive pour la race. Il existe une tendance en vertu de laquelle les descendans de parens cultivés auront une plus grande aptitude à la culture que les descendans de parens non cultivés. Si l'on n'admet pas cette idée, on ne comprendra jamais le *tissu connectif de la civilisation*. Là réside la force toujours agissante qui relie les générations aux générations, qui assure à chacune d'elles, dès sa naissance, quelque progrès relativement à celle qui l'a précédée, si la précédente a elle-même fait quelques pas en avant. C'est une cause toute physique de perfectionnement dont les lois déjà connues de l'hérédité donnent un aperçu positif, et qui deviendra de plus en plus claire à mesure que ces lois se préciseront. A cette loi de l'hérédité, ajoutez la loi de la sélection, et vous aurez la raison du développement des nations privilégiées au sein de la race. Imaginez que dans l'origine quelque heureux concours de circonstances ait procuré à un groupe humain l'avantage immense d'un gouvernement accepté, d'une obéissance collective à une autorité quelconque, et par là d'une supériorité militaire incontestable, assurée par la discipline, sur les fractions incohérentes qui composent les peuplades voisines : vous vous expliquerez sans peine comment certains groupes ont prévalu dans la concurrence vitale, comment pendant une certaine période de temps cette supériorité s'est fixée en eux, jusqu'au jour où des causes intérieures ou extérieures ont affaibli cette prédominance héréditaire. Ajoutez à cela, dans chacune de ces nations naissantes, l'influence d'un type attractif, celui d'un héros par exemple, qui tend à prédominer par l'imitation de tous,

par l'élimination des types contraires, et qui, transmis dans le tissu nerveux d'un peuple, tendra de plus en plus à devenir le caractère national, vous aurez les idées maîtresses de ce livre inégal, tantôt trop court et tantôt diffus, dont les parties s'enchaînent mal, comme des chapitres écrits à part les uns des autres, mais où éclatent par intervalles des observations singulièrement ingénieuses et profondes qui éclairent d'un nouveau jour le côté physiologique de la question.

IV.

Dans cette revue des théories du progrès, nous devons faire une place à part à celle que M. Herbert Spencer a produite récemment au milieu d'une théorie plus vaste, qui n'est rien moins que l'esquisse d'une histoire de l'univers. C'est avec ce penseur éminent, que l'on a pu appeler avec justesse « le dernier des métaphysiciens anglais (1), » que l'idée d'évolution a pris sa plus grande extension et touché les dernières bornes de son empire possible. Le traducteur français des *Premiers principes* nous montre, dans une excellente introduction, comment M. Spencer fut amené à cette dernière synthèse. Dans la *Statique sociale*, publiée en 1850, M. Spencer s'était posé comme problème de rechercher la loi naturelle dont le progrès de l'humanité est la manifestation. Plein de confiance alors dans la perfectibilité indéfinie de l'espèce, l'étendant par ses vastes espérances jusqu'au rêve de la perfection, jusqu'à la suppression du mal sur la terre, il avait cru trouver la condition de ce progrès toujours croissant dans cette tendance de la vie qu'il appela *la tendance à l'individuation*. Plus tard, le mot *individuation* lui parut être trop étroit pour l'idée du développement des choses telle qu'il commençait à la concevoir. Il craignit qu'à la suite de ce mot, qui exprime la notion d'un être considéré en lui-même, l'idée de finalité ne s'introduisît dans l'esprit humain et n'y ramenât tout un ordre de spéculations métaphysiques et religieuses qu'il voulait à tout jamais éliminer de la science. Il substitua à la première loi naturelle qu'il avait trouvée une autre plus large et plus compréhensive; mais il s'aperçut alors que le mot même de progrès ne convenait plus à la généralisation de sa pensée. Il y renonça tout à fait dans les *Premiers principes* pour adopter le mot *évolution*, plus propre à exprimer à la fois l'universalité de son objet et la nature toute scientifique de sa théorie. C'est alors que s'accomplit défi-

(1) *Les études philosophiques dans l'Angleterre contemporaine*, par M. Auguste Laugel, dans la *Revue* du 15 février 1864.

nitivement la transformation du problème dans son esprit : parti d'une question sociale, il aboutissait à un problème de physique générale. Sa théorie de l'évolution n'est rien autre chose, en effet, qu'une histoire, ou mieux une tentative d'explication du développement cosmique dans son ensemble et dans toutes ses parties par des déductions d'une seule loi, la persistance de la force.

Même dans l'école positiviste, l'idée d'évolution ne s'était jamais élevée à une si audacieuse synthèse. M. Auguste Comte ne l'applique, à ce qu'il semble, qu'à deux ordres de phénomènes, aux développemens parallèles de la vie et de l'organisme social, ou, pour parler comme l'école, à la biologie et à la sociologie. Pour retrouver l'analogie d'une pareille conception, il faudrait remonter jusqu'à Hegel et à la loi du *devenir;* mais les procédés de construction sont complétement différens. Quand Hegel nous raconte dans *la Phénoménologie* l'odyssée de son absolu à la recherche de lui-même, sortant de soi et revenant à soi par une évolution qui n'est pas autre chose que la réalité de l'être et la vie du monde, ou lorsque dans de belles pages que l'on n'a pas oubliées (1) un brillant esprit, se plaisant à faire un rêve hégélien, nous décrit la marche ascendante des choses, sans interruption et sans retour, depuis les profondeurs muettes de l'éther, voisines du néant, jusqu'à la conquête de l'absolu, suivant le progrès de l'être depuis l'atome, à travers les mystères de l'affinité, de la vie, de la pensée, jusqu'à la conscience universelle où se réalise Dieu, ces divers essais de synthèse ne représentent qu'une conception toute personnelle, agrandie par quelques aperçus de géologie ou de physique, vivifiée par l'étude toute nouvelle des religions, des langues et des races. Au fond, cela ressemble fort à quelque beau poème transcendant. La méthode de Hegel reste toute métaphysique, toute subjective; celle de M. Spencer prétend être entièrement objective, scientifique; elle se présente à nous comme un simple résultat des lois de l'univers. D'après cette prétention plus ou moins légitime, l'*évolution* de M. Spencer serait le *devenir* hégélien, mais transformé par la méthode positive, subordonné aux sciences de la nature, dont il n'est que la dernière généralisation.

Dans cette vaste histoire de l'univers, le progrès humain disparaît comme une goutte d'eau dans l'océan. Pourtant nous avons dû l'en extraire, l'isoler artificiellement, pour l'étudier à part. Son vrai nom n'est plus progrès, car dans la théorie de M. Spencer la même loi s'applique rigoureusement à la société, à l'individu, à la vie organique, à la vie de la terre, au système solaire, à la vie cosmique

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1863, *Avenir des sciences naturelles,* par M. Renan.

tout entière. La loi doit être la même, puisque dans la théorie nouvelle il n'y a pas d'ordres distincts de réalités ou de phénomènes, pas de sphères d'existence incommunicables et fermées. Il n'y a qu'une loi, parce qu'il n'y a qu'une vie; il n'y a qu'une vie, parce qu'il n'y a qu'une force persistante, diversifiée par l'infinité des mouvemens dont elle remplit l'infini de l'espace et du temps, par lesquels elle compose et dissout la variété incessante des formes, des êtres et des mondes.

Sous l'empire de la loi universelle, la persistance de la force, toutes les variétés de mouvemens se transforment les unes dans les autres; les forces physico-chimiques font la vie, les forces biologiques font la sensibilité et la pensée; les forces individuelles font les forces sociales; la société n'est donc au fond qu'une des métamorphoses infiniment variées de la force universelle, un épisode peut-être très court dans le poème de la nature. L'originalité de M. Spencer ne consiste pas à faire des phénomènes humains et sociaux, de la vie et de l'histoire, une pure modalité du principe dynamique; elle est dans la témérité inouie de mener de front, comme autant de développemens parallèles, l'embryogénie des mondes, celle des individus et celle des sociétés. Dans les proportions d'une pareille synthèse, on comprend quelle place doit occuper l'humanité, accident insignifiant que produit ou retire le jeu des forces éternelles. Elle qui croyait autrefois être l'objet de la création et le centre des choses, la voilà réduite à je ne sais quel groupement d'atomes jeté pour un instant sur un des points de la circonférence infinie; mais l'atome participe un instant à la vie éternelle, il est une partie du tout. A ce titre, la vie de l'atome a son intérêt; il doit avoir son histoire.

La science prend l'humanité au moment où dans le mystère de ses origines elle commence à être distincte, et la conduit jusqu'au moment où l'individualité du groupe humain se perd dans le Tout sans forme, principe et fin des choses. Ainsi procèdent l'astronomie, la géologie, la physiologie, qui ne sont au fond que des systèmes de mouvemens variés et combinés à l'infini, donnant lieu à des successions d'êtres et de formes, toujours en fonction de naissance ou de mort. Qu'il soit question d'un seul objet ou de tout l'univers, une explication qui le prend avec sa forme concrète et qui le laisse avec une forme concrète est incomplète, puisqu'une époque de son existence connaissable reste sans histoire, c'est-à-dire sans explication. L'histoire universelle ne sera faite que lorsque la science aura suivi cette loi dans le passé, aussi loin que l'observation et le raisonnement nous le permettront, pour les faits qui constituent la naissance, la croissance et la vie des sociétés. On pourra même dire qu'elle ne

sera complétement faite que quand la science aura suivi dans l'ordre inverse l'histoire du genre humain à travers ses transformations probables dans le plus lointain avenir, son acheminement vers la dissolution. Tout changement subi par une existence sensible se fait dans l'une ou l'autre de ces deux directions opposées : une de ces tendances est la suite naturelle de l'autre, elle en est le complément.

Suivons les trois grandes lois de l'évolution dans leur application aux sociétés. D'abord l'évolution sociale est, comme toute évolution, une intégration de plus en plus grande, un changement qui va d'un état diffus à un état cohérent, un mouvement marqué de concentration. De même que chaque plante grandit en concentrant en elle des élémens auparavant diffus à l'état gazeux, de même que chaque animal croît en concentrant ces mêmes élémens dispersés dans les plantes et les animaux à sa portée, de même la vie des sociétés se forme et se consolide « par l'unification » de plus en plus marquée et de plus en plus stable, depuis la première union des familles errantes en tribus jusqu'à l'idée d'une fédération européenne, qui n'est qu'une intégration beaucoup plus vaste. Le même mouvement s'opère en même temps dans les produits variés de l'activité humaine. Les progrès du langage, des arts industriels et esthétiques, deviennent « comme un procès-verbal objectif, » comme une table d'enregistrement des changemens qui s'opèrent dans l'intérieur de chaque groupe humain.

La seconde loi, c'est le changement allant d'un état homogène à un état hétérogène. Cette loi, qui règle le développement des phénomènes astronomiques et géologiques, se révèle clairement dans l'histoire des corps organisés par la distinction de plus en plus marquée des parties, par la division toujours croissante des organes et des fonctions. Elle se marque en traits également significatifs dans l'histoire de l'espèce humaine par la multiplication des races, dans chaque groupe par la distinction qui s'établit entre les facultés et les fonctions, entre les gouvernans et les gouvernés, entre l'église et l'état, entre les classes ou ordres de travailleurs, qui sont autant d'organes du corps social.

Mais en même temps, et c'est la troisième loi, qui retient et limite les effets de la seconde, en même temps que dans une existence quelconque il s'opère un changement de l'homogène à l'hétérogène, il s'en opère un autre de l'indéfini au défini. A côté d'un progrès allant de la simplicité à la complexité, il se fait un progrès de la confusion à l'ordre. Non-seulement les parties dissemblables se multiplient, mais on voit aussi s'accroître la netteté avec laquelle ces parties s'organisent en elles-mêmes et dans leur rapport avec

l'ensemble. C'est la dernière formule de l'évolution physiologique, c'est aussi celle de l'évolution sociale qui se caractérise par une localité fixe où cesse la vie nomade, par une limite territoriale qui distingue une nation d'une autre nation, par une distribution arrêtée de classes, de rangs, de fonctions, qui s'étaient d'abord multipliés au hasard, sans règle précise, sans objet bien défini. L'individualité nationale s'organise et se crée.

Nous ne suivrons pas plus loin M. Spencer dans le détail infini des harmonies ou plutôt des identités qu'il retrouve entre les momens du système solaire, l'histoire de la terre, le développement des composés organiques, et les phases des sociétés, sans négliger dans cet immense parallèle, qui se déploie à l'infini, les résultats organisés de l'action sociale, le développement des langues, des arts et des sciences. Encore moins devrons-nous le suivre dans l'analyse des lois dynamiques les plus hautes, les plus générales auxquelles se rapportent ces lois de l'évolution; mais nous ne pouvons omettre la prétendue nécessité, principe de tout le système, suivant laquelle une force permanente et uniforme aboutit à créer des forces antagonistes en subissant une dispersion. Ces forces antagonistes déterminent en sens contraires, dans toute existence, des oscillations que règle la loi du rhythme. Tous les mouvemens alternent : ceux des planètes dans leurs orbites comme ceux des molécules de l'éther dans leurs ondulations, comme ceux de la vie. Le rhythme du mouvement produit forcément l'équilibre à un moment donné. C'est le dernier terme assignable à l'évolution.

L'évolution conduit toute société, comme tout corps organique, à l'équilibre. C'est le point fatal où commence un mouvement en sens inverse, le phénomène complémentaire et corrélatif de l'évolution, la dissolution. Il n'est pas douteux que ce ne soit là le dernier terme auquel aboutisse la pensée logique de M. Spencer. Les sociétés humaines mourront comme elles sont nées; elles mourront comme meurt toute chose sensible, comme mourra le monde, comme meurt un ciron. La terre mourra comme l'humanité; elle subira un jour l'action de forces assez puissantes pour causer sa désintégration complète. — Ici naissent dans l'épouvante de la pensée humaine une foule de questions singulièrement tragiques. L'évolution dans son ensemble marche-t-elle vers le repos complet comme elle y marche dans ses détails? L'état de privation absolue de mouvement, appelé mort, qui termine l'évolution dans les corps organiques, est-il le type de la mort universelle au sein de laquelle l'évolution universelle tend à s'engloutir? Enfin devons-nous considérer comme la fin des choses un espace infini peuplé de soleils éteints voués à l'immobilité éternelle? Ou bien cette fin apparente des choses ne sera-t-elle que le

commencement d'une vie nouvelle, le signal de l'éclosion de mondes futurs dont rien dans les mondes passés ne peut nous faire concevoir l'idée? — Questions transcendantes auxquelles il ne peut être fait de réponse positive. M. Spencer nous laisse à ce point de sa course, anxieux, penchés sur le bord de l'éternité, interrogeant de la pensée l'infini ténébreux.

Nous n'essaierons pas de nous mettre à sa place et de répondre pour lui. Notre objet était de montrer à quelle hauteur de synthèse M. Spencer a élevé la question du progrès et comment il l'a transformée. Il ne s'agit plus pour lui de la conception humaine et sociale qui a servi de point de départ à ses recherches. Le problème historique s'est changé en un problème de dynamique. Ce qu'il étudie, ce n'est plus un fait humain, variable, contestable, renfermé dans les bornes étroites de l'histoire. Il repousse l'interprétation « vulgaire » de ce fait comme une hypothèse suspecte de mysticisme et convaincue de finalité. Il en transforme l'idée primordiale par les données les plus hardies des sciences de la nature; il la fait entrer de gré ou de force dans le cadre le plus vaste des généralisations scientifiques, embrassant le monde inanimé, le monde vivant, le monde pensant sous l'empire de la même loi. A quel prix? En nous imposant ses exigences, qui sont bien fortes, et la plus forte de toutes, la réduction de la vie sociale à un système de mouvement qui se combine ou se dissout de la même façon que le mouvement atomistique dans la dernière molécule d'éther, — en nous imposant en outre la plus rigoureuse exclusion de la spontanéité libre dans toutes les sphères de la vie, soumises à la même nécessité mécanique que le domaine des forces physiques ou chimiques. Malgré nos réserves absolues sur le principe et le fond du système, M. Spencer n'aura pas rendu un médiocre service à la philosophie du progrès, s'il a découvert certaines harmonies très belles et très curieuses entre les différentes régions de l'être et de la vie, et surtout s'il a contribué à nous délivrer de cette idolâtrie d'un progrès rectiligne, continu, illimité, dont l'apothéose insensée a égaré tant d'intelligences depuis un siècle. Aucune de ces grandes tentatives scientifiques n'est entièrement perdue pour l'esprit humain. Une théorie raisonnée, expérimentale, du progrès reste à faire en mettant à profit ces théories récentes, en les affranchissant de leur point de vue trop systématique. Nous essaierons dans une prochaine étude d'en tracer quelques linéamens, d'en esquisser au moins l'idée, de montrer ce qu'elle devrait être à de plus heureux qui la réaliseront un jour.

E. Caro.

LES

MISSIONS EXTÉRIEURES

DE LA MARINE

III.

LA STATION DU LEVANT (1).

IX. — LES PHILHELLÈNES.

I.

Ce qui caractérise la nouvelle période dans laquelle l'année 1827 nous fait entrer, c'est le développement soudain que prend en Grèce l'influence étrangère. L'anarchie, qui est alors à son comble, la haine mutuelle que les factions se portent, la pénurie du trésor national, qui n'est plus alimenté que par les libéralités extérieures, tout tend à subordonner le gouvernement grec aux comités dont il reçoit les secours, aux puissances dont l'intervention commence à se dessiner. « J'ose croire, écrit le 13 janvier 1827 l'amiral de Rigny, que, quand on en viendra à traiter pour les Grecs, il faudra traiter à peu près sans eux. Ce sera encore un service à leur rendre. » Jamais les dissensions intestines d'un pays n'ont été plus profondes. Au mois de décembre 1826, la frégate l'*Hellas* arrive d'Amérique : on s'empresse d'en confier le commandement à Miaulis, les Ipsariotes refusent de servir sous les ordres d'un amiral d'Hydra; c'est Cochrane qu'il leur faut, Cochrane seul qu'ils demandent.

En attendant que le comte de Dundonald se rende à leur appel et

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin, du 1er août et du 15 septembre.

vienne enfin combler les vœux de la Grèce, deux officiers anglais, le colonel Gordon et le capitaine Hastings, se sont chargés d'inspirer les résolutions du gouvernement d'Égine. J'ai fait connaître au lecteur le capitaine Hastings. Ce vaillant officier montait alors le navire à vapeur dont j'ai donné dans une autre partie de ce travail la description. La *Persévérance* avait devancé l'*Hellas* dans les eaux de Nauplie, et depuis les premiers jours de septembre Hastings était prêt à faire l'essai de ses pièces de 68 contre les Turcs. Le colonel Gordon de son côté débarquait le 4 janvier 1827 à Égine. Il n'était pas moins impatient que le capitaine Hastings d'entrer en campagne. Tout semblait en effet commander aux Grecs de se hâter. La situation de Fabvier devenait de jour en jour plus critique. Pouvait-on espérer qu'une garnison, déjà réduite d'un cinquième par les souffrances, par les privations, par le feu de l'ennemi, ne manquant pas encore de vivres, mais manquant de bois et de vêtemens, sans défense par conséquent contre les rigueurs de l'hiver, serait en état d'attendre l'effet des diversions tentées à l'autre extrémité de la Grèce? Peut-être cependant eût-il été sage de se résigner à voir tomber l'Acropole, certain de la reprendre le jour où les avantages obtenus en Roumélie auraient obligé Reschid à évacuer la Béotie et l'Attique. Un autre conseil prévalut. A l'instigation du colonel Gordon et du capitaine Hastings, le président Zaïmis donna l'ordre de rassembler à Éleusis toutes les forces qui n'opéraient pas en ce moment dans le nord. On parvint à réunir ainsi 5,000 hommes.

Le colonel Gordon avait l'habitude de la guerre, l'ayant faite pendant plusieurs années en Russie, puis en Espagne, où il fut attaché à l'état-major de sir Robert Wilson. Calme et froid, d'un courage impassible et régulier, il apportait au service de la cause qu'il avait embrassée avec une généreuse ferveur les qualités qu'on s'accorde généralement à reconnaître à la race britannique. Une étrange coïncidence avait voulu que l'officier ardent, prompt aux coups de main, rempli d'initiative, se trouvât enfermé dans la citadelle d'Athènes, pendant que le soldat patient et méthodique, organisé surtout pour la résistance, aurait la mission d'en faire lever le siége. Vers la fin du mois de janvier 1827, le moment fut jugé particulièrement favorable pour tenter cette opération. Reschid-Pacha venait de détacher 2,500 hommes en Roumélie, et Omer-Vrioni se portait à marches forcées sur Salone. J'ai déjà dit que 5,000 Grecs avaient été rassemblés à Éleusis. Ces soldats appartenaient en majeure partie au corps du Monténégrin Vassos et à celui du Moréote Panayotaki Notaras. Si l'on n'avait eu à sa disposition que de pareilles bandes, on eût pu hésiter encore à les engager en rase campagne, mais la fortune

ménageait à ces troupes si peu solides par elles-mêmes un précieux renfort.

Le colonel Bourbaki, officier français dont la famille était originaire de Céphalonie, avait obtenu du ministre de la marine l'autorisation de prendre passage sur la bombarde l'*Hécla*, commandée par le capitaine de Gourdon. Le 4 janvier 1827, il annonçait au gouvernement d'Égine son débarquement à Nauplie. Sorti de l'École militaire de Fontainebleau en 1804, commandant du 31e léger en 1815, le colonel Bourbaki n'avait point, on peut aisément le supposer, obtenu ce rapide avancement sans avoir fait ses preuves sur le champ de bataille; ses états de service mentionnent quatre blessures graves et trois citations. Les événemens de 1815 firent entrer le jeune et brillant colonel dans la classe si nombreuse alors des officiers en demi-solde. La démission de Bourbaki ne fut cependant acceptée qu'en 1820. Libre de toute entrave, ce vaillant courage ne se tourna pas immédiatement vers la Grèce. Ce ne fut qu'en 1827 qu'il se laissa entraîner dans le Levant par le souvenir de son origine et surtout par l'enthousiasme général : à peine eut-il touché le sol ensanglanté de sa première patrie, que son nom et sa haute réputation de bravoure lui donnèrent une armée. 800 Grecs, presque tous septinsulaires, et une foule de philhellènes, se groupèrent autour de cet officier céphaléniote, qui avait eu, comme Fabvier, sa part dans les dernières gloires du grand empire. Les ordres du comité français étaient formels. Bourbaki devait opérer dans la Grèce occidentale. Les instances réitérées du gouvernement d'Égine déterminèrent le colonel, malgré de fâcheux pressentimens, à négliger ces recommandations et à se conformer à des vœux qui lui étaient exprimés avec une certaine violence. Vers la fin du mois de janvier 1827, le nouveau corps avait rejoint au camp d'Éleusis les bandes de Vassos et de Panayotaki Notaras.

Pour l'intelligence des événemens qui vont suivre, quelques détails topographiques sont indispensables; je les abrégerai autant que possible. Le théâtre où ces événemens se succèdent est étroit; on l'embrassera facilement d'un coup d'œil. Dix milles à peine séparent à vol d'oiseau le port du Pirée de la pointe de Mégare. Cet espace est presque entièrement occupé par l'île de Salamine. En face se dresse un double amphithéâtre de montagnes. On franchit l'un pour aller de Mégare à Éleusis; on traverse l'autre quand on veut d'Éleusis gagner la plaine d'Athènes. Entre ces montagnes et l'île qui leur est opposée se déploie un large bras de mer dont les eaux profondes se trouvent, par un étranglement soudain, partagées en deux golfes distincts : la baie d'Éleusis et la rade de Salamine. Le Pirée est le premier enfoncement que présente la côte

à l'issue du second de ces golfes. Un promontoire rocheux, usé par la vague, tout noir d'algues marines, s'offre ensuite : c'est le cap Thémistocle, massif interposé entre le Pirée et la baie que termine à l'est le cap Colias. Ce promontoire est fameux à plus d'un titre. Deux des trois ports d'Athènes, Phalère et Munychie, étaient situés sur celle de ses faces qui regarde le Levant. Ces ports sont aujourd'hui à peu près comblés; l'accès n'en est permis qu'à des barques ou à des navires d'un très faible tirant d'eau. Le Pirée seul peut encore recevoir des frégates. La baie de Phalère, très médiocre mouillage, ouvert aux vents du sud, n'a aucun des avantages du port dont elle a gardé le nom; au point de vue stratégique, elle n'en a pas moins son importance, car nulle partie du rivage n'est plus rapprochée d'Athènes. On compte environ quatre milles du Pirée aux murs de l'Acropole; il n'y en a guère que deux entre l'enceinte de cette citadelle et le fond de la baie.

Une éminence arrondie, d'une élévation peu considérable, — 87 mètres, — domine tout cet ensemble. Ce fut de là, dit-on, que s'élança Thrasybule quand il vint délivrer la ville des trente tyrans. Il surprit les hauteurs de Munychie, comme le jeune Bonaparte devait surprendre, au début de sa carrière, le Petit-Gibraltar. Le colonel Gordon s'inspira en 1827 de ce double exemple; mais avant d'oser rien tenter dans la baie de Phalère, il voulut attirer ailleurs l'attention des Turcs. Le colonel Bourbaki fut investi du soin de cette diversion. Il reçut l'ordre de se porter sur le revers oriental des montagnes qui séparent de la plaine d'Athènes la campagne et les marais d'Éleusis.

Nous retrouvons ici des lieux qui nous sont déjà connus. Ce long rameau montagneux qu'on voit se diriger du bord de la mer vers le nord, dont le pied est baigné par les eaux de la rade de Salamine, et dont la plus haute cime finit par atteindre, de degré en degré, la hauteur de 1,400 mètres, c'est la chaîne du Corydale, de l'OEgaleus, du mont de Daphné, de l'Icarus et du Parnès; c'est le théâtre des premiers efforts tentés par Karaïskaki et par Fabvier pour secourir Athènes. Le voyageur qui débouche par le col de Daphné a devant lui, à 5 milles environ de distance, la cité de Minerve. La route qui l'y conduit à travers le grand bois d'oliviers et le lit torrentueux du Céphise, c'est l'antique voie sacrée. Plus haut que le col de Daphné, sur les premiers contre-forts du Parnès, à 10 ou 11 milles d'Athènes, s'ouvre une autre brèche par où descend vers Khasia et Kamatero la route de Thèbes. Cette brèche, le colonel Bourbaki la franchit le 3 février 1827; le 4, il était établi au village de Khasia avec ses 800 hommes et les 2,000 irréguliers qui reconnaissaient pour chefs Vassos et Notaras.

C'était la troisième fois que Reschid se voyait menacé de ce côté. Il crut l'attaque sérieuse et se porta de sa personne, à la tête de 2,000 fantassins et de 600 cavaliers, sur le point où il pensait trouver tous les Grecs réunis. Au même instant, un débarquement avait lieu dans la baie de Phalère; 2,300 hommes et quinze pièces de canon jetés à terre à la faveur de la nuit prenaient, avant le jour, possession des hauteurs de Munychie. Gordon s'était réservé la conduite de cette partie de l'expédition. Il s'en promettait un succès décisif; mais il se vit arrêté court par la résistance de 700 Guègues retranchés dans le couvent de Saint-Spiridion. Ce vieux monastère, bâti sur la route de Munychie au Pirée, défia toutes ses attaques. Les énormes projectiles de la *Persévérance* ne réussirent pas mieux à en déloger les Albanais. Reschid connaissait bien ces soldats intrépides. Sûr de leur constance, il ne crut pas nécessaire de revenir sur ses pas. Bourbaki d'ailleurs ne lui en eût pas laissé le temps. « Vaillant et enthousiaste, » — ce sont les expressions d'un historien anglais, — Bourbaki s'était résolûment porté à la rencontre du séraskier. Descendu le 7 février de Khasia à Kamatero, il se jetait le 8 dans la plaine. Vassos et Notaras avaient promis de le suivre; ils le suivirent malheureusement de trop loin. Avant qu'il eût pu atteindre la lisière du bois qui lui offrirait, pour se mettre sur la défensive, un terrain plus propice, Bourbaki se vit soudainement entouré par toutes les forces de Reschid. Les troupes de Vassos et de Notaras n'eurent garde de venir à son secours. « Effrayées, nous dit l'amiral de Rigny, par quelque cavalerie turque, » elles se débandèrent et ne songèrent qu'à chercher leur salut dans la fuite, laissant leurs provisions, leurs bagages, une partie de leurs armes sur le terrain. Les soldats de Bourbaki tinrent une autre conduite. Se serrant autour de leur chef, ils essayèrent bravement de repousser un choc inégal. Plus des deux tiers de cette bande héroïque, 500 hommes environ, trouvèrent la mort sur le champ de bataille. Le colonel, deux officiers français et un médecin allemand, MM. Gibacier, Gasque et Bon, tombèrent vivans entre les mains des Turcs. La frégate la *Pomone* était en ce moment sur la rade de Salamine. Le capitaine de Reverseaux ne perdit pas un instant pour entrer en communication avec Reschid. Il voulait demander au pacha l'échange des prisonniers, le supplier au moins d'épargner la vie de nos compatriotes; il engageait sa parole, celle de son amiral : « jamais les captifs épargnés ne reparaîtraient dans les rangs des Grecs. » Zèle inutile! empressement superflu! Les prisonniers français avaient à peine survécu quelques heures à leur défaite. Le genre de guerre qui se faisait alors en Grèce, les représailles atroces que se croyaient en droit d'exercer les belligérans, laissaient peu de chances de salut aux

combattans pris les armes à la main. La rage des musulmans se tournait surtout implacable contre les étrangers. La merci qu'ils auraient peut-être accordée à des Grecs, ils l'avaient, sans hésiter, refusée à des philhellènes.

L'amiral de Rigny était de longue date habitué à ces incidens lamentables; il ne put cependant retenir un cri d'indignation. Ce mouvement d'une âme plus maîtresse en général d'elle-même, il en faisait, le 5 mars 1827, l'aveu au ministre. « Je n'ai pas cru, écrivait-il, sortir de la neutralité qui m'est prescrite en exprimant au séraskier l'horreur que m'inspirait une précipitation si cruelle. Je lui ai fait sentir combien les excès de ses delhis nuisaient à la cause de la Porte et contribuaient à multiplier en Europe les partisans de jour en jour plus chaleureux de la Grèce. »

Vainqueur à Kamatero, Reschid, le 10 février, se mettait avec 4,000 hommes en marche sur le Pirée. Il se croyait certain de jeter sans peine Gordon et sa troupe à la mer; mais il trouvait les Grecs renforcés d'une partie du corps de Notaras. Leur aile droite était protégée par des marais, leur aile gauche par les bâtimens de Miaulis. Entrant, au milieu du combat, dans le port du Pirée, le capitaine Hastings prenait les Turcs en flanc et les obligeait à battre en retraite. Les honneurs de la journée appartenaient incontestablement au commandant de la *Persévérance*. Il faut cependant en faire une part, je dirai même une part considérable, au chef des Athéniens, ce vaillant Makriyannis, dont j'ai déjà eu, à deux reprises différentes, l'occasion de citer les prouesses. Frère et neveu de banquiers établis en Russie, le jeune Kalergi se distingua également dans cette affaire, où il faisait, en qualité de commandant de l'artillerie, ses premières armes. Il soutint avec autant de sang-froid que de bravoure l'attaque dirigée par les Turcs contre le centre des positions grecques. Quant à Reschid, il crut avoir trouvé un excellent moyen de faire comprendre à Constantinople d'où venaient les lenteurs inusitées du siége d'Athènes. Avec la tête de Bourbaki et le casque de cavalerie que portait le valeureux colonel, il envoya au sultan un des boulets de 68 de la *Persévérance*.

Bien qu'ils fussent restés maîtres de la position de Munychie, les Grecs ne pouvaient plus conserver l'espoir de délivrer Athènes sans avoir rassemblé sur ce point des forces considérables. Ils en revinrent au projet de harceler Reschid sur ses derrières. Le général bavarois Heïdeck, récemment arrivé à Égine, s'embarqua sur la frégate l'*Hellas* avec 500 hommes distraits du corps d'occupation de Phalère. La corvette à vapeur la *Persévérance* et le brick le *Nelson* accompagnaient l'*Hellas*, encore montée à cette époque par l'amiral Miaulis. L'expédition pénétra dans le canal de Né-

grepont et vint, à la tombée de la nuit, mouiller devant Oropos. Miaulis voulait que le général Heïdeck jetât sur-le-champ ses troupes à terre et enlevât d'assaut une batterie que la corvette à vapeur, mouillée à portée de pistolet, avait en quelques minutes réduite au silence. Le général aima mieux attendre le jour; au jour, les soldats débarqués se trouvèrent en présence d'un corps de cavalerie expédié par Reschid de son camp d'Athènes. Le colonel Heïdeck ne jugea pas prudent de se mesurer avec ces delhis exaltés par leurs récens succès. Il était resté sur l'*Hellas;* au lieu d'aller se mettre à la tête de ses troupes, il les fit rembarquer à bord de la frégate, du pont de laquelle il suivait leurs mouvemens, et reprit avec elles le chemin de Munychie. Quand il put jeter l'ancre dans la baie de Phalère, les affaires avaient pris une face nouvelle. Suivant de près Omer-Vrioni, rappelé devant Athènes par Reschid-Pacha, Karaïskaki était entré le 8 mars à Éleusis avec 4,500 hommes. Sir Richard Church et lord Cochrane commandaient les armées de la Grèce.

Lord Cochrane avait été nommé grand-amiral et sir Richard Church généralissime. Pour contre-balancer l'influence que cette double nomination devait nécessairement donner à l'Angleterre, Colocotroni et le parti russe obtinrent de l'assemblée nationale de Trézène l'élection du comte Capo d'Istria. Cet ancien ministre du tsar fut nommé président de la Grèce. Il y avait longtemps qu'on sentait la nécessité de confier le pouvoir exécutif à un seul homme. Le jour où les onze membres du gouvernement s'étaient démis de leurs fonctions, Condouriotti avait eu quelque droit de s'attendre à voir son nom généralement respecté sortir de l'urne; mais toute réputation nationale était usée, et les Grecs, après six années de déchiremens intérieurs, en étaient réduits à faire venir d'Angleterre des généraux, de Russie un président pour leur république. Ce fut à Paris que le comte Capo d'Istria apprit son élection. Avant d'accepter la présidence qui lui était offerte, il voulut retourner en Russie et obtenir l'assentiment de l'empereur Nicolas. Né à Corfou en 1776, le comte était devenu par l'effet des circonstances plus Russe encore que Grec. Issu d'une famille que la république de Venise avait anoblie, il s'était rendu à Padoue pour y étudier la médecine. Lorsqu'en 1807 le gouverneur de l'Épire, maître de Prevesa, menaçait l'île de Sainte-Maure, Capo d'Istria fut investi du commandement général de toutes les milices des sept îles. Ce commandement le mit en relations avec Colocotroni, avec Karaïskaki, avec la plupart des chefs souliotes. L'annexion des îles ioniennes à l'empire français décida de sa destinée en lui inspirant la pensée d'offrir ses services au gouvernement moscovite. Admis dans la chancellerie de

l'amiral Tchitchakof, il y fit preuve d'une remarquable aptitude politique. Sa fortune ne tarda pas alors à prendre un essor rapide. L'empereur Alexandre le distingua et l'employa dans les négociations qui précédèrent le traité de Paris. Haïssant l'Angleterre comme tout bon Ionien, la Turquie en sa qualité de fervent orthodoxe, il apporta dans les hautes fonctions auxquelles l'appela bientôt la faveur du tsar un violent désir d'émanciper la Grèce; on a pu l'accuser, non sans quelque apparence de raison, de n'avoir voulu l'émanciper qu'au profit de la Russie.

En 1820, Capo d'Istria avait refusé la suprême direction de l'hétairie; en 1822, il quitta le ministère des affaires étrangères pour ne pas s'associer à une politique qui semblait devenir moins favorable aux intérêts de la liberté hellénique. Pendant cinq années, il vécut à Genève dans la retraite la plus absolue. C'était un homme simple, intègre, fait pour honorer un état policé, incapable de maîtriser une société barbare dont il ne comprenait qu'à demi les passions.

Élu pour sept ans, Capo d'Istria ne se hâta pas de venir prendre possession de sa couronne d'épines. Une commission de trois membres, — « trois consuls romains, » ainsi les appelle le commandant de la *Junon*, — dut conduire les affaires jusqu'à l'arrivée du président gréco-russe. Cette commission ne pouvait offrir que des noms obscurs, car il fallait être certain qu'elle n'hésiterait pas à déposer ses pouvoirs au moment voulu : aussi fut-elle sans autorité.

Le 7 avril 1827, l'amiral de Rigny résumait en quelques lignes la situation. « Je dois vous témoigner le regret, écrivait-il au ministre, que, l'armement de Cochrane et son départ ayant eu lieu dans un port voisin de Toulon, je n'aie reçu aucun avis à ce sujet. L'arrivée de Cochrane parmi les Grecs, avec un brick et une goëlette, sans réaliser toutes les espérances que ceux-ci s'en étaient formées, a produit cependant une grande sensation. Il avait été précédé d'un Anglais, nommé Church, qui se dit général, mais qui ne l'a point été au service d'Angleterre. On vient d'appeler le comte Capo d'Istria à la tête du gouvernement, de nommer un chef pour la terre, un autre pour la mer. Si ces nouvelles formes reçoivent le secours de quelques millions étrangers, elles pourront subsister quelque temps; sans cela, elles auront le sort des gouvernemens éphémères et rivaux qui se sont succédé jusqu'ici en Grèce. »

II.

Cochrane et Church ont été investis de trop grands pouvoirs pour leur compétence. Quels ennemis auront-ils à combattre, quels sol-

dats va-t-on leur donner à conduire? Ils ne connaissent ni les uns ni les autres. D'un côté se présentent des guerriers vieillis dans la profession des armes, fiers de leurs prouesses individuelles et pliés à une sorte de discipline, — de l'autre, des klephtes et des bergers animés d'un saint enthousiasme, ivres de haine et avides de sang, mais inquiets dès qu'on les appelle à livrer bataille en dehors de leurs montagnes, là où ils ne trouvent plus une pierre pour appuyer leur fusil, un sentier scabreux pour opérer leur retraite. Voilà les élémens au milieu desquels vient s'abattre tout à coup sans préparation la suffisance étrangère.

Karaïskaki cependant n'avait pas attendu le généralissime pour entrer en campagne. Le 14 mars, à 6 heures du soir, il part d'Éleusis. Vers minuit, il occupait dans la plaine au nord du Pirée, vis-à-vis l'anse de Pyrgos, le petit monticule de Kerasini et s'y fortifiait. On avait compté de sa part sur plus de décision; Karaïskaki savait mieux que Cochrane ce qu'il pouvait demander à ses troupes, et ceux qui le blâmèrent de sa prudence montraient probablement moins de jugement que lui. Au jour, les Turcs s'aperçurent de la présence des Grecs. Ils se portèrent à leur tour sur les hauteurs voisines et s'occupèrent sans délai de s'y retrancher. Tel était le premier soin des chefs qui avaient acquis quelque expérience dans cette guerre. Ils commençaient toujours par se créer un point d'appui pour y rallier leurs troupes en cas de débandade. Le 16 mars, au moment où la *Victorieuse* rejoignait la *Pomone* au mouillage de Salamine, les Turcs « firent mine de vouloir diriger contre Karaïskaki une attaque générale. » On les vit descendre des hauteurs avec une cavalerie et une infanterie très nombreuses. « J'ai craint un instant pour les Grecs, écrivait M. de Reverseaux; mais l'ardeur des Turcs s'est aussitôt ralentie. Ils se sont contentés d'escarmoucher avec environ 300 palikares, et une poignée de cavaliers grecs, qui ont montré beaucoup de courage. Les 3,000 Grecs de Phalère sont sortis de leurs retranchemens et se sont aussi portés dans la plaine, séparés par la largeur du Pirée des retranchemens de Karaïskaki. La citadelle, de son côté, a profité de l'absence des Turcs pour s'approvisionner de bois. » Ce n'étaient pas là de grands combats. C'était ainsi cependant qu'on pouvait se donner quelques chances d'arriver un jour sous les murs d'Athènes. Le 1er avril, Gennaïos Colocotroni, le second fils du vieux klephte, amenait à Karaïskaki 600 Moréotes. Ainsi renforcé, Karaïskaki, dans la nuit du 4 au 5, s'occupait de pousser un peu plus loin la ligne de ses embuscades. Les Turcs le surprenaient au milieu de ce travail; un capitaine et une douzaine d'hommes restaient sur le terrain. Le 8, Karaïskaki reprenait patiemment son œuvre. Cette fois ce n'était plus d'une

opération de nuit qu'il s'agissait : le général sortait de ses retranchemens à la tête de sa cavalerie, se faisait tuer une trentaine de chevaux, blesser plusieurs cavaliers; lui-même recevait « une balle dans ses habits. » L'escarmouche terminée, il rentrait dans ses lignes, sans avoir beaucoup avancé ses affaires, sans avoir non plus rien compromis. Le 19 avril, nouveau renfort. Le fils de Sisini arrive à la tête de 1,500 hommes.

L'armée de l'Attique compte alors près de 11,000 hommes, 4,000 au camp de Munychie, 7,000 à l'ouest du Pirée. Karaïskaki juge le moment venu de faire un sérieux effort. Dans la nuit du 19 au 20, il fait occuper une hauteur voisine de celle où les Turcs s'étaient établis, hauteur située au nord de la ligne des retranchemens ottomans. Quand le jour paraît, les Grecs ont déjà élevé sur ce point un tambour. « Par fanfaronnade, » nous dit le commandant du *Marsouin*, le capitaine Guettard, ils annoncent leur présence en faisant une décharge générale de mousqueterie. Reschid essaya vainement de reprendre cette position. Refoulé dans une première attaque, il recommença le lendemain, toujours avec aussi peu de succès. En ce moment même arrivait à Kerasini sir Richard Church, et M. de Reverseaux écrivait de Salamine à l'amiral : « Cochrane, sur l'*Hellas*, est en vue, il fait route avec plusieurs bricks pour le mouillage de Phalère. »

Avant que ces deux grands personnages, Cochrane et Church, entrent en scène, établissons le bilan de la situation dont ils vont hériter. Athènes, nous apprend l'amiral de Rigny, « le pivot des affaires grecques, » était bien près de succomber, quoique les Grecs occupassent en force deux positions à droite et à gauche du Pirée, adossés à la mer qu'ils avaient pour eux. « Ils n'ont pu, ajoutait l'amiral, réussir encore à forcer l'opiniâtre Reschid à lever le blocus. Fabvier est toujours enfermé dans l'Acropole. Je ne serai pas blâmé, j'en suis certain, si j'emploie mes efforts personnels pour le sauver, lui et ses compagnons, du sort qui les menace. »

Le langage de Fabvier n'était pas cependant celui d'un homme désespéré, il était celui d'un homme impatient et qui ne se sent pas à sa place. « Depuis longtemps, écrivait-il le 20 avril, les soldats irréguliers sont fatigués des promesses de cinq jours, de dix jours. La seule manière de les faire patienter, c'est de leur montrer de la besogne. Les miens sont plus calmes, quoique les plus maltraités de toute la Grèce. Ils ont acquis une lueur de patriotisme. Cependant le moment viendra bientôt où la patience échappera à tout le monde à la fois. Chacun répète : — 15,000 hommes réunis! et ils n'osent marcher contre 5,000 au plus! Que sera-ce quand ils arriveront devant les postes où l'ennemi a préparé sa défense! — Quant

à moi personnellement et à ma faible troupe, nous sommes entrés ici en passant sur le ventre des Turcs. Je suis peu embarrassé de recommencer. L'état de la forteresse m'a seul engagé à y demeurer. Kriezotis est malade. Son corps est le pire de tous. Les gens du château veulent ouvertement la reddition. J'ai 60 hommes de morts par le feu ou de maladie. Les autres, rongés par la fièvre, privés de tout, n'en restent pas moins fidèles à leur devoir. » Une semblable dépêche était faite, il faut bien l'avouer, pour stimuler l'ardeur de Cochrane, car Cochrane était un vaillant soldat et prêt à payer en toute occasion de sa personne. Il avait déjà perdu près d'un mois à haranguer les Grecs, se flattant naïvement de pouvoir par ses proclamations rapprocher les partis. « Au début, écrivait l'amiral de Rigny, il a renvoyé les factions à la deuxième philippique de Démosthène. Depuis, saisissant mieux le caractère avide des chefs grecs et des palikares, il promet aux uns le sac de Byzance, aux autres le pillage de Smyrne, aux plus braves une prime en piastres d'Espagne. » Les soldats que Cochrane amenait le 20 avril dans la baie de Phalère étaient choisis dans une belliqueuse élite. C'étaient 1,200 Hydriotes et Crétois qu'il venait de prendre à sa solde. Il les fait débarquer sous les ordres d'un de ses parens, le major Urquhart, se met à leur tête le 25 avril, les enthousiasme par son exemple, et enlève du premier coup neuf petites redoutes. A dater de ce jour, les deux camps grecs forment une ligne continue de la colline de Munychie au pied du Mont-Corydale. Le couvent de Saint-Spiridion est complétement cerné. Déjà, on s'en souvient, ce poste avait été battu en brèche par la *Persévérance*, qui l'avait ouvert de toutes parts sans que les palikares pussent se décider à l'enlever de vive force. Six bricks grecs entrent dans le port et dirigent leur feu sur ces ruines où se sont enfermés 300 Albanais. Le 26, l'*Hellas* se présente à son tour. La frégate s'entraverse devant le monastère, et ses soixante canons rasent presque complétement cet édifice. Le 27, l'*Hellas* tire encore, elle tire sur quelques pans de murailles restés debout. Le couvent n'est plus qu'un monceau de décombres sous lesquels une partie de la garnison turque reste ensevelie. Un appel est fait par Cochrane au courage de ses Candiotes. « Quels sont ceux qui se présentent pour monter à l'assaut? Qui veut achever avec le sabre ou la baïonnette l'œuvre du canon? » Tous restent muets. Vingt philhellènes sont seuls sortis des rangs; on renonce à les sacrifier. Les Turcs étaient sans vivres et presque sans eau: ils proposent de se retirer avec leurs armes. Cochrane refuse d'accéder à ces conditions : les Albanais déposeront leurs armes et se rendront prisonniers; c'est la seule capitulation qu'il leur accorde.

Sur ces entrefaites, le bruit se répand que la flotte égyptienne est

sortie d'Alexandrie. Cochrane court à Poros pour y activer l'armement de la flotte grecque. Pendant ce temps, les Albanais renouvellent leurs propositions, et cette fois le général Church, désireux d'en finir, les accepte. Des otages, suivant la coutume orientale, sont fournis aux Turcs. Les soldats guègues se forment sur deux rangs, au nombre de 250 environ. Les otages marchent en tête de la colonne. C'est dans cet ordre qu'on franchit les décombres. Une double ligne de cavalerie grecque borde les deux côtés du chemin. En ce moment une masse de soldats s'approche de la queue de la colonne. Des injures s'échangent. Un Rouméliote saisit le fusil d'un Albanais et essaie de le lui arracher. Celui-ci résiste; dans le débat, l'arme qui était chargée part, sans blesser cependant personne. Le massacre aussitôt commence. Une décharge générale couche à terre un grand nombre de Turcs. Les Grecs achèvent les blessés à coups de sabre et dépouillent les morts.

Quelques Albanais parvinrent à gagner les derniers retranchemens occupés par Kostas Botzaris et par Nikétas; ils eurent alors à essuyer le feu des avant-postes turcs. Plus de 200 Guègues trouvèrent la mort dans cette triste journée, et tous ces Guègues étaient des héros. Reschid, lorsqu'on lui annonça l'épouvantable catastrophe, s'en montra plus ému qu'on n'eût pu l'attendre d'un Turc façonné depuis si longtemps au mépris de la vie humaine. « Dieu ne laissera pas, dit-il, ce manque de foi impuni. » Le général Gordon avait assisté au sac de Tripolitza. Ce nouvel attentat le dégoûta de la Grèce. Il se démit de ses fonctions de directeur-général de l'artillerie et s'éloigna pour toujours d'un théâtre où se commettaient tant d'atrocités. Church et Cochrane se montrèrent un instant disposés à suivre son exemple; mais bientôt ils se ravisèrent. Church reprit le commandement dont il s'était dépouillé avec ostentation, Cochrane adressa une proclamation à ses marins pour les féliciter de n'avoir pas trempé dans ce guet-apens.

La réduction du monastère de Saint-Spiridion et la jonction des deux camps grecs jusqu'alors séparés marquèrent un temps d'arrêt dans les opérations. L'armée de l'Attique cherchait à s'avancer dans la plaine et travaillait à élever des tambours en face de ceux des Turcs. L'armée ottomane campée devant Athènes se tenait sur la défensive et s'occupait surtout de faire venir ses approvisionnemens de la Thessalie. Le 26 mars, Reschid avait reçu de l'intérieur 1,500 charges de biscuit et 700,000 piastres. Embarqués à Volo, ces secours étaient transportés par mer à Négrepont et à Oropos. C'était donc à Volo même qu'il était plus certain de les aller détruire. Ni Coletti, ni Heïdeck, n'avaient réussi dans leurs expéditions. Le capitaine Hastings ne demanda le secours d'aucun corps

de débarquement, sachant bien qu'il faut des soldats très solides pour oser les jeter à terre sans reconnaissance préalable et les placer ainsi en face de l'imprévu. Il partit le 20 avril sur la *Persévérance*, pénétra dans le golfe de Volo, y enleva cinq bâtimens de transport, en détruisit quatre autres, et découvrant près de Tricheri, dans le canal septentrional de l'Eubée, un brick de guerre amarré à terre dans une anse, il l'incendia en quelques minutes avec ses boulets rouges.

Plus favorisé que Fabvier et que Gordon, Hastings ne comptait que des succès. Son heureuse fortune s'explique d'ailleurs aisément. Il agissait seul et n'avait pas comme les autres philhellènes à se faire Grec par désespoir de ne pouvoir faire des Grecs des Occidentaux. Les idées européennes et les habitudes orientales se trouvaient dans le Levant constamment en présence, c'est-à-dire en contradiction. Sir Richard Church et Karaïskaki ne s'entendaient déjà plus. Karaïskaki insistait pour que l'on continuât à cheminer prudemment du côté de l'ouest, profitant du terrain, s'appuyant à la lisière du bois, ne s'avançant jamais qu'à couvert. Le généralissime voulait changer sa base d'opérations, débarquer dans la baie de Phalère et traverser la plaine nue et dépouillée d'arbres pour se porter directement sur l'Acropole. Il est probable que Karaïskaki eût résisté jusqu'au bout à un pareil projet; mais le 4 mai 1827 un coup fatal enlevait ce vaillant et habile capitaine à la Grèce. Une escarmouche avait été engagée par des Albanais grecs contre quelques tambours turcs. Cet engagement, qui avait lieu sans ordre, prenait de l'importance. Karaïskaki crut devoir se mettre à la tête des troupes pour régulariser le mouvement. Il fut atteint d'une balle qui lui traversa le corps. Il était alors quatre heures après midi; à dix heures du soir, Karaïskaki avait succombé. En lui disparaissait, non pas le dernier des Grecs, mais le dernier des vieux armatoles.

Karaïskaki avait à peine rendu l'âme que le général Church s'occupait de mettre à exécution le plan auquel il était parvenu à convertir les autres capitaines grecs. Le 6 mai 1827, un corps de 3,000 hommes, soutenu par une batterie de quatre pièces de 6, fut débarqué sur la plage de Phalère, près du cap Colias. Cette division devait attaquer les postes les plus rapprochés de l'Acropole, pendant que le corps principal, fort de 7,000 hommes, ferait une démonstration du côté du bois des oliviers. Des mesures mal prises, un défaut d'entente, ou un défaut de zèle, laissèrent la colonne du cap Colias sans appui. Le premier détachement, composé de tacticos et de Souliotes, s'était avancé dans la plaine, où il commençait à s'abriter à l'aide de quelques fascines et de levées de terre, quand

il fut enveloppé par 2,000 cavaliers turcs. Reschid-Pacha dirigeait cette charge en personne. Il y fut légèrement blessé à la main. En moins de dix minutes, la déroute des Grecs fut complète. L'avant-garde s'était fait sabrer sur ses retranchemens; l'arrière-garde ne songea qu'à regagner au plus tôt le rivage. Church en ce moment s'était mis en marche, Cochrane venait de débarquer. Ils faillirent tous deux tomber entre les mains des Turcs. Pour atteindre l'embarcation à laquelle il dut son salut, Cochrane fut obligé de se jeter à la mer. Le feu des navires qui balayait la plage arrêta seul les delhis dans leur poursuite. Près de 1,500 Grecs avaient péri. Dans le nombre se trouvaient 14 philhellènes et 286 hommes du corps régulier commandés par le colonel Inglesi. Les Turcs avaient fait 240 prisonniers; ils les emmenèrent à leur camp, les firent agenouiller, et en décapitèrent sur-le-champ 238. Le jeune Dimitri Kalergi, grièvement blessé à la jambe, et le capitaine souliote George Drako furent exceptés de l'exécution générale. Ils avaient promis aux Albanais, à qui ils s'étaient rendus, de se racheter par de fortes rançons. Kalergi se trouva seul en mesure de faire face à cet engagement. Il en coûta 4,500 gourdes et un cheval à son frère. Désespérant de pouvoir rassembler la somme exigée pour sa délivrance, Drako se suicida, dit-on, dans sa prison. Au nombre des captifs décapités était un philhellène français, nommé Pascal, dont le courage avait souvent fait l'admiration de ses compagnons sur le champ de bataille. Son énergie ne se démentit pas dans cette suprême épreuve.

Le combat du cap Colias devait amener la dissolution d'une armée que ne soutenait plus la confiance en ses chefs. Les débris de la colonne si malheureusement engagée par Cochrane et par Church avaient été embarqués dans la soirée. Ils se retirèrent sur la hauteur de Phalère; là, ils apportèrent la panique et le découragement qui s'était emparé d'eux. En trois jours, plus de 3,000 hommes abandonnèrent le camp. Le général Church, Cochrane lui-même, jugèrent tout perdu. Dans leur détresse, ils ne craignirent pas de s'adresser à un commandant français. Le capitaine de la *Junon* fut sollicité d'intervenir auprès du pacha. « J'ai tenté tous les moyens, lui écrivit l'amiral Cochrane, pour délivrer la garnison d'Athènes; je n'ai pu y réussir. Je ne compte plus que sur vos bons offices en faveur de malheureux qui ont fait bravement leur devoir envers leur pays. » Le général Church de son côté avisait le colonel Fabvier des négociations qui allaient s'ouvrir. « Le courage, la persévérance, lui disait-il, avec lesquels vous avez défendu jusqu'à ce moment la forteresse placée sous votre commandement ne laissent point de bornes à ma confiance. Je ne crois pas pouvoir vous donner une plus

grande preuve de mon estime que de remettre entièrement à votre sagesse le soin d'arrêter les stipulations nécessaires. »

III.

Au moment où le général Church adressait cette lettre au colonel Fabvier, la citadelle renfermait encore 1,400 combattans. On y distribuait chaque jour 2,200 rations; cette ration, il est vrai, était peu de chose : elle se composait d'un peu d'orge et de deux litres d'eau. On pensait que ces provisions ainsi ménagées pourraient durer jusqu'à la mi-septembre. Le bois depuis longtemps manquait absolument; on avait tout brûlé, tout, jusqu'aux affûts des pièces, dont sept seulement restaient en batterie. Demander une capitulation au séraskier, après le massacre de Saint-Spiridion, était, on en conviendra, chose délicate. Church et Cochrane ne l'auraient pas obtenue; ils n'avaient point eu tort de compter sur l'ascendant du commandant de la *Junon*. Le capitaine qui montait cette frégate a été incontestablement un des officiers les plus remarquables de la marine française. Il y avait à cette époque deux commandans du même nom dans la station du Levant : le capitaine de frégate Jacques Le Blanc, qui commandait le brick le *Cuirassier*, et le capitaine de vaisseau Louis Le Blanc qui venait d'arriver avec la frégate la *Junon* sur la rade de Salamine, où se trouvait déjà depuis un mois la frégate la *Pomone*, commandée par le comte de Reverseaux. Le commandant du *Cuirassier*, marin des plus solides, est mort en 1833 capitaine de vaisseau; celui de la *Junon* est devenu vice-amiral, préfet maritime de Brest, président de section au conseil d'état.

La lettre de Cochrane avait été portée à bord de la *Junon* dans la soirée du 7 mai. Le 8 au matin, le commandant Le Blanc entrait en relations avec le séraskier. « La haute valeur dont votre excellence a fait preuve, lui disait-il, m'est une garantie assurée de la noblesse de ses sentimens. J'aime à me persuader qu'elle saisira cette occasion de montrer à l'Europe entière qu'elle n'a jamais eu l'intention de répandre un sang inutile et de réduire à l'unique ressource de vendre chèrement leur vie des ennemis qui recourent à sa clémence, après avoir noblement combattu. » Cette première démarche fut accueillie par Reschid avec une courtoisie de bon augure. Le 11 mai, le capitaine Le Blanc se rendait sous escorte au quartier-général du pacha. Reschid fut le premier à déblayer le terrain : « Dans la position où se trouvent les Grecs, dit-il au commandant de la *Junon*, ils n'ont pas de conditions à faire. Ils doivent

se montrer trop heureux d'accepter la faveur que je voudrai bien leur accorder. Voici mes intentions :

« Le colonel Fabvier gardera ses armes et pourra se retirer librement en emportant ses bagages. Pareille faculté sera accordée aux troupes de la garnison aussitôt qu'elles auront déposé les armes. Ceux des soldats, sujets du grand-seigneur, qui voudraient entrer au service de sa hautesse, seront admis dans l'armée du séraskier, payés et traités comme les soldats du corps dans lequel ils seront incorporés. »

M. de Reverseaux se chargea d'aller, avec un officier du pacha, porter cet ultimatum au colonel Fabvier. A quatre heures et demie, il était de retour. Quelle fut la surprise du commandant Le Blanc en lisant la réponse que lui apportait le commandant de la *Pomone!* « Vous êtes dans l'erreur, écrivait le colonel Fabvier. Je ne commande pas ici ; je n'y suis que par accident. Je transmets votre lettre aux chefs de l'Acropole. » Cette défaite, au premier abord étrange, ne laissa pas de causer quelque humeur au pacha. « Comment, dit-il au capitaine Le Blanc, vous vous chargez de traiter pour le chef de l'Acropole, et vous ne savez même pas quel est ce chef? » Le commandant de la *Junon* avait un moyen facile d'expliquer sa méprise. Il mit sous les yeux du pacha une copie de la lettre écrite par le général Church à Fabvier. Le 12 mai au matin, le généralissime réparait son erreur. Il s'adressait « au commandant et autres chefs des troupes grecques de l'Acropolis. » J'ai la traduction officielle de cette curieuse pièce sous les yeux. « Plusieurs personnes souffrantes, disait le général, se trouvent renfermées dans l'Acropole : il y a là également des monumens de l'ancienne Grèce chers au monde civilisé ; je désire les sauver de la destruction. Je vous ordonne en conséquence d'accepter la capitulation ci-incluse. Le commandant de la *Junon* a pris toutes les mesures nécessaires pour votre sûreté. » Cette fois ce fut le lieutenant de vaisseau Lavaud, second de la *Junon*, qui fut dépêché vers la citadelle. Il revint de sa mission avec une réponse moins satisfaisante encore que celle obtenue la veille. Les capitaines grecs Nicolas Kriezotis, Statis Katzicoyani, Mamouri, Emorphopoulo, Jeronimo Foucas, Mitros Lekas, Blakopoulo, Sakharitzas, déclaraient au commandant Le Blanc « qu'ils le remerciaient beaucoup de la peine qu'il s'était donnée pour eux. » — « Il n'y a point ici, disaient-ils, de sujets du grand-seigneur, ainsi que le porte le projet de capitulation que vous nous avez envoyé ; il n'y a que des Hellènes déterminés à mourir ou à vivre libres. Si Kiutahié (c'est ainsi que les Grecs appelaient le vizir Reschid naguère pacha de Kiutahia) veut nos armes, qu'il vienne les prendre! »

Transmise au pacha, cette fière réponse devait naturellement

mettre fin à la négociation. Reschid ne s'en montra pas outre mesure irrité. « Sur votre prière, écrivit-il au commandant Le Blanc, et par égard pour l'amitié qui règne entre nos deux empires, je me suis encore prêté à une nouvelle démarche envers des gens qui oublient leurs devoirs vis-à-vis d'une foule innocente. Voyez avec quelle insolence ils répondent! Je pourrai dire au moins que je n'aurai rien épargné pour vous être agréable. »

Quand Reschid-Pacha tenait ce langage, il venait de recevoir 8,000 hommes de renfort partis depuis longtemps de Constantinople. La désorganisation s'était mise au contraire dans l'armée grecque. Le général Church avait voulu se retrancher sur les hauteurs de Phalère, il sentait l'importance de conserver cette position. Le dénûment absolu dans lequel on le laissait, l'insubordination des chefs et des soldats, l'obligèrent à l'évacuer. La retraite se fit en bon ordre : elle eut lieu dans la nuit du 27 au 28 mai; 300 hommes d'arrière-garde, commandés par Nikétas, tinrent les Turcs en respect. Toute l'artillerie fut embarquée, à l'exception de deux pièces de 18, qui, trop lourdes pour être transportées, furent jetées à la mer. « Il est décidé, écrivait à l'amiral le capitaine Le Blanc, que la forteresse ne doit plus capituler. Elle attendra le résultat des nouveaux efforts que l'on va tenter pour faire lever le siége. Dans le cas où elle serait réduite à la dernière extrémité, elle suivrait l'exemple de Missolonghi. »

Le général Church n'avait pas voulu quitter les hauteurs de Phalère sans adresser quelque encouragement aux défenseurs de l'Acropole. Il leur exposait en détail tout un nouveau plan de campagne. Son but serait désormais d'intercepter les convois de vivres de l'armée turque. Déjà la côte, du golfe de Volo au cap Sunium, était étroitement bloquée par les flottes grecques. Church allait faire occuper tous les défilés qui pouvaient conduire au camp de Reschid. Les troupes du séraskier se plaignaient de la disette; elles ne tarderaient pas à connaître la famine. Le général donnait d'ailleurs carte blanche au colonel Fabvier. Si le colonel croyait devoir tenter de s'échapper avec son corps, il l'engageait à se jeter dans les montagnes de l'Hymète, à traverser cette chaîne jusqu'à la côte opposée, où des bâtimens grecs iraient le prendre. Quant à lui, il transportait son quartier-général à Égine, pour y composer un corps régulier recruté dans les meilleures troupes.

Tous ces développemens ne pouvaient masquer un abandon trop certain. En voyant disparaître le drapeau grec des hauteurs de Munychie, la garnison de l'Acropole se sentit livrée. « Elle perdit soudain, nous dit un philhellène anglais, son attitude théâtrale. » — « Elle se souvint, écrit avec plus de justice l'amiral de Rigny, que

quinze jours auparavant elle avait été autorisée par le général en chef lui-même à traiter de sa reddition. »

Le 1er juin 1827, la frégate la *Sirène*, portant le pavillon du commandant de la station française, jetait l'ancre sur la rade de Salamine, en compagnie de la corvette l'*Écho*. La frégate la *Junon* avait quitté ces parages depuis la veille; l'amiral ne trouva sur les lieux qu'un brick de guerre autrichien, le *Veneto*. Le capitaine de ce brick se rendit sur le champ à bord de la *Sirène*; il avait une communication importante à faire à l'amiral. La garnison de l'Acropole désirait reprendre la négociation interrompue. Le lendemain 2 juin, en effet, l'amiral de Rigny reçut par les avant-postes turcs, et au moment même où il était au camp du séraskier, une lettre qui lui était adressée par les chefs grecs de la citadelle. Les assiégés exposaient dans ce message les conditions auxquelles ils se déclaraient prêts à rendre la place. Pendant trois jours les parties discutèrent, pendant trois jours l'amiral fit preuve d'une patience exemplaire et d'un zèle infatigable. Reschid enfin céda. Il souscrivit à peu près à toutes les exigences d'un ennemi ombrageux. Les Grecs réclamaient les honneurs de la guerre; ils demandaient avec plus d'énergie encore l'éloignement des troupes turques. « Ces troupes, disaient-ils, devront évacuer leurs positions et se retirer au village de Menidhi. » Le pacha répondit : « La distance qui sépare la citadelle du cap Colias sera libre de toute troupe turque, à l'exception de la colline de Philopapus, qui restera occupée. » Trois officiers français et trois officiers du pacha, le kaftan Agassi, le tchokadar Aga, le voïvode Salih-Bey, et un certain nombre de chefs albanais furent désignés pour servir d'otages. Ils accompagneraient la colonne et resteraient sur la plage jusqu'à l'embarquement du dernier soldat.

Le 5 juin au matin, cette capitulation fut acceptée par les chefs de la garnison. Ce n'était rien d'avoir réglé les choses sur le papier. Le difficile était l'exécution d'une convention contre laquelle protestait avec énergie le ressentiment des Albanais. Les Guègues avaient juré de venger leurs compatriotes assassinés un mois auparavant au Pirée, et ces montagnards, on le sait, font rarement de pareils sermens en vain. Reschid les contint avec sa cavalerie. Trois officiers français et trois officiers turcs prirent la tête de la colonne. L'amiral se plaça lui-même à l'arrière-garde avec les trois chefs albanais que les Grecs avaient nominativement demandés pour otages. On se mit ainsi en marche et on put arriver, sinon sans émotion, du moins sans encombre, à la baie de Phalère. Là on trouva les embarcations des bâtimens de guerre français et celles d'un brick et d'une goëlette de sa majesté apostolique. Ces embarcations reçurent 1,838 personnes, hommes, femmes, enfans, malades et blessés,

avec armes et bagages. Le soir même, elles les avaient déposées sur l'île de Salamine.

On eût pu citer peu d'exemples, dans cette guerre cruelle, d'une capitulation aussi honorable, aussi avantageuse, aussi fidèlement exécutée. Le désastre de Missolonghi, dont le retentissement fut si douloureux dans toute la chrétienté, n'eût point eu lieu, si la voix du haut-commissaire des îles ioniennes eût possédé cette puissance de persuasion qui faisait du commandant de la station française un arbitre écouté dans toutes les questions délicates. L'amiral de Rigny avait, ce semble, quelque droit de compter sur la reconnaissance de la Grèce; mais tous les bienfaits ne sont pas appréciés sur-le-champ. « Jugez de ma surprise, lui écrivit le général Church, en lisant la lettre par laquelle vous m'annonciez que la capitulation de l'Acropole était sur le point de se conclure par votre intervention. Mon armée, renforcée et presque réorganisée, était dans un meilleur état pour secourir la garnison que lorsque j'occupais la position de Phalère. Je savais que l'ennemi était à court de provisions; je venais d'obtenir un procès-verbal authentique de la quantité de blé et d'eau qui restaient dans la citadelle. Les premiers renseignemens reçus étaient inexacts. Je pouvais donc envisager les choses sous un autre jour que lorsque, mal instruit de la situation, j'approuvais la démarche de l'amiral Cochrane auprès du capitaine Le Blanc. »

Le commandant de la station française était un esprit plein de mesure. Voici en quels termes il répondit aux reproches si peu mérités que lui adressait le général Church : « Vous avez, lui dit-il, éprouvé quelque surprise en apprenant que la garnison de l'Acropolis avait manifesté le désir de renouer une capitulation. La mienne n'est pas moins grande en voyant de quelle manière vous interprétez ce qui s'est passé... La garnison de l'Acropolis, depuis l'évacuation de Phalère, n'avait plus d'autre moyen de salut que la négociation dans laquelle je me suis cru suffisamment autorisé à intervenir. Les lois de la guerre, vous le savez, monsieur le général en chef, laissent à toute garnison dont les moyens de communication sont strictement fermés, le droit de se diriger d'après sa propre situation. La garnison de l'Acropolis, qui avait dans les mains un ordre signé de vous d'accepter une première capitulation, en était réduite, par des raisons qu'il serait superflu de détailler ici, à ne plus chercher qu'à se procurer les meilleures conditions possible. Elle s'est adressée à moi pour cela. Il vous est libre de penser, monsieur le général, que les forces sous vos ordres étaient mieux disposées pour secourir la citadelle que lorsque les troupes grecques, à portée de fusil du camp turc, présentaient l'apparence évidente d'un secours immédiat. Il m'est permis de penser autrement. J'avais la connaissance exacte de la situation respective des deux

parties. J'ai rempli mon devoir en obéissant aux lois de l'humanité et je l'ai rempli avec chaleur. Je me flatte que vous penserez, quand vous aurez pris connaissance de la capitulation ci-jointe, que ce n'a pas été sans quelque succès... J'ai été obligé, à défaut de barques grecques, d'employer les bâtimens de sa majesté au transport de plus de 2,000 personnes. Quant aux moyens que j'ai pris pour rassurer une garnison intimidée par des souvenirs récens, je ne demande à personne de m'en savoir gré. »

Le général Church ne tarda pas à regretter son injustice. L'irritation dont il avait cru un instant pouvoir détourner le cours ne s'en reporta qu'avec plus de violence sur lui, sur Fabvier, sur Cochrane. Pour soustraire Fabvier, l'héroïque Fabvier, à la fureur de la multitude, il fallut à Poros le conduire en prison. « L'ingratitude, disait le général Church au capitaine Le Blanc le 27 juin 1827, est le moindre des défauts que je connaisse aux Grecs. » N'est-ce donc pas le défaut de tous les peuples et surtout des peuples malheureux? Si la situation de la Grèce ne justifiait pas, elle pouvait du moins faire comprendre des violences qui s'égaraient sur les meilleurs amis d'une cause en ce moment presque désespérée. Toute la Grèce continentale reconquise par Karaïskaki échappait aux Grecs en même temps que l'Acropole. Des 14,000 ou 15,000 hommes que Church et Cochrane avaient assemblés au mois de mai devant Athènes, pas un n'était resté dans l'Attique. Chaque chef en partant emmenait les siens. Il y avait à peine à la fin du mois de juin 1,000 hommes à Salamine. Le reste s'était réfugié en Morée, sans liens, sans confiance, et qui plus est, sans argent. C'était dans de telles conditions que les débris de l'armée de Karaïskaki et du général Church se voyaient exposés à rencontrer Ibrahim déjà maître des provinces de Gastouni et de Vostitza. Corinthe à son tour pouvait être investie, car rien n'empêchait plus Reschid de pousser ses troupes jusqu'à l'isthme. Les primats des villages aux environs de Mégare avaient fait leur soumission. Corinthe réduite, il ne resterait plus aux Grecs que Nauplie; là était le dernier refuge, la dernière espérance. « Le gouvernement, écrivait l'amiral, va s'y transporter de nouveau. La place bien approvisionnée est imprenable, car les Turcs ne sauront et n'oseront jamais la bloquer par mer tant qu'Hydra et les bâtimens grecs subsisteront. C'est vraisemblablement vers ce point que les renforts d'Égypte, qui ne sont point encore en mouvement, se porteront cet été. S'il y a une attaque un peu vive, je ne doute pas qu'elle ne réussisse. Ce sera alors la fin du drame. »

Le crédit de Nedjib-Effendi avait fait investir Méhémet-Ali de la direction suprême de la guerre. Deux vaisseaux, sept frégates, neuf corvettes, que le commandant de la *Lamproie* avait vus le

31 janvier 1827 sur la rade de Navarin, se trouvaient, le 27 mars de la même année, mouillés dans le port d'Alexandrie. « Le vice-roi peut tout maintenant, écrivait le capitaine Fleury, il dit à qui veut l'entendre qu'il va sortir avec sa flotte réunie à celle du sultan pour effectuer un coup de main sur Hydra. Mais osera-t-il réellement quitter l'Égypte? »

Quels que fussent au fond ses desseins, Méhémet-Ali n'en poussait pas moins avec une extrême vigueur l'armement de son escadre. Il voulait qu'elle fût prête le 15 juin. Une frégate construite à Marseille lui amenait des officiers français qu'il s'empressait de distribuer sur différens bâtimens. Un capitaine de vaisseau en retraite, M. Le Tellier, acceptait la tâche d'organiser la marine égyptienne, mission remplie jusqu'alors par un officier italien. Le danger devenait pressant pour Hydra; Cochrane, dont la célébrité et la popularité avaient reçu une sérieuse atteinte à Phalère, forma le projet de rétablir sa réputation en allant au-devant de cet orage. Il venait d'avoir avec sa frégate un engagement sans résultat contre deux corvettes égyptiennes et de s'emparer d'un brick-transport turc, quand il prit le parti de rassembler tout ce que la flottille grecque avait de bâtimens disponibles et de se porter sur les côtes d'Égypte. Le 16 juin 1827, dans l'après-midi, les vigies de la corvette française la *Victorieuse*, commandée par le capitaine de vaisseau de Villeneuve-Bargemont, signalèrent vingt-trois voiles qui se dirigeaient vers les passes d'Alexandrie. N'était-ce pas le convoi qu'on attendait d'un jour à l'autre de Smyrne? La frégate qui semblait escorter cette réunion de navires marchands portait le pavillon autrichien. Le convoi cependant approchait. Le commandant de Villeneuve n'eut pas de peine à reconnaître dans cette flottille déguisée l'armée grecque. Il envoya sur-le-champ prévenir le consul et quelques négocians. Contrairement à ses habitudes, le vice-roi avait passé la journée à la campagne. Il accourut et donna des ordres pour faire appareiller les bâtimens qui se trouvaient prêts et pour faire armer les batteries. Un brick turc était en croisière devant le port. Il voulut rentrer précipitamment, et s'échoua. Un premier brûlot détaché de la flottille grecque manqua l'abordage : un second réussit mieux; il incendia en quelques minutes le bâtiment échoué. L'équipage égyptien se sauva dans ses embarcations.

La nuit sur ces entrefaites était venue, et avec la nuit le calme habituel. Ballottée par la houle, l'armée grecque se maintint à une lieue environ de la ville. L'*Hellas* jeta l'ancre à deux portées de canon des récifs. Vers dix heures du soir, le pacha s'embarqua sur un brick descendu récemment des chantiers de Marseille. Tous les officiers français l'accompagnaient. Combattre Cochrane, fût-il à la

tête d'une flotte grecque, c'était presque prendre la revanche de l'île d'Aix. Le 17, au point du jour, treize bâtimens égyptiens avaient enfin pu appareiller. Le commandant de Villeneuve alla en ce moment rendre visite à Méhémet-Ali. « Je le trouvai, dit-il, extrêmement animé et décidé à provoquer une affaire décisive. » Pendant ce temps, la flotte grecque s'éloignait lentement vers le nord-est. Un brûlot attardé par le calme était resté en arrière. Une foule d'embarcations égyptiennes coururent sur lui, et l'auraient pris indubitablement, si la brise ne s'était élevée et ne lui eût permis de s'éloigner.

Dans la journée, on avait perdu de vue les Grecs. Vers le soir, ils reparurent, courant la bordée de l'ouest, à très grande distance. Le pacha ne s'était éloigné que de quelques lieues. A la nuit, il se rapprocha de la côte et jeta l'ancre par le travers des passes. Plusieurs frégates et corvettes, qui n'avaient pu appareiller dès le matin, vinrent le rejoindre.

Le 18 juin, quand le jour parut, toute cette escadre, au nombre de vingt-quatre navires, dont 6 frégates et 8 corvettes, mit sous voiles. L'infatigable pacha n'avait pas quitté son brick. « Il va, vient, écrivait le commandant de la *Victorieuse*, presse, encourage et menace. » Cochrane ne l'attendit pas, et la flotte égyptienne fit d'inutiles efforts pour se rapprocher de la flottille grecque. Vers six heures du soir, les deux armées avaient disparu. « Le pacha, — c'est ainsi que le commandant de Villeneuve termine son intéressant rapport, — le pacha, avec qui je viens de passer une heure, est revenu dans la matinée. Il a donné l'ordre à sa flotte de poursuivre les Grecs jusqu'à Rhodes. Il est plein de confiance dans la valeur de ses marins.»

Informé de cet épisode, l'amiral de Rigny en comprit sur-le-champ la gravité. Les Égyptiens en mer et poursuivant les Grecs, c'était quelque chose de plus sérieux encore que la reddition d'Athènes. « Si la flotte égyptienne, écrivit-il au ministre, se présentait aujourd'hui devant Hydra, il n'y aurait pas de résistance, tout tomberait à la fois. Les affaires intérieures des Grecs empirent chaque jour. Les chefs se disputent, se vendent même la citadelle de Nauplie. Cette forteresse est en ce moment occupée par un certain Grivas, à qui Colocotroni a failli l'enlever par ruse. Le gouvernement provisoire veut s'y installer pour y attendre Capo d'Istria; malheureusement il n'a aucune force, ni pour s'en emparer, ni pour s'y maintenir. Le général Church tente en vain d'organiser à Égine un corps d'un millier d'hommes. Il faut se hâter, si l'on veut arriver à temps comme médiateurs. »

La médiation! Oui, sans doute, là seulement était le salut; mais il y avait bientôt six ans qu'on y songeait. Le prince de Metternich

proposait d'ouvrir des conférences à Londres. Il savait que le roi de Prusse ne se joindrait à aucun traité qui ne portât déjà la signature des quatre autres puissances. L'Autriche restait ainsi l'arbitre de la question. L'Angleterre et la Russie déjouèrent cette manœuvre en se déclarant prêtes à se contenter de l'accession de la France. Le 6 juillet 1827, un grand acte fut accompli. Les trois puissances stipulèrent qu'elles offriraient en commun leur médiation à la Porte et qu'elles exigeraient en même temps une suspension d'armes immédiate. La détermination était excellente: il fallait en prévoir les conséquences. « On ne sait, écrivait l'amiral de Rigny, jusqu'où pourra se porter l'animosité des Turcs dans les échelles habitées par nos consuls et par nos négocians. Je suis obligé de laisser une frégate à Smyrne, une autre à Alexandrie, un bâtiment à Salonique. L'Autriche et la Prusse, demeurant en dehors du traité, doivent désirer que les trois ambassades se retirent; elles resteraient alors maîtresses du terrain à Constantinople et finiraient peut-être par s'établir médiatrices entre les médiateurs eux-mêmes et la Porte. Il ne serait donc pas surprenant qu'elles conseillassent aux Turcs de se montrer très menaçans contre les légations de France, d'Angleterre et de Russie. »

Ces craintes heureusement étaient vaines. Le gouvernement ottoman pouvait bien répondre aux ambassadeurs « que tous les protocoles étaient à ses yeux une feuille blanche, que la Porte, au sujet des Grecs, n'accepterait jamais de propositions; » le temps était passé où le château des Sept-Tours s'ouvrait pour le moindre grief aux envoyés des puissances chrétiennes. La Porte avait toujours la même arrogance; elle n'avait plus cette superbe confiance en ses forces. Restait l'appréhension, mieux justifiée peut-être, des séditions populaires; la destruction des janissaires, de cette soldatesque bourgeoise, âme de toutes les révoltes, en diminuait singulièrement le péril. Encore terrifié de la sanglante répression du 16 juin 1826, affaissé sur lui-même, le peuple turc ne savait plus avoir de colère, même contre les infidèles. L'intervention de l'Europe se trouvait donc servie à son insu par les délais que lui avait si longtemps opposés la diplomatie autrichienne. Il ne fallait point cependant se le dissimuler, le nœud gordien existait toujours. Les hommes d'état s'occupaient avec ardeur de le dénouer, quand le canon des escadres alliées vint tout à coup abréger leur travail. De la journée de Navarin, bien plus que des traités qui l'ont précédée ou suivie, date l'affranchissement de la Grèce.

E. Jurien de La Gravière.

UNE

FEUILLE DANS L'OURAGAN [1]

I.

Le Berceau-de-Dieu était un petit village de la vallée de la Seine. Quelques paysans avaient confié leurs fermes et leurs chaumières aux grands bois qui longent la rivière sinueuse, comme l'alouette cache son nid dans l'herbe. Le bourg se composait d'une seule rue rapide, abritée par les ormes et les peupliers, de vieux toits moussus autour desquels voltigeait tout le jour une nuée de pigeons, d'une petite église au clocher de briques, et de granges tapissées de plantes grimpantes ou rongées de lichens jaunissans au soleil. Tout autour s'étendaient les herbages qui engraissaient le bétail de Normandie et des forêts où la jeunesse allait chaque dimanche d'été cueillir les anémones, les campanules sauvages et la fleur fraîche de l'églantier.

Le Berceau-de-Dieu datait de loin. On prétend qu'il était déjà debout au temps de la Pucelle, et une croix de pierre du XIIe siècle se dressait encore près de l'étang au bas de la rue, sous un châtaignier, où, la besogne faite, les villageois se réunissaient le soir. Il n'y avait pas de ville dans le voisinage : la plus proche était à quatre lieues. Les habitans, de braves gens laborieux et paisibles, récoltaient plus d'orge, plus d'avoine, plus de fruits, qu'il n'était nécessaire pour leurs modestes besoins. Les rumeurs de la guerre, le fracas des révolutions, les querelles militaires et politiques, étaient au Berceau choses inconnues; ces vents orageux pouvaient souffler

(1) Nous donnons deux nouveaux récits de Ouida qui nous paraissent de nature à plaire à nos lecteurs. L'auteur a bien quelque droit à nos sympathies, ainsi qu'on le verra par le premier, car Ouida est du petit nombre des écrivains anglais qui ont pris parti pour la France dans ses malheurs. Le second récit n'est pas moins caractéristique; on y trouvera quelques-uns de ces traits éloquens et amers que l'auteur sème çà et là dans la peinture des souffrances humaines.

sur les pays environnans, jamais ils n'atteignirent le nid privilégié que protégeait son isolement. Quelques hommes, il est vrai, étaient partis au chant de *la Marseillaise* pour combattre dans les plaines de la Champagne, quelques patriotes en bonnet rouge étaient venus distribuer à la population des cocardes tricolores avec ordre de les porter au nom de la république une et indivisible; nul n'avait compris, et la moisson s'était faite comme de coutume, sans que l'écho du canon la troublât : aussi la terreur de ces jours sinistres ne s'était point imprimée dans le souvenir des générations. Reine-Alix, la plus âgée du village, se rappelait bien avoir entendu son père, quand elle était enfant, parler tout bas, avec les voisins, d'un roi condamné par le peuple; elle se rappelait aussi, parce que ce soir-là avait été celui de ses fiançailles et le seizième anniversaire de sa vie, avoir vu un cavalier traverser au galop la rue en émoi, avec des cris de *victoire! Marengo! Marengo!* — Au bourg, on avait senti vaguement que quelque chose de merveilleux se passait au loin pour la France; les frères, les cousins, le fiancé de Reine-Alix, et elle avec eux, avaient gravi la côte pour y empiler une pyramide de branches de sapin, de paille, de mousses sèches, et allumer un feu de joie. — Nous ne l'aurions pas fait, ajoutait-elle lorsqu'il lui arrivait de raconter ces choses aux enfans, si nous avions su que le petit Claude, le dernier-né de ma tante, un volontaire de dix-neuf ans, avait été tué dans cette victoire-là.

Reine-Alix était la plus heureuse créature de tout le Berceau. — Je suis vieille, disait-elle souvent, très vieille; mais quand on a un toit pour s'abriter, la soupe tous les jours, et un petit-fils comme le mien, quand on a vécu toute sa vie au Berceau, c'est bon d'être vieille. On a le temps de penser et de remercier Dieu, mieux que dans la jeunesse, qui est l'âge du travail.

Reine-Alix était une grande femme robuste, flétrie cependant et courbée, mais encore belle, quoiqu'une longue suite d'années pesât sur sa tête : la flamme de ses yeux noirs était restée ardente et douce. Elle marchait d'un pas ferme encore dans ses sabots, appuyée sur un bâton, la tête encadrée d'un haut bonnet blanc et portant aux oreilles les grandes boucles d'argent qui avaient été à la fois pour elle un héritage et un cadeau de noces. Le monde au-delà de son village n'était rien pour elle, à peine croyait-elle à son existence. Elle ne savait ni lire ni écrire, elle avait toujours dit la vérité, pieusement élevé ses enfans et loué le Seigneur : aussi dans sa vieillesse avait-elle trouvé la paix. L'un de ses fils, ayant cherché fortune au dehors, lui avait laissé quelques sous, et, devenue maîtresse d'une maisonnette, d'un champ et d'un verger, elle passait pour riche.

Bernadou vivait auprès de son aïeule, l'entourant de respect et travaillant dur. Pas plus qu'elle, il n'était savant; mais il avait foi

dans le prêtre qui l'avait baptisé, dans le foyer dont il ne s'était jamais éloigné un seul jour. En qualité d'unique soutien de veuve, il avait échappé à la conscription. Quand on l'avait sommé de voter, il avait demandé,non sans méfiance, à quoi cela l'engageait.

— A vivre en bon fils, en honnête homme et en bon Français, lui avait-on répondu.

Et le sourire était revenu sur le franc visage de Bernadou, qui, se redressant de sa haute taille vigoureuse, s'était dirigé d'un pas joyeux vers l'urne du vote.

Vous voyez que, sous certains rapports, Reine-Alix, quoiqu'elle eût l'esprit avisé, n'avait pas su l'éclairer. — Occupe-toi, lui disait-elle, de ta maison et de ta besogne, ne sois jamais de ceux qui veulent apprendre au bon Dieu à diriger le monde, tandis que leur foin pourrit, et que leurs enfans crient sur une écuelle vide.

On aurait bien trouvé le soir, dans le cabaret du village, une demi-douzaine de mécontens qui dissertaient du communisme à leur manière, vociférant contre le mauvais temps et le prix du blé devant un verre plein, et qui le soir remontaient la rue bras dessus bras dessous en chantant des refrains patriotiques; mais Bernadou n'était jamais en leur compagnie. Il avait cet instinct conservateur qui met le paysan français en opposition flagrante avec l'ouvrier, généralement socialiste.

Il aimait la terre qu'il labourait, et cet amour avait des racines aussi profondes que celles des vieux chênes qui s'y enfoncent. De Paris, il avait une crainte vague comme celle que pourrait inspirer je ne sais quelle bête féroce sans cesse occupée à tout dévorer. Peu lui importait le gouvernement, pourvu que le soleil fît mûrir sa récolte. Cette sagesse ignorante était le résultat des leçons de la nature et de celles de Reine-Alix.

Quelques-uns raillaient son excessive docilité; il n'était point sot pourtant et plaisait aux jeunes filles. Quant à lui, une seule lui plut. Un jour de printemps, il dit à Reine-Alix, en lui souhaitant sa fête, le petit bouquet d'usage à la main : — Grand'mère, que diriez-vous, si je pensais à me marier?

Cette question fut posée timidement; la vieille garda le silence une minute ou deux, puis, ayant placé le bouquet avec soin dans un petit pot de terre brune : — Qui est-ce, mon enfant? demanda-t-elle avec une fermeté qui ne se montrait pas moins dans sa voix que dans ses yeux noirs.

Le regard de Bernadou rencontra franchement le sien.

— Margot Dax, répondit le jeune homme; cela vous convient-il, grand'mère?

— Oui, dit-elle; — mais les coins de sa bouche frémissaient un peu, et sa tête blanche se pencha sur son bouquet de fête pour

cacher quelques larmes. Elle l'avait prévu, elle en était bien aise, et néanmoins pour l'instant c'était une souffrance.

— Merci, s'écria Bernadou, transporté de joie.

Il avait vingt-cinq ans, il était indépendant, car, n'eût-il pas fait d'économies, il pouvait vivre et faire vivre une femme par son travail quotidien; mais l'idée ne lui serait pas plus venue de désobéir à sa grand'mère que de lever la main sur elle.

— J'irai voir Margot ce soir, reprit Reine-Alix. C'est une brave fille d'une réputation sans tache. Tu as bien choisi.

Ce soir-là, au coucher du soleil, Reine-Alix tint parole, et alla trouver la jeune fille qui avait pris le cœur de son gars.

Margot, orpheline, élevée par charité, était servante de ferme, une belle fille, ayant de la modestie et des vertus simples, estimées de Reine-Alix, qui avait depuis longtemps les yeux sur elle. — Sans doute, pensait la grand'mère en gravissant la rue escarpée que ses sabots avaient foulée si souvent, bien des familles se plaindraient de ce qu'elle n'a ni meubles, ni linge, ni dot enfin. Bah! nous en avons assez pour trois. Les parens ont tort de ne pas amasser de quoi vivre à leurs enfans, mais ce n'est pas la faute de l'enfant après tout. Qu'on dise donc ce qu'on voudra. Si elle est pauvre, j'y vois une raison de plus qu'on lui donne une demeure et un mari.

En réfléchissant ainsi, elle atteignit la ferme, et trouva Margot occupée à quelque soin du ménage. Selon l'habitude du pays, elle s'était préparée à parler d'abord aux maîtres de la jeune fille, mais l'accueil craintif de cette dernière lui inspira le bienveillant désir de rassurer d'abord la pauvre enfant. — Ma petite Margot, dit-elle en souriant, je sais un grand secret depuis ce matin. Devine lequel?

Margot rougit, puis devint pâle. Bernadou ne lui avait pas encore parlé; mais, quand on a dix-sept ans et qu'on a dansé souvent avec le même garçon, effeuillé peut-être en cachette quelque marguerite, les aveux parlés ne sont point nécessaires.

En l'observant, les yeux de la vieille femme devinrent humides. Elle souriait encore, mais avec plus de tendresse que de gaîté. — Tu l'aimes? demanda-t-elle à demi-voix.

— Ah! mère Alix! — Margot n'en put dire davantage; elle se couvrit le visage de ses mains, et fondit en larmes.

— Eh bien! rends-le heureux seulement, murmura la grand'mère en attirant l'orpheline dans ses bras, car je suis bien vieille, et il serait seul.

Reine-Alix parla dans les formes au fermier et à sa femme, qui ne trouvèrent aucun prétexte pour refuser; puis, serrant sa pelisse autour d'elle, elle redescendit dans le crepuscule jusqu'à sa chau-

mière. — J'ai bien fait, se disait-elle tandis que s'éteignaient sous ses yeux les dernières teintes dorées du couchant. Encore une année ou deux, et je serai dans ma tombe. J'y dormirai plus tranquille, sachant que ces enfans continuent de vivre au Berceau; ils penseront peut-être à moi quand les soirées seront longues et qu'ils causeront autour du feu.

Dans la petite chambre basse, elle trouva Bernadou pensif. Appuyant ses deux mains sur ses larges épaules : — Que la bénédiction de Dieu soit avec toi, mon gars, et avec les enfans de tes enfans, dit-elle d'une voix solennelle; Margot sera ta femme.

II.

A un mois de là, ils furent mariés. C'était vers la fin de mai. Le nid de verdure qu'on appelle le Berceau semblait déborder de fleurs et de chansons; par une riante matinée de printemps, Bernadou et Margot montèrent, entourés de leurs amis, à la petite église couverte de lierre, dont un grand Christ crucifié gardait le porche ouvert toujours. Un violon jouait gaîment devant eux, et Reine-Alix les accompagnait d'un pas presque aussi alerte que celui qui l'avait porté soixante-dix ans auparavant devant le même autel pour ses propres noces. Ils étaient si joyeux! et tout leur petit monde se réjouissait avec eux si volontiers! Après la bénédiction du prêtre, après la fête célébrée au logis, ayant reçu les dernières félicitations des amis, quand le violon et les chants eurent cessé de retentir, la nuit venue, Reine-Alix, assise seule à sa fenêtre, se mit à songer. Le clair de lune permettait à ses regards de plonger dans l'ombre de la longue rue, de distinguer la demeure de chacun des voisins, les pentes fertiles où verdissait le blé, l'éclat argenté de l'eau, la blancheur du grand Christ qui se détachait sur le ciel nocturne. Tout lui était familier, et tenait à son cœur par ces associations intimes qui ne peuvent exister que pour le paysan rivé au même lieu depuis son berceau jusqu'à la tombe. Dans ces demi-ténèbres, elle voyait le moindre objet comme s'il eût été en pleine lumière. Au temps des jeux de son enfance, dans les joies et les épreuves de la maternité, dans les tristesses du veuvage, dans les années de privation, de lutte et de maladie, dans la sérénité de la vieillesse, elle avait toujours eu sous les yeux cette rue ombreuse avec ses chaumières basses pareilles aux ruches d'un jardin, et cette nappe d'herbages ceints de forêts, arrosés d'une eau limpide, s'étendant à perte de vue. Chaque coin de terre, chaque pli de route, était consacré pour elle par d'innombrables souvenirs, tous ses morts bien-aimés dormaient au pied de cette croix, et, quand le temps viendrait, elle irait les y rejoindre. Des larmes de reconnaissance coulèrent sur les joues ridées de

Reine-Alix; ses genoux tremblans fléchirent, elle demanda pour ses enfans de vivre et de mourir comme elle dans cette chère maison.

L'année s'écoula, et la chaumière ne perdit rien à posséder un nouvel hôte. Bernadou avait toujours été sérieux de caractère, et la vivacité, l'enjouement de Margot, faisaient dans cet intérieur l'effet d'un perpétuel rayon de soleil. Reine-Alix se félicitait sans cesse de l'avoir acceptée pour fille, toute pauvre qu'elle fût. Quant à Bernadou, il parlait peu, parler n'était pas son fait; mais son regard exprimait la joie calme d'un paisible bonheur, et sa voix avait la douceur d'une caresse quand il s'adressait à l'une de ces deux femmes. Le bambin, qui était venu avec les premières pâquerettes du printemps, avait appris à reconnaître la voix de grand'mère : il se détournait du sein qui l'allaitait pour tendre ses bras à la bonne vieille.

L'époque de la moisson approchait : jamais on n'avait vu pareille abondance de blé, toutes les récoltes étaient magnifiques, et les paysans, disposés d'ordinaire à se plaindre, ne pouvaient nier cette année-là les bons profits qu'ils tiraient de l'envoi de leurs denrées au marché. Par une des plus belles soirées de cette saison, hommes et femmes étant assis sur leurs portes, soit à tricoter, soit à jaser, à jouer avec les enfans, l'ancien maître de Margot passa, revenant de la ville, éloignée de quatre lieues, grande distance pour ces bonnes gens, et parcourue seulement par les gros fermiers et cultivateurs. Il s'arrêta devant la demeure de Reine-Alix. Il avait l'air abattu. — Mauvaises nouvelles! dit-il, tirant un journal de sa poche. Mauvaises nouvelles! Nous allons avoir la guerre. — La guerre? — Tout le village se groupa autour de lui. On avait entendu parler déjà d'expéditions lointaines en Afrique, en Italie, au Mexique, et quelques garçons avaient disparu, fauchés avant le temps par le canon; jamais l'idée ne leur était venue que cette chose terrible, dont ils ne concevaient qu'une vague image, pût atteindre un jour la France et surtout le Berceau.

— Lisez! dit le vieillard tendant la feuille imprimée à Picot le tailleur, qui passait pour le plus savant. Picot épela, ânonna la déclaration de guerre de la France à la Prusse, et un long gémissement s'éleva parmi les femmes dont les fils étaient conscrits; les autres demandèrent tremblantes : — Cela nous fera-t-il du tort?

— A nous? répliqua le tailleur avec mépris. Allons donc! Nos braves troupes seront à Berlin avant quinze jours; la gazette le dit.

Chacun le crut, car personne ne savait au juste ce que c'était que Berlin, et personne n'osait le demander. — Mon gars! mon gars! sanglota une mère de soldat.

Reine-Alix se rappela Marengo, le jour lointain où un cavalier avait traversé le pays comme l'éclair en criant *victoire*, et où l'on avait allumé des feux de joie.

— Le pain sera cher! murmura le meunier.

Bernadou baissait les yeux sans rien dire.

— Pourquoi es-tu triste, lui demanda Margot, puisque tu es exempt du service?

Il secoua la tête : — Le pauvre monde en souffrira d'une façon ou d'une autre, répondit-il.

Cependant pour lui comme pour tous, la nouvelle n'avait rien de bien terrible, le mal étant si lointain qu'on ne pouvait lui prêter une forme précise. Picot, qui savait lire, courait de maison en maison, de groupe en groupe, hors d'haleine, orgueilleux, répétant que dans quinze jours les Français feraient ripaille dans le palais du roi de Prusse; on le croyait volontiers : à force de bavarder sur l'événement de la soirée, le village finit par se persuader que la nouvelle était excellente. Dans les jours qui suivirent, il fallut bien que le Berceau-de-Dieu envoyât quelques-uns de ses laboureurs rejoindre les convois que l'on dirigeait sur la frontière du Rhin; mais, presque tous les hommes étant mariés, les sacrifices au total n'étaient pas nombreux. On parlait avec fierté de Louis et de Jean, de Jacques et d'André, qui, partis l'espoir dans l'âme, reviendraient peut-être avec des épaulettes et la croix d'honneur. Pourquoi étaient-ils partis? On ne se l'expliquait pas bien clairement. Il s'agissait d'augmenter encore la grandeur de la France, et le peuple du Berceau ne demandait pas mieux, ayant au fond du cœur un certain amour tranquille, somnolent, mais profond, pour quelque chose qui est plus ou moins déterminé suivant la culture des esprits, et qui s'appelle la patrie.

Les nouvelles ne vinrent d'abord que lentes et rares. Il fallait pour en avoir qu'un paysan fît le voyage de la ville ou qu'un étranger par hasard vînt s'égarer dans le bourg loin des grandes routes; dans l'un ou l'autre de ces cas, les bruits étaient recueillis sans discernement. Tant que dura le mois d'août, tant que la moisson ne fut pas rentrée, la foi resta grande dans les prodiges accomplis du côté de l'est par une invincible armée, dans le brillant avenir de Louis et de Jean, de Jacques et d'André, desquels on n'avait d'ailleurs rien appris. Sans doute ils étaient en train de jouir de leur gloire là-bas où s'écroulait le palais saccagé du roi de Prusse.

Reine-Alix seule, dont la mémoire embrassait près d'un siècle, demeurait soucieuse : — Pourquoi? lui demandait-on. Il n'y a pas lieu de s'affliger. Nous sommes victorieux, paraît-il, et nos gars nous enverront le bétail et le blé prussien, de sorte que les mendians eux-mêmes n'auront plus l'estomac vide.

Mais Reine-Alix, filant au soleil, hochait la tête ; — Mes enfans, je me rappelle le temps de ma jeunesse, notre armée était victorieuse alors, du moins on le disait; moi, tout ce que je sais, c'est

que le petit Claude et bien d'autres ne sont jamais revenus; quant au pain, on n'aurait pu en avoir ni par charité ni pour de l'argent, et les gens mouraient de faim sur les grandes routes.

— Mais il y a si longtemps de cela! objectaient les plus jeunes.

— Oui, il y a longtemps; c'est égal, je ne crois pas que les choses aient changé beaucoup.

Par respect, chacun gardait le silence; cependant ils se disaient entre eux : — Elle est bien vieille! Tout change.

Un soir que le soleil se couchait sur les champs moissonnés, deux hommes passèrent au galop , pressant du fouet et de l'éperon leurs chevaux épuisés; sans s'arrêter, ils crièrent aux paysans de leur dire s'ils n'avaient pas vu passer un fuyard.

Sur la réponse négative : — Si vous le voyez, ajoutèrent-ils, tâchez de l'attraper et pendez-le sans miséricorde; c'est un espion prussien.

— Un Prussien! répétèrent les paysans stupéfaits... Un Prussien en France!

L'un des cavaliers les regarda par-dessus l'épaule : — Imbéciles, ne savez-vous donc pas que nous sommes battus, battus partout, et que l'ennemi marche sur Paris?

L'espion ne fut pas découvert au Berceau; mais la sinistre nouvelle apportée par ceux qui le poursuivaient empêcha les yeux de se fermer cette nuit-là.

— C'est ce maudit empire qui nous a perdus! s'écriaient les patriotes du cabaret, prêts à confondre dans leur juste colère les grands coupables et les gens trop paisibles du Berceau.

La plupart étaient trop consternés pour se soucier de l'empire ni des patriotes. Ils ne pensaient qu'à Jacques et à Jean, qui étaient partis.

— Hélas! dit Reine-Alix, pour l'amour du gain, nous avons tout envoyé, notre lait, nos œufs, nos légumes, nos plus beaux fruits, jusqu'à nos jeunes filles, à ce Paris, qui achetait tout. Nous avons péché par là... Soumettons-nous à notre punition.

III.

Ce fut là pour un temps tout ce qu'ils apprirent. La loi leur enleva de nouveau quelques-uns de leurs fils pour le service militaire, on leur envoya des armes de la ville la plus proche, et un vieux soldat entreprit de leur enseigner à en faire usage; mais nul ne profita de ses leçons aussi bien que Bernadou, qui apprit bien vite à manier un fusil. Il parlait moins que jamais; une profonde tristesse s'était emparée de lui. — Tu es marié, disait le vieux soldat, tu as ta grand'mère, ta femme, un enfant à soutenir, on ne t'appellera

que le dernier; mais un vigoureux gaillard comme toi ne devrait pas attendre l'appel; tout le monde te blâme de ne pas t'engager comme volontaire.

— Je servirai quand mon tour viendra, répondait simplement Bernadou.

Il ne voulait pas laisser ses champs sans culture, abandonner sa femme au désespoir, sa grand'mère si près de la tombe. Les patriotes qui déclamaient contre l'empire déchu ne lui épargnaient ni railleries ni reproches; il les regardait droit dans les yeux, ne répondait pas, et s'en allait à son travail journalier. — Quand on aura besoin de lui, disait Reine-Alix, il ne manquera pas à son devoir.

Jusqu'au bout, Bernadou demeura obstinément attaché à son foyer; il travailla pour sa famille et pour les épouses, pour les mères abandonnées, qui n'auraient pu ni cultiver leur terre ni soigner le peu qui leur restait de bétail.

A l'automne, on sut enfin à quoi s'en tenir : les familles fugitives accourues des villes envahies dans les lointains villages, les décrets du gouvernement nouveau affichés partout, des rumeurs rarement exactes, mais sinistres, avertirent successivement les gens du Berceau des tristes péripéties de la guerre. Celles-ci ne les touchaient pas encore directement; une distance qui leur semblait infranchissable les séparait encore des catastrophes dont ils étaient incapables d'approfondir les conséquences; néanmoins de sombres pressentimens pesaient sur eux : déjà les chevaux et le bétail étaient réquisitionnés, les charrues se trouvaient réduites à une oisiveté forcée : les privations devenaient chaque jour plus pénibles à supporter. Le soir, la rue demeurait silencieuse. A peine les voisins osaient-ils échanger tout bas leurs réflexions, de crainte qu'un espion n'entendît. — Il en était de même dans ma jeunesse! disait Reine-Alix, accablée par l'effroi de cet ennemi inconnu, de cette misère sans forme et sans nom qui les menaçait à tout instant.

Sans doute le village était encore tranquille, mais ses habitans savaient qu'à l'improviste le tonnerre du canon pouvait les arracher à leur sommeil et l'incendie courir dans leurs champs. Ce qu'on disait à ce sujet leur fit l'effet d'un rêve horrible jusqu'au jour où ils virent les étables vides et la terre stérile faute de bras. Novembre arriva. — Il fait froid ce soir, Bernadou, apporte du bois, dit Reine-Alix.

Le bois du moins ne manquait pas dans le pays, et Bernadou en chargea la cheminée; puis il se remit à tourner une baratte pour sa femme : il était assez habile tourneur à ses momens perdus. L'enfant dormait auprès du feu, le sourire sur les lèvres; Margot filait au rouet; de temps à autre, Reine-Alix levait les yeux de son tricot pour regarder la petite couchette d'osier. On avait fermé les volets.

Soudain un cri s'éleva au dehors, le cri d'un grand nombre de voix désolées.

Bernadou se leva, saisit son fusil et tira la barre de la porte. Tout le monde était dans la rue, et les femmes avec de bruyantes lamentations retenaient leurs enfans autour d'elles. — Du côté de l'est une lueur rougeâtre s'élevait dans le ciel, et le vent apportait comme un mugissement sourd. — Qu'y a-t-il donc? demanda le jeune homme.

— Les Prussiens marchent sur nous, répondit-on en chœur. Cette lueur là-bas, c'est la ville qui brûle.

Puis le silence se fit plus terrible que les gémissemens. Reine-Alix sortit à son tour : — Si nous devons mourir, mourons ici, dit-elle d'une voix basse et grave. — Bernadou lui prit la main et y colla ses lèvres. Elle fut satisfaite de cette réponse.

Margot s'était avancée derrière eux, tenant son fils serré contre son cœur. — Que pourraient-ils nous faire? demanda-t-elle, tandis que ses vives couleurs s'éteignaient sur ses joues.

Bernadou sourit pour la rassurer. — Je n'en sais rien; mais sois tranquille, les Prussiens eux-mêmes ne sont pas capables d'égorger des femmes et des enfans.

— Si fait, dit une voix dans la foule, et vous le verrez bien.

Personne ne répondit. La rue était sombre. Au loin, la lueur sanglante grandissait, et ce même bruit, faible et menaçant à la fois comme un hurlement de loups affamés, continuait toujours. C'était le rugissement du feu et de la guerre.

Dans le silence, la voix de Reine-Alix s'éleva : — Dieu est bon; n'aurons-nous pas confiance en lui? — Un long sanglot de tous ces cœurs brisés lui répondit.

Toute la nuit, on resta dans la rue, n'osant se remettre au lit, car d'un moment à l'autre l'ennemi pouvait fondre sur le village, n'osant fuir non plus, car il pouvait les surprendre dans les bois.

Un homme cria bien : — Resterons-nous dans nos maisons pour y être enfumés comme les abeilles dans leurs ruches? Sauvons-nous!

Mais la voix calme et ferme de Reine-Alix le réprimanda de nouveau : — Que celui qui veut courir comme un lièvre devant les chiens le fasse donc! moi et les miens nous gardons la maison. — Et les hommes furent humiliés de se trouver moins courageux qu'une femme de quatre-vingt-dix ans: personne ne parla plus de fuir.

La nuit s'écoula ainsi, les enfans grelottaient roulés dans les jupes de leurs mères; les hommes observaient les progrès du feu sur le ciel sans étoiles, et prêtaient l'oreille à la fusillade. Au point du jour, un épais brouillard blanc et froid couvrait la rivière, et du côté où devait se lever le soleil on ne voyait que le reflet livide des

flammes ou des tourbillons de fumée noire se confondant avec les nuages de plomb.

— Eh bien! dit le tailleur, s'ils viennent, nous les laisserons faire. Nous n'avons point d'armes, point de poudre,... ou si peu! point de soldats,... aucun moyen de défense!

Bernadou ferma le poing, se redressa, et un éclair passa dans ses yeux bleus. Sa grand'mère échangea un regard avec lui. — Tes mains sont nettes, ta conscience est pure, dit-elle, n'aie donc pas peur de mourir, s'il le faut. — Il sourit. Margot s'attachait à lui en pleurant, et il l'étreignait avec tendresse; mais la femme qui avait su lire dans son cœur était celle qui l'avait reçu dans ses bras à sa naissance. Le peu d'hommes qui restaient, des vieillards ou des enfans pour la plupart, tinrent conseil. Les plus fortes têtes décidèrent que, quoi qu'il pût survenir, la résistance était impossible, et que le mieux était de cacher les armes et les provisions avant l'arrivée du vainqueur.

— Si nous résistions, dirent-ils, ce serait notre perte, et que voulez-vous que fasse un misérable petit hameau contre le canon?

Bernadou seul opposa des remontrances; ses joues étaient en feu, et pour la première fois les mots lui venaient aisément : — Quoi! dit-il, livrerons-nous donc nos foyers, nos femmes et nos enfans, sans tirer un coup de fusil? Serons-nous assez lâches pour montrer que nous avons peur d'eux? Ce serait une honte. Nous ne mériterions plus le nom d'hommes. Prouvons qu'il y a en France des gens qui ne craignent pas de mourir. Défendons-nous tant que nous pourrons. Nous avons de bons fusils, et, si nous les attirons dans nos bois, ils seront, du temps qu'il fait, avalés par les fondrières. Le rendez-vous des francs-tireurs n'est qu'à trois lieues, on viendra sûrement à notre secours. N'y eût-il que peu de chose à faire, essayons. Si chaque homme de France faisait ce qu'il peut, l'invasion ne durerait pas longtemps!

Les raisonneurs le traitèrent de fou. Ne savait-il pas qu'un seul coup de fusil, une arme seulement trouvée dans le village, produiraient l'incendie et le massacre?

— Je le sais, dit Bernadou avec énergie, mais si nous avons le choix entre la honte et la mort, ayons soin d'abord d'éviter la honte. La mort est entre les mains de Dieu!

— De belles paroles! lui cria-t-on. Que ton toit brûle, cela te regarde, nous prétendons préserver les nôtres : libre à toi de te rompre le cou; nous ne voulons pas être pendus.

Il lutta, supplia, il fut éloquent sous l'influence des sentimens nouveaux qui bouleversaient son âme honnête; mais ils ne se laissèrent pas persuader. Il s'agissait de sauver quelques pièces d'or ca-

chées dans une paillasse, quelques moutons dérobés aux réquisitions, et surtout leur vie, qui, toute misérable qu'elle fût à cette époque de périls et de terreur, leur était chère. On le somma de livrer son fusil, afin de l'enterrer avec les autres sous le maître-autel. Les yeux de Bernadou ruisselaient de larmes brûlantes : — J'aimerais mieux, répondit-il, m'en servir contre vous, poltrons, que de vous laisser vivre pour nous déshonorer tous !

On se jeta sur lui, et Reine-Alix intervint : — Mon fils, dit-elle, tu as raison, et ils ont tort; cependant que la division entre voisins n'ouvre pas nos portes à l'ennemi. Tu peux disposer de ta vie, elle est à toi; qu'ils fassent de la leur ce que bon leur semble. Tu ne changeras pas des brebis en lions, et il ne faut pas que le premier sang versé soit celui d'un frère.

La tête de Bernadou s'affaissa sur sa poitrine. Il prit son fusil et alla le porter à l'église comme les autres.

— Et maintenant nous n'avons rien à craindre, dit le tailleur aux prétendus patriotes. Si cet enragé avait agi à sa guise, tout était perdu.

Reine-Alix dit à son petit-fils quand il lui revint : — Tu as fait ce que tu as pu. — Puis elle se détourna, s'enveloppa la tête de sa cape et fondit en pleurs, n'ayant vécu si longtemps que pour assister à ce naufrage.

Bernadou était redevenu calme et silencieux comme de coutume. Il n'avait plus d'espoir. Fermant la porte, il passa un bras autour de sa femme et laissa son autre main dans celle de Reine-Alix, qui priait. — Nous n'avons, dit-il, qu'à attendre. — Le jour leur parut long. La fusillade cessa quelque temps, puis elle reprit et se rapprocha; de nouveau tout fit silence.

Vers midi, un berger arriva en trébuchant, pâle, ensanglanté, meurtri. — Les Prussiens, dit-il, l'avaient forcé de leur servir de guide, ils l'avaient attaché à un cheval et traîné avec eux jusqu'à ce qu'il fût presque mort de fatigue. La nuit, il était parvenu à leur échapper, mais ils ne devaient pas être loin, ajouta-t-il. S'ils avaient brûlé la ville, c'est qu'un homme avait tiré sur eux du haut d'une maison. Il n'en savait pas davantage.

Bernadou, qui était allé chercher des nouvelles, revint accablé et cacha son visage dans ses mains : — Si je n'agis pas comme un lâche, dit-il, vous êtes perdus.

L'alternative était cruelle : suivre son instinct et voir égorger les siens et brûler le village, ou courber la tête misérablement et se mépriser lui-même pour toujours. Sa grand'mère l'embrassa. — Ne te désole pas. Le moment venu, fais comme ton cœur et la voix de Dieu te le conseilleront.

Il se mit à sangloter. C'était la première fois depuis sa plus tendre enfance qu'elle le voyait en cet état.

La nuit vint; cette journée d'automne finit par une pluie légère mêlée de vent qui dispersa les feuilles flétries. Les maisons du village étaient plongées dans l'obscurité : on craignait que la moindre lumière ne servît à guider les pas de l'ennemi. Tout à coup un grand bruit retentit, celui que peuvent produire des piétinemens d'hommes et de chevaux, des éclats de voix irritées. Mille lueurs d'acier perçaient les ténèbres. Bernadou, qui avait appuyé jusque-là son front au bord de la table, bondit sur ses pieds, mortellement pâle. — Ils sont venus! — dit-il entre ses dents. Ce n'était pas de la crainte qu'il éprouvait, ni de l'horreur, mais plutôt un désir passionné de donner sa vie pour son pays. Et il n'avait pas d'armes! Ouvrant la porte d'une main ferme, il se tint sur le seuil en face de l'ennemi. La rue était remplie de fantassins, de cavaliers. Ils fourmillaient dans les bois, sur les routes, et avaient fondu sur le village comme des vautours sur un agneau mort.

C'était un bien petit coin, hélas! qu'on aurait pu laisser en repos, car il n'avait pas eu plus de part dans la guerre qu'un enfant nouveau-né, mais il se trouvait sur le chemin du vainqueur et devait être écrasé sous son talon. Les Prussiens avaient entendu dire que des armes y étaient cachées, que des francs-tireurs s'y abritaient; ils se mirent en devoir de fouiller l'église et les maisons. D'autres s'emparaient de tout ce qui pouvait servir à la nourriture; d'autres encore allaient à la recherche des divers sentiers à travers champs, et cependant ils encombraient la rue par centaines, assez nombreux pour donner l'assaut à une citadelle. Bien entendu, les paysans ne firent aucune tentative de résistance. Ils assistèrent passifs à l'enlèvement de leurs humbles trésors, en se demandant quelle destinée le fer et le feu pourraient leur réserver. Ils virent saccager la provision de blé mise de côté pour l'hiver, faire litière des récoltes; ils virent leurs vieilles armoires de chêne forcées et tout ce qu'elles contenaient emporté comme butin : le linge de ménage, les pièces de vaisselle, la rare et modeste argenterie, héritage antique de la famille, tout cela réuni avec dérision en un tas informe. Ils virent toutes ces choses et durent rester muets, redoutant qu'un geste de colère ne valût à leurs enfans une balle dans la tête et l'incendie à leurs demeures. Sous le porche d'une chaumière ombragée par deux sycomores, un groupe se tenait silencieux : Bernadou, les bras croisés, immobile et pâle, le mépris, la rage dans les yeux, Margot, calme parce qu'il le voulait ainsi, son enfant suspendu au cou, Reine-Alix enfin, qui, se redressant de toute sa taille, serrait un chapelet entre ses mains crispées. Ils étaient là, ne sachant ce

qu'ils attendaient. Derrière eux, le feu s'éteignait dans le foyer qui avait été le centre de leurs espérances et de leurs joies, devant eux s'étendait la campagne sombre où s'agitaient les torches portées par les soldats. Une voix s'éleva de cette masse armée : — Amenez-moi le paysan.

Bernadou fut saisi et entraîné jusqu'à la place où se tenait le chef des uhlans, sur un cheval qui écumait du sang et tremblait de fatigue. Se débarrassant des mains qui le retenaient, il s'avança d'un pas : — Vous avez l'air moins bête que les autres, lui dit l'officier prussien. Connaissez-vous bien le pays?

— Très bien.

Il le connaissait en effet depuis l'enfance dans ses moindres détails, comme un amant connaît les traits de sa maîtresse.

— Vous avez des armes ici? continua l'Allemand.

— Nous en avions.

— Qu'en avez-vous fait?

— Si l'on m'avait écouté, vous ne le demanderiez pas, vous l'auriez senti.

L'officier lui jeta un coup d'œil perçant qui rendait hommage à l'intrépidité de cette réponse.

— Direz-vous où elles sont?

— Non.

— Vous savez que la loi de la guerre punit de mort ceux qui cachent des armes?

— Cette loi, c'est vous qui l'avez faite.

— En effet, et la volonté prussienne est désormais la loi de France, mon garçon. Vous êtes hardi, vous méritez la mort. Cependant écoutez... Vous dites bien connaître le pays?..

Bernadou sourit comme pourrait le faire une mère à qui l'on demanderait si elle se rappelle le visage de son enfant mort.

— En ce cas, il vous reste une ressource. Attachez-vous à mon étrier, et conduisez-moi droit et vite comme vole le corbeau, à la cachette. Vous aurez la vie sauve, sinon...

— Sinon?

— Vous serez fusillé.

Bernadou garda le silence. Ses yeux cherchèrent à travers la foule des soldats les deux femmes debout devant sa chaumière. Elles s'efforçaient de le rejoindre, mais les soldats les repoussaient, de sorte que les vacillations des torches les empêchaient de voir et le tumulte d'entendre. Pour cela, il remercia Dieu.

— Avez-vous fait votre choix? demanda le uhlan avec impatience.

Ni la voix ni les lèvres de Bernadou ne tremblèrent lorsqu'il répondit : — Je ne suis point un traître.

Son regard en même temps glissait doucement vers le petit porche où il ne devait plus s'asseoir entouré de ceux qu'il aimait. — Vous en vantez-vous, demanda l'Allemand, ou est-ce sérieux?

— Je ne suis pas un traître.

Le Prussien fit signe à ses soldats, un double coup de feu retentit, et Bernadou tomba mort; une balle avait traversé la tête, l'autre la poitrine. Le corps palpitant et chaud fut repoussé d'un coup de pied. Ce n'était qu'un paysan de moins.

Avec un cri qui domina le bruit de la bagarre et pénétra comme une épée dans les cœurs, Reine-Alix se fraya un chemin parmi cette multitude, et, tombant à genoux auprès de son fils, le saisit dans ses bras pour poser la tête de celui qui n'était plus sur ce sein où il avait dormi ses plus doux sommeils.

— C'est la volonté de Dieu, murmura-t-elle, la volonté de Dieu...

Et elle éclata d'un rire terrible. Margot l'avait suivie; elle fixa son œil sec sur le cadavre, puis se jetant avec son enfant sous les pieds du cheval de l'officier : — Finissez-en, cria-t-elle. Vous l'avez tué,... eh bien! tuez-nous! N'aurez-vous pas assez de pitié pour cela?

Le cheval effrayé se cabra; sous l'un de ses pieds fut écrasée la tête blonde de l'enfant. On releva Margot. Elle était morte, bien que sans blessure.

Reine-Alix avait paru ne rien voir de cette scène. Elle cherchait à tirer le corps de Bernadou vers la chaumière. — Il faut le ramener chez nous, il faut l'y ramener!.. répétait-elle, ne voulant pas croire qu'il n'existât plus.

Avec toute la force qu'elle avait eue dans sa jeunesse, elle parvint à le soulever, et, le traînant à demi, elle coucha Bernadou devant le foyer qu'il avait tant aimé. Alors elle se mit à le caresser comme un nourrisson endormi, en disant tout bas : « Chut! chut! » Son esprit était égaré.

Au dehors, le tumulte augmentait. On avait découvert les armes cachées dans l'église. Cinq paysans furent arrêtés et condamnés à expier le crime commun. Ils luttaient, ne voulant pas se laisser conduire comme des moutons à l'abattoir. On les fusilla dans la rue, sous les yeux de leurs enfans; puis ordre fut donné de mettre le feu au village comme exemple et de l'abandonner à son destin. Quelques tisons, arrachés à ces foyers rustiques, furent lancés dans les granges, et quelques torches sur les toits de chaume; bientôt flambèrent de tous côtés paille, bois sec, fourrages. Un vieillard, un proche voisin courut à Reine-Alix, la saisit par le bras : — On brûle le Berceau. Vite! vite! ou vous êtes perdue! s'écriait-il.

La grand'mère le regarda en souriant. — Taisez-vous! ne voyez-vous pas qu'il dort?

En vain supplia-t-il, s'efforçant de l'entraîner, lui montrant le toit qui brûlait déjà. Ce spectacle rendit à Reine-Alix le sentiment de la réalité; elle comprit ce qui s'était passé : — Sauvez-vous donc vous-même, dit-elle de sa voix douce et forte. Moi, je suis vieille, et je reste à la maison avec mes morts.

Les flammes et la fumée l'environnèrent; elle ne bougea pas.

Bientôt le village fut un lac de feu qui engloutit à la fin le Christ vacillant sur sa croix. Un certain nombre de paysans gagnèrent la forêt avec leurs femmes et leurs enfans. Tout ce qu'ils possédaient fut consumé, la flamme dévora tout sur son passage. Les arbres dépouillés pétillaient et flambaient, les chiens périssaient sur le seuil qu'ils avaient défendu. Les malades, les infirmes furent asphyxiés dans leurs lits. Du Berceau-de-Dieu, transformé en fournaise, il ne reste qu'une ruine noircie et désolée, rien de plus. Qu'est-ce que cela en comparaison du reste? Une pauvre feuille que l'ouragan immense a flétrie sur son passage.

II.

NELLO ET PATRASCHE

I.

Nello et Patrasche restèrent seuls au monde, unis par une amitié plus étroite que celle de deux frères.

Nello était un petit Ardennais, Patrasche un grand Flamand. Leur âge était le même, à ne tenir compte que des années, bien que l'un fût encore jeune, l'autre déjà vieux. Tous deux étaient orphelins, et devaient la vie à la même main. Tel avait été le premier lien entre eux; il s'était fortifié de jour en jour, jusqu'à devenir un amour profond. Leur demeure était une petite cabane située sur la lisière d'un village flamand, à une lieue d'Anvers, parmi les étendues planes des pâturages et des champs de blé. Sur les bords du grand canal qui le traverse, la brise courbe de longues rangées de peupliers et d'aulnes. Ce village compte une vingtaine de maisons aux volets vert cru ou bleu de ciel, aux toits tantôt rosâtres, tantôt blancs et noirs, aux murs lavés de manière à briller comme de la neige sous le soleil. Au milieu du village, sur un petit talus verdi par la mousse, s'élève un moulin, le point de reconnaissance pour

ainsi dire de tout le pays plat à la ronde. Il a été jadis peint de couleur écarlate, les ailes et le reste, mais cela remonte à plus d'un demi-siècle, au temps où il était occupé à moudre le froment pour les soldats de Napoléon; il est aujourd'hui d'un brun-rouge tanné par les intempéries des saisons. Il marche d'une façon bizarre, par accès et soubresauts, comme si la vieillesse avait raidi ses jointures; cependant il sert encore à tout le voisinage, qui taxerait presque d'impiété le fait de porter du grain ailleurs, comme d'assister à un autre office que la messe célébrée dans la vieille petite église au clocher conique qui se dresse en face du moulin. Celle-ci est bâtie en pierre grise; l'unique cloche sonne le matin, à midi et le soir, avec cette tristesse étrange, sourde et contenue qui caractérise la mélodie de chaque cloche des Pays-Bas. A portée du son de l'horloge mélancolique, depuis leur naissance ou peu s'en fallait, Nello et Patrasche avaient habité ensemble cette petite cabane, avec la flèche de la cathédrale d'Anvers pour point de vue au nord-est, par-delà l'immense plaine verte qui se déroule comme une mer sans houle.

C'était la cabane d'un homme très vieux et très pauvre, Jehan Daas, un soldat dans son temps. Daas se rappelait les guerres qui avaient foulé le pays comme les bœufs foulent le sillon; du service, il n'avait rien rapporté qu'une blessure qui le rendait infirme. Il avait bien quatre-vingts ans quand sa fille mourut près de Stavelot dans les Ardennes, lui léguant un petit enfant. Il prit sans se plaindre ce nouveau fardeau, qui bientôt lui fut cher et précieux. Dans leur gîte bâti de boue, mais propre comme un coquillage de mer et entouré d'un jardinet, le grand-père et le petit-fils vivaient contens,... pauvres sans doute! Il leur arriva plus d'une fois de manquer de nourriture, et jamais ils n'en eurent assez : avoir de quoi manger selon leur faim, c'eût été le paradis, et le paradis ne s'atteint pas si facilement; mais le vieillard était bon et doux pour l'enfant, qui était beau, sincère et tendre. Une croûte de pain, quelques herbes, c'était tout ce qu'ils demandaient à la terre et au ciel, pourvu que Patrasche leur restât toujours. Que seraient-ils devenus sans Patrasche? Patrasche était pour eux l'alpha et l'oméga, le gagne-pain, le trésor, la consolation, la vie, l'âme; Patrasche mort ou disparu, ils n'avaient plus qu'à mourir eux-mêmes, car Jehan Daas était vieux et infirme, Nello n'était qu'un enfant, et Patrasche était leur chien, — un chien de Flandre, jaune de poil, aux membres robustes, à la forte tête, avec des oreilles de loup qui se tenaient droites, des pattes arquées, des pieds élargis par un développement musculaire qu'avait produit dans sa race le rude travail de plusieurs générations.

Les aïeux de Patrasche avaient été de siècle en siècle esclaves des esclaves, bêtes de somme, rompus au harnais, condamnés toute leur vie à traîner une charrette, quitte à succomber dans un dernier effort sur le pavé de la rue. On avait vu son père et sa mère haletans sous le joug, le long de toutes les routes sans ombre des deux Flandres et du Brabant; il n'avait connu d'autre héritage que celui du labeur, on l'avait nourri de coups et de d'invectives. Pourquoi pas? La Flandre est un pays chrétien, et Patrasche n'était qu'un chien. Avant d'avoir atteint son entier développement, il sentit la mordante écorchure du collier et le poids de la charrette. Il allait entrer dans son treizième mois lorsqu'on le vendit à bas prix, vu sa jeunesse, à un quincailler qui avait coutume d'errer du nord au sud, de la mer bleue aux vertes montagnes. L'homme était un ivrogne et une brute, un Brabançon grossier qui entassait sur sa charrette tout ce qu'elle pouvait porter de faïence, de cuivre et de fer-blanc, puis qui laissait Patrasche se tirer d'affaire, tout en flânant lui-même dans une grasse paresse, sa pipe noire à la bouche. Heureusement pour Patrasche, ou malheureusement il était fort, il sortait d'une race de fer depuis longtemps habituée à ce cruel métier, de sorte qu'il ne mourut pas sous le faix, les blessures, la faim, la soif et les malédictions qui sont les seuls gages que les Flamands accordent aux plus patientes et aux plus laborieuses de leurs victimes à quatre pieds.

Après deux années de ce supplice, Patrasche suivait comme de coutume une des routes droites et poudreuses qui conduisent à la ville de Rubens. La charrette était très lourde, et son maître ne faisait attention à lui que pour cingler par intervalles d'un coup de fouet ses flancs frémissans. Le Brabançon buvait de la bière à tous les cabarets du chemin, mais il défendait à Patrasche de faire halte une seconde pour se désaltérer au canal. Aveuglé par le soleil et la poussière, meurtri, ensanglanté, pliant sous l'inexorable fardeau qui pesait sur ses reins, n'ayant rien mangé depuis vingt-quatre heures, et, ce qui était pire encore, rien bu depuis douze, Patrasche pour la première fois se mit à chanceler; un peu d'écume lui vint à la gueule, et il tomba. Il tomba au milieu de la route, sous le soleil ardent. Son maître lui administra le seul remède qu'il eût dans sa pharmacie, des coups de pied et de bâton accompagnés de force imprécations, mais le pauvre animal était enfin hors d'atteinte; il gisait, mort selon toute apparence, dans la blanche poussière de l'été. Au bout de quelques minutes, voyant que les plus mauvais traitemens ne réussiraient pas à ranimer cette carcasse, le Brabançon lui lança un dernier juron d'adieu, lui arracha son harnais de cuir, et du pied, avec un grognement féroce, l'envoya rouler dans l'herbe

d'un fossé pour servir de pâture aux fourmis et aux corbeaux, puis il se mit à pousser sa charrette, car c'était le dernier jour avant la kermesse de Louvain, et le Brabançon avait hâte d'assurer une bonne place à ses marchandises. Étant un homme, il était sage : il avait tiré de Patrasche tout ce qu'on en pouvait tirer. A quoi bon perdre une heure et peut-être quelques sous, outre l'occasion de s'amuser dans le bruit de la kermesse, à surveiller l'agonie d'un chien de charrette?

Patrasche demeura donc dans le fossé. La route était fort animée ce jour-là; des centaines d'individus à pied, à dos de mulet, en voiture, la sillonnaient, se rendant à Louvain. Quelques-uns virent Patrasche, la plupart ne le regardèrent même pas, tous passèrent; un chien mort de plus ou de moins n'est rien en Brabant ni ailleurs.

Quelque temps après vint un petit vieillard, courbé, faible et boiteux, qui, lui, n'avait point un air de fête. Misérablement vêtu, il se traînait parmi les chercheurs de plaisir. Il aperçut Patrasche, s'arrêta surpris, puis, à genoux dans l'herbe, fixa sur lui un regard de compassion. Il y avait avec ce vieillard un petit enfant tout blond et tout rose qui, disparaissant jusqu'aux épaules dans le buisson, regardait aussi d'un air de gentille gravité la pauvre grande bête immobile. Ce fut ainsi que se rencontrèrent d'abord le petit Nello et le grand Patrasche.

Avec beaucoup de peine, Jehan Daas transporta le moribond jusqu'à sa cabane, qui était à la distance d'un jet de pierre dans les champs. Là il le soigna si bien que la crise causée par la chaleur, la soif et l'épuisement céda au temps et au repos, et que Patrasche se retrouva bientôt sur ses quatre grosses pattes fauves. Durant des semaines, il avait été inutile, et cependant il n'avait entendu que de douces paroles, reçu que des caresses. Le vieillard et l'enfant lui avaient fait un lit de foin; la nuit, ils prêtaient une oreille anxieuse au bruit de sa respiration pour savoir s'il vivait; son premier aboiement rauque et brisé fut salué avec joie comme un signe de guérison. Nello alla jusqu'à suspendre des chapelets de marguerites à son cou hérissé; bref, Patrasche, se relevant surpris de n'être point éveillé par des menaces ou chassé par des coups, sentit son cœur s'ouvrir à un amour dont la fidélité fut immuable.

Patrasche, n'étant qu'un chien, était reconnaissant. De ses yeux bruns attentifs, il suivait chaque mouvement de ses amis afin de deviner leurs habitudes. Or le vieux soldat ne pouvait rien faire pour gagner sa vie que de pousser en boitant un petit chariot qui portait chaque matin jusqu'à Anvers le lait des voisins fortunés, propriétaires de vaches. Ceux-ci lui avaient réservé cette mission un peu par charité, et beaucoup parce qu'il leur convenait d'envoyer

au marché un mandataire honnête, tandis qu'ils restaient à prendre soin des champs et du bétail; mais le vieillard avait quatre-vingt-trois ans, et Anvers était à une bonne lieue de distance. Patrasche, le jour de son rétablissement, tout en bayant au soleil, sa chaîne de marguerites au cou, vit les bidons de lait aller et revenir. Le lendemain, avant que Jehan Daas n'eût sorti son chariot, il se planta devant pour affirmer, aussi bien que le permettait la pantomime, son désir de travailler, Jehan Daas remercia la fortune qui lui avait fait ramasser un chien expirant dans le fossé le jour de la foire de Louvain. L'hiver venu, ses infirmités augmentant avec l'âge, il se fût en vain efforcé de porter son lait à travers les boues et les neiges sans l'énergie de ce fidèle serviteur. Pour Patrasche, habitué aux travaux forcés, c'était un jeu de traîner la petite voiture légère; d'ailleurs l'ouvrage était terminé de bonne heure, et il était libre ensuite d'agir à sa guise, de s'étirer au soleil, de courir les champs, de jouer avec l'enfant ou avec ses pareils. Patrasche était heureux. Son ancien maître ayant été tué dans une rixe de cabaret, à la kermesse de Malines, personne ne vint le disputer à ce bonheur.

Plus tard Nello, qui atteignait sa septième année et qui connaissait bien la ville où il avait tant de fois accompagné son grand-père, Nello fut chargé de la vente du lait; il rapportait à chacun son argent avec un sérieux et une bonne grâce qui ravissaient tout le monde. Plus d'un artiste esquissa le groupe au passage : le chariot vert avec ses bidons de cuivre brillant, le grand chien jaune massif au harnais garni de clochettes qui tintaient gaîment dans la course, et le jeune garçon qui trottait auprès de lui, ses petits pieds blancs dans de gros sabots, pareil aux enfans blonds et rians de Rubens.

II.

Au printemps, et l'été surtout, ils étaient heureux. La Flandre n'est pas un beau pays; le blé, le colza, les herbages, les champs labourés se succèdent invariablement sur la plaine uniforme, et une tour grise avec son carillon de cloches émues, ou bien encore quelque figure de bûcheron, de glaneuse, rompt seule la monotonie. Quiconque a vécu dans les montagnes, dans les forêts, se sent oppressé par la morne immensité de ce pays plat; mais il est verdoyant et fertile, mais ses vastes horizons, malgré leur tristesse, ont un certain charme qui leur est propre. Parmi les joncs sur le bord de l'eau, maintes fleurs s'épanouissent; au pied des arbres, qui se dressent frais, élancés, glissent les barges, leurs grosses coques sail-

lantes en noir sur le ciel clair, et leurs petits barils verts, leurs drapeaux multicolores gaîment mêlés au feuillage. D'ailleurs il y a partout assez de verdure et d'espace pour tenir lieu de beauté aux yeux d'un enfant et d'un chien; ceux-ci ne demandaient pas mieux, leur besogne faite, que de se coucher dans les hautes herbes sombres au bord du canal pour guetter les bateaux et respirer l'air salé de la mer, qu'ils apportent avec eux.

L'hiver, c'était plus dur; il fallait se lever dans la nuit, par le froid, et la cabane devenait un abri insuffisant, bien qu'elle fût si jolie en d'autres temps, parée d'une grande vigne luxuriante qui ne portait jamais de fruits, il est vrai. L'hiver, le vent trouvait plus d'un passage à travers les crevasses des murailles, la vigne était noire et sans feuilles; l'hiver, la neige engourdissait, la glace blessait souvent les pieds agiles de Nello. Pourtant il ne se plaignait pas; au contraire, si la pitié publique ajoutait à son salaire accoutumé un peu de soupe chaude ou un fagot, il s'élançait dans la cabane à la nuit tombante avec un hurrah triomphant.

Une seule chose, hiver comme été, tourmentait Patrasche : Anvers, chacun le sait, est rempli à chaque tournant de rue de sombres et majestueux amas de pierres étouffés dans de petites cours irrégulières, collés à des échoppes, à des tavernes sur le bord de l'eau, et couronnés d'un carillon de cloches. Ils restent là, ces grands sanctuaires du passé, au milieu du mouvement et du bruit de notre monde moderne, et tout le jour les nuages les effleurent, les oiseaux tourbillonnent autour d'eux, tandis que sous la terre, à leur pied, dort Rubens!

La gloire du maître plane encore au-dessus d'Anvers. De quelque côté que l'on tourne, à travers les rues étroites et les eaux stagnantes, il est là, transfigurant les choses les plus communes; partout son esprit vous suit, la beauté de ses inspirations vous environne, et les pierres qui portèrent ses pas, où glissa son ombre, semblent se lever pour parler de lui d'une voix vivante. Sans Rubens, que serait Anvers? Un marché tumultueux sur les quais duquel les trafiquans seraient seuls attirés. Avec Rubens, c'est pour le monde entier un nom et un sol sacrés, un Bethléem où l'un des dieux de l'art vit la lumière, le Golgotha où gît ce dieu. O nations, vous faites bien de vous enorgueillir de vos grands hommes, car par eux seuls l'avenir vous connaîtra! La Flandre sous ce rapport a été sage : elle a glorifié vivant le plus illustre de ses fils; mort, elle le vénère; mais sa sagesse est rare.

Voici quel était le tourment de Patrasche : souvent Nello disparaissait sous le portail d'une église, et s'il essayait de le suivre avec son chariot, un custode tout de noir vêtu et chargé de chaînes d'ar-

gent le repoussait. Plus souvent qu'ailleurs, Nello entrait dans la grande cathédrale; Patrasche, étendu dehors à bâiller, à soupirer, à aboyer même de temps à autre, près des fragmens d'airain de la porte Quentin-Metsys, attendait que l'heure où les églises se ferment forçât l'ingrat à le rejoindre. Alors Nello passait ses bras autour du cou de Patrasche, et baisait son large front fauve, en murmurant toujours la même chose : — Si je pouvais seulement les voir! — Voir quoi?

Un jour que le custode était occupé ailleurs, le chien put suivre un instant son ami. Nello était à genoux, ravi comme en extase devant le tableau de l'Assomption. Apercevant Patrasche, il se leva et le fit sortir doucement; ses joues étaient humides de larmes; en passant devant les peintures voilées, il dit à son compagnon : — C'est si affreux de ne pas les voir, parce qu'on ne peut payer! Quand il les a faites, je suis bien sûr qu'il ne comptait pas les cacher aux pauvres. Il nous aurait permis de les admirer tous les jours. Et les reléguer sous ce suaire, dans l'obscurité! Si je pouvais les voir seulement, je mourrais satisfait!

Mais il ne pouvait les voir, et Patrasche ne pouvait l'aider, car gagner la pièce d'argent qu'exige l'église pour vous montrer les splendeurs de *l'Élévation* et de *la Descente de croix* était une prouesse au-dessus de leurs moyens tout autant que d'escalader les hauteurs de la flèche. Cependant le petit porteur de lait avait reçu du ciel cette faveur ou cette malédiction qu'on appelle le génie; mais personne ne s'en doutait, lui-même l'ignorait; seul Patrasche savait quelque chose, — Patrasche, qui, ne le quittant pas, le regardait dessiner à la chaux sur les pierres tout ce qui croissait ou respirait autour de lui, — Patrasche, qui la nuit l'entendait murmurer de timides prières à l'âme du grand maître, qui voyait son regard devenir grave et son visage radieux devant les beautés du couchant et de l'aurore, et qui avait senti plus d'une fois les larmes d'une joie et d'une angoisse sans nom, étrangement confondues, tomber brûlantes des yeux de Nello sur son propre front jaune et ridé.

— Tout ce que je souhaite, c'est que tu aies un jour cette cabane à toi, avec un bout de terre que tu cultiveras de tes mains, disait souvent Jehan Daas. — Posséder un coin de terre, être appelé *baas*, maître, dans le hameau, c'est l'idéal du paysan flamand, et le vieux soldat, qui avait parcouru le monde sans en rien rapporter, jugeait à ses derniers momens que vivre et mourir dans le même lieu et dans une humble aisance était le meilleur sort qu'il pût désirer pour son enfant. Nello ne répondait pas. Le même levain travaillait en lui qui jadis fit surgir les Rubens, les Jordaens, les Van Eyck et toute leur tribu divine; mais il ne confiait guère ses

ambitions qu'à Patrasche. Il n'est jamais bien aisé de mettre nos rêves à la portée d'une oreille humaine, et les rêves de Nello eussent jeté dans la perplexité son grand-père, qui trouvait la madone barbouillée sur l'enseigne d'un cabaret tout aussi intéressante que les fameux tableaux d'autel, bons surtout pour attirer les étrangers. Néanmoins Nello parlait librement aussi de son avenir à la petite Aloïse, la fille du meunier de ce moulin rouge qui dominait tout le village.

Aloïse n'était qu'un joli enfant aux traits roses et arrondis qu'embellissaient ces yeux sombres laissés par le règne espagnol sur plus d'un visage flamand, de même que l'art espagnol a semé des palais majestueux, des cours imposantes, des façades dorées, des linteaux enrichis de poétiques sculptures à travers le pays. Aloïse était souvent avec Nello et Patrasche. Ils couraient ensemble dans les champs, le long des haies, et s'asseyaient le soir près du feu dans la maison du meunier, un grand et bon feu toujours, car Aloïse était la plus riche du village. Sa robe de serge bleue n'avait jamais un trou; à la kermesse, elle recevait autant de noix dorées et d'*Agni Dei* en sucre qu'en pouvaient tenir ses mains; pour sa première communion, elle porta sur ses cheveux blonds comme le lin une coiffe de dentelles de Malines qu'avaient portées avant elle sa mère et son aïeule. Les hommes parlaient d'elle déjà comme d'un parti avantageux dans l'avenir; mais la simple petite fille ignorait cela; ses compagnons favoris étaient Nello et son chien. Un jour cependant son père, baas Cogez, brave homme fort sévère, surprit un joli groupe dans certaine prairie où l'on venait de faire les foins. La petite était assise, la grosse tête fauve de Patrasche sur ses genoux, tous les deux enguirlandés de bleuets et de coquelicots; sur une planchette de sapin, Nello dessinait leur portrait avec un morceau de charbon. Le meunier regarda ce portrait tout ému, car la ressemblance était frappante, et il chérissait sa fille unique. Puis il gronda cette dernière d'être aussi paresseuse quand sa mère avait besoin d'elle, et la renvoya tout en larmes; ensuite il arracha la planchette des mains de Nello. — Fais-tu beaucoup de ces sottises-là? demanda-t-il.

Nello rougit en balbutiant : — Je dessine tout ce que je vois.

Le meunier réfléchit une seconde, et tira un franc de sa poche. — C'est perte de temps, dit-il; néanmoins, comme ceci rappelle Aloïse et fera plaisir à ma ménagère, je le prends et je le paie.

La rougeur s'éteignit sur les joues du jeune Ardennais; il releva la tête, et, les mains croisées derrière son dos : — Gardez votre argent et le portrait, baas Cogez, dit-il simplement : vous m'avez souvent rendu service.

Il appela Patrasche et l'emmena. — Je les aurais vus pourtant

avec cet argent, lui dit-il; mais je ne pouvais vendre son portrait, n'est-ce pas? même pour cela.

Baas Cogez rentra troublé. — Ne laisse pas Aloïse aller autant avec ce garçon, recommanda-t-il à sa femme; nous en aurions plus tard des ennuis. Il a quinze ans, elle en a douze, et le petit drôle a bonne tournure.

— Un bon cœur surtout, reprit la ménagère, regardant avec complaisance la planchette qui trônait sur la cheminée entre un calvaire en cire et un coucou.

— Je ne dis pas le contraire, fit le meunier, qui vida là-dessus son gobelet.

— Alors, si ce que tu prévois arrivait, balbutia sa femme en hésitant, il n'y aurait pas grand mal. N'aura-t-elle point assez pour deux, et peut-on être mieux que content?

— Tu es une femme, partant une folle, répliqua durement le meunier avec un coup de sa pipe sur la table : ce gamin est pis qu'un mendiant, avec ses fantaisies de peinture. Veille à ce que j'ai dit, ou bien je chargerai les religieuses du Sacré-Cœur de garder ma fille.

La mère effrayée promit d'obéir; sans séparer précisément Aloïse de son compagnon, elle eut soin d'empêcher de trop fréquentes rencontres. Nello, fier et sensible, se blessa de ces précautions, et cessa de tourner ses pas vers le moulin, comme il l'avait fait jusque-là dans tous ses momens de loisir. Quelle faute avait-il commise? Il l'ignorait. Il supposait seulement que baas Cogez lui en voulait d'avoir fait le portrait d'Aloïse, et quand la petite fille accourait à lui pour glisser sa main dans la sienne, il lui disait doucement : — Ne fâchons pas ton père, il croit que je te rends paresseuse, et n'aime pas te voir avec moi. — Mais il disait cela d'un cœur triste, et la terre ne lui paraissait plus aussi riante qu'auparavant, lorsqu'au lever du soleil il suivait avec Patrasche les routes plates et droites sous les peupliers. — Pourquoi, se demandait-il, pourquoi me repousse-t-on, puisqu'on a bien reçu mon cadeau? — Il ne murmurait point d'ailleurs, son grand-père lui ayant maintes fois répété : — Nous sommes pauvres; il faut prendre ce que Dieu nous envoie, le mal et le bien; les pauvres ne choisissent pas! — Ces paroles, Nello les avait toujours recueillies avec respect et silencieusement malgré l'espoir vague qui répondait en lui : — Les pauvres choisissent quelquefois; ils choisissent d'être grands, et personne ne peut leur dire : Non!

Il espérait quand même; certain soir qu'Aloïse, le rencontrant au bord du canal, lui confia avec des sanglots qu'elle avait reçu défense de l'inviter au goûter de pain d'épice et aux danses dans la

grange par lesquels sa fête serait célébrée le lendemain, Nello répliqua : — Cela changera un jour, mignonne. Un jour, le bout de sapin que j'ai donné à ton père vaudra son pesant d'or; alors la porte ne me sera plus fermée. Aime-moi seulement, ajouta-t-il en l'embrassant, et je serai grand, quoi qu'on en dise.

— Mais si je ne t'aimais pas? demanda-t-elle, faisant avec la coquetterie instinctive de son sexe une petite moue à travers ses larmes.

Les yeux de Nello se fixèrent sur l'horizon où la cathédrale d'Anvers se dressait dans la pourpre et l'or des soirs flamands. Il y avait sur son visage un si singulier sourire qu'Aloïse en fut déconcertée. — Je serai grand tout de même, répliqua-t-il, ou bien je mourrai.

— En ce cas, c'est toi qui ne m'aimes pas! — s'écria l'enfant gâté avec dépit; mais le jeune garçon secoua la tête, et s'en alla, le même sourire grave sur les lèvres, à travers les blés, regardant flotter devant lui comme une douce vision l'heure où il reviendrait dans le pays natal demander Aloïse à ses parens, qui le recevraient avec honneur, tandis que les gens du village se diraient entre eux : — C'est maintenant un roi parmi les hommes, et cependant ce n'était naguère que notre pauvre petit Nello, qui vivait de ce que lui gagnait son chien. — Alors il peindrait son grand-père tout en velours et en fourrures comme le vieillard de *la Sainte Famille*, qui est dans la chapelle Saint-Jacques, et il placerait à sa droite Patrasche avec un collier d'or, en disant au peuple : — Celui-là fut longtemps mon unique ami. — Et puis il aurait un palais de marbre blanc, des jardins de plaisance, et il ouvrirait tout cela aux pauvres et aux abandonnés qui voudraient faire de belles choses. Lorsqu'on bénirait son nom, Nello comptait bien répondre : — Remerciez Rubens plutôt; sans lui, qu'aurais-je été?

III.

— C'est aujourd'hui la fête d'Aloïse, n'est-ce pas? demanda le vieux Daas.

Son petit-fils eût préféré qu'il eût moins bonne mémoire; il fit néanmoins un signe d'assentiment.

— Et pourquoi n'es-tu pas là-bas? Tu n'y avais jamais manqué toutes ces années dernières.

— Tu es trop malade pour que je te quitte, balbutia l'enfant, penché sur lui avec tendresse.

— Bah! bah! la mère Valette serait venue me tenir compagnie.

Il y a une autre raison, Nello. Tu ne t'es pourtant pas querellé avec la petite?..

— Jamais, grand-père, jamais! s'écria Nello, le visage en feu. La vérité, c'est que baas Cogez ne m'a pas invité. Il a quelque caprice contre moi.

— Mais tu n'as rien fait de mal?

— Rien que je sache. J'ai fait le portrait d'Aloïse sur une planchette de sapin, voilà tout...

Le vieillard se tut. Il entrevoyait la vérité dans cette innocente réponse. Cloué comme il l'était à son lit de feuilles sèches, il n'avait cependant pas oublié tout à fait les choses de ce monde. Attirant à lui la tête blonde de son petit-fils : —Tu es très pauvre, mon enfant, dit-il d'une voix plus tremblante encore que de coutume, et c'est dur pour toi.

— Non pas, je suis riche, murmura Nello. — Dans sa simplicité, il le croyait, il se trouvait riche des dons impérissables qui sont plus puissans que la puissance des rois.

Il s'en alla près de la porte, et regarda les étoiles s'amasser et les grands peupliers frémir au sein de cette tranquille nuit d'automne. Toutes les fenêtres de la maison du meunier étaient éclairées, et les sons de la flûte arrivaient jusqu'à lui par intervalles. Les larmes coulèrent sur ses joues, car il n'était qu'un enfant; il souriait néanmoins et se disait : — Plus tard !

Quand l'obscurité fut complète, Nello alla dormir avec son chien. Il nourrissait un secret connu de cet unique compagnon. La cabane avait en guise de dépendances un réduit où personne n'entrait que lui-même, et qu'éclairait à souhait la lumière abondante du nord. Là il s'était façonné un chevalet, et sur une grande nappe de papier gris il avait donné des formes à l'une des innombrables fantaisies qui hantaient son cerveau. Personne ne lui avait jamais rien appris, il n'avait aucun moyen de se procurer des couleurs, et plus d'une fois avait dû se passer de pain pour acheter même les rudes outils qu'il possédait; ce n'était qu'en blanc et en noir qu'il pouvait représenter les choses qui frappaient ses yeux. La grande figure dessinée par lui à la craie était celle d'un vieillard assis sur un arbre abattu. Nello avait vu souvent Michel le bûcheron se reposant de la sorte. Quelque ignorant qu'il fût de la perspective, de l'anatomie, du trait et de l'ombre, il avait rendu toute la lassitude du grand âge, toute la mélancolique patience, la physionomie soucieuse et résignée enfin de l'original, si bien que cette figure isolée dans le crépuscule du soir était un poème, rude et non sans défauts, mais vrai au point de vue de la nature, au point de vue de l'art, et beau à sa manière.

L'enfant nourrissait une espérance vaine peut-être, mais chère. Il s'agissait d'envoyer ce dessin au concours annoncé pour un prix annuel de deux cents francs, concours qui allait s'ouvrir à tous les jeunes gens au-dessous de dix-huit ans. Trois des principaux artistes de la ville d'Anvers étaient juges en cette lutte. Tout le printemps, tout l'été, tout l'automne, Nello avait travaillé à gagner le trésor qui devait avec l'indépendance lui donner la clé des mystères d'un art qu'il adorait en aveugle. Il ne dit rien à personne, son grand-père n'eût pas compris, et la petite Aloïse était perdue pour lui; au seul Patrasche, il raconta la vérité en ajoutant : — Rubens me donnerait le prix, s'il savait!

Les dessins devaient être présentés le premier jour de décembre, et l'arrêt devait être rendu le 24 du même mois. A l'aube d'un jour d'hiver, le cœur ému tantôt d'espoir, tantôt de crainte, Nello plaça son dessin sur le petit chariot et le transporta en ville pour le laisser, comme il était convenu, sur le seuil d'un monument public. —Peut-être ne vaut-il rien. Qu'en sais-je? songeait-il, saisi de timidité. L'ayant laissé, il lui semblait absurde et présomptueux d'avoir rêvé qu'un gamin aux pieds nus, qui connaissait à peine ses lettres, eût pu faire une œuvre que de grands peintres, de vrais artistes, daignassent regarder seulement. Cependant, lorsque Nello passa près de la cathédrale, il crut que l'ombre imposante de Rubens, sortant du brouillard dans sa magnificence et sa sérénité, lui criait : — Courage, ce n'est pas avec des craintes et des faiblesses que j'ai écrit mon nom pour tous les temps sur la ville d'Anvers! — Nello rentra réconforté; il avait fait pour le mieux, le reste demeurait entre les mains de la Providence.

Cette nuit-là et les jours qui suivirent, il tomba tant de neige que les sentiers s'effacèrent et que les ruisseaux furent gelés. Porter le lait à travers ces plaines de glace devint une rude besogne, rude pour Patrasche surtout, car les années qui fortifiaient l'adolescence de Nello raidissaient ses vieux membres endoloris; mais il ne renonça jamais à sa part d'effort, jamais il ne laissa Nello s'atteler à sa place; il n'eût pas plus consenti à garder le coin du feu qu'un vétéran lorsque sonne la charge.

— Mon pauvre Patrasche, nous dormirons bientôt tranquilles tous les deux, disait Jehan Daas en le caressant de la main ridée qui avait toujours partagé avec lui son morceau de pain, et le cœur du vieux grand-père se serrait oppressé à cette pensée : quand ils ne seraient plus là, qui donc se soucierait de leur bien-aimé?

Une après-midi, revenant d'Anvers sur la neige, qui était devenue dure et lisse comme du marbre, Nello trouva une gentille marionnette toute vêtue d'écarlate et d'or; elle avait six pouces de

haut environ, et, plus heureuse que tels grands personnages que laisse tomber la fortune, était intacte malgré sa chute, — un joli jouet en somme. Nello, après avoir vainement cherché à retrouver le légitime propriétaire de cette marionnette, pensa qu'elle ferait plaisir à la petite Aloïse. Il était nuit quand il passa devant la maison du meunier, mais il connaissait bien la fenêtre de sa chambrette; il escalada donc un appentis et tapa doucement au volet derrière lequel brillait une petite lumière. La fillette ouvrit, à demi effrayée. Mettant la marionnette dans ses mains : — Voici une poupée que j'ai trouvée dans la neige, dit tout bas Nello, prends-la, et que Dieu te bénisse!

Avant qu'elle ne l'eût remercié, il s'était laissé glisser à terre et s'enfuyait.

Le malheur voulut que cette même nuit le feu prît au moulin. Les bâtimens principaux furent préservés, mais il y eut beaucoup de blé brûlé. Tout le village était dehors, les pompes arrivèrent d'Anvers; le meunier ne perdait rien, son moulin étant assuré, néanmoins il était furieux et déclarait bien haut que l'incendie ne venait point d'un accident. Il repoussa même Nello, qui, arraché à son sommeil, était accouru au secours comme les autres.

— Tu rôdais ici à la nuit tombée, dit-il rudement; je jurerais, ma foi, que tu en sais plus long sur le feu que personne!

Nello, stupéfait, crut à une plaisanterie, et s'étonna seulement que l'on pût plaisanter en pareille circonstance; mais cette prétendue plaisanterie fut répétée si haut et à tant de reprises que le bruit courut dès le lendemain qu'on avait vu Nello s'introduire sournoisement la nuit dans la cour du moulin, et qu'il en voulait à baas Cogez pour avoir défendu toute intimité entre lui et la petite Aloïse. Le hameau, qui se conformait en toutes choses à l'opinion de son plus riche propriétaire, et dont toutes les familles convoitaient pour leurs fils les futures richesses d'Aloïse, fut dès lors moins hospitalier à l'égard de Nello. Personne ne lui reprochait rien ouvertement; néanmoins dans les fermes où Nello et Patrasche rendaient visite chaque matin, un froid accueil remplaça la cordialité dont ils avaient l'habitude. Tous ces paysans étaient ignorans et pauvres; le seul qui fût riche parmi eux s'était prononcé contre Nello, qui n'avait point de protecteurs.

— Tu es dur pour ce garçon, osa dire la meunière à son seigneur et maître. Il est innocent, j'en réponds, et aucun chagrin ne l'aurait conduit à mal faire.

Mais baas Cogez était obstiné; quand il avait dit une chose, il y tenait, bien qu'au fond de l'âme il sût que c'était injuste.

Nello endurait d'ailleurs cet outrage avec un certain orgueil qui

dédaignait toute justification. — Si je gagne le prix, disait-il à Patrasche, ils regretteront ce qu'ils ont fait! — Toutefois, pour un enfant de seize ans, caressé, choyé jusque-là, l'épreuve était pénible, en cette saison d'hiver particulièrement, où tous les voisins se rapprochent les uns des autres au même foyer, autour de la même lumière. Nello et Patrasche, exclus de la veillée, étaient réduits à se réchauffer comme ils pouvaient sous le pauvre abri où la famine souvent leur tenait compagnie, car un marchand d'Anvers faisait depuis quelque temps le commerce du lait avec le secours d'une mule. A peine si trois ou quatre des habitans étaient restés fidèles au petit chariot vert. Le chien s'arrêtait, comme de coutume, devant les portes désormais fermées pour lui, et leur faisait du regard un appel muet. Il en coûtait aux voisins de fermer leurs portes et leurs cœurs, mais il s'agissait de plaire à baas Cogez.

Noël approchait. Il y avait près de six pieds de neige, la glace était partout assez forte pour porter les bœufs. C'était un temps de gaîté pour le village; dans la plus pauvre demeure, il y avait des gâteaux et du caillé, des jeux et des danses, des saints de sucre et des Jésus dorés. Les joyeuses cloches flamandes sonnaient aux harnais des chevaux : au dehors, les jeunes filles rieuses se rendaient à l'église, enveloppées de pelisses chaudes et de brillans mouchoirs; au dedans, le pot-au-feu bien rempli fumait et chantait sur le poêle. Il n'y avait que la petite cabane de Jehan Daas qui fût triste et froide. L'avant-veille de Noël, la mort y entra et ferma les yeux du paralytique. En réalité, il était mort depuis longtemps, étant incapable de se mouvoir, incapable de rien faire, sauf d'encourager son petit-fils par une bonne parole. A eux deux, le jeune garçon et le vieux chien formèrent tout le cortége qui l'accompagna au cimetière.

— Sans doute il se laissera fléchir maintenant, pensa la meunière, observant son mari, qui fumait au coin du feu.

Si baas Cogez devina cette pensée, il endurcit son cœur, et n'ouvrit pas sa porte quand l'humble bière passa devant. Alors la femme, sans oser rien dire, mit une couronne d'immortelles dans les mains d'Aloïse, et la chargea tout bas d'aller la déposer en secret sur le tertre sans nom d'où l'on avait retiré la neige.

Déjà Nello et Patrasche étaient retournés à leur cabane; mais il ne fut même pas permis à ces malheureux d'y souffrir en repos. Jehan Daas devait depuis quelque temps une petite somme au propriétaire, un savetier, qui chaque dimanche soir allait boire chopine avec baas Cogez. Or, le service funèbre payé, Nello ne possédait plus un sou. En vain essaya-t-il d'attendrir le savetier, celui-ci aimait trop l'argent; à défaut du loyer, il réclama jusqu'au

dernier pot de terre que renfermait la cabane, puis enjoignit à Nello et à Patrasche d'en sortir le lendemain.

Toute la nuit, l'enfant et le chien restèrent près de l'âtre sans feu, serrés l'un contre l'autre. Quand le matin se leva, Nello dit à Patrasche en le couvrant de larmes : — Partons, n'attendons pas qu'on nous chasse, partons...

Patrasche n'avait pas d'autre volonté que la sienne. Ils s'en allèrent donc côte à côte; le chien baissa la tête en passant devant le petit chariot qui n'était plus à lui, auprès du harnais de cuivre, qui brillait, jeté sur la neige. Il aurait voulu se coucher à côté pour mourir, — non, tant que son maître vivait, Patrasche aussi devait vivre.

Ils suivirent leur route accoutumée. La plupart des volets étaient clos, mais quelques paysans déjà debout. Aucun ne parut seulement apercevoir Nello et Patrasche. Devant une porte, le jeune garçon s'arrêta; son grand-père avait rendu plus d'un service de bon voisinage à ces gens-là. — Voudriez-vous donner une croûte à Patrasche? dit-il timidement. Il est vieux, et n'a rien mangé depuis hier matin.

La femme ainsi interpellée ferma sa porte en toute hâte, après avoir grommelé que le seigle était cher, et Nello ne demanda plus rien. En atteignant Anvers au coup de dix heures : — Si j'avais quelque chose à vendre pour lui acheter du pain? pensa Nello; — mais il n'avait rien que son mince vêtement de serge et ses sabots. Patrasche nicha son museau dans la main de l'enfant comme s'il l'eût prié de ne pas se tourmenter à cause de lui.

Le nom de l'artiste qui avait mérité le prix devait être proclamé à midi; Nello se dirigea vers le monument public où il avait laissé son trésor. Sur les marches, dans le vestibule, se pressait la foule des concurrens, tous entourés de leur famille et de leurs amis. Il tremblait de frayeur en se glissant parmi eux avec Patrasche. Les bruyans carillons de la ville éclatèrent, les portes d'une salle s'ouvrirent, la multitude se précipita. On savait que le tableau choisi serait élevé sur un dais de bois au-dessus des autres. Un brouillard obscurcit la vue de Nello; sa pensée se troubla, ses jambes se dérobèrent sous lui. Enfin il aperçut le dessin. Ce n'était pas le sien; une voix lente et sonore prononçait le nom de Stephen Kiesslinger, natif d'Anvers, fils d'un propriétaire d'entrepôt de cette ville.

Quand Nello revint à lui, il était couché dehors sur les dalles. Au loin, les jeunes gens d'Anvers acclamaient l'heureux camarade, l'escortant jusqu'à sa demeure sur le quai de leurs cris joyeux. — Tout est fini, murmura Nello, tout!

Malgré la faiblesse causée par un long jeûne, Nello reprit le chemin du village. La neige tombait sans trêve, un ouragan gla-

cial soufflait du nord; il leur fallut du temps pour franchir les plaines. Soudain Patrasche s'arrêta, renifla la neige, se mit à gratter, à geindre, et avec ses dents tira un petit sac de cuir. Nello le lui prit dans l'obscurité. A cet endroit se dressait un calvaire et une lampe brûlait, vacillante et terne, au pied de la croix. Machinalement le jeune garçon tourna le sac vers la lumière, il y avait dessus le nom de baas Cogez, et dedans six mille francs en billets. Ce spectacle l'arrachant à sa stupeur, il glissa le sac dans sa chemise, caressa Patrasche et continua son chemin. Le chien l'observait inquiet. Nello marcha droit à la maison du meunier, frappa au volet, et la meunière ouvrit en pleurant. — Est-ce toi, pauvre garçon? demanda-t-elle avec bonté. Va-t'en vite avant que le baas ne te voie. Nous sommes dans la peine ce soir. Il cherche une grosse somme d'argent qu'il a laissée tomber en rentrant à cheval au logis, et dans cette neige comment la trouverait-il? Dieu sait que nous voici ruinés, ou peu s'en faut. C'est une punition du mal que l'on t'a fait!

Nello remit l'argent à la meunière, et fit entrer Patrasche dans la maison : — Il a trouvé ce que vous cherchiez, dit-il; baas Cogez, quand il le saura, ne lui refusera peut-être pas abri et nourriture dans sa vieillesse. Empêchez-le de me suivre, et soyez bonne pour lui.

Avant que la femme eût compris, il s'était baissé pour embrasser Patrasche, puis, fermant la porte avec précipitation sur lui, avait disparu dans l'obscurité croissante.

Le pauvre Patrasche épuisait ses fureurs contre la porte verrouillée, lorsque rentra d'un autre côté le meunier, fort abattu. — Nous avons cherché partout inutilement avec des lanternes, dit-il d'une voix que l'émotion faisait trembler; la petite n'a plus de dot.

Sa femme l'interrompit pour raconter comment l'argent était revenu. En l'écoutant, cet homme fort s'affaissa sur un siége, le visage couvert de ses deux mains. — Je ne méritais pas que par lui il m'arrivât rien d'heureux, dit-il, accablé de honte.

La petite Aloïse, prenant courage, appuya sa tête blonde sur les genoux de son père. — Nello pourra donc, demanda-t-elle tout bas, revenir demain comme autrefois?

Le meunier la serra dans ses bras; son visage dur et basané était pâle. — Bien sûr, répondit-il. Qu'il vienne passer le jour de Noël et tous les jours qu'il voudra chez nous. J'ai péché contre lui, et la main du Seigneur m'a châtié doucement. Je dois des compensations à ce garçon; il en aura.

Aloïse lui sauta au cou, reconnaissante et heureuse, puis courut à Patrasche, qui veillait irrité devant la porte, guettant le moment

où elle s'ouvrirait. — Dès ce soir, je puis régaler celui-ci! s'écria-t-elle dans son insouciante allégresse d'enfant.

Le père approuva d'un signe de tête. Il était remué au plus profond de son cœur; lui-même porta des viandes savoureuses et de chaudes pâtisseries au pauvre chien. C'était la nuit de Noël, l'énorme bûche pétillait parmi les carrés de tourbe, les guirlandes de lierre se suspendaient aux poutres, le calvaire et le coucou se montraient noyés dans une masse de houx aux baies rouges. Lumière, chaleur, abondance, rien ne manquait; mais le chien ne voulait ni s'approcher du feu, ni toucher à la nourriture. Toujours collé contre la porte, il résista énergiquement à toutes les tentations.

— Il veut son maître, dit baas Cogez. Bon chien! nous irons le chercher au point du jour.

Nul ne savait que Nello eût quitté sa cabane, et nul ne devinait que Nello avait voulu faire face tout seul à une indicible misère.

La salle se remplissait de voisins qui venaient manger leur tranche d'un pâté d'oie grasse arrosé de bon vin. Aloïse, sûre de revoir son ami le lendemain, bondissait joyeuse au milieu des jouets, des friandises, des lanternes de couleur préparés pour elle. Baas Cogez l'admirait les yeux humides en songeant au bien qu'il pourrait faire; le coucou chantait des heures de liesse; mais en vain les plus caressantes invitations étaient-elles adressées à Patrasche. Au moment où fumait le souper et où l'enfant Jésus apportait force cadeaux, il profita de l'entrée d'un nouveau visiteur pour se glisser entre ses jambes et courir aussi vite que le lui permettait son âge et sa faiblesse à travers la nuit.

Plus d'un ami se fût attardé à un bon repas au coin du feu; Patrasche n'était pas de ces amis-là. La neige n'ayant cessé de tomber toute la soirée, la trace de Nello avait presque disparu. Il lui fallut un long travail pour la retrouver, et à peine l'avait-il retrouvée qu'il la perdait de nouveau. Cette piste, quelque faible et interrompue qu'elle pût être, allait droit à Anvers. Il était plus de minuit quand Patrasche la suivit dans les rues étroites et tortueuses de la ville presque aussi obscure que la campagne elle-même. A peine une clarté rougeâtre brillait-elle çà et là à travers les volets ou dans les lanternes que portait un groupe de buveurs qui rentraient en chantant. Les murailles et les toits se détachaient en noir sur la neige, le vent s'engouffrant dans les ruelles avec des gémissemens lugubres faisait grincer les girouettes et les enseignes. Glacé jusqu'aux os, rongé par la faim, Patrasche parvint, à force de patience, sur les marches de la cathédrale. Après la messe de minuit, la négligence d'un des custodes avait laissé l'une des portes entre-bâillée. Grâce à cet accident, les pas qu'il cherchait avaient pu pénétrer dans le

monument, laissant des marques blanches sur les dalles sombres. Ce fil d'argent fixé par la gelée guida Patrasche dans le profond silence, sous l'immensité des voûtes, vers le sanctuaire, devant lequel gisait Nello. Sans bruit, le chien toucha la figure de l'enfant. — Croyais-tu que je t'abandonnerais, moi, ton chien? disait cette caresse muette.

Avec un faible cri, Nello se souleva, et l'embrassant : — Mourons donc ensemble, dit-il. Les hommes n'ont pas besoin de nous, et nous sommes tout seuls.

Patrasche se rapprocha encore et appuya sa tête sur la poitrine de son ami. Ils restèrent ainsi l'un contre l'autre. La tourmente continuait à souffler des mers du nord; tout ce qu'elle effleurait de vivant tombait anéanti, et, sous ces voûtes de pierre il faisait plus froid encore que dans la plaine. De temps à autre, une chauve-souris passait dans l'ombre; par intervalles, une fugitive lueur glissait sur les rangées de figures sculptées. Sous les Rubens, ils gisaient immobiles, plongés par le narcotique du froid dans un vague sommeil où flottaient les rêves du passé. Aucune colère ne les avait jamais divisés, aucune dureté d'une part, aucune infidélité de l'autre n'avait jamais troublé leur confiance réciproque... Soudain, à travers les ténèbres, une grande clarté blanche ruissela dans la vaste étendue de la nef; la lune émergeait des nuages, la neige avait cessé de tomber, et les rayons qu'elle reflétait étaient purs comme ceux de l'aube. Ils frappèrent directement les deux tableaux dont Nello avait en entrant repoussé les voiles; *l'Élévation* et *la Descente de croix* furent, l'espace d'une minute, visibles comme en plein jour. Nello se redressa et leur tendit les bras; des larmes d'extase passionnée brillaient sur la pâleur de son visage. — Je les ai vus enfin! s'écria-t-il. O Dieu, c'est assez!

Ses membres fléchirent sous lui, et il tomba à genoux, les yeux levés encore vers la majesté qu'il adorait. Pour quelques instans rapides, la lumière inonda ce divin spectacle, qui lui avait été si longtemps refusé, une lumière douce et forte qui semblait jaillir du trône même de Dieu..., puis elle s'éteignit; de nouveau une nuit profonde couvrit la face du Christ. Les bras de l'enfant étreignirent le chien, qui, lui, ne bougeait plus. — Nous le reverrons là-haut, murmura-t-il, et il ne nous séparera pas, va, il aura pitié!

IV.

Le lendemain, auprès du sanctuaire, le peuple d'Anvers les trouva tous deux, — tous deux morts. Le froid de la nuit avait glacé cette jeunesse comme ce grand âge. Quand le matin de Noël

se leva, et que les prêtres entrèrent dans la cathédrale, ils les virent gisant sur les dalles ensemble. Au-dessus d'eux, les sublimes visions de Rubens brillaient sans voiles, et les premiers rayons de soleil effleuraient la tête couronnée d'épines du Dieu.

Un peu plus tard, vint un vieillard aux traits durs, qui pleurait comme une femme. — J'ai été, murmura-t-il, cruel envers ce garçon, et maintenant je voudrais réparer, et partager avec lui ce que je possède, et le traiter comme mon fils.

La journée s'avançant, un peintre célèbre dans le monde, à l'esprit libéral, aux mains généreuses, vint, lui aussi : — Je cherche quelqu'un qui aurait dû hier avoir le prix, si on l'eût décerné au mérite, dit-il à la foule, un jeune talent plein de promesses. Il n'a représenté qu'un bûcheron assis sur un arbre mort, mais cela suffit pour faire pressentir ce qu'il pourra faire. Je voudrais l'emmener avec moi et lui enseigner mon art.

Une enfant aux blonds cheveux bouclés sanglotait en se pressant contre le bras de son père : — Oh! Nello, viens, tout est prêt pour toi;... les mains de l'enfant Jésus sont pleines de présens, et la mère dit que tu resteras au coin du feu à griller des châtaignes avec nous, toute la semaine de Noël; oui, jusqu'aux Rois! Et Patrasche sera si content!.. Nello, éveille-toi et viens! — Le visage pâle tourné vers la lumière du grand Rubens, un sourire extatique sur les lèvres, leur répondait à tous : — Il est trop tard. — Les cloches sonores continuèrent à vibrer à travers la neige, le soleil brillait sur les plaines blanchies, et le peuple s'attroupait joyeux dans les rues; mais Nello et Patrasche n'implorèrent plus la charité de personne. Tout ce dont ils avaient besoin maintenant, Anvers le donnerait sans qu'on le lui demandât.

La mort fut plus compatissante pour eux que ne l'eût été la vie. Elle enleva l'un dans la loyauté de son amour, l'autre dans l'innocence de sa foi, à un monde qui pour l'amour n'a pas de récompense, qui pour la foi n'a que déception. Morts, ils ne furent pas désunis, car, lorsqu'on les découvrit, les bras du jeune garçon serraient le chien trop étroitement pour qu'on pût les séparer sans violence, et les gens de leur village, contrits et honteux, sollicitèrent la grâce spéciale de ne leur faire qu'une tombe où ils furent couchés côte à côte pour jamais.

OUIDA.

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

AVANT LA RÉVOLUTION DE 1789

DEUXIÈME PARTIE (1).

LES PREMIÈRES CONQUÊTES DE LA CENTRALISATION.

I.

Quand Louis XII, en quête de moyens pour se procurer de l'argent afin de poursuivre ses guerres en Italie, vendait les offices de finances, quand François Ier en faisait autant pour les offices de judicature, ils sacrifiaient le présent à l'avenir, et, préoccupés de ne pas augmenter dans le moment les impôts, ils tarissaient les sources du revenu public; mais ils satisfaisaient une classe de la société, celle qui allait devenir le principal nerf du gouvernement. Les bourgeois avaient désormais un moyen facile d'arriver aux fonctions publiques, objet de leurs convoitises. Si les offices rapportaient de moindres profits à raison du prix qu'il les fallait payer, ils valaient certains honneurs, ce que la vanité française prisait plus que l'argent; ils exemptaient de lourds impôts, de servitudes féodales, assuraient des priviléges qui mettaient les titulaires au-dessus des marchands et du menu peuple, les rendaient justiciables soit seulement de leurs pairs, soit de juridictions plus élevées que celles où comparaissaient le vilain et l'homme de métier. Déjà plusieurs fois et à différentes époques, les offices de justice et de finances avaient été vendus. Le gouvernement tantôt toléra, tantôt interdit cette vé-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

nalité. Le bon roi saint Louis condamnait la vente des charges, et un siècle après lui on reconnaissait même les inconvéniens de bailler à ferme les prévôtés et certains offices du domaine, parce que les acquéreurs pressuraient les populations pour en tirer le plus possible. On avait remis fréquemment les choix à la désignation des magistrats ou à la volonté du roi. Au commencement du xve siècle, c'était par l'élection que se recrutaient les membres du parlement. La vénalité reparut sous Charles VIII, et son successeur ne fit guère qu'étendre et consacrer ce qui se pratiquait d'ordinaire auparavant. Elle alla toujours en grandissant dans les siècles qui suivirent; après les charges de finances vinrent celles de notaire, de greffier, de receveur des consignations, de juges royaux et seigneuriaux, puis les charges de la cour et même celles de l'armée. Sous Louis XIV, on vendit les charges d'officier municipal, et sous Louis XV on en arriva même à faire argent de celle de gouverneur de province. Il ne resta de *casuels*, comme on disait dans l'ancien style financier, qu'un petit nombre d'offices inférieurs qui avaient peu de chance de rencontrer des acquéreurs. Quelques hautes dignités de l'état, d'autres fonctions n'ayant eu d'abord que le caractère d'une commission, échappaient seules à ce trafic, qui faisait du gouvernement un vaste marché d'emplois. Le principe une fois adopté, on glissait sur une pente qui ramenait à la féodalité, car les charges devenaient des propriétés, de véritables biens-fonds. Au lieu de les tenir sous la condition de foi et hommage comme homme de guerre, on les obtenait sous celle de prêter serment et de remplir les quelques devoirs qui y étaient attachés. Le gouvernement ne les considéra pas autrement; il fit payer des droits pour la transmission des offices, comme il en exigeait lors de la vente ou de la donation de certaines propriétés foncières (droit de franc-fief, de nouveaux acquêts, d'amortissement), et, afin d'assurer les revenus qu'il tirait de cette vénalité, il en vint à régler lui-même le prix des charges, lequel était arrêté dans le conseil du roi. Un édit de 1665 interdit aux magistrats de vendre leur charge pour une somme plus élevée que celle qui avait été fixée. On fut autorisé à prendre en garantie les offices comme de vrais immeubles, et un conservateur spécial fut institué pour ce genre d'hypothèques. Du moment que le roi faisait marchandise des emplois de l'état, on devait laisser au titulaire la faculté de disposer de sa charge en faveur de qui il voulait. Le gouvernement ne se préoccupait que d'une chose, c'était que le trésor n'y perdît rien. Charles IX décida que la résignation d'un office entraînerait le paiement à l'état du tiers de sa valeur; de là ce qu'on appela le *tiers denier*. Étant devenu par l'acquittement du tiers denier une propriété, l'office devait logiquement faire partie de l'héritage du titulaire; la veuve et les

enfans de celui-ci eurent le droit d'en disposer. Ainsi de la vénalité, pour passer à l'hérédité il n'y avait plus qu'une question fiscale. Déjà au xve siècle, avant que la vénalité n'eût été appliquée aux offices de judicature, diverses charges du parlement étaient devenues de fait héréditaires. On tenta vainement en 1579 d'abolir la vénalité des offices en exigeant des officiers le serment « de n'avoir rien donné pour être pourvu. » Sully consacra de nouveau l'hérédité par l'établissement du droit annuel dit *paulette*, du nom du premier traitant Paulet, qui le prit à ferme.

En payant tous les ans le soixantième du prix de sa charge, le magistrat qui ne l'avait pas résignée en faveur d'autrui acquérait le privilége de la transmettre à ses héritiers; ceux-ci avaient une année pour la vendre. Dans les provinces, diverses fonctions administratives et judiciaires, d'un ordre, il est vrai, assez subalterne, étaient reconnues héréditaires, comme par exemple, depuis l'édit de janvier 1583, les offices de gruyer, forestier, verdier, etc., depuis l'édit d'avril 1695, les charges de greffier dans les cours souveraines, les présidiaux et les bailliages. Cette hérédité assurait aux magistrats une indépendance dont on avait senti depuis longtemps le mérite et qu'on avait déjà en vue lorsqu'en 1483 on réclamait aux états-généraux de Tours la confirmation de l'irrévocabilité des charges de justice. Charles VIII, en consacrant cette année même par une ordonnance le vœu des états, disait « que, si le magistrat n'étoit inamovible, il ne seroit vertueux ni si hardi de garder et bien défendre les lois du royaume, et si seroit plus argut (*subtil*) et plus inventif de trouver exaction et pratique pour ce qu'il seroit tous les jours en doute de perdre son office. » La multiplication des charges vénales enfanta des abus qui rendirent en grande partie illusoire la garantie de l'inamovibilité. Les charges furent créées en si grande profusion, les attributions primitives qui y étaient attachées se divisèrent et se subdivisèrent en une telle multitude d'offices à vendre que les profits de chacun se réduisirent notablement. Ce fut le cas surtout pour les offices de finances, et le titulaire, afin de se couvrir de la somme qu'il avait payée, se laissait aller à des pratiques criminelles, usait de malversations et de fraudes. Les impôts rendaient peu; les deniers n'arrivaient pas à la caisse de l'état. On crut remédier à ce mal par le système des fermiers et des traitans, déjà adopté depuis longtemps en certains lieux et pour des fractions restreintes des revenus du domaine. On continua de faire percevoir par les officiers royaux les tailles et les impôts supplémentaires, *taillon*, *grande crue*, qui étaient venus s'ajouter *au principal de la taille*. La totalité des impôts indirects et les monopoles, à savoir aides, gabelles, douanes, etc., ainsi que les droits domaniaux, furent affermés à des compagnies de traitans, qui con-

stituèrent en 1686 par leur réunion ce qu'on appela la *ferme générale*. On croyait réaliser ainsi une économie sur les frais de régie. Le roi était surtout soucieux d'avoir de l'argent à des époques fixes et de s'assurer des rentrées; mais ces fermiers, qui soumissionnaient les recettes à faire et les recouvremens à opérer sous le nom d'un commis dont ils étaient cautions, réalisaient des bénéfices énormes et s'appropriaient de la sorte une partie de l'argent dont aurait dû se grossir le trésor. Avançant de l'argent au roi et aux courtisans, consentant à laisser prélever à des hommes en crédit, à des favorites, une part sur leurs bénéfices, sous le nom de *croupes*, les fermiers-généraux exercèrent en France sous Louis XV une influence considérable. On ne les aimait pas, mais on ne savait pas s'en passer, et, quand les grandes colères que soulevaient de temps à autre leurs spéculations usuraires s'étaient amorties, on en revenait toujours à solliciter leurs services. Longtemps il leur fut loisible de sous-affermer les diverses parties de l'impôt qu'ils s'étaient chargés de percevoir, et, en passant par plusieurs mains qui prélevaient chacune ses profits, les ressources du trésor allaient s'atténuant encore, le poids supporté par les contribuables allait s'alourdissant. Lors même que les bénéfices des fermiers eussent été moins exorbitans, les économies que l'on se proposait en se déchargeant sur eux de la perception eussent été rendues impossibles, car on maintenait les innombrables offices institués dans le passé sous le prétexte d'assurer le contrôle. Dépouillés de leurs attributions ou réduits à un rôle insignifiant, les titulaires étaient les dupes de ceux qu'ils avaient mission d'inspecter, dont ils devaient vérifier les opérations. Ne tirant plus de leurs offices que de maigres émolumens, ils se voyaient souvent réduits à se faire les receveurs ou les commis des traitans, à être leurs agens quand ils n'en étaient pas les jouets, et ils cumulaient ainsi les fonctions de contrôlé et de contrôleur. Cependant l'intérêt personnel poussa les fermiers-généraux à chercher dans le système de comptabilité et de recouvremens des simplifications qui n'auraient pu naître au sein des juridictions fiscales, et dont profita plus tard l'administration française.

Le gouvernement se dessaisit conséquemment presque partout de la faculté de nommer et de révoquer ses agens. La vénalité ayant tout envahi, la justice courait grand risque de tomber entre les mains d'hommes incapables ou malhonnêtes. En effet, dès la fin du xve siècle, il y eut des scandales qui soulevèrent les plaintes des états-généraux de Tours et d'Orléans. Le gouvernement comprit qu'on ne pouvait laisser les titulaires des offices les vendre au premier venu. L'ordonnance de Moulins de 1566, due à L'Hospital, imposa aux acquéreurs d'offices des conditions déterminées de capacité, des preuves à faire de bonne vie et mœurs.

C'était là une nécessité depuis longtemps sentie. Déjà les seigneurs hauts-justiciers qui n'offraient pas de garanties suffisantes de savoir avaient été contraints de faire rendre la justice par des officiers spéciaux dont on pouvait les exiger. De même les baillis, sénéchaux et prévôts royaux étaient obligés de se choisir pour lieutenans des hommes d'une instruction suffisante et d'une probité reconnue. Libres d'abord de se faire suppléer, on leur en fit dès 1493 un devoir. Il y eut donc partout des lieutenans qui, primitivement à la nomination du bailli ou du sénéchal, furent ensuite institués soit par le roi, soit par les cours supérieures. L'un remplaçait le bailli dans toute l'étendue de son ressort; on l'appelait le lieutenant-général du bailliage : l'autre ne le suppléait que dans des circonstances ou des circonscriptions déterminées; c'était le lieutenant particulier. Afin de porter remède aux inconvéniens d'une trop lente justice, François Ier institua dans chaque bailliage et sénéchaussée un lieutenant criminel. Les prévôts eurent souvent aussi leur lieutenant. Ces divers offices se vendirent comme tous ceux de judicature. A dater de ce moment, le bailli et le sénéchal abandonnèrent leurs plaids; ils firent ce qu'avaient fait jadis les seigneurs, qui « désertaient leurs assises, écrit un historien du parlement, M. A. Grün, par ennui, par négligence, par fierté solitaire et surtout par suite de leur insuffisance, dont ils eurent conscience du moment où rendre la justice fut devenu une fonction délicate qui imposait la peine de dénouer ce qu'on s'était habitué à trancher. »

Peu versés dans la jurisprudence, baillis et sénéchaux laissèrent le soin de rendre la justice à leurs lieutenans, qui devinrent les véritables présidens du tribunal, où la sentence se rendait pourtant au nom des premiers. Ceux-ci, étant gentilshommes, ne se réservèrent que la police, parce qu'elle avait un caractère militaire. A la tête des nobles et des gens de pied, ils allaient, ainsi que le prescrivait la déclaration du 6 juillet 1493 et conformément au vieil usage, faire des chevauchées, arrêter les vagabonds et les malfaiteurs. Ceci explique pourquoi, tandis qu'aux XVIe et XVIIe siècles on continuait à exiger des baillis et des sénéchaux la qualité de noble, elle n'était pas requise de leurs lieutenans, qui devaient en revanche justifier de leurs degrés en jurisprudence. Il y a un ou deux siècles, le titre de bailli et de sénéchal était seulement honorifique. Réputé chef de la noblesse dans son bailliage, le bailli en présidait les assemblées; il était encore chargé de convoquer le ban et l'arrière-ban, qu'on n'appelait plus, il est vrai, sous Louis XIV et Louis XV. A lui restaient confiées en principe les mesures nécessaires à la garde et à la défense des fortifications des villes de son ressort; mais ces attributions militaires étaient nulles dans la pratique, bien que, pour satisfaire certaines vanités, il eût quelquefois un lieutenant-général d'épée. Il

ne paraissait plus que dans les circonstances solennelles, aux assises de son bailliage. Au siècle dernier, le soin même de la police revenait aux lieutenans civil et criminel. Au Châtelet, qui était le tribunal de la vicomté et prévôté de Paris, devant lequel se portaient les appels des diverses châtellenies de cette vicomté, le prévôt, dépossédé par ses lieutenans, finit par n'avoir qu'un titre nominal. Comme le remarque un historien du Châtelet, M. Desmaze, aux derniers temps de la vieille monarchie, ce prévôt ne siégeait que dans les cérémonies d'apparat, et n'avait plus voix que de simple conseiller, la présidence était passée au lieutenant civil; il ne prononçait même pas les sentences rendues en son nom. C'était l'histoire des baillis, qui n'avaient plus dans leur propre tribunal que voix délibérative. On ne trouvait plus en eux que l'ombre des anciens gentilshommes jugeurs; aussi, quand ils paraissaient dans les solennités, portaient-ils l'habit court, l'épée et les bottes, insignes destinés à rappeler leur ancien caractère militaire.

Les tribunaux de bailliage et de sénéchaussée aux XVIIe et XVIIIe siècles ne répondaient pas seulement à nos tribunaux de première instance; leur compétence embrassait aussi le criminel. Les bailliages et sénéchaussées connaissaient des crimes et des délits graves commis sur leur territoire. Ils jugeaient en première instance des cas royaux dont l'institution remontait à saint Louis, et entre lesquels figuraient en première ligne les crimes de lèse-majesté, de sacrilége avec effraction, de rébellion aux mandemens émanés du roi, de rapt, d'hérésie. Ces tribunaux connaissaient également des cas dits privilégiés et qui concernaient les ecclésiastiques. Pendant près de deux siècles, on appela de leurs jugemens au parlement de Paris. Ce fut pour soulager cette cour souveraine que l'on créa dans les parties de la France qui avaient formé de grands fiefs ou de grands apanages des parlemens particuliers. La juridiction du parlement de Paris cessa donc de s'étendre à toute la France, mais il n'en demeura pas moins le parlement par excellence, et ceux de province ne furent que des autorités secondaires dans l'état. Malgré ces créations nouvelles, les appels portés au parlement s'étaient singulièrement multipliés : plaideurs et prévenus attendaient longtemps leur sentence. Henri II, pour remédier à cet abus, institua en 1551 les *présidiaux*, à la fois tribunaux d'appel et cours d'assises, comprenant au moins sept membres, tirés en partie du siége du bailliage, et prononçant d'une manière souveraine sur les crimes qui n'avaient pas été dans les trois jours l'objet de la poursuite des juges ordinaires. Il leur appartenait aussi de décider souverainement en matière civile dans les litiges portant sur une valeur qui ne dépassait pas 250 livres, et de recevoir jusqu'à concurrence de cette valeur l'appel des sentences du lieutenant du bailliage. Ce fut la cer-

tainement un bienfait pour les plaideurs, mais cette création portait atteinte aux priviléges du parlement, qui ne pardonna jamais aux présidiaux d'avoir empiété sur ses droits.

Ainsi se constitua la justice royale aux derniers temps de la monarchie, nous entendons la justice ordinaire; la justice administrative avait subi une autre évolution, et entre les deux justices allait s'installer l'administration proprement dite avec ses procédés plus arbitraires, mais aussi des allures plus vives.

II.

Les offices de judicature et de finances, malgré les tentatives faites pour leur rendre un caractère viager, étant devenus presque tous vénaux, le gouvernement se trouva entouré d'une multitude d'agens inamovibles et indépendans dont il n'avait pas la nomination, et qui ne pouvaient être destitués que par suite d'une condamnation judiciaire. Ces agens, au lieu de lui apporter leur concours, de servir ses desseins, n'étaient souvent qu'un obstacle à son action; ils entravaient son initiative, et les formes juridiques de l'administration leur fournissaient souvent le moyen de paralyser les volontés du pouvoir exécutif. Le gouvernement avait sans doute la ressource d'abolir les charges en remboursant le prix aux titulaires, mais il fallait encore pour cela qu'elles dépendissent du domaine, auquel appartenait toujours la faculté de rachat perpétuel, ou que cette faculté eût été réservée dans l'édit de création. De plus ces remboursemens étaient onéreux pour l'état, et le roi, à court d'argent, ne les avait pas plus tôt prescrits pour certaines charges qu'il en créait de nouvelles, mises également en vente. Quand Richelieu voulut donner à l'administration une action plus efficace, la vénalité fut pour lui une entrave. Louis XIV, en instituant de nouveaux offices, relevait d'une main les barrières qu'il avait abaissées de l'autre. Si sa volonté n'avait pas été si forte et si persévérante, il n'aurait pu imprimer à l'administration l'unité et la célérité. Le grand ministre et le grand roi changèrent plus les façons de procéder que les formes mêmes du régime; ils laissèrent à la France l'enveloppe de son système administratif et judiciaire, et introduisirent quelques fonctions dont ils firent le pivot de leur gouvernement. Le point d'appui fut déplacé: le centre de gravité, qui avait été le pouvoir judiciaire, fut alors le pouvoir administratif. Richelieu et Louis XIV achevèrent de ruiner ce qui subsistait de l'autorité et de l'indépendance des grands-officiers de la couronne. A l'esprit du légiste, qui avait si longtemps présidé aux affaires, succéda l'esprit de l'administrateur, qui est d'un tout autre caractère. Le premier, de son essence plus tutélaire que créateur, pou-

vait davantage au moyen âge arrêter les usurpations : il ne stimulait pas l'action des agens du pouvoir exécutif; son rôle n'était pas de nature à le faire descendre dans ces détails journaliers dont l'administration se compose; celle-ci au contraire laisse au chef la décision des difficultés, et l'on peut lui appliquer ce que Montesquieu dit de la police, à savoir que chez elle c'est plutôt le magistrat qui punit que la loi, tandis que dans la justice c'est plutôt la loi qui punit que le magistrat, « et, ajoute l'auteur de *l'Esprit des lois*, les formalités judiciaires ne sauraient convenir là où il ne s'agit que de peu. »

La royauté avait besoin, pour accomplir les grandes réformes et opérer les grandes choses qu'elle méditait, d'agens actifs et intelligens, placés sous sa main, toujours à sa discrétion, non de magistrats et de grands dignitaires indépendans par leurs charges, mais dont l'inamovibilité favorisait encore plus la paresse qu'elle n'assurait l'indépendance. La juridiction et les attributions politiques et administratives de quelques grands-officiers de la couronne subsistaient encore; les services à la tête desquels ces dignitaires étaient placés demeuraient comme leur domaine personnel et leur état particulier. Pour les déposséder, la royauté usa de deux moyens : tantôt elle restreignit la fonction du grand-officier, de façon à circonscrire de plus en plus son action, à ne plus faire de sa charge qu'un titre honorifique, ce qui permettait ensuite, quand cela était jugé opportun, de la supprimer sans grande difficulté; tantôt elle enlevait à la charge sa propre juridiction, ou, pour mieux dire, les tribunaux qui l'exerçaient en son nom. La couronne transformait de la sorte en juges indépendans du grand-officier ceux dont il était d'abord le chef suprême, ou elle ne laissait plus subsister entre eux et lui qu'un lien insignifiant ou fictif. Ces juridictions, une fois émancipées d'une tutelle qui avait été d'abord une propriété, étaient à leur tour restreintes ou définies de manière à ne pas entraver l'action administrative, à ne pas rompre la hiérarchie et la subordination aux ordres émanés du conseil du roi. Les destinées de la connétablie et de l'amirauté nous fournissent des exemples de cette façon de procéder. Antérieurement déjà les juridictions spéciales attribuées à certains grands-officiers de la couronne avaient perdu leur autonomie; celles du grand-chambellan, du grand-échanson, du grand-panetier, n'étaient plus qu'une simple surveillance de police subordonnée à l'autorité du prévôt de Paris, qui connaissait réellement des contestations dont ces officiers avaient été à l'origine constitués juges.

Le connétable garda pendant longtemps une bien autre autorité. Il demeurait au XVIe siècle le premier capitaine de l'armée, celui « qui était par-dessus tous autres qui sont dans l'ost, » comme on

disait au xve siècle, le général en chef, presque le ministre de la guerre; c'était une puissance qu'il n'était pas facile de contrecarrer; il ne se démettait guère de sa charge, dont il tirait autant de profits que d'honneurs. Robert de Fiennes, remettant son bâton de connétable parce que son extrême vieillesse ne lui permettait plus d'aller à l'armée, était une exception. Il fallait des circonstances bien extraordinaires, et que le connétable fût momentanément devenu bien impuissant, pour qu'on le dépossédât de sa dignité, ainsi que cela eut lieu pour Olivier de Clisson. Voulait-on se débarrasser d'un connétable trop redoutable, d'une fidélité douteuse, on n'avait d'autre moyen que de lui faire son procès, de lui trancher au besoin la tête, ce qui eut lieu pour Raoul de Brienne, comte d'Eu, et pour Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol. Le connétable fut pendant longtemps une puissance dans l'état. Il avait l'armée sous ses ordres. Comme chef de l'*ost*, la juridiction sur tous les gens de guerre lui appartenait : à lui de prononcer sur toutes les contestations où ceux-ci étaient engagés; à lui de punir les rebelles, les déserteurs, les espions. Son tribunal, véritable cour martiale, statuait en même temps sur le contentieux administratif de l'armée, mais une juridiction si étendue ne pouvait être directement exercée par le connétable en personne. Il eut donc dès le xive siècle ses juges à lui, qui rendaient des sentences en son nom, justice ambulatoire qui le suivait partout où il se transportait, qui devint sédentaire et fut tenue par un délégué ou prévôt que l'on voit à la fin du xve siècle jouer à l'armée à peu près le rôle du grand-prévôt de nos armées modernes.

Les maréchaux de France, qui partageaient avec le connétable le commandement des troupes, avaient aussi vers cette époque leur juridiction spéciale sur les archers et canonniers. Le délégué de ces pouvoirs judiciaires prit par la suite le nom de prévôt des maréchaux. Il eut dans chaque province ses lieutenans, qui à la tête de leurs cavaliers fournirent un corps ordinaire de police. Les crimes et délits des gens de guerre furent seuls d'abord de leur compétence; mais au xvie et au commencement du xviie siècle, au milieu des luttes intestines qui désolaient si souvent la France, la police des armées se confondit avec la police intérieure du royaume, et les lieutenans des prévôts des maréchaux avec leurs archers, leurs hommes à cheval, ou, comme l'on disait alors, la *maréchaussée* fut autorisée à punir tous les vagabonds, les repris de justice et en général les malfaiteurs qui lui tombaient sous la main dans ses tournées à travers les campagnes. La maréchaussée eut aussi pour mission de punir ceux qui faisaient des levées de guerre et prenaient les armes sans autorisation; on la chargea de connaître des délits de chasse. Cette institution fut un grand bienfait dans un temps où les

routes étaient si peu sûres, où les larrons poussaient leurs attaques jusqu'aux portes mêmes des grandes cités. Le tribunal de ces grands-officiers, en étendant son ressort aux attentats les plus dangereux pour la sécurité publique, mettait ainsi les parties les moins protégées du territoire sous la jurisprudence de ce que nous appellerions aujourd'hui l'état de siége. Prévôts-généraux et prévôts particuliers des maréchaux, institués plus tard à la place de l'unique délégué existant à l'origine, constituaient avec leurs lieutenans de véritables cours où l'on jugeait sans appel, et, comme on disait, prévôtalement, d'une façon assez sommaire, car il s'agissait ordinairement de flagrant délit, de guet-apens, de vol sur les grands chemins, et de ces cas appelés royaux dont les officiers de la maréchaussée avaient la connaissance concurremment avec les baillis, auxquels appartenait toutefois la prévention. Ceux-ci ne pouvaient juger sans appel, et les prévôts des maréchaux, dans l'intérêt de la police, se trouvaient de la sorte investis d'une puissance égale à celle des siéges présidiaux, lesquels pouvaient leur enlever la connaissance de l'affaire, s'ils avaient décrété avant eux ou le même jour. Ainsi par la nature de ses fonctions, la maréchaussée eut pour mission, tout en arrêtant les coupables, de faire exécuter les décrets et mandemens de la justice. Il s'ensuivit que ce corps ne releva plus des maréchaux que d'une manière nominale, et, comme notre gendarmerie, il fut subordonné à la fois à l'autorité militaire et à l'autorité judiciaire. Les emplois de prévôts provinciaux ayant été érigés en titre d'offices, les commandans des maréchaussées devinrent des officiers du roi. Le tribunal qui représentait le connétable dans l'exercice de sa juridiction civile et administrative perdait aussi une grande partie de son importance. Il conserva le nom de connétablie, même après que la charge de connétable eût été abolie. Composé d'abord des maréchaux qui y siégeaient sous la présidence fictive du connétable, il finit par n'être plus formé que des juges commis en leur place par les maréchaux, et en dernière analyse par ne plus dépendre de ceux dont ils étaient les représentans. La connétablie fut placée dans le ressort immédiat du parlement, et les maréchaux n'y eurent plus qu'un siége honorifique. La compétence de ce tribunal alla diminuant, et l'institution des conseils de guerre, la subordination de la justice militaire aux intendans en restreignirent singulièrement l'action. Au siècle dernier, les maréchaux ne jugeaient plus que les questions de point d'honneur, dont le tribunal se tenait à la table de marbre.

Les attributions attachées au grand office d'amiral lui donnèrent une juridiction propre, comme cela s'était produit pour les principales charges de la couronne. Dans les ports, les contestations nées des conventions qu'entraînait le commerce maritime paraissent avoir

été jugées dans le principe par des prud'hommes ou *jurés de la mer*. La partie qui n'était pas satisfaite de la décision de ses arbitres en appelait à l'amiral, et c'est ainsi que se constitua pour lui un droit de justice, qui s'unit aux priviléges que lui valait sa qualité de commandant des nefs et galères royales, de surintendant des armemens maritimes. Sa juridiction s'étendit sur les prises faites en mer, sur le commerce par vaisseaux, sur le cabotage et la pêche. Dès le XIVe siècle, ainsi que nous l'apprend une ordonnance de 1373, la juridiction de l'amiral avait un ressort à la fois civil et criminel. Ce grand-officier devint ainsi comme le connétable des armées navales, et sa dignité fut pour lui plus une propriété qu'un office. Il délégua dans les ports son autorité militaire et judiciaire à des lieutenans qui régissaient la marine sous sa surveillance. Il était alors tout-puissant; mais en 1540 le roi profita de la condamnation de l'amiral Chabot pour enlever à ce grand dignitaire la nomination des officiers de mer et la direction suprême des armées navales; il ne lui laissa guère que la juridiction et les priviléges qu'elle conférait. Supprimée par Louis XIII en 1627, la charge d'amiral de France fut rétablie sous Louis XIV en 1669 pour le comte de Vermandois encore enfant; c'était là un de ces retours au passé que l'affection paternelle du monarque faisait au préjudice de son pouvoir, comme lorsqu'il reconstituait pour les siens les grands apanages. Toutefois cette charge n'avait pas cessé de subsister en réalité sous le titre de surintendance générale de la navigation et commerce de France, titre que Richelieu avait imaginé afin de pouvoir, tout cardinal qu'il était, gouverner la marine. Ce titre passa au duc de Vendôme, puis à son fils le duc de Beaufort, et c'est à la mort de celui-ci que la charge d'amiral reparut; mais on se garda de lui laisser toutes les attributions qu'elle avait en 1627. Le roi se réserva la nomination des officiers et employés de la marine, tout ce qui se rapportait aux approvisionnemens, au commerce maritime. Au reste, l'autorité de l'amiral n'avait jamais été aussi étendue que celle du connétable. Il n'exerçait pas son commandement sur tout le littoral du royaume et n'avait dans sa dépendance que les rivages de la Normandie, de la Picardie et de l'Aquitaine. Dans les autres provinces maritimes (Bretagne, Languedoc), le commandement des forces de mer était dévolu aux gouverneurs, et au XVIe siècle, en Provence, c'était le général des galères qui avait le commandement absolu des galères et navires envoyés dans les mers du Levant afin de supprimer la piraterie. Dans ces provinces, le jugement des procès en matière maritime revenait aux tribunaux ordinaires, et l'appel était porté au parlement. Au reste, les juridictions dépendant de l'amiral et qu'on nommait tribunaux de l'amirauté, ou par abréviation amirautés, furent détachées de son autorité comme les justices

prévôtales le furent de l'autorité du connétable et des maréchaux, et lors même que la dignité d'amiral eût été supprimée, les tribunaux de l'amirauté n'en subsistèrent pas moins; on en créa même de nouveaux dans les provinces qui, ne relevant pas de ce grand-officier, n'en possédaient pas. Leurs membres étaient devenus en fait des juges royaux et prenaient place dans la hiérarchie judiciaire du royaume. Leur compétence alla se restreignant à son tour. Jadis l'amiral avait eu le privilége de prélever une forte part sur les prises faites en mer ou sur les grèves, sur les bris et épaves; il touchait des droits d'ancrage, de tonnes et balises. Tous ces avantages se réduisirent à de faibles droits, qui étaient encore dans les derniers temps le plus clair de ses avantages. Les tribunaux d'amirauté connaissaient donc des causes se rapportant à ces matières; mais sous Louis XIV on les enleva à leur compétence; elles furent attribuées à un conseil spécial, celui des prises maritimes, qui était compté au nombre des conseils du roi, et les tribunaux d'amirauté ne conservèrent plus que l'instruction de ces sortes d'affaires.

A côté des grands-officiers de la couronne s'étaient élevés sur le même rang d'autres officiers dont les fonctions avaient pris, comme on l'a vu, à raison de l'extension du service qui leur était confié, une importance croissante. Quelques-uns de ces offices, de plus récente création, sans valoir à leur titulaire un pouvoir aussi considérable et une pareille indépendance, représentaient pourtant encore une sorte de propriété parce qu'ils se conféraient ordinairement pour la vie et ne relevaient que de la couronne. On voit sous François Ier le surintendant des finances figurer au nombre des principaux personnages de l'état. Sans doute il n'avait ni le maniement direct des deniers publics, ni la garde du trésor; mais aucun mouvement de fonds ne se faisait sans son ordonnancement; il donnait les ordres de paiement et les assignait sur les différentes branches du revenu, car, sous l'ancienne monarchie, le montant de l'ensemble des recettes n'était pas évalué, et leur produit centralisé de manière qu'on pût attribuer à chaque dépense un crédit indépendant du chiffre d'une recette spéciale; on affectait, suivant l'occurrence, tel ou tel produit du domaine ou de l'impôt à telle ou telle dépense. Le surintendant était donc le gouverneur-général des finances, et il avait sous lui des fonctionnaires indépendans les uns des autres, et qui présidaient aux diverses branches du service. Longtemps il ne vint pas dans un conseil ou une cour rendre compte à l'avance de ses opérations, et la chambre des comptes n'avait à examiner que la justification des dépenses par rapport aux ordonnancemens. Une telle puissance était un blanc-seing donné par le roi à son ministre. Exposé à bien des tentations au milieu du dédale d'un système de comptabilité imparfait, entouré d'agens

déshonnêtes, il ne fallait rien moins que la destinée d'un Jean de Montaigu, d'un Pierre des Essarts, d'un Jacques de Semblançay, pour le retenir dans les bornes d'une administration intègre et ménagère : encore l'exemple était-il trop souvent sans effet, comme l'a prouvé la conduite de Fouquet. Louis XIV, éclairé par les malversations de son surintendant, en supprima la charge et prit lui-même en 1661 la haute direction de cette partie si importante de l'administration publique. Il voulut que ce fût au sein d'un conseil, dont il se réserva la présidence, que se réglât toute l'administration financière du royaume, que fussent arrêtées les recettes et les dépenses et dressé un budget. L'exécution roula sur le contrôleur-général dont la charge était de création antérieure, mais dont les attributions furent alors singulièrement agrandies. Il remplaça donc le surintendant sans être le dispensateur des deniers publics; il fut simplement rapporteur en titre près du conseil-général des finances, conseil jadis institué par Henri II, mais qui avait été supprimé depuis. D'autres charges, analogues aux grands offices de la couronne et auxquelles on avait laissé une autorité presque aussi indépendante, disparurent également pendant le cours du XVIIe siècle par l'effet du mouvement qui tendait à rattacher directement au pouvoir central la direction des grands services de l'état. C'est ainsi qu'en 1636 Louis XIII avait aboli la charge de grand-voyer créée par Henri IV, et réparti ses attributions entre les divers bureaux des finances, qui unirent dès lors le service des ponts et chaussées à celui des bâtimens royaux dont ils étaient chargés.

Seul entre les anciens grands-officiers de la couronne, le chancelier était resté en possession d'un pouvoir considérable, bien que diminué. Au XVIe siècle, il était à la fois le ministre de la justice, le chef des conseils du roi, l'intermédiaire entre le monarque et les hautes cours judiciaires; mais, quand Louis XIV eut pris en main le gouvernement, le chancelier cessa d'être le ministre par excellence; on le vit même par la suite ne pas figurer toujours au conseil d'état. Quelquefois cette dignité ne fut qu'un accessoire pour un secrétaire d'état qui avait la direction d'un autre département. L'action du chancelier se circonscrivit au domaine de la justice et de la police de l'imprimerie et de la librairie. Il ne fut même plus l'intermédiaire officiel entre le gouvernement et les corps de magistrature; les communications entre ceux-ci et le roi eurent lieu par l'intermédiaire des secrétaires d'état, chacun suivant son département; mais ce ne fut pas une raison pour appeler à cette dignité les descendans des illustres maisons de la noblesse, et elle fut toujours occupée au XVIe et au XVIIe siècle par des hommes de robe. Louis XIV, qui, par faiblesse, rétablissait ou maintenait en faveur de ses enfans et de ses petits-enfans légitimés des grands of-

fices de la couronne dont il avait tout d'abord poursuivi la suppression, eut soin de ne pas laisser la charge de chancelier passer comme un fief à des gentilshommes de vieille souche. « Il n'était pas de mon intérêt, écrit-il dans ses *mémoires*, de prendre pour ministres des hommes de qualité éminente; il fallait avant toutes choses faire connaître au public, par le rang même où je les prenais, que mon dessein n'était pas de partager mon autorité avec eux; il m'importait qu'ils ne connussent par eux-mêmes de plus hautes espérances que celles qu'il me plairait de leur donner, ce qui est difficile aux gens d'une grande naissance. » Cependant la dignité de chancelier, comme toutes les grandes charges de la couronne, était inamovible. Dès le xve siècle, on lui reconnaissait ce caractère, et l'inamovibilité assurait au chancelier une indépendance qui pouvait gêner l'omnipotence du roi et traverser ses desseins. Aussi Colbert, à la mort de Séguier, proposait-il de supprimer cette charge. Louis XIV ne l'osa, mais il déclara, le 1er février 1672, qu'il tiendrait lui-même les sceaux, ce qui signifiait qu'il entendait les confier à qui il voudrait. En sorte que, tout en respectant l'inamovibilité du chancelier, il se réservait le moyen d'écarter le titulaire dont il n'agréerait plus les services. Il n'avait pour cela qu'à retirer les sceaux au chancelier pour les remettre à un garde des sceaux spécialement désigné, qui en remplissait alors les fonctions. Disgracié, réduit à un titre nominal, le chancelier n'avait plus alors qu'une dignité sans puissance, une charge sans autorité; c'est ce qui se fit plus d'une fois, et, sous la régence, le grand d'Aguesseau fut ainsi dépossédé. Ce n'était pourtant pas un divorce, la royauté se réservait le droit de rappeler celui qu'elle avait éloigné, et qui restait toujours le chancelier de France.

III.

Il ne suffisait pas de déposséder de grands fonctionnaires qui se distribuaient comme un bien propre les diverses parties de l'administration et de la justice; il fallait encore que l'administration reçût l'unité qui lui avait jusqu'alors manqué. Pour cela, les mesures prescrites par la royauté, les ordonnances rendues par elle, avaient besoin d'être discutées, préparées sous les yeux du monarque par des hommes ayant sa confiance et d'une suffisante capacité. Il était nécessaire que les chefs des grands services devinssent dans une certaine mesure solidaires les uns des autres, qu'une juridiction supérieure s'imposât à tous, parce qu'elle résumait en elle les différentes formes de la souveraineté. Or le grand-conseil, ou, comme on le nommait quelquefois, le *conseil étroit*, auquel appartenait encore au xve siècle le pouvoir législatif, avait perdu par l'autorité

acquise aux grandes charges qui viennent d'être mentionnées ses principales attributions. Dans le principe, c'était dans son sein que s'élaboraient les actes du gouvernement, par ses décisions qu'ils devenaient exécutoires. L'ordonnance du 13 janvier 1359 déclarait même qu'aucune ordonnance ne pouvait être faite, aucun privilége accordé que par délibération de ce conseil. Les conflits de juridiction, déjà fréquens au xve siècle, avaient obligé les rois à évoquer certaines causes devant cette assemblée. Il n'avait pas du reste renoncé par la création du parlement au droit de rendre la justice inhérent à la couronne. Il pouvait dès lors l'exercer entouré de ses conseillers. « Il gardait donc le droit, ainsi que le remarque le savant jurisconsulte Pardessus, d'évoquer au conseil qu'il présidait ou était supposé présider les affaires qu'il tenait à décider par lui-même. L'évocation était ou spéciale ou générale. Tantôt le roi évoquait un procès actuellement pendant au parlement ou dans une autre juridiction, tantôt il attribuait d'avance au conseil toute une catégorie de contestations. » Le grand-conseil, assimilé de la sorte au souverain dont il était l'organe direct, eut le droit de casser les jugemens des tribunaux, même réputés souverains, et de prononcer sur les conflits. Il devint une véritable cour de cassation. Les évocations s'y multiplièrent; et au temps des factions d'Orléans et de Bourgogne, comme sous la domination anglaise, on les voit se succéder à de courts intervalles. Sous Charles VII, ceux que les Anglais avaient dépouillés s'adressaient en foule à cette juridiction suprême pour être réintégrés dans leurs biens. Le nombre des affaires portées au grand-conseil absorbait toute son activité et laissait peu de place aux délibérations politiques, qui ne pouvaient avoir lieu qu'au préjudice des parties, impatientes d'obtenir l'arrêt du roi. Afin d'obvier à cet inconvénient, les états de Tours tenus sous Charles VIII obtinrent l'établissement près du roi d'un corps tiré de son conseil et exclusivement chargé d'expédier les affaires de justice. A cette section demeura le nom de grand-conseil qui avait appartenu au corps d'où elle était détachée. Présidée par le chancelier, elle eut sa compétence spéciale et fit rentrer dans son domaine plusieurs catégories d'affaires qui se traitaient auparavant au conseil du roi; elle connut des différends touchant la nomination par le monarque aux évêchés, aux abbayes, aux bénéfices ecclésiastiques; les affaires des maladreries, des hôpitaux, furent également de sa compétence, et, comme elle n'avait pas complétement dépouillé son caractère de tribunal privé de la couronne, elle eut l'appel des sentences de la prévôté de l'hôtel; elle continua pendant un temps à former une cour de cassation et à prononcer sur les conflits de juridiction, malgré le parlement, qui, trouvant dans ce grand-conseil non plus des conseillers intimes du roi, mais une cour de justice rivale, lui déniait sa

juridiction. Une fois assimilé à un pur tribunal, le grand-conseil échappa à l'action du pouvoir royal dont il avait cessé d'être l'organe. Il aspira à cette même indépendance que le parlement avait conquise, et, au lieu de représenter les pouvoirs législatif et exécutif, il ne fut plus qu'une nouvelle expression du pouvoir judiciaire. Il eut ses présidens et ses conseillers spéciaux et permanens, qui achetèrent leurs charges; les maîtres des requêtes y furent simplement rapporteurs. La royauté avait donc créé un obstacle de plus à son omnipotence: aussi la compétence du grand-conseil fut-elle peu à peu limitée. Il n'eut plus le droit de prononcer sur les conflits; on ne fit d'exception que pour les règlemens de juges entre présidiaux et prévôts des maréchaux, parce que, nous dit l'abbé Fleury, les présidiaux étaient odieux au parlement et qu'on ne voulait pas renvoyer à cette cour des affaires dans lesquelles ses préventions mettaient l'équité en péril.

L'abaissement du grand-conseil fut le résultat de l'importance que prit le véritable conseil du roi, qui l'avait remplacé pour la manutention des affaires politiques et la préparation des mesures législatives. Ce nouveau conseil ou conseil d'état, ainsi qu'on l'appelait, était destiné à devenir à son tour une cour suprême de justice dominant à la fois et le parlement et la chambre des comptes et ce grand-conseil dont elle avait été détachée. Le roi avait beau séparer des affaires l'exercice de la justice, il retenait toujours le droit de juger et de réglementer lui-même et le retrouvait dans son conseil privé, où s'élaboraient ses volontés et d'où partaient ses ordres.

Cette assemblée acquit d'autant plus d'importance que l'organisation administrative de la France prenait plus d'extension. Il fallut assigner un ou deux jours chaque semaine à la discussion et à l'expédition de telles catégories d'affaires, et, comme suivant la nature de celles-ci le roi s'entourait de tels ou tels conseillers, le conseil d'état finit par se fractionner au XVIIe siècle en un certain nombre de conseils spéciaux, absolument comme notre conseil d'état actuel se subdivise en plusieurs sections. Il y eut : le *conseil des affaires étrangères*, qu'on appelait encore du nom de *conseil d'en haut*, sous lequel l'assemblée entière avait été souvent désignée; le *conseil des dépêches*, où se traitaient les affaires concernant l'administration de l'intérieur du royaume, où, même avant 1630, on expédiait toute la correspondance pour les affaires majeures, tant du dedans que du dehors, et où se rédigeaient en conséquence les instructions destinées aux ambassadeurs; le *conseil des finances*, dont j'ai déjà parlé ci-dessus; le *conseil d'état privé* ou *conseil des parties*. Au XVIIIe siècle, on créa d'autres conseils. On établit en 1730 le *conseil du commerce*, aux séances duquel se rendaient les députés des principales villes de commerce de la France et des colonies.

Entre ces conseils, deux seulement offraient le caractère qui constitue dans notre moderne droit public le conseil des ministres : celui des affaires étrangères et celui des dépêches. Le titre de ministre d'état était réservé aux membres du conseil des affaires étrangères, où le roi pouvait de plus appeler des princes du sang. Le secrétaire d'état de ce département y avait forcément entrée, parce qu'il y remplissait les fonctions de rapporteur. Le conseil des affaires par excellence fut, à dater de la majorité de Louis XIV, celui des dépêches. Là se faisaient les règlemens pour les villes et les provinces qui n'avaient pas trait aux matières spécialement affectées aux autres conseils; là se rédigeaient les lettres et instructions pour les gouverneurs et intendans des provinces; là se traitèrent, après la révocation de l'édit de Nantes, les affaires des religionnaires; là se portaient aussi certaines affaires contentieuses. Le conseil des finances, qui avait son chef distinct du contrôleur-général, embrassait dans son ressort toutes les anciennes attributions du surintendant des finances. C'était à cette assemblée que se portait tout ce qui touchait au domaine, aux droits de la couronne et aux fermes du roi. On n'y traitait toutefois que les affaires de finances de premier ordre; celles de moindre conséquence étaient laissées à l'examen de bureaux spéciaux et résolues dans deux assemblées désignées sous les noms de *grande* et *petite direction*. Enfin le conseil d'état privé ou conseil des parties dépouilla le grand-conseil de la plus importante de ses attributions et jugea les conflits de juridiction entre les cours souveraines. Sous la présidence du chancelier, il ne cessa d'agrandir sa sphère d'activité : règlemens de juges entre les particuliers, récusation pour parenté ou alliance, exécution des édits, déclaration des arrêts, tout cela était de son ressort.

Ces conseils du roi pris dans leur ensemble formaient le conseil d'état. Outre les secrétaires d'état, des fonctionnaires d'un ordre supérieur, qualifiés de conseillers d'état et nommés par lettres patentes du roi, prenaient part aux travaux; ils assistaient les ministres et composaient avec le chancelier et les maîtres des requêtes le conseil des parties. Ainsi, pour la seconde fois, le conseil du roi se constituait en cour de justice, pour la seconde fois la forme judiciaire prévalait sur la forme administrative, mais le roi prit soin que ce nouveau tribunal ne devînt pas une cour réglée, une juridiction indépendante qui dominerait sa volonté. La place de conseiller d'état ne se transforma point en un office, elle ne cessa pas d'être une dignité et ne fut pas dès lors vénale. Le conseil d'état, tout en représentant par excellence la haute juridiction administrative, n'en constitua pas moins un tribunal supérieur aux cours souveraines mêmes; il eut le droit d'annuler les jugemens des parlemens et de casser tous les arrêts attentatoires à sa propre autorité. Il fut, comme

son nom l'indiquait, la cour privée et pour ainsi dire personnelle du roi; le monarque y évoquait les procès pendans aux cours de justice, « soit, écrit M. le vicomte de Luçay, qu'il voulût dans certains cas particuliers soustraire à la sévérité ou à l'action des tribunaux ordinaires une famille, des communautés religieuses ou laïques en crédit, soit qu'il s'agît de certaines catégories de personnes, telles que les fermiers des impôts auxquels, par une mesure générale, une juridiction spéciale avait dû être attribuée. »

Ainsi défini, le conseil du roi devenait la grande officine gouvernementale de la France; mais, s'il imprimait la direction à tous les services, il ne pouvait surveiller l'exécution. Il formait comme le cerveau de ce vaste organisme dont le roi était l'âme; il fallait des membres pour que ses résolutions se traduisissent en actions, ou, pour parler sans métaphore, il fallait que les divers services de l'état, réglés par le conseil du roi, eussent chacun leur intendant-général qui fût l'intermédiaire entre le roi, son conseil et les agens et magistrats chargés des détails de l'administration. Telle fut la fonction des secrétaires d'état.

La position des officiers ainsi appelés ne cessa de s'élever du XVIe au XVIIIe siècle; ils avaient commencé par ne remplir que des fonctions assez subordonnées; ils arrivèrent par degrés au faîte du pouvoir. On a déjà plusieurs fois écrit leur histoire, elle est curieuse et il importe à notre sujet de la rappeler ici.

Le roi eut d'abord, comme on l'a dit, pour secrétaires privés ceux qu'on nommait les clercs du secret. Au XIVe siècle leur nombre s'élevait à trois et ils avaient d'autres clercs sous leurs ordres. Ils se distinguaient des clercs composant les bureaux du chancelier, pour emprunter l'expression moderne; ceux-ci prirent le titre de *secrétaires du roi*, parce qu'ils étaient chargés d'expédier et signer les lettres et actes royaux; ils formaient une confrérie, et l'on conserve aux Archives nationales les statuts qui la régissaient, et qu'approuva en 1389 le roi Charles VI. Véritables greffiers, ils ne se bornaient pas à délivrer des expéditions des lettres royales octroyées par le roi en personne ou en son conseil; ils fournissaient encore copie des actes des maîtres des requêtes de l'hôtel, de la chambre des comptes, et percevaient, à titre de rémunération, un droit acquitté à la caisse de la corporation et dont ils se répartissaient le produit. Louis XI fixa le nombre des secrétaires du roi à 59 et leur conféra, outre les précédentes attributions, le droit de signer à l'exclusion de tous autres les expéditions des dons et finances. Tandis que les clercs du secret s'élevaient graduellement jusqu'au rang de ministres, les secrétaires du roi s'abaissaient par degrés jusqu'à n'être plus que de simples officiers ministériels dont le

nombre se multiplia singulièrement au siècle dernier; on recherchait cette charge plus encore pour les priviléges qui y restaient attachés que pour les profits qu'elle rapportait et on l'avait baptisée du sobriquet de *savonnette à vilain*. Le chancelier n'étant pas choisi dans la noblesse, les clercs du secret ne le furent pas davantage : il fallait avant tout au roi des hommes lettrés, d'habiles écrivains, et à l'origine ils ne représentaient pas une catégorie bien distincte des secrétaires du roi. Ce dernier titre fut même spécialement donné, vers la fin du xve siècle, à des hommes qui remplissaient près du monarque des fonctions analogues à celles de clerc du secret, et répondant à celles qui sont confiées chez un prince au secrétaire des commandemens. L'un d'eux en fit un véritable ministère et eut toute la confiance de son maître; ce fut Florimond Robertet. « L'importance qu'il avait acquise, écrit M. le vicomte de Luçay, ne s'éteignit pas avec lui. Le pas était franchi, et d'ailleurs le développement progressif du pouvoir civil rendait nécessaire, pour assurer la régularité de son action, la création de fonctionnaires nouveaux chargés des communications entre l'autorité centrale et les autorités inférieures. Henri II institua des secrétaires spéciaux qui eurent pour mission d'expédier sa correspondance et de contre-signer ses commandemens. Ce n'étaient point encore des ministres; aucune initiative ne leur était laissée; leurs fonctions se réduisaient à transmettre les décisions prises par le roi et par son conseil, centre unique d'où partait l'impulsion et où venaient aboutir toutes les affaires importantes. Le chancelier et le connétable en étaient encore à cette époque les deux colonnes. Ces secrétaires, qualifiés du titre de *secrétaires des finances*, n'étaient appelés que dans des circonstances exceptionnelles au sein du conseil d'état, mais, comme ils tenaient dans leurs mains tous les fils de l'administration, leurs lumières étaient souvent invoquées, et il fallut bientôt leur donner le droit d'assister aux délibérations de ce conseil, ce qui eut lieu à dater de 1547; ils n'en gardèrent pas moins d'abord leur titre de secrétaires des finances; deux ans après, l'un de ces officiers, Claude de l'Aubespine, chargé d'une mission diplomatique, y substitua celui de secrétaire d'état, exemple que ses collègues ne tardèrent pas à suivre. Charles IX, voulant s'épargner l'ennui de signer maintes pièces où son seing royal devait être apposé, autorisa Nicolas de Villeroy à signer pour lui, et, à partir de ce jour, tous les secrétaires d'état usèrent du même droit. L'importance de ces fonctionnaires grandit si rapidement que, déjà vers 1561, l'ambassadeur vénitien Michel Suriano comptait la charge de secrétaire d'état au nombre des quatre offices principaux du royaume. Chacun d'eux dans leur sphère, écrit-il, expédie les affaires, garde les papiers; ils sont dépositaires des secrets les plus graves. En 1582, les secrétaires d'état

siégeaient dans le conseil avec les mêmes prérogatives que les autres conseillers, avec plus de crédit encore, car ils avaient la confiance particulière et l'oreille du monarque. Ils étaient tout à sa dévotion et celui-ci n'était pas exposé à trouver en eux une résistance qu'opposaient parfois des dignitaires nommés à vie. Un caprice du roi suffisait pour les ôter de leur poste.

Ils n'avaient pas encore chacun leur département exclusif. Ce n'étaient pas précisément les divers services de l'état dont ils se distribuaient la direction générale et pour lesquels ils notifiaient les ordres du roi. Les quatre secrétaires d'état existant alors se partageaient le royaume et expédiaient chacun dans un quart du territoire les lettres et mandemens du roi, ce qui plaçait les affaires intérieures d'un quart du royaume sous la surveillance particulière de l'un d'eux. Ils expédiaient en outre, chacun à tour de rôle, pendant un trimestre, les lettres pour tous les bienfaits et bébéfices accordés par le roi, usage qui subsista sous l'ancienne monarchie, même à une époque où les secrétaires d'état n'avaient plus rien de commun avec les secrétaires des commandemens, et représentaient déjà de véritables ministres. A la fin du XVIe siècle, ces hauts fonctionnaires commencèrent à être spécialement attachés chacun à un département. Toutefois sous Sully et sous Richelieu, qui avaient concentré dans leurs mains presque toutes les branches de l'administration, les attributions des secrétaires d'état demeurèrent assez limitées. Les départemens n'en furent pas moins distincts, et quand ils n'étaient pas réunis sous l'autorité d'un seul homme, chaque secrétaire d'état était chargé d'un service séparé; l'un avait la direction de tout ce qui constituait les affaires de la maison du roi, à laquelle on réunit en 1619 celle des affaires ecclésiastiques confiées auparavant à un secrétaire d'état particulier, de même que vers la fin du règne de Louis XIV il y eut pendant quelque temps un secrétaire d'état chargé des affaires de la religion prétendue réformée. L'établissement de ces départemens ministériels porta un coup mortel à la puissance et à la juridiction des grands offices de la couronne. Désormais, au lieu de dépendre de dignitaires à vie, les grands services administratifs se trouvèrent confiés à des fonctionnaires amovibles, exécuteurs fidèles de la volonté du roi, instrumens de son conseil, au sein duquel ils exerçaient eux-mêmes une influence considérable. Le chancelier se vit enlever de la sorte son rôle dans les négociations diplomatiques par le secrétaire d'état des affaires étrangères. L'amiral fut dépossédé d'une bonne partie de ses attributions par le secrétaire d'état de la marine. Le général des galères n'eut plus la disposition des fonds et la nomination de ses officiers. La création du secrétaire d'état de la guerre en 1619 annula presque toute l'autorité du connétable, dont la

charge finit par être abolie en 1626. Elle rabaissa celle de colonel-général de l'infanterie, qu'à la mort du duc d'Épernon en 1661 le roi s'empressa d'abolir. Désormais tous les officiers d'infanterie, depuis le colonel jusqu'à l'enseigne, durent être nommés ou agréés par le roi; tous les brevets furent dressés et signés par le secrétaire d'état de la guerre. Ce fut celui-ci qui correspondit avec les chefs de corps, imprima la direction aux opérations militaires, concentra entre ses mains une grande partie de l'administration de l'armée. Ainsi ce qui restait des grands offices militaires de la couronne tendait à se réduire à des prérogatives purement honorifiques. Le grand-maître de l'artillerie devenait un simple chef de service; et, en 1755, quand le comte d'Eu se démit de cette charge, ce n'était plus qu'une magnifique sinécure. La charge de colonel-général de la cavalerie, que Louis XII avait instituée, celle de colonel-général des dragons, que Louis XIV avait créée en 1668 pour Lauzun, subsistaient sans doute, mais leurs attributions furent en fait annulées par l'établissement en 1694 des huit directions qui se partagèrent l'inspection générale des corps, confiée dans le principe aux colonels-généraux. En 1715, les deux charges de colonel-général de la cavalerie légère et de colonel-général des dragons, possédées l'une par le comte d'Évreux, l'autre par le marquis de Coigny, étaient en fait subordonnées aux directeurs et inspecteurs de cavalerie. Le prédécesseur du comte d'Évreux, le comte d'Auvergne, quoique neveu de Turenne, avait pendant toute sa carrière été, suivant l'expression de Saint-Simon, *comme nourri de couleuvres.*

Les secrétaires d'état l'emportaient ainsi sur les dignitaires les plus élevés du royaume, et la puissance de ces chefs de départemens ministériels devint d'autant plus grande que plusieurs fois le roi leur conféra le titre de ministre d'état. C'est ce qui arriva surtout sous Louis XIV, ainsi que le note Dangeau pour le secrétaire d'état des affaires étrangères. D'ailleurs, quoique chacun d'eux eût son département, ils conservaient de leur institution primitive l'usage d'avoir dans leur ressort les affaires générales d'un certain nombre de provinces, ou, pour mieux dire, de généralités. Ainsi ce que nous appellerions aujourd'hui le département de l'intérieur était réparti entre plusieurs secrétaires d'état. Chacun venait rapporter au conseil des dépêches les affaires concernant les généralités dont il était chargé. Celles-ci ne demeurèrent pas constamment les mêmes pour chaque département, et la distribution varia suivant les temps; aux dernières années de Louis XV, les secrétaires d'état des affaires étrangères et de la marine n'eurent quelquefois dans leur ressort aucune généralité, et ce qui touchait à la police, à l'ordre public, aux fortifications des provinces, était alors du domaine pour les unes de la maison du roi, pour les autres du département de la guerre.

Louis XIV ne s'astreignait pas de plus à une répartition systématique et constante des services ministériels entre un nombre de personnes égal à celui des départemens. Souvent il concentra dans les mêmes mains plusieurs départemens. On sait de combien de services l'infatigable Colbert fut simultanément chargé. Louvois à sa mort était à la fois ministre d'état, secrétaire d'état du département de la guerre, surintendant des bâtimens, arts et manufactures, intendant-général des fortifications et des haras, général des postes. Ces concentrations ne duraient qu'autant que ceux en faveur desquels elles avaient été admises conservaient pour des services si variés la confiance du monarque. Barbézieux, qui succéda à Louvois, son père, dans ses principales charges, ne les réunit pas toutes. Louis XIV ne s'astreignit plus à désigner des secrétaires d'état pour la direction des services généraux. Les fortifications constituèrent une direction générale indépendante, qu'il donna à l'intendant des finances Le Pelletier de Souzy, dont le frère Le Pelletier obtint la direction des postes. Colbert de Villacerf eut la surintendance des bâtimens. Au reste le grand roi suivait encore plus pour ces réunions dans une même main ses inclinations personnelles qu'il n'obéissait à la pensée de confier à une intelligence supérieure tous les départemens qu'elle était apte à diriger, et l'on vit, pour le malheur de la France, Chamillart réunir le secrétariat d'état de la guerre au contrôle-général des finances. Ce dernier portefeuille, comme nous dirions aujourd'hui, avait alors toute l'ampleur d'un ministère sans en présenter le lustre. Le contrôleur-général des finances n'était pas en effet assimilé à un secrétaire d'état, encore moins à un ministre d'état. Il ne siégeait de droit qu'au conseil royal des finances, dont il était, comme on l'a vu, le rapporteur par excellence, et pourtant ses attributions depuis Colbert s'étendaient à presque toutes les branches de l'administration. Ce n'étaient pas seulement le service du trésor, la levée des impôts, qui ressortissaient à son département, c'était encore ce qui constitue aujourd'hui le ministère du commerce et de l'agriculture, celui des travaux publics, même une partie de ce qui relève actuellement du ministère de la guerre, l'extraordinaire des guerres, le matériel de l'artillerie, les poudres et salpêtres, les vivres, les étapes, etc. On créa toutefois à la fin de la monarchie, pour quelque temps, un département séparé du commerce, qui eut son secrétaire d'état. Aucun ministre, — et le contrôleur-général n'en portait pas le nom, — n'avait besoin d'une plus grande activité; aucun n'était tenu de faire preuve d'une fermeté plus grande : c'était lui surtout qui avait à se heurter contre les résistances opposées par les membres des juridictions fiscales, à vaincre leur mauvais vouloir. « La multitude des impôts, écrit M. A. Jobez dans son livre substantiel intitulé *la France sous Louis XV*, leur diversité, la foule

de tribunaux chargés de décider les questions qui pouvaient en concerner le prélèvement, n'étaient pas les seuls embarras d'un contrôleur-général des finances. Il rencontrait dans leur perception une quantité d'obstacles; il était forcé de se servir d'agens qui souvent avaient acheté leurs charges, comme les receveurs-généraux; il se trouvait contraint d'accepter le service de fonctionnaires inutiles, tels que les receveurs alternatifs chargés de percevoir les mêmes impôts à tour de rôle, ce qui entraînait souvent la présence sur les mêmes lieux de deux collecteurs d'impôts, l'un demandant les restes de l'année précédente, l'autre ceux de l'année présente. Ces fonctions, vendues par l'état dans sa détresse, compliquaient inutilement un service déjà bien difficile à remplir. Le ministre devait à la fois empêcher le détournement des deniers de l'état et veiller à la défense des contribuables, dont l'intérêt se trouvait sans cesse mis aux prises avec celui des collecteurs par le mode de fermes adopté.» Ainsi, quoique le contrôleur-général des finances ne fût placé, pour ainsi parler, qu'au bas bout de la table du conseil, il tendait à devenir le ministre dirigeant comme l'avait été Colbert. Quelques-uns de ses successeurs avaient réuni à cette fonction le titre de ministre d'état, et à la fin de l'ancienne monarchie, par la force des choses, Necker, qui s'était retiré une première fois de la direction-générale des finances, parce qu'on lui refusait l'entrée au conseil et qu'on ne voulait lui accorder que les *entrées de la chambre*, se trouva, lors de son rappel, le véritable premier ministre.

Le même fait s'est produit en Angleterre, où déjà depuis longtemps le premier lord de la trésorerie est le chef du cabinet, quoique le titre de président du conseil appartienne à un autre. Le dédain qu'affectait la haute noblesse pour les secrétaireries d'état était bien plus marqué encore pour le contrôle-général des finances; depuis la suppression de la surintendance, on n'avait plus un François d'O, un Henri de Schomberg, un Michel de Marillac, un comte d'Avaux, pour gouverner ce département. Cependant cette noblesse de vieille souche voyait son crédit politique décliner, et c'était à son détriment que s'était accrue l'importance des secrétaires d'état. Saint-Simon les qualifie de *monstres qui avaient dévoré la noblesse*, de *tout-puissans ennemis des seigneurs qu'ils avaient mis en poudre à leurs pieds*. Il ne restait guère aux grandes maisons que des dignités sans action et des charges de cour sans autorité. Les gens de haute naissance tentèrent, il est vrai, sous la régence, de ressaisir un pouvoir qui leur échappait. Ainsi que l'a fait voir M. le vicomte de Luçay dans son beau travail sur les *Origines du pouvoir ministériel en France*, un plan avait été ourdi pour rabaisser les secrétaires d'état à leur situation première. Saint-Simon, dont on vient de rappeler, d'après le savant publiciste, le curieux

jugement, avait rédigé dans cette intention un mémoire qu'il communiqua en 1709 au duc de Chevreuse et soumit ensuite au duc de Bourgogne. D'après ce projet, tous les conseils devaient être réorganisés et avoir un grand dignitaire à leur tête. Le mémoire visait, selon l'expression de son auteur, à dépouiller les secrétaires d'état de toutes les plumes étrangères que ces oiseaux de proie avaient arrachées à tous et partout, et à ne leur laisser que leur naturel plumage. Après la mort de Louis XIV, cette préoccupation de rendre la première place dans les conseils aux gens de qualité et d'affaiblir l'autorité des secrétaires d'état se manifeste dans les choix; elle éclate dans la déclaration du roi du 15 septembre 1715, *portant établissement de plusieurs conseils pour la direction des affaires du royaume.* La correspondance administrative fut alors dévolue en grande partie aux présidens et aux secrétaires des conseils particuliers, dont les secrétaires d'état furent soigneusement exclus. Cette tentative n'eut qu'un succès éphémère. Les conflits et les rivalités ne tardèrent pas à créer dans les conseils des difficultés auxquelles vint se joindre l'insuffisance des personnes. Le cardinal Dubois, en se rendant maître de la confiance du régent, réussit à renverser tout l'échafaudage des nouveaux conseils, déjà en butte aux attaques du parlement, qui en demandait la suppression; les choses revinrent bientôt à la situation où les avait laissées Louis XIV. Deux hommes de mince origine, l'abbé Dubois et l'Écossais Law, allaient saisir le timon des affaires et de l'administration. Les secrétaires d'état reprirent bientôt l'autorité et les attributions dont on les avait dépossédés. Ils les gardèrent jusqu'à la fin de la monarchie. Durant tout le cours du règne de Louis XV, ils furent les véritables dépositaires du pouvoir, surtout après la mort du cardinal de Fleury, dernier représentant de ces premiers ministres qui dominaient tous les départemens et gouvernaient les affaires sans les manier. La capacité et le savoir-faire de quelques-uns d'entre eux, l'abdication que faisait le voluptueux et insouciant Louis XV de l'initiative royale, grandirent singulièrement leur autorité. Quand, après la mort de Louvois, Louis XIV voulut gouverner seul, les secrétaires d'état virent s'accroître leurs attributions. La médiocrité des choix, la facilité avec laquelle le grand roi laissait à un jeune fils la charge ministérielle de son père, rabaissèrent plus tard ces fonctions sans pourtant les subordonner à de plus hautes; mais, quand la noblesse eut subi l'échec dont il vient d'être parlé et dont elle ne se releva point, quand le gouvernement ne fut plus qu'aux mains des hommes d'affaires, qui n'en étaient pas moins aussi quelquefois des hommes d'intrigues, la puissance des cabinets ministériels telle que nous la concevons aujourd'hui fut réellement constituée. Les ministres dans le sens actuel du

mot, c'est-à-dire des ordonnateurs en chef réunissant dans leurs mains toutes les ramifications d'une des grandes branches du gouvernement de l'état, formèrent autour du monarque le véritable conseil dirigeant. Poussé par les coteries de la cour avant de l'être par l'opinion publique, le cabinet en vint à se substituer à la volonté personnelle du roi, domina les conseils, tint en échec le parlement. L'administration prit alors plus d'unité, et ses ressorts se coordonnèrent avec plus d'ensemble. Rapprochés dans un conseil où ils pouvaient discuter en commun les affaires et se concerter, il s'établit entre les ministres une certaine solidarité qui contrastait avec l'antagonisme existant jadis entre les juridictions des grands-officiers de la couronne. Tant que chacun de ces grands dignitaires avait tenu sous sa quasi-souveraineté une branche entière de l'administration ou de la justice, il s'était enfermé dans ce domaine sans souci des besoins de ceux qu'il ne régissait pas. Au lieu de travailler à l'amélioration des services livrés à son autocratie, il n'avait songé qu'à perpétuer des façons d'agir et de procéder auxquelles étaient liés les priviléges et les avantages de sa charge. Grand seigneur, il dédaignait de descendre dans le détail d'une administration dont il ignorait souvent les premiers élémens. La volonté seule du monarque pouvait ramener un accord au moins apparent entre ces pouvoirs rivaux; mais dans le conseil du roi, tel qu'il était alors constitué, toutes les parties du service de l'état n'étaient pas représentées; elles demeuraient dispersées entre des juridictions diverses, souvent autonomes et ne relevant pas d'ailleurs du ministre qui pouvait leur communiquer le mouvement. L'indépendance de ces juridictions mettait en dehors de l'action centrale du gouvernement une foule d'affaires qu'il importait de ne point soustraire à sa connaissance. Le roi démembrait donc son pouvoir en faveur de l'intérêt personnel des grands dignitaires, et quand il se choisissait un premier ministre, ce n'était pas pour remettre entre ses mains tous les fils de l'administration, c'était pour s'en remettre à son activité de l'exercice d'une autorité dont il se fatiguait d'user. Sully tenta de centraliser quelque peu des services longtemps incohérens, hétérogènes, mais ce ne fut que sous Richelieu que commencèrent à se coordonner systématiquement les mouvemens de l'administration, pour aboutir à la main puissante qui leur imprimait un nouvel essor. L'institution des conseils du roi, tels qu'ils nous apparaissent sous Louis XIV, fut le complément nécessaire des pouvoirs donnés au secrétaire d'état, ou, pour mieux dire, la création des uns se lia intimement à celle des autres. Cette double institution fut un grand progrès accompli. Elle eut, comme toute création humaine, ses effets fâcheux et ses écarts.

Les secrétaires d'état n'avaient pu monter si haut sans être quelque peu enivrés de leur fortune; il leur arriva comme aux parvenus dont l'orgueil dépasse habituellement celui des gens de grande naissance : ils abusèrent plus d'une fois de la puissance énorme que le roi leur avait donnée, et un petit nombre de ministres surent conserver dans l'exercice d'une telle autorité cette mesure et cette retenue qui sont le privilége des grandes âmes. La noblesse et le clergé s'effrayèrent, s'indignèrent même de l'avénement d'un pouvoir dont ils sentaient chaque jour davantage la pesante main. Saint-Simon, parlant des secrétaires d'état, les appelle *ces cinq rois de France qui exercent à leur gré la tyrannie sous le roi véritable et presque en tout à son insu.* Fénelon écrivait à Louis XIV : « Depuis environ trente ans, vos principaux ministres ont ébranlé et renversé toutes les anciennes maximes de l'état, pour faire monter jusqu'au comble votre autorité, qui était devenue la leur parce qu'elle était dans leurs mains...; il est vrai que vous avez été jaloux de l'autorité, peut-être même trop dans les choses extérieures; mais, pour le fond, chaque ministre a été le maître dans l'étendue de son administration; vous avez cru gouverner parce que vous avez réglé les limites entre ceux qui gouvernaient. Ils ont bien montré au public leur puissance, et on ne l'a que trop sentie; ils ont été durs, hautains, injustes, violens, de mauvaise foi; ils n'ont connu d'autres règles, ni pour l'administration de l'état, ni pour les négociations étrangères, que de menacer, que d'écraser, que d'anéantir tout ce qui leur résistait. Ils ne vous ont parlé que pour écarter de vous toute vérité qui pouvait leur faire ombrage. » Cette dureté, cette violence que l'archevêque de Cambrai reproche aux ministres, c'est-à-dire aux secrétaires d'état, elles étaient parfois nécessaires pour vaincre les obstacles qu'une organisation surannée et des situations acquises opposaient aux réformes les plus souhaitables et aux projets les mieux conçus. L'homme est essentiellement imparfait; il n'y a guère d'énergie sans qu'il ne s'y joigne de la dureté, de la violence même, tout comme on rencontre rarement la bonté sans alliage de faiblesse. Au reste ce qui mécontentait les nobles de haute naissance et les prélats, c'était moins le pouvoir donné aux ministres que la condition d'où ils étaient tirés. Les secrétaires d'état avaient d'abord paru au conseil avec la robe du magistrat; ils avaient successivement quitté le manteau, puis le rabat, après l'habit noir, ensuite l'uni. Ils s'étaient alors vêtus comme des gens de qualité; ils avaient porté l'épée, quelquefois tour à tour avec la robe, ainsi que le faisait Voysin, qui, ayant réuni en 1714 à la charge de secrétaire d'état de la guerre celle de chancelier, paraissait avec la simarre ou l'habit de cour.

Les secrétaires d'état avaient pris graduellement pied dans la société royale : ils avaient mangé à la table du roi; ils étaient entrés dans ses carrosses; ils s'étaient donné du monseigneur. Il fallait au XVIIIe siècle que les ducs et pairs fissent antichambre chez eux; qu'y avait-il de plus humiliant pour des hommes qui se croyaient si fort au-dessus d'eux? Et cependant c'était parce que Louis XIV avait réglé les limites entre ceux qui gouvernaient en son nom, comme le lui rappelait Fénelon dans la lettre célèbre qui vient d'être citée, parce qu'il leur avait laissé une grande autorité, que l'administration avait été régénérée, que de nombreux abus avaient disparu, que le règlement des affaires s'était simplifié, que l'impulsion avait été donnée à tant de services auparavant languissans ou désorganisés. Sans doute les ministres n'auraient pas dû s'arrêter là pour parachever l'œuvre commencée; il leur fallait être autre chose encore que des administrateurs; il leur appartenait de suggérer au roi des plans plus étendus de réforme, de lui proposer des vues d'ensemble qui ont trop souvent fait défaut au gouvernement de l'ancien régime; ils auraient dû oser davantage. C'est pour ne l'avoir pas fait que les derniers ministres de Louis XV ont précipité la France dans un chaos d'où l'on s'imagina sortir par des institutions qui n'avaient été ni assez expérimentées, ni suffisamment mûries. Malouët le disait bien à Necker et à Montmorin (1); il leur proposait non de faire rendre un édit ou un arrêt du conseil, mais de préparer tout un ensemble de mesures à soumettre à l'approbation des états-généraux; il leur remontrait que c'était à eux, ministres qui avaient la pratique et la connaissance des choses, de prendre cette initiative. « Concevez-vous, leur disait-il, la moindre apparence d'ordre et de raison dans une réunion de 1,200 législateurs tirés de toutes classes, sans expérience, sans habitude de discussions et de méditations sur les objets importans qu'ils vont traiter, égarés par l'esprit de parti, par le mouvement impétueux de tant d'intérêts et d'opinions divergentes? Si vous ne commencez par fixer leurs idées, par les environner, de la part de leurs commettans, d'instructions et d'entraves qu'ils ne puissent briser, attendez-vous à tous les écarts, à des désordres irrémédiables! » Les paroles de Malouët étaient prophétiques. Loin d'avoir trop fait, les derniers ministres de la monarchie absolue n'ont point fait assez. Necker, financier habile, n'a pas su s'élever à la hauteur d'un législateur. Il livra la France malade à mille médecins ayant chacun sa théorie et qui étaient eux-mêmes atteints du mal dont ils prétendaient la

(1) Voyez la curieuse conversation que rapporte Malouët dans ses *Mémoires publiés par son petit-fils le baron Malouët*, t. Ier, p. 254.

guérir. Les assemblées représentatives, excellentes, indispensables pour contrôler les actes du pouvoir, ont besoin de trouver dans ce pouvoir même une initiative et une unité de vues qui ne sauraient leur appartenir, un modérateur qui domine la lutte des intérêts privés, trop enclins à se coaliser sous l'apparence du bien public. Tel était surtout le cas en 1789. On réclamait des réformes, mais aucun ne voulait les subir quand elles étaient préjudiciables à ses propres priviléges. M. Louis Legrand, dans une excellente étude sur un intendant du Hainaut, Sénac de Meilhan, racontant l'enquête judiciaire qui s'ouvrit en 1788, fait remarquer que tous les déposans étaient d'accord pour applaudir au changement en tant qu'il pouvait leur être favorable ou du moins ne pas leur nuire, mais chacun, dans la réforme de la législation mise à l'étude, cherchait à préserver la part d'abus dont il bénéficiait et qu'il représentait comme nécessaire au bien public. En revanche, ils offraient volontiers leurs voisins en holocauste. Devant de pareilles résistances qui dataient de loin, il fallait aux ministres une autorité étendue et une énergie peu commune; ils ne pouvaient toutefois triompher à eux seuls de tous ces obstacles. Le conseil du roi ordonnait, mais il fallait sur tout le territoire des exécuteurs de ses volontés. Tel avait été l'objet de la création des intendans sous Richelieu, ou, pour mieux dire, le but pour lequel on les éleva à la position qu'ils occupèrent aux deux derniers siècles. Ce sont les intendans qui ont opéré sans bruit, sans éclat, sans verser de sang ni ébranler la fortune publique, la révolution qui changea les fondemens de l'autorité. Grâce à eux fut assuré le triomphe du pouvoir administratif sur le pouvoir judiciaire; nous verrons comment les chefs de l'administration, une fois placés dans la dépendance immédiate du roi, enchaînèrent toutes les juridictions locales à l'autorité du conseil, dont ils étaient devenus les principaux ressorts.

Les intendans firent pénétrer dans les détails de l'administration le principe de la centralisation, que les conseils du roi et les secrétaires d'état avaient introduit. La suppression des grands-officiers de la couronne venait d'achever la ruine de ce gouvernement aristocratique qui avait concentré autour du monarque les grands pouvoirs de l'état et préparé ainsi l'établissement du régime nouveau. Le rôle assigné aux ministres faisait du gouvernement une vaste machine administrative dont les mouvemens pouvaient se régler suivant les besoins du pays, et qui entraînait dans son action tous les pouvoirs locaux livrés aux hasards d'une indépendance presque sans contrôle.

ALFRED MAURY.

L'EMPIRE DES TSARS

ET LES RUSSES

III.

LE CLIMAT, LE TEMPÉRAMENT ET LE CARACTÈRE NATIONAL. — PAYSAGES ET PORTRAITS (1).

C'est quelque chose pour avoir d'un peuple une connaissance sérieuse que de connaître la race d'où il est sorti et le pays qu'il habite; c'est peu, si l'on ne se rend compte de l'influence de l'un sur l'autre, de la nature sur l'homme. De cette réaction et de l'éducation historique ou religieuse résulte le caractère national des peuples, une des choses les plus difficiles, en même temps que les plus importantes à pénétrer, moins encore pour le philosophe que pour l'homme d'état. La politique pour les nations, comme les affaires pour les particuliers, se fait avec le tempérament en même temps qu'avec les intérêts. Cette science du caractère des peuples est une de celles dont la France a eu depuis un siècle le plus à regretter l'absence. C'est ce défaut, bien plus que beaucoup d'autres dont on parle plus souvent, qui, après de beaux succès, a préparé la chute rapide du second comme du premier empire. L'ignorance du caractère des Allemands et des Espagnols sous Napoléon Ier, des Italiens et des Allemands sous Napoléon III, sans compter les méprises sur celui de l'Angleterre et des autres nations, tel a été le principe des faux calculs, de la fausse politique, qui nous ont deux fois conduits à l'invasion et au démembrement. Pour qui veut y réfléchir, là est une des causes premières de nos récens désastres, une des causes permanentes des imprudences, des intempérances de lan-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août et du 15 septembre 1873.

gage qui ont recommencé à compromettre notre avenir, et tout en parlant de nous faire des alliances parviennent à nous rendre impossibles jusqu'aux plus naturelles. L'illusion sur le caractère de nos voisins était complète, et vis-à-vis de ceux auxquels nous avions rendu le plus de services nous avons agi comme des gens qui, faute de les connaître, se conduisent de façon à se brouiller avec leurs amis. Si nous avions su ce qu'il y avait de gravité, de réflexion et de maturité, ce qu'il y avait de patience, de décision et d'esprit de suite chez le peuple italien, si souvent taxé de légèreté, nous ne lui aurions pas prêté notre appui pour faire mine de le lui retirer, et aujourd'hui tout le monde en France prendrait à tâche de ne pas nous faire un ennemi du pays qui nous est rattaché par le plus de liens de parenté. Si nous avions su ce qu'il y avait d'âpre et de dur, mais en même temps de solide et de résolu, ce qu'il y avait de convoitises cachées, mais aussi d'esprit pratique, d'esprit d'ordre et de discipline dans ce peuple germanique, si souvent raillé pour son idéalisme et son incohérence, nous ne nous serions pas si légèrement laissé mettre en travers de ses aspirations unitaires et exposer à de terribles rancunes.

Le caractère d'un peuple, comme celui d'un homme, dépend du tempérament ou du sang, du milieu physique et de l'éducation morale, sans compter ce qui chez l'individu tient à l'âge, chez le peuple à l'état de civilisation. Entre ces trois ordres d'influences, la race, la nature et l'histoire, on a, dans l'étude des nations, donné la primauté tantôt à l'une, tantôt à l'autre. Toutes trois ont leur importance; mais, les peuples étant d'un sang plus mêlé que les individus, la première est plus difficile à déterminer, partant plus obscure, plus équivoque. En Russie même, on a souvent discuté si le caractère du Grand-Russien, ce qui le distingue des tribus russes occidentales, doit être attribué à son mélange avec les Finnois et les Tatars ou bien à son établissement sur une terre nouvelle. Les deux causes ont dû s'exercer concurremment, et la dernière, étant la plus persistante, a dû être la plus puissante. Deux raisons lui donnaient chez les Russes une prédominance particulière. C'est un des effets de la civilisation de neutraliser les forces du climat et du sol en élevant l'homme au-dessus de leurs atteintes; en Russie, la culture étant plus récente et par suite moins profonde, la masse du peuple est demeurée plus près de la nature, plus soumise à son empire. En outre, sous le ciel du nord, la domination du climat est plus absolue, son joug plus difficile à secouer. Le sol russe n'est point pour l'homme une demeure facile, construite et comme meublée complaisamment pour lui par la nature, c'est une conquête faite sur elle à main armée et gardée de même. Un tel pays, à une époque de civilisation peu avancée, n'a pu manquer d'avoir une

grande action sur le tempérament comme sur le caractère de ses habitans. Pour le voyageur, dans les monotones trajets en chemin de fer ou en bateau, comme dans les rapides courses en traîneaux ou en *tarantass* durant les longues nuits d'hiver ou les longues journées d'été, c'est un besoin de comparer l'un à l'autre le climat et l'homme, de trouver le lien qui les unit. Il y a entre eux assez de ressemblances accusées pour qu'on n'ait point à craindre de se perdre dans une vaine recherche. S'il est difficile de remonter sûrement jusqu'à la source cachée des passions et des penchans, il devient promptement sensible à l'observateur que chez le Russe il faut attribuer à la nature bon nombre de qualités ou de défauts, rejetés ordinairement sur la race, sur l'histoire ou sur la religion.

I.

Pour déterminer le rôle de la nature dans la formation du caractère russe, il faut remonter dans la moitié septentrionale de la Russie actuelle, dans la zone qui a servi de berceau au Grand-Russien et formé le noyau de l'ancienne Moscovie. Grâce aux incursions tatares, cette région est tout entière au-dessus du 54e degré de latitude. Là, outre Novgorod et Pskof, qui à tous égards composent à l'ouest un groupe à part, se rencontrent Tver, Iaroslaf, Kostroma, Vladimir, Souzdal, Riazan, Toula et toutes les anciennes capitales des kniazes russes, décrivant comme un cercle autour de Moscou. C'est là une contrée essentiellement continentale, plus froide que Pétersbourg et à climat plus extrême, où la température moyenne de l'hiver est de 9 à 10 degrés centigrades au-dessous de zéro, celle du mois le plus froid de 11 à 12, c'est-à-dire de 13 à 14 degrés plus basse que celle de Paris. C'est, en dehors de la Scandinavie et de l'Écosse, l'une et l'autre réchauffées par deux mers, la seule région des deux hémisphères ayant une population sédentaire et agricole dans ce voisinage du cercle polaire. A cette distance de la mer et de l'équateur, elle n'est habitable que grâce à son peu d'élévation.

L'action d'un tel climat sur la vie et le corps de l'homme doit être énorme, nous le sentons; mais nous avons peine à le démontrer. Depuis un siècle ou deux, on a en Europe beaucoup discouru, beaucoup écrit sur les effets politiques du climat : il n'y a point de sujets qui reviennent aussi souvent et sur lesquels nous sachions moins; l'habitude d'en parler nous fait illusion sur notre ignorance. Dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne pouvons même déterminer scientifiquement les effets directs de la nature extérieure sur l'organisme et le tempérament. Montesquieu a le premier essayé de donner une théorie politique des climats; mais cette tentative, appuyée sur des récits de voyages infidèles et sur des ob-

servations incomplètes, était prématurée. Depuis le siècle dernier, la sience, qui a éclairé tant de questions, n'a guère jeté de lumière sur celle-ci. L'effet le plus général du froid sur la vie végétale ou animale est l'engourdissement, parfois la suspension de l'activité vitale. La séve s'arrête dans les plantes, le sang se ralentit ou se ramasse dans les veines des animaux. Beaucoup passent l'hiver dans un état de somnolence, et pendant les mois les plus froids se couchent dans une tombe temporaire. L'homme échappe à cette demi-mort de l'hivernage qui, à côté de lui, ensevelit des animaux tels que l'ours; il y échappe par son industrie et sa civilisation autant que par sa constitution sans éviter entièrement ce refroidissement du sang et de la vie si général dans la nature. Montesquieu faisait des pays du nord la patrie de l'activité, du courage, de la liberté. Cet axiome peut être vrai pour les pays où le froid est modéré, il est contestable pour ceux où il dépasse certaines bornes. Dans le nord, l'extrême froid arrive à des effets analogues à ceux de l'extrême chaleur dans le midi, de même que dans les contrées tropicales au sommeil de l'hivernage correspond celui de l'estivation dans les saisons ou aux heures les plus chaudes de l'année. Stimulant pour les poumons et pour l'activité, quand il reste dans certaines limites, le froid devient déprimant lorsqu'il atteint un degré trop bas ou une trop longue durée. Il peut alors disposer à une certaine indolence physique et morale, à une sorte de passivité du corps et de l'âme; à l'excitation des premières gelées peut succéder la torpeur des grands froids. L'hiver a sa paresse comme l'été, le nord comme le midi, le feu exerce dans l'un la même fascination que l'ombre dans l'autre, et invite de même au repos ou à la nonchalance. Le poids seul des vêtemens alourdit, et les formes longues embarrassent. Le nord garde cependant un grand, un immense avantage. Si le froid conseille à l'homme le repos, il l'y condamne rarement; l'action est un des remèdes contre lui. Au lieu de diminuer les besoins, le nord les accroît; au lieu de les atténuer, il les développe et par là incite au travail. S'il porte au sommeil, le froid tue celui qui s'y abandonne. Il s'en faut du reste qu'en Russie, à la latitude de Pétersbourg ou de Moscou, le froid soit souvent insoutenable au dehors, et contraigne le Russe à demeurer comme le Lapon ou l'Esquimau enfoui dans sa cabane. Quand l'air est calme, — et par les grands froids il l'est généralement, — une température de 25 à 30 degrés centigrades au-dessous de la congélation est fort supportable; une de 10 ou 12, ce qui est la moyenne des mois les plus froids, donne souvent un temps fort beau, même fort agréable et très propre à l'activité extérieure. Sous ces latitudes, c'est le mouvement de l'air, le vent, et non le degré de la température qui produit la sensation du froid et

le rend pénible. L'hiver a ses travaux comme il a ses plaisirs, le traînage, le patinage, les montagnes de glace, plaisirs qui donnent le sentiment le plus intense du mouvement et de la vie. En Russie, comme partout, l'hiver est la saison des villes, du monde et des fêtes. Dans les campagnes, c'est la saison des charrois, ce qui est une grande affaire dans un pays où les distances sont le grand obstacle. En été, le paysan n'a que des routes insuffisantes par leur nombre, leur construction ou leur entretien; en hiver, la neige lui en fait de magnifiques dans tous les sens, et c'est alors que les chemins s'animent. Le traînage est cependant interrompu par le dégel; souvent, ce qui est une calamité, le défaut de neige en retarde longtemps l'établissement. C'est pendant ces alternatives de froid et de dégel, pendant la période d'insuffisance des neiges que le paysan est le plus fréquemment contraint à la vie close, et que, borné aux travaux de l'intérieur, il est le plus exposé aux tentations de l'oisiveté. Ce sont ces longs loisirs de l'hiver qui ont créé dans le nord tous ces petits métiers dont vivent tant de villages russes, et qui à leur tour ont enfanté le commerce ambulant et les nombreuses foires ou s'échangent les produits de ces industries villageoises.

Il y a dans le nord, en dehors de l'action directe du froid sur les organes, une raison qui fait au travail des conditions moins favorables que dans les pays tempérés : ce sont les alternatives et l'opposition violente des saisons. S'il nous est difficile d'en déterminer les effets physiologiques, nous apercevons un peu plus clairement quelques-uns des effets économiques du climat. Un des grands esprits de l'Angleterre, H.-Th. Buckle, a remarqué que les peuples vivant dans les latitudes élevées n'avaient point pour le travail le même goût, la même énergie que les habitans d'un climat moins rigoureux. Il attribue ce défaut à l'interruption forcée du travail pendant l'hiver, qui, par la sévérité du temps et parfois par la brièveté des jours, brise chaque année pendant des mois entiers la chaîne des occupations agricoles. Cette intermittence du travail, due aux brusques variations de l'atmosphère, lui donne quelque chose de décousu et d'instable qui réagit sur le caractère des populations, et nuit à l'esprit de suite et aux habitudes de régularité. A cet égard, Buckle allait jusqu'à comparer le nord au midi, le Danemark et la Norvége au sud de l'Espagne et de l'Italie, où l'interruption du travail pour des causes opposées, la chaleur ou la sécheresse, produit des effets analogues. S'il y a là de l'exagération, il n'en reste pas moins vrai que le nord oppose à l'agriculture et à l'industrie des difficultés particulières en mettant le travail dans la dépendance d'un climat à la fois rigoureux et capricieux, et peut-être ces inconvéniens s'étendent-ils jusqu'au caractère. Les étrangers

qui ont fait travailler en Russie ont généralement remarqué qu'ainsi que les hommes du midi, le Russe était plus capable d'un vigoureux effort que d'un travail long et soutenu. Avec une plus grande vivacité, héritage probable du sang slave, il montre souvent moins d'activité que les peuples du nord de race germanique; il laisse même voir souvent, surtout dans les classes inférieures, moins de goût pour le mouvement corporel. Il semble ne l'aimer que dans la course rapide des traîneaux ou des voitures, dont la vitesse étonne parfois l'étranger, mais qu'il faut attribuer au froid, qui presse d'arriver et donne l'habitude d'allures précipitées. On a souvent été frappé du peu de penchant des paysans russes pour l'exercice et l'activité physique; pendant leurs nombreuses fêtes, leur principal plaisir semble être le repos et l'immobilité. Leur jeu corporel favori est la balançoire, qu'ils ne lancent pas hardiment dans les airs comme nos enfans, mais dans laquelle ils se contentent de se bercer mollement à l'aide d'une corde. Leurs danses les plus usuelles, telles que le *khorovod*, sorte de ronde chantée qui paraît provenir d'anciens rites païens, sont lentes et d'une indolence monotone. Le climat et la race sont probablement pour quelque chose dans cette disposition; l'état de civilisation et le régime même du peuple y sont aussi pour beaucoup.

Le principal effet physiologique du froid est d'activer la respiration, de déterminer dans les poumons et dans le sang une combustion plus intense, et par suite d'exiger pour l'entretien de la chaleur intérieure et de la vie des alimens plus substantiels. Plus on approche du pôle, plus il faut à l'homme une nourriture riche en carbone et en azote, une nourriture animale. Or dans les pays de l'extrême nord, par l'effet même du froid, la fertilité du sol est rarement en rapport avec les exigences du climat. Nulle part cela n'est plus sensible que dans la moitié septentrionale de la Russie, peu propre à la culture du blé, et soumise pour l'élevage du bétail à des obstacles inconnus des pays tempérés. Dans toute cette région, la terre accorde difficilement à l'homme la nourriture que réclame le ciel : un tel manque d'équilibre entre les ressources et les besoins a exercé une fâcheuse influence sur le tempérament du peuple russe. La masse de la nation a été condamnée à un régime maigre, presque entièrement végétal. Sous un climat du nord, elle a vécu comme un peuple du midi; l'usage de la viande, de la viande de porc même, ne fait que commencer à s'introduire dans l'alimentation du peuple. Bien que depuis l'émancipation il se soit déjà fait de ce côté de sérieux progrès, le plus grand nombre des paysans ne goûte encore à la viande qu'aux jours de fête. Le fond de l'alimentation est toujours le pain de seigle, le gruau et le *stchtchi*, sorte

de soupe aux choux fermentés, qui est le mets national par excellence. On y joint des champignons desséchés et du poisson gelé ou salé, deux choses dont il ne se fait nulle part une aussi grande consommation qu'en Russie. Une religion venue du sud avec des jeûnes orientaux, dont les siècles n'ont pas adouci la rigueur, a augment le mal provenant de la nature. Cependant les exigences du climat ne se pouvaient entièrement éluder; la boisson a pourvu au défaut de nourriture. Les Russes ont deux boissons nationales : le kvass, sorte d'eau panée légèrement fermentée, et le thé, dont en Russie l'usage est aussi général qu'en Chine, et qui depuis des siècles y rend des services inestimables. La bouilloire à thé, le *samovar* de cuivre, est toujours le premier ustensile d'un ménage : il n'est si pauvre cabane qui en soit dépourvue. Le thé, surtout dans un pays où l'eau est souvent de médiocre qualité, est d'un grand secours; mais sous ce ciel ce n'est point un tonique suffisant. On y ajoute l'eau-de-vie de grain, la pâle, la blanche *vodka*. Il y a longtemps que l'on a remarqué que l'ivrognerie va en augmentant avec le degré de latitude. Le goût de l'alcool est aussi naturel chez le paysan russe que la sobriété chez le Sicilien ou l'Andalou; c'est le défaut du climat plus que le vice de l'homme. Tant qu'il n'aura pas un meilleur régime, l'eau-de-vie sera pour le mougik un remède malsain, mais difficile à remplacer. Ce qui est le plus à regretter, ce n'est pas qu'on n'en puisse proscrire l'emploi, c'est qu'on ne le puisse régler, c'est qu'en un jour de débauche il faille voir absorber (les Russes ne boivent pas les liqueurs, ils les engloutissent d'un trait) des quantités de vodka qui, sagement réparties, serviraient à la santé du paysan au lieu de tourner à son abrutissement. Ces tristes résultats physiologiques en amènent d'autres économiques non moins défavorables. La pauvreté de son régime diminue chez le paysan russe la capacité du travail, et avec l'énergie du travail elle lui en enlève le goût et le besoin. Habitué à une faible nourriture, il finit par s'en contenter; comme l'habitant du midi, il suffit à ses maigres besoins avec un médiocre labeur et laisse sa paresse profiter de ses habitudes de frugalité. Il perd ainsi le principal avantage des pays du nord, le stimulant de la nécessité, et ne le recouvre qu'à mesure que la civilisation développe ses besoins avec ses goûts.

Un tel régime, sous un tel climat, ne peut manquer d'avoir une regrettable influence sur le tempérament et sur la durée même de la vie. Les effets en sont visibles dans les statistiques de la population. Là se rencontrent les deux extrêmes, une de ces anomalies qui en Russie nous ont fait ériger le contraste en loi. C'est un des pays où la mortalité est la plus grande, la vie moyenne la plus courte, et c'est un de ceux où il y a le plus de cas de longévité, où la vie

humaine atteint au terme le plus reculé. Cette opposition est surtout frappante dans les contrées du nord. Dans le gouvernement de Novgorod par exemple, sur une population d'un million d'âmes, il est mort en une année (1871) vingt-neuf centenaires, ce qui en suppose davantage en vie (1). A côté de cela, dans toute la Russie, le nombre des hommes qui dépassent trente-cinq ans est plus faible qu'en France, le nombre de ceux qui dépassent soixante plus de deux fois moindre (2). C'est surtout sur les enfans que frappe la mortalité. Sous ce ciel, l'apprentissage de la vie est plus pénible, l'enfant a besoin de plus de soins, et les soins sont moins aisés à lui donner; il souffre de la difficulté de prendre l'air, de la difficulté de l'allaitement artificiel, il souffre même des distances qui, dans la saison des travaux des champs, forcent sa mère à l'abandonner pendant de longues heures. Les enfans délicats sont condamnés à une mort précoce; les plus forts survivent seuls pour être soumis chaque année à une épreuve qui chaque année est fatale à beaucoup. Il y a par la main de la mort un triage successif qui, à force d'éliminer les faibles, ne laisse debout pour la vie et la reproduction de la race que les plus robustes. Si la population rencontre dans ces épreuves périodiques du climat un grand obstacle à son développement, on peut espérer qu'étant mieux armée contre la nature elle lui saura un jour mieux résister. Les cas de longévité suffisent à montrer que, si sévère qu'il soit pour la faiblesse, le climat n'est point hostile à la vie, et ils font entrevoir qu'avec une meilleure hygiène et un meilleur régime la durée moyenne de l'existence pourrait beaucoup s'accroître.

Il semble que, dans une population soumise à cette sorte de sélection successive, la vigueur du tempérament doive être commune; malheureusement il est loin d'en être toujours ainsi. Dans ce pays de hautes tailles et de fréquente longévité, où l'on voit des hommes de près de six pieds vivre plus de cent ans, la force est souvent plus apparente que réelle. Ce climat, qui en peu d'années corrode le granit, ébranle les constitutions qu'il ne détruit pas. Il n'éteint point l'activité vitale, il ne condamne point le corps ou la race à une précoce dégénérescence, comme dans les régions tropicales; mais à la longue il est souverainement déprimant, débilitant. Le tempérament lymphatique est le plus général en Russie. Les scrofules sont fréquentes, les maladies contagieuses communes, faciles

(1) *Pamiatnaïa knigka Novgorodskoï Gouberni na 1873*, god.

(2) Sur 1,000 habitans, on n'en compte en Russie que 45 au-dessus de soixante ans, en France notablement plus de 100. Dans les gouvernemens du nord, comme celui de Iaroslaf, la proportion des sexagénaires est plus forte, elle atteint 63 pour 100; dans quelques-uns de ceux du sud, comme Kief, elle descend au-dessous de 30. *Statistitcheski Vréménik* de 1871, *Svédéniïa o vozrastakh.*

à gagner, malaisées à guérir. Ce qui est le plus à redouter, ce ne sont pas les grands froids, ce n'est même pas le contraste des rigueurs de l'hiver et des ardeurs de l'été, ce sont les saisons intermédiaires, le printemps et l'automne, avec leurs longues alternatives de gelées et de dégel qui durent souvent des mois, avec leurs brusques variations de température qui, en une journée, peuvent atteindre 20 degrés. Dans ces oppositions et cette instabilité du climat, toutes les maladies, toutes les épidémies trouvent des conditions favorables, encore accrues par l'insuffisance de l'alimentation. Grâce à une plus grande sécheresse de l'air dans le centre et dans l'est au moins, les maladies de poitrine sont moins fréquentes qu'en Angleterre. En revanche, la petite vérole, les fièvres typhoïdes, les fièvres puerpérales, les angines et bien d'autres maladies font chez cette population mal nourrie, mal logée, de périodiques ravages. Si les hautes classes ont un régime alimentaire mieux en rapport avec le climat, leur genre de vie leur en enlève souvent le bénéfice. Nulle part l'ordre naturel de la veille et du sommeil n'a été à ce point renversé, nulle part on ne fait à ce point de la nuit le jour, et peut-être est-ce encore une conséquence indirecte du climat qui dans le nord supprime tour à tour le jour ou la nuit, ou exagère démesurément l'un aux dépens de l'autre. A l'influence débilitante du climat se joignent ainsi des habitudes qui tendent à exagérer la sensibilité nerveuse. Pour la plus grande partie de la population, qui fait entrer la viande dans sa nourriture habituelle, cet aliment substantiel a peut-être perdu quelques-unes de ses qualités par suite du procédé au moyen duquel on le conserve. En Russie, on fait geler au commencement de l'hiver la viande et le poisson dont on a besoin pour la saison; cela facilite singulièrement les transports et les approvisionnemens; mais il n'est pas impossible que cette viande qu'on fait dégeler au moment de l'apprêter soit moins salutaire que de la viande fraîche.

Les précautions mêmes que le climat oblige à prendre sont peu saines. Pour résister à l'hiver, il faut vivre dans une atmosphère lourde, épaisse, d'air vicié rarement renouvelé; contre le grand froid, il faut accumuler d'avance des provisions de chaleur et se faire dans la maison, avec du bois et des poêles, un climat artificiel plus chaud que celui que le soleil donne au midi de l'Europe en été. Plus la température est basse au dehors, plus elle doit s'élever au dedans. Derrière leurs doubles fenêtres enduites de mastic pour toute la saison, les habitans des villes changent leurs maisons en serres tièdes, où ils respirent le même air que les plantes des tropiques, dont ils aiment à embellir leurs demeures. Dans sa cabane de bois, souvent entourée d'un rempart de fumier pour empêcher le froid d'y pénétrer, le paysan s'entasse avec toute sa famille autour d'un énorme poêle, sur lequel tous dorment la nuit. De cette

atmosphère énervante, il faut chaque jour passer à l'air glacial du dehors; après avoir fait provision de chaleur pour le sang et les membres, il faut faire provision d'air pour les poumons. Ainsi l'on va pendant plusieurs mois, traversant sans cesse, de la maison à la rue, des intervalles de 40 à 55 degrés centigrades, comme si l'on passait plusieurs fois dans la même journée de l'été du midi à l'hiver du nord, des bords de la Mer-Rouge à ceux de la Baltique. Le corps, grâce aux fourrures imprégnées de chaleur, supporte sans souffrance, parfois presque sans s'en apercevoir, ces perpétuels voyages d'une zone dans l'autre; à la longue, la constitution ne s'en ressent pas moins.

Le climat n'est guère plus favorable à la propreté qu'à la santé. Les maisons, dont l'hiver clôt hermétiquement toutes les ouvertures, sont difficiles à tenir propres. Les poêles, uniquement employés pour le chauffage, ne peuvent purifier l'air des chambres dans lesquelles ils ne s'ouvrent pas. Les familles riches ou aisées remédient à ce défaut par la grandeur des appartemens, qu'on laisse librement communiquer ensemble, et où l'on brûle fréquemment des parfums. Le paysan est condamné à vivre dans une atmosphère étouffante et malsaine. L'air chaud et fétide de ses cabanes fait éclore des myriades d'insectes, et les parasites de toute sorte y pullulent. Au dehors, les immondices jetées autour de la maison disparaissent dans les neiges pour retrouver leurs mauvaises odeurs au printemps. Dans les villes mêmes, elles ne peuvent pas toujours s'écouler par les égouts que ferme la glace; rendues inoffensives par la gelée, elles se conservent longtemps, et aux premiers jours de chaleur remplissent les rues d'exhalaisons fétides. Rien n'égale la puanteur du dégel russe dans les villes. La neige, qui, sous les traîneaux, ressemble à du sable ou à du verre pilé, se transforme en une boue épaisse, nauséabonde, dont les pieds rapportent les émanations dans les maisons.

La nécessité de rester toujours couvert est elle-même pour le peuple un obstacle à la propreté. Le paysan dort tout habillé et passe la nuit dans le même *touloup* de mouton que le jour. Il est vrai qu'il prend un bain de vapeur chaque semaine, le samedi, avant la fête dominicale. Malheureusement il est obligé de remettre ses vêtemens remplis de vermine; il ne se déshabille guère et ne change de linge, quand il en porte, que ce jour-là; souvent, n'en ayant pas d'autre, il lave lui-même sa chemise après le bain, avant de l'endosser de nouveau. Chaque village a ses étuves, de misérables baraques de bois, où l'on obtient la vapeur en versant de l'eau sur une sorte de fourneau de pierres qu'on fait rougir; quelques planches inclinées servent de couches aux baigneurs, et des poignées d'écorces de tilleul tiennent lieu d'éponges et de gants

de crin. Venu des Grecs ou des anciens Slaves, cet usage sert peut-être plus à la santé qu'à la propreté. Ce bain de vapeur, souvent suivi d'un bain de neige ou d'eau glacée, est un stimulant énergique sous un climat débilitant; c'est le seul, après l'alcool, que se puisse donner le mougik, et il remplace pour lui les eaux minérales, auxquelles pour les mêmes raisons les Russes des hautes classes recourent plus que tout autre peuple dans la belle saison. Ce bain hebdomadaire n'a qu'un inconvénient, c'est qu'une fois que le corps s'y est fait, il ne peut plus s'en passer.

L'opinion qui attribue plus de moralité aux peuples du nord n'est pas toujours plus fondée que celle qui leur reconnaît une plus grande propreté; l'une et l'autre dépendent autant du degré de civilisation que du degré de latitude. En Russie, le climat est peu favorable, si ce n'est à la moralité, au moins à la délicatesse des mœurs. Le grand nombre et la précocité des mariages diminuent les chiffres des enfans naturels, base du reste assez équivoque pour juger de la moralité; mais il est à remarquer qu'en Russie, pour des causes diverses, le nombre des naissances illégitimes est beaucoup plus considérable dans le nord que dans le midi, bien que le premier soit plus dépourvu de villes (1). La réclusion de l'hiver, les longues nuits, l'entassement de la famille dans la même pièce autour du même foyer, le sommeil en commun sur le dos du large poêle qui sert de lit à toute la maison, étaient peu favorables à la sainteté de la vie domestique. Il en résultait parfois des vices graves au temps encore récent où plusieurs ménages vivaient ensemble sous le toit du chef de famille; de pareils dangers, joints à d'autres abus d'autorité, rendent désirable en Russie l'abolition de ces coutumes patriarcales. L'usage des bains en commun, alors même que les deux sexes étaient rigoureusement séparés et qu'il ne s'y passait aucune de ces scènes que d'anciens voyageurs leur ont reprochées, cet usage si salutaire a pu contribuer à développer chez le paysan une certaine grossièreté. Chez les deux sexes, la décence en Russie semble moindre qu'en Occident, la pudeur y est moins vive, et les hommes, si ce n'est les femmes, y sont moins embarrassés de leur nudité. Le voyageur en est frappé dans certains bains de mer, sur la Mer-Noire par exemple; dans les rivières, près des villes du Don et du

(1) La moyenne dans les gouvernemens du nord est de 3,8 pour 100, dans ceux du centre de 2,3, ceux du sud de 1,9, ceux de l'est de 1,7, ceux de l'ouest de 1,3. *Statistitcheski Vrémènik de 1871*, p. 215. Une des raisons qui augmentent la proportion des enfans naturels dans le nord est l'absence d'un grand nombre d'hommes qui vont chercher de l'ouvrage dans le centre, en sorte que la population féminine excède de beaucoup la masculine. Le chiffre moyen des naissances illégitimes en Russie, 2,9 pour 100, est, en dehors de la Grèce, un des plus faibles de l'Europe. En France, il est de 7,6 pour 100, d'un peu moins en Angleterre, de notablement plus en Allemagne et en Autriche.

Volga entre autres, il n'est pas rare de voir des filles ou des femmes se baigner sans costume dans des endroits peu écartés. Si dans le nord le tempérament est plus froid, si, comme on le dit, les sens y sont plus émoussés, il y a souvent aussi moins de délicatesse dans les sensations et dans les sentimens.

II.

L'influence directe du climat sur l'organisme et sur les habitudes, sur les conditions physiques et économiques de la vie, n'est pas la seule, et, pour être la plus apparente, n'est pas toujours la plus profonde. La nature exerce indirectement une action considérable sur les idées, sur les sentimens, sur le caractère tout entier, par les passions qu'elle provoque et les facultés qu'elle met en jeu. La première remarque que suggère le sol de la Grande-Russie, c'est que la vie y est plus que partout ailleurs une lutte contre le climat, lutte corps à corps contre un ennemi toujours présent et jamais vaincu. Sous ce ciel, l'homme ne peut, comme dans nos climats tempérés, oublier son adversaire; il n'en peut triompher complétement, et, tout en lui disputant pied à pied le terrain, il doit souvent céder à une force supérieure. De là plusieurs des traits en apparence opposés du caractère national russe. Cette guerre est une école de patience, de résignation, de soumission, en même temps que de persévérance et d'énergie. Ne pouvant rejeter de sa tête le joug de la nature, le Grand-Russe a supporté plus patiemment celui de l'homme; le premier l'a plié au second. La tyrannie du climat l'avait préparé à celle que lui a imposée l'histoire. Tout son effort étant de vivre, le despotisme lui a paru moins lourd. Il ne faut point adopter sans distinction l'ancienne théorie qui vouait les peuples du nord à la liberté, ceux du sud à la servitude. A une certaine latitude, dans un ensemble donné de conditions physiques, le nord peut courber les âmes comme les corps, et la civilisation seule être capable de les redresser. Le grand avantage du nord est que chez lui cette efficacité libérale de la civilisation est toujours possible, tandis que dans les contrées tropicales le succès final même en est douteux.

Une des qualités que le climat et la lutte contre la nature ont le plus développées chez le Grand-Russien, c'est le courage passif, l'énergie négative, la force d'inertie. L'endurcissement au mal est depuis longtemps l'idéal populaire du Grand-Russe. Ce sentiment se fait jour dans un vieux jeu national, une sorte de lutte à coups de poing qui, au lieu d'un assaut de force ou d'adresse, était un assaut de patience, le vainqueur étant non pas celui qui terrassait son adversaire, mais celui qui recevait le plus de coups sans demander grâce. La vie, d'accord avec l'histoire, a formé le Grand-Russe à

un stoïcisme dont lui-même ne comprend pas l'héroïsme, stoïcisme provenant d'un sentiment de faiblesse et non d'un sentiment d'orgueil, et parfois trop simple, trop naïf, pour paraître toujours digne. Personne ne sait souffrir comme un Russe, personne mourir comme lui. Dans son tranquille courage, devant la souffrance et la mort, il y a de la résignation de l'animal blessé ou de l'Indien captif, mais relevée par une sereine conviction religieuse.

La première fois que nous avons rencontré le paysan russe, c'était en Palestine au mois de mars, au commencement du carême. Nous campions sous la tente au bord des étangs de Salomon, aux environs de Bethléem. La nuit fut agitée par une de ces tempêtes de vent et de pluie assez fréquentes en Syrie dans cette saison. Nous avions été rejoints par un groupe de ces pèlerins russes qui parcourent la terre-sainte en troupe, à pied, un bâton à la main, sans autre bagage qu'une besace et une écuelle. C'étaient tous des paysans; il y avait parmi eux des hommes et des femmes, et la plupart étaient âgés. Fatigués par les privations d'un long voyage et d'une longue marche, ils cherchaient le long de nos tentes ou au pied de murailles en ruines un abri contre les rafales de pluie qui les pénétraient. A l'aube, ils voulurent regagner le couvent grec de Bethléem; mais, bien que la distance ne fût que de quelques kilomètres, le froid, la faim, la lassitude, empêchèrent plusieurs d'y arriver. Quand leurs forces étaient à bout, ils se laissaient tomber à terre, et les autres passaient en silence à côté, les abandonnant comme ils s'abandonnaient eux-mêmes. Nous les suivîmes de près à cheval, transis, fatigués aussi, et allant chercher un refuge au couvent latin de Bethléem. Nous rencontrâmes ainsi deux de ces mougiks couchés sur le sol dans le sentier changé en ruisseau. On essaya en vain de les relever, de les ranimer avec une liqueur, de les mettre à cheval : ils semblaient ne vouloir que mourir. Arrivés à Bethléem, nous pûmes envoyer à leur recherche : on avait déjà enterré dans la matinée un homme et deux femmes russes trouvés morts sur les chemins des environs. C'est avec le même sentiment, le même calme et doux fatalisme qu'au temps de la guerre de Crimée les soldats russes se laissaient acheminer à travers les steppes du sud, marchant jusqu'à l'épuisement et mourant le long des routes par centaines de mille, sans un cri de révolte, sans une plainte, sans un murmure.

De cette lutte contre le climat, qui l'a si bien formé à la résignation, sont venues au Grand-Russe deux tendances, deux qualités opposées. Comme elle lui a communiqué une singulière alliance de force et de faiblesse, de ténacité et d'élasticité, cette guerre avec la nature lui a donné un curieux mélange de rudesse et de douceur, d'insensibilité et de bonté. En l'endurcissant pour lui-même,

l'âpreté du monde physique lui a souvent appris à s'attendrir pour autrui. Sachant ce qu'est la souffrance, il compatit à celle de son prochain, et le secourt selon la mesure de ses forces. Les sentimens de famille, la bienfaisance pour les pauvres, la pitié pour les malheureux de toute sorte, sont parmi les traits les plus accusés du caractère russe. Contrairement au préjugé vulgaire, le Russe sous sa rude écorce est le plus souvent un homme affectueux, doux, tendre même; mais rencontre-t-il un obstacle, entre-t-il en lutte avec un adversaire, la rudesse et l'âpreté reprennent le dessus. Habitué à un combat sans trêve contre une nature ennemie, il s'est fait aux dures lois de la guerre, et les applique avec une entière inflexibilité comme il les subit lui-même. C'est dans les luttes nationales, dans celles où l'existence même de la Russie semble en jeu, que se montre tout ce contraste. Dans les autres, comme dans la campagne de France en 1814 ou dans celle de Crimée, le Russe reste le plus généreux ennemi. Doux et prompt à la commisération comme homme privé, le Russe peut, dans ses luttes nationales ou civiles, devenir impitoyable comme soldat ou comme homme public; mais après la victoire il redevient souvent aussi naïvement bon qu'il s'était montré naïvement dur et cruel. Dans le pays qui a eu le triste privilége d'attirer ses rigueurs, en Pologne, on entend parfois raconter des traits touchans de ce contraste de caractère. En voici un exemple qui nous a été redit par des Polonais. Dans une des funestes insurrections dont les suites pèsent encore si lourdement sur ce malheureux pays, un sous-officier russe cantonné dans une famille polonaise se permit d'embrasser l'enfant de la maison. La mère, qui alors était grosse, eut l'imprudence de donner à l'audacieux un soufflet. Au lieu de se fâcher ou de se plaindre à ses chefs, le bon Russe tendit l'autre joue, et se laissa mettre à la porte de la salle. Peu de temps après, il quittait la ville, et, s'étant fait informer par un camarade de la naissance du second enfant, il lui envoya de petits cadeaux pour son baptême. D'ordinaire le Russe comprend peu les résistances que l'espoir du succès n'encourage point; accoutumé à se courber sous la fatalité, il trouve juste que les autres s'y soumettent comme lui. S'il n'a point le culte de la force, il en a le respect. Il existe quelque chose de cette alliance de sentimens chez les Allemands, surtout chez les Prussiens, bien que chez ces derniers le côté affectueux soit plus exclusif, plus tourné en dedans, plus égoïstement domestique, et que le côté rude et brutal soit plus en dehors, et se mêle à des calculs et à une morgue naturelle qui sont presque également étrangers aux Russes.

La qualité que la lutte contre cette froide et implacable nature a le plus développée chez le Grand-Russe, c'est l'esprit pratique et

positif; par là surtout, il se distingue du Petit-Russien et des Slaves occidentaux ou méridionaux. Cette qualité dominante se trouve partout chez lui, et tout sert à l'expliquer. Selon la remarque d'un écrivain russe (1), c'est dans les peines séculaires de la colonisation de la Grande-Russie que s'est formée cette disposition à voir en toutes choses le but immédiat et le côté réel de la vie. De là sont nés cet esprit de ressources, cette souplesse physique et morale, cette fertilité de moyens, ce tact des hommes et des choses qui distinguent le Grand-Russe. De cette lutte, qui, employant toutes ses forces, ne lui en laissait aucune pour de plus hautes recherches, lui est venue cette défiance des idées générales, ce dédain des conceptions théoriques, par lequel il contraste si vivement avec l'Allemand. Apparente dans les mœurs, les usages, la politique, les écoles, cette tendance n'est pas moins saillante dans les choses d'où elle semblerait devoir être le plus absente, la poésie et la religion. Les poésies populaires du Grand-Russe montrent peu de goût pour les abstractions ou les personnifications d'aucune sorte. Sa philosophie et sa littérature portent les mêmes traces. Nul peuple n'a l'esprit moins métaphysique, nul ne se préoccupe moins de l'essence des choses. Ses sciences favorites, celles qui déjà l'attirent le plus, sont les sciences physiques, les sciences naturelles et les sciences sociales. Il règne dans la nation, dans les sphères instruites comme dans les masses ignorantes, un positivisme plus ou moins réfléchi. La qualité qu'estime le plus le paysan russe est le bon sens; le plus grand mal qu'il puisse dire du Polonais, c'est de l'appeler tête sans cervelle. Il y a peu de peuples aussi dépourvus de sentimentalité et s'en faisant davantage un mérite; il y en a peu qui soient aussi en garde contre les tentations de l'enthousiasme. Aucun peuple n'est moins sujet à de subits entraînemens, aucun ne s'éprend moins de chimères, quelque nobles et brillantes qu'elles soient; aucun n'est moins porté à se faire le champion d'une idée, le chevalier d'une cause désintéressée ou d'une nation malheureuse. Quand la politique russe a eu de ces airs de naïve générosité, en 1814 en France, en 1849 en Hongrie, c'était le fait de ses souverains, non celui de la nation, et sous ces nobles apparences de désintéressement se cachaient peut-être quelques calculs plus ou moins réfléchis, quelques combinaisons plus ou moins consenties. Avec une grande ambition matérielle et morale pour son pays, le Russe a l'esprit net, ennemi des aventures et des risques; sachant se rendre compte de la force d'autrui et de ses propres faiblesses, il aime à ne rien compromettre et à marcher sûrement. Il a des sympathies et des antipathies nationales, mais ne se

(1) M. Kavéline, *Muili i zamétki o Russkoi istorii, Vestnik Evropi*, 1864.

laisse conduire ni par les unes ni par les autres, et personne ne peut compter sur son appui ou son alliance, à moins qu'il n'y ait un intérêt bien sûr et un profit bien direct.

III.

Rien n'est complexe comme le caractère d'un homme, à plus forte raison comme celui d'une nation; après en avoir décrit une face, il faut décrire la face opposée, sous peine d'en donner une fausse ressemblance. La nature n'agit pas seulement sur le tempérament par le climat, par le régime et les habitudes, sur le caractère par les besoins qu'elle impose ou les facultés qu'elle développe; elle agit d'une manière non moins puissante sur l'imagination et l'âme tout entière par ses aspects, par les tableaux qu'elle présente, les impressions qu'elle éveille. La nature n'étant nulle part plus simple, plus une qu'en Russie, nulle part ces impressions ne sont plus nettes et moins sujettes à contestation. Une des premières qu'éprouve le voyageur est un sentiment de tristesse. Cette tristesse vient du ciel et du climat : les peuples du nord en sont tous plus ou moins atteints; elle s'exhale non moins de la terre plate, une et monotone. Le fond de l'âme russe est mélancolique. Si l'ennui incurable, si le *spleen* britannique y est plus rare qu'en Angleterre, c'est que, tout en étant plus sévère, le climat est moins humide, moins nébuleux, c'est peut-être aussi que la tristesse du Russe est voilée ou dissipée par sa sociabilité, une des qualités les plus générales chez les Slaves, et une de celles qu'en Russie la réclusion même de l'hiver et ses longues nuits ont le plus contribué à développer. Le goût du Russe pour les distractions, pour le plaisir ou les émotions n'est souvent, comme chez d'autres nations du nord, qu'un effort pour échauffer une âme froide ou combler un vide intérieur. Son amour des voyages, sa passion pour le jeu, son penchant à l'ivresse, tiennent également de ce besoin de se fuir, de s'oublier ou de se tromper soi-même. Cet instinct est plus profond chez les classes qui sont restées plus près de la nature. C'est dans la poésie et la musique populaires, dans les *pesny* et les chansons de la Grande-Russie, dans ces airs d'un rhythme lent et en tons mineurs, que perce le mieux cette mélancolie du sol et du climat. Entre les chants russes et les *canzoni* de Naples ou de Sicile, qui sont comme imprégnés de soleil, il y a toute la distance des antipodes. Cette teinte de tristesse douce colore dans les chants de la Grande-Russie de nuances harmonieuses et délicates le fond réaliste du caractère national; avec les affections de famille et le sentiment même de la nature, c'est là une des principales sources de la poésie russe. Chez l'homme du peuple, cette mélancolie est, par une résignation inconsciente,

jointe à une tranquillité, à une sorte de placidité qui surprend. Dans les jeux, dans les foules, dans l'ivresse même, le Grand-Russe est généralement paisible et peu bruyant. Parmi les hommes comme parmi les enfans, il y a peu de luttes, peu de tumulte. La foule est silencieuse comme la nature, comme la neige qui dans les rues des villes éteint tout bruit.

La tristesse chez le Russe vient d'une source profonde d'où découle avec elle une secrète humilité. Représentons-nous les impressions séculaires des colons de l'Occident durant leur lent établissement sur le sol de la Grande-Russie. Devant ces espaces aussi illimités que la mer, l'homme se sentait petit. La conscience de sa force et de son individualité s'affaiblissait devant l'amplitude de la terre qui l'environnait, et que jusqu'à notre temps il se trouvait incapable de remplir, incapable de faire vivre pour lui. Ces lacs et ces marais sans bornes ou sans nombre, ces fleuves dont aucun pont ne pouvait joindre les rives, ces forêts sans fin, ces steppes sans horizons, lui rappelaient son infériorité.

Si l'on analyse les principaux traits extérieurs de la nature russe, on voit que toutes les impressions qui en sortent se résument en un contraste : les tableaux qui se présentent à l'homme dans la Grande-Russie lui montrent sa propre petitesse sans lui rendre sensible la puissance de la nature. C'est par l'étendue seule que la terre y diminue l'homme : elle lui offre ce qui distend et élargit l'imagination, sans lui fournir, comme dans le midi, ce qui la remplit et l'enrichit, ce qui la dispose à cette riche poésie que nous admirons dans les poèmes de l'Inde ou de la Grèce. Plate et nue, terne et inerte, cette nature a peu de stimulant pour l'esprit, et est peu favorable à la poésie et à l'art. Elle laisse l'imagination flasque et lâche au lieu de la rendre forte et féconde; elle la porte à des rêves vagues, indéfinis et vides comme elle-même, non à des conceptions puissantes ou à de vivantes images. A ce point de vue, par sa maigre fertilité même, le sol de la Grande-Russie est inférieur au désert dans sa nudité, où rien au moins ne diminue l'impression de l'immensité. C'est cette vacuité de l'imagination qui l'empêche de demeurer maîtresse et de prendre le dessus sur le sens pratique et réel développé par les besoins de la lutte avec le climat. Le sol de la Grande-Russie est dépourvu de tous les spectacles grandioses qui exaltent ou étonnent l'esprit; elle n'a ni les montagnes, ni la mer, et manque de l'excitation que donne à l'individualité la vie de la mer et des montagnes. Les forêts basses et clair-semées n'ont point de majesté; les nombreux lacs ont des bords plats comme des mares. La Russie est privée des grandes scènes du nord; elle n'a ni les côtes battues par les vagues, ni les îles de glace, ni les golfes et les *fiords* aux replis sans fin, ni les ro-

chers de granit, ni les glaciers, ni les torrens et les cascades. Elle n'a rien de cette puissante nature septentrionale sous l'influence de laquelle s'est formée la rude mythologie du nord; elle a peu de ce qui stimule la personnalité.

La nature russe a deux caractères opposés : l'amplitude et la vacuité, l'étendue de l'espace et la pauvreté de ce qui l'occupe. Sur des surfaces énormes, elle ne montre ni variété de formes, ni variété de couleurs. Il y a une égale indigence de grandeur et de force dans la nature vivante et dans la nature inanimée. Le pittoresque est absent ou réduit à une échelle mesquine que la fatigue seule fait admirer à l'œil. En hiver comme en été, le voyage dans ces plaines mamelonnées, où les villes et les villages sont rares, donne presque le même sentiment de satiété qu'une traversée en mer. On peut pendant de longs trajets en chemin de fer ou en bateaux à vapeur fermer les yeux le soir et les rouvrir le lendemain sans s'apercevoir que l'on a changé de place. L'œil trouve peu où se reposer. Les rares beautés de la nature sont concentrées au bord des fleuves, où quelques villes étagées avec leurs vieilles murailles et leurs coupoles de couleur, ainsi que Kief, les deux Novgorod, Pskof, Kazan, offrent de loin un spectacle imposant. La grandeur même des rivières en diminue le charme : en vain ont-elles sur une de leurs rives une falaise assez élevée, parfois couverte de grands arbres; ces falaises sont d'ordinaire trop basses pour la largeur du fleuve et sont écrasées par elle. Cette disproportion gâte le plus beau passage du Volga, dans son grand coude de Samara, entre Stavropol et Sysrane, alors qu'il se creuse une route entre deux chaînes de collines plus hautes que celles de la Seine, du Danube ou du Nil : le fleuve, étant plus large que les collines ne sont hautes, les rapetisse et leur enlève de leur effet. Tout souffre en Russie de ce manque de relation entre la coupe verticale et le plan horizontal des paysages. Ce qui est peut-être le plus réellement pittoresque, ce sont quelques lacs dans les bois, quelques ravins découpés par les eaux de la fonte des neiges, quelques gorges étroites où, comme la Vilia à Vilna, serpente une rivière entre des arbres.

Sur ce sol sans relief s'étale une végétation de peu de variété comme de peu de vigueur. La nature répète partout les mêmes espèces comme les mêmes objets, les mêmes plantes et les mêmes arbres, et les répète avec une égale pauvreté. L'homogénéité des conditions de la vie entraîne l'uniformité des êtres vivans, la rigueur du climat leur faiblesse et leur débilité. La nature libre a dans la Grande-Russie la monotonie qu'ailleurs l'homme donne à la nature asservie; elle n'en a pas l'air de force et de santé. A cet égard, les *polessia*, la zone boisée, qui comprend la plus vaste et la plus vieille partie de la Grande-Russie, diffère à peine de la zone

déboisée. Les forêts sont aussi tristes que les steppes, peut-être plus pauvres d'aspect, car au printemps les steppes ont leur luxuriante végétation herbacée. Les beaux arbres sont rares et ne se rencontrent guère que dans quelques contrées privilégiées du centre ou de l'ouest. Ce sont les mêmes essences qu'en Suède et en Norvége, mais elles n'y ont pas la même vigueur. Au lieu de l'idée de la richesse et de l'énergie de la nature, ces forêts donnent celle de l'impuissance et de l'indigence : elles donnent le sentiment du sommeil et de l'épuisement au lieu de celui de la fécondité et de la vie. Tantôt les arbres sont malingres et rabougris, petits en ayant l'air d'être vieux, tantôt ils sont minces et longs sans être hauts, tous de même taille et de même grosseur, jetant peu d'ombre sur la terre nue au-dessous d'eux. C'est l'éternel contraste du pin au tronc rouge avec le bouleau à l'écorce blanche, — le pin droit et nu avec une maigre tête, le bouleau aux rameaux ténus, au feuillage grêle. Les champs et les prés offrent encore moins de diversité d'aspects que les bois. La terre n'y reçoit point de la main de l'homme la vie et la variété qu'il lui prête parfois ailleurs. La campagne cultivée a la même monotonie que la végétation spontanée. Partout il y a peu de ces cultures différentes et mélangées qui donnent tant d'animation aux campagnes. C'est comme le même champ qui se prolonge à l'infini, interrompu seulement par de vastes jachères. Point de hameau, point de maison ou de ferme isolée. Dans les steppes comme dans les forêts, le Russe semble avoir peur de se trouver seul dans l'immensité qui l'environne. Le mode de propriété commune augmente le défaut de la nature; il prive la Russie de ces enclos, de ces haies aux formes capricieuses qui sont pour beaucoup dans le charme des campagnes d'Angleterre et de Normandie. Rien ne saurait rendre la triste platitude, le morne ennui, le manque de vie de ces terres communes, de cette campagne impersonnelle et socialiste où les champs sont confondus ou coupés en longues bandes égales et régulières.

Ce goût pour l'association et la propriété en commun, pour ce que le Russe appelle la vie d'*artel*, a souvent été attribué au sang slave. Il est plus probable qu'il a ses principales sources moins dans la race que dans la nature d'un côté, dans l'état de civilisation de l'autre. La persistance des communautés agricoles et ouvrières dans la Grande-Russie, ce besoin de se rapprocher, de se grouper pour vivre, n'a certainement pas été sans lien avec cette froide immensité où l'homme isolé se sentait comme perdu et impuissant.

Aux mêmes racines tient un penchant qui prend une direction contraire : c'est le goût d'aventure, de voyage, de vagabondage, ce que chez les Russes on a appelé du grand mot de goûts nomades. Il est facile d'expliquer le peu d'amour du paysan pour le travail de la terre, son peu d'attachement pour le sol ingrat et triste de la vieille

Moscovie, bien que, si le mougik mérite ce reproche, souvent exagéré, il faille en accuser pour une bonne part les institutions, le servage et la propriété commune. En général, les peuples du nord ont moins d'attachement pour le sol que ceux du midi. L'émigration leur coûte moins; on le voit par l'Allemagne du nord, on le voit surtout par les pays scandinaves, qui, avec une population peu nombreuse, envoient chaque année au Canada et aux États-Unis un contingent d'émigrans considérable. Le Russe, le paysan du moins, quitte peu sa patrie; il y est retenu par les institutions, par les préjugés, par la religion; mais la Russie est assez grande pour ouvrir un champ à son humeur voyageuse. La plaine invite à marcher, à aller devant soi; rien n'y borne les sens et l'imagination, rien sur ce sol monotone n'invite à s'arrêter, à se fixer. De là en partie cette facilité de déplacement du paysan russe qui se manifeste de tant de façons dans les foires, dans les pèlerinages, et qui, selon beaucoup d'écrivains, fut un des motifs de l'établissement du servage.

Cette disposition à aller devant soi sans peur a sa contre-partie dans une tendance morale peut-être plus digne de remarque, bien que moins remarquée : nous voulons parler des penchans aventureux de l'esprit russe, souvent avide de se jeter en avant dans les spéculations les plus téméraires, esprit impatient d'obstacles, qui ne s'effraie d'aucune hardiesse philosophique, sociale ou religieuse, et qui pour toutes montre une complaisance ou une indulgence qui nous étonne. La pensée du Russe ne connaît souvent pas plus de bornes que ses campagnes ou ses horizons, elle aime l'illimité, elle va droit au bout de ses idées, au risque de rencontrer l'absurde. L'esprit russe présente par ce goût logique, par ce penchant pour l'absolu, une certaine ressemblance avec l'esprit français; mais il a le plus souvent comme correctif le penchant pratique, positif, qui ne le laisse point sortir du domaine spéculatif. De là ce contraste frappant, chez tant de Russes, d'une grande audace dans la sphère intellectuelle et d'une égale timidité dans la vie réelle, d'une excessive témérité dans l'une, jointe à la plus prudente réserve dans l'autre.

La platitude et la débilité de la nature doivent être rendues en grande partie responsables d'un des reproches le plus souvent faits au peuple russe : le manque d'individualité, le manque d'originalité, le manque de facultés créatrices. L'histoire et l'état de civilisation n'en sont certainement pas innocens, et si ce défaut, ce dont il est encore permis de douter, est général, invétéré et incurable, c'est sur cette nature éminemment simple, sans variété et sans puissance, qu'en doit retomber la faute. Si le Russe manque de personnalité, il ressemble encore en cela à ses campagnes. La pauvreté de la nature n'a pu enrichir l'esprit auquel elle fournissait peu d'alimens, et de là

peut venir en partie la stérilité relative de la pensée russe. Cette terre nue et terne n'offre guère d'images au poète, de couleurs au peintre; elle ne renouvelle point les impressions et les idées. Si cette infécondité peut être corrigée dans l'avenir par les larges horizons qu'ouvrent de tous côtés sur le monde la science et la civilisation, c'est à elle qu'il faut dans le passé attribuer beaucoup de l'infériorité du génie russe et slave, par exemple le manque de vie et de vigueur de leur ancienne mythologie à côté de celle des Scandinaves comme de celle des Grecs.

IV.

Les deux principaux traits de la nature russe, sa grandeur et son inanité, sont en relation intime avec un des plus marqués et des plus multiples penchans du peuple russe, l'esprit de vénération, l'esprit religieux, la tendance à la superstition et au fatalisme. Il est bon de faire une étude spéciale des sources de ce sentiment, encore l'un des plus vivaces, l'un des plus profonds de la nation. Nulle part il n'y a eu en Europe un tel enfantement de sectes, nulle part il n'y a tant de superstitions de formes païennes ou chrétiennes. On l'oublie souvent en Russie comme à l'étranger, car souvent ce penchant se cache sous le vernis de scepticisme d'une société élégante. Il a joué un grand rôle dans l'histoire du peuple russe et dans la formation même de la nation, et avant d'en étudier les manifestations, dans l'église et dans les sectes, il sera utile de saisir dans son principe cet instinct religieux qui a gardé d'autant plus de puissance sur le peuple russe qu'il est resté plus près de la nature. C'est à celle-ci en effet qu'il en faut demander les premiers germes. On a encore voulu les trouver dans la race, dans le sang slave; mais cet instinct n'a vraiment un empire particulier que chez le Russe et le Polonais, en tant de choses si différens, en cela si semblables, et chez les uns comme chez les autres l'influence de ce sentiment, que l'on chercherait en vain à ce degré chez les Slaves de l'Elbe et du Danube, s'explique surtout par la nature et par l'éducation historique.

C'est dans le contraste même des deux grands caractères de la nature russe, l'immensité et la pauvreté, que réside le germe du sentiment religieux des Russes. Par ces deux aspects si différens et en apparence si opposés, la nature incline l'âme du même côté. Par le premier, elle vous pénètre de la petitesse de l'homme; par le second, elle vous rend sensible sa propre faiblesse, éveille dans le cœur des aspirations qu'elle ne peut satisfaire. L'âme se trouve ainsi du mêmecoup atteinte par les deux grandes impressions qui sont à la racine de tout mysticisme, l'instinct de l'infini et celui de

l'inanité de la vie. A ces premières impressions s'en joignent une foule d'autres secondaires qui les confirment, et dont la connaissance est intéressante pour comprendre l'énergie du sentiment qui découle de tant de sources.

C'est d'abord le climat, l'hiver, le froid. C'est un fait trop peu remarqué que la force de l'instinct religieux dans les pays du nord. A cet égard comme à tant d'autres, à propos de l'influence du climat, nous vivons peut-être sur un préjugé. Le nord n'est pas moins religieux que le midi, parce que c'est là où la nature est le plus tranchée, qu'elle éveille le plus le sens du surnaturel. L'histoire en fait foi : en dehors de l'Espagne, les pays les plus septentrionaux de l'Europe, trois états de confession différente, la Russie, la Suède et l'Écosse, ont été ceux où les croyances ont pris sur les âmes l'empire le plus absolu et le plus persistant. Nulle part la foi n'a obtenu un tel pouvoir sur les mœurs privées et sur les mœurs publiques, nulle part la tolérance ou ce qui en est le dernier terme, l'égalité civile des cultes, n'a eu plus de peine à se faire admettre. Le sentiment religieux des peuples du nord diffère de celui des peuples du midi comme les phénomènes qui le provoquent, comme les lacs de l'Écosse, de la Suède ou de la Russie diffèrent des côtes de Naples ou de Valence. Des aspects du nord, il prend une teinte plus sombre et plus austère; il devient plus mélancolique et plus rêveur qu'ardent et passionné, peut-être est-il plus profond, plus constant. C'est à la latitude même que tiennent les phénomènes qui nourrissent le sentiment religieux des pays du nord, c'est au long recueillement de l'hiver, c'est au sommeil périodique de la nature, ensevelie pendant la moitié de l'année sous la neige, et dont la mort apparente fait une impression funèbre et solennelle. Dans les régions septentrionales où ont longtemps été confinés les Grands-Russes et où ont pris naissance la plupart des sectes mystiques de Russie, le contraste même des saisons, les longues nuits de l'hiver, les longs jours de l'été, tendent également à ouvrir l'âme aux impressions vagues et indéfinies qui favorisent l'instinct religieux. Partout la nuit est le temps des craintes mystérieuses, qui, ainsi que les phalènes et les oiseaux du soir, se cachent dans le jour pour voltiger autour de l'homme la nuit. Ce n'est pas seulement au figuré que les ténèbres engendrent la superstition, elle naît directement de l'obscurité physique et des heures nocturnes. Les longues soirées d'été avec leur pâle crépuscule, qui n'est ni la nuit ni le jour, donnent, elles aussi, une impression rêveuse doucement triste, aux suggestions de laquelle l'esprit a peine à se soustraire.

Les phénomènes communs aux pays du nord ne sont pas seuls en Russie à fomenter et comme à couver l'esprit religieux; la terre

même, le sol y contribue autant que le climat; c'est avant tout l'influence de la plaine, forêt ou steppe, influence comparable à celle du désert sur l'Arabe. Ces plaines sans fin réagissent sur l'imagination de deux façons opposées, que, sans les analyser, les écrivains russes ont souvent admirablement décrites. Ces immenses espaces effraient l'homme, le diminuent, le rapetissent, ou bien devant ces vastes horizons il se prend à respirer plus largement; avec le sentiment de l'air libre, ils lui donnent l'idée de la liberté, de l'indépendance, des courses illimitées et vagabondes, et éveillent en lui le goût de l'entreprise et de l'aventure. Ces deux impressions se retrouvent chez le Russe : la seconde a contribué à ses migrations et à sa longue colonisation; elle a eu surtout une grande influence sur le Cosaque, le libre enfant de la steppe, le vigoureux cavalier de l'Ukraine, ou le hardi nautonier du Dniéper, du Don et du Volga, qui ne pouvait tolérer de limite à sa liberté, de borne à ses courses et à ses expéditions. Les traces de l'influence opposée se découvrent dans les habitudes religieuses du paysan, dans l'ascétisme de quelques moines, dans les rêves des sectes mystiques de la Grande-Russie. Vues d'en haut, du sommet des falaises qui bordent le Dniéper, le Don, le Kouban ou le Volga, de Kief, de Rostof, de Stavropol ou de Nijni, ces plaines russes donnent la même impression d'infini qu'ailleurs la mer. Vu de plain-pied, ce paysage horizontal laisse généralement au ciel la plus grande place; souvent il occupe tout seul tout le tableau; la terre, à force d'être plate, disparaît pour ainsi dire, et le regard et la pensée, que rien n'arrête, vont se perdre dans le vague de l'horizon. Les forêts qui couvrent le centre et le nord modifient cette impression sans l'effacer. La forêt, comme la nuit, est partout mystérieuse, et plus celles de Russie sont maigres et diffuses, plus elles disposent l'âme à une rêveuse mélancolie.

A ces influences permanentes du climat et du sol s'en joignent d'accidentelles ou de temporaires, dont les retours intermittens ou soudains frappent vivement l'imagination populaire et lui donnent une sorte d'ébranlement. Les premières portaient à une vague religiosité; celles-ci, inspirant davantage le sentiment de la terreur, mènent directement à la superstition. Partout ce qui trouble et déconcerte l'esprit, ce qui étonne ou effraie les sens, diminue l'empire de la raison et avec l'idée de l'inconnu éveille celle du surnaturel. Il semble au premier abord que la Russie soit entièrement libre de ces grands phénomènes, de ces commotions violentes qui dans certains pays, au Pérou ou à Java, sur les pentes du Vésuve ou de l'Etna, donnent à la superstition de vivaces racines. Elle n'a ni volcans, ni tremblemens de terre, ni montagnes, ni avalanches, ni épaisses forêts, ni bêtes féroces. Pour être moins grands ou moins terribles,

les phénomènes qui, avec l'admiration et la crainte, engendrent la superstition, sont loin de faire défaut à la Russie : ils y sont incontestablement plus nombreux et plus frappans que dans l'Europe occidentale. Au lieu de provenir du sol, ils appartiennent aux saisons, au climat, qui en Russie fournit souvent à l'imagination les alimens que le sol lui refuse. L'hiver a le *bourane* ou chasse-neige, tempête de terre non moins effrayante que la tempête de mer. La neige, soulevée violemment du sol, se mêle à celle qui tombe d'en haut, en sorte que la terre semble se confondre avec le ciel. Tous les objets disparaissent dans une obscurité trouble; les chemins s'évanouissent dans le tourbillon dont les vagues menacent d'engloutir les troupeaux et les voyageurs. Le printemps a la débâcle, phénomène moins effrayant, mais encore frappant pour l'imagination, sur ces golfes, ces lacs ou ces larges fleuves, transformés par l'hiver en plaines immobiles, qui tout à coup se fendent avec un sourd craquement, se divisent en énormes bancs de glace et se mettent en marche vers la mer en entrechoquant leurs blocs et en les entraînant pendant des centaines de lieues. Avec ou après la débâcle viennent les inondations, qui dans tous les pays qui y sont exposés sont demeurées un des fléaux où l'homme croit le plus sûrement reconnaître la main divine. Les fleuves, grossis par la fonte d'un océan de neige, débordent sur les plaines ou sur les plates vallées sans bords qui se transforment en lacs. La Russie tout entière est comme une mer basse ou un immense marais dont les eaux s'écoulent par quelques canaux. Rien alors n'égale la majesté des fleuves; ils ont plusieurs kilomètres, parfois plusieurs lieues de large. Le Volga va porter ses grands bateaux à plusieurs étages jusqu'aux murs de Kazan, à plus d'une lieue de sa rive ordinaire. Pétersbourg, pris entre le Ladoga et le golfe de Finlande, semble en danger d'être submergé, et souvent les eaux de la Néva, enflées de celles des grands lacs, franchissent leurs quais de granit et débordent sur les places. Les villes construites sur les fleuves ne sont à l'abri qu'en se mettant, comme Kazan, à plusieurs verstes de distance, ou en s'établissant, ainsi que les deux Novgorod, sur les pentes des falaises qui dominent les rivières. L'été a d'autres phénomènes plus innocens, mais plus mystérieux, qui dans le cœur de l'homme simple éveillent de vagues terreurs. Ce sont les innombrables marais du nord et du centre qui souvent comme en Occident ont reçu de craintes naïves le nom de mare au diable, et sur lesquels voltigent des feux follets fréquemment pris par le paysan russe pour des âmes en peine. Dans le nord, ce sont les aurores boréales qui mettent le ciel en feu, et dont les reflets couleur d'incendie ou couleur de sang ressemblent à de sinistres présages. Dans le sud et même dans le centre, dans les steppes ou les plaines dénudées,

c'est un spectacle plus rare et plus émouvant encore, le mirage, qui, ainsi que dans les déserts de l'Asie, rend les objets lointains mobiles et présente aux yeux les mêmes images fantastiques. En quelques contrées de la Russie, certaines apparitions miraculeuses rappelées par des chapelles commémoratives semblent devoir être attribuées à des illusions de cette sorte.

En dehors de ces phénomènes naturels, les Russes de la Grande-Russie sont restés pendant des siècles sous le joug de trois fléaux qui ont plus fait encore pour les incliner à la superstition ou au fatalisme : ce sont les famines, les épidémies et les incendies. Cette Russie, qui fait à nos blés une si facile concurrence, ou vient si aisément au secours de nos disettes, a eu pendant longtemps de la peine à suffire à sa maigre population. Le sol et le climat se réunissaient pour rendre les terres du nord et du centre peu productives; il suffisait d'un retard dans le printemps pour empêcher les grains de mûrir dans le court délai que leur accorde l'été. Dans le sud et la plus grande partie du *tchernoziom*, la culture, grâce aux Tatars, fut longtemps impossible ou précaire. Là même, l'insuffisance ou l'irrégularité des pluies, ces sécheresses pour lesquelles il implore en vain pendant des mois la clémence du ciel, exposent le cultivateur à voir souvent des récoltes misérables succéder à de magnifiques. Aussi a-t-il fallu dès longtemps instituer dans chaque commune ou dans chaque exploitation seigneuriale des greniers de réserve qui, mal surveillés, trahissaient l'espérance publique, et laissaient les disettes aboutir à des famines. Nul pays de l'Europe n'a plus longtemps et plus horriblement souffert de ce mal dont la facilité des voies de communication et la liberté commerciale ont à jamais affranchi l'Occident. C'étaient des famines comme celles de l'Asie ou de l'Afrique, comme nous en avons encore vu de nos jours en Perse et en Algérie, qui font périr en une année jusqu'à un cinquième ou un quart de la population. Dans notre siècle même, la Russie a éprouvé de ce côté des souffrances qu'on croirait impossibles en Europe.

La rigueur du climat ou l'infertilité du sol exposait la vieille Russie à de fréquentes famines; sa position géographique la livrait souvent à un fléau non moins terrible. Le contact de l'Asie l'a pendant des siècles soumise à des invasions plus dangereuses que celles des Mongols ou des Tatars et plus difficiles à repousser, aux invasions d'épidémies asiatiques. Innombrables sont les pestes enregistrées à côté des famines par les annalistes, et, sous le nom de *peste noire*, de *mort noire*, le choléra y a peut-être mis le pied bien avant d'avoir apparu dans le reste de l'Europe; depuis la Russie est restée une des grandes routes suivies par cette terrible maladie dans sa marche d'Asie en Europe. Le choléra s'y réveille même si souvent,

après des assoupissemens apparens, qu'on pourrait dire qu'il est en train d'y devenir endémique. A ces épidémies, les animaux n'échappent pas plus que les hommes; la peste sibérienne est en Russie un des plus grands obstacles à l'élève du bétail. Ces épidémies et ces famines, répétées pendant des siècles, ont mis longtemps des barrières insurmontables à la population et à la richesse de ce pays. Le tempérament moral des Russes n'a pas moins été affecté par ces épreuves, à l'impression desquelles ont encore peine à résister les peuples les plus civilisés.

Tout ce qui rend la vie instable, précaire, tout ce qui semble la mettre dans la dépendance de causes extérieures à la nature, tout ce qui fait implorer plus vivement un secours surnaturel est un obstacle à la maturité des peuples et à leur civilisation. C'est peut-être là le côté le plus funeste de ces maladies, dont l'apparition soudaine et mystérieuse, sans cause apparente ou explicable, est attribuée par le peuple à des crimes de l'homme ou à des vengeances du ciel. Rien n'entretient plus la conception primitive de la maladie, que l'ignorance regarde comme le résultat d'un sortilége ou d'une punition divine qui n'a d'autre remède que les prières ou les enchantemens. En Russie, le contraste que nous avons signalé entre la brièveté de la vie moyenne et la durée exceptionnelle de quelques existences est à lui seul une source permanente de fatalisme ou de superstition, car plus la durée de la vie est inégale et incertaine, et plus elle paraît à la merci du caprice de causes surnaturelles. Cet esprit d'ignorance ne peut céder que devant le progrès et la diffusion de la médecine, diffusion difficile dans un pays si vaste et au milieu de préjugés qui aux secours du médecin font souvent préférer des paroles mystérieuses, une amulette ou un pèlerinage. Pour chacune des principales épidémies dont il souffre, pour la petite vérole, pour le choléra comme pour la peste bovine, le paysan a des charmes traditionnels, des rites magiques sortis de l'ancien paganisme. Parfois, par une sorte de religion, il repousse comme diaboliques les spécifiques les plus efficaces. C'est ainsi que, dans plusieurs contrées, on a regardé la vaccination comme un péché, sous prétexte que c'était le sceau de l'antechrist. Quand il a recours au médecin, le mougik en attend souvent le même genre de service que du magicien, et, si ses remèdes sont impuissans, il le traite comme un imposteur. Aussi, dans plusieurs épidémies, a-t-on vu la vie des médecins mise en péril par l'aveugle colère du peuple. Les médecins sont encore rares en Russie, et, malgré les nobles efforts du gouvernement et des administrations provinciales, il s'en faut qu'il y en ait un à la portée de chaque malade. En général, chaque district a un ou deux docteurs, qui chaque année en doivent parcourir les différentes parties; mais, dans l'état des routes

et avec l'énormité des distances, cette visite annuelle est souvent tout le secours que la science offre au paysan. Les maladies de la plupart n'ont d'autre remède que l'aide d'un sorcier ou d'une de ces innombrables images miraculeuses dont aucun couvent et presque aucune chapelle russe n'est dénuée.

La peste et la famine sont près de disparaître de la Russie comme de l'Occident. L'une et l'autre ne sont déjà plus ce qu'elles étaient dans l'histoire; mais elle reste en proie aux menaces d'un autre fléau dont nous pouvons encore moins comprendre les innombrables ravages et l'impression décourageante, l'incendie. En Russie, où tous les villages sont de bois depuis la cabane du paysan jusqu'à l'église et à la maison seigneuriale, où, en dehors des steppes entièrement dépourvues de forêt, il en est de même de la presque totalité des maisons de la plupart des villes (1), le feu, *le coq rouge*, comme les Russes l'appellent vulgairement, est un des plus terribles ennemis de l'individu et de la société. On est plus exposé au feu par les matériaux mêmes dont les habitations sont construites; on y est plus exposé aussi par la brièveté des jours et la longueur de l'hiver, qui exigent plus de chauffage comme plus d'éclairage. Le feu s'attaque aux forêts, aux villes, aux villages; il prend par accident, il est allumé par une main criminelle, car il fut longtemps une sorte d'arme populaire des faibles et des opprimés contre les puissans, et la Russie a été désolée par de véritables épidémies d'incendies qui n'ont point épargné les débuts du règne de l'empereur Alexandre II. Pour donner moins de prises au danger, les maisons des villages, tout en formant d'ordinaire une rue régulière, sont bâties à une certaine distance les unes des autres, et c'est pour cela aussi que les rues des villes sont si larges et les maisons si basses. Dans les grandes villes on commence à être bien outillé contre l'incendie; comme en Turquie, il y a des tours garnies de veilleurs de nuit et de jour. Les pompes deviennent nombreuses et plus puissantes : c'était une des parties les plus intéressantes de l'exposition de Moscou de 1872. Dans les campagnes, les précautions sont plus difficiles et les remèdes insuffisans. Une maison est sûre d'être brûlée un jour ou l'autre; c'est une affaire de temps,

(1) Bien qu'il soit en continuelle augmentation, le nombre des habitations en pierre ou en brique dans les villes dépasse rarement le dixième du total général, et en reste fort loin dans les bourgs. On en a dressé la statistique pour toutes les villes et bourgades de l'empire. Voici quelques chiffres pris au hasard : à Arkangel 116 maisons en pierre sur 2,246, — à Vologda 99 sur 1,829, — à Viatka 200 sur 1,816, — à Kazan 664 sur 4,344, — à Riga 893 sur 7,160, — à Orenbourg 204 sur 2,399, — à Perm 94 sur 3,052. A Moscou, à Pétersbourg et dans quelques autres grandes villes, la proportion, grâce aux reconstructions récentes, est déjà fort différente. Dans la première de ces villes, elle est de 5,234 sur 15,030, dans la seconde de 7,708 sur 16,245. (*Statistitcheski Vréménik. — Economistcheskoe Sostoïanie Gorodof.*)

et les chances de durée d'une habitation peuvent, selon les régions, se calculer avec la même précision que celle de la vie humaine. C'est un cas toujours prévu, et l'usage laissait au paysan incendié le droit de reprendre du bois dans les forêts du seigneur pour se faire une nouvelle cabane. On sent ce que cette perspective d'incendie qui plane sur toute l'existence a de décourageant, combien elle entrave toute amélioration, tout embellissement de la maison, et par suite tout bien-être et tout progrès. A quoi bon orner cette cabane de bois que le premier souffle de vent et la première étincelle peuvent consumer? A quoi bon s'y attacher? Aussi les paysans laissent-ils souvent avec une sorte d'insouciance leurs *isbas* pencher sur leurs bases comme si elles allaient s'affaisser, et semblent-ils attendre le feu pour les réparer ou les renouveler. Peut-être est-ce encore là une des causes des goûts nomades trop reprochés aux Russes; en tout cas, c'est un obstacle à l'affection pour la maison, pour la demeure de la famille, affection qui partout a été un des grands agens de moralité, d'ordre et d'économie, et qui serait plus facile aux Russes qu'à tout autre peuple, puisque depuis l'émancipation chaque paysan est propriétaire de la maison qu'il habite.

Ces inconvéniens moraux ou matériels sont graves, les pertes des incendies sont chaque année considérables, et cependant ces dommages économiques, directs ou indirects, ne sont pas les seuls que le feu ait coûtés à la Russie. Le caractère du peuple en a été aussi éprouvé que sa fortune. Comme les famines et les épidémies, comme tout ce qui rend la santé, la vie ou la fortune instable, l'incendie a fomenté dans le peuple russe des craintes et des espérances superstitieuses; comme les famines et les épidémies, les incendies ont souvent donné lieu en Russie à ces soupçons méfians, à ces violences odieuses qui sortent d'un peuple atteint d'un mal dont la cause lui semble inexplicable. L'origine du feu qu'allume parfois la foudre elle-même est souvent aussi difficile à saisir, aussi mystérieuse, aussi frappante pour l'imagination que celle d'une épidémie; c'est une punition divine contre laquelle il n'y a d'autre remède que la prière ou l'image d'un saint. Jadis, dit-on, ce sentiment était assez fort chez le paysan pour paralyser ses bras contre le fléau. On prétend qu'on en a vu déménager leurs maisons, enlever leurs images, leurs vêtemens et leurs ustensiles, décrocher les châssis de leurs fenêtres et laisser leur village brûler en s'écriant : C'est la main de Dieu! L'établissement des compagnies d'assurance, plus bienfaisantes en Russie que partout, trouva dans cette croyance un obstacle inattendu. Par une sorte de scrupule de fatalisme, le vieux paysan se faisait un remords de prendre des précautions contre

un mal envoyé du ciel, et d'acheter à prix d'argent l'immunité contre la Providence.

V.

Les phénomènes que nous venons d'analyser ont nourri chez les Russes divers sentimens qui ont gardé un grand empire dans les masses : ce sont l'esprit de vénération, le fatalisme, le mysticisme et la superstition. L'esprit de vénération est vivant chez le peuple, il l'a pour l'église, il l'a pour le pouvoir et pour le tsar, qu'il entoure d'une sorte de culte religieux parfois superstitieux. C'est là une des bases morales de la société russe, une de celles qui lui donnent le plus de solidité. Le fatalisme est général chez les paysans, et persiste dans des classes ou chez des hommes qu'on croirait élevés au-dessus de pareilles faiblesses. Il se lie à tout le caractère russe, à sa manière de considérer le monde, la vie et la mort, la religion et la politique. Il perce jusque dans les plaisirs et les goûts, comme celui des jeux de hasard, goût qui est fort commun en Russie dans toutes les classes et qui au fond est une forme de superstition, une sorte d'acte de foi à la chance et aux pouvoirs mystérieux du sort. Le mysticisme, par sa nature même, est plus rare. C'est un mot bien éthéré, bien ailé pour ce peuple, qui est essentiellement positif, et dont les pieds tiennent solidement à la terre. Il existe cependant, non point communément, mais chez certaines âmes ou plus fines, ou plus ardentes, ou plus maladives. A l'inverse d'autres pays, il est plus fréquent dans le nord que dans le midi, et chez le peuple que chez l'aristocratie, parce que celle-ci est moins voisine de la nature, et qu'en Russie la nature est à la fois plus mélancolique et plus frappante dans le nord. Ce mysticisme se ressent du reste du sol et de la nation; il a comme une saveur de terroir, il est parfois grossier, matériel même dans ses inventions. Il perd rarement tout à fait le sens du réel, et il mêle souvent les songes les plus bizarres de l'imagination religieuse aux calculs de l'esprit le plus pratique, curieuse alliance qui se rencontre dans d'autres pays du nord, en Angleterre et surtout aux États-Unis, et qui est une des ressemblances entre les Américains et les Russes. Nous avons analysé les sources de ce mysticisme dans la nature russe elle-même; nous aurons à en étudier les manifestations dans les sectes du *raskol*, qui offre un des plus curieux chapitres de l'histoire religieuse du christianisme.

De tous ces sentimens, la superstition est le plus commun. Générale dans les campagnes, elle revêt différens costumes et se montre sous forme de sorcellerie, sous forme païenne comme sous forme

chrétienne. On ne peut demander au mougik d'avoir perdu toute foi dans les sorciers et les formules magiques, alors que de semblables croyances rampent encore au fond des campagnes dans les pays de l'Occident les plus anciennement civilisés; mais elles sont et plus communes et plus grossières en Russie. Rien par exemple n'y est plus répandu que la crainte du mauvais œil, de certaines rencontres et de certains présages, que la foi dans les songes et les enchantemens. Pour tout cela, le paysan russe pourrait fournir mainte illustration des superstitions et des usages de l'antiquité classique. Bien des rites, bien des mythes des Grecs ou des Latins trouvent leurs analogues dans l'isba d'un paysan russe ou dans les chants de ses *kaliki*. Parfois les rites païens se célèbrent encore en certaines parties de la Russie, parfois, comme dans les feux de la Saint-Jean, ils ont pris un déguisement chrétien. Si les dieux slaves ont généralement disparu de la mémoire populaire, elle a souvent gardé le souvenir des divinités secondaires, de celles surtout dont le rapport avec la nature est resté le plus nettement indiqué par le nom ou par les attributs.

Le principal caractère de la superstition comme de la dévotion du Grand-Russe, c'est l'attachement aux formes extérieures, visibles, concrètes, c'est la croyance à l'efficacité des cérémonies et du rit matériel, de l'*obriad*, comme disent les Russes. Ainsi sous la foi au surnaturel reparaît le réalisme. Le mougik se sert de la prière ou des sacremens comme d'un enchantement ou d'une conjuration magique dans un dessein défini et positif. Cette tendance a valu au Russe un reproche également adressé aux peuples du midi de l'Europe, qui en cela ne sont pas sans analogie avec lui. On a dit qu'à proprement parler il n'avait point de sentiment religieux. Le mougik a des superstitions, il n'a point de religion, entend-on répéter en Russie même. C'est là une conclusion forcée. La religion du Russe est souvent grossière, toute formaliste, toute ritualiste; elle ressemble parfois à une sorte de fétichisme immédiat des forces de la nature et des objets sacrés. Elle s'arrête toujours trop au dehors et a trop peu d'efficacité au dedans; ce n'en est pas moins de la religion. Partout cette confiance dans la vertu des rites, cette adoration des forces surnaturelles, constituent un grand élément du sentiment religieux, et pour beaucoup elles en demeurent malheureusement toujours le principal ou le seul. Il n'est point vrai du reste que cette religion naïvement réaliste soit la seule accessible aux Russes. L'histoire de leur église et de ses sectes qui toutes ont eu leurs saints et leurs martyrs, comme leurs légendes et leurs miracles, proteste contre une telle opinion. Si en Russie le mysticisme même s'envole rarement assez haut pour planer au-dessus des rites et des for-

mules, l'idée religieuse, à travers ses égaremens, a su souvent s'y élever à l'héroïsme et à la sublimité. La sévérité, l'austérité de mœurs et d'habitudes, souvent engendrée par la religion dans les pays du nord, n'est nullement étrangère à la Russie, et plus d'une de ses sectes populaires n'a rien à envier aux puritains d'Écosse ou de la Nouvelle-Angleterre. La délicatesse même, l'exquise délicatesse de l'âme, de la conscience et de la foi, qui semble moins naturelle au ciel et au génie russes, ne leur a point absolument été interdite. On en peut citer un exemple familier au public français, plus connu même de lui que de la Russie, dans les lettres de Mme Swetchine, qui, pour avoir embrassé la foi catholique, n'en était pas moins russe de race comme elle l'était de type.

A la superstition ou au mysticisme, auquel elle inclinait le peuple, la nature a fourni elle-même un énergique correctif dans la tendance au réalisme. Ce penchant ne s'est pas contenté de donner à la dévotion russe une direction particulière, pratique et pour ainsi dire utilitaire. Au lieu de borner la religion et de la contenir, il va souvent se heurter contre elle. Un tableau du caractère national russe serait incomplet, si, à côté de ce penchant vers l'invisible, nous ne montrions la réaction opposée, le triomphe du réalisme. Il est une forme contemporaine de ce réalisme qui sous une grossièreté répugnante met vigoureusement en relief certains côtés du caractère russe : c'est ce qu'on a appelé le *nihilisme*. Le nihilisme n'est pas une philosophie, un système coordonné comme le positivisme d'Auguste Comte, ce n'est pas une forme scientifique nouvelle du vieux scepticisme ou du vieux naturalisme; c'est un matérialisme bruyant et tapageur, dénué de tout appareil philosophique et trop dédaigneux de toute métaphysique pour se donner la peine de se démontrer lui-même. On ne peut dire que ce soit une doctrine, c'est une mode déjà passée, une pose, un costume de circonstance. Le nihilisme est une négation universelle, politique autant que religieuse et morale, une négation fière d'elle-même, heureuse que tout ne soit qu'illusion dans les espérances religieuses et les croyances morales de l'humanité, heureuse de pouvoir les bafouer, et triomphant cyniquement de ce qui fait la tristesse d'âmes plus hautes. Le nihiliste se complaît dans cette foi à l'inanité de la vie et au vide de l'univers, c'est pour lui un sujet d'orgueil en même temps que de gaîté, cela l'amuse, cela le réjouit, il serait bien fâché qu'il en fût autrement. Il y a dans cette triste satisfaction quelque chose de la gaminerie de la première incrédulité. C'est un enfantillage dépravé qui perce jusque dans la prétention à la maturité. C'est en même temps une sorte de revanche contre les vieilles superstitions qui dominent encore la masse de la nation, contre toutes ces

pratiques extérieures d'une dévotion minutieuse qui fatigue l'œil.

Le nihilisme serait embarrassé de se définir lui-même; son nom, qui convient autant à sa nullité scientifique qu'au vide de sa philosophie, n'est qu'un spirituel sobriquet. Sans études, sans recherches, sans méthode d'aucune sorte, toute son originalité est dans sa crudité. On demandait à un adepte en quoi consistait le nihilisme. « Prenez la terre et le ciel, répondit-il, prenez la vie et la mort, l'âme et Dieu, et crachez dessus, — voilà le nihilisme. » C'est bien cela en effet. Le mot est du reste moins choquant pour une oreille russe que pour une oreille française : cracher joue un grand rôle dans les superstitions des Russes. On crache pour détourner un présage, on crache en signe de mépris, on crache en signe d'étonnement, on crache pour tout. Les jeunes prosélytes du radicalisme russe n'ont eu garde d'oublier cette coutume nationale, et au besoin ils lui empruntent volontiers des images; c'est encore là une des marques de cette gaminerie juvénile qui est au fond de toutes ces bruyantes prétentions. A Heidelberg, alors fréquenté par de nombreux étudians russes à la suite de certaines affaires des universités de Russie, se publiait, il y a quelques années, un journal ayant pour titre : *A tout venant, je crache.* Il serait difficile de jeter un défi plus net à l'esprit de vénération, si puissant chez le Russe, qui se courbe encore en deux devant son ancien seigneur, et qui pour le plus petit profit est prêt à se jeter à ses pieds et à les lui baiser. C'est un signe de la profonde discordance des idées et des sentimens dont souffre cette nation, arrivée à l'âge critique qui sépare l'adolescence de la maturité. Au moral comme au physique se rencontrent les deux extrêmes, et à la plus servile vénération politique et religieuse répond le plus effronté cynisme intellectuel et moral. Entre les deux, la grossièreté, une grossièreté naïve chez l'un, réfléchie chez l'autre, sert de lien, la seconde comme la première étant un signe d'enfance, et l'orgueilleux nihiliste ressemblant en cela à l'humble mougik, dont il se croit séparé par un monde.

Au point de vue psychologique, le nihilisme est sorti de la réunion de deux des penchans opposés du caractère russe, le penchant à l'absolu, le penchant au réalisme. C'est de cet accouplement contre nature qu'est né ce monstre antipathique, qui n'est pas sans ressemblance avec quelques-uns des plus tristes enfans de l'esprit occidental. Nous trouvons encore là un exemple de cette impatience de limite, de ce goût de témérité dans la spéculation, qui sont fréquens chez les Russes, mais, à l'inverse des Allemands, y prétendent peu à la science ou à la méthode, et procèdent par bonds et par caprices. Le nihilisme est déjà passé de mode; éclos il y a quelques années, il est déjà vieilli, mais les tendances d'où il est sorti

persistent. Il y a encore de ces jeunes gens, comme en peint Ivan Tourguenef, pour qui la plus grossière injure serait d'être appelés idéalistes, la plus grande humiliation de passer pour tels. Le nihilisme était du reste autant social et politique que religieux et philosophique. C'était une sorte de radicalisme intellectuel, universel, et ce penchant à l'esprit radical, niveleur, se retrouve souvent en Russie jusque dans les classes et dans les rangs où il est le moins attendu. Corrigé par le sens pratique, il demeure généralement à l'état de théorie, ce qui, pour le présent du moins, le rend peu dangereux. Ce n'est guère qu'en matière économique et sociale, en matière réelle et positive, que le Russe se permet les songes de l'utopie et la recherche de l'absolu. C'est en s'enfonçant dans les sentiers du réalisme qu'il retombe dans les théories, c'est par une sorte de cercle qu'à force de s'en éloigner il revient à l'esprit spéculatif, comme un voyageur qui, après avoir passé par les antipodes, aborderait par une autre rive au pays qu'il a quitté. C'est dans le domaine qui exige le plus de sobriété d'esprit que le Russe laisse la plus libre carrière à son imagination; l'avenir social et politique de l'humanité lui inspire des espérances et des chimères non moins singulières que celles qu'il raille si cruellement dans les vieilles doctrines. Avec une grande différence de science et de méthode, nous avons chez nous quelque chose de cette spéculation à rebours chez les plus grands adversaires de la métaphysique, chez les positivistes, qui dans les questions économiques et politiques ont souvent abouti à des conclusions si peu en rapport avec leur point de départ et si peu positives.

Les instincts radicaux de l'esprit russe se manifestent dans certaines sectes religieuses, dans certains mouvemens de l'opinion, parfois même dans certaines institutions anciennes ou récentes. Dans les sectes, ces instincts, joints au sentiment opposé de mysticisme ou de vénération, jouent souvent un rôle prépondérant. Dans les institutions, ils se lient à la vieille commune russe et sont fomentés par elle en même temps qu'ils la couvrent de leur protection. Dans l'opinion, on pourrait citer différens symptômes de cet esprit hardi et radical. Le plus caractéristique est le mouvement pour l'émancipation des femmes. C'est là une des tendances les plus dignes de remarque en Russie, et, les exagérations mises à part, une de celles qui lui font le plus d'honneur. Fort différent du nihilisme, bien que dans ses écarts il s'y soit parfois associé, ce curieux mouvement a en partie son point de départ dans le même principe, dans le même côté du caractère russe, dans le mépris des préjugés, le goût pour les théories hardies et les réformes sociales. La femme russe, qui au commencement du dernier siècle était encore voilée et enfermée

dans le *terem*, a eu, comme l'homme, ses aspirations de liberté et d'affranchissement. Il y avait quelque chose de téméraire et de peu sympathique dans la désinvolture hardie des premières réclamantes: aujourd'hui l'esprit pratique a déjà corrigé les travers du début. L'instruction des femmes prend la place de leur émancipation, et l'on commence à faire sous ce rapport des expériences sérieuses dont nous profiterons un jour. L'esprit russe ne recule pas toujours devant de pareilles tentatives, et de ce côté, d'où nous attendons si peu, nous aurons peut-être dans l'avenir plus d'un exemple à recevoir. De tous les peuples, le Russe est un de ceux qui, une fois qu'ils se sont dégagés de leurs idées traditionnelles et de leurs préventions nationales, en sont le plus complétement affranchis. Il se glorifie souvent de n'avoir point d'histoire, et se pique d'être un peuple nouveau sans généalogie et sans tradition. D'autres fois, s'il aime son passé, c'est qu'il y croit découvrir les germes des institutions de l'avenir, les bases de l'ordre nouveau qui doit régénérer la société européenne. Par un des perpétuels contrastes de la Russie, tandis que le paysan demeure obstinément conservateur des rites et des formes, l'homme du monde et l'étudiant se félicitent d'avoir rejeté derrière eux toutes les vieilles traditions. « L'esprit russe, aiment-ils à dire, est comme une table rase sur laquelle le passé n'a laissé aucune trace, il ressemble à nos landes ou à nos steppes encore en friches. » Le grand travail de quelques-uns des plus nobles esprits a longtemps été de se débarrasser de toutes les idées de leur éducation, d'effacer ainsi tout ce qu'ils avaient reçu de leur pays sans y vouloir substituer ce que leur offrait l'Occident, dont la vieillesse leur inspirait un certain dédain. C'est encore là une forme du radicalisme intellectuel des Russes, un autre symptôme de cette témérité théorique qui rend la marche de la Russie dans l'avenir et les lignes de son développement difficiles à dessiner.

VI.

Nous voilà loin de la nature et du climat; il nous y faut revenir pour en signaler un des traits les plus saillans et une des analogies les plus frappantes avec le génie de la nation. Nous avons assez décrit l'uniformité des campagnes de la Russie; elles aussi ont pourtant leur principe de variété, qui réagit puissamment sur l'homme et contribue à expliquer les contradictions apparentes du caractère du grand peuple du nord. Ce principe de variété est dans le climat et non dans le sol. En Russie, la diversité, et avec elle le pittoresque et la beauté, proviennent du temps plus que de l'espace, de la succession des saisons plus que de celle des contrées. C'est l'inverse

des pays du midi, des pays tropicaux surtout, où la végétation et les aspects extérieurs de la terre et du ciel changent peu, où, les saisons ne différant guère que par des nuances, la vie coule au milieu d'elles d'un cours égal et monotone. Dans le nord, dans une région continentale surtout comme la Grande-Russie, les saisons s'opposent fortement les unes aux autres, elles revêtent tour à tour la terre de vêtemens aux couleurs les plus tranchées. Grâce à elles, le Russe, avec la variété des aspects de la nature, recouvre la variété des impressions et des sentimens que lui refusait le sol. Sans quitter son village, il passe à six mois d'intervalle par des climats et en même temps par des tableaux aussi différens que si, entre le pôle et l'équateur, il descendait et remontait alternativement de 25 à 30 degrés de latitude. L'influence de pareils changemens n'est pas moins grande sur le caractère que sur le tempérament, sur l'imagination que sur l'esprit. En Russie, chaque saison a ses travaux, ses fêtes et ses plaisirs; chacune a ses chants et même parfois ses danses, et elles tiennent une si grande place dans la vie et la poésie populaires qu'elles pourraient servir de cadre à la classification de beaucoup de *pesny* chantés par le paysan. Pour décrire la Russie, c'est peu d'en décrire le sol, c'est par-dessus tout les saisons qu'il faut peindre. Rien dans notre climat, où l'opposition de l'hiver et de l'été est déjà assez marquée, ne donne une juste idée de la grandeur ou de la persistance du contraste des saisons au bord du Volga ou de la Néva, et qui n'a vu la Russie que sous l'un des deux aspects ne la connaît point.

Des saisons russes, l'hiver est la plus longue et la plus originale; dans sa monotonie même, elle est peut-être aussi la plus pittoresque et la plus belle. Elle couvre cette pâle nature de la plus éclatante robe de fiancée; la neige est la plus brillante des parures, et à sa blancheur uniforme les nuances et les tons ne font pas entièrement défaut. Tout disparaît sous la neige, la terre, la mer et les lacs, les rivières, les routes et les champs; mais dans cette unité sans limite la nature prend une grandeur que ne pouvait lui donner la maigre variété du printemps ou de l'été. Sous ce manteau uni, il ne reste de sensible à l'œil que les creux et les reliefs, les dépressions et les aspérités du sol; mais ce fond monochrome reçoit du soleil l'éclat le plus éblouissant, et de la lune ou des nuits les teintes les plus tendres et les plus délicates. Au grand soleil, qui luit souvent dans les belles journées d'hiver, l'œil a peine à supporter la splendeur égale et continue de cette campagne : aussi en Russie, où la neige reste cinq ou six mois de suite sur la terre, y a-t-il autant de maladies d'yeux et d'aveugles que dans les pays du midi. Cette blancheur unie n'est point le seul aspect de la neige. Il y a souvent une sorte

d'irisation des rayons du soleil qui, ainsi que dans un prisme, y fait découvrir toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. C'est dans les forêts surtout qu'il faut chercher les beautés de l'hiver. Le givre y prête au bouleau ou au tremble une parure d'argent plus brillante et plus fine que leurs feuilles, tandis que sur le fond de neige blanche aux reflets bleus les sombres massifs de pins et de sapins, prenant des tons chauds et veloutés, semblent presque noirs. La nuit, ces paysages ont une grandeur solennelle. Au clair de lune, ces plaines froides et blanchâtres ressemblent dans leur pâleur aux limbes des poètes catholiques. Sur les arbres ou sur les monumens, la neige prend des reflets fantastiques et couronne les coupoles des églises de Pétersbourg et de Moscou d'une auréole mystérieuse. En l'absence de la lune, les étoiles scintillent avec cette vivacité que leur donnent les grandes gelées. Les nuits les plus obscures sont éclairées par la blanche réverbération de la neige; il semble alors qu'au lieu de venir d'en haut la lumière parte de la terre. En hiver, la nuit est l'heure favorite des promenades et des parties de campagne; à la sortie du théâtre ou du salon, les jeunes femmes, enveloppées de fourrures, montent dans la *troïka*, le traîneau à trois chevaux de front, et vont goûter aux îles ou aux environs de Pétersbourg le triple plaisir de la rapidité, du froid et de la nuit. Dans les rues des villes ou sur les routes, les traîneaux donnent lieu à une impression bizarre due à la simultanéité du mouvement et du silence. Dans les *perspectives* les plus fréquentées, où les chevaux, stimulés par le froid, galopent ou trottent de ce trot rapide qu'on ne rencontre qu'en Russie, les traîneaux et les voitures de toute sorte se pressent, se devancent sur ce tapis de neige qui éteint tout bruit, présentant à l'œil l'image la plus animée de la vie et laissant à l'oreille l'impression du repos. Les longues nuits d'hiver si fêtées dans les capitales ne sont pas sans plaisir pour les paysans. Eux aussi éprouvent le besoin de se réunir pour le travail ou pour la distraction, et imitent de loin la vie des villes. Les femmes et les jeunes filles se rassemblent dans la plus grande isba du village, parfois louée en commun à cet effet, et à la clarté des vacillantes *loutchines*, sorte de torches faites d'éclats de bois résineux, y tiennent leur *posidelka*, soirées rustiques d'un peuple que l'hiver même forme à la sociabilité. Après avoir filé en causant du lin ou de la laine, les jeunes filles, rejointes par leurs fiancés, se mettent à danser une de leurs danses lentes, qu'accompagne la *balalaïka*, ou à chanter quelques-uns de ces chants mêlés de chœurs chers au peuple russe.

Le printemps met fin à ces soirées villageoises en rendant au paysan la terre et les tapis de gazon, et en ramenant la *khorovod* en plein

air. Le premier printemps ou la fin de l'hiver est le plus triste et le plus désagréable moment de l'année. Au lieu de l'herbe verte, c'est une mer de boue; au lieu des parfums de la campagne, c'est la puanteur du dégel. Il y a comme une décomposition et une corruption de la nature avant sa résurrection annuelle; mais combien celle-ci est saisissante, combien elle est attendue et fêtée après les longs mois d'hiver! Rien dans nos climats ne donne l'idée d'un pareil rajeunissement. Le printemps rend la vie à la terre et à la mer à la fois; après cent cinquante ou deux cents jours de neige, il fait enfin reparaître la terre verte, qui avait absolument disparu; il creuse de nouveau les rivières, les lacs et les golfes, il les crée à neuf pour ainsi dire. C'est tout un élément, c'est le monde liquide tout entier, auquel le printemps rend comme par enchantement l'existence. Lorsque depuis l'automne il n'est tombé du ciel que de la neige, les premières pluies elles-mêmes font une impression de surprise qui n'est pas sans plaisir ni sans analogie avec celle que donnent dans le midi les premières gouttes d'eau après de longues semaines de chaleur ou de sécheresse. Aussi les enfans les saluent-ils et leur souhaitent-ils la bienvenue dans des chants traditionnels. Avec les rivières et tout le monde des eaux renaissent les feuilles et les fleurs, précédées des oiseaux, qui s'étaient réfugiés dans des climats plus doux et dont un naïf calendrier populaire annonce jour par jour le retour; l'alouette, la grolle et l'hirondelle, qui, selon la légende russe, s'en revient du paradis et en ramène avec elle la chaleur. La nature sous toutes ses formes paraît d'autant plus vivante et plus jeune que plus profonde avait paru sa mort.

L'homme accueille ce renouvellement de toutes choses avec une joie qu'on ne peut concevoir ailleurs. Les paysans, dans leurs *vesnyanki* ou chants du printemps, célèbrent avec une naïve poésie le départ de l'hiver et le retour du printemps. Montant sur une colline ou sur leurs toits pour le saluer de loin à son arrivée, ils chantent dès le mois de mars : « Viens, ô printemps, beau printemps, viens avec la joie, viens avec du lin élevé et du blé abondant. » Dans plusieurs pays, ils l'appellent d'avance avec des formules et des rites d'origine païenne; ailleurs les fêtes pour la résurrection de la nature se confondent avec celles pour la résurrection du Christ, comme si l'une était le type ou le symbole de l'autre. Le 1er mai est presque partout une fête populaire : les Russes vont se promener aux bois, et, comme la colombe de l'arche, en rapportent en triomphe de jeunes pousses d'arbre en témoignage du retour de la verdure et de la disparition de l'hiver. La sensation du soleil ou des chaudes brises du printemps est déjà toute seule pleine de délices. Le corps, débarrassé de ses lourds vêtemens,

semble allégé en même temps que rajeuni. Le printemps russe est court : après les laideurs du dégel, il aboutit vite aux ardeurs de l'été; mais la rapidité même en augmente l'effet. Il y a quelque chose d'admirable dans la soudaine éruption de la végétation, qui éclate pour ainsi dire tout à coup; l'œil peut presque en suivre l'épanouissement jour par jour, et le laboureur a une joie plus vive à voir le grain qu'il vient de semer lever, jaunir et mûrir en quelques semaines. Dans le nord de la Russie, la rapide croissance des jours rivalise avec celle des plantes, et, comme des longues nuits d'hiver aux longs jours d'été, ils ont un plus grand intervalle à franchir, ils s'allongent quotidiennement d'une durée plus notable, et tout ainsi se réunit, terre et eaux, plantes et lumière même pour rendre plus intense et plus saisissante la sensation du renouvellement.

Les anciens Russes ne comptaient pas ce bref printemps pour une saison : ils n'en avaient que trois, l'été, l'automne et l'hiver, les deux premières plus ou moins resserrées par la longueur de la troisième. L'été, avec quelques-uns des inconvéniens des pays méridionaux, avec les chaudes journées, la poussière et parfois la sécheresse, apporte à la Russie plusieurs des charmes du midi, la beauté de l'atmosphère et du ciel, la douceur de l'air, la vaporeuse transparence des horizons et la fraîcheur de l'ombre et de l'onde, la délicieuse fraîcheur du premier matin ou des dernières heures du soir. Dans la moitié septentrionale de l'empire, l'été a des tableaux qui lui sont propres et que l'œil ne peut soupçonner sans en avoir joui. Les nuits d'été du midi avec leur molle température et leur ciel diaphane sont belles, les nuits d'été du nord ne le sont pas moins, et sont plus surprenantes. Aucun pinceau ne saurait rendre les délicatesses de leurs nuances, aucun la finesse de leurs dégradations. Dans ces nuits où le soleil descend à peine au-dessous de l'horizon, aux vives couleurs des couchers de soleil du printemps succèdent des teintes d'opale ou de nacre qui semblent appartenir à une autre planète. La lumière en pâlissant semble prendre quelque chose d'éthéré, ce n'est ni le jour ni la nuit, ce n'est ni l'aube ni le crépuscule, ou plutôt ce sont les deux à la fois. Plus l'on monte vers le pôle, et plus le couchant et l'aurore se rapprochent dans l'espace comme dans le temps; vers minuit, on les voit rougir ou blanchir à peu de distance l'un de l'autre des deux côtés du nord, éclairant le ciel de leurs teintes simultanées, comme s'ils se réfléchissaient mutuellement. Sur le 60e degré, à la latitude de Pétersbourg, il n'y a déjà plus de nuit à la fin de juin, bien qu'il faille remonter jusque vers le 66e au-dessus d'Arkangel pour voir le soleil rester à minuit à l'horizon. Ces nuits mystérieuses et si calmes pour l'œil et l'imagination sont parfois singulièrement excitantes pour

le corps et les nerfs. Le goût, le besoin ou la capacité de sommeil semblent diminuer avec la longueur de la nuit; il y a dans ce jour continu un secret stimulant qui le rend fatigant pour certaines natures et amène à désirer le retour des nuits. Elles reviennent bientôt, grandissant aussi promptement qu'elles avaient diminué. Déjà dans les nombreux rites d'origine païenne qui fêtent le solstice d'été, aux chants de joie qui célébraient le sommet de la course ascendante du soleil se mêlaient des chants de tristesse qui pleuraient d'avance sa rapide descente vers l'hiver. Avec les nuits revient l'automne, la moins accentuée des saisons russes, mais non toujours la moins belle. Les forêts reprennent ces teintes chaudes et variées dont l'été ne peut égaler la richesse; les fréquens changemens de l'atmosphère donnent au ciel des tons d'une sombre et mobile beauté, et les premières gelées et le premier givre ont des charmes qui ne sont bien connus que de l'œil matinal du chasseur. Puis, dans cette lente décadence des jours et de la végétation, il y a un sentiment de tristesse qui va bien à cette nature, une poésie doucement mélancolique et profonde comme l'approche de la mort avec la certitude de la résurrection. L'automne dure souvent longtemps, les jours raccourcissent, les feuilles tombent, les oiseaux émigrent, espèce par espèce; mais l'hiver, le véritable hiver russe, n'est réellement arrivé que lorsque la terre est couverte d'un épais linceul de neige que le printemps seul soulèvera.

Toutes ces vicissitudes des saisons sont senties par les Russes comme par personne, et personne ne s'est comme eux entendu à les rendre. Aucune nuance de cette pâle nature, aucun reflet du ciel et de la terre n'a échappé à leurs yeux, aucun son, aucun murmure à leurs oreilles. « Au seul mouvement des feuilles, j'aurais, les yeux fermés, reconnu la saison ou le mois de l'année, » dit quelque part un de leurs écrivains. Ils ont peint avec amour cette nature monotone, qui à la longue prend pour celui qui l'a une fois ressenti un charme pénétrant, ainsi qu'un visage dont la beauté est dans l'expression. Ils l'ont peinte dans ces alternatives des saisons qui à peu de mois de distance offrent à leur pinceau des mondes si différens. D'elle aussi, ils ont reçu un double talent souvent sensible dans leurs tableaux, le sentiment des couleurs et le sentiment des nuances, l'entente des grandes lignes et des masses et l'entente des détails et des accessoires. C'est que dans ces vastes plaines, en été presque autant qu'en hiver, la nature se montre sous ces deux aspects opposés selon qu'on la regarde de loin ou de près. Chez elle, il n'y a pas de milieu entre les effets d'ensemble et les effets isolés, entre la longue forêt et un bouquet d'arbres, entre la steppe sans limite et un buisson de broussaille. L'immensité invite l'œil à se perdre

dans l'horizon, tandis que chaque détail un peu apparent attire invinciblement son attention. Rien ne saurait rendre la grandeur d'un coucher de soleil dans les steppes; en même temps dans ces plaines unies, comme sur une scène vide, chaque personnage, chaque objet, se détache sur l'immensité uniforme avec une singulière vigueur; un arbre, une cabane, un homme, prennent une importance et presque une taille plus grande. Aussi, pour employer une comparaison vulgaire, les Russes ont-ils une rare facilité à contempler la nature par les deux bouts de la lorgnette et à la voir tour à tour en myope et en presbyte. Il n'y a pour ainsi dire pas de degré intermédiaire où l'œil se puisse arrêter. Avec cette qualité, les Russes ont celle de la netteté, de la propriété de l'expression; peuple et écrivains y ont l'image juste et vive, qualité qu'ils tiennent de cette nature où formes et couleurs frappent par leur perpétuelle répétition ou sont mises en relief par leur isolement.

L'influence des vicissitudes des saisons est sensible dans leur sentiment de la nature et dans leur tour d'esprit, elle l'est bien plus dans le tempérament et le caractère des Russes. A cette influence, ils doivent dans leur tempérament cette flexibilité, cette élasticité d'organes que les alternatives des saisons ont préparées à tous les climats, — dans leur caractère, cette variabilité, cette facilité à passer d'un sentiment ou d'une idée à l'autre, faculté analogue à la première, et qui partout leur rend l'acclimatation morale non moins aisée que l'acclimatation physique. A ces oppositions de climat se peut aussi attribuer ce qu'il y a parfois chez les Russes de déréglé, de désordonné ou de heurté. On leur a reproché souvent le manque d'originalité; il faut s'entendre sur ce reproche et sur ce mot. S'ils en ont peu dans l'imagination, dans l'intelligence, dans les idées, ils en ont souvent beaucoup dans le caractère, dans l'esprit, dans l'expression. Ce qui leur manque, ou mieux ce dont le temps ou l'éducation ne leur a pas encore laissé faire preuve, c'est le don de l'invention ou de la conception. Loin d'être toujours dépourvu d'individualité, le Russe en a parfois beaucoup dans les sentimens, dans les goûts et les habitudes. Il est souvent original, dans le sens nouveau et vulgaire du mot, non par les idées et l'intelligence, mais par les goûts et les manières. Cette originalité va même parfois jusqu'à la bizarrerie, jusqu'à l'excentricité. Ivan le Terrible, Pierre le Grand et Paul Ier en sont d'éclatans exemples parmi les souverains. Si ce défaut chez les princes se doit rejeter sur le tempérament individuel ou sur le délire malsain du pouvoir absolu, qui, parmi les césars romains, a produit tant d'exemples analogues, des traces de la même disposition se retrouvent au-dessous du trône des tsars. Il serait facile de raconter bien des traits d'originalité russe, et de-

puis deux siècles plus d'un seigneur de Pétersbourg ou de Moscou s'est en ce genre fait une réputation européenne. On peut chercher à expliquer cette tendance par la race; il est plus probable qu'elle tient au climat. De tels penchans sont moins rares dans les pays du nord que dans ceux du midi, en Angleterre et en Amérique qu'en Italie et en Espagne. Dans tous ces pays, ils peuvent tenir aussi à l'accumulation de la richesse en quelques mains, ou au plus grand nombre des grandes fortunes qui, habituées à se tout permettre, sont ainsi qu'une autre sorte de royauté absolue rapidement blasées, et pour leur distraction épuisent toutes les fantaisies. En Russie, l'absence de la vie politique et l'inutilité souvent forcée du talent et des facultés les plus actives ont longtemps contribué à les faire dévoyer. Dans les basses classes, le poids de la misère et de la servitude n'a pas toujours comprimé toute excentricité; là, elle se déguise sous un masque religieux. Si l'état social et l'âge de la civilisation russe y sont pour beaucoup, cette tendance est certainement pour quelque chose dans toutes les sectes bizarres qui foisonnent dans les bas-fonds de la société russe à tel point qu'il semble qu'il n'y ait pas d'extravagance qui n'y puisse conquérir des adeptes. Il est à remarquer que, pour être en opposition avec eux, de tels penchants bizarres ou désordonnés ne sont pas chez une nation, si ce n'est chez un individu, inconciliables avec l'esprit pratique et le culte du bon sens, si cher au Grand-Russe. Les peuples les plus positifs, les plus *matter of fact*, l'Anglais et l'Américain, en sont une preuve. De ces penchans s'en peut rapprocher un autre, commun aussi à plusieurs peuples du nord, c'est le goût de la nouveauté et une certaine mobilité qui, demeurant d'ordinaire à la surface, est moins qu'il ne le semblerait en contradiction avec le reste du caractère. Le Russe est sujet à s'éprendre, sujet à des caprices emportés et à des goûts passionnés pour une chose ou une autre, une opinion, un écrivain, un artiste. Tout est prétexte à mode, et peu de pays peuvent rivaliser avec lui dans ses accès de ferveur de néophyte ou de dilettante. Dans ses transports les plus sincères, on sent cependant le plus souvent tout l'intervalle qui sépare l'engouement de l'enthousiasme. Aisément accessible au premier, le Russe ouvre peu son âme au second. Chez lui, le fond est rarement remué, et, s'il l'est, il se calme assez vite pour ne pas troubler le cours et les calculs de la vie : encore un trait de ressemblance avec l'Américain et d'autres peuples du nord.

La flexibilité du Russe semble plus encore que son originalité liée aux vicissitudes du climat. Chez lui, les saisons sont une rude école pour l'organisme, c'est une sorte de discipline ou de gymnastique forcée que la nature, comme une mère sévère, lui a imposée, et

qui l'assouplit et l'endurcit à la fois. De là une des causes du succès du Grand-Russe, s'étendant dans tous les sens vers le nord et vers le midi avec une facilité presque égale à s'adapter à l'un ou à l'autre. Ainsi s'est trouvée à la fois corrigée et fortifiée une qualité qui semble avoir déjà été dans le sang slave et qu'ont développée et exercée le contact et le mélange avec les races les plus diverses. Cette flexibilité russe ne coûte rien à l'énergie ou à la solidité; au lieu de l'extrême malléabilité reprochée à certains Slaves, c'est la vigoureuse souplesse d'un métal battu et de bonne trempe, encore plus dur que résistant et flexible. Si l'on cherche un type de ce caractère russe, que le poids de l'histoire a empêché de s'épanouir en grands hommes, on a le tsar Pierre le Grand. A travers sa demi-barbarie, dans ses bizarreries et ses contradictions même, Pierre Alexiévitch est le type national par excellence. Il y a peu de défauts du peuple russe qui ne percent en lui, et beaucoup y ont été poussés jusqu'à l'extrême; il y a peu de ses qualités qui ne se fassent jour en lui, et plusieurs s'y sont élevées jusqu'au génie. Que si l'on s'étonne de trouver chez un seul peuple tant de caractères différens ou opposés, on peut en Pierre le Grand les voir réunis et concentrés dans un seul homme. Cette convergence en un seul individu de tant de vices et de vertus, de tant de traits dispersés dans une nation, a formé un homme bizarre et presque monstrueux, mais en même temps un des hommes les plus vigoureux et les plus souples, les plus entreprenans et les plus persistans, les plus audacieux dans la pensée et les plus résolus à l'exécution que le monde ait vus. Peu de peuples ont l'avantage d'avoir ainsi un grand homme dans lequel ils se puissent personnifier, et qui, dans leurs vices même, semblent une colossale incarnation de leur génie. La Russie est peut-être la seule; Pierre, l'élève et l'imitateur des étrangers, Pierre, qui semblait s'être donné pour mission de faire violence à la nature de son peuple, et qui par les vieux Moscovites fut regardé comme une sorte d'antechrist, est le Russe, le Grand-Russe par excellence. Devant lui, on peut dire que le souverain et la nation s'expliquent l'un par l'autre. Un peuple qui ressemble à un tel homme est sûr d'un grand avenir. S'il paraît manquer de quelques-unes des plus hautes ou des plus fines qualités dont s'honore l'humanité, il a celles qui donnent la puissance et la grandeur politiques : une énergie flexible est le principal trait de son caractère, le sens pratique est le trait dominant de son esprit, et la résignation et la persévérance sont ses deux principales vertus.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

L'ASIE-MINEURE

D'APRÈS LES NOUVELLES DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES

Exploration archéologique de la Galatie et de la Bithynie, d'une partie de la Mysie, de la Phrygie, de la Cappadoce et du Pont, exécutée en 1861 et publiée sous les auspices du ministère de l'instruction publique, par M. George Perrot, ancien membre de l'École d'Athènes, M. Edmond Guillaume, architecte du gouvernement, et M. Jules Delbet, docteur en médecine, 2 vol. in-folio (texte et atlas), Paris 1872; Didot.

La Vénus de Médicis est l'exemple le plus frappant des transformations de l'idée religieuse incarnée dans les symboles et dans les œuvres d'art. Sa beauté et sa sainteté, si différentes aux divers âges, ne disent rien de plus que notre amour et notre vénération pour la mère des mortels et des immortels. Plus l'idéal religieux de notre race s'est purifié et spiritualisé, plus le symbole de sa foi et de sa tendresse s'est ennobli et embelli. Toutefois, comme celle du langage, la création religieuse est chose obscure et inconsciente; l'antique simulacre évoqué par l'art des ancêtres subsiste et se perpétue, mais le sens primitif se perd souvent, surtout quand un culte passe d'une race à une autre race. De nouvelles croyances se substituent alors aux anciennes sans que le symbole ait même été modifié dans sa forme consacrée.

Qui ne l'a vue dans nos parcs et dans nos jardins, la « déesse pudique, » tremblante au moindre souffle du vent qui agite les feuilles d'un arbre? Elle semble écouter le murmure caressant des vagues où elle va se plonger, à moins qu'elle ne se mire dans l'eau profonde et verte. Un chaud rayon de soleil, rapide et lumineux comme une flèche d'or, a-t-il percé l'épaisse feuillée, piqué cette peau marmoréenne, la déesse cache son sein d'un geste qu'on pourrait croire chaste, n'était je ne sais quel voluptueux dédain qui

gonfle sa lèvre inférieure et lui donne un air de défi. L'œuvre de Praxitèle, la fameuse Aphrodite de Cnide qu'on voit encore sur des monnaies, n'avait pas ces allures discrètes, cette coquetterie savante et raffinée, cette impure morbidesse où s'est complu le sculpteur Kléomène. La Vénus de Médicis avec sa feinte pudeur est-elle encore déesse? N'est-elle pas déjà femme, j'entends patricienne ou impératrice? Elle a bien de l'esprit pour une olympienne.

Parmi les idoles phéniciennes de Chypre qui sont au Louvre, il en est une au front orné d'une couronne où l'on remarque encore les trous destinés à recevoir des étoiles ou des fleurs. Des colliers entourent son cou et tombent sur sa poitrine. La main droite de la déesse se porte vers son sein, la gauche vers les flancs sacrés d'où les dieux et les hommes sont sortis. N'est-ce point là le geste de l'Aphrodite de Cnide et de la Vénus de Médicis? C'est le même geste; seulement il ne faut pas songer à voir ici l'indice d'un sentiment de pudeur émue et craintive. La mère universelle, qui a tant d'enfans, et dont les créatures puisent une vie toujours nouvelle à ses mamelles intarissables, loin de cacher son sein robuste, le montre, non sans orgueil, aux hommes et aux dieux. Son peuple de colombes, qui tout le jour roucoule amoureusement sur les sombres cyprès qui croissent dans les bosquets sacrés du temple, les milliers d'hiérodules des deux sexes qui la servent, les foules de pèlerins qui viennent, au temps des fêtes, pleurer et se réjouir tour à tour dans le sanctuaire et sous les tentes peintes des prêtresses, tout éloigne de la bonne déesse et de son temple cette grâce chaste et pudique qui charme les sens affinés et blasés de l'homme très civilisé. Au fond, cette grossière terre cuite et l'œuvre des sculpteurs grecs sont un même et unique symbole; le spiritualisme religieux des Hellènes a transformé du tout au tout, en l'interprétant dans un sens fort différent, le geste symbolique de cette antique déesse chananéenne.

Les métamorphoses de cette idole sont l'image fidèle des transformations par lesquelles la vieille civilisation de l'Asie antérieure, transmise par l'intermédiaire des peuples de l'Asie-Mineure, est devenue la civilisation grecque. Les arts et les religions de la péninsule dérivant en dernière analyse des races diverses qui s'y sont rencontrées et mêlées, il convient de commencer cette étude par quelques considérations d'ethnographie générale. L'éclosion du beau et du divin dans l'espèce humaine est une création de l'esprit de l'homme; mais l'homme n'est pas quelque chose d'abstrait et de vague, une sorte de genre absolu dont toutes les espèces reproduisent un même type. Les trois grandes races historiques, les Touraniens, les Sémites et les Aryens, ne se ressemblent guère : de là la nécessité de signaler rapidement la part qui revient à chacune

d'elles dans l'œuvre commune. L'importance de cette étude paraîtra sans doute évidente lorsqu'on verra que l'Asie-Mineure a transmis aux Grecs tous les élémens asiatiques de cette culture d'où est sortie la civilisation de Rome et celle du monde moderne.

I.

Les dieux et les déesses, j'entends les monumens où la piété des vieux âges a fixé leur image, sont encore les moins muets entre les rares témoins que l'archéologue peut interroger sur les antiques civilisations de l'Asie-Mineure. Les religions, les arts et l'histoire générale de la péninsule forment en effet une des provinces les moins connues dans le domaine des sciences historiques. Longtemps encore l'œuvre de la critique consistera à recueillir des faits, à les classer, à les ordonner en systèmes de plus en plus compréhensifs et de moins en moins éphémères. Point de problème plus complexe que celui des origines ethniques des nations diverses qui ont passé dans cette contrée d'Asie, sans laisser parfois d'autre trace qu'un vain nom, bientôt effacé de la mémoire des hommes. Presque toutes les races humaines se sont rencontrées et souvent mêlées en des proportions inconnues au pied du Taurus, sur les hauts plateaux de ce promontoire, dans les plaines fertiles qu'arrosent ses grands fleuves, sur ses rivages en vue de Chypre et de Rhodes, de Chios, de Samos, et du chœur des îles de la mer Égée, dont les marins pénétraient par l'Hellespont et le Bosphore de Thrace dans les froides et tristes régions du Pont-Euxin. Le langage, qui est avec la religion le plus sûr document pour établir la généalogie d'un peuple, n'est pas ici un critérium infaillible. Les conquêtes et les transportations en masse qui les suivaient souvent dans le système assyrien ont certainement modifié la langue et les cultes de plus d'une nation.

Les populations du Pont et de la Cappadoce, à l'est de l'Halys, ont été touraniennes avant que d'être sémitiques comme celles des côtes méridionales de l'Asie-Mineure. A l'ouest de l'Halys, on s'accorde à voir des Aryens, proches parens des Thraces d'Europe; mais comment expliquer, au milieu de ces nations de race indo-européenne, la présence en très forte proportion d'élémens sémitiques dont témoignent l'histoire, la religion, l'art et la civilisation de la Lydie, avec sa dynastie assyrienne? Si, comme Platon l'avait entrevu, si la langue des Phrygiens était après celle des anciens Italiens la plus rapprochée du grec, l'idiome des Lyciens paraît en être beaucoup plus éloigné, bien qu'on n'en puisse méconnaître le caractère âryen. Le grand peuple des Lyciens, dont l'importance historique ne le cède peut-être pas à celle de la Phrygie et de la Lydie, avait été

précédé dans les montagnes et dans la vallée du Xanthos par une population araméenne, les Solymes. La rareté des monumens venus jusqu'à nous, le petit nombre des inscriptions, épaississent comme à plaisir les lourdes ténèbres qui pèsent depuis vingt siècles et plus sur cette étrange contrée, véritable vallée de Josaphat, où le voyageur foule les cendres de morts inconnus et, sur la montagne ou dans la plaine, ne rencontre que des tombeaux.

Bien que le jour de la résurrection paraisse encore fort éloigné pour ces antiques nations, il y a plaisir à suivre en ce pays des morts des guides aussi sûrs que MM. Perrot, Guillaume et Delbet. Grâce à ce dernier explorateur, on connaît enfin pour la première fois, dans leur rude vérité, les panathénées barbares qui se déroulent aux flancs des rochers de la Ptérie, dans ce district de la Cappadoce où se heurtèrent les armées de Crésus et de Cyrus. M. Guillaume, l'auteur de l'admirable restauration idéale du temple de Rome et d'Auguste, à Ancyre, en Galatie, a été loué avec une compétence incontestable par M. Beulé. M. George Perrot, l'historien des Galates, était le chef de la mission. Les bonnes études lui doivent, outre des découvertes d'une grande importance pour l'histoire de l'art et des religions antiques, faites en Phrygie et surtout en Cappadoce, la copie la plus complète de l'inscription fameuse sous le nom de *Testament d'Auguste*, gravée en latin et en grec sur les parois du temple d'Ancyre. Les cent soixante-trois inscriptions découvertes ou recopiées par l'érudit français dans son exploration ajoutent encore à ses titres sérieux dans le domaine de l'épigraphie. En France, après Le Bas et M. Waddington, — car Texier ne fut guère qu'un voyageur actif et intelligent, — nul n'a plus fait que M. George Perrot pour la connaissance des contrées, des monumens et des antiquités de l'Asie-Mineure.

Les humanistes de l'ancienne école, trop exclusivement préoccupés des Grecs et des Romains, n'atteignaient qu'une couche tout à fait superficielle de l'antiquité. Bien des siècles avant que Rome et la Grèce, avant que les Mèdes et les Perses, la Syrie, la Phénicie et la Judée, l'Assyrie et la Babylonie, pour ne rien dire de la Chine et de l'Inde, entrassent dans l'histoire du monde, un peuple de la vallée du Nil avait déjà développé, dans les arts et dans les connaissances pratiques de la vie, une activité qui non-seulement lui assura pendant des siècles l'empire d'une vaste partie de la terre, mais lui permit d'exercer, jusque dans les âges les plus reculés, une influence considérable sur la marche de la civilisation générale.

Ce n'est pas le lieu de rechercher quelle a pu être l'action directe de l'Égypte sur les peuples de la vallée du Tigre et de l'Euphrate, et partant, d'une manière indirecte, sur la civilisation de

l'Asie-Mineure, pendant les cinq siècles qu'a duré la domination des Pharaons en Mésopotamie. Si, dès la XXe dynastie, l'autorité des rois d'Égypte n'y fut plus guère que nominale, surtout à Babylone, il n'en fut pas ainsi de ceux de la XVIIIe et de la XIXe dynastie. Les derniers princes de l'ancien empire de Chaldée ont su de quel poids pesait sur la nuque d'un vassal la sandale d'un Thothmès Ier et d'un Thothmès III. Quelque original qu'ait été le développement postérieur de l'art assyrien, il est incontestable que, pendant la période assez longue dont nous parlons, le contact d'un art et d'une civilisation supérieurs n'a pas dû rester infécond. Si la magnifique floraison de l'art et de la civilisation des Assyriens a ses racines les plus profondes dans l'antique Chaldée, l'Égypte a eu pourtant son heure d'influence. On le voit bien, entre autres monumens, dans les précieux vases de bronze ciselés exhumés des palais assyriens (1).

Dès le XVIIe siècle, les décorations du tombeau de Rekhmara, à Thèbes, nous montrent les chefs des peuples des îles de la mer venant, avec les Phéniciens, offrir des présens à Thothmès III. Ces présens attestent que l'art de la céramique et le travail des métaux étaient assez avancés chez ces peuples (2). Au XIVe siècle, les populations de l'Asie-Mineure s'unirent avec celles de l'Asie occidentale : les noms des peuples de la Mysie, de l'Ionie ou Mæonie, de la Lycie et de la Dardanie, ont été lus sur les monumens égyptiens parmi ceux des nations dont triompha Ramsès II, le Sésostris d'Hérodote. Une nouvelle invasion, sous la conduite des Libyens, eut lieu dès les premières années du règne de Meneptah. Les Achéens, les Tyrrhéniens, ancêtres des Étrusques, population pélasgique alors établie dans la vallée du Kaystros, paraissent cette fois à côté des Lyciens dans l'inscription du monument de Karnak. Enfin, à la veille du XIIIe siècle, sous Ramsès III, c'est par terre et par mer que les Teucriens, venus du pays troyen, et les Pélasges des îles avec les Danaëns, attaquent le vieil empire de la vallée du Nil.

Ces barques terminées à l'avant par de longs cous d'oiseau, qu'on voit sur les bas-reliefs égyptiens, ressemblent beaucoup sans doute à celles qui conduisirent trois siècles plus tard sur les rivages de Troie les Argiens, les Achéens et les Danaëns. On devait aussi rencontrer dans les campagnes de la Troade ces lourds chariots à roues pleines, attelés de bœufs, qui, comme ceux des Cimbres et des Teutons, traînent à la suite de l'armée les femmes et les enfans.

(1) Layard, *Nineveh and Babylon*, ch. VIII; *Monum. of Nineveh*, 2e sér.

(2) Wilkinson, *Manners and customs of the ancient Egyptians*, I, pl. IV. — M. de Longpérier a remarqué que les *formes* et les *ornemens* de ces beaux vases, qui n'ont jamais été employés par les Égyptiens, sont précisément ceux que les Grecs ont adoptés plus tard, et qu'on a retrouvés dans les fouilles de Santorin et de Milo.

Pélasges et Teucriens se reconnaissent à leur toque plate et rayée; les Tyrrhéniens ont un bonnet pointu, espèce de cône incliné en arrière. Tous ont des tuniques à raies et à quadrilles, — pour armes, le poignard ou courte épée droite à double tranchant et le bouclier rond. Ramsès III imposa aux vaincus un tribut d'étoffes et de grains. Les peuples des îles et des côtes de l'Asie-Mineure (que mentionne la table des peuples de la Genèse) étaient donc déjà des agriculteurs et d'habiles tisseurs aux XIIIe et XIVe siècles, avant l'époque de la thalassocratie chananéenne dans la Méditerranée. Quatre cents ans auparavant, les peintures égyptiennes de l'époque de Thothmès III ont montré qu'ils n'étaient plus des sauvages, depuis mille ans au moins. Les résultats des fouilles de l'île de Théra sont de tout point d'accord avec ces inductions. Enfin, au IXe siècle, le prophète Joël (III, 6), reprochant à Tyr et à Sidon de vendre aux « fils des Javanim » les enfans de Juda et de Jérusalem, confirme les rapports commerciaux que les peintures de Thèbes attestent avoir existé entre les Ioniens et les Phéniciens. L'antiquité d'une civilisation âryenne chez des peuples qui, comme les Ioniens d'Asie-Mineure, ont été dans l'Occident les porteurs d'une culture supérieure, nous paraît de nature à modifier les idées qu'on s'était faites jusqu'ici des premiers temps de l'Hellade.

Le lointain souvenir de l'Égypte resta toujours présent à l'esprit des Grecs d'Asie. La poésie de leurs aèdes, c'est-à-dire la conscience populaire, aimait à rappeler les villes opulentes de la vallée du Nil, les demeures somptueuses de cette Thèbes aux cent portes, toute retentissante du bruit des chars. Si leurs ancêtres n'avaient pas été à Thèbes, ils avaient vu du moins Héliopolis et Memphis. Durant des siècles, les Milésiens cherchèrent en vain à pénétrer dans les bouches du Nil : l'Égypte leur demeurait fermée, comme l'a été si longtemps la Chine. Tout au plus parvinrent-ils, au milieu du VIIIe siècle, à établir un simple entrepôt dans le Delta. Il ne fallut pas moins que l'anéantissement de la puissance des Pharaons sous les coups des armées formidables d'Assur pour que les Grecs, profitant de l'anarchie qui suivit la conquête, fissent remonter le Nil à quelques vaisseaux de guerre. Un prince de race libyenne, Psamétik, fils de Néko, fit au VIIe siècle, en montant sur le trône, la fortune de ces descendans des pirates ioniens et kariens.

Ce n'est qu'à cette époque, relativement moderne, que les Grecs asiatiques purent contempler de près les villes, les temples de l'Égypte, étudier par eux-mêmes les arts et la civilisation de ce pays. Contrairement aux idées qui ont régné si longtemps parmi les érudits et que les Grecs ont les premiers répandues, l'influence directe de l'Égypte a donc été à peu près nulle sur le développement primitif des peuples de l'Asie-Mineure et de l'Hellade. Toute-

fois l'action civilisatrice de cette contrée s'exerça par le canal des Phéniciens, et même des Libyens, dans toute cette partie du monde ancien. Ce n'est pas seulement en Chypre et en Crète, c'est dans presque toutes les îles de la mer Égée et dans la Béotie que les Chananéens ont été les instituteurs des Pélasges, des Doriens surtout, avec qui leur génie avait quelque affinité. Combien d'œuvres de l'art archaïque des Hellènes diffèrent à peine des œuvres de la Phénicie! Les vieux maîtres des îles de Crète et de Samos, les antiques sculpteurs doriens, Canachus, les Éginètes, avec leur canon des proportions, leurs procédés hiératiques, leur style raide, dur et austère, n'ont d'autres traditions que celles de Tyr et de Sidon, où l'influence séculaire de l'Égypte était demeurée prépondérante.

La vraie Grèce, la Grèce où fleurit la poésie des homérides, où naquit la philosophie, où parut pour la première fois dans le monde le grand art idéaliste, la Grèce mère de la science et de la beauté, c'est la Grèce d'Asie, c'est l'Ionie, et les élémens de cette haute culture appartiennent non pas à l'Égypte, mais à l'Assyrie. Ici encore il ne peut être question d'influence directe. La Cappadoce, la Lycie, la Phrygie, surtout la Lydie, jouèrent pour les Grecs des côtes de l'Asie-Mineure le même rôle que les Phéniciens pour les Hellènes des îles et du continent. Tandis qu'une partie de la grande migration âryenne vers l'Occident s'était arrêtée sur les hauts plateaux où fut la Phrygie, une seconde partie, traversant l'Hellespont et la Propontide, avait pénétré dans les vallées et dans les montagnes de la Thrace et de la Macédoine, d'où elle descendit plus tard vers le sud, dans la presqu'île grecque, sous les noms d'Éoliens, d'Achéens et de Doriens. Une troisième partie de la famille âryenne s'avança peu à peu des hautes régions de l'Asie-Mineure vers les côtes, en suivant le cours des fleuves : c'est la famille des Grecs d'Orient ou Ioniens; en regard des Grecs d'Occident ou Hellènes, ils ont un art, une culture particulière. Ils ne restèrent pas moins distincts des peuples de l'intérieur de la péninsule. M. E. Curtius l'a dit : « On n'observe nulle part plus qu'en Asie-Mineure le contraste de la région de l'intérieur et de celle du littoral, la côte est comme une autre terre, soumise à d'autres lois. Avec sa nature propre, le littoral de l'Asie-Mineure avait donc aussi sa population et son histoire à part. »

De très bonne heure, les Ioniens écumèrent la Méditerranée en hardis pirates, de concert avec les Phéniciens, et ils fondèrent sur le continent des établissemens beaucoup plus considérables que ceux-ci. C'était pure illusion lorsque, au ve siècle, les Pélasges de l'Attique et du Péloponèse passaient pour indigènes : ils étaient venus de l'Asie-Mineure. Par le commerce et par la conquête, les Ioniens ont plus contribué peut-être que les Phéniciens à la civilisation de leurs frères d'Europe, les Hellènes. Comme l'a remar-

qué M. Ernest Renan, il semble bien que « le nom des Phéniciens couvrit en réalité des migrations de peuplades ioniennes vers l'Occident. » En tout cas, on sait quelle haute antiquité le témoignage des monumens assure aux Pélasges des îles et des côtes de l'Asie-Mineure. Aux époques historiques, quand après l'invasion dorienne les peuples de la Grèce occidentale émigrèrent en Asie, ce ne furent donc point des « barbares » qu'ils rencontrèrent sur les rives et dans les îles voisines de la mer Égée. Partout les nouveaux colons retrouvèrent une Grèce véritable. Plus d'un Ionien rentra sans le savoir dans son ancienne patrie. La guerre de Troie, chantée par les Ioniens, fut une lutte entre peuples de même famille, entre Achéens et Dardaniens. Les rhapsodes homériques parlent-ils jamais d'Hellènes et de barbares? Comme l'a très bien vu Thucydide, Homère n'a pas fait cette distinction.

Les vieux Ioniens étaient si bien des Asiatiques que, lorsqu'Ézéchiel, comme Joël, les montre en sa sublime complainte sur Tyr faisant le commerce d'esclaves avec la Phénicie, il les nomme avec Tubal et Mosoch, c'est-à-dire avec les Tibarènes et les Mosches, qui envoyaient à Tyr des vases d'airain. Qu'étaient-ce que ces deux peuples, dont les noms se présentent toujours associés, dans la Bible comme chez Hérodote? Les Mosches furent les premiers habitans de cette Cappadoce par laquelle l'influence assyrienne pénétra en Asie-Mineure, et dont les importans bas-reliefs de la Ptérie nous révèlent les idées religieuses, du moins à une certaine époque. On n'en saurait douter, l'antique Mazaca, sur l'Halys, au pied des cimes neigeuses de l'Argé, fut la capitale d'un vaste empire touranien. Bien des siècles plus tard, au temps de Strabon, quand la Cappadoce fut devenue un pays sémitique, la « Moschique » comprenait encore la Colchide, l'Ibérie et une partie de l'Arménie. Quant au Tubal de la Bible, le Tabal des inscriptions cunéiformes, les Tibarènes d'Hérodote, ce peuple touranien s'était avancé en Asie-Mineure jusque sur le littoral du Pont-Euxin, entre Trébizonde et Sinope; il doit avoir aussi possédé un vaste empire à l'est de celui des Mosches, car Salmanassar II rapporte que, « dans la vingt-deuxième année de son règne, il passa l'Euphrate pour la vingt et unième fois, descendit dans le pays de Tabal, et y reçut comme tributs les présens de vingt-quatre rois de la contrée. »

Refoulés vers le Pont par les armes d'Assur, les Mosches et les Tibarènes formaient, au temps de Darius, une satrapie avec une ou deux autres provinces de l'Asie-Mineure. L'affinité ethnique de tous ces peuples avec la population touranienne de la Médie est incontestable. Non moins certaine est la parenté de ces nations avec les antiques Chaldéens ou *Kasdim*, qui firent la conquête de la Mésopotamie sur les Couschites de l'empire de Nemrod, et, envahissant

le cours inférieur de l'Euphrate et du Tigre, fondèrent l'empire de Chaldée, avant que la race sémitique d'Assur les subjuguât à leur tour. Ils ont donné aux Sémites, et par les Sémites aux Aryens, les élémens premiers de toute culture industrielle et scientifique. Ce sont eux qui dans la Mésopotamie, comme en Arménie et chez les Susiens, ont introduit le système de l'écriture cunéiforme. Les lois constitutives de la société babylonienne, les formules sacrées, les livres de science ou de magie, rédigés dans l'idiome des Touraniens, demeurèrent toujours la chose de la caste sacerdotale et savante des Chaldéens. Aussi haut qu'on remonte dans le passé, les Mosches, les Tibarènes et les Chaldéens semblent avoir les premiers excellé dans l'exploitation des mines et le travail des métaux. Aujourd'hui encore les montagnes de la Colchide renferment d'inépuisables mines de cuivre. M. Alfred Maury, en son savant mémoire sur les Gètes, a remarqué que c'est en partie aux armes de métal que les Touraniens ont dû leurs victoires sur les Cousches : ceux-ci n'avaient pour se défendre que des massues de bois, des flèches de roseau, des armes en pierre et en os. Ézéchiel, on l'a vu, parle des vases d'airain que Mosoch et Tubal envoyaient à Tyr. Qu'est-ce enfin que Tubal-Caïn, l'inventeur de l'art de forger le fer et l'airain, sinon une personnification de Tubal?

Comment la Cappadoce et le Pont sont-ils devenus des pays de langue araméenne, c'est-à-dire d'une langue très voisine du phénicien et de l'hébreu? L'étude des monumens numismatiques de l'Asie-Mineure démontre qu'au VIe siècle avant notre ère et sans doute auparavant, non-seulement en Cilicie, mais encore dans la Cappadoce et la Paphlagonie, on parlait un idiome sémitique. « Ce n'est pas sans raison, dit M. Waddington, que les habitans de la Cappadoce étaient appelés *Leuco-Syri* ou Syriens blancs par les Grecs. » Une ville d'un nom purement sémitique, Gazor, qui rappelle l'ancienne capitale des Chananéens de la Palestine, se trouvait sur l'Iris. Au temps de Strabon, Gazor n'était plus qu'une « ville antique et déserte; » mais durant des siècles elle doit avoir servi de résidence aux souverains du pays; elle conserva son atelier monétaire sous les derniers rois du Pont. Dans les chancelleries de Darius, si le grec était la langue officielle pour les cités des côtes de l'Asie-Mineure, l'araméen était celle de la Cappadoce, de la Cilicie, de la Syrie et de la Palestine. A part la Phénicie et ses colonies, l'influence considérable de l'araméen, devenu plus tard, sous le nom de syriaque, l'idiome du sémitisme chrétien, se retrouve partout sur les monumens, en Mésopotamie, en Asie-Mineure, en Égypte.

Sous l'influence des religions, de l'art et de la civilisation des Mèdes et des Perses, surtout à l'époque de la domination des Aché-

ménides, la Cappadoce, tout en gardant son vieux génie touranien, sa langue et ses cultes sémitiques, se laissa pénétrer par de nombreux élémens éraniens. Strabon, né dans une ville du Pont, et qui a vu ce qu'il raconte, présente cette contrée comme un pays où l'on ne rencontre que des mages, gardiens du feu sacré, et des temples dédiés à des divinités de la Perse. Dans les sacrifices, les victimes n'étaient pas égorgées; on les assommait. Les pyrées de Cappadoce, où le feu sacré était entretenu nuit et jour, sont décrits comme des chapelles magnifiques. Entrés dans le sanctuaire, debout devant les autels où brille la flamme, les mages chantent des hymnes, le faisceau de baguettes de bruyère à la main, la tête presque cachée dans une tiare de feutre. Comme la Médie et l'Arménie, la Cappadoce avait adopté les coutumes et les cérémonies religieuses de la Perse (1). Elle adora les dieux d'Éran.

Combien de fois les Assyriens, les Mèdes, les Perses, passèrent l'Halys, pénétrèrent par la Cilicie ou par le Pont au cœur de la péninsule, jusqu'au jour où les Grecs d'Asie, les Ioniens, firent partie d'une satrapie du grand Roi! Du XIIe au VIIe siècle, l'Assyrie domine l'Asie-Mineure. Avec la Babylonie, la Médie, l'Arménie, où sont les sources du Tigre et de l'Euphrate, avec la Syrie, c'est l'Asie-Mineure qui est surtout le théâtre des grandes expéditions des rois d'Élassar et de Ninive. Dès le XIIe siècle avant notre ère, Tiglathphalasar Ier triomphe deux fois des Mosches et de leurs cinq rois, qui occupaient alors une grande partie de la Cappadoce et du Pont. Il s'agissait, comme il arriva souvent, de réduire la Commagène. Tiglathphalasar fit campagne dans la Cilicie, pays alors également touranien, et s'engagea dans les montagnes jusqu'au-delà de Selgé de Pisidie. Une autre fois, c'est par le Pont que ses armées firent irruption dans l'empire des Mosches. Les gens de Comana, où la Vénus asiatique eut plus tard un temple célèbre, furent défaits. Le conquérant s'avança dans le nord de la Phrygie, et ne s'arrêta que dans une contrée qui pourrait bien être la Mysie. On ne peut dire encore si la Troade a conservé des restes authentiques de la domination assyrienne; mais, s'il est évident que le fond de la population du royaume des Dardanides était, comme la Phrygie, de race àryenne, certains noms, comme Ilos et Assaracos, les amours divines d'Anchise et d'Aphrodite, l'expédition de l'oriental Memnon au secours du vassal d'Assur, les héros Alexandros et Hector, qui s'appellent aussi Pâris et Darcios, enfin le souvenir, persistant encore à l'époque de Platon, de la domination des Ninivites en Asie-Mineure au temps de la guerre de Troie, — tout nous porte à considérer l'antique Mysie sous le même

(1) De même à Éphèse. Cf. E. Curtius, *Beiträge zur Geschichte und Topographie Kleinasiens*, p. 20 (Berlin 1872).

jour que la Lydie. « Je suis tenté, quand je me rappelle *l'Iliade*, a dit M. Beulé, de comparer Priam, avec son harem et ses cinquante fils, au roi Sargon ou au roi Sardanapale III, de lui ceindre la même tiare, de lui prêter les mêmes draperies brodées, la même barbe teinte et frisée en étages, de le voir sur le même char, conduit par le même écuyer. Les murs d'Ilion devaient avoir les tours et les sept portes de Khorsabad; les vieillards qui admiraient Hélène se tenaient sur des terrasses derrière des créneaux semblables aux créneaux de Ninive; les guerriers avaient les mêmes armes, allaient à la bataille dans le même désordre, poussaient des chevaux couverts des mêmes harnais. En un mot, les bas-reliefs de Khorsabad fourniraient une illustration graphique de *l'Iliade* plus juste que les bas-reliefs du Parthénon, car au siècle de Périclès la Grèce avait rompu avec l'Orient aussi soigneusement qu'au siècle de Sargon l'Assyrie avait rompu avec l'Égypte. »

Qui connaît une de ces expéditions des rois d'Assur en Asie-Mineure les connaît à peu près toutes. Presque chaque année, au printemps, les monarques du premier et du second empire assyrien, comme les Pharaons de la XVIIIe dynastie, lançaient sur le monde leurs armées formidables, et tenaient ainsi sous le joug les nations de la terre. Les inscriptions qui racontent leurs hauts faits parlent toujours de révoltes écrasées, de contrées dévastées par le fer et le feu, de peuples transportés en masse, de rois rebelles écorchés vifs. Dans leurs innombrables campagnes contre la Syrie septentrionale, contre les Khatti, contre la Cilicie et la Cappadoce, on voit que les Assyriens aimaient fort à couper les cèdres et les cyprès de l'Amanus. Les grandes expéditions en Asie-Mineure se renouvelèrent au Xe siècle sous Assurnazirpal, au IXe sous Salmanassar IV, au VIIIe sous Sargon, qui paraît avoir fait des conquêtes au cœur même de l'Asie-Mineure : il transporta à Damas les habitans d'une ville de Pisidie. Les troupes de Sennachérib, au VIIe siècle, auraient repoussé les Grecs qui tentaient d'établir des colonies en Cilicie; c'est alors que les Assyriens auraient fondé la ville de Tarse : tel est du moins le récit de Bérose. D'autres attribuaient l'origine de cette ville à un Sardanapale. Sémiramis passait également pour avoir bâti la chaussée de Tyane, près des portes ciliciennes, et la levée sur laquelle était construite Zéla du Pont. On lui attribuait, comme à Ninus, la fondation de plusieurs villes de l'Asie-Mineure. Ninoé, sur les frontières de la Lydie et de la Karie, fut certainement un centre de culture assyrienne.

Une tradition fort répandue rattachait au contraire la fondation de Tarse à la campagne victorieuse que fit en 666 le roi Assurbanipal dans la Cilicie révoltée : le roi du pays, en signe de soumission, livra sa fille pour le harem de Ninive. L'année suivante, As-

surbanipal reçut dans cette ville une ambassade de Gygès, roi de Lydie. Sorte de prétorien, soutenu, comme Psamétik, par des mercenaires kariens, cet étranger avait, à la faveur d'une intrigue de palais ou de harem, assassiné Candaule pour monter sur le trône des Héraclides. Gygès se reconnaissait vassal du roi d'Assyrie, et lui demandait de le secourir contre une nouvelle invasion de Cimmériens. Le texte assyrien rapporte que peu de mois après revint à Ninive une seconde ambassade chargée de riches présens, et amenant prisonniers les deux principaux chefs de ces Scythes d'Asie. Gygès victorieux rendait grâce aux dieux Assur et Istar; mais le Karien ne se piquait pas de fidélité : il soutint Psamétik contre Assurbanipal. Les garnisons assyriennes du Delta furent chassées par les Lydiens. Le roi de Ninive fit un geste : la Lydie fut dévastée par les Cimmériens, Sardes prise, Gygès périt. Pour éloigner les terribles cavaliers de Touran, Ardys, fils de Gygès, dut se soumettre et envoyer un tribut à Ninive. Ainsi la domination de l'Assyrie en Asie-Mineure, comme plus tard celle des Perses, s'étendait jusqu'à la mer Égée.

De ces considérations d'histoire et d'ethnologie anciennes, singulièrement favorisées par les récens progrès de l'assyriologie, il ressort avec évidence que les trois grandes races historiques, les Touraniens, les Sémites et les Aryens, se sont rencontrées en Asie-Mineure, — que pendant des siècles la péninsule a été une sorte de province du grand empire sémitique de la vallée du Tigre et de l'Euphrate, — que les arts, les religions, la culture supérieure de cette contrée, ont dû de toute nécessité avoir une importance prépondérante dans le développement ultérieur des diverses formes de la civilisation âryenne. C'est surtout à l'ouest de l'Asie-Mineure, dans les plaines de l'Hermos et du Méandre, dans les deux péninsules de la Troade et de la Lycie, qu'a eu lieu le contact fécond du génie sémitique et du génie âryen. Ce qu'on a rapporté des Grecs asiatiques des côtes, de ces Ioniens qui ont été les éducateurs des Hellènes, suffit pour faire entrevoir quelles idées, je n'ose dire nouvelles, du moins encore peu répandues, doivent désormais prévaloir sur les origines de l'art et de la civilisation helléniques.

II.

Un temps viendra sans doute où il ne sera plus permis de parler de l'art grec sans en connaître les formes génératrices. Peut-être n'est-il plus déjà très facile de trouver de nouvelles phrases sur le génie créateur des Hellènes, sur l'originalité absolue des productions de cette race élue, sur l'esprit divin de ce Prométhée, qui a tout inventé, tout tiré du néant et dérobé le feu du ciel : l'admiration doit

être épuisée. En vérité, c'était bien mal juger des conditions naturelles de tout développement en ce monde. Étant donnée la situation géographique de la Grèce et l'époque de son apparition dans l'histoire, on pouvait conclure qu'elle avait dû subir, à l'orient et au midi, des influences de toute sorte, dont l'effet avait été de hâter la croissance et l'épanouissement de la vie nationale des Hellènes. Après quoi n'est-il pas assez indifférent au fond que l'art grec, dérivé de l'art asiatique, ait embelli les formes qui lui ont servi de modèles, les ait transformées en les idéalisant? En art, comme en toutes choses, le germe est plus important que le développement : celui-là peut exister sans celui-ci, non celui-ci sans celui-là. L'originalité de l'art grec est incontestable, mais seulement à un moment de sa durée. L'idée d'un canon invariable des proportions du corps humain, idée qui passa dans quelques écoles primitives d'artistes grecs, dans les écoles doriennes, sans parler des artistes mythiques de la Crète, se rattache à l'Égypte par la Phénicie. Ainsi que l'a très bien dit M. Lepsius en parlant surtout de l'architecture des Hellènes, dont les modèles sont en Égypte, comme ceux de la sculpture sont en Assyrie, si, pendant de longs siècles, d'autres peuples n'avaient préparé les voies, le développement de l'art grec n'aurait pas été si rapide (1).

Pour la première fois, on a enfin acquis à notre époque une assez claire conscience de la place et de la signification de l'Hellade dans l'histoire du monde. L'histoire véritable, élevée à la hauteur d'une philosophie, conçue comme la science de l'évolution organique de l'humanité, a peut-être le droit d'être écoutée après les exercices oratoires des rhéteurs. Si quelqu'un avait posé tout d'abord en principe qu'il existe un art lydo-phrygien, dérivé de l'art assyrien, véritable intermédiaire entre l'art de l'Hellade et de l'Assyrie, qui transmit à la Grèce des traditions, lui offrit des modèles, inspira ses premiers constructeurs, ses écoles primitives de sculpture, ses peintres archaïques, ses musiciens, on aurait trouvé sans doute que c'était réduire étrangement la part de l'invention dans les œuvres du génie grec, que les Hellènes ne l'avaient guère entendu ainsi, et qu'on ne pouvait tant accorder aux « barbares. » Cette thèse est pourtant celle que soutient M. George Perrot, avec une science peu commune de l'art classique et de l'art oriental, avec une connaissance approfondie des monumens de l'Asie-Mineure.

La révolution dans les idées relatives aux origines de l'art grec remonte au temps de la découverte de la nécropole de Vulci, en Étrurie, puis de celle des ruines de Ninive. Dès 1832, Micali re-

(1) *Ueber einige ægyptische Kunstformen und ihre Entwickelung*, dans les *Abhandlungen de K. Akad. der Wissenschaften zu Berlin* (1871).

connut le caractère asiatique des monumens étrusques et les rapprocha des cylindres assyriens et babyloniens. Or l'origine lydienne des Étrusques, dont témoigne déjà Hérodote, ne saurait plus être sérieusement contestée. L'art importé en Toscane, dont la parenté avec l'art assyrien avait frappé Micali, était bien celui de la Lydie, sorte de province du grand empire sémitique d'Assur. Les Ioniens de l'Asie-Mineure n'en avaient guère connu d'autre; les sculpteurs et les peintres de vases du royaume de Candaule ou de Crésus leur avaient fourni des modèles et transmis des traditions : de là l'affinité entre l'art étrusque et l'art primitif des Hellènes. Raoul Rochette, un peu enclin à exagérer la part qui revient ici à la Phénicie, restitua du moins à l'Assyrie ce que les antiquaires des deux derniers siècles avaient attribué à l'Égypte. Félix Lajard avait également reconnu le caractère assyrien des coupes d'argent doré trouvées dans les tombeaux de Ceri. En 1847, Gerhard regardait comme incontestable l'analogie qui existe entre les plus anciennes peintures de vases grecs et les monumens assyriens. Dans les relations de Corinthe avec l'Asie-Mineure, il voyait un motif d'appeler plutôt lydo-babyloniens que phénico-babyloniens les vases peints d'ancien style. Les types de l'art grec et toscan, si souvent cherchés en Égypte et en Phénicie, avaient été retrouvés à Babylone, à Ninive, à Persépolis. L'influence très réelle de la Phénicie sur la Crète, et partant sur les Grecs des îles de l'Archipel, ne pouvait être comparée à celle de la Lydie et de la Lycie sur l'Argolide, sur Corinthe et l'Étrurie. Les figures ailées, les taureaux à face humaine, les griffons, les personnages finissant en poissons ou en reptiles, faisaient penser aux religions de la vallée du Tigre et de l'Euphrate bien plus qu'à celles de la Phénicie, quoique de même origine. Gerhard reconnaissait qu'aux âges reculés l'habileté merveilleuse des Phéniciens à travailler l'airain, l'or, l'ivoire et le verre n'avait pas été perdue pour les Hellènes; mais cette influence s'était évanouie, et c'était en d'autres contrées, chez les peuples de l'Asie-Mineure, maîtres des routes commerciales qui passaient par Comana et Tarse pour atteindre Ninive et Babylone, qu'il convenait de chercher les principaux types de l'art grec.

Layard en Angleterre, M. de Longpérier en France, achevèrent de prouver l'origine assyrienne des arts de la Grèce et de la Perse. Layard distinguait deux époques dans l'influence exercée par l'Assyrie sur l'Asie-Mineure : l'une directe, pendant la domination de Ninive dans la péninsule, — l'autre indirecte, au temps de l'empire des Achéménides. Parmi les monumens encore si peu nombreux de la première période, il citait les bas-reliefs de la Ptérie, en Cappadoce : il reconnaissait une parenté évidente entre les divinités ou les emblèmes sacrés de cette sculpture et les symboles religieux

de l'Assyrie. De son côté, M. de Longpérier remarquait que les sculptures découvertes près de Maltaï, au nord de Mossoul, ne permettaient pas de douter de l'origine assyrienne des bas-reliefs de Ptérium; mais ce sont surtout les monumens bien plus nombreux de la seconde période, celle de la domination persane, qui permirent à Layard de mettre en pleine lumière les rapports qu'il découvrait entre les arts de l'Assyrie et de la Perse, de la Perse et de l'Asie-Mineure, de l'Asie-Mineure et de la Grèce. Le bas-relief des Harpies à Xanthos, et tant d'autres sculptures de la Lycie, envoyées par Fellows au Musée-Britannique, avaient été pour lui une révélation.

Les représentations des coupes découvertes en Chypre, à Larnaca, l'ancienne Kittium, qui sont au Louvre, rapprochées des sujets et du travail des coupes d'argent et de bronze trouvées à Ceri, en Italie, et à Nimroud, sur les bords du Tigre, montrèrent à M. de Longpérier comment s'était faite l'éducation des artistes helléniques, qui si longtemps imitèrent les vases de métal ou de terre peinte que les Phéniciens vendaient à tous les peuples de la terre, et cela près de deux mille ans avant notre ère, comme l'attestent les peintures thébaines de l'époque de Thothmès III. Les plus anciens de ces vases, dont les motifs d'ornement ont servi de modèles aux peuples de l'Asie-Mineure et aux Grecs pour décorer leurs tombeaux et leurs temples, ont certainement été fabriqués en Asie. Les poteries antiques des Cyclades, qui remontent aux XIIe et XIIIe siècles, n'ont pour toute décoration que des bandes, des zones, des zigzags ou des cercles, d'un ton bistre, qui s'enlève mal sur le fond gris et jaunâtre de la terre. Puis des rosaces assyriennes, des plantes et des fleurs, des animaux disposés en zones et passant en longues files, des monstres moitié hommes et moitié bêtes, des sphinx, des sirènes, des divinités à queue de poisson, comme dans les sculptures du temple d'Assos, en Mysie, tout sur les vases peints d'ancien style rappelle ce que l'on voyait à Ninive. Bientôt des scènes mythologiques se déroulent au flanc des vases, encadrées par des scènes d'animaux; on songe que le type de ce système décoratif a dû être copié sur ces riches tapis de Babylonie et de Lydie, sur ces étoffes aux fines et éclatantes couleurs, semblables au magnifique péplos fabriqué pour Alcisthène de Sybaris, où l'image des grands dieux helléniques apparaissait entre deux bordures décorées de figures orientales. « Le haut, dit Aristote, représentait les animaux sacrés des Susiens, le bas ceux des Perses. » Les coupes de métal d'Italie, de Chypre et de Ninive, sont décorées d'après le même système que les vases peints à zone d'animaux. Ces vases, ornés de frises où les sujets sont gravés en creux, doivent ressembler beaucoup à celui qu'Achille propose pour prix de la course aux funérailles de Pa-

trocle, aux vases que les rois de Lydie, Gygès, Alyattes, Crésus, avaient envoyés en offrandes à Delphes, au cratère d'airain que les Lacédémoniens avaient fait exécuter pour Crésus, et qui, dit Hérodote, était décoré jusqu'au bord de « figures de plantes et d'animaux. »

Le mode de composition et les sujets traités dans les vases à peintures noires sur fond rouge, où, dès le VIIe siècle, paraissent des figures humaines, rappellent de tous points les bas-reliefs de style archaïque, si bien qu'il est possible, avec des peintures de vases, de restituer les métopes de certains temples (1). Sur les poteries peintes comme dans les bas-reliefs, les traditions de la plastique assyrienne sont évidentes. L'anatomie, la musculature, les yeux, la pose, le mouvement des figures, tout nous autorise à rapprocher des sculptures de Ninive les métopes des temples d'Assos, en Mysie, et de Sélinonte, en Sicile. Un des plus anciens ouvrages grecs que l'on connaisse, le précieux bas-relief trouvé à Marathon, qui représente le guerrier Aristion, paraît tiré d'une salle de quelque palais assyrien. « On demeure frappé de la ressemblance des détails, dit M. de Longpérier: les yeux, la chevelure, la barbe, les muscles, sont traités de la même manière. » Enfin l'origine et les premières transformations des élémens de l'architecture grecque, au moins d'un ordre d'architecture, peuvent encore être étudiées sur les vases peints de style asiatique, comme sur les monumens de l'Asie-Mineure et de l'Assyrie. Ce n'est pas le lieu de parler de l'emploi des denticules, du méandre, etc., toutes choses qui fourniront un chapitre intéressant au futur historien des origines orientales de l'art grec. Quel grand et beau livre! Le fera-t-on jamais? Je ne puis pourtant passer ici sous silence que M. George Perrot a, pour sa part, achevé de prouver l'origine tout asiatique de la colonne ionique. Sur les rochers de la Ptérie, à Boghaz-Keuï, au lieu dit *Iasili-Kaïa*, « la pierre couverte d'images, » auprès de deux des figures principales du bas-relief, on voit dans le champ un édicule surmonté du globe ailé. Les colonnes qui supportent ce symbole religieux, commun à l'Égypte, à la Phénicie et à l'Assyrie, ont le chapiteau à volutes ioniques. Les deux colonnes qui portent l'architrave d'un petit édifice figuré dans un bas-relief de Khorsabad, également caractérisées par l'emploi de la volute comme motif principal du chapiteau, fournissent un autre type de l'ionique primitif. Ce sont là deux variétés d'un ordre architectural qui, transmis d'Asie aux Grecs des côtes par les peuples de la péninsule, a été adopté et embelli, plus qu'on ne saurait dire, par les Ioniens de la mer Égée.

(1) Hittorff et Zanth, *Recueil des monumens de Ségeste et de Sélinonte* (Paris 1870).

Si l'on est frappé des rapports qui existent entre les formes archaïques de l'art grec et les monumens asiatiques, on doit reconnaître qu'une étude comparée des sculptures de l'Asie-Mineure, avant toute influence hellénique, avec les bas-reliefs de l'Assyrie, formerait en quelque sorte les prolégomènes d'une histoire des origines orientales de l'art hellénique. Ce sont ces prolégomènes que M. George Perrot a écrits. L'art de l'Asie-Mineure, bien qu'original à sa manière, n'a pas de style propre. Les rudes sculpteurs qui ont taillé le roc dans toutes les régions de la péninsule, de la Lydie à la Cappadoce, avaient reçu des artistes ninivites les traditions et les procédés de leur art. On retrouve chez eux quelque chose de ce goût pour les détails du costume et de l'anatomie, de ce don d'observation exacte et de ce tempérament réaliste qui a fait dire à M. Oppert que les Assyriens étaient « les Hollandais de l'antiquité (1). » Comme leurs maîtres, les artistes de l'Asie-Mineure ont excellé dans l'art de sculpter les formes animales. Si les modernes ont rarement atteint la vérité prodigieuse qui saisit dans les lions et les taureaux des sculpteurs contemporains d'Assurnazirpal, de Sargon et de Sennachérib, si les Grecs n'ont guère excellé en ce genre, à en juger par les lions du Pirée et du Mausolée, les artistes de la péninsule semblent avoir beaucoup mieux rendu le type éternel du féroce félin, au corps allongé, à la démarche vraiment royale, aux muscles puissans et tendus comme des ressorts d'acier, ouvrant une gueule énorme contractée par une sorte de fureur divine. Le lion de Kalaba, près d'Ancyre, rappelle de tous points ceux qui passent sur les vases peints de style asiatique et sur les coupes de métal. Celui de Nimroud, reproduit dans le grand ouvrage de Layard, lui ressemble encore d'une manière frappante; celui qui, dans les ruines d'Euïuk, tient un bélier terrassé sous ses pieds de devant est aussi fort remarquable. Quant au taureau mené au sacrifice, qui cherche à s'échapper et menace de ses cornes, — motif devenu familier à la sculpture grecque, — c'est un véritable chef-d'œuvre (2). On peut sans hésiter placer cette belle sculpture à côté de la lionne blessée du grand bas-relief d'une chasse qui est au Musée Britannique. L'art des sculpteurs de Ninive et de la Cappadoce, après avoir fourni des types et des tra ditions à l'art grec, d'où sont issus l'art romain et l'art moderne, semble encore digne par de telles œuvres de proposer d'inimitables modèles aux plus lointaines générations.

On ne saurait toutefois mettre sur le même rang les sculpteurs de l'Assyrie et ceux de l'Asie-Mineure. Il ne paraît pas que ceux-ci se soient écartés des quelques types de formes humaines ou animales qui leur servaient de modèles. La plastique de tous les peuples a

(1) J. Oppert, *Grundzüge zur assyrischen Kunst* (Basel 1872), p. 14.
(2) *Exploration*, etc., t. II, pl. 57.

passé par cette enfance de l'art : le génie des Ioniens ne s'y attarda point, il grandit, s'épanouit rapidement; les peuples du nord et de l'est de la péninsule subirent une sorte d'arrêt de développement et n'arrivèrent point à la maturité. Ils ne connurent point les jouissances supérieures que la belle forme humaine idéalisée donna aux races fines et sensuelles de l'Hellade. La splendide nudité du corps, la pureté des lignes, l'élégance exquise des proportions, la grâce et la simplicité des attitudes, la richesse et la magnificence des draperies, tout ce qui fut proprement l'art ionien n'exista point pour ces nations. Pas plus que leurs maîtres, les Assyriens, ils n'ont su détacher la statue du bas-relief, lui donner vie et mouvement. Comme les peuples enfans, ils ne sortirent point en art de la convention et ne virent guère que des symboles dans les sculptures de leurs rochers. De là un grand air de famille entre tous les monumens de cette nature qu'on voit encore dans les diverses régions de l'Asie-Mineure. Il me semble même qu'on peut sortir de la péninsule, et qu'à côté du bas-relief de Nymphi, près de Smyrne, de Ghiaour-Kalési, en Phrygie, de Boghaz-Keuï et d'Euïuk, en Cappadoce, du lion de Kalaba, aux portes d'Ancyre, le bas-relief de la porte des Lions, à Mycènes, ne doit pas plus être oublié que les marbres de la Lycie, les statues de la voie sacrée du temple d'Apollon Didyméen, près de Milet, la figure du mont Sipyle, et le bas-relief, encore mal connu, découvert par Hamilton dans l'ancienne Isaurie.

Personne ne doute que les Lyciens qui, dès le XIVe siècle avant notre ère, paraissent avec les Dardaniens sur les monumens égyptiens, n'aient été un des peuples âryens de l'Asie-Mineure dont le développement fut singulièrement précoce, grâce aux influences sémitiques venues par l'intérieur des terres et des côtes, de la Syrie, de la Cilicie et de l'île de Rhodes. Leur culte d'Apollon, leur sentiment très vif de l'art, leur goût pour la vie civile et les mœurs faciles, qui de bonne heure les détournèrent de la piraterie, rendent très vraisemblable ce que les traditions rapportent de leur action civilisatrice sur le Péloponèse et des monumens qu'ils auraient construits dans l'Argolide. La civilisation de l'Argolide n'en fut pas moins l'œuvre surtout des colonies lydiennes ou phrygiennes qui, avec certains arts industriels, ont dû importer dans le Péloponèse les idées religieuses de l'empire assyrien. Lors de l'invasion des Doriens, ces rudes et naïfs montagnards s'arrêtèrent étonnés au pied des forteresses d'un autre âge, devant ces vieux burgs bâtis avec un appareil colossal, qui avaient abrité le faste et la puissance des Perséides et des Pélopides; en leur ingénuité, ils virent dans ces murailles l'œuvre des cyclopes venus de Lycie. Ainsi les populations du moyen âge croyaient trouver dans toute ruine romaine un ouvrage des Sarrasins ou des démons. En Phrygie comme en Cap-

padoce, on découvre ainsi qu'à Tirynthe, Mycènes, Argos, ces constructions « cyclopéennes. »

Sont-ce des Pélopides, originaires de Lydie ou de Phrygie, qui ont creusé à Mycènes les tombeaux des rois et les trésors souterrains? Les Achéens ont-ils élevé ces sortes de donjons, où le roi et ses chevaliers se mettaient à l'abri avec leur butin, tandis que le peuple était disséminé dans la campagne ou rassemblé en hameaux? Certains usages qu'on retrouve en ce pays, par exemple celui de revêtir les murailles de lames et de plaques de métal poli, comme au trésor d'Atrée à Mycènes, sont d'origine assyrienne et peuvent remonter à la dynastie lydienne des Pélopides. Ces plaques étaient attachées au mur par des clous. Le Louvre a reçu de Khorsabad les fragmens d'une frise composée de feuilles de bronze, travaillées au repoussé, où l'un des clous est resté engagé. Mais les rapports d'Argos avec la Lycie remontent plus haut encore, à l'époque des Perséides : c'est au peuple des Lyciens, habile à bâtir et à sculpter, qu'il convient d'attribuer les constructions en bois qui ont partout servi de modèles aux monumens en pierre et en marbre. La colonne qui se dresse entre les deux lions du fameux bas-relief de Mycènes est surmontée d'une rangée de ronds de bois rappelant les toitures des habitations en bois de la vallée du Xanthos. M. Adler, le dernier archéologue qui ait consacré une étude approfondie au bas-relief de Mycènes, a réduit à néant les interprétations sans nombre qu'on a données de cette colonne, dans laquelle les uns ont cru voir une idole primitive d'Apollon ou d'Hermès, les autres un symbole de Mithra, un autel, un pyrée. Cette colonne n'est qu'un motif d'architecture lycienne, symbole, si l'on veut, du palais des Perséides, sur lequel veillent les lions, fidèles gardiens des palais et des trônes dans toute l'Asie.

Ce n'est point là un motif très rare sur les vases peints d'ancienne fabrique. Une poterie de style asiatique, étudiée par Raoul Rochette, montre précisément une colonne entre deux lions, comme à Mycènes. Au village de Kumbet, en Phrygie, le bas-relief du « tombeau de Solon, » où une lionne et un lion passant sont séparés par un vase élégant, présente une sorte de variante de ce type architectural. Ce tombeau n'est pas une œuvre purement indigène comme celui de Midas. Non plus qu'aux tombes royales d'Amasia, où dorment les rois du Pont, on ne retrouve à Kumbet, comme à la belle tombe phrygienne appelée *Delikli-tach*, « la pierre percée, » le système de chambres funéraires en forme de cheminées ou de puits, qui paraît avoir caractérisé l'ancienne architecture funéraire de la Phrygie. Une dalle recouvrait l'orifice de ces tombes toujours creusées dans le roc, souvent d'accès difficile, comme au tombeau de Midas. Une fausse porte taillée plus bas sur le rocher aplani simulait l'en-

trée du caveau. Le type du puits funéraire est venu de l'Égypte en Phrygie par l'intermédiaire des Phéniciens (1). Au temps des Achéménides, quand les vieilles monarchies de Lydie et de Phrygie tombent de vétusté, alors que leur langue nationale se perd, et que les Grecs des côtes, dans leur ardeur juvénile, dédaignent ces vénérables aïeules qui leur ont servi de mères, on assiste à un spectacle bien digne de méditation : l'art grec, qui avait emprunté ses types, ses modèles, ses procédés, et en quelque sorte sa raison d'être à l'Asie-Mineure, est à son tour imité par les sculpteurs de la presqu'île grecque du VIe ou du Ve siècle. La tombe de Kumbet, où est le bas-relief que nous avons rapproché du motif d'architecture de la porte des Lions à Mycènes, n'a point de puits funéraire ni de porte simulée; un sculpteur qui connaissait les monumens de l'Ionie l'a dessinée. On n'a pas retrouvé de trace de peinture sur cette tombe comme sur celle de Delikli-tach, mais il est démontré que l'art indigène de l'Asie-Mineure, ainsi que l'art assyrien, a décoré de vives couleurs ses édifices et ses bas-reliefs. C'est de Lydie et de Phrygie que les Ioniens ont reçu les traditions de la polychromie asiatique. Souvent on suppléait par des enduits colorés à l'insuffisance d'une taille précipitée, à un relief absent : on le voit encore sur tel personnage assyrien, où le peintre a figuré certaines pièces du costume oubliées par le sculpteur. La crinière des lions de Mycènes, qui sont bien l'œuvre d'ouvriers venus de l'Asie-Mineure, n'a pas été sculptée : elle était certainement peinte de cette couleur d'un brun rouge qu'on a retrouvée sur les lions du tombeau de Mausole, à Halicarnasse.

La figure colossale du mont Sipyle, entre Magnésie et Smyrne, où l'on a cru reconnaître la Niobé dont parle Sophocle, est tellement fruste qu'on n'en peut rien dire, sinon qu'elle donne l'idée d'une femme assise. J'inclinerais à voir dans cette forme la Mère des dieux (2), adorée en cette région comme dans toutes les contrées de l'Asie-Mineure. Le relief de « la Niobé, » qui est presqu'une ronde bosse, a été taillé comme les figures de Boghaz-Keuï, de Ghiaour-Kalési et de Nymphi, au centre d'une sorte de niche pratiquée dans la surface du roc éternellement en pleurs. Le monument de Nymphi est beaucoup mieux conservé. On sait qu'il n'y faut plus voir une figure de Sésostris. Thothmès III a pu étendre ses conquêtes jusqu'en Asie-Mineure, mais il suffit de comparer les bas-reliefs authentiques de Ramsès II sur la côte de Syrie, au passage du Nahr-el-Kelb près de Beyrouth, et à Adloun près de Tyr, pour se bien persuader avec Rosellini, Kiepert et M. Perrot, que la sculpture de Nymphi n'a rien d'égyptien. Nous avons là un bas-relief devant le-

(1) Voyez dans *la Mission de Phénicie*, de M. E. Renan, la description de la nécropole de Marathus (p. 70).

(2) Pausan., III, 22.

quel Hérodote s'est arrêté, qu'il a examiné et décrit, après s'être informé, selon sa coutume (II, 106). Voilà bien le guerrier qui porte une lance dans la main droite, et de la gauche tient un arc. On ne retrouve plus sur le baudrier cette inscription gravée en caractères hiéroglyphiques qu'Hérodote se fit traduire. Il a dû prendre pour des hiéroglyphes des caractères cunéiformes, car, outre le style bien asiatique de l'image, on sait que ce n'était point sur la poitrine des pharaons que les textes égyptiens étaient disposés. Quel est son nom, sa patrie? demande Hérodote. On l'ignore. Il voit bien que ce n'est pas ainsi que s'habillent les Égyptiens. Il parle de l'Éthiopie, nom par lequel il désigne la Syrie; il rappelle l'opinion de ceux qui croyaient reconnaître une *statue de Memnon*, autrement dit d'un roi assyrien. Il est évident qu'Hérodote ne sait trop quel parti prendre, et que le souvenir de Sésostris, dont les prêtres lui avaient tant parlé, vient là fort à propos pour rassurer sa conscience d'antiquaire.

A Ghiaour-Kalési, « la forteresse des infidèles, » vieux burg phrygien bâti en appareil polygonal, on voit sculptées sur le rocher, près de l'entrée du donjon, deux figures colossales. Tout d'abord on songe au bas-relief de Nymphi : même style énergique et rude, même pose, même mouvement. Le corps se porte en avant, les jambes marchent, l'un des bras est étendu, l'autre replié devant la poitrine. L'arc et la lance font ici défaut, mais c'est la même épée, courte et large, à la garde en demi-lune, qui pend à la ceinture. La même tunique, serrée au-dessus des hanches, descend jusqu'aux genoux, les jambes paraissent nues, les souliers ont la pointe relevée et recourbée en arrière; pour coiffure, la même tiare ou bonnet conique sur lequel se dresse le serpent appelé uræus. La première figure est imberbe; la seconde porte la barbe abondante et taillée en pointe, comme sur les bas-reliefs assyriens; le nez aquilin, les traits fortement accentués, augmentent l'illusion. Malheureusement le roc est trop fruste pour que l'œil des personnages achève la révélation. Fils de Sem ou de Japhet, leur image a été taillée par un ouvrier à qui les sculpteurs de l'Assyrie ou de la Médie avaient appris à manier le ciseau. Voilà certes un monument de l'art lydo-phrygien dont l'origine asiatique n'est pas contestable. Quant au nom et à la patrie de ces héros, hommes ou dieux, on peut y rêver à loisir, comme fit Hérodote devant la figure de Nymphi. Que n'avons-nous encore la consolation d'évoquer la grande ombre de Sésostris!

Passons l'Halys, pénétrons dans les cantons montagneux et sauvages de la Cappadoce, et, près du petit village de Boghaz-Keuï, regardons les bas-reliefs sculptés sur les rochers d'Iasili-Kaïa. Quel est ce lieu? La capitale de la Ptérie, comme l'avait supposé Texier.

Tout ce que l'on sait de cette province de l'Asie-Mineure, où Touraniens, Mèdes et Perses ont tour à tour dominé, subsiste en ce bref récit d'Hérodote. « Après le passage de l'Halys, Crésus avec son armée arriva dans la partie de la Cappadoce appelée la Ptérie. La Ptérie, le plus fort canton de ce pays, se trouve, à très peu de chose près, sur la même ligne que Sinope, ville située sur le Pont-Euxin. Crésus assit donc en cet endroit son camp et ravagea les terres des Syriens. Il prit la ville des Ptériens, et il en réduisit les habitans en esclavage; il prit aussi toutes les bourgades voisines et ruina tout chez les Syriens, quoiqu'ils ne lui eussent donné aucun sujet de plainte.» On voit encore les ruines de la cité des Ptériens, vieux centre de religion et de civilisation orientales, et en outre point stratégique important d'où les Mèdes menaçaient la Phrygie. Crésus semble avoir dévasté méthodiquement tout ce district de la Cappadoce. Il n'a pas seulement déporté en masse au-delà de l'Halys tous les Ptériens, à l'instar des rois d'Assyrie; il a rasé Ptérium, et nul depuis l'époque du grand conquérant lydien n'a tenté d'en relever les murailles. Après Barth, M. George Perrot et ses compagnons de voyage ont cru reconnaître ici, comme à Euïuk, les restes d'un palais qui doit avoir servi de résidence à quelques dynastes cappadociens, toujours vassaux des Assyriens, des Mèdes ou des Perses depuis les temps de l'empire des Mosches. Les blocs de pierre des assises sont énormes, mais les murs peuvent avoir été construits en briques comme à Ninive, suivant les vieilles traditions de l'architecture chaldéenne. On retrouverait ici le plan ordinaire des palais assyriens : le *selamlik*, sorte de salle du trône, dont les galeries étaient sans doute décorées de bas-reliefs, et le *harem*, habitation des femmes et des eunuques. Le trône orné de deux lions gît aujourd'hui renversé et enfoui dans la terre comme les restes des remparts, des tours et des portes de la ville.

A quelques pas du palais se dressent les rochers d'Iasili-Kaïa. On y retrouve les mêmes personnages qu'à Boghaz-Keuï, le corps posé et vêtu de même. Cette fois c'est tout un peuple, un cortége mêlé aux figures ailées, une longue procession qui suit d'un pas rhythmé les figures colossales qui la guident. La première, accostée d'un taureau mitré, les pieds posés sur la nuque de deux personnages à mitre recourbée, présente d'une main une sorte de fleur et tient de l'autre un sceptre terminé par une boule. Tel un roi sur les bas-reliefs de Maltaï vient, avec le même sceptre, au-devant des divinités planétaires portées sur des animaux. Les mêmes objets sont dans les mains de plusieurs autres figures du cortége, ainsi que des faux et de longs bâtons. Deux personnages qui soulèvent une sorte de croissant ont des cornes ou de longues oreilles; l'un a des pieds de bouc. Le croissant, l'uræus et surtout le disque ailé,

qui paraît trois fois à Boghaz-Keuï et à Euïuk, rappellent l'influence de la Phénicie, déjà attestée par les tombes phrygiennes. Vêtues de robes traînantes, coiffées de la cidaris crénelée d'où s'échappent des tresses de cheveux tombant sur les épaules, une théorie de prêtresses se déroule sur le rocher et semble aller à la rencontre de l'autre cortége; les premières figures, aussi de taille colossale, sont montées sur des lions et sur un aigle à deux têtes.

Essayons de découvrir ou plutôt de rappeler le sens de ces panathénées barbares. Il convient de noter tout d'abord deux particularités jusqu'ici caractéristiques des sculptures de la Lydie, de la Phrygie et de la Cappadoce, sans en excepter celles d'Euïuk, également en Cappadoce, le bas-relief d'Iconium en Lycaonie et le tombeau des Harpies en Lycie. La première de ces particularités, c'est la chaussure à pointe recourbée qui, dès une époque reculée, semble avoir été en usage d'un bout à l'autre de l'Asie-Mineure. Ce sont là, disons-le en passant, les types de ces « souliers à la poulaine, » où perçait l'ergot du diable, que nos ancêtres du moyen âge s'obstinaient à porter malgré les lois somptuaires et les défenses des saints conciles. Pas plus à Ninive qu'à Persépolis, on ne retrouve cette chaussure, sinon aux pieds de certains peuples vaincus, des conducteurs de chameaux, des esclaves et des captifs conduisant, devant quelque roi d'Assur, des éléphans, des singes, des girafes, des produits de l'Afrique ou de l'Asie centrale. C'est en Italie, dans l'antique Étrurie, sur les tombeaux, dans des peintures murales, des ivoires sculptés, des statuettes de bronze ou de terre cuite, que se présente très fréquemment ce brodequin à pointe recourbée. Qui n'a vu au Louvre le Tombeau lydien et les fresques étrusques de la nécropole d'Agylla? Cette chaussure passa des Étrusques aux Latins. Aujourd'hui encore elle est communément portée chez certains peuples de l'Orient, en Grèce, en Turquie, en Perse. Si l'origine lydienne des Étrusques avait besoin de nouvelles preuves, l'accord que nous signalons entre certains usages persistans de l'Asie-Mineure et de l'Étrurie ne serait peut-être pas sans valeur.

On peut d'ailleurs citer un autre exemple : c'est la seconde particularité des figures sculptées sur les rochers de la péninsule. Je veux parler de ce bonnet conique, qui sert déjà de coiffure aux ancêtres des Étrusques sur les bas-reliefs égyptiens de l'époque des Ramsès, et qui paraît avoir été une coiffure ordinaire en Asie-Mineure comme chez certains peuples du nord. Ainsi les « bonnets terminés en pointe et se tenant droit » que portaient, au dire d'Hérodote, les Scythes ou Saces asiatiques, rappellent la tiare conique des sculptures de la péninsule. Ce bonnet était en feutre. Sur le bas-relief qui accompagne la fameuse inscription de Behistoun, le chef

des Saces, Sakukas, captif, la corde au cou, comparaît avec cette coiffure devant Darius, fils d'Hystaspe. C'est encore le « capuchon pointu, » non sans analogie avec la « mitre persane » et le « bonnet phrygien » qui couvre la tête de trois guerriers scythes sur le beau vase en électrum trouvé dans le tombeau de Koul Oba (1). Les bonnets des deux figures de Ghiaour-Kalési, avec leur pièce d'étoffe ou de cuir retombant sur la nuque, moins aigus que ceux des personnages de Boghaz-Keuï, se retrouvent dans un assez grand nombre de statuettes étrusques et cypriotes. Une multitude de guerriers assyriens, de mages debout devant des pyrées, ont une coiffure semblable sur des bas-reliefs, des briques émaillées et des cylindres. Une précieuse intaille phénicienne, gravée sur le plat d'un scarabée en jaspe vert, représente un archer lydien ou phrygien coiffé de la même manière. Certains vases peints historiques où figure le grand roi doivent être signalés ici avec d'autant plus de raison que sur plusieurs médailles de l'Asie-Mineure les rois de Perse portent la tiare, sans doute comme successeurs des anciens rois de Lydie. Enfin le haut bonnet conique des bas-reliefs de l'Asie-Mineure n'est pas plus sorti de l'usage en Orient que la chaussure à pointe recourbée : c'est aujourd'hui le kulah ou bonnet persan des populations de l'Iran et du Turkestan.

III.

Une étude comparée des religions de l'Asie-Mineure nous élèverait à des vues d'ensemble plus hautes et plus vastes : elle ne saurait nous mener à des résultats qui diffèrent de ceux de l'ethnographie et de l'histoire de l'art de la péninsule. Il suffit d'avoir montré que les progrès de cette partie du monde antique furent dus au contact fécond des races sémitiques et des races âryennes pour que l'on entrevoie déjà la nature du génie religieux de l'Asie-Mineure. La prépondérance de l'élément araméen, constatée dans les arts et dans toutes les autres formes de culture, reparaîtra sûrement dans les mythes et les cultes. Les influences croisées qui, des vallées de l'Oronte et de l'Euphrate, pénétrèrent par la Cilicie et la Cappadoce jusqu'en Lycie, en Phrygie, en Lydie et de là en Ionie, dans l'Hellade et en Italie, transformèrent le vieux fonds de croyances âryennes que la plupart de ces peuples avaient apportées de la Haute-Asie. Les divinités pélasgiques, encore vagues et flottantes dans l'obscure conscience des tribus thraces, achéennes ou ioniennes, s'évanouirent plus d'une fois devant les dieux et les déesses de Syrie qui, dès ces âges lointains, avaient incontestable-

(1) *Antiquités du Bosphore cimmérien*, I, pl. 33.

ment des formes plus nettes et plus arrêtées. Nés du sentiment religieux, d'ailleurs très profond, d'une race plus vieille et plus pratique, ces dieux et ces déesses s'imposèrent avec la civilisation dont ils étaient les héros aux peuplades barbares de l'Asie-Mineure et de l'Europe. Sans posséder à aucun degré la grande imagination des Aryens, mère des mythologies, des métaphysiques et des sciences, les Sémites ont de bonne heure trouvé une certaine formule de l'idée religieuse, simple comme leur esprit, qui a toujours été adoptée par la plus grande partie de la famille humaine, et cela aussi bien avant qu'après le christianisme. Ce n'est point d'hier que les Aryens, avec des dons supérieurs, avec une intelligence et une moralité infiniment plus élevées, ont passé sous le joug de l'idée religieuse des Sémites. Il y a bien plus de dix-huit siècles que Japhet est l'esclave spirituel de Sem!

On est déjà revenu, on reviendra de plus en plus des naïves théories d'un hellénisme hautain qui, dans la religion comme dans l'art et la civilisation des Grecs, n'admettait pas d'influences « barbares. » Les esthéticiens et les écrivains libéraux de l'ancienne école avaient fait de la Grèce une sorte de Panthéon, Jérusalem d'un autre genre, où nuit et jour des flots d'encens montaient vers l'Olympe. Les grands dieux de la montagne sainte étaient les héros du droit qui avaient promené la justice sur la terre, les défenseurs de la patrie qui avaient repoussé le Mède, les hiérophantes et les sages qui, parmi les humains, avaient prêché les premiers une morale sublime. Quelle morale plus pure que celle de l'*Iliade* ou de l'*Odyssée?* On répugnait à ne voir que les profondeurs bleues de l'éther, le soleil et les vagues de la mer dans Zeus, Apollon et Aphrodite; on préférait l'exégèse plus rationnelle des néoplatoniciens. On sait ce que devenaient alors les amours des dieux et des déesses! mais de très bonne foi on ne cherchait que l'édification. Malheureusement ce Panthéon n'est plus qu'une ruine, les vainqueurs, assez peu civilisés encore, de Marathon et des Thermopyles ne passent plus précisément pour avoir sauvé la civilisation, plusieurs siècles avant la bataille d'Arbelles, Héraclès et Aphrodite semblent bien être des divinités sémitiques, ou du moins devenues telles en partie, et rien n'est plus étranger à toutes les religions de l'antiquité que nos idées morales, politiques ou sociales : là est le secret de leur poésie.

La littérature grecque est relativement si peu ancienne que les plus vieux poètes de l'Hellade n'avaient déjà plus conscience des origines et du sens véritable des mythes de leur religion. C'est ainsi qu'ils ont fait d'Éros, inconnu à Homère, le fils d'Aphrodite. Le bel adolescent, aux formes molles et indécises, tel que l'avaient sculpté Scopas, Praxitèle et Lysippe, n'est-il que le fils de la déesse? Les flèches,

l'arc et le flambeau, n'ont pas toujours embarrassé ce joli dieu. Plus tard ce ne fut plus qu'un méchant espiègle, fort précoce sans doute, tout pétri de malice, mais qu'une jeune fille pouvait faire sauter sur ses genoux, ainsi qu'un petit frère volontaire et boudeur. Malheureusement pour ceux qui n'étudient les « fables de la Grèce » que dans Ovide ou chez les stoïciens, Éros fut un mol éphèbe avant d'être un gracieux enfant, et c'est comme l'amant céleste de sa divine mère qu'il se présente d'abord sur les vases peints. J'ai sous les yeux une œnochoé à figures jaunes et le dessin d'une cylix à figures rouges, où le jeune dieu, pâmé dans les bras de sa mère, suspendu à ses lèvres, froisse de ses embrassemens le péplos étoilé de la déesse et la couvre de ses ailes. Voilà le dieu époux de sa mère, voilà l'inceste sacré qu'on retrouve en Égypte comme en Assyrie, partant dans les religions de la Syrie, de l'Asie-Mineure et de l'Hellade. Tel miroir étrusque a conservé le type de l'Adonis ailé, forme intermédiaire entre Éros, l'amant d'Aphrodite, et l'Adonis du Liban ou l'Atys de Phrygie. Les monumens de l'art antique, les vases peints de la Grèce ou de l'Italie, dominés par les traditions d'une technique séculaire, ont une fois de plus fidèlement gardé le souvenir des vieux mythes religieux de la race, oubliés ou transformés par les descendans.

Aux rochers de Boghaz-Keuï, dans les ruines d'Euïuk, la déesse apparaît montée sur un lion ou assise sur un trône. Ne cherchons pas comment l'ont appelée les sculpteurs des bas-reliefs de la Cappadoce. Le nom de l'épouse d'Anu, Anat ou Anaïtis, d'origine babylonienne, est à peine prononcé pendant toute la durée des empires de Chaldée et d'Assyrie. Ce n'est qu'à l'époque des Achéménides, sous Artaxerxe Mnémon, c'est-à-dire bien après les guerres de Crésus et de Cyrus et la destruction de Ptérium, que la grande déesse fut adorée sous le nom d'Anat dans tous les temples de l'empire, de Babylone à Sardes. Les sanctuaires de la Cappadoce et du Pont, les deux Comana et Zéla, adoptèrent le nouveau vocable sacré comme la capitale des Lydiens et les riches et populeuses cités d'Arménie. Ce n'est pas, nous le répétons, qu'Anat fût sortie du cerveau des mages qui firent imposer son culte à tout l'empire perse : plus d'une ville antique de la Palestine chananéenne a nom « Demeure de la déesse Anat. » En Égypte, où les cultes de Syrie pénétrèrent après les conquêtes de la XVIIIe et de la XIXe dynastie, la mention de cette déesse n'est pas rare. Son nom a été lu sur l'une des trois stèles égyptiennes de la XIXe dynastie qui la représentent sous les deux aspects de sa nature divine : déesse voluptueuse, Qadès ou Ken, elle est nue, debout sur un lion passant, avec un ou deux serpens dans la main gauche, et un bouquet de lotus dans la droite; déesse guerrière et terrible, Anta ou Anata, elle est vêtue, casquée, armée

de la lance, du bouclier et de la hache. Ce sont là les deux caractères bien connus de la déesse Istar : l'Istar de Ninive, plaisirs des dieux et des hommes, et l'Istar d'Arbelles, sorte d'Artémis farouche. La déesse de Comana et sans doute celle de Ptérium avaient certainement ce dernier caractère, qui est proprement celui d'Anat, car les Grecs la comparaient à Séléné, à Athéna, à Ényo. Comme l'Aschéra chananéenne et l'Astarté phénicienne, comme la déesse de Syrie et l'Atergatis d'Hiéropolis, comme la Cybèle de Phrygie ou de Sardes, de Dindymène, de Sipyle et de Bérécynthe, l'Artémis d'Éphèse et la Mère de Pessinunte, comme la déesse des bas-reliefs de Ptérium, d'Euïuk et des sanctuaires de la Cappadoce et du Pont, Istar n'était qu'une des formes secondaires, planétaires, telluriques ou lunaires, de Bilit, la grande déesse nature de la Babylonie et de l'Assyrie, de Bilit Tihavti, l'abîme primordial, la matière incréée, éternellement féconde, mère des dieux et de tout ce qui vient à l'existence.

La déesse, debout sur un lion, qui conduit le long cortége de prêtresses et d'hiérodules du bas-relief de Ptérium, porte une mitre cylindrique crénelée. Sa robe à larges manches tombe à grands plis sur ses pieds, chaussés du brodequin à pointe recourbée; ses longs cheveux s'échappent de la tiare et descendent jusqu'à la ceinture qui lui serre la taille; des anneaux pendent à ses oreilles. Elle tient à la main une fleur ou une plante difficile à déterminer, peut-être une mandragore, et appuie son coude sur un bâton, comme nombre d'hiérodules des deux sexes. Dans certaines sculptures, le bâton semble devenir un pli ou un bord du vêtement. A Euïuk, même robe, même tresse de cheveux, et sans doute même fleur à la main; un collier à plusieurs rangs orne le cou de la déesse assise sur un trône; ses pieds reposent sur un escabeau. Telle on la voit sur un bas-relief célèbre des montagnes du Kurdistan, au nord de Ninive : seulement le trône de la déesse est porté par un lion. A Ptérium, elle est debout sur le lion et accostée d'un taureau mitré. Les cylindres de la Babylonie et de l'Assyrie, la stèle égyptienne de la XIXe dynastie, les monnaies de Carthage, tant d'autres monumens figurés, montrent la déesse soit debout ou assise sur un lion, un taureau, un cerf, soit traînée par des lions, comme en Phrygie et à Hiérapolis de Syrie, d'où le nom « d'Istar aux lions. » Sophocle, dans le *Philoctète*, a chanté la Mère des montagnes, mère de Zeus lui-même, adorée sur les rives du Pactole. « Mère vénérée, s'écrie le poète, ô bienheureuse, assise sur des lions tueurs de taureaux (1)! » Ces vers pourraient servir de commentaire non-seulement aux bas-reliefs du temple d'Assos en Mysie, mais aux vases

(1) *Philoct.*, 392-402.

peints, aux médailles, aux cylindres, aux intailles antiques, aux innombrables monumens de toute sorte de l'art grec et de l'art asiatique qui reproduisent l'éternel combat du lion solaire et du taureau lunaire. La grande déesse est une dompteuse de lions. Les bêtes des montagnes, des forêts et des airs, subjuguées, adorent la terre au vaste sein tout comme le font les mortels et les immortels. Qu'on songe à l'Artémis d'Éphèse, la mère aux mamelles sans nombre, dont le simulacre terminé en gaîne portait, disposées en zones, des figures de lions, de cerfs et de taureaux. Sur le fameux coffre corinthien de Kypsélos, la déesse ailée tenait d'une main un léopard, de l'autre un lion. Les fouilles de Théra ont fait voir sur des vases de style asiatique la même divinité, au long vêtement traînant, touchant de ses fines mains le fauve indomptable. Telle terre cuite de l'Italie méridionale, rappelant le style éginétique, montre la déesse ayant en chaque main la patte de deux lions qui se dressent, ouvrent la gueule, regardent derrière eux, comme les lions de la porte de Mycènes. C'est précisément au pied de cette porte que M. F. Lenormant a trouvé une brique estampée, du plus ancien style, où la déesse ailée tient par le cou deux gros oiseaux, symbole qui n'est point rare et par exemple est reproduit sur plusieurs feuilles d'or provenant de la nécropole de Kamiros, dans l'île de Rhodes.

A côté de la déesse de Ptérium est un personnage mâle, le seul de ce sexe qu'on voie dans ce cortége. Il a le haut bonnet conique, la tunique courte et les chaussures à pointe recourbée qui caractérisent le costume des hommes et des dieux sur presque toutes les sculptures de l'Asie-Mineure. D'une main, il tient un long bâton, de l'autre une bipenne ou hache à deux tranchans; il est également monté sur un lion. Comment ne pas reconnaître ici le dieu Samdan, qui, nous le savons, fut adoré en Cappadoce comme en Lydie et en Cilicie? Adar-Samdan fait très souvent pendant avec Istar aux lions. A Hiérapolis de Syrie, Adar était le dieu parèdre d'Atergatis (1). Forme secondaire et planétaire d'Anu, comme l'est Istar d'Anat ou de Bilit, ce dieu de la planète Saturne fut d'abord un dieu du soleil ténébreux ou de l'hémisphère inférieur : de là les cérémonies funèbres en l'honneur de l'Hercule assyrien, qui mourait dans les flammes d'un bûcher pour ressusciter ensuite, et dont on montrait le tombeau. Les légendes de Sardanapale, de Crésus, d'Hamilcar et de Didon dérivent du mythe solaire d'Adar-Samdan. C'est un principe des religions sémitiques que le dieu solaire soit toujours subordonné à la déesse tellurique, mère des dieux comme des autres êtres. Dans les antiques cosmogonies de la Chaldée, l'abîme, le

(1) Fr. Lenormant, *Essai de commentaire des fragmens cosmogoniques de Bérose.*

chaos fécond de l'univers éternel, existe avant le soleil, qui n'a d'autre rôle que celui de démiurge. Cette conception théogonique explique suffisamment pourquoi le dieu du bas-relief de Ptérium n'occupe qu'une place secondaire à côté de la grande déesse, comme Atys ou Adonis à côté de Cybèle et d'Aphrodite. L'inceste sacré n'est guère plus mystérieux. Le jeune dieu est nécessairement le mari de sa mère, puisque c'est du sein de la terre que le soleil et toute l'armée des cieux sont sortis. Fils du chaos, Bel féconde à son tour les flancs de Bilit Tihavti, la matière humide et passive. Dans le culte local de la ville de Nipur, Bilit est à la fois mère et épouse d'Adar. L'inceste de Sémiramis avec son fils Ninyas n'a pas d'autre origine.

Le fondateur mythique de Tarse en Cilicie, Samdan, l'Hercule assyrien, figure sur des monnaies de cette ville debout sur un lion et la bipenne à la main. Les cylindres de la Chaldée, de l'Assyrie et de la Médie, les cônes, les intailles, les feuilles d'or estampées, qui représentent le dieu sur le lion, le taureau ou quelque autre quadrupède, brandissant la hache ou le foudre, sont plus nombreux qu'on ne saurait dire (1). A Bavian, comme à Maltaï, dans les montagnes de l'Assyrie, non loin des rives du Tigre, Adar est sans doute au nombre des divinités qui sont debout sur des lions, des lionnes, des chevaux, des licornes ou des boucs (2); mais il n'est pas facile de distinguer Adar du dieu Bin par exemple, le dieu de l'atmosphère, qui sur les cylindres tient la hache et le foudre, et est également monté sur le taureau. Ce quadrupède était aussi consacré au dieu Lune, à Sin, à Mên, à Mithra, confondus souvent avec Samdan, Atys et Agdistis. En tout cas, les divinités de Maltaï, qui ont un astre et des cornes sur leurs mitres cylindriques, sont bien des divinités planétaires comme Istar et Adar : il est naturel que chacune d'elles soit portée sur un animal différent. La planète du dieu Adar, Saturne, était appelée « le taureau du soleil » ou « le taureau de la lumière. » Au revers d'une médaille de Tarse, le dieu est debout sur un quadrupède dont la tête est formée d'une tête de lion et d'une tête de taureau : rien n'est plus propre à montrer la nature sidérale de la divinité suprême en Cilicie. On n'a encore rencontré qu'en Cappadoce, à Boghaz-Keuï et à Euïuk, des dieux ou des déesses, peut-être des hiérodules, montés sur un aigle à deux têtes. De ses puissantes serres, l'oiseau étreint deux lièvres. Ce magnifique emblème, qui devait un jour flotter sur les étendards des empereurs d'Occident, est encore très visible à Euïuk, sur la face latérale d'un des pieds-droits

(1) Chabouillet, *Catalogue général et raisonné des camées et pierres gravées de la Bibliothèque impériale* (Paris 1868). Cylindres, n° 703, 704, 708, 709, etc. Un catalogue des cylindres de la collection du Louvre serait d'un grand secours pour les études de mythologie sémitique.

(2) Place, *Ninive et l'Assyrie*, III, pl. 45. — Layard, *Monuments of Nineveh*, 2e sér.

d'une porte où deux sphinx de granit, debout et traités en bas-relief, tiennent la place ordinaire des taureaux mitrés assyriens.

Il serait facile d'indiquer, après Raoul Rochette, Lajard et Gerhard, des terres cuites, des vases peints, des médailles où, comme sur tel bas-relief célèbre de Lycie, le dieu dompte le lion, l'unicorne, le sphinx ou quelque oiseau de proie, soit qu'il combatte avec le glaive, soit qu'il saisisse les monstres de ses puissantes mains ou les étouffe sur son sein, comme l'Adar colossal de notre musée assyrien du Louvre. Ce n'est qu'assez tard, on le sait, qu'on jeta la dépouille d'un lion sur les robustes épaules de l'Hercule grec et qu'on lui mit en main la massue. L'arc, le carquois et les flèches furent longtemps les armes de ce dieu solaire. A ce propos, je ne puis m'empêcher de rappeler que le personnage de Nymphi est également armé d'un arc. La tunique courte ne doit point sembler étrange lorsqu'il s'agit d'une divinité. Les exemples de dieux et de héros asiatiques ainsi vêtus sont nombreux sur les cylindres et sur les médailles de Phénicie, de Cilicie, de Lycie, de Phrygie, etc. La bipenne enfin, que tout le monde a vue dans les mains des Amazones, est une arme essentiellement asiatique. La lettre dite de Jérémie, bien qu'apocryphe et dépourvue de tout caractère d'authenticité, est précieuse à certains égards pour l'archéologie; elle parle de la hache qu'on voyait aux mains des dieux de Babylone. Dans un bas-relief assyrien de Nimroud, reproduit par Layard, le dieu tient la hache de la droite et peut-être le foudre de la gauche. Bien des siècles plus tard, au temps des Antonins, le même symbole reparaît sur les monumens relatifs au culte de Jupiter de Dolichéné, dans la Commagène. Tout le pays de la Haute-Syrie et de l'Amanus, si souvent traversé par les armées des monarques d'Assur dans leurs expéditions à l'est de l'Euphrate, en Cilicie et dans la Cappadoce, a été profondément pénétré d'élémens religieux venus de l'Assyrie : c'est Hiérapolis, Antioche, Émèse, Héliopolis, Laodicée du Liban, où les cultes solaires et lunaires ne vont point sans le lion et le taureau. Pour ne citer, parmi les monumens du Jupiter Dolichénus, que la pyramide en bronze à bas-reliefs figurée dans le beau mémoire de Seidl (1), le dieu est debout sur un taureau, il tient d'une main la bipenne et de l'autre le foudre.

Une petite statuette en bronze de l'Asie-Mineure, sans doute des provinces orientales, est venue prouver l'existence d'un culte populaire de Samdan chez les nations de la péninsule (2). A voir cette

(1) Dans les *Sitzungsberichte der K. Akad. der Wissenschaften*, Wien 1854. Cf., dans W. Frœhner, *les Musées de France* (Paris 1872, in-fol.), I, 27 et suiv., les deux Jupiter Dolichenus reproduits d'après les dessins d'E. Dupérac, qui sont au Louvre.

(2) Voyez la remarquable étude consacrée à ce monument par M. George Perrot, Paris 1869. Ce bronze se trouve dans les vitrines du Louvre.

idole debout sur un lion, coiffée du bonnet conique, vêtue de la courte tunique serrée par une ceinture, et dont les mains ont dû tenir la bipenne, l'arc ou la lance, on se rappelle aussitôt les sculptures de Nymphi, de Boghaz-Keuï et d'Euïuk. Nul doute que cette grossière figurine ne soit aux grands bas-reliefs des temples de l'Asie-Mineure et des montagnes de l'Assyrie ce que sont aux chefs-d'œuvre de l'art chrétien les petits christs d'ivoire ou de métal qu'on vend sous les porches de nos églises. On a là une de ces idoles domestiques, productions de l'imagerie pieuse du temps, que les bourgeois et les bourgeoises de Ptérium ou de Comana rapportaient dans leurs demeures après quelque pèlerinage aux lieux saints. Les croyans ne raffinent guère sur la plastique des objets de leur foi. Alors même qu'ils ne manquent point de toute connaissance dans les choses de l'art, comme il arrive souvent, leur goût ne paraît pas froissé de la vulgarité des symboles. C'est que les plus lointains souvenirs d'enfance leur rappellent ces images naïves qu'alors ils adoraient si bien en toute simplicité. Que de choses on aimait à confier à ces pauvres fétiches, chers démons du foyer, bons génies secourables! L'illusion d'amour, l'éclair de poésie qui traverse les existences les plus humbles et les plus chétives, transfigure en un dieu l'idole la plus informe. Puisqu'on l'aime, elle est belle.

En tant qu'il meurt et ressuscite, Samdan doit être rapproché de l'Élioun du Liban, du Melqarth de Tyr, de l'Adonis de Chypre, d'Atys, forme phrygienne d'Adonis, et des autres baals syro-phéniciens. Le berceau commun des cultes de la Syrie et de l'Asie-Mineure fut la vallée méridionale du Tigre et de l'Euphrate : de là étaient venus les Chananéens, les Moabites, les Édomites, les Israélites, etc., les populations de la Cilicie, de la Cappadoce, d'une partie du Pont, de la Lycie et de la Lydie. Les traditions et les diverses cérémonies religieuses peuvent différer en Phrygie, en Syrie et en Assyrie : le fond est le même, Macrobe l'a très bien vu. Le bûcher de Samdan, dont la pyramide figure sur les médailles de Tarse, se retrouvait à Nicée et à Héraclée de Bithynie comme à Sardes et à Tyr. L'Hercule chaldéo-assyrien passait pour le fondateur de plusieurs de ces villes. Il fut certainement à l'origine le dieu parèdre de l'Artémis d'Éphèse. Quant au caractère astronomique du mythe d'Adar Samdan, il n'est pas moins évident que celui des mythes d'Adonis et d'Atys.

Le dieu solaire du bas-relief de Ptérium mourait sans doute à l'équinoxe d'automne pour ressusciter à l'équinoxe du printemps. Pendant les longs hivers de la Cappadoce, en ce froid pays de hautes montagnes aux cimes neigeuses, lorsque le grain confié à la terre semblait mort, quand les pâles rayons du soleil expirant ne perçaient plus la nuit des forêts de pins consacrées à la déesse, les

fêtes de deuil commençaient, la pompe funéraire sortait en longue procession du sanctuaire, les torches de pins brûlaient en pétillant dans l'air chargé de grésil, et cette lueur jaune et blafarde faisait paraître plus pâle encore la face blême des eunuques. Plus nombreux que les feuilles mortes qui tourbillonnent en automne, les prêtres et les hiérodules des deux sexes, les bandes de flagellans agitant des lanières garnies d'osselets, les fanatiques se tailladant les chairs avec des couteaux, les prophètes écumant comme des épileptiques et poussant au milieu de leurs danses frénétiques des cris et de longs hurlemens, suivaient les dendrophores, qui portaient l'arbre sacré entouré de bandelettes de laine. Les sons tour à tour étouffés et bruyans des tambours et des cymbales soutenaient l'harmonie plaintive des flûtes et des cris de détresse que jetaient aux quatre vents les trompettes funèbres. L'évanouissement de la force mâle dans la nature, le froid linceul de givre qui couvrait les plaines à perte de vue, les nuages bas et sombres qui couraient dans un ciel sans lumière, tout endormait l'activité de l'homme, diminuait sa vie, le jetait en ces longs rêves énervans où le monde nous apparaît peuplé d'ombres et où l'on souhaite de n'être plus. Tout semblait fuir devant les yeux fixes et fatigués; la pensée s'éteignait. Les paroles, vains bruits, n'avaient plus aucun sens. Une morne immobilité paralysait peu à peu les mouvemens du cœur. Un sommeil de plomb pesait sur les paupières qui ne se fermaient point. L'œil continuait à regarder sans voir. Qui n'a connu, exténué de veilles ou de plaisirs, ce pénible sommeil qui nous tient éveillés? Alors, dans l'alanguissement universel, le croyant trouvait une volupté singulière à devenir semblable au dieu, à mourir, lui aussi, à rejeter loin de lui sur la terre stérile l'organe sanglant de la force mâle. Les eunuques étaient innombrables en Asie-Mineure, — à Éphèse, à Pessinunte, en Cappadoce et dans le Pont, — comme en Syrie, dans la Babylonie et l'Assyrie.

La frénésie qui s'emparait des âmes au réveil de la nature, vers l'équinoxe du printemps, produisait les mêmes effets nerveux, ramenait les mêmes scènes de délire. Il y a bien des siècles que nous ne communions plus avec la nature. C'est à peine si dans les profondeurs de notre conscience nous retrouvons un vague écho des cris de joie sauvage, des clameurs immenses et désordonnées par lesquelles nos ancêtres saluaient le retour du soleil dans les cieux lumineux. La sympathie profonde de l'homme avec la nature fut longtemps toute la religion. Que reste-t-il de cette poésie des vieux âges? Un pâle déisme presque philosophique, des pratiques religieuses dont la signification est perdue. Il faut aujourd'hui considérer d'autres races humaines pour avoir quelque idée de ce qu'étaient les sentimens religieux dans l'antiquité. La race noire, chez

laquelle la vie surabonde jusqu'au vertige, jusqu'à l'ivresse de tous les sens, présente des phénomènes religieux qui font songer aux galles de la grande déesse. Seulement, dans les pays septentrionaux comme la Cappadoce, les excitations extérieures, la musique, la danse, les convulsions de l'extase, doivent être encore plus intenses que sous un ciel brûlant. La venue de l'époux divin, le réveil de la nature, la résurrection du dieu, étaient fêtés par une véritable orgie en Asie-Mineure comme à Babylone, en Chypre comme dans toute la Syrie, en Phénicie, en Judée, dans le temple même de Jérusalem. Les bas-reliefs de la Ptérie, qui nous montrent des prêtres revêtus d'habits pontificaux, des eunuques coiffés d'une tiare basse comme à Ninive, couverts de magnifiques chasubles à longues manches, le lituus ou bâton augural à la main, présentent aussi, à Euïuk, une troupe de musiciens sacrés qui semblent monter au temple avec les béliers et les taureaux du sacrifice. Ils portent la tunique courte, serrée à la taille par une ceinture dont les bouts retombent; les cheveux pendent sur les épaules; ils ont des anneaux d'oreille. L'un d'eux a saisi le manche enrubanné d'une véritable mandoline, dont il pince les cordes; un autre joue des cymbales; un troisième souffle dans une de ces cornes ou de ces trompettes, qu'on entendit plus tard dans les rues de Rome, le jour du *tubilustrium*. Des bateleurs, amusant la foule de leurs tours de voltige, sont mêlés au cortége : sur leur crâne rasé se tord une longue mèche de cheveux qui retombe sur la nuque.

On n'en saurait douter, ce sont là les Sacées, qu'on devait célébrer chaque année à Euïuk comme dans les autres villes de la Cappadoce. Quoi qu'on en ait dit, le bas-relief de Ptérium ne rappelle rien de semblable, mais la grande fête de la déesse était certainement célébrée dans cette ville ainsi qu'à Comana. Si l'aspect farouche et guerrier de la grande déesse semble avoir dominé en Cappadoce, l'aspect souriant et voluptueux de cette sœur de l'Aschéra chananéenne n'était guère moins familier aux populations de l'Asie-Mineure. L'énergie terrible et belliqueuse de la déesse fondait comme la neige des montagnes aux chauds rayons d'avril. La divinité de Ptérium n'était plus une sorte d'Istar de Ninive; c'était une Zarpanit Mulidit, la bonne Mylitta, dont Hérodote vit les prêtresses le front ceint de cordelettes, dans l'enclos sacré des temples de Babylone. En Judée et à Jérusalem, c'était la fête des tentes ou des tabernacles, les « Tentes des Filles, » les *Soucoth Benoth*. De même en Syrie, à Carthage, en Chypre, partout où pénétrèrent les religions d'origine chaldéo-assyrienne. Il est probable que les fêtes étaient plus grossières dans les rudes pays du nord que dans la vallée de l'Hermos. Dans les provinces septentrionales de l'Asie-

Mineure, les hommes et les femmes, au dire de Strabon, passaient le jour et la nuit à s'enivrer et à faire l'amour. On eût dit des Scythes. Que nous sommes loin du beau mythe d'Omphale et de Midas, roi de Lydie! Chaque sanctuaire entretenait, comme le temple de Jérusalem, des foules de qedeschim et de qedeschoth, sortes de prêtres et de prêtresses voués tout entiers aux mystères des tentes ou des cellules du saint lieu. On peut imaginer ce qu'étaient ces fanatiques, ivres de musique, de chants et de danses furibondes, en contemplant la précieuse coupe en bronze de style archaïque trouvée à Olympie. En outre c'était la coutume que toute fille ou toute femme fût initiée une fois au moins aux mystères des tentes. La flétrissure était une sorte de consécration pour les filles de la molle Lydie comme pour celles de l'Arménie et de la Cappadoce. Strabon le dit formellement de l'Acilisène, province de la Grande-Arménie; Hérodote avait noté le même usage en Lydie, en Chypre, à Babylone.

Naturellement c'était au temps des panégyries, à l'époque des pèlerinages, aux *sorties de la déesse*, que l'affluence était le plus considérable dans les sanctuaires. On venait de toutes les parties de l'Asie au temple de Hiérapolis, en Syrie. Le hadj de La Mecque donne une assez juste idée de ce qu'étaient ces grands pèlerinages antiques. Des temples célèbres comme ceux d'Éphèse, de Pessinunte, de Zéla et de Comana, attiraient le peuple des villes et des campagnes. Tel devait être le sanctuaire de Ptérium. On s'y rendait en foule pour accomplir des vœux, offrir des sacrifices, célébrer les fêtes. Les villes de pèlerinages sont toujours devenues des villes de plaisir. Comana du Pont était une petite Corinthe : des étrangers, des marchands, des militaires y étaient ruinés en quelques jours. Ces cités saintes étaient les bazars de l'Orient. Sur les routes de Babylone et de Ninive à Tarse et à Comana, on rencontrait de longues caravanes de chameaux chargés de vases, de tapis et d'étoffes précieuses, qui se rendaient aux grandes foires annuelles de l'Asie-Mineure. Pessinunte devint le marché commercial le plus important de la Galatie occidentale. La foire de Zéla se tient aujourd'hui encore au commencement de décembre, et l'on en peut conclure que le pèlerinage antique avait lieu à cette époque de l'année. C'est la *panaghia*, comme on dit, même en turc, dans toute l'Asie-Mineure.

Le gouvernement théocratique auquel étaient soumises toutes ces villes de lucre et de dévotion ne paraît pas avoir été plus dur que celui des rois. Au contraire, on vivait bien en somme à l'ombre du temple. Les fantaisies des eunuques coûtaient moins cher que celles des satrapes. Le grand-prêtre ou l'archigalle, souvent de race royale, venait immédiatement après le roi. A Tyr, le prêtre principal de Baal

Melqarth, revêtu de la pourpre, était suffète. A Comana du Pont, deux fois l'an, aux sorties de la déesse, les pontifes ceignaient le diadème et recevaient les premiers honneurs après le souverain. Strabon ne vit pas moins de six mille hiérodules en cette dernière ville; il y en avait autant à Comana de Cappadoce. Les serfs du temple, qui font songer aux serfs de nos grandes abbayes du moyen âge, cultivaient le territoire sacré. L'archigalle était une sorte de puissant abbé. Des mercenaires faisaient respecter les frontières de ses domaines et gardaient le trésor du sanctuaire. Dans sa petite cour de prêtres, de lettrés et d'artistes, il menait l'existence d'un prince, mais avec moins de faste et plus de véritable élégance.

Que rien n'ait survécu des antiques civilisations de l'Asie-Mineure, qu'aucun monument considérable, aucun recueil d'hymnes, aucune épopée, aucun livre d'histoire ou de philosophie, ne soient venus jusqu'à nous, c'est là certes un indice évident de la médiocrité intellectuelle des diverses races humaines qui ont vécu dans cette contrée. Rien ne passe en ce monde que ce qui n'était point fait pour durer. Si la Lydie, la Phrygie, la Lycie ou la Cappadoce avaient enfanté quelque œuvre comme l'*Iliade* ou le Parthénon, le souvenir au moins n'en serait pas tout à fait évanoui; mais non, tout est rentré dans la nuit éternelle. Même en admettant que Crésus soit un personnage vraiment historique, il n'était pas de la lignée des Cyrus, des Alexandre, des César : loin de servir le développement de la civilisation générale, il l'eût arrêté pour quelques siècles, s'il avait vaincu les Perses.

La part des peuples de l'Asie-Mineure dans l'histoire de la civilisation serait donc assez faible, s'ils n'avaient servi d'intermédiaires entre l'Orient et l'Occident et propagé chez les Aryens de l'Hellade et de l'Italie, avec les traditions de l'art et les procédés de l'industrie, tous les élémens de la culture supérieure des grands empires de la vallée du Tigre et de l'Euphrate. On pensa très peu, au nord aussi bien qu'au midi de la péninsule. On vécut beaucoup, non sans fines élégances, dans les belles contrées de l'Hermos et du Méandre. Toute la philosophie de l'histoire de l'Asie-Mineure tient en trois mots. On les lisait, à Anchiale de Cilicie, sur la statue de Sardanapale, le fondateur mythique de Tarse. On les retrouve gravés sur une belle stèle funéraire de l'ancienne ville de Kotiaïon, en Phrygie, dont M. George Perrot a copié l'inscription formant cinq vers ïambiques : « Je suis bourgeois de deux villes, concitoyen des illustres Prymnesséens et des sages Kotiéens, pupille de Zotichos, Léonidès, surnommé Psophas. Voici ce que je dis à mes amis : Livre-toi au plaisir et à la volupté, vis; il te faudra mourir. — Bois, jouis, danse. »

JULES SOURY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre 1873.

Certes dans cette histoire des peuples où se succèdent et se mêlent tant de péripéties, tant de crises diverses, il est peu de spectacles comparables à celui qu'offre la France en ce moment. Voilà trois ans déjà que la nation française a subi toutes les violences de la mauvaise fortune. Depuis la fin d'une guerre qui l'a si durement atteinte dans son orgueil, dans son intégrité comme dans son influence, elle a eu tout à faire. Elle a eu d'abord à se ressaisir elle-même, à se racheter d'une occupation étrangère par une rançon colossale, elle a eu des séditions à soumettre, des passions à désarmer, une certaine paix intérieure à reconquérir. C'était la première pensée qu'elle devait avoir au lendemain des catastrophes qui venaient de l'accabler, et cette pensée l'a soutenue depuis trois ans au milieu des difficultés de toute sorte qu'elle avait à vaincre, qu'elle a surmontées jusqu'à un certain point par sa sagesse aussi bien que par son courage. Maintenant ce sont d'autres épreuves et d'autres émotions. On veut en finir avec le provisoire, avec ce provisoire qui n'a pas été pourtant sans quelque efficacité, on veut donner un gouvernement définitif à la France; mais quel sera ce gouvernement? Sera-ce la république régularisée, organisée, dégagée de tous les périls d'instabilité et d'anarchie? Reviendra-t-on au contraire à la royauté, à la vieille monarchie française représentée par un prince qui garde depuis quarante-trois ans dans l'exil le dépôt des traditions de la légitimité? C'est là le problème né sans doute des événemens, du cours des choses contemporaines, peut-être aussi brusqué et aggravé par toutes les ardeurs, par toutes les impatiences des partis, qui en sont venus à créer une situation presque violente où un dénoûment ne peut plus se faire attendre.

Ce serait déjà beaucoup pour occuper, pour passionner l'opinion, et ce n'est pas tout encore d'en être à se demander ce qui se passe entre Versailles et Frohsdorf, entre la droite et le centre droit, entre les sec-

tateurs de la monarchie à tout prix et les partisans de la monarchie sous condition. Au même instant s'ouvre à Trianon ce grand et triste procès qui, lui aussi, est un legs de nos derniers malheurs, qui est comme un épilogue de la guerre ou comme un épisode particulièrement saisissant dans la liquidation de nos désastres, qui est fait assurément pour réveiller les pensées les plus sérieuses en remuant les plus cruels souvenirs, en déroulant une fois de plus devant nous les événemens où s'est abîmée la fortune de notre patrie. Ce sont là les émotions de l'heure présente, et dans ce tourbillon où tout s'agite, où se pressent les questions les plus graves, c'est à peine s'il reste une place pour ces élections qui s'accomplissaient hier, qui ne laissaient pas cependant d'avoir une certaine signification de circonstance.

Le procès du maréchal Bazaine, le procès de la république et de la monarchie, c'est toujours en définitive, sous des formes différentes, la France s'interrogeant elle-même, poursuivant cette enquête morale, politique ou militaire à laquelle elle travaille depuis trois ans; c'est la France cherchant à se débrouiller et à se fixer dans toutes ces confusions des responsabilités du passé qu'on déroule devant elle ou des perspectives d'avenir qu'on lui offre, et, chose plus frappante, chose même assez nouvelle, tout cela s'accomplit au milieu d'une certaine paix intérieure qui est un signe du temps où nous vivons. Oui, c'est pour la première fois peut-être qu'on assiste à ce spectacle aussi curieux que profondément instructif d'un pays où tout semble momentanément remis en question, où les problèmes les plus graves, les plus délicats, peuvent être débattus tout haut sans que la tranquillité publique soit troublée ou interrompue. Ce n'est nullement une marque d'indifférence : on ne se désintéresse pas des dénoûmens qui se préparent, on suit au contraire avec une curiosité ardente et croissante la marche des choses; seulement on ne croit ni aux entreprises impossibles ni aux coups de violence, et on attend, non sans anxiété, non sans émotion, mais avec une patience où il y a un peu de fatigue, l'heure où les grandes luttes s'ouvriront dans l'assemblée, où les questions suprêmes se décideront, où les destinées de la France seront enfin fixées. Que sortira-t-il de ces luttes prochaines, et tout d'abord à quoi aboutiront ces négociations ou ces délibérations plus ou moins intimes qu'on poursuit depuis quelque temps, par lesquelles on se flatte de simplifier le dénoûment en préparant les décisions parlementaires? Où en sont même ces délibérations si discrètement, si laborieusement conduites? Réunions à Versailles ou à Paris, voyages de toute sorte de négociateurs plus inconnus les uns que les autres, conférences diplomatiques entre M. le comte de Chambord et les plénipotentiaires de bonne volonté accourus à Frohsdorf ou ailleurs, qu'est-il sorti jusqu'ici de ce travail mystérieux et assez étrange? Évidemment tout n'a pas marché comme on l'avait espéré au

premier abord. On s'est trop hâté de croire à la possibilité ou à la facilité de ce qu'on désirait. On a cru trouver une occasion favorable, unique, inespérée, on a voulu la saisir, et on a commencé peut-être à s'apercevoir qu'on n'aura saisi qu'une ombre.

C'est l'éternelle et vaine prétention des partis de se figurer qu'ils peuvent disposer ainsi d'un pays et faire des gouvernemens avec leurs illusions. Prenez la république, prenez la monarchie, déclarez que la république est définitive ou que la monarchie est restaurée; quoi de plus simple? Un protocole suffit. Puisque cette fois la réconciliation de la maison de France est accomplie, et qu'il n'y a plus qu'une royauté couvrant de son drapeau toutes les fractions de l'opinion monarchique, n'est-ce point assez? que faut-il de plus pour en finir avec toutes les incertitudes dont souffre la France? Eh bien! non, ce n'est point assez. Quand ce qui semblait être le seul, le principal obstacle a disparu, il se trouve qu'il y a de bien autres embarras, de bien autres difficultés, et les partis en sont encore une fois pour leurs rêves, pour leurs combinaisons chimériques, parce qu'ils ont tout vu avec leurs préjugés, parce qu'ils ont négligé de compter avec quelques-uns des élémens les plus essentiels d'un tel problème, avec la réalité qui les presse. C'est ce qui se passe visiblement à l'heure où nous sommes. Le jour où M. le comte de Paris s'est rendu à Frohsdorf, allant reconnaître dans M. le comte de Chambord le seul représentant de la royauté en France, on a cru simplement, presque naïvement, que tout était fini, qu'il n'y avait plus qu'à dresser le procès-verbal de la réconciliation pour le soumettre à l'assemblée, qui s'empresserait de le ratifier au nom du pays impatient lui-même de se soumettre. Il n'y avait tout au plus qu'une formule d'étiquette à trouver, des esprits bien peu sérieux le croyaient ainsi. C'était la méprise la plus singulière. M. le comte de Paris, en allant abdiquer un titre de famille, obéissait assurément à une généreuse pensée d'abnégation; il s'effaçait pour ne point être un obstacle. Il ne pouvait rien de plus, il n'avait, quant à lui, aucune condition à faire. C'était beaucoup sans doute, mais ce n'était pas tout, puisqu'il restait toujours à savoir ce que serait cette monarchie reconstituée dans son unité dynastique, ce qu'elle représenterait pour la France, quelles garanties elle offrirait, quel drapeau elle adopterait comme emblème. C'est là précisément qu'on s'est aperçu bientôt que rien n'était fait; c'est là que les difficultés se sont produites et qu'elles devaient se produire, parce qu'elles étaient dans la nature des choses; c'est là en un mot que se sont trouvées en présence, en conflit, la royauté telle que la comprennent certains royalistes, à commencer par M. le comte de Chambord lui-même, et la royauté telle qu'elle aurait pu sans doute être encore possible en France.

Au fond, tout est là : c'est le secret des divergences qui ont éclaté dès la première heure dans les réunions des diverses fractions roya-

listes de l'assemblée, et quand on dit qu'on n'a cessé de s'entendre, que « l'accord du parti monarchique reste le même sur la nécessité et les conditions du retour de la monarchie, » c'est une réserve de diplomatie qui ne peut dissimuler la vérité des choses. Mieux vaut dire simplement ce qui est. Depuis deux mois qu'on est à l'œuvre, on n'est guère plus avancé que le premier jour; on n'est pas d'accord, et il est même difficile qu'on soit d'accord, parce que, malgré toute la bonne volonté qu'on peut y mettre, on n'a ni la même origine, ni le même drapeau, ni les mêmes idées sur les conditions dans lesquelles la monarchie pourrait être rétablie, sur les garanties qu'elle doit offrir, sur le rôle qu'elle pourrait avoir. Pour ceux qui défendent tous les jours, et maintenant avec une vivacité plus âpre que jamais, la cause de la restauration pure et simple de la royauté, il n'y a qu'une chose à faire : proclamer la monarchie et aller chercher le roi! Quand le roi sera revenu et aura repris sa place, le reste ira naturellement; on verra, on fera ce qu'il faudra. Le drapeau, les garanties constitutionnelles, tout cela est bien peu de chose, la seule et véritable institution est la royauté! — Ce qui n'est rien pour les uns est beaucoup au contraire pour les autres. Aux yeux de ceux-ci, la monarchie, si désirable qu'elle leur semble, ne peut être rétablie que dans les conditions de la « société moderne, » en apparaissant comme l'émanation et la représentation de la souveraineté nationale, en adoptant sans arrière-pensée le drapeau de la France, en se liant au pays par des engagemens inviolables. Entre ces deux manières de voir, où est le point de jonction, où est l'accord dont on parle? On le cherche depuis deux mois, on s'ingénie à découvrir des formules propres à éluder les difficultés, et il y a même un comité, ayant pour président M. le général Changarnier, qui est spécialement chargé de cette œuvre diplomatique. On ne doit pas cependant être bien avancé, puisque maintenant, après tous les plénipotentiaires plus ou moins avoués qui se sont succédé à Frohsdorf, il a fallu expédier une mission nouvelle, qui vient de rencontrer le prince à Salzbourg, — puisqu'on ne cache plus que tout est en suspens jusqu'au moment où l'on aura reçu une réponse décisive. Alors on saura à quoi s'en tenir; jusque-là rien n'est fait. « Frohsdorf a parlé, disent aujourd'hui les journaux légitimistes impatientés de toute cette diplomatie, c'est à Versailles de répondre. » Si Frohsdorf a parlé, il ne s'est pas expliqué, à ce qu'il paraît, avec une clarté suffisante pour les monarchistes constitutionnels, et, s'il ne s'est pas expliqué plus clairement, c'est qu'il éprouve des hésitations dont il aura de la peine à triompher, c'est que cet accord dont on ne cesse de parler reste toujours un désir bien plus encore qu'une réalité.

Assurément, M. le comte de Chambord aurait pu dissiper toutes ces incertitudes, s'il l'avait voulu ou s'il avait cru devoir le faire. La monarchie, rétablie dans certaines conditions de libéralisme constitutionnel

et parlementaire, aurait pu offrir des garanties de stabilité et de fixité qui auraient aidé la France à relever son influence en Europe, et dans ces termes elle aurait eu des chances d'être acceptée, non pas peut-être encore avec enthousiasme, mais sans malveillance. Pour cela, la première nécessité était de ne laisser place à aucun doute, d'aller au-devant de toutes les craintes, de ne pas même attendre d'être interrogé sur les points qui tiennent particulièrement au cœur du pays. Ce n'est point évidemment ainsi que le représentant de la royauté traditionnelle a compris sa situation et la monarchie, dont il est devenu l'unique personnification. Au lieu de s'efforcer de rassurer le pays, il perpétue les doutes sur sa politique ; au lieu de prévenir et de désarmer les partis, il leur a donné des prétextes et il leur a laissé le temps de se rallier sur le terrain de la défense de la société moderne. Le malheur de M. le comte de Chambord est de s'être trop complu dans un silence calculé depuis deux mois qu'on l'interroge, après avoir trop parlé précédemment lorsqu'on ne l'interrogeait pas, de sorte qu'on en reste toujours à ses premières déclarations, et que, dût-il céder aujourd'hui, les concessions qu'il ferait pourraient se ressentir des hésitations qui semblent agiter son esprit ou paraître bien tardives. Les déclarations nouvelles qu'il pourra faire risquent fort d'être réputées suspectes ou équivoques.

Après cela, que M. le comte de Chambord se plaigne de voir ses intentions travesties, sa politique indignement calomniée, que dans une lettre à un député de l'Hérault, à M. de Rodez-Benavent, il s'afflige avec une sincérité émue, qu'on puisse en être réduit, « en 1873, » à évoquer contre lui « le fantôme de la dîme, des droits féodaux, de l'intolérance religieuse, d'une guerre follement entreprise dans des conditions impossibles, du gouvernement des prêtres, de la prédominance des classes privilégiées. » Que M. le comte de Chambord parle ainsi, cette plainte part sûrement d'un cœur droit et honnête. Non, on n'aurait ni la dîme, ni la révocation de la liberté religieuse, ni la guerre avec l'Italie, ni la restauration des priviléges de caste, on n'aura rien de tout cela, M. le comte de Chambord se refuse à traiter sérieusement des choses si peu sérieuses, et on ne peut s'en étonner ; mais une lettre à M. le vicomte de Rodez-Benavent n'est pas une constitution, et, s'il y a dans les esprits des doutes, des préjugés ou des craintes, qui donc a plus contribué à les raviver, à les entretenir, que les partisans fanatiques de cette royauté qu'on veut restaurer? Qui donc a laissé entrevoir le jour où la France redevenue catholique et monarchique devrait se charger d'aller rétablir le pouvoir temporel du pape à Rome? Qui a parlé de ramener la France libérale, née de la révolution, à 1788? Qui donc a représenté tous les Français comme des pénitens qui devaient aller au pied du trône reconnaître leurs erreurs, se frapper la poitrine et abjurer les idées dont ils se nourrissent depuis quatre-vingts ans? Ceux qui parlent ainsi sont précisément ceux qui se proclament les seuls, les

vrais soutiens de la monarchie, et qui ne font que donner des armes à la propagande révolutionnaire.

Que M. le comte de Chambord éprouve quelque chagrin à être obligé de se défendre de vouloir rétablir la dîme, rien de mieux, rien de plus honorable; mais il y a une chose qui n'est pas moins triste et qui est même assez humiliante, c'est d'en être réduit, « en 1873, » à se demander si l'on peut, si l'on doit renier le drapeau national, ce drapeau « que l'univers connaît, » selon le mot de M. Thiers, — si l'on aura la charte de 1814, si tout ce qui s'appelle le droit moderne est une vérité ou un mensonge. Ceci est positivement assez triste de songer qu'on en est là quand il s'agit de mettre la main à la reconstitution politique de la France. La monarchie n'est pas encore restaurée, et déjà la société moderne est réduite à la défensive contre ceux qui ont entrepris de la sauver malgré elle; que serait-ce donc le jour où cette royauté existerait, où M. le comte de Chambord, élevé au trône, serait exposé à subir très loyalement, très sincèrement, nous le voulons bien, mais aussi très aveuglément, les dangereux conseils, la meurtrière influence des nouveaux « introuvables » qui s'agiteraient autour de lui, qui ne pourraient que le compromettre comme ils ont compromis tous les souverains qu'ils ont flattés, dominés et perdus?

Le silence prolongé, évidemment prémédité, de M. le comte de Chambord a eu ce redoutable effet de créer une situation presque sans issue au point de vue du rétablissement de la monarchie, en permettant à la résistance de se prononcer, en laissant aux partis le temps de se reconnaître, de combiner leurs mouvemens, en aggravant toutes les difficultés pour ceux-là mêmes qui ont entrepris cette œuvre délicate de réconciliation ou de médiation entre la royauté traditionnelle et la France libérale. Ce que la netteté eût rendu possible il y a deux mois est devenu bien autrement épineux, bien autrement problématique. Maintenant comment sortir de là? Ce n'est même plus aisé dans l'assemblée de Versailles, telle qu'elle est composée. Si M. le comte de Chambord refuse jusqu'au bout toute explication nouvelle, la question est simplifiée, elle ne peut aller sérieusement jusqu'à la discussion; le prince reste à Frohsdorf le chef lointain et inutile d'un parti impuissant à le ramener en France. S'il se décide à faire un pas de plus, à répondre par quelques concessions à la démarche qu'on tente en ce moment auprès de lui, les garanties qu'il pourra offrir, le langage qu'il tiendra, peuvent-ils effacer l'impression de doute éveillée par ses hésitations et rallier une majorité suffisante? Il y aura toujours, à la vérité, dans la droite et même dans le centre droit une masse assez compacte qui pourra essayer de sanctionner la restauration de la monarchie; mais cette masse suffira-t-elle? La majorité strictement conservatrice, qui en ralliant toutes ses forces n'était que de 14 voix au 24 mai, ne peut plus compter sur les bonapartistes, qui ne sont pas d'humeur à coopérer au réta-

blissement de l'ancienne royauté. Les bonapartistes ont déjà signifié la rupture de l'alliance. M. Rouher vient de lancer le manifeste du parti en prenant pour mot d'ordre cet « appel au peuple, » qui sous la forme plébiscitaire était au temps de l'empire, si l'on s'en souvient, une manifestation si franche et si sincère des vœux du pays! En supposant même que quelques membres de ce groupe finissent par se rattacher à la monarchie, il y aura toujours au moins 20 voix de bonapartistes dissidens qui manqueront à l'appel, on n'en peut plus douter, qui laisseront un vide dans cette majorité par laquelle s'est formé le gouvernement actuel. D'un autre côté, si on avait espéré rallier quelques adhérens dans le centre gauche, on risquerait fort de s'abuser désormais en comptant beaucoup sur ce contingent, qui aurait pu se laisser tenter par une monarchie franchement constitutionnelle, mais qui dans l'incertitude, en présence d'une restauration mal définie, reste fidèle à la république conservatrice. Les hommes les plus marquans de cette fraction de l'assemblée, M. Léon Say, M. Feray, M. Christofle, se sont déjà nettement prononcés. Le centre gauche doit se réunir dans quelques jours, le 23, pour se concerter avec la gauche modérée et combiner la campagne qui se prépare. M. Casimir Perier et ses amis sont dans les mêmes dispositions. Nous ne parlons pas des fractions extrêmes, naturellement plus prononcées encore contre toute restauration de royauté.

Enfin, au-dessus et en dehors de ces oppositions diverses, qui ne laissent pas de former une armée nombreuse, il y a l'adversaire certainement le plus redoutable, le plus dangereux de cette reconstitution monarchique, M. Thiers lui-même, qui a donné le véritable signal de la résistance dans une lettre adressée au maire de Nancy, et qui restera jusqu'au bout sans nul doute le régulateur du combat. Cette lettre de M. Thiers, c'est l'expression sensée, modérée, éloquente, de tous les instincts troublés par cette résurrection d'une monarchie dont on ne saisit pas le caractère. Par ses opinions, par ses traditions, par toutes les habitudes de sa vie et de son esprit, l'ancien président de la république n'est point un ennemi de la royauté. Il s'est proclamé assez souvent un vieux monarchiste, et au fond il est toujours de ceux qui croient qu'on est au moins aussi libre à Londres qu'à Washington. Il défend aujourd'hui la république parce qu'il la croit seule possible dans l'état de la France, au milieu de la division des partis, et aussi et surtout parce que dans cette monarchie telle qu'elle se présente il voit la société moderne mise en suspicion et en péril, les libertés et les droits de la France contestés et menacés : M. Thiers l'a dit habilement dans cette lettre, faite pour servir de programme, pour ramener toutes les oppositions à une certaine discipline dans la campagne qui se prépare.

Certes la défense placée sur ce terrain, conduite par un homme tel que M. Thiers, cette défense, il n'y a pas à s'y tromper, est dangereuse pour les projets monarchiques, elle doit entraîner ou retenir bien

des esprits incertains, de sorte que, même dans l'assemblée la plus royaliste, la question n'est nullement décidée; jusqu'ici, elle reste obscure et indécise, circonstance assurément défavorable pour la solution définitive. Qu'on mette les choses au mieux dans la situation telle que l'ont faite tous ces tiraillemens, ces conflits intimes et ces efforts inutiles : l'assemblée peut se partager presque également, et c'est à quelques voix de majorité que peut être tranchée la question suprême de la reconstitution de la France, du retour à la monarchie! Serait-ce là une origine bien sûre, une condition bien efficace pour un gouvernement nouveau? Et, s'il en est ainsi dans l'assemblée autant qu'on puisse le prévoir d'après les élémens qui la composent, qu'est-ce donc dans le pays, dans cette masse nationale qui n'est pas au courant des finesses diplomatiques, des secrets de couloirs et des combinaisons savantes, mais qui juge tout avec sa raison, avec son instinct, avec le sentiment de ses intérêts? Quelles que soient les décisions qui seront prises par l'assemblée, le pays se soumettra sans nul doute, il ne se révoltera pas, il ne se jettera pas dans les insurrections ou les échauffourées sanglantes et stériles; non, le pays ne semble nullement porté à la guerre ni à l'intérieur ni à l'extérieur, il attend les destinées qu'on veut lui faire. On ne peut cependant s'y méprendre, il y a un peu partout à la surface de la France un courant de méfiance et d'inquiétude. On se lasse de toutes ces obscurités et ces tergiversations, et on finit par s'alarmer de cet inconnu que les habiles tiennent en réserve. Les nations sont un peu comme les enfans, elles n'aiment pas les fantômes. Le pays n'a pas peur de la monarchie, d'une monarchie qui respecterait son état social, qui lui donnerait l'ordre, la sécurité, sans lui demander l'abdication de ses droits; il a peur d'une monarchie que ses partisans les plus décidés représentent trop souvent comme une résurrection ou comme une relique du passé, comme une restitution de droit privilégié et surnaturel.

Sans doute il y a désormais dans la constitution sociale de la France une force qui est faite pour résister à toutes les atteintes, qui défie depuis soixante ans toutes les commotions et toutes les réactions; mais, si cette société est réduite à se défendre tous les jours contre des velléités, même impuissantes, contre des réactions déguisées, contre des prépotences de caste ou des abus d'influence cléricale, s'il en est ainsi, ce n'est plus la paix qu'on promet à la France, c'est la lutte qu'on lui porte, la lutte organisée, incessante et périlleuse. C'est là justement ce que l'instinct public pressent, et, qu'on y prenne garde, cette inquiétude qui est un peu partout, que les factions peuvent exploiter et envenimer, mais qui existe, cette inquiétude ne procède nullement d'une ardeur révolutionnaire, elle est plutôt d'une nature conservatrice. Ce que le pays redoute par-dessus tout, c'est qu'au lieu de lui donner la paix on lui donne la guerre, c'est que la monarchie qu'on travaille à restaurer ne prépare

une révolution prochaine, à courte échéance, et peut-être cette fois plus dangereuse que toutes les autres. Pour la masse, cette révolution violente, à courte date, toujours menaçante, c'est le trouble immédiat de tous les intérêts; pour ceux qui réfléchissent, ils n'ont qu'à se demander quel serait le lendemain de cette révolution, si, dans ces agitations confuses, stériles, peut-être sanglantes, qui pourraient naître, la monarchie et la république ne disparaîtraient pas également au profit de l'empire, si après tant d'expériences meurtrières ce ne serait pas tout simplement rentrer dans l'ère des aventures.

Ainsi donc voilà où l'on aboutit avec ce système de tergiversations et de diplomatiques réserves. On arrive à une sorte de suspension de la vie nationale, à un état indéfinissable où l'on ne sait plus ce qu'il faut croire ni ce qu'on peut craindre. Le pays reste profondément inquiet, méfiant et troublé au milieu de toutes ces obscurités; l'assemblée elle-même, le jour où elle se verra en présence d'une résolution nécessaire, peut se trouver partagée, — et c'est dans ces conditions qu'on espère rétablir la monarchie traditionnelle, qu'on prétend fonder la stabilité! Voilà un espoir et des prétentions bien fragiles. Si encore, au moment d'affronter cette crise, on pouvait distinguer un certain nombre d'hommes commandant la confiance par leur supériorité et leur caractère, prêts à se saisir du pouvoir le lendemain avec une généreuse, une intelligente et énergique décision! Mais où sont les hommes désignés pour un tel rôle dans un pareil moment où il y aurait tout à faire? M. le comte de Chambord, et on peut le dire sans lui manquer de respect, a nécessairement tout juste l'expérience d'un solitaire honnête, d'un prince qui a vécu loin de la France depuis quarante-trois ans. Ceux de ses amis dont il pourrait particulièrement écouter les conseils sont à l'œuvre depuis qu'ils figurent dans l'assemblée, ils ont pu déployer leurs talens; ils n'ont sûrement pas montré une aptitude d'homme d'état qui les signale à l'attention publique, et les plus ardens ont laissé voir que leur esprit politique pouvait se méprendre étrangement sur les véritables dispositions de la France. Les monarchistes constitutionnels et libéraux seraient bientôt suspects, d'autant plus qu'ils n'ont pas paru jusqu'ici très empressés à se rendre à Frohsdorf pour faire leur soumission.

M. le comte de Chambord, dans une lettre récente où il disait avec une certaine hauteur que tout le monde avait besoin de lui, ajoutait aussitôt qu'il avait à son tour besoin de tout le monde. Fort bien, à la condition qu'il veuille s'inspirer de l'esprit de tout le monde : c'est là précisément la question. N'importe, les royalistes quand même n'y regardent pas de si près, et ils ont une singulière façon de simplifier le problème en disant aux Français : Vous n'avez pas le choix, c'est à prendre ou à laisser, la royauté ou l'anarchie, le roi ou le radicalisme! Les royalistes

qui parlent ainsi d'un ton dégagé en croyant tout décider d'un mot, ces royalistes ne s'aperçoivent pas qu'ils imitent absolument ces républicains extrêmes disant de leur côté à la France : Vous le voyez, l'alternative est claire, la république ou l'ancien régime avec ses conséquences, avec les nobles, la dîme et le gouvernement des prêtres! — Les partis se croient bien habiles en enfermant une nation dans ces dilemmes absolus d'où l'on semble ne pouvoir s'échapper que par effraction; ils n'oublient qu'une chose, le pays lui-même, qui ne veut ni de l'ancien régime, ni de l'anarchie, ni du radicalisme, ni du gouvernement des prêtres, et qui acceptera sans souci de l'étiquette tout ce qui pourra lui assurer la paix et la sécurité.

A quoi tient la confiance qu'inspire le nom de M. le maréchal de Mac-Mahon? Elle se justifie sans doute par l'intégrité d'une très noble vie militaire, elle s'explique aussi tout simplement par ce fait, que l'attitude du chef du gouvernement répond à ce sentiment public qui le croit étranger aux agitations des partis, uniquement occupé de son devoir de premier serviteur de la France. Personne ne fait moins de bruit que M. le président de la république; il ne dit rien, il ne prononce pas de discours, il n'écrit pas, et si on lui adresse des consultations, il fait répondre qu'il ne répondra pas. Que le maréchal de Mac-Mahon ait son opinion sur certaines choses d'intérêt national, on n'en peut douter, et sans qu'il ait eu jamais à s'expliquer, il est par exemple assez vraisemblable qu'on ferait difficilement tomber de ses mains le drapeau qu'il plantait sur la tour Malakof, ou dont il s'enveloppait dans son héroïque deuil de Reischofen. On le croit, on en est sûr, l'instinct national sent qu'il a en lui un gardien vigilant, et on est convaincu aussi qu'avec l'autorité incontestée dont il dispose sur une armée obéissante et fidèle, il n'a pas même la pensée qu'il pourrait se servir de ce pouvoir pour faire violence au pays, bien moins encore dans des vues d'ambition personnelle. La confiance va vers lui parce qu'on le sait modeste, aussi calme que désintéressé au milieu des contradictions de la politique, uniquement préoccupé de maintenir l'ordre et de préserver la France des aventures en dehors de toutes les voies régulières et légales. De là aussi est venue cette idée de donner un caractère plus définitif et plus fixe à l'autorité présidentielle du maréchal de Mac-Mahon. C'est ce qu'on appelle la prorogation des pouvoirs du président; mais il est clair désormais, si on en vient à cette mesure, que cela ne peut suffire, que cette prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon doit se lier à un certain nombre d'autres lois organiques donnant au pays ses institutions les plus élémentaires, une seconde chambre, un régime électoral qui règle le suffrage universel en le respectant. On a le programme tout tracé dans les lois que M. Thiers présentait il y a quelques mois, sur lesquelles M. Dufaure rappelait l'attention à la

veille des vacances, et qui doivent être mises à l'ordre du jour à la rentrée de l'assemblée.

C'est un rendez-vous naturel, c'est l'occasion la plus simple pour définir et fixer un peu l'état du pays dans des conditions où la France, délivrée des fantômes dont on l'obsède, puisse vivre sans trouble, avec un pouvoir respecté, avec des institutions parlementaires régularisées. Que les royalistes à outrance se soient trop hâtés de combattre cette idée, dès qu'ils l'ont vue poindre, précisément parce qu'elle déjouait ce calcul qui consiste à placer la France entre la monarchie traditionnelle et l'anarchie, c'est possible ; mais certainement une partie de la droite, déçue dans ses tentatives pour rétablir une monarchie raisonnable, se rallierait à ces combinaisons protectrices auxquelles ne manquerait pas d'un autre côté sans nul doute l'appui des fractions républicaines modérées, surtout du centre gauche. Dussent les radicaux aller rejoindre les légitimistes extrêmes dans un vote négatif, l'organisation nouvelle ne sortirait pas moins victorieuse du scrutin. On reviendrait ainsi, après quelques détours, aux seules choses possibles pour le moment.

De toute façon, l'heure est venue pour le gouvernement de se décider, s'il ne veut être dévancé et entraîné dans des luttes violentes où il disparaîtrait bientôt lui-même. Jusqu'ici, il a évité de se prononcer, il est resté neutre au moins comme gouvernement, puisqu'il est bien clair que chacun des membres du ministère a son opinion. Il ne peut plus cependant s'enfermer dans cette neutralité, qui ressemblerait à une abdication. Il est tenu de dire ce qu'il veut, ce qu'il se propose de faire. C'est à lui de prendre l'initiative dès le premier instant où l'assemblée se trouvera de nouveau réunie à Versailles, ne fût-ce que pour couper court à des débats sans issue, à des violences de partis qui ne seraient qu'une cause d'excitation nouvelle et d'agitation stérile. Les circonstances commencent à devenir pressantes d'ailleurs. Les élections de ces jours derniers, toutes républicaines, même assez radicales si l'on veut, sont un symptôme d'impatience bien plus que le signe de la puissance réelle des idées révolutionnaires. On ne comptera pas apparemment parmi les victoires signalées du radicalisme l'élection de M. de Rémusat à Toulouse. Tant qu'il n'y aura que des radicaux de ce genre, le péril ne sera pas bien grand. Dans tous les cas, le meilleur moyen d'en finir avec tous ces entraînemens et ces obscurités du scrutin, c'est de leur opposer la netteté, la clarté du langage et de l'attitude, c'est d'en revenir le plus tôt qu'on pourra à l'œuvre trop abandonnée de la réorganisation nationale dans des conditions fixées et coordonnées, où une politique fortement, libéralement conservatrice puisse se déployer sans avoir à se débattre avec des soupçons et avec des ombres.

Ces grands débats de la politique, où se décideront les destinées de la France, s'ouvriront bientôt à Versailles, et en attendant on a là tout près le grand drame judiciaire et militaire qui vient de s'ouvrir à Tria-

non. Assurément rien n'est plus douloureux, rien n'est plus émouvant que ce spectacle d'un homme qui a été à la tête de nos armées, et qui se trouve aujourd'hui sur la sellette d'un conseil de guerre comme un simple prévenu. Que sortira-t-il de ces dramatiques débats qui commencent à peine? quel sera le dénoûment juridique? Nous ne le cherchons pas. Quelle que soit la sentence du conseil qui siége à Trianon, une chose reste certaine pour le moment, et elle est toute politique. Cette triste affaire montre bien tout ce qu'il y a eu d'imprévoyance, de décousu, de confusion, d'impéritie dans la préparation de cette guerre si funeste à la France. Elle montre aussi par plus d'un détail pénible la malfaisante influence exercée par l'empire sur les habitudes militaires. C'est à tous ceux qui sont jaloux de l'honneur du drapeau de travailler maintenant à réformer ces habitudes, à refaire une armée qui puise dans sa vieille histoire le sentiment de ce qu'elle doit à elle-même et de ce qu'elle doit à la France.

Où en est donc maintenant l'Espagne avec ses révolutions et ses confusions? Il y a eu du moins au-delà des Pyrénées, depuis quelques semaines, un certain progrès, qui a coïncidé avec la plus récente transformation du pouvoir exécutif, avec l'arrivée de M. Castelar au gouvernement. Malgré son penchant à se laisser aller à son imagination et à faire de la politique avec des discours, M. Castelar a eu le mérite de comprendre que la république n'avait quelque chance, si elle était possible en Espagne, qu'en répudiant toutes les violences socialistes ou radicales, qu'on ne pouvait combattre les insurrections communistes ou carlistes qu'avec une armée, et que, pour avoir une armée, il fallait avant tout rétablir l'autorité des lois militaires. Dès qu'il est arrivé au pouvoir, M. Castelar a provoqué une suspension des cortès pour se donner une certaine liberté d'action; il s'est fait accorder des facultés extraordinaires pour se procurer de l'argent, pour lever des soldats; il a fait appel au dévoûment de quelques généraux, et du mieux qu'il a pu il s'est mis à l'œuvre pour combattre l'insurrection communiste du midi et l'insurrection carliste du nord. On ne peut pas dire que tout marche très vite ni très aisément. Les radicaux sont toujours maîtres de Carthagène, où on les assiége, et, comme ils ont des forces navales, ils ont pu récemment aller offrir le spectacle d'un bombardement inhumain de la ville d'Alicante. D'un autre côté, dans le nord, le général Morionès livre aux carlistes des batailles qui sont célébrées comme des victoires dans les deux camps. C'est la guerre civile qui continue. Il y a cependant cela de bon que la résistance des radicaux à Carthagène ne peut plus être longue, et que les carlistes semblent désormais tenus en échec. Est-ce le signe d'une amélioration décisive? L'Espagne a certes besoin de trouver enfin un gouvernement réparateur qui l'arrache aux convulsionnaires et aux absolutistes qui menacent de la dévorer.

CH. DE MAZADE.

POÉSIES DE LA VIE RÉELLE.

LA GRAND'TANTE.

Dans le calme logis qu'habite la grand'tante,
Tout rappelle les jours défunts de l'ancien temps :
La cour au puits sonore et la vieille servante,
Et les miroirs ternis qui datent de cent ans.

Le salon a gardé ses tentures de Flandre,
Où nymphes et bergers dansent au fond des bois ;
Aux heures du soleil couchant, on croit surprendre
Dans leurs yeux un éclair de l'amour d'autrefois.

Du coin sombre où sommeille une antique épinette,
Parfois un long soupir monte et fuit au hasard,
Comme un écho des jours où, pimpante et jeunette,
La grand'tante y jouait Rameau, Gluck et Mozart.

Un meuble en bois de rose est au fond de la chambre.
Ses tiroirs odorans cachent plus d'un trésor :
Bonbonnières, flacons, sachets d'iris et d'ambre
D'où le souffle d'un siècle éteint s'exhale encor.

Un livre est seul parmi ces reliques fanées,
Et sous le papier mince et noirci d'un feuillet,
Une fleur sèche y dort depuis soixante années :
Le livre, c'est *Zaïre,* et la fleur, un œillet.

L'été, près de la vitre, avec le vieux volume,
La grand'tante se fait rouler dans son fauteuil...
Est-ce le clair soleil ou l'air chaud qui rallume
La couleur de sa joue et l'éclat de son œil?

Elle penche son front jauni comme un ivoire
Vers l'œillet qu'elle a peur de briser dans ses doigts :
Un souvenir d'amour chante dans sa mémoire,
Tandis que les pinsons gazouillent sur les toits.

Elle songe au matin où la fleur fut posée
Dans le vieux livre noir par la main d'un ami,
Et ses pleurs vont mouiller ainsi qu'une rosée
La page où soixante ans l'œillet rouge a dormi.

AMOUR OBSTINÉ.

Ceux qu'une volupté sans larmes
Nourrit d'un bonheur calme et doux,

Ceux-là ne savent pas tes charmes,
Amour, maître dur et jaloux!

Si tes plus exquises délices
Gardent quelque chose d'amer,
Tes orages et tes caprices
Sont attirans comme la mer...

Parfois la révolte me tente;
Je veux briser le fil vainqueur
Dont une fée ensorcelante
Enlace étroitement mon cœur.

Je pars, je vais chercher contre elle
Un refuge dans la forêt...
« Aide-moi, verdure nouvelle,
A rompre son magique attrait! »

Mais la lumière verdissante
Qui filtre sous les grands couverts
Me rappelle la fée absente,
L'ondine aux fascinans yeux verts.

Aux bouleaux sa grâce est pareille,
La source est l'écho de sa voix,
Je songe à sa bouche vermeille
Devant les framboises des bois.

Le ramier chante, et la cadence
Des roucoulemens langoureux
Réveille en moi la souvenance
De nos caresses d'amoureux.

Les sauges et les marjolaines
Et les chèvrefeuilles rosés
Me parlent d'elle... Leurs haleines
Ont le parfum de ses baisers...

Je quitte la forêt sauvage,
Et, las de mon effort viril,
Je retourne à l'ancien servage
Comme un banni revient d'exil.

A la charmeuse je rapporte
Mon front lâche et mon cœur confus,
Et je vais heurter à sa porte,
Tremblant qu'elle ne l'ouvre plus.

ANDRÉ THEURIET (1).

(1) Ces deux pièces sont tirées d'un nouveau recueil de vers de M. A. Theuriet, qui paraîtra prochainement sous le titre *le Bleu et le Noir, poèmes de la vie réelle.*

LA MIGRATION DES FABLES.

—

Essais sur la mythologie comparée, par Max Müller, traduits par M. G. Perrot; Paris 1873.

Depuis que les portes des littératures de l'Orient nous sont toutes grandes ouvertes, que nous puisons à pleines mains dans le trésor des antiques civilisations, et que l'on recueille avec un soin pieux jusqu'aux traditions orales qui subsistent chez les peuples non lettrés, ce qui frappe l'observateur, c'est la rareté des idées originales qui constituent le fonds intellectuel de l'humanité, sur lequel nous vivons depuis tant de siècles. Dans les milieux les plus divers, sous des costumes plus ou moins brillans, on retrouve sans cesse d'anciennes connaissances, — toujours les mêmes combinaisons de pensées profondes, de tours plaisans, de réflexions subtiles. Les mêmes rapports de filiation et d'alliance qui forment la parenté des idiomes existent entre les légendes poétiques, les doctrines religieuses, les coutumes sociales, et la mythologie comparée nous ôte de nos illusions sur la richesse de l'imagination humaine. *Nil novi* est le refrain de ces recherches, qui se proposent pour but de relever l'avoir intellectuel des diverses nations.

M. Max Müller, le célèbre professeur d'Oxford, est peut-être le savant qui a le plus exploré les lits de ces courans qui se sont déversés de l'Asie sur l'Europe et qui se sont ensuite perdus dans l'océan du passé. Il est un des maîtres de cette science qu'on pourrait appeler la *paléontologie des idées*, et qui comprend la science du langage, celle des religions, des coutumes, des traditions de toute espèce. Dans le nouveau volume qu'il vient de publier, il a réuni une série d'études qui touchent à tous ces sujets; les chapitres les plus curieux sont peut-être ceux où il est question des migrations qui ont amené jusqu'à nous les fables originaires de l'Inde.

Pour nous donner un exemple de ces migrations, M. Max Müller s'efforce de suivre à travers ses transformations successives le conte oriental qui est devenu cette jolie fable de La Fontaine, *la Laitière et le Pot au lait*. La Fontaine publia les six premiers livres de son recueil en 1668, et l'on sait que la plupart des sujets étaient empruntés aux fabulistes classiques. La fable de Perrette n'apparaît que dans la seconde édition, qui est de 1678, et qui s'est enrichie de cinq livres de fables nouvelles; dans la préface, La Fontaine déclare qu'il doit la plus grande partie de ses nouveaux sujets à « Pilpay, sage indien, dont le livre a été traduit en toutes les langues. » C'est donc vers l'Inde qu'il faut d'abord tourner nos regards pour découvrir les traces de Perrette.

Parmi les collections de contes et de paraboles que possède la littéra-

ture sanscrite, les plus connus sont le *Pantchatantra* (*Pentaméron*) et l'*Hitopadesa* (*l'Avis salutaire*). Si nous y cherchons la fable du Pot au lait, voici ce que nous trouvons. Dans le *Pantchatantra,* c'est un brahmane qui, ayant placé son lit au-dessous d'un pot plein de riz qu'il vient d'accrocher au mur, songe toute la nuit aux profits qu'il pourrait tirer de la vente de ce riz, s'il y avait une famine. Il achèterait d'abord une paire de chèvres, puis des vaches, des buffles, des chevaux, il épouserait une belle femme avec une grosse dot, il en aurait un fils qu'il ferait monter sur ses genoux. « Un jour, l'enfant, tout en jouant, s'approchera de trop près des chevaux, j'appellerai ma femme pour le prendre; elle ne m'entend pas, alors je me lève et lui donne un coup de pied comme celui-ci. » Le coup de pied brise le pot, tout le riz tombe sur l'usurier et l'enfarine. — Dans l'*Hitopadesa,* le brahmane fait la sieste chez un faïencier, en tenant un bâton à la main pour défendre son plat de riz. Enrichi par des spéculations imaginaires, il épouse quatre femmes, qui un jour se disputent devant lui, ce qui l'oblige à leur administrer une correction; passant du rêve au geste, Devasarman brise non-seulement son plat, mais les pots rangés autour de lui, et le marchand le chasse de sa boutique. — Voilà incontestablement la source première de la fable du Pot au lait; mais comment le stupide brahmane s'est-il changé en laitière « légère et court vêtue, » qui pour aller à la ville a mis « cotillon simple et souliers plats? » N'est-ce point un phénomène des plus étranges que cette longévité des contes d'enfant qui survivent aux langues qui disparaissent, aux empires qui s'écroulent? « Voilà, dit M. Max Müller, des paroles prononcées il y a deux mille ans dans quelque village écarté de l'Inde; aujourd'hui encore, comme une semence féconde qui a été répandue à mains ouvertes sur le monde, elles portent des fruits qui vont en se multipliant dans ce sol qui, aux yeux de Dieu et des hommes, est le plus précieux de tous : je veux parler de l'âme d'un enfant... »

C'est à travers la Perse et par la route de Bagdad que ces fables sont venues en Europe. Au vi^e siècle de notre ère, Barzuyeh, le médecin du roi de Perse Chosroès, en rapporta un recueil de l'Inde, où le roi l'avait envoyé à la recherche d'une herbe à laquelle on attribuait la vertu de rappeler les morts à la vie. Barzuyeh traduisit le livre en pehlvi ou vieux persan. Sa traduction est perdue, mais il nous en reste une version arabe, qui a été faite deux siècles plus tard, sous le règne du grand calife Almanzor, par Abdallah ibn Almokaffa : c'est le recueil connu sous le titre de *Kalila et Dimna,* dont Sylvestre de Sacy a publié le texte en 1816. Le calife Almanzor était contemporain d'Abdérame, qui régnait en Espagne; la route était donc dès lors ouverte devant ces contes orientaux pour pénétrer jusqu'aux foyers de la science occidentale. Néanmoins trois siècles s'écoulent avant qu'on en rencontre la trace dans la littérature d'Europe. C'est vers 1080 seulement qu'un Juif nommé

Siméon Seth les traduit en grec sous le titre de *Stephanites et Ichnelates*, et cette version grecque est plus tard translatée elle-même en latin et en italien. Dans toutes ces interprétations, le riz s'est changé en beurre et miel, et le pauvre homme qui se laisse aller à ses rêves de fortune châtie non plus sa femme, mais le fils qu'il espère en avoir. Ce changement existait-il déjà dans le recueil original que Barzuyeh rapporta de l'Inde? C'est ce qu'il est impossible de décider aujourd'hui. Peut-être les premiers traducteurs ont-ils voulu adoucir ce qu'il y avait de choquant dans les coups administrés à la mère.

La version arabe faite sur l'ordre d'Almanzor au VIIIe siècle n'est pas le seul vestige qui demeure du recueil de Barzuyeh. Un auteur nestorien parle d'une traduction syriaque du même livre, intitulée *Kalilag et Damnag*, et due à un moine *périodeute* qui visitait les communautés chrétiennes de la Perse et de l'Inde. L'existence en avait été mise en doute par Sylvestre de Sacy, tandis que M. Renan voyait au contraire une garantie de l'authenticité de cette indication dans les consonnes finales des deux mots, lesquelles trahissaient à ses yeux une traduction faite sur un texte pehlvi. Grâce au zèle infatigable de M. Théodore Benfey, cette précieuse version syriaque, qui date du VIe siècle, a été découverte dans un couvent de l'Asie-Mineure il y a trois ans, à la suite d'une série de péripéties qui méritent d'être racontées.

Dans un roman de Gustave Freytag, *le Manuscrit perdu*, un professeur allemand, en feuilletant de vieux parchemins, tombe sur une liste d'objets appartenant au couvent de Rossau et qu'un moine déclare avoir déposés en un lieu sûr, afin de les soustraire aux Suédois de Baner. O joie! parmi ces objets se trouve mentionné un manuscrit complet des *Annales* et des *Histoires* de Tacite, dont il ne nous reste, comme on sait, qu'environ la moitié. Sans perdre de temps, le professeur se met en chasse; après bien des alternatives d'espoir et de découragement, après toute sorte d'aventures romanesques, il trouve non pas le trésor qu'il poursuit, mais une femme belle et riche qu'il épouse et qui lui fait oublier sa déconvenue. La chasse au manuscrit dont M. Benfey a raconté toutes les circonstances a eu un dénoûment plus heureux; comme les voyages que le docteur Bernagius entreprend à la recherche de l'édition *princeps* de *Gomara* dans l'*Histoire d'un livre*, elle a été couronnée de succès. Dans la préface de sa traduction du *Pantchatantra*, publiée en 1859, le célèbre orientaliste établissait que la version arabe et la version syriaque des fables indiennes avaient dû être faites sur un texte primitif plus ancien et plus complet que le *Pentaméron* sanscrit qui nous a été conservé. Ce fut au mois de mai 1868 qu'il entrevit la première trace du manuscrit syriaque. Le professeur Bickell, de Münster, lui apprit qu'un archidiacre syriaque, Jochannân bar Bâbisch, venu à Münster pour y faire une collecte, lui avait parlé de prêtres chaldéens qui, d'un séjour dans l'Inde, chez les chrétiens de Saint-Thomas, avaient rapporté des

exemplaires de la version syriaque et les avaient offerts au patriarche catholique d'Elkoch, près de Mossoul; il en avait lui-même reçu, disait-il, une copie. La nouvelle paraissait peu croyable, et d'ailleurs les façons du prêtre syriaque n'inspiraient pas la confiance. Néanmoins M. Benfey s'adressa aux amis qu'il avait dans l'Inde afin d'éclaircir cette affaire.

Ses efforts restèrent sans résultat; il n'apprit rien qui confirmât les assertions de l'archidiacre, mais rien non plus qui les démentît d'une manière formelle. « La piste paraissait donc se perdre dans le sable, dit-il dans sa relation, quand au bout de deux ans le professeur Bickell m'avertit par lettre que le patriarche d'Elkoch, Youssouf Audo, se trouvait à Rome comme membre du concile. » M. Benfey se mit immédiatement en rapport avec le patriarche chaldéen; les renseignemens qu'il obtint prouvaient clairement qu'il ne fallait faire aucun fonds sur les détails donnés par Jochannân bar Bâbisch; cependant ils rendaient extrêmement vraisemblable l'existence d'un manuscrit de la version syriaque au couvent de Mardîn. M. Benfey s'empressa de faire part de ses conjectures à un de ses anciens élèves, M. Albert Socin, de Bâle, qui voyageait en Orient au printemps de 1870, et il le conjura de ne rien épargner pour découvrir le précieux manuscrit. M. Socin, qui savait déjà par expérience que les chrétiens orientaux se vantent toujours de posséder toute sorte de livres qu'ils connaissent à peine de nom, que de plus ils montrent à l'égard des voyageurs une défiance extrême et veillent avec une anxiété fanatique sur leurs trésors, M. Socin se mit en campagne sans avoir aucune foi dans le résultat. Arrivé à Mardîn, il se munit d'abord de recommandations qui devaient lui ouvrir la bibliothèque du couvent des jacobites, *Der ez Zaferan,* situé dans la montagne, à cinq heures et demie de la ville. Il y visita quatre cents volumes sans rien trouver de rare. De retour à Mardîn, il fit des questions à droite et à gauche; personne ne put lui donner un renseignement de quelque valeur. Un jour enfin, M. Socin prit le parti de se présenter au couvent des chaldéens. Comme il habitait une maison appartenant aux missions américaines, il était un personnage suspect; heureusement son domestique pouvait attester qu'il était étranger à toute propagande. On lui montra quelques livres de prières et des évangiles. Il demanda aux moines s'ils n'avaient pas de livres de fables. « Oui, répondirent-ils; il y en a un. » On finit par le découvrir dans la poussière, où il gisait, et on l'apporta. M. Socin l'ouvrit, et du premier coup d'œil lut ces mots tracés en lettres rouges : *Kalilag v Damnag.* Il ne laissa percer aucune émotion, rendit le livre et prit congé des moines. Au bout de quinze jours, il envoya un homme de confiance emprunter le livre. Les moines eurent des soupçons, et ne se décidèrent qu'avec beaucoup de peine à se dessaisir du manuscrit; mais enfin M. Socin put le feuilleter chez lui à son aise. Il trouva un copiste, qui se mit aussitôt à l'ouvrage. Les moines réclamaient déjà leur trésor, et M. Socin dut quitter Mardîn

avant que le travail ne fût terminé; ce fut donc avec une vive joie qu'il reçut enfin dans la ville d'Alep la copie qui est aujourd'hui entre les mains du professeur Benfey, et que ce dernier promet de publier prochainement avec traduction et commentaires.

Les récits d'entreprises de ce genre sont palpitans d'intérêt pour ceux qui comprennent qu'il s'agit là de sauver d'une irréparable destruction les derniers témoins d'une civilisation disparue, témoins dont l'importance ne se révèle parfois que longtemps après qu'on les a tirés de l'oubli et ramenés au grand jour.

Pour revenir à notre point de départ, jusqu'ici le héros de la fable est toujours un brahmane, religieux, ermite ou mendiant, qui casse un vase rempli de riz ou de miel en croyant administrer une correction à sa femme ou à son fils. Du XIIe au XVIIe siècle, le livre de *Kalila et Dimna* est traduit jusqu'à trois fois en persan moderne, puis en hébreu, en turc, en latin et en italien, en espagnol, en allemand, en français, en anglais, sous les titres les plus variés. La version latine du Juif Jean de Capoue, qui date du XIIIe siècle et qui est intitulée *Directorium humanæ vitæ,* ne tarda pas à devenir populaire parmi les lettrés, fut elle-même traduite ou arrangée bien des fois, et contribua beaucoup à répandre en tous pays ces leçons de sagesse terrestre que des prédicateurs bouddhistes avaient jadis improvisées à l'usage des pauvres Hindous qui les écoutaient. Vers la fin du moyen âge, ces fables furent assurément plus lues en Europe que la Bible ou tout autre livre. On les introduisit dans les sermons et les livres de morale, on les développa, on les localisa, on leur fit revêtir toute sorte de déguisemens jusqu'à les rendre méconnaissables.

Dans le *Gargantua*, un vieux gentilhomme compare une entreprise hasardée « à la farce du pot au laict, duquel un cordouanier se faisait riche par resverie, puys, le pot cassé, n'eut de quoy disner. » Ici le religieux est devenu un cordonnier; La Fontaine l'a-t-il lui-même changé en laitière? Le fait n'aurait rien d'étonnant, mais nous allons voir qu'il n'eut pas besoin d'opérer la métamorphose. Pourtant nous sommes encore arrêtés dans cette recherche de la filiation de Perrette. La Fontaine cite, comme la source où il a puisé, « le sage Pilpay, Indien. » *Le Livre des lumières, composé par le sage Pilpay,* est une traduction française, publiée en 1644, de l'une des versions persanes du recueil arabe; mais elle est incomplète, et nous n'y rencontrons ni la laitière, ni son prototype, le brahmane, ni le cordonnier de Rabelais.

La laitière paraît pour la première fois dans un recueil du XIIIe siècle, le *Dialogus creaturarum optime moralizatus,* qui fut traduit en anglais et en d'autres langues modernes. Ici, elle s'assoit au bord d'un fossé, et ses rêves la conduisent jusqu'au moment où son mari la mène à l'église à cheval; croyant éperonner sa monture, elle frappe la terre du pied, glisse et répand tout son lait; « c'est ainsi qu'elle fut loin de

compte et n'eut jamais ce qu'elle espérait avoir. » Nous la retrouvons ensuite dans le *Conde Lucanor* de l'infant don Juan Manuel sous la figure de doña Truhana, qui va au marché avec un pot de miel sur la tête, enfin dans les *Contes et nouvelles* de Bonaventure des Periers, un contemporain de Rabelais. C'est là évidemment que La Fontaine a pris son modèle, car ici la laitière « fait la ruade que ferait son poulain, » et en sautant ainsi fait tomber « sa potée de lait. » Après La Fontaine, ce joli conte d'enfant, dont il faut lire tout au long chez Max Müller les métamorphoses successives, a passé dans toutes les langues de l'Europe; le fabuliste français lui a donné sa forme définitive, comme un lapidaire qui taille un diamant.

Lorsqu'on a suivi Perrette à travers ses pérégrinations, on connaît le voyage de la plupart des fables qui appartiennent au même cycle indien; mais il est d'autres recueils du même genre qui ont trouvé le chemin de l'Europe. L'un des plus importans est *le Livre de Sindbad,* dont M. Comparetti a récemment raconté l'histoire. On sait aussi, et c'est M. Laboulaye qui en a fait le premier la remarque, on sait que le roman religieux de *Barlaam et Josaphat,* qui a pour auteur saint Jean de Damas, et qui fut si populaire pendant le moyen âge, est calqué sur le *Lalita Vistara,* c'est-à-dire sur la vie de Bouddha, dont les aventures sont attribuées à saint Josaphat, de sorte que, sous un nom d'emprunt, le fondateur de la religion bouddhique est devenu un saint du martyrologe romain. Saint Jean Damascène dit d'ailleurs lui-même que l'histoire qu'il se propose de raconter, il l'a entendue de la bouche de gens qui revenaient de l'Inde. Et en lisant la vie de Bouddha il faut convenir qu'il a mérité un tel honneur.

On connaît les nombreuses métamorphoses par lesquelles a passé au moyen âge l'épopée des animaux et notamment le cycle satirique, longtemps si populaire, que composent les divers *romans de Renart,* dont la source première est difficile à déterminer. et qui sont l'œuvre de poètes inconnus. Tout récemment encore un érudit bavarois, M. Konrad Hofmann, a publié un roman d'animaux tiré du *Libre de Maravelles* de Raymond-Lulle, dont la bibliothèque royale de Munich possède deux copies (1). Renart y joue un grand rôle; cependant le fonds du récit semble avoir été emprunté au livre de *Kalila et Dimna.* Dans cette version catalane, le loup et l'ours ne figurent qu'au second plan, tandis que le lion, l'éléphant, le léopard, l'once, *la renart,* le serpent, en sont les personnages principaux. Renart ourdit des complots contre le lion, et s'efforce de gagner à sa cause l'éléphant; mais ce dernier se défie de lui, et lui répond par des anecdotes qui démontrent le danger des ruses. Dans le nombre, il y en a qui sont assez gaies; telle est l'histoire des deux pages. « Un jour que le roi était assis sur son trône au milieu de ses

(1) K. Hofmann, *Ein Katalanisches Thierepos von Ramon Lull.* Munich 1872.

barons, l'un des pages vit sur le manteau de velours blanc du monarque une puce, et il demanda qu'il lui fût permis de l'enlever. Le roi se fit donner la puce, et, la montrant à ses courtisans, admira l'audace de cette petite bête assez osée pour s'approcher de lui. Au page, il fit donner mille écus d'or. Le second page fut jaloux du succès de son camarade, et résolut de le surpasser. Le lendemain, il mit un énorme pou sur le manteau du roi, puis demanda la permission de l'ôter; mais le roi en éprouva du dégoût, il reprocha au page d'avoir négligé de tenir ses vêtemens propres, et lui fit administrer cent coups de bâton. » L'éléphant se laisse néanmoins séduire par le renard, qui commence à réussir en ses mauvais desseins; au dernier moment, son compère l'éléphant a peur, dénonce la conspiration, et Renart est mis à mort. Il y a lieu d'espérer que l'étude de cette satire espagnole, qui pour le fond diffère absolument des *romans de Renart,* fournira des points de vue nouveaux à l'histoire du roman satirique au moyen âge.

A côté des grandes routes par lesquelles des recueils, des cycles entiers se sont propagés à travers le monde, il y a, dit M. Max Müller, « de plus petits sentiers moins fréquentés par où nous sont venus des fables isolées, parfois de simples proverbes, des comparaisons ou des métaphores. » N'est-il pas possible aussi qu'inversement certains traits qui nous frappent dans les contes et légendes des peuplades sauvages soient d'origine européenne et datent du passage de quelque missionnaire, de quelque colon depuis longtemps mort et oublié? C'est là une réflexion qui se présente naturellement à l'esprit lorsque nous rencontrons chez les Zoulous et chez les Hottentots des fables dont la donnée rappelle d'une manière surprenante les *contes de Renard.* L'idée dominante de ces récits, c'est que la ruse triomphe toujours de la force brutale. Dans la légende basouto (béchuana) du *Petit Lièvre,* ce dernier a conclu une alliance avec le lion; se voyant opprimé par son trop puissant allié, il propose de construire une hutte, et profite de l'indolence du lion pour lui enlacer si bien la queue dans les roseaux et les pieux qu'il se trouve prisonnier; alors le lièvre s'enfuit et le laisse mourir de faim. Il est curieux de constater que dans la fable africaine c'est généralement le lièvre qui joue le rôle du renard. Il en est ainsi dans les contes des Béchuana publiés par Casalis et par Schrumpf; chez les Bari de l'Afrique centrale, c'est même le lièvre qui attrape le renard. Un des types favoris des Zoulous est le jeune drôle Uhlakanyana, dont on se moque d'abord et qui finit par duper tout le monde. Un de ses hauts faits ressemble à celui du petit lièvre. Ayant à partager avec un cannibale, son compère, une vache grasse et une vache maigre, il insinue qu'il faut avant tout couvrir de chaume leur maison. Le cannibale répond : « Tu as raison, enfant de ma sœur, » et il monte sur le toit. Sa chevelure était longue; en poussant l'aiguille, Uhlakanyana l'entremêle et la

noue avec le chaume; ensuite il mange tout seul leur repas, et assiste en riant aux souffrances du cannibale, sur lequel tombe la grêle, et qui meurt de faim et de froid. Une autre fois il a été pris par les cannibales, et leur mère doit le faire cuire. Alors il persuade à l'ogresse de jouer avec lui « à se faire bouillir l'un l'autre. » La vieille dame accepte, car on doit commencer par Uhlakanyana; mais il empêche l'eau de bouillir, et après être resté quelque temps dans la marmite, il insiste pour que la vieille s'y mette à son tour. Une fois dans le chaudron, elle n'en sort plus, car le jeune espiègle maintient le couvercle de toutes ses forces et la fait cuire à sa place. Cet exploit rappelle celui de Peggy, qui fait cuire l'ogresse dans son propre four, et toute la foule de ces contes d'enfans, où l'on voit la méchante sorcière tomber elle-même dans la fosse qu'elle a creusée pour quelque innocent.

Souvent ces contes ne sont évidemment que l'amplification d'un dicton populaire, d'une maxime morale, que suggère l'expérience de la vie et qui est vraie partout : dès lors les ressemblances qu'ils offrent ne prouvent pas nécessairement qu'il s'agit d'une imitation directe. Une de ces moralités qui a été le plus fréquemment amplifiée est assurément celle qui nous enseigne que les méchans se prennent dans leurs propres piéges.

La ruse la mieux ourdie
Peut nuire à son inventeur,
Et souvent la perfidie
Retourne sur son auteur.

Il n'en faut pas moins encourager les efforts de ceux qui s'attachent à recueillir les traditions orales ou écrites sous toutes leurs formes. En effet, la persistance avec laquelle reparaît chez les peuples les plus divers telle anecdote, telle métaphore, tel dicton ou même telle plaisanterie, rappelle l'étonnante ténacité des racines et des formes grammaticales, dont l'analogie manifeste trahit si souvent des rapports de parenté et de filiation entre les races. La science du langage et la mythologie comparée viennent ainsi au secours de l'ethnologie et de l'histoire. Les contes de nourrices, les proverbes, les paraboles, que l'on recueille et qu'on sauve de l'oubli, deviennent de précieux matériaux scientifiques : ce sont les détritus d'anciennes couches de pensées et de langage ensevelies dans le passé, comme ces sables bleus ou roses, mêlés de coquilles, qu'on ramasse sur une plage, sont les débris de terrains fossiles, qui peuvent éclairer le géologue sur quelque épisode des révolutions du globe.

R. RADAU.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CENT SEPTIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XLIIIe ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1873

Livraison du 1er Septembre.

L'Espagne politique. — I. — Le caractère espagnol et la monarchie constitutionnelle, par M. Victor CHERBULIEZ. 5
Le Sens du beau chez les bêtes. — Le darwinisme psychologique et la psychologie comparée, par M. Charles LÉVÊQUE, de l'Institut de France. . 39
Littérature anglaise. — La Branche de lilas, par OUIDA. 64
La Guerre de France. — 1870-1871. — VIII. — Le Siége de Paris et le général Trochu. — IV. — Les dernières épreuves du siége et la bataille de Buzenval, par M. Charles de MAZADE. 97
Exploration scientifique de l'Algérie. — La société berbère, par M. Ernest RENAN, de l'Institut de France. 138
Gavarni, sa vie et ses œuvres, d'après de récentes publications, par M. Henri DELABORDE. 158
Le Véronèse a la villa Barbaro, par M. Charles YRIARTE. 183
Les livres de raison de l'ancienne France, par M. A. GEFFROY. 198
Chronique de la Quinzaine, Histoire politique et littéraire. 217
Essais et Notices. — Les Contes populaires de la Russie. 229

Livraison du 15 Septembre.

L'Empire des tsars et les Russes. — II. — Les races et la nationalité. — Les Finnois, les Tatars, les Slaves, par M. Anatole LEROY-BEAULIEU. 241
L'Eau dormante, scènes de la vie mexicaine, par M. Lucien BIART. 286
Un Roman philosophique en Allemagne. — *Les Enfans du monde*, de M. Paul Heyse, par M. Albert REVILLE. 316
Écrivains contemporains. — La Fantaisie et l'imagination dans la critique, par M. Louis ÉTIENNE. 349

Les Missions extérieures de la Marine. — III. — La station du Levant. — VIII. — Le siége d'Athènes, par M. le vice-amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE. 372
L'Éducation classique et les exercices scolaires. — Le Discours, par M. J.-J. WEISS. 392
Les vieux conteurs français. — Travaux de l'érudition contemporaine sur les origines de la littérature française, par M. Charles LOUANDRE. . 419
Les Partis socialistes et l'agitation ouvrière en Allemagne, par M. Ernest LAVISSE. 442
Chronique de la Quinzaine, Histoire politique et littéraire. 464
Essais et Notices. — La Machine animale. 476

Livraison du 1er Octobre.

L'Espagne politique. — II. — Le roi Amédée et la monarchie démocratique, par M. Victor CHERBULIEZ. 481
Les tsarines de Moscou et la société russe a l'époque de la renaissance, par M. Alfred RAMBAUD. 511
La Guerre de France. — 1870-1871. — IX. — Le Siége de Paris et le général Trochu. — V. — L'armistice et les négociations de Versailles, par M. Charles de MAZADE. 542
L'Administration française avant la révolution de 1789. — I. — Les Origines de l'administration royale, par M. Alfred MAURY, de l'Institut de France. 581
Un Dernier Succès, par M. Henri RIVIÈRE. 609
Iconographie chrétienne. — Une nouvelle interprétation plastique des Évangiles, de M. A. Bida, par M. Maxime DU CAMP. 635
Des caractères du luxe dans la société moderne, par M. Henri BAUDRILLART, de l'Institut de France. 667
L'Association française pour l'avancement des sciences. — Le Congrès scientifique de Lyon, par M. Fernand PAPILLON. 691
Chronique de la Quinzaine, Histoire politique et littéraire. 705

Livraison du 15 Octobre.

Histoire politique. — L'Église et l'état en Amérique, par M. Éd. LABOULAYE, député à l'Assemblée nationale. 721
Le Progrès social. — I. — Les Métamorphoses de l'idée du progrès dans la science contemporaine, par M. E. CARO, de l'Institut de France. 743
Les Missions extérieures de la Marine. — III. — La station du Levant. — IX. — Les Philhellènes et la capitulation d'Athènes, par M. le vice-amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE. 775
Deux récits de littérature anglaise. — Une Feuille dans l'ouragan. — Nello et Patrasche, par OUIDA. 798
L'Administration française avant la révolution de 1789. — II. — Les premières conquêtes de la centralisation, par M. Alfred MAURY, de l'Institut de France. 832
L'Empire des tsars et les Russes. — III. — Le climat, le tempérament et le caractère national, paysages et portraits, par M. Anatole LEROY-BEAULIEU. 860
L'Asie-Mineure d'après les nouvelles découvertes archéologiques, par M. Jules SOURY. 902
Poésies de la vie réelle, par M. A. THEURIET. 949
Chronique de la Quinzaine, Histoire politique et littéraire. 937
Essais et Notices. — Les Migrations des fables. 951

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.

AP
20
R5
pér.2
t.107

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY